BIBLIOTHÈQUE PRATIQUE
DE L'ENSEIGNANT

Roger Caratini

Histoire

L'Europe

8

Bordas

Collaboratrice principale : Françoise Caratini
Édition : Jacqueline N'Guyen-Tien
Documentation rédactionnelle : Jean Gerber, Jean-François Nahmias
Documentation iconographique : Annie Monlaü
Dessins, schémas et cartes : Gilles Alkan, Jean Battle, Denis Horwath
Prises de vues : Jeanbor
Mise en pages : Michel Ganne, Lucien Lallemand
Couverture : Jean Castel

ISBN 2-04-012207-9

Ce volume est une édition remaniée de l'Histoire universelle (2) : *De l'antiquité à nos jours, l'Europe ;* il a été publié pour la première fois aux Éditions Bordas en 1969, dans la collection « Bordas-Encyclopédie ».

Avant-propos

On a tout écrit sur les diverses manières d'aborder l'histoire : description minutieuse des événements, recherche des causes lointaines et proches de l'évolution politique, économique et sociale des peuples et des nations, « nouvelle histoire » (... elle est plus que sexagénaire, mais on l'appelle toujours ainsi) orientée vers la sociologie et l'anthropologie culturelle du passé, histoire journalistique des faits contemporains, toutes ces démarches sont maintenant bien connues du public cultivé et il semble vain, après tant de travaux spécialisés et de grandes synthèses, de proposer une histoire des États européens en un peu moins de deux cents pages !

Et pourtant, le jeu en vaut la chandelle. Car, même si ce livre a été précédé de tant d'autres sur le même sujet, il a ses originalités. L'histoire est comparable à une tapisserie de Pénélope que chaque historien doit remettre sur le métier ; il faut sans cesse en vérifier les circonstances et en varier les explications. Et cela est particulièrement vrai de l'histoire européenne, une des plus grandes aventures qu'ait connues l'humanité, qui implique à la fois le meilleur et le pire. Elle comporte en effet tout ce qui a fait la civilisation d'Occident, toutes les actions d'éclat qui ont élevé l'homme au-dessus de lui-même, mais aussi les drames les plus abominables et les idéologies les plus redoutables qui les ont engendrés, tels les nationalismes hypertrophiés ou les totalitarismes.

***

L'histoire de l'Europe est récente, si on la compare à celle des pays du Moyen Orient où Sumériens, Égyptiens, Akkadiens, Babyloniens, Assyriens, Hittites, Phéniciens ont développé les civilisations brillantes que l'on sait du IVe au Ier millénaire avant notre ère. A la même époque, si l'on excepte la Crète, l'Europe vit encore les derniers moments de sa préhistoire. Les populations qui nomadisent à travers cette péninsule au bout de l'Asie qu'est le continent européen connaissent, certes, les techniques de l'élevage et de l'agriculture (céréales et légumes un peu partout, arbres fruitiers dans la future Gaule, olivier et vigne —?— en Espagne et en Italie), l'art du tissage et celui de la céramique, mais leur vie sociale est encore fruste. Les vestiges les plus importants ont été retrouvés à Cucuteni (Bessarabie), Tripolye (Dniepr), Eroesd (Transylvanie), en Espagne (El Garcel, Los Millares) et au Portugal (Palmella). Le tableau ci-dessous résume la protohistoire européenne, Méditerranée orientale exceptée (voir, pour cette région du monde notre ouvrage sur *l'Antiquité,* dans la même collection).

Les dates sont approximatives. Elles sont situées avant J.-C.

Europe centrale et orientale	Europe septle et Iles Britanniques	Gaule	Espagne et Italie
2500 – **Civilisation danubienne** : agriculture semi-nomade, céréales et légumes; élevage; tombes à tumulus *(kourganes).* – **Cucuteni** (Bessarabie), **Tripolye** (Dniepr), **Erœsd** (Transylvanie) : civilisation de la céramique peinte *(tells).*	**2500** – Récolteurs de nourriture.	**2500** – **Civilisation des Alpins** (lac de Neuchâtel); habitat dans les palafittes; bétail; céréales et arbres fruitiers; chasse et pêche; tissage du lin; tombes à tumulus.	**2500** – **El Garcel** (Espagne) : céréales et olivier, outillage perfectionné (métier à tisser), sépultures collectives. – **Los Millares** (Espagne). – **Palmella** (Portugal) : civilisation mégalithique influencée par les commerçants orientaux.
MÉGALITHES		MÉGALITHES	
2000 – **Civilisation des gobelets à zones** (gobelets profonds décorés de zones incisées, *beakers*) sur le Danube et en Germanie septentrionale. – Les Ioniens en Grèce. **1800** – **Civilisation d'Ounétice** en Bohème (tombes plates à squelettes accroupis). **1500** – **Civilisation pannonienne** (invention de l'épée à lame lourde conçue pour frapper de taille). – **Civilisation cimmérienne** : art des Steppes. – Invasion de la Grèce par les Achéens, qui introduisent l'usage de l'incinération. **1400** – **Civilisation lusacienne** : hache à douille, épée pistilliforme; incinération (champs d'urnes). – Les Thraces (Daces et Gètes) en Roumanie. **1200** – Les Doriens introduisent le fer en Grèce. **900** – Les Illyriens introduisent le fer en Europe. – **Civilisation de Hallstatt.** **700** – Les Scythes apportent le fer au nord des Balkans. **229** – Conquête de l'Illyrie par les Romains.	**2000** – **Civilisation de la hache d'armes** (double hache à deux tranchants perpendiculaires); tombes. – Invasion des Goidels en Grande-Bretagne. **1300** – Invasion celtique en Grande-Bretagne : les Pictes (?) introduisant la civilisation lusacienne. **500** – **Civilisation de la Tène.** Les Germains peuplent la plaine allemande et polonaise jusqu'à la Vistule. – Invasion celtique en Grande-Bretagne : les Bretons introduisent la civilisation de la Tène. **55** – Début de la conquête romaine.	**2000** – Expansion pré- ou proto-celtique. **1600** – Amplification de l'infiltration celtique. **1400** – Les champs d'urnes remplacent les tumuli; céramique lusacienne. **900** – **Civilisation de Hallstatt** : défrichement systématique et organisation territoriale. **600** – Fondation de Marseille par les Phocéens. – **Vix** : tombe à char comportant du mobilier funéraire étrusque et grec. **500** – **Civilisation de la Tène** : céramique et art du métal. **118** – Fondation de la Narbonnaise. **58-51** – Conquête de la Gaule par César.	**1800** – **Civilisation d'El Argar** : agglomérations fortifiées; influence orientale (enterrement dans des jarres). **1500** – **Civilisation des terramares** : plates-formes sur pilotis, construites sur terre ferme; agriculture; bonne technique métallurgique. **1200** – Les Ombriens en Italie. **1000** – Fondation de Gadès (Cadix) par les Phéniciens. **800** – **Civilisation villanovienne** : technique du fer, incinération (tombes creusées *a pozzo*), dans le Latium et en Étrurie. **700** – Apparition des Grecs en Italie. **600** – Expansion de la **civilisation de Hallstatt** en Espagne. Fondation de Marinakê par les Phocéens. **500** – Expansion des Ibères. **390** – Prise de Rome par les Gaulois. **300** – Les Celtibères en Espagne. **272** – Achèvement de la conquête de l'Italie du Sud par les Romains. **134** – Prise de Numance (capitale des Celtibères de Castille) par les Romains.

Quelques mots, enfin, sur la structure de ce livre ne sont pas inutiles.

1. Nous n'avons pas brossé une histoire globale de l'Europe, mais décrit les grandes lignes de l'histoire des diverses nations qui la composent. Il ne faut cependant pas perdre de vue que l'évolution des différents États ne s'est pas faite en vase clos : les relations internationales, le marché économique européen, les guerres, les mouvements révolutionnaires et d'autres faits du même genre ont été le ciment de l'Europe.

2. Les événements proprement dits sont énumérés dans les chronologies qui composent l'*Annexe.* Compte tenu des limites de cet ouvrage, nous n'avons pu exposer le difficile problème de la détermination des dates, et nos tableaux présentent donc une certaine indétermination. A quelle date, par exemple, l'ONU a-t-elle été créée ?

— le 12 janvier 1941 (résolution de Saint-James) ?

— le 1er janvier 1942 (signature de la Déclaration des Nations Unies) ?

— entre le 21 août et le 7 octobre 1944 (Conférence de Dumbarton Oaks) ?

— le 26 juin 1945, lors de la signature de la Charte des Nations Unies à San Francisco ?

— le 24 octobre 1945, date de l'entrée en fonction officielle de l'ONU ?

3. Il est impossible de « faire de l'histoire » sans parti pris. L'histoire « objective » est un leurre. Cela dit, l'histoire polémique, le travestissement des faits pour cause d'idéologie n'est pas admissible. L'honnêteté de l'historien commence par là : sa personnalité ne doit s'exprimer que dans l'interprétation des faits ou dans le jugement — toujours très prudent — qu'il propose. Ce livre est écrit à la première personne, et certaines positions ne plaisent peut-être pas à certains. Mais nous avons toujours nuancé nos propos... et il reste toujours au lecteur « qui n'est pas d'accord » la possibilité de nous le faire savoir et de nous demander des justifications. Nous le ferons toujours avec plaisir.

Sommaire

L'ÉCOSSE ET L'IRLANDE



Ph. © Ciccione/Rapho.

Les alignements de Carnac
La pratique d'ériger des blocs de pierre massifs — que l'on appelle **menhirs** *quand ils sont dressés verticalement, comme ci-dessus, et* **dolmens** *lorsqu'ils sont posés horizontalement sur des supports — se répand en Europe occidentale entre 2500 et 2000 avant J.-C. Les* **mégalithes** *(« grandes pierres ») les plus célèbres se rencontrent au Portugal (Palmela), en Bretagne (Locmariaquer, Carnac), en Grande-Bretagne (Stonehenge) et sur les côtes de la mer du Nord.*

L'ÉCOSSE.

L'Écosse est la partie septentrionale de l'île de Grande-Bretagne, anciennement appelée *Calédonie,* puis *Scotia* (pays des Scots) vers le XIe siècle ; le nom de *Scotland* s'est introduit dans le courant du XIIe siècle. Le royaume d'Écosse s'est uni au royaume de Grande-Bretagne le 6 mars 1707 ; son histoire à partir de cette date se confond avec celle de la Grande-Bretagne dont elle est une région, au même titre que l'Angleterre par exemple.

Des origines à la guerre de Cent Ans.

Les Pictes et les Scots.

L'Écosse était habitée, au nord, par des peuples préceltiques, les *Pictes* et, au sud, par des peuples celtiques, les *Atecotti,* que les traditions tardives nous présentent tous deux comme particulièrement redoutables. A partir du IVe siècle, les Pictes sont envahis par des pirates venus d'Irlande, les *Scots,* qui établissent leur domination dans la région nommée aujourd'hui l'Argyll et dans les îles avoisinantes (royaume de Dalriada). C'est vers le VIe siècle que les *Angles* (voir p. 5) occupent le sud-est de la région (Lothians), tandis que les Bretons sont installés dans le Sud-Ouest (entre le Firth of Clyde et Solway). Après deux siècles de pause (VIIe-IXe siècle), la conquête des Scots reprend et soumet tout le pays (unification par le roi Kenneth Ier MacAlpin en 843) qui prend le nom de ses conquérants et en accepte la langue (le *gaélique d'Écosse,* encore parlé dans le Nord-Ouest). L'essor du christianisme fut favorisé par l'œuvre de l'Irlandais saint Columba qui évangélisa les Pictes à partir de 565 (monastère de l'île d'Iona).

Au IXe siècle, le groupement des Pictes, des Scots, des Angles et des Bretons voit son unité renforcée par la lutte commune contre les envahisseurs scandinaves (voir p. 82) qui occupent les îles Hébrides, les Orcades, les Shetlands et le nord du pays (Caithness). Ce n'est qu'au XIe siècle, après que le roi Malcolm II eut vaincu définitivement les Anglo-Saxons de Northumbrie, que naît le *royaume d'Écosse,* sous le règne de Duncan Ier (1034-1040), assassiné par Macbeth dont l'accession au pouvoir a été immortalisée par la pièce de Shakespeare.

L'Écosse et l'Angleterre.

A cette époque, la jeune Écosse n'est encore qu'un groupement de tribus dont l'organisation religieuse dérive de l'Église irlandaise ; il n'y pas de système épiscopal, mais une prépondérance des abbayes et des monastères locaux. Sous l'influence de la reine Margaret (sainte Marguerite, vers 1045-1093, canonisée en 1250), du roi David Ier et de ses successeurs, le pays se transforme ; la langue anglaise remplace peu à peu les idiomes celtes, les mœurs s'anglicisent et l'organisation diocésaine s'implante, à la manière anglo-normande. En même temps se constitue une société de type féodal (importance des *barons,* des *thanes,* compagnons de guerre du roi). En 1286, à la mort du roi Alexandre III, toute l'Écosse est « anglicisée ». Mais, paradoxalement, les relations politiques avec l'Angleterre restent tendues. Les Anglais tentent d'imposer leur suzeraineté à l'Écosse en plaçant sur son trône un prince vassal (John de Baliol) ; le nationalisme écossais, soutenu par William Wallace (1272-1305) et Robert de Bruce (1274-1329), finit par triompher (victoire de Bannockburn, 1314). Il s'est ainsi instauré entre les deux royaumes une haine tenace qui explique en particulier l'alliance franco-écossaise au moment de la guerre de Cent Ans en 1346 (la même année que la bataille de Crécy) et la politique traditionnelle d'amitié avec la France caractérisant l'Écosse avant l'union des deux couronnes.

Les Stuarts.

Les difficultés de la monarchie écossaise.

A partir de 1371, les souverains d'Écosse appartiennent à la famille des Stuarts. Cette famille remonte à la famille anglo-normande des Fitzalans titulaire depuis le XIIe siècle de la dignité héréditaire de Grand sénéchal ; « sénéchal » se dit en anglais *steward,* d'où le nom de « Stewart » que prit cette famille, nom francisé en « Stuart » au XVIe siècle. L'histoire de l'Écosse sous les Stuarts est marquée par une succession de crises : les souverains se heurtent à la fois aux Anglais (le roi Jacques IV, en pratiquant la politique traditionnelle d'alliance avec la France, trouve la mort à la bataille de Flodden en septembre 1513) et à une noblesse locale, turbulente, particulièrement attachée à ses apanages et à ses droits. En dépit des difficultés sans nombre que rencontre la Couronne, le pays évolue ; grâce à l'effort des évêques, à la générosité du pape et à celle des rois, des universités se créent (Saint-Andrews en 1410, Glasgow en 1451, Aberdeen en 1495). La vie commerciale est active (relations avec les ports de la Baltique, les Pays-Bas, la France, l'Angleterre, l'Irlande), mais la majorité de la population (environ 750 000 âmes) mène une vie agricole traditionnelle et pénible. Les villes, à la fin du XVe siècle, sont encore peu développées : la principale est Edinburgh (Édimbourg, 20 000 habitants), suivie de Glasgow (4 500 habitants seulement).

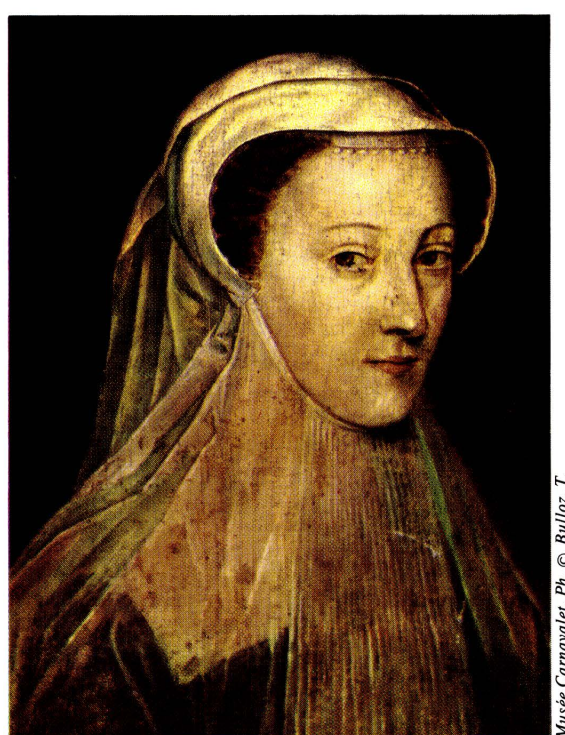
La Réforme et Marie Stuart.

Le 29 février 1528, l'Écossais Patrick Hamilton, abbé de Ferne, adepte de Luther, est brûlé à cause de ses convictions réformistes. Son supplice marque l'origine de la révolution religieuse en Écosse où George Wishart vers 1540 et le calviniste John Knox à partir de 1547 prêchent avec ardeur la religion réformée, s'unissant à la noblesse pour combattre la monarchie (catholique romaine) avec le soutien, à partir de 1558, de la reine d'Angleterre Élisabeth Ire. L'Église protestante d'Écosse (presbytérienne) fut déclarée religion d'État en 1560 par le Parlement d'Edinburgh et la reine catholique, Marie Ire Stuart, fut chassée de son royaume.

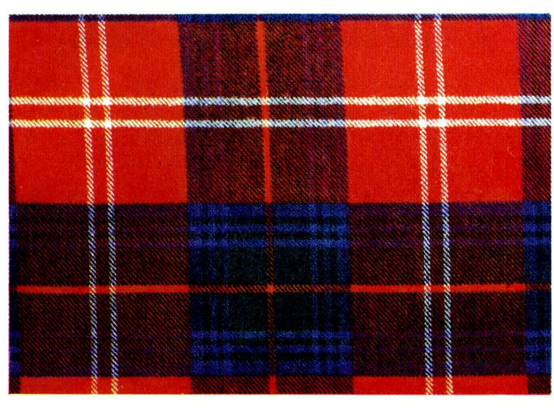
Cette femme, née en 1542, reine dès sa naissance (son père, Jacques V étant mort alors qu'elle n'avait que sept jours), mariée dès l'âge de seize ans à François II, dauphin de France et roi en 1559, morte sur l'échafaud en 1587 après une vie mouvementée et passionnée, semble avoir été créée de toutes pièces pour les amateurs de biographies historiques. Cependant, si l'on veut bien oublier le romanesque, on constate que Marie Ire Stuart n'a eu, en définitive, que le sort qu'elle méritait : sans volonté, aimant les plaisirs, oubliant ses responsabilités de reine dans les bras de ses amants, sans doute complice du meurtre d'un de ses époux (Darnley), manquant de discernement dans tous les actes importants de sa vie, elle utilisa sa beauté et un certain charme de caractère (acquis sans doute au cours de son éducation française à la cour des Guises) avec imprudence, cynisme et sottise tout à la fois.



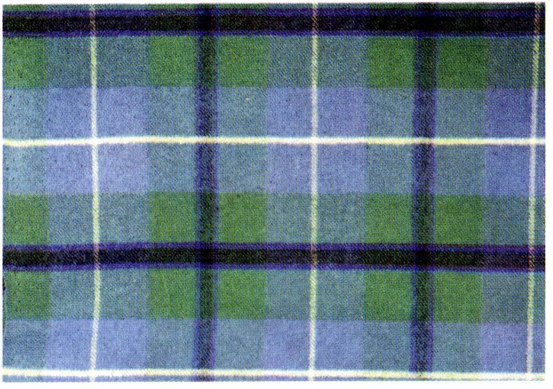
Marie Stuart :
le moins que l'on puisse dire est qu'elle a mérité son sort.



Musée Carnavalet. Ph. © Bulloz. T.









Coll. « Laines Écossaises ». Paris. Ph. Jeanbor © Arch. E.B.

Les Écossais portent traditionnellement un jupon de laine appelé* kilt *dont le tissu — tartan — a des couleurs et des dessins conventionnels. Chaque famille, chaque clan, possède un tartan particulier. Ci-dessus, de bas en haut, les tartans Douglas, Old Stewart (famille royale), Cameron (dominante verte pour la chasse), et Chisholms (dominante rouge des vêtements quotidiens).

L'union des couronnes.

● *Le gouvernement de l'Écosse* avait subi dans le courant du XVIe siècle un certain nombre de transformations. Les souverains régnaient en s'appuyant sur un Parlement fréquemment consulté qui était composé de représentants des trois « états » : le Clergé, la Noblesse et les « Bourgeois ».

Cette évolution vers le parlementarisme va en s'augmentant jusqu'à l'Acte d'Union du royaume d'Écosse avec le royaume d'Angleterre.

● *Ce qui est aussi très important* en cette fin du XVIe siècle, c'est l'installation progressive de la Réforme (adaptation, en 1561, du *First Book of discipline,* rédigé en 1560 par John Knox, qui établissait les règles et disciplines de l'Église réformée), l'agitation (vaine) du *parti de la reine* pendant la période de régence (1567-1578) et enfin l'union des deux couronnes d'Angleterre et d'Écosse en la personne de Jacques VI d'Écosse, fils de Marie Stuart, roi théorique en 1567, roi effectif en 1578, roi d'Angleterre sous le nom de Jacques Ier d'Angleterre à la mort d'Élisabeth Ire, qui ne laisse aucune postérité, en 1603.

Le double règne de Jacques VI Stuart ne signifie pas pour autant la fin de l'opposition anglo-écossaise, et pas davantage la création symbolique, en 1606, de l'*Union Jack* (fusion sur un même fond bleu de la croix de Saint-Georges — anglaise — et de la croix de Saint-André — écossaise) : l'Angleterre, pays riche, n'envisageait pas de partager sa prospérité avec l'Écosse, pays pauvre. Les deux royaumes coexistent donc, sans mêler ni leur politique ni leurs finances. Le Parlement anglais fut soutenu, certes, par l'Écosse, pour lutter contre Cromwell (voir p. 7), mais en vain : ce dernier, victorieux des Écossais à Dunbar (1650) et à Worcester (3 septembre 1651), oblige l'Écosse à s'unir au *Commonwealth,* créé en 1649.

Après encore un demi-siècle de guerres, d'oppositions, de difficultés, la fusion des deux royaumes en un seul avec un seul parlement et un seul gouvernement put avoir lieu : l'Écosse avait besoin de l'assistance économique de sa puissante voisine, qui lui offrait la liberté de commerce ; l'Angleterre, pour sa part, en incorporant l'Écosse à la Couronne, éliminait le danger d'une alliance franco-écossaise et réglait le problème de la succession au trône (opposition des légitimistes jacobites et des partisans de la maison de Hanovre, voir p. 8).

En trois mois, d'avril à juillet 1706, les représentants des deux pays se mettent d'accord sur les termes d'une convention d'union : égalité des droits entre tous les citoyens de l'île, liberté du commerce, répartition équitable des charges ; l'Écosse conservait ses lois et ses coutumes féodales ; elle avait droit à quarante-cinq députés à la Chambre des Communes et à seize représentants à la Chambre des Lords. Les deux Églises (presbytérienne en Écosse et épiscopalienne en Angleterre) acceptent la coexistence. Ce traité fut accepté par le Parlement écossais en janvier 1707, promulgué en mars de la même année, avec effet à partir du 1er mai 1707. La suite de l'histoire de l'Écosse n'est plus qu'un aspect de l'histoire intérieure de la Grande-Bretagne.

L'IRLANDE.

L'île d'Irlande (en gaélique : *Eire*) est divisée depuis 1921 en deux parties : l'État libre devenu en 1937 la république d'Irlande (en gaélique : *Poblacht na h-Éireann*), État membre de l'ONU qui, depuis 1948, ne fait plus partie du *Commonwealth,* et l'Irlande du Nord *(Ulster),* partie intégrante du Royaume-Uni mais qui possède cependant un certain gouvernement local.

Les origines.

L'Irlande et les Celtes.

● *L'occupation de l'île* par des hommes est relativement récente (au Mésolithique, après l'époque glaciaire ; culture dite de *Larne* au VIe millénaire avant notre ère). Au Néolithique puis à l'âge du bronze s'épanouissent les *mégalithes,* généralement groupés sur des hauteurs (sites les plus importants : dans les comtés de Meath et de Sligo). Les Celtes envahissent

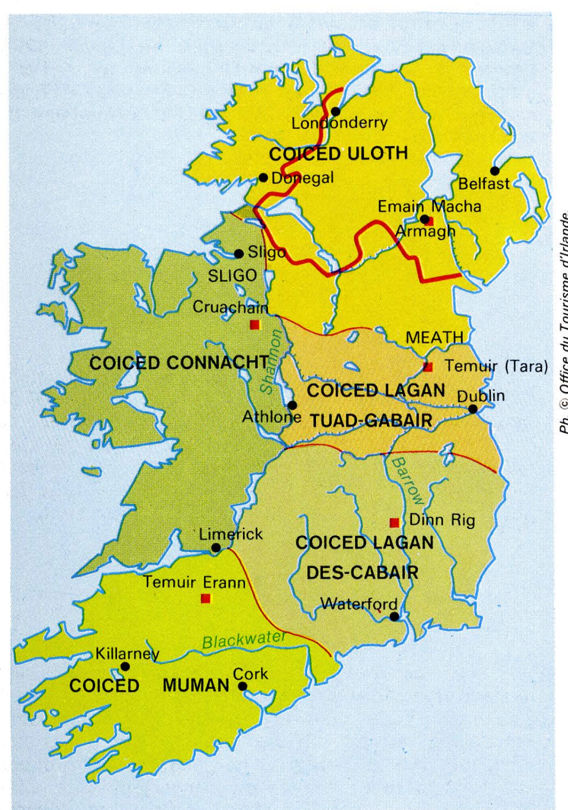
le pays au IVe siècle av. J.-C. et imposent leur langue et leur civilisation aux aborigènes (culture de la *Tène,* invention de l'écriture celtique appelée *ogham* faite de traits horizontaux plus ou moins longs disposés comme des notes de musique sur une portée). Les Celtes d'Irlande *(Gaëls)* s'organisent en petits États aristocratiques *(tuatha),* avec une assemblée du peuple *(oinach)* et un sénat *(aireacht).* Ces petits royaumes se regroupent en cinq « Cinquièmes » (les *five Fiths*) : Ulster (Ulaid), Connaught (Connacht), Munster (Muma), Leinster (Laigin) et Meath (Midhe). C'est à cette période que se développe le *druidisme :* les druides (*filied,* terme qui désignera plus tard les conteurs populaires) sont initialement des sages (au sens pythagoricien du terme), qui s'occupent aussi de magie et d'occultisme ; ils ont aussi un rôle de juge ; ils subsistent encore à l'époque chrétienne et leur influence intellectuelle sur la civilisation irlandaise naissante a été prépondérante.

● *A partir du IIIe siècle de notre ère,* les Irlandais (le nom primitif de l'île était *Iveriù*) se lancent dans la piraterie (invasion de la Grande-Bretagne par les Scots, voir p. 1). Au cours de l'une de ces expéditions, ils ramènent vers 410 un jeune esclave qui, libéré six ans plus tard, reviendra en 432 évangéliser l'île : il s'agit de saint Patrick. Du VIe siècle à la fin du VIIe siècle se développe alors la brillante civilisation irlandaise qui se répand à travers toute l'Europe occidentale (saint Columba dans l'île d'Iona, saint Columban dans les Vosges, à Luxeuil, le philosophe rationaliste et chrétien Jean Scot Erigène au IXe siècle), tandis que deux branches de la famille O'Neill, descendant de Niall of the Nine Hostages (mort en 405) dominent le pays. L'arrivée des Normands, au IXe siècle, perturbe la vie politique, sans cependant briser l'élan culturel.

L'Irlande, colonie anglaise.

Les Anglais s'intéressent à l'Irlande à partir de 1171 ; leur intervention marque le début d'une lutte interminable au cours de laquelle les Irlandais, dominés, opprimés, persécutés par leurs ennemis, ne cessent de fortifier leur nationalisme. Cette histoire dramatique de l'Irlande aboutit, après une dernière révolte en 1798, au statut suivant : de colonie l'Irlande devient partie intégrante du Royaume-Uni par l'Acte d'Union de mai 1800 (Pitt). A partir de ce moment, la question irlandaise ne cesse de troubler profondément la politique intérieure britannique.

L'Irlande et ses divisions traditionnelles (les Cinq Fifths). On a indiqué la limite actuelle de l'Ulster (en rouge).



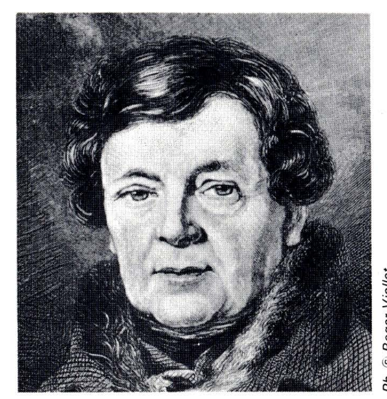
Ph. © Office du Tourisme d'Irlande.

La tour de guet d'Ardmore (comté de Waterford). Les tours sont aux côtes irlandaises ce que les clochers et les campaniles sont aux villages français et italiens : on y appelait à la prière, on s'y réfugiait en cas de danger, on guettait l'envahisseur éventuel.

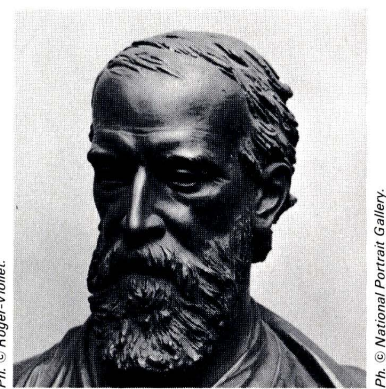
La question irlandaise et le Home Rule.

Les conditions du problème.

● *Sa complexité.* Le problème irlandais se pose au XIXe siècle sur le plan économique, religieux et national. Économiquement, l'Irlande, ruinée par la concurrence anglaise, réduite à une agriculture extrêmement pauvre, menacée par la famine (celle de 1846 fera 730 000 morts en cinq ans), dépeuplée par l'émigration, est un pays qui se meurt. Religieusement les Irlandais sont en majorité catholiques (plus de 90 %) et la loi anglaise interdit aux catholiques, jusqu'en 1829, d'être députés ou fonctionnaires : les Irlandais sont donc gouvernés par des protestants, et l'Église anglicane est toute-puissante dans le pays. Enfin des siècles de guerre avec l'Angleterre, les mesures répres-


Ph. © Roger-Viollet.

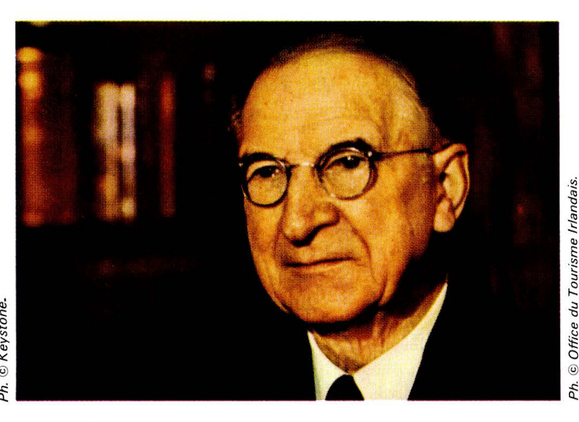

***Daniel O'Connell* (1775-1847)**


Ph. © National Portrait Gallery.

***Charles Stewart Parnell* (1846-1891)**


Ph. © Keystone.

***Sean O'Kelly* (1882-1966) premier président de la République d'Irlande**


Ph. © Office du Tourisme Irlandais.

***Eamon de Valera* (1882-1975) leader extrémiste du parti nationaliste**

sives prises constamment par le gouvernement britannique en face des troubles qui surgissent sans cesse (condamnations à mort, loi martiale, couvre-feu, exécutions sommaires, etc.) exacerbent le sentiment national.

● *Ses acteurs.*

— *Daniel O'Connell* surnommé le Libérateur, fondateur de l'Association catholique (1822), opposé à la violence et au terrorisme et partisan de manifestations populaires dans le cadre de la loi; député aux Communes (1828), il participa activement à la politique britannique, tout en réclamant l'abolition de l'Union Act; après l'échec des manifestations de 1843, il est jugé trop tiède par le mouvement romantique de la *Jeune Irlande;* dépassé par l'ampleur des difficultés économiques, il émigre à Gênes où il meurt en 1847.

— *Charles Stewart Parnell* (1846-1891), protestant, leader du *Parti irlandais,* utilise une stratégie d'obstruction parlementaire; partisan de l'autonomie irlandaise (ce qu'on appelle le *Home Rule,* mot à mot : « le gouvernement chez soi »). Sa liaison avec Mrs. O'Shea, femme d'un de ses collaborateurs, provoqua un divorce scandaleux qui ruina tout son crédit (1889).

— *Patrick Pearse,* poète gaélique, organisateur en particulier du soulèvement de 1916 à Dublin (les *Volontaires irlandais*) à la suite duquel il fut condamné à mort et fusillé.

— *Eamon de Valera,* leader du mouvement nationaliste *Sinn Féin* (1918), participe à la création de l'*Irish Republican Army* (IRA), pour résister par la violence à l'administration britannique; en 1921, il refuse le traité de Londres et tranche les derniers liens qui unissent l'Irlande à l'Angleterre; fondateur du parti *Fianna Fail,* il a dirigé la politique irlandaise, soit comme Premier ministre, soit comme président de la République, jusqu'en 1973.

● *Le mode d'action des Irlandais* est à la fois terroriste (attentats, émeutes, guérillas) et politique (action parlementaire, grandes manifestations de masse, recherche d'appuis à l'étranger, etc.). Des associations nationalistes, dont l'ardeur est parfois excessive, jouent un rôle semblable à celui des « fronts de libération » que connaît le monde moderne :

— Le mouvement *Young Ireland* (« Jeune Irlande »), dirigé par l'équipe de l'hebdomadaire nationaliste *The Nation* (C.G. Duffy, T.O. Davis, J.B. Dillon, réclame l'abolition de l'*Union Act;* il s'est manifesté entre 1842 et 1850.

— L'*Irish Land League* (« Ligue terrienne irlandaise »), fondée par Michaël Davitt en 1879 soutient le programme dit « des trois F » : *Fair rent, Fixity of tenure, Free sale* (Fermage équitable, bail assuré, liberté de vente).

— Les *Fenians* (« défenseurs ») constituèrent une société révolutionnaire relativement secrète, dont les leaders sont Charles Kickham, John O'Leary, Jeremiah O'Donovan Rossa, Thomas Clarke Luby; le Fenianisme s'est largement répandu chez les Irlandais émigrés aux États-Unis à partir des années 1860.

— Au Parlement, le parti Irlandais, créé en 1870 par Isaac Butt, est aussi celui de Parnell; son influence décline après le discrédit de celui-ci.

— Le mouvement *Sinn Féin* (« nous-mêmes » en gaélique) a été créé par Arthur Griffith en 1902, en rapport avec des mouvements culturels gaéliques.

Déroulement des événements.

Voir p. 129. Noter que l'amendement de 1922 accorde à l'Irlande du Nord un régime mixte : elle est autonome, mais en même temps elle est intégrée au Royaume-Uni, conformément au désir de sa population. Représentée au Parlement anglais par douze députés, l'Irlande du Nord ou *Ulster* possède aussi un gouvernement local à Belfast avec une Chambre des Communes, un Sénat et un Gouverneur, représentant la Couronne et chef de l'exécutif.

La république d'Irlande (Eire).

Création de l'État.

Le projet de *Home rule* a été combattu par Edward Carson et les unionistes de l'Ulster, partisans de l'union avec la Grande-Bretagne, et par la Chambre des Lords. C'est finalement le Premier ministre libéral H.H. Asquith qui l'a fait voter en 1914 (après avoir limité les pouvoirs des Lords en 1911); l'Irlande était alors à la veille d'une guerre civile (entre le Nord, unioniste, et le Sud, séparatiste); mais l'application en fut suspendue jusqu'à la fin des hostilités, puisque la Grande Guerre venait d'éclater. En 1920, par le *Government of Ireland Act,* l'Irlande est divisée en deux régions autonomes, dans le cadre du Royaume-Uni; le 6 décembre 1921 est signé le traité anglo-irlandais de Londres, faisant de l'Irlande du Sud (26 comtés) un État libre, avec le statut de dominion, l'Irlande du Nord (6 comtés) restant rattachée au Royaume-Uni. Le traité de Londres, accepté par les modérés, fut refusé par de Valera et les Républicains. Ce n'est qu'en 1937 que l'Irlande se donna une constitution républicaine, éliminant l'allégeance à la Couronne; toutefois elle ne quitta officiellement le Commonwealth qu'en 1949.

Évolution de l'Eire.

Voir p. 129.

En 1886, à Belfast, les protestants manifestent contre le Home Rule *: ils veulent rester les sujets de Sa Gracieuse Majesté. En 1980, ils n'ont pas changé d'avis.*



Ph. © Roger Viollet.

LE ROYAUME-UNI

DES ORIGINES À LA PÉRIODE ÉLISABÉTHAINE.

Les origines.

Celtes et Romains.

● *Préhistoire.* L'île que les Romains baptisèrent *Britannia* (d'après le nom grec de ses premiers occupants : *Pretanoi,* déformé par Jules César en *Britanni*) ne s'est détachée du continent qu'au VIIe ou VIe millénaire avant notre ère, c'est-à-dire à la fin du Mésolithique. Ce sont des immigrants continentaux qui y ont sans doute apporté la civilisation néolithique vers 4 000 avant notre ère puis, quelque deux mille ans plus tard, la métallurgie du bronze. Ces derniers arrivants venaient des Pays-Bas et de la vallée moyenne du Rhin ; leur culture est caractérisée par des gobelets profonds décorés de zones incisées (en anglais : *beakers*). C'est à eux qu'est due vraisemblablement l'introduction d'une langue indo-européenne dans l'île. Les pierres dressées arrangées circulairement de Stonehenge datent de cette époque (environ 1800-1400 avant notre ère).

● *Les Celtes.* La Bretagne, entre dans l'ère historique avec les invasions celtes, à partir du VIIIe siècle avant notre ère : les *Goidels (Gaëls)* à la fin de l'âge de bronze, les Bretons et les Celtes, à l'âge de fer, qui transmettent leur civilisation (en liaison avec celle de la Tène) et leurs langues aux autochtones. Les tribus celtes de la Bretagne ont un mode de vie analogue à celui des Gaulois (voir p. 36) ; mais le pays est moins peuplé, les tendances à l'unité moins fortes. Malgré cela, la conquête romaine est tardive et difficile. Elle a été commencée en 55 av. J.-C. par Jules César, mais il faut attendre 43 apr. J.-C. pour voir l'empereur Claude s'emparer de *Camulodunum* (Colchester) — la « capitale » du petit royaume breton de Cunobelin (Cymbeline dans la littérature) — ; le sud de l'île est conquis par Vespasien ; l'ouest (pays de Galles) et l'extrême nord (Yorkshire) sont conquis par Adiutrix et Agricola entre 70 et 80 apr. J.-C. En 122 apr. J.-C., Hadrien visite le territoire britannique et fait construire une sorte de muraille de Chine, *le mur d'Hadrien* (117 km de long, de Wallsend à Bowness), pour protéger le pays contre les incursions des tribus nordiques (actuelle Écosse) non pacifiées et particulièrement féroces. Plus tard, Antonin construit un second mur plus au nord.

● *La Bretagne romaine* (divisée au IVe siècle en cinq provinces administratives) n'a pas connu le même degré de romanisation que la Gaule. La partie septentrionale de l'île, montagneuse, exposée aux attaques des tribus venues d'Écosse et d'Irlande, est une zone militaire (l'archéologie n'a pas mis au jour un seul vestige de vie civile au-delà de York). La civilisation s'est développée dans le sud (au sein des « basses terres ») ; dans le courant du Ve siècle, des cités voient le jour, sur l'emplacement des villages celtiques *(market places),* ou bâties de toutes pièces par les Romains, comme *Camulodunum* déjà cité, *Verulanium* (Saint-Albans), *Calleva Atrebatum* (Silchester), etc. Londres, à l'époque *Londinium,* semble avoir été bâtie par les Romains, mais elle n'est alors qu'un marché parmi les autres. Toutes ces villes, agrandies et aménagées à la romaine (rues, thermes, maisons), ressemblent à des villes romaines en réduction : on y parle le latin, on y vit à la romaine, mais elles sont petites, pauvres, surtout en comparaison d'une campagne prospère, partagée en grandes propriétés *(estates),* où la romanisation a été beaucoup moins importante.

A différentes reprises, à partir du IIIe siècle, les gouverneurs civils ou militaires romains tentent de faire sécession (le premier fut Carausius, en 286, « amiral de la flotte romaine » : il se proclama lui-même empereur). Les assauts barbares (Pictes, Scots puis Anglo-Saxons), à partir des IIIe et IVe siècles, isolent de plus en plus le pays romano-breton : premières invasions saxonnes sérieuses entre 428 et 450 apr. J.-C.



Le premier « débarquement » de l'histoire fut sans doute celui des Normands de Guillaume le Conquérant sur les côtes anglaises, en 1066 ; depuis cette date, l'insularité britannique n'a plus jamais été violée.

Les Anglo-Saxons et la première vague Viking.

● *Au Ier siècle apr. J.-C.,* Tacite situe le peuple « barbare » des *Angles* à la base du Jutland ; au siècle suivant, les auteurs anciens parlent des *Saxons,* installés dans l'actuel Holstein, qui entrent en contact, à l'ouest, avec les *Frisons.* Les *Jutes* apparaissent au IIIe siècle (ce sont peut-être des Danois, ou encore des Franco-Saxons, on ne sait), quand Carausius a la charge de nettoyer la mer des pirates riverains de la mer du Nord. Ces quatre peuples germaniques, dont les plus agressifs sont les Saxons, envahissent la Bretagne entre la fin du IIIe siècle et le milieu du VIe siècle. Vers 550, les débarquements cessent ; toute l'île, à l'exception des Galles et de la Cornouaille du Nord, est *saxonisée ;* de petits royaumes s'organisent, qui se livrent des guerres nombreuses, sans que vraiment une hégémonie quelconque se manifeste. Trois d'entre eux jouent un rôle prépondérant : le *Wessex,* fondé par le roi légendaire Cerdic, la *Mercie* et la *Northumbrie* (au nord de la Humber). Signalons que c'est à cette époque (Ve-VIe siècle) que se situe la vie légendaire du chef celtique *Artus* (le roi Arthur), héros de la résistance bretonne.

● *L'organisation sociale des Saxons* est celle des tribus germaniques ; leur paganisme est en relation avec la religion des Germains du continent : ils adorent des divinités comme *Tig* (dieu guerrier), *Woden* (ancêtre mythique des dynasties saxonnes), *Thunor* (le tonnerre), *Frigg* (divinité féminine), d'où dérivent les noms des premiers jours de la semaine (*tuesday :* jour de Tig, *wednesday :* jour de Woden, *thursday, friday*). Les envahisseurs apportent aussi leur langue et leur écriture ainsi que leurs traditions littéraires (l'épopée de *Beowulf,* le héros saxon légendaire, écrite entre le VIIIe et le Xe siècle, se déroule sur le continent, au Danemark, et non dans l'île de Bretagne). A cette civilisation qui n'est pas encore insulaire, à cette langue, les textes anciens donnent unanimement le nom d'*englisc* (voir *Annexe,* p. 130).

● *Christianisation.* Elle a été l'œuvre de saint Augustin de Canterbury (mort en 604), sur l'initiative du pape Grégoire Ier le Grand, mais aussi de l'église celte, qui avait perdu le contact avec Rome à l'arrivée des Saxons. Un siècle après l'arrivée d'Augustin, la conversion au christianisme était incomplète et l'Angleterre devient un grand foyer de culture, tant par ses



Les tribus britanniques et les royaumes saxons.

propres clercs que par les moines irlandais qui fuient les invasions barbares. Écoles et monastères se multiplient : Canterbury, Malmesburg, Nursling, Wearmouth (674), Jarrow (682). C'est aux alentours de l'an 700 qu'œuvre le grand encyclopédiste, théologien et historien, Bède le Vénérable, à Jarrow.

● *Les Vikings* arrivent en 786 (voir p. 81), Norvégiens au nord, et Danois au sud et à l'est. Avec eux pénètrent la dévastation et la terreur ; ce n'est plus la guerre « fraîche et joyeuse » des vieux Germains, mais le massacre et la torture (le supplice favori des Normands consistait à briser à coups de hache la partie dorsale de la cage thoracique et à en extraire les poumons qu'on étalait de part et d'autre ; cette torture, appelée l'*aigle de sang*, fut infligée au roi de Northumbrie en 867). La seule résistance sérieuse à l'invasion fut le fait du roi Alfred le Grand (Ælfred) dans le Wessex. Il vainquit les Danois sur mer en créant une flotte puissante, organisa un *réduit* anglais au Sud-ouest d'une ligne allant de Londres à Chester, laissant le Nord-est aux Danois (le *Danelaw*) ; de ce réduit partira la reconquête et l'unification du pays aux IXe et Xe siècles.

Guillaume le Conquérant.

● *L'Angleterre* forme ainsi, au Xe siècle, un royaume relativement unifié, gouverné par une double monarchie, anglaise dans le Sud-Ouest et danoise dans le Nord-Est. Après l'accalmie du Xe siècle, les Danois repartent à la conquête de l'Angleterre en 980, conquête qui aboutit au grand empire de Canute le Grand (1016). Cette seconde vague d'invasions est très différente de la première ; elle a des effets analogues à l'occupation de la Gaule par les Francs. Canute le Grand accepte la culture et la civilisation anglo-saxonnes et chrétiennes et se contente d'*encadrer* le pays conquis, réalisant une *politique de collaboration* entre Anglais et Normands. Seuls quelques nationalistes, Saxons à tout prix, ne se plient pas au régime et se retirent dans leurs manoirs ou sur le continent (dans la région de Rouen).

● *A la mort de Canute le Grand* (1035), après six ans d'anarchie, c'est l'héritier saxon de la maison de Wessex, *Édouard le Confesseur,* qui monte sur le trône (1042-1066) ; ce roi, hostile à la violence et protecteur de l'Église (il fut canonisé), qui avait grandi en France, laisse la noblesse anglo-danoise dominer le pays. A sa mort trois candidats à la couronne sont en présence : Harold, relié à la famille de Canute le Grand, le Norvégien Harald le Sévère ou Harald Hardraade (battu à Stamford Bridge), et le duc de Normandie, William, cousin d'Édouard le Confesseur par les femmes, qui fut surnommé *The Conqueror* (Guillaume le Conquérant).

Harold, qui avait à se défendre contre une double invasion, fut battu près de Hastings en 1066 (l'événement est *brodé* à l'aiguille sur la « tapisserie » de la reine Mathilde ou *tapisserie de Bayeux* — 70,34 m de long, 0,50 m de large — qui avait été commandée par l'évêque de Bayeux Odon pour sa cathédrale en 1066).

Le règne de Guillaume le Conquérant (1066-1087), dont le successeur le plus capable fut son fils Henry Ier, inaugure un siècle de domination normande en Angleterre. Les Normands — installés en France depuis trois générations — introduisent dans l'île les coutumes et le langage d'outre-Manche ; ils ne sont cependant pas assez nombreux pour noyer la civilisation et la langue des Saxons, comme ceux-ci l'avaient fait avec les Bretons. De France, les Normands ont importé aussi le système féodal, avec ses barons, ses querelles et ses guerres locales qui ont pesé, pendant un siècle, sur l'histoire de l'Angleterre. C'est enfin à l'époque de la domination normande que l'Église d'Angleterre s'organise sur le mode continental (autorité des évêques), grâce à Lanfranc, archevêque de Canterbury, saint Anselme, Ralph d'Escures, Guillaume de Corbeil et Théobald de Bec dont le successeur, Thomas Becket rompra avec la Couronne en 1164 (concile de Clarendon).

L'Angleterre jusqu'à l'époque élisabéthaine.

Henri II et les Plantagenêts (1154-1399).

La Couronne passe, en 1154, à la famille angevine des *Plantagenêts ;* Henri II, duc de Normandie par sa mère, roi d'Angleterre (1154-1189), est donc en même temps vassal du roi de France Louis VII le Jeune puisqu'il est aussi comte d'Anjou par son père (il a d'autres liens avec le roi de France : il a épousé Aliénor d'Aquitaine, répudiée en 1152 par son mari... le roi Louis VII ; le comté d'Anjou sera réuni à la couronne de France par Philippe Auguste en 1205). Henri II et ses ministres ont donné à l'Angleterre une administration centrée sur le pouvoir royal, limitant la puissance des barons ; ce n'est plus de leur seigneur que sont alors justiciables les sujets d'Angleterre, mais de la seule justice royale. Le pays est divisé en unités territoriales, les *shires* (du saxon *scire*) ou *comtés,* à la tête desquels se trouvent des fonctionnaires royaux, les *shire-reeves (shérifs)* chargés d'appliquer les lois et de contrôler les impôts. Henri II, monarque autoritaire, a tenté aussi d'enlever à l'Église ses privilèges (conflit avec Thomas Becket assassiné par quatre gentilshommes en 1170 ; le roi excommunié dut faire pénitence et renoncer à ses intentions). C'est aussi à Henri II qu'on doit l'instauration de l'*Échiquier* (commission royale de contrôle financier qui faisait initialement ses comptes sur une table quadrillée comme un échiquier).

● *La faiblesse de ses successeurs* qui se désintéressent souvent des affaires intérieures — attirés par les croisades ou les problèmes européens (Richard Ier, dit Richard Cœur de Lion : sur dix ans de règne, il ne resta que six mois dans son pays ; Jean sans Terre ; Henri III) — permet aux assemblées locales (petite noblesse, paysans libres, commerçants) de s'opposer au despotisme de la monarchie absolue et d'imposer à Jean sans Terre, en 1215, la *Grande Charte* (*Magna Carta :* elle était écrite en latin) considérée comme un événement juridique exceptionnel dans l'Europe d'alors. Cette *Charte* garantit à tous les sujets du roi l'*habeas corpus,* un juste procès (avec jury), et contient des dispositions légales concernant la liberté des individus et des villes. Vingt-cinq barons étaient chargés de veiller à l'application de la Grande Charte qui débouche sur la création d'assemblée représentative (1229), préfiguration de la notion de *Parlement* (1258) (il faut noter que le principe d'une loi commune — *common law* — n'est pas nouveau : la Grande Charte ne fait que garantir formellement des dispositions dont l'esprit était déjà de mise sous Henri II). L'évolution dans un sens constitutionnel est due, en réalité, à Simon de Montfort qui imposa le contrôle par le Parlement de l'administration royale (*Provisions d'Oxford* en 1258 et *Provisions de Westminster* en 1259) : le nouveau Parlement, ancêtre de la *Chambre des Communes,* tint ses assises pour la première fois en 1265 (voir l'histoire du Parlement britannique p. 132). Le roi Édouard Ier (1272-1307), dont l'autorité valait bien celle de son ancêtre Henri II, n'a pu qu'accepter, avec quelques modifications, ce nouvel instrument politique. Ses successeurs immédiats, affaiblis par leurs perversions (la passion d'Édouard II pour le chevalier gascon Piers Gaveston par exemple) ou par un état mental déficient (Richard II), perdent le contrôle de l'État.

La guerre de Cent Ans, disent les livres d'histoire français, a commencé en 1337 ; il vaudrait mieux dire — comme les Anglais — a recommencé : en fait, elle débute en 1152, quand Henri II Plantagenêt épouse Éléonore d'Aquitaine. Depuis cette époque, la situation paradoxale du roi d'Angleterre vassal du roi de France n'a cessé d'engendrer conflits sur conflits. Lorsque le roi Édouard III rendit hommage à Philippe VI de Valois (miniature ci-dessus), en 1329, on a pu croire un instant que la question était réglée : huit ans plus tard, en 1337, la lutte reprenait de plus belle ; elle ne devait se terminer qu'en 1475. **(Grandes chroniques de France. *MS. fr. 2813, f° 357°°.*)**





Ph. © André Held. T.

Henry VIII :
Six femmes et un ennemi, le pape Clément VII.
(Peinture de Holbein - Rome : Galerie Nationale.)

● *Conséquences de la guerre des Deux-Roses.* Cette guerre civile a eu pour conséquences de ruiner et de décimer les familles nobles qui tenaient le royaume à l'avènement des Lancaster. L'Angleterre subit alors une transformation sociale et économique capitale qui conditionnera sa richesse future. Une classe nouvelle tient le haut du pavé, la classe marchande ; les citadins achètent de vastes propriétés, annexent les petites exploitations. Les grands propriétaires obtiennent le droit de fermer leurs terres de clôtures (les *enclosures*) tandis que les petits paysans, ruinés ou sans travail, émigrent vers les villes ; ce début d'*exode rural* aura des conséquences importantes au XIX[e] siècle, lors du développement de l'industrie. L'existence, dans les campagnes, de grandes propriétés permet une agriculture à haut rendement où domine l'élevage des moutons (commerce de la laine). En même temps commence à se développer la science agronomique qui donnera progressivement à l'Angleterre une avance considérable sur ses concurrents européens. Le pays étant riche, les exportations vers le continent sont de plus en plus nombreuses ; les Anglais exportent des textiles (laine, drap) et importent du vin, du fer, etc. L'essor de l'Angleterre comme puissance maritime date de cette époque.

● *Sur le plan culturel* on assiste à un recul considérable de la langue française, même dans les classes élevées de la société où le français — depuis les invasions normandes — était la langue commune. L'humanisme (Humphrey, duc de Gloucester) fait une timide apparition sur le sol britannique et les premiers grands collèges se fondent : *Eton* en 1440 sur le modèle de *New College* (Oxford), *King's College* (Cambridge) en 1441.



Ph. © Bulloz. T.

Élisabeth I[re] Tudor :
elle a été la souveraine de Shakespeare.

● *L'histoire des Plantagenêts* est aussi marquée par deux siècles de guerres avec l'Écosse (voir p. 1) et surtout avec la France (guerre de Cent Ans à partir de 1337, précédée depuis 1154 par une série ininterrompue de conflits, au sujet des territoires français possédés par le roi d'Angleterre). La guerre de Cent Ans (voir p. 38) a pour cause immédiate une querelle successorale : Édouard III voulait assurer l'indépendance de ses possessions de Guyenne (commerce des vins de Bordeaux) et il choisit l'occasion de la succession au trône de France (1328) pour faire valoir ses prétentions ; à la mort de Charles IV, fils de Philippe le Bel, il y a en effet deux postulants à la Couronne : le neveu (par les hommes) de Philippe le Bel, à savoir Philippe VI de Valois, et son petit-fils (par les femmes), Édouard III d'Angleterre (fils d'Édouard II d'Angleterre et d'Isabelle, la fille de Philippe le Bel).

La fin du Moyen Age en Angleterre.

● *La guerre des Deux-Roses.* La fin de la dynastie des Plantagenêts (déposition de Richard II en 1399) met sur le trône la famille des *Lancaster* (Henry IV, Henry V et Henry VI). Ces rois faibles (à l'exception d'Henry V, valeureux guerrier), qui se ruinent dans la guerre française tandis que les grands du royaume et les commerçants s'enrichissent, sont de moins en moins capables de gouverner et cette faiblesse de la monarchie anglaise est une des causes de l'échec de la guerre de Cent Ans. La situation du royaume devient dramatique lorsque le dernier des Lancaster, Henry VI (1422-1461) arrive au pouvoir : malade mental, il est incapable de soutenir puis de remplacer le duc de Bedford, son oncle, qui avait la responsabilité des opérations en France : en 1453 les Anglais ne tiennent plus que le réduit de Calais, après avoir dominé un instant toute la contrée. En 1450, Richard d'York, cousin de Henry VI, soutenu par une ligue de barons, réclame la couronne d'Angleterre contre l'héritier de Lancaster, Edmond Beaufort, duc de Somerset ; entre Lancaster (qui avait dans ses armoiries une *rose rouge*) et York (qui avait dans ses armoiries une *rose blanche*) commence une guerre civile qui ensanglante le pays pendant trente-cinq ans : la *guerre des Deux-Roses.* Les Yorkistes triomphent en 1460 avec Édouard IV ; mais son fils, Richard III, se montre incapable de conserver la couronne qui échoue en 1485 à un descendant des Lancaster et des York : Henry VII, de la famille des *Tudors* qui allaient établir d'une façon définitive la puissance de l'Angleterre.

Le pays de Galles avant sa réunion à la couronne d'Angleterre.

Le pays de Galles a longtemps été un refuge celtique, aussi bien au moment de l'invasion romaine que de l'invasion anglo-saxonne à partir du V[e] siècle. L'Angleterre des Normands et celle des Plantagenêts sera impuissante à dominer les Gallois, même après la conquête réalisée par Édouard I[er] (1277-1284). Le pays de Galles ne sera incorporé définitivement à la couronne d'Angleterre qu'à l'époque de Henry VIII. Pour l'histoire des Galles voir p. 130.

DE LA REINE ÉLISABETH A LA REINE VICTORIA.

Les grandes lignes de l'histoire.

L'histoire de l'Angleterre durant cette période est importante. « Boutés hors de France », les Anglais ont transformé cet échec en victoire ; ils allaient être des *insulaires.* Protégée des guerres extérieures par sa situation géographique, l'Angleterre a tissé progressivement tout autour du monde une patiente toile d'araignée maritime, commerciale, financière, politique et coloniale. Nous avons résumé l'histoire chronologique de la période qui va de l'avènement des Tudors (1485) au début du XIX[e] siècle p. 130. Nous nous limiterons à résumer ici les grandes lignes de l'histoire britannique.

● *Les Tudors* règnent de 1485 à 1603. Cette période est marquée par l'établissement de la religion anglicane sous Henry VIII (1509-1547) et par *l'âge élisabéthain* (Élisabeth I[re], 1558-1603), période brillante par le rayonnement culturel de l'Angleterre (la littérature, dont Shakespeare est le plus grand nom ; la musique de l'École dite « École anglaise »), mais aussi par la fondation de sa puissance maritime qui s'affirme avec la victoire sur l'Espagne (désastre de l'*Invincible Armada* en 1588, voir p. 62) ; c'est aussi l'époque de l'union des couronnes anglaise et écossaise (voir p. 2).

● *Les premiers Stuarts* (1603-1660) ont à faire face aux divisions religieuses et nationalistes qui déchirent le pays (les *Puritains,* émigration massive vers l'Amérique du Nord, la *longue tyrannie* de Charles I[er], assisté de William Laud et de Strafford, de 1629 à 1640). La première révolution d'Angleterre, menée par les Puritains, aboutit au régime du Protecteur Cromwell, qui est une dictature déguisée (exécution de Charles I[er], le 30 janvier 1649) et à la fondation du *Commonwealth* (entente en vue du bien commun, *république ;* ne pas confondre avec le *Commonwealth* au sens d'Empire, puis de *Communauté,* à partir de 1922).

● *La Restauration* (1660-1714) voit se développer la politique extérieure britannique (conquête de l'Irlande, victoire sur la France à l'issue de la guerre de Succession d'Espagne en 1713) ; à l'intérieur, la *seconde révolution anglaise* (1688) remplace les Stuarts par les rois de la maison de Hanovre (*Act of Settlement :* « Acte d'établissement », 1701).

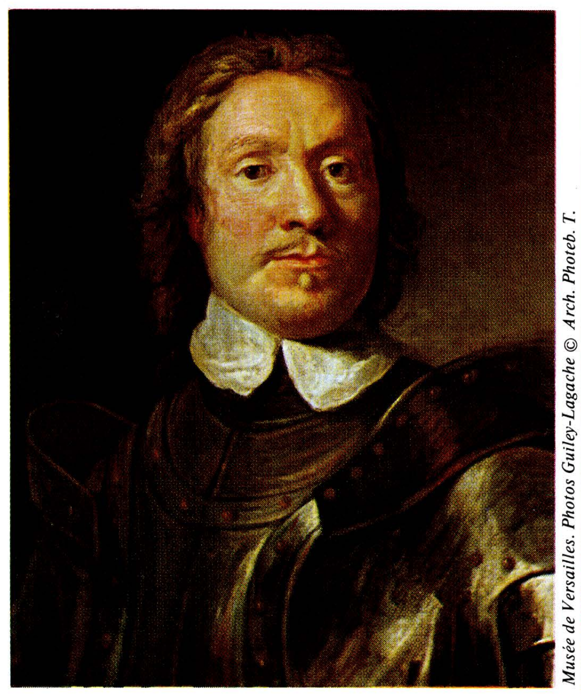
● *Au XVIII[e] siècle* (1714-1815) l'Angleterre prend peu à peu son visage actuel et la « Cité » de Londres s'impose comme la grande place financière du monde. La Grande-Bretagne acquiert le Canada, commence la conquête de l'Inde, défait la France au cours de la guerre de Sept Ans (1756-1763), mais perd sa colonie américaine (la guerre d'Indépendance commence en 1776). Le parti dominant est celui des *whigs* conduit par Robert Walpole (1721-1742) ; la deuxième partie du XVIII[e] siècle est marquée par la prépondérance des *tories* et la figure de William Pitt (le « second Pitt ») qui relève le pays atteint par la sécession des États-Unis, mène la guerre contre la France napoléonienne (il meurt en 1806) et rattache l'Irlande à la Couronne (*Union Act* de 1800). La victoire sur la France, en 1815, amène au pouvoir le conservateur Wellington, tandis que le pays traverse une crise due aux difficultés économiques, conséquence de vingt ans de guerre sans merci et — il faut le souligner — de la mutation de la société qui va s'affirmer à la période victorienne.

Quelques problèmes historiques.

Olivier Cromwell (1599-1658).

Il a pris et gardé le pouvoir avec une violence, un fanatisme et une volonté de puissance étonnante.

● *Quels furent ses mobiles profonds ?* C'est un gentilhomme campagnard, puritain affirmé, qui siège à la Chambre des Communes ; il renverse la monarchie par la violence après avoir éliminé du Parlement cent quarante-cinq députés qui lui étaient opposés ; il a gouverné avec ce Parlement épuré (le *Rump Parliament* ou *Parlement Croupion*) et impose pendant dix ans à l'Angleterre une dictature bien plus forte, bien plus pénible que celle que voulait lui imposer Charles





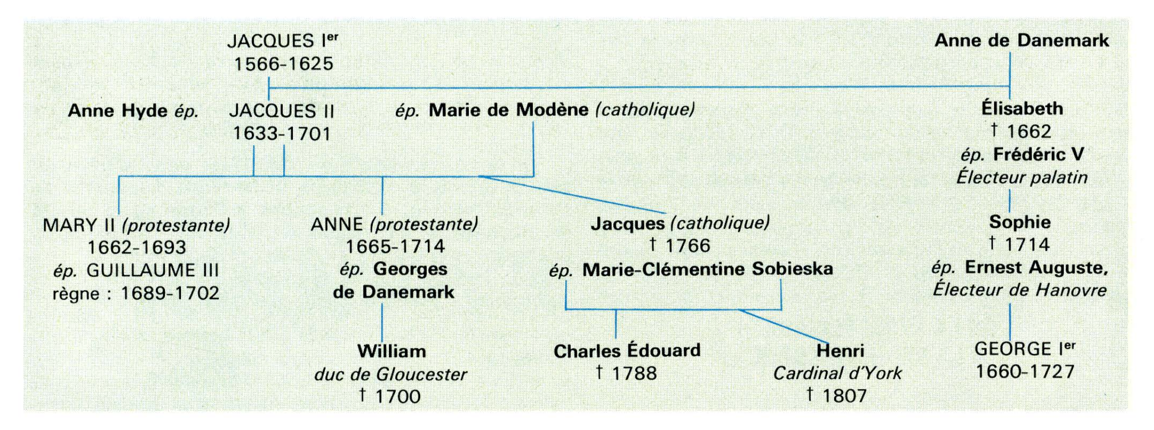
Olivier Cromwell (1599-1658) : il s'est opposé à l'absolutisme royal.



Musée de Versailles. Photos Guiley-Lagache © Arch. Photeb. T.

Jacques II (1633-1701) : le moins « anglais » des rois d'Angleterre ; il fut détrôné par Guillaume de Nassau.

Le problème successoral en 1714 : les légitimistes anglais (jacobites) considéraient la maison de Hanovre dont est issu George Ier, comme illégitime.



Ier. Il a toujours affirmé qu'il agissait au nom de la religion (la sienne, calvinisme rigoureux) contre les protestants qu'il jugeait trop tièdes et les catholiques ; il a prêché à ses hommes (le *régiment des Côtes de fer*) une véritable *guerre sainte.* Que faut-il en penser ? S'il a agi par conviction religieuse sincère, il semble que sa foi avait un caractère médiéval ; cela expliquerait son aveuglement, sa haine invraisemblable contre tous ceux qui n'étaient pas de son bord, sa cruauté sanguinaire (les massacres d'Irlande, par exemple, en 1649, où il fait égorger de sang-froid défenseurs et civils, femmes et enfants, où il fait pendre un évêque dans ses habits pontificaux, etc.). Mais cet aveuglement supposé n'est guère compatible avec son intelligence politique, son sens de l'organisation, les grandes entreprises qu'il mène ; on peut retenir à son sujet le jugement de Guizot :

> *La foi religieuse de Cromwell avait bien peu gouverné sa conduite ; les combinaisons, les passions, les nécessités terrestres s'étaient emparées de lui ; il s'y était adonné avec un emportement cynique, décidé à réussir, à grandir, à dominer à tout prix ; le chrétien avait disparu devant le politique révolutionnaire et despote ; mais en disparaissant, il n'avait point péri : les croyances chrétiennes étaient restées au fond de cette âme chargée de mensonges et d'attentats ; quand vint l'épreuve suprême, elles reparurent, et selon la belle expression de l'archevêque Tillotson, en présence de la mort, l'enthousiasme religieux de Cromwell prit le dessus sur son hypocrisie* (Guizot : *Histoire de la République d'Angleterre*).

● *Il n'est rien resté de positif* de la politique de Cromwell, à part la suprématie navale de l'Angleterre imposée aux pays d'Europe par l'*Acte de navigation* de 1651 (les marchandises de toutes sortes importées en Angleterre devaient l'être par des navires anglais, sauf s'il s'agissait des pays producteurs). Ce gouvernement ressemble étrangement à celui des États totalitaires du XXe siècle (parlement fantoche, un exécutif puissant s'appuyant sur l'armée et sur un parti de fanatiques, les *Protestants indépendants*). Les tueries irlandaises ont rendu définitivement impossible toute entente avec l'Irlande. Cromwell voulait, disait-il, rendre *« le nom d'Angleterre aussi grand que l'a jamais été le nom de romain »* : il est sans doute heureux que l'Angleterre n'ait pas eu de frontières européennes car il aurait fort bien pu, dans son délire ambitieux, partir à la conquête de l'Europe à la manière de Napoléon cent cinquante ans plus tard.

La question successorale en Angleterre.

● *L'avènement de Jacques II* en 1685 a provoqué une crise constitutionnelle, car ce souverain était catholique ; de plus, il avait l'esprit borné, l'intelligence têtue et le cœur dur. Il décida d'imposer le catholicisme à tout le pays, nommant des prêtres catholiques dans les paroisses anglicanes, rappelant les jésuites, réprimant impitoyablement les tentatives de réaction protestante (en Écosse, en 1685 : soulèvement de Monmouth ; répression : 600 condamnés à mort par le grand-juge Jeffreys et 900 déportés aux Antilles, où ils furent vendus comme esclaves). Les protestants demandèrent à Guillaume d'Orange, *stathouder* de Hollande et époux protestant de la fille aînée du roi, d'intervenir, ce qu'il fit avec une armée de treize mille hommes. Jacques II s'enfuit auprès de Louis XIV ; le Parlement de 1689 déclare qu'en s'exilant le roi a abdiqué et offre la Couronne à Guillaume d'Orange et à Mary, en leur imposant la *Déclaration des Droits* par laquelle les nouveaux souverains garantissaient les libertés et les droits définis par la Chambre des Lords et la Chambre des Communes.

● *A la mort de Guillaume III,* en 1702, la deuxième fille de Jacques II, la reine Anne, règne jusqu'en 1714 ; son fils étant mort en 1700 (voir tableau généalogique ci-dessous) la Couronne passe à la maison de Hanovre et non pas au fils de Jacques II et de Marie de Modène qui était, comme son père, catholique. George Ier et George II étaient allemands (ils ne parlaient même pas l'anglais) et ne s'intéressèrent pas aux problèmes intérieurs de leur royaume : pendant les quarante-six ans que durèrent leurs deux règnes, ce fut le Parlement qui gouverna et c'est ainsi que put s'enraciner, dans la vie politique anglaise, le principe du *parlementarisme.*

● *En 1760 George III* — petit-fils de George II — ceint la Couronne. Il a vingt-deux ans, a toujours vécu en Angleterre et désire être un *roi qui gouverne.* Il écarte les ministres *whigs* (partisans de l'autorité du Parlement) comme William Pitt et le duc de Newcastle et impose des hommes qui lui sont entièrement dévoués. Un incident politique provoque entre le roi et l'opinion publique une petite guerre d'usure (1763-1769) à propos de l'*affaire Wilkes.* Wilkes était un parlementaire résolu qui avait attaqué le roi en termes injurieux dans son journal (le *North Briton*) ; il fut arrêté, relâché en raison de l'inviolabilité parlementaire, puis exclu des Communes et déclaré inéligible ; malgré cela il fut élu par ses électeurs qui organisèrent des manifestations en sa faveur tandis que circulaient de violents pamphlets contre George III et son ministre Bute (les *Lettres à Junius* écrites par un auteur anonyme). Élu lord-maire de Londres en 1774, Wilkes réintégra les Communes en 1775. En 1782, le roi renonçait au gouvernement personnel. Signalons au passage que les erreurs de la couronne à cette période sont à mettre au nombre des causes qui ont déterminé la guerre d'Indépendance en Amérique.

Les rivalités coloniales avec la France.

● *Le Canada.* Les Anglais et les Français se gênent mutuellement en Amérique du Nord (voir carte ci-dessous) ; les deux États convoitent la *vallée de l'Ohio,* les Anglais parce que cela leur ouvre un passage vers l'intérieur du continent, les Français parce que c'est la route directe vers la Louisiane. Les premiers construisent près du fleuve le *Fort Nécessité* (commandé par un jeune officier, le major George Washington, futur héros de l'indépendance améri-

Les Français et les Anglais au Canada au XVIIIe siècle.



caine), en réponse au *Fort Duquesne* bâti par les seconds. Après quelques escarmouches, la guerre éclate sur la frontière canadienne (1 500 km de long); Montcalm, avec ses faibles effectifs, ne peut résister à la poussée anglaise (prise de Québec par Wolfe en 1759) et le Canada tombe entre les mains des Anglais (capitulation de Vaudreuil).

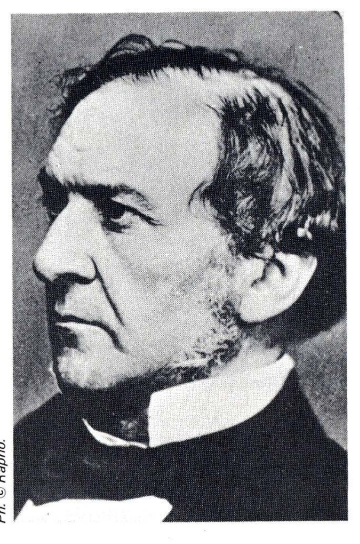
● *L'Inde.* Dans le même temps, la rivalité franco-anglaise en Inde, où les deux pays étaient représentés chacun par une *Compagnie de Commerce,* tourne à l'avantage de l'Angleterre. Dupleix est rappelé en France par le gouvernement français soucieux de faire la paix avec les Anglais et ne comprenant pas l'intérêt d'aller occuper une contrée si lointaine; il est remplacé par un diplomate médiocre (Godeheu) puis par le Franco-Irlandais Lally-Tollendal, homme énergique jusqu'à la brutalité, borné, qui s'aliénera les populations locales par son ignorance. Lally fut vaincu à Pondichéry (et condamné à mort par Louis XV à son retour pour avoir trahi les intérêts du roi, de l'État et de la Compagnie). L'Inde tombait, elle aussi, entre les mains de l'Angleterre. Le *Traité de Paris* (le 10 février 1763) entérinait ces victoires : la France renonçait à ses prétentions sur le Canada et sur l'Inde qu'elle abandonnait à l'Angleterre, ainsi qu'une partie des Antilles françaises et quelques établissements africains. Elle conservait en Inde cinq villes : Chandernagor, Pondichéry, Karikal, Yanaon et Mahé. La conquête de l'Inde se poursuit à partir de 1763.

DE L'ANGLETERRE VICTORIENNE A L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE.

Nous renvoyons le lecteur p. 131 en ce qui concerne la chronologie des principaux événements. Nous nous limiterons ici, après un survol sommaire de la période, à l'étude de quelques problèmes importants.



Musée de Versailles. Ph. © Giraudon. T.



Ph. © Rapho.



Ph. © René Jacques.

La reine Victoria (1819-1901) (ici par Winterhalter, 1842) et ses deux principaux ministres, le libéral Gladstone (en haut) et le conservateur Disraeli (en bas) : ils ont porté la puissance britannique à son sommet.

Les grandes lignes de l'histoire.

● *Entre 1800 et 1850,* le fait le plus marquant est la transformation de la Grande-Bretagne en un pays industriel, dont la richesse est fondée sur la possession des *grands gisements houillers,* source d'énergie, et d'une flotte qui domine les mers. Un conflit s'installe peu à peu entre la classe bourgeoise et l'aristocratie, tandis que la classe ouvrière s'éveille aux problèmes sociaux. Les thèses du *libéralisme économique* triomphent (« laisser faire, laisser passer », abolition des lois protectionnistes sur les céréales — les *corn-laws* — et de l'*Acte de navigation* en 1846-49). A l'ensemble de ces mouvements économiques, politiques, sociaux, nationaux, on a donné le nom de *mouvement réformiste;* il se développe en particulier dans des groupes extra-politiques (ce qu'on appelle actuellement des *groupes de pression*) comme celui des *Chartistes* et la *Ligue anti-corn-laws.* Après George IV (1820-1830) et Guillaume IV (1830-1837), la reine Victoria (1837-1901) monte sur le trône.

● *De 1846 à 1874,* les *libéraux* (Palmerston, Gladstone) sont presque constamment au pouvoir, avec un intermède *conservateur* (Disraeli). La prodigieuse prospérité économique de la Grande-Bretagne s'accompagne de grandes inégalités sociales; des associations syndicales, les *trade-unions,* se constituent et sont reconnues officiellement en 1871. En même temps la réforme de 1867 élargit le corps électoral, et des lois scolaires (1870) démocratisent le pays.

La question irlandaise se pose avec une acuité dramatique (famine de 1846-1848), voir p. 3) et l'Empire colonial se transforme (abolition de l'esclavage en 1833, libertés constitutionnelles accordées au Canada en 1847). La *révolte des Cipayes* (1857) provoque la suppression de la *Compagnie des Indes :* l'Inde devient une *colonie* de la Couronne.

● *De 1874 à la Première Guerre mondiale* la puissance économique de l'Angleterre décline, devant l'ascension des États-Unis et de l'Allemagne qui la dépassent — dans le domaine de la production métallurgique — en 1889 et en 1895. De nouveaux marchés (Levant) font basculer la balance des importations et des exportations. Une période de dépression économique atteint les paysans, puis les industriels; la crise provoque une évolution du mouvement ouvrier : les anciennes associations syndicales étaient purement professionnelles, les nouvelles *trade-unions* sont résolument politiques et se tournent vers le socialisme (la *Société Fabienne*). En 1892 un ouvrier mineur, James Keir Hardie, fonde le *Parti indépendant du travail (Independant Labour Party)* qui deviendra en 1903 le *Labour Party (parti travailliste).* Les ministres libéraux avancés (radicaux) comme Chamberlain et Lloyd George imposent une législation sociale, transforment le Parlement (abaissement de la Chambre des Lords, voir p. 132 et font voter un budget socialiste (voir ci-dessous); le conflit avec les Lords (1909-1911) aboutit au *Parliament Act* concentrant le pouvoir législatif dans la Chambre des Communes.

Le problème irlandais reste toujours sans solution et se complique d'une division interne de l'Irlande (partisans du *Home Rule* et partisans protestants du rattachement à la Couronne, voir p. 4). Sur le plan international, la Grande-Bretagne se rapproche de la France (*Entente cordiale,* voir ci-dessous).

● *Après la victoire alliée* sur les Empires centraux en 1918 (voir p. 105), la Grande-Bretagne se réadapte difficilement à la paix. Les conservateurs tentent de maintenir la monnaie (Baldwin, défenseur de la livre en 1925), mais la crise de 1929 a des effets désastreux sur le pays (dévaluation de la livre en 1931, chômage atteignant constamment plus d'un million de travailleurs). Le ministère d'union nationale, présidé par Mac Donald, rétablit le protectionnisme (1932); un plan d'austérité et de redressement économique est mis sur pied. Malgré cela, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, la Grande-Bretagne n'est plus une puissance économique prééminente; elle a même un concurrent de plus : le Japon.

L'Empire commence à se désagréger. L'Irlande, enfin indépendante (application du *Home Rule* en 1922) se dégage complètement de la Couronne en 1937 (voir p. 4); l'Empire ne s'appelle plus l'Empire, mais le *Commonwealth* depuis 1931; l'Égypte échappe au contrôle britannique (1936) et l'Inde de Gandhi continue de poser des problèmes graves. Enfin la Grande-Bretagne joue un jeu difficile sur le plan international, tant au Moyen-Orient (difficultés palestiniennes, problème du pétrole) qu'en Europe où elle est aux prises avec les puissances de l'Axe (voir p. 23); la signature des accords de Munich par Neville Chamberlain en septembre 1938 exprime une tendance vers une politique d'apaisement européen; mais l'occupation de la Bohême-Moravie en mars 1939 retourne l'opinion et met le pays sur la voie de la guerre (voir p. 23).

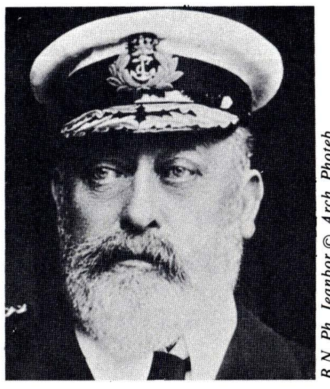
● *De la Seconde Guerre mondiale* (décrite p. 23) où, sous la vigoureuse action de Winston Churchill, la Grande-Bretagne a victorieusement résisté aux nazis et a vaincu l'Allemagne hitlérienne avec l'aide des Alliés, le pays sort ruiné et épuisé. Des difficultés sans nombre l'assaillent que nous examinons ci-après.

Politique et économie.

Les institutions de la Grande-Bretagne.

Il n'y a pas de *constitution anglaise,* mais seulement un ensemble de lois, modifié au cours des temps (voir p. 131); les textes les plus importants sont la *Grande Charte* (1215), la *Déclaration des Droits* (*Bill of Rights,* 1689) et le *Parliament Act* (1911). Les institutions britanniques sont résumées dans le tableau de la page suivante.

LE ROYAUME-UNI


B.N. Ph. Jeanbor © Arch. Photeb.

Édouard VII (1841-1910)


B.N. Ph. Jeanbor © Arch. Photeb.

George V (1865-1936)


Ph. © Roger-Viollet.

Édouard VIII (1894-1972)


Ph. © Roger-Viollet.

George VI (1895-1952)


Ph. © Keystone.

Élisabeth II (née en 1926)

Les institutions constitutionnelles de la Grande-Bretagne

(Pour le pouvoir judiciaire et l'organisation de la justice en Grande-Bretagne, se reporter p. 134.)

	Chambres	Composition	Attributions
LA COURONNE	Elle se transmet héréditairement par principe de primogéniture; les femmes ne sont pas écartées de la succession. Le roi Édouard VIII (devenu en 1936 le duc de Windsor après son abdication) et ses descendants en sont exclus. Bien que toutes les lois soient promulguées « au nom de Sa Majesté », le pouvoir de la Couronne est extrêmement limité (le roi règne mais ne gouverne pas). Le droit de grâce lui-même ne peut être exercé que par l'intermédiaire du *Home Secretary* (ministre de l'Intérieur).		
LE POUVOIR LÉGISLATIF (PARLEMENT)	**Chambre des Lords** *(House of Lords)*	Plus de mille membres : — *Les pairs* (la pairie, créée par le roi, est héréditaire). — Quatre-vingts Lords viagers dont douze femmes. — *Les neuf Law Lords :* pairs qui occupent ou qui ont occupé des fonctions dans la haute magistrature. — *Les vingt-six pairs spirituels :* deux archevêques, vingt-quatre évêques de l'Église d'Angleterre. — *Seize pairs écossais,* élus pour la durée de la législature par les pairs héréditaires écossais. — *Cinq pairs irlandais,* élus à vie.	Droit de *veto* suspensif sur les projets de loi à caractère non financier pendant deux sessions successives seulement et sans que ce *veto* puisse dépasser un an.
	Chambre des Communes *(House of Common)*	Environ six cent trente députés élus, représentant chacun une circonscription (*constituency,* environ soixante mille électeurs). Élections au suffrage universel à un tour, tous les cinq ans (sauf dissolution). Chaque candidat doit déposer une caution (cent cinquante livres) et une liste de dix électeurs approuvant sa candidature. Chaque député reçoit un traitement annuel de mille livres. Le président de la Chambre, élu, s'appelle le *speaker.* Chaque parti a un chef *(leader)* et des *whips* qui diffusent l'ordre du jour.	Les projets de loi *(bills)* sont déposés par le gouvernement; ils sont présentés trois fois à la Chambre (les trois lectures : la première lecture est de pure forme, la seconde entraîne un débat, la troisième le vote — acceptation ou rejet — du bill). Entre la première et la troisième lecture, les bills peuvent être amendés en commission. Le vote se fait individuellement : les députés sortent un à un, à droite du *speaker,* s'ils acceptent le *bill,* à gauche s'ils le repoussent (couloir des Oui — *Ayes* — et des Non — *Noes*). Une fois le *bill* accepté par la Chambre des Communes, il est présenté aux Lords selon la même procédure; en cas de désaccord entre les deux Chambres, ce sont les Communes qui l'emportent, après un *veto* suspensif des Lords qui peut durer un an. Le *bill* reçoit alors l'assentiment royal *(royal assent)*; il est devenu un *Act of Parliament* et est inscrit dans le Code *(Statute Book)* sous le nom du souverain.
LE POUVOIR EXÉCUTIF	Il appartient au cabinet ministériel (le Premier ministre et les ministres) choisi dans le parti majoritaire. Les ministres sont nommés par le souverain et responsables devant les Communes. Le gouvernement peut dissoudre les Communes au cours de la législation. Ce sont les ministres qui ont l'initiative des projets de loi et la charge d'en organiser l'administration et l'application. *Certaines provinces ont un régime particulier.* L'Écosse n'a pas de parlement séparé, mais des directeurs spécialisés dans les ministères de l'Agriculture, de la Santé publique et de l'Éducation. L'Irlande du Nord *(Ulster)* a des représentants au Parlement, mais elle dispose en outre d'un parlement local qui siège près de Belfast et règle les questions propres à l'*Ulster*; en outre, un gouverneur y représente le souverain. Les îles Anglo-Normandes et l'île de Man ont des assemblées locales et proposent des lois sur lesquelles la Couronne — représentée par un gouverneur — a droit de *veto.*		

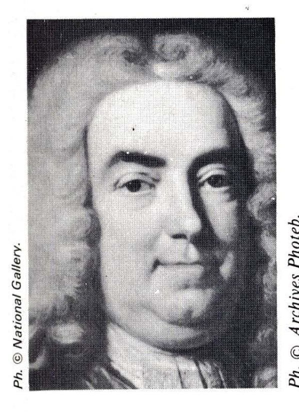

Ph. © Keystone.

Les bijoux de la Couronne, tels qu'ils sont exposés à la Tour de Londres.

Les partis politiques.

● *Il y a en Grande-Bretagne plusieurs partis politiques ;* les trois plus importants sont : le *parti travailliste (Labour party),* le *parti conservateur,* le *parti libéral.* Les autres ne sont pas — sinon très rarement — représentés à la Chambre des Communes ; ils ne jouent pas de rôle dans la vie politique profonde du pays. Citons : à gauche, le parti communiste (il n'y a jamais eu plus de deux députés communistes à la Chambre des Communes), le parti républicain travailliste, le parti socialiste de Grande-Bretagne, la ligue socialiste du travail (tendance trotskyste) ; à droite et à l'extrême-droite : le parti libéral national, le parti national européen (ancien parti fasciste de sir Oswald Mosley), le parti national socialiste ; les partis nationalistes écossais, gallois et irlandais.

● *La représentation aux Communes* n'a jamais ressemblé à celle de la Chambre des députés française, par exemple. A l'exception de la période 1906-1935, où trois partis étaient représentés à la Chambre des Communes, il n'y a jamais eu que deux partis aux Communes : l'un au pouvoir, l'autre à l'opposition *(régime du bipartisme).* Certaines périodes sont dominées, en continuité, par un seul parti (exemple, les *tories* de 1760 à 1830 ; d'autres, au contraire, sont marqués par l'alternance presque rigoureuse des législatures (les conservateurs et les libéraux, par exemple, de 1874 à 1906). Le schéma de cette évolution politique est indiqué ci-contre :



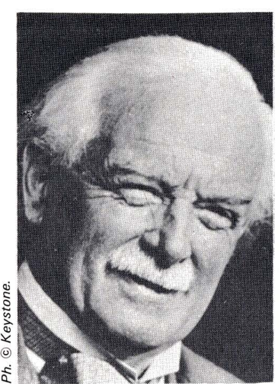
Robert Walpole
(1676-1745)
Un des chefs du parti whig



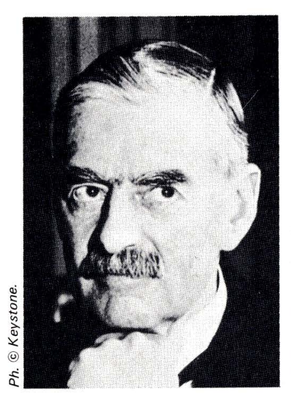
William Pitt,
dit le Second Pitt
(1759-1806)



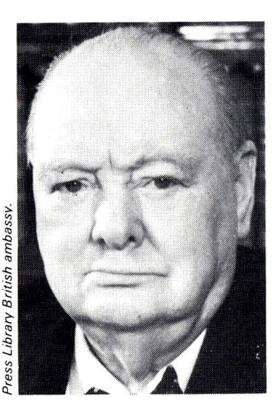
Sir Robert Peel
(1788-1850)
Tory



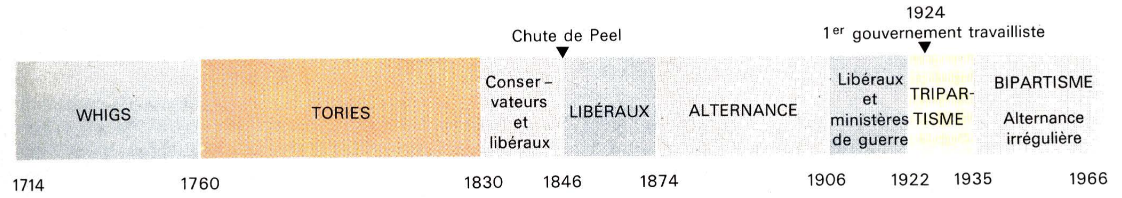
David Lloyd George
(1863-1945)
Libéral.



Arthur Neville Chamberlain
(1869-1940)
Conservateur



Sir Winston Churchill
(1874-1965)
Conservateur.



Les partis au pouvoir en Grande-Bretagne de 1714 à 1966.

● *Évolution politique de la Grande-Bretagne depuis 1945.* Elle est arquée par les importants progrès du *parti travailliste* (son nombre d'adhérents a doublé entre 1945 et 1966), de plus en plus dominé par les syndicats (en 1964, sur 6 353 317 adhérents, il y avait 5 502 001 adhérents syndicaux) ; malgré cela, grâce à une organisation assez souple et à la multiplicité des relations entre les groupes de pression à l'intérieur du parti, le *Labour* n'est pas devenu le parti d'une classe sociale déterminée ; il conserve toute sa valeur représentative et politique.

— Les travaillistes sont au pouvoir de 1945 à 1951 ; leur leader est alors le major Attlee, qui entreprend une vaste politique de nationalisations et de réformes sociales.

— De 1951 à 1964, ce sont les conservateurs qui reprennent et conservent le pouvoir ; ils ont pour leader Winston Churchill, qui abandonne la scène politique en 1955, à l'âge de 80 ans, Anthony Eden de 1955 à 1957, et Harold Macmillan. Cette période est aussi celle de l'expansion économique de l'Europe, situation qui avantage les conservateurs. C'est aussi celle de la décolonisation et de la formation de la Communauté économique européenne, à laquelle n'adhère pas la Grande-Bretagne. La chute des conservateurs, aux élections de 1964, est en rapport avec diverses difficultés intérieures, notamment un scandale politique dit « affaire Profumo » qui compromet le Secrétaire d'État à la Guerre John Profumo.

— Les travaillistes gagnent les élections de 1964 et de 1966, avec respectivement 319 sièges contre 304 et 364 sièges contre 253. Leur chef est Harold Wilson. Après une crise grave en 1969, celui-ci redresse brillamment la situation du pays et, désireux de profiter du climat politique favorable pour élargir la majorité aux Communes, il organise des élections anticipées en 1970, élections qui, contre toute attente, redonnent la majorité aux conservateurs (330 sièges contre 287), dirigés par Edward Heath.

— A partir de 1970, la Grande-Bretagne voit s'accroître la crise inflationniste qui atteint le monde tout entier. Les travaillistes gagnent les élections de février 1974 (301 sièges contre 296), victoire confirmée par le scrutin anticipé organisé en octobre 1974 par Harold Wilson (319 sièges contre 276) ; celui-ci démissionne en 1976 (pour « raison de santé ») et cède la direction du parti et son poste de Premier ministre à James Callaghan.

— En 1978, la balance électorale penche à nouveau en faveur des conservateurs, menés maintenant par Margaret Thatcher, qui devient Premier ministre en mai 1979.

Un défilé de suffragettes, en mai 1914, à Londres.



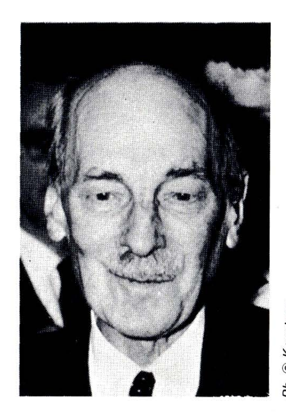
Quatre ans après son arrivée au pouvoir, le bilan de Margaret Thatcher est positif : le taux d'inflation est passé de 10 % à 4 %, le taux de croissance est redevenu positif et la productivité est sensiblement augmentée. Par ailleurs, la victoire des Falkland (voir p. 14), les succès du néolibéralisme thatchérien font passer au second plan les échecs de celle qu'on a surnommée « la Dame de fer » (accroissement du chômage, qui passe de 5,7 % à 13,9 % entre 1979 et 1983 ; déficit de la balance des paiements et de la balance commerciale ; impuissance du gouvernement face au problème de l'Ulster). De sorte que Margaret Thatcher peut remettre en jeu son mandat sans grands risques en juin 1983 : ces élections anticipées donnent 397 sièges aux conservateurs (sur 650).

Politique et économie.

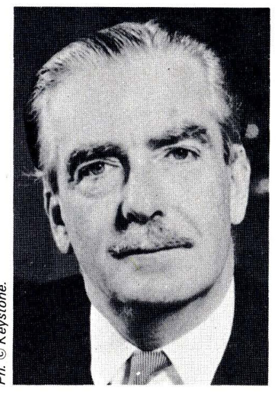
● *Pourquoi n'y a-t-il pas eu de révolution de 1848 en Angleterre ?* Le réformisme du début du XIXe siècle a eu pour effets l'abrogation, en 1825, de la loi contre les *trade-unions,* l'émancipation des catholiques (1829) et surtout la réforme électorale de 1832 (le premier *Reform Bill,* proposé par Lord Grey). Ce n'était pas encore une réforme démocratique du système électoral, car le *bill* avait pour but de donner à la nouvelle classe moyenne, issue de l'essor industriel, le droit de siéger au Parlement en transformant notamment le découpage électoral du pays (importance des circonscriptions industrielles). La classe moyenne réclame aussi son entrée dans les *municipalités,* alors entre les mains des *tories* et des églises anglicanes, et qui ne sont plus capables de faire face aux problèmes pratiques du monde moderne (voirie, éclairage, etc.). A partir de 1835, les lois modifient la structure du pays ; entre la *paroisse (borough)* et le *comté (shire),* est créé le *district,* division intermédiaire chargée de l'hygiène, de la voirie, de l'assistance. Bref l'aristocratie campagnarde voit ses pouvoirs reculer devant la nouvelle bourgeoisie citadine. La réaction conservatrice qui porte Peel au pouvoir (1841-1846) rétablit, très provisoirement, l'assise de la vieille Angleterre.

Ce qui s'est passé en Angleterre entre 1832 et 1846 est significatif et explique que le pays n'ait pas été touché par la vague révolutionnaire qui submerge alors l'Europe (les révolutions de 1848). Il n'y a pas eu de révolution en Grande-Bretagne parce que les gouvernants, plus près des réalités économiques que les politiciens français, par exemple, plus utilitaristes (c'est l'époque où les idées de Jérémie Bentham sont à la mode), ont su agir plus souplement et *à temps,* en donnant satisfaction aux classes moyennes en 1832-1835.

● *Un nouveau pas en avant* fut réalisé en 1867 par les conservateurs, ce qui n'est pas sans surprendre à première vue. Il semble que les libéraux, trop préoccupés de politique extérieure, comme l'avait été Palmerston, ou obnubilés par leurs idées de libre-échange (Gladstone) aient craint de faire ce qu'on appellerait aujourd'hui une *politique de gauche ;* mis en minorité aux Communes en 1866, Gladstone démissionne et Disraeli, *leader* du parti conservateur, forme un ministère fragile (1866-1868) qui décide d'élargir encore le droit de vote. La réforme électorale proposée par la « droite » était bien plus démocratique que celle de Gladstone ; Disraeli a accompli ce que, dans son propre parti, ses adversaires (Lord Derby) appelaient un *saut dans le noir* qui a ouvert les portes de la vie



Clement Attlee
(1883-1967)
Travailliste



Ph. © Keystone.

Sir Anthony Eden
(1897-1977)
Conservateur



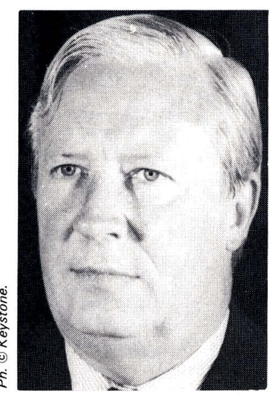
Ph. © Keystone.

Harold Macmillan
(né en 1894)
Conservateur



Ph. © Keystone.

Sir Alexander Douglas Home
(né en 1903)
Conservateur



Ph. © Keystone.

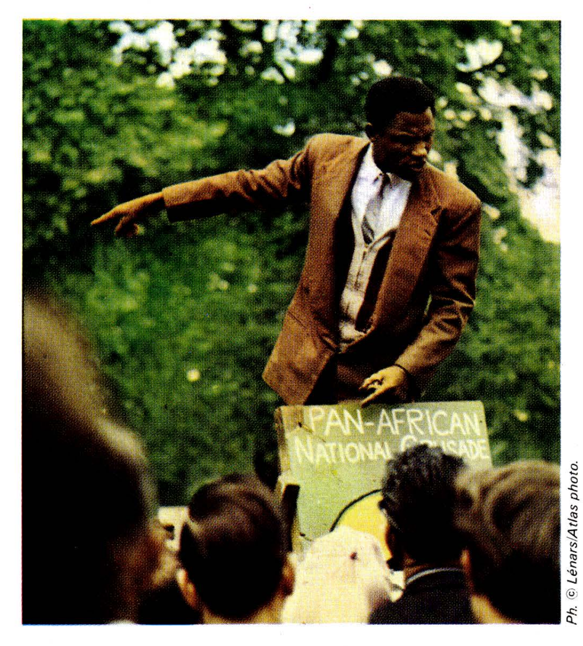
Edward Heath
(né en 1916)
Conservateur



Ph. © Keystone.

Harold Wilson
(né en 1916)
Travailliste

Ph. © Keystone.

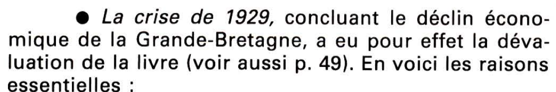


Ph. © Lénars/Atlas photo.

L'Angleterre est restée le pays de la liberté d'expression : cet orateur improvisé, haranguant les passants dans Hyde Park, en est le symbole.

électorale aux classes ouvrières. Il faut dire que l'agitation ouvrière (*meeting* gigantesque à Hyde Park le 23 juillet 1866 pour protester contre l'avènement d'un ministère conservateur) à travers le pays n'a pas été sans influencer la bonne volonté de Disraeli. La loi de 1867 (droit de vote accordé non seulement à tous les propriétaires, mais aussi à tous les locataires à condition qu'ils payent un loyer minimal défini par la loi et de l'ordre de dix livres par an) lança plus d'un million d'électeurs de plus sur le champ politique (artisans, ouvriers qualifiés des villes) ; la réforme de Gladstone (1884-1885) fera passer le corps électoral de 3 millions à 6 millions d'électeurs.

● *Le budget Lloyd George (1909-1911).* Lloyd George (1863-1945), libéral avancé, partisan du nationalisme gallois, fut *chancelier de l'Échiquier* (ministre des Finances) de 1908 à 1915 et, comme tel, chargé de présenter le budget aux Communes et aux Lords. L'État qui venait d'entreprendre de vastes mesures sociales (journée de huit heures, lois sur les accidents, assurance contre la vieillesse, la maladie et le chômage) et qui avait besoin de fonds importants pour soutenir sa politique maritime (rivalité anglo-allemande), exigeait qu'on trouvât de nouvelles ressources fiscales. Lloyd George proposa un budget qui dégrevait 700 000 petits contribuables et frappait les gros propriétaires : augmentation des droits de succession, taxation des terres non cultivées, taxe sur la plus-value des propriétés foncières dans les villes. Ce « budget du peuple », voté par les conservateurs, fut évidemment ajourné par les Lords par 350 voix contre 75 ; le gouvernement en appela à la nation et triompha aux élections générales de 1910 ; les libéraux (Lord Asquith) firent voter non seulement le budget, mais encore le *Parliament Act* (1911) dont il a été déjà question.



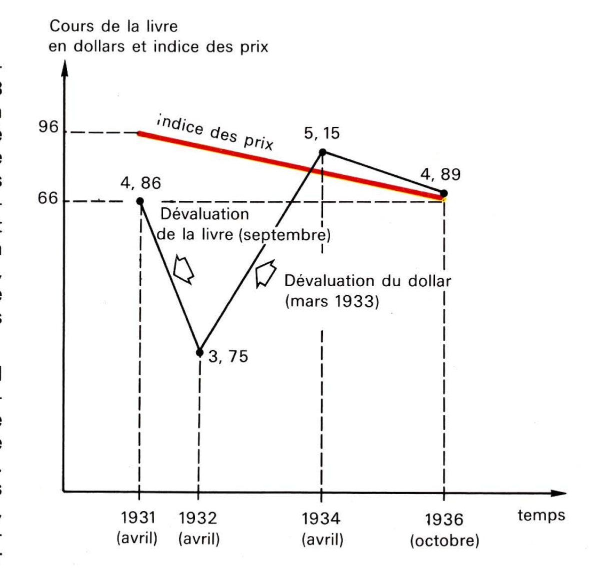
● *La crise de 1929,* concluant le déclin économique de la Grande-Bretagne, a eu pour effet la dévaluation de la livre (voir aussi p. 49). En voici les raisons essentielles :

— En 1925 la Grande-Bretagne a tenté de revaloriser la livre, mais la baisse générale des prix mondiaux a rendu les exportations britanniques difficiles, puisque leur coût est trop élevé. L'économie anglaise, sans exportation, est asphyxiée.

— Les banques anglaises, dès le lendemain de la guerre, ont prêté de grosses sommes à l'Allemagne qui, à cause de ses propres difficultés (voir p. 21) bloque les capitaux investis.

— La France et la Hollande rapatrient leurs capitaux londoniens ; les réserves d'or de la Banque d'Angleterre tombent et le cours de la livre s'écroule.

La dévaluation de la livre — proclamée monnaie inconvertible le 20 septembre 1931 — ne transforme cependant pas cette monnaie en une pure marchandise à cours variable : la Grande-Bretagne avait suffisamment de réserves en or pour agir, le cas échéant, sur les cours internationaux en achetant des livres sur le marché. Le graphique ci-dessous résume l'évolution de la politique financière britannique (on a indiqué les valeurs de la livre en dollars de 1931 à 1936 et la variation d'indice des prix or sur le marché international).



La livre et le dollar de 1931 à 1936
Remarquer la baisse des prix internationaux (31 %) due à l'action conjuguée de la crise de 1929 et de la faible hausse des prix antérieurs, en raison de la politique d'austérité de la Grande-Bretagne.

● *La guerre de 1939-1945* (voir p. 127) a enlevé à la Grande-Bretagne son rôle de grande puissance économique et politique. Son intervention, sur le plan international, devient secondaire par rapport à celle des États-Unis ; ce n'est pas seulement l'effort de guerre qui l'a épuisée, c'est aussi les changements profonds du monde. La structure économique et politique de la planète n'est plus la même, la conjoncture non plus. Aussi les problèmes actuels sont-ils des problèmes intérieurs.

— La socialisation des moyens de production a été réalisée partiellement par les travaillistes (ministère Attlee) de 1945 à 1951 ; commencées dans l'enthousiasme de l'après-guerre, les nationalisations se sont révélées fort lourdes pour le Trésor (notamment en ce qui concerne la sidérurgie) et certaines mesures ont dû être rapportées ou sérieusement amendées par les ministères conservateurs qui se sont succédé de 1961 à 1964 (Winston Churchill, Anthony Eden, Harold Macmillan et Alec Douglas Home), qui ont profité de l'ère de prospérité économique que traverse l'Europe à partir de 1951.

— Cette prospérité a été suffisante pour maintenir les conservateurs au pouvoir jusqu'en 1964, malgré les difficultés politiques réelles, à l'intérieur et à l'extérieur, qui n'ont provoqué que des changements de *leaders* et non pas des changements de majorité : affaire de Suez, affaire « Profumo », difficultés avec la Communauté économique européenne.

— Les gouvernements travaillistes et conservateurs au pouvoir depuis 1964 ont eu à faire face aux classiques difficultés économiques des pays européens : inflation, problèmes monétaires, maintien de la croissance économique et du pouvoir d'achat, chômage. La situation est devenue sévère à partir des années 1970 : la balance commerciale et la balance des payements sont devenues considérablement déficitaires, la plupart des branches de l'économie sont stagnantes ou en régression (houille, électricité, acier, construction automobile, ciment, textile). La situation économique ira en se dégradant jusqu'en 1979 (inflation, régression de la production industrielle, déficit des balances économiques). Le redressement, fondé sur les richesses pétrolières de la Grande-Bretagne en mer du Nord et sur le néolibéralisme de Margaret Thatcher, s'accomplit entre 1979 et 1983 (voir p. 11).

Le néolibéralisme du Premier ministre britannique — que l'opinion publique et les médias ont surnommée « la Dame de fer » — repose sur les trois grandes lignes du programme gouvernemental :

— réduction des dépenses publiques ;
— privatisation des entreprises précédemment nationalisées ;
— réformes du pouvoir syndical.

Présenté comme une doctrine réactionnaire par ses adversaires européens (notamment par la France), le « thatchérisme » est en fait le premier grand coup porté à la théorie de l'État-providence dont se détournent, avec moins de nuances, la plupart des gouvernements du monde libre, y compris le gouvernement socialiste français de 1984.

La question irlandaise.

La question irlandaise constitue la plus grave des crises de politique intérieure auxquelles on a pu assister en Europe occidentale depuis 1945. La crise a dégénéré, peu à peu, en guerre civile opposant les protestants (environ un million) aux catholiques (environ cinq cent mille) de l'Ulster (Irlande du Nord).

Le traité du 6 décembre 1921 avait divisé l'île irlandaise en deux parties inégales : le Sud (26 comtés) a formé l'Eire, république indépendante dont l'histoire est rappelée p. 4 et p. 129 ; le Nord (6 comtés) ou *Ulster,* dépend politiquement de Londres et fait partie




James Callaghan (né en 1912) Travailliste.



Margaret Thatcher (née en 1925) Conservateur.

du Royaume-Uni. Toutefois l'Ulster s'administre d'une façon autonome avec un *Sénat* et une *Chambre des Communes* (élue au suffrage universel depuis avril 1969 ; auparavant, le système était censitaire) ; l'Ulster envoie en outre douze députés à la Chambre des Communes du Royaume-Uni. Le Parlement irlandais *(Stormont)* siège à Belfast ; il élit un Premier ministre d'Irlande du Nord. Par ailleurs le gouvernement du Royaume-Uni a créé un Secrétariat d'État pour l'Irlande, dont le titulaire réside à Belfast.

Il existe, entre catholiques et protestants d'Irlande du Nord, une importante inégalité économique : les protestants, propriétaires de la terre et des industries, représentent, dans l'ensemble, la classe possédante ; les catholiques constituent une sorte de vaste prolétariat. Cette inégalité est l'une des causes profondes de la crise qui a été déclenchée le 5 octobre 1968 à l'occasion d'une manifestation catholique à Londonderry, deuxième ville de l'Ulster. La situation s'est aggravée et a fini par prendre l'aspect d'une véritable guerre civile opposant non seulement les *unionistes* protestants (partisans du rattachement définitif de l'Ulster à la Grande-Bretagne) aux *intégrationnistes* catholiques (partisans de la fusion de l'Ulster avec l'Eire), mais aussi diverses factions de catholiques et de protestants entre eux. La lutte armée contre la Grande-Bretagne est menée par l'*Armée républicaine irlandaise* (IRA *provisoire,* ainsi désignée par opposition à l'IRA officielle dublinoise qui a renoncé à la lutte armée au début des années 60).

Le Commonwealth.

Évolution de la politique coloniale britannique.

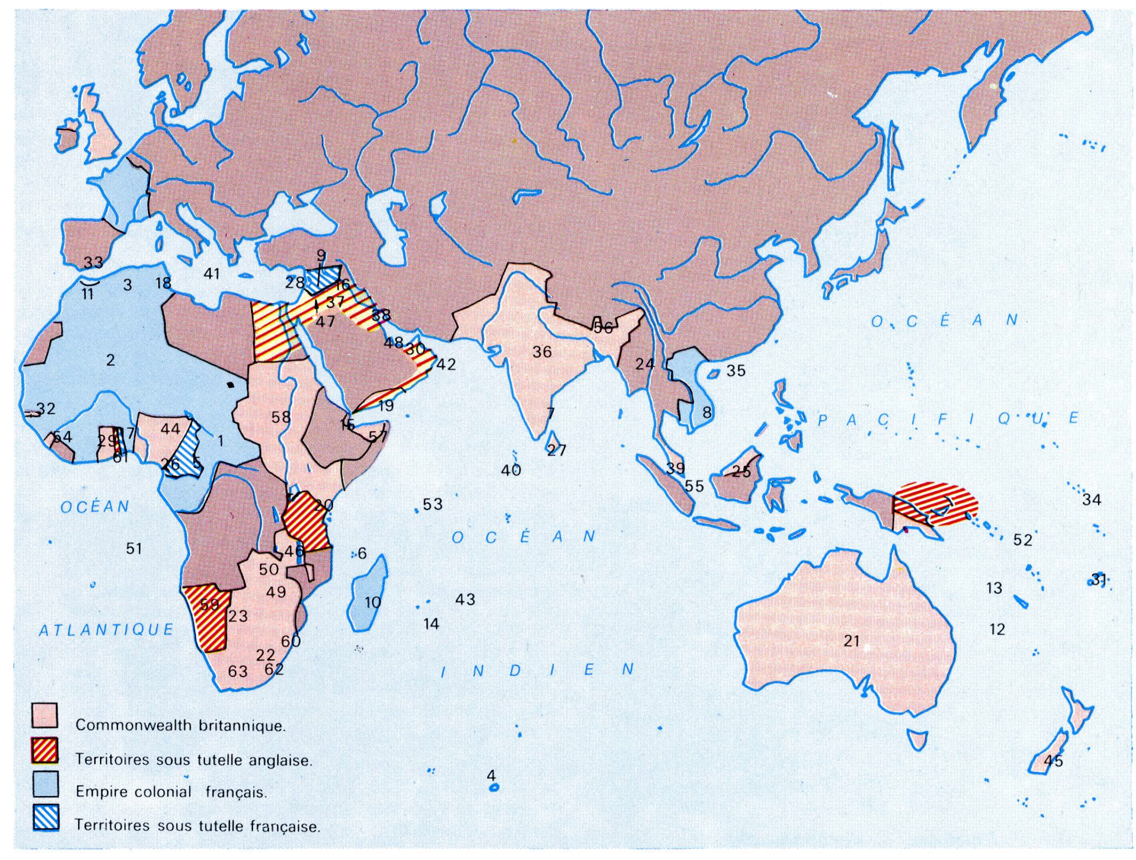
● *L'expansion coloniale* a d'abord été le fait de commerçants et de marins : William Hawkins (mort en 1553) commerce avec le Brésil et la Guinée sous Henri VIII ; son fils l'amiral Hawkins (1532-1595), a eu le triste privilège d'inaugurer la traite des esclaves entre l'Afrique et l'Amérique espagnole vers 1562. L'un des plus célèbres marins anglais, Sir Francis Drake fit, à partir de 1585, de nombreuses expéditions contre les colonies espagnoles, entreprit un voyage autour du monde et participa à la victoire sur l'*Invincible Armada* (voir ci-dessus, p. 7) qui ouvrit l'ère de l'expansion britannique.

● *Jusqu'à la fin du XVIIIe siècle* la politique coloniale est celle préconisée par l'historien géographe Hakluyt (mort en 1616) : s'installer dans le Nouveau Monde (et ailleurs) pour en exploiter les richesses (or), répandre la religion anglicane, se débarrasser des éléments indésirables en Angleterre (bandits, mendiants). L'État confia à des *compagnies privées* la charge de la colonisation (on les a appelées des compagnies *à charte*). Les deux plus importantes furent la *Compagnie de Virginie* fondée en 1606, confiée à Sir Walter Ralegh (ou Raleigh), qui avait eu comme compagnon d'aventures Sir Humphrey Gilbert, et la *Compagnie des Indes,* fondée en 1600. Dans ce cadre d'initiatives privées, contrôlées par la Couronne, furent fondés les *comptoirs commerciaux* des Indes orientales, les établissements de colons en Amérique du Nord (les *Pères Pèlerins* en Nouvelle-Angleterre sur le *Mayflower*) et les exceptionnelles colonies des Indes occidentales *(les Caraïbes)* dont la prospérité reposait sur le commerce des esclaves (le monopole de ce commerce appartint à la *Royal Africain Company of England,* à partir de 1672 ; la compagnie traite cinq mille esclaves par an, payés environ trois livres et revendus en moyenne quinze livres ; lui font concurrence les négriers indépendants ou *interlopers*). Le sommet de cette politique coloniale, qui se développe dans une *ambiance mercantiliste* (voir ci-après), est la victoire sur la France (traité de Paris, 1763) qui laisse à la Grande-Bretagne le champ libre au Canada et en Inde (passage des comptoirs à la formation de l'*empire colonial indien* à partir de la bataille de Plassey en 1757. A la fin du XVIIIe siècle les colons d'Amérique se révoltent contre la métropole et obtiennent leur indépendance en 1783.

● *Avec le XIXe siècle,* les idéologies et les intérêts matériels se combinent ; la politique coloniale britannique se transforme. William Wilberforce (1759-1833) et la Société antiesclavagiste *(Society for the extinction of the slave trade)* font de l'Angleterre la championne de l'antiesclavagisme, se dressant contre les autres pays colonisateurs esclavagistes (la France, l'Espagne, le Portugal, les États-Unis, le Brésil). L'abolition de la traite fut décidée en 1807 ; l'émancipation des esclaves en 1833 (la France suivit, mais avec retard : 1815 pour l'abolition, 1848 pour l'émancipation).

Mais l'antiesclavagisme n'est pas l'anticolonialisme. Sous l'influence de la poussée démographique, va naître une politique expansionniste dont le principal théoricien fut le philanthrope Edward Gibbon Wakefield (1796-1862). Le but est de créer des colonies de peuplement et non des *colonies commerciales* dont la viabilité était d'ailleurs périmée ; les pouvoirs publics et l'opinion ne s'intéressaient plus au colonialisme, les philanthropes et les missionnaires relancèrent le mouvement. La clé de la politique coloniale est alors le rapport publié par Lord Durham après une enquête politique au Canada (*rapport Durham,* 1838) : la Grande-Bretagne développe le mouvement colonisateur au XIXe siècle (jusqu'en 1872) avec la double préoccupation de ne pas entrer en guerre avec ses concurrents européens en matière de colonies et de laisser peu à peu les territoires d'outre-mer s'administrer eux-mêmes et atteindre progressivement à l'indépendance (l'exemple de ces États est le Canada). Il faut souligner que cette indépendance ne signifie pas l'autonomie des indigènes, mais bien celle des *colons britanniques,* ce qui fait que lorsqu'on parle de « colonialisme anticolonialiste » du Royaume-Uni, on se réfère à un point de vue très particulier ; l'intérêt moral, matériel politique de ceux qu'on appelait les *natives* ne semble pas effleurer les philanthropes victoriens. Quand ils s'apitoient sur le sort des pays colonisés, c'est sur le sort des citoyens de Sa Gracieuse Majesté, exilés et implantés dans les colonies, qu'ils pleurent, et non pas sur celui des Indiens ou des Africains.

Quoi qu'il en soit, l'idée de *dominion* fait son chemin. Alors que le terme désignait initialement les territoires *dominés* par l'Angleterre, sans référence à un statut politique, il s'applique vers 1850 au Canada, par exemple, qui conquiert le droit de se gouverner lui-même *(self government)* ; il s'appliquera par la suite à tout territoire colonial dont les « colons britanniques » auront choisi l'indépendance politique et financière par rapport à la mère patrie.



Le Commonwealth et l'empire colonial français en Afrique, en Asie et en Australie, en 1939.

A. ***Possessions françaises.*** — 1. Afrique Équatoriale française, comprenant le Gabon, le Moyen-Congo, l'Oubangui-Chari (République centrafricaine) et le Tchad. — 2. Afrique Occidentale française, comprenant le Sénégal, la Mauritanie, le Soudan, la Haute-Volta, la Guinée, le Niger, la Côte-d'Ivoire et le Dahomey. — 3. Algérie. — 4. Antarctique français, comprenant les Terres Australes, les Kerguelen, l'archipel Crozet, Saint-Paul, la Nouvelle-Amsterdam et la Terre Adélie. — 5. Cameroun (mandat). — 6. Archipel des Comores. — 7. Établissements français de l'Inde : Yanaon, Chandernagor, Pondichéry, Karikal et Mahé. — 8. Indochine, comprenant 3 protectorats (Laos, Cambodge, Annam) et une colonie (Cochinchine). — 9. Liban (mandat). — 10. Madagascar. — 11. Maroc. — 12. Nouvelle-Calédonie. — 13. Nouvelles-Hébrides (condominium avec la Grande-Bretagne). — 14. Réunion. — 15. Côte française des Somalis (Côte française des Afars et des Issas). — 16. Syrie (mandat). — 17. Togo (mandat). — 18. Tunisie.

B. ***Commonwealth.*** — 19. Aden (protectorat). — 20. Afrique Orientale britannique, comprenant le Kenya, l'Ouganda, Zanzibar et le Tanganyika. — 21. Australie et dépendances. — 22. Basoutoland (Lesotho), protectorat. — 23. Betchouanaland. — 24. Birmanie. — 25. Bornéo britannique. — 26. Cameroun (mandat). — 27. Ceylan. — 28. Chypre. — 29. Côte de l'Or (Ghana). — 30. Côte des Pirates (protectorat). — 31. Iles Fidji ou Viti. — 32. Gambie. — 33. Gibraltar. — 34. Gilbert et Ellice. — 35. Hong Kong. — 36. Inde (Inde et Pakistan). — 37. Jordanie (mandat). — 38. Koweit (protectorat). — 39. Malaisie britannique (protectorat). — 40. Iles Maldives. — 41. Malte. — 42. Sultanat de Mascate-et-Oman (traité d'amitié avec la Grande-Bretagne). — 43. Ile Maurice. — 44. Nigeria (Fédération du Songhaï). — 45. Nouvelle-Zélande. — 46. Nyassaland (Malawi). — 47. Palestine (mandat). — 48. Qatar (traité d'amitié avec la Grande-Bretagne). — 49. Rhodésie du Sud. — 50. Rhodésie du Nord (Zambie). — 51. Sainte-Hélène. — 52. Iles Salomon, avec Guadalcanal et Malaita. — 53. Iles Seychelles. — 54. Sierra Leone. — 55. Singapour. — 56. Sikkim. — 57. Somaliland. — 58. Soudan (condominium anglo-égyptien). — 59. Sud-Ouest africain. — 60. Swaziland (Afrique du Sud). — 61. Togo britannique. — 62. Transkeï. — 63. Union sud-africaine.

C. *Possessions françaises en Amérique et dans le Pacifique.* — Guadeloupe. — Guyane française. — Martinique. — Polynésie française. — Saint-Pierre-et-Miquelon. — Nouvelle-Calédonie.

D. *Dépendances du Commonwealth en Amérique et dans le Pacifique.* — Archipel des Bahamas. — Bermudes. — Canada. — Iles Falkland. — Guyane britannique. — Honduras britannique. — Jamaïque. — Ile Nauru. — Samoa occidentales. — Iles Tonga ou des Amis. — Iles Turks et Caicos. — Iles du Vent.

Dates	Événements
avant juillet 1925	Coexistence de *dominions* et de territoires non autonomes (colonies, protectorats) qu'on appelle des dépendances de la Couronne.
juillet 1925	Création d'un secrétariat d'État concernant les dominions (les *dépendances* sont toujours rattachées au *Colonial Office*).
1926	A l'issue de la Conférence de l'Empire, la Grande-Bretagne et les dominions sont déclarés des *communautés autonomes*, unies par leur seule allégeance à la Couronne et membres du *Commonwealth britannique des nations*.
11 décembre 1931	Statut de Westminster officialisant le *Commonwealth* et reconnaissant les gouvernements de tous les dominions absolument indépendants à l'égard du gouvernement britannique : à la Société des Nations ils ont rang d'États souverains.
1947	L'Inde accède à l'indépendance ; accélération de la décolonisation pour les pays qui n'avaient pas le statut de dominion. Le secrétariat aux Dominions devient le secrétariat d'État pour les Relations avec le Commonwealth ; création du ministère du Commonwealth (le ministère des Colonies subsiste).
1948	Formation de l'État d'*Israël*, détachant la Palestine du *Commonwealth*.
1949	L'Eire quitte le Commonwealth, usant de son droit de sécession (en 1939, usant de son droit d'indépendance, elle n'avait pas participé à la Deuxième Guerre mondiale) ; l'effet de cette décision part du 18 avril 1949.
1956	Le Soudan quitte le *Commonwealth*.
1960	Le Somaliland quitte le *Commonwealth* et forme, avec la Somalie italienne, la *République de Somalie*.
1961	L'Afrique du Sud quitte le *Commonwealth* ainsi que le Cameroun du Sud qui forme, avec le Cameroun français, la *République du Cameroun*.
1963	Sécession de la Rhodésie (dont les relations avec la Grande-Bretagne et le *Commonwealth* ne sont pas encore institutionnalisées).
1964	La Rhodésie du Nord devient l'État indépendant de *Zambie*.
1er août 1966	Fusion du ministère des Colonies et du ministère du Commonwealth. Les relations avec l'Eire se font par l'intermédiaire de ces ministères et non par celui du ministère des Affaires étrangères *(Foreign Office)*.
1967	Aden et le protectorat d'Aden quittent le *Commonwealth* et forment la *République du Sud-Yemen*.
1968	Les Maldives quittent le *Commonwealth*.
1972	Le Pākistān quitte le *Commonwealth*.
1980	La Rhodésie du Sud devient l'État indépendant du *Zimbabwe*.

L'évolution du Commonwealth.

● *L'ère impérialiste* (du discours de Disraeli, en 1872, au *Crystal Palace*, à 1914). Pour garantir sa suprématie, menacée par l'ascension de l'Allemagne, et son prestige, menacé par l'expansion coloniale française, pour éviter la crise de dépression économique qui la guettait, pour défendre ses marchés la Grande-Bretagne édifie un gigantesque empire tandis qu'Houston Stewart Chamberlain énonce des doctrines racistes (les Aryens, aux cheveux blonds et aux yeux bleus sont une race supérieure, une race de seigneurs). C'est ainsi que de 1895 à 1903 le ministère des Colonies *(Colonial Office)* entre les mains de Joseph Chamberlain (ne pas confondre avec le précédent) fut le principal ministère du cabinet ; le mouvement impérialiste dont Rudyard Kipling fut le chantre inspiré et excessif a tourné — chez les extrémistes — au chauvinisme (c'est ce qu'on a appelé le *jingoïsme,* du nom de l'impératrice légendaire du Japon, Jingo).

L'impérialisme britannique a atteint sa plus haute intensité dans les dernières années du XIXe siècle : le Royaume-Uni entre en conflit (presque armé) avec sa rivale en Afrique, la France (Suez, Fachoda, voir ci-dessous) ; la guerre des *Boers* (1889-1902) éclate. En même temps se dessine le mouvement d'un empire fédéraliste associant à la Couronne les colonies ayant atteint au *self government* (*conférences coloniales* en 1887, en 1897, en 1902, puis tous les quatre ans). A la veille de 1914, la fédération tant espérée par les impérialistes n'est pas réalisée ; bien au contraire d'anciennes colonies obtiennent l'autonomie (on les nomme des *dominions autonomes*, puis, tout simplement, des *dominions* : l'idée de domination par la Couronne a disparu, elle ne subsiste plus que dans le vocable). Cependant les rapports (politiques, douaniers, etc.) entre métropole et dominions ne sont pas encore réglés officiellement ; un *statut* s'impose qui va se définir pendant la période suivante.

● *Conformément à la tradition politique anglaise* qui a toujours mieux aimé des accords évasifs et souples, s'adaptant aux circonstances, que les constitutions rigides et invariables (en théorie) du continent, la situation des dominions a évolué très rapidement. Chacun d'entre eux est libre de choisir sa politique et sa législation financière et fiscale, mais les décisions sont toujours contresignées par le roi qui, dans certains cas, est ainsi conduit à accepter des dispositions contradictoires (dans l'hypothèse d'un conflit entre deux dominions). L'évolution s'est déroulée conformément au tableau ci-contre.

Quelques grands problèmes coloniaux.

● *Les guerres coloniales* les plus sévères ont été menées en Inde, et en Afrique du Sud contre les Boers (colons néerlandais installés au Cap au XVIIe siècle où ils firent souche), auxquels les premiers colons britanniques se heurtèrent dès le début du XIXe siècle et que la politique de Cecil Rhodes, à partir de 1890, conduit à se révolter sous la direction du président Krüger. Cette guerre sanglante a soulevé l'opinion européenne.

● *Le Commonwealth actuel.* Il comprend des États-membres (trente-six en 1980), absolument indépendants, libres de s'évader de la communauté quand ils le désirent (exemple : l'Afrique du Sud en 1961) et des États associés (certaines îles des Caraïbes). En fait le Commonwealth est un « club » très souple et les relations entre membres sont extrêmement variées. Le seul lien qu'ils possèdent (et encore certains l'ont abandonné) est de se trouver dans ce qu'on appelle la *zone sterling* (pays qui utilisent la livre sterling comme monnaie d'échanges internationaux). Il est à remarquer que l'adjectif *british* a été supprimé des documents officiels.

Quelques aspects de la politique internationale de la Grande-Bretagne.

● *Après avoir été le principal adversaire de la France* jusqu'au début du XIXe siècle, la Grande-Bretagne s'est peu à peu retirée dans un « splendide isolement », évitant les alliances (trop compromettantes) et s'assurant, par le jeu subtil de sa diplomatie présente partout dans le monde, qu'aucun État continental ne risque de devenir trop puissant pour menacer sa suprématie ou sa sécurité. Même à la grande époque bismarckienne (voir p. 18) elle s'abstient de toute intervention positive, sauf au moment des affaires d'Orient, en 1878, lorsque les Russes menacent de s'installer dans les Détroits et constituent, par conséquent, un danger pour la suprématie maritime britannique en Méditerranée. C'est à cette époque que la Grande-Bretagne s'est fait céder Chypre par la Turquie. C'est, de la même façon, le désir de protéger la Méditerranée, qui conduit l'Angleterre à signer les *accords méditerranéens* en 1887 avec l'Italie et l'Autriche-Hongrie. Les rivalités coloniales avec la Russie et la France donnent une raison d'être supplémentaire à ces accords.

● *Le fait international le plus spectaculaire* a certainement été l'*Entente cordiale* négociée par le ministre français des Affaires étrangères, Delcassé, l'ambassadeur de France à Londres, Paul Cambon, et encouragée par le roi Édouard VII.

L'affaire de *Fachoda* à la fin de 1898 n'annonçait cependant pas un tel rapprochement : les Français, dans cette « course au clocher » qu'était la colonisation de l'Afrique, avaient des prétentions sur le Soudan oriental et la petite troupe du capitaine Marchand (qui tentait de réaliser la liaison Dakar-Djibouti) se heurta aux trente canonnières de Kitchener qui remontait le Nil et tentait de réaliser la liaison Le Caire-Le Cap ; Marchand tenait la petite ville de Fachoda qu'il dut évacuer — sur l'ordre de Delcassé — en mars 1899. Cependant les Britanniques vont se rapprocher peu à peu de la France pour deux raisons :

— parce qu'ils craignent l'ascension allemande (l'Allemagne, on l'a vu, dépasse économiquement l'Angleterre à partir de 1890 ; le livre de l'économiste Williams, *Made in Germany*, 1896, alerte l'opinion) ;

— parce que la guerre des Boers est pénible et qu'une concurrence française risque d'être, alors, dangereuse en Afrique.

De là l'*Entente cordiale* (8 avril 1904), liquidant le contentieux colonial des deux pays, dont la principale clause donne à la France la liberté d'action au Maroc, en échange, pour l'Angleterre de la liberté d'action en Égypte. Comme en 1902 l'Angleterre avait signé un traité défensif avec le Japon et que le 31 août 1907 elle mettra fin à ses difficultés avec la Russie, on constate qu'à la veille de 1914 son action politique a fait éclater les vieux cadres bismarckiens : politiquement l'Europe est prête pour la Grande Guerre (voir p. 96).

● *Après 1919,* la Grande-Bretagne songe surtout à se préserver de la crise industrielle, financière et sociale qu'elle traverse. Pour redonner du lustre à son commerce, elle s'empresse d'aider l'Allemagne vaincue (ce qui lui vaudra de voir ses *capitaux gelés* lors de la crise de 1929-1931) et de se séparer de la France lorsque celle-ci occupe la Ruhr en 1923 (voir p. 49).

L'évolution de la politique britannique est alors marquée par son attitude au Moyen-Orient agité par les deux problèmes du *pétrole* et du *sionisme,* et sa volonté d'apaisement en Europe. Celle-ci se manifeste par une politique de concessions à l'Allemagne hitlérienne, qui n'est pas sans avoir pesé sur le sort du monde ; en avril 1935, à la suite de la décision d'Hitler de rétablir en Allemagne le service militaire, a lieu la conférence de Stresa (France, Grande-Bretagne, Italie) dont les accords sont lettre morte lorsque, quelques mois plus tard (juin 1935) la Grande-Bretagne laisse l'Allemagne reconstituer une flotte de guerre, sans consulter la France, et qu'en octobre 1935 Mussolini entreprend la conquête de l'Éthiopie (voir p. 59).

En agissant ainsi, l'Angleterre a sans doute pensé faire l'économie d'une guerre et Hitler, conscient de ce fait, a multiplié alors ses coups d'éclat. C'est sans doute la même intention d'apaisement qui anime sir Neville Chamberlain lors du coup de force hitlérien en Tchécoslovaquie (voir p. 109) : la France, alliée à la Tchécoslovaquie, veut intervenir et mobilise ses troupes ; Arthur Neville Chamberlain, Premier ministre conservateur, fait savoir au gouvernement français (présidé par Édouard Daladier) qu'il ne suivrait pas la France dans cette voie. Le 15 septembre 1938, Chamberlain se rend seul à Berchtesgaden pour conférer avec Hitler ; à son retour il convainc Daladier d'accepter cette « dernière annexion » ; quelques jours plus tard, les *accords de Munich* (voir p. 109) marqueront la dernière capitulation des démocraties devant Hitler. Rarement politicien fut aussi peu clairvoyant (voir p. 109).

● *La guerre des Falkland.* Les îles Falkland, découvertes en 1592 par la marine britannique, ont appartenu successivement à la France (1763-1765, sous le nom d'îles « Malouines »), à l'Espagne (1765-1771), à la Grande-Bretagne (1771-1826), à l'Argentine (1826-1833) et finalement à la Grande-Bretagne, qui proclame l'annexion des îles comme colonie de la Couronne. L'Argentine, qui n'avait jamais cessé de revendiquer les îles Falkland, entreprit de les occuper en y débarquant le 1er avril 1982. Le gouvernement présidé par Margaret Thatcher réagit militairement et les troupes britanniques obtinrent, le 14 juin 1982, la reddition des forces argentines. Cette victoire contribua à accroître le prestige de Margaret Thatcher et des conservateurs.

● *Dans le monde de l'après-guerre,* la Grande-Bretagne est devenue la principale alliée des États-Unis. Outre ses différends avec certains États du *Commonwealth,* sa politique extérieure est orientée vers le Moyen-Orient (Suez, les problèmes du pétrole) et vers l'Europe (efforts pour participer au *Marché commun* (voir p. 163).

L'ALLEMAGNE, L'AUTRICHE ET L'EUROPE CENTRALE

LA GERMANIE ET LE SAINT EMPIRE ROMAIN GERMANIQUE.

La Germanie et l'Europe centrale à l'aube de l'histoire.

● *A la veille de l'âge du bronze,* les régions boisées et marécageuses de ce qui correspond aujourd'hui à l'Allemagne, la Pologne, la Bohême et aux régions danubiennes sont habitées par des peuplades itinérantes sur lesquelles on ne sait à peu près rien. Un début de civilisation leur parvient par le Danube (influences égéennes) et de l'Europe des steppes ; les nomades des steppes apportent avec eux le chariot, le cheval, la hache d'armes. En Allemagne du Nord se dessine ainsi une civilisation protohistorique dite de la *hache d'armes* (hache à deux tranchants perpendiculaires, sépultures isolées).

● *Aux environs de l'an 2000 av. J.-C.,* l'Allemagne du Sud-Ouest est un confluent de civilisations protohistoriques ; on y retrouve des influences occidentales (mégalithes), danubiennes et alpines, mais surtout orientales (culte solaire). La céramique est caractérisée par des *gobelets à zones ;* les sépultures sont *plates* (squelette accroupi, comme chez les danubiens) ou à *tumulus* (squelette allongé). Cette ère de peuplement est considérée par certains comme le *berceau des Celtes ;* en tout cas il s'agit déjà d'Indo-Européens.

● *Vers le XVe siècle av. J.-C.,* en Lusace, rayonne une civilisation nouvelle qui utilise des outils inconnus jusqu'alors (hache à douille) et qui *incinère* ses morts (les cendres sont recueillies dans des urnes groupées dans des *champs d'urnes*). On ne sait pas grand-chose non plus des Lusaciens, dont la civilisation se propage vers l'Occident et dans les îles Britanniques (les *Pictes* pourraient être des Lusaciens ; voir p. 1) ; il n'est pas impossible que la religion des druides ait eu aussi des racines lusaciennes, tout comme la civilisation du Sud de l'Allemagne, de la Suisse, de l'Autriche et la civilisation villanovienne. Dans le Nord du pays, apparaissent des peuples indo-européens archaïques : les *Protogermains.*

● *Le Xe siècle av. J.-C.* voit l'apparition du fer, qui pénètre en Europe par la route des steppes (Dacie et Nord des Balkans) et par l'Adriatique (peuples illyriens). On distingue à l'âge du fer deux civilisations successives. Celle de *Hallstatt* est issue de la région illyrienne et s'étend en Europe par le Danube et le Rhin (elle n'atteint ni l'Europe atlantique, ni les îles Britanniques, ni l'Allemagne septentrionale) ; elle tire son nom de la station autrichienne où l'on a découvert, en 1846, une vaste nécropole (mille sépultures). A cette période, il semble qu'il y ait eu des échanges commerciaux importants avec les pays méditerranéens ; l'inhumation (*tombes à tumulus* ou *tombes à chars*) et l'incinération (champs d'urnes) coexistent. La seconde civilisation du fer est tardive (à partir du ve siècle av. J. C.), c'est l'époque de la *Tène* (station près de Neuchâtel) : à ce moment les Celtes occupent l'Allemagne occidentale et les *Germains* sont plus à l'Est, vers la Pologne.

● *Poussés par les Slaves et les peuples des steppes,* les Germains vont marcher vers l'Ouest, envahir l'Empire romain et former des royaumes ; c'est à partir du royaume *franc* que va se définir, peu à peu, un ensemble politique dont l'unité — avant le XIXe siècle — n'a jamais été que linguistique et culturelle, et qui groupe de nombreux peuples germaniques.



Charles Ier le Grand — Charlemagne — est né le 2 avril 742, et mort à Aix-la-Chapelle (Aachen) le 28 janvier 814. Roi des Francs à partir de 768, empereur d'Occident en l'an 800, il a été le plus grand conquérant européen du Moyen Age. L'empire de Charlemagne est divisé en régions semi-autonomes et en pays (pagi) ; chaque pagus est dirigé par un comte, contrôlé par les envoyés du pouvoir central, les missi dominici. Charlemagne a tenté de lutter contre l'ignorance de son époque en faisant appel à Alcuin d'York, Pierre de Pise et Paul Diacre. Malgré les efforts de celui que la légende a surnommé plus tard « l'empereur à la barbe fleurie », l'empire franc n'est pas sorti de son anarchie et le « vilain monstre ignorance », comme on dira à la Renaissance, devait encore prolonger ses effets pendant près de trois siècles. Charlemagne aurait voulu être le Constantin ou le Justinien de son époque : il n'y est point parvenu. De son gouvernement, dont il était l'âme, la volonté et l'impulsion, Guizot écrivait (Essais sur l'Histoire de France) : « ... C'est de lui que tout émane pour parvenir à lui... Ce ne sont point là des symptômes de la présence et de la liberté d'un peuple, barbare ou civilisé, son activité politique, quand elle est réelle, a une allure plus spontanée ; quelque grand que soit un homme, un peuple libre ne se résigne point à ne l'entourer que pour lui servir d'auréole ou d'instrument... [or] ce n'est point la nation franque qui vient, dans ses assemblées, surveiller et diriger son gouvernement ; c'est Charlemagne qui rassemble autour de lui des individus pour surveiller et diriger sa nation. » (Denier d'argent - 804. Atelier de Mayence.)

Le Saint Empire romain germanique.

L'époque franque : Charlemagne et les Carolingiens.

L'unité territoriale du royaume franc a été réalisée par le fils de Pépin le Bref, l'empereur Karolus, qu'on appelle en France Charlemagne. Ce dernier, germain plus que latin (il était fier de son dialecte *francique* et n'utilisait le latin que pour les obligations de sa charge), a bâti un empire bien trop immense pour qu'il survive longtemps à son créateur. Son successeur, Louis le Pieux, hérite le titre de son père *(empereur d'Occident)* et partage — conformément à la tradition germanique — sa succession entre ses trois fils (voir carte p. 37). Le traité de Verdun (août 843) en conférant à Louis le Germanique la partie orientale de l'Empire (à l'Est du Rhin) marque le point de départ de l'histoire allemande.

Les Carolingiens de Germanie (voir p. 132) ont été — comme ceux de France — dépassés par le rôle qu'ils avaient à jouer. Ils distribuent des terres à leurs parents et féaux (les *duchés nationaux*) pour établir leur puissance. L'aristocratie foncière qui se crée aboutit au morcellement de la Germanie et, sous le dernier carolingien, Louis III l'Enfant (roi à sept ans, de 899 à 911), incapable de résister aussi bien aux révoltes des féodaux qu'aux coups de boutoir des invasions hongroises et normandes, quatre grands duchés se constituent (Saxe, Bavière, Souabe ou Alamanie, Franconie). A sa mort débute une période de rivalités et de guerres intestines qui conduisent, en 919, au couronnement du duc Henri de Saxe en Germanie qui prendra le nom de Henri Ier l'Oiseleur.

Des Saxons aux Habsbourg (919-1273).

Voir pp. 132 et 133 pour la chronologie des faits et la succession des dynasties.

● *L'unité du royaume* n'est plus que linguistique ; les *Tiutschi* (d'où le mot *Deutsche*) sont ceux qui parlent la langue du peuple (*Tiut,* latinisée sous la forme *Theotiscus* d'où *Teutonicus*). Le successeur

d'Henri Ier, Otton Ier (936-973), renoue avec la tradition de Charlemagne ; il conquiert la Lorraine, l'Italie, la Bourgogne, repousse les Hongrois et se fait couronner empereur le 2 février 962. Ainsi naît ce qu'on a appelé le *Saint Empire romain germanique,* expression qui a désigné, jusqu'en 1806, une mosaïque politique qui ne réalisera son unité, sous le sceptre de la maison de Prusse, qu'en 1871.

Les empereurs saxons (les *Ottoniens*) ont fixé une politique qui allait être celle de tous leurs successeurs au cours du Moyen Age allemand. Ils affirment leurs droits sur Rome et l'Église et leur suzeraineté morale ou effective sur les souverains chrétiens, se considérant comme les descendants légitimes à la fois de Charlemagne et des Césars. La poursuite de ce rêve dominateur les porte à s'appuyer sur les grands vassaux dont la puissance et le nombre sont extrêmes : le Saint Empire romain germanique, bien qu'il soit *indivisible* dès le IXe siècle, est un état multi-féodal dont l'universalité (le *Reich*) se réalise de temps à autre, lorsque apparaît un empereur à la personnalité puissante comme Frédéric Barberousse (1152-1190) ou Frédéric II (roi en 1211, empereur en 1220, mort en 1250). Trois dynasties se succèdent dans cette période : les *Saxons* (919-1024), les *Franconiens* (dynastie salienne : 1024-1137) et les *Hohenstaufen* (1138-1250) ; les premiers ont favorisé l'émiettement de l'Empire, les seconds ont été en conflit quasi permanent avec la papauté *(césaro-papisme des empereurs),* les derniers ont été les champions de l'expansion vers l'Est (rôle des chevaliers teutoniques).

● *Structure du Saint Empire romain germanique.* Les classes sociales se répartissent de la manière suivante :

Paysans (soumis à l'impôt de la *Bede*)	libres ;	
	serviles	— attachés à la terre *(Hörige)* ; — attachés à la personne du seigneur *(Leibeigne).*
Aristocrates	— Comtes *(Grafen),* comtes des marches *(Markgrafen, margraves),* comtes palatins *(Pfalzgrafen),* ducs. — Haut-Clergé. — *Ministeriales* (fonctionnaires seigneuriaux et royaux). — Seigneurs *(Herren)* et guerriers professionnels *(Ritter).*	
Bourgeois	Habitants des villes : ils sont *libres* (« l'air des villes rend libre ») ; ce sont des artisans, des marchands groupés par quartier *(wik)* ou par profession *(gilde).* L'émancipation des villes débute à la fin du XIIe siècle ; auparavant elles sont propriété de l'évêque ou du seigneur.	

Les nobles sont hiérarchisés *(Heerschildordnung : ordre des boucliers vassaliques) ;* ils ne peuvent tenir un fief que d'un noble plus élevé qu'eux dans la hiérarchie. Le fief ne devient lui-même héréditaire qu'au XIIe siècle. A titre d'indication, signalons qu'à l'époque de l'empereur Frédéric Ier il y a : quatre-vingt-dix évêques et abbés royaux, neuf ducs (de Saxe, Bavière, Souabe, Autriche, Carinthie, Styrie, Lorraine, Brabant, Brême) et trois margraves (Lusace, Brandebourg, Misnie). Ces nobles, auxquels on ajoute deux comtes palatins (Rhin, Saxe), le comte d'Anhalt et le landgrave de Thuringe, forment la classe des *princes*

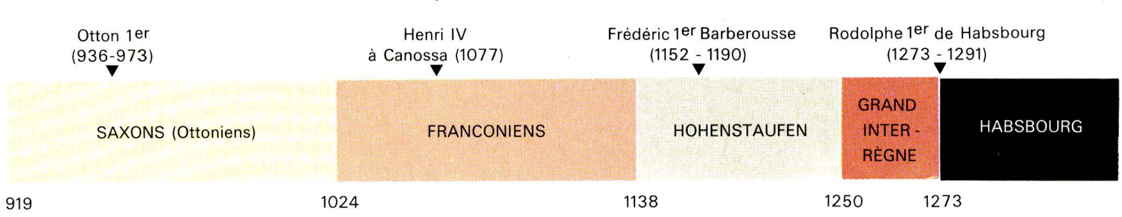


Otton II (955-983).



L'Europe et l'Allemagne.

Les dynasties impériales de 919 à 1250.



(deuxième et troisième *boucliers*). Les comtes appartiennent au *quatrième bouclier.*

Théoriquement, l'Empire est gouverné par l'empereur, élu à partir de 911 par la noblesse et le clergé puis, dès 1208, par sept électeurs seulement : les trois princes archevêques de Mayence, Trèves et Cologne, le duc de Saxe, le comte palatin du Rhin, le margrave de Brandebourg et le roi de Bohême. L'empereur doit convoquer une assemblée de nobles (électeurs et princes) qui se nomme la *Diète ;* à partir de 1255 siègent à la Diète des représentants des villes libres, qui deviennent très importantes. En fait, ce sont les grands vassaux qui ont réuni fiefs, terres conquises, tenures, alleux, en *territoires* et qui gouvernent chez eux (anarchie féodale ; ceux qui tiennent leur fief directement de l'empereur sont dits *immédiats ;* les autres sont les *médiats*). Les villes marchandes (Lübeck, Brême, Hambourg, Francfort, Strasbourg, Augsbourg, Nuremberg, etc.) forment une ligue puissante, la *Ligue hanséatique (Hanse).*

A la mort de Frédéric II (1250), les liens entre l'Italie et l'Allemagne disparaissent (victoire de Charles d'Anjou, frère de Saint Louis, qui conquiert la Sicile et le royaume de Naples). Après vingt-trois ans d'anarchie totale (le *Grand Interrègne,* 1250-1273), c'est à la famille des Habsbourg — qui possède les territoires autrichiens — que revient la couronne impériale.

Les Habsbourg : Charles Quint et la Réforme.

Les Habsbourg sont les princes territoriaux de l'Autriche ; leur histoire est étudiée p. 23. Ils ont atteint à l'empire mondial sous Charles Quint (1516-1558). C'est sous le règne de celui-ci qu'éclate la Réforme dont les conséquences politiques doivent être soulignées. Tout d'abord la doctrine de Luther aboutit à la conclusion que toute révolte contre le Prince est une révolte contre l'autorité divine qui se sert du pouvoir séculier des rois et de l'État pour lutter contre le mal, conséquence du péché originel ; les princes ont trouvé dans cette thèse la justification de leur absolutisme. Ensuite les princes protestants triomphent de l'empereur (paix d'Augsbourg, 1555 : *cujus regio, ejus religio :* « de tel pays, de telle religion ») ; ils en tirent des avantages matériels importants (mainmise sur les biens de l'Église). Enfin la division de l'Allemagne en pays protestants et en pays catholiques en fait le champ de bataille idéal de l'Europe dans la première moitié du XVIIe siècle (guerre de *Trente Ans ;* voir p. 133). Le principe de la souveraineté territoriale *Landesherrschaft)* a donc triomphé, et avec lui le *particularisme* germanique. A l'intérieur de cha-

que État, le prince règne en maître absolu ; si l'on songe qu'à la veille de la Réforme il existait environ 350 États ou seigneuries, on comprendra combien fut longue et pénible la route vers l'unité.



B.N. Ph. © Archives Photeb.

Le Roi Sergent, Frédéric-Guillaume Ier (1688-1740).





Musée de Versailles. Ph. © Archives Photeb. T.

Frédéric II le Grand (1712-1786).

DE LA PRUSSE AU IIIe REICH.

La Prusse et l'Allemagne avant Bismarck.

Voir p. 135 pour la succession des événements.

Naissance et croissance de l'État prussien.

● *La famille des Hohenzollern* a des origines modestes ; au XIe siècle ce sont de petits féodaux d'Allemagne du Sud ; en 1415 ils acquièrent l'électorat de Brandebourg et deviennent progressivement les plus grands seigneurs terriens de l'Empire après les Habsbourg. Parmi leurs possessions se trouve le duché de *Preussen* (Prusse), acquis en 1618 et qui dépend du roi de Pologne.

L'ascension des Hohenzollern est l'œuvre de Frédéric-Guillaume de Hohenzollern surnommé le Grand Électeur (1640-1688) qui unifie tous ses territoires : instauration de l'*impôt permanent* et d'une *armée permanente* de trente mille hommes, concession de terres et avantages financiers aux immigrants (parmi ceux-ci, 20 000 protestants français qui fuyaient les conséquences de la révocation de l'Édit de Nantes : voir p. 41). Cette politique simple et directe, fondée sur l'existence d'une force militaire efficace et sur une administration centralisée, donne naissance à un État fort, d'autant plus facile à administrer qu'il est peu étendu. Le fils du Grand Électeur, Frédéric III de Brandebourg (1688-1713) obtient, de l'Empereur Léopold Ier, le titre de *roi de Prusse ;* il se couronne lui-même sous le titre de Frédéric Ier à Königsberg le 18 janvier 1701. Le *royaume de Prusse* est né ; les Hohenzollern choisissent pour capitale la ville principale du Brandebourg, Berlin ; la population de ce petit État est faible : environ un million et demi d'habitants.

● *La transformation de la Prusse en grande puissance* fut l'œuvre de Frédéric-Guillaume Ier, le Roi Sergent (1713-1740) et de Frédéric II (1740-1786) dit Frédéric l'Unique ou encore Frédéric le Grand.

Le Roi Sergent n'a pas été un roi brillant ; grossier, brutal et goutteux, il se voulait dur « comme un rocher de bronze » (*« wie ein Rocher von Bronce »,* disait-il dans son jargon franco-allemand). Avec despotisme et en pratiquant une politique d'économie à outrance, il reprend l'appel à l'immigration en Prusse du Grand Électeur et, surtout, constitue une armée nombreuse (83 000 hommes, ce qui était énorme pour l'époque) en imposant, pour la première fois en Europe, le *service militaire obligatoire* (exemptés : bourgeois, artisans ; officiers : la noblesse et le corps exceptionnel de l'*Académie des Cadets*). Cette armée allait devenir le fondement de la puissance prussienne.

Cette puissance, ce fut son fils Frédéric II qui la développa. Sa personnalité est à l'opposé de celle de son soudard de père qui le traitait de « damoiseau », de « tête à gifles » et « petit marquis ». A l'exercice militaire et aux soûleries à la bière, deux passions qui, ainsi que les crises de colère furieuse et l'avarice autoritaire, caractérisaient son père, il préfère la lecture des philosophes français ; avec son ami Katt il tente même de s'enfuir en Angleterre (1730) pour échapper au régime éducatif extrêmement pénible qu'il avait à subir. Arrêté, jugé, emprisonné après qu'on eut décapité Katt devant lui, il fait alors son apprentissage de Hohenzollern tout en se développant remarquablement l'esprit, qu'il avait fin et vif et qui plaisait tant à son correspondant favori : Voltaire. En 1740, il devient roi de Prusse ; le « petit maître » des années 30 disparaît pour laisser la place à un souverain exceptionnel, qui avait lu et compris Machiavel, qui avait été impressionné — au moins inconsciemment — par la puissance de son père, et qui contribua par ses réformes et son action à transformer le visage de l'Europe : il a été le plus bel exemple de *despote éclairé* de l'histoire. Continuant, au prix de deux guerres, la politique des Hohenzollern (colonisation de la Prusse et militarisme), pratiquant une économie colbertienne (protectionnisme, traité de commerce avec les jeunes États-Unis, développement de l'agriculture, manufactures d'État) il fait de la Prusse un des premiers royaumes européens ; le bilan de son règne est d'ailleurs éloquent.

	en 1740	en 1786
Superficie	120 000 km²	200 000 km²
Population	2 200 000 habitants	6 000 000 habitants
Armée	83 000 hommes	180 000 hommes
Réserves du Trésor	8 000 000 de *thalers*	55 000 000 de *thalers*

Prise de conscience du sentiment national.

Les intellectuels allemands n'avaient pas le même sens des réalités politiques que les rois de Prusse. L'Empire, avec ses particularismes, était un terrain de choix pour le cosmopolitisme intellectuel : les grands écrivains du XVIIIe siècle allemand (Lessing, Gœthe, Herder) n'ont absolument pas le « sens national ».

En 1806, lorsque Napoléon — après avoir distribué la plupart des territoires de l'Autriche aux États allemands qui l'avaient soutenu (Bavière, Wurtemberg, pays de Bade) — propose l'abolition du Saint Empire et la création d'une *Confédération du Rhin* dont il serait le protecteur, il ne provoque pas de scandale politique ; le 12 juillet 1806, seize princes se séparaient du Saint Empire et constituaient la Confédération du Rhin (qui resta d'ailleurs un projet sans suite).

La Prusse qui, jusque-là, était restée en dehors des guerres napoléoniennes, envoie un ultimatum à l'Empereur et engage le combat. Après les défaites d'Iéna (1806) et le traité de Tilsit (1807), elle subit l'occupation française et c'est à ce moment précis que le *nationalisme allemand* va naître. Au lendemain de ses revers, la Prusse connaît une véritable révolution politique ; l'État absolutiste est aboli et les réformes libérales et agraires organisées par le baron von Stein provoquent une transformation des esprits. Le successeur de von Stein (limogé sur ordre de Napoléon), Hardenberg, accélère l'évolution qui brise toutes les vieilles structures prussiennes, malgré la résistance du roi de Prusse, Frédéric-Guillaume III, et des grands seigneurs, les *Junkers.* A l'Université de Berlin, les philosophes Schleiermacher et Fichte exaltent le patriotisme et le sentiment du devoir envers la collectivité ; quand il s'agit de libérer le territoire de ses occupants français, c'est la Prusse, bien plus que l'Autriche, qui bat le rappel des volontés nationales. Alors naît chez certains historiens l'idée de *germanité :* le Saint Empire romain germanique est mort ; de ses cendres doit renaître une vaste communauté linguistique dont la Prusse est prête à prendre la tête, elle qui donne l'exemple de la discipline, de l'organisation, de l'abnégation. Le Rhin ne doit pas être une frontière, c'est un fleuve allemand qui doit être bordé de part et d'autre par des territoires allemands. Nationalisme, libéralisme, pangermanisme apparaissent en même temps.

En 1814, Napoléon est vaincu. En 1815, on reconstruit l'Europe au Congrès de Vienne : c'est le moment propice pour créer sinon un *Reich* — un Empire nouvelle manière — du moins une première entente entre les États allemands. Le roi de Prusse et les classes dirigeantes (crainte du libéralisme), l'Autriche et les princes allemands (crainte de perdre leur puissance autonome), tous y répugnent, ce qui a retardé la réalisation de l'unité allemande d'un demi-siècle.

L'Europe de 1815.

Se reporter à la p. 45 et à la p. 151.

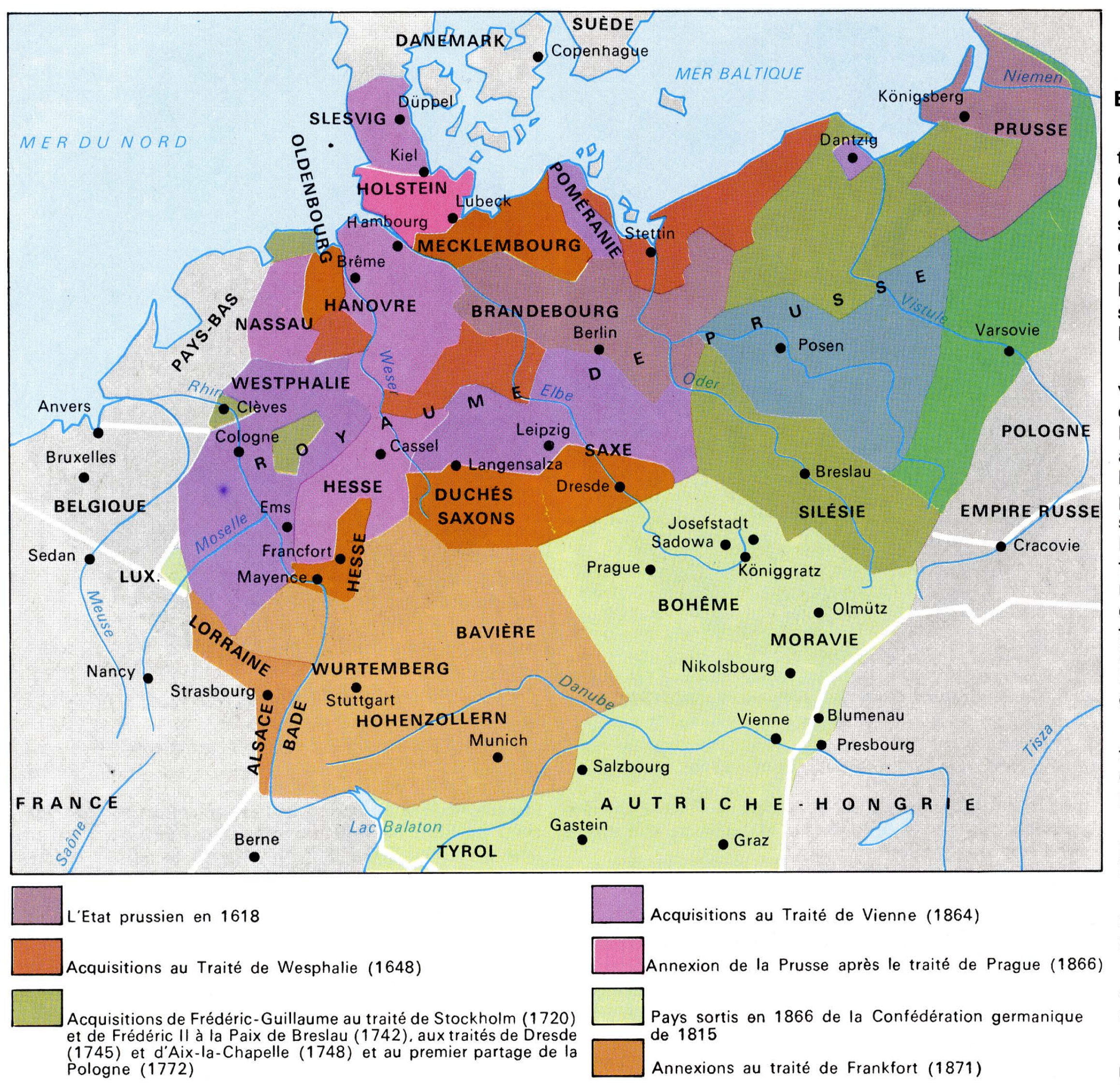
● *Il n'était pas question de reconstituer* le Saint Empire romain germanique en 1815. Les quelque 350 États allemands sont regroupés en une *Confédération germanique* de 39 États (dirigée pour la forme par la Diète de Francfort) et la Prusse, en particulier, s'agrandit d'une partie de la Saxe et de la Rhénanie. Il faut bien comprendre que le sentiment qui domine, en 1815, c'est la peur de la France et des idées révolutionnaires beaucoup plus que la tendance à l'unité nationale. Pour garantir les traités deux alliances se constituent :

— la Sainte-Alliance (tsar, empereur d'Autriche, roi de Prusse, à laquelle participent ensuite la France et des États plus modestes ; l'Angleterre n'y entre pas) : « au nom de la Très Sainte et indivisible Trinité » elle proclame la solidarité des rois contre les peuples ;

— la Quadruple-Alliance (20 novembre 1815, Russie, Autriche, Prusse, Angleterre) contre le retour éventuel d'un Bonaparte sur le trône ou un nouveau mouvement révolutionnaire en France ; elle prévoit aussi des Conférences européennes des grandes puissances (le *concert* européen) embryon d'organisme international (sans efficacité d'ailleurs).

● *Le libéralisme politique* a quand même fait son chemin ; les États qui ont été annexés ou occupés par Napoléon ont goûté à la République ou, du moins, à la Monarchie constitutionnelle. Après 1815, certains princes de la Confédération germanique octroient des constitutions à leur peuple ; sept États d'Allemagne du Sud bénéficient de ce régime : Bavière, Bade, Wurtemberg, Hesse-Darmstadt, Nassau, Brunswick, Saxe-Weimar. Ce dernier connaît une phase de libéralisme relatif sous le règne de Frédéric-Auguste Ier (né en 1750, Grand-duc en 1763, couronné roi de Saxe en 1806), adepte du despotisme éclairé.

Les autres sont des monarchies absolues déguisées où le pouvoir appartient au Prince et à la noblesse,



- L'Etat prussien en 1618
- Acquisitions au Traité de Wesphalie (1648)
- Acquisitions de Frédéric-Guillaume au traité de Stockholm (1720) et de Frédéric II à la Paix de Breslau (1742), aux traités de Dresde (1745) et d'Aix-la-Chapelle (1748) et au premier partage de la Pologne (1772)
- Part de la Prusse au second partage de la Pologne (1793)
- Part de la Prusse au 3e partage de la Pologne (1795)
- Acquisitions au congrès à Vienne (1815)
- Acquisitions au Traité de Vienne (1864)
- Annexion de la Prusse après le traité de Prague (1866)
- Pays sortis en 1866 de la Confédération germanique de 1815
- Annexions au traité de Frankfort (1871)
- Création de l'Empire allemand (1871) - Adhésion de la Hesse, de la Saxe, des Duchés saxons et du Mecklembourg
- Adhésion des Etats de l'Allemagne du Sud (Bavière - Wurtemberg et Bade)

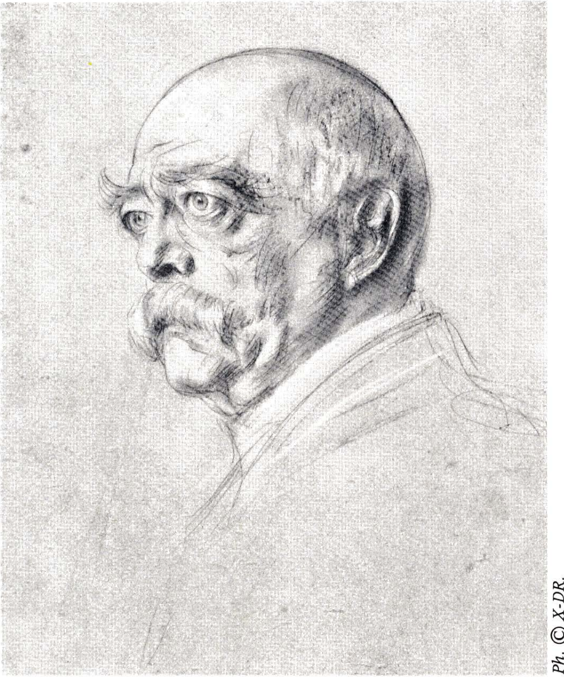
Formation du Reich allemand.

d'esprit étroit, rigoureusement antilibérale et cléricale. D'ailleurs à travers toute l'Europe on rencontre la même opposition entre les libéralistes, partisans de l'unité nationale et de la tolérance, et les absolutistes qui opèrent, comme on le disait, l'union de l'autel et du trône. Parmi les souverains les plus absolutistes, se trouvent le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume III, le tsar Nicolas Ier (1825-1855) et l'empereur d'Autriche; les soulèvements allemands (les libéraux voulaient réaliser vers 1832 les États-Unis d'Allemagne) n'ont pour effet immédiat que de consolider l'absolutisme de la Monarchie.

● *Cependant l'idée d'une unité nationale* fait son chemin; à l'instigation de la Prusse (en 1818), les États allemands adhèrent, les uns après les autres, à une union douanière (le *Zollverein*) et vers 1850 la monnaie prussienne, le *thaler* (environ 3,75 F or), devient la seule monnaie légale des États d'Allemagne. L'Autriche reste en dehors du *Zollverein* : elle ne tient pas tellement à y entrer et, de toute façon, la Prusse lui en ferme nettement la porte. L'antagonisme entre l'Autriche et la Prusse apparaît dès 1850 comme une des clés du problème de l'unité allemande.

● *Ce libéralisme politique et ce désir d'unité* explosent lors de la révolution de 1848, mi-bourgeoise, mi-ouvrière, brutalement réprimée par le pouvoir qui s'appuie sur l'Église, les possédants et les masses rurales de l'Est. L'opposition une fois muselée, les libéraux se détournent de la politique vers l'économie, et c'est désormais l'État lui-même qui va se charger de l'unification allemande.

Otto von Bismarck (1815-1898), réalisateur de l'unité allemande, aux dépens de l'Autriche et de la France.



Ph. © X-DR.

L'Allemagne jusqu'à la guerre de 1914.

Bismarck.

Le 31 janvier 1850, la Prusse se donne une constitution confiant le législatif à deux chambres (Chambre des Seigneurs ou *Herrenhaus* et Chambre des Députés ou *Landtag ;* Frédéric-Guillaume IV avait déjà créé un semblant de *Landtag* en 1847). C'est dans ce cadre constitutionnel que s'inscrit l'œuvre d'Otto von Bismarck-Schönhausen qui occupe la première place sur la scène politique européenne jusqu'en 1890, date de sa chute, lorsque Guillaume II décide de gouverner par lui-même.

● *Qui est Bismarck?* C'est un membre de la vieille noblesse brandebourgeoise, patriote à tous crins, député au *Landtag* en 1847 et 1849, délégué de la Prusse à la Diète de Francfort de 1851 à 1859, ambassadeur à Saint-Pétersbourg (1851-1862) et à Paris (1862) appelé au pouvoir le 23 septembre 1862 par le roi Guillaume Ier (1861-1888) qui venait de succéder à son frère Frédéric-Guillaume IV. Partisan de la politique de force (il n'a pas dit exactement : « La force prime le droit », mais : « Celui qui a la force en main va de l'avant dans son sens »), cet aristocrate conservateur, énergique, qui professe un réalisme politique sans scrupules, autoritaire et n'ayant qu'un seul but : la grandeur de l'État prussien, a réalisé l'unité de l'Allemagne et contrôlé la politique européenne jusqu'en 1890.

● *Ses idées.* Les grandes questions, déclare-t-il, se résolvent non par des votes « mais par le fer et par le sang ». Pour *faire* l'Allemagne il lui faut réaliser les conditions suivantes :

— isoler l'Autriche et la placer au second plan par une guerre victorieuse (obtenir pour cela la neutralité de la France et de l'Italie);

— annexer à la Confédération prussienne de nouveaux États et en attirer d'autres (ceux du Sud notamment) par l'action militaire ou économique;

— cimenter l'union de toutes les Allemagnes en un seul État sous l'autorité des Hohenzollern par une guerre contre la France.

● *Son action.* Elle est résumée chronologiquement p. 135 : guerre contre le Danemark pour annexer les duchés de Sleswig, de Holstein et de Lauenbourg (Paix de Vienne, octobre 1864), guerre contre l'Autriche (bataille de Sadowa le 3 juillet 1866) avec la complicité de Napoléon III aboutissant à l'annexion définitive *à la Prusse seulement* des duchés danois, à de nouvelles élections et à la création de la *Confédération de l'Allemagne du Nord* (vingt et un États et la Prusse; un *Gouvernement fédéral* composé d'une assemblée élue au suffrage universel, le *Reichstag*, et d'une assemblée représentant les États, le *Bundesrat ;* le roi de Prusse est le président fédéral), guerre contre la France enfin (1870-1871) terminée par le traité de Francfort (rattachement de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne). En même temps, Bismarck obtient que les États du Sud (Bade, Wurtemberg, Bavière, Hesse-Darmstadt) entrent dans la Confédération, transformée en Empire allemand (*IIe Reich ;* le premier était le Saint Empire romain germanique) avec à sa tête, comme empereur, le roi de Prusse Guillaume Ier.

La puissance allemande : la guerre de 1870-1871.

● *Bismarck* a voulu la guerre de 1866 contre l'Autriche de François-Joseph, mais on peut se demander s'il a voulu, de la même façon, la guerre de 1870 contre la France. Dans *Souvenirs et Pensées* (éd. française, 1899), il affirme qu'il ne voulait pas la guerre. Il est de fait que ce n'est pas l'Allemagne qui a déclaré la guerre, mais la France; en réalité on sait que cette déclaration a été amenée par le fameux truquage connu sous le nom de *dépêche d'Ems.* On verra ci-dessous ce qu'il faut penser de ce « truquage »; mais, par ailleurs, on peut aussi s'étonner que la France soit tombée dans un piège aussi grossier; le tableau de la page ci-contre fournit quelques précisions sur les origines immédiates du conflit.

A considérer ce tableau, la France bonapartiste et belliqueuse est responsable de la guerre de 1870. En fait, Bismarck, en publiant la dépêche d'Ems sous la forme raccourcie et « insolente » qu'on a dite, espérait bien que le « taureau gaulois » se précipiterait sur ce « chiffon rouge ». La France l'a donc accusé d'avoir sciemment déformé le texte de Guillaume Ier afin de

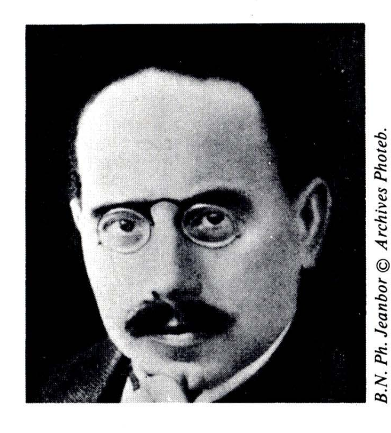
Dates	Événements	Commentaires
mars 1869	Léopold de Hohenzollern, candidat au trône d'Espagne; opposition française à cette candidature; la question est enterrée.	Le ministère français est dirigé par Rouher puis par E. Ollivier (janvier 1870) qui accepte l'idée d'unité allemande. Bismarck n'a donc pas à craindre une opposition française à ses projets de politique intérieure; comme Guillaume Ier n'est pas particulièrement attiré par la succession d'Espagne, l'affaire semble sans suite.
mai 1870	Napoléon III est plébiscité avec succès en France; le duc de Gramont, favorable à l'Autriche, est ministre des Affaires étrangères.	Renaissance des craintes de Bismarck qui prévoit un durcissement de la France à l'égard de l'Allemagne; il repose *en secret* la candidature de Léopold de Hohenzollern. La manœuvre échoue car les *Cortès* (assemblée espagnole) se séparent avant même l'arrivée de cette candidature.
2 juillet *3 juillet*	Madrid dévoile la candidature Hohenzollern. Paris l'apprend par la presse.	Scandale dans le parti de la guerre français (toujours très fort et représenté notamment par le duc de Gramont et l'impératrice Eugénie); Gramont ordonne à l'ambassadeur de France, Benedetti, d'obtenir de Guillaume Ier le retrait de la candidature Hohenzollern; Benedetti accomplit cette mission à Ems (ville d'eau près de Coblentz où se trouvait Guillaume Ier).
12 juillet	Le prince Léopold renonce à sa candidature.	C'est un succès diplomatique pour la France; Bismarck songe à démissionner. L'opinion européenne considère l'affaire comme close; Guillaume Ier, soulagé, le pense aussi.
	Demande de garanties du gouvernement français qui exige que Guillaume Ier lui-même assure le retrait de toute candidature Hohenzollern au trône d'Espagne.	Le parti de la guerre français ne s'estime pas satisfait (on se demande bien pourquoi?). L'impératrice s'écrie, avec sa légèreté coutumière : « La couronne de France est tombée en quenouille »; selon l'ambassadeur d'Autriche en France l'idée de la guerre « la rajeunit de dix ans »! Napoléon III, vieilli et malade, ne domine pas la situation.
13 juillet	Benedetti demande à Guillaume Ier les garanties en question; celui-ci lui confirme courtoisement que l'affaire est classée, mais, Benedetti revenant deux fois dans la même journée à la	Guillaume Ier, soulagé de voir se terminer ce conflit diplomatique, adresse la dépêche d'Ems à Bismarck (qui est à Berlin); cette dépêche contient en particulier le texte suivant : *« ... Sa Majesté a décidé de ne plus recevoir le comte Benedetti touchant la question de l'engagement précité;*
13 juillet (suite)	charge, l'empereur d'Allemagne décide de ne plus le recevoir et adresse à Bismarck une *dépêche* pour l'informer de ses entretiens avec l'ambassadeur de France.	*mais... de lui faire savoir par un aide de camp qu'elle avait reçu confirmation, par le prince Léopold de Hohenzollern, de la nouvelle que Benedetti tenait de Paris et que Sa Majesté n'avait rien à lui dire de plus. Sa Majesté fait Votre Excellence* [Bismarck] *juge de la question de savoir si la nouvelle exigence de Benedetti et le refus qui y a été opposé ne devraient pas être immédiatement communiqués à nos ambassadeurs et à la presse. »* Bismarck condense la *dépêche d'Ems* de la façon suivante : *« La nouvelle du renoncement du prince héritier de Hohenzollern a été officiellement communiquée au gouvernement impérial français par le gouvernement royal espagnol. Depuis, l'ambassadeur français a encore adressé à Ems, à Sa Majesté le Roi, la demande de l'autoriser à télégraphier à Paris que Sa Majesté le Roi, à tout jamais, s'engageait à ne plus donner son consentement si les Hohenzollern devaient revenir à leur candidature. Sa Majesté le Roi là-dessus a refusé de recevoir encore l'ambassadeur français et lui a fait dire par l'aide de camp de service que Sa Majesté n'avait plus rien à communiquer à l'ambassadeur »* (d'après P. Matter : *Bismarck et son temps*).
14 juillet	Réaction française.	Nouveau scandale dans les milieux bellicistes; le duc de Gramont se considère comme « giflé » par l'insolence (?) de cette dépêche; l'opinion publique s'enflamme (on en vient même jusqu'à chanter la *Marseillaise* — interdite depuis l'avènement de Napoléon III — sur les boulevards, avec l'accord de la police impériale!).
15 juillet	Débat au Corps législatif.	Le gouvernement fait à l'Assemblée une déclaration appelant à la guerre; Thiers, Gambetta et sept autres députés font remarquer qu'il n'est pas nécessaire de faire la guerre pour une question de forme, puisque sur le fond la France avait obtenu la satisfaction qu'elle désirait; la majorité ne les laisse pas parler.
19 juillet	La France notifie à Berlin qu'elle déclare la guerre à la Prusse.	

La dépêche d'Ems et la guerre de 1870.

Le siège de Paris en 1871.



Ph. Jeanbor © Archives Photeb.



Karl Liebknecht (1871-1919) était le fils du fondateur du parti social-démocrate Wilhelm Liebknecht (1826-1900). En mars 1916, il crée la « Ligue de Spartacus » (Spartakusbund), noyau du parti communiste allemand, qui prêche la résistance active contre la guerre. Rosa Luxemburg (1871-1919) adhère en 1917 à la « Ligue de Spartacus ». Tous deux dirigent la révolution spartakiste de janvier 1919 à Berlin; arrêtés, ils furent massacrés en prison.



provoquer cette déclaration de guerre qui enlevait le beau rôle à la France, abandonnée par tous ses éventuels alliés en Europe. Que faut-il penser de tout cela? Tout d'abord, à simplement comparer les deux dépêches, il semble que l'attitude de Gramont ait été « incroyablement légère » (J. Droz : *Histoire diplomatique de 1648 à 1919,* Paris, 1959) et que les soucis futiles de prestige de l'entourage impérial aient été les motifs déterminants. La guerre de 1870, désirée sans doute par Bismarck, pouvait être évitée, c'est l'avis de nombreux historiens français et allemands; l'entêtement et la légèreté de quelques hommes politiques français, aveuglés par leurs passions — aussi honorables soient-elles — ont ruiné l'œuvre du Second Empire puisque la puissante armée prussienne (commandée par Roon et Moltke), six semaines après le commencement des hostilités (2 août), est aux portes de Paris (siège de Paris : 19 septembre 1870-28 janvier 1871) et impose l'armistice de Versailles et le traité de paix de Francfort le 10 mai 1871 (l'Alsace et la Lorraine reviennent à l'Allemagne avec droit pour les différents ressortissants d'opter pour la nationalité française jusqu'au 1[er] octobre 1872; payement d'une dette de guerre de cinq milliards de francs-or; occupation par les Prussiens de la France du Nord-Est et de Paris jusqu'au règlement complet de la dette).

● *L'Empire allemand de 1870 à 1914.* Voir p. 133 le résumé chronologique des événements.

La politique extérieure de l'Allemagne.

● *La diplomatie bismarckienne (1871-1890).* C'est un régime de paix armée isolant la France par le moyen de l'entente germano-russe et de la *Triple-Alliance* ou *Triplice* (Allemagne, Autriche, Italie); se reporter en particulier à la p. 97 pour l'étude de la politique bismarckienne.

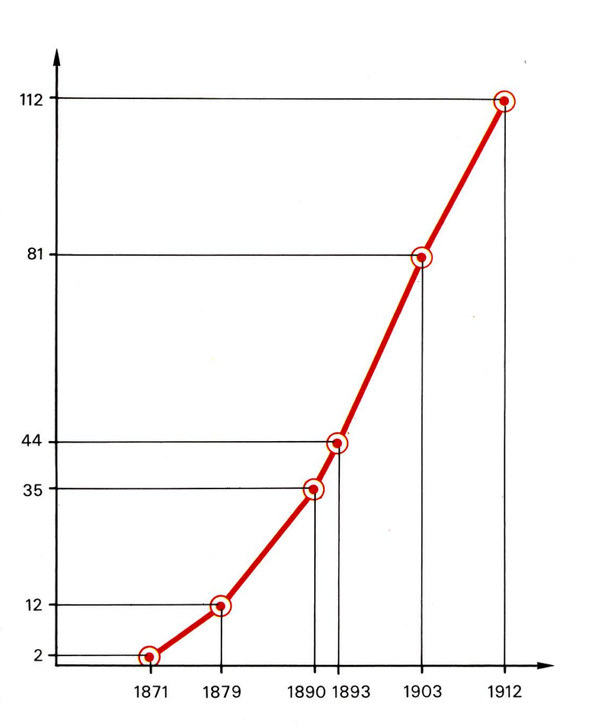
● *Après la chute de Bismarck* le système se désintègre. La France s'allie à la Russie, à l'Angleterre (voir p. 14), à l'Italie et réalise, par un renversement d'alliances, la *Triple-Entente* (contre l'Allemagne : France, Grande-Bretagne, Russie); voir à ce sujet la p. 97).

De la république de Weimar à Hitler.

L'écroulement militaire et moral de l'Allemagne après la défaite et le traité imposé par les Alliés à Versailles (*Diktat* du 28 juin 1919) va plonger l'ex-Empire allemand dans une série de difficultés politiques, économiques et sociales que le gouvernement républicain, instauré par la *constitution de Weimar* (appelée ainsi parce qu'elle a été élaborée par une assemblée constituante élue au suffrage universel à Weimar, en Thuringe) ne peut résoudre : la *république de Weimar* débouche sur le nazisme.

Les forces profondes et les troubles politiques.

● *Le socialisme.* Ce n'est pas un fait nouveau en Allemagne où le socialisme s'est développé en même temps que l'industrie. Il naît à la vie politique avec l'*Association générale des ouvriers allemands* (fondée par Lassalle en 1863) et le *Parti Ouvrier social-démocrate* (fondé par Wilhelm Liebknecht et Auguste Bebel en 1869), qui fusionnent en 1875 (Congrès de Gotha). En 1918, l'exemple contagieux de la Révolution russe (voir p. 74) donne au socialisme une nouvelle dimension : le *bolchevisme,* qui se répand même dans l'armée (création de *Conseils de soldats*). On voit alors naître le *mouvement spartakiste* qui tire son nom d'un ouvrage paru sous le manteau pendant la guerre : *Lettres de Spartacus* (Spartacus était un gladiateur romain qui avait fomenté la *révolte des esclaves* en Italie au I[er] siècle av. J.-C.; le mouvement est dirigé par le fils de Wilhelm Liebknecht, Karl Liebknecht et par Rosa Luxemburg; il tend à organiser — malgré certaines divergences de vues avec Lénine — la dictature du prolétariat. Les soulèvements spartakistes éclatent à travers toute l'Allemagne (particulièrement en Rhénanie) en novembre et décembre 1918; on peut alors craindre une bolchevisation du pays dans le camp modéré et social-démocrate alors au pouvoir que dirige le socialiste Ebert (son titre exact est : « président du Conseil des Commissaires du Peuple »). Alors les sociaux-démocrates réagissent, utilisant ce qu'il reste d'éléments non contaminés dans l'armée pour lutter contre le spartakisme; du 6 au 11 janvier 1919 a lieu à Berlin la *semaine rouge* où les révolutionnaires s'emparent du siège des grands journaux et se heurtent violemment aux « forces de l'ordre ». Les émeutes berlinoises sont sanglantes; Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg périssent, abattus par les policiers qui les avaient arrêtés.



Croissance des partis socialistes (Sozial-Demokratie) de 1871 à 1912 au Reichstag : le nombre de sièges est passé de 2 à 112 en quarante ans.

● *Le séparatisme.* L'abdication de Guillaume II (9 novembre 1918) est suivie de l'abdication en série de tous les « princes » allemands; certains pays (la Rhénanie, la Saxe et la Bavière) tentent de faire sécession et de s'isoler en États républicains indépendants, comme avant Bismarck (mot d'ordre : *Los von Berlin,* « débarrassons-nous de Berlin »).

● *La contre-révolution.* Les anciennes classes dirigeantes (monarchistes, militaires, puissances économiques et industrielles, haute bourgeoisie, etc.) n'ont pas admis la défaite (d'autant plus que l'armée n'a pas été véritablement vaincue et que le pays n'est pas envahi : c'est de l'intérieur que s'est produit la désintégration); en outre le bolchevisme et même la social-démocratie les effrayent. Pour lutter contre l'agitation révolutionnaire, les socialistes Ebert et Noske (« Commissaire » à la guerre) avaient dû utiliser les éléments non contaminés de l'armée (les *Corps francs*); à ces groupes de choc s'ajoutent des formations clandestines (comme le *Baltikum*), une multitude de groupements, associations plus ou moins secrètes, partis locaux, sociétés de gymnastique, etc., qui refusent plus ou moins nettement le bolchevisme et la république de Weimar et dont le mode d'action est souvent violent (meurtres politiques, notamment en 1920-1921); parmi ces *groupuscules* isolons le *Comité pour une juste paix allemande,* fondé en mars 1918 à Brême et dont le correspondant à Munich est un ouvrier serrurier du nom de Drexler; celui-ci intitule pompeusement sa filiale munichoise *Parti ouvrier allemand :* il n'a alors que 7,50 marks en caisse; nous retrouverons plus tard ce mouvement. Notons ici que la tendance réactionnaire (*Herrenklub,* c'est-à-dire le *Club des Seigneurs*) compte dans ses rangs la plupart des officiers prussiens dont le plus actif est alors le général Erich Ludendorff (1865-1937), l'un des grands chefs de l'armée allemande pendant la Grande Guerre.

L'impuissance de la république de Weimar.

Au sein de cette agitation politique, les députés élus le 19 janvier 1919 élaborent à Weimar (où l'ordre règne plus aisément qu'à Berlin ou à Munich) la constitution promulguée le 11 août 1919 : l'État fédéral continue de s'appeler le *Reich* allemand, le pouvoir législatif appartient au *Reichstag* (élu au suffrage universel; les femmes sont électrices et éligibles) et au *Reichsrat* (représentant les pays : un délégué pour un million d'habitants; assemblée à veto suspensif); l'exécutif (fort) est entre les mains du *président fédéral,* élu au suffrage universel, assisté d'un *chancelier* responsable devant l'assemblée du Reichstag. En cas de conflit entre l'exécutif et le législatif, il est prévu un recours au *référendum.* La constitution de Weimar envisageait aussi des institutions socialistes : nationalisation du sous-sol, création de conseils d'entreprise, etc.

La « république de Weimar », faible et inefficace, est menacée par les extrémistes de droite. L'opinion publique refuse le traité de Versailles : les étudiants de Berlin brûlent les drapeaux français de 1870 qui devaient être rendus à la France, la flotte allemande (soixante-dix bâtiments) se saborde dans la baie de Scapa Flow, alors que les vaisseaux avaient été remis aux Alliés qui devaient se les partager, le gouvernement républicain d'Ebert (Scheidemann, Noske, Erzberger) est accusé d'avoir trahi la glorieuse armée *(Reichswehr)*; les Alliés, en particulier la France, sont violemment pris à partie par un pays qui considère sa défaite (la première depuis les guerres napoléoniennes) comme un attentat à son honneur : la prétention de l'Entente de vouloir juger les personnages accusés d'avoir commis des actes contraires aux coutumes de la guerre déchaîne une campagne nationaliste (l'Entente avait réclamé l'extradition de Guillaume II, réfugié à Doorn, aux Pays-Bas, qui l'avaient formellement refusée). Deux crises ont mis en péril la République :

— le coup d'État du docteur Kapp et de Luttwiz chasse provisoirement Ebert et ses ministres à Stuttgart, mais provoque l'union spontanée de la gauche (grève générale) qui sauve la République;

— la tentative d'établissement de la monarchie bavaroise à Munich *(putsch de Munich)* en 1923 échoue; y participent les membres du jeune parti nazi (voir ci-dessous).

A la mort d'Ebert (1925), c'est le candidat des conservateurs, le maréchal Hindenburg (78 ans) qui est élu président du Reich. Son chancelier et ministre des Affaires étrangères (Stresemann) réalise un rapprochement avec la France, signe avec elle le pacte de Locarno (octobre 1925 : garantie des frontières) et obtient l'entrée de l'Allemagne à la Société des Nations (septembre 1926); le ministre des Finances (Dr Luther), grâce à la politique supérieurement habile du Dr Schacht, président de la *Reichsbank,* rétablit l'équilibre monétaire (voir ci-dessous). Cette série de succès donne aux républicains leur dernière victoire électorale en 1928 (voir p. 134 pour la chronologie de cette période).

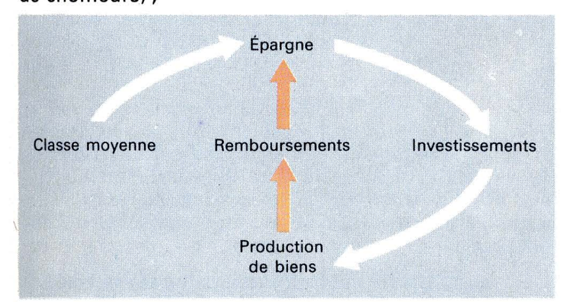
Les crises économiques.

● *La première a lieu en 1923 ;* elle est due aux troubles permanents qui agitent le pays et aux dépenses excessives du gouvernement. En août le dollar — qui valait 4 marks en 1914 — vaut 4 620 455 marks ! fin novembre il atteint 4 200 milliards de marks. La monnaie ne circule plus, le troc s'installe, les entreprises refusent de vendre, la disette fait son apparition : c'est l'inflation la plus spectaculaire de l'histoire, aggravée par l'occupation de la Ruhr et de la Rhénanie. C'est en pleine crise qu'a lieu le *putsch de Munich* cité ci-dessus. Schacht et Luther imposent une féroce politique d'économies et limitent les crédits ; le plan américain connu sous le nom de *plan Dawes* est alors publié (fin 1923-début 1924) : le rythme de remboursement de la dette de guerre allemande était *indexé* sur l'indice de prospérité économique du pays. Dès lors les capitaux étrangers, rassurés, affluent à Berlin : la Reichsbank reconstitue ses avoirs en or et en devises, l'État ne les gaspille plus, une nouvelle monnaie est créée (le *Rentenmark,* monnaie intermédiaire, puis le 30 avril 1924 le *Reichsmark* rattaché à l'or sur la base de 2 784 reichsmarks pour 1 kg d'or fin) : l'équilibre est rétabli, les usines tournent, la confiance renaît. Mais la crise a ruiné et fait pratiquement disparaître la *classe moyenne.*

● *La deuxième crise éclate dès 1929.* A la suite du krack de Wall Street, les banques anglaises et américaines réclament aux banques allemandes les prêts consentis dans la période précédente (voir p. 12) ; l'encaisse-or de la Reichsbank diminue (les réserves baissent dans la proportion de 97 %) et l'Allemagne est obligée de suspendre provisoirement le paiement de toutes ses dettes intérieures et extérieures. C'est la faillite de la République : il y a six millions de chômeurs, les usines tournent à 50 ou 60 % de leur capacité, des grèves éclatent, compliquées de troubles et d'émeutes, la situation s'aggrave et le déficit budgétaire s'accroît.

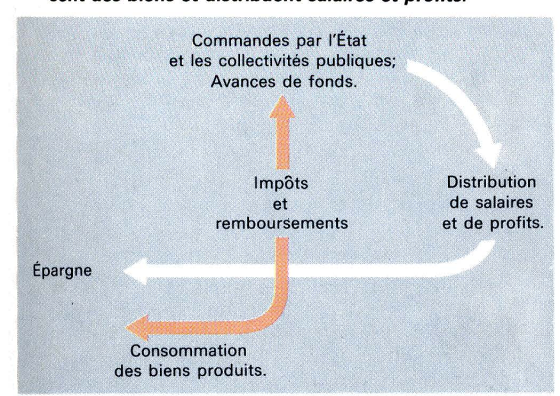
C'est encore le Dr Schacht qui rétablit la situation (voir schéma ci-dessous), en appliquant le système qui consiste à *financer avant d'épargner,* c'est-à-dire à tirer des traites sur l'avenir. Pour que l'opération du *préfinancement* réussisse (et elle a réussi) il fallait que fussent réalisées les conditions suivantes :

— que l'économie allemande puisse fonctionner immédiatement, afin de réduire les délais de crédit (la chose était possible car, entre 1924 et 1931 l'Allemagne avait modernisé son outillage ; la main-d'œuvre était disponible puisqu'il y avait six millions de chômeurs) ;



I — Un circuit épargne-investissement selon l'économie classique : en 1931 il n'y a plus de classe moyenne, donc plus d'épargne : le circuit traditionnel ne peut fonctionner.

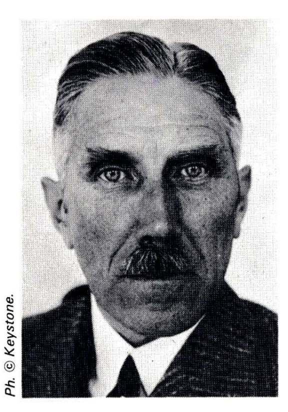
II — Le préfinancement : les commandes de l'État et des collectivités font tourner les usines qui produisent des biens et distribuent salaires et profits.



Le mécanisme du préfinancement appliqué par le Dr Schacht en 1931.



Friedrich Ebert (1871-1925) Président de la République allemande en 1919.



Franz von Papen (1879-1969) Chancelier en 1932, vice-chancelier en 1933.

— que les salaires ainsi distribués ne fassent pas monter les prix (loi de l'offre et de la demande) : l'écueil fut évité car les capacités de l'industrie allemande étaient telles que le marché l'a toujours emporté du côté de l'offre (les prix augmentent quand l'offre des biens de consommation diminue, ils baissent quand cette offre augmente) ;

— que les marks-papier émis pour réaliser l'opération ne circulent pas trop, afin de ne pas retomber dans les graves difficultés de 1923 (bien que la conjoncture soit tout à fait différente). C'est ici que se révèle le génie financier de Schacht : il n'était pas nécessaire d'imprimer à nouveau du papier monnaie ; il suffisait à l'État de récupérer celui qui existait déjà. Il y parvint en créant une caisse spéciale où les débiteurs de l'étranger pouvaient verser leurs marks, l'Allemagne prenant à sa charge la dette-or correspondante et différant, d'autorité, le payement. Ces marks-papier retournés à la Reichsbank étaient remis sur le marché du préfinancement. Le résultat a été immédiat : reprise de l'activité économique, diminution du chômage, augmentation de l'indice de production et du revenu national.

● *Conclusion.* A partir de 1929 le malaise social a repris et les classes dirigeantes, pour éviter le socialisme, se tournent vers les partis extrémistes, spécialement vers Hitler. Celui-ci, exploitant la misère des masses avec un sens extraordinaire de la propagande, va prendre le pouvoir, poussé par les capitalistes qui comptent sur lui pour exterminer le socialisme. Il l'exterminera, effectivement, et, après lui, les puissances capitalistes qui l'ont installé au pouvoir, pour finalement détruire l'Allemagne entre 1939 et 1945.

Adolf Hitler et le nazisme.

Les douze années de nazisme ont marqué non seulement l'Allemagne, mais le monde (plus de soixante millions de morts au cours de la Seconde Guerre mondiale). Le lecteur se reportera à l'*Annexe* où il trouvera des renseignements précis sur le nazisme, p. 134.

Comment le nazisme s'est-il installé en Allemagne ?

● *En Bavière,* le coup d'État de Kapp a suscité une peur obsessionnelle du socialisme ; le gouvernement de la Bavière est assuré par Gustav von Kahr, qui tient tout le pays et qui milite pour le particularisme bavarois (ne pas confondre *particularisme* et *séparatisme :* il ne s'agit pas de *quitter* l'unité économique et politique allemande, mais de conserver une législation locale, comme dans tout État fédéral). Même après la démission de Kahr, en 1921, la Bavière reste « la terre promise des réactionnaires de tout poil » (M. Baumont : *La Faillite de la paix*). Lorsque le caporal Adolf Hitler se retrouve à Munich, son nationalisme, son antibolchevisme et son antisémitisme le font remarquer par ses chefs : le capitaine Ernst Röhm le charge de faire des conférences antispartakistes à la troupe. Hitler fait alors partie des quelque soixante membres du *Parti ouvrier allemand* de Drexler, un *groupuscule* qui grandit vite : trois mille adhérents en 1920, plusieurs milliers en 1921, avec des filiales dans les principales villes de province ; des assemblées « monstres » ont lieu, dans une brasserie, la *Hofbräuhaus,* et, le 4 novembre 1921, un affrontement se produit entre les membres du parti et les sociaux-démocrates. Le parti ouvrier de Drexler s'appelle depuis août 1920 le *Parti allemand national-socialiste des travailleurs* (NSADP ou par contraction : *Nazi*) ; il a son journal, le *Völkischer Beobachter* qui tire, en 1922, à vingt mille exemplaires.

Il faut remarquer, dès le début, l'astuce politique de Hitler qui peut se résumer — pour le principal — en quelques points.

— Le qualificatif même du parti (national-socialiste) est une trouvaille (elle n'est pas proprement hitlérienne ; le futur dictateur aurait voulu l'appeler « social-révolutionnaire »). Ce nom attire les masses prolétariennes tout autant que les classes dirigeantes, sensibilisées au mot « socialisme ».

— La technique de la propagande est déjà très au point. Les discours de Hitler à la *Hofbräu* ne sont pas des morceaux d'éloquence classique ; il procède par formules affirmatives, lapidaires, ne cherchant ni à justifier ni à démontrer, mais à frapper l'imagination.

Adolf Hitler (1889-1945)
En 1918, il n'est qu'un simple caporal, ulcéré par la défaite ; en 1933, Chancelier du Reich, il devient, pour le peuple allemand, le Führer, admiré et respecté par les uns — idolâtré même —, craint et haï par les autres. En 1945, après avoir provoqué le plus grand massacre de tous les temps, il se tue avec son épouse de la dernière heure, Eva Braun (épousée le 29 avril 1945), dans le **Bunker** ***qui lui sert d'abri à la Chancellerie de Berlin, au cours de ce véritable « Crépuscule des dieux » que fut l'agonie de la ville. Le 30 avril 1945, à 15 h 30. Hitler s'était tiré une balle de revolver dans la bouche, Eva Braun avait avalé du poison ; les deux corps arrosés d'essence avaient été brûlés.) Dans l'Europe qu'il a dévastée, le Führer a laissé l'atroce souvenir d'un Tamerlan moderne. Toutes les guerres sont horribles, même quand elles sont les guerres du bon droit, mais la guerre hitlérienne a surpassé en horreur tout ce qu'on peut imaginer, par l'ampleur de ses massacres et par la bonne conscience qu'elle a donnée à des assassins : ce qui a été ignoble, dans les conséquences de l'hitlérisme, ce n'est pas seulement qu'on ait torturé et avili (comportements qui ne sont pas propres au nazisme ; à l'époque contemporaine, il n'y a qu'à évoquer la guerre civile née de la révolution russe, la guerre d'Espagne, la guerre d'Algérie dans un camp comme dans l'autre, les grandes « purges » staliniennes et maoïstes, la guerre biafraise, la guerre du Viêt-Nam, etc.), c'est que la cruauté et l'ignominie aient été érigées en système, presque en valeurs, c'est qu'on ait organisé des « camps de la mort », en considérant que l'on œuvrait pour le bien de l'humanité. Mais peut-on être certain de ne plus jamais « revoir cela » ?***





H. Gœring (1893-1946) Condamné à mort par le tribunal de Nüremberg, il s'est suicidé.



J. Gœbbels (1897-1945) Il s'est suicidé à Berlin avec sa femme et ses enfants.



Dr. R. Ley (1890-1945) Il s'est suicidé pendant son procès, à Nüremberg.



H. Himmler (1900-1945) Il s'est suicidé.



R. Hess (né en 1894) Il a été condamné à la prison à vie par le tribunal de Nüremberg.



M. Bormann (1900-1945) Il est vraisemblablement mort à Berlin.

— Rompant définitivement avec les problèmes de l'heure, il parle de grandeur, de puissance, de supériorité absolue et évidente de la race germanique sur toutes les autres; son antisémitisme trouve un écho dans un pays où la tendance existait déjà. Son programme « socialiste » est tout aussi séduisant que son programme « national » : suppression des intérêts et du scandale des hypothèques, étatisation des entreprises, participation des travailleurs aux entreprises, contrôle sévère de tous les abus (spéculation, etc.).

— L'intimidation de l'adversaire par l'étalage et l'usage de la force physique est aussi un trait dominant de son action; au service d'ordre banal du parti, il substitue une *Société de gymnastique sportive* (il y en avait beaucoup de ce genre en Allemagne : elles cachaient souvent une organisation terroriste ou activiste) qui prend bientôt le nom de *Sturmabteilungen* (*Sections d'assaut* ou SA : ne pas confondre avec la SS, créée en 1925) dirigées par un héros de l'aviation allemande : Hermann Gœring. En 1921 et 1923 entrent aussi au parti les frères Strasser, Alfred Rosenberg (le « théoricien ») et Himmler.

● *Le putsch de Munich* (8 novembre 1923). Jusque-là, le parti national-socialiste n'est qu'un banal parti réactionnaire bavarois, un peu plus spectaculaire que les autres peut-être, en raison de la personnalité mystique de son chef; l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises va lui donner l'occasion de s'imposer comme le parti réactionnaire par excellence. C'est aussi à ce moment qu'Hitler a donné les premiers exemples de son « style » politique. L'opposition à Stresemann (chef du gouvernement allemand depuis septembre 1923 et qui subit l'occupation de la Ruhr) est double en Bavière : von Kahr voudrait rétablir l'ancienne famille régnante (les Wittelsbach), Hitler est plus ambitieux : il veut prendre le pouvoir en Bavière, renverser le gouvernement de Berlin et dominer toute l'Allemagne. Il est aussi le plus fort : il peut compter sur l'appui de Ludendorff. Le 8 novembre il fait cerner la brasserie *Bürgerbräu* où von Kahr tient une réunion politique, tire un coup de feu en l'air et proclame qu'il prend la direction du gouvernement national provisoire institué par la « révolution nationale »; il nomme von Kahr « régent de Bavière ». Ce dernier, rendu prudent par les mitrailleuses des SA, fait mine de se soumettre, mais, le 9 novembre, alors qu'Hitler organise un cortège triomphal à travers toute la ville, il donne l'ordre à la police de tirer. Résultat : seize morts qui deviendront les « martyrs du parti ». Hitler est arrêté, condamné à cinq ans de forteresse (janvier 1924) et Ludendorff est acquitté; le parti national-socialiste est dissous. Dans sa prison, Hitler écrit son livre-programme, *Mein Kampf* (Mon Combat). Libéré en 1925, il reconstitue le parti le 27 février 1925. C'est après son séjour en forteresse qu'il rencontrera Gœbbels, qui deviendra l'un des principaux artisans de la propagande nazie.

● *L'ascension hitlérienne* n'est cependant pas immédiate. La situation économique est favorable, la république de Weimar peut vivre et les nazis n'ont aux élections de 1928, que quatorze députés au Reichstag (ils en avaient trente-deux en 1924); Hitler, avec souplesse, a profité de ce recul pour consolider les racines du parti, cherchant à rassurer l'opinion allemande et internationale. En même temps il réorganise les structures de son mouvement (refonte des SA, devenus trop gênants, création de la SS — *Schutzstaffel,* c'est-à-dire « Milice de protection » —, nomination dans chaque province d'un chef nazi local, le *gauleiter,* création des principaux rouages du parti).

Les années cruciales (1929-1933).

● *La crise de 1929-1931* (voir ci-dessus) redonne aux partis extrémistes toute leur force; il y a 107 nazis élus en 1930 (6 409 000 voix, alors qu'ils en avaient recueilli seulement 801 000 en 1928). La coalition de Weimar (des « socialistes » de gauche aux « populistes » de droite) s'écroule; le gouvernement (Brüning) ne gouverne que grâce à l'autorité du président de la République (Hindenburg, réélu le 13 mars 1932). Les progrès du parti hitlérien ne peuvent être endigués (230 sièges sur 607 en juillet 1932, 13 700 000 voix; Hermann Gœring, président du Reichstag). Deux ministères de « droite classique », celui de von Papen (juin 1932) et de Schleicher (décembre 1932), n'arrêtent pas la vague nazie. Finalement Hindenburg est obligé de s'incliner et, le 30 janvier 1933, il nomme Hitler chancelier du Reich; celui-ci ne précipite pas le mouvement et, dans le cabinet qu'il forme alors, il n'y a que deux nazis : Frick (ministre de l'Intérieur) et Gœring (ministre de l'Air). Cependant dans les mois qui vont suivre, Hitler va faire exploser le régime républicain et le remplacer par le régime dictatorial qu'on a appelé le « IIIe Reich ».

● *Pourquoi Hitler a-t-il gagné la bataille politique?* Sans doute parce que sa personnalité puissante, fanatique jusqu'à l'hystérie, a su galvaniser les masses électorales comme nul autre ne l'avait fait avant lui. Sans doute aussi parce qu'il apportait — dans ses promesses — à l'Allemagne ce qu'elle désirait : la grandeur de la nation aux nationalistes, les réformes profondes des structures économiques aux socialistes. En face de lui, il n'a pas véritablement de concurrent; les communistes — seule force véritablement organisée — sont peu nombreux (les 4 592 000 voix de 1930 sont les « voix du désespoir »). Enfin il est le seul homme politique à ne pas s'être *usé* au pouvoir : sa retraite de 1929 à 1933 lui a permis un énorme travail de noyautage et d'action de propagande. Par-dessus tout, il ne faut pas oublier que son réalisme, son efficacité, son anticommunisme ont séduit bien des groupes financiers bien des militaires qui voyaient en lui l'*homme providentiel*. Ils l'ont aidé avec des moyens puissants. Bref, Hitler, dans sa lutte contre les autres partis allemands, bénéficie de la supériorité écrasante des « armes », en l'occurrence, l'argent, la puissance et l'organisation. Dans ces conditions il ne pouvait que triompher.

La réalisation du programme hitlérien.

On trouvera dans l'*Annexe* les principaux renseignements relatifs aux événements; nous dégagerons dans ce qui suit quelques grandes lignes de l'histoire du nazisme.

Le programme.

Il suffit de lire *Mein Kampf* pour le connaître; Hitler l'avait d'ailleurs exposé une première fois dans les *Vingt-cinq articles* le 25 février 1920 à la *Höfbräu* de Munich.

● *Le racisme.* Après le Français Gobineau (1816-1882) et l'Anglais H.S. Chamberlain (voir ci-dessus p. 14), Hitler affirme l'existence et l'inégalité des races : la race supérieure est celle des Aryens blonds et dolichocéphales, les autres sont inférieures (Juifs, Noirs, Latins). Pour préserver l'Allemagne d'une contamination par les races inférieures, il faut éliminer celles-ci (à ce stade il ne s'agit que d'élimination politique et sociale, pas encore d'*extermination*). Hitler était-il véritablement convaincu de son racisme? Il l'a énoncé avec obsession, et c'est à partir de ce racisme qu'il a édifié les camps d'extermination, pendant la Seconde Guerre mondiale. En fait, il partageait, banalement, l'antisémitisme classique des partis de droite. Son originalité, c'est d'en avoir fait un principe politique; son atrocité, c'est d'avoir fondé sur cette doctrine affective et fausse les massacres que l'on sait.

● *Le pangermanisme.* Appartiennent d'emblée au grand Reich allemand tous les peuples qui parlent la langue allemande (il y en a en Alsace et en Lorraine, en Autriche, en Pologne, en Bohême-Moravie, etc.).

● *La théorie de l'espace vital (Lebensraum).* A ces Allemands supérieurs il faut un espace vital. C'est au nom de cette théorie et du pangermanisme qu'Hitler réclame l'annulation des traités de Versailles et de Saint-Germain, et la possibilité pour l'Allemagne de s'étendre vers l'Est (il ne propose pas d'expansion coloniale, car il tient à conserver de bonnes relations avec la Grande-Bretagne).

● *Sur le plan intérieur* il préconise une politique socialisante (lois antitrusts, réformes agraires); mais, sur ces questions, le programme hitlérien a varié selon les moments : défenseur de la classe moyenne vers 1920, il devient ensuite l'ennemi de la bourgeoisie et le rempart des trusts et des grands propriétaires terriens.

Politiquement, il s'oppose au parlementarisme, et propose un contrôle de la vie politique et économique par une assemblée de type politique et une assemblée corporative et professionnelle; dominant le tout, un chef absolu, le *Führer* (« Guide »). Enfin, pour l'Allemagne, il préconise un régime régionaliste et non pas fédéraliste.

● *La guerre et la violence* ne sont pas des *fins en soi;* ce sont des moyens tactiques, qu'on utilise lorsque la propagande ou la politique sont inopérantes. Hitler était d'ailleurs persuadé que nul dans le monde ne s'opposerait à la réalisation de son programme : les « démocraties enjuivées », la « bourgeoisie franc-maçonne », les « ploutocraties judéo-maçonniques » n'auraient jamais, pensait-il, le courage de s'attaquer au colosse germanique qu'il allait édifier.

Exécution du plan (1933-1939).

● *On doit, hélas!* dire qu'il avait en partie raison. Les Américains ont continué d'aider l'Allemagne nazie, indifférents au régime politique qui y régnait. Les Français et les Anglais ont mené, avec Sir Neville Chamberlain et Georges Bonnet, une *politique d'apaisement.* Ils avaient d'ailleurs à faire face à d'autres difficultés. Les Soviétiques sont dangereux, Hitler le sait, mais à long terme : il les neutralisera plus tard (voir p. 110). Le Führer élimine, à l'intérieur, ses adversaires grâce à une police secrète d'État (*Geheime Staatspolizei* ou *Gestapo*), à l'efficacité des SS (52 000 en 1933, 350 000 en 1939) et à la création de camps de concentration (Buchenwald en 1933, Dachau et Sachsenhausen en 1934) qui ne sont pas encore des camps d'extermination, mais de simples bagnes politiques.

Avec son économie florissante, l'Allemagne nazie, coup sur coup, réalise le programme de son maître.

● *La politique d'entente* avec l'Europe a pour initiateur Mussolini (qui était, vraisemblablement, sincère) : un *pacte à quatre* liant l'Allemagne, l'Angleterre, la France et l'Italie devait pouvoir assurer la paix en Europe (projet : le 7 juin 1933). Mais, dès que Hitler se sent assez fort pour résister à l'Europe, il quitte la Société des Nations (14 octobre 1933) ; l'Europe retourne à son statut international d'avant 1914 (politique d'ententes partielles : *Petite Entente* entre la France, l'Angleterre et l'Italie, entente balkanique, entente balte).

● *Hitler procède alors à une série de coups de force* qui scandalisent l'opinion mondiale, mais qui ne rencontrent aucun obstacle réel. En Allemagne il fait exécuter sommairement par ses SS — dont les *chemises noires* s'opposent aux *chemises brunes* des anciens SA — un millier d'adversaires, dont Röhm, son ancien camarade de combat Gregor Strasser et le général von Schleicher (30 juin 1934). A la mort d'Hindenburg il prend d'office sa succession comme chef de l'État (1er août 1934) et se fait plébisciter le 19 août 1934 ; les résultats sont éloquents : 38 362 000 *oui,* 4 295 000 *non,* environ 2 000 000 d'abstentions. Le *IIIe Reich* n'a plus d'opposition.

A l'extérieur, Hitler se lance dans une série d'annexions :

— 25 juillet 1934 : assassinat du chancelier d'Autriche Dollfuss par les nazis autrichiens (voir p. 29) ;

— 13 janvier 1935 : la Sarre retourne à l'Allemagne par un plébiscite spectaculaire ;

— mars 1936 : remilitarisation de la Rhénanie après le rejet des accords de Locarno ;

— 12 mars 1938 : entrée des troupes allemandes à Vienne (*Anschluss,* voir p. 29) ;

— 29-30 septembre : accords de Munich sur les Sudètes (voir p. 109) ;

— 15 mars 1939 : fin de l'État tchèque.

— août 1939 : pacte germano-soviétique, revendication de Dantzig, Deuxième Guerre mondiale (voir pp. 109 et 110).

L'AUTRICHE ET L'AUTRICHE-HONGRIE.

Ce qu'on appelle République autrichienne *(Republik Österreich)* est le noyau d'un ensemble de territoires accumulés par les familles de Babenberg et de Habsbourg depuis le Moyen Age, partagés, depuis 1918, entre l'Italie, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et l'URSS (cette dernière intéressée par le démembrement de l'ancien empire austro-hongrois depuis 1945 seulement). La chronologie des événements est donnée p. 135.

Les grandes lignes de l'histoire autrichienne jusqu'au Congrès de Vienne.

Avant Charles Quint.

● *Naissance de l'État autrichien.* Pour préserver l'empire carolingien des invasions barbares — les Avars — Charlemagne fonde, à l'Est de Salzbourg, la « Marche de l'Est » *(Ostmark) ;* dévasté par les Hongrois au Xe siècle, ce territoire est récupéré par l'empereur Otton II (955), qui l'accorde en 976 à l'un de ses partisans, Léopold de Babenberg qui est ainsi le premier margrave d'Autriche (margrave = *Markgraf* = *comte de la Marche*). La *marche* autrichienne devient, sous Frédéric Barberousse, un *duché héréditaire* avec Vienne comme capitale et s'agrandit de territoires annexés (Styrie, Carinthie, Carniole), tout en connaissant une activité commerciale intense (relations avec l'Italie et l'Orient).

A la mort du dernier descendant mâle des Babenberg (Frédéric le Belliqueux, en conflit avec l'empereur, mort en 1246), le duché passe aux mains du roi de Bohême (Ottokar II), puis, après la bataille de Marchfeld (1278), entre celles de l'empereur du Saint Empire qui, depuis 1273, se nomme Rodolphe de Habsbourg (son titre officiel est « roi des Romains »). Dès lors les destinées de l'Autriche et de la maison de Habsbourg sont confondues (la famille des Habsbourg tire son nom du château de *Habichtsburg,* sur l'Aar, à proximité de son confluent avec le Rhin ; le fondateur de la famille est Gontran le Riche ; le premier titre de comte a été porté par Werner de Habsbourg, mort en 1096).

● *Du XIIIe au XVe siècle,* l'histoire autrichienne est caractérisée par les traits suivants :

— un accroissement territorial régulier, grâce à une politique matrimoniale habile ; cet accroissement s'accompagne de divisions familiales et de morcellements constants des héritages (le principe de *primogéniture* n'est pas appliqué) ;

— un affaiblissement du pouvoir ducal, limité par les privilèges de la noblesse terrienne, du clergé, des bourgeoisies urbaines (surtout dans le Tyrol) et même des paysans libres ;

— un déclin économique à partir de la fin du XIVe siècle : le pays est ravagé par les épidémies (peste) en 1348, 1349, 1369 et 1381 ; le passage d'une économie de troc à une économie monétaire provoque des désordres graves (endettements ; les paysans deviennent pour la plupart des *serfs*) ; enfin l'avance



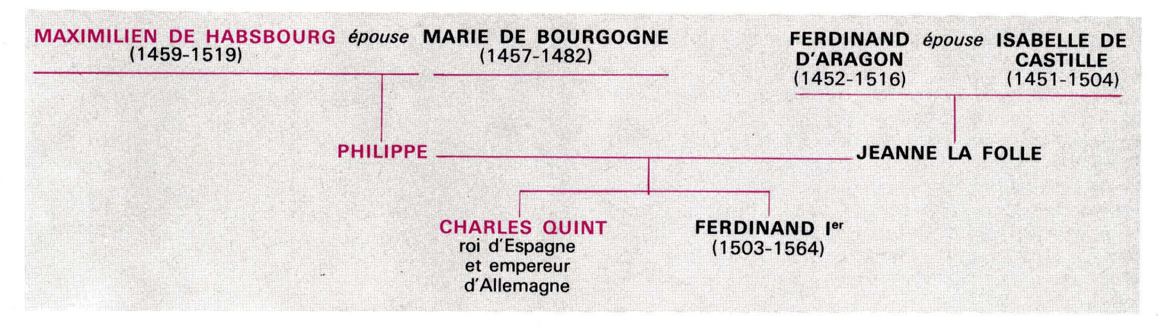
Ph. © Giraudon.

Charles Quint (1500-1558). par Van Orley - Paris, Musée du Louvre.

turque met un terme à l'activité commerciale avec l'Orient ;

— un progrès politique important à la fin du xve siècle : en 1453, l'Autriche devient un *archiduché* indivisible ; le principe de la primogéniture en matière de succession est enfin posé : le premier qui en bénéficie est l'archiduc Maximilien de Habsbourg, empereur du Saint Empire romain germanique (à partir de 1438 le titre d'empereur restera constamment dans la famille des Habsbourg jusqu'en 1806).

● *Maximilien Ier (1493-1519)* a réalisé l'unification des territoires autrichiens, en doublant l'autorité centrale d'assemblées provinciales réglant les affaires locales. Il a tenté de résoudre un problème qui apparaîtra de plus en plus insoluble, par la suite, aux souverains autrichiens : concilier la diversité des possessions des Habsbourg et l'unité gouvernementale. Il existait d'ailleurs, sous l'unité factice des institutions, une unité réelle : celle des ressources économiques. On peut considérer comme réussites institutionnelles, dans le cadre du territoire autrichien, l'installation d'assemblées comme le *Conseil aulique* ou *Hofrat* (Cour de Justice) ; la *Chambre aulique* ou *Hofkammer* (Finances) et la *Hofkanzellei* (Chancellerie). Enfin, Maximilien de Habsbourg a porté à son plus haut point l'art des alliances matrimoniales (l'Autriche ne fait pas la guerre, disait-on, elle se marie), comme le montre le tableau ci-contre.



Les alliances matrimoniales de la maison d'Autriche

L'empire de Charles Quint et ses problèmes.

Charles, fils de Philippe le Beau et de Jeanne la Folle, prince des Pays-Bas par sa grand-mère, roi d'Espagne sous le nom de Charles Ier par sa mère, roi de Sicile (sous le nom de Charles IV), archiduc d'Autriche et enfin empereur du Saint Empire romain germanique sous le nom de Charles Quint (*Quint* = cinquième), bénéficiaire de la politique matrimoniale de son grand-père Maximilien Ier, a pu dire, faisant allusion aux colonies espagnoles d'Amérique, que sur son empire le soleil ne se couchait jamais. Cependant cet empire immense était fragile et Charles Quint eut assez d'intelligence politique pour le diviser, abandonnant en 1522 à son frère cadet Ferdinand les territoires autrichiens, plaçant des régents partout où il ne pouvait gouverner en personne. Les problèmes, en effet, ne manquent pas.

● *Le problème turc.* Le grand voisin oriental de l'Autriche est la Turquie. En 1529 les troupes ottomanes marchent sur Vienne ; pendant près de deux cents ans la présence de ce dangereux adversaire détournera l'Autriche du Saint Empire romain germanique, où la Prusse se taillera d'abord un royaume, puis une place prépondérante.

● *Le problème religieux.* Érasme et Luther ont été les sujets de Charles Quint qui eut à lutter contre les princes protestants d'Allemagne, notamment les Électeurs du Palatinat, de Saxe, de Brandebourg, et contre les révoltes paysannes nées du luthéranisme. Peu à peu l'Autriche s'est affirmée, dans la lutte contre la Réforme, comme le rempart de la foi catholique et l'échec de Ferdinand III pendant la guerre de Trente Ans met fin à tout espoir de voir un jour l'unité religieuse régner en Allemagne.

● *Le problème européen.* Le seul royaume du continent qui puisse équilibrer la puissance de la maison d'Autriche est la France, cernée de tous côtés par les possessions de Charles Quint ; entre celui-ci, successeur des empereurs romains grâce aux florins du banquier Fugger, et François Ier, qui se veut maître en son royaume, l'affrontement est inévitable. Il eut lieu aux dépens de la France (bataille de Pavie, 1525), mais cette victoire éveille des inquiétudes en Europe où tout un jeu d'accords passagers menace l'empereur tout-puissant (le pape reconstitue la Sainte Ligue et les princes protestants d'Allemagne laissent le roi de France Henri II occuper les évêchés de Metz, Toul et Verdun en 1552). En 1556, Charles Quint, malade, désabusé, après avoir dû accepter la dualité confessionnelle en Allemagne (Paix d'Augsbourg) s'intéresse plus à l'horlogerie qu'à la guerre ou à la politique ; il abdique. Son fils Philippe II devient roi d'Espagne, son frère cadet Ferdinand devient archiduc d'Autriche, roi de Bohême et de Hongrie, empereur du Saint Empire romain germanique. La grande rivalité entre les maisons d'Autriche et de France cesse provisoirement (traités du Cateau-Cambrésis en 1559) ; l'équilibre européen semble rétabli.

Marie-Thérèse d'Autriche
(1717-1780)
succède à son père Charles VI, en 1740. Elle est ensuite reine de Hongrie en 1741, reine de Bohême en 1743 ; son mari François III, duc de Lorraine, fut élu empereur en 1745, sous le nom de François Ier.



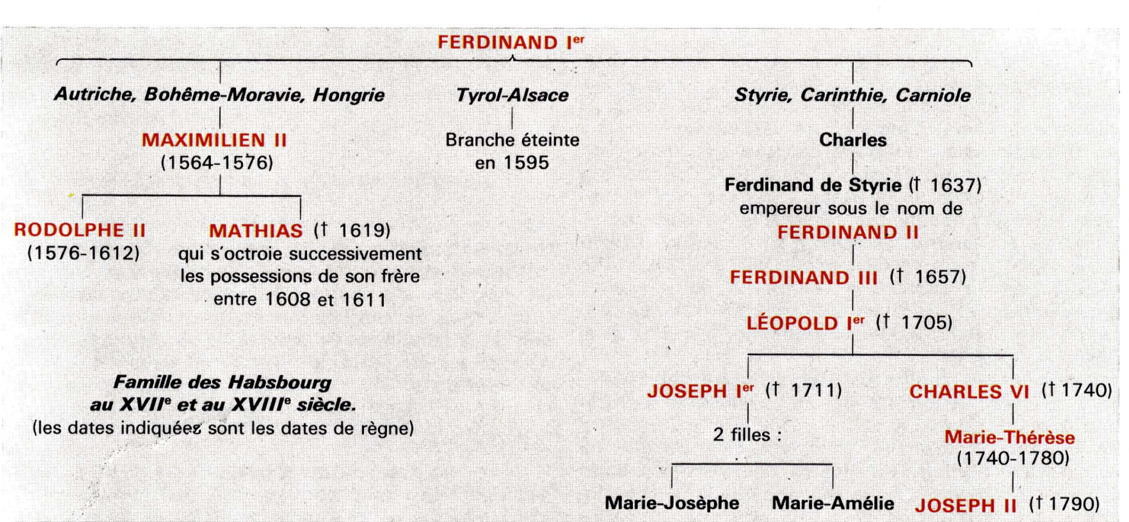
Ph. Jeanbor © Archives Photeb.

La monarchie autrichienne aux XVIIe et XVIIIe siècles.

Il suffit de considérer le puzzle territorial sur lequel règne la maison d'Autriche pour comprendre ses difficultés : son unité lui vient de son souverain et toute crise dynastique entraîne des secousses graves qui ébranlent l'État tout entier. Au *problème des nationalités* (qui deviendra aigu au XIXe siècle) se superpose celui des religions (lutte des jésuites contre la Réforme qui gagne en Allemagne, en Bohême et en Hongrie). De plus tout déséquilibre en Autriche se traduit par une *réaction européenne* (on l'a déjà vu à l'époque de Charles Quint) ; il n'existe pas encore d'organisme international, et les rois se combattent avant de négocier. Cependant il est bon de souligner que les grands traités de l'histoire autrichienne au XVIIe et au XVIIIe siècle (traités de Westphalie en 1648, paix de Rijswijk — Ryswick en français — en 1697, traités de Rastatt en 1714) et même la *Pragmatique Sanction de 1713* — règlement relatif à la succession d'Autriche introduisant les filles, à défaut d'héritier mâle, dans la lignée successorale — ont été des *accords européens :* c'est pourquoi l'histoire de l'Autriche au XVIIe et au XVIIIe siècle est beaucoup plus une affaire de politique extérieure que d'organisation intérieure.

Le tableau ci-dessous, relatif à la dynastie des Habsbourg, permet de comprendre comment l'ensemble des territoires patrimoniaux augmentés des royaumes de Bohême et de Hongrie sont finalement réunis, malgré la division qu'en avait faite Ferdinand Ier, entre les mains de Ferdinand de Styrie, devenu empereur en 1619 sous le nom de Ferdinand II. Rappelons, une fois pour toutes, qu'en Autriche, l'empereur du Saint Empire n'est qu'archiduc ; il est par ailleurs roi de Bohême et roi de Hongrie.

● *La guerre de Trente Ans.* Elle va être le reflet de toutes les contradictions du Saint Empire, mais aussi de l'Europe de ce temps. Ses origines sont à chercher dans l'instabilité politique d'un empire qui trouve difficilement la méthode cohérente pour gouverner des États morcelés que déchirent des querelles ethniques et religieuses mal résolues par des décisions hâtives, fatiguées ou équivoques. De plus, la mutation générale de l'économie redonne dans l'empire grande valeur à la terre et accentue l'opposition des nobles au pouvoir, tout en réveillant les antagonismes sociaux. Dans ces conditions, la révolte des protestants de Bohême (défenestration des deux lieutenants de l'archevêque de Prague, Martinic et Sla-



Famille des Habsbourg
au XVIIe et au XVIIIe siècle.
(les dates indiquées sont les dates de règne)

Ph. © Éd. Robert Laffont. T.

Buda-Pest au début du XVIIe siècle sous la domination turque.
A : Fortification récente. B : Citadelle et palais gouvernemental. C : Bâtiment religieux, transformé en mosquée. D : Vignobles; au premier plan à droite : le maître turc donnant ses instructions à un mercenaire.

vata, par des nobles réformés) contre la politique catholique de Ferdinand II n'est que l'étincelle qui allume un incendie depuis longtemps inévitable. Bien que peu désireuse de guerre générale, l'Europe, moins désireuse encore de laisser se développer des foyers d'atteinte aux pouvoirs en place, va alimenter la lutte et y porter ses propres querelles. La révolte de Bohême contre Ferdinand II se transforme en une guerre allemande, puis en une guerre européenne (intervention du Danemark, de la France et de la Suède; voir p. 133 sur la guerre de Trente Ans). L'une des conséquences de ce conflit fut la disparition du royaume de Bohême (Tchécoslovaquie) et l'oppression religieuse, politique et linguistique des Tchèques qui ne recouvreront leur autonomie qu'après 1918; l'autre résultat — de beaucoup le plus important dans l'immédiat — est représenté par les *traités de Westphalie* qui jouent pour le XVIIe et le XVIIIe siècles les rôles que joueront les pactes du Congrès de Vienne en 1815 pour le XIXe siècle ou même les accords de Yalta pour le XXe siècle : garantissant l'*équilibre des puissances* en Europe, leur maintien fut la constante préoccupation des diplomates français jusqu'à la Révolution. Il est à remarquer que les guerres de Louis XIV qui visaient à détruire cet équilibre eurent pour effet de provoquer contre la France des coalitions comme la Triple-Alliance de La Haye (en janvier 1668), comprenant les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et la Suède; la Ligue d'Augsbourg formée par l'archiduc d'Autriche et à laquelle se joint en 1688 l'Angleterre, après que la Révolution y eut fait roi Guillaume d'Orange; la Grande Alliance de La Haye, en septembre 1701, formée sur l'initiative de Guillaume d'Orange et à laquelle participent évidemment la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, mais aussi l'empereur d'Allemagne et la plupart des princes allemands.

● *La reconquête de la Hongrie.* Au début du XVIIe siècle le royaume autrichien de Hongrie est réduit à sa plus simple expression, puisque les Turcs ottomans sont maîtres des Balkans et tiennent Budapest. Lorsque la défaite turque au Kahlenberg en 1683 par les escadrons polonais du roi Jean Sobieski révèle la décadence militaire de cet empire qui avait fait trembler Vienne, le petit-fils de Ferdinand II, Léopold Ier, se lance dans une véritable campagne contre les Turcs qui aboutit à la paix de Karlovtsi (1699) par laquelle les Turcs abandonnent à l'archiduc d'Autriche la quasi-totalité de la Hongrie. Les Hongrois, en grande partie calvinistes, ne supportèrent pas la domination autrichienne; ils subirent, avec peut-être même plus de rigueur, le sort des Tchèques au temps de Ferdinand II : un tribunal extraordinaire siégeant à Épeuries a ainsi fourni un travail quotidien pendant six mois à trente bourreaux (c'est ce que dans l'histoire de la Hongrie on appelle la « boucherie d'Épeuries »). La conquête de la Hongrie a eu pour résultat de faire de l'Autriche la rivale directe de la Russie dans les Balkans, et nous verrons (ci-dessous p. 31) que ce sera là le point de départ de la ruine et du démembrement des territoires de la maison d'Autriche.

● *Évolution de la politique extérieure autrichienne au XVIIIe siècle.* Elle a été longtemps conditionnée par la rivalité avec la France, qui remonte au début du XVIe siècle; à partir de 1750 environ on assiste à un renversement des alliances qui conduit à la *guerre de Sept Ans,* puis l'Autriche se tourne vers l'Est et l'on voit se reposer, à chaque nouvelle crise autrichienne, la question d'Orient.

— La rivalité franco-autrichienne éclate d'abord en 1733 à propos de l'attribution de la couronne de Pologne (par voie d'élection) à Stanislas Leczinski

Joseph II (1741-1790) :
« Tout pour le peuple, rien par le peuple. »



Musée de Versailles. Ph. Guiley-Lagache © Archives Photeb. T.



Propriété de l'Office de la Chancellerie Fédérale à Vienne.

Klemens, prince de Metternich-Winneburg (1773-1859). Ambassadeur à Paris de 1806 à 1809, puis chancelier, il a négocié le mariage le plus étonnant du siècle : celui de Napoléon et de Marie-Louise de Habsbourg-Lorraine (1810). En 1813, il entraîne l'Autriche dans la coalition contre la France, puis joue un rôle important au Congrès de Vienne. Il s'en est toujours tenu à une politique libérale. (Portrait peint par Lawrence.)

soutenu par la France contre l'électeur de Saxe Auguste III, candidat de la Russie et de l'Autriche (voir p. 91) ; la guerre eut lieu en Italie (défaite autrichienne à Guastalla) et se termine par la paix de Vienne en 1738. L'année suivante, la France accourt à l'aide de la Turquie, envahie par les Russes et les Autrichiens, et renouvelle l'accord dit des *Capitulations* (conclu pour la première fois par François Ier), garantissant le commerce et l'influence française au Levant. Enfin, à la mort de l'empereur Charles VI, s'ouvre la crise successorale autrichienne qui devait provoquer de longues guerres européennes. On sait que Charles VI avait obtenu des puissances européennes qu'elles garantissent la *Pragmatique Sanction :* à défaut d'héritier mâle la succession d'Autriche devait revenir à la fille du dernier *empereur régnant* sur le Saint Empire, même si celui-ci appartenait à une branche cadette (il s'agit évidemment de la succession d'Autriche et non de la couronne impériale qui est élective : Marie-Thérèse, fille de Charles VI, n'a jamais été « impératrice » ; à Charles VI succède sur le siège de l'empereur du Saint Empire Charles VII de Bavière puis, en 1745, François Ier, époux de Marie-Thérèse). A la mort de Charles VI, les droits successoraux de Marie-Thérèse sont contestés notamment par le roi de Prusse Frédéric II qui, allié aux Français, conquiert la Silésie, tandis que Louis XV renonce en 1748 à ses conquêtes par le traité inattendu d'Aix-la-Chapelle (octobre 1748).

— Après 1748 Marie-Thérèse d'Autriche se rapproche de la France, avec la volonté de reprendre la Silésie à Frédéric II ; elle fut aidée dans cette tâche par le diplomate Kaunitz, et par son adversaire prussien lui-même qui, jusqu'alors traditionnellement allié à la France, s'était allié à l'Angleterre par l'accord de Westminster (janvier 1756). Devant cette défection, et pour ne pas rester isolée, la France décide alors de s'entendre avec l'Autriche (traité de Versailles, 1er mai 1756) ; la diplomatie autrichienne négocie dans le même temps des alliances avec la plupart des princes allemands, avec le roi de Suède et surtout avec la tsarine Élisabeth II qui, par haine du roi de Prusse, n'hésita pas à rompre avec l'Angleterre pour s'allier à l'Autriche. Ainsi en 1756 le renversement des alliances est total en Europe. La guerre contre Frédéric II et l'Angleterre débute en 1756 (c'est la Prusse qui prit l'offensive) ; elle se termine en 1763, à la suite de la défection de la Russie (Pierre III, successeur d'Élisabeth II, était un admirateur fanatique du roi de Prusse), par la défaite des coalisés. La France fut la grande victime de cette guerre, puisqu'elle y perdit en particulier ses possessions coloniales (traité de Paris). Quant à l'Autriche, se désintéressant de l'Europe occidentale, elle se tourne dorénavant vers l'Est et, par un nouveau renversement d'alliances, s'unit à la Prusse et à la Russie à l'occasion du premier partage de la Pologne.

● *Les réformes de Joseph II (1780-1790).* Marie-Thérèse avait mené une politique guerrière imposant des réformes militaires coûteuses ; pour obtenir les ressources fiscales indispensables elle fut amenée à renforcer l'autorité de la monarchie en matière d'impôts. C'était en principe les assemblées de chaque État, les *diètes,* qui votaient chaque année le budget militaire ; Marie-Thérèse, en faisant voter les impôts pour une période de dix ans, et en créant un impôt individuel payé aussi bien par la noblesse que par les autres classes sociales, sut se montrer une souveraine autoritaire. La centralisation du pouvoir fut accrue : contrôle des budgets particuliers par une cour des comptes installée à Vienne, création d'un tribunal monarchique et d'un *directoire de l'Intérieur* contrôlant l'administration des différents États de l'Autriche ; seule la Hongrie conserva une organisation privilégiée. Joseph II, qui succède à sa mère en 1780, introduit dans le gouvernement de l'Autriche la souplesse et l'esprit réformateur du *despotisme éclairé.* L'esprit de réforme apparaît dans le domaine social et religieux : abolition du servage (janvier 1781), égalité devant la loi et devant l'impôt, subordination de l'Église à la monarchie et non à la papauté *(joséphisme),* qui s'accompagne de tolérance religieuse, d'une laïcisation de l'enseignement, décrété obligatoire, de la confiscation des biens du Clergé pour financer les réformes. Sur le plan politique, par contre, c'est l'aspect despotique qui est le plus évident ; parfaitement conscient que la puissance autrichienne était liée à l'unité de la monarchie, il impose à l'ensemble de ses États une seule couronne (la couronne autrichienne) et une seule capitale (Vienne) ; il tente aussi de germaniser l'ensemble de ses possessions en imposant l'usage de l'allemand. Ces réformes provoquèrent des résistances et des soulèvements, notamment en Hongrie (1790) et dans les Pays-Bas (1789) où il y eut une véritable insurrection (voir p. 89).

Les guerres de la Révolution et les guerres napoléoniennes.

Avec une armée bien équipée et des finances fortes, l'Autriche s'est révélée à partir de 1792 l'ennemie implacable de la France avec laquelle elle est restée sans cesse en guerre jusqu'à 1815 (voir ci-dessous p. 43). En 1804, le successeur de Léopold II (qui n'avait régné que deux ans, de 1790 à 1792) et qui règne comme empereur du Saint Empire sous le nom de François II, transforme le titre d'archiduc d'Autriche en un titre impérial ; à partir du 10 août 1804, le Habsbourg est donc non seulement empereur du Saint Empire romain germanique (il ne l'est plus pour longtemps, puisqu'en 1806 Napoléon mettra fin à l'institution) mais encore empereur d'Autriche (sous le nom cette fois-ci de François Ier, puisqu'il est le premier de ce nom à être empereur d'Autriche). François Ier d'Autriche dut accepter, sur les conseils de son ministre des Affaires étrangères, Klemens Wenzel Lothar von Metternich, de marier sa fille Marie-Louise à Napoléon en 1810 ; ainsi Metternich tenta de faire de l'Autriche une puissance médiatrice entre la Russie et la Prusse d'une part et la France d'autre part ; l'entêtement de l'empereur des Français à conserver sa domination sur l'Europe centrale rejeta l'Autriche dans la coalition contre la France (12 août 1813).

Le Congrès de Vienne et les traités de 1814-1815 donnent à l'Empire d'Autriche sa plus grande extension : renonçant à récupérer les Pays-Bas, l'Autriche annexe le royaume lombard-vénitien en Italie du Nord et les « provinces illyriennes » dont la population mélangée (Italiens, Slovènes, Croates, etc.) constituera une des pierres d'achoppement de l'empire dans le courant du XIXe siècle.

Les difficultés de l'Autriche au XIXe siècle et la Première Guerre mondiale.

Le problème des nationalités et le libéralisme politique.

● *L'Empire autrichien,* on l'a vu dans les lignes qui précèdent, est une construction hétéroclite où s'opposent les nationalités, les religions, les langues ; il englobe des Tchèques, des Slovaques, des Polonais, des Slaves du Sud (Serbes, Croates, Slovènes), des Hongrois, des Roumains, des Italiens. Tout au long du XIXe siècle on va voir les sentiments nationaux s'exaspérer, les révoltes et les complots se tramer et presque toujours la répression impériale triompher. Tour à tour les Italiens, les Slaves, les Hongrois tentent de secouer le joug autrichien, les élans nationalistes se doublant toujours d'un mouvement libéral.

Il n'est certes pas facile de lutter contre l'absolutisme en Autriche : une police secrète extraordinairement développée, une censure à toute épreuve étouffent toute velléité de contestation ou de revendication. Les mécontents s'expatrient pour clamer la détresse de l'empire (par exemple l'auteur du pamphlet libéral intitulé *L'Autriche et son avenir* qui conclut que l'Autriche est en Europe ce que la Chine est en Asie, c'est-à-dire un vaste empire en pleine décomposition).

● *Pour lutter* contre la « monarchie sans monarque » (Ferdinand Ier, qui avait succédé à François II,

La monarchie austro-hongroise et le puzzle des nationalités.





La mise en bière de Robert Blum (9 novembre 1848).
Robert Blum, un petit bourgeois de Cologne, fit sa carrière politique à Leipzig, puis à l'Assemblée nationale de Francfort, où il affirma ses convictions démocratiques et républicaines. Le soulèvement de Vienne (6 au 31 octobre 1848) lui parut susceptible de réaliser les espoirs de la révolution allemande : il se rendit avec Fröber à Vienne pour y apporter le message de la sympathie des députés de Francfort. Quand Windischgrätz eut pris la capitale, il fit condamner à mort Blum par un tribunal militaire en même temps que l'écrivain Messenhausen, chef de l'insurrection viennoise.

malade et débile mental, abdiquera en 1848), il n'y a que des tentatives timides (par exemple les chansons ironiques des étudiants viennois) ou vaines (l'échec des révoltes du royaume lombard-vénitien). Enfin les assemblées (diètes) des différents États entrent en lutte contre les gouverneurs représentant l'empereur (c'est le cas en particulier de la diète de Bohême) ; mais ces mouvements restent localisés et leur effet immédiat est imperceptible.

● *L'agitation en Hongrie.* Il est intéressant d'isoler le phénomène national hongrois en raison de la complexité des problèmes qui se posent. En 1815 la Hongrie est encore un pays médiéval par son régime seigneurial et son retard technique sur l'Autriche ; le sol appartient à quelques grands propriétaires terriens, le servage est encore la règle générale. En 1825, lorsque François de Habsbourg convoque — pour la première fois depuis quinze ans — la diète hongroise, celle-ci en est encore au stade des revendications purement formelles. Or parmi les membres de l'assemblée se trouve l'un des plus grands propriétaires hongrois, le comte Étienne Széchenyi, qui avait apprécié la civilisation occidentale en Angleterre et dans le reste de l'Europe. Cet homme intelligent et puissant, qu'on a surnommé le *Grand Magyar,* a voulu transformer son pays. Il réclame une Académie pour fixer la langue hongroise, alors promue au rang de langue officielle en remplacement du latin, une amélioration de la condition paysanne, des transformations économiques, des réformes de structure. Or Széchenyi a contre lui le gouvernement de Vienne, qui craint de voir s'écrouler l'équilibre instable de la Hongrie en la réformant ; il se heurte à la grande noblesse, peu soucieuse d'abandonner ses privilèges et sa puissance, et à la petite noblesse qui se voit mettre sur le même pied fiscal que les paysans. Mais surtout Széchenyi a pour adversaire le journaliste Kossuth qui réclamait en outre l'égalité de toute la noblesse, et pour la Hongrie une indépendance économique vis-à-vis de l'Autriche. Cette division des nationalistes hongrois ne favorise certes pas l'accession à l'autonomie. Il faut souligner par ailleurs que la position de la Hongrie vis-à-vis de l'Autriche est loin d'être défavorable sur le plan politique. C'est un État souverain, bien plus dur envers les minorités slaves qui l'habitent (par exemple les Croates) que ne l'est l'Autriche elle-même (« le Slave n'est pas un homme » disait-on couramment en Hongrie au XIXe siècle).

La révolution de 1848 et la victoire de la réaction.

● *Situation économique de l'Europe en 1847.* L'année 1847 a été marquée par une grave crise agricole, économique et financière qui s'est traduite par une flambée de révolutions à travers toute l'Europe.

— Crise agricole : la destruction des récoltes de pommes de terre par un champignon (en 1845) et la médiocrité désastreuse des récoltes de céréales en 1845 et 1846 ont provoqué une disette à l'échelle européenne (en France, par exemple, l'hectolitre de blé est passé de 17,15 F en 1845 à 39,45 F en 1847) ; la famine provoque des émeutes : les paysans massacrent leurs seigneurs en Galicie, les boulangeries de Vienne sont pillées en 1847.

— Crise économique : les prix des denrées alimentaires montent d'une façon hallucinante ; en conséquence les achats de biens industriels baissent ; les usines, ne vendant plus, ferment leurs portes et les chômeurs se multiplient, venant grossir le lot des mécontents et des malheureux.

— En France et en Grande-Bretagne la crise prend un aspect financier ; les achats de céréales aux États-Unis et à la Russie vident de leur or les caisses des banques centrales ; les pays d'Europe centrale — qui empruntent traditionnellement de l'or à la France — voient les taux d'intérêt monter (jusqu'à 8 % en Allemagne).

● *Les difficultés italiennes.* La puissance de la monarchie autrichienne est d'abord ébranlée en Italie où l'hiver 1847-1848 est marqué par de nombreuses « émeutes de la faim », des insurrections nationalistes et libérales, même dans les pays non contrôlés par l'Autriche mais qui craignent son absolutisme :

Dates	Événements
2-3 janvier	Émeutes à Milan (boycottage du tabac autrichien) suivies d'une répression féroce ; le budget du carnaval de Venise est attribué aux victimes de la répression.
5 janvier	Révolte populaire à Livourne, écrasée par l'armée.
12-27 janvier	Insurrection à Palerme contre le roi de Naples ; la Sicile fait sécession.
27 janvier	Proclamation de la constitution de 1812 en Sicile.
27-29 janvier	Insurrection dans la province de Salerne et proclamation d'une constitution.
7 février	Les conseils municipaux de Gênes et de Turin réclament une constitution.
17 février	Constitution en Toscane.
5 mars	Charles-Albert, roi de Sardaigne, promulgue le *statut fondamental.*

Calendrier des révolutions en Italie (hiver 1848)

Mais l'esprit de clocher l'emporte en Italie sur les idées nationales et ces sursauts ne sont que les signes avant-coureurs des mouvements unitaires qui se produiront douze ans plus tard.

● *La monarchie autrichienne s'écroule* en mars 1848, lorsque arrive à Presbourg, à Prague et à Vienne la nouvelle de la chute de Louis-Philippe et du succès de la révolution française. La Hongrie (Kossuth) et la Bohême réclament une transformation de leur statut politique ; à Vienne l'opposition (intellectuels et bourgeois) si longtemps muselée commence à se manifester contre Metternich ; une fusillade qui fait cinq morts dans la foule (13 mars) déclenche le processus révolutionnaire et le 15 l'empereur promet tout ce que l'on veut : une constitution, la liberté de presse, un ministère semi-libéral (Pillersdorf). Dès que ces nouvelles parviennent en Italie, la « révolution » reprend de plus belle (les « Cinq jours » de Milan : 1 500 barricades autour de la cathédrale) ; en Bohême et surtout en Hongrie l'agitation politique est à son comble. A la Diète de Presbourg, Kossuth fait voter en bloc les lois qui transforment la Hongrie féodale en un État unitaire (incorporation de la Transylvanie, de la Croatie et des territoires frontaliers occupés par les Slaves) et parlementaire (une Chambre élue tous les trois ans à très large suffrage ; abolition des privilèges de la noblesse et du clergé). La contagion démocratique gagne tout le pays ; le gouvernement impérial va au-devant des aspirations libérales en promulguant le 25 avril la constitution de l'*État* autrichien (soigneusement distingué de l'*Empire* autrichien). Les troubles continuent cependant, après le repli de l'empereur et de sa cour à Innsbrück ; étudiants et ouvriers forment un *comité de sûreté,* pour défendre la constitution. L'empire craque de toutes parts, d'autant plus que les Slaves du Sud — après les Hongrois et les habitants de la Bohême — s'agitent de leur côté ; l'idée d'un empire fédéral commence à se répandre, mais les rivalités entre les nationalités, l'incapacité des ministres, les incertitudes de la cour, la faiblesse désolante du gouvernement central ont détruit toute autorité.

C'est finalement l'armée, commandée par des chefs énergiques (Windischgrätz, Radetzky, vainqueurs des rebelles italiens, Jelacić), qui devient maîtresse de la situation. En octobre-novembre 1848, Windischgrätz rétablit, avec brutalité et efficacité, l'ordre à Vienne ; un ministère décidé (Schwarzenberg, Bach, Stadion) met sur pied un programme politique visant à la constitution d'une « nouvelle Autriche ». Le 2 décembre, l'empereur Ferdinand Ier d'Autriche abdique au profit de son neveu François-Joseph, âgé seulement de dix-huit ans. En quelques mois, la situation est renversée grâce à la ténacité et à l'habileté de Schwarzenberg. Les Italiens, battus, divisés par leur *campanilisme* n'inquiètent plus l'Autriche ; Schwarzenberg, intelligent, méprisant les petites querelles politiques, a compris que le problème éternel de l'Empire était celui des nationalités. Il envisage donc de créer un État dans lequel toutes les « races » — Allemands, Slaves

du Sud, Tchèques, Magyars, etc. — auront les mêmes droits et les mêmes devoirs, sous l'autorité centrale d'un gouvernement monarchique fort, garantissant les libertés fondamentales par une constitution adaptée aux besoins politiques du pays (la constitution accordée à la hâte en 1849 était copiée sur la Charte belge).

Mais pour parvenir à cet État internationaliste, il lui faut d'abord résoudre le problème hongrois. La Hongrie de Kossuth a fait véritablement sécession et s'est lancée dans une politique farouchement antislave (on oublie d'ailleurs fréquemment que ce pays opprimé était lui-même oppresseur). Schwarzenberg eut donc l'habileté de se rapprocher des Russes, auxquels il laisse le contrôle des territoires polonais en échange d'une assistance militaire contre la Hongrie. En décembre 1848, les armées de Windischgrätz et, en mai 1849, les Russes franchissent les frontières de l'État magyar, Budapest est occupée le 5 janvier 1849 et les protestations de Kossuth ne trouvent aucun écho sur le plan international (même pas à Londres où son envoyé est éconduit). La répression fut sévère : des centaines d'exécutions (parmi les victimes : l'ex-chef du gouvernement hongrois, le prince Batthyany), des milliers d'arrestations (notamment Görgey, chef de l'armée hongroise) ; Kossuth se réfugie en Turquie et finit sa vie en exil (il est mort en 1894 à Turin). Le 3 mars était promulguée la nouvelle constitution de l'Autriche : unité indivisible des *pays de la couronne*, égaux en droit ; *diètes* élues au suffrage censitaire, ministères responsables devant le Parlement. Les affaires reprennent, l'ordre se rétablit dans l'Empire où l'on installe l'état de siège ; l'opposition libérale disparaît (arrestations, exils, suppression de la liberté de la presse) et en 1851 l'absolutisme est restauré (abolition de la constitution).



François-Joseph Ier (1830-1916) (peint par Winterhalter) : 68 ans d'un règne marqué par 2 défaites (Solférino, Sadowa), la perte du contrôle de la Hongrie, le soulèvement des minorités slaves. Trois ans après sa mort, l'Autriche, démembrée et vaincue, devenait une petite république.

Nationalités	Pourcentage par rapport à l'ensemble de la Hongrie
Magyars	48,1 %
Roumains	14,1 %
Allemands	9,8 %
Slovaques	9,4 %
Croates	8,8 %
Serbes	5,2 %
Ruthènes	2,3 %
Divers	2,2 %

L'Autriche-Hongrie.

● *A la mort de Schwarzenberg* (1852), François-Joseph, empereur appliqué, travailleur mais manquant de personnalité, va gouverner en monarque absolu. Influençable et hésitant, il a pratiqué une politique opportuniste dont, en fin de compte, les oscillations ont permis à l'Empire de se maintenir jusqu'en 1918 (son règne a duré soixante-huit ans, de 1848 à 1916).

Pendant huit ans, le principal conseiller de l'empereur est le ministre de l'Intérieur Alexander von Bach (1813-1893). Il impose un système administratif rigoureux (le *Bach System*) : germanisation à outrance, usage obligatoire de l'allemand dans l'enseignement et l'administration, établissement d'une censure et d'une police privée particulièrement efficace et puissante. Pour soutenir sa politique, Bach s'appuie sur le clergé (signature d'un concordat en 1855 augmentant les privilèges de l'Église catholique en Autriche et abandonnant le *joséphisme*) et sur la bourgeoisie industrielle et commerçante de Vienne (libre-échange, réformes économiques, augmentation de la circulation fluviale sur le Danube et création d'une voie ferrée vers l'Ouest, etc.). Les défaites italiennes devant la France et l'armistice de Villafranca en 1859 marquent la fin du système Bach et de l'absolutisme. François-Joseph, soucieux d'apaiser les mouvements nationaux, organise un régime décentralisateur (*Diplôme* du 20 octobre 1860). Chaque pays élit une *diète* qui possède un pouvoir législatif ; ces diètes envoient au *Conseil d'Empire* des délégués qui établissent le budget, votent les impôts et règlent les affaires communes. On pouvait espérer voir se réaliser la « nouvelle Autriche » de Schwarzenberg, mais la bourgeoisie viennoise et l'administration toute-puissante se dressent contre la décentralisation ; François-Joseph, devant ces nouveaux obstacles, plie et promulgue une disposition annulant pratiquement le Diplôme (*Patente* du 26 février 1861) : les attributions des diètes locales sont réduites, le Conseil d'Empire devient le véritable parlement de l'État.

● *C'est en Hongrie* que la déception fut la plus grande. Le nationalisme magyar était alors représenté par François Deak, libéral modéré qui n'avait pas voulu suivre Kossuth dans sa révolte contre l'empereur et qui n'avait jamais réclamé l'autonomie absolue de son pays (il avait à cela une raison d'ordre économique : la Hongrie, pays essentiellement agricole, n'était pas viable économiquement ; associée à l'Autriche, elle-même grande importatrice de céréales, elle en devenait le fournisseur attitré et préférentiel). La résistance hongroise intelligemment conduite par Deak (c'est une résistance passive : refus de l'impôt, refus de participation à la vie publique, etc.) dure quatre ans. La menace prussienne et la défaite de Sadowa (voir p. 18) imposent à François-Joseph et à ses ministres de composer avec la Hongrie. Ainsi est conclu en 1867 le *Compromis austro-hongrois*. François-Joseph accepte de se faire couronner roi de Hongrie (le couronnement eut lieu le 8 juin 1867) ; le pouvoir exécutif appartient théoriquement au souverain, en fait au ministère hongrois responsable devant la Diète. Un ministère d'Empire est créé qui règle les questions communes à l'Autriche et à la Hongrie (Affaires étrangères, Guerre, Finances) et deux *délégations*, l'une de la Diète de Budapest, l'autre du Parlement des autres pays de l'Empire, siégeant séparément, contrôlent le ministère d'Empire. Complément du compromis politique, une union douanière, relative à la circulation des denrées agricoles entre les deux pays, est instaurée. Ce régime a duré jusqu'à 1918 ; on l'a appelé le *régime dualiste* : à l'empire d'Autriche était substituée une double monarchie, l'Autriche-Hongrie. Il est nécessaire de faire sur le compromis austro-hongrois un certain nombre de remarques importantes.

— Le compromis avantage essentiellement les *Magyars* qui sont en Hongrie une majorité, comme le montre la statistique suivante (recensement de 1910) :

Aux Magyars ont été sacrifiés des quantités de Slaves qui vont subir les effets de la *magyarisation* (linguistique, religieuse, etc.).

— Les Slaves, opprimés en Hongrie, le sont aussi dans les pays qui dépendent de la couronne des Habsbourg.

— Enfin la Hongrie est nettement avantagée par le Compromis, puisqu'elle ne paye que le tiers des dépenses communes alors qu'elle représente 42 % de la population totale de l'Autriche-Hongrie.

Les Slaves sont donc les grandes victimes de l'accord de 1867 ; encore ne manifestent-ils pas tous une même ardeur dans leurs revendications. Les plus ardents sont les Tchèques de Bohême (environ cinq millions de personnes sur les quarante millions d'habitants répartis à travers l'Autriche-Hongrie) qui souhaitent la reconstitution de l'ancien royaume de Bohême avec pour capitale Prague. Le sentiment national est entretenu en Bohême par une société de gymnastique, les *Sokols* (Faucons), créée en 1862 par le philosophe Týrš et par Fügner. François-Joseph riposta d'abord aux revendications des Tchèques par ders mesures rigoureuses, influencé par les Allemands de Bohême qui craignaient de devenir une minorité opprimée s'il se constituait un royaume autonome de Bohême, influencé aussi par les Hongrois qui voyaient d'un mauvais œil s'installer en Autriche-Hongrie un royaume slave qui aurait pu soutenir les revendications des Slaves incorporés dans le royaume de Hongrie. En 1878, l'Autriche occupe la Bosnie-Herzégovine qu'elle administrait à la suite d'un accord avec la Turquie. Cette occupation rencontre une opposition hongroise qui pousse François-Joseph à se concilier les Tchèques (égalité linguistique, création d'une université tchèque à Prague en 1881). Le parti nationaliste tchèque se divise alors en deux : les *Vieux Tchèques* se rallient à l'empereur, tandis que le parti des *Jeunes Tchèques* (à l'intérieur duquel se trouve un jeune professeur, Masaryk, qu'on retrouvera plus tard) continue de lutter pour l'autonomie. Les Slaves s'agitent aussi en Bosnie-Herzégovine et dans tous les Balkans (voir ci-dessous p. 31).

● *Les troubles nationalistes* prennent un aspect particulièrement grave en Hongrie, notamment après 1890 (auparavant, de 1875 à 1890, la politique hongroise, dirigée par le comte Tizsa, fut paisible). Après quelques années de tolérance nationaliste, au cours desquelles les Croates obtinrent une semi-autonomie sous contrôle d'un gouverneur hongrois en 1868, la magyarisation s'affirme, notamment après l'occupation de la Bosnie-Herzégovine par les Autrichiens : la langue magyare est imposée en 1879 dans les écoles, les noms géographiques slaves sont magyarisés, les assemblées locales perdent à peu près tout pouvoir. Les Slovaques s'appuient sur les Tchèques, les Croates et les Serbes — malgré leurs divergences religieuses et culturelles — s'appuient sur le royaume indépendant de Serbie et réclament la création d'un royaume autonome groupant les Slaves du Sud (les *Yougoslaves*). L'oppression hongroise n'en est que plus dure, notamment dans les premières années du XXe siècle (voir p. 31) ; les émeutes et les attentats se multiplient, et l'on sait que c'est l'un de ces attentats (celui de Sarajevo) qui déclencha la guerre de 1914-1918.

Outre le problème slave, les Hongrois ont à s'adapter au régime dualiste qui, on l'a vu, joue d'abord en leur faveur (le ministre des Affaires étrangères de l'Autriche-Hongrie jusqu'en 1879 fut un Hongrois, Andrassy). Un mouvement se dessina autour de François Kossuth, fils du révolutionnaire de 1848, pour demander une révision du Compromis accordant à la Hongrie l'indépendance commerciale et même militaire ; le *parti de l'indépendance* recourut à la violence, et l'agitation ne se calma que lorsque François-Joseph menaça — avec astuce — d'établir en Hongrie le suffrage universel : si une telle mesure avait été prise, les Magyars, en minorité, auraient perdu le contrôle de l'État. Vers 1914 le grand âge de l'empereur (il a 84 ans) n'est pas sans donner d'inquiétude à ceux qui pensent que le facteur essentiel de l'unité autrichienne réside précisément dans la personne du souverain. Or l'héritier de la couronne est le neveu de François-Joseph, l'archiduc François-Ferdinand, hostile au dualisme et partisan d'un trialisme qui aurait associé un troisième État slave (la Yougoslavie) à l'Autriche et à la Hongrie (François-Ferdinand de Habsbourg avait épousé en mariage morganatique une femme appartenant à la noblesse slave de Bohême, Sophie von Chotek ; François-Joseph n'avait qu'un fils, Rodolphe de Habsbourg, qui s'était suicidé en 1889, dans le pavillon de chasse de Mayerling, avec sa maîtresse Marie Vetsera). Il fallait aussi compter avec les partisans du régime centralisateur et autoritaire qui voulaient briser la résistance des Slaves aussi bien en Bohême que dans le Sud et qui voyaient dans le royaume indépendant de Serbie la source de tous les maux de l'Autriche ; c'est ce parti antislave qui poussa l'Autriche-Hongrie à la guerre de 1914 (voir p. 98).



Ph. © Keystone.

Engelbert Dollfuss (1892-1934) : *il tenta en vain de s'opposer à l'*Anschluss.



Ph. © Keystone.

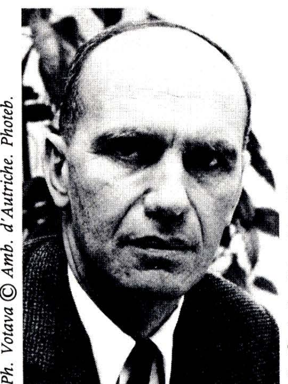


Kurt von Schuschnigg (1897-1977)



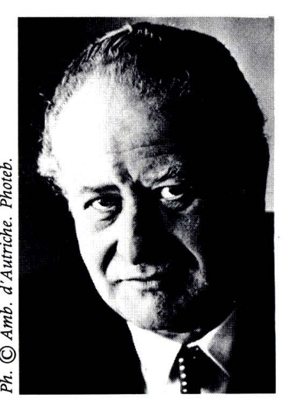
Ph. © Keystone.

Arthur Seyss-Inquart (1892-1946)



Ph. Votava © Amb. d'Autriche. Photeb.

Rudolf Kirchschläger (né en 1915)



Ph. © Amb. d'Autriche. Photeb.

Bruno Kreisky (né en 1911)

La république d'Autriche.

L'Autriche vaincue.

Le passage de la guerre à la paix s'est fait sans violence dans l'Autriche vaincue, gouvernée depuis la mort de François-Joseph en 1916 par Charles Ier (roi de Hongrie sous le nom de Charles IV); en Hongrie au contraire il devait y avoir révolution et réaction après l'effondrement des Habsbourg. Le 11 novembre 1918, l'empereur abdique; le 12 novembre le Conseil d'Empire — réduit à ses députés allemands — décide à l'unanimité de faire de l'Autriche une république démocratique. Il n'y a pas eu, comme en Allemagne, de révolution rouge et les sociaux-démocrates s'emparent légalement et aisément du pouvoir (leur « leader », Victor Adler, meurt la veille de la proclamation de la république et c'est Otto Bauer qui lui succède). L'Autriche, limitée à ses territoires allemands, n'est plus qu'une province de 84 000 km^2 et de six millions et demi d'habitants (dont près de deux millions vivent à Vienne et dans les environs de la capitale). Elle a perdu le système industriel, commercial et financier qui assurait son équilibre, et elle ne désire plus qu'une chose : être rattachée au Reich allemand, dont les forces vives sont intactes. Mais les traités de 1919 sont formels : l'Allemagne s'est engagée à respecter l'indépendance de l'Autriche, condamnée ainsi, politico-économiquement, à la mort lente.

Le nouvel État autrichien fait, avec pessimisme ses premiers pas, dans le cadre des institutions démocratiques du 1er octobre 1920 (exécutif faible, chambre unique élue au suffrage universel des deux sexes nommant le président de la République et les ministres, une diète dans chaque province). Le pouvoir passe des sociaux-démocrates (la Vienne « rouge ») aux chrétiens-sociaux, conservateurs, s'appuyant sur les campagnes. Le chancelier nommé en mai 1922, Mgr Ignaz Seipel, tente de rendre viable l'État autrichien (il obtient une aide internationale; la *couronne* — tombée au 1/16 000 de sa valeur au pair — est remplacée par le *schilling,* surnommé le « dollar des Alpes »). A l'intérieur, les partis de droite organisent des groupes armés, les *Heimwehren* et les socialistes forment une ligue de défense de la république : le *Schutzbund*. Petit à petit, dans un climat de manifestations et de contre-manifestations, l'Autriche glisse vers le gouvernement autoritaire : à Seipel, qui démissionne en 1929, succède Schober, ancien préfet de police de Vienne. Les répercussions de la crise financière mondiale se font sentir en 1931 ; le 20 mai 1932, le pouvoir passe à un ancien syndicaliste paysan, Engelbert Dollfuss, qui doit livrer un double combat contre les socialistes et contre les hitlériens qui font d'énormes progrès en Autriche depuis qu'Hitler a pris le pouvoir à Berlin.

Vers l'Anschluss.

Le rattachement à l'Allemagne (l'*Anschluss*), jusque-là réclamé par tous les partis politiques autrichiens, est maintenant refusé par le camp socialiste qui ne tient pas à se rallier au nazisme. Dollfuss, pour lutter contre une situation chaque jour plus grave, impose un gouvernement autoritaire, antisocialiste et antinazi ; il ne parvient pas à empêcher une guerre civile de trois jours (la troupe contre les socialistes à Vienne : 300 morts, 3 000 arrestations, dissolution du parti socialiste). Une nouvelle constitution est promulguée (1er mai 1934) : l'Autriche n'est plus une *république,* mais un *État chrétien allemand,* conçu sur le mode corporatif, à la manière de l'État mussolinien. La tentative de Dollfuss pour créer une sorte de dictature modérée échoue : le 25 juillet 1934, il est assassiné par les nazis autrichiens. Le coup de force hitlérien est évité grâce à Mussolini qui concentre ses divisions sur le Brenner afin de défendre l'indépendance de l'Autriche contre l'agression allemande.

L'entente italo-allemande (l'Axe Rome-Berlin) va cependant activer le processus d'Anschluss. Le successeur de Dollfuss, le chancelier Schuschnigg, croit encore à une Autriche cléricale et autonome, malgré les progrès des nazis et même la sympathie des masses viennoises qui accueillent, le 22 février 1937, le minis-

Les derniers moments de l'Autriche indépendante.

Dates	Événements
20 février	Hitler, au Reichstag, clame qu'il ne souffrira pas que soient opprimés les dix millions d'Allemands qui vivent dans deux États voisins (la Tchécoslovaquie et l'Autriche).
3 mars	Déclaration de Hitler à l'ambassadeur britannique Henderson : le gouvernement autrichien opprime les Allemands, lui, Hitler, ne permettra pas à des tierces puissances d'intervenir dans ses rapports avec des pays allemands. Henderson se borne à faire une révérence diplomatique : l'Angleterre acceptera toute solution « raisonnable » de la question autrichienne.
9 mars	Schuschnigg ordonne un plébiscite pour le 13 mars relatif à la question de l'Autriche indépendante ou annexée. Les hitlériens autrichiens dénoncent la « ruse jésuitique » que représente la question (les électeurs devaient se prononcer pour ou contre « une Autriche libre, indépendante, sociale et chrétienne »; les hitlériens auraient préféré poser directement la question de l'*Anschluss*).
10 mars	Hitler décide d'intervenir et de résoudre à tout prix le problème autrichien.
11 mars	Hitler donne ses instructions à l'armée : pour défendre les intérêts des populations allemandes d'Autriche, l'armée entrera dans le pays, mais pacifiquement (il ajoute cependant que toute résistance serait brisée impitoyablement). Schuschnigg, affolé, annule le plébiscite; mais déjà Gœring, après s'être entretenu avec Hitler, donne l'ordre à Seyss-Inquart d'exiger la démission du chancelier autrichien et d'obtenir dans les deux heures du président Miklas (le président de la République fédérale d'Autriche) d'être chargé de former le gouvernement. Schuschnigg demande un conseil à la Grande-Bretagne : le gouvernement britannique refuse toute responsabilité, car il se sent incapable de protéger l'Autriche. Schuschnigg demande alors conseil à la France : les ministres français lui conseillent « de gagner du temps ». Dans un dernier discours radiodiffusé Schuschnigg annonce qu'il cède à la force des armes.
11 mars (suite)	17 h 25 : Gœring précise que si, dans les deux heures qui suivent, Seyss-Inquart n'est pas chancelier et n'a pas formé un gouvernement de caractère national-socialiste les troupes traverseront la frontière dès la nuit. 20 h : Seyss-Inquart informe Gœring que le président fédéral refuse toujours de plier devant cet ultimatum politique inadmissible; il lui est donné « l'ordre » de prendre le pouvoir. Déjà les nazis occupent la rue et les bâtiments officiels. 20 h 15 : Hitler, en sa qualité de commandant suprême des forces armées, donne l'ordre à ses troupes d'entrer en Autriche le 12 mars à l'aube. 20 h 48 : Hitler qui n'a pas encore de raison officielle pour envahir l'Autriche fait demander à Seyss-Inquart de lui expédier un télégramme réclamant des troupes pour rétablir la paix et l'ordre en Autriche. Gœring précise même que le télégramme n'est pas nécessaire : tout ce que doit faire Seyss-Inquart, c'est de dire qu'il est d'accord. 21 h 54 : Seyss-Inquart annonce qu'il est d'accord. 23 h 15 : le président Miklas annonce officiellement la nomination de Seyss-Inquart comme chancelier. Comme, dès le lendemain, le président démissionne, Seyss-Inquart devient la seule autorité officielle à la tête de l'Autriche.
12 mars	A l'aube l'armée allemande pénètre en Autriche, Hitler lui-même est accueilli d'une façon délirante.
13 mars	Loi constitutionnelle fédérale signée par Seyss-Inquart énonçant le rattachement de l'Autriche au IIIe Reich. L'armée fédérale est placée sous le commandement personnel d'Hitler; les lois du Reich sont introduites en Autriche : le pays devient ce qu'il était lors de son entrée dans l'histoire : une simple province orientale du Reich. Il faut préciser que le plébiscite organisé le 10 avril pour entériner le fait accompli s'est traduit par un *oui* massif à l'annexion (99 % des suffrages exprimés) et Gœring pourra dire au procès de Nuremberg que lorsque les nazis sont entrés en Autriche on ne leur a jeté qu'une chose : des fleurs.

tre allemand des Affaires étrangères, von Neurath, au cri de : « *Ein Volk! ein Reich! ein Führer!* » (« Un seul peuple! un seul Reich! un seul Führer! »). Schuschnigg — qui craint l'invasion armée — en vient même à proposer le rétablissement des Habsbourg pour préserver l'indépendance de son pays, mais il se heurte à un refus international et de toute façon, à Berlin, les jeux sont déjà faits. Hitler convoque le timide chancelier à Berchtesgaden, le 12 février 1938 ; au cours d'un entretien désordonné comme Hitler en avait le secret, Schuschnigg est tour à tour accusé de trahison, invité à libérer tous les nazis emprisonnés en Autriche (les camps de concentration et les prisons étaient pleins de nazis...), et à confier des ministères à des nationaux-socialistes, en particulier à Seyss-Inquart. Hitler lui fait savoir que s'il ne reçoit pas satisfaction dans les trois jours, il donnera l'ordre à ses troupes d'entrer en Autriche. L'annexion de l'Autriche à l'Allemagne n'est plus qu'une question de semaines ; il est bon de rappeler ci-contre la chronologie des derniers moments de l'Autriche indépendante, car les événements qui se déroulent entre l'entrevue de Berchtesgaden et l'aube du 12 mars 1938 où l'armée allemande pénètre « en visite d'amitié » en Autriche est un exemple frappant de la manière dont Hitler concevait les relations internationales.

Rappelons que depuis le 4 février 1938 Hitler a annoncé la démission d'office de son ministre de la Guerre et du général commandant en chef des armées de terre, le général von Fritsch, a supprimé le ministère de la Guerre remplacé par l'*Oberkommando der Wehrmacht* (Commandement supérieur des Forces Armées), en abrégé O.K.W. sous la direction du général Keitel.

La renaissance de l'Autriche après la Seconde Guerre mondiale.

Les armées alliées pénètrent en Autriche au printemps 1945 ; un gouvernement provisoire est formé le 27 avril 1945 par le socialiste Karl Renner ; la république d'Autriche, dans l'esprit de la constitution de 1920-1929, est reconstituée, mais le pays reste occupé par les forces alliées jusqu'en 1955 (les chanceliers qui se sont succédé entre 1946 et 1955, Figl et Raab, ont multiplié les démarches pour faire cesser l'occupation et permettre à l'Autriche de retrouver une indépendance complète). Sur une initiative soviétique, en avril 1955, le chancelier Raab se rend à Moscou pour signer un accord par lequel l'Autriche s'engage à rester neutre et à ne laisser aucune puissance utiliser militairement son territoire ; le traité mettant fin à l'occupation de l'Autriche est signé le 15 mai par les quatre puissances occupantes ; en décembre l'Autriche est admise à l'ONU. L'Autriche indépendante a retrouvé sa situation politique et administrative de 1920 ; elle a retrouvé aussi, mais avec beaucoup moins de violence, l'opposition traditionnelle entre le parti socialiste et le parti du peuple (catholique). Se sont succédé comme présidents fédéraux : le général Körner (1951-1957), le Dr Schärf (1957-1965), Franz Jonas (1965-1974), Rudolf Kirchschlaeger (élu en 1974, réélu en 1980). La politique intérieure autrichienne est dominée par le parti socialiste autrichien, mené par Bruno Kreisky, au pouvoir d'avril 1970 à avril 1983. A cette date, après avoir à nouveau gagné les élections avec son parti, Kreisky, malade, s'écarte du pouvoir et désigne lui-même son successeur : Fred Sinowatz.

De la poudre et des balles !
En 1821, le pacha de Janina se révolte contre le sultan Mahmud et fait appel aux Grecs en leur promettant l'indépendance. Une expédition dans les provinces danubiennes se solde par un échec mais, dans les montagnes et dans les îles, les Grecs se soulèvent et massacrent les autorités turques, peu nombreuses. La Morée est affranchie et les délégués des régions libérées, réunis en congrès à Épidaure, proclament l'indépendance de la Grèce.



Musée de l'Armée. Ph. Guiley-Lagache © Archives Photeb.

L'EUROPE CENTRALE ET LES BALKANS JUSQU'EN 1945.

L'Autriche et l'Allemagne qui font aussi partie de l'Europe centrale, sont étudiées aux pp. 15-17 et 23. Les pays d'Europe centrale et balkanique n'ont pas toujours été des pays indépendants ; la région a été dominée, en effet, jusqu'en 1914, par l'Autriche, la Russie et l'Empire ottoman.

La Hongrie.

Les origines.

Au IVe millénaire av. J.-C. une peuplade ouralienne qu'on appelle les *Finno-Ougriens* (voir carte linguistique) quitte la Sibérie occidentale et s'installe entre la Volga et son affluent la Kama ; à la fin du IIIe millénaire, une partie de ces nomades (les *Vogouls* et les *Ostiaks*) retournent en Sibérie ; pour les autres, certains (les *Proto-Finnois*) commencent leur migration vers la Scandinavie, et certains (les *Proto-Hongrois*) demeurent sur place jusqu'au début de l'ère chrétienne.

Les Proto-Hongrois sont alors entraînés par les *peuples de la steppe* vers le Sud-ouest (Turquie, Bulgarie) et les tribus bulgares s'agglomèrent à eux (les *Tchouvaches*, les *Onogoures* d'où viendra le nom de « Hongrois »). Soumis aux Huns, puis aux Turco-Bulgares (Avars, Khazars), ils s'installent, vers le VIIIe siècle apr. J.-C., entre la Volga et le Donetz, menant toujours une vie de nomades pillards dans les steppes de la Russie du Sud. En 889, des peuples turco-tartares, les *Petchenègues,* font pression sur les « Hongrois ». Une partie de ceux-ci se choisissent un chef commun, Árpád, chef de la tribu Megyer. C'est Árpád qui franchit les Carpates avec environ 300 000 personnes (selon les estimations) et s'installe vers 895-896 dans la région que les Romains appelaient la Pannonie et qui est devenue la *Hongrie*. Rappelons que la langue hongroise trahit l'aspect composite de l'ethnie.

Les grandes lignes de l'histoire jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

Voir p. 135.

● *Avant 1918.*

— Au Xe siècle, les Hongrois, cavaliers pillards que certains chroniqueurs identifient aux Huns (ce qui est une erreur), terrorisent l'Occident de 899 à 955 (trente-trois invasions successives en Allemagne, en Italie du Sud et même en France, dans le Languedoc et le Toulousain) ; leurs expéditions prennent fin avec la victoire du Lechfeld remportée sur eux par l'empereur d'Allemagne Otton Ier.

— La dynastie arpadienne (970-1301) voit la conversion des Hongrois au christianisme (saint Étienne) et la formation du royaume chrétien de Hongrie qui connaît son apogée à l'époque de Mathias Corvin (1458-1490). La société est surtout rurale (grands propriétaires, tenanciers, métayers) et les villes poursuivent leur développement (quatre villes dont Buda : chacune 20 000 habitants), l'industrie du cuivre est florissante ; la vie intellectuelle et artistique est influencée par l'Italie. En 1526 la Hongrie tombe aux mains des Turcs, puis en 1711 aux mains de l'Autriche (voir ci-dessus p. 24).

● *De 1918 à 1945.* La Hongrie fait partie des vaincus en 1918 ; la République provisoire (Karolyi) doit faire face à l'agitation bolchevique dont le leader est Béla Kun, camarade de lutte de Lénine, qui prend le pouvoir et organise — comme en Allemagne — une *République des Conseils.* Il est renversé par l'amiral Horthy, qui met fin à l'agitation socialiste dans le pays. La Hongrie devient une pseudo-monarchie (Horthy est *régent*) et la contre-révolution s'exerce impitoyablement (terreur blanche, mise hors la loi du parti communiste). Les gouvernements successifs (Bethlen : 1921-1931, Gömbös : 1932-1936, Darányi : 1936-1938) font une politique « de droite » qui subit l'influence, à partir de 1937, du nazisme (le parti des *Croix fléchées,* antisémite). La Hongrie, qui reçut en 1939 la Ruthénie lors de l'annexion de la Tchécoslovaquie par Hitler, est neutre en 1939 ; malgré la présence — dans le peuple — d'un sentiment antinazi, les classes dirigeantes, dans l'ensemble, sont germanophiles et en juillet 1941 le régent Horthy, à nouveau au pouvoir, envoie des troupes sur le front russe tandis que dans le pays le



Les démembrements successifs de l'Empire ottoman : en 1856, après le traité de Paris (à gauche) ; en 1878, après le congrès de Berlin (au centre) ; en 1913, après le traité de Bucarest.

parti communiste clandestin et les socialistes organisent difficilement la résistance au régime et au nazisme.

La question balkanique.

États et nationalités de l'Europe centrale et balkanique.

Cette région de l'Europe, véritable puzzle ethnique, linguistique et politique, est composée de territoires qui ne sont devenus des États indépendants qu'au XIXe ou au XXe siècle. Avant leur indépendance, ils appartenaient à l'une des trois grandes puissances surveillant les Balkans : l'Autriche, la Russie, l'Empire ottoman ; après leur indépendance — acquise par des guerres de libération sanglantes ou par le jeu des traités internationaux — ces États ont en général vu leur territoire se modifier au gré des hasards de l'histoire, des alliances adroites ou maladroites, des querelles intestines ; leur histoire est résumée chronologiquement p. 136.

Les crises balkaniques au XIXe et au XXe siècle.

● *Leurs causes sont liées à la question d'Orient.*

— L'Empire ottoman contrôle les Détroits et les pays avoisinants (Bulgarie, Roumanie, Grèce) ; il paralyse ainsi la flotte russe de la mer Noire. La Russie saisit alors tous les prétextes pour intervenir militairement, faire des guerres faciles contre la Turquie et en obtenir des concessions territoriales lui donnant l'accès à la mer Méditerranée et aux Détroits.

— L'Autriche — à partir de 1867 : l'Autriche-Hongrie — remettra généralement en cause les accords russo-turcs, car elle veut conserver sa prépondérance dans les Balkans et voit d'un mauvais œil l'installation des Russes à proximité de ses frontières. Elle y tient d'autant moins que l'Empire austro-hongrois est très morcelé et que les *minorités slaves* y sont nombreuses (le foyer national en est la Serbie) ; or ces minorités s'agitent, réclament leur autonomie, et risquent de voir leurs revendications renforcées par la présence de la Russie dans les Balkans.

— La Grande-Bretagne s'intéresse aux Détroits ; non pour les contrôler, mais pour s'assurer qu'ils ne tombent pas aux mains des Russes, qui mettraient alors en cause la sécurité de la flotte britannique en Méditerranée.

— La France et l'Allemagne sont, en principe, en dehors de ces problèmes ; mais elles n'y restent pas indifférentes : l'Allemagne parce que, à partir de 1871, elle se sent l'arbitre du monde ; et la France en raison de ses intérêts culturels traditionnels au Moyen-Orient (qui remontent, en un sens, aux croisades).

● *Les mouvements nationalistes* sont l'occasion rêvée pour déclencher une guerre ou une intervention ; les problèmes balkaniques sont donc liés à l'*ouverture de la question d'Orient.* Nous avons résumé dans les cartes ci-dessus les étapes essentielles de la question.

● *Le démembrement partiel de l'Empire ottoman* au Congrès de Berlin en 1878 n'a pas mis fin aux difficultés ; bien au contraire il a créé de nouveaux problèmes : une rivalité austro-russe qui va modifier le sens des alliances en Europe (provoquant le rapprochement franco-russe) et un désir accru, comme par contagion, d'indépendance chez les peuples chrétiens dominés par les Turcs.

— Une première crise éclate en 1885 (crise bulgare) : la Roumélie orientale, restée sous domination turque, se soulève et se déclare unie à la Bulgarie. Cela donne au tsar Alexandre III l'occasion de se manifester, d'obtenir l'abdication du prince de Bulgarie (Alexandre de Battenberg) et de placer à Sofia un gouvernement soumis. Il en résulte une tension austro-russe qui manque de conduire à la guerre ; Bismarck intervient avec énergie. Alexandre III doit s'incliner : mais la Russie n'est déjà plus dans le camp des empires centraux.

— Jusqu'en 1903, malgré les massacres du sultan Abdülhamid II en Arménie, en Crète et en Macédoine, le *statu quo* est maintenu par les Balkans : la Russie s'intéresse à l'Extrême-Orient (construction du transsibérien) et l'Autriche-Hongrie ne craint pas les nationalistes de Serbie dont le roi est à sa dévotion (moyennant finances).

— Le 10 juin 1903, le roi de Serbie Alexandre Obrenović est assassiné par un officier nationaliste affilié à la société secrète de la *Main noire ;* le nouveau roi est Pierre Ier de Serbie (Pierre Karajorvié), francophile (il sort de Saint-Cyr), slavophile et anti-autrichien. Dès lors, la Serbie excite le nationalisme slave à l'intérieur de l'Empire autrichien (les Slaves de la Yougoslavie actuelle). Au même moment — ou presque — les Russes sont contraints de renoncer à leurs ambitions en Extrême-Orient (échec contre le Japon en 1904-1905) ; ils s'intéressent à nouveau aux Balkans et les conditions d'une *crise balkanique* (tension austro-russe) sont à nouveau réalisées. En 1908, la révolution *jeune-turque* donne au chancelier autrichien Aehrenthal le prétexte d'annexer la Bosnie-Herzégovine (c'était un territoire turc administré par l'Autriche depuis le Congrès de Berlin) ; ainsi, pensaient les Autrichiens, les Slaves de Yougoslavie mettraient peut-être une sourdine à leur agitation devant cette annexion. La Serbie proteste, en appelle à la Russie qui est incapable de mettre sur pied une armée suffisante ; le panslavisme serbe ne vaut pas une guerre, semblent penser les Russes et les Français.

— En 1912-1913, on voit poindre les conséquences de l'imperfection du Congrès de Berlin : des chrétiens grecs, bulgares et serbes encore sous domination turque (voir figure) se révoltent, après qu'eut été constituée la *Ligue balkanique* entre les petits pays des Balkans (à l'initiative de la Serbie et de la Bulgarie). La coalition triomphe de la Turquie, mais les prétentions de la Bulgarie déclenchent une guerre *serbo-bulgare* qui tourne à l'avantage des Serbes. Le traité de Bucarest (10 août 1913) achève le démembrement de la Turquie d'Europe ; la Serbie, victorieuse et agrandie, inquiète de plus en plus l'Autriche où l'agitation slave est de plus en plus forte.

— Lorsqu'en juin 1914 le Bosniaque Prinzip (membre de la Main noire, comme on l'apprendra après la guerre) assassine l'archiduc héritier d'Autriche à Sarajevo, l'Autriche — exaspérée par cette dernière crise — décide d'en finir avec la Serbie : étant donné les mœurs internationales de l'époque et la conjoncture, cela semble naturel. Mais ce qui aurait dû être une troisième guerre balkanique dégénère en conflit mondial (voir p. 98).

Bulgarie, Grèce et Roumanie.

Se reporter aux pp. 136 et 137 pour la chronologie des événements.

● *Bulgarie.* Le pays a été peuplé par des tribus turco-mongoles au VIIIe siècle. La conversion au christianisme grec est réalisée sous Boris Ier (852-889). L'apogée du royaume bulgare se situe sous la dynastie des Asénides (XIIe-XIIIe siècles) ; à partir du XIVe siècle la Bulgarie tombe sous la dépendance de l'Empire ottoman.

Le traité de Berlin (1878) donne naissance à la *principauté de Bulgarie* et à la province autonome de *Roumélie orientale* (sous contrôle turc) ; les deux territoires sont réunis en 1885 et, en octobre 1908, à la faveur de la révolution jeune-turque, la Bulgarie proclame son indépendance. Le prince Ferdinand de Saxe-Cobourg-Koháry est élu *tsar* de Bulgarie le 7 juillet 1887 ; Boris III lui succède (1918-1943). Celui-ci a tenté de « démocratiser » la Bulgarie et d'opérer un rapprochement avec la Yougoslavie ; mais la vie politique est



L'Europe après les traités de 1919-1923.
(Le pointillé délimite les territoires des empires centraux en 1914.)

troublée par l'agitation des communistes, des nationalistes macédoniens et le totalitarisme de Stambolijski (exécuté en 1923). Boris III est obligé de suspendre la constitution et d'agir en souverain absolu pour rétablir l'ordre dans l'État ; il signe avec la Yougoslavie le pacte de 1937 et se rapproche des puissances de l'Axe. En 1941, la Bulgarie entre en guerre aux côtés de l'Allemagne contre les Alliés, mais elle ne rompt pas les relations diplomatiques avec l'URSS ; en 1944, après les victoires de l'Armée rouge, il se constitue un gouvernement antinazi (Kimon Georgiev, chef du parti indépendant *zveno*) et la Bulgarie change de camp.

● *La Grèce.* Incorporée successivement dans l'Empire romain, l'Empire byzantin et l'Empire turc, la Grèce n'obtient son indépendance que le 14 septembre 1829 (traité d'Andrinople), après une guerre de huit ans contre la Turquie. L'histoire de la Grèce, de 1830 à 1919, se divise en trois périodes :

— La couronne de Grèce fut offerte d'abord au prince Otto de Bavière, renversé en 1862 après la guerre de Crimée.

— Georges de Danemark lui succède sous le nom de Georges Ier et un régime de monarchie constitutionnelle s'établit en 1875.

— C'est sous le règne de Georges Ier qu'eurent lieu les révoltes de Crète contre les Turcs et la crise balkanique de 1908 (voir ci-dessus) à la suite de laquelle le ministre Venizélos entreprend son œuvre de réunion des territoires grecs (ligue balkanique en 1912, guerre contre la Turquie).

Voir aussi p. 136.

● *La Roumanie.* C'est l'ancienne Dacie des Romains. Elle n'apparaît comme monarchie unitaire qu'en 1881 (après son entrée en guerre contre la Turquie aux côtés de la Russie et le traité de Berlin de 1878) ; le prince Charles de Hohenzollern fut le premier souverain de Roumanie sous le nom de Charles Ier. Auparavant les provinces roumaines, Transylvanie, Moldavie, Valachie, étaient des territoires dépendant des grands empires (Autriche, Russie, Turquie). Les principaux événements sont rappelés p. 139, retenons les grandes lignes de l'histoire roumaine.

— Charles Ier (1881-1914) voit son règne marqué par l'annexion et la *magyarisation* de la Transylvanie et par la guerre des *Balkans* (contre la Bulgarie, en 1913).

— Après la Première Guerre mondiale, la Roumanie récupère les territoires qu'elle avait cédés à l'Autriche-Hongrie, et le successeur de Charles Ier, Ferdinand Ier (1914-1927) doit faire face au problème des minorités (25 % de la population roumaine est composée de Hongrois, de Russes, de Bulgares, d'Allemands, de Serbes), au développement de l'antisémitisme, à la question agraire (petits paysans incapables de s'intégrer à la vie économique embryonnaire du pays), à l'afflux des capitaux étrangers, attirés par le pétrole.

— Ferdinand Ier déshérite son fils Charles en raison de sa liaison avec Mme Lupescu et laisse la couronne à son petit-fils Michel Ier (1927-1930) qui est alors âgé de six ans. Charles reprend le pouvoir en 1930 et règne sous le nom de Carol II (1930-1940). Il laisse le parti extrémiste de Cornelius Codreanu (les *Gardes de fer,* fondés en 1931) plonger le pays dans une agitation politique de mauvais aloi. Le roi Carol est incapable de résister, en 1938, à Hitler qui convoite les pétroles roumains ; il abandonne successivement la Bessarabie, la Bucovine, la Transylvanie. L'armée impose à ce médiocre souverain d'abdiquer et le général Antonescu prend le pouvoir en septembre 1940 (voir p. 117).

Les nouveaux États d'Europe centrale entre 1919 et 1945.

Les traités de 1919-1923 ont transformé l'Europe centrale et les Balkans. Le président américain Wilson — arbitre de la conférence de paix et grand créancier de tous les belligérants — impose sa politique des nationalités : la guerre a eu lieu parce que les minorités étaient opprimées, donnons-leur satisfaction et l'on supprimera toute cause de guerre ; autrement dit, réalisons une *right peace,* une paix du droit. Ainsi furent créées la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, tandis que la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce étaient plus ou moins remodelées (la Pologne est étudiée p. 91).

Or dans tous ces États on assiste à une même dégradation de la situation politique de 1919 à 1939 :

● *Les monarchies installées* (ou les républiques) tournent à la dictature soit par contagion du fascisme italien ou du nazisme, soit par l'ambition de leurs chefs. En Bulgarie, le *Roi Tsar* (Boris III) fait la politique de l'Axe (entrée en guerre contre les Alliés en 1941-1942) ; en Hongrie l'antibolchevisme a les résultats décrits plus haut ; en Roumanie le pays se désintègre sous la conduite d'un roi incapable (Carol II et Mme Lupescu) ; l'Albanie est conquise par l'Italie ; la Yougoslavie, minée par les rivalités entre Serbes orthodoxes et Croates catholiques, est le théâtre de meurtres politiques continuels (même en pleine Chambre des députés) et le roi Alexandre est assassiné par des membres d'une société secrète croate, l'*Oustacha,* spécialisée dans le terrorisme (cette société existe encore aujourd'hui) ; Pierre II de Yougoslavie se rapproche, lui aussi, des puissances de l'Axe.

● *Seule la Tchécoslovaquie* constitue un État viable, grâce à la sagesse de son chef, le président Masaryk (1850-1937) et de son ministre des Affaires étrangères Benès (1884-1948). Pays dont la prospérité est fondée sur l'industrie (réalisée chez les Sudètes) et l'agriculture (les Slovaques), elle a à résoudre le difficile problème des minorités : 3 200 000 Allemands, 700 000 Hongrois, 500 000 Ruthènes pour neuf millions environ de Tchécoslovaques. C'est le prétexte d'aider les minorités allemandes qui conduit Hitler à soutenir leurs revendications (Konrad Henlein) et à détruire l'État tchèque en 1939 (la Tchécoslovaquie résoudra le problème des minorités après la guerre en expulsant les Allemands des Sudètes et en pratiquant avec la Hongrie un échange de population).


Arrestation de Prinzip, auteur de l'attentat de Sarajevo qui déclencha la guerre de 1914-1918.



Ph. Jeanbor © Archives Photeb.


Ph. © Keystone.

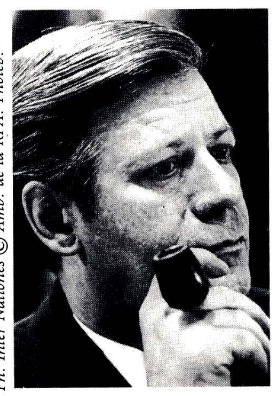

Konrad Adenauer (1876-1967)


Ph. © Keystone.

Ludwig Erhard (1897-1977)


Ph. © Keystone.

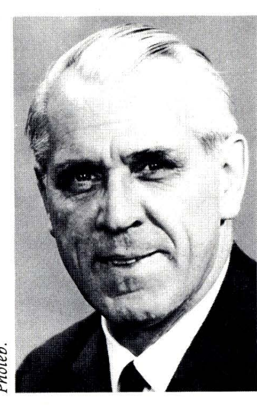
Willy Brandt (né en 1913)


Ph. Inter Nationes © Amb. de la RFA. Photeb.

Helmut Schmidt (né en 1918)


Ph. © Keystone.

Walter Ulbricht (1893-1973)


Ph. © ADN-Zentralbild Amb. de la RDA. Photeb.

Willi Stoph (né en 1914)

L'EUROPE CENTRALE ET L'ALLEMAGNE DEPUIS 1945.

Voir pp. 126 à 128, les différents traités, accords, etc., qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale.

Les deux Allemagnes.

L'Allemagne occupée (mai 1945-août 1949).

● *Vaincue,* ses villes rasées, ses populations décimées, affamées et vivant d'expédients, l'Allemagne subit d'abord les conséquences de sa folie et de celle de ses maîtres nazis. Les habitants des villes entassent les pierres, déblayent les ruines; il n'y a sans doute pas un seul Allemand qui n'ait vécu sa « tragédie » personnelle. Les vainqueurs occupent tout le pays, conformément à l'accord signé à Londres en novembre 1944 et complété le 1er mai 1945 : quatre *zones d'occupation* (soviétique, américaine, anglaise, française) découpent le territoire; les vaincus n'ont pas à se poser de problèmes économiques, politiques ou sociaux : tout est décidé par les autorités d'occupation. Le premier acte des Alliés (prévu par les accords de Potsdam du 2 août 1945) fut d'amputer le territoire allemand du pays situé à l'est de la ligne Oder-Neisse (une grande partie de l'ancienne Prusse) au profit des Polonais. Les habitants de ces pays furent transférés en zone soviétique ou en zone occidentale, créant un *problème des réfugiés* dont la solution a été très lente.

● *Les quatre Grands* ne sont d'ailleurs pas d'accord entre eux. L'URSS installe les bases d'un futur État satellite; les États-Unis et la Grande-Bretagne, partisans d'une réunification (l'Allemagne de l'Ouest, bouclier contre le communisme), fusionnent leurs zones en 1946; la France — fidèle à une vieille politique — réclame sans l'obtenir l'internationalisation de la Ruhr; la Sarre est rattachée économiquement à la France. En 1948 les Anglo-Américains acceptent le principe d'une réunification des zones, en avril 1949 les *accords de Washington* répartissent à l'avance les pouvoirs entre le futur gouvernement allemand et les puissances occupantes, et le 14 août 1949 ont lieu des élections. La *République Fédérale Allemande (Bundesrepublik Deutschland)* est née; son *chancelier* (élu) est le Dr Konrad Adenauer dont la personnalité dominera les vingt premières années de la République. Un problème en suspens : celui de la Sarre, qui retournera à l'Allemagne en 1957. Réplique immédiate des autorités d'occupation soviétiques aux Anglo-Américains : transformation de la zone soviétique en une *République Démocratique Allemande (Deutsche Demokratische Republik)* le 7 octobre 1949. Progressivement les deux États ont vu la pression des occupants se relâcher et ont accédé à l'autonomie juridique complète (on désigne habituellement les deux États allemands par leur sigle : RFA pour l'Allemagne de l'Ouest et RDA pour l'Allemagne de l'Est).

● *Deux problèmes n'ont pas été résolus :* celui de Berlin et celui de l'unité de l'Allemagne. Berlin, capitale de l'ancienne Prusse, symbole de sa puissance, est située en zone soviétique. La ville a d'abord été divisée en quatre secteurs (un par grande puissance), puis en deux unités administratives : Berlin-Est et Berlin-Ouest. Pour éviter que les habitants de Berlin-Est ne passent à l'Ouest, puis, de là, en République Fédérale — hémorragie démographique qui aurait été fatale pour la RDA — les autorités de l'Allemagne de l'Est ont été amenées à matérialiser la frontière entre les deux secteurs, à Berlin, par un mur fortifié et gardé, élevé le 13 août 1961. D'autre part, l'accès à Berlin-Ouest exige la traversée de la zone soviétique; il est donc possible aux autorités de l'Est de pratiquer le *blocus* de Berlin-Ouest (ce qui eut lieu entre le 12 juin 1948 et le 12 mai 1949; pour forcer le blocus, les Alliés utilisèrent un pont aérien afin de ravitailler la ville). La situation est restée bloquée jusqu'en mai 1972, époque à laquelle la RDA et la RFA ont signé un accord sur les communications permettant l'accès de Berlin-Est aux Allemands de l'Ouest et aux étrangers à la RDA. Cet accord, entré en vigueur le 18 octobre 1972, a toutefois subi de nombreuses violations. Quant à l'unité totale de l'Allemagne, le problème se pose ainsi. Les Occidentaux considèrent que le seul régime légitime de l'Allemagne est celui de la République Fédérale; le bloc soviétique admet (depuis 1955) l'existence légale de la République Fédérale, mais pose comme tout aussi légale celle de la RDA. La politique conciliatrice menée par le chancelier Willy Brandt à partir de 1969 a conduit les deux Allemagnes à élaborer un *traité fondamental* (signé à Bonn le 8 novembre 1972 et à Pankow le 21 décembre de la même année) par lequel les deux États reconnaissent mutuellement leur indépendance, leur souveraineté et leur intégrité territoriale.

La République Fédérale Allemande.

Voir la chronologie des événements p. 138.

Constitution et vie politique. La République Fédérale Allemande est divisée en dix pays *(Länder)* plus Berlin-Ouest (qui est aussi considéré comme un *Land*); chaque *Land* est pourvu d'une assemblée élue *(Landtag)* et d'un gouvernement responsable. La fédération est dirigée par un président fédéral à pouvoirs réduits, élu par la Chambre des députés *(Bundestag)* qui possède le pouvoir législatif; un *Bundesrat,* représentant les pays, a droit de *veto.* Le ministère (dirigé par un chancelier) est responsable devant le Parlement. La vie politique est dominée par le parti chrétien-démocrate (*Christlich-Demokratische Union,* en abrégé CDU), le parti social-chrétien (*Christlich-Soziale Union,* CSU), le parti social-démocrate (*Sozial-Demokratische Partei Deutschlands,* SPD) et le parti libéral démocratique (*Freie Demokratische Partei,* FDP). Les autres partis, dont le rôle dans la vie politique est très faible sinon inexistant, sont : le parti allemand (*Deutsche Partei,* DP), le parti néo-nazi (*National-Demokratische Partei Deutschlands,* NPD).

Les présidents de la République Fédérale Allemande ont été Théodor Heuss, élu en 1949, réélu le 18 juillet 1954, le Dr Heinrich Lübke, élu le 1er juillet 1959, réélu le 1er juillet 1964, Gustave Heinemann, élu en 1969 (à Berlin), Walter Scheel, élu en 1974 et Karl Carstens, élu en 1979.

De 1949 à 1963, l'Allemagne a été dirigée par le chancelier Adenauer; la coalition politique CDU/CSU dominant largement les autres partis à la Chambre : (139 sièges sur 402 en 1949, 243 sur 487 en 1953, 270 sur 497 en 1957, 242 sur 499 en 1961, 245 sur 496 en 1965; son principal adversaire, le SPD obtenant successivement 131 sièges, 151 sièges, 169 sièges, 190 sièges, 202 sièges). En octobre 1963, le chancelier Erhard succède à Konrad Adenauer. Il a été lui-même remplacé le 1er décembre 1966 par le Dr K.G. Kiesinger (CDU), qui a formé un gouvernement de grande coalition : (CDU/CSU et SPD) avec Willy Brandt (SPD) aux Affaires étrangères et le Dr Schiller (SPD) à l'Économie. En 1969, la dissolution de la grande coalition permet l'élection au poste de chancelier du socialiste Willy Brandt. Celui-ci reste au pouvoir jusqu'en 1974. Les problèmes fondamentaux de la politique intérieure allemande concernent alors les menées extrémistes de droite (néo-nazie du NPD) et de gauche (le « terrorisme » urbain de la « bande à Baader » par exemple), les divisions internes du parti social-démocrate, l'opposition de la droite classique (Rainer Barzel et la CDU, Franz Josef Strauss et la CSU), et la méfiance des libéraux qui détiennent les ministères de l'Économie et de l'Intérieur. Vainqueur de Rainer Barzel aux élections législatives de novembre 1972, Willy Brandt a pu continuer de mener une grande politique étrangère (voir ci-après). Toutefois un scandale politique provoque sa chute en mai 1974. Après l'élection présidentielle du 15 mai (Walter Scheel), c'est Helmut Schmidt, ministre socialiste de l'Économie, qui est élu chancelier, poste qu'il occupe jusqu'en octobre 1982. L'opposition libérale (CDU+CSU) prend alors le pouvoir; le nouveau chancelier est Helmut Kohl qui, après la dissolution de janvier 1983, gagne à nouveau les élections (55,8 % des suffrages à la coalition CDU+CSU).

● *Priorité à l'économie.* C'est le mot d'ordre de la vie politique allemande depuis 1950; c'était la doctrine du Dr Erhard, ministre de l'Économie de 1949 à 1963, et chancelier de 1963 à 1966. L'idée de base est la suivante : encourager la production et faire passer les problèmes économiques avant les problèmes politiques et le problème social; autrement dit, développer une économie de type libéral. Le système a parfaitement joué et il en est résulté une société prospère, capitaliste et stable, fondée sur le libéralisme et la décentralisation. La hausse régulière du revenu national — qui a connu un fléchissement passager en 1966 — est le signe de bonne santé de l'économie allemande. La vie politique a suivi cette prospérité; tranquille, à peine perturbée par quelques petits scandales dévoilés par les ennemis du régime (la RDA, par exemple, a accusé le président Lübke — un ancien architecte — d'avoir eu des complaisances pour le nazisme) et par les menées extrémistes.

● *Il existe cependant des problèmes.* Le miracle allemand semble avoir pris fin en 1966, ce qui a causé la chute du chancelier Erhard : baisse des taux de croissance des investissements, des indices de production, augmentation du coût de la vie et du chômage. Le libéralisme optimiste bat alors de l'aile et des mesures de planification et de stabilisation budgétaires sont prises; quelques scandales d'influence augmentent le malaise et l'association politique CDU/-CSU/FDP éclate. Le 1er décembre 1966 les sociaux-démocrates prennent la place de la FDP dans le gouvernement (ce qu'on appelle la *grande coalition*); il n'y a plus de libéraux dans le cabinet Kiesinger et une économie plus scientifique est mise sur pied (le *plan Schiller*). De nouveaux problèmes économiques font éclater la grande coalition en 1969, et les libéraux reviennent au pouvoir, qu'ils partagent avec les sociodémocrates. L'agitation sociale se développe, sans cependant menacer gravement la vie économique du pays, du moins à brève échéance.

A partir des années 1970, les problèmes classiques de l'inflation, du chômage et de l'énergie apparaissent. La prodigieuse croissance économique de la RFA lui a permis d'aborder la crise mondiale avec optimisme; bien que la croissance industrielle ait diminué à partir de 1975, et malgré un chômage relativement important, les excédents de la balance commerciale et de la

balance des payements se maintiennent (l'Allemagne de l'Ouest exporte environ le quart de sa production) et la monnaie allemande reste très forte. Quelques mesures spectaculaires ont favorisé cette situation : libération du cours du deutsche Mark (DM) par rapport au dollar américain en mai 1971, institution du contrôle des changes (février 1973), arrêt de l'immigration (novembre 1973), développement du système de la *cogestion* des entreprises.

La politique d'austérité et d'assainissement de l'économie porte ses fruits : le taux d'inflation (6 % en 1972) tombe en dessous de 3 % en 1984; le taux de croissance redevient positif (3 % en 1984) et les balances sont excédentaires. Les problèmes les plus difficiles à résoudre sont ceux du chômage (2,3 millions de chômeurs en 1983) et ceux de l'opposition pacifiste, d'ailleurs hétérogène (procommunistes, chrétiens pacifistes, écologistes), qui porte souvent le désordre dans la rue.

La politique étrangère de la RFA reste constante, fondée sur l'adhésion à l'OTAN, sur le principe de l'équilibre des forces en Europe et sur l'attachement à la politique militaire des États-Unis (installation des Euromissiles *Pershing* sur le territoire de la RFA).

● *En politique extérieure,* le but poursuivi par la République Fédérale Allemande (réunification des deux Allemagnes) reste malgré tout un objectif théorique; une politique d'entente avec les démocraties populaires (Roumanie) permet d'envisager l'enveloppement de l'Allemagne de l'Est.

Le chancelier Brandt a mené victorieusement une politique d'ouverture à l'Est *(Ostpolitik),* malgré l'opposition de la CDU et de la CSU, hostiles à tout rapprochement avec l'URSS et ses satellites. En février 1970, il ouvre avec la Pologne des négociations relatives à la frontière occidentale de celle-ci, qui aboutissent au traité de Varsovie de décembre 1970; en juillet 1970, après les entretiens du Kremlin entre Walter Scheel et Gromyko, un accord germano-soviétique (traité de Moscou) est préparé, puis signé le 12 août, relatif au *statu quo* européen. Le rapprochement avec la RDA s'annonce dès 1970 (rencontres entre Willy Brandt et Willi Stoph, Premier ministre de la RDA); il se confirme avec la signature du traité fondamental, le 21 décembre 1972. En juin 1973, la RFA et la Tchécoslovaquie signent un traité annulant et condamnant les accords de Munich, qui dataient de 1938, et la RFA entame une série de relations avec l'URSS et les républiques populaires d'Europe centrale. Dès l'automne 1973, la RFA est admise à l'ONU.

A partir de 1972-1973, la RFA joue davantage le jeu du Marché commun, tout en maintenant de bonnes relations économiques avec les États-Unis, ce qui ne va pas sans difficultés, notamment avec la France, à propos, notamment du Marché commun agricole. Enfin la grande question du Marché commun est, évidemment, à l'ordre du jour : la RFA occupe la première place dans tous les secteurs économiques importants au sein de la CEE (voir p. 128).

La République Démocratique Allemande.

Voir la chronologie des événements p. 140.

● *Constitution.* Le pays est divisé en quatorze arrondissements *(Bezirke)* plus Berlin-Est. Selon la constitution votée le 7 octobre 1949, le pouvoir législatif appartient à la Chambre du Peuple *(Volkskammer)* et à la Chambre des Arrondissements *(Bezirkstag),* élues au suffrage universel. C'est la *Volkskammer* qui élit le *Conseil d'État* (23 membres) dont le président est en même temps le chef de l'État; elle contrôle le conseil des ministres. Cette organisation a été modifiée le 6 avril 1968 par un référendum.

● *Les partis politiques* sont nombreux : parti démocrate paysan (DBD), parti libéral démocratique (LDBD), parti chrétien-démocrate (CDU), parti national-démocrate (NDPD). Mais en fait ces partis ne sont pas de véritables oppositions au parti majoritaire, le parti socialiste unifié (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands,* ou SED) dont le leader, Walter Ulbricht, est la personnalité la plus marquante de la République. Depuis 1950 les électeurs se voient proposer une liste de *front national* unique, établie par un accord entre les partis. La RDA vit, en fait sous le régime du *parti unique,* le front national obtient ainsi régulièrement 99 % des suffrages exprimés. Le véritable chef de l'État est donc le leader du SED; c'est pourquoi à la mort du président de la RDA, Wilhelm Pieck (1960), la constitution fut amendée et l'on remplaça le *président de la République* par un *Conseil d'État* dont le président Walter Ulbricht, leader du SED, fut en même temps le premier personnage de la RDA.

● *Comme en Allemagne de l'Ouest,* mais avec d'autres méthodes, priorité est donnée à l'économie. L'économie planifiée, comme en URSS, vise à la construction du *socialisme;* les entreprises, nationalisées, sont « la propriété du peuple ». La *cogestion* (gestion des entreprises par une assemblée composée de propriétaires et de travailleurs), appliquée en Allemagne de l'Ouest depuis 1951, n'existe pas dans la RDA où les entreprises sont gérées par un directeur responsable de la réalisation du plan. Les richesses naturelles de l'Allemagne de l'Est, la qualité de sa main-d'œuvre et son sens de l'organisation en ont fait la cinquième puissance industrielle de l'Europe.

● *Sur le plan intérieur,* on assiste à quelques changements, liés au départ de Walter Ulbricht (qui meurt le 1er août 1973). Le vieux leader abandonne son poste de Premier secrétaire du parti socialiste unifié (SED) le 3 mai 1971, au profit d'Erich Honecker, mais il reste président du Conseil d'État jusqu'à sa mort. C'est Willi Stoph, le Premier ministre, qui lui succède le 3 octobre 1973 et qui est remplacé à la tête du gouvernement par Horst Sindermann. Le 27 septembre 1974 la constitution est modifiée, écartant toute allusion à une éventuelle réunification de l'Allemagne. Le 29 octobre 1973, E. Honecker succède à Willi Stoph, qui devient Premier ministre.

● *Sur le plan extérieur,* la RDA s'est peu à peu libérée de l'emprise soviétique (bien qu'elle soit encore l'État le plus « satellisé » de l'Europe centrale). Le problème le plus important qui se pose à l'Allemagne de l'Est est celui de sa reconnaissance par les États occidentaux et la surveillance de Berlin (voir ci-dessus, *a*). Les deux événements les plus importants sont la signature du *traité fondamental* avec la RFA et l'entrée de la RDA aux Nations Unies, en 1973.

Les démocraties populaires.

Voir la chronologie des événements pp. 136 à 138.

Généralités.

Les États d'Europe centrale, au lendemain de 1945, ont été — à l'exception de la Grèce et de l'Autriche — transformés en *démocraties populaires.* Les uns avaient été envahis et occupés par les nazis; les autres — ou du moins leurs gouvernants — avaient suivi, plus ou moins contraints et forcés, Hitler et Mussolini. Dans bien des cas, les couches populaires n'avaient admis ni l'occupation, ni la collaboration des classes dirigeantes avec les puissances de l'Axe; en Tchécoslovaquie, en Grèce et surtout en Yougoslavie la résistance au nazisme fut farouche et dramatique.

Le régime « communiste » inspiré par l'URSS s'installe donc normalement dans ces pays où l'Armée rouge est d'ailleurs présente, par la force des choses; nulle part cette implantation ne prendra l'aspect d'une guerre civile, sauf dans le cas de la Grèce qui, finalement, restera dans le camp des Occidentaux et dans celui de la Tchécoslovaquie (« coup de Prague », voir p. 139). Il ne reste plus rien des « cliques » gouvernementales d'avant-guerre; les classes dirigeantes qui profitaient des régimes réactionnaires de Yougoslavie, de Hongrie, etc., ont été éliminées sans trop de difficulté. Dans ces pays dévastés, tout était à reconstruire et même — dans certains cas — à construire; sous la protection ferme de l'URSS se sont élaborées les démocraties populaires : Tchécoslovaquie, Bulgarie, Yougoslavie, Albanie, Roumanie, Hongrie, Pologne. Trait commun à tous ces États : le pouvoir y est contrôlé par le parti communiste, rigoureusement soumis aux directives du parti communiste soviétique. La liaison avec l'URSS est resserrée par la création d'un organisme de solidarité entre tous les partis communistes, le *Kominform,* dont le bureau politique siège à Belgrade.

Les États d'Europe centrale, absolument dépendants de l'URSS, ont été appelés des *États satellites,* ils appartiennent au *bloc oriental* (on ne dit déjà plus le « camp ») et ils sont séparés du monde capitaliste par un *rideau de fer* juridique et psychologique. Le système des relations avec le *bloc occidental* s'amplifiera en 1955, lorsque Khrouchtchev lancera le thème de la *coexistence pacifique* (voir p. 79). Ce qui caractérise l'évolution historique des démocraties populaires, c'est l'effort économique (planifié) pour éviter le sous-développement et la tendance à l'effritement du bloc communiste européen.

Crises et révolutions en Europe centrale depuis 1945.

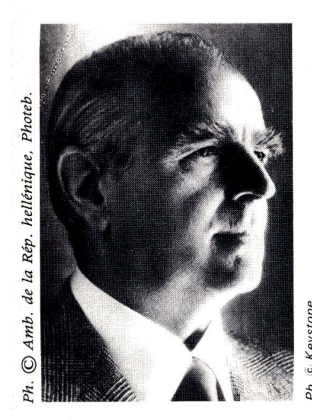
● *La Grèce après la Seconde Guerre mondiale.* Rappelons pour mémoire (voir *Annexe,* p. 136) que le roi Georges II, en exil au Caire pendant la guerre a été rappelé par le peuple hellénique le 1er septembre 1946. Le rétablissement de la monarchie a déclenché une guerre civile entre républicains de tendance communiste (groupés sous l'occupation dans l'Armée de libération populaire, ELAS) et royalistes. Les insurgés installent un gouvernement dissident à Kolitza, en Épire (général Márkos). Soutenues par les Américains, les troupes gouvernementales triomphent en octobre 1949. Sous les règnes de Paul Ier (avril 1947-mars 1964) et de son successeur Constantin II se succèdent les gouvernements du général Plastiras (centre gauche), du général Papagos (1952-1955) et de Karamanlis (1955-1963), gouvernements de droite, et enfin celui de Georges Papandréou (1963-juillet 1965, union des centres).

Les difficultés politiques après la démission de Georges Papandréou provoquent le coup d'État militaire du 21 avril 1967 (6 509 arrestations politiques) qui met à la tête du gouvernement Constantin Kollias. Le nouveau régime est une dictature à peine déguisée, supportée avec résignation par la majeure partie de la population; une tentative de résistance de la part du roi Constantin et de Kollias (13-14 décembre 1967) se solde par l'exil de la famille royale. Il s'instaure alors une dictature militaire, appelée « régime des colonels », défini par la constitution du 29 septembre 1968 (souverain : le roi Constantin II; vice-roi : le général Zoïtakis; Premier ministre : Georges Papadopoulos). Tandis que ce régime se renforce, la Grèce est invitée à quitter le Conseil de l'Europe (30 janvier 1969) et les États-Unis suspendent leur aide militaire (3 août 1971)... pour la reprendre quelques mois plus tard (Le Pirée, base navale pour la VIe flotte). En juin 1973, la monarchie est abolie et, le 25 novembre 1973, un coup d'État renverse Papadopoulos, au profit du général Phaedon Ghizikis qui devient président de la République (Premier ministre : Adamatios Androutsopoulos). Le 23 juillet 1974, à la suite des affaires de Chypre, les « généraux » et les « colonels » d'Athènes remettent leurs pouvoirs aux civils. Constantin Karamanlis, rappelé de son exil, instaure la République (référendum du 8 décembre 1974) et une nouvelle constitution est adoptée par le Parlement (élu le 17 novembre 1974) le 7 juin 1975; Karamanlis reste Premier ministre et la présidence de la République échoit à Constantin Tsatsos. La période 1975-1980 est marquée par les difficultés de Karamanlis avec l'opposition de gauche (notamment avec le parti socialiste mené par Papandréou) et les efforts de la Grèce pour entrer dans la Communauté Économique Européenne. Le parti de Karamanlis gagne les élections de novembre 1977 (majorité absolue au Parlement); le traité d'adhésion au Marché commun est signé le 28 mai 1979, l'entrée officielle de la Grèce dans la CEE étant fixée au 1er janvier 1981. Enfin Constantin Karamanlis est élu président de la République le 5 mai 1980; le libéral Georges Rallis lui succède au poste de Premier ministre. Après la victoire socialiste aux élections législatives d'octobre 1981 (48 % des suffrages), ce poste revient à Andréas Papandréou.

● *La Yougoslavie.* La résistance au nazisme commence en 1941 (voir p. 138) par le coup d'État de Simoric, auquel Hitler répond par le bombardement de Belgrade (6 avril 1941 : 20 000 morts); les Croates, devenus indépendants, organisent un État fasciste (Ante Pavelić) et les *Oustachis* massacrent fanatiquement 200 000 Serbes. L'entrée en guerre de l'URSS (22 juin 1941) déclenche la résistance communiste (les *« partisans »* de Josip Broz, dit Tito). Dans les maquis de Yougoslavie une guérilla s'engage qui coûte au pays 1 600 000 morts, la destruction de toutes ses voies ferrées et environ un million de maisons d'habitation.

Enfin érigée en république populaire fédérative le 31 janvier 1946 (les républiques de Boznie-Herzégovine, Croatie, Macédoine, Monténégro, Slovénie, Serbie, plus deux régions autonomes : Voïvodine et Kosovo-Metohja), pratiquant, sous la direction de son chef, le maréchal Tito, une politique de plan, la Yougoslavie entre, peu à peu, en conflit avec l'URSS de Staline : elle est exclue du Kominform le 28 juin 1948 pour antisoviétisme.

La Yougoslavie de Tito s'est créée une place à part dans le monde des républiques populaires. Une nouvelle constitution est votée en 1963; elle subira quatre amendements entre 1963 et 1974. Les efforts de Tito ont porté sur le développement économique du pays,


Ph. © Amb. de la Rép. hellénique. Photeb.

Constantin Karamanlis (né en 1907) Président de la République Grèce.


Ph. © Keystone.

Joseph Broz dit « Tito » (1892-1980) Président de la République fédérale de Yougoslavie


Ph. © A.F.P.

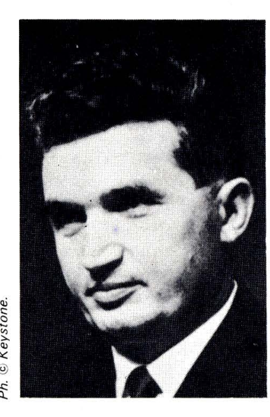
Janos Kadár (né en 1912) Premier Secrétaire du Comité Central du Parti communiste hongrois


Ph. © Keystone.

Gustav Husák (né en 1913) Président de la République et secrétaire général du Parti communiste de Tchécoslovaquie.


Ph. © Amb. de Bulgarie. Photeb.

Todor Živkov (né en 1911) Président du Conseil des Ministres Bulgarie.


Ph. © Keystone.

Nicolae Ceausescu (né en 1918) Président de la République, président du Conseil d'État et secrétaire général du Parti communiste de Roumanie.

bien ouvert sur l'Europe occidentale et sur l'organisation de la république fédérative. Dans le domaine de la politique extérieure, la règle titiste du non-alignement a été pleinement maintenue. A la mort de Tito (4 mai 1980), Tzviétine Miatovič, puis Serguei Kraïgher (le 15 mai 1981) et Petar Stambolič (le 14 mai 1982) sont élus successivement président de la République et du Parti communiste yougoslave. Le gouvernement est dirigé par Vaselin Djuranoviě (1981-1982), puis par Madame Mika Planintz. Les principales difficultés de la Yougoslavie contemporaine concernent la crise économique et l'agitation nationaliste.

● *La Hongrie.* En Hongrie le gouvernement fasciste de Szalasi (les *Croix fléchées*) tombe avec l'arrivée de l'Armée rouge et un gouvernement de front national restructure le pays (réforme agraire d'Imre Nagy : confiscation de tous les domaines de plus de 57,5 hectares, redistribution des terres à 642 000 bénéficiaires) et organise des élections. L'installation d'une démocratie populaire exigea trois ans : les communistes avaient à lutter contre les « petits propriétaires », les anciens fascistes, l'Église (cardinal Mindsenty) et, d'une façon générale, les éléments de droite et du centre, nombreux dans le pays ; Mátyás Rákosi, secrétaire général du parti des travailleurs hongrois, s'empare du pouvoir, élimine ses concurrents (Béla Kovács, Anna Kéthly) et impose une dictature communiste.

Après la mort de Staline (1953), la position de Rákosi devient précaire et il doit abandonner le pouvoir. C'est le moment que saisissent les étudiants de Budapest pour réclamer l'indépendance nationale de la Hongrie, les libertés fondamentales, etc. La manifestation du 23 octobre 1956, après un heurt avec la police, tourne à l'émeute, puis à la révolution ; à la demande du gouvernement de Budapest les troupes soviétiques pénètrent en Hongrie. Entre-temps, Imre Nagy a formé un nouveau gouvernement (modéré) dont se sépare le communiste János Kádár ; mais l'intervention soviétique est brutale : plusieurs milliers de morts à Budapest, vingt mille arrestations, une centaine d'exécutions. A la suite de cette répression, deux cent mille Hongrois quittent leur patrie (la moitié d'entre eux y sont retournés).

La Hongrie de János Kádár a connu un développement économique heureux, mais relativement lent ; le régime s'est libéralisé et le cardinal Mindsenty, réfugié depuis 1956 à l'ambassade des États-Unis à Budapest a été autorisé à partir pour Rome en septembre 1971. Depuis 1975, tout en restant alignée sur l'URSS en ce qui concerne la politique étrangère, la Hongrie s'est tournée vers les économies occidentales et a réorganisé ses structures de production (renoncement à l'égalitarisme des salaires, intéressement des travailleurs aux bénéfices des entreprises). Depuis 1975, le président du Conseil est György Lázár (le président du Conseil présidentiel est Pal Losonczi).

● *En 1961, c'est l'Albanie* qui rompt avec l'URSS. Cette fois-ci, ce n'est pas par désir de se tourner vers les Occidentaux, mais en raison de son communisme stalinien que l'Albanie se sépare du groupe soviétique ; elle est soutenue dans son attitude par le premier ministre chinois de l'époque Zhou Enlai (Chou En-lai) ; le régime a la stabilité classique des démocraties populaires, malgré une nouvelle constitution votée en 1976 : depuis 1953, le Chef de l'État est le général Enver Hoxha (Hodja) ; le président du Presidium est le major général Hadji Lleshi et le président du Conseil le colonel général Mehmet Chehou. Le personnel politique a changé en 1982, Enver Hoxha restant le Premier secrétaire du Parti : le poste de président de la République est occupé par Ramiz Alia ; le Premier ministre est Adil Carcani.

● *Le « printemps de Prague ».* En 1968, c'est la Tchécoslovaquie qui tente de se *libéraliser* (Alexandre Dubček) ; le drame de ce pays n'est pas comparable à celui de la Hongrie : alors qu'à Budapest il existait de véritables éléments anticommunistes et même néofascistes, la Tchécoslovaquie ne cherche pas à faire une révolution politique ; elle ne renie pas le socialisme. Mais l'URSS a interdit à la Tchécoslovaquie de suivre l'exemple de la Yougoslavie.

Le 28 août 1968, Dubček annonce la signature du traité de Moscou et la fin du « printemps de Prague ». La république unitaire, que dominent les Tchèques, devient une république fédérale (égalité de représentation entre les Tchèques et les Slovaques) ; l'épuration politique se développe : les libéraux, les antikominformistes et les révisionnistes sont exclus du pouvoir, puis du Parti (300 000 cartes retirées), et Dubček est éliminé de la vie publique (juin 1970). Les nouveaux dirigeants sont Gustáv Husák, réaliste modéré, et Lubomir Strougal, Premier ministre, partisan d'une répression rapide et efficace. Les consultations électorales reprennent en 1971 ; Svoboda est réélu président de la République le 22 mars 1973, et G. Husák lui succède en mai 1975.

Tandis que la Tchécoslovaquie connaît des difficultés économiques croissantes, l'opposition socialiste se réveille, malgré les procès et les arrestations. Le 1er janvier 1977 deux cent quarante-deux citoyens (en grande partie des intellectuels) signent la *Charte 77* réclamant le respect des droits de l'homme dans leur pays : les autorités gouvernementales réagissent avec sévérité et les signataires de la Charte, deviennent les nouvelles victimes du totalitarisme praguois, huit ans après le suicide par le feu de l'étudiant Jan Palach sur la place Venceslas (16 janvier 1969).

Conclusion.

Il est tentant de comparer l'Europe centrale née de la Seconde Guerre mondiale à celle des traités de 1919-1923. A première vue on peut penser que les deux problèmes cruciaux que n'ont pu résoudre les États entre 1920 et 1939, à savoir celui des minorités nationales et celui du sous-développement, ont été en grosse partie résolus par l'idéologie communiste. Il est de fait que la souffrance commune des républiques yougoslaves sous l'occupation a effacé bien des rancœurs et bien des divisions ; par exemple, les Serbes et les Croates ne sont plus les ennemis irréductibles qu'ils avaient été avant 1945 ; il est certain aussi qu'un semblant de prospérité s'est installé dans ces pays, en particulier en Yougoslavie et en Tchécoslovaquie. Mais l'équilibre qui a été atteint est, selon l'expression consacrée « l'équilibre de la terreur » ; il serait invraisemblable qu'à notre époque un attentat comme celui de Sarajevo puisse déclencher une guerre mondiale, ne serait-ce qu'en raison du suicide collectif que cela supposerait ; mais l'entrée des troupes soviétiques à Prague, le 21 août 1968, a pu faire craindre le pire. Bien plus : les dissensions du monde communiste poussent le bloc occidental à s'introduire peu à peu dans la perspective de l'Europe centrale et l'on peut alors se demander si la rivalité États-Unis/URSS, remplaçant les vieilles querelles austro-russes, n'ouvrira pas de nouvelles crises balkaniques.

La Tchécoslovaquie a tenté, en 1968, d'échapper au contrôle de l'URSS. Cette liberté n'a duré qu'un printemps ; dès l'été, les troupes soviétiques occupaient le pays qui devait renoncer à ses rêves d'indépendance.


Ph. © Keystone.

LA FRANCE

LA GAULE ET LES GAULOIS.

Il y a 3 000 ans, la France ne s'appelait pas la Gaule.

A la fin du Néolithique, le pays qui sera plus tard la Gaule est occupé par des populations agricoles qui ont construit les premières cités lacustres et ont tracé dans le sol les premiers sentiers. Les *Celtes* (Hérodote les appelle *Keltoi*), dont l'origine doit être située entre le Rhin et le Danube, se sont progressivement infiltrés dans l'est et le centre de la Gaule avant le premier millénaire (entre 1600 et 1300 av. J.-C.), mais la grande migration est tardive, entre 700 et 500 av. J.-C., à l'époque dite de *Hallstatt* (à *l'âge du fer*) : ils sont alors fixés entre la Seine et la Garonne et leur culture est déjà très brillante (et très empreinte d'hellénisme : le trésor découvert à Vix, en Côte-d'Or, en 1953) ; à cette période les Celtes construisent pour leurs morts des *tombes à tumulus.* La diffusion des Celtes se poursuit à la période dite de la *Tène* (tombes à inhumation sans tumulus) où ils peuplent le Nord de la Gaule (la Belgique), la Champagne, la Suisse. La fusion entre les autochtones préceltiques et les diverses vagues celtiques a formé le peuple que les Romains appellent les Gaulois *(Gall) ;* ce sont des Celtes qui, vers 400 av. J.-C., attaquent la colonie grecque de Massilia (Marseille). Ajoutons qu'en Armorique (Bretagne actuelle) et en Aquitaine, comme sur la côte méditerranéenne, les Celtes ne sont que des minorités ethniques par rapport aux premiers occupants, tout au moins à l'époque où nous nous plaçons.

« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits... » : nulle déclaration ne fut plus souvent bafouée que la **Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen,** *avant, pendant et après la Révolution !*

Musée Carnavalet. Ph. Gulley-Lagache © Archives Photeb. T.



La Gaule avant la conquête romaine.

La conquête romaine.

Les Gaulois.

● *Peuplement et divisions de la Gaule.* Les Gaulois, qui n'étaient — d'après les archéologues — ni très grands, ni très blonds (ils se décoloraient les cheveux à l'eau de soude), sont un peuple d'agriculteurs : quelques millions d'habitants (entre cinq et vingt, selon les estimations), répartis en 500 tribus environ qui occupent des unités territoriales (*pays,* en latin *pagus*) dont la superficie moyenne est de 100 000 ha. Des associations de tribus forment des unités plus vastes, les « États » gaulois, dont l'homogénéité varie (César en compte 90, il les appelle des *cités :* les Parisiens, les Sélons, les Éburons, les Carnutes, les Bituriges, les Éduens, les Arvernes, les Allobroges, les Séquanes, etc.).

● *Organisation politique.* Chaque *cité* (« État ») est dirigée par quelques grands propriétaires fonciers (dont le nom se retrouve encore dans certains toponymes) qui ont autour d'eux une multitude de clients, d'esclaves, d'hommes de main, de débiteurs, etc. La vie urbaine est presque inexistante, à l'exception des places fortes comme Uxellodunum (dans le Quercy), Burdigala (Bordeaux), Mediolanum (Saintes), Vesunna (Périgueux), Lemonum (Poitiers), Corbilo (Nantes), Autricum (Chartres), Cenabum (Orléans), Avaricum (Bourges) la plus belle « ville » de Gaule, Bibracte (dans le Morvan), Cabilonnum (Chalon-sur-Saône), Matisco (Mâcon), Alésia (Alise Sainte-Reine, dans la Côte-d'Or), Gergovie (Massif Central), Durocortorum (Reims), Lutèce (Paris), etc. Ces « villes » ne sont pas comparables aux villes gréco-romaines ; ce sont des lieux de refuge et peut-être aussi des lieux sacrés (?) ; elles ne sont qu'exceptionnellement des lieux de *marché.*

● *Langue.* Nous connaissons le gaulois par quelques inscriptions, des monnaies, des vestiges toponymiques et des rapports d'auteurs anciens. On identifie cette langue au *celtique continental,* lui-même proche des langues italiques. C'était une langue à déclinaison (comme le latin et le grec) et à conjugaison ; les substantifs pouvaient se fabriquer par dérivation et composition. Quelques mots ont subsisté à

travers le latin : *alauda :* alouette ; *arepennis :* arpent (12,5 ares) ; *beccum :* bec ; *cambiare :* changer ; *carruca :* charrue ; *leuga :* lieue (2 217 m) ; *sapo :* savon.

Au IIIe siècle av. J.-C., les Gaulois ont reçu des Grecs de Marseille l'usage de la monnaie et de l'écriture, qu'ils utilisent pour rédiger des comptes (publics ou privés), mais jamais dans un but littéraire ou poétique.

● *Religion.* A la religion naturiste primitive (culte des pierres — *menhirs* —, des arbres, des rochers, des sources, des cours d'eau, etc.) s'est superposée l'adoration de dieux locaux innombrables : *Cernunnos* (dieu accroupi en position de Bouddha, avec des cornes de bélier ou de cerf), la déesse *Épona* (déesse-jument), le *dieu à 3 têtes* (chez les Rèmes), *Camulos* (dieu guerrier), etc. (*Teutatès* n'est pas le nom particulier d'un dieu, mais celui qui remplace le nom — sacré donc imprononçable — du dieu tribal). La religion comprend des offrandes aux divinités : sacrifices d'animaux ou sacrifices humains, célébrés par les *druides* (chargés de l'enseignement, de la justice, de la médecine, etc.). L'enseignement des druides est oral ; ils ont une assemblée annuelle dans la forêt des Carnutes, au cœur de la Gaule, entre Seine et Loire ; Pline l'Ancien nous a rapporté la cérémonie de la cueillette du gui, le sixième jour de la Lune, coupé avec une faucille d'or et jeté sur un linge blanc (le gui était une plante sacrée, considérée comme un remède contre la stérilité).



La Gaule avant l'expansion franque (vers 480).

La guerre des Gaules.

Les *cités* gauloises se font continuellement la guerre ; les deux derniers siècles qui précèdent la conquête romaine sont marqués par la rivalité des Éduens (entre Loire et Saône, autour du Morvan) et des Arvernes (en Auvergne). Ont profité de ces divisions les Romains, qui s'installent sans difficulté en Provence, et les Suèves d'Arioviste, tribu germanique établie en force dans le Nord. Les Romains avaient — politiquement — accordé leur soutien de principe aux Éduens. C'est pour combattre la puissance excessive d'Arioviste que Jules César intervient en Gaule en 58 av. J.-C., prenant prétexte d'un mouvement de population gênant les Éduens dont le chef est alors Dumnorix. César pénètre en Gaule en libérateur, alors qu'il n'est en fait qu'un conquérant, et les Éduens s'en aperçoivent bien vite. Nous ne conterons pas les péripéties de la *guerre des Gaules ;* rappelons seulement que César utilise tous les moyens pour diviser les Gaulois : ruse, argent, intrigues, exécutions, provocations, etc. ; il y parvient d'ailleurs aisément, puisque certains Gaulois en viendront à combattre dans les rangs romains contre leurs frères de race. Les principaux moments de cette guerre de conquête — pudiquement appelée « pacification de la Gaule » à la manière dont, au XIXe siècle, on nommait les guerres coloniales — sont les suivants : les Suèves d'Arioviste sont taillés en pièces en 58 ; Dumnorix, chef des Éduens (ami « théorique » des Romains, gendre de l'Helvète Orgétorix) est écrasé en 54 ; Ambiorix (roi des tribus belges) se révolte en vain, il est vaincu en 51 ; en même temps César mène quelques campagnes d'intimidation contre les Bretons et les Germains.

La dernière tentative gauloise pour chasser l'envahisseur est due à deux hommes : le chef des druides carnutes que César nomme Gutuater et l'Arverne Vercingétorix ; elle eut lieu au printemps 52. Vercingétorix assiégé dans Alésia se livra à César, payant de sa personne le salut des assiégés (il fut mis à mort six ans plus tard, après avoir été jeté en prison). Après sept ans de guerre, la Gaule avait perdu — selon certaines estimations — près de deux millions d'hommes, tués, torturés ou emmenés à Rome comme esclaves : la France n'a jamais connu — même en 1914-1918 — de guerre aussi meurtrière !

La conquête achevée, la Gaule se romanise très rapidement. Elle est divisée en Gaule narbonnaise (la *Province* proprement dite) et en Gaules Aquitaine, Celtique et Belgique (les trois Gaules). Les places fortes se transforment en villes gallo-romaines et les Latins créent eux-mêmes de nouvelles cités : Carcassonne (ancienne colonie volsque qui tire son nom d'une reine légendaire, Carcas), Nîmes, Avignon, Toulouse, etc. Les seuls éléments de résistance à la romanisation sont les « intellectuels » gaulois, c'est-à-dire les druides dont l'influence est progressivement ruinée par l'occupant et dont les rites sont interdits. A partir du Ier siècle apr. J.-C., la Gaule n'est plus la Gaule, mais un simple pays gallo-romain. Il faudra attendre les invasions barbares pour que se constitue, dans l'hexagone géographique qu'on appelle aujourd'hui la France, une nouvelle nation.

DE CLOVIS A LOUIS XVI.

Les détails sur les dynasties et les règnes ainsi que la chronologie des principaux événements se trouvent aux différents tableaux des pp. 139 à 150.

Le Moyen Age.

Les dynasties franques : Mérovingiens (481-751), Carolingiens (751-987).

Voir aussi p. 139.

● *Les grandes lignes de l'histoire.* Clovis — petit-fils de Mérovée (origine salienne) — a fondé le royaume franc. Époux d'une princesse catholique Clotilde, il se fait baptiser (entre 496 et 499, ou en 507 ? la question n'est pas résolue) par saint Remi à Reims ; ce geste politique lui procure l'appui définitif de l'Église dans sa lutte pour l'hégémonie. Lui et ses successeurs eurent en outre l'habileté de s'incliner devant la culture gallo-romaine qui coexiste avec les coutumes franques ; la fusion « nationale » se réalisa progressivement. L'unité politique était cependant fragile. L'histoire des Mérovingiens est une succession de meurtres, de trahisons, de guerres civiles ou séparatistes entre la Neustrie (entre Seine et Loire), l'Austrasie (France de l'Est), la Bourgogne et l'Aquitaine ; seuls Clotaire Ier, puis Dagobert Ier réalisent une provisoire unité. Après lui les chefs de l'aristocratie foncière, les *maires du palais,* l'emportent sur les rois qui, dépossédés de la plupart de leurs terres et de leurs prérogatives, ne sont plus que des *rois fainéants* (« qui ne font rien »).

Partage du royaume de Clovis.



Une des plus célèbres familles de maires du Palais, les *Pippinides* (origine ripuaire), va au début du VIIIe siècle, évincer définitivement du pouvoir les Mérovingiens et fonder la dynastie carolingienne. Le fils de Pépin de Herstal, Charles Martel, « Sauve » la France de l'invasion musulmane (Poitiers, 732) et son fils, Pépin le Bref, prend la couronne en 751, inaugurant une politique d'entente avec les évêques et la papauté (menacée par les Lombards). Cette politique est poursuivie avec grandeur par le plus important des rois francs, Charlemagne (Charles Ier le Grand, 771-814) que le pape Léon III sacre empereur d'Occident en l'an 800. Charlemagne transfère sa capitale à Aix-la-Chapelle (Aachen) et accorde avec bonheur ses intérêts de conquérant à ceux de la chrétienté : luttes victorieuses contre les Sarrasins en Espagne, les Lombards en Italie, les Avars et les Slaves à l'Est, les Saxons — qu'il convertit — dans le Nord. Ce grand empereur a permis la propagation de la culture romano-chrétienne : il n'appartient en propre ni à l'histoire de la France ni à celle de l'Allemagne, mais à celle de l'Europe. Son œuvre d'unification ne lui a guère survécu et, en 843, les trois petits-fils de Charlemagne se partagent l'empire au traité de Verdun (la France occidentale à Charles le Chauve, la France médiane à Lothaire, la France orientale — entre le Rhin et l'Elbe — à Louis le Germanique) ; la langue se diversifie : on parle le *roman* à l'Ouest et le *tudesque* à l'Est. En même temps apparaissent les Normands ; pour les combattre, il faut permettre aux grands propriétaires de bâtir des châteaux forts, et le morcellement du pays et du pouvoir se poursuit : des dynasties provinciales se forment, les descendants de Robert le Fort (comte d'Anjou, ancêtre des Capétiens, mort en 866) convoitent la couronne carolingienne ; on assiste à la naissance de la féodalité.

● *La société et les institutions.* Le roi franc est un roi guerrier ; il fait la guerre et négocie la paix. A partir de Pépin le Bref il est en outre investi d'une puissance divine, puisqu'il est roi par la *grâce de Dieu.* A la fin du IXe siècle, la royauté, affaiblie, cesse d'être totalement héréditaire : le nouveau roi est *élu* (non par les guerriers, mais par les évêques et les chefs de l'aristocratie), ce qui confère à la royauté un caractère de *fonction.* Les rois francs sont entourés — dans leurs palais — d'une garde personnelle (les *Leudes*), d'auxiliaires variés, laïques ou ecclésiastiques (les *Palatins*) et de hauts dignitaires : *maire du palais* chez les Mérovingiens, *sénéchal* chez les Carolingiens, *chambrier* (finances), *comte du palais* (justice) et *chancelier* (secrétariat général). Des assemblées de notables, plus ou moins influentes selon les souverains, sont convoquées par celui-ci pour l'assister : ce sont les *Plaids.*

La société franque comprend des hommes libres, tous égaux en droit (il n'y a pas de *noblesse privilégiée*) ; ceux qui vivent dans l'entourage du roi sont évidemment mieux pourvus en biens fonciers, ils ont les moyens de combattre à cheval et non comme fantassins. Au IXe siècle on donne à certains d'entre eux le droit de commander à d'autres : ceux qui commandent sont les *seniores* (les seigneurs), ceux qui sont commandés sont les *vassali* (vassaux). Les esclaves sont fixés au domaine sur lequel ils travaillent ; ils peuvent être affranchis par leur maître. Leur statut se rapproche de celui des *colons* ou *lites,* descendants des colons romains.

La vie économique reste essentiellement rurale malgré une renaissance timide des villes, menacées par les nouveaux « Barbares » et ruinées par le déclin du commerce. L'unité économique est le grand domaine (ancêtre de nos villages actuels) avec la *villa* du maître, les bâtiments d'exploitation et de service (four, forge, etc.) et — souvent — une petite église. Le propriétaire concède généralement une partie de ses terres (jusqu'à 75 %) à des colons ou à des esclaves affranchis qui lui donnent des redevances et des journées de travail (la *corvée*) ; chaque parcelle concédée s'appelle une *manse.* Parallèlement aux grands domaines, il existe encore quelques petites propriétés libres (les *alleux*). La vie juridique est réglée par un droit simplifié, où la théorie romaine du testament (droit de léguer ses biens librement) s'oppose à l'idée franque de propriétés familiales intransmissibles.

● *Les invasions.* Des peuples venus des steppes d'Europe orientale (Hongrois, Slaves), des Sarrasins et des « hommes du Nord » ou *Normands (Vikings, Varègues),* venus de Scandinavie envahissent non seulement l'empire carolingien, mais aussi les îles Britanniques et les pays slaves (Varègues). Seul remède contre l'insécurité, le régime féodal se développe.



L'empire franc de Charlemagne et l'Europe au IXe siècle.

Les Capétiens (987-1328).

Voir aussi p. 140.

● *Grandes lignes de l'histoire.* A la fin du IXe siècle, les *Robertiens* (descendants de Robert le Fort) disputent le pouvoir aux derniers Carolingiens qui, fixés entre Laon et Compiègne, voient le pays entre Seine et Loire leur échapper. L'élection d'Hugues Capet, en 987, lorsque s'éteint la lignée directe des Carolingiens, installe sur le trône un roi faible, dont le domaine propre est peu étendu et qui ne peut imposer son autorité aux grandes seigneuries nées sous les Carolingiens : comté de Flandre, duché de Normandie, duché de Bretagne, comtés de Blois et de Champagne, comté d'Anjou, duché de Bourgogne, duchés d'Aquitaine et de Gascogne, comtés de Toulouse et de Barcelone. Le XIe siècle est un siècle d'indiscipline et de révolte où les *féodaux* l'emportent sur le pouvoir royal, abaissé à son plus bas degré ; ce sont les féodaux qui animent la première croisade (prise de Jérusalem en 1099) à laquelle la royauté ne prend aucune part. Les guerres, menées par la chrétienté européenne contre les musulmans de Palestine, ont transformé le Moyen Age ; un nouvel état d'esprit (le « chevalier chrétien », protecteur des faibles et des opprimés, défenseur de la foi) va naître. Le roi, dont le prestige s'accroît par son accord avec l'Église (en particulier sous le long règne de Louis VII le Jeune, de 1137 à 1180, conseillé par Suger, abbé de Saint-Denis), devient le symbole de la paix et de l'unité. Le XIIe siècle voit ainsi se créer la notion de « douce France » ; les guerres privées décroissent, les villes sortent de leur torpeur grâce à la renaissance du commerce, stimulé par les croisades. Et, lorsque Philippe Auguste doit lutter contre ses ennemis coalisés (le roi d'Angleterre, l'empereur d'Allemagne, les grands seigneurs du Nord) il est réellement soutenu par la France entière (victoire de Bouvines, 1214). Le règne de Saint Louis (Louis IX, 1226-1270) marque l'apogée de la période capétienne ; ce roi *conservateur* a réorganisé les bases dynamiques de la société (justice, universités, institutions d'assistance et de charité), laissant les villes s'épanouir librement et permettant aux campagnes de prospérer. On ne doit cependant pas considérer Saint Louis comme une sorte de roi idéal. Sans parler de l'erreur que fut son départ pour les deux dernières croisades, il ne faut pas oublier qu'il a considérablement réduit le territoire français en apanageant ses trois fils (comtés de Valois, du Perche et de Clermont) et en rendant spontanément aux Anglais (en 1259) le Périgord, le Limousin, le Quercy, l'Agenais et la Saintonge, pays qu'il jugeait mal acquis. Il y a là un manquement élémentaire à l'exercice du pouvoir royal.

● *Structure de la société féodale.* Pour l'organisation de la *chevalerie* et des rapports entre vassaux et suzerains, on se reportera aux ouvrages spécialisés, par exemple à *La société féodale,* de Marc Bloch (Paris, Albin Michel, 1968) nouvelle édition d'un classique du genre (la première édition est de 1939). L'unité politico-sociale type est la *seigneurie féodale* (grands domaines, châteaux forts, chevaliers combattant pour le seigneur auxquels celui-ci accorde des parties de son domaine, les *fiefs de chevaliers*). Le seigneur (duc, comte, vicomte ou baron : ces titres recouvraient sous les Romains, puis sous les Carolingiens, des fonctions d'État) est un chef économique, politique, judiciaire et militaire ; il perçoit les impôts (taille, corvée), les droits d'octroi et de passage *(tonlieux),* a le privilège de battre monnaie et de fixer les poids et mesures dans son domaine. Ses chevaliers sont ses *vassaux,* et lui-même peut être vassal d'un *suzerain* plus puissant que lui ; ils lui doivent le *service militaire* (l'*ost,* la *chevauchée* et la *garde*), l'aide au conseil et l'aide pécuniaire. L'autre unité médiévale est la *ville* (ancien bourg devenu centre commercial, villes neuves, villes franches, etc.) indépendante en général des seigneurs qui lui accordent une *charte* respectant ses *privilèges coutumiers.* Les habitants des villes (les bourgeois) sont des hommes libres (« l'air de la ville rend libre »). L'administration est assurée par un prévôt entouré de prud'hommes. A Paris : prévôt royal, prévôt des marchands, quatre échevins, conseillers municipaux ; la municipalité parisienne est née sous cette forme au XIIIe siècle, dirigée par le corps important des *bateliers* dont la devise *« Fluctuat nec mergitur »* (« Elle flotte et ne sombre pas ») appliquée à une nef, symbole de leur activité, devint celle de la ville de Paris. Les villes du Moyen Age ont des statuts différents selon les régions ; à la fin du XIIe siècle apparaissent les communautés de métiers (confréries, guildes, hanses marchandes) réglementant la vie professionnelle (maîtres d'œuvre, compagnons, apprentis). Dominant toutes ces structures, le pouvoir spirituel et temporel de l'Église est prépondérant (accroissement du patrimoine ecclésiastique, pouvoir de juridiction — l'*officialité* — services d'assistance publique et d'enseignement).

● *Les institutions.* Le roi de France est de plus en plus au-dessus de toutes ces structures. Il est élu, mais il associe son fils aîné à l'exercice du pouvoir *(roi désigné)* et celui-ci est élu avant même la mort de son père ; à partir de Philippe Auguste, l'hérédité de la couronne est devenue une coutume, et l'élection — qui n'était plus qu'une pure forme — disparaît. Le principe de succession est alors celui de la primogéniture mâle (« le roi est mort, vive le roi ! »), les femmes étant écartées de la succession ; en cas de minorité du successeur, un régent (ou une régente) est choisi : ainsi s'est définie, progressivement, la *légitimité* de la couronne de France.

Le roi, investi notamment de prérogatives judiciaires, gouverne en s'appuyant sur ses grands auxiliaires déjà cités (chancelier, sénéchal, etc.) ; sa justice — qui respecte l'autonomie seigneuriale mais qui est aussi une cour d'appel de la justice des seigneurs — s'exerce par l'intermédiaire des *baillis* (équivalents des *shérifs* de l'Angleterre) dans le Nord et des *sénéchaux* au Sud de la Loire, eux-mêmes contrôlés par des *enquêteurs royaux.* Dès le XIIIe siècle, la société est divisée en trois ordres (états) : ceux qui prient (les clercs), ceux qui combattent (les nobles) et ceux qui travaillent (roturiers : le tiers état). Le roi gouverne aussi en s'appuyant sur la nation organisée selon les classes sociales et selon les régions en des assemblées appelées *États Généraux* (convoqués pour la première fois en 1302 par Philippe le Bel).

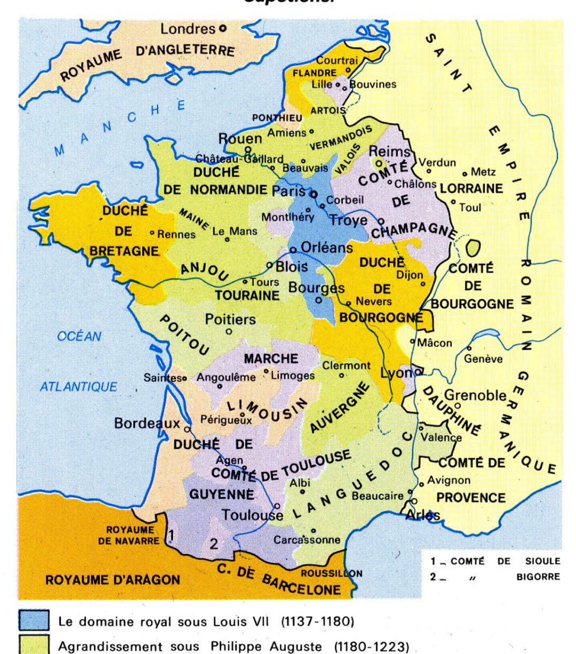
Les Valois : ces rois qui ont manqué défaire la France.

Voir aussi p. 141.

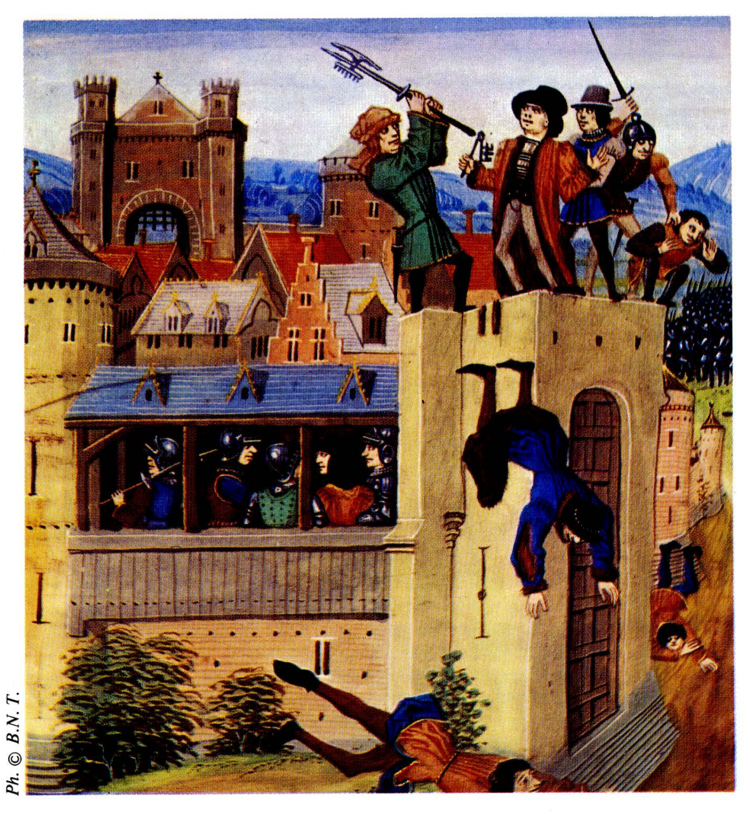
● *Les grandes lignes de l'histoire.* La papauté — arbitre tout désigné des discordes entre les Maisons d'Europe — perd de son prestige, non seulement en raison de l'attitude des papes à la fin du XIIIe siècle, mais aussi de son séjour à Avignon, entre 1309 et 1403 (entre 1379 et 1403, il y a même deux papes, l'un à Rome, l'autre à Avignon), provoqué en partie par Philippe le Bel à l'occasion du procès des Templiers (cet ordre des défenseurs du « Temple » avait été fondé en 1119 par Hugues de Payns à Jérusalem ; les « pauvres chevaliers du Christ » deviennent — après leur retour en Europe — de riches propriétaires et les banquiers de la papauté ; Philippe le Bel — pour mettre la main sur leurs richesses — leur intenta un procès où furent exposés publiquement les crimes de cet ordre : hérésie, adoration du diable, homosexualité, ivrognerie, etc. : soixante Templiers furent brûlés en 1310 et le grand maître de l'ordre, Jacques de Molay, périt en 1314 ; le procès avait été instruit par Guillaume de Nogaret.

Lorsque la branche des Capétiens s'éteint, en 1328, la prétention du roi d'Angleterre Édouard III à la couronne (contre Philippe VI de Valois) déclenche en 1337 un siècle de guerres, de massacres, de drames qui déchirent le pays de France, c'est-à-dire ce qu'on a appelé la *guerre de Cent Ans* (voir *Annexe,* p. 144). La phase politique la plus importante de cette période est la crise de 1356-58 pendant la captivité du roi Jean le Bon, après la bataille de Poitiers : Étienne Marcel, prévôt des marchands à Paris, prend la tête d'un mouvement politique tendant à instaurer à Paris un régime de type constitutionnel ; la province ne suit pas

Extension du « royaume de France » sous les Capétiens.







Chroniques de Froissart, ms. fr. 2643, fol. 165. A gauche, Crécy (26 août 1346) : la première grande défaite française dans la guerre de Cent Ans. Philippe VI n'avait confiance qu'en sa chevalerie, qui dut sa perte à sa fougue inconsidérée : les excellents archers anglais firent, ce jour-là, des prouesses. A droite : *Étienne Marcel, lors des* États *de langue d'oïl (pays du Nord), mit sur pied un gouvernement de type parlementaire en octobre 1356. Mais il dut pour cela s'appuyer sur Charles de Navarre, allié aux Anglais; les bourgeois parisiens s'émurent et, menés par Maillart et Pépin des Essarts, le massacrèrent avec ses compagnons à la porte Saint-Antoine.*

la capitale et le drapier Étienne Marcel, lointain précurseur de la Révolution de 1789, périt assassiné le 31 juillet 1358. D'ailleurs le pouvoir royal se reprend; Jeanne d'Arc, la bergère « inspirée » redonne à Charles VII l'autorité que ses prédécesseurs avaient perdue et stimule la lutte contre les Anglais pour la libération du territoire (le rôle de Jeanne d'Arc, que nous ne pouvons commenter ici, a donné lieu à de nombreuses interprétations, souvent inspirées par un chauvinisme étroit; peut-être n'a-t-elle été que l'expression d'un certain « prurit » national). L'affaiblissement de ces derniers par la sanglante *guerre des Deux-Roses* (voir p. 130) et l'astuce de Louis XI — qui achète pour 75 000 écus la renonciation du roi d'Angleterre à la couronne de France en 1475 — marquent la fin de la guerre de Cent Ans. C'est aussi Louis XI qui, réunissant ce que les premiers Valois avaient défait, restaure la puissance royale, récupérant notamment la Bourgogne, la Picardie, le Boulonnais et l'Artois; son successeur Charles VIII rattache la Bretagne à la couronne. A la fin du XVᵉ siècle l'unification du territoire est réalisée.

● *La fin du Moyen Age.* Les règnes de Louis XI (1461-1483), Charles VIII (1483-1498) et Louis XII (1498-1515) — ce dernier appartenant à la branche des Valois-Orléans — marquent la fin du Moyen Age français. La monarchie est forte, elle dispose d'une armée permanente, d'une administration qui commence à bien s'organiser; les impôts sont récoltés régulièrement tandis que change la structure économique et sociale du pays : la noblesse est lourdement atteinte par la fiscalité alors que ceux dont le revenu varie avec le coût de la vie (les paysans, les artisans et les bourgeois) ont une situation plus avantageuse. Les mieux lotis sont les commerçants (exemple : Jacques Cœur, marchand de Bourges qui fit fortune sous Charles VII en spéculant sur les métaux précieux et le sel, puis devint grand argentier du roi avant d'être condamné à l'amende colossale de 400 000 écus et à la confiscation — peut-être justifiée — de ses biens). L'évolution intérieure de la France se poursuit, en continuité, dans les siècles qui suivent : le Moyen Age est terminé.

L'Église.

La puissance extraordinaire de l'Église au Moyen Age mérite un paragraphe spécial. La société médiévale s'intègre dans une communauté plus large : la chrétienté. Pour être Français, il faut d'abord être chrétien, et quiconque d'étranger veut pénétrer dans la société française doit d'abord se convertir (exemple : le Normand Rollon en 911); seuls les Juifs parviennent à s'y infiltrer, et encore sont-ils plus tolérés qu'acceptés, à la merci des seigneurs et sans aucun droit civil : ce sont — comme les Lombards — des *aubains* (étrangers), dont l'activité est à peu près uniquement financière (ce qui exaspère parfois les populations); une ordonnance de Charles VI (1394) les avait — théoriquement — bannis du royaume.

Le Moyen Age a accepté la suprématie du pouvoir spirituel de l'Église sur le pouvoir temporel des princes; à partir du XIIᵉ siècle elle contrôle elle-même sa hiérarchie, subordonnée à la papauté. Le clergé (évêques, abbés, prieurs, curés, etc.) est pourvu de biens fonciers appelés *bénéfices.* Depuis les réformes du pape Grégoire VII (1073-1085), les évêques sont élus « par le clergé et par le peuple », puis par le seul clergé local (le chapitre de la cathédrale); l'*investiture* par le seigneur est supprimée; les évêques nomment eux-mêmes les titulaires des bénéfices mineurs (cures, etc.). Le patrimoine de l'Église lui vient des donations faites par les mourants; sans cesse accru, son existence s'oppose aux intérêts des seigneurs (conflits avec les héritiers lors des successions).

Les tribunaux ecclésiastiques, remarquablement organisés, sont compétents non seulement en matière de foi (procès, poursuites contre les hérétiques et les sorciers, tribunal de la Sainte Inquisition contre les albigeois, etc.), mais aussi en matière civile quand les justiciables décident de se référer à eux; elle fait donc « concurrence » à la justice laïque, concurrence d'autant plus aiguë que les intéressés préfèrent souvent les *officialités* aux cours seigneuriales, trop expéditives. D'où des conflits entre évêques et seigneurs. Enfin, l'Église a pratiquement le monopole de l'assistance et de l'enseignement; les écoles sont dirigées par les évêques ou les moines, et l'on ne peut enseigner dans un diocèse sans l'autorisation de l'évêque. A Paris, par exemple, les écoles épiscopales sont dirigées par des maîtres qui ont reçu la *licentia* (licence) d'enseigner; maîtres et écoliers sont contrôlés par le diocèse, puis progressivement, considérés comme une communauté distincte et autonome, l'*Université.* A partir de Philippe Auguste, le prévôt de Paris doit faire le serment de respecter les privilèges de l'Université et n'a pas le droit d'y faire pénétrer ses forces; en 1215, elle est reconnue par Rome comme un ordre ecclésiastique; elle acquiert des biens, reçoit des dons, possède une juridiction intérieure et les collèges qu'elle ouvre dans le « quartier Latin » (comme le collège de théologie fondé par Robert de Sorbon en 1257) acquièrent très vite une réputation « européenne ».

Le XVIᵉ siècle.

Les grandes lignes de l'histoire.

● *Le siècle « commence bien »,* avec les règnes de Louis XII et de François Iᵉʳ (1515-1547); le pays est riche et prospère, les victoires italiennes de François Iᵉʳ aboutissent en particulier au concordat de Bologne (1516) avec la papauté. Mais les prétentions de Charles Quint (roi d'Espagne par sa mère, héritier des maisons d'Autriche et de Bourgogne, empereur d'Allemagne en 1519 et dont les possessions encerclent littéralement la France) obligent François Iᵉʳ et son successeur Henri II (1547-1559) à une guerre longue et difficile contre la maison d'Autriche, où les défaites sont plus nombreuses que les victoires et qui aboutit aux traités du Cateau-Cambrésis (1559), imposant notamment à la France d'abandonner l'Italie (il semble que ce soit l'épuisement financier des deux pays, beaucoup plus qu'une domination militaire réelle, qui ait amené la fin de la guerre).

● *Le danger extérieur est moins grave,* peut-être, que le drame intérieur qui divise le pays. Alors que, sous François Iᵉʳ, s'est développé un brillant mouvement intellectuel (la Renaissance), qu'une certaine liberté de pensée s'était installée, que les idées réformistes commençaient à se répandre, gagnant à leur cause une petite élite de bourgeois et de nobles, dans la seconde moitié du siècle surgit, avec une violence inouïe, le mouvement antiréformiste : on entre dans la période des *guerres de Religion* (1562-1598) dont nous résumons les principaux aspects p. 144. Ces guerres, plus politiques que religieuses, où l'ambition d'Henri de Guise, chef de la *Ligue* (le parti catholique), stipendié d'ailleurs par l'Espagne, la personnalité de Catherine de Médicis, la faiblesse d'Henri II et de Charles IX jettent un jour tragique (la Saint-Barthélemy a fait entre 30 000 et 100 000 morts, selon les estimations, à Paris et en province), ont eu pour conséquence le repliement régional de tout le pays : chaque province vivant sur elle-même, catholique ou huguenote selon son seigneur, détachée du pouvoir royal. Le royaume de France glissait lentement vers une anarchie relative, où plus personne ne commandait et où tout le monde souffrait; l'assassinat du roi Henri III, en 1589, par le moine Jacques Clément (fanatique, certes, mais dont le bras a été guidé par le parti des Guises, plus spécialement par la duchesse de Montpensier) est un crime sans précédent dans l'histoire de France (il n'y avait eu jusqu'alors que trois rois assassinés, tous Mérovingiens : Chilpéric en 584, Childéric II en 675 et Dagobert II en 679). Il va falloir l'autorité et l'intelligence

d'Henri IV (1589-1610) pour rendre à la France son unité (édit de Nantes, 1598).

L'évolution économique du XVIe siècle en France et en Europe.

Alors que l'économie médiévale, dominée par l'agriculture, l'artisanat, le repliement des régions sur elles-mêmes et la théorie du juste prix — c'est-à-dire une certaine modération — a évolué très lentement, aux XVe et XVIe siècles elle a presque explosé : tandis que la royauté affirme son pouvoir, les marchands s'enrichissent, étendent leur rayon d'action, modifient leurs moyens de paiement, bref établissent un régime de *capitalisme commercial* que les théoriciens analysent à la lueur d'une théorie économique appelée le *mercantilisme.*

● *Causes de cet essor remarquable.* Le XVIe siècle est l'époque des grandes découvertes maritimes (par les navigateurs portugais et espagnols) : Christophe Colomb débarque en Amérique en 1492, Vasco de Gama atteint les Indes en 1498, Cabral débarque au Brésil en 1500, Cortès est au Mexique en 1519 et Pizarro (ou « Pizarre » en français) au Pérou en 1531. L'or et l'argent affluent en Europe et on assiste à une flambée irrésistible des prix : ceux qui ont des revenus fixes (les grands propriétaires) s'appauvrissent, les fabricants et les marchands s'enrichissent : le mobilier l'emporte sur l'immobilier. De plus, le pouvoir royal s'étant accru (mainmise sur les confréries et corporations), le développement économique va être contrôlé et réglementé par les pouvoirs publics : ainsi se caractérise le *capitalisme commercial réglementaire* dominé, au XVIe siècle, par le Portugal et l'Espagne.

● *La production industrielle* est le grand fait nouveau qui a influé sur le secteur agricole. Les artisans — groupés en corporations — subsistent mais leurs groupements perdent de leur efficacité ; ce ne sont plus des échoppes, mais des ateliers qui se montent pour répondre à l'accroissement de la demande, et pour cela il faut des capitaux, des salariés et non pas des compagnons, etc., et ces salariés ne pourront jamais devenir des maîtres d'œuvre : *la corporation se ferme* (il y a des grèves ouvrières dès le XVIe siècle, à Lyon par exemple, chez les ouvriers imprimeurs).

L'industrie par excellence est l'industrie textile, particulièrement développée en Italie et en Flandres ; le filage, le tissage, le finissage, la teinture se font toujours avec les procédés artisanaux, mais les ouvriers sont nombreux, ils agissent pour le compte de chefs d'entreprise ou même de sociétés par actions. Des régions entières vivent de cette activité industrielle. Se développent ainsi, avec plus ou moins de bonheur selon les régions : les industries de teinture (traitement de plantes comme le safran, le pastel, la garance), l'industrie du papier et de l'imprimerie (Plantin, à Anvers, par exemple, employait en 1575 quatre-vingts ouvriers), l'industrie minière, la sidérurgie (introduction des hauts fourneaux), etc.

● *L'agriculture* se transforme aussi. Les riches citadins achètent des terres aux seigneurs, reconstituent (notamment en Angleterre) de grands domaines. En France, les champs ont été bien souvent abandonnés au Moyen Age, les seigneurs les mettent maintenant en fermage et en métayage : le capitalisme pénètre peu dans le secteur agricole.

● *Les théories mercantilistes* de l'époque (Ortiz en Espagne, Jean Bodin en France — qui sera suivi au XVIIe siècle par Montchrestien, Sully et Colbert) posent que la richesse essentielle d'un pays est constituée par l'or et l'argent qu'il possède et que l'activité économique a pour but d'en obtenir et de le conserver (ces économistes n'ont en vue que la valeur de la monnaie en soi, et non pas son rôle d'instrument d'échange). Considérant d'autre part qu'une nation ne peut s'enrichir qu'au détriment d'une autre, ils en sont amenés à réclamer une réglementation gouvernementale pour contrôler les activités économiques individuelles. En France, cet interventionnisme est marqué par la surveillance des corporations, la création des *manufactures royales*, de compagnies commerciales, et par un protectionnisme douanier.

● *Les échanges économiques.* Il ne faut cependant pas s'imaginer que les échanges économiques représentent une part importante de l'activité de la nation. Les trois quarts des échanges se font *sans monnaie :* soit par autoconsommation (la plus répandue), soit par le troc, soit même gratuitement (mendiants, vagabonds, voleurs, pirates, etc.) ; les autres échanges se font avec de l'or et de l'argent (il existe bien une monnaie de cuivre, mais elle est dite *divisionnaire :* elle sert à « faire l'appoint »).



Musée Condé, Chantilly. Ph. © Archives Photeb. T.

Henri IV (1553-1610) par Porbus : roi de Navarre sous le nom d'Henri III (1562-1610), roi de France à partir de 1589. On lui doit non seulement la réunification du royaume, mais aussi la restauration de l'autorité de l'État et la réorganisation de la France, réalisée avec la collaboration de Sully (financier), de Serres (agriculture) et de Laffemas (industrie).

XVIIe et XVIIIe siècles : ascension, apogée et déclin de la monarchie.

Voir aussi p. 144.



L'Europe au XVIe siècle.



Henri IV et Louis XIII.

● *La paix religieuse.* Henri III est mort sans postérité ; la couronne passe à la branche des Bourbons représentée par le roi Henri III de Navarre qui devient roi de France sous le nom de Henri IV (1589-1610). Il était protestant à son avènement, ce qui semblait devoir relancer la guerre civile. Mais il abjura en 1593 (« Paris vaut bien une messe ») et, absous par le pape en 1595, fit enfin régner la paix religieuse. Les chefs catholiques furent payés pour cesser leur révolte (50 000 livres au duc de Mercœur qui tenait la Bretagne, par exemple), et l'*édit de Nantes* (1598) accorda aux protestants le droit de cité : leur religion était tolérée et des places de sûreté (une centaine environ) étaient gardées par des garnisons protestantes (en particulier La Rochelle).

● *Henri IV* gouverne ensuite en souverain absolu ; il restaure, avec son ministre Sully, tout le pouvoir de l'État, dans toute son efficacité, sans faire appel aux assemblées représentatives (États généraux) dont il craignait les mouvements irraisonnés. Sous son règne l'industrie textile prend son essor en France (soierie à Lyon et à Tours, tapisserie à Paris) et Champlain fonde Québec en 1608. Ce roi, le meilleur sans doute qu'eut la France avec Louis XI, est assassiné en 1610 par Ravaillac, un maître d'école fanatisé par la propagande de la Ligue.

Le fils d'Henri IV, Louis XIII, n'avait que neuf ans ; la régence — confiée à la reine mère Marie de Médicis — ouvre une période d'intrigues et de complots (Concini, conseiller de Marie de Médicis) et la convocation des États Généraux, en 1614, ne résout aucun des problèmes qui se posent. Entre-temps, Louis XIII a repris — théoriquement — le pouvoir et exilé sa mère. En 1624 le cardinal de Richelieu entre au Conseil du Roi ; il rétablit l'ordre en désarmant les princes protestants et en exécutant quelques membres de la haute noblesse, agitée et comploteuse. Les dix-huit ans qu'il passa au pouvoir ne furent qu'une immense lutte, menée avec fermeté et rigueur, pour maintenir la puissance de l'État. A sa mort (1642) qui précède d'un an celle du roi effacé que fut Louis XIII, les *factieux* relèvent la tête, profitant de la minorité du nouveau roi, Louis XIV.

Le Roi-Soleil (1643-1715).

● *Mazarin.* Le jeune roi n'a que cinq ans à la mort du roi Louis XIII ; le Parlement confie la régence à la reine mère Anne d'Autriche, manœuvrée par un Italien astucieux, retors, peu scrupuleux (il s'enrichira considérablement en restant au pouvoir), mais efficace : Jules Mazarin. Celui-ci avait à se battre sur deux fronts. A l'extérieur il termine la *guerre de Trente Ans,* une guerre allemande qui avait éclaté en 1618 et avait dégénéré en conflit européen ; Richelieu y avait engagé la France en 1635 (Condé vainqueur à Rocroi en 1643) et Mazarin la termine avec succès (traités de Westphalie en 1648 et des Pyrénées en 1659). A l'intérieur, il doit combattre le soulèvement du Parlement de Paris (la *fronde parlementaire,* 1648-1649) et celui de la haute noblesse (la *fronde des princes,* 1650-1653), épisodes tragi-comiques où s'illustrèrent (à moins qu'ils ne s'y soient ridiculisés) la duchesse de Montpensier, dite la Grande Mademoiselle, et Paul de Gondi, cardinal de Retz. En 1661, Mazarin meurt, après avoir « fait » le mariage de Louis XIV et de l'infante d'Espagne, Marie-Thérèse (ce fut d'ailleurs une mauvaise affaire politique : quarante ans plus tard éclatera la guerre de Succession d'Espagne qui ruinera la France). Le jeune roi a vingt-deux ans ; il décide de gouverner personnellement son royaume en 1661, et il ne rencontre personne qui s'y oppose.

● *Politique intérieure de Louis XIV.* C'est une politique autoritaire — comme celle d'Henri IV — dont le but est de discipliner le pays. Le roi, surveillant le fonctionnement des institutions dans leurs moindres détails (voir p. 146 sur l'organisation administrative du pays), contrôlant les agents et les fonctionnaires royaux, remettant chacun à sa place, n'hésitant pas à frapper haut (exemple : Fouquet, surintendant des Finances), domestique la noblesse et, secondé par de bons ministres comme Colbert ou des exécutants obéissants comme Louvois, porte la monarchie à son apogée et la société française à son plus haut degré d'éclat : le siècle de Louis XIV mérite sans doute d'être appelé le Grand Siècle si l'on s'en tient à l'efficacité de ses réformes, au lustre de ses écrivains, de ses savants et de ses artistes, à la grandeur de ses réalisations dont Versailles est le sommet. Mais il ne faut pas être ébloui par le Roi-Soleil ; son orgueil et une certaine étroitesse d'esprit lui ont fait commettre des fautes lourdes de conséquences pour le royaume.

— Il fit de la cour un moyen de gouvernement. Or, précisément, cette cour et ses courtisans constitueront peu à peu un véritable fardeau éloignant la monarchie du pays et du peuple : on s'en apercevra sous Louis XV et au moment de la Révolution.

— Il n'a pas su organiser convenablement les finances du royaume et a laissé l'économie française — prisonnière des théories mercantilistes de Colbert — prendre un retard considérable sur celle d'autres pays européens comme l'Angleterre, par exemple (il en résultera un déséquilibre important des prix internationaux dont la France fera les frais).

— Le despotisme de Louis XIV s'est étendu aux idées ; en révoquant l'édit de Nantes (1685) il a fourni aux philosophes du XVIIIe siècle le thème si facile de la lutte contre l'intolérance. On peut se demander comment un souverain si puissant, que les protestants ne pouvaient nullement menacer, ait pu en être amené à utiliser des procédés aussi odieux que les *dragonnades :* on logeait des dragons chez les protestants et les soldats saccageaient, violaient, torturaient jusqu'à ce que — pour leur échapper — les protestants abjurassent (un intendant royal se vantait d'avoir ainsi obtenu, dans le Poitou, 38 000 abjurations en quelques mois !). Louvois, d'ailleurs, généralisa le système. Cette politique anti-protestante eut pour résultat un renouveau des guerres de Religion dans les Cévennes (les *Camisards,* dirigés notamment par Jean Cavalier) et l'exil massif (et secret, car il était puni de mort) de deux à trois cent mille protestants qui vont en Angleterre, en Hollande, en Allemagne (il y en aura 20 000 à Berlin) ; cet exil a fait perdre au royaume une véritable élite intellectuelle, administrative, financière et militaire. Enfin, par son attitude intolérante, il dressera contre lui les pays protestants d'Europe (la Ligue d'Augsbourg). Son despotisme religieux n'est pas uniquement dirigé contre les huguenots. Les jansénistes en font aussi les frais, et l'on a pu assister, sous son règne, à l'expulsion de vingt-deux religieuses de Port-Royal-des-Champs (la plus jeune d'entre elles avait soixante-cinq ans) par 300 soldats. Louis XIV est aussi entré en conflit avec la papauté, manquant d'aller jusqu'au schisme.



Musée de Versailles. Ph. © Giraudon. T.

Louis XIV en 1710 (cire de Antoine Benoist) : « ... le métier de roi est grand, noble, délicieux... », écrivait-il en 1679.

Certains auteurs pensent, sans doute à juste titre, que ce zèle et cette dévotion lui étaient insufflés par sa deuxième épouse, avec laquelle il s'était marié à la mort de Marie-Thérèse en 1683, Mme de Maintenon, catholique jusqu'à la bigoterie, petite-fille du poète protestant Agrippa d'Aubigné, dernière aventure d'un roi qui avait collectionné les scandales amoureux dans la première partie de sa vie. Comme le faisait remarquer Saint-Simon, avec la mauvaise langue qui lui était coutumière, le roi se punissait de ses excès d'antan sur le dos des protestants et des jansénistes.

● *Politique extérieure.* Un roi aussi autoritaire ne pouvait pas ne pas faire la guerre. Grâce à Louvois et à Turenne, il avait créé une armée permanente d'environ 170 000 hommes (en temps de paix), recrutée par racolage. Louvois avait, en outre, organisé un embryon de service militaire (milices communales, recrutement par tirage au sort). Avec cette armée Louis XIV conquiert la Flandre (1667-1668), la Franche-Comté (1672-1678). Pour résister au Roi-Soleil, l'Europe se coalise. Ses menées antiprotestantes provoquent une première coalition (la Ligue d'Augsbourg) et une guerre de Neuf Ans (1686-1697) qui fut, d'ailleurs, sans résultat. A l'occasion de la succession d'Espagne, Guillaume d'Orange parvient à former contre la France la *Grande Alliance* (Angleterre, Hollande, Empereur d'Allemagne et la plupart des princes allemands) : ce fut la *guerre de Succession d'Espagne* (1702-1714) qui se termina par les traités d'Utrecht et de Rastatt. A la mort de Louis XIV (en 1715), la France vaincue était ruinée ; elle avait perdu la prépondérance, qu'elle avait acquise en Europe, au profit de l'Angleterre. S'il n'avait eu ses artistes, ses écrivains, ses penseurs et ses savants, le « Grand Siècle » n'aurait laissé que le souvenir de ses désastres.

Le XVIIIe siècle.

● *Une nouvelle régence* (Philippe d'Orléans, de 1715 à 1723) tente de restaurer un gouvernement aristocratique (et non plus absolutiste) : les *Six Conseils* qui devaient administrer le royaume (système dit de la *polysynodie*) connurent un échec complet. La situation financière désastreuse fut aggravée par l'effondrement du système bancaire de l'Écossais John Law. Le règne de Louis XV commençait sous de très mauvais auspices.

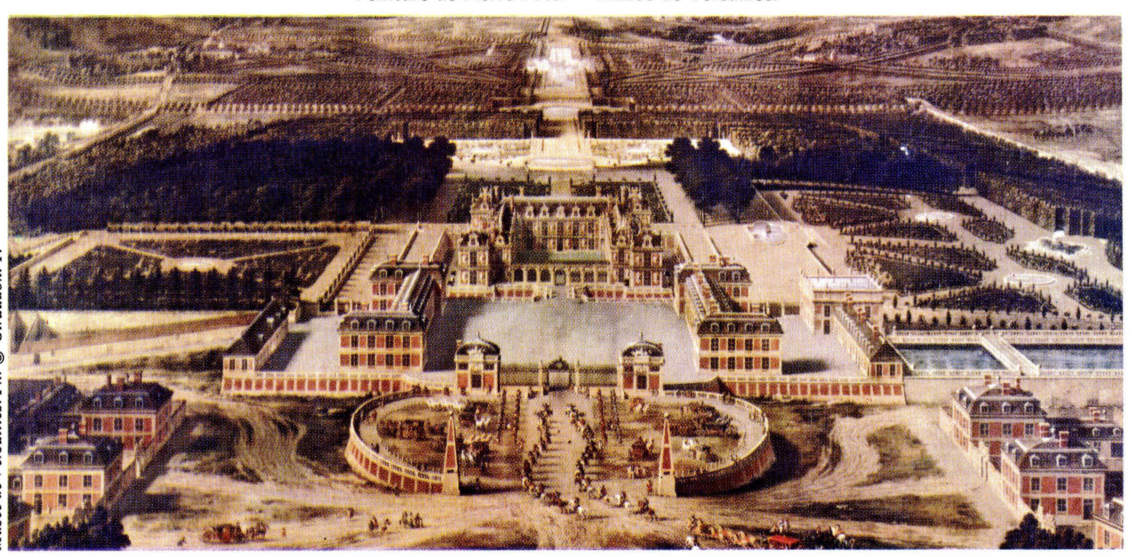
● *A sa majorité, le roi,* qui ne pouvait — comme son arrière-grand-père — mener de front une vie de roi et une vie de plaisir, renonça à gouverner, laissant l'autorité à ses ministres (Dubois, Fleury, Choiseul) et aux coteries, mêlant aux affaires du royaume ses maîtresses (la duchesse de Châteauroux, Mme de Pompadour, Mme du Barry) et ses compagnons de débauche. Mais, par un paradoxe qu'il faut souligner, si le gouvernement est faible — pour ne pas dire inexistant — l'administration est forte : en 1739, pour la première fois depuis plus de soixante ans, *le budget du royaume est équilibré,* le pays s'enrichit, les routes se construisent, l'assistance et l'enseignement se développent. Malheureusement, cela ne dure pas ; les plaisirs du roi, les excès des courtisans épuisent le trésor. Malgré les réformes intelligentes de Choiseul et de Maupeou, le gouvernement se dégrade. Quand le roi tombe malade, en 1774, un chanoine rapporte qu'il avait été payé trois messes pour sa guérison ; trente ans auparavant, au début du règne, il en avait été commandé six mille ! Le mécontentement populaire était tel qu'on n'osa pas faire passer par Paris son cercueil pour l'enterrer à Saint-Denis. Quinze ans plus tard débutait la Révolution française.

L'Ancien Régime.

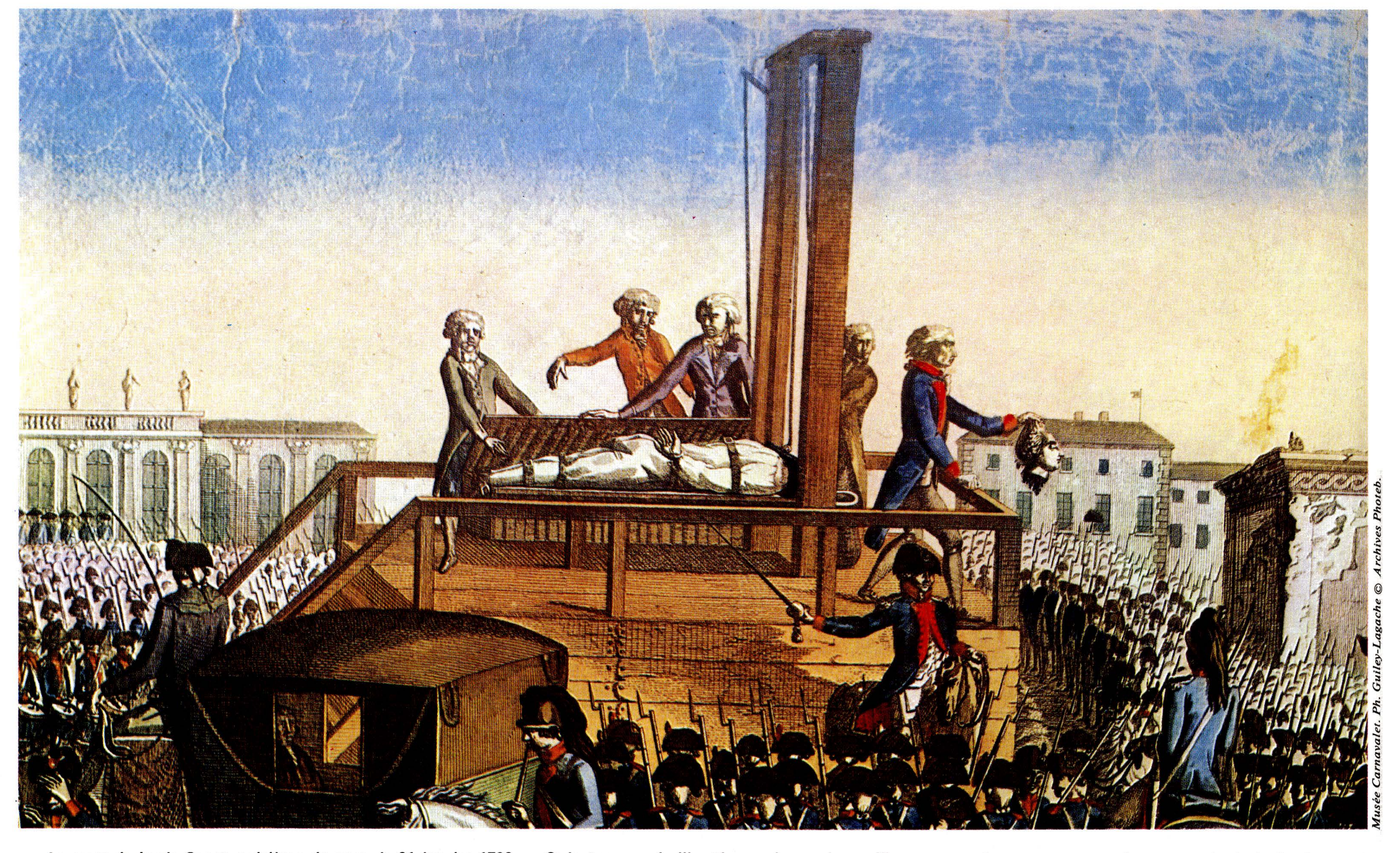
Nous avons résumé, p. 146, les structures sociales et institutionnelles de ce qu'on appelle l'Ancien Régime. Cette étude est particulièrement intéressante, car elle montre que la monarchie française avait entre les mains tous les moyens administratifs, politiques, techniques pour gouverner avec efficacité le pays. Malheureusement les erreurs individuelles ont bloqué les rouages de cette organisation administrative qui allait servir de point de départ aux grandes réformes de la Révolution.



Versailles en 1668, avant les transformations ordonnées par Louis XIV. Peinture de Pierre Potel — musée de Versailles.



Musée de Versailles. Ph. © Giraudon. T.



La mort de Louis Capet, seizième du nom, le 21 janvier 1793 : « Qu'est-ce que la liberté quand une classe d'hommes peut, par son monopole, exercer le droit de vie et de mort sur ses semblables? » (Déclaration des « enragés » à la Commune de Paris le 21 juin 1793.)

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ; L'EMPIRE ; LE XIXe SIÈCLE.

La Révolution française.

● *Les causes profondes de la Révolution.* On peut, schématiquement, les classer comme suit.

— *Causes économiques.* La France a cinquante ans de retard sur l'Angleterre en matière d'agriculture et de science agronomique et vingt ans de retard industriel (exemple : la machine à vapeur, inventée par Watt en 1769, n'est utilisée en France qu'en 1785 ; les premiers hauts fourneaux au coke fonctionnent vers 1750 en Angleterre et vers 1785 seulement en France, au Creusot ; à la même époque il y a 20 000 machines à filer le coton en Angleterre et 7 000 en France). Elle perd ses marchés étrangers (Levant) et son économie intérieure est en décadence : difficultés agricoles, hausse des prix, crises, marasme des affaires se succèdent (quatre grandes crises entre 1770 et 1788).

— *Causes socio-politiques.* La France, appauvrie, est surpeuplée (26 millions d'habitants en 1789 contre 9 millions seulement en Angleterre) ; le tiers de sa population a moins de vingt ans, les trois quarts ont moins de quarante ans. D'autre part la société a considérablement évolué : les bourgeois des villes, qui possèdent les richesses du pays, veulent éliminer les derniers féodaux (les privilégiés) et l'on supporte mal l'absolutisme du pouvoir, d'autant plus que celui-ci accumule les revers et les échecs.

— *Causes intellectuelles.* Le changement d'esprit, la propagation de ce qu'on appelle la philosophie des Lumières en France, l'*Enlightment* en Angleterre et l'*Aufklärung* en Allemagne mettent à la mode les idées de démocratie (Jean-Jacques Rousseau), de parlementarisme et de division du pouvoir (Montesquieu), de tolérance (Voltaire) et de liberté éclairée (Diderot). Les sociétés secrètes (franc-maçonnerie, etc.) contribuent à la diffusion des idées antimonarchiques.

● *Les causes immédiates* sont à chercher dans l'état de la France à l'époque de Louis XVI. A son avènement, en 1774, il rétablit le Parlement (qui avait été exilé par Maupeou en 1771), espérant gagner les parlementaires par sa bonne volonté ; en fait, ces derniers participent aux intrigues de la cour, s'associent au *parti de la reine,* l'Autrichienne Marie-Antoinette, plus préoccupée des plaisirs que de son rôle de reine, ne comprenant rien à ce qui se passe en dehors de la cour et de sa coterie (le comte d'Artois, les Polignac), s'opposant avec une inconscience qui frôle la sottise à toutes les réformes et dominant facilement un roi débonnaire, faible et hésitant.

Le Parlement élimine successivement Turgot et Necker, deux ministres qui cherchaient à trouver une formule politique intermédiaire entre l'absolutisme inefficace de la royauté et le désordre politique (Necker avait notamment dévoilé publiquement les inconséquences des dépenses royales). La crise financière se transforme en catastrophe en 1785, sous l'effet, notamment, de la concurrence anglaise ; le ministre d'alors, Calonne, tente une politique d'emprunts qui se transforme en politique de gaspillage ; il réunit en vain l'assemblée des notables (voir p. 148). Le Parlement réclame la convocation des États Généraux. La décision est prise le 5 juillet 1788 ; la convocation part le 8 août, la première réunion devant avoir lieu le 5 mai 1789. C'était la première fois que, depuis 1614 (voir p. 40), les États Généraux du royaume étaient convoqués.

● *Les étapes de la Révolution.* Le détail chronologique est donné p. 148. Retenons que les États Généraux se réunissent le 5 mai 1789 et qu'ils se proclament Assemblée nationale le 17 juin, puis Assemblée nationale constituante — c'est-à-dire chargée d'établir une constitution qui transformerait le régime — le 9 juillet. L'histoire proprement dite de la Révolution se découpe comme suit :

Du 9 juillet 1789 au 30 septembre 1791 siège la *Constituante ;* du 1er octobre 1791 au 20 septembre 1792 l'*Assemblée législative* tente de mettre sur pied une monarchie constitutionnelle et déclare la guerre à l'Autriche ; du 20 septembre 1792 au 26 octobre 1795, la *Convention Nationale,* dominée par les *Girondins* (modérés) puis par les *Montagnards* (plus à gauche, instigateurs de la Terreur) et, après l'intermède du pouvoir personnel de Robespierre, par les *Thermidoriens* (retour à la modération), proclame la République ; du 27 octobre 1795 au 9 novembre 1799, enfin, c'est la période du *Directoire* république bourgeoise qui débouche sur le *Consulat* après le coup d'État du 18 brumaire (9 novembre 1799).

Pour le détail le lecteur est prié de se reporter aux tableaux suivants de l'*Annexe :*

p. 148 - Chronologie des événements.

pp. 148-149 - Les principaux personnages et l'œuvre de la Révolution française.

p. 149 - Les guerres de la Révolution.

Les constitutions de 1791 et de 1795 sont décrites au tableau général des constitutions de la France (p. 150).

● *Les conséquences et la portée de la Révolution française.* La Révolution de 1789 en France n'est pas un phénomène isolé. Les historiens modernes la considèrent comme un cas particulier du grand mouvement révolutionnaire qui ébranle « l'hémisphère occidental » (États-Unis, Pologne, Belgique, République batave, Suisse, États italiens, Europe centrale, Espagne et Portugal). Toutes ces révolutions ne sont elles-mêmes qu'un moment dans la dynamique révolutionnaire des temps modernes : ce sont des révolutions politiques, qui n'ont eu pour conséquence — la plupart du temps — que des changements de régime politique ; dans le courant du XIXe siècle auront lieu les grandes révolutions *sociales,* dont les aspirations sont plus complexes. Enfin on peut considérer les secousses révolutionnaires du XXe siècle (la révolution russe, la seconde révolution chinoise — celle de 1919 —, le grand mouvement anticolonialiste, les ébranlements américains (Fidel Castro, Che Guevara, etc.)

comme le prolongement de ces séismes politiques. Tout se passe comme s'il y avait des ères historiques comparables aux ères géologiques : les révolutions sont à l'histoire des Hommes ce que les plissements ont été à l'histoire de la Terre.

Le Consulat et l'Empire.

La Révolution a brisé l'Ancien Régime, mais les édifices politiques qu'elle tente de bâtir s'écroulent les uns après les autres : la constitution de 1791, la Convention (1792), la constitution de l'an I (1793), la Terreur, la dictature de Robespierre (1794), les coups d'État du Directoire institué par la constitution de l'an III (1795) aboutissent à la prise du pouvoir par Bonaparte, lors du dernier coup d'État réussi, celui des 18-19 brumaire an VIII (9-10 novembre 1799) d'où sortent le Consulat (constitution de l'an VIII), puis l'Empire. Après dix ans de luttes politiques intestines, après un tourbillon de générosité, d'héroïsme et de lâcheté, de cruauté, de clairvoyance et d'inconséquence, la France tombe entre les mains d'un seul homme, un général corse qui, prétendant imposer l'idéal révolutionnaire à l'Europe, a fait du continent le jouet de son ambition. Quinze années de guerres et de conquêtes ont couvert l'Europe de ruines et fait 1 700 000 victimes ; les « guerres de la Révolution », qui procédaient du même élan, en avaient fait 1 400 000 : seules les deux Guerres mondiales battront ce sinistre record.

Napoléon Bonaparte.

Il est né le 15 août 1769, à Ajaccio, dans une famille de petits notables corses (son père est Charles Bonaparte, sa mère se nommait Maria Letitzia Ramolino). Il avait sept frères et sœurs : Joseph roi de Naples de 1806 à 1808, roi d'Espagne de 1808 à 1813) ; Élisa (princesse Bacciochi, grande-duchesse de Toscane ; Lucien (prince de Canino) ; Louis roi de Hollande de 1806 à 1810, mari de la reine Hortense et père de l'empereur Napoléon III) ; Pauline (duchesse de Guastalla, mariée successivement au général Leclerc et au prince Borghèse) ; Caroline (reine de Naples) ; Jérôme (roi de Westphalie de 1807 à 1813, père de la princesse Mathilde et du prince Jérôme-Napoléon). Le jeune Bonaparte entre à l'École de Brienne en 1779 et devient lieutenant d'artillerie en second dans le régiment de La Fère en 1787. Il s'illustre dans l'expédition de Sardaigne (janvier 1793) ; nommé lieutenant-colonel d'artillerie, il est commandant des Gardes nationales de la Corse, île qu'il dispute à Pascal Paoli (allié des Anglais) en 1793. La même année, il participe au siège de Toulon. Envoyé comme général d'artillerie à l'armée d'Italie sous les ordres de Kellermann en 1794, transféré au Comité des opérations militaires à Paris en 1795, commandant en second l'armée de l'intérieur sous Barras (13 vendémiaire) et général de division en 1795, il devient commandant en chef de l'armée d'Italie en 1796 et s'illustre par ses victoires de Montenotte (avril 1796), Arcole (novembre 1796), Rivoli (janvier 1797). Le traité de Campoformio (8 octobre 1797) met fin aux guerres d'Italie et Bonaparte entreprend la campagne d'Égypte (1798 ; voir *Annexe*, p. 149). Il revient en France en octobre 1799.

Entre-temps il a épousé, en 1796, Joséphine Tascher de la Pagerie, née à la Martinique en 1763, veuve du général de Beauharnais. Il adoptera les deux enfants de celle-ci (Hortense et Eugène de Beauharnais), et divorcera en 1809 pour épouser l'archiduchesse d'Autriche Marie-Louise (Joséphine de Beauharnais est morte à la Malmaison le 29 mai 1814). De son mariage autrichien Napoléon eut un fils, le roi de Rome, empereur en 1815 sous le nom de Napoléon II, mais qui ne régna pas ; son titre autrichien était duc de Reichstadt. Il est mort à Vienne en 1832.

Napoléon est mort le 5 mai 1821 à Sainte-Hélène où il était « surveillé » par le gouverneur Hudson Lowe ; ses cendres furent ramenées en France sur la *Belle-Poule* en 1840.

Le dictateur.

● *Quand, le 9 octobre 1799,* Bonaparte — le vainqueur de l'Italie et de l'Égypte — débarque à Fréjus, la France vit dans l'ambiance des coups d'État, et les milieux politiques cherchent le « sabre » qui saura définitivement s'imposer. Sieyès — ancien jacobin et ancien conventionnel — avait songé successivement à Joubert (tué à Novi, en Italie), puis à Moreau qui l'oriente vers Bonaparte. Le 14 octobre, l'homme politique et le militaire se rencontrent, et moins d'un mois plus tard, les 18 et 19 brumaire an VIII, en s'appuyant sur la force armée, Bonaparte neutralise les Deux Assemblées (les *Anciens* et les *Cinq-Cents*), réduit les directeurs à l'impuissance et instaure un gouvernement provisoire (Bonaparte, Sieyès, Roger Ducos). Son action ne rencontre ni enthousiasme ni opposition ; on avait pris le prétexte de museler « un complot anarchiste » et on élimina (prison, déportation) une soixantaine de jacobins : le « parti de l'ordre » — banquiers, bourgeois, royalistes, prêtres réfractaires, etc. — ne peut que se féliciter de l'opération puisque l'esprit des « brumairiens » est d'établir la *dictature des notables,* soutenue par la force des baïonnettes.

Sieyès rédige d'abord une constitution adéquate (constitution de l'an VIII, voir p. 150) adoptée par référendum (3 000 000 de *oui,* 1 562 *non*... mais 4 000 000 d'abstentions) et promulguée le 25 décembre 1799, avant même que le résultat du plébiscite fût connu. Elle concentrait la majeure partie du pouvoir — exécutif et législatif — entre les mains du *Premier Consul* (Bonaparte) assisté de deux consuls figurants (Cambacérès et Lebrun) ; les Assemblées (Tribunat, Corps législatif, Sénat) ont pour fonction essentielle de dire *oui* ou *non* aux projets du Premier Consul, mais non de les discuter. Seul le Tribunat peut manifester quelque peu son indépendance : Bonaparte réduira ses pouvoirs en 1804 et le fera disparaître en 1807. Deux ans plus tard (constitution de l'an X), Bonaparte augmentera ses prérogatives et se fera nommer *consul à vie,* avec pratiquement tous les pouvoirs.

● *L'œuvre administrative du Consulat* n'est pas sortie toute organisée du cerveau du Premier Consul. Elle est l'aboutissement de l'œuvre commencée par la Révolution. Voici ses traits principaux.

— Création du Conseil d'État, chargé d'élaborer les projets de loi et de régler les problèmes administratifs et juridiques qui, dans l'ensemble, dépassent les moyens du Premier Consul, auquel il faut reconnaître d'avoir su s'entourer de techniciens de valeur... et de les avoir écoutés (Brune, Réal, Portalis, Chaptal, etc.).

— Le découpage administratif de la France conserve le *principe des départements,* avec des divisions en arrondissements, cantons et communes. Une nouveauté : la création des préfets et des sous-préfets, nommés par le gouvernement (qui nomme aussi les maires dans les communes de plus de 5 000 habitants). C'est aussi le pouvoir central qui nomme les juges (jusque-là ils étaient *élus*) ; l'armature judiciaire de la France est modifiée : un tribunal de première instance par arrondissement, vingt-neuf cours d'appel, un tribunal correctionnel et une cour d'assises (avec jury) par département, une cour de cassation à l'échelon national. Enfin la police est minutieusement organisée (Fouché, ministre de la police générale ; Dubois, premier préfet de police de Paris) : elle sera la principale arme du régime à l'intérieur.

— Il convient d'isoler la promulgation du Code civil (21 mars 1804), baptisé sous Napoléon III, *Code Napoléon.* Préparé par une commission en 1800-1801 (Tronchet, Portalis, Bigot de Préameneu et Maleville), le Code résumait les idées modérées de la Révolution : abolition des privilèges et avènement de la bourgeoisie. Il est bon de remarquer que le Code civil de 1804, tout en affirmant les grands principes de 1789 (égalité devant la loi, laïcité, etc.) est, en fait, essentiellement préoccupé de définir et de sanctionner le droit de propriété (accession, transmission). Il sera parfaitement adapté à la société bourgeoise qui caractérise la monarchie de Juillet.

— Lois financières : organisation nationale des perceptions, rétablissement des impôts indirects, fixation du Franc de germinal (loi du 17 germinal an XI, 7 avril 1803, qui définira la monnaie française jusqu'en 1928), création de la Banque de France, avec l'aide des banquiers qui avaient financé le coup d'État (Lecouteulx et Perregaux), le 13 février 1800.

— Réforme de l'enseignement : création des lycées et collèges auxquels est conférée une discipline militaire (élèves divisés en escouades et compagnies ; les professeurs doivent être célibataires et sont logés dans les lycées). Bonaparte ne fait rien pour l'enseignement primaire qui reste abandonné aux initiatives privées, ni pour l'Université qu'il organisera plus tard.

— Œuvre religieuse : en 1801 Bonaparte négocie avec Pie VII le *Concordat* par lequel le pape reconnaît la République française, consacre la vente des biens du clergé et se réserve l'investiture des évêques, avec l'accord du Premier Consul.

● *La paix européenne.* La France tout entière aspirait à la paix. Depuis 1792, les armées de la Révolution luttaient contre l'Europe coalisée pour conserver à la France ses frontières naturelles. Lorsque Bonaparte devient Premier Consul, les Russes viennent d'être vaincus par Brune en Hollande et le tsar rappelle ses troupes ; il n'y a plus que deux ennemis à neutraliser : l'Autriche et l'Angleterre.

— Les armées autrichiennes qui assiégeaient Gênes sont vaincues à Marengo (14 juin 1800) ; prises à revers par l'armée française qui avait franchi le col du Grand Saint-Bernard encore enneigé. En Bavière, Moreau est vainqueur à Hohenlinden. L'Autriche doit donc signer la paix de Lunéville (9 février 1801), reconnaissant à la France la conquête de la Belgique et de la rive gauche du Rhin (rien n'était prévu en ce qui concernait la libération de l'Italie réclamée par les patriotes de la péninsule).

— L'Angleterre, au même moment, traversait une crise économique et politique grave (intégration de l'Irlande, démission de Pitt le 3 février 1801). La capitulation de l'armée française d'Égypte était un motif suffisant pour décider les Anglais à traiter : par la *paix d'Amiens* (25 mars 1802), l'Angleterre restituait à la France ses colonies, l'Égypte était rendue à la Turquie et l'île de Malte internationalisée. Pour la première fois depuis dix ans, l'Europe était en paix.

L'empereur conquérant.

● *Les causes de la reprise de la guerre* ont été passionnément discutées. La paix d'Amiens prévoyait la « coexistence pacifique » d'une France agrandie et forte avec une Angleterre maîtresse des mers et du commerce colonial. Il semble que ni Bonaparte, ni le gouvernement anglais (Addington) n'y aient cru. En un certain sens, les accords d'Amiens étaient une sorte de « Munich » avant la lettre pour bien des Britanniques qui pensaient que Bonaparte voulait la paix pour préparer la guerre ; en outre, l'attitude économique du Premier Consul ne convenait guère à l'Angleterre qui avait espéré retrouver le statut d'avant 1792, c'est-à-dire dominer à nouveau économiquement l'Europe. Or Bonaparte déçoit les Britanniques sur les deux tableaux. Économiquement, il ferme le marché français et une grande partie du marché européen aux produits anglais, stimulant l'industrie et le commerce et élevant des barrières douanières pour protéger la production française. En Europe, il reprend sa politique d'expansion agressive : intervention en Allemagne (Bavière), en Suisse (*Acte de médiation* qui fait de la Confédération un « satellite » de la France), en Italie (annexion du Piémont). Son tempérament ambitieux le


Bonaparte au pont d'Arcole, par Gros (détail).




Coll. Hennin. Ph. © B.N.

Entrée de Napoléon Ier à Berlin en 1806.

porte d'ailleurs à la guerre et l'on a mille fois cité le propos qu'il tenait à Thibaudeau, conseiller d'État :

> *Un Premier Consul... a besoin d'actions d'éclats et par conséquent de la guerre.*

● *La guerre relança l'agitation royaliste,* entretenue et financée par les Anglais. Le complot de Cadoudal met en lumière l'importance des réseaux antibonapartistes, démantelés par la police de Fouché (le duc d'Enghien est enlevé en territoire neutre, à Ettenheim, transféré à Vincennes et fusillé; les comploteurs sont arrêtés et guillotinés, comme Cadoudal, ou assassinés, comme Pichegru, trouvé mort étranglé dans sa prison). Fouché et son entourage font alors valoir au Premier Consul qu'il écarterait tout risque de complot en transformant sa charge en dignité héréditaire; Bonaparte imposa cette idée au Sénat, une constitution fut rédigée en 48 heures (28 floréal an XII, 18 mai 1804) : le gouvernement de la République était confié à un *empereur héréditaire* (Napoléon Bonaparte). Celui-ci organisa immédiatement une nouvelle noblesse, fixa le statut de l'encombrante famille impériale et se fit sacrer empereur le 2 décembre 1804 par Pie VII, à Notre-Dame — au beau scandale des royalistes qui allèrent jusqu'à traiter le pape de « *polichinelle* » (Joseph de Maistre). L'Empire avec sa nouvelle noblesse, qui parfois ne savait pas lire, la décoration de la Légion d'honneur, les armoiries de la nouvelle dynastie, copiait la Monarchie. On n'osait guère s'en moquer car le régime possédait une police extrêmement efficace et une censure à toute épreuve : un seul journal par département, interdiction d'y écrire des articles politiques; les écrivains furent bannis (Madame de Staël), ou persécutés (Benjamin Constant, Chateaubriand), les artistes devaient illustrer la gloire de l'Empereur et servir la propagande impériale. Les prisons regorgeaient de « suspects » : Napoléon pouvait faire la guerre tranquillement, il n'avait plus d'opposition à l'intérieur.

● *Contre l'Angleterre et ses alliés européens,* Napoléon a gagné toutes les batailles — ou presque — mais il a perdu la guerre. Il a été un grand capitaine parce qu'il a su construire une armée remarquable, nombreuse (instauration du service militaire obligatoire tempéré par la pratique du rachat : 1 800 000 hommes recrutés entre 1800 et 1812), et efficace. Les officiers sont choisis pour leurs capacités et non en fonction de leur ancienneté ou de leur origine; l'organisation militaire générale est souple : l'armée napoléonienne est une armée d'improvisation, non de tradition. Le matériel est quelconque (on utilise encore le fusil modèle 1777 et les canons de Gribeauval), l'intendance mal fournie; le « génie » militaire de l'Empereur repose essentiellement sur la mobilité des troupes, et sur l'obligation faite aux généraux de nourrir leurs armées sur le pays. Le service de santé est, comme l'intendance, déficient. Aussi la *Grande Armée* a-t-elle toujours traîné avec elle pillards et éclopés. Une telle armée ne peut appliquer qu'une stratégie : la guerre éclair. La plupart des victoires de Napoléon s'expliquent par la rapidité d'exécution. Il harcèle l'ennemi en campagne (la place forte ne joue dans sa stratégie qu'un rôle secondaire), il conserve des troupes fraîches pour porter les derniers coups lorsque l'adversaire est épuisé physiquement et moralement, et pour le *poursuivre* dans sa retraite (c'est là une des grandes originalités de Napoléon).

Les généraux et maréchaux de l'Empire sont médiocres stratèges et médiocres tacticiens. Napoléon leur demande seulement de bien commander les manœuvres (assauts, charges, etc.), et de savoir au besoin payer de leur personne. Il ne laisse à aucun le soin de commander, exigeant de prendre lui-même toutes les initiatives; la faiblesse de cet entourage expliquera certains de ses revers les plus importants.

***Pour les Anglais, Napoléon était « Bony », « l'Ogre », etc. Les caricatures stigmatisant son ambition et ses crimes ont fleuri outre-Manche. Ici on voit le conquérant du monde arrêté par le petit* John Bull.**



B.N. Ph. Jeanbor © Archives Photeb.

L'opposition entre Bonaparte et la Grande-Bretagne était en quelque sorte ce qu'on appellerait aujourd'hui le conflit de deux impérialismes. Après quelques mois de « guerre froide » (à propos de Malte où la garnison anglaise n'avait pas été évacuée) et une vaine tentative de médiation russe, l'Angleterre adresse à la France un ultimatum lui enjoignant de retourner au *statu quo* des accords d'Amiens (26 avril 1803); elle rappelle ses ambassadeurs le 12 mai. Un incident maritime (la capture de bateaux de commerce français par des navires de guerre britanniques) fut le prétexte choisi par Bonaparte pour reprendre les hostilités contre les « pirates d'Albion » : le conflit ne devait cesser que douze ans plus tard.

● *Les douze années de guerre* peuvent se résumer comme suit :

— *Guerre franco-anglaise* (1803-1805) : tentative de débarquement (camp de Boulogne, amiral Bruix) et désastre naval de **Trafalgar** le 21 octobre 1805 (Nelson vainqueur de Villeneuve).

— *Troisième coalition* (Autriche, Russie, Suède, royaume de Naples) fomentée par l'Angleterre (Pitt) pendant l'été 1805 : les Autrichiens sont battus à **Ulm** (20 oct. 1805) et les Austro-Russes à **Austerlitz** (2 déc. 1805); Napoléon impose à l'Autriche le traité de **Presbourg** (26 déc. 1805) qui élimine l'Autriche de l'Italie et de l'Allemagne. Fin du Saint Empire romain germanique (août 1806).

— *Quatrième coalition* (les coalisés restant en course et la Prusse) : victoires françaises à **Iéna** et **Auerstaedt** (oct. 1806), et occupation de **Berlin** (27 oct.). Les Russes sont battus à **Eylau** (8 fév. 1807) et **Friedland** (14 juin 1807). Traité de **Tilsit** (7-9 juil. 1807), entente secrète entre Napoléon et le tsar Nicolas Ier malgré les agissements de Talleyrand.

— *Premiers revers en Espagne et au Portugal* (émeute à Madrid le 2 mai 1808 — le *Dos de Mayo* —, victoire espagnole à **Baylen**, en Andalousie, et capitulation de Junot devant Wellesley à **Cintra** en juil.-août 1808). Début de la guérilla espagnole.

— *Cinquième coalition* (animée par l'Autrichien Stadion) à laquelle ne participent pas les Russes : défaite de Napoléon à **Essling** (22 mai 1809) et victoire à **Wagram** (6 juil. 1809); paix de **Vienne** (14 octobre 1809). Metternich organise le mariage de l'Empereur avec l'archiduchesse Marie-Louise (isolement de la Russie). Napoléon est pratiquement maître de toute l'Europe occidentale jusqu'à la Vistule.

— *Campagne de la Russie,* qui rompt le blocus et se rapproche de l'Angleterre (début de la campagne : 24 juin 1812); victoire de **Smolensk** et de la **Moscova**, mais retraite dramatique après l'incendie de **Moscou** (oct.-déc. 1812); 10 000 survivants sur 700 000 combattants !

— *Coalition générale contre Napoléon* (1813); dernières victoires à **Lützen** et **Bautzen**, et « massacre » de la Grande Armée à **Leipzig** (la « bataille des Nations », 16-19 oct. 1813); défaites en Espagne **(Vittoria)**. Paris est envahi par les Alliés le 30 mars 1814.

— *Abdication de Napoléon* (6 avril 1814); exil à l'île d'Elbe. Le Sénat et Talleyrand rappellent Louis XVIII, frère de Louis XVI; la France est ramenée à ses frontières de 1792 (traité de **Paris**); le Congrès de Vienne s'ouvre (voir *Annexe*, p. 152).

— *Les Cent-Jours* : le 1er mars 1815, Napoléon débarque au golfe Juan, refait — provisoirement et partiellement —

l'union autour de sa personne et reprend la guerre contre les coalisés concentrés en Belgique. Il est vaincu à **Waterloo** par Wellesley, duc de Wellington, le 18 juin 1815 ; il abdique à nouveau le 22 juin, tente de gagner les États-Unis et, finalement, se rend aux Anglais à **Rochefort** sur le *Bellérophon*. Il est exilé à Sainte-Hélène.

Conclusion.

Pendant les six ans qu'il passa dans la « petite île » de Sainte-Hélène, Napoléon Bonaparte, entouré de ses fidèles, dicte ses mémoires. Il s'y pose en soldat de la Révolution, en libérateur des peuples, en pacificateur de l'Europe ; avec une mauvaise foi historique exemplaire, il oublie qu'il avait été un tyran, un belliciste acharné et, tout compte fait, un désastre national. L'histoire du monde est ainsi remplie de figures éclatantes et claironnantes, portées aux nues par l'enthousiasme romantique des masses ignorantes et des faiseurs d'épopées, qui ont cru — parfois sincèrement — faire le bonheur des hommes malgré eux par la torture, la censure, les prisons et les guerres. Napoléon Bonaparte a peut-être été une de celles-là.

Le XIX[e] siècle.



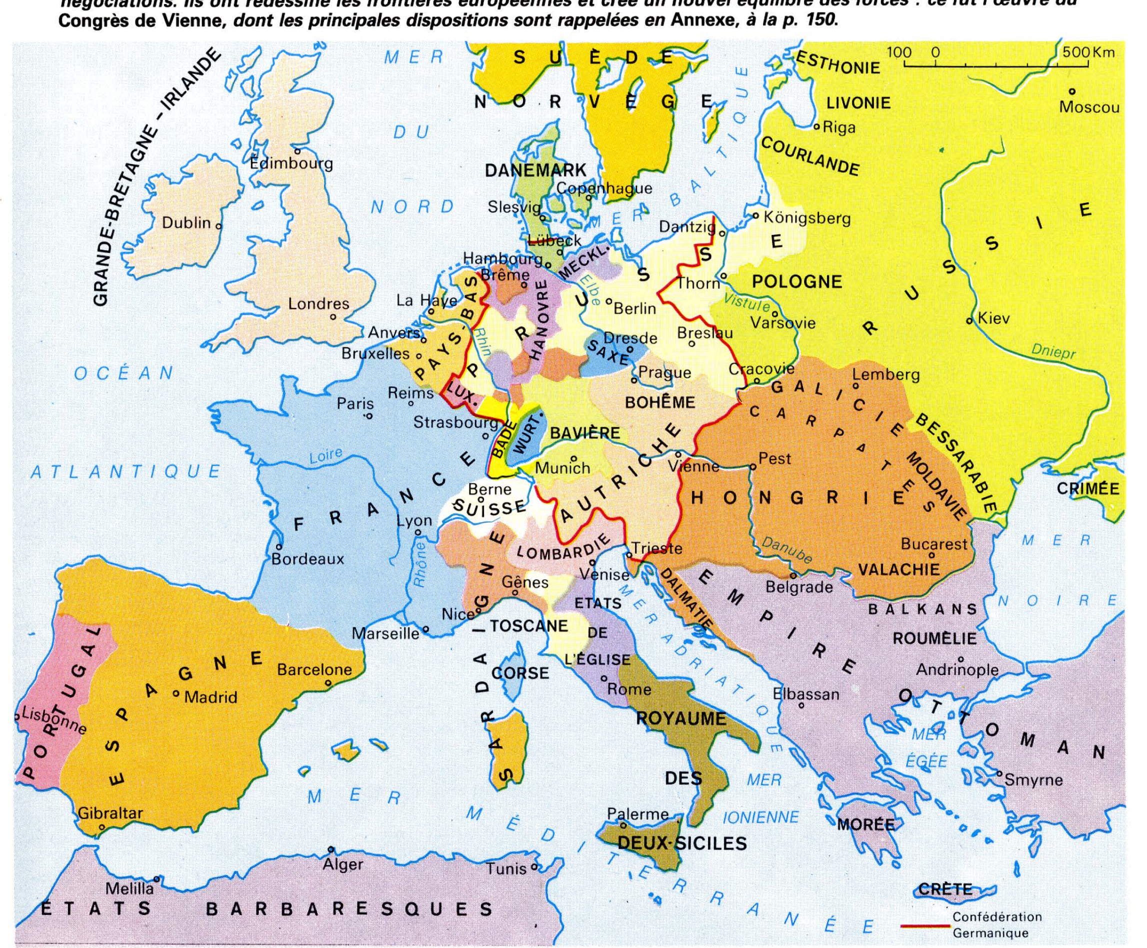
La table du Congrès de Vienne, par Isabey.

On reconnaît, de gauche à droite : le duc de Wellington (Angleterre), le comte de Lobo da Silveira (Portugal), Saldanha da Gama (Portugal), (assis) le prince de Hardenberg (Prusse), le comte de Löwenhielm (Suède), le comte de Noailles (France), le prince de Metternich (Autriche), le comte de La Tour du Pin (France), le comte de Nesselrode (Russie), le comte de Palmela (Portugal), le vicomte de Castlereagh (Angleterre), le duc de Dalberg (France), le baron de Wessenberg (Autriche), le prince de Razoumovski (Russie), le général lord Stewart (Angleterre), le chancelier Gomez de Labrador (Espagne), le vicomte de Clancarty (Angleterre), Wacken, le chevalier von Gentz (Autriche), le baron G. de Humboldt (Prusse), le général comte Cathcart (Angleterre), (assis) le prince de Talleyrand (France), (assis) le comte de Stackelberg (Russie).

Avant 1848.

● *La Restauration (1815-1830).* Après les Cent-Jours, Louis XVIII rentre à Paris le 8 juillet 1855 ; il octroie une *Charte* qui conserve les conquêtes constitutionnelles de la Révolution en confiant le législatif à une Chambre des Députés élus au suffrage censitaire et à une Chambre des Pairs (voir p. 151 : les constitutions de la France). L'histoire de la Restauration est marquée à l'intérieur par l'opposition entre partisans d'un retour rigoureux à l'Ancien Régime, les *Ultras*, et les représentants de la bourgeoisie, bénéficiaires de la Révolution et hostiles aux Bourbons, les *Libéraux*. Lorsque Charles X succède à son frère Louis XVIII, en 1824, il doit faire face à la grande crise économique de 1827, qui se traduit par la défaite électorale des *Ultras ;* Charles X, passant outre à l'opinion exprimée par le collège électoral, forme un ministère ultra dirigé par Polignac et viole la Charte en 1830 : les 27, 28 et 29 juillet 1830, le peuple de Paris se soulève *(Les Trois Glorieuses).* Charles X doit abdiquer et partir pour l'exil ; les bourgeois — effrayés par la dimension sociale du « mouvement » — mettent sur le trône le duc d'Orléans, libéral, qui devient le roi Louis-Philippe. Signalons, sur le plan extérieur, l'expédition d'Alger, en 1830, montée comme une opération de prestige : elle a été le point de départ de la conquête de l'Algérie.

Après la chute de Napoléon, vainqueurs, vaincus et pays neutres se sont retrouvés autour des tables de négociations. Ils ont redessiné les frontières européennes et créé un nouvel équilibre des forces : ce fut l'œuvre du Congrès de Vienne, dont les principales dispositions sont rappelées en Annexe, à la p. 150.



● *La monarchie de Juillet (1830-1848).* Louis-Philippe gouverne avec Casimir Périer (respectant la haute bourgeoisie, hostile aux Libéraux trop « démocrates »), Thiers (partisan d'un gouvernement constitutionnel : le roi doit s'appuyer sur les Chambres) et Guizot (plus favorable au pouvoir personnel). La crise économique provoque des insurrections locales (les *canuts* lyonnais en 1831), auxquelles répondent des mesures répressives de la part d'une monarchie qui manque de grandeur. Les échecs de la politique extérieure (crise égyptienne de 1840) ne sont pas compensés par la conquête de l'Algérie (reddition d'Abd al-Kādir, 1847).

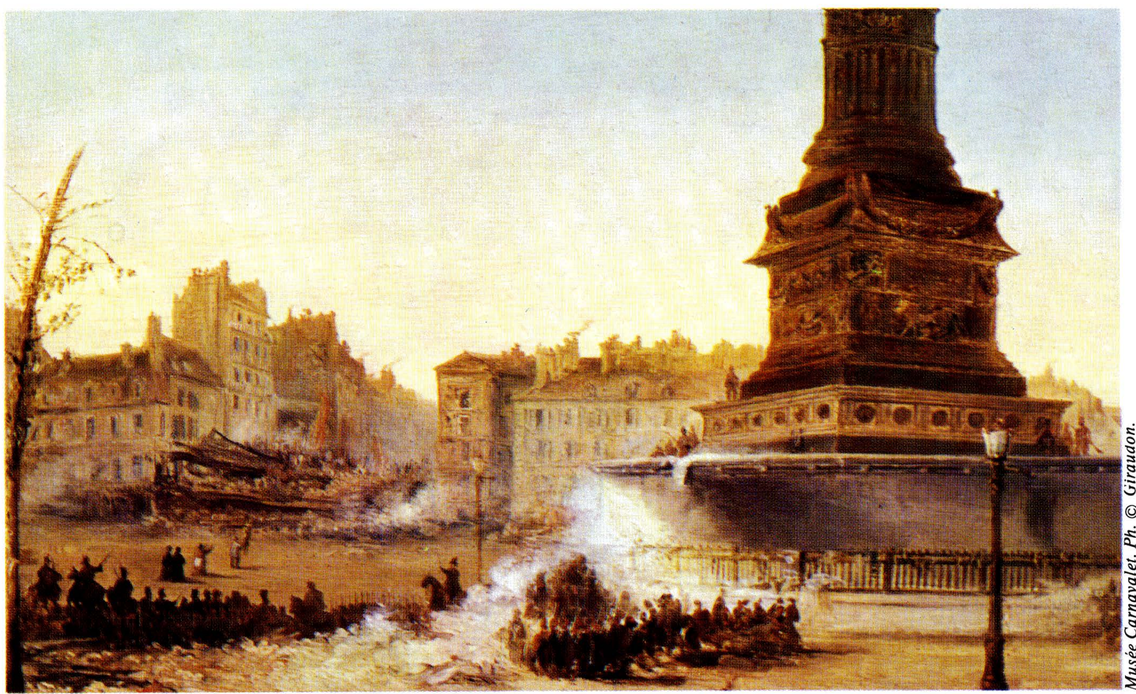
La monarchie de Juillet voit naître la grande industrie (chemin de fer) protégée par des mesures antiouvrières : baisse des salaires, interdiction du droit de grève et du droit d'association. La crise de 1847 pousse la situation à son paroxysme : la haute bourgeoisie se détache du pouvoir et les ouvriers se soulèvent à Paris en février 1848 (voir tableau page suivante).

● *La II[e] République.* La Révolution de 1848 aboutit à la constitution résumée p. 150, définissant le régime de la *II[e] République.* Aux élections de décembre 1848, le neveu de l'Empereur, Louis-Napoléon Bonaparte, est élu président de la République (on l'appelle le Prince-Président) ; l'assemblée est partagée entre monarchistes et conservateurs (le parti de l'ordre) et — en minorité — des républicains. Louis-Napoléon Bonaparte impose un régime de pouvoir personnel par un coup d'État, le 2 décembre 1851, et se fait acclamer empereur des Français le 2 décembre 1852.

Les paradoxes du Second Empire (1852-1870).

La chronologie des événements est étudiée p. 151.

● *Politique intérieure de Napoléon III.* Le plébiscite du 21 décembre 1851 avait donné à Louis-Napoléon Bonaparte le pouvoir de faire une constitution, qu'il promulgua le 14 janvier 1852 (voir *Annexe,* p. 150) ; sous des apparences républicaines, cette constitution réunissait pratiquement tous les pouvoirs entre les mains du Prince-Président, plébiscité le 20 novem-



Vue de la place de la Bastille et des barricades du faubourg Saint-Antoine, le 25 juin 1848, par J.-J. Champin.

Musée Carnavalet. Ph. © Giraudon.

La révolution de 1848

Causes : la triple crise, agricole, industrielle et financière de 1847 en Angleterre et en France (faillites en série dans la grande industrie, baisse catastrophique de l'encaisse-or de la Banque de France, dépréciation du franc); le mécontentement politique (l'opposition organise des banquets politiques qui se transforment en manifestations locales; le gouvernement en arrive à interdire un banquet réformiste qui devait avoir lieu le 22 février 1848, ce qui déclenche les émeutes et la chute du régime).

20 février	Le directeur du *National* (Armand Marrast) et le comte d'Alton-Shée invitent, par un manifeste, la garde nationale, les étudiants et le peuple à manifester dans les rues avec les souscripteurs au banquet. Les députés qui devaient participer à ce banquet, craignant que l'affaire ne dégénère, décident d'y renoncer et, pour donner le change, proposent de mettre en accusation les ministres (réunion chez Odilon Barrot).
20 février au soir	Nombreuses réunions dans les différents quartiers de Paris, en particulier au quartier Latin où les étudiants décident, malgré le refus des députés, d'organiser pour le 22 février (le surlendemain) une manifestation.
22 février, 9 h	Le cortège se réunit place du Panthéon, puis, grossi de la foule, atteint la Madeleine, la Concorde et le Palais-Bourbon. Les étudiants sont refoulés par les gardes municipaux.
22 février, après-midi	En de nombreux « points chauds » les affrontements tournent à l'émeute (devant certains ministères, au quartier Latin, à la périphérie parisienne).
22 février, soirée	L'ordre est rétabli; l'armée occupe les points stratégiques.
23 février au matin	La *garde nationale,* dans l'ensemble, refuse de prendre parti contre les manifestants et va même dans certains quartiers jusqu'à se rallier à eux.
14 h	Le roi décide de transformer le ministère (chute de Guizot, appel de Molé, adversaire de Guizot).
Fin de l'après-midi	Les émeutes reprennent, animées surtout cette fois-ci par les ouvriers (faubourg Saint-Martin, Bastille, faubourg Saint-Antoine). Devant le ministère des Affaires étrangères, la troupe tire sur les manifestants : 52 morts, 74 blessés *(le massacre des Capucines).*

Nuit du 23 au 24 février	La nouvelle du massacre se répand; les faubourgs se soulèvent et se couvrent de barricades; les manifestants pillent armureries et casernes pour s'armer. Molé renonce à constituer un ministère; le roi appelle Thiers et nomme Bugeaud, le plus impopulaire des chefs militaires français (il avait tué en duel le député Dulong en 1834, avait réprimé avec violence la même année les mouvements insurrectionnels, et avait vigoureusement terminé la conquête de l'Algérie), commandant militaire de Paris. Bugeaud tente de « déblayer » Paris, mais sans succès. Thiers impose au maréchal de renoncer à l'épreuve de force. En même temps se répand dans Paris un tirage spécial de *La Réforme* réclamant la République. Le peuple marche sur les Tuileries; à 12 h 30 Louis-Philippe abdique en faveur du comte de Paris et s'enfuit des Tuileries par les Champs-Élysées (il se réfugiera en Angleterre où il mourra en 1850).
13 h 30	Le palais est occupé et pillé; pendant ce temps, les députés avancés, les personnalités « de gauche », les membres des sociétés secrètes, etc., s'organisent : Louis Blanc, Arago, Caussidière, Ledru-Rollin, Garnier-Pagès, Lamartine, Crémieux, Dupont de l'Eure forment un gouvernement provisoire de la République.
15 h	Garnier-Pagès, maire provisoire de Paris, à l'Hôtel de Ville.
La fin de l'après-midi du 24 février	Série de tractations entre les députés radicaux et ceux qui ont été portés au pouvoir par la rue; une proclamation ambiguë de la République a lieu le 24 février au soir. La proclamation définitive et sans ambages n'est affichée que le 25 février au matin. Lamartine parvient à imposer le drapeau tricolore à la République française.

bre 1852 empereur des Français (7 839 000 oui, contre 253 000 non : près de 97 % de oui !). Pendant huit ans Napoléon III gouverna en dictateur, avec des ministres brillants mais entièrement acquis à sa politique : Persigny, Morny, Baroche, Billaut, Rouher ; ce fut la période de l'*Empire autoritaire* (surveillance de la presse, de l'Université, des opinions particulières, pratique de la *candidature officielle* qui fournissait à l'empereur une Chambre des Députés entièrement à sa dévotion, arrestation ou exil des libéraux, des chefs républicains et de certains intellectuels comme Victor Hugo) ; l'attentat manqué d'Orsini (14 janvier 1858 : trois bombes sur la voiture de l'empereur) donna l'occasion de faire promulguer une *loi de sûreté générale* permettant pratiquement d'expulser ou d'interner sans jugement les ennemis du régime. Cette disparition à peu près totale de la vie politique était en contraste avec la vie extrêmement brillante de la cour aux Tuileries, où Napoléon III cherchait à donner au régime le prestige du luxe et de l'étiquette.

Les difficultés extérieures, les transformations économiques ont imposé un changement de direction à cette politique. L'empereur laisse s'exprimer — encore timidement — l'opposition (notamment celle des évêques qui critiquent la politique italienne de l'empereur, voir p. 58, et celle des *protectionnistes* que lèse le traité de commerce de 1860 avec l'Angleterre). Progressivement s'installe un *Empire libéral* (laïcisation de l'enseignement par Victor Duruy, droit de grève accordé aux travailleurs en 1864, influence croissante de Thiers, création du *Tiers Parti* — bonapartiste et libéral — avec Émile Ollivier, lois sur la liberté de presse et la liberté de réunion en 1868). Parmi les adversaires les plus véhéments du régime citons : Henri Rochefort, dont l'hebdomadaire satirique *La Lanterne,* précurseur de ce que seront plus tard en France *Le Crapouillot* et *Le Canard Enchaîné,* a un succès considérable (repris par Aristide Briand, *La Lanterne* paraîtra jusqu'en 1928) ; l'avocat Gambetta qui, dans sa plaidoirie pour le journal républicain *Le Réveil,* concluait :

> *Il n'y a que deux anniversaires, le 18 brumaire et le 2 décembre, qui n'ont jamais été mis au rang des solennités d'origine, parce que vous savez que si vous vouliez les y mettre, la conscience universelle les repousserait* (Discours et plaidoyers politiques, éd. Charpentier).

Devant les progrès irrésistibles de l'opposition, Napoléon III modifie la constitution en 1867, 1868, 1870, ouvrant la porte à un semi-parlementarisme, et se fait encore plébisciter le 8 mai 1870 (7 538 000 oui, 1 572 000 non, 1 900 000 abstentions). Succès bien éphémère : trois mois plus tard la France est envahie par la Prusse et, au lendemain de Sedan, l'Empire s'effondre (4 septembre 1870) sans trouver un seul défenseur ; Napoléon III est emmené en captivité en Allemagne et meurt peu de temps après sa libération, en Angleterre (en 1873, à Chislehurst, dans le Kent).

● *Politique extérieure de Napoléon III.* Elle est dominée par une idée généreuse, celle de *nationalité* (en particulier affranchissement des nationalités opprimées comme les Italiens du Nord et les Polonais) et par le besoin — bien moins généreux — de gloire militaire (bien que Napoléon III se soit écrié au début de son règne : « L'Empire, c'est la paix »). Napoléon III engagea donc la France dans une guerre contre la Russie (guerre de Crimée, 1854-1856, liée à la question d'Orient) et la guerre d'Italie (mai-juillet 1859, p. 58 : la France s'agrandit alors de la Savoie et du comté de Nice). Après 1860, la politique extérieure de Napoléon III ne connaît plus que des échecs : à propos de la question romaine (voir p. 59), au Mexique (guerre du Mexique, 1861-1867) et en 1870 contre l'Allemagne (invasion de la France, effondrement de l'Empire, voir p. 20). D'autre part, Napoléon III a développé l'empire colonial français.

● *Quelques problèmes.*

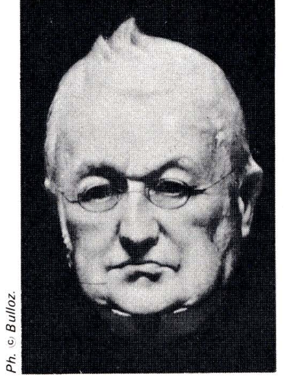
— On peut d'abord se demander pourquoi la Révolution de 1848 a conduit au pouvoir des élus en majorité royalistes en 1849, et ce que sont devenus tous les « républicains » de février lors des plébiscites de décembre 1851 et de novembre 1852. Cela vient sans doute de ce que la Révolution, dans ce qu'elle avait de physique et de déterminé, a surtout été le fait d'une minorité (les étudiants et les ouvriers à Paris et dans quelques autres grandes villes) ; les paysans qui représentent, et de beaucoup, la partie la plus importante du corps électoral, n'ont pas suivi, pas plus que les bourgeois ou même les républicains libéraux qui craignent le « péril rouge ». Il y a donc une sorte de *parti de la peur,* ou tout au moins un parti conservateur que la Révolution ne touche pas en profondeur.

— L'explication essentielle du succès paradoxal du Second Empire, c'est-à-dire de l'installation d'un régime plus autoritaire encore que celui qui avait été renversé, est liée au grand mouvement d'expansion économique qui caractérise l'Europe à cette époque. Si les crises et les marasmes ont été monnaie courante jusqu'à 1850, à partir de cette date l'Europe entre dans une période de prospérité et de consommation ; les bourgeois, les paysans, les industriels et même les ouvriers, les masses d'une façon générale, profitent d'un accroissement considérable du bien-être : la construction d'un réseau de voies ferrées (3 000 km de

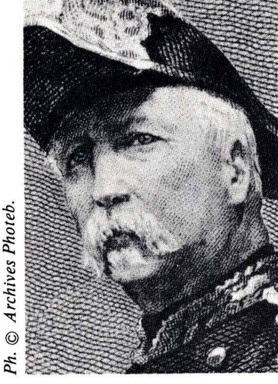
réseau en 1852, 18 000 km exploités en 1870, grâce à l'activité de six grandes compagnies privées auxquelles l'État avait donné pour quatre-vingt-dix-neuf ans un monopole d'exploitation), le percement du canal de Suez (1859-1869, dirigé par Ferdinand de Lesseps), les transformations de Paris (par le baron Haussmann, dont la prodigalité fut d'ailleurs violemment attaquée par les républicains), les progrès de la grande industrie, tout cela encourage Napoléon III à accepter les risques de la libre concurrence avec des pays plus industrialisés, et à signer le traité de commerce Cobden-Chevalier en janvier 1860 avec l'Angleterre (réduction des droits de douane) et des conventions analogues avec la plupart des autres pays d'Europe (en particulier l'Autriche et le *Zollverein* allemand). Toute cette politique économique et commerciale porte la marque des doctrines économiques de Saint-Simon qui pensait améliorer les conditions des classes laborieuses en développant la production et la circulation des biens ainsi que le crédit (la plupart des grands financiers et des grands hommes d'affaires du Second Empire sont des disciples de Saint-Simon : les banquiers Pereire, Enfantin, Ferdinand de Lesseps).

— Nationalisme et internationalisme sont les deux pôles des doctrines de philosophie politique sous le Second Empire. L'une des originalités du XIXe siècle en Europe, c'est que le sentiment national est devenu une force politique, ce qui mettra constamment en danger l'équilibre de l'Europe du Congrès de Vienne et sera le moteur, on l'a vu, de la politique internationale de Napoléon III. Il ne faut cependant pas oublier que d'autres forces politiques, dont l'effet se fera sentir à longue échéance, se constituent alors : en particulier l'*internationalisme* qui naît à partir des mouvements ouvriers (*Manifeste des soixante* de Tolain, fondation en 1864, à Londres, de l'*Association internationale des travailleurs*, premiers congrès internationaux socialistes où triomphent les thèses collectivistes de Marx et d'Engels, notamment le Congrès de Bâle en 1869).

— On peut enfin se demander pourquoi et comment cette France riche et puissante s'est effondrée subitement (en un mois) sous les coups que lui porta l'armée allemande. On peut certes invoquer l'infériorité de l'armement français, mais il semble que ce soit là une excuse superficielle. En fait l'armée française, faite de soldats de métier, était commandée par des officiers plus habitués à la guerre coloniale qu'à la guerre savante que lui livrent les Prussiens de Moltke (Mac-Mahon était gouverneur général de l'Algérie de 1864 à 1870, Bazaine n'avait plus commandé de grands effectifs depuis l'expédition malheureuse du Mexique et il ne semble guère avoir brillé par l'intelligence stratégique, Canrobert, qui avait participé à la conquête de l'Algérie et qui s'était fait remarquer en Crimée, ne semble pas avoir eu les moyens nécessaires pour arrêter l'avance prussienne).


Ph. © Bulloz.


Adolphe Thiers (1797-1877).


Ph. © Archives Photeb.

Patrice de Mac-Mahon (1808-1893)

Conclusion.

La défaite de 1870 et le traité de Francfort (10 mai 1871) ont eu deux conséquences importantes pour la France : l'instauration d'un gouvernement provisoire qui s'est transformé en IIIe République (1875) et le démembrement du pays (perte de l'Alsace et de la Lorraine) ; en même temps ils consacraient la prépondérance allemande en Europe, l'antagonisme franco-allemand, et par là même préparaient les deux grandes guerres mondiales du XXe siècle.

LA FRANCE EN RÉPUBLIQUE.

La IIIe République jusqu'à la Première Guerre mondiale.

Se reporter aux pp. 96, 99, 105 pour les causes, le développement et les conséquences de la Première Guerre mondiale, ainsi que pour la politique extérieure de la France à cette époque.

Exécution sommaire de « Communards » (document tiré de l'Illustration, 1871). Ils réclamaient « la terre au paysan, l'outil à l'ouvrier, le travail pour tous » (Journal Officiel de la Commune).


Ph. Jeanbor © Archives Photeb.

Après la chute du Second Empire (4 septembre 1870) et l'armistice qui mettait fin aux hostilités (28 janvier 1871), la France se reconstruit un régime — non sans passer par une guerre civile lourde de conséquences (la *Commune*, mars-mai 1871). Les nouvelles institutions sont promulguées en 1875 ; elles définissent la IIIe République (1875-1940) dont l'histoire a été profondément troublée par la Première Guerre mondiale (1914-1918) et le début de la Deuxième Guerre mondiale (1939-1940), qui a causé sa chute.

Les principaux moteurs de la vie politique.

● *De la guerre franco-allemande* a surgi un nationalisme français exacerbé, aveuglant même les esprits les plus clairvoyants ; des radicaux aux monarchistes, les députés sont tous (ou presque tous) des « antiprussiens ». La turbulente *Ligue des patriotes* fondée par le poète Paul Déroulède en 1882 (sa devise : « Qui vive ? France ! » ; 200 000 membres) et le *boulangisme* (voir ci-dessous) sont les formes les plus dangereuses de cet esprit *revanchard,* rêvant de reprendre l'Alsace et la Lorraine à l'Allemagne toute-puissante et méprisante de Bismarck puis de Guillaume II.

● *La deuxième grande force* d'évolution est de caractère social. Dans la période qui nous occupe, son effet a surtout été négatif. Elle a fait une apparition dramatique lors de la *Commune* (voir p. 151) et la *« peur des rouges »* a motivé la timidité politique des républicains ; lorsque eurent lieu, entre 1892 et 1894, les *attentats anarchistes,* le Parlement vota les lois sur la limitation de la liberté individuelle et les délits de presse que les socialistes ont appelées les *lois scélérates.* La conséquence de cette attitude antirouge est le développement d'une politique favorable aux affaires (*protectionnisme,* fiscalité peu démocratique) et au clergé.

● *Les questions religieuses* sont en effet déterminantes. Il est de fait que, dans la deuxième partie du XIXe siècle, la société évolue sans le secours de la religion (rationalisme, positivisme, scientisme, maçonnisme, etc.). L'Église est le témoin impuissant de cette laïcisation (réforme scolaire de Jules Ferry en 1880-1882 donnant à l'État seul le droit de conférer les grades universitaires, instituant l'enseignement primaire obligatoire et laïque ; réforme de Camille Sée en 1880 instituant des lycées et collèges de jeunes filles). En France le clergé s'est opposé à la République (souvenirs amers de 1789) et a appuyé toutes les tentatives de restauration monarchique, motivant le mot fameux de Gambetta : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi ». Le conflit atteint son apogée en 1902-1905, lorsque le radical Émile Combes (ancien séminariste, docteur en théologie, puis médecin) applique rigoureusement la loi de 1901, interdisant tout enseignement aux congrégations. Il peut alors, par la loi de séparation des Églises et de l'État, mettre l'Église catholique sur le même plan que n'importe quelle autre association, confessionnelle ou non.

● *L'information.* La manière dont elle circule et les conséquences qui en résultent pour la formation de l'opinion publique sont des questions qui commencent à être connues des historiens scientifiques. Les journaux quotidiens qui fournissent l'essentiel de cette information sont pour la plupart des journaux d'affaires, qui orientent leurs articles dans le sens de leurs intérêts (ou de ceux de leurs annonceurs publicitaires) ; les journaux d'opinion proprement dits ignorent les gros tirages. La presse semble donc agir comme un miroir plus ou moins déformant sur une opinion publique en définitive mal informée, aveuglée par les passions et les préjugés. C'est pourquoi les *problèmes* de la France se dégradent et s'amplifient en *querelles* parfois mesquines, souvent stupides, qui affaiblissent de jour en jour sa réputation internationale (laïcité, querelles colonialistes, Panama, affaire Dreyfus, etc.) ; Bismarck peut s'écrier :

> *J'y vois* [dans les querelles politiques françaises] *une probabilité d'accroissement continuel de la faiblesse intérieure de la France et, par suite, une diminution de son aptitude à faire la guerre* (cité par M. Baumont : *L'Essor industriel et l'impérialisme colonial,* Paris, PUF, 3e éd., 1965).

Les faits marquants de la IIIe République.

Voir la chronologie des événements p. 152.

● *L'évolution politique* s'est faite, très lentement, mais continuellement, vers la démocratie modé-

rée. Il ne faut pas oublier, en effet, le mécanisme des institutions constitutionnelles (voir *Annexe*, p. 152) qui rendent difficile une évolution rapide ; le Parlement (la Chambre des Députés et le Sénat) est maître du pouvoir législatif et la mise en minorité, lors du vote d'une loi d'un ministère provoque automatiquement le remplacement de celui-ci par un ministère fourni — en principe — par l'opposition. Le jeu parlementaire impose au président du Conseil au pouvoir de s'entendre avec ses adversaires éventuels, c'est-à-dire — sauf dans les cas où la majorité d'une législature est homogène — de pratiquer souvent une politique de compromis. La page 154 de l'*Annexe* donne quelques précisions sur les législatures de la IIIe République dont l'évolution générale entre 1875 et 1914 est résumée par le schéma suivant :


Ph. © Roger Viollet.

Sadi Carnot (1837-1894).


Ph. © Archives Photographiques.

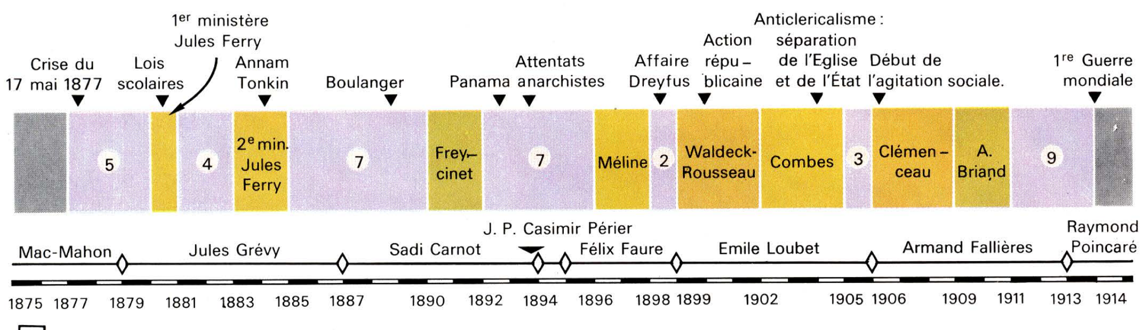
Armand Fallières (1841-1931).

Ph. © Collection Sirot.

Raymond Poincaré (1860-1934).


Ph. © Roger Viollet.

Albert Lebrun (1871-1950).



Évolution schématique de la IIIe* République, *de 1875 à 1914.

● *Les réformes* les plus importantes ont été accomplies par Jules Ferry (lois scolaires, lois libérales sur la presse et les syndicats, expansion coloniale au Tonkin), Freycinet (expansion économique et extension du réseau ferré), Waldeck-Rousseau (loi de 1901 sur les associations), Millerand (loi de 1900 inaugurant un code du travail), Émile Combes (loi de 1905 : séparation des Églises et de l'État). Clemenceau et Aristide Briand ont eu surtout à envisager (sans pouvoir les résoudre) les problèmes sociaux (agitations rurales, agitations ouvrières durement réprimées). Gambetta — dont la popularité et l'ascendant étaient immenses à cause de son action en faveur de la démocratisation de la République (programme dit « de Belleville ») — n'a été président du Conseil que trois mois (novembre 1881-janvier 1882).

● *Le boulangisme.* Les divisions des républicains ont pour conséquence, aux élections de 1885, une forte poussée monarchiste et bonapartiste (deux cents députés « de droite » à la Chambre sur cinq cent quatre-vingt-quatre sièges). Le général Georges Boulanger, officier beau parleur et intrigant, champion du parti des revanchards, promenant sa barbe blonde et son cheval noir de revue en revue, suscite avec astuce un mouvement extraordinaire et aveugle de nationalisme. Il travaille à force de complots, de déclarations fracassantes, de gestes théâtraux (par exemple : peindre en tricolore les guérites des casernes) à renverser le régime (son programme : « dissolution, révision, Constituante » visait à instaurer une dictature présidentielle dont il aurait été le bénéficiaire). Mis à la retraite en 1888, il fait une campagne électorale spectaculaire, se présentant dans toutes les circonscriptions vacantes (la loi électorale permettait alors la pratique des candidatures multiples) ; élu sept fois député en cinq mois, il est poussé à marcher vers l'Élysée par ses amis de tout bord : royalistes, bonapartistes, aventuriers, républicains égarés ou fanatisés, etc. Mais le personnage n'est pas à la hauteur de ses déclarations ; au pied du mur, il hésite. Mis en accusation par les républicains pour complot contre la sûreté de l'État, il s'enfuit à Bruxelles, en avril 1889 et les boulangistes, qui espéraient conquérir la majorité aux élections de septembre 1889, ne recueillent que 45 sièges (sur 576). Deux ans plus tard, ce héros d'une opérette qui aurait pu se transformer en drame se suicide à Ixelles, en Belgique, sur la tombe de sa maîtresse, Marguerite de Bonnemain, qui avait été aussi sa conseillère politique !

● *Le scandale de Panama* éclate, en 1882, à propos de la faillite de la société du canal, fondée par F. de Lesseps. Les difficultés financières de cette entreprise, provoquées en partie par un gaspillage éhonté des sommes qui avaient été réunies, avaient conduit ses administrateurs à demander (et à obtenir) à la Chambre des Députés une loi leur permettant d'émettre pour 600 millions de francs (or) d'obligations à lots, remboursables par tirage au sort (1885) ; en 1888, la Compagnie — qui avait reçu en tout 1 280 millions de francs-or — est en faillite. L'enquête révèle que de nombreux députés avaient été achetés par la Compagnie (les 104 *« chéquards »*), que des banquiers, des journalistes, des ministres avaient trempé dans l'« affaire ». Le scandale provoqua une vague d'antisémitisme en raison du rôle joué par des financiers comme Cornelius Herz et le baron de Reinach ; il eut pour conséquence d'écarter du pouvoir certains hommes politiques et de les remplacer par des « hommes nouveaux » (Poincaré et Barthou). A la même époque (1892-1894) éclatent les « attentats anarchistes » (assassinat de Sadi Carnot par Caserio à Lyon).

● *L'affaire Dreyfus.* La machination judiciaire dont a été victime le capitaine Dreyfus a divisé la France à partir de 1898 avec peut-être la même violence que la question algérienne entre 1958 et 1962. Elle est résumée p. 152.

● *Pour les questions internationales et la politique extérieure de la France,* voir les pp. 96-97.

L'Empire colonial.

● *Sous le Second Empire,* l'expansion coloniale est généralement le fait d'initiatives particulières (Faidherbe au Sénégal, Doudart de Lagrée et Francis Garnier en Indochine), que la « métropole » ne suit pas, bien que le ministre de la Marine, Chasseloup-Laubat, ait compris l'importance économique et nationale de ces initiatives. Seule l'Algérie semble avoir intéressé sérieusement le gouvernement impérial ; Napoléon III y a mené successivement deux politiques. Dans un premier temps, il a favorisé la colonisation aux dépens des autochtones, créant un *ministère de l'Algérie* et plaçant le territoire sous l'autorité des civils. Après 1860, il change brusquement de méthode ; il envisage de créer un *royaume arabe* qu'il contrôlerait, et arrête le mouvement de colonisation.

● *Sous la IIIe République,* l'expansion coloniale devient un programme politique. On peut se demander pourquoi un tel mouvement s'est produit à partir de 1881 en France.

— Les motifs économiques (nouveaux débouchés, territoires à explorer, etc.) ont été souvent invoqués (en particulier par Lénine dans un livre célèbre : *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*), comme étant la cause prépondérante de l'expansion coloniale.

— Cependant les motifs *proprement politiques* (compensation de la défaite, prestige national, situation stratégique d'un territoire, etc.) ne doivent pas être négligés ; pour certains spécialistes ils auraient même été prépondérants.

En fait le colonialisme de la IIIe République, dont Jules Ferry fut le plus ardent défenseur, a eu dès sa naissance de violents adversaires ; il a été attaqué par la « droite » — hostile par principe à tout ce qui venait de Jules Ferry — et par « l'extrême gauche » radicale. Par la suite les socialistes (Jaurès), reliant anticolonialisme et antimilitarisme, combattent aussi l'expansion impérialiste, mais, avant 1920, ils n'ont pas de programme organisé et cohérent à ce sujet (les socialistes allemands, par exemple, étaient favorables à une certaine forme de colonialisme). L'attitude « raciste » est à la mode, mais dès 1885, Georges Clemenceau s'écrie :

> *Races supérieures, races inférieures ? c'est bientôt dit. Pour ma part j'en rabats singulièrement depuis que j'ai vu les savants allemands démontrer scientifiquement que la France devait être vaincue dans la guerre franco-allemande parce que le Français est d'une race inférieure à l'Allemand. Depuis ce temps, je l'avoue, j'y regarde à deux fois avant de me retourner vers un homme et vers une civilisation et de prononcer : homme ou civilisation inférieure* (cité par J.-B. Duroselle : *L'Europe de 1815 à nos jours,* Paris, PUF, 1967, 2e éd.).

Quoi qu'il en soit, le monde occidental tout entier est parti à la conquête de l'Afrique, de l'Asie et de l'Océanie. Les Européens ont tenté souvent d'implanter, dans des pays où la vie politique et sociale est très souvent féodale, un système culturel démocratique où ils se réservent la haute main sur l'administration et l'économie ; ils ont contribué à former — plus ou moins rapidement et avec plus ou moins de bonne volonté — des élites locales qui pourront, quelques décennies plus tard, lancer l'anticolonialisme, soutenu en Europe même par des consciences enthousiastes, généreuses ou politiques (voir p. 127 à propos des conséquences de la Seconde Guerre mondiale).

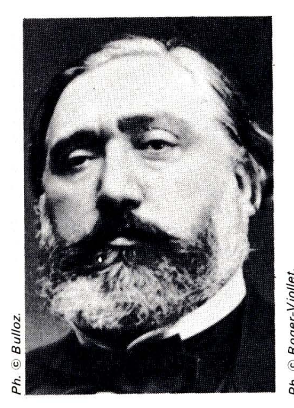
L'entre-deux-guerres, la fin du régime et Vichy.

Se reporter p. 99 pour l'histoire de la Première Guerre mondiale et p. 107 pour les problèmes de relations internationales et les causes de la Seconde Guerre mondiale. Voir aussi p. 152.

Les problèmes de la France entre 1919 et 1939.

● *Problèmes économiques et financiers.* La France, transformée pendant quatre ans en champ de bataille, doit faire face à l'immense problème de la reconstruction ; d'autre part une grande partie de l'or qu'elle possédait et qui garantissait le franc (1 F = 322,5 mg d'or depuis le 9 germinal An XI) se trouve maintenant aux États-Unis. Un lien nouveau doit donc relier le franc à l'or, et, en 1928, une nouvelle parité est établie (le *franc Poincaré*) : 1 F = 65,5 mg d'or (cinq fois moins).

Cette dévaluation atteignait la France dans son commerce avec l'étranger (les prix français sont trop élevés sur le marché international), mais l'activité économique du pays reste intacte (pas de chômage ; les exportations l'emportent sur les importations). Ce qui


Ph. © Bulloz.

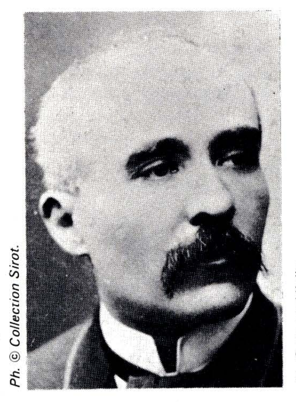
Léon Gambetta (1838-1882) Défenseur acharné de la République, auteur du « programme de Belleville ».


Ph. © Roger-Viollet.

Jules Ferry (1832-1893) Organisateur de l'instruction primaire, laïque et obligatoire.


Ph. © Roger-Viollet.

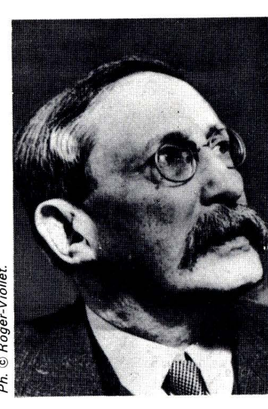
Théophile Delcassé (1852-1923) Artisan de l'Entente cordiale.


Ph. © Collection Sirot.

Georges Clemenceau (1841-1929) On l'a surnommé le « Tigre », pour son ardeur.


Ph. © Roger-Viollet.

Pierre Waldeck-Rousseau (1846-1904) Président du Conseil de 1899 à 1902.


Ph. © Roger-Viollet.

Léon Blum (1872-1950) Chef du gouvernement de Front populaire en 1936.

a provoqué l'écroulement économique de la France et l'a réduite à n'être, à partir de 1932, qu'un pays de deuxième ordre du *point de vue financier,* c'est à la fois son inertie (structures anciennes qui ne peuvent changer du fait de l'incompréhension de ceux qui les contrôlent, barrières douanières donnant l'illusion de la sécurité), mais aussi une *politique du franc* qui a manqué totalement d'efficacité, encombrée de préjugés antiéconomiques. Ce qui s'est passé alors mérite d'être étudié d'un peu plus près, car cela éclaire les difficultés ultérieures (troubles sociaux, défaite de 1940, lent relèvement du pays après 1945) et même les difficultés actuelles (nous suivrons dans ce qui suit les grandes lignes de l'analyse de l'économiste français J. Marchal).

1 – Avant 1914, il était possible de changer, à tout moment, un billet de banque en son équivalent or officiel, sur la base de 322,5 mg d'or pour 1 F. Le système est dit du *billet convertible ;* il circule alors 6,8 milliards de F en billets.

2 – Après 1914, l'État a besoin d'or pour payer ses fournisseurs étrangers ; il fait donc cesser la convertibilité des billets, pour conserver cet or précieux dans ses caisses ; il paye ses fonctionnaires, ses soldats, etc., en papier monnaie à cours forcé. Cependant pour éviter une dévaluation du papier monnaie *(inflation),* il offre au public des bons du trésor qui font rentrer dans ses caisses les billets qu'il a émis. Le plafond d'émission passe à 12 milliards. Comme il circule plus de monnaie, les gens achètent davantage et les prix montent (indices des prix : 116 en 1913, 412 en 1919, 812 en 1926) ; cette hausse lèse ceux qui n'ont que des revenus fixes.

3 – Après la guerre, l'inflation impose la dévaluation de 1928. Par conséquent, l'homme qui aurait conservé dans son porte-monnaie un billet de 10 F, obtenu contre 3,225 g d'or en 1914, ne récupérerait contre ce billet, en 1928, que 0,65 g d'or : sans qu'il ait rien fait, sa *fortune en or* a été divisée par cinq.

4 – Après la crise de 1929-32, l'Angleterre a modifié sa politique monétaire, séparant la livre de l'or, considéré dès lors comme une simple marchandise et non plus comme une monnaie ; la Grande-Bretagne dévalue donc sa monnaie en même temps que la plupart des pays avec lesquels elle est en relation (y compris les USA). Autrement dit, sur le marché international, cela ne se manifeste par aucune hausse relative des prix, alors que la France, ainsi que la Suisse, la Hollande et la Belgique, refusant la dévaluation, va voir ses prix internationaux augmenter. Pour rétablir l'équilibre, il aurait fallu alors que la France dévaluât, elle aussi, sa monnaie (bien que rien ne l'y obligeât, puisque le franc était « fort », c'est-à-dire garanti par une encaisse-or importante). Mais les « économistes-politiciens » français d'alors se sont refusés à cette mesure, car ils croyaient encore à l'idée qu'une monnaie vaut ce qu'elle vaut en or, d'une façon absolue (c'est la théorie de l'étalon-or). Les difficultés intérieures ont alors commencé : pour abaisser ses prix, la France comprime ses dépenses, réduit les traitements de ses fonctionnaires, impose une baisse générale qui rétablit l'équilibre à l'extérieur, malgré les récriminations des intéressés à l'intérieur (décrets - lois de 1935).

5 – Cependant, agissant avec une véritable inconscience économique, l'État français — poussé par des nécessités électorales — relève les prix agricoles, c'est-à-dire pratique dans ce secteur la politique rigoureusement opposée à celle qu'il impose au reste de la nation (loi du 24 décembre 1935). Les conséquences sont de deux ordres : à l'intérieur, augmentation du coût de la vie (alimentation), d'où exaspération des travailleurs et troubles ; à l'extérieur : l'équilibre péniblement atteint à la phase précédente s'écroule. Conclusion : en mai 1936 on assiste au triomphe électoral du *Front populaire.*

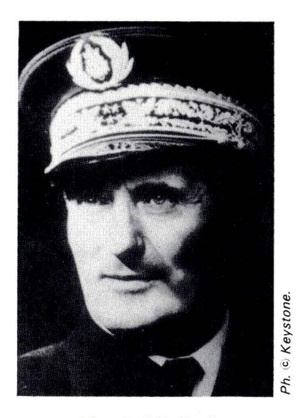
6 – Alors commence une course infernale ; le Front populaire, en améliorant les salaires et les conditions de vie des travailleurs, en réduisant la durée du travail augmente encore plus les prix français sur le marché international. Pour combler l'écart on procède à trois dévaluations : en 1936, en 1937, en 1938 ; le franc ne vaut plus alors que 25 mg d'or. Comme les structures économiques n'ont pas évolué avec le Front populaire, l'échec de la politique française prend la dimension d'une catastrophe, dont la défaite de 1940 est le signe extérieur le plus spectaculaire.

● *Problèmes politiques et sociaux.* La succession des ministères est indiquée au tableau p. 152. Dans les dix années qui suivent la fin de la guerre, les problèmes économiques partagent, avec la politique internationale, l'actualité politique française. Le bloc national (Raymond Poincaré) impose une exécution stricte des clauses du traité de Versailles (occupation de la Ruhr en 1923), et se maintient au pouvoir grâce à la prospérité économique du moment. En 1924, à la suite de ses décisions maladroites (les impôts avaient été augmentés à la veille des élections), l'opposition se regroupe (*Cartel des gauches,* avec Édouard Herriot) et tente, pendant deux ans, de gouverner la France ; elle n'y parvient pas en raison des difficultés économiques croissantes (1926) ; Raymond Poincaré reprend le pouvoir et stabilise les finances (dévaluation de 1928). Pendant ce temps le ministre des Affaires étrangères, Aristide Briand, lance une politique de conciliation à l'égard de l'Allemagne qu'il avait inaugurée avec le Cartel des gauches : Pacte de Locarno en 1925, entrevue avec Stresemann, pacte Briand-Kellog en 1928.

Après la crise de 1929-32, alors que l'Europe se prépare inévitablement à la guerre (ascension des États totalitaires, guerre d'Espagne, guerre d'Éthiopie, annexions hitlériennes), la France vit dans un climat de guerre civile larvée. Des groupements ultra-nationalistes, organisés d'une façon paramilitaire, à l'image des groupements fascistes qui avaient réussi à prendre le pouvoir en Allemagne et en Italie, s'organisent (par exemple le *Mouvement des Croix-de-Feu*). Les troubles vont jusqu'à l'émeute : le 6 février 1934 plusieurs manifestants se heurtent aux forces de l'ordre devant le Palais-Bourbon ; la garde mobile tire (vingt morts, nombreux blessés) et l'ancien président de la République Gaston Doumergue est chargé de constituer un ministère d'union nationale. Les troubles sont aussi profondément sociaux et les grèves paralysent le pays qui souffre de la politique déflationniste de Pierre Laval. L'extrême gauche française constituée par le parti Communiste qui, jusque-là, s'était isolé des autres partis de la gauche, s'unit à eux après le 6 février pour constituer la coalition du *Front populaire* qui remporte aux élections de 1936 une sérieuse victoire sur la droite et les modérés. Le ministère de Léon Blum (4 juin 1936) modifie le climat social (*accords Matignon* signés le 7 juin 1936) mais ne prend aucune mesure véritablement socialiste à quelques exceptions près. L'opposition entre la droite et la gauche françaises, sensibilisées par les événements extérieurs, se développe dans un climat de tension pénible, aggravé par les dévaluations successives et le *Front populaire,* impuissant économiquement, divisé politiquement, pressé par le problème des relations internationales,


Ph. © Keystone.

En 1936, une vague de revendications sociales a déferlé sur la France ; dans de nombreuses entreprises, les travailleurs ont fait grève sur les lieux du travail, occupant ateliers et usines. Ces « grandes grèves » — le pays en connut de plus amples en 1947 et en 1968 — ont eu lieu pendant que le gouvernement socialiste de Léon Blum prenait les premières mesures sociales (semaine de 40 heures, conventions collectives, etc.).


Ph. © Keystone.

L'amiral F. Darlan (1881-1942) le « dauphin du Maréchal » de 1940 à 1942


Ph. © Roger-Viollet.

Pierre Laval (1883-1945) « Je souhaite la victoire de l'Allemagne »

se retire du pouvoir en juin 1937. C'est alors le parti Radical, représenté par Édouard Daladier, qui prend en main les rênes politiques du pays, d'avril 1938 à mars 1940, tandis que les communistes retournent dans l'opposition systématique. Sur un rythme dramatique les événements se précipitent et la France vit ses derniers mois de paix : plus que jamais, c'est la politique extérieure qui prend maintenant le pas sur les difficultés intérieures.

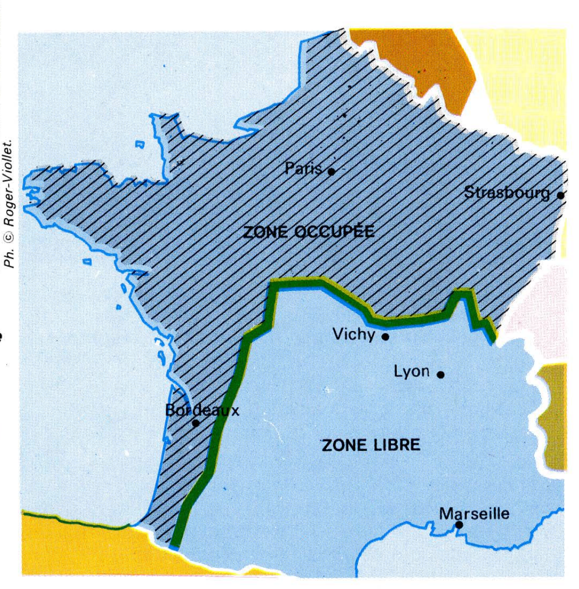
La chute de la IIIe République.

La guerre a été déclarée à l'Allemagne par le gouvernement Daladier, après l'invasion de la Pologne par les nazis; le 21 mars 1940, Édouard Daladier est remplacé par Paul Reynaud qui fut ainsi le dernier président du Conseil de la IIIe République dont le président était alors Albert Lebrun. Voir p. 153, les derniers moments du régime (l'histoire de la fin de la IIIe République a été magistralement décrite par Robert Aron, dans *Histoire de Vichy,* Paris, Fayard, 1954).

L'État français : le régime de Vichy.

Le 10 juillet 1940, les députés et les sénateurs réunis en assemblée plénière ont donc voté par 569 voix contre 80 et 19 abstentions la fin de la IIIe République, remettant le sort du pays entre les mains d'un vieux maréchal chargé de gloire, cerné par une multitude de coteries, d'ambitions et de trahisons dont ce n'est pas le lieu ici de faire le procès. L'histoire du régime de Vichy, ainsi appelé parce que le gouvernement s'était installé dans cette ville d'eau, en zone non occupée par les troupes ennemies, peut se résumer comme suit.

● *Avant l'entretien de Montoire.* La France est divisée en deux zones par une *ligne de démarcation : zone occupée* au nord, contrôlée par les autorités d'occupation, *zone libre* au sud.



La ligne de démarcation

— Les rapports avec l'occupant sont souples, celui-ci étant désireux de pratiquer une politique de *collaboration ;* néanmoins les premières difficultés de l'occupation surgissent : les Français se préoccupent de se ravitailler (le *rationnement* est de rigueur et le *marché noir* fait son apparition), de se chauffer et de renouer avec la vie quotidienne, interrompue par l'*exode,* c'est-à-dire la fuite panique devant l'avance allemande en mai-juin 1940.

— Le gouvernement du maréchal Pétain (vice-président : Pierre Laval) propose une transformation constitutionnelle et morale de la France (la « constitution » de Vichy ne verra jamais le jour ; seuls quelques *actes constitutionnels* instituant le maréchal chef de l'État et désignant son dauphin éventuel seront promulgués). La *Révolution nationale* tente de s'imposer (corporatisme, création des *chantiers de jeunesse* pour les jeunes gens du contingent, la devise « Travail, Famille, Patrie » remplace « Liberté, Égalité, Fraternité »).

— Sur les instances de Pierre Laval, le maréchal Pétain rencontre Hitler à Montoire (24 octobre 1940) ; l'entrevue est négative mais impressionne l'opinion. Londres, qui continue le combat et qui émet en français tous les jours, attaque dorénavant ouvertement le gouvernement de Vichy et son chef. La « résistance » — qui n'est encore qu'une attitude — prend son essor. Il faut cependant souligner que le gouvernement de Vichy est reconnu à l'époque par tous les États étrangers (y compris les USA et l'URSS) comme le seul gouvernement légitime de la France.

● *Après Montoire* la situation politique de Vichy se trouble. Deux tendances se manifestent, l'une à la *collaboration* (P. Laval), l'autre au *maintien de l'indépendance* française dans le cadre des conventions d'armistice (Pierre-Étienne Flandin). Pétain lui-même hésite ; il négocie avec Churchill par l'intermédiaire de Louis Rougier et penche pour la thèse de Flandin (arrestation de Pierre Laval le 13 décembre 1940) ; mais, sous la pression des Allemands, il est obligé de libérer son « ex-dauphin » et nomme l'amiral Darlan vice-président du Conseil. On entre dans une phase de collaboration active avec l'occupant : procès de Riom (aux hommes de la IIIe République considérés comme responsables de la défaite), imposition aux fonctionnaires et aux magistrats de prêter serment de fidélité au maréchal, guerre fratricide de Syrie. En avril 1942 Darlan est renvoyé (le 24 décembre de la même année, il sera assassiné par un patriote fanatique, Fernand Bonnier de la Chapelle) ; Laval, rappelé, engage totalement la France dans la voie de la collaboration : il souhaite la victoire de l'Allemagne et une Europe nouvelle guidée par celle-ci et la France. L'occupation se durcit (création du *Service du travail obligatoire* — le STO — imposant aux jeunes d'aller travailler dans les usines allemandes, mesures antijuives sévères).

De plus en plus l'opinion publique se détourne de la collaboration, malgré la propagande de *Radio-Paris* et les articles enflammés de *Je suis partout, Candide* et de toute une presse contrôlée par l'occupant. Les nazis, qui convoitent la flotte française (intacte) et les ressources de l'empire colonial, sont pris de vitesse par le débarquement des Alliés en Afrique du Nord où se trouve le général Giraud, qui s'est spectaculairement évadé du camp où il était prisonnier.

Le 11 novembre 1942 les troupes allemandes violent la convention d'armistice et pénètrent en zone libre, tandis que d'autres troupes débarquent en Tunisie. La flotte française se saborde à Toulon le 27 novembre, pour ne pas tomber entre les mains de l'ennemi.

● *A partir de cette date,* le gouvernement de Vichy n'est plus qu'un gouvernement fantoche. Les nazis multiplient les excès et les atrocités (exécutions d'otages) ; ce sont des hommes entièrement dévoués à la cause de l'Allemagne et qui n'ont pas le moindre souci de l'intérêt de la France ou de la sauvegarde des Français qui entrent au gouvernement : Joseph Darnand, créateur de la *milice,* Philippe Henriot, le journaliste Marcel Déat. Le maréchal Pétain avait orienté sa politique dans le sens de la protection des Français et des prisonniers ; il commettait, certes, une erreur grave : comment pouvait-il penser un seul instant que ses « partenaires » nazis jouaient un jeu sincère ? Il s'est donc trompé, peut-être de bonne foi. Mais ces « ministres » de la dernière heure, à la courte vue, ne pensent qu'à leurs ambitions personnelles.

Ils n'ont d'ailleurs pas le loisir de disposer longtemps du pouvoir. Le 6 juin 1944 les Alliés débarquent en Normandie, au mois d'août Paris est libéré ; après une vague d'assassinats politiques (Mandel, Jean Zay, Philippe Henriot) dans lesquels tous les bords se salissent, les « collaborateurs » disparaissent : ils se cachent, se réfugient dans des pays neutres ou suivent (de gré ou de force) les Allemands dans leur fuite. Les autorités allemandes enlèvent Pétain le 20 août 1944 et le conduisent à Belfort, puis à Sigmaringen. Le 25 avril 1945, le vieillard (il a alors quatre-vingt-huit ans) se présente à la frontière suisse, à Vallorbe. Son procès et ceux des principaux collaborateurs appartiennent à l'histoire de la IVe République (il sera condamné à mort par la Haute Cour de justice en août 1945 ; à cause de son grand âge, et aussi de raisons plus profondes, sa peine fut commuée en détention perpétuelle à l'île d'Yeu où il mourut, en 1951).


Ph. © U.S.I.S.

***Entrevue de Montoire.** Pétain a rencontré Hitler à Montoire le 24 octobre 1940; le Führer espérait le convaincre de participer à l'effort de guerre contre l'Angleterre. En fait, il n'a rien obtenu, car le chef de l'État français — à cette époque — ne veut pas s'engager : il louvoie et joue déjà le fameux double jeu qui rend contradictoire toute l'histoire de Vichy (au moment de Montoire, il négociait en secret avec la Grande-Bretagne par l'intermédiaire de Rougier).*

La IVe République.

L'histoire de la IVe et de la Ve République est liée sur bien des points à celle de la *France libre,* c'est-à-dire de l'organisation politique instituée en juin 1940 à Londres par quelques hommes groupés autour du sous-secrétaire d'État à la Défense nationale dans le gouvernement de Paul Reynaud, le colonel De Gaulle,

général de brigade à titre temporaire. En mission à Londres le 16 juin, il en revient pour apprendre la démission de Paul Reynaud et repart le 17 juin à neuf heures sur l'avion britannique qui l'avait amené la veille, avec le général Spears, et son aide de camp, le lieutenant de Courcel. Quatre ans plus tard, président du gouvernement provisoire de la République française, en août 1944, il descendra les Champs-Élysées dans une ambiance extraordinairement sincère d'unité nationale, une unité qui explosera d'ailleurs très rapidement, sous la pression des difficultés économiques, des rancœurs, des déséquilibres profonds du pays.

La France libre.

● *L'histoire de la France libre,* dans ses grandes lignes, comprend trois phases.

— Du 18 juin 1940 (premier appel du général De Gaulle à la radio de Londres) au 27 octobre 1940 : phase de préparation, statut des Forces françaises libres, échec d'une tentative d'installation en Afrique et création, malgré cet échec, d'un *Conseil de défense de l'empire* (27 octobre 1940) qui est un embryon de gouvernement.

— D'octobre 1940 au débarquement des forces alliées en Afrique du Nord (8 novembre 1942), mise sur pied des moyens d'action de la France libre : *Comité national* (24 septembre 1941) pour l'exécutif et le législatif (il procède par *ordonnances* destinées à être ratifiées par une Assemblée nationale élue) ; propagande à la BBC (c'est la radio anglaise ; dix minutes par jour sont accordées à la France libre ; ne pas confondre ces émissions avec les cinq heures de propagande quotidienne assurée par le service français de la BBC qui fut même, à certains moments, antigaulliste) ; organisation des Forces françaises libres (campagne d'Érythrée et d'Éthiopie avec le colonel Monclar, campagne du Tchad avec le colonel Leclerc, combats fratricides en Syrie, le général Kœnig à Bir-Hakeim ; 70 000 hommes au total en juin 1942), rapports avec la France occupée et les organisations de la Résistance (Jean Moulin, voir p. 153).

— Après le débarquement allié en Afrique du Nord, les Américains, qui n'ont aucune confiance dans le gaullisme et dans son chef, cherchent à s'entendre avec des autorités françaises plus officielles et moins « turbulentes » : l'amiral Darlan d'abord, puis après l'assassinat de celui-ci, le général Giraud considéré par les Anglo-Saxons comme le seul « gérant des intérêts français ». Le conflit Giraud-De Gaulle tourne à l'avantage de ce dernier, en raison notamment de l'incapacité politique du général Giraud, plus militaire qu'homme d'État. De Gaulle est invité à co-présider avec son supérieur hiérarchique le *Comité français de libération nationale :* Giraud conserve le commandement militaire suprême des Forces françaises (Forces françaises libres et Forces de l'Empire), De Gaulle assure la direction politique du *Comité* et impose la subordination du commandement militaire au pouvoir politique et la démission des représentants de Vichy (Peyrouton, gouverneur général de l'Algérie, d'obédience pétainiste). A la fin de l'été 1943, la France libre, devenue la *France combattante,* possédait donc un territoire important (l'Afrique du Nord et certaines parties de l'Empire qui s'étaient ralliées au Comité), un gouvernement qui s'était engagé à restaurer la légalité républicaine, une armée et un semblant de caractère légitime. Lorsque la France sera libérée, pendant l'été 1944, le passage du régime de Vichy au régime du gouvernement provisoire sera assuré sans trop de discontinuité.

● *Quelques problèmes.* Les hommes de la France libre n'ont donc pas été uniquement des combattants. Patiemment, ils ont préparé une France qu'ils voulaient nouvelle ; les idées directrices de ceux qui avaient participé à l'élaboration de la IVᵉ, puis de la Vᵉ République étaient alors — entre 1942 et 1944 — les suivantes.

— La république à laquelle ils pensent n'est pas à l'image de la IIIᵉ ; habitués à l'action immédiate, ils conçoivent mal l'évolution lente, retardée par les marchandages parlementaires. De plus, l'hostilité anglo-américaine à l'égard de De Gaulle et du gaullisme poussent la France libre vers un rapprochement avec l'URSS.

— Le destin de l'Empire est esquissé à la conférence de Brazzaville (janvier 1944) : ce sera une fédération, à la manière du *Commonwealth* britannique (voir p. 13). Il est possible aussi que la France libre du général De Gaulle ait dû se rapprocher des musulmans d'Algérie (discours de Constantine) en réaction contre l'appui apporté à Giraud par certains milieux colonialistes.

— La France doit rester une puissance à part entière dans le concert international. Préserver l'indépendance nationale est une des préoccupations quotidiennes des « gaullistes » et de leur chef.

— La résistance contre l'ennemi a uni des hommes de toutes tendances politiques qui ont retrouvé leurs querelles dès après la victoire.

Les grands problèmes de la IVᵉ République.

● *Le gouvernement provisoire (25 août 1944-16 janvier 1947).* Le 25 août 1944, Paris est libéré. C'est à l'Hôtel de Ville que sont réunis, autour du général De Gaulle, ceux qui, petits ou grands, vont contribuer à reconstruire la France. L'un d'entre eux — professeur d'histoire qui se souvient mieux que personne des traditions — Georges Bidault, lui demande de « proclamer la République ». De Gaulle lui répond que la chose est inutile car, à travers la France libre, la République n'a jamais cessé d'être, que lui-même, en tant que président du *Comité de libération nationale* (voir ci-dessus) est le chef du gouvernement de la République :

> *Moi-même suis le président du gouvernement de la République. Pourquoi irais-je la proclamer ?* (Mémoires de guerre, tome II, p. 308.)

Le premier problème que rencontre la France à peine sortie de l'occupation allemande et du régime de Vichy est celui de son propre statut politique.

— Pour les gaullistes et la plus grande partie des Français, la République continue après un entracte dramatique de quatre ans. Le gouvernement de fait qui s'est installé le 25 août est le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) ; il se donne comme tâche immédiate la réunion d'une *Assemblée consultative* (première séance : le 7 novembre 1944 ; dernière séance : le 3 août 1945), le maintien de la paix civile et de l'indépendance de la France vis-à-vis des Alliés, l'expédition des affaires courantes.

— Les Alliés hésitent. La France est pour eux, maintenant, un pays mineur qu'ils ont libéré et qu'ils envisagent même d'administrer ; il faut toute l'énergie du général De Gaulle pour préserver l'autonomie nationale (le GPRF n'est reconnu par les Alliés que le 22 octobre 1944, mais la France ne participe pas à la conférence de « Yalta » (orthographe usuelle pour *Jalta*) entre Roosevelt, Staline, Churchill, du 4 au 11 février 1945).

— L'unanimité nationale n'est pas absolue. Exigent de participer à la vie du pays les organismes de la Résistance (groupés en un *Comité national de la Résistance,* CNR), les anciens groupes politiques de la IIIᵉ République. En outre, les Français qui avaient vécu en vase clos les années d'occupation ne comprennent pas toujours les « hommes de Londres », et cette incompréhension est souvent réciproque. Enfin la « collaboration » n'est pas liquidée, il faut prendre une décision relative aux Français qui ont coopéré avec l'ennemi.

— Il faut aussi transformer le gouvernement *de fait* en un gouvernement *de droit,* c'est-à-dire accepté par la nation et ses représentants ; ce *gouvernement sera provisoire,* puisqu'il doit préparer le *gouvernement définitif,* de caractère républicain, qui prendra la suite de la IIIᵉ République. D'où la création de l'*Assemblée consultative* — 248 membres choisis parmi les organismes de résistance et les partis représentés à la Chambre des Députés en 1939 (148 sièges à la Résistance, 60 aux anciens partis, 40 divers) — présidée par le socialiste Félix Gouin. L'Assemblée se sépare après avoir décidé que serait élue une Assemblée constituante (au suffrage universel, avec pour la première fois en France, le vote des femmes) chargée d'élaborer la constitution de la IVᵉ République qui devait être proposée à la nation par référendum. Cette *Constituante* est élue le 21 octobre 1945, mais son projet est repoussé par la nation le 5 mai 1946 ; une deuxième Assemblée constituante, élue le 2 juin 1946, voit son projet accepté le 13 octobre 1946. Ce projet institue la constitution du 27 octobre 1946 ou constitution de la IVᵉ République. Jusqu'à ce que soit instauré ce régime, la France fut donc gouvernée par un gouvernement provisoire, présidé d'abord par le général De Gaulle, jusqu'au 20 janvier 1946, date à laquelle celui-ci démissionna (voir la chronologie des événements p. 153).

● *L'épuration.* Il fallut d'abord régler le douloureux problème des « traîtres » et des « collaborateurs ». Cette élimination, appelée *épuration,* avait été précédée d'une série d'exécutions sommaires que leurs auteurs appelaient « justice de guerre » et leurs adversaires les « massacres de la Libération » (bien qu'un certain nombre de ces « massacres » aient eu lieu *avant* la libération de la France). Le fait est que, sous couleur de patriotisme, on a liquidé un certain nombre de vengeances personnelles, de querelles de villages, ou tout simplement de haines stupides et aveugles, d'autant plus violentes qu'elles se paraient de tricolore. Le fait est, aussi, que certaines de ces exécutions ont été décidées par des « conseils de guerre » de partisans, contre de véritables traîtres. Ce dossier douloureux, accident inévitable de toutes les guerres, a été clos par l'instauration du pouvoir indiscuté du général De Gaulle qui avait déjà ses ennemis politiques, mais qui, seul, pouvait imposer aux *milices patriotiques* le désarmement total, aux FFI (Forces Françaises de l'Intérieur) leur incorporation dans l'armée régulière, etc. Le nombre total des « victimes de




Les grèves de 1947 ont suivi de peu le départ des communistes du gouvernement Ramadier en mai 1947. L'énorme campagne d'agitation sociale qui déferla sur la France eut un caractère plus politique que syndical et les communistes livrèrent un combat parlementaire de grande envergure contre ce qu'ils appelaient les « lois scélérates », définissant l'attitude de l'État vis-à-vis des revendications ouvrières.

Ph. © Keystone

la Libération » s'élève, pour les deux années 1944-1945, à environ 10 000 d'après les services officiels, à quelque 100 000 pour les adversaires; selon toute vraisemblance, ce nombre doit se situer entre 30 000 et 40 000 (c'est l'avis de l'historien Robert Aron).

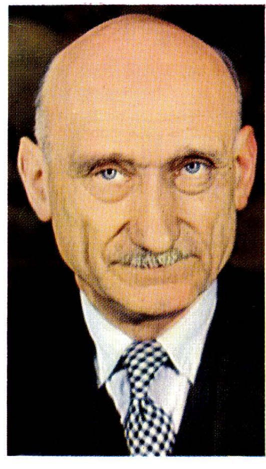
Après cette élimination physique, eut lieu une élimination juridique. On décida d'instituer une *Haute Cour de justice* — à laquelle certains refusent encore toute *valeur légale,* la considérant comme une juridiction d'exception — qui, à l'issue de procès orageux et pénibles, prononça de nombreuses condamnations. Les procès qui eurent le plus de retentissement furent celui du maréchal Pétain (du 23 juillet au 15 août 1945, le maréchal fut condamné à mort par la Haute Cour et gracié par le président du Gouvernement provisoire), du président Pierre Laval (exécuté le 15 octobre 1945, après une tentative de suicide), de l'écrivain Brasillach (fusillé le 6 février 1945). Ces procès divisèrent souvent le pays, car, si certains des accusés avaient été, consciemment et délibérément, des *traîtres,* d'autres au contraire n'avaient guère fait que suivre le courant général et passif d'une bonne partie de la population à une époque où bien des Français — hélas peut-être — pensaient plus à leur ravitaillement qu'à leur assujettissement.

● *Le régime politique.* A l'Assemblée constituante se déroule un double débat, politique et socio-économique. Du point de vue politique, les esprits sont divisés sur la forme que doit prendre le régime. Si presque tous les constituants s'accordent à considérer le régime de 1875 comme révolu et inadapté aux problèmes de l'heure, ils s'opposent quant à la constitution qu'ils doivent élaborer : les uns (les gaullistes) en tiennent pour un pouvoir exécutif fort, concentré entre les mains du président de la République, et un législatif soumis *(régime présidentiel);* les autres sont partisans d'un *régime d'assemblée,* avec un président de la République au rôle purement décoratif et un exécutif contrôlé et accepté par le législatif. Le général De Gaulle, habitué au pouvoir solitaire et non discuté, répugne au jeu qu'il trouve stérile des partis et du parlementarisme. Le 20 janvier 1946, il réunit brusquement le Conseil des ministres pour lui annoncer qu'il va quitter le pouvoir et le 21 janvier il adresse sa démission au président de la Constituante (Félix Gouin), comprenant qu'il ne pourra pas imposer à la France le régime présidentiel dont il rêve (régime qu'il définira dans un discours célèbre, prononcé à Bayeux le 16 juin 1946). Le 13 octobre suivant, le corps électoral se prononce pour une constitution fondée sur le pouvoir très vaste d'une Assemblée nationale élue, limitant le rôle du président de la République à n'être, en définitive, que le symbole de la permanence de l'État.

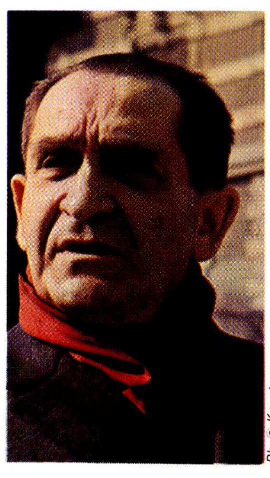
Du point de vue économique et social, les députés de la Constituante — en majorité « à gauche » (communistes, socialistes SFIO, MRP) sont partisans de grandes réformes, de la nationalisation (déjà commencée) des grandes entreprises (houillères du Nord, usines Renault, établissements de crédit, sécurité sociale, gaz et électricité, etc.), de mesures sociales de grande envergure. Ils se heurtent à une minorité conservatrice dont les rangs s'augmentent des *anticommunistes,* chaque jour plus nombreux. Contre le « premier parti de France » (par le nombre de voix) se dressent déjà — outre les partis de « droite » minoritaires — les socialistes et les adhérents au MRP.

● *La vie politique sous la IVe République.* Cette république d'assemblée a été très différente de la IIIe, presque unanimement rejetée. Or, que reprochait-on à la république défunte? Essentiellement d'avoir débouché sur un parlementarisme stérile : la multiplication des partis obligeait les gouvernements à un perpétuel marchandage de voix pour se maintenir au pouvoir et interdisait toute politique suivie, du moins dans les années qui ont séparé les deux guerres. De plus, l'existence d'un Sénat modérateur empêchait toute réforme trop vive ou trop importante. Cela expliquait, pensait-on, la décadence de la France et l'échec de 1940. Pour remédier à ces maux, la constitution (voir les détails p. 153) a réduit le Sénat à ne jouer qu'un rôle secondaire (il ne s'appelle d'ailleurs plus « Sénat » mais « Conseil de la République », bien que ses membres soient des « sénateurs ») et, pour empêcher la valse des ministères, elle a prévu deux mesures :

— le futur président du Conseil (président pressenti) devait d'abord se présenter seul à l'Assemblée et en recevoir l'*investiture* avant de constituer son gouvernement (après 1954, l'investiture est supprimée; mais le président du Conseil désigné doit faire accepter au préalable son gouvernement et son programme par l'Assemblée). Cette disposition était en quelque



Robert Schuman (1886-1963) *Il a été à l'origine de l'Europe (plan « charbon-acier »)*



Pierre Mendès France (1907-1982). *Il a réglé la délicate question de l'Indochine*

sorte un contrat politique entre le législatif et l'exécutif; dans l'esprit de la constitution, elle devait empêcher les volte-face trop fréquentes de l'Assemblée;

— le président du Conseil avait le droit de *dissoudre* l'Assemblée et d'exiger de nouvelles élections dans les dix-huit premiers mois de la législature, si, au cours d'une période de dix-huit mois consécutifs, il y avait eu au moins deux votes contre le gouvernement. Cette procédure d'intimidation de l'Assemblée — concession à un exécutif fort — ne fut utilisée qu'une seule fois (par Edgar Faure, président radical-socialiste, le 30 novembre 1955).

Trois partis politiques ont dominé la vie politique de la IVe République : le parti Communiste (PCF), le parti Socialiste (SFIO) et le Mouvement républicain populaire (MRP). Le parti Communiste, où la « vieille garde » (Maurice Thorez, Jacques Duclos, Benoît Frachon, etc.) s'est grossie de la promotion « Résistance » (Tillon, Lecœur, Servin, Kriegel-Valrimont, etc.), s'assure régulièrement un minimum de 100 sièges à l'Assemblée (182 en 1946, 98 en 1955 lors de la dissolution prononcée par Edgar Faure, et encore, dans cette législature, avait-il été victime de la loi électorale). Systématiquement passé à l'opposition après l'exclusion des ministres communistes du gouvernement par Paul Ramadier (4 mai 1947), le PC apportera épisodiquement son soutien à différents partis qu'il embarrassera de ses votes plus qu'il ne les aidera. Le parti Socialiste SFIO représente donc la gauche effective, puisqu'il accepte de participer au jeu gouvernemental et parlementaire; il a tendance à jouer, dans la IVe République, le rôle du parti radical-socialiste dans la IIIe. Effectivement, tous les partis — y compris les gaullistes — le sollicitent (faute, parfois, de pouvoir solliciter le PC) et son « rôle moral » est énorme : c'est un socialiste qui préside la Constituante (Félix Gouin, puis Vincent Auriol), ce sont les socialistes qui succèdent au général De Gaulle après sa démission, à la tête du gouvernement (Félix Gouin, puis, après l'échec du MRP Georges Bidault, Léon Blum, Paul Ramadier). Quant au MRP, parti politique qui existait avant la guerre, mais dont l'ascension date de la Résistance, c'est un produit de ce qu'on appelle en Europe la *démocratie chrétienne :* un peu « à droite » par son attachement traditionnel à l'Église (d'où la résurrection des questions scolaires concernant la laïcité) et un certain nationalisme, un peu « à gauche » par ses idées sociales; son mot d'ordre — *la révolution par la loi* — est une bonne intention, sans plus. Son histoire, au sein de la IVe, est celle d'un déclin (172 sièges lors de la première législature, 94 et 73 pour les deux législatures suivantes, avec une loi électorale favorable). Le MRP a cependant donné à la IVe République la grande figure de Robert Schuman qui, avec le radical Pierre Mendès-France, a été sans doute l'un des hommes politiques les plus importants du régime.

A côté de ces trois Grands, une poussière de petits partis. Les uns, héritiers de la IIIe République (comme le parti radical) ont de fortes personnalités (Edgar Faure, Henri Queuille), de vieilles gloires (Édouard Herriot), de grands hommes (Pierre Mendès France), mais ils n'ont plus la position prépondérante d'avant-guerre; les autres, plus ou moins nouveaux venus, s'apparentent aux radicaux ou constituent la « droite » (le groupe dit des « modérés ») : républicains indépendants (Paul Reynaud, René Coty), Parti républicain de la liberté ou PRL (André Mutter), etc. Signalons enfin deux formations en marge de l'activité traditionnelle, le Rassemblement du peuple français (RPF) et le Mouvement Poujade. Le RPF a été créé par le général De Gaulle le 7 avril 1947; c'est un parti qui vise à porter légalement son chef au pouvoir, à réformer la constitution en transformant le régime en un régime présidentiel et à modifier les institutions de la France en fonction notamment des grandes lignes du discours de Bayeux. Aux élections municipales qui suivent sa création, ce parti remporte une victoire absolue sur tous ses adversaires (le « raz de marée » gaulliste); à la suite de ce succès le général De Gaulle demande la dissolution de l'Assemblée nationale et de nouvelles élections (qui auraient certainement donné au RPF une position importante à l'Assemblée nationale) mais il n'est pas suivi et le RPF ne conquerra ses premiers sièges de députés qu'aux élections de juin 1951 (121 sièges). Le « phénomène » RPF est un fait politique important : il a préparé les structures politiques et administratives de la Ve République.

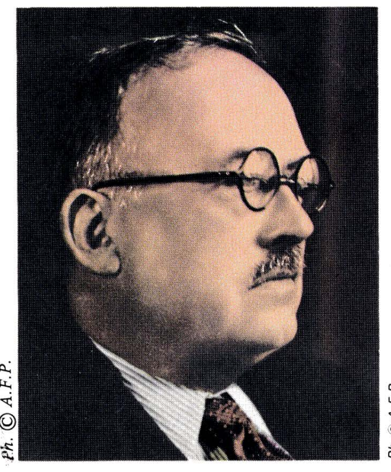
Le second mouvement est loin d'avoir joué un rôle capital dans l'histoire de la politique française; il n'en est pas moins significatif d'un certain état d'esprit du corps électoral et de la nation dans le cours de la IVe République. Aux élections du 2 janvier 1956, les candidats qui soutenaient la politique médiocre et à courte vue d'un commerçant de Saint-Céré, Pierre Poujade, qui préconisait en particulier la grève de l'impôt, obtiennent un succès inattendu (52 sièges). Le parti des *poujadistes* était un parti de boutiquiers, qui n'avaient à peu près aucune conscience des problèmes profonds qui se posaient à la nation, de la nécessité des réformes et de l'art de les faire; ces députés ont introduit dans la politique française un style « camelot » qui a été repoussé en bloc par l'ensemble des partis de tous bords : le vice essentiel du poujadisme était qu'il envisageait de défendre essentiellement les intérêts particuliers avant de se préoccuper des intérêts généraux de la nation. L'épisode « Poujade » a cependant eu des conséquences importantes, dans la mesure où les cinquante-deux députés du groupe *Union et Fraternité* (c'est le nom qu'il avait pris à l'Assemblée nationale) ont privé les partis de droite (modérés et MRP) d'un nombre de sièges qui leur aurait permis de jouer un rôle efficace dans le jeu parlementaire.

● *Les problèmes économiques.* La France sortait de la guerre appauvrie et endettée. Il se pose l'énorme et presque insoluble problème de la *reconstruction,* mais surtout celui de la reconstitution des réserves monétaires, du financement de la politique de nationalisation et de la politique sociale, du maintien de l'effort militaire et du coût des guerres coloniales, etc. Les ministres qui se relayent à la tête des finances de l'État, paralysés par les intérêts divergents des partis, prisonniers des concessions qu'ils sont obligés de faire dans tous les domaines, n'ont pas été capables de guider convenablement l'économie française. Il aurait fallu une politique d'austérité (comme le préconisait en 1945 le ministre de l'Économie, Pierre Mendès France); on a pratiqué une facile politique d'inflation (augmentation des salaires et des prix, dégrèvements fiscaux pour certaines catégories de contribuables, etc.); il aurait fallu appliquer *réellement* le plan Monnet (plan de quatre ans pour la période 1947-1951), on lui a fait subir de nombreuses restrictions; il aurait fallu éviter la charge des guerres coloniales, on l'a au contraire démesurément augmentée. On va donc assister, sous la IVe République, à une montée effrénée des prix et des salaires, sans qu'aucune des mesures envisagées soit réellement efficace pour endiguer l'inflation. Conséquences : quatre dévaluations du franc (en 1945, 1948, 1949 et 1957, cette dernière étant une dévaluation « déguisée ») et un climat social extrêmement tendu. L'économie française redémarre lentement, les syndicats s'agitent sans cesse, en particulier la CGT qui déclenche — dans un but beaucoup plus politique que professionnel — de vastes mouvements de grève, frisant parfois l'insurrection (grèves ouvrières de novembre-décembre 1947). Un arrêt dans la course à l'inflation a lieu en 1952; bénéficiant d'une relance favorable de l'économie mondiale, qui entre dans une phase d'expansion, le modéré Antoine Pinay — soutenu notamment par le MRP — se maintient neuf mois au pouvoir et parvient, grâce à la conjoncture générale, à fixer les prix et les salaires. Mais ce succès sera éphémère, menacé et abattu finalement par les revers militaires français en Indochine. Dès 1953, en effet, l'indécision politique et l'agitation sociale reprennent (4 millions de grévistes en août 1953).

● *La décolonisation.* La IVe République a supporté deux guerres coloniales : celle d'Indochine et celle d'Algérie. Ce qui est caractéristique, c'est l'influence énorme que ces guerres ont eue sur la politique intérieure et extérieure française, dont elles ont paralysé et perverti le fonctionnement.

La guerre d'Indochine a en France ses adversaires et ses défenseurs. Ceux qui la prônent, partisans de la fermeté et du maintien à tout prix de l'empire colonial (baptisé *Union française* par la constitution de 1946) sont nombreux à l'Assemblée : de l'extrême droite aux radicaux, en passant par les gaullistes, ils s'opposent aux communistes et aux socialistes, tenants de l'*anticolonialisme.* Parmi les partisans les plus exaltés et les plus chauvins du colonialisme (conçu, il est vrai sous une forme « paternaliste ») se trouve le MRP, dont le chef de file est Georges Bidault, ainsi que les « supporters » des grands intérêts financiers. L'insurrection indochinoise a débuté officiellement le 10 août 1945, sur un mot d'ordre d'un personnage déjà légendaire : Ho Chi-minh, « leader » du parti Viêt-minh (d'obédience communiste). A Paris, l'opinion et une bonne partie des hommes politiques ne comprennent pas cette guerre compliquée ; certains ignorent même que *« Viêt-nam »* est le nom d'une nation groupant l'Annam, le Tonkin et la Cochinchine ; dans ces conditions il ne faut pas s'étonner que des mesures contradictoires soient prises, qui ne choquent presque personne. La politique la plus incohérente est menée par les socialistes : ceux-ci, partisans de négocier avec Ho Chi-minh et d'accorder l'indépendance aux trois *Ky* (c'est-à-dire l'Annam, le Tonkin et la Cochinchine), font cependant la politique inverse, après avoir tenté celle des demi-mesures. Il est d'ailleurs important de souligner que cette guerre fut très souvent menée sur place, que les décisions furent souvent prises par des chefs militaires ou des « proconsuls » éloignés de la métropole et lui imposant parfois leur politique, et que le gouvernement et l'Assemblée ont proprement abandonné, en la matière, leurs responsabilités. Lorsque, le 7 mai 1954, le camp retranché de Dien-Bien-Phu, dont la situation dans une cuvette semble une absurdité stratégique, tombe sous les coups du général viêt-minhien Giap, l'opinion, stupéfaite, découvre l'absurdité de la défaite. Une habile propagande, transformant ce désastre en événement héroïque a contribué à pervertir l'opinion. Vaincue, décimée, l'« armée d'Indochine » a besoin d'une revanche : elle la trouvera en Algérie. De toute façon la défaite de Dien-Bien-Phu impose des négociations ; pour la première fois Pierre Mendès France, partisan dès la première heure de la décolonisation et qui n'a participé à aucun gouvernement depuis sa démission de ministre de l'Économie en 1945, peut sortir de l'ombre parlementaire dans laquelle il se tenait. Il mène les négociations qui se terminent par les *accords de Genève* (20 juillet 1954) consacrant l'indépendance du Viêt-nam.

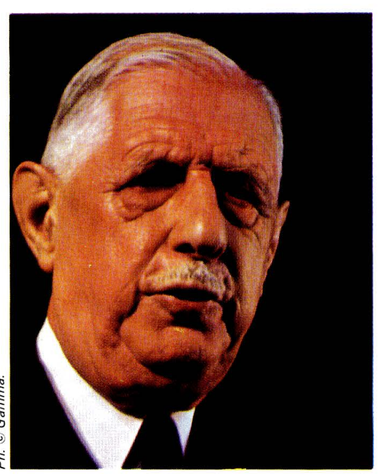
A peine finissait la guerre en Asie, qu'elle commençait en Afrique du Nord (novembre 1954 : attentats dans l'Aurès). La « Guerre d'Algérie » devait entraîner la mort de la IVe République ; ce fut la dernière grande guerre coloniale menée par la France ; elle devait se terminer par l'établissement de l'Algérie indépendante (accords d'Évian, mars 1962). Nous en soulignerons ici son aspect politique. Par un de ces paradoxes choquants qui caractérisent l'histoire de la IVe République, la guerre algérienne fut menée par les socialistes, pourtant théoriciens de l'indépendance et de la décolonisation. C'est en liaison avec cette guerre que le socialiste Guy Mollet a mis sur pied la funeste entreprise de Suez (guerre contre l'Égypte nassérienne). Toutes les formules, qui sont lancées à cette époque pour donner au problème algérien une solution que certains pensent introuvable, sont la plupart du temps des slogans affectifs : « intégration », « loi-cadre », « Algérie française », etc. ; malgré une censure déguisée, imposée par le gouvernement de la IVe République aux nouvelles militaires venant d'Algérie, l'opinion métropolitaine ne manque pas d'être troublée par l'aspect très particulier de cette guerre, en particulier par l'utilisation de méthodes que l'on croyait d'un autre âge ou d'une autre civilisation : tout le monde sait maintenant que dans les deux camps, aussi bien chez les révolutionnaires du *Front de libération nationale* (FLN) que chez les contre-révolutionnaires français (services spécialisés, armée de métier, ou même contingent) la violence et la torture ont été sinon systématiques, du moins très répandues. Ce qui a été important, c'est le changement d'état d'esprit qui s'est produit dans l'armée à l'occasion de la guerre d'Algérie, des inconséquences du gouvernement, de l'ambiguïté de ses réformes, et de l'impression d'être le jouet d'une politique à double face. L'armée d'Algérie, face aux guérilleros du FLN a adopté — avec une certaine efficacité, il faut le dire — la méthode de ses adversaires. Elle a découvert l'art de la propagande, appelé euphémiquement « action psychologique » ; il se produit alors dans l'armée une intellectualisation, sur le mode autodidacte, qui doit être remarquée. Comme l'écrit Jacques Julliard :


Ph. © A.F.P.

Vincent Auriol (1884-1966) Président de la République de 1947 à 1954


Ph. © A.F.P.

René Coty (1882-1962) Président de la République de 1954 à 1958


Ph. © Gamma.

Charles De Gaulle (1890-1970) Président de la République de 1958 à 1969

> *Une surprenante faveur pour toutes les choses de l'esprit gagna l'armée pendant toute cette période. Sur le militaire de carrière, l'intellectuel exerçait un mélange de répulsion et d'attraction souvent décrit, mais capital pour comprendre la fascination des « vérités devenues folles » (Jean Planchais) qui ont régné sur une période sans précédent ni suite. Qui a vu ces officiers de carrière, bardés de décorations et souvent de cicatrices, patauger avec l'enthousiasme et la maladresse du néophyte dans la philosophie de l'histoire et de l'histoire des religions, la psychosociologie et la biologie, ne pouvait manquer d'être saisi tout à la fois d'admiration et d'effroi.* (Jacques Julliard : *La IVe République,* Paris, Calmann-Lévy, 1968, p. 207.)

Il s'est donc constitué, à la faveur de la guerre algérienne, un « art de la réflexion » militaire, se superposant à l'« art de l'obéissance » ; ce qui fit la force — et la faiblesse — de l'armée d'Algérie, ce n'a pas été la discipline, mais la « psychologie ». Or, dès qu'une armée devient doctrinaire, elle devient en même temps « activiste » : ainsi se constitua, de l'autre côté de la Méditerranée, une force qui devait dangereusement peser sur le destin de la France.

Enfin il ne faut pas oublier, sur le plan colonial, que, outre le drame indochinois et le drame algérien, il y eut un drame africain, notamment à Madagascar ; de toutes parts, l'empire — l'Union française — craquait, comme avait « craqué » l'empire britannique en 1945. Mais, à la différence de l'Angleterre, la France n'a pas su se décoloniser. Certes il n'existe plus en France de colonialisme à tous crins, fixant essentiellement à l'entreprise coloniale le but d'exploitation qui était le sien au XIXe siècle (« faire suer le burnous ») ; mais une grande partie de l'opinion n'a pas compris que la décolonisation était un phénomène social aussi irrésistible que les progrès du socialisme dans la première partie du XXe siècle. Par contre, l'aspect politique du problème a été aperçu par la plupart des acteurs : tout le monde connaît l'appui que les États marxistes (URSS et Chine) ont donné aux « rebelles » de toutes nationalités, l'aide fournie par les États-Unis aux métropoles qui combattaient les mouvements anticolonialistes lorsque ceux-ci étaient d'inspiration communiste, et au contraire (notamment jusqu'en 1955) l'appui que les Américains ont donné à la décolonisation, alors qu'ils prenaient position contre l'« impérialisme » des vieilles nations européennes. Le drame algérien réside essentiellement en ce que, de certains points de vue, tous les partis avaient raison : les nationalistes arabes quand ils réclamaient la juste indépendance de l'Algérie, les « pieds-noirs » — c'est-à-dire les Français nés en Algérie et installés depuis plusieurs générations en Afrique du Nord — quand ils considéraient la terre qu'ils avaient cultivée comme la leur, et qu'ils n'imaginaient pas un seul instant pouvoir l'abandonner, l'armée quand elle se voyait limitée dans son action par les scrupules d'un gouvernement qui n'a jamais osé faire une politique franche (dans un sens ou dans un autre), l'opinion métropolitaine, qui fut surtout touchée lorsque le contingent — c'est-à-dire les troupes composées de jeunes gens faisant leur service militaire obligatoire — fut appelé à combattre dans cette guerre coloniale sur laquelle elle avait si peu d'information, les sympathisants du FLN qui, souvent mieux informés que les masses, étaient profondément émus par les atteintes à la dignité humaine que représentaient les tortures et les assassinats, révélateurs d'une ambiance que l'on croyait à jamais révolue. L'histoire de l'humanité regorge de circonstances paradoxales de ce genre, où tout le monde semble avoir raison ; il suffit de citer, pêle-mêle : l'éternelle question polonaise, l'actuel conflit entre Israël et le monde arabe, les rapports de l'ancienne Autriche-Hongrie avec les minorités nationales qui la constituaient, et, à une époque plus ancienne, les absurdes et scandaleuses guerres de religion.

● *La chute de la IVe République.* Les causes profondes qui ont conduit la IVe République à sa chute sont à chercher au-delà de la guerre d'Algérie, qui n'en fut que la cause immédiate, qui donna l'occasion au général De Gaulle de reprendre le pouvoir. La IVe République a été incapable de résoudre aucun des problèmes importants qui se sont posés après la Libération, non pas parce qu'elle était une république d'assemblée (le régime ne faisait rien à l'affaire), mais parce que, au-delà du régime, subsistait un nombre de « groupes de pression » suffisant pour paralyser le fonctionnement des institutions, ou tout au moins le rendre inefficace. Nous verrons que la Ve République, en instituant ce qu'on appelle maintenant un « gouvernement fort », un « gouvernement qui gouverne » (général De Gaulle) a partiellement résolu le problème en imposant aux groupes de pression l'autorité formelle du président de la République. Mais il faut bien comprendre que ce n'est pas le parlementarisme qui a tué la IVe République, mais la décomposition latente et permanente du pays.

● *Politique extérieure de la IVe République.* Elle a été marquée par l'adhésion constructive à l'OTAN (voir p. 128) ; la participation à la création de la CEE (voir p. 128 et p. 163) ; la politique de normalisation des rapports avec l'Allemagne de l'Ouest, une intervention malheureuse à Suez (1956) aux côtés de la Grande-Bretagne.

La Ve République.

La fin de la « Quatrième ».

● *Les complots.* Que le régime se dégrade lentement en raison de la situation algérienne, les « sphères gouvernementales » ne l'ignorent pas. Les accords de Genève ont alerté les partisans du maintien de l'Empire et l'évolution d'une certaine autonomie de l'Algérie (la « loi-cadre » du gouvernement Gaillard) éveille la méfiance de l'armée et des Français d'Algérie. Fait significatif : le gouverneur général nommé par le gouvernement Mendès France (Jacques Soustelle) transforme ses doctrines de décolonisation et devient un partisan farouche de l'intégration de l'Algérie. On « conspire » contre le régime, qu'on accuse de vouloir brader l'Empire et les incidents se succèdent : complot du général Faure, attentat au bazooka contre le géné-



Ph. © Archives S.I.C.A.

Parmi les « complots » qui ont mis fin à la IVe République, il y a eu la rébellion de l'armée d'Algérie. De Gaulle au « balcon » à Alger en mai 1958, avec à sa droite Salan et à sa gauche Soustelle (en civil), qui devaient plus tard se révolter contre la Ve République.

ral Salan (« général de gauche »), agitation des « anciens d'Indochine », de certains groupements d'extrême droite, etc.

Ce qui est plus subtil — et moins subversif — c'est la mise en place aux postes gouvernementaux de « gaullistes » (par exemple M. Chaban-Delmas, ministre de la Défense nationale) qui envisagent de profiter de la circonstance algérienne pour amener au pouvoir le général De Gaulle, à l'écart de la scène politique depuis douze ans, mais attaché par mille liens aux adversaires de la IVe République, à l'armée, et dont les « fidèles » — ceux qui pour la plupart ont combattu à ses côtés en 1940-1944, puis se sont réclamés de lui lors du triomphe partiel du RPF — estiment que l'heure est venue.

● *A côté de cette ambiance clandestine,* à laquelle les gaullistes ont toujours été très attachés affectivement, il y a les faits proprement dits qui accélèrent le processus de décomposition du régime. Déjà, dès février 1958, le « malaise de l'armée » s'exprime au cours des débats de l'Assemblée nationale sur les promotions ; le 13, c'est la police parisienne, qui manifeste devant le Palais-Bourbon ; le 15 avril, en pleine tension franco-tunisienne (après un « incident de frontière »), le gouvernement Gaillard est renversé et, pendant trois semaines, le président de la République — René Coty — cherche en vain un président du Conseil. Alarmé par les nouvelles qu'il reçoit d'Algérie, il envoie un émissaire à Colombey-les-Deux-Églises — résidence extra-politique du général — pour lui demander à quelles conditions il accepterait de reprendre le pouvoir, et comme il faut bien un gouvernement, même fantoche, pour conduire le deuil de la IVe République, M. Pflimlin, accepte avec beaucoup de courage ce rôle de croque-mort.

● *On peut se demander pourquoi* les adversaires d'un gouvernement gaulliste, qui devait inévitablement tourner au régime présidentiel et à ses possibles excès, n'ont pratiquement opposé aucune résistance à la tempête. Pourquoi ni les syndicats, ni les communistes, ni les socialistes ne se sont-ils pas dressés contre ce qui leur semblait la dictature ? Par souci de préserver la paix civile, pense-t-on généralement ; toute position de force conduisait à l'insurrection et, qui sait, à un conflit qui risquait d'être sanglant : ils ont considéré que « mourir pour la IVe République » n'était pas un sort digne d'envie, désavouant ainsi le régime qu'ils défendaient. Par crainte aussi que, finalement, la guerre civile ne tournât au profit du parti communiste et que la France ne devînt un champ de bataille américano-soviétique, une sorte de « Viêt-nam 1958 » avant la lettre. Mais surtout par *impuissance :* quels hommes, quel programme opposer au gaullisme ? Non pas que celui-ci soit un système invincible, loin de là ; si certains politiciens de la future Ve République ont des idées claires, d'autres se noient dans un verbiage aussi pénible que celui de leurs adversaires, et il est impossible d'admettre que la seule solution positive pour la France soit le gaullisme (la preuve a été faite que — à l'exception du problème colonial — les difficultés de la IVe République n'ont pas été résolues en profondeur par la Ve). Mais les faits sont là : il existe en France un vide politique désespérant, un vide de vieux doctrinaires dépassés, de jeunes indifférents, de boutiquiers préoccupés de leurs conflits avec les percepteurs.

● *Les faits.* Le 8 mai 1958, M. Pflimlin accepte de former un nouveau gouvernement ; l'agitation augmente à Alger (9-12 mai ; éditorial d'Alain de Sérigny enjoignant De Gaulle à prendre position : *« Parlez vite, mon général ! »*) Le 13 mai, le gouvernement général d'Alger est pris par les manifestants, tandis que le gouvernement Pflimlin est investi (nuit du 13 au 14 mai). Le 15 mai, De Gaulle se déclare prêt à assumer les pouvoirs de la République et divers « comités de salut public » se forment à partir du 23 mai. Le gouvernement Pflimlin démissionne le 28 mai et le général De Gaulle commence ses consultations ; son gouvernement est investi le 1er juin 1958 par 329 voix contre 224 (42 socialistes votent « pour » et 49 — dont F. Mitterrand et P. Mendès France — votent « contre »). Le 2 juin une loi est votée, accordant les pleins pouvoirs au général De Gaulle pour six mois. Le 4 juin, De Gaulle prononce son fameux discours d'Alger (« Je vous ai compris... »).

L'évolution de la Ve République sous la présidence du général De Gaulle.

● *Le problème politique.* La constitution instaurant le régime présidentiel est décrite p. 151. Elle est adoptée le 28 septembre par un référendum (en gros, 80 % de *oui* contre 20 % de *non*). L'histoire politique de la Ve République est décrite dans ses principaux détails p. 154. Le général De Gaulle a présidé aux destinées de la Ve République jusqu'en avril 1969 (élu le 21 décembre 1958, au suffrage restreint, par 62 394 voix contre 10 355 au candidat communiste et 6 721 au candidat de la gauche non communiste ; réélu au suffrage universel le 19 décembre 1965, par 13 083 699 voix contre 10 619 735 à François Mitterrand, candidat de la *Fédération de la gauche ;* il a démissionné de ses fonctions le 28 avril 1969, après l'échec du référendum d'avril 1969 : voir ci-dessous). Sous sa présidence se sont succédé les gouvernements présidés par Michel Debré, Georges Pompidou et Maurice Couve de Murville. Assurés de la majorité absolue à l'Assemblée nationale, les gaullistes ont pu mener sans à-coups, jusqu'en mai 1968, une politique de réformes administratives, économiques, financières et sociales applaudie par les uns et considérée comme désastreuse et insuffisante par l'opposition.

On peut toutefois se demander si les structures du pays auraient permis, même avec une politique différente, une évolution plus heureuse.

● *Sur le plan colonial,* la Ve République a assuré la décolonisation. La difficulté vint, ici aussi, de l'Algérie et la Ve République faillit connaître le sort de la IVe, face à une armée qui commençait à se rebeller contre le pouvoir, accusé, à son tour, de brader l'Empire. Il y a eu, indiscutablement, équivoque : dans l'ensemble, ceux qui avaient dit « oui » à De Gaulle en 1958 n'étaient pas tous gaullistes et, même parmi ceux-ci, il n'y avait pas que des *inconditionnels.* L'électorat de 1958 favorable à De Gaulle comprenait aussi la « droite » qui voyait en lui un dernier rempart contre le communisme et la guerre civile, et, avec cette droite, les « colonialistes » qui croyaient que la décolonisation était un programme communiste. Cette équivoque explique bien des déceptions, notamment le mouvement de rébellion plus ou moins clandestin mené par l'*Organisation Armée Secrète* (OAS) qui cherchait à maintenir, envers et contre tout, l'Algérie française.

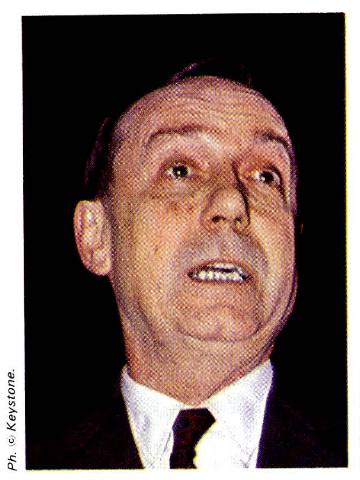


Ph. © J.-P. Rey-Gamma.

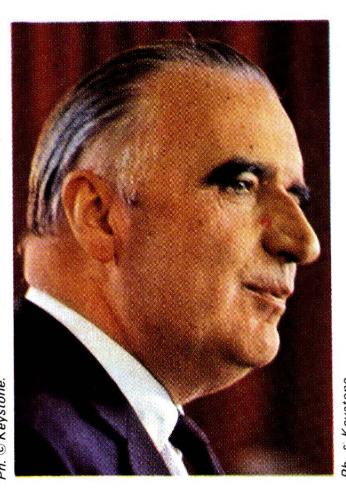


Ph. © B. Barbey-Magnum.

Cohn-Bendit et la Sorbonne. Mai 1968 : la révolte étudiante, menée notamment par Daniel Cohn-Bendit (le personnage aux cheveux roux sur le document de gauche), a été l'occasion de vastes palabres politiques (document de droite : au grand amphithéâtre de la Sorbonne), mais aussi de dures émeutes et d'un immense mouvement de grèves ouvrières. Il en est résulté des changements profonds, en particulier dans les mentalités (sur les rapports hiérarchiques, sur l'organisation de l'université, sur les relations entre parents et enfants, sur les droits de la femme, sur la libération sexuelle, etc.), qui font de « mai 1968 » une véritable révolution.


Ph. © Keystone.

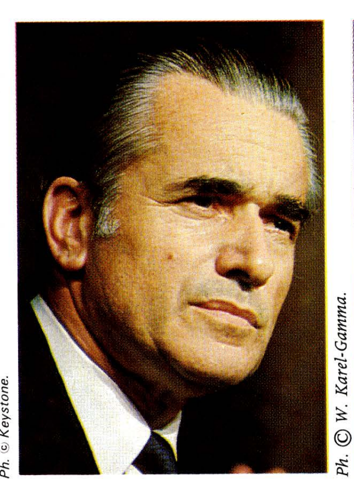
Michel Debré (né en 1912), Premier ministre de 1959 à 1962.


Ph. © Keystone.

Georges Pompidou (1911-1974), Premier ministre de 1962 à 1968 ; président de la République de juin 1969 à avril 1974.


Ph. © Keystone.

Maurice Couve de Murville (né en 1907), Premier ministre de 1968 à 1969.


Ph. © Keystone.

Jacques Chaban-Delmas (né en 1915), Premier ministre de 1969 à 1972.


Ph. © W. Karel-Gamma.

Pierre Messmer (né en 1916), Premier ministre de 1972 à 1974.

En fait, comme nous l'avons déjà dit, le mouvement conduisant à l'indépendance des pays colonisés était irréversible ; même si l'Empire avait pu être maintenu, ç'aurait été à des prix tels — en hommes, en matériel, en devises, en crédit international, en désordres intérieurs — et sans doute pour si peu de temps, qu'aucun gouvernement véritablement au courant de la situation (c'est-à-dire autrement que sous le coup des passions ou des pressions) n'aurait joué le jeu. L'engagement et l'accomplissement du processus de décolonisation fut certainement l'œuvre la plus positive du gaullisme.

● *Les problèmes économiques et sociaux* n'ont pas été résolus pour cela. On pouvait croire, certes, que soulagée du fardeau colonial, la France emploierait ses ressources à transformer son économie. Il n'en a pas été ainsi. Le gouvernement du général De Gaulle s'est lancé dans une politique internationale coûteuse, fondée sur l'indépendance et le prestige national ; seul l'avenir permettra de juger cette politique, d'y applaudir ou de la décrier, mais ses résultats immédiats ont été de prolonger les difficultés économico-sociales du pays.

Tout gouvernement d'assemblée aurait cent fois succombé devant le lot des problèmes qui se sont posés à la Ve République : le *régime présidentiel* a « tenu », faisant la preuve de la puissance du système. Les consultations électorales lui ont toujours été favorables (ce qui ne signifie pas nécessairement que l'électorat était satisfait, mais que la propagande était bien faite et que les adversaires étaient affaiblis par leurs divisions et leur *hérédité politique*).

En fait, malgré dix années d'optimisme officiel, une opposition s'est peu à peu formée ; non pas tellement celle de la fédération des partis de la gauche (FGDS : *Fédération de la gauche démocratique et socialiste*), elle-même surprise de ses premiers succès (en 1965, aux élections présidentielles, lorsque son candidat, François Mitterrand, parvint à se trouver en ballottage avec le président sortant), mais une opposition diffuse, née souvent en dehors de la vie politique traditionnelle et qui s'affirme au grand jour lors de la « révolution » de mai 1968. A partir de l'agitation de quelques groupes — on a dit des *groupuscules* — d'étudiants, un énorme mouvement d'insurrection universitaire secoue, pendant tout le mois de mai, Paris et la province. En même temps, une grève quasi générale paralyse le pays qui se demande, dans l'instant, si ce n'est pas une révolution « chinoise » ou « gauchiste » qui naît. Les événements de mai 1968 ont eu pour résultat de réveiller — comme en 1848 — le « parti de la peur » ; l'Assemblée dissoute est remplacée par celle qui est élue le 30 juin 1968 : sur 487 sièges, la « majorité », c'est-à-dire les gaullistes et apparentés, remportent 354 sièges. Mais cette majorité est artificielle ; en fait, l'opinion est lasse du régime présidentiel autoritaire qu'incarne le général De Gaulle. Le référendum du 27 avril 1969, proposant une réforme des institutions (Sénat) et le découpage de la France en régions, a un résultat négatif : 53 % *non* contre 47 % *oui*. De Gaulle démissionne le lendemain ; il est remplacé, après l'élection présidentielle du 15 juin 1969, par M. Georges Pompidou, qui choisit M. Chaban-Delmas pour Premier ministre le 21 juin 1969.

L'après-gaullisme : Georges Pompidou.

● *Mai 1968.* A regarder les choses d'un peu loin, il semble que De Gaulle ait été, avant tout, l'homme de la décolonisation et de l'indépendance nationale ; par contre, les problèmes intérieurs fondamentaux (éducation, équipement, situation des travailleurs, etc.) sont restés au second plan des préoccupations de celui que ses partisans ont considéré aveuglément comme un sauveur et en qui ses adversaires ont vu soit un illuminé de bonne foi, soit un ambitieux autoritaire, soit le jouet théâtral de quelques puissances financières. Quoi qu'il en soit, les « gaullistes », fidèles ou infidèles aux doctrines de leur chef, sont restés au pouvoir après la décolonisation. Ils ont pu s'y maintenir pour plusieurs raisons (unité et discipline du mouvement, du moins du vivant de De Gaulle ; contrôle progressif et subtil des moyens d'information ; organisation d'une « machine politique » efficace ; éparpillement et faiblesse doctrinale des partis d'opposition ; utilisation habile du spectre du communisme et de l'agitation révolutionnaire ; etc.). En 1967, les candidats gaullistes obtenaient 42,6 % des voix aux élections législatives soit, par le jeu d'un système électoral favorable, 244 sièges sur 485, autrement dit une majorité absolue, certes, mais faible (une voix).

Cet état de choses rendait évidemment fort difficile la conduite du Gouvernement dont les décisions semblaient de plus en plus autoritaires.

Il ne faut donc pas s'étonner que toutes les aspirations déçues, toutes les rancœurs, toute l'insatisfaction populaire, toutes les revendications d'une fraction très importante du pays se soient brutalement manifestées dans ce qu'on nomme pudiquement les « événements » de mai 1968 et qui fut, en fait, une véritable révolution.

Entendons-nous. Les événements proprement dits, à savoir la rébellion étudiante et ouvrière, près d'un mois de guérilla « gauchiste », les grèves généralisées et la mise en scène politique (disparition momentanée du général De Gaulle, parti s'assurer de la confiance du général Massu, interventions des grands leaders politiques de la gauche, etc.), pour spectaculaires qu'ils furent, sont restés sans lendemain. Mais il est sorti de « Mai 68 » un état d'esprit nouveau, une sorte de libération des consciences politiques et sociales qui a touché tout le monde, à commencer par les journalistes, les écrivains et les faiseurs d'opinion, qui, dans l'ensemble, ont senti qu'un nouveau système de valeurs s'annonçait, plein d'idéal, de jeunesse, de contradictions aussi. A tout prendre, l'effet le plus profond de Mai 68 a été, nous semble-t-il, la transformation du système éducatif (même si, sept ans après, cette transformation n'est pas encore accomplie), tant au niveau des rapports maîtres/élèves (et il ne faut pas oublier que la population scolaire représente près du quart de la population française), qu'au niveau des rapports de générations ou de classes sociales.

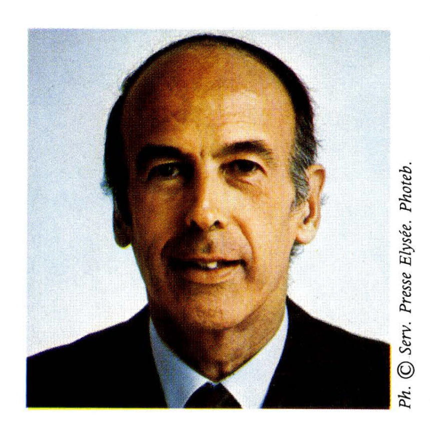
Bien entendu, le romantisme révolutionnaire de Mai 1968, comme celui de 1848, n'a été qu'un feu de paille. Comme toujours, dans de pareilles situations, l'opinion publique bascule : après la dissolution de l'Assemblée, les électeurs du 30 juin 1968 assurent aux candidats gouvernementaux 354 sièges sur 487. Cette majorité, inespérée avant Mai 1968, est assez homogène ; elle regroupe les députés de l'UDR (Union des Démocrates pour la Ve République), gaullistes convaincus et disciplinés, et ceux de la Fédération nationale des Républicains indépendants (RI), qui constituent la « droite » politique.

● *Les mesures d'urgence* prises par De Gaulle et par le Gouvernement que dirige Maurice Couve de Murville (du 13 juillet 1968 au 18 juin 1969) concernent le rétablissement de l'ordre, les revendications sociales, les problèmes monétaires, la réorganisation politique et administrative du pays, l'organisation du territoire, les problèmes internationaux (monde arabe, aide au Tiers-Monde). Les questions les plus urgentes furent réglées par des lois-programmes plus ou moins improvisées (loi d'orientation réorganisant l'Université, ordonnances sur la participation des salariés à l'entreprise par exemple, accords de Grenelle sur les salaires). La question monétaire a été esquivée, et la réforme des institutions (suppression du sénat et régionalisation), soumise à référendum le 27 avril 1969 a été repoussée par 53 % de « non ». Le 28 avril De Gaulle se démettait de ses fonctions et se retirait, sans commentaires, à Colombey-les-Deux-Églises, où il devait mourir, le 9 novembre 1970, d'une rupture d'anévrisme.

● *Georges Pompidou* a été élu président de la République le 15 juin 1969, avec 58,2 % des suffrages exprimés, contre 41,8 % pour son adversaire, Alain Poher, président du Sénat. Le nouveau président lance le slogan du « changement dans la continuité » et confie la présidence du Gouvernement à Jacques Chaban-Delmas, le 23 juin 1969. Celui-ci reste au pouvoir jusqu'au 5 juillet 1972, fondant son action sur le concept assez vague de « nouvelle société », qui se veut à la fois libérale (société d'abondance, nantie d'une économie de marché) et sociale (société garantissant l'emploi, le confort, l'ordre).

C'est ensuite Pierre Messmer, honnête et fidèle gaulliste, qui dirige trois cabinets ministériels consécutifs du 5 juillet 1972 au 28 mars 1973, du 6 avril 1973 au 27 février 1974, et du 2 mars 1974 au 19 mai 1974 (à partir de la mort de Georges Pompidou, intervenue le 2 avril 1974, le troisième cabinet Messmer s'est contenté d'expédier les affaires courantes). Deux grandes consultations électorales ont eu lieu durant le septennat inachevé de Georges Pompidou : un référendum (inattendu) pour ou contre l'élargissement de la CEE (67,7 % de « oui », mais près de 40 % du collège électoral s'était abstenu) et les élections législatives du 11 mars 1973, qui ont réduit la « Majorité » (UDR et RI) à 275 sièges sur 485.

En fait, le « pompidolisme » a tenté d'instaurer, tout en conservant les formes et un certain « culturalisme » traditionnel, une économie de style américain ou germanique, c'est-à-dire de revaloriser le capitalisme. Cette position, à laquelle il faut ajouter la reprise de relations politiques cordiales avec les États-Unis que De Gaulle avait interrompues, est à l'origine des premières dissensions au sein de la Majorité. Quant à l'opposition, elle critique l'*affairisme* des milieux politiques, et quelques scandales financiers, montrent combien le système est ouvert aux compromissions.


Ph. © Serv. Presse Elysée. Photeb.

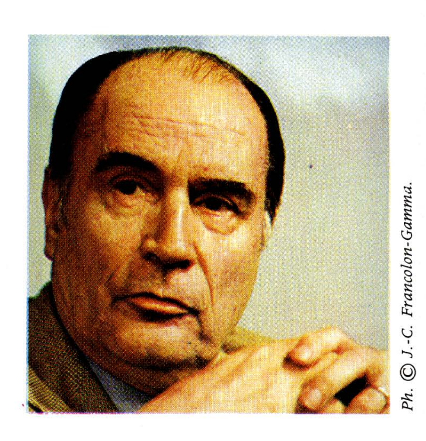
Valéry Giscard d'Estaing
(né en 1926)
Président de la République
de mai 1974 à mai 1981.


Ph. © G. Uzan-Gamma.

Jacques Chirac
(né en 1932)
Premier ministre de 1974 à 1976.


Ph. © D. Simon-Gamma.

Raymond Barre
(né en 1924)
Premier ministre de 1976 à 1981.


Ph. © J.-C. Francolon-Gamma.

François Mitterrand
(né en 1916)
élu président de la République le 10 mai 1981.

Mais ce qui est le plus frappant, en politique intérieure, durant la période 1972-1974, c'est l'organisation de l'opposition. Les communistes, menés par Georges Marchais, et les socialistes, menés par François Mitterrand, rendent public le 27 juin 1972 un *programme commun de gouvernement,* auquel adhèrent les radicaux de gauche (branche dissidente du parti radical-socialiste) : dès le mois de novembre 1972, l'*Union de la gauche socialiste et démocrate,* qui regroupe les trois partis autour du programme commun, se présente comme l'adversaire le plus dangereux de la coalition UDR/RI. Les arbitres de la situation sont alors les radicaux non dissidents et le parti du *Centre démocrate,* héritier de l'ancien MRP; leur alliance donne naissance à un mouvement centriste *réformateur* qui jouera un rôle important lors de l'élection présidentielle de mai 1974.

● *Les questions économiques et monétaires* restent évidemment à l'ordre du jour, même si elles sont masquées par les luttes politiques, les scandales et les invectives. La chute du dollar, en août 1971, est le prologue à la grande crise inflationniste qui va secouer le monde et qui, jointe à la crise pétrolière, constitue le plus grave danger qu'ait connu l'Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. On connaît le processus inflationniste : trop de liquidités monétaires, trop de facilités de crédit conduisent les entreprises à une croissance qui, à partir d'un certain seuil, est un mal plus qu'un bien, et qui engendre la hausse des prix, chômage et troubles sociaux. Pour lutter contre cela, il faut, par des moyens énergiques intervenant *à temps,* essayer d'enrayer le processus. Mais ces moyens ne sont pas populaires : pression fiscale, limitation du crédit aux entreprises et aux particuliers, blocage autoritaire des prix et même des salaires, ralentissement de la croissance économique (certains experts réclament même l'arrêt de toute croissance; c'est-à-dire la *croissance zéro*). En outre, leur efficacité n'est pas automatique, ni instantanée. L'Allemagne de l'Ouest les a employés énergiquement et dès 1971, c'est-à-dire « à froid », d'où, sans doute, la manière heureuse dont elle traverse la crise. Mais, dans la France pompidolienne, on n'a pas osé intervenir vite et bien, par souci électoral, pour préserver les situations acquises. On s'est donc contenté d'expédients : contrôle des changes instauré tardivement, réajustements monétaires, action timide sur le taux d'escompte (qui passe à 7,5 % en novembre 1971, à 8,5 % en juillet 1973, puis, brutalement, à 11 % en septembre 1973) ; quant à la monnaie, ce n'est qu'en janvier 1974 que le gouvernement français s'est décidé à la laisser « flotter », pour six mois seulement. Dans le même temps, les hausses de prix étaient accélérées, le salaire minimal (SMIG) passait de 3,68 F l'heure en juillet 1971 à 7,12 F en juin 1975. De fait, Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'Économie et des Finances de De Gaulle et de Georges Pompidou, a laissé à Valéry Giscard d'Estaing, président de la République, une situation bien loin d'être réglée.

La Vᵉ République giscardienne.

La disparition de Georges Pompidou, mort le 2 avril 1974, a réveillé les luttes politiques. En face du candidat unique de la gauche, François Mitterrand, c'est Valéry Giscard d'Estaing qui l'a emporté de justesse, le 19 mai 1974, par quelques centaines de milliers de voix d'écart (50,81 % des suffrages exprimés contre 49,10 %). Encore la victoire du candidat des RI a-t-elle été assurée par le ralliement de l'UDR, des radicaux-socialistes et du Centre Démocrate, l'ensemble constituant ce qu'on appelle la « nouvelle majorité présidentielle élargie ».

Dans une première phase, le président Giscard d'Estaing a dû s'appuyer sur l'UDR, qui est la formation la plus importante et la mieux en place de la majorité. D'où le choix de l'UDR Jacques Chirac comme Premier ministre, le 27 mai 1974. Le ministère Chirac sera remanié deux fois, en janvier 1975 et en janvier 1976 ; la personnalité la plus en vue est celle de Michel Poniatowski (RI), ministre d'État, ministre de l'Intérieur. Les problèmes fondamentaux sont économiques, politiques, régionalistes. Sur le plan économique et social, il faut lutter contre l'inflation, la hausse des prix et la dégradation du climat social. Sur le plan politique, on assiste, en 1975, 1976 et jusqu'à l'été 1977, à une consolidation de l'*Union de la gauche* (Parti socialiste, Parti communiste, Mouvement des radicaux de gauche) dont le *programme commun de gouvernement* est l'arme principale. Sur le plan régionaliste, l'agitation autonomiste atteint un seuil de réelle gravité en Corse (émeutes, attentats) et, à un moindre degré, en Bretagne.

Dans une deuxième phase, V. Giscard d'Estaing prend ses distances avec l'UDR et impose un gouvernement plus « à droite » et plus technicien, en confiant la charge de Premier ministre à Raymond Barre (sans étiquette), économiste de profession (27 août 1976). Mais les efforts de ce dernier pour lutter contre l'inflation sont vains ; la hausse des prix se poursuit, l'inflation pèse ; de plus, la gauche triomphe aux élections municipales de mars 1977, ce qui provoque une légère modification du ministère Barre (30 mars), une mobilisation politique générale en prévision des élections législatives de mars 1978 (notamment la création de l'*Union pour la démocratie française* - UDF - qui regroupe les partis non gaullistes de la majorité présidentielle et la constitution du *Rassemblement pour la République* — RPR — issue de l'ancienne UDR et dirigée par Jacques Chirac) : malgré la rupture de l'Union de la gauche, en octobre 1977, en raison des dissensions entre socialistes et communistes, l'issue de la bataille électorale reste incertaine. La défaite de la gauche, le 19 mars 1978, fut une surprise pour certains, et il est trop tôt pour en imaginer les causes : avec 291 sièges sur 491, giscardiens, gaullistes et réformateurs s'assurent une majorité confortable (mais quelque peu hétéroclite) ; un troisième gouvernement Barre est formé le 29 mars 1978. Cette importante victoire législative de la coalition giscardiens/RPR n'a pas pour autant simplifié les problèmes politiques, économiques et sociaux qui se posent à la France. A partir de 1979, les difficultés économiques et sociales s'amplifient : l'inflation, le coût de la vie, le chômage s'accroissent sans cesse, et la politique « dure » du Premier ministre est critiquée aussi bien par l'opposition de gauche (socialistes, communistes, radicaux de gauche) que par une fraction de la majorité présidentielle (le RPR). La personnalité du président de la République est mise en question et le climat politique s'alourdit. La campagne électorale en vue des élections présidentielles voit la division de la gauche (PC contre PS) et de la droite (RPR contre UDF). Le 10 mai 1981, c'est finalement le socialiste François Mitterrand qui l'emporte, en recueillant près de 52 % des suffrages. Cette victoire de la gauche — la première de quelque importance depuis 1936 —, confirmée par les élections législatives anticipées du 21 juin 1981 (« raz de marée » socialiste), ouvre sans doute une nouvelle période de la Vᵉ République.

Les socialistes au pouvoir.

L'équipe mise en place par François Mitterrand au lendemain de son élection (Premier ministre : Pierre Mauroy, qui prend quatre ministres communistes dans son gouvernement) met en œuvre le programme de l'Union de la gauche : nationalisation du crédit (banques) et de la grande industrie, réformes sociales, accroissement du pouvoir syndical dans les entreprises, réforme judiciaire (abolition de la peine de mort, suppression de la Cour de Sûreté de l'État), tentative de réforme scolaire tendant à intégrer l'École libre — principalement catholique — dans un grand « Service public » (projet Savary, qui n'a pu être réalisé en raison de l'opposition énergique de l'opinion publique). Le programme de l'Union de la gauche comportait aussi un important volet économique (lutte contre l'inflation et le chômage), domaine dans lequel l'échec a été spectaculaire : l'inflation est encore voisine de 10 %, la balance courante est hautement déficitaire (elle a atteint près de 80 milliards de francs lourds en 1982), le chômage n'a pas été endigué (taux de chômage : environ 9 % par rapport à la population active), la monnaie est affaiblie, les entreprises — écrasées par les charges fiscales et sociales, gênées par le dirigisme économique, incapables de lutter, dans certains cas, contre la concurrence étrangère — voient leur activité baisser et le nombre des faillites augmenter ; le pouvoir d'achat des salariés baisse, les conditions de vie se dégradent.

En 1984, l'échec de la politique socialiste se confirme. Les mesures d'austérité prises en 1983 par le ministre des Finances Jacques Delors, l'abandon du projet Savary, le changement de gouvernement (Laurent Fabius remplace Pierre Mauroy) engendrent une ambiguïté politique. Le Parti communiste redevient un parti d'opposition, et la cote du Président de la République s'effondre. L'opposition de droite (le RPR que dirige Jacques Chirac et l'UDF dont le leader est Raymond Barre) prépare sa victoire aux élections législatives de 1986, tandis que de nouveaux dangers menacent la vie politique française : la montée de l'extrême-droite *(Front national),* dont le succès aux élections européennes révèle l'implantation dans la société française ; la montée du racisme ; le problème de l'assimilation ou du rejet des immigrés ; la dégradation des conditions de sécurité dans les grandes villes ; les mouvements nationalistes et/ou indépendantistes en Corse, aux Antilles et en Nouvelle-Calédonie.

Politique extérieure de la Vᵉ République.

Voir p. 128.

L'ITALIE

AVANT L'UNITÉ.

L'histoire complète des cités et des principautés italiennes avant que ne soit réalisée l'unité du pays au XIXe siècle est bien trop complexe pour pouvoir être abordée dans le cadre de cet ouvrage ; nous renvoyons le lecteur que ces questions intéresseraient particulièrement aux ouvrages spécialisés. La p. 154 donne la chronologie des principaux événements.

Le Moyen Age italien.

L'ère des invasions.

Les invasions barbares et les tentatives de Justinien (à partir de 534) pour reconquérir ce que Rome avait perdu ont eu pour conséquence de détruire le royaume ostrogoth et d'ouvrir la porte aux Lombards qui — à l'exception de Gênes, Rome, Naples et Ravenne — dominent toute la péninsule (Liutprand, le plus important des rois lombards, 712-744). L'empire byzantin étant lointain et inefficace, l'évêque de Rome — le *pape* — prend peu à peu une place prépondérante en Italie. C'est pour conjurer le danger lombard (Astaulf, en 751) que le pape Étienne II fait appel à Pépin le Bref, dont l'intervention permit de fonder l'*État pontifical* (756-757) ; Charlemagne jouera aussi le rôle de protecteur de la papauté et c'est en se prosternant devant le roi franc que Léon III le couronnera empereur (dignité que Charlemagne n'avait pas demandée) en l'an 800 (voir p. 37).

L'Italie du Moyen Age est un territoire extrêmement morcelé en petites principautés, théoriquement rattachées au Saint Empire romain germanique. Ravagée par les Hongrois de 898 à 947, par les Normands, par les luttes féodales, par les révoltes lombardes contre l'empereur (Pandolfo Tête de Fer contre Otton Ier le Grand), par les Sarrasins (musulmans) qui progressent dans le Sud, la Péninsule ne connaît à cette époque que deux embryons d'État : celui du pape et le royaume normand fondé par le neveu de Robert Guiscard, Roger de Hauteville, dans le Sud, à partir du XIIe siècle (État sicilien). Des villes commencent à s'éveiller, en particulier Venise (en relation avec l'Orient), Pise, Gênes, Palerme et Messine ; tous ces ports voient leur fortune grandir avec les croisades : points d'embarquement des troupes, les navires en partent chargés de croisés et y reviennent chargés d'épices, d'étoffes précieuses, etc. Les cités italiennes s'enrichissent pendant que l'Europe s'appauvrit. A la richesse succède la puissance : l'Orient byzantin conquis par les croisés tombe entre les mains des Vénitiens qui obtiennent, par l'astuce, la diplomatie ou la violence, le monopole du commerce entre Orient et Occident et les bénéfices ecclésiastiques que distribue le patriarche de Constantinople.



Le supplice de Savonarole, à Florence (1498). Girolamo Savonarole est né en 1452, à Ferrare ; dominicain, prêcheur ardent et austère, il devient en 1491 prieur du couvent Saint-Marc à Florence où il exerce une véritable dictature (1494-1498), imposant une réforme sévère des mœurs, annonçant tel un prophète les malheurs qui allaient s'abattre sur Florence, faisant espionner les parents par leurs enfants, réclamant contre ceux qui ne suivaient pas ses décisions torture ou peine de mort. Il refusa d'aller s'expliquer sur ses prophéties au pape Alexandre VI et fut excommunié en 1497 ; le départ des Français avait affaibli sa position politique et, violemment attaqué à Florence (en particulier par les franciscains), il fut condamné à mort et brûlé avec deux de ses partisans (les* piagnoni*) sur la place de la Seigneurie, devant le Palais-Vieux.

L'Italie au Moyen Age.



Les Guelfes et les Gibelins, la fin du Moyen Age.

La lutte entre les ducs de Bavière (les *Welfs*) et les Hohenstaufen est une guerre allemande qui correspond à un changement de dynastie dans le Saint Empire romain germanique (voir p. 16). En 1215 à Florence une querelle éclate entre deux familles : les Arrighi (qui se réclament de l'empereur François II, seigneur de *Waiblingen*) et les Buondelmonte qui en tiennent pour les *Welfs ;* la querelle dégénère en *vendetta* et bientôt la ville est divisée en parti des Buondelmonte (les Welfs, d'où les *Guelfes*) et parti des Arrighi (les Waiblingen, d'où les *Gibelins*). Puis dans toute l'Italie du Nord ces factions se répandent : les partisans qui se réclament de l'empereur sont appelés les Gibelins, ceux de l'Église des Guelfes. Pendant un siècle, toutes les querelles intestines des cités ont opposé de la sorte des Guelfes et des Gibelins.

● *L'Italie des « clochers » (campanile) évolue.* Aux petites cités prospères, dont les bourgeois ou même le peuple dirigeaient le destin en des assemblées communales, vont succéder, dans le courant du XIIIe siècle, des seigneuries, soumises à la tyrannie plus ou moins éclairée d'une ou plusieurs familles : les Visconti à Milan, les Este à Ferrare, les Orsini et les Colonna dans les États pontificaux, la famille Ezzelino à Padoue, etc. A Venise les marchands, pour limiter le pouvoir personnel du duc *(doge),* ont créé au XIIe siècle le Grand Conseil qui règle ploutocratiquement les destinées de la *Sérénissime République.*

Les Italiens sont, à cette époque, les « Phéniciens » de l'Europe. Ils ont organisé un système bancaire perfectionné, imposé sans doute par les nécessités du moment : voyageant sur des routes peu sûres, à la merci de n'importe quel guet-apens, naviguant sur des mers infestées de pillards, les transporteurs de fonds couraient de gros risques. Les riches commerçants, les financiers dont le nom était réputé sur les places de commerce ont donc tenu des registres au nom de leurs différents clients, inscrivant leurs recettes et leurs dépenses sous forme de crédit et de débit et établissant, périodiquement, la balance du compte. Autrement dit les banquiers lombards et italiens ont inventé la comptabilité, la *lettre de paiement* et ce qu'on appelle en langage financier le *clearing,* c'est-à-dire le paiement par compensation. Ce sont les financiers italiens qui ont fourni les fonds nécessaires à la guerre de Cent Ans, qui ont servi la politique pontificale dont l'autorité s'accroît peu à peu, bref qui ont ouvert l'Italie vers le monde, ce qui explique en partie que le Moyen Age ait été bien moins long dans les cités italiennes que dans l'Europe des châteaux forts.

● *Au XIVe siècle* les croisades sont terminées et, au nord de l'Europe, dans les Flandres, se développe une dangereuse concurrence pour les trafiquants et commerçants italiens ; les « clients » ne viennent plus en Italie, il faut aller les chercher en France où ils se battent (guerre de Cent Ans). Le pape — et avec lui les finances que drainaient ses États — est en exil à Avignon jusqu'en septembre 1376, et même mai 1403 ; le Saint Empire romain germanique s'abîme dans les luttes féodales et le régionalisme (voir p. 16). C'est la crise, et les tenants de l'Italie impériale, les Gibelins, déchantent tout autant que les Guelfes ; elle n'épargne aucune cité et fait l'affaire — dans certains cas — de quelques familles qui profitent du désordre pour imposer leur tyrannie. A Florence, l'industrie du drap reste cependant florissante ; son système politique (gouvernement par les *Prieurs,* élus pour deux mois, et par le *Gonfalonier* — pour la justice) est troublé par les querelles entre Gibelins et Guelfes qu'on appelle ici les Blancs et les Noirs — querelles dont on retrouve l'écho dans l'œuvre du plus grand poète italien, Dante Alighieri, tandis que Boccace décrit avec férocité et clairvoyance la société florentine dans le *Décaméron.* A Rome, il n'y a plus de pape ; les Orsini et les Colonna, par leurs luttes sont cause de l'anarchie qui règne, tandis que des dictateurs épisodiques tentent de s'imposer : Cola di Rienzo (1347), Cerroni (1353).

Puis progressivement la péninsule italienne sort du Moyen Age ; entre les cités et les seigneuries du Nord, le Royaume de Naples au Sud (consolidé et étendu par Charles d'Anjou au XIIIe siècle, tombé aux mains des Espagnols d'Aragon au milieu du XIVe siècle), le pape — revenu à Rome — joue le rôle d'un arbitre (pas



La bataille de Marignan.
François Ier, passant en Italie par le col d'Argentière, força les Suisses à se replier sur Milan et les vainquit grâce à l'aide de ses alliés vénitiens. C'est au soir de cette bataille que le roi se fit armer chevalier par Bayard.

toujours écouté). Ce qui est le plus frappant, c'est l'attitude des intellectuels et des artistes qui établissent les bases de ce qu'on appellera bientôt l'*humanisme ;* tant de désordre dans la société incline en effet à l'individualisme, qui est une des caractéristiques les plus remarquables de la Renaissance.

Florence, cité bancaire, industrielle et commerçante est alors le type même de la ville italienne ; le pouvoir y est exercé par la famille des Médicis qui pratique en même temps le mécénat artistique (Cosme de Médicis) et donne à la ville une vie particulièrement brillante. D'une manière générale, d'ailleurs, les Italiens ont une haute idée de leur civilisation et de leur sens des rapports humains qu'ils opposent à ceux des « Barbares » du Nord. La Péninsule devient, pour les Européens engagés dans le ténébreux Moyen Age, un pôle extraordinaire d'attraction : ses richesses, ses artistes, la beauté de ses femmes deviennent légendaires. Les Français, qui viennent d'en terminer avec la guerre de Cent Ans, sont attirés comme par un mirage vers ce pays où l'aventure militaire semble facile : on va voir ce qu'il en résultera.

Des guerres d'Italie au Congrès de Vienne.

Les guerres d'Italie ; la domination hispano-autrichienne.

● *On appelle guerres d'Italie* une série de guerres de conquêtes entreprises par Charles VIII, Louis XII et François Ier, marquées par une succession de campagnes, heureuses et malheureuses tour à tour où s'illustrèrent Gaston de Foix, La Palice, Bayard. A l'instigation du pape Jules II, une *Sainte Ligue* se crée (Venise, Espagne, Angleterre et les États italiens menacés) ; la bataille de Marignan (13-14 septembre 1515) met fin à ces aventures qui ont eu quatre conséquences importantes :

— le concordat de Bologne (1516) réglant les rapports de la monarchie et de l'Église en France ;

— la paix perpétuelle avec les cantons suisses (voir p. 94) ;

— un prodigieux mouvement d'idées en Europe (la Renaissance et la Réforme) ;

— la naissance d'une rivalité impitoyable entre la France et l'Espagne, rendue plus grave par l'avènement de Charles Quint (voir p. 24).

● *L'Italie, à partir de Charles Quint,* est hispanisée non seulement dans le cadre du royaume de Naples (voir carte), mais aussi en dehors de lui : les jésuites, les moines et les soldats, persécutant la Réforme (l'Inquisition romaine est réorganisée en 1542) et l'immoralité éteignent peu à peu la flamme de la Renaissance : fin de l'érasmisme, création de l'Index (1559), surveillance de l'édition, procès, bûcher, prison pour les artistes ou les intellectuels trop audacieux (Galilée, Giordano Bruno, Campanella) ; échappent à cette réaction : la Savoie (capitale : Turin), la Sérénissime République de Venise occupée par sa lutte contre les Barbaresques et la république de Gênes qui est d'ailleurs sur son déclin.

Après les traités d'Utrecht et de Rastadt, l'Autriche met à son tour le doigt dans *l'imbroglio* italien : la Sicile est accordée au duc de Savoie qui prend le titre de roi, tandis que le Milanais, une partie de la Toscane, la Sardaigne et Naples vont à l'Autriche (ce partage sera le point de départ des difficultés de l'Autriche-Hongrie entre 1848 et 1866). Une première tentative italienne pour se soustraire à la domination autrichienne a lieu vers 1717, lorsque la duchesse de Parme, Élisabeth Farnèse, devenue reine d'Espagne, et son conseiller Alberoni tentent de chasser (sans succès) les Autrichiens avec la puissance des armes espagnoles. En fait, à part quelques modifications territoriales (comme la cession de la Corse à la France, en 1768, qui provoque une courte guerre d'indépendance où Pascal Paoli s'illustre à la bataille de Ponte-Nuovo, l'échange de la Sicile contre la Sardaigne en 1720 et l'installation des Bourbons à Naples en 1734), l'Italie ne change point jusqu'à la Révolution française.

Vers l'unité.

La Révolution française éveille bien des espoirs. Nombreux étaient les Italiens qui rêvaient de reconstituer sinon un État unitaire, du moins une *fédération italienne.* Malheureusement les guerres napoléoniennes créent à nouveau une mosaïque d'États dans ce pays auquel il semble que l'Empereur — qui avait pourtant la manie de tout restructurer — n'ait pas spécialement pensé (quoique, à Sainte-Hélène, il eût affirmé que l'*unité italienne* était un point qui lui tenait à cœur).

L'Italie du Congrès de Vienne est toujours aussi morcelée ; les idées d'*unité*, de *libéralisme politique* et de *nationalisme* étant souvent confondues au XIXe siècle, l'Autriche — qui contrôle l'Italie — ne cherche évidemment pas à faciliter la création d'un royaume sur lequel elle perdrait inévitablement tout pouvoir ; on laisse donc l'Italie n'être qu'une *expression géographique.* Mais, malgré l'occupation étrangère, l'Italie a tiré une conclusion positive de la période napoléonienne : un peu partout s'est introduite l'idée de l'*égalité des droits civils,* généreusement propagée par Napoléon. Les classes cultivées aspirent de plus en plus à régénérer la patrie commune ; avec un peu de romantisme et de littérature, cette tendance devient un mouvement : le *Risorgimento ;* et, comme toujours dans ces circonstances, les *sociétés secrètes* deviennent influentes : les *carbonari* du Calabrais Capobianco sont les plus célèbres de ces agitateurs malhabiles : divisés en sections appelées *ventes,* dirigés par trois « lumières », ils ont allumé beaucoup de soulèvements (1820-1821 à Naples et en Piémont ; 1831 en Italie centrale) et ont eu des ramifications en France (l'épisode en 1822, des *quatre sergents de La Rochelle*) ; rappelons que le nom par lequel se désignent les membres de cette société (les « charbonniers ») vient de ce que leurs réunions se tenaient dans des lieux forestiers.

L'UNITÉ, LE FASCISME, LA RÉPUBLIQUE.

L'unité italienne.

Les conditions.

● *En 1815 l'Italie* a été découpée en sept États. Le roi Charles-Albert de Sardaigne-Piémont a tenté, une première fois, en 1848-1849 d'aider les insurgés lombardo-vénitiens à se libérer du joug autrichien ; il donne à son propre royaume un *Statut fondamental* qui instaure une monarchie constitutionnelle (4 mars 1848) et à Milan ont lieu les *Cinq journées* (18-23 mars) de manifestation contre l'Autriche. Un peu partout en Italie les régimes se libéralisent (Naples, Toscane et même les États pontificaux) : la fameuse formule de Charles-Albert : « *Italia farà da sè* » (« L'Italie agira par elle-même ») semble pouvoir se réaliser. Mais l'écrasement de la révolution par les Autrichiens montre que l'unité de l'Italie ne peut se faire qu'avec l'aide d'une grande puissance ; Charles-Albert abdique en faveur de son fils Victor-Emmanuel et va mourir en exil (1849).

● *L'idée d'une confédération italienne* présidée par le pape étant écartée *(néo-guelfisme),* ainsi que celle de République italienne, les deux conditions pour que se réalise enfin l'unité sont : l'annexion par le Piémont de tous les États italiens et l'aide d'une grande puissance. Le comte de Cavour comprit les données du problème et travailla donc de 1852 à 1859 à augmenter la puissance du Piémont (voies ferrées, tunnel du Mont-Cenis, réorganisation de l'armée) et à réaliser une alliance fructueuse avec la France (Napoléon III, ancien *carbonaro,* aimant l'Italie « comme une seconde patrie », stimulé de plus par les lettres qu'Orsini — qui avait attenté à sa vie en janvier 1858 — lui écrit de sa prison avant son exécution).

La réalisation.

● *Après l'alliance franco-sarde* conclue à Plombières (juillet 1858), Cavour déclenche les opérations :

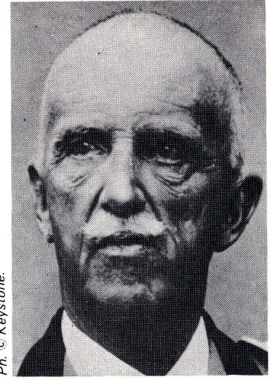
— une guerre sanglante contre l'Autriche, avec l'assistance de la France, aboutit à l'annexion de la Lombardie (batailles de Magenta et Solferino ; traité

Giuseppe Garibaldi (1807-1882)
Exilé dès sa jeunesse en Amérique du Sud (1834), il revient en Italie en 1848 pour combattre les Autrichiens. En 1860, il organise l'expédition des Mille (les chemises rouges). Il combattit par la suite pour faire de Rome la capitale de l'Italie. Il cessa de prêcher ce qu'il appelait l'« Évangile de la Carabine » en 1867, puis il offrit ses services à la France pendant la guerre de 1870. Il fut député de Rome en 1875 et il mourut à Caprera en 1882.

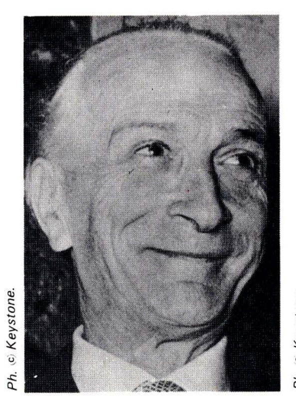



Ph. © Roger-Viollet.

Camillo Benso comte de Cavour (1810-1861) Président du Conseil italien de 1852 à 1861


Ph. © Keystone.

Victor-Emmanuel III (1869-1947) roi d'Italie de 1900 à 1946


Ph. © Keystone.

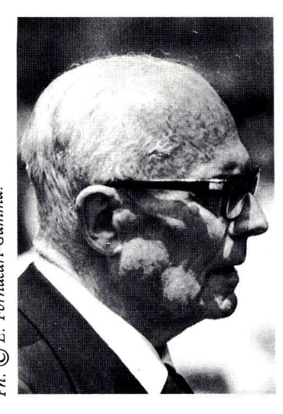
Antonio Segni (1891-1972), président de la République italienne de 1962 à 1964


Ph. © Keystone.

Giuseppe Saragat (né en 1898), président de la République italienne de 1964 à 1971


Ph. Gianca © Amb. d'Italie. Photeb.

Giovanni Leone (né en 1908) Président de la République de 1971 à juillet 1978.


Ph. © E. Fornacari-Gamma.

Alessandro Pertini (né en 1896) Président de la République depuis juillet 1978.



Formation de l'Unité italienne.

de Villafranca le 11 juillet 1859) ; Napoléon III se retire du conflit à la grande irritation de Cavour qui démissionne ;

— annexion de la Toscane, de Modène et de Parme par plébiscite (1860), ce qui est accordé par Napoléon III en échange de la Savoie et de Nice ;

— annexion de l'Italie méridionale et des États pontificaux grâce à l'action d'un aventurier patriote qui avait organisé un corps de mille volontaires — les *Chemises rouges* — et débarquait en Sicile : Garibaldi (1807-1882). En mars 1861 le royaume d'Italie est proclamé, seules la Vénétie et Rome n'ont pas été annexées. Cavour meurt le 6 juin 1861.

● *Rome* ne fut conquise qu'en 1870, après la chute de Napoléon III ; l'indépendance du pape était garantie par un accord lui octroyant l'État du Vatican (disposition acceptée seulement en 1929 par la papauté). La Vénétie fut acquise à l'Italie après la défaite de l'Autriche-Hongrie par la Prusse en 1866.

Évolution de l'Italie jusqu'à la guerre de 1914.

Voir *Annexe,* p. 156 pour la chronologie des événements.

L'Italie de Victor-Emmanuel II (mort en 1878) et de son fils Humbert Ier (1878-1900, victime d'un attentat anarchiste) a connu trois groupes de problèmes.

— Un problème politique et social : une démographie abondante (trente-six millions d'habitants), une misère ouvrière et paysanne presque chronique, le brigandage dans le Sud *(mafia),* la corruption électorale, etc., font de l'Italie un pays presque *sous-développé* qui ne connaît qu'une seule solution à ses difficultés : l'émigration.

— Un problème colonial : le ministre Crispi a tenté d'utiliser la solution expansionniste, à la mode en Europe à la fin du siècle. Il entreprend l'occupation de l'Éthiopie ; battus par les troupes du négus Ménélik (Adoua, 1896), les Italiens reconnaissent le 26 octobre 1896 l'indépendance de l'Abyssinie. Ils possèdent toutefois la Libye, l'Erythrée et les Somalies.

— Un problème international : en 1882 l'Italie était entrée dans la *Triple-Alliance* (voir p. 96) ; en 1902, pour des raisons de politique coloniale, elle se rapproche de la France, puis en 1909 de la Russie (après l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie). Victorieuse des Turcs en 1912 (îles du Dodécanèse, Cyrénaïque, Tripolitaine), elle essaya de rester neutre en 1914 puis, moyennant des promesses territoriales, elle entre en guerre aux côtés des Alliés contre les empires centraux (le 23 mai 1915) et participe avec Orlando au Congrès de la Paix.

Mussolini et le fascisme.

Voir la chronologie des événements p. 155.

Benito Mussolini.

Né le 25 juillet 1883 en Romagne, fils de petits paysans, militant socialiste, instituteur suppléant avant d'être journaliste à Trente (en Autriche-Hongrie) d'où il dirige le journal *Avanti,* Mussolini abandonne le socialisme en 1914, et crée son propre journal, le *Popolo d'Italia,* où il défend des thèses nationalistes et anarchosyndicalistes. En 1919, il crée les *Faisceaux italiens de combat* à Milan : le *parti fasciste* est né. Il a un concurrent redoutable en la personne du poète Gabriele d'Annunzio qui, à la tête de mille légionnaires, avait occupé Fiume, sur l'Adriatique. En mai 1921, le parti fasciste est un petit parti (35 sièges sur 520 à la Chambre) ; les majoritaires sont les partis de Nitti et de Giolitti. Mais, ralliant à la cause tous les mécontents, en octobre 1922, Mussolini organise la *marche sur Rome* avec ses partisans (les *Chemises noires*) ; l'armée pouvait résister, mais elle était peu sûre (beaucoup d'officiers avaient été gagnés au fascisme) et le 30 octobre 1922 Victor-Emmanuel III confie à Mussolini le soin de former le gouvernement. Désormais, le petit instituteur est devenu le *Duce* (le « Guide ») ; il va organiser un culte délirant de sa personne et de son œuvre, surtout après que les élections de 1924 lui eurent donné 256 sièges à la Chambre.

L'Italie tombait donc dans la dictature. Mussolini liquide toutes les formes d'opposition au régime, annihile le Parlement, gouverne avec le *Grand Conseil fasciste,* recrute une police spéciale, la *milice* (750 000 membres) qui encadre le parti tout entier et, maître tout-puissant, énonce les doctrines de la primauté de l'État et de la valeur suprême du *Duce* en laquelle elle s'incarne.

Son sens de la mise en scène, sa grandiloquence et, il faut bien le dire, les premiers succès du régime habilement mis en lumière par la propagande (bonification des marais Pontins, irrigation des Pouilles et de la Sicile, progrès de l'agriculture) ont exalté un peuple italien dont, par ailleurs, les meilleurs éléments étaient brimés, bâillonnés, emprisonnés.

L'Axe Rome-Berlin.

Mussolini retrouve le ton des orateurs romains et trente millions d'Italiens vivent avec lui son rêve de grandeur. Il reprend la politique de Crispi en se lançant dans la conquête de l'Éthiopie (1935-1936), méprisant les sanctions économiques que lui appliquent en théorie les États membres de la Société des Nations ; en proclamant Victor-Emmanuel III empereur d'Éthiopie le 9 mai 1936, il bafouait l'organisme international qui avait voulu l'éliminer. Il se tourne alors vers l'homme


Ph. Archives Photeb (Revue "Signal").

Benito Mussolini (1883-1945) : de la démagogie à la dictature.

qu'il avait si souvent injurié dans ses discours publics et qui imitait, en Allemagne, l'action du dictateur : Hitler. En octobre 1936 il conclut une alliance qu'on a appelée l'*Axe Rome-Berlin.* Une dernière annexion en 1939 (l'Albanie) donnait à Mussolini l'impression qu'il était un nouveau Jules César.

En 1940, l'Italie entre en guerre aux côtés de l'Allemagne nazie. En 1945, le bilan du fascisme était sombre, le dictateur avait été exécuté le 28 avril 1945 avec sa maîtresse, Clara Petacci, par un résistant communiste nommé Walter Audisio (nom de guerre : colonel Valerio) ; l'Italie avait perdu 500 000 hommes, le pays était ruiné, affamé, les finances anarchiques. Les vingt années mussoliniennes (le *Ventennio*) sont l'événement le plus tragique qu'ait connu l'histoire de l'Italie.

L'Italie de 1945 à 1984.

L'histoire de l'Italie depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale est marquée par un redressement économique désordonné et spectaculaire, et par la domination de ce qu'on appelle la *Démocratie chrétienne,* parti politique au pouvoir depuis 1945, et qui a dû combattre l'opposition des socialistes et des communistes italiens. Incapable de résoudre les principaux problèmes politiques, sociaux, économiques qui se sont posés au pays, la Démocratie chrétienne a laissé se développer une sorte de « pouvoir parallèle » et, à partir de 1975/1976, un certain pouvoir terroriste (terroriste « noir » des néofascistes italiens, terroriste « rouge » des *Brigades rouges*). Ainsi donc l'histoire italienne depuis quarante ans se réduit à une succession d'événements et se prête plus à une description chronologique qu'à une analyse générale. Nous renvoyons donc le lecteur à la chronologie commentée de la p. 155.

LA PAPAUTÉ.

Voir la liste officielle des papes de l'Église romaine à la fin de l'*Annexe,* p. 164.

L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL


Ph. © Musée National Maritime de Greenwich.

L'Invincible Armada.
Cette flotte immense (130 vaisseaux de guerre, près de 30 000 combattants et marins), commandée par le duc de Medina Sidonia, avait été envoyée en Angleterre par le roi d'Espagne Philippe II pour détrôner la reine Élisabeth (1588). En fait, le mauvais temps, la médiocrité du commandement et la hardiesse des marins anglais (Drake, Hawkins, Raleigh, Frobisher) mirent fin à la suprématie maritime des Espagnols (80 vaisseaux coulés, 1 500 morts).

NAISSANCE, GRANDEUR ET DÉCADENCE DE L'ESPAGNE.

Comment s'est constituée l'Espagne.

Pour la chronologie des événements, voir p. 155.

Les origines.

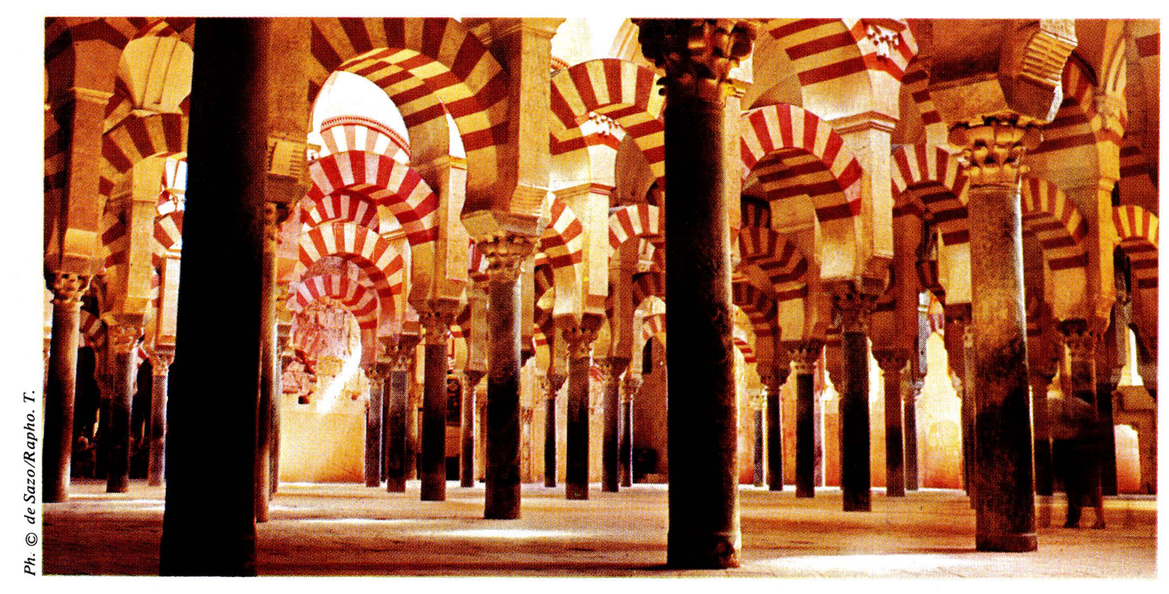
● *L'Espagne préhistorique* a connu, dès le paléolithique, une brillante civilisation (au sens des préhistoriens) dont la grotte célèbre d'Altamira est le plus beau vestige. Aux environs de l'an 2000 av. J.-C., en Andalousie et au Levant espagnol, s'épanouit ce que les Anciens appelaient la civilisation ibérique, venue peut-être du Sahara par le Maroc et s'infiltrant jusqu'aux Pyrénées ; à ces Ibères se superpose, dès l'âge du Bronze, une brillante civilisation de type égéen (avec des villes comme Tartessos ou Los Millores) ; puis ce sont les Phéniciens qui — peut-être vers l'an 1000 av. J.-C. — fondent Gadès (= Cadix) ; enfin, du xe au vie siècle av. J.-C., des éléments celtes, venus en conquérants pénètrent en Espagne par le Nord-Ouest (ils fondent notamment la *Galice*). Lorsque Carthage (en 230) puis Rome s'intéressent à l'Espagne, elle est peuplée — surtout en Castille — de *Celtibères* dont la langue nous est connue par l'épigraphie et la numismatique (c'est une langue indo-européenne, appartenant au même groupe que le gaulois ; elle s'est éteinte au ier siècle apr. J.-C.) ; le type celtique proprement dit n'apparaît qu'en Galice.

● *Avec la conquête romaine* le pays bénéficie du bien-être matériel que lui fournit l'exploitation de ses mines, l'essor urbain, l'activité du commerce latin, un réseau de routes, de ponts et d'aqueducs dans le style cher aux Romains. L'Espagne romaine a ses grands hommes : Martial, Lucain, Sénèque, Quintilien, Hadrien, Trajan sont espagnols. Au ve siècle les Wisigoths l'envahissent qui réalisent une unité nationale solide (royaume de Tolède) dominée par le clergé (l'archevêque Isidore de Séville).

A la veille des invasions musulmanes, l'Espagne wisigothique, amalgame de races et de civilisations, est un pays pauvre, mal organisé, préservé par les Pyrénées des conquêtes franques. C'est l'Islam qui devait y faire naître une civilisation brillante, source de sa grandeur future.

L'Islam en Espagne.

Les Arabes ont progressé en Afrique du Nord au viie siècle ; ils y ont d'abord rencontré la résistance berbère, vaincue en moins de vingt ans (692-710). Ce sont les Berbères du Maroc qui, avec quelques Arabes, passent le détroit de Gibraltar (du nom de leur chef Tāriq b.Ziyād ; Gibraltar = ğabal Tāriq = Montagne de Tāriq) en 710-711, mettant pendant trois ans le pays en coupe réglée ; vers 714, il semble que les indigènes espagnols acceptent la domination arabe. D'ailleurs celle-ci n'est pas très pénible ; après une période de *razzias*, les musulmans (Arabes ou Berbères) laissent aux vaincus leur religion (ce qui correspond à un souci fiscal : ce sont les non-musulmans qui payent des impôts). En 755, l'arrivée d'un membre de la famille des Umayyades, Abd ar-Rahman, organise un royaume musulman avec comme capitale Cordoue ; théorique-


Ph. © de Sazo/Rapho. T.

La grande mosquée de Cordoue (VIIIe-Xe) : un bon exemple de l'architecture composite des Arabes qui ont emprunté les colonnes à l'Antiquité et l'arc en fer à cheval aux Wisigoths.

ment ce royaume (cet *émirat*) dépend du *calife,* du Commandeur des croyants, qui règne à Bagdad ; en fait il en est indépendant et l'Andalousie *(al-Andalus)* va pendant plusieurs siècles être le royaume le plus brillant d'Occident.

La Reconquête.

● *C'est des Asturies, de Galice, de Cantabrie* qu'est partie, dès le VIIIe siècle, la *Reconquista* (la « Reconquête »), retardée vers l'an 1000 par les victoires d'al-Mansūr. La chute du califat (1031), le morcellement de l'Espagne en petites principautés permettent une progression plus rapide de la Reconquête, malgré l'arrivée de nouvelles tribus berbères (dynasties des Almoravides, des Almohades) ; c'est l'époque où Rodrigo Díaz de Vivar (le *Cid Campeador :* le « seigneur victorieux ») devient le protecteur des petits États (Saragosse, Valence) et où s'affirment les premiers succès des Aragonais (Alphonse le Batailleur, en 1118). La victoire décisive est celle de *Las Navas de Tolosa* (1212), suivie de la chute de Cordoue (sous saint Ferdinand, 1236) ; à la fin du XIIIe siècle, les musulmans n'ont plus sous leur coupe que le petit royaume de Grenade (dynastie des Nasrides).

Pratiquement, entre le XIe et le XVe siècle, l'Espagne n'a pas cessé de faire la guerre ; il en est résulté non seulement un brassage important de populations, mais aussi la constitution d'une classe de guerriers qui ne s'est pas transformée, comme en Europe, en une classe de féodaux. En même temps, le clergé, bénéficiaire de la Reconquête, se place au premier rang, tandis que les petites communautés urbaines, les « bourgeois » (dont certains sont fort puissants comme à Valence ou aux Baléares) sont représentés auprès du souverain local par des assemblées, les *Cortès ;* au XIIIe siècle, les royaumes espagnols ont tous leurs *Cortès,* sorte de parlements à rôle consultatif (doléances) qui votent les *subsides.*

● *Deux traits essentiels* caractérisent cette période.

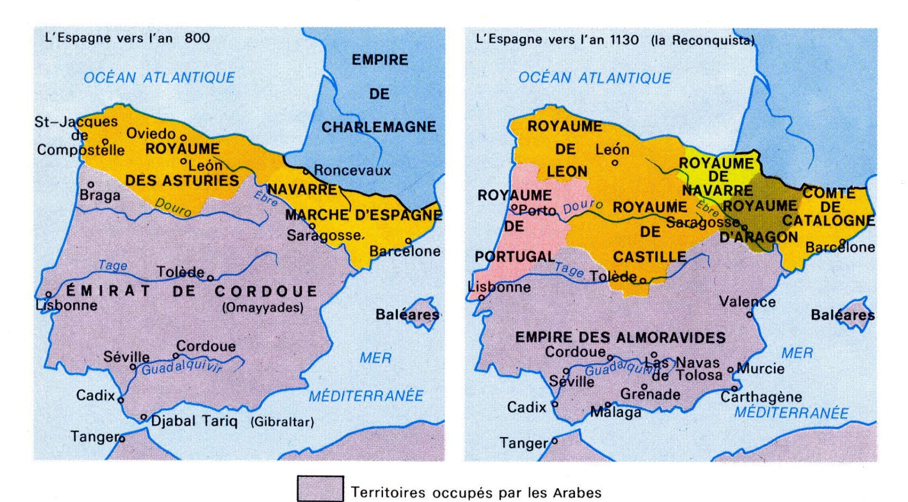
— La Reconquête est un fait *religieux et territorial,* ce n'est pas un phénomène économique (alors que la guerre de Cent Ans, par exemple, eut des motifs économiques, voir p. 57).

— Des États qui se constituent, deux ont une importance plus grande : l'Aragon et la Castille ; le Portugal se détache de l'ensemble en 1385 (bataille d'Aljubarrota).

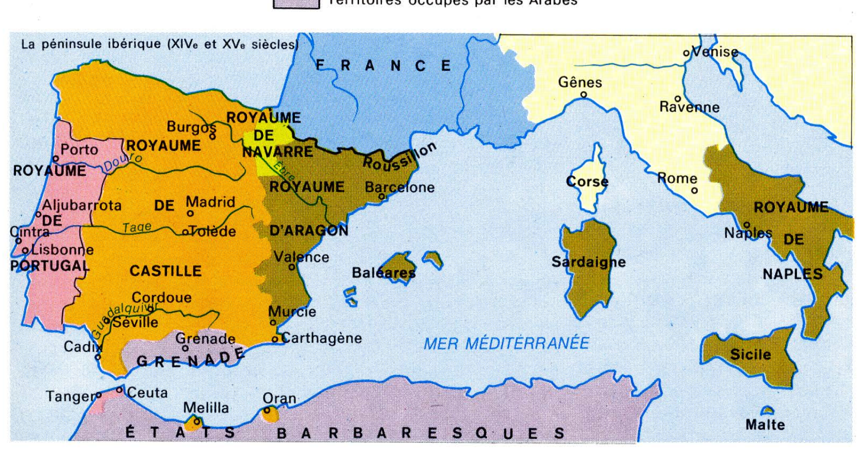
L'unification s'est faite par l'union des deux grands royaumes (mariage d'Isabelle de Castille et de Ferdinand d'Aragon) ; Grenade est prise en 1492, tandis que les navires d'Isabelle la Catholique abordent aux rivages du Nouveau Monde. Mais il ne faut pas se faire d'illusion : celui qu'à partir de 1516 on appelle le « roi d'Espagne » n'a pas un pouvoir absolu sur les anciens royaumes ; leurs *Cortès,* leurs privilèges, leurs monnaies, leurs douanes subsistent. L'énergie d'un Charles Quint ou d'un Philippe II maintient quelque temps le pouvoir centralisateur, mais le XVIIe siècle verra la décadence inévitable *des* Espagnes.

● *Quelques questions sur l'influence de l'Islam en Espagne.*

Questions	Réponses
Comment s'opère la fusion entre musulmans et indigènes ?	Les musulmans envahisseurs sont en grande partie des Berbères ; les Arabes proprement dits sont moins nombreux, mais ils sont au sommet de la pyramide sociale. La classe « inférieure » est composée de chrétiens qui payent un impôt pour avoir le droit de rester chrétiens ; on les appelle les *mozarabes.*
Y a-t-il des chrétiens qui se soient convertis à l'islam ?	Oui, en assez grand nombre : soit pour ne plus payer l'impôt signalé ci-dessus, soit — lorsqu'ils étaient esclaves — pour devenir des hommes libres, car la conversion entraînait l'affranchissement.
Y a-t-il des Juifs ?	Oui, et ils sont nombreux. Les musulmans ne les persécutent pas et leur sort est meilleur que sous la domination des évêques wisigoths.
Que sont devenus les chrétiens qui n'ont pas voulu supporter l'autorité des musulmans ?	Ils se sont réfugiés dans les régions montagneuses du Nord-Ouest (Asturies) ; à certaines périodes, ces chrétiens tenteront de reconquérir le centre de la péninsule, mais sans succès avant le XIe siècle.
Comment est organisé l'État musulman d'*al-Andalous ?*	L'émir de Cordoue est le chef de l'État qui est divisé en sept provinces, gouvernées par un *walī ;* la justice est rendue, dans les principales villes, par un *qādī.* Une administration centrale *(diwān)* s'occupe en particulier de la bonne rentrée des impôts (impôts sur les chrétiens et sur les fermiers d'État ; taxes commerciales et impôts directs).
Quelle langue parle-t-on ?	L'arabe est la langue officielle et aussi la langue courante ; les chrétiens apprennent eux aussi l'arabe (ils sont *algarabiados*) et les Arabes cultivés connaissent le latin *(ladinos).* Dans les villes notamment, les échanges sont fréquents et les écarts entre musulmans et chrétiens se comblent ; on assiste même (en 852) à un accord entre autorités chrétiennes et musulmanes pour interdire les manifestations excessives de certains chrétiens qui « recherchaient le martyre ».
Quel est le bilan de l'occupation arabe « arabe » en Espagne ?	Le développement des villes (Cordoue, Tolède, Séville, Almeria, Grenade), la création des universités et des écoles, une organisation administrative unique en Europe à cette époque, une fusion ethnique par de nombreux mariages, l'introduction de nouvelles cultures (riz, canne à sucre, mûrier).
Quel a été le plus grand souverain arabe de l'Espagne ?	Abd ar-Rahmān III (912-961). Il s'est lui-même nommé calife, ce qui le place sur le même plan que le calife de Bagdad (un Abbasside).



Territoires occupés par les Arabes



Formation de l'Espagne. *On voit sur ces cartes la progression chrétienne et le recul de l'Islam. A l'époque de Charlemagne le domaine chrétien est représenté par quelques États affaiblis par des dissensions intérieures et les Umayyades dominent toute la péninsule ; vers Cordoue (transformé en califat au IXe siècle), est devenu l'empire (réduit) des Almoravides. Par la suite, l'Aragon et la Castille dominent la plus grande partie de la péninsule et l'Aragon étend même sa domination jusqu'à l'Italie du Sud (Royaume de Naples).*

Le Siècle d'or espagnol.

C'est, traditionnellement, le XVIe siècle qui est ainsi nommé. Marqué par la formation de grands empires coloniaux en Amérique centrale et en Amérique du Sud, et une vie intellectuelle et artistique brillante (les universités de Salamanque et d'Alcala ; Calderon, Cervantès, Lope de Vega ; les peintres comme le Greco ; le mouvement mystique), c'est aussi le siècle de l'apogée politique de l'Espagne, de sa domination en Méditerranée et en Europe (les Pays-Bas). Charles Quint (1516-1556), bien plus autrichien qu'espagnol, a légué la couronne de Ferdinand d'Aragon et d'Isabelle de Castille à son fils Philippe II (1556-1598).

Le règne de Philippe II : quelques problèmes.

Voir p. 156, pour la chronologie des événements.

● *Le problème racial et religieux.* La Reconquête a été une sorte de guerre coloniale menée contre les musulmans ; au XVe siècle, les « Morisques » étaient encore très nombreux dans le Sud (Andalousie, Grenade) et le « Levant » (Valence). A l'époque de Philippe II, ils sont plusieurs centaines de milliers qui, artisans ou paysans, subissent la persécution religieuse et raciste ; par ordre d'Isabelle la Catholique, ils avaient été « convertis » au christianisme, mais Philippe II se méfie de ces chrétiens de fraîche date. De plus, les « vieux chrétiens » jalousent ces Morisques bien organisés, vivant dans une société repliée sur elle-même, mais très prospère. La persécution utilisa les armes classiques employées contre les minorités : interdiction de parler arabe, de s'habiller à la « morisque », répression policière et enfin déportation en Afrique du Nord où s'entretiendra alors la « haine contre le chrétien ». Les musulmans ont ainsi connu au XVIe siècle ce que les juifs avaient souffert au XVe siècle (les *marranes* — juifs « illicites » — avaient dû s'enfuir au Portugal, où ils finirent par s'assimiler, ou en Afrique : ce fut, pour l'Espagne, une grande perte en raison de la puissance financière qu'ils détenaient (comparer avec la fuite des capitaux protestants hors de France après la révocation de l'édit de Nantes).

● *L'Inquisition.* Le mot signifie « enquête » ; il désigne la procédure utilisée par l'Église romaine pour combattre les hérésies et les péchés contre la foi ; en Espagne un « tribunal d'enquête » fut institué par Ferdinand le Catholique le 29 septembre 1484 sous le nom de *Tribunal du Saint-Office.* Le premier *inquisiteur général* fut le moine dominicain Torquemada ; le tribunal ne fut définitivement aboli qu'en 1834. La cruauté impitoyable de cette institution est devenue légendaire ; sans nous attarder sur les anecdotes morbides de l'Inquisition espagnole, soulignons-en une conséquence importante : la place prise par l'Église dans la société l'a été au détriment du dynamisme économique.

● *L'absolutisme de Philippe II* — qui fait bâtir, pour gouverner son royaume, le palais-monastère de l'Escurial à Madrid — a mis en place une administration bureaucratique et tentaculaire au sein de laquelle s'installent bien vite la corruption et la vénalité, ce qui contribue, avec les *biens de mainmorte* du clergé, à figer les rapports économiques et sociaux. On est stupéfait de voir combien les Espagnols ont été incapables d'exploiter leur immense empire colonial et l'on songe à ce que Venise aurait pu tirer d'un trésor comme l'Amérique du Sud ; l'or et l'argent du Pérou s'entassent sur les quais de Cadix ou de Séville, mais il ne sert qu'à créer un climat d'*inflation.* Rien ne bouge en Espagne : ni l'agriculture, paralysée par les corporations d'éleveurs (la *Mesta*) qui s'opposent à son extension, ni les cadres de la société : vingt-cinq familles d' « hommes riches » que, sous Charles Quint, on appelle des *Grands,* et tout un peuple de *caballeros,* d'*hidalgos* (gentilshommes), et aussi de vagabonds et d'étudiants qui jouent le jeu fastidieux et vaniteux de la « poudre aux yeux ».

● *La politique catholique.* Maître de la Méditerranée occidentale, Philippe II a voulu la « nettoyer » des pirates barbaresques et assurer le triomphe de la *Croix* (chrétienne) sur le *Croissant* (Turc) ; la victoire navale de *Lépante* (1571) est un des plus beaux carnages navals de l'histoire : 30 000 Turcs tués, 8 000 chrétiens tués, 21 000 blessés. Il chercha aussi — et c'est là le point de départ de sa rivalité avec l'Angleterre, qui causera sa décadence — à diriger la Contre-Réforme dans les Pays-Bas ; il y envoie des cadres espagnols et fait régner une politique de terreur (sous le duc d'Albe, plus de 8 000 exécutions entre 1567 et 1572, c'est-à-dire *quatre condamnations à mort* par jour). La révolte des *Gueux* (injure lancée aux nobles des Pays-Bas et qu'ils reprennent avec fierté) aboutit à la Paix de Gand avec les provinces du Sud (catholiques) et à la déchéance du roi d'Espagne dans les sept provinces septentrionales qui se proclament *République des Provinces-Unies* (1581, Guillaume le Taciturne).



Philippe II (1527-1598), par le Titien.
Musée de Copodimonte.

La décadence.

● *Après ses luttes contre les « pirates » turcs,* Philippe II entame une campagne contre les « pirates » anglais de la Manche et de l'Atlantique ; il projette de détrôner la reine Élisabeth Ire (protestante) et de la remplacer par Marie Stuart (catholique), ce qui provoquera le procès et la mort de celle-ci (voir p. 2). Enfin, il envoie à l'assaut de l'Angleterre les quelque 130 navires de l'*Invincible Armada* (1588) : aidés par le mauvais temps, les Anglais et les Hollandais coulent 80 bâtiments ennemis, mettant définitivement un terme à la suprématie navale des Espagnols.

● *Malgré un renouveau démographique* et social au XVIIIe siècle, le déclin de l'Espagne a suivi une marche irréversible (voir p. 156). L'occupation napoléonienne, l'obscurantisme de « l'Espagne noire », les innombrables sursauts politiques du XIXe siècle, les difficultés successorales (« légitimistes » contre « carlistes »), une pauvreté endémique font du pays un foyer permanent de révoltes : l'Espagne a connu au siècle précédent plus d'émeutes, plus de « jacqueries », plus de révoltes villageoises que n'importe quel autre pays européen.

L'ESPAGNE AU XXe SIÈCLE.

Les grandes lignes de l'histoire.

La monarchie.

● *Elle s'est déconsidérée et dégradée* dans le cours du XIXe siècle ; la médiocrité de Ferdinand VII (1814-1833) fait souhaiter l'avènement de son frère, Don Carlos, que ses partisans proclament roi d'Espagne, inaugurant la querelle entre *carlistes* et tenants de la légitimité (Isabelle II, fille de Ferdinand). Quarante ans de révolution et de guerre civile (les *pronunciamentos*) aboutissent à la victoire des légitimistes (Alphonse XII : 1875-1885 ; régence de la reine Marie-Christine : 1885-1902) qui portent la responsabilité des échecs extérieurs (indépendance de Cuba et perte des Philippines en 1898).

● *Lorsque Alphonse XIII,* souverain médiocre et théâtral, accède à la courone (1902), il ne peut qu'être le témoin impuissant de la valse politique espagnole, des changements perpétuels de ministère (alternance des conservateurs et des libéraux, opposition constante des carlistes et des républicains). L'acuité des problèmes est pourtant évidente ; le ministre conservateur Maura tente une politique de force et se heurte aux grévistes de Barcelone, à l'agitation anarchiste, antimilitariste et anticléricale (juillet 1909 : couvents incendiés, religieux massacrés) ; en faisant fusiller le chef du mouvement anticlérical, Francisco Ferrer-Guardia, rendu responsable, par son activité idéologique, des journées de Juillet, le gouvernement espagnol dresse contre lui l'opinion publique internationale et Alphonse XIII appelle au pouvoir le radical Canalejas qui, sans être anticlérical, est cependant partisan d'une réforme du statut des congrégations ; mais Canalejas tombe à son tour, victime des anarchistes, en 1912. Les cabinets successifs (Romanones, Garcia Preto, Dato) sont impuissants devant les troubles qui se multiplient et qui aboutissent à la *crise de 1917.*

Cette crise fait suite à l'euphorie économique engendrée par la guerre de 1914, dans laquelle l'Espagne est neutre. Écho de la révolution russe et conséquence des désordres de la société espagnole (le scandale des enrichissements, division entre germanophiles et adversaires des empires centraux, etc.), cette crise est marquée par une agitation politique républicaine, une agitation sociale (Salvador Seguí à Barcelone, répression par le général Martinez Anido) et une agitation régionaliste. La situation est compliquée par les difficultés espagnoles dans le Rif marocain. Le 13 septembre 1923, appuyé par les classes dirigeantes, le général Primo de Rivera (1870-1930) impose un *Directoire,* instaurant un régime de dictature dont l'action se résume ainsi :

— sur le plan économique, une politique de dirigisme et de prestige qui a pour effet d'augmenter le déséquilibre du budget et de favoriser les scandales financiers, les postes de commande étant tenus par des hommes du régime (fonctionnaires et militaires) ;

— sur le plan social, imitation du modèle mussolinien, mais avec bien moins de succès que le dic-

L'Espagne moderne.



tateur italien ; aucune réforme sociale sérieuse n'est entreprise et le problème agraire n'est pas résolu, tandis qu'une oligarchie politique et industrielle s'enrichit, profitant de la prospérité économique européenne. Les revendications des minorités nationales sont traitées par une bureaucratie qui n'a même pas pour elle l'efficacité : incapables même d'opprimer, les administrateurs de Primo de Rivera ne savent que *tracasser ;*

— en politique extérieure : liquidation de la guerre du Maroc (1926) ; annexion et neutralisation de Tanger.



Guernica, ***composition de Pablo Picasso :***
« Ils vous ont fait payer le pain
le ciel
la terre
l'eau
le sommeil
Et la lumière de votre vie. »
(Paul Éluard.)

La république (1931-1936).

Le 30 janvier 1930, Primo de Rivera se retire ; une semi-dictature « provisoire » est assumée par le général Berenguer (qui s'était signalé dans la guerre marocaine) et l'agitation anti-monarchiste (Unamuno, Sánchez Guerra, Zamora, Caballero, etc.) impose un changement de régime, notamment à la suite du scrutin municipal du 12 avril 1931 qui marque, dans les villes, un triomphe extraordinaire de la gauche (en particulier à Eibar, à Barcelone et à Saint-Sébastien). Alphonse XIII doit se résigner à abdiquer.

● *La république, fondée sur une constitution* qui avait pris pour modèle la constitution de Weimar, a voulu transformer l'Espagne en république des travailleurs, ce qui était, pour le moins, bien ambitieux. Dans ce pays où le pouvoir de l'Église était encore presque médiéval, le passage à une république laïque et sociale était une utopie, d'autant plus que le peuple — en particulier dans les campagnes — maintenu dans un état d'obscurantisme en partie par la force des choses, en partie intentionnellement, était profondément religieux et ne saisissait pas le sens de la laïcisation qui prenait souvent le visage de l'anarchisme anticlérical (incendies de couvents, tracasseries anticléricales). Dans les autres domaines, et malgré toute la bonne volonté de ses dirigeants, la république espagnole s'est montrée à peu près aussi impuissante que les régimes soi-disant « forts » de Maura ou de Primo de Rivera. Incapables de régler le problème des minorités nationales, incapables de s'entendre sur la réforme agraire (fallait-il donner la terre à ceux qui la travaillent, à l'État ou maintenir un régime de propriété individuelle ?), incapables de canaliser convenablement les forces productives (la république espagnole, il ne faut pas l'oublier, voit le jour en pleine crise économique et financière mondiale ; ç'aurait été un véritable « miracle économique » si elle avait pu, dans ce domaine, atteindre à une stabilité quelconque), les réformateurs républicains dont le chef de file est Azaña (le président de la République était Alcalá Zamora), attaqués sur leur droite par les conservateurs et sur leur gauche par les anarchistes et les partis ouvriers (drame de Casas Viejas en Andalousie : 21 victimes, dont 12 prisonniers exécutés par ordre du gouvernement) doivent laisser la place aux tenants d'une république conservatrice.

● *En avril 1933,* après Casas Viejas, Azaña réunit contre lui à peu près toutes les oppositions : les intellectuels (Unamuno, Ortega) sont déçus ; les communistes, qui n'étaient pas représentés aux premières *Cortès,* manœuvrent en s'appuyant à la fois sur l'anarchisme et le catalanisme ; la droite « fasciste » (le terme est appliqué péjorativement par toute la gauche aux hommes politiques de droite dont le plus actif est Gil Robles) groupe des partis à tendance hitlérienne (les *Juntes d'offensive nationale syndicaliste,* antilibérales, anticommunistes et antisémites) et des groupes comme la *Phalange,* fondée par le fils de Primo de Rivera, qui ne se veut « ni à droite, ni à gauche ». En octobre 1933, Zamora oblige Azaña à démissionner. Les *Cortès* sont dissoutes et des élections de 1933 sort une assemblée « réactionnaire » : 200 sièges à la droite, 150 sièges au centre.

● *Commence alors une période de deux années (bienio),* qu'on a appelée le *bienio negro.* Les lecteurs trouveront p. 156 un rappel des incidents, des émeutes, des drames qui paralysent l'Espagne. Le ministre radical Lerroux rencontre à son tour l'agitation révolutionnaire en Catalogne et surtout aux Asturies où, pendant quinze jours, le pays tombe aux mains des révolutionnaires ouvriers. L'insurrection fut à la fois sanglante, héroïque et atroce : la presse officielle dénonçait les « atrocités » commises par les révolutionnaires (qui en particulier avaient pris Oviedo), tandis qu'en dépit de la censure circulait l'histoire des « atrocités » de la répression (menée par les régiments marocains du général Lopez Ochoa) ; la révolte des Asturies a joué dans l'histoire de l'Espagne à peu près le même rôle que la Commune de Paris dans l'histoire de France à la fin du XIXe siècle.

Cependant, les excès de la réaction (congédiements, expulsions de fermiers catalans, etc.), les scandales de toutes sortes dans les milieux gouvernementaux (corruption, affaires de mœurs), l'agitation de Gil Robles qui était devenu à la fois suspect aux monarchistes par son ralliement à la république et suspect aux républicains par le caractère « hitlérien » de sa propagande, tout cela explique que les élections de février 1936, dans lesquelles on donnait la gauche comme battue d'avance et qui reposaient sur une loi électorale favorable à la droite, furent une véritable surprise : le succès du Front populaire fut inattendu et complet. Avec le slogan affectif : « Silence aux bourreaux d'octobre ! » (allusion à la répression de la révolte des Asturies en octobre 1934), l'extrême gauche espagnole a pris le pouvoir : elle ne va pas le garder longtemps.

La guerre civile (1936-1939).

L'État espagnol, impuissant devant les menées révolutionnaires (où les anarchistes sont aussi nombreux que les syndicalistes) et devant les complots de l'extrême droite, va sombrer pendant trois ans dans la plus pénible des guerres civiles, qui devait se terminer par la victoire du général Franco. Pour le détail chronologique des événements, voir p. 156.

● *Déclenchement de la guerre d'Espagne.* Les officiers conspirent depuis l'avènement de la république ; les généraux suspects de trop de complaisance envers le fascisme sont tous plus ou moins exilés : Sanjurjo Sacanell, le général Franco (chef d'état-major de l'armée, qui avait dirigé la répression dans les Asturies en octobre 1934), Goded. L'assassinat, le 12 juillet 1936, du chef de l'opposition de droite, Calvo Sotelo, assassiné par des gendarmes qui voulaient — dit-on — venger la mort d'un de leurs camarades républicains, met en difficulté le gouvernement (le président de la République est maintenant Azaña et le président du Conseil est Casares Quiroga). Le soulèvement a lieu, en apparence, selon les règles classiques de tous les *pronunciamentos :* les généraux exilés, s'appuyant sur l'armée du Maroc, prennent des positions locales ; les garnisons « se prononcent » pour les militaires (du moins théoriquement ; nous allons voir que le jeu classique du *pronunciamento* militaire n'est pas respecté). Dans toutes les villes, dans toutes les provinces, le mouvement d'insurrection met en place, avec plus ou moins de facilité, ses forces armées.

● *Cependant le pronunciamento du 18 juillet n'est pas une rébellion classique,* à la mode de toutes ces insurrections militaires qui se sont succédé au XIXe siècle. A cette époque, il suffisait que les chefs de l'armée et de la police — généralement suivis par leurs hommes — investissent les points névralgiques du pays pour que le gouvernement capitule ; la masse, docilement, suivait ces évolutions. Or, en 1936, il en est autrement : l'armée ne suit pas toujours ses chefs et se met très souvent du côté des populations des villes ; la masse, encadrée par des forces que nous énumérerons plus loin, ne se « prononce pas » nécessairement pour l'insurrection. Les généraux occupent donc bien les organes du gouvernement, mais il leur faut s'y maintenir : la guerre civile est inévitable.

● *Quelles sont les forces en présence ?* La légalité gouvernementale et républicaine a pour elle la plupart des masses populaires, surtout dans les régions industrielles, et un grand nombre de soldats ; elle a aussi de son côté les intellectuels (dont certains feront les frais de la guerre civile : le poète Federico Garcia Lorca sera fusillé à Grenade), les minorités nationales basque et catalane (ce qui explique en partie l'aspect farouche que prit cette guerre civile, plus grave et plus sanglante, relativement, que la révolution russe) ; enfin les gouvernementaux ont pour eux les classes moyennes, la petite bourgeoisie favorable à un certain libéralisme et qu'effraye « l'Espagne noire », l'Espagne cléricale, qui a opté pour les insurgés. Du côté des insurgés (qu'on appelle aussi les *nationalistes* et qu'on appellera bientôt les *franquistes*) se trouvent groupés tous les éléments de la droite espagnole : les monarchistes, les carlistes, la Phalange de José Antonio Primo de Rivera ; les insurgés peuvent compter sur la légion étrangère espagnole et sur l'armée marocaine (qui avaient déjà été utilisées dans les Asturies) ; enfin le clergé, depuis les plus hauts prélats jusqu'au plus petit couvent, qui tremble devant la « terreur rouge » est entièrement acquis aux nationalistes, les protège, les accueille dans les églises et dans les couvents. La guerre d'Espagne a ensanglanté tout le territoire ; il n'y a pas une province, pas une ville un peu importante, pas une région riche ou industrielle qui n'ait fait l'objet de combats violents, atroces. L'intervention étrangère a été certainement décisive. Les insurgés manquent de troupes et de moyens techniques ; les hommes leur furent fournis par ce qu'on a appelé pudiquement « les volontaires étrangers » : en fait près de 70 000 soldats italiens ; les moyens viennent d'Allemagne : Hitler a sans doute envoyé très peu de soldats dans le camp franquiste, et, avec l'égoïsme efficace qui a caractérisé toutes ses entreprises, il s'intéresse relativement peu au sort de l'Espagne. Par contre, il y voit le moyen d'y entraîner ses troupes, d'y perfectionner son armement, bref d'y faire quelque chose qui ressemblerait à des « grandes manœuvres » préparant la réalisation de ses intentions militaires. Il ne fait plus de doute pour personne maintenant que c'est en Espagne (en Catalogne) qu'Hitler a mis au point la guerre motorisée qui lui a permis ses victoires éclairs sur la Pologne et sur la France en 1939-1940. Dans le camp des démocraties, l'aide aux gouvernementaux fut certainement moins efficace. La Russie soviétique est loin, encore mal outillée ; l'Angleterre et la France, paralysées par un jeu d'intérêts politiques, d'intérêts financiers, d'hésitations juridiques prônent un non-interventionnisme qu'elles sont d'ailleurs incapables de faire respecter ; des *brigades internationales,* groupant des sympathisants de tous pays, viennent apporter leur appui, dans un élan de solidarité tel qu'en rencontrent de nos jours, dans certains milieux, les *guérilleros* d'Amérique du Sud.

● *Pour le déroulement complexe* de la guerre, fait d'une succession d'épisodes héroïques et sanglants, nous renvoyons le lecteur à la p. 158. Notons cependant que, pendant longtemps, l'Espagne est divisée en deux ; les gouvernementaux tiennent surtout les zones industrielles (comme la Catalogne) ; les insurgés ont en main les pays agricoles (ce qui leur donnera un avantage certain et conditionnera leur succès, avec l'intervention italo-allemande). D'autre part les républicains sont désunis ; leurs chefs politiques (Giral, Caballero, Negrín) ne parviennent pas à réaliser, dans les zones qu'ils contrôlent, l'unité nécessaire à la victoire. Du côté des fascistes et des insurgés, les dissensions existent aussi, mais elles sont facilement éliminées ; la mort de Sanjurjo Sacanell pousse au premier rang de l'insurrection le général Francisco Franco Bahamonde (né à El Ferrol en Galice, en 1892) qui commande la zone sud et domine facilement le commandant de la zone nord, le général Mola. En octobre 1936, Franco est nommé *généralissime* des insurgés ; en avril 1937, dans la zone qu'il contrôle, se constitue un parti unique, *El movimiento,* formé de la *Phalange espagnole traditionaliste et des juntes d'offensive nationale syndicaliste* (ce titre complexe correspond à la multiplicité des tendances qui s'étaient rangées du côté de l'insurrection). En août 1937, il est proclamé *caudillo* (chef militaire) et en même temps chef de l'État.

● *On a souvent parlé des atrocités* de la guerre d'Espagne. Comparées à celles qu'a connues le monde durant la Seconde Guerre mondiale et depuis cette guerre, on a tendance à ne leur donner qu'une valeur relative. Les révoltes espagnoles ont toujours été sanglantes, et il n'y avait aucune raison pour que celle-ci le fût moins qu'une autre, d'autant plus que ses moyens et son ampleur étaient à l'échelle du XXe siècle. Les « rouges » ont certes brûlé des couvents, violé des nonnes, torturé des prêtres, profané des tombes ; inversement les nationalistes ont fusillé, massacré, exécuté au nom de l'Église et de leur bon droit ; des prêtres ont béni les fusillades répressives et applaudi à certains bombardements de populations civiles. Il n'y a pas de statistiques sérieuses et scientifiquement contrôlables qui permettent d'apprécier l'importance des massacres. Selon qu'on s'adresse à des documents franquistes ou à des sources de renseignement républicaines, on obtient des chiffres contradictoires. En s'appuyant sur les évaluations démographiques avant et après la guerre et en tenant compte des taux moyens de la natalité en Espagne, on peut estimer à environ 500 000 personnes l'ensemble des victimes — civiles et militaires — de la guerre d'Espagne.

● *L'issue.* L'Espagne a été reconquise morceau par morceau par les franquistes. La prise de Barcelone, en janvier 1939, et la chute de la Catalogne marquent la fin de la guerre qui se clôt, officiellement, le 1er avril 1939.



Francisco Franco Bahamonde, maître absolu de l'Espagne depuis 1939, et jusqu'à sa mort, en 1975.

Ph. © Ambassade d'Espagne.

Le régime franquiste.

Depuis plus de trente ans, le général Franco est au pouvoir ; il a évité la participation de l'Espagne à la Seconde Guerre mondiale (malgré la pression d'Hitler), il s'est fait « pardonner » son fascisme par les États-Unis (entrée à l'ONU en 1955), il a tenté de résoudre tous les problèmes que la monarchie et la république avaient laissés en suspens. Nous nous contenterons ici de soulever quelques problèmes importants.

● *Pourquoi le régime franquiste a-t-il survécu à l'écroulement du fascisme en 1945 ?* C'est certainement à la politique antisoviétique des États-Unis que l'Espagne doit d'avoir été acceptée comme membre de l'ONU. Les USA en effet ont considéré l'Espagne comme une base antisoviétique solide en Europe, dont ils ne risquaient pas d'être expulsés et à laquelle ils pouvaient dicter leurs conditions. L'accord « d'aide réciproque » de septembre 1953, offrant à l'Espagne plus de deux cents millions de dollars à la fois dans un but militaire et pour consolider l'économie déficiente du pays, a ouvert à l'Espagne les portes de l'ONU.

● *Comment Franco a-t-il résolu les problèmes intérieurs* qui se posaient aux gouvernements qui l'ont précédé ? La guerre mondiale, qui se déclenche quelques mois après sa prise de pouvoir, renforce pour cinq ans les gouvernements autoritaires en Europe ; les succès hitlériens ont certainement aidé Franco à se maintenir en place et à mettre au point un dispositif de surveillance et de répression extrêmement efficace. L'opposition, muselée à l'intérieur, incapable de s'exprimer de l'extérieur (la plupart des républicains avaient dû s'exiler), refait son apparition à l'intérieur de la vie politique espagnole en 1956 (agitation sociale, agitation dans les universités) et en 1962, après la crise économique grave de 1959, sous la forme des grandes grèves des mines d'Asturies. C'est surtout à partir de cette époque que l'on voit naître le développement de l'économie espagnole qui avait stagné depuis vingt ans. Le plan de développement économique mis en application à partir de 1964 a fait sortir l'Espagne de son immobilité économico-sociale ; mais ce développement, relativement tardif et encore fragile (il est lié en grande partie aux investissements étrangers et au tourisme) n'a pas réglé tous les problèmes sociaux de l'agriculture et de l'industrie. Il n'y a pas eu de véritable liquidation de la question agraire et des problèmes que posent les grands domaines *(latifundios).* Les grèves (aux Asturies, en Catalogne, au Pays Basque) ont surpris l'opinion mondiale non seulement par leur existence, mais par leur durée, lorsqu'on connaît les moyens de répression que possède le gouvernement autoritaire du général Franco. Enfin les irritants problèmes de la liberté politique, de la prédominance de l'Église, des nationalités sont restés sans solution dans l'Espagne franquiste, malgré un léger adoucissement du régime pendant les dernières années du franquisme (en février 1969, les *Cortès* ratifient le choix du successeur du général Franco à la tête de l'État espagnol, à savoir le prince héritier don Juan Carlos, qui sera proclamé roi d'Espagne à la mort de Franco, le 22 novembre 1975 ; en octobre 1969, un remaniement ministériel élimine partiellement la Phalange et porte au pouvoir les représentants de l'*Opus Dei*). A partir de 1973, l'agitation politique, jusqu'alors clandestine, devient plus ouverte (constitution d'une *junte* démocratique en juillet 1974).

On peut d'ailleurs se demander si l'Espagne pourra un jour résoudre par elle-même, quel que soit le régime qui lui soit appliqué, toutes ces questions. Grâce à une censure solide, à une police efficace, à l'appui des classes dirigeantes et surtout à l'absence de classe moyenne, l'Espagne de Franco donne l'apparence extérieure de l'unité et de la stabilité. Mais, en de nombreux domaines, on sent que cette stabilité est fragile, que de graves contradictions couvent et que l'Espagne, sous-développée politiquement et socialement au milieu d'une Europe en pleine évolution, constitue un angoissant problème historique.

Les problèmes de l'Espagne franquiste.

Problèmes économiques et sociaux.

● *Démographie et agriculture.* La population a doublé en un siècle (33 millions d'habitants en 1966), ce qui impose au pays d'avoir une agriculture en proportion. Dans ce pays sec, l'importance d'une *politique hydraulique* est primordiale ; elle est liée à la politique tout court, dans la mesure où seul l'État peut entreprendre les grands travaux d'irrigation et décider les réformes agraires nécessaires. Or la grande propriété (les *latifundios*) est un obstacle à cette politique hydraulique pour deux raisons : elle est rentable comme telle (chasse, élevage de taureaux de combat, etc.) et l'irrigation exigerait des frais d'investissement et d'entretien diminuant cette rentabilité ; de plus, il n'y a pas de débouchés, en Espagne, pour une agriculture de type intensif, produisant à des prix élevés.

Par ailleurs, il existe un énorme *prolétariat agricole* (surtout en Andalousie, le « jardin de l'Espagne ») de plusieurs millions d'âmes, qui pèse sur la vie économique et sociale du pays, prêt à toutes les jacqueries, à toutes les révoltes. Une réforme agraire est donc indispensable, car il y a trop de terres non travaillées et trop de travailleurs sans terres. Rien ne fut réalisé dans ce domaine avant 1931, et encore s'agit-il alors d'une initiative timide (environ 180 000 hectares distribués sur les 10 ou 12 millions d'hectares que représente la totalité des propriétés foncières).

Ces remarques expliquent que le terrorisme paysan se développe surtout dans les régions où domine la grande propriété (Andalousie, Estramadure, Manche, Tolède, Salamanque) ; c'est en Andalousie par exemple que s'est déroulé le drame significatif de Casas Viejas. En pleine guerre civile, l'Espagne républicaine prit, dans les régions qu'elle contrôlait, les mesures qui s'imposaient, initiative trop tardive et qui fut évidemment sans lendemain. Le gouvernement franquiste n'a pas fait, lui non plus, de réforme agraire. L'aide américaine a permis cependant une modernisation de l'agriculture, mais les *latifundios* subsistent, l'exode rural est massif et le prolétariat augmente.

● *Dans le domaine industriel,* la situation est théoriquement moins mauvaise, puisque l'Espagne possède les deux conditions de toute activité productrice : un sous-sol à exploiter et une main-d'œuvre abondante. Mais il lui manque des capitaux et des consommateurs pour boucler le circuit économique de la production. Conclusion : au XIXe siècle ce sont les étrangers qui exploitent le pays et ce sont les capitaux étrangers que l'on retrouve à l'origine du développement actuel de l'Espagne. Un domaine peut cependant connaître une certaine expansion : celui de l'industrie légère, dans le cadre de sociétés familiales ; c'est le cas typique de l'industrie textile de Catalogne et des industries du papier, du liège, de l'édition, etc. (croissance de Barcelone : 190 000 habitants en 1860, 510 000 en 1897, 1 655 000 en 1965).

Au début du XXe siècle, le prolétariat ouvrier est encore peu nombreux ; mais il existe une tradition révolutionnaire qui remonte à 1830-1850, les associations ouvrières sont légion au XIXe siècle et elles ont presque toutes un caractère *terroriste ;* l'Espagne a été la terre d'élection de l'anarchie, de l'action révolutionnaire individuelle (exemple : Anselmo Lorenzo, contemporain de Karl Marx).

Pays à dominante agricole, possédant un prolétariat ouvrier peu nombreux et exploité, dépourvu de classe moyenne, l'Espagne, dont les structures aristocratiques se dégradent, ressemble à la Russie des tsars vers 1905 ou 1917, et Lénine lui-même pensait que la deuxième révolution socialiste aurait lieu, précisément, dans la péninsule Ibérique ; c'est sans doute la puissance de la tradition anarchiste qui paralysa le développement du socialisme marxiste-léniniste en Espagne et qui fit « mentir » cette prédiction.

Il n'en reste pas moins que l'agitation ouvrière s'est poursuivie jusqu'à la mort de Franco : arrestations massives de délégués ouvriers en février 1967, suivies de vastes manifestations à travers tout le pays quelques mois plus tard ; décision judiciaire contre le droit de grève (décembre 1967) ; grève dans les mines des Asturies (janvier 1969).

Problèmes religieux et nationalistes.

● *L'emprise de l'Église catholique* en Espagne est bien connue. Mais il faut souligner que le pouvoir du clergé a toujours été plus formel que profond ; les évêques imposent au peuple les *gestes* et les *comportements* du christianisme, mais ils n'ont pas tenté de créer un mouvement spirituel et culturel chrétien, se contentant de régner sur un peuple « dont le ventre et la tête étaient vides », pour reprendre la formule célèbre de l'écrivain Antonio Machado.

La puissance encore médiévale de l'Église au début du XXe siècle est remise en question lors de l'établis-

sement de la république (lois d'Azaña sur les congrégations); les anarchistes — ceux qu'on appelait les *jabalies,* les « sangliers » — brûlent quelques couvents; en 1936, au moment du triomphe du *Frente Popular,* les exactions reprennent. Le mythe de la « terreur rouge », justifié par les excès des « républicains » (plus d'une centaine d'églises et de couvents brûlés ou dynamités du 16 février au 18 juillet 1936), a fortifié la position de Franco pendant et après la guerre civile, l'Église, rassurée par le traditionalisme religieux des généraux, soutient la révolution nationaliste et assoit son autorité avec presque autant de force qu'à l'époque de Philippe II (il suffit de mentionner la prépondérance de l'ordre fondé en 1928, l'*Opus Dei,* qui contrôle tous les cadres de la société espagnole, dans un esprit de contre-réforme anachronique).

Précisons qu'en Espagne franquiste, le catholicisme est religion d'État; les protestants (26 000) sont tolérés; la première synagogue ouverte depuis l'expulsion des juifs en 1492 a été inaugurée le 2 octobre 1959 à Madrid. Une loi sur la liberté religieuse avait été promulguée en 1966, mais elle a été annulée par les dispositions du code pénal. En particulier, la circulation des Écritures saintes en des éditions autres que celles autorisées par l'Église est interdite; une censure d'opinion très sévère est en place (le blasphème conduit en prison).

● *Le problème dramatique des nationalités* s'est d'abord manifesté en Catalogne. Dans la première moitié du XIXe siècle, il apparaît sous une forme littéraire, avec la renaissance de la langue et de la littérature catalanes (Aribau, Verdaguer, Maragall); il se développe sous la forme du *régionalisme* lorsque la Catalogne se distingue par son active société industrielle de l'Espagne castillane enveloppée dans sa paresse et dans son orgueil. A la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, la Catalogne devient le foyer des mouvements ouvriers, des mouvements anarchistes et révolutionnaires et Barcelone a toujours été la capitale « rouge » du pays; cette province sera, pendant la guerre civile, l'une des dernières à être conquise.

Plus grave encore est le problème basque. Sa première manifestation date du VIIIe siècle (juillet 711, soulèvement contre les Wisigoths); il s'exacerbe au XIXe siècle (Sabino Araua), le nationalisme basque s'exprime par l'action du mouvement *Euzkadi ta Azkatajuna (« Pays Basque et liberté »* ou ETA); pacifique dans les provinces françaises, le nationalisme basque a pris une forme très violente en Espagne où l'armée, la gendarmerie et la police secrète traquent ses partisans.

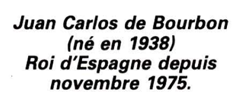
A partir de 1968, l'agitation au Pays Basque prend un caractère nettement violent (guérilla, manifestations de grande envergure). L'opinion publique internationale est touchée par les procès de Burgos, contre les militants de l'ETA (neuf condamnés à mort, graciés *in extremis* par Franco le 3 décembre 1970). L'amiral Carrero Blanco, vice-président du gouvernement franquiste (septembre 1967), Premier ministre depuis juin 1973, est tué dans un attentat le 20 décembre 1973 (son successeur est le général Carlos Arias Navarro).



Ph. © A. de Borchgrave-Gamma.



Ph. © Amb. d'Espagne. Photeb.



Juan Carlos de Bourbon (né en 1938) Roi d'Espagne depuis novembre 1975.

Adolfo Suarez Gonzalez (né en 1932) Premier ministre de 1976 à 1981.

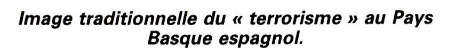


Image traditionnelle du « terrorisme » au Pays Basque espagnol.



Ph. © E. Montes-Gamma.

L'Espagne après Franco.

Politique intérieure.

Le général Franco meurt à Madrid le 20 novembre 1975; don Juan Carlos est proclamé roi d'Espagne le 22 novembre. Il doit faire face aux problèmes de l'« après-franquisme » : installation progressive d'un régime démocratique, agitation autonomiste en Catalogne et au Pays Basque, lutte contre l'inflation et redressement économique (depuis janvier 1974, la peseta est une monnaie « flottante », donc dévaluée).

● *Le rétablissement de la démocratie* doit tenir compte des forces en présence : tenants de l'ancien régime (ex-phalangistes, Opus Dei), modérés et centristes, favorables à un renouveau démocratique, partis de gauche (communistes et socialistes) qui voudraient voir les réformes s'accélérer. Deux faits importants marquent le début du nouveau régime : la libération des principaux prisonniers politiques et l'organisation d'élections municipales (6 février 1976, les premières depuis l'avènement du franquisme). Le processus de démocratisation se poursuit selon le calendrier suivant :

Dates	Événements
26 mars 1976	Formation d'une *Coordination démocratique* (alliance des partis d'opposition).
15 juin 1976	Adolfo Suarez Gonzalez (ex-ministre de la Phalange sous Franco, modéré) Premier ministre.
15 décembre 1976	Référendum sur la nouvelle organisation des *Cortès* (élection au suffrage universel) et la préparation de la future constitution (environ 17 000 000 de suffrages exprimés pour 22 000 000 inscrits; plus de 16 millions de « oui »).
15 juin 1977	Élections législatives; triomphe du parti d'Adolfo Suarez (Union du Centre démocratique, ou UCD) et du parti de Filipe Gonzalez (Parti socialiste ouvrier espagnol ou PSOE); succès des autonomistes en Catalogne et au Pays Basque.
6 décembre 1978	Référendum constitutionnel : 87,8 % de « oui » contre 7,9 % de « non » (mais il y avait 33 % d'abstentions).
1er mars 1979	Élections législatives, en rapport avec la nouvelle constitution : l'UCD emporte 167 sièges et le PSOE 121 sièges (sur 339).

Adolfo Suarez démissionne en janvier 1981; sa politique est poursuivie par son successeur, Leopoldo Calvo Sotelo, qui, à la fin de 1982, doit s'effacer devant les socialistes, victorieux aux élections législatives. Le Premier ministre (nommé par le roi) est alors le socialiste Felipe Gonzalez. Celui-ci pratique une politique d'austérité et de rigueur qui porte ses premiers fruits en 1983. Mais il échoue, comme ses prédécesseurs, face au problème nationaliste basque.

● *Problèmes autonomistes.* Dès 1977, le gouvernement d'Adolfo Suarez entreprend une politique d'autonomisation en Catalogne (à partir de septembre 1977). Mais les autres provinces espagnoles — et tout particulièrement le Pays Basque — ne voient pas leur statut se transformer. Au Pays Basque, le « terrorisme » s'organise et s'amplifie (attentats, assassinats, etc.); le *Statut de Guernica,* octroyant à la région une autonomie partielle, approuvé en juillet 1979 par la commission constitutionnelle du Cortès ne donne qu'une satisfaction limitée aux autonomistes basques, qui poursuivent la lutte armée. En Andalousie aussi, l'activité autonomiste reste vive, et tous ces problèmes sont au cœur de l'actualité politique espagnole.

● *Économie.* L'Espagne connaît les mêmes difficultés que les autres pays européens : inflation, hausse des prix, affaiblissement de la *peseta,* chômage, récession et même marasme économique (croissance zéro en 1980).

Politique extérieure.

En 1966, l'Espagne a rétrocédé au Maroc le territoire d'Ifni. Un accord sur l'abandon du Sahara occidental, destiné à être partagé entre le Maroc et la Mauritanie, est signé en novembre 1976. Bien entendu, le principal but de la politique étrangère espagnole est l'intégration dans la Communauté Économique Européenne; mais les difficultés agricoles des pays de la CEE et la défaillance du système fiscal espagnol rendent difficile l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun.

LE PORTUGAL.

Avant la République.

Le Portugal entre dans l'histoire en même temps que la péninsule Ibérique; parmi les tribus en contact dès le IIIe siècle av. J.-C. avec les Carthaginois, il faut mentionner les *Lusitains.* Lorsque l'empereur Auguste fait du territoire portugais une province, elle porte encore le nom tiré de ses premiers habitants : la Lusitanie. Envahie successivement par les Vandales, les Alains, les Suèves et les Wisigoths (Ve siècle), islamisée en 711, la Lusitanie est délivrée de ses occupants à partir du Xe siècle (région de Porto libérée par le roi des Asturies Alphonse III le Grand; voir p. 156. Lorsque le roi de Léon, Alphonse VI, marie sa fille à Henri de Bourgogne, il donne à celui-ci le territoire de Porto (nom antique : *Portus Cale*), qui est séparé — à titre de comté — du reste de la péninsule en 1094.

Du comté au royaume de Portugal.

● *Le comté de Portugal se détache peu à peu du royaume de Castille* dont il est le vassal. En 1139, après une révolte victorieuse, Alphonse Ier Henriques (1110-1185) se proclame roi des Portugais (il est reconnu comme tel en 1143).

Sous la dynastie de Bourgogne, l'État portugais définit ses frontières et ses institutions. L'expansion vers le sud se réalise aux dépens des musulmans, grâce à l'aide apportée aux souverains portugais par les ordres espagnols de Saratoga et de Calatrava (fin de la reconquête en 1248). Politiquement, le Portugal est une monarchie héréditaire absolue, qui parvient à limiter les droits des grands féodaux et du clergé, les deux seules « classes » sociales représentées aux assemblées *(Cortès).* Au milieu du XIIIe siècle, le rôle de la classe bourgeoise (marchands) commence à s'affirmer (notamment dans le domaine de la technique juridique : les décrets — *ordenações* — royaux limitant les privilèges sont l'œuvre de légistes « bourgeois »); les villes s'enrichissent progressivement, en particulier grâce à l'activité maritime (pêche, fret, etc.).

● *La dynastie d'Aviz.* La mort de Ferdinand Ier (1367-1383) ouvre une crise successorale qui se termine par la reconnaissance en 1385 du candidat « anglais » à la Couronne : Jean, grand-maître de l'ordre

de chevalerie de Saint-Benoît d'Aviz (fondé en 1147). C'est sous cette dynastie (qui ne s'éteint qu'en 1580) que les Portugais s'établissent en Afrique, en Inde et au Brésil. Cette expansion outre-mer a des causes nombreuses (démographie, progrès scientifiques et techniques accomplis par les navigateurs, grâce notamment à l'apport scientifique des Juifs chassés d'Espagne, recherche de nouvelles sources de richesse, etc.) ; elle est illustrée par les noms de Henri le Navigateur (1394-1460), qui explore la côte africaine, Diego de Azambuja, Diego Cam, Pero de Cavilha (Éthiopie, Inde), Bartolomeo Diaz (découverte de l'océan Indien après avoir franchi le cap de Bonne-Espérance, dit alors cap des Tempêtes, en 1487), Vasco de Gama (expédition maritime aux Indes en 1497-1500), Cortereal (Labrador, 1500), Cabral (au Brésil en 1500), Albuquerque et Almeida (aux Indes, en 1503-1507), saint François Xavier (jésuite espagnol au service de Jean de Portugal, il œuvra aux Indes, en Chine et au Japon en 1542-1552), etc.

Le XVIe siècle est pour le Portugal un siècle d'or : l'expansion politique et économique s'accompagne d'un immense progrès culturel (influence des civilisations africano-asiatiques ; œuvre du poète Camões, *les Lusiades*).

Le déclin du Portugal.

● *La dynastie d'Aviz* s'éteint en 1580. La couronne passe alors au roi d'Espagne Philippe II, dont la mère et la grand-mère étaient portugaises ; cette époque d'union des deux couronnes marque traditionnellement la fin de la puissance portugaise. Celle-ci n'est pas tellement due, d'ailleurs, à la domination espagnole, mais à la transformation de l'équilibre des puissances ; le commerce des épices — l'une des grandes ressources du Portugal — s'internationalise (Anglais et Néerlandais en Extrême-Orient), et c'est en vain que les Portugais se délivrent de l'hégémonie espagnole (1640) : la monarchie abandonne la plupart des comptoirs conquis au XVIe siècle, le pays devenant un satellite économique de la Grande-Bretagne à partir du XVIIIe siècle.

● *La colonie brésilienne* devient alors l'unique souci des Portugais, surtout après la découverte des mines d'or de Geraes. On assiste à une tentative de réforme politique et sociale sous le roi Joseph (1750-1777) dont le ministre Pombal (Carvalho e Melo, marquis de Pombal) se montre un partisan des idées politiques françaises de l'époque ; puis le Portugal entre en guerre contre la Révolution française (1793) et se trouve envahi par les troupes de Napoléon (général Junot à Lisbonne le 30 septembre 1807).

● *La famille royale* s'embarque pour le Brésil et, après les premiers échecs français (Masséna, Soult), la monarchie est rétablie sous une forme constitutionnelle (1822). Le déclin politique, économique et social du Portugal, les incapacités monarchiques, les difficultés budgétaires permanentes aboutissent à la révolution du 4 octobre 1910 et à la proclamation, le 5 octobre, de la République.

La république du Portugal.

Avant Salazar.

C'est un coup d'État militaire qui a renversé le trône en 1910 (dernier souverain : le roi Manuel II, dont le père avait été assassiné en 1908) ; mais il a profité aux intellectuels anticléricaux qui ont proclamé la république. La constitution de 1911, fondée sur la séparation de l'Église et de l'État, sur le respect de l'idéal démocratique, sur le droit de grève, etc., établissait un régime pour lequel le pays ne semblait pas préparé : en quinze années de « république » le Portugal a connu plus d'un coup d'État par an en moyenne, et une quarantaine de gouvernements ! Le dernier de ces coups de force, mené par le général Costa Gomes, renverse le régime (mai 1926) et conduit au pouvoir le général Oscar Carmona, élu président de la République en 1928 (il le restera jusqu'à sa mort, en 1951).

Le ministre des Finances de Carmona en 1928, le professeur Salazar, devient président du Conseil en 1932 ; il met en vigueur, à partir de 1933, la constitution de la république corporative du Portugal.

La dictature de Salazar.

● *La constitution.* Le président de la République est élu pour sept ans par un collège réduit (après


Ph. © Giraudon.

Henri de Portugal dit le Navigateur (1394-1460)


Ph. © B.N.

Vasco de Gama (1469-1524) Il découvrit la route des Indes par le cap de Bonne-Espérance.

le général Carmona, se succèdent : le général Lopes de 1951 à 1958, l'amiral Americo Tomás de 1958 à 1965, réélu en 1965). Le pouvoir exécutif appartient au président du Conseil, nommé par le président de la République et responsable uniquement devant celui-ci (de 1932 à 1968 le président du Conseil fut Antonio de Oliveira Salazar ; en 1968, immobilisé par la maladie, Salazar a passé ses pouvoirs à Marcello Caetano, juriste et économiste). Une Assemblée nationale est chargée de voter les lois ; elle est élue pour quatre ans au suffrage direct et restreint (les illettrés — soit près de la moitié de la population — ne votent pas, sauf s'ils payent plus de cent *escudos* d'impôts) ; le scrutin est un scrutin de liste, mais à la veille du vote la liste d'opposition est généralement retirée ; enfin l'Assemblée peut être dissoute par le président de la République et son action sur le président du Conseil est nulle. La vie économique du pays est contrôlée par une chambre corporative composée de représentants des collectivités locales.

● *Ce régime antidémocratique* interdit pratiquement toute opposition, la liberté individuelle et la liberté d'expression étant limitées par des lois de censure. En 1958, le candidat de « l'opposition », le général Delgado, qui obtint malgré les efforts de Salazar le quart des voix contre l'amiral Tomás, dut se réfugier à l'ambassade du Brésil en janvier 1959, puis s'enfuir à l'étranger.

Antonio de Oliveira Salazar (1889-1970) Il a instauré au Portugal l'« État nouveau », fondé sur le nationalisme, le corporatisme et la prééminence de l'Église Catholique Romaine.


Ph. © Dalmas.

Pour lutter contre une opposition qui commence à être dangereuse pour le régime, et que les difficultés coloniales du Portugal exaspèrent, le gouvernement de Salazar et de son successeur a fait appel à l'arme traditionnelle des dictatures : la contrainte et les arrestations.

● *Les difficultés coloniales du Portugal* — qui n'a pas suivi la politique de décolonisation de la France et de la Grande-Bretagne — se sont manifestées à partir de 1950.

— En Inde, après le refus en 1953 par le gouvernement portugais de restituer les territoires de Goa, Diu et Damao, les relations diplomatiques sont rompues en 1955. Les enclaves portugaises sont envahies le 17 décembre 1961 par les troupes indiennes qui reconquièrent ces territoires par la force.

— En Angola, des soulèvements ont eu lieu à partir de 1961. Trois mouvements nationalistes s'y manifestent : le *Mouvement populaire de libération de l'Angola* (MPLA), le *Gouvernement de l'Angola en exil* (GRAE, dont le chef est Holden Roberto), et l'*Union des populations de l'Angola* (UPA). Une guerre d'indépendance pénible est encore en cours au début de 1972 ; elle se complique de rivalités politiques entre le MPLA et le GRAE (accusés d'avoir séquestré des Angolais dans des « camps de la mort ») et par la découverte récente (septembre 1967) de gisements pétrolifères par la société portugaise SONAP.

— En Mozambique, l'insurrection a été déclenchée en 1964 contre l'occupant portugais ; elle est menée par le *Front de libération du Mozambique* (FRELIMO) dont le chef est Eduardo Mondlaue. Ici aussi la guerre d'indépendance se complique d'un problème secondaire : le respect du blocus de la Rhodésie auquel le Portugal s'est soumis en apparence (l'alimentation de la Rhodésie par le port de Beira a en grosse partie cessé, mais le trafic par voies ferrées — la voie du Limpopo à travers le Malawi, le Congo et la Rhodésie — est toujours très important).

Cette guerre coloniale pèse lourdement sur le budget portugais et paralyse le plan de développement (connu sous le nom de *IIIe Plan pour les années 1968-1973*). Les difficultés économiques et politiques entraînent une importante émigration (plus de cent mille personnes en 1966) que le gouvernement tente de freiner.

● *Le déclin du régime* est en rapport avec la disparition de Salazar, mort à Lisbonne le 20 juillet 1970, à l'âge de 81 ans et qui s'était retiré de la politique deux ans auparavant, laissant le poste de Premier ministre à Marcello Caetano. Les timides essais de libéralisation du régime ont été sans lendemain et le 25 juillet 1972, Americo Tomás (tendance autoritaire) est réélu président de la République ; il reconduit le ministère Caetano, dont sont exclus deux ministres libéraux.

De fait, le sort du régime se joue dans les colonies portugaises, en Guinée-Bissau, où est assassiné Amilcar Cabral, chef de file du mouvement pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et les îles du Cap-Vert (20 janvier 1973), au Mozambique, où l'oppression policière s'intensifie, en Angola enfin où, les mouvements nationalistes (MPLA, GRAE, UPA), qui tentent d'unifier leur action, imposent au Portugal une guerre coloniale difficile, chère, impopulaire. C'est d'ailleurs les militaires qui ont donné le signe de la révolution : dès juillet 1973 les *capitaines* de l'armée africaine expriment leurs premières revendications et, en février 1974, le général Antonio de Spinola, qui avait, pendant 4 ans, assuré les fonctions de chef militaire suprême et de chef administratif en Guinée-Bissau, expose, dans un livre-pamphlet, *Le Portugal et l'avenir*, son désaccord avec la politique gouvernementale, préconisant l'autonomie des territoires d'outre-mer. Le 14 mars, le général de Spinola est destitué, ainsi que son chef, le général Costa Gomes, décision qui provoque la mutinerie du 5e Régiment d'infanterie. Cette mutinerie tourne court, et de nombreux officiers sont arrêtés dans leur « marche sur Lisbonne » du 18 mars. Cinq semaines plus tard, le 25 avril, un coup d'État militaire va abattre le régime corporatif fondé par Salazar en 1933.

La révolution portugaise.

● *Les causes.*

1 – Les causes prochaines sont aisées à mettre en valeur : la disparition de Salazar, « homme fort » s'il en fut, a ouvert le jeu des ambitions politiques. Le successeur désigné, Caetano, n'a pas l'autorité du



dictateur disparu et ne peut imposer son arbitrage dans le conflit entre les « salazaristes » convaincus, partisans de durcir le régime, et les libéraux qui veulent le moderniser et l'intégrer, peu à peu dans la CEE. En outre, et c'est le fait le plus remarquable, l'armée échappe au contrôle de Caetano. Cette armée comprend des officiers de carrière (les « capitaines ») qui guerroient en Afrique (Guinée-Bissau, Angola, Mozambique) depuis le début des années 60, qui ont été soustraits à l'influence lénifiante du salazarisme et qui sont parvenus à une certaine indépendance en matière de politique. Ils ont appris à respecter leurs adversaires africains et ont subi des influences marxistes et révolutionnaires. Ils sont tout disposés à suivre un centurion plus audacieux qu'un autre, même s'il s'agit d'un général de droite épris d'idéal démocratique et un tantinet démagogue dans ses attitudes, comme c'est le cas pour le général de Spinola.

De plus, la situation économique et sociale est totalement dégradée. Près de la moitié du budget de l'État va à la Défense nationale, l'inflation galope (plus de 20 % en 1973), les prix montent, spécialement ceux des denrées alimentaires, et le chômage sévit, de sorte que les jeunes Portugais émigrent vers les pays européens plus riches (700 000 travailleurs portugais en France en 1974).

Une guerre coloniale qui n'en finit pas, le marasme économique, la relative faiblesse du pouvoir et la présence, à Lisbonne, d'officiers impatients : les conditions d'un coup d'État militaire sont réunies.

2 – Mais, pour que ce coup d'État se transforme en une révolution, il faut que d'autres causes, plus profondes, soient mises en jeu. Ici, il faudrait pouvoir analyser la structure de l'émigration portugaise, et nous ne pouvons le faire que superficiellement. Ceux qui restent, ce sont principalement les paysans du Nord du pays, et, bien entendu, les classes les plus âgées de la population. Ceux qui partent — et ils représentent le quart de la population active, ou même davantage — ce sont des jeunes, non encore endoctrinés, qui ne voient dans le salazarisme qu'une source de misères, qui craignent la guerre coloniale (beaucoup d'émigrés sont des déserteurs) ; ils trouvent en France un climat politique auquel ils ne sont pas accoutumés et, très rapidement, ils font leur éducation politique (en général d'inspiration marxiste). Ces jeunes Portugais, quand ils reviennent au pays, introduisent avec leurs bagages l'esprit de révolution et de contestation, et contribuent à former un terrain humain où la propagande révolutionnaire, qu'elle soit communiste, socialiste ou gauchiste, va germer.

● *Les premiers événements révolutionnaires* sont à cet égard, explicites. En voici la chronologie commentée.

Dates	Événements
25 avril 1974	Sous la direction de jeunes officiers (lieutenants, capitaines) les militaires des principales casernes du Portugal investissent les grandes villes.
Journée du 25 avril 1974	Le général de Spinola, qui prétend n'avoir pris aucune part dans la préparation de cette opération militaire, rencontre le président Caetano qui lui transmet le pouvoir. Il n'y a eu aucune violence, aucun blessé, aucun tué.
26 avril 1974	Le général de Spinola préside une *junte* de généraux et d'officiers divers et lit à la presse le programme du *Mouvement des Forces Armées* (MFA), qu'il n'a pas élaboré et qui est l'œuvre des « capitaines » révolutionnaires auxquels nous avons fait allusion : démission du président de la République et de Caetano, libération des prisonniers politiques, retour des exilés politiques, amnistie des insoumis et des déserteurs, abolition de la censure, constitution d'un gouvernement provisoire chargé d'organiser des élections libres, d'établir un régime démocratique et de mettre fin aux guerres africaines.
1er mai 1974	Journée de liesse dans les rues de Lisbonne : les fusils sont fleuris, l'armée et le peuple fraternisent, c'est la *Révolution des œillets*. Deux grands exilés politiques sont de retour : Mario Soares, leader du Parti socialiste, et Alvaro Cunhal, secrétaire général du Parti communiste portugais (PCP).
6 mai 1974	La junte offre le cessez-le-feu à tous les nationalistes africains.
15 mai 1974	Spinola est nommé président de la République. Il nomme Adelino Palma Carlos président du Conseil.
16 mai 1974	Palma Carlos, qui appartient à la bourgeoisie libérale, forme un gouvernement provisoire de coalition, avec 2 communistes (dont Alvaro Cunhal), des socialistes (Mario Soares aux Affaires étrangères) et des libéraux.
8 déc. 1977	Renversement du gouvernement de Mario Soares.

● *L'imbroglio politique* ne va pas tarder à se développer. Il y a en effet bien des forces en présence, qui ont toutes des objectifs différents.

— Les libéraux voudraient instaurer une démocratie conservatrice, respectant la propriété privée, à l'instar des grands États européens. Ils se rattachent au *Parti de la démocratie chrétienne* (PDC), au *Parti populaire monarchiste* (PPM), au *Centre démocrate et social* (CDS). Ils seront rapidement éliminés de la scène politique révolutionnaire.

— Les socialistes sont plus ambitieux ; ils veulent non seulement changer le régime, mais aussi changer la société. Le PS *(Parti socialiste)*, mené par Mario Soares, est leur principal représentant, mais on retrouve diverses tendances apparentées au FSP *(Front socialiste portugais*, aile gauche dissidente du PS), au MGS (*Mouvement de la Gauche socialiste)*, au PPD (*Parti populaire démocratique*, de centre gauche). La tendance socialiste est de beaucoup la plus proche des aspirations politiques populaires, mais elle se heurte aux communistes du PCP *(Parti communiste portugais)*, qui veulent, de toute évidence, saisir l'occasion d'instaurer un régime de type soviétique en Europe occidentale.

— Les communistes du PCP, que dirige Alvaro Cunhal, peuvent aussi compter sur les membres du MDP *(Mouvement démocratique portugais)*, mais ils doivent se garder des mouvements d'extrême-gauche : l'UDP *(Union démocratique populaire)*, le PUP *(Parti de l'Unité populaire)*, le FEC *(Front électoral communiste marxiste-léniniste)*, la LCI (*Ligue communiste internationale*, trotskiste). Ces mouvements gauchistes ont une faible représentativité (à peine 2 % du corps électoral), mais leur action est souvent spectaculaire et violente.

— Reste le MFA *(Mouvement des forces armées)*. Comme son nom l'indique, ce n'est pas un parti, mais un mouvement qui comprend une aile droite, plus ou moins favorable au pluralisme politique et aux socialistes, et une aile gauche, qui fait bon ménage avec l'idéologie communiste. Mais le MFA se veut au-dessus des partis. Il est puissant par essence, puisqu'il est issu directement des forces armées ; ses militants les plus en vue sont les « capitaines » d'avril 1974 (qui monteront rapidement en grade ultérieurement).

● *L'évolution du coup d'État vers la situation révolutionnaire* a commencé dès le mois de juin 1974.

C'est à Lisbonne que tout se joue : l'extrême-gauche s'agite, les incidents éclatent et les premiers morts de la révolution sont ramassés dans les rues après les affrontements entre factions rivales. Le MFA, qui reste en dehors de la mêlée, s'affirme rapidement comme la force principale, et le gouvernement de Palma Carlos, paralysé dans son action, démissionne. Le général Spinola cherche alors à composer un nouveau cabinet pour enrayer le glissement à gauche et la prise du pouvoir par les communistes ; il doit cependant s'incliner devant la volonté du MFA et charger le colonel Vasco Gonçalves, proche des communistes, de former le deuxième gouvernement provisoire de la révolution ; celui-ci est présenté le 15 juillet : il comporte 7 membres du MFA. C'est aussi le MFA qui instaure un organisme militaire de sécurité, le COPCON (Commandement militaire du continent), dirigé par le capitaine Otelo de Carvalho, promu général de brigade.

— Les partis de droite tentent en vain de redresser la situation ; Spinola démissionne (30 septembre 1974) et le général Costa Gomes lui succède. Le MFA contrôle ainsi la présidence de la République, le gouvernement et les services de sécurité (COPCON) ; il gouverne en bonne entente avec les communistes et cherche à éliminer les influences des partis de droite et celle du PS. Le 11 mars, un putsch organisé par le général de Spinola, pour reprendre le pouvoir, échoue : Spinola doit s'exiler au Brésil, on procède à de nombreuses arrestations, et la légalité révolutionnaire triomphante organise les élections promises un an plus tôt. Les différentes instances mises en place en mai 1974 sont désormais remplacées par un *Conseil de la Révolution*, contrôlé par le MFA.

— Aux élections d'avril 1975, le PS remporte un succès écrasant (115 sièges sur 247, contre 30 aux communistes et 80 au PPD), tant sur les communistes que sur les militaires, qui avaient recommandé le vote blanc et qui n'ont été suivis que par 6,94 % du corps électoral. Cette grande victoire du PS a compliqué la situation, car elle a été contestée par le PCP et par le MFA qui, l'un comme l'autre, décident de ne pas en tenir compte. On assiste donc au muselage du PS par le MFA, qui a pour lui la force des armes et l'assistance du PCP. En août 1975, Vasco Gonçalves constitue son cinquième gouvernement, mais il doit démissionner le 29 août et l'amiral Pinheiro de Azevedo lui succède. Un climat de petite guerre civile tend à s'installer et une tentative de coup de force a lieu en novembre 1975, réprimé par le président Costa Gomes. On assiste alors à un recul des tendances extrémistes (arrestation d'Otelo de Carvalho). Aux élections d'avril 1976, les Socialistes sont en tête (106 sièges sur 259), devant le PPD (71 sièges), le CDS (41 sièges) et les Communistes (40 sièges). Le 27 juin 1976, le général Ramalho Eanes est élu président de la République avec 61,6 % de suffrages et Mario Soares devient Premier ministre (14 juillet 1976). Une condamnation des « excès » révolutionnaires s'amorce (elle touche notamment Otelo de Carvalho et l'amiral Coutinho).

● *Décolonisation.*

— Le 26 août 1974, Mario Soares signe avec le PAIGC (Parti républicain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et les îles du Cap-Vert) l'accord instaurant l'indépendance de la Guinée-Bissau qui, sous la direction de Luis Cabral, s'organise sur le mode des républiques populaires.

— Le Mozambique devient indépendant le 25 juin 1975, à la suite d'un accord signé entre le Portugal et le FRELIMO, le 5 septembre 1974. Le chef du gouvernement provisoire est Joaquim Chissano ; la plus grande partie de la population blanche (200 000 personnes) quitte le pays.

— São Tomé et Principe : indépendance acquise le 12 juillet 1975.

— Angola : 11 novembre 1975, proclamation de l'indépendance : une guerre civile va alors opposer le FNLA et l'UNITA d'une part et le MPLA (qui ne contrôle plus à la fin 75 que la capitale — Luanda — et ses environs) pour la réalité du pouvoir.

Fin 1975, intervention de troupes cubaines. Triomphe du MPLA. Par ailleurs, le 27 mars 1976, tandis que le Zaïre finit par reconnaître le gouvernement de Luanda, les troupes sud-africaines se retirent d'Angola.

27 mai 1977, le régime d'Agostinho Neto échappe à une élimination violente : un coup d'État mené par des fractionnistes de gauche du MPLA groupés autour du ministre de l'Intérieur, Nino Alves, échoue de justesse.

Évolution de la République du Portugal.

La constitution du 2 avril 1976 a été suivie de l'élection du général Ramalho Eanes au poste de Chef de l'État (27 juin 1976) réélu en décembre 1980 ; six Premiers ministres se sont succédé à la tête du gouvernement : le socialiste Mario Soares (jusqu'en octobre 1978) ; le modéré Carlos Alberto Mota Pinto (mis en minorité et démissionnaire en juin 1979) ; Maria de Lourdes Pintasilgo (jusqu'en janvier 1980) ; Francisco Sa Carneiro, chef de l'*Alliance démocrate* (AD), regroupant le PSD (Parti social démocrate), le CDS (Centre démocratique et social) et le PPM (Parti populaire monarchiste) ; Francisco Pinto Balsemao (après la mort accidentelle du précédent le 4 décembre 1980) ; Mario Soares, au pouvoir le 9 juin 1982, après la démission de son prédécesseur, conséquence logique de la victoire socialiste aux élections législatives d'avril 1982. Les élections législatives du 2 décembre 1979 avaient donné la majorité à l'AD (125 sièges sur 246) ; mais cette majorité absolue n'était qu'apparente, en raison des innombrables causes de division au sein de la majorité.

LA VIEILLE RUSSIE.

Avant les Romanov.

La Russie des principautés.

● *Les origines sont mal connues.* Les *Slaves* — dont la langue appartient à la famille indo-européenne, groupe oriental — apparaissent entre la Vistule et le Don à l'époque du Haut-Empire romain ; ils se répandent alors vers le Nord-est (Baltique), l'Ouest (plaine germano-polonaise) et le Sud (Balkans). Au temps de Charlemagne ils vivent d'une manière tribale, en semi-nomades ; des villages, transformés en bourgs ou en villes (Novgorod chez les Slovènes, Kiev chez les Polianes), évoluent sous l'influence des marchands et des artisans khazars (les Khazars étaient un peuple turc qui avait pris position sur la Volga inférieure, à la fin du VIIe siècle). L'« inondation » slave a été arrêtée par les peuples de la Baltique vers le Nord et par les Turcs vers la mer Noire. Les rapports avec l'empire byzantin ont lieu dans les Balkans dès le VIIe siècle. Si l'on excepte la Russie et la Pologne, les premiers États slaves se constituent dans cet ordre :

vers 833	Moymir et son successeur Rastislav (846-869) fondent un État slave en Grande Moravie.
vers 877	Les tribus croates de Dalmatie, en partie converties au christianisme, se soustraient à la domination franque ; capitale du royaume croate : Nin ; premier roi croate couronné par le pape : Tomislav (910-928).
vers 890	Autonomie de la principauté de Prague avec Bořivoj) ; la Bohême reste un État latin (saint Wenceslas).
vers 931	Ceslav, premier prince autonome de Serbie ; ville principale serbe : Ras (actuellement : Novi-Pazar).

Les premiers États slaves.

Les Varègues, branche suédoise des Vikings, traversent la Baltique et s'enfoncent dans le continent sans rencontrer de résistance au IXe siècle (en 860 ils arrivent au Bosphore). Il semble — bien que les historiens ne soient pas tous d'accord sur ce point — qu'ils aient été appelés *Ruotsi* (Russes) par les populations finnoises et que ce vocable les ait suivis lorsqu'ils fusionnent avec les peuplades slaves de la région de Kiev. Les Varègues eux-mêmes appelaient la Russie *Gardharîki,* c'est-à-dire « le pays des villes » ; cela tendrait à montrer que Kiev, Novgorod, etc., étaient déjà fondées et organisées avant leur arrivée. Mais les Scandinaves, pillards, mercenaires et marchands, au demeurant peu nombreux, ont modifié les villes et la société slaves ; ils l'ont encadrée tout en acceptant ses coutumes et ses structures (les premiers États slaves ont copié les États bulgares ou turcs, faisant preuve ici — comme ailleurs en Europe — d'un remarquable sens de l'adaptation.

● *Kiev, « la mère des villes russes ».* Les chefs varègues ont sans doute fondé le premier État russe (date traditionnelle de fondation : 862) et la *Chronique des temps passés* nomme comme premier prince kievien le Danois Rjurik ; les princes varègues et leurs compagnons d'armes (la *družima*) acceptent le christianisme (introduit plus au Sud, en Crimée, par Cyrille et Méthode vers 860) et mènent de longues guerres contre les Khazars et les tribus slaves qui refusent leur hégémonie. Sous le commandement de quelques chefs énergiques (Vladimir Ier Svjatoslavič) la Russie kievienne devient un État ouvert à la civilisation chrétienne (le moine Hilarion, évêque de Kiev en 1051 ; construction des cathédrales Sainte-Sophie à Kiev et à Novgorod ; établissement d'un code de droit écrit : *Russkaja Pravda,* très proche du droit germanique). Cette période kievienne se termine en 1169 (division du royaume à la suite de querelles successorales et sac de Kiev).



Ph. © Dupaquier.

Le Kremlin : une forteresse plus qu'un palais. Du Kremlin primitif, il ne subsiste qu'une petite église. Au XVe siècle, des architectes venus d'Italie ont bâti le Kremlin « italien » sur le modèle du palais Sforza de Milan (en particulier l'enceinte crénelée). C'est Nicolas Ier qui construisit la masse imposante du* Grand Palais *(1838-1849). L'ensemble architectural actuel recouvre une superficie de 28 hectares.

Vie économique et politique.

● *Structures sociales.* C'est une société pyramidale, comprenant, de haut en bas : le prince et sa *družima,* les Boyards (propriétaires terriens qui ont reçu leurs terres du prince), les communautés urbaines (marchands, artisans, fonctionnaires), les paysans libres, les paysans engagés (endettés, ou « salariés »), les esclaves (vaincus, paysans qui se sont vendus eux-mêmes, prisonniers évadés, etc. — ne pas confondre avec les *serfs* qui apparaîtront au XVIe siècle seulement).

La Russie kievienne.

ETAT DE KIEV

en 912

en 1054

MER DE BARENTS

FINNOIS

TERRE DE NOVGOROD

Biéloozéro

TCHOUDES

Novgorod

Pskov

MER BALTIQUE

Riga

Tver

Rostov

Souzdal

Moscou

Vladimir

Mourom

Kazan

BULGARES

PRUSSIENS

LITUANIENS

Smolensk

VIATITCHES

RADIMITCHES

Riazan

POLONAIS

Dniepr

SÉVÉRIANES

KIEV

DREVLIANES

Volga

POLOVTSY

PETCHENÈGUES

KHAZARS

Tmutarakan

TCHERKESSES

MER NOIRE

● *Économie.* L'agriculture domine (défrichement et déboisement intenses), ainsi que la pêche et la chasse aux animaux à fourrure. Dans les villes, bien situées sur des voies de communication naturelle (les Slaves ont d'abord progressé le long des fleuves), règne un certain cosmopolitisme où les influences orientales (perse, turque, juive) se combinent avec les apports occidentaux ; la civilisation intellectuelle est le fait des *clercs* (couvent des *Cryptes* à Kiev, berceau de la littérature russe).

● *Vie politique.* L'État est divisé en principautés réparties entre les membres de la famille régnante qui sont donc, avant tout, de grands propriétaires terriens. Les villes ont une organisation relativement autonome avec une assemblée contrôlant la région urbaine, un « maire » et un chef judiciaire local.

La domination mongole.

● *Les querelles dynastiques* et le morcellement politique des territoires que contrôlaient les descendants de Jaroslav n'ont pas empêché les Slaves de s'étendre ; de nouvelles principautés se créent vers la Baltique (région de Novgorod), vers l'occident (Galicie, Volynie) et vers l'est (Souzdal, Vladimir). Ainsi se prépare la fusion des Slaves et des Finnois, noyau de la future « Russie ». Pour l'instant le futur État court deux dangers : celui du morcellement, maladie chronique au Moyen Age et qui fait ressembler l'ensemble des principautés russes à l'Italie ou à l'Espagne d'alors, et le péril de l'anéantissement religieux. En effet, l'État kievien et les principautés ont en commun une culture typiquement byzantine (la *Russkaja Pravda* est initialement un droit religieux), que menacent ses voisins d'obédience romaine, spécialement les *Chevaliers Teutoniques* du Saint Empire romain germanique et l'ordre des *Porte-Glaives.*

● *Les Mongols,* qui traversent la Russie en ouragan en 1223, ont sans doute contribué à sauver le pays slave des deux périls que nous venons de signaler. Certes, la « Horde d'or » de Batou-Khan a consciencieusement détruit villes et villages sur son passage, massacrant les populations et dévastant les campagnes, cependant la sagesse du grand-prince de Vladimir, Alexandre Nevskij (il devait ce surnom à sa victoire sur les Suédois, sur les bords de la Néva en 1240), a sauvé le pays. Alexandre Nevskij (1220-1263) a compris que les Mongols ne constituaient pas un danger profond pour les pays russes ; la *Horde d'Or,* étrangère à la rivalité religieuse entre chrétiens romains et chrétiens orthodoxes, ne menaçait pas ce qu'il y avait d'essentiel à une époque où les éléments matériels de la culture et de la nationalité étaient des fétus de paille, à savoir les *structures spirituelles.* L'insignifiante principauté de Moscou — propriété personnelle d'Alexandre Nevskij — payant régulièrement son tribut au Khan, devint le fer de lance politique de la Horde d'Or : les descendants d'Alexandre Nevskij (Daniel, Jurij, Ivan Ier l'Aumônier) sont, en matière d'impôts, les *fermiers* du Khan et se chargent de soumettre les principautés rebelles à la domination mongole (Iver', Rjazan', Suzdal'). Fait capital : le métropolite de Vladimir établit son siège à Moscou en 1326 (sous le règne d'Ivan Ier surnommé *Kalita* — l'Aumônier — pour ses largesses envers les pauvres).

Ainsi, grâce à l'alliance avec les Mongols, la *Moscovie* — dont les territoires représentent une superficie supérieure à celle de la France actuelle — devient l'État slave prépondérant, auquel se soumettent les autres principautés. Son hégémonie est un instant menacée par la constitution, au XIIIe siècle, d'un État lituanien qui s'étend de la Baltique à la mer Noire, catholique romain à partir de 1386 (mariage de Ladislas II Jagellon, grand-prince de Lituanie, avec Hedwige d'Anjou, fille du roi de Hongrie et de Pologne). C'est encore la Horde d'Or qui fut l'arbitre de la situation et qui permit au grand-prince de Moscovie — dont les terres n'étaient guère divisées à chaque succession — de se poser au XVe siècle en unificateur des terres russes.



Ivan IV le Terrible (1530-1584) : une intelligence politique et une volonté à toute épreuve font de lui un précurseur de Pierre le Grand.



Pierre le Grand (1672-1725).
D'après Nattier, musée de Versailles.
« ... Ce qu'il buvait et mangeait en deux repas réglés est inconcevable, sans compter ce qu'il avalait de bière, de limonade et d'autres sortes de boissons entre les repas... » (Saint-Simon, Mémoires).

D'Ivan le Terrible à la Grande Catherine.

Fondation de l'État moscovite ; avènement des Romanov.

● *En 1462, à l'avènement d'Ivan III* au grand-principat de Moscou, la Moscovie n'est encore qu'un domaine familial, malgré ses 750 000 km^2 ; l'œuvre d'Ivan III et de son successeur Basile III la transforme en un véritable État (voir les principales étapes de cette transformation — annexions, indépendance nationale par rapport aux Mongols, etc. — p. 157). Quelques caractères peuvent être dégagés, dès cette époque (1462-1533), qui se retrouveront par la suite dans l'histoire de la Russie.



Croissance de l'État moscovite.

— Ivan III se considère comme le successeur de l'empereur byzantin (Byzance est tombée en 1453 aux mains des Turcs) ; Moscou est la « troisième Rome », le bastion inexpugnable de la chrétienté ; le grand-prince domine *toutes les Russies,* et il regarde son titre comme un droit divin.

— Son pouvoir politique augmente ; les boyards, les *paysans libres* (voir p. 68) deviennent officiellement les hommes de service du prince qui, ne dépendant plus de personne, devient donc un *autocrate.* L'obéissance des boyards et du clergé, garantie par les moyens les plus rigoureux (prisons, supplices, exécutions en grand nombre), assoit l'absolutisme moscovite ; Ivan III dote la Russie d'une administration centralisée (les « bureaux » ou *prikaz*) et d'une assemblée consultative de boyards : la *duma* (souvent francisée sous la forme *douma*), ainsi que du *Code des soixante-huit articles* (1497).

● *C'est à Ivan IV* (Ivan le Terrible) qu'on doit la grande refonte de la société russe. Élevé par le métropolite Macaire, Ivan prend en 1547 le titre de *tsar* (empereur), autrefois réservé au *khan* ou au *basileus* de Byzance. Il assure ses frontières et partage les territoires russes en deux parties : une moitié lui est *réservée* — administrée par des hommes à lui (les *opričniki*) —, l'autre moitié est un *territoire commun (zemščina),* dans lequel il découpe des fiefs dont bénéficient ceux qui lui sont fidèles. Les paysans se voient fixés définitivement à la terre qu'ils cultivent (1581 : *origine du servage ;* cette mesure n'est pas un signe de férocité politique, mais une nécessité en raison des tendances à l'émigration vers les « terres libres » qui sont de plus en plus importantes à cette époque) et Ivan IV fait massacrer impitoyablement des milliers d'adversaires : boyards, membres du clergé, bourgeois des villes, etc. C'est sous son règne que des marchands de Novgorod s'installent dans l'Oural (1558) pour en exploiter les mines. Les cavaliers mercenaires qui les protègent (les *Cosaques,* armée de serfs en fuite), sous la direction de Ermak, font la conquête de la Sibérie sur les Mongols (1582).

A la mort d'Ivan le Terrible (1584) s'ouvre une période de querelles dynastiques et de troubles sociaux qui durent une vingtaine d'années (le *Temps des troubles*) ; la dynastie s'éteint et la couronne passe dans la famille des Romanov (Ivan le Terrible avait épousé la fille d'un boyard, Anastasü (Anastasie) Romanov) par une *décision électorale :* une assemblée de prélats, de boyards, d'officiers et de bourgeois choisit comme tsar Michel (ou Mihail) Romanov le 21 février 1613 ; le nouveau prince a seize ans (l'assemblée — le *zemski sobor* — est une version russe des assemblées de notables et des états généraux d'Occident ; le premier *zemski sobor* avait été convoqué par Ivan le Terrible en 1566).

L'européanisation de la Russie.

● *Les premiers Romanov* se sont débattus au milieu des difficultés suédoises, polonaises et ukrainiennes (voir p. 157). Leurs premiers contacts avec l'Occident imposent une expansion qui déclenche les premières crises économiques importantes (1648) : l'augmentation des impôts directs et indirects (prix du sel), l'opposition d'intérêts entre commerçants et artisans des villes, privilégiés étrangers (notamment les Anglais) et paysans, provoquent des troubles graves qui engendrent le dispositif juridique connu sous le nom des *Établissements de 1649,* code rédigé par le *zemski sobor* convoqué en 1648. Enfin c'est sous le règne d'Alexej-Mihajeovič (1645-1676) qu'a lieu le *schisme* entre le clergé cultivé qui, sous la direction de l'Académie de Kiev et du patriarche Nikon, entreprend une mise au point des textes sacrés et liturgiques, et la « vieille foi » des popes et du peuple. Ceux qu'on appelait les « vieux croyants » *(raskoi),* dont le chef de file était l'archiprêtre Avvakum, sont persécutés.

Cette querelle religieuse des anciens et des modernes a des échos sociaux et politiques ; le peuple et certains boyards conservateurs en tiennent pour l'isolationnisme, tandis que le tsar, une partie du clergé et d'autres boyards regardent vers l'Europe, s'habillent à l'européenne, se coupent la barbe et les cheveux, et donnent à leurs enfants — au scandale des conservateurs — des précepteurs polonais. Toutes ces divisions entraînent, de temps à autre, des rébellions locales ou même générales qui se terminent dans le sang. La plus grave eut lieu en 1662 après une crise monétaire : le tsar lui-même fut menacé. La répression fut terrible : plus de 7 000 personnes connurent les instruments favoris de la discipline tsariste : le *knout (knut),* la hache, le pal ; les troubles s'étendirent à la province où paysans, prisonniers, soldats déserteurs, commerçants ruinés fuirent vers l'Est et le Sud, vers les « terres libres » conquises par les Cosaques de Razin (surnommé *Stenka,* 1630-1671) qui promit à toute la Russie la liberté et l'égalité (1668-1671) avant d'être vaincu par l'armée tsariste et écartelé sur la place Rouge.

● *Après une crise dynastique (1682-1689) :* régence de Sophie, soutenue par le corps des *Strelsi* (les « Tireurs »), Pierre le Grand ceint la couronne d'empereur de toutes les Russies : son règne (1689-1725) va transformer l'empire.

Admirant la civilisation occidentale, Pierre le Grand — personnage extraordinaire où le génie politique se mêle à la plus grande naïveté et à la barbarie sanguinaire — s'était donné deux buts : agrandir la Russie jusqu'aux deux mers (la mer Baltique, tenue par les armées de Charles XII de Suède, et la mer Noire qui est contrôlée par les Turcs) et faire de sa patrie un État civilisé à la manière occidentale. Le premier projet fut partiellement réalisé après vingt ans de guerre contre Charles XII finalement vaincu à Poltava en 1709 (le traité de Nystadt en 1721, reconnaît à Pierre le Grand la possession de la Livonie, de la Carélie, de l'Ingrie et de l'Estonie) ; mais le tsar échoua contre les Turcs.

Quant à la modernisation de la Russie, elle fut d'abord le résultat des amitiés de Pierre le Grand avec les Européens de Moscou, notamment le Genevois Lefort, l'Écossais Gordon ; pour la réaliser, Pierre le Grand — sous le pseudonyme de Pierre Mihailovič — visita l'Europe en 1697-98 et en 1716-17, parcourant sans trêve chantiers, manufactures, musées, travaillant comme ouvrier charpentier, engageant partout où il passait des instructeurs et des ingénieurs qui devaient encadrer ses propres ouvriers en Russie. Voici les principales réformes qui donnèrent naissance à la nouvelle Russie :

— A Moscou Pierre le Grand substitue comme capitale *Saint-Pétersbourg* qu'il crée de toutes pièces « à coups d'*oukases* » : dans cette zone marécageuse, sur un territoire qui, hier encore, était ennemi, le tsar installe de force plusieurs milliers de paysans qui creusent les fondations de la ville avec des bâtons en guise de pioches, transportant cailloux, terre et déblais dans leur manteau, mourant sur place de faim ou de maladie, remplacés par d'autres contingents d'esclaves ; il fut interdit de bâtir des maisons en pierre ailleurs qu'à Saint-Pétersbourg, tous les navires qui y abordaient devaient apporter leur quote-part de moellons et de maçonnerie, tout Russe qui possédait quelque fortune fut obligé d'élever à ses frais une maison : avec la tyrannie, la cruauté, l'entêtement volontaire des anciens pharaons et des anciens empereurs de Chine, Pierre le Grand surmonta tous les obstacles et toutes les résistances qui s'opposaient à son projet.



Ph. © A.P.N.

Catherine II (1729-1796) : *la Grande Catherine pour la postérité, « Catherine le Grand » selon son contemporain le Prince de Ligne, une « bonne femme » selon sa définition, qui avait déclaré : « Je suis résolue à régner ou à périr. »*



La Strélitz, garde personnelle du tsar, créée par Ivan le Terrible et exterminée en 1698 par Pierre le Grand.



Musée Jacquemart André. Ph. Guiley-Lagache © Archives Photeb. T.

— *Transformation politique.* Le gouvernement central appartient au tsar, assisté d'un Sénat (neuf membres, rôle consultatif) ; *onze collèges administratifs* de treize membres font office de ministères. Le gouvernement provincial repose sur une division de la Russie en onze circonscriptions militaires et fiscales, les *gouvernements,* première tentative de décentralisation de l'État, eux-mêmes divisés en *50 provinces.* Un important réseau de fonctionnaires est mis en place ; la structure de la société est transformée : sont nobles non seulement ceux qui détiennent un titre de par leur naissance, mais encore tous ceux qui servent l'empereur soit comme fonctionnaires, soit comme militaires. Une *table des rangs de noblesse (čin)* est établie (quatorze rangs pour les nobles de naissance, les fonctionnaires et les militaires). Le pouvoir despotique du tsar s'appuie sur une police secrète extrêmement puissante, arbitraire, et qui garantira par la suite l'absolutisme des autocrates de Russie. La hiérarchie du clergé est elle aussi modifiée ; ce n'est plus un patriarche qui est à sa tête mais un collège d'évêques, le *Saint-synode* dans lequel siège un représentant du tsar (le procureur général). Enfin sont créées une armée permanente de 100 000 hommes et une marine de guerre qui doivent devenir les fondements de l'impérialisme russe.

— Pierre le Grand a voulu aussi transformer les mœurs de son pays. Par une série d'*oukases* (en russe *ukaz :* « décret ») il a interdit que l'on porte barbe longue et cheveux longs, il a imposé les vêtements à l'européenne (au moins dans les villes), il a transformé la condition des femmes (qui, jusqu'à lui, étaient voilées et vivaient dans le *terem,* équivalent du harem des musulmans). Il a enfin stimulé les initiatives industrielles (minières).

Quand on énumère toutes ces réformes, elles semblent prodigieuses ; mais ce ne sont que des réformes en surface : la grande majorité du peuple russe, composée de paysans plus ou moins esclaves des *boyards,* reste plongée dans l'ignorance, l'abrutissement et la servitude.

La Russie des impératrices.

● *Pendant près de quarante ans* (1725-1762), la Russie connaît à nouveau la période des révolutions de palais, rendues plus inévitables encore que par le passé en raison d'une décision de Pierre le Grand abolissant les anciennes lois de succession et donnant au tsar lui-même le droit de proclamer son héritier. On assiste alors à un *gouvernement par les femmes,* comme en Chine à certaines époques ou à Rome du temps d'Agrippine et de Messaline. Les impératrices (les *tsarines*) ne le cèdent en rien aux tsars en matière de débauche, de cruauté ou d'ivrognerie ; leurs amants (russes ou étrangers) gouvernent dans une ambiance de complot, de crime et d'incohérence. Se succèdent au trône de Pierre le Grand : sa deuxième femme Catherine (1725-1727), une blanchisseuse livonienne qui laisse le pouvoir à son « favori » : Menšikov ; Pierre II (1727-1730), petit-fils de Pierre le Grand ; Anna Ivanovna (1730-1740) surnommée *Anna la Sanglante,* et son amant, l'ancien palefrenier Bühren, un des nombreux Allemands qui faisaient la loi à la cour ; Élisabeth (1741-1762), fille de Pierre le Grand, portée au pouvoir par la noblesse et l'armée qui voyaient en elle une vraie « Russe », souveraine aux mœurs plus que légères (ce qui semble presque une tradition en Russie) et qui laissa son conseiller Chouvalov continuer la politique de transformation de Pierre le Grand (fondation de l'Université de Moscou et de l'Académie des Beaux-Arts). Élisabeth avait un penchant pour la culture et la civilisation françaises, et de son règne date l'influence des Français en Russie.

● *A la mort d'Élisabeth,* son successeur Pierre III règne six mois (janvier-juillet 1762), éliminé par sa femme l'Allemande Catherine d'Anhalt-Zerbst, celle qui devait être surnommée la Grande Catherine (1762-1796).

Catherine II, qui avait reçu une éducation française, était douée d'une intelligence à la mesure de son ambition. Après un début de règne libéral — un libéralisme de propagande beaucoup plus que sincère — qui la fit célébrer par les « philosophes » français du XVIII[e] siècle, elle s'oriente vers un despotisme à la manière de Frédéric II qui, pour éclairé qu'il fût, n'en tournait pas moins à la barbarie dans certaines circonstances (par exemple lorsqu'elle fit emmurer en 1764 l'archevêque Arsène Matsiéévič qui protestait contre ses mesures « sociales », limitées en fait à transformer des paysans appartenant à l'Église en paysans appartenant à l'État). Avec l'aide de l'un de ses amants-conseillers, Potemkine, elle tenta de lutter contre le vice traditionnel de l'administration russe : la corruption et la vénalité. L'organisation décentralisatrice de Pierre le Grand fut améliorée : il y eut cinquante *gouvernements* au lieu de onze, des réformes judiciaires accordant à chaque classe sociale ses propres tribunaux. Mais la multiplication des fonctionnaires n'eut pour effet que de multiplier les abus. L'immense majorité du peuple russe, les paysans, n'était pas comprise dans ces mesures ; la condition des *serfs* s'aggrava et les *moujiks (mužik)* se révoltèrent dans la région de la Volga, soulevés par le Cosaque Pugačev (1742-1774), qui tint la région pendant cinq ans (1771-1775), instituant partout où il passait des gouvernements populaires éphémères (vaincu par les armées tsaristes, il fut supplicié à Saint-Pétersbourg).

C'est aussi sous la direction de Potëmkin (Potemkine) que Catherine II mit sur pied une politique de colonisation de la Russie, attirant dans les régions de la Volga et de l'Ukraine des émigrants européens : en quelques années la population de la Russie méridionale fut quadruplée. De cette époque date la construction de Sébastopol en Crimée.

Ces transformations intérieures sont peu de chose en comparaison des réussites de la politique extérieure de Catherine II qui devait peser sur le destin de l'Europe. En 1763, la France, grande vaincue de la guerre contre la Prusse, n'est plus en mesure de contrôler l'équilibre politique des États orientaux. Lorsque, sous le prétexte de protéger les droits des *dissidents* polonais (minorité non catholique), les troupes russes envahissent la Pologne p. 91, la diplomatie française parvient, certes, à faire entrer la Turquie de Mustafa III en guerre contre la Russie, mais l'armée anarchique de la Turquie est battue sur terre (Izmail) et sur mer (Česme) par l'armée russe dont pourtant l'Europe faisait peu de cas (Frédéric II voyait dans ces succès la victoire des borgnes sur les aveugles). Les conséquences de la politique de Catherine II sont doubles :

— création d'une entente avec la Prusse et l'Autriche, qui aboutit en particulier, le 25 juillet 1772,

au traité de Saint-Pétersbourg qui partage la Pologne entre ces trois États ; ainsi s'établissent les bases d'une *Triple-Alliance,* contre la France, qui devait subsister jusqu'à la fin du XIXe siècle ;

— par ses victoires sur la Turquie, la Russie s'impose comme la protectrice des chrétiens balkaniques soumis à l'Empire ottoman ; le traité de Kaïnardji marque le point de départ de l'influence russe dans les Balkans.

A la mort de Catherine II, la position internationale de la Russie a indiscutablement progressé (agrandissement vers l'ouest et conquête de la Crimée et des rives septentrionales de la mer Noire). La Russie prospère aussi sur le plan économique. Les classes évoluées commencent à s'intéresser à la vie financière ; l'argent circule, et il y a à la fin du XVIIIe siècle plus de deux mille usines en territoire russe. C'est au XVIIIe siècle que se poursuit l'évolution culturelle caractérisée notamment par la fixation d'une langue littéraire, née de la fusion du vieux slave *(slavon),* réservé surtout à l'Église, et de la *langue des bureaux,* qui servait à rédiger la correspondance diplomatique et privée ; la création du russe littéraire est due en particulier à l'écrivain Michel Lomonoscov (1711-1765) ; l'Académie russe, fondée en 1783, publie le premier *dictionnaire* de langue russe.

Le colosse aux pieds d'argile.

Après le règne fantasque et incohérent du fils de Catherine II, Paul Ier (1796-1801), étranglé dans la nuit du 23 au 24 mars 1801, victime d'un complot dans lequel avaient trempé aussi bien des militaires mécontents que les partisans de la politique d'entente avec la Grande-Bretagne et que le fils même du tsar, Alexandre Ier, il est possible d'apercevoir une transformation de la destinée historique de la Russie.

Jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, il semble que ce soit les volontés particulières des souverains ou de leurs conseillers qui aient décidé du sort de l'État ; il y a, certes, de grandes lignes d'évolution (la recherche d'une façade sur l'Europe, l'expansion vers la Baltique et la mer Noire, la vaine lutte contre la corruption par la décentralisation de l'État), mais il n'y a guère de force qui puisse s'opposer à l'*autocrate :* la Russie n'a pas été la terre des révolutions, mais celle des *oukases.* A partir du XIXe siècle au contraire, une évolution se dessine. Non pas que l'opposition puisse, sous quelque forme que ce soit, se manifester, car l'absolutisme est plus que jamais de rigueur, mais il est évident que les tsars tendent à gouverner non plus en fonction de leurs désirs plus ou moins chimériques, mais en fonction des réalités. Si l'on veut, on peut dire que progressivement les problèmes et la conscience de ces problèmes l'emportent sur les aspirations individuelles des gouvernants qui se doivent de tenter de les résoudre, ou du moins d'y porter attention : le nationalisme, les questions socio-économiques, les questions politiques prennent une objectivité nouvelle.

Les grands problèmes de la Russie moderne.

Après Paul Ier (1796-1801), règnent Alexandre Ier (1801-1825), Nicolas Ier (1825-1855), Alexandre II (1855-1881), Alexandre III (1881-1894), et Nicolas II (1894-1917). Les problèmes qui se sont posés aux gouvernements successifs de la Russie vont aboutir à la grande révolution qui a transformé non seulement le visage de la vieille Russie mais encore celui du monde.

● *Le problème des nationalités.* L'empire russe connaît, comme l'Autriche (voir p. 26), mais avec moins de gravité, le problème des nationalités. La grande masse du peuple est russe et orthodoxe, mais il y a des peuples *allogènes* (d'une autre « race ») en Russie d'Asie (Tatars), dans les pays baltes (Allemands luthériens), finlandais (Finnois et Suédois) et polonais (Polonais catholiques). C'est avec ces derniers que les Russes — dont la domination n'est pas acceptée — ont le plus de difficultés (voir ci-après, p. 92) ; les sociétés secrètes, toujours très actives en période pré-révolutionnaire, fleurissent : *Société nationale patriotique* (fondée en 1821 par le major Tukasiúski), *Société des philarètes* (professeurs et étudiants), *Société de l'École des sous-officiers de Varsovie,* etc. Deux insurrections graves sont réprimées avec rigueur par Nicolas Ier en 1830 et par Alexandre II en 1863 ; nous les étudierons p. 92 du point de vue polonais. Pour la Russie elles ont eu comme conséquence de freiner le mouvement libéral qui s'était dessiné sous Alexandre II : désormais, jusqu'à la révolution d'Octobre, réaction, russification et panslavisme deviennent les trois thèmes du programme tsariste.

● *Le problème économique et social.* La grande majorité des paysans russes est constituée de *serfs ;* ils appartiennent soit au tsar, soit à l'une des quelque 100 000 familles nobles qui possèdent les terres. Les uns sont artisans ou marchands dans les villes (les *serfs de corps*), soumis au payement d'une redevance annuelle à leur maître ; ils sont moins malheureux que les *serfs de la terre,* attachés au sol qu'ils cultivent, et que les *serfs domestiques.* Les exploitations agricoles sont en général communautaires : les terres du *mir* (communauté paysanne) sont périodiquement distribuées aux paysans par l'assemblée du village. Comme les *moujiks* représentent les cinq sixièmes de la population du pays, on conçoit que leur sort inquiète les libéraux russes qui s'organisent dès le début du XIXe siècle en sociétés secrètes (loges maçonniques ou groupements constitués sur le mode *carbonaro* des Italiens). Ces nombreuses associations sont réunies en deux groupes : *l'Alliance du Nord* (à Saint-Pétersbourg) et *l'Alliance du Sud* (à Tul'čin). L'existence du servage, qui fut aboli par Alexandre II en 1861 pose à la Russie un problème économique grave ; illettrés, maintenus en état d'abrutissement par leurs maîtres, les paysans russes ne savent pas donner à leur activité un rendement économique suffisant ; parallèlement les nobles ne tirent que de très maigres revenus de leurs propriétés ; ils *s'endettent* presque tous.

● *Le problème politique.* Le tsar gouverne par *oukases* (décisions absolues qu'il prend lui-même), qu'il fait appliquer par une administration tentaculaire ou, au besoin, par la police et par l'armée : la Russie du XIXe siècle est le seul pays d'Europe où subsiste le régime *autocratique.* Dans la première moitié du siècle le petit nombre d'individus évolués que compte la Russie, les « intellectuels » : professeurs, étudiants, ingénieurs, écrivains et artistes, c'est-à-dire ceux qui formaient ce qu'on appelait l'*intelligentsia,* s'opposent plus ou moins ouvertement au régime. Les moyens d'opposition sont faibles (voir ci-dessous) : on s'agite dans les sociétés secrètes qui fomentent un mouvement révolutionnaire à la mort d'Alexandre Ier (mouvement dit des *décembristes,* en décembre 1825 : 289 inculpés, 31 déportés en Sibérie, 5 condamnés à mort dont le poète Ryleev), on discute sans fin sur le régime à substituer au tsarisme (les *occidentaux* penchent pour une monarchie constitutionnelle, les *slavophiles* voudraient rétablir une Russie médiévale où le pouvoir du tsar serait équilibré par celui du clergé et de la noblesse ; les écrivains Gogol, Dostoïevski et Tolstoï partagent, à des degrés divers, les rêves des slavophiles, tandis que les *anarchistes,* comme Bakounine, ou les socialistes, comme Herzen, sont du côté des *occidentaux*).

Les tsars sont parfaitement conscients de ces problèmes. Alexandre Ier, dans les premières années de son règne, avait dans ses tiroirs un projet de constitution et professait une tolérance religieuse ; mais vers 1820 ce libéralisme laisse place à l'absolutisme le plus sévère (influence du général Arakčeev). Alexandre II aura lui aussi son moment libéral (on l'a surnommé le *tsar libérateur* d'une façon sans doute un peu optimiste), mais, après l'insurrection polonaise de 1863 et un attentat manqué contre sa personne en 1866, il bascule dans la réaction la plus violente, avant de périr sous les bombes des slavophiles populistes le 13 mars 1881 (c'était le quatrième attentat contre lui). Ses successeurs, Alexandre III et Nicolas II, cherchent à maintenir, avec un entêtement aveugle, l'autocratie envers et contre tout. De cette oppression de plus en plus rigoureuse contre les libertés fondamentales, de cette politique en désaccord complet avec l'évolution générale du monde, sortira la révolution socialiste de 1917.

La police contre l'intelligentsia sous Nicolas Ier.

● Le *rideau de fer* n'a jamais été aussi bien tiré entre l'Europe et la Russie qu'à l'époque de Nicolas Ier : il fallait une autorisation spéciale du tsar pour entrer en Russie ou pour en sortir ; la censure surveillait avec fermeté l'introduction des livres européens (elle s'exerçait surtout sur les livres français), les articles des journalistes et les œuvres des écrivains : il y avait vingt-deux services de censure spécialisés vers 1835 en Russie.

Malgré cela, l'opposition intellectuelle parvenait à s'exprimer. Les ouvrages défendus circulaient sous le manteau et les universités étaient des centres d'opposition actifs, en dépit des mesures répressives dont elles faisaient l'objet (limitation des programmes, suppression, dans les facultés de droit, de l'étude des institutions occidentales, mesures policières, etc.). Le plus remarquable opposant au régime fut Alexandre Herzen, étudiant à Moscou entre 1829 et 1833, relégué à Perm en 1834, qui se rallia à la philosophie hégélienne, tout comme les partisans anarchistes Bakounine et Kropotkine.

● *Pour lutter contre l'opposition* — d'ailleurs peu menaçante en raison de la sévérité de la répression — Nicolas Ier dispose de « 150 000 préfets de police », comme il avait coutume de le dire, à savoir la noblesse privilégiée dont l'esprit conservateur est poussé au plus haut point. Le nationalisme des slavophiles est exalté par des écrivains comme Gogol, des historiens comme Karamzin (Karamzine) ou Constantin Aksakov, des philosophes comme Kireevskij.

Ce panslavisme n'est pas toujours monarchiste : la *Société de Saint-Cyrille et de Saint-Méthode* (Kiev, 1845) avait un programme socialiste qui la fit démembrer (les chefs de la société secrète, le poète Ševčenko et le romancier Kulič, furent châtiés). D'ailleurs Nicolas Ier a besoin — techniquement — de l'Occident auquel il ouvre les portes d'une Russie officielle qui masque, par son apparat et son luxe, la Russie réelle, *« pays de la Terre où les hommes sont le plus malheureux parce qu'ils y souffrent à la fois des inconvénients de la barbarie et de ceux de la civilisation »* comme le



L'église de Basile (Vassili) le Bienheureux, sur la place Rouge de Moscou, est aujourd'hui un musée de l'Histoire.

Ph. © Breton/Rapho.



Le tsar Alexandre II (1818-1881) et le ministère de Cour. Le philosophe Herzen lui avait écrit : « ... Sire, ... effacez la souillure du servage ».

disait un voyageur à l'esprit critique en 1843 (Custine : *La Russie en 1839,* cité par G. Weill : *L'Éveil des nationalités,* Paris, PUF, 1930). Les Européens, dans l'ensemble, ignorent tout du drame social qui couve en Russie : le tsar est, pour eux, le souverain indiscuté d'un empire tout-puissant dont on parle même avec effroi ; le mythe du « rouleau compresseur » russe se dessine déjà.

● *Nicolas Ier,* dont le prestige était immense en Europe vers 1850 (il était le « sauveur » de l'Autriche, voir p. 28), voulut imposer au sultan turc un droit de protection sur les chrétiens orthodoxes de l'Empire ottoman et lança ses troupes vers la Roumanie en 1853 ; la Grande-Bretagne et la France, décidées à garantir l'indépendance de la Turquie déclarent la guerre au tsar (mars 1854) : ce fut la *guerre de Crimée* (1854-1856) dont les opérations se résumèrent en un siège d'un an (octobre 1854-septembre 1855), celui du puissant arsenal de Sébastopol, bien défendu par les fortifications en terre improvisées par le colonel russe Todleben. Cette guerre de tranchées meurtrière (20 000 soldats anglais, 95 000 soldats français y ont péri, dont les trois quarts morts par le froid, le typhus, ou d'autres maladies) se termine par la prise du bastion Malakoff, clé de voûte du système de défense russe, opération réalisée par le général Mac-Mahon.

Les répercussions de la défaite ont ébranlé la Russie : elle signifiait la *banqueroute de l'autocratie.*

Les réformes d'Alexandre II

Le règne d'Alexandre II, qui succède à son père en pleine guerre (mars 1855), s'annonce comme un règne libéral. Il convient de préciser qu'Alexandre II n'est pas un tsar « révolutionnaire » ; plus intelligent et plus lucide que son père, il a compris qu'il fallait transformer la Russie, mais il a voulu que ce changement soit progressif.

● *Les premières réformes* concernent la liberté d'expression. Le tsar lève le rideau qui séparait la Russie de l'Europe, allège la censure, autorise ou tolère l'entrée en Russie des ouvrages politiques occidentaux (notamment le journal fondé à Londres par Herzen en 1857 : *Kolokol, « La Cloche »*), libère les universités. En même temps, les chemins de fer se développent, et, avec eux, la vie financière ; les barrières s'abaissent, la justice se transforme. Mais la réforme la plus importante, qui conditionnait toutes les autres, concerne l'abolition du servage qui pesait sur 47 200 000 paysans (78 % de la population totale de la Russie).

On imagine sans peine l'ampleur du projet. Il ne suffisait pas seulement de libérer les serfs ; encore fallait-il les empêcher de mourir de faim en leur donnant — ne serait-ce que partiellement — les terres sur lesquelles ils vivaient. La réforme devait donc s'accompagner d'un énorme transfert de propriétés, ce qui n'allait pas sans problèmes, les nobles, propriétaires des terres, refusant de les abandonner ou réclamant des indemnités de compensation importantes.

Le tsar donna l'exemple en affranchissant en 1858 les *serfs de la couronne* (il s'agissait des paysans d'État, au nombre de vingt millions, vivant sur 64,6 % du sol) ; après de nombreuses hésitations, la réforme fut imposée à tous les propriétaires (*oukase* du 3 mars 1861, appelé aussi « *oukase* du 19 Février » par les Russes dont le calendrier julien était décalé de treize jours par rapport au calendrier grégorien occidental) : les seigneurs conservaient une partie de leurs domaines (de l'ordre du tiers), le reste étant accordé en toute propriété non pas aux serfs, mais aux communautés paysannes, aux *mirs.* Ces communautés, fonctionnant comme par le passé (voir ci-dessus), subsistaient donc partout où elles existaient déjà ; ailleurs les paysans devenaient propriétaires de leurs terres. Dans un cas comme dans l'autre, les paysans avaient quarante-neuf années pour s'acquitter du montant de leur dette vis-à-vis de l'État.

La réforme modifiait complètement la structure de la Russie. Les quarante millions de serfs, devenus quarante millions d'hommes libres, étaient aussi quarante millions de justiciables devant les tribunaux d'État (auparavant ils ne dépendaient que de la justice du seigneur), ce qui créait des rapports nouveaux entre les individus. La réforme fut d'abord accueillie avec enthousiasme par les libéraux (Herzen, à Londres, s'écria : « *Tu as vaincu, Galiléen !* »). Mais, très rapidement, la réforme révéla ses insuffisances. Les nobles se plaignirent des indemnités qu'ils jugeaient trop basses ; leurs revenus diminuèrent considérablement. Les *moujiks* comprirent mal l'idée d'avoir à payer une terre qu'ils cultivaient et dont ils avaient l'impression qu'elle leur appartenait ; de plus ils eurent l'impression d'avoir été spoliés, car, en tant que tenanciers, ils disposaient de domaines bien plus importants. Obligés de verser des redevances à l'État, ils s'endettent et, pas plus que les nobles, ils ne peuvent modifier le rendement de l'agriculture qui reste encore très faible. Les troubles agraires recommencent, la répression inévitablement féroce reprend, les intellectuels sont déçus à la fois de l'échec économique (non-transformation de l'agriculture) et de l'échec social ; les idées révolutionnaires se répandent.

● *Les réformes administratives et politiques* d'Alexandre II, par leur timidité et leur imperfection, ont contribué à accentuer l'insatisfaction des libéraux. Alexandre II, inquiet de l'agitation universitaire et des troubles agraires, n'osa pas accorder à l'empire une assemblée nationale (une *douma* d'empire) recouvrant les *doumas* locales. Il se contente d'une réforme administrative instituant dans chaque circonscription des conseils élus à compétences locales (problèmes économiques, construction et entretien des voies de communications, de bâtiments scolaires, etc.) ; ces conseils — les *zemstvos* — remplacent peu à peu les *bureaux* qui jusqu'à présent administraient despotiquement les districts et les gouvernements. Alexandre II, en définitive, retourne à l'autocratie de son père (en particulier après l'attentat dont il est victime en 1866). En même temps que la réaction reprend le dessus, les idées révolutionnaires (on disait en Russie les idées *subversives*) réapparaissent. C'est dans un roman de Tourgueniev *(Père et Fils),* en 1861, que figure pour la première fois le mot *nihiliste* appliqué à la critique radicale des institutions ; les « maîtres à penser » du moment sont Černyševskij (déporté en Sibérie en 1864) et l'exilé parisien Pierre Lavrov. Les sociétés secrètes, que l'on voit si souvent apparaître dans le courant du XIXe siècle comme signe précurseur des révolutions, se multiplient (la plus connue d'entre elles : *Terre et Liberté*).

● *En 1878,* une jeune fille, Vera Zasulič, blesse d'un coup de revolver le général Trepov, chef de la police de Saint-Pétersbourg, qui avait fait donner le *knout* à un étudiant prisonnier, coupable de ne pas l'avoir salué : elle est acquittée par les jurés. Ce « fait divers » est un symbole de l'état des esprits en Russie à la fin du règne d'Alexandre II et marque le point de départ d'une période d'agitation terroriste. Étudiants, intellectuels de tous bords, femmes de la noblesse et de la bourgeoisie sont devenus des révolutionnaires, des *nihilistes.* Ne pouvant exhorter le peuple — qui ne les comprend guère — à la révolte, un peuple encore craintif qui courbe la tête devant le clergé et la bureaucratie, ils passent à l'action directe : gouverneurs, chefs de police, hauts fonctionnaires sont victimes d'attentats sans nombre ; Alexandre II lui-même risque la mort à chaque sortie officielle : son train saute sur une charge de dynamite, la salle à manger de son Palais d'hiver est minée et, le 1er mars 1881 (13 mars nouveau style), il est tué par l'explosion d'une bombe lancée contre lui.

Le retour à l'autocratie.

● *L'autocratie s'affirme de plus belle* sous Alexandre III (1881-1894) et au début du règne de Nicolas II. Le rideau de fer se baisse à nouveau ; les intellectuels sont arrêtés, déportés ou tout au moins surveillés par une police secrète implacable ; les livres en provenance de l'étranger sont censurés (on noircissait les passages subversifs ; les Russes disaient : « *passer au caviar* »), l'Université est militarisée, les *zemstvos* n'ont plus que des pouvoirs réduits. Les ministres durs, dirigés par Pobedonoscev, se succèdent : Ignat'ev, D. Tolstoï (ne pas confondre avec l'écrivain), Durnovo. Ces mesures, extrêmement sévères, anéantissent l'opposition. En même temps s'intensifie la politique de russification qui s'étend à la Pologne, aux pays baltes et même à la Finlande ; les langues locales sont interdites, les rues, les villages sont débaptisés. La guerre scolaire et linguistique a pour effet d'affermir le sentiment national des minorités opprimées (renaissance lituanienne autour du médecin Basanavicius, renaissance lettonne avec le journaliste Valdemars).

● *L'antisémitisme des tsars.* Les Juifs sont aussi victimes de l'autocratie. Leur participation aux attentats terroristes a déclenché contre eux une persécution délirante. Les *pogromes* sont de plus en plus nombreux (on en compte 700 en 1881 et 1882, faisant des milliers de victimes). La bureaucratie impose aux Juifs des vexations sans nombre ; des lois d'exception, leur interdisant certaines provinces « foncièrement russes », les refoulent aux confins de l'empire. L'une des conséquences de ces expulsions est leur émigration massive en territoire polonais, où ils sont d'ailleurs incapables de s'assimiler et où ils rencontrent la même forme d'antisémitisme. Certains se convertissent à la religion orthodoxe pour éviter les persécutions, d'autres émigrent, notamment aux États-Unis. L'antisémitisme est d'ailleurs un phénomène généralisé dans les pays slaves ; il provoque l'exode des Juifs vers l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et l'Angleterre. Par un paradoxe dramatique, ces Juifs russes, faméliques, qui vivaient en Russie dans des conditions presque médiévales, provoquent chez les populations qui les accueillent des réactions d'antisémitisme, notamment chez les classes dirigeantes, d'autant qu'ils sont souvent des partisans du libéralisme ou du socialisme. C'est à cette époque que naît l'idée de donner à ces Juifs malheureux une terre qui leur appartiendrait ; Edmond de Rothschild finance l'établissement de colonies juives en Palestine et le Hongrois Théodore Herzl pose en 1895 le problème du retour des Juifs en Palestine.

De l'opposition à la révolution.

La fin du règne d'Alexandre III et le règne de Nicolas II voient la Russie se transformer démographiquement et territorialement ; les changements qui interviennent alors ont mis en place les conditions de la révolution socialiste de 1917.

Expansion économique.

● *Malgré son évolution politique à rebours,* la Russie, sur le plan économique, se modernise. Nous avons déjà vu se développer les chemins de fer (32 000 km environ à la fin de 1892) ; les commandes aux secteurs minier et métallurgique lancent la grande industrie (plus d'un million d'ouvriers en 1892) et le volume du commerce extérieur quadruple dans la seconde moitié du siècle ; enfin en 1891, il y a déjà plus de 113 millions d'habitants.

Entre 1892 et 1903 c'est un homme rompu aux affaires, le comte Witte, qui est ministre des Finances. Avec habileté, il équilibre la situation économique, exploitant les richesses naturelles du sous-sol russe grâce à des emprunts à l'étranger. Comme les réserves d'or ne manquent pas, la monnaie russe — le *rouble* — est une monnaie stable, ce qui soutient l'essor industriel (le *Transsibérien* est achevé en 1902 ; il y a près de 60 000 km de voies ferrées en 1905 ; 126 millions d'habitants en 1897).

● *Sur le plan agricole,* la situation n'est pas aussi brillante ; l'agriculture, paralysée par le système du *mir,* ne progresse guère. Les redevances sont lourdes, et, surtout, les campagnes sont surpeuplées. L'essor démographique, lié à une natalité élevée, provoque l'exode rural et l'augmentation du prolétariat urbain ; il suffit d'une mauvaise récolte pour que des régions entières soient frappées par la famine. Witte ne peut proposer que des *palliatifs* aux grands problèmes agraires de la Russie : le financement par l'État du crédit agricole, l'organisation de l'émigration vers la Sibérie, enfin colonisable depuis l'achèvement du Transsibérien, n'ont agi que sur les *conjonctures,* alors qu'il fallait agir sur les *structures.* Mais agir sur les structures, cela revenait à renoncer aux communautés rurales, à accepter que les associations régionales élues (les *zemstvos*) gèrent pays et provinces ; or il n'y a pas un seul partisan de l'autocratie qui ne voie dans le recours aux *zemstvos* la porte ouverte à un régime constitutionnel dont on ne veut à aucun prix, à commencer par le tsar Nicolas II qui déclarait, lors de son couronnement :

> *Je maintiendrai l'autocratie avec autant de fermeté que mon inoubliable père.*

● *Il y a donc des mécontents et des opposants.* En l'absence de législation sociale, la journée de travail dans les usines est couramment de treize à quatorze heures ; une grève dans le textile (1897) la réduit, dans certains secteurs, à onze heures et demie. L'opposition, qui s'exprime dans le cadre de groupements plus ou moins tolérés — secrets ou non —, présente un éventail de tendances : les *socialistes révolutionnaires* voudraient retourner au terrorisme des années 1878-1881 ; les *sociaux-démocrates,* animés de la conviction marxiste que les contradictions du régime le mèneront à sa chute, se contentent d'accélérer le processus par la propagande et l'agitation ; les *libéraux* réclament une monarchie constitutionnelle. Ce sont les échecs de la politique extérieure (en Turquie, après le Congrès de Berlin en 1878 ; en Mandchourie contre le Japon en 1904-1905) qui portèrent les premiers coups au régime.

L'expansion territoriale et la naissance de l'agitation révolutionnaire.

● *Citons pour mémoire les efforts* de la Russie pour dominer les Balkans et s'assurer une ouverture sur la mer Méditerranée (voir ci-dessus p. 31) ; les prétentions de la Russie ont rencontré l'opposition formelle des grandes puissances au Congrès de Berlin (1878).

● *Après son échec dans les Balkans,* la Russie se tourne vers l'Asie, conformément à une politique traditionnelle. C'est le Turkestan, province par province, qui tombe d'abord entre ses mains ; une voie ferrée de 3 000 km le relie à la Caspienne (le *Transcaspien,* construit entre 1885 et 1898) et le *Transaralien* le rattache au bassin de la Volga. Après le Turkestan, les Russes glissent vers l'Afghanistan et l'Inde ; le conflit avec la Grande-Bretagne (ce qu'on a appelé la lutte de l'éléphant russe contre la baleine anglaise) est sur le point d'éclater. C'est en Perse que la rivalité des deux impérialismes est la plus intense : la Russie, toujours à la recherche d'un débouché sur la mer, vise le golfe Persique, ce qui fait naître en Angleterre une nouvelle crainte en ce qui concerne la sécurité de l'empire des Indes.

Il n'y eut finalement pas de guerre anglo-russe en Asie centrale ; le conflit a été plus diplomatique et financier que militaire, mais, repoussée de la Méditerranée et du golfe Persique, la Russie se tourne plus à l'est encore, vers le Pacifique. Ce faisant, elle court à sa perte.

Elle y a été entraînée par une série d'inconséquences qui montrent bien la faiblesse du tsar Nicolas II. Personnellement, il n'aspire qu'à la paix. Mais il y a autour de lui des militaires ambitieux et des trafiquants que la Mandchourie intéresse (les Chinois y laissent passer une voie ferrée qui dessert Vladivostok et ont cédé aux Russes Port-Arthur et Dalny pour vingt-cinq ans). De leur côté, les Japonais convoitent la Corée et, devant les menaces russes, attaquent les premiers (torpillage de la flotte russe dans la rade de Port-Arthur, nuit du 8 au 9 février 1904). La guerre russo-japonaise s'ajoute aux troubles sociaux qui secouent la Russie ; éloignant les troupes du pays, elle affaiblit la puissance gouvernementale. De plus, la défaite entraîne l'indignation de la bourgeoisie et l'amertume du peuple ; chez les peuples allogènes, elle allume l'espoir d'une possible libération. Les circonstances, en 1904, sont favorables à une révolution : elle aura lieu en 1905.

La révolution de 1905.

● *Les premiers bolcheviks.* En 1898 s'est constitué le *parti ouvrier social-démocrate russe ;* adoptant les doctrines marxistes (matérialisme historique, analyse des contradictions de la société par la méthode dialectique, idée que le prolétariat, en particulier la classe ouvrière, peut mener une politique indépendante qui transformera les rapports sociaux), il considère l'agitation sociale comme un moyen de progrès politique tendant vers la destruction de l'autocratie. Il se divise en *bolchevistes* (ou *bolcheviks,* du russe *bol'ševik :* « majoritaire ») et *menchevistes* (ou *mencheviks,* du russe *men'ševik :* « minoritaire ») ; la tendance majoritaire est dirigée par Lénine (en russe : Lenin) et la tendance minoritaire par Plekhanov. Les minoritaires préconisent une alliance avec les libéraux bourgeois, les *bolcheviks* se veulent un parti de combat, strictement populaire ; ils publient à l'étranger un journal, *Iskra (« Étincelle »).* Entre 1901 et 1905, l'action du parti social-démocrate s'inscrit dans le climat d'agitation, d'attentats, d'émeutes ; les premiers échecs contre le Japon, échauffant les esprits, déclenchent un processus révolutionnaire.

● *Le Dimanche rouge.* Le 22 janvier 1905 (9 janvier ancien style), le pope Gapon organise une grande manifestation ouvrière en vue de porter au Palais d'hiver une pétition réclamant le droit de grève, la réforme agraire et une constitution. Le cortège, pacifique, précédé d'images religieuses, est accueilli par une fusillade qui fait un millier de morts et autant de blessés. Cette répression brutale déclenche une vague de grèves, d'émeutes et d'incidents à travers tout le pays. Le plus célèbre de ceux-ci est l'épisode du cuirassé *Potëmkin* (juillet 1905) immortalisé par le cinéaste S. M. Eisenstein : l'équipage, en rébellion contre ses officiers, bloqué dans le port d'Odessa, reçoit le soutien enthousiaste des populations, victimes d'une opération de « nettoyage » policier qui fait de nombreuses victimes (le massacre dit « des escaliers » d'Odessa). Le navire, mené par ses marins, erre ensuite dans la mer Noire, avant de tomber entre les mains des autorités roumaines.

● *Le premier soviet.* Les *bolcheviks* du parti social-démocrate organisent à Moscou un conseil (en russe : *Sovet,* francisé en *soviet*) des ouvriers typographes puis, à Saint-Pétersbourg, un *soviet central des ouvriers ;* ces *conseils* tentent de mettre sur pied une grève générale. La défaite devant le Japon (Portsmouth, septembre 1905) renforce la révolution à laquelle adhère toute la bourgeoisie, représentée par ses députés au soviet central de Saint-Pétersbourg ; devant l'extension des troubles et la grève générale, le tsar, faible, hésitant et totalement dépassé par les événements, conseillé par Witte, signe le *Manifeste d'octobre* (30 octobre 1905 ; 17 octobre ancien style) établissant le régime constitutionnel.

● *Le régime constitutionnel et la réaction.* Dans le Manifeste, le tsar promet la liberté de réunion, d'association, d'expression et une chambre législative élue par toutes les classes de la population, la *Douma.* Les plus modérés des révolutionnaires font confiance au tsar (on les appelle les *octobristes*), mais les autres craignent qu'il ne s'agisse d'une manœuvre et poursuivent l'agitation (mutinerie de la garnison de Cronstadt, mutinerie de la flotte de la mer Noire organisée par des *soviets* de soldats et de marins). Entre les octobristes et les libéraux se situe le parti *cadet* (KD : *Konstitutionnel-Démocrate*) composé de libéraux et d'intellectuels citadins : médecins, ingénieurs, magistrats, etc., et partisan d'une monarchie parlementaire à la manière anglaise.

Mais le tsar, ayant récupéré ses troupes, revient déjà sur ses promesses (avril 1906). Les principaux membres des soviets sont arrêtés ; la première Douma


Nicolas II (1868-1918) : le dernier tsar de toutes les Russies.


Ph. © Roger-Viollet.



Ph. © Snark International

La Russie au début du siècle connut une agitation révolutionnaire et anarchiste (ci-dessus : un attentat contre le Grand-Duc Serge, oncle du tsar, en 1905).

(élue en 1906) est dissoute par Stolypin deux mois après son élection. La deuxième Douma dure six mois avant d'être, elle aussi, dissoute après arrestation des députés socialistes. La troisième Douma, entièrement acquise au gouvernement qui a réduit la représentation ouvrière et agricole, n'est plus qu'une assemblée sans opposition. Après Stolypin, assassiné le 18 septembre 1911, se succèdent au pouvoir Kokovcov puis un vieillard têtu et partisan aveugle de l'autocratie : Goremykin.

Il faut préciser que si la réaction put triompher avec autant de facilité de l'élan révolutionnaire, elle le dut à la prospérité économique du moment : l'État ayant décidé de faire un gros effort d'armement (le budget militaire passe de 420 millions de roubles en 1900 à 647 millions en 1910 et 861 millions en 1913), une nouvelle période d'expansion émousse, par les avantages qu'elle lui procure, les revendications de la classe ouvrière et semble donner à la Russie impériale son second souffle : avec sa démographie ascendante, son potentiel industriel, elle est redevenue l'épouvantail de l'Europe, rassure ses alliés (en premier lieu la France), et fait réfléchir le kaiser (qui note à propos d'une action militaire éventuelle en Europe : « Maintenant ou jamais »). Mais les structures profondes de la Russie sont définitivement minées; le tsar — « notre pauvre auguste souverain », comme le dit un de ses ministres — baisse la tête devant sa femme, Alexandra Feodorovna, mélange curieux d'énergie et de superstitions, littéralement envoûtée par un paysan sibérien, ivrogne, débauché et illuminé, Raspoutine (Rasputin), devant lequel s'incline aussi Nicolas II : la guerre de 1914 devait achever le régime impérial.

(Voir aussi la p. 98 sur la politique européenne de la Russie.)


Ph. © Keystone.

Le 27 février 1917, les troupes gouvernementales prennent position sur la place Saint-Isaac à Petrograd.

L'URSS.

La révolution de 1917.

Il faut signaler l'ambiguïté de la chronologie russe (le calendrier grégorien n'est entré en vigueur qu'au 1er février 1918; avant cette date les Russes se référaient au calendrier julien qui est décalé de treize jours par rapport à notre calendrier). La révolution russe comprenant des dates traditionnelles données en style julien, ce sont ces dates que nous avons mentionnées dans le texte, précisant entre parenthèses la date grégorienne (ainsi les *journées de Février* se situent en mars selon le nouveau style, et la *révolution d'Octobre* a lieu en novembre).

Les grandes étapes de la révolution.

La révolution est sortie — en ce qui concerne ses causes immédiates — du mécontentement général né de la guerre, des défaites et des maladresses de la cour. Animée d'une part par les *bolcheviks,* qui s'appuient sur les ouvriers et les soldats constitués en *soviets* (conseils), d'autre part par les éléments plus modérés du parti cadet et des libéraux, elle se déroule en trois temps.

● *Premier temps :* sous la pression de toutes les forces, bolcheviques ou non, réunies, la monarchie s'écroule, le tsar abdique et il est créé un gouvernement provisoire républicain siégeant à Saint-Pétersbourg (qui, depuis le début de la guerre de 1914, s'appelle Pétrograd, la consonance *Sankt-Petersburg* étant jugée trop « germanique »). Cette première phase commence avec les *journées de Février* (23-28 février 1917; 8-13 mars de nos calendriers) et se termine avec l'abdication de Nicolas II en faveur de son frère, le 2 mars (15 mars 1917).

● *Deuxième temps :* les « gouvernements provisoires » se succèdent du 2 mars au 25 octobre 1917 (15 mars-7 novembre). L'opposition se précise entre les *bolcheviks,* qui veulent une révolution prolétarienne, et les *mencheviks* (Kerenski). Cette période est marquée par l'entrée en scène de Lénine, revenu de son exil européen et qui, avec Trotski, va orienter la révolution russe vers le triomphe du bolchevisme.

● *Troisième temps :* la révolution d'Octobre (25 octobre 1917; 7 novembre, selon notre calendrier) porte au pouvoir les bolcheviks qui concluent la paix avec l'Allemagne (traité de Brest-Litovsk en mars 1918) et qui entament une longue lutte armée contre les « Blancs », c'est-à-dire les contre-révolutionnaires (les tsaristes) et les puissances étrangères intervenant dans la guerre civile aux côtés des Blancs (Japon, États-Unis, Grande-Bretagne, France). Cette période prend fin par la victoire définitive des bolcheviks en 1921; elle a vu se former l'*Armée rouge* (cadres, stratégie) et a forgé le patriotisme soviétique. En décembre 1922 naît officiellement l'*Union des Républiques socialistes soviétiques.*

Lénine, Trotski et les hommes de la révolution russe.

Il convient de s'arrêter un instant sur les deux plus grandes figures de la révolution de 1917, Lénine et Trotski.

● *Vladimir Il'ič Ul'janov (on prononce « Ilitch Oulianov) dit Lénine,* est né le 22 avril 1870 à Simbirsk (aujourd'hui : Ul'janovsk); il est le fils d'un inspecteur d'écoles primaires; son frère Alexandre, accusé d'avoir comploté contre le tsar Alexandre III, a été pendu en 1887. De ce drame naît chez lui la conviction que le terrorisme — qui avait été à la mode jusqu'en 1881 — est héroïque, mais impuissant et inefficace. En 1888, il découvre les théories de Marx et d'Engels qui lui font saisir la valeur de la stratégie révolutionnaire marxiste. Exclu de l'université de Kazan, il termine ses études à Saint-Pétersbourg à partir de 1893. Condamné à trois ans de déportation en Sibérie en 1896, il écrit en captivité *Le Développement du capitalisme en Russie* (1898) et *Les Tâches des sociaux-démocrates russes* (1898). Libéré, il quitte la Russie en 1900 et lance de Zurich l'*Iskra* (« L'Étincelle »); *Que faire?* paraît en 1902. Lénine est alors le chef de la tendance bolchevique du parti social-démocrate. Il revient en Russie pendant la révolution de 1905, mais, après l'échec de ce mouvement, il se réfugie en Finlande, puis à l'étranger (en particulier à Zurich). Il tire les premières conclusions de l'échec de 1905. La révolution, pour réussir, doit combiner l'action du prolétariat ouvrier, des paysans et des couches inférieures de l'armée (les soldats). D'autre part, il apparaît évident que, sans programme précis, sans parti bien organisé, toute révolution est vouée à un échec. Il passe donc ses années d'exil à organiser son parti avec une énergie sans défaillance et à empêcher que les doctrines du matérialisme historique ne soient déviées dans une mauvaise direction (c'est dans ce sens qu'il publie en 1909 *Matérialisme et Empiriocriticisme*). Son action sur les militants bolcheviques russes s'exerce par l'intermédiaire de ses articles dans l'*Iskra,* puis dans la *Pravda* (la *Vérité*), créée par Trotski et reprise, en mai 1912, par les ouvriers de Saint-Pétersbourg. Lorsque la révolution éclate à Petrograd en 1917, il envoie à la *Pravda* quatre lettres dans lesquelles il énonce avec une clarté solennelle son point de vue sur les événements : la révolution de Février, pour triompher, doit devenir une révolution prolétarienne; les travailleurs et les soldats doivent imposer, au besoin par la force, la révolution au pays; la première tâche est de se retirer du conflit impérialiste qui oppose le capitalisme franco-britannique aux empires centraux, quitte même à signer un traité de paix désavantageux.

Lénine, qui était alors à Zurich, cherche à regagner la Russie; grâce à un ami socialiste suisse, Platten, il obtient pour cela l'aide de l'Allemagne; le gouvernement allemand était en effet intéressé par cette agitation révolutionnaire qui affaiblissait la Russie, et voyait dans le retour de Lénine le moyen de désorganiser définitivement son adversaire sur le front de l'Est. Platten obtient ainsi la possibilité de faire passer un wagon de Suisse en Russie, wagon qui transportait Lénine et ses compagnons d'exil au cœur de la révolution (les adversaires du bolchevisme ont pu ainsi dire que Lénine était un agitateur à la solde de l'Allemagne et que celle-ci lui avait fait traverser l'Europe dans un « wagon plombé »). Le voyage dure huit jours (8 avril-16 avril) et dès le soir de son arrivée à Petrograd, Lénine énonce son programme révolutionnaire, adopté, après de nombreuses discussions, par la *VIIe Conférence des bolcheviks de Russie,* à la fin du mois d'avril : désormais les bolcheviks décidaient de refuser tout appui au gouvernement révolutionnaire provisoire, toute participation à un effort de défense nationale, et réclamaient la remise du pouvoir, partout, aux *soviets,* c'est-à-dire aux conseils, aux comités d'ouvriers et de soldats qui s'étaient constitués dans le pays.

● *Lejba Davidovič Bronštejn, dit Trotski, forme francisée du russe Troskij,* est né en 1879 à Ianovka en Ukraine. Étudiant en droit à Odessa, arrêté en 1898 pour ses menées révolutionnaires marxistes, déporté en Sibérie, il s'enfuit en 1902 à Londres où il se lie avec Lénine et Plehanov avec lesquels il écrit dans la

revue *Iskra.* Comme Lénine, il retourne en Russie en 1905, mais il est de nouveau déporté en Sibérie, d'où il s'échappe pour se réfugier à Vienne, en Autriche (1908), où il crée la *Pravda.* Il se réfugie en Suisse et en France d'où il est expulsé en 1916 ; il gagne alors New York (1917) où il publie le journal socialiste *Novyi Mir (Un Monde nouveau).* C'est là que l'atteint la nouvelle de la révolution russe ; il se rend à Petrograd par la mer et devient, avec Lénine, le chef des bolcheviks. Il créera et dirigera l'armée Rouge.



Ph. © Roger-Viollet.

***Trotski (1879-1940) :* *le théoricien de la* révolution permanente.**

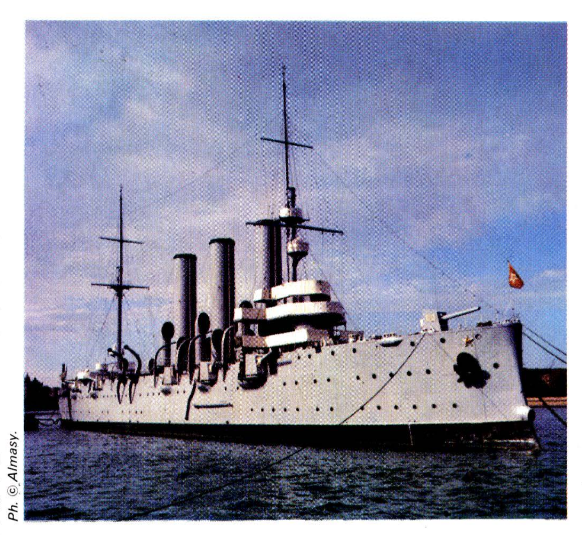
● *Les autres acteurs de la révolution russe* sont légion ; leur destinée a porté les uns au sommet de la vie politique (tels Staline ou Molotov), d'autres sont aujourd'hui oubliés et appartiennent à la petite histoire. Parmi les adversaires des bolcheviks, il faut citer en tête l'avocat Kerenski qui appartenait à ce qu'on appelait le « groupe travailliste » de la Douma (clientèle : la petite bourgeoisie) ; ce groupe politique, qu'on désignerait aujourd'hui comme un groupe de centre-gauche, était important à l'Assemblée, car il comprenait aussi des socialistes révolutionnaires, qui n'avaient pas de représentation officielle. L'amnistie générale proclamée le 6 mars 1917 (19 mars) libère en outre les exilés, les prisonniers, les déportés qui vont fortifier le camp de la révolution : c'est alors que reviennent de Sibérie Badaev, Cereteli, Muranov, Staline, Kamenev, la « terroriste » Vera Figner et celle qu'on avait surnommée la « grand-mère de la révolution russe », Breško-Breškovskaja. Il ne faudrait pas non plus passer sous silence le général Lavr Georgevitch Kornilov, dont la popularité militaire était fort grande et qui, à la tête de la *division sauvage,* a tenté de devenir le « Bonaparte » de la révolution russe entre le 25 août et le 1er septembre 1917 (7-14 septembre) ; le *putsch Kornilov* a renforcé la puissance des bolcheviks.

Les événements.

Le lecteur trouvera l'histoire événementielle de la révolution russe p. 157 ; nous examinons au paragraphe suivant un certain nombre de problèmes et nous conseillons au lecteur de se reporter à ce tableau pour une meilleure compréhension de notre exposé.

Les principaux aspects de la révolution.

● *Le déclenchement.* L'échec de 1905, le maintien entêté de l'autocratie, la comédie parlementaire qui se jouait à la Douma, la puissance de la police politique du tsar, l'*Okrana,* l'emprisonnement ou l'exil des leaders révolutionnaires, l'inertie politique des paysans rendaient improbable, en 1914, malgré toutes les causes profondes qui ont été décrites ci-dessus, le déclenchement d'un processus révolutionnaire. L'*accélérateur de l'histoire* selon la formule de Lénine, ce fut la guerre. Au début de 1916, un an et demi après le début du conflit, la Pologne est occupée, la Russie blanche est partiellement aux mains des Allemands ainsi que les pays baltes ; la Russie est bloquée, les pertes en vies humaines sont innombrables, les déserteurs à la fin de 1916 se comptent par centaines de mille. L'action gouvernementale est à peu près nulle : les ministres se suivent, nommés et démissionnés par le tsar, dont l'entourage est suspecté d'être favorable à l'Allemagne (la tsarine était d'origine allemande) ; l'assassinat de Raspoutine, le 16 décembre 1916, provoque dans le pays un mouvement de joie considérable. Pour couronner le tout, un hiver exceptionnellement rigoureux compliquant le ravitaillement de l'armée et des villes, paralyse le pays, où éclatent partout des grèves, des émeutes que le gouvernement est bien impuissant à maîtriser. L'ouverture



Ph. © Almasy.

Le croiseur* Aurore *(photographie récente) : les artilleurs tirèrent les premiers coups de canon de la* révolution d'Octobre *dans la soirée du 25 octobre 1917 (7 novembre selon notre calendrier grégorien).

de la Douma, le 14 février à Petrograd, donne le signal de l'agitation révolutionnaire. 80 000 ouvriers se mettent en grève pour manifester leur appui à l'Assemblée ; les magasins d'alimentation, notamment les boulangeries, sont pillés à partir du 19 février, et le 23 février commencent, par saccades, sans qu'il y ait une véritable organisation centrale, les grèves et les émeutes (il y a 400 000 ouvriers à Petrograd en 1916). Les premiers coups de feu sont tirés et l'on craint l'épreuve de force d'autant plus que le tsar avait donné l'ordre de mettre fin au désordre. En quelques heures, la physionomie de Petrograd change, les troupes qui devaient être dirigées contre les émeutiers se mutinent, les soldats fraternisent avec les révolutionnaires, la ville est pillée, les bâtiments de la police sont incendiés, on plante le drapeau rouge sur le Palais d'hiver et l'on chante la *Marseillaise* dans les rues. Le 28 février, le gouvernement démissionne ; il ne reste plus, pour prendre en main la révolution, que la Douma, dont le prestige est intact. Cette révolution de Février a surpris tout le monde : les tsaristes, les députés (même les plus révolutionnaires) et les exilés comme Lénine ou Trotski ; mouvement spontané, difficilement contrôlable, elle a imposé aux chefs de l'opposition, tant à la Douma qu'en dehors de celle-ci, d'organiser rapidement un gouvernement provisoire.

● *La dualité des pouvoirs.* Les chefs des partis révolutionnaires s'organisent immédiatement en un *Comité exécutif provisoire* (CEP) comprenant en particulier les mencheviks Čheidze et Skobolev et le travailliste Kerenski ; le CEP décide de recréer le *Soviet,* c'est-à-dire un conseil composé des représentants des ouvriers et des soldats choisis par leurs camarades (le Soviet est un souvenir de 1905). Notons immédiatement que le Soviet de Petrograd (environ 250 délégués) est en majorité menchevik. La Douma, qui représente encore la légalité, organise un *Comité provisoire de la Douma* (CPD) d'où va sortir bientôt un gouvernement provisoire, après l'abdication du tsar. C'est ainsi que, d'abord à Petrograd, puis, de proche en proche, à Moscou, à Saratov, à Nijni-Novgorod, à Tver, etc., se constituent des *soviets* qui partagent le pouvoir avec les représentants du gouvernement provisoire établi par le CPD ; entre février et octobre 1917, le gouvernement provisoire perdra progressivement son autorité au profit des *soviets* qui vont petit à petit tomber sous l'influence définitive des bolcheviks.

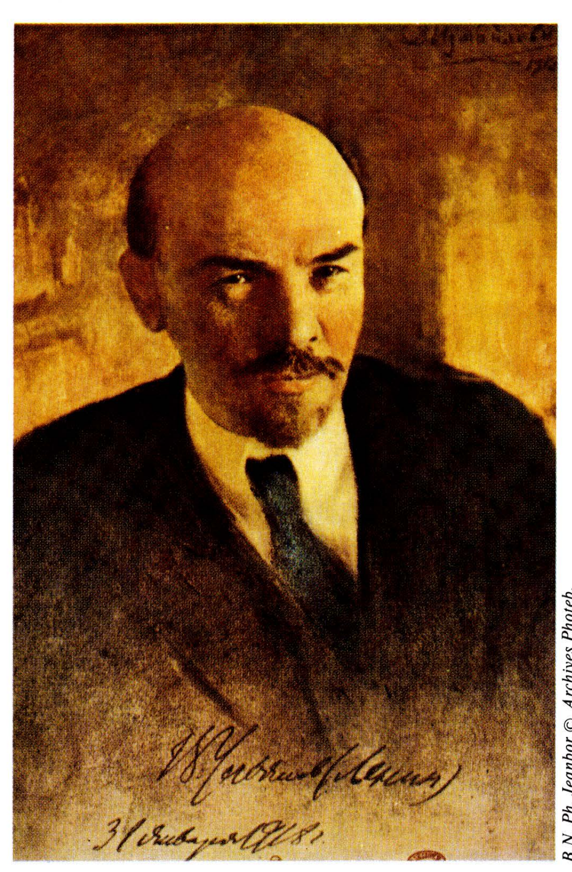
● *Les gouvernements provisoires.* Il y en a eu trois en sept mois ! Le premier est celui du prince Lvov ; il comprend des *progressistes* et des *« Cadets » ;* le seul socialiste est Kerenski. Les mesures politiques qu'il décide sont importantes : établissement des libertés fondamentales, destitution de tous les gouverneurs, vice-gouverneurs, chefs de police, etc., tsaristes, larges pouvoirs accordés aux *zemstvos,* amnistie générale, mise en résidence surveillée du souverain, accès à l'indépendance des minorités nationales (Finlande, Pologne, Ukraine). Par contre, sur le plan social et en ce qui concerne la question agraire, le premier gouvernement provisoire n'a pas de programme et remet à la future assemblée constituante le soin d'examiner les réformes à réaliser. Pendant ce



Les « journées de juillet » à Petrograd en 1917 : elles ne firent que 30 morts, ce qui est bien peu pour une révolution ! Mais les statistiques allaient se « rattraper » par la suite.



Ph. © Roger-Viollet.



B.N. Ph. Jeanbor © Archives Photeb.

Vladimir Il'ič Ul'janov dit Lénine (1870-1924).
Il croyait à la valeur toute-puissante du socialisme révolutionnaire : « Donnez-moi un parti composé de révolutionnaires professionnels, avec un comité central puissant et obéissant à une discipline stricte, et avec lui, disait-il — paraphrasant Archimède —, je soulèverai la Russie. »

temps, élus dans les usines et les casernes, se constituent les *soviets*, qui sont des assemblées populaires locales spontanées, fréquemment remaniées, et dont les décisions sont d'abord d'ordre administratif (organisation des usines, des gares, des postes, transformation des rapports à l'intérieur des régiments, etc.). Ces soviets sont plus ou moins en liaison avec le Soviet central de Petrograd (Čheidze, Cereteli, Dan) qui pèse parfois sur les décisions du gouvernement provisoire. D'ailleurs, à ce stade, les mencheviks ne croient pas à la possibilité d'une révolution populaire et pensent, avec de nombreux autres marxistes russes, qu'il faut remplacer le tsarisme par un pouvoir bourgeois.

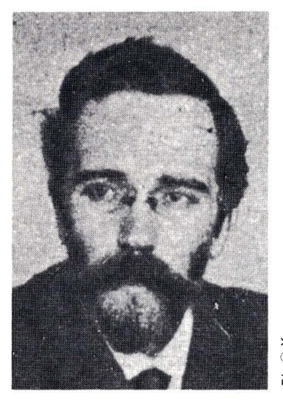
L'arrivée de Lénine et de Trotski donne plus de force aux bolcheviks, jusque-là en minorité dans le Soviet ; des remaniements ministériels imposent un deuxième gouvernement provisoire dans lequel entrent enfin les socialistes (mencheviks et socialistes révolutionnaires ; il n'y a pas encore de bolcheviks ; le président du gouvernement est toujours le prince Lvov). Le nouveau gouvernement, à la demande des Alliés, continue la guerre et lance une offensive dans la région de Lemberg (l'offensive Brusilov) ; l'échec de cette offensive provoque de violentes manifestations, animées par les bolcheviks qui font alors l'objet de mesures répressives (Lénine est même obligé de se réfugier en Finlande, après les manifestations des 3, 4 et 5 juillet). Un troisième gouvernement provisoire, lui aussi ministère de coalition, est alors formé par Kerenski, tandis que les bolcheviks se réunissent (illégalement, puisque leur parti est maintenant interdit : au mois de février, il avait 40 000 adhérents ; à l'arrivée de Lénine ses effectifs ont doublé ; en août 1917, lors du sixième Congrès, on y dénombre 240 000 adhérents). La tentative de Kornilov, qui lance sa cavalerie sur la capitale, tourne court et augmente le prestige des bolcheviks contre lesquels Kerenski organise, avec beaucoup de mal, la lutte politique. Le Soviet de Petrograd s'adjoint un comité révolutionnaire et les anciennes milices ouvrières qui l'avaient constitué sont organisées en *gardes rouges*. La deuxième révolution russe, bolchevique celle-ci, va commencer.

● *Le 25 octobre* (7 novembre nouveau style) les *gardes rouges* et les troupes ralliées à la révolution occupent les points clés de Petrograd : la poste, les gares, le téléphone, les sources d'énergie, les dépôts de charbon, les dépôts alimentaires, les banques, les ministères, les ponts. Les ministres réunis au Palais d'hiver envisagent de résister ; les canons du croiseur *Aurore* tirent les premiers coups de semonce. Commencée à deux heures du matin, la révolution est terminée à dix heures ; il n'y a presque pas de victimes.

Il convient de souligner la différence qui existe entre la révolution d'Octobre et celle de Février. Cette dernière avait été un soulèvement spontané de la quasi-totalité des classes laborieuses et des étudiants de Petrograd ; le coup de force du 25 octobre, bien préparé, selon une stratégie qui deviendra classique, a été réalisé par un petit nombre de révolutionnaires et d'agitateurs professionnels appuyés sur environ dix mille hommes armés (matelots, bolcheviks ou *gardes rouges*).

● *Le communisme de guerre.* Le mot d'ordre des bolcheviks est : « Tout le pouvoir aux *soviets* » ; à Petrograd, il est réalisé mais il reste encore une énorme tâche à accomplir : donner à ce pouvoir son efficacité à travers tout le pays et réaliser la paix à l'extérieur et à l'intérieur. Le gouvernement prend le nom de *Conseil des Commissaires du Peuple* ; présidé par Lénine, il ne comprend que des bolcheviks (en particulier, Trotski aux Affaires étrangères et Staline aux Nationalités). Les bolcheviks ont un plan et une organisation prêts depuis longtemps ; une police politique est mise sur pied, la *Tchéka* ; l'Armée rouge est constituée (28 janvier 1918) et de nombreuses dispositions sont prises concernant la séparation de l'Église et de l'État, l'émancipation des femmes, l'organisation de l'économie nationale, la nationalisation des banques, de la grande industrie, du commerce extérieur, des chemins de fer et du commerce intérieur. Le problème de la cessation des hostilités avec l'Allemagne, cette « paix du répit » que réclame Lénine, divise encore les bolcheviks mais la pression allemande impose, pour le salut de la révolution, le traité de Brest-Litovsk (3 mars 1918). Le 7 mars 1918, le parti bolchevik prend le nom de *Parti communiste de Russie* ; il accepte les dures conditions de l'Allemagne et l'une de ses premières décisions est de transporter le gouvernement soviétique à Moscou, l'ancienne capitale des tsars, dont le Kremlin, palais gouvernemental admirablement fortifié, met les bolcheviks à l'abri d'un coup de force par surprise.

Immédiatement, le gouvernement de Lénine est aux prises avec les difficultés les plus graves : il faut relancer l'industrie et pour cela, trouver de nouveaux moteurs psychologiques, adopter éventuellement des méthodes bourgeoises, quitte à les répudier plus tard. Il faut surtout empêcher la Russie de mourir de faim et récupérer sur les paysans riches (les *koulaks*) le blé qu'ils ne veulent pas livrer. Tout cela impose à Lénine de prendre des libertés avec le marxisme, et de revenir — comme le lui reproche l'aile gauche de son parti — à des méthodes bourgeoises de production. Mais surtout, il faut faire face à la guerre civile et à l'intervention étrangère qui la soutient. Cette longue guerre, inexpiable, meurtrière, s'est développée après qu'eut été adoptée la première constitution soviétique, celle qui créait la *République socialiste fédérative des Soviets de Russie* (RSFSR). Le lecteur trouvera p. 157 les péripéties essentielles de cette guerre civile qui n'est pas faite de grandes batailles, mais de guérilla ; les partisans prennent un village, le reperdent, organisent un territoire, prennent, perdent puis reprennent des villes, etc. L'attitude des « blancs » les rend impopulaires dans les campagnes. Les contre-révolutionnaires sont commandés par Kornilov, Denikin, Kolčak, Judenič ; les étrangers pénètrent sur le territoire : les Franco-Britanniques à Odessa, les Japonais dans les provinces maritimes de l'Est. L'opinion publique, en Europe notamment, n'est pas toujours très favorable à l'intervention et les marins français se mutinent dans la mer Noire. Il n'est pas jusqu'aux Polonais de Pilsudski qui n'envisagent de récupérer des territoires sur le nouvel État russe. L'Armée rouge, qui à partir de 1919 dépasse le million d'hommes, et les nombreux partisans qui sont répandus à travers tout le pays livrent une véritable guerre nationale. A la fin de 1920, il n'y a pratiquement plus d'étrangers en Russie, et seuls les Japonais résisteront encore jusqu'au mois d'octobre 1922, date à laquelle ils libèrent Vladivostok. La révolution et la guerre ont dévasté la Russie ; mais la dramatique *table rase* qui a ainsi été réalisée a permis à l'URSS de se constituer sur des bases entièrement neuves.



Ph. © X...

Lev Borisovič Rosenfeld, dit Kamenev (1883-1936) Vice-président du soviet des Commissaires du peuple en 1922, passe dans l'opposition en 1926 (avec Zinoviev). Exécuté pour « conspiration » le 25 août 1936.



Ph. © X...

Grigorij Evseevič Apfelbaum, dit Zinov'ev (Zinoviev) (1883-1936).
Il fit partie avec Kamenev de la première **Troïka** ***(Kamenev, Zinoviev, Staline), puis de la seconde*** **Troïka** ***(opposition), avec Kamenev et Trotski. Exécuté le 25 août 1936 pour haute trahison.***

L'ère de la nouvelle politique économique (NEP) : 1921-1927.

Fondation de l'URSS.

A la RSFSR s'unissent les uns après les autres les territoires libérés : l'Ukraine (29 décembre 1920), la Biélorussie (16 janvier 1921), l'Azerbaïdjan (20 septembre 1920), la Géorgie (21 mai 1921), l'Arménie (2 décembre 1921). En 1922 se crée l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) à laquelle s'intégreront ultérieurement l'Uzbékistan, le Turkménistan et la république du Tadjikistan.

Ces différentes républiques ont chacune leur constitution. La RSFSR a conservé pour l'instant celle de juillet 1918 (le pouvoir appartient au *Congrès panrusse des soviets*, constitué par les délégués des soviets locaux, qui se réunit deux fois par an au minimum ; ce Congrès nomme un *Comité exécutif panrusse* qui nomme à son tour le Conseil des Commissaires du Peuple). Cette constitution est encore une constitution ambiguë qui exclut du suffrage — au moins partiellement — des groupes sociaux qui risquent de faire ressusciter l'ancien régime (c'est ainsi qu'il y a inégalité de votes entre paysans et citadins).

Mais la paix revenue et le pays réorganisé politiquement, il reste encore une énorme tâche à accomplir : régler les problèmes économiques et sociaux. La question est d'autant plus urgente que le mécontentement lié à la famine, à la disette, au brigandage même qui sévit dans les campagnes, est entretenu par les ennemis du régime (*koulaks*, réactionnaires, etc.). Les bolcheviks ont eux aussi des révoltes agraires et des mutineries (par exemple celle des marins de Cronstadt, le 28 février 1921, qui se révoltent au cri de : « A bas les bolcheviks, vive les Soviets »).

La réunion du X[e] Congrès des Soviets met à l'ordre du jour la nécessité d'abandonner le communisme de guerre et de se tourner vers une nouvelle politique économique (c'est ce qu'on a appelé la NEP).

La NEP.

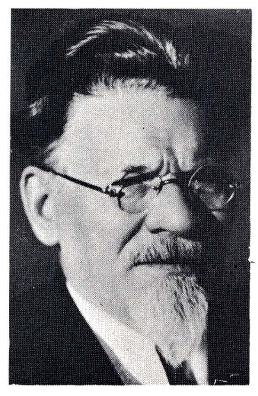
Cette politique très réaliste menée par Lénine est caractérisée par la coexistence entre une économie socialiste et une économie capitaliste. *A priori*, cela semble une contradiction, et c'en est une certainement par rapport à l'idéal marxiste ; mais, sur le plan des réalités du moment, il ne faut pas oublier, comme le remarquait Lénine — que le capitalisme est peut-être un mal, mais que c'est un moindre mal eu égard à la situation économique « médiévale » de la Russie. Toute une série de mesures sont prises qui rendent au commerce intérieur sa liberté : le paysan, une fois ses impôts payés, dispose librement des produits de sa récolte ; les petites entreprises, qui avaient été nationalisées en 1918, sont dénationalisées (provisoirement) et l'on accorde des concessions aux sociétés étrangères qui introduisent dans le pays des techni-

ques, du matériel et des cadres, capitalistes certes, mais indispensables à la Russie. Lénine, avec une clairvoyance pratique, affirme que ce qui compte dans une usine, ce n'est pas d'avoir de bons communistes, mais d'avoir de bons techniciens; dès lors, on recrute des cadres auxquels on accorde des salaires très élevés; la partie du budget consacrée au financement du progrès économique est considérable; les usines nationalisées sont organisées comme des usines privées : elles ont un comité de direction et un président, responsable devant le groupe d'usines qui l'a nommé. Enfin, en 1922, est lancée l'idée de coopératives agricoles dans lesquelles la collectivité des biens est totale : ces associations communautaires deviendront les *kolkhoses*. En même temps l'État modernise certains domaines, destinés à devenir des exemples d'entreprises agricoles : ce sont les *sovkhozes*.

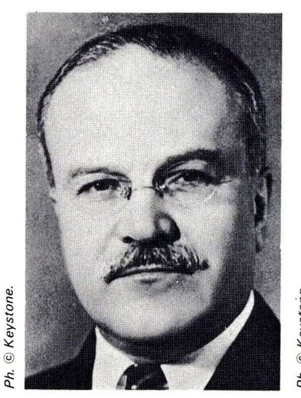
Cette politique a certes relancé la vie économique en Russie, mais elle est loin d'être totalement équilibrée; l'écart entre le prix des objets manufacturés et des denrées agricoles est considérable, il atteint même en 1923 une dimension catastrophique. On assiste alors, dans le nouvel État socialiste, à une *crise* qui a tous les caractères des crises capitalistes : chômage, flambée des prix, exode rural, etc. Cette crise fut dominée grâce à une série de mesures d'autant plus faciles à prendre que l'État contrôlait l'essentiel des secteurs économiques; la réforme monétaire (garantie de la monnaie par l'or, création du *nouveau rouble*) suit le reste.


Ph. © Archives Photeb.

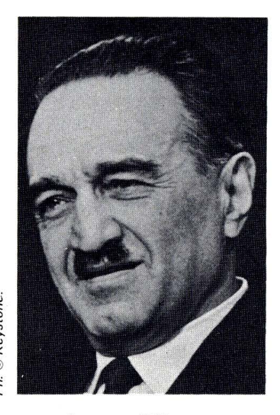
Aleksandr Kerenski (1881-1970) Chef du gouvernement provisoire en 1917.


Ph. © Keystone.

Mihaïl Kalinine (1875-1946). Président du praesidium du Soviet Suprême de 1937 à 1946.


Ph. © Keystone.

Vjačeslav Molotov (né en 1890). Il a dirigé la politique étrangère soviétique de 1939 à 1949 et de 1953 à 1956.


Ph. © Keystone.

Anastas Mikoyan (1895-1978). Président du Soviet Suprême de 1964 à 1965.


Ph. © Keystone.

Joseph Staline (1879-1953) : le « Père du peuple » ou un abominable tyran?

L'avènement de Staline.

Lénine n'a pas pu voir la réussite de la NEP; il est mort le 21 janvier 1924, en pleine bataille contre les fantômes de la vieille Russie. Il laisse derrière lui une situation politique tendue. Il y a d'une part les marxistes purs, ou persuadés d'être purs, qui considèrent que la NEP est une capitulation devant le capitalisme et qui désirent voir se propager la lutte révolutionnaire au-delà des frontières de l'État russe, persuadés qu'ils sont qu'on ne peut construire le socialisme dans un seul pays. Ces thèses sont développées par Trotski et les trotskistes, auxquels s'opposent les réalistes, menés par Staline, Kalinine, Molotov, etc. La polémique politique et technique oppose Staline à deux de ses anciens partisans (Zinoviev et Kamenev) qui forment avec Trotski ce qu'on a appelé la seconde *troïka* (la première était celle qu'ils constituaient avec Staline). Le 7 novembre et le 14 novembre 1927, Zinoviev et Trotski sont exclus du parti, et avec eux les opposants comme Rakovski, Pjatakov, Radek, etc. C'est la fin du rôle politique de Trotski en URSS : il passe un an en Asie centrale (à Alma-Ata) puis, comme son activité d'opposant ne cesse pas, il est expulsé de Russie, en 1929, et combat de loin, par ses écrits et son influence, la politique stalinienne. Il sera assassiné à Mexico en 1940.

La Russie de Staline.

Staline.

Joseph Vissarionovitch Djougachvili, dit Staline (plus rigoureusement, en respectant les règles de translittération : Iosif Vissarionovič Džugašvili, dit Stalin), est né en 1879 à Gori en Géorgie; fils d'un ouvrier dans une usine de chaussures, il est d'abord influencé par sa mère, très pieuse, qui veut faire de lui un homme de religion. Au séminaire de Tiflis, il crée un groupe d'études marxistes, ce qui lui vaut d'en être exclu (1897). C'est alors qu'il commence sa vie de révolutionnaire : plusieurs fois arrêté, plusieurs fois évadé, il prend part aux prémices de la révolution. Lorsque celle-ci éclate, il purge une peine de déportation en Sibérie, et il est libéré par l'amnistie du premier gouvernement provisoire. En 1922, il devient le secrétaire général du Parti communiste mais il effraye déjà Lénine qui le trouve « trop brutal ». Il n'en parvient pas moins à s'imposer après la mort du grand révolutionnaire, conduisant la Russie au faîte de sa puissance (à l'occasion notamment de sa victoire sur l'Allemagne nazie).

Il est difficile de trouver de l'humanité dans ce révolutionnaire à tous crins, en qui concourent de nombreux traits de caractère : peut-être un désir extraordinaire de popularité, un sens certain du césarisme, et surtout une énergie acharnée et implacable, une impassibilité jusque dans les situations désespérées. Intraitable en ce qui concerne les principes de la révolution, extraordinairement réaliste dans ses applications, moins intelligent, formellement parlant, que Trotski, moins rigoureux que Lénine, Staline, bien que les générations ultérieures l'aient déboulonné de son piédestal, a profondément influencé la formation politique des Soviétiques; homme d'action, il fut aussi un théoricien appliqué, et son souci de rapporter chaque action particulière à une théorie générale a contribué à former la mentalité politique soviétique qui se retrouve en d'autres pays ayant accédé par la suite au « communisme ».

La politique des plans quinquennaux.

« Les communistes, c'est les soviets plus l'électrification. » Cette boutade de Lénine exprime cette idée que la Russie, État jusque-là essentiellement agricole, devait devenir une très grande puissance industrielle. Pour cela, il faut réaliser une *économie de plan*, harmonisant l'évolution des différents secteurs, donnant la priorité en particulier à l'industrie lourde et favorisant la collectivisation des campagnes. Dès 1927 les économistes, les techniciens, etc., préparent un plan de cinq ans (plan quinquennal) dont la mise en application a lieu le 1er octobre 1928 : de la réussite de ce premier plan quinquennal dépend l'avenir de l'URSS, et il faut toute la volonté de Staline, soutenu par l'enthousiasme quasi mystique des ouvriers pour le réaliser; il n'est pas étonnant qu'un tel effort de toute la nation ait exigé un encadrement et une présence morale de tous les instants, qui ont établi les bases de ce qu'on a appelé ultérieurement le *culte de la personnalité*.

● *Le premier plan (1928-1933).* On a vu que Lénine avait laissé subsister un secteur privé dans l'industrie; cette mesure n'était pas une concession au capitalisme, mais un point d'appui indispensable pour la révolution naissante. En 1928, ce secteur privé devient un danger politique; c'est un véritable « corps étranger » dans l'organisme socialiste et il en est progressivement éliminé (en 1933, l'industrie privée ne représentera plus que 1 % de l'industrie soviétique). Pour réaliser ce plan il faut de l'argent et des techniciens. L'une des originalités de l'économie de plan soviétique est qu'elle utilise directement, pour entretenir son équilibre, les bénéfices qu'elle réalise elle-même; néanmoins, les ressources monétaires n'étant pas très grandes, une politique d'austérité et de rationnement très sévère est établie. Quant aux techniciens, il faut aller les chercher dans les pays capitalistes : ce sont des Américains qui ont construit les usines de tracteurs, d'automobiles et les barrages de la Russie soviétique; ces spécialistes étrangers — les *spets* — subsisteront jusqu'à ce que la Russie puisse produire elle-même ses propres techniciens et ses propres cadres (c'est-à-dire environ jusqu'en 1935). On ne saurait non plus oublier, parmi les méthodes appliquées pour la réalisation du premier plan, l'utilisation systématique de la propagande; le *stakhanovisme* n'est pas encore né, mais déjà se crée l'émulation des travailleurs, par des compétitions d'usine à usine, de région à région, par la participation des ouvriers aux délibérations concernant le plan qui font l'objet d'une publicité obsessionnelle, par le stimulant aussi des récompenses et des échelles de salaires. Dans le domaine agricole, les difficultés ont été plus grandes que dans le domaine industriel; la petite exploitation n'ayant aucune viabilité, il fallait entreprendre la collectivisation des terres et pour cela liquider ce qu'on appelait les *koulaks* (les paysans riches); il y eut une véritable petite guerre agricole entre *koulaks* et paysans des kolkhozes, d'autant plus sournoise et pernicieuse, que les campagnes sont bien moins aisées à surveiller policièrement que les villes ou les usines. De plus, les paysans, même les paysans pauvres, comprennent mal le socialisme. Pour atténuer les rigueurs de la collectivisation, la propagande stalinienne insiste sur le fait que chaque paysan conserve, même à l'intérieur d'un kolkhose, sa maison; un petit champ personnel (dont la surface dépend des régions de la Russie), son cheptel familial (une vache, un poulailler, etc.). Staline, qui pourtant n'a jamais hésité devant les solutions de force, tenait à ce que la *kolkholisation* se fasse par consentement et non par oppression; les paysans qui entrent dans un kolkhoze sont libres d'en sortir; le développement systématique de l'instruction et de l'endoctrinement, la vigilance des militants ont surmonté progressivement tous les obstacles.

● *Le second plan (1933-1938).* Après avoir enregistré le succès du premier plan quinquennal (terminé avec neuf mois d'avance), le second s'est fixé d'élever le niveau de vie des habitants en augmentant la production, en développant l'industrie légère, en améliorant les voies de communications, en augmentant les salaires et en abaissant les prix. C'est dans le cadre de ce plan que naît le *stakhanovisme* (du nom d'un ouvrier piqueur, Aleksej Stahanov, habituellement transcrit Stakhanov), qui vise à obtenir un meilleur rendement du travail. Le mouvement de kolkholisation se poursuit, mais la situation des paysans dans les kolkhozes s'améliore; les propriétés personnelles qu'ils peuvent conserver, pour leur consommation et leur bien-être, s'accroissent. En 1939, d'après le rap-

port de Staline au Congrès du Parti communiste, l'industrie a accru son rendement de 238 % par rapport à 1933, le revenu national a plus que doublé, ainsi que les productions agricoles fondamentales (blé, sucre, lin) ; la production du coton a quadruplé, celle de l'or a été multipliée par six, celle de l'électricité par sept.

Parallèlement au progrès économique, l'URSS a accompli un progrès culturel important. En 1914, sur environ 130 000 000 d'habitants, l'effectif scolaire total de la Russie (enseignements primaire, secondaire et supérieur) s'élevait à environ 8 000 000 d'individus ; en 1937, il y a 38 000 000 d'enfants dans les écoles primaires, 10 000 000 d'élèves dans l'enseignement secondaire et 700 000 étudiants. Une culture soviétique se crée (littéraire, cinématographique) qui se fait l'écho de l'épopée révolutionnaire.

Les secousses politiques.

Cependant la Russie de Staline ignore, malgré ses extraordinaires progrès, la liberté au sens où on l'entend en Europe depuis 1789. L'ouvrier soviétique, protégé par une législation sociale qui n'existe encore dans aucun autre pays, n'a aucune des libertés syndicales fondamentales (en particulier le droit de grève) ; la presse et l'opinion sont surveillées ; la *Tchéka* a disparu, mais elle a été remplacée par l'OGPU (qu'on a appelée la *Guépéou*) le 1er mars 1922. Tous les ennemis du régime sont traqués avec autant de rigueur que dans les pays totalitaires de l'Europe (ce qui conduit les adversaires européens du soviétisme à comparer — à tort — les régimes : si les effets, dans certains domaines, sont les mêmes, les causes sont loin d'être identiques et les structures n'ont strictement aucun rapport). En 1934, Staline supprime la *Guépéou ;* mais il n'en supprime pas les pouvoirs, qui passent au commissariat (ministère) de l'Intérieur. L'assassinat de Kirov, membre du bureau politique du Parti communiste de l'URSS, le 1er décembre 1934, marque le point de départ d'une *épuration* sanglante par laquelle Staline fait condamner à mort, en les inculpant de complot contre la sûreté de l'État, les anciens chefs de la révolution : Pjatakov, Radek, Boukharine, Krestinski, Rykov, Rosengolz, etc. La violence et la rigueur de cette répression, dénoncée par les adversaires des Soviétiques d'alors, ont été mises en évidence par les dirigeants ultérieurs de l'URSS qui ont poursuivi, après la mort de Staline en 1953, une politique de *déstalinisation,* aujourd'hui atténuée.

Problèmes de politique extérieure.

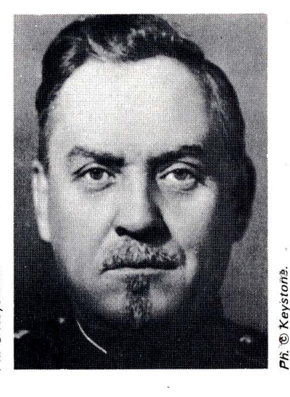
La politique extérieure de l'URSS avant la guerre de 1939 est caractérisée par les traits suivants.

— Les dirigeants de l'URSS cherchent à obtenir une reconnaissance juridique de l'État soviétique par toutes les puissances, et s'assurer par des traités et des pactes de non-agression, qu'une coalition dans le genre de celle qui avait ensanglanté le pays entre 1918 et 1921 ne puisse se reproduire.

— Mais l'URSS ne peut empêcher que se crée contre elle ce qu'on a appelé le *bloc antikomintern,* composé de l'Allemagne nazie, de l'Italie fasciste et du Japon. L'entrée de l'URSS à la Société des Nations en 1934 marque la volonté soviétique de participer au concert international. Les communistes ne cessent d'ailleurs de souligner le danger que représentent les puissances de l'Axe pour la paix du monde ; et nous verrons p. 110 quel sens il faut donner au rapprochement germano-soviétique en 1939.




Georgij Malenkov (né en 1902). Successeur de Staline de 1953 à 1955.

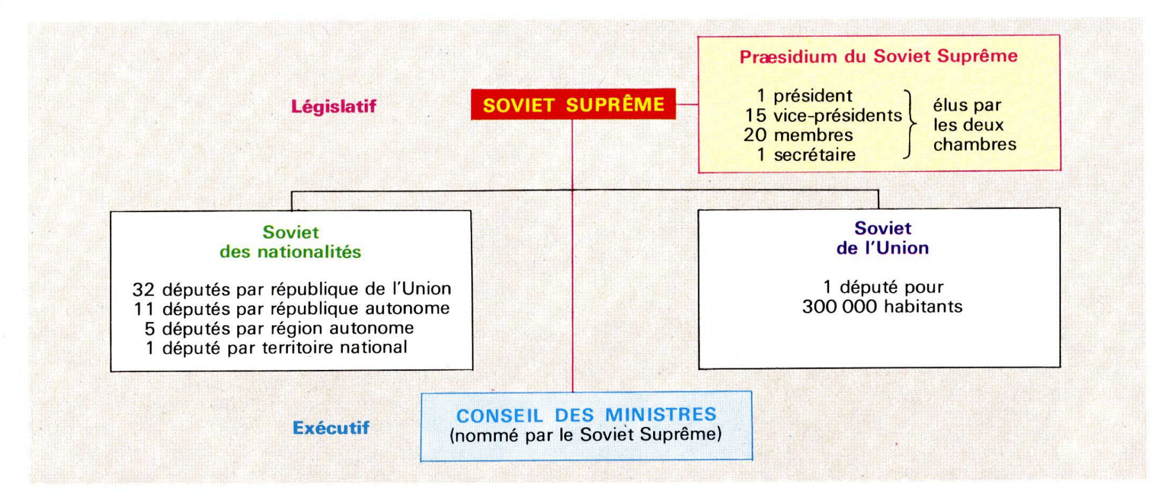


Nikolaij Boulganine (1895-1975). Président du Conseil de 1955 à 1958.



L'URSS : divisions actuelles

L'organisation politique de l'URSS



L'URSS après la Seconde Guerre mondiale.

La constitution et l'organisation politique de l'URSS.

L'URSS vit sous le régime défini par la constitution du 5 décembre 1936, constitution plus libérale et plus large que celle de 1924. C'est une union d'États, comme les États-Unis ; la géographie politique du pays a subi des modifications depuis l'établissement des frontières de 1919 (en particulier la frontière de la Pologne, *ligne Curzon,* n'est fixée qu'à Yalta, en février 1945) ; l'état actuel de ses divisions politiques est indiqué sur la carte ci-contre.

● *L'Union comprend quinze républiques,* habitées chacune par une majorité nationale qui donne son nom à l'État (la plus importante de ces républiques est la RSFSR, qui a pour capitale Moscou et qui comprend, au début des années 1980, environ 140 millions d'habitants pour une surface de 17 075 000 km² ; la plus petite par la surface est l'Arménie (30 000 km², 2 800 000 habitants) ; la plus petite par la démographie est l'Estonie (45 000 km², 1 440 000 habitants). Les républiques de l'Union sont divisées en 111 territoires et régions, qui comprennent, comme subdivisions administratives, les districts, les villes, les groupements urbains. Les territoires et les régions comprennent aussi des unités autonomes correspondant aux minorités nationales qui ont leur propre gouvernement.

● *La répartition des pouvoirs* a lieu selon le schéma ci-contre.

● *Le seul parti légal* est le Parti communiste, dont l'organe suprême est le *Congrès* du parti, qui est lié à un *Comité central* dont le travail est dirigé par un *Bureau politique.* Le Congrès se réunit au moins une fois tous les quatre ans, le Comité central au moins une fois tous les six mois (mais la fréquence de ces assemblées peut être plus grande) ; le Bureau politique, assisté d'un *Secrétariat* qui expédie les affaires courantes et d'une *Commission de contrôle* du parti, fonctionne à peu près en permanence. L'organisation du Parti communiste existe sur le plan national, et, d'une façon analogue, dans chaque république et dans chaque circonscription politique de l'URSS.

De la fin de la guerre à la mort de Staline.

● *La liquidation de la guerre.* La guerre de 1939-1945 a causé à la Russie 17 millions de morts et d'énormes pertes matérielles. Il faut donc reconstruire et reconvertir l'économie soviétique ; c'est le but du *plan quinquennal de relèvement et de développement de l'économie nationale de l'URSS* voté en 1946 et terminé en 1950. Comme toujours, c'est le secteur agricole qui pose les problèmes les plus délicats ; il faut regrouper les kolkhozes et reprendre le travail de propagande interrompu par la guerre. Ce redresse-

ment économique et politique, dirigé par Staline, a vu renaître les méthodes bureaucratiques et répressives des premières années de l'URSS.

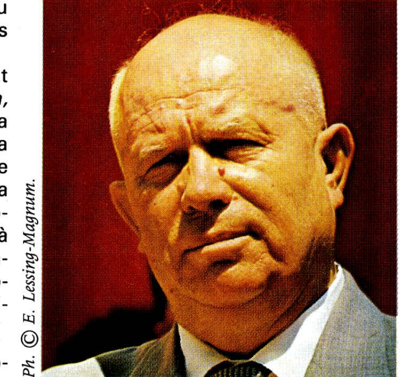
La liquidation de la guerre, c'est aussi le règlement du délicat problème des frontières. La *ligne Curzon,* qui avait été établie en 1919 après une analyse de la répartition des nationalités, est à peu près rétablie ; la conférence de Potsdam (juillet-août 1945) précise le tracé de la frontière occidentale dans la région de la Baltique ; enfin les îles Kouriles de la partie méridionale de la presqu'île de Sakhaline sont cédées à l'URSS. En outre, conformément aux accords américano-soviétiques, la création d'une zone d'influence soviétique en Europe centrale (les démocraties populaires, voir p. 34) assure la sécurité de l'URSS à l'Ouest.

● *Les problèmes internationaux.* Le grand problème, au lendemain de la guerre, est celui des rapports entre ce qu'on a appelé le *bloc occidental* (Les États-Unis et les pays affiliés à son système de défense) et le *bloc oriental* (l'URSS et les démocraties populaires). L'opposition entre les deux mondes est alors très grande : c'est l'opposition du capitalisme et du socialisme, de l'État prolétarien et de l'État bourgeois, de l'État révolutionnaire et de l'État conservateur. L'URSS participe activement à la vie des organismes internationaux (voir p. 126). Les conférences de Dumbarton Oaks et de Yalta (en 1944 et 1945) semblent préparer ce qu'on a appelé depuis la *coexistence pacifique.* Mais peu à peu la situation internationale se dégrade : les premières difficultés surgissent au sujet de l'Allemagne (divisée en deux régions ; voir p. 33) et de la Yougoslavie, qui échappe à l'influence soviétique en 1948 (voir p. 34). L'existence de bases militaires américaines à travers le monde, bases qui proviennent de la guerre et qui ont été maintenues même après les traités de paix, crée une menace militaire pour l'URSS ; de leur côté les États-Unis ne parviennent pas à endiguer l'expansion du « communisme » (création de la République populaire chinoise en octobre 1949). Entre les deux grandes puissances, un climat de tension qu'on a appelé la *guerre froide* s'établit (marquée en particulier par la crise de Berlin, en 1948 voir p. 33, et par la guerre de Corée en 1950). La sécurité soviétique est d'autant plus menacée que l'URSS souffre d'un retard en matière d'armement nucléaire par rapport aux États-Unis (la première bombe nucléaire soviétique a été mise au point en 1949 seulement).

Vers la coexistence pacifique.

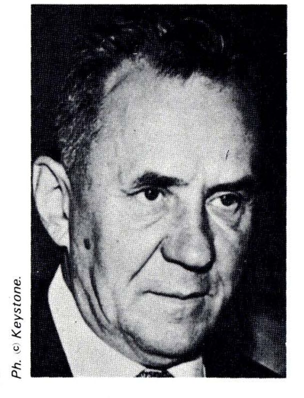
La mort de Staline, le 5 mars 1953, provoque une série de réactions politiques intérieures importantes. Arrestation et exécution de Béria, le 23 décembre 1953, Malenkov puis Boulganine présidents du Conseil. L'événement le plus important de cette période sont les assises du XXe Congrès du Parti communiste de l'URSS. Tout en admettant, dans le bilan qu'il établit, le développement et la croissance de la prospérité et de la puissance de l'URSS, le XXe Congrès condamne avec une sévérité « parricide » le *culte de la personnalité* qui a conduit à surestimer le rôle de Staline, la répression, la bureaucratie, autrement dit tous les éléments négatifs qui faisaient que, sur bien des points, l'URSS ressemblait parfois à la Russie de Nicolas Ier. A la suite du XXe Congrès, le Comité central exclut de ses rangs les anciens compagnons de Staline et de Lénine : Molotov, Malenkov, Kaganovič, Chepilov. On leur reproche de s'être écartés de la *ligne* de Lénine qui proclamait qu'il devait y avoir *coexistence pacifique* entre des États dont les systèmes économiques et sociaux étaient différents ; on leur reproche aussi une certaine incompréhension des nouveaux problèmes économiques et agricoles qui se posent. Les conséquences du XXe Congrès sont l'avènement au pouvoir de Nikita Khrouchtchev (translittération régulière : Hrušöev), un Ukrainien, qui a participé à la révolution en tant que partisan, membre du Comité central du Parti communiste depuis 1934.

Un style nouveau s'introduit alors dans la politique soviétique. Il s'agit non seulement d'augmenter le bien-être des citoyens, mais de rattraper et de dépasser les hautes productions des pays capitalistes afin de pouvoir passer du socialisme au communisme, terme idéal de l'évolution sociale ; pour cela il ne faut pas seulement produire avec un haut rendement, mais s'élever culturellement. On développe alors les principes d'auto-administration, dans les syndicats, les collectivités locales, etc., afin de décentraliser l'industrie (création de *régions économiques* dotées d'un conseil de direction, interruption du Plan prévu pour 1956-1960 et mise au point d'un plan de sept ans pour la période 1959-1965, etc.).



Ph. © E. Lessing-Magnum.

Nikita Khrouchtchev (translitération régulière Hruščev) (1894-1971) Premier secrétaire du Comité central du parti communiste d'URSS (1953-1964), président du Conseil des ministres de 1958 à 1964.



Ph. © Keystone.

Alexeï Kossyguine (1904-1980). Président du Conseil depuis 1964.

La chute de Khrouchtchev en 1964, qui, à la différence de celle de Staline, ne s'accompagne pas d'une « purge » politique, est liée en partie à un certain échec de la politique agraire (le point noir de l'économie soviétique) de son gouvernement et aussi, sans doute, au style personnel que cet homme d'État brillant, point de mire de la politique internationale, avait mis en valeur. Il semble que ce que l'on ait reproché à Khrouchtchev, ce ne soit pas, à proprement parler, sa politique, mais le fait qu'il ne se soit pas suffisamment plié à la règle des discussions collectives au sein du Comité central ou du Conseil des ministres. Après 1964 Léonid Brejnev est élu à la tête du Parti, et Kossyguine nommé à la présidence du Conseil des ministres. Le style politique a changé, mais non pas la ligne générale d'action, bien que la *coexistence pacifique* ait été mise en question par les conflits aigus de la politique internationale.

● *C'est en effet dans ce domaine* qu'après 1953 l'URSS rencontre le plus de difficultés. Devant l'effort constant des États-Unis pour contenir, puis pour refouler le communisme, l'URSS a tout naturellement tenté de le répandre. Les liens avec les démocraties populaires ont été renforcés, parfois même d'une manière qui rappelle les méthodes impérialistes (voir p. 35, les difficultés avec la Hongrie et la Tchécoslovaquie). L'URSS a soutenu, à travers le monde, presque tous les mouvements dirigés contre les puissances capitalistes (en particulier les mouvements de décolonisation) et enfin elle s'est toujours farouchement opposée à une réunion des deux Allemagnes (voir p. 33). Le tiers monde, les pays sous-développés donnent à l'URSS un rôle important en Afrique et en Asie ; elle est intervenue à différentes reprises toutes les fois que l'indépendance d'anciens pays « colonisés » était menacée (à Suez en 1956, à Cuba en 1962). Enfin, elle est présente, par ses armes et parfois par son encadrement dans le douloureux conflit du Viêt-nam et les inextricables problèmes du Moyen-Orient, en Afrique et en Afghanistan (la crise afghane a d'ailleurs créé, en 1980, une tension des rapports internationaux.

La « Trinité » soviétique (Lénine, Engels, Marx) est présente, en effigie, à toutes les grandes manifestations.



Ph. © A.P.N.



Ph. © Ch. Vioujard-Gamma.

Leonid Brejnev (1906-1982) Premier secrétaire du parti communiste d'URSS en 1964, président du Praesidium du Soviet suprême depuis 1977.

● *L'évolution économique et culturelle,* dans les dix dernières années, a été particulièrement spectaculaire. La maîtrise technique et scientifique de l'URSS s'est manifestée, d'une façon particulièrement spectaculaire, dans le domaine de la « conquête de l'espace ».

Sur le plan de l'organisation économique proprement dite, l'importance même de l'activité industrielle a imposé une décentralisation progressive, ce qui est en opposition avec l'*économie de plan* qui avait assuré le succès de la révolution. Le point faible reste le secteur agricole où les expériences économiques et politiques se succèdent sans qu'on puisse parler, comme dans le secteur industriel, d'un réel succès. On essaye la culture extensive dans les terres vierges de Sibérie, la culture intensive dans d'autres régions ; on cherche à modifier les méthodes, à créer une mentalité paysanne nouvelle en intéressant les paysans des kolkhozes à la production, en tentant de passer d'une agriculture « artisanale » à une agriculture scientifique.

L'URSS de 1964 à 1984.

Pendant cette période, la politique soviétique a été marquée par un certain « durcissement », tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, sans pour autant retourner à l'ambiance de la « guerre froide ».

● *Personnel politique.* De 1965 à 1982, le chef de l'État soviétique est le président du présidium du Soviet suprême. Ce poste a été occupé, de décembre 1965 (chute de Mikoyan) à juin 1977 par Nikolaj Podgorny (francisation de Podgornu). A cette époque, celui-ci est évincé du pouvoir et remplacé dans ses fonctions par Leonid Brejnev, qui est en outre Premier secrétaire du Parti depuis février 1964. L. Brejnev a d'ailleurs fait voter une nouvelle constitution (rendue publique le 4 juin 1977) ; elle prévoit un poste de Premier vice-président du présidium, c'est-à-dire un « numéro 2 » de l'État, le numéro 1 étant Léonid Brejnev. Le président du Conseil est Alexeji Kossyguine depuis octobre 1964. La « troïka » L. Brejnev-N. Podgorny et A. Kossyguine n'a dirigé collégialement que pendant peu de temps ; à partir de 1966, L. Brejnev est le véritable maître de l'URSS. Le Premier vice-président du présidium, élu en octobre 1977, est Vassili Kouznetsov (Kuznevov). L'ère Brejnev s'est terminée avec le décès de celui-ci, en 1982. Après un long intérim (du 10 novembre 1982 au 16 juin 1983), assuré par Kuznecov, c'est Yuri Andropov (1914-1984), président du KGB depuis 1967, qui devient le maître de l'URSS (Secrétaire général du Parti et président du Soviet Suprême) ; Kossyguine, démissionnaire en 1980, est remplacé à ce poste, depuis le 23 octobre 1980, par Nikoloj Tikhonov (encore en poste en 1984). Le décès d'Andropov porte au pouvoir, le 12 avril 1984, Constantin Tchernenko.

● *Politique intérieure.* Les principaux événements de cette période concernent la lutte contre les tendances séparatistes de certaines républiques de l'Union (tendances d'ailleurs mal connues) et un raidissement idéologique. Le pouvoir soviétique a lutté contre les « dissidents », en général des intellectuels plus ou moins en rapport avec l'Occident et dont l'action est double : ils dénoncent les excès du pouvoir totalitaire (le *Gulag,* administration des camps de travaux forcés qui reçoivent non seulement les condamnés de droit commun mais les « ennemis » du régime) ameutent l'opinion publique internationale et ils mènent, sur place et dans des conditions difficiles et dangereuses, une lutte contre les abus. Un certain nombre de ces dissidents ont été autorisés à quitter l'URSS ; les autres sont surveillés ou emprisonnés. Parmi les plus célèbres d'entre eux, on citera : les écrivains Soljenitsyne, Bukovskij, Amalrik ; les savants Sakharov, Essenine-Volpine, Pliouchtch, Medvedev, etc. Cette attitude du gouvernement soviétique n'est pas sans rapport avec une campagne de réhabilitation de Staline (1970). Toutefois, au Bureau Politique du parti, la tendance « dure » (Šelepin) est évincée (avril 1975), alors que la tendance modérée (Grečko, Gromyko) se maintient.

● *Politique extérieure.* En quinze ans, l'URSS a considérablement augmenté son potentiel militaire, ce qui la met actuellement sur un pied d'égalité avec les États-Unis. Les grands traits de la politique extérieure soviétique sont les suivants :

— établissement de relations économiques et commerciales avec de nombreux pays non communistes d'Amérique latine (Pérou, Uruguay, Venezuela) et d'Afrique ; entretiens avec les États-Unis sur la limitation des armements stratégiques (accords dits SALT — sigle pour *Strategic Arms Limitation Talks*). Les premiers entretiens *(talks)* ont eu lieu entre R. Nixon et L. Brejnev en mai 1972 ; rétablissement des relations diplomatiques avec le Portugal en juin 1974 (elles étaient interrompues depuis 1918) ; signature d'un traité avec l'Allemagne de l'Ouest (1970) ;

— interventions militaires, directes ou indirectes, dans certains conflits en cours : au Viêt-Nam, en Afrique, en Afghanistan où l'Armée rouge s'enlise, combattue par une résistance afghane efficace ;

— difficultés avec la Chine populaire (nombreux incidents militaires à la frontière sino-soviétique ;

— accord quadripartite sur Berlin (voir p. 33) ;

— intervention dans les pays socialistes qui tendent à se démarquer de l'URSS (intervention militaire en Tchécoslovaquie en août 1968, pressions sur le gouvernement polonais en 1980-81 par exemple).



Ph. © A.F.P.-Photeb.

L'invasion militaire de l'Afghanistan par l'URSS en décembre 1979 a été précédée d'une invasion politique plus subtile après le coup d'État du 27 avril 1978. Toutefois, ce n'est que le 14 janvier 1980, soit 21 mois après le coup d'État « marxiste » que l'ONU, entraînée par les États-Unis, a condamné l'ingérence soviétique par 104 voix contre 18 et 18 abstentions. Les nations du bloc occidental ont ébauché quelques sanctions à l'égard de l'URSS, notamment le boycottage partiel des Jeux Olympiques de Moscou en 1980. On peut se demander si ce genre de sanctions platoniques n'est pas une façon un peu hypocrite, de la part des États qui prétendent défendre les Droits de l'Homme, de se donner bonne conscience à peu de frais. Quatre ans après l'ouverture des Jeux de Moscou (photographie ci-contre), les chars soviétiques sont toujours présents à Kaboul.

LES PAYS SCANDINAVES ET LES AUTRES PAYS D'EUROPE



Ph. © Pressens Bild, Stockholm.

Chaque année, les Suédois commémorent la grande randonnée solitaire de Gustave Vasa, randonnée qui fut à l'origine de l'indépendance suédoise, par une gigantesque épreuve de ski (la Vasaloppet) *groupant, sur un parcours de 85 km, plusieurs milliers de skieurs amateurs.*

LES PAYS SCANDINAVES ET LA FINLANDE.

Se reporter, pour la chronologie des événements, aux pp. 158 et 159.

Les origines : les Vikings et les Varègues.

Qu'est-ce que la Scandinavie ?

● *Les territoires du Nord-Ouest de l'Europe,* longtemps recouverts de glace, ont été peuplés tardivement. Au début de l'ère chrétienne, des mouvements de population transportent vers le Nord, entre le IIIe et le Ve siècle, des peuples germaniques, rameaux nordiques de la race humaine qui, partis des rives de la Vistule, se répandent en Europe occidentale au Ve siècle. Par « Scandinavie » on entend donc plus une unité linguistique à laquelle on rattache les terres lointaines conquises par les Vikings (Islande, Groenland) et, artificiellement, la Finlande, dont le peuplement n'est pas indo-européen (voir p. 159), mais qui a toujours eu des rapports étroits avec ceux qu'on a appelés en Europe les « Normands » (hommes du Nord).

En Suède, sur le versant baltique, se constitue une civilisation militaire et navale (tombes à navires), la *civilisation de Vendel ;* du côté atlantique, il n'y a rien d'important à signaler avant le VIIIe siècle.

● *Bien que les renseignements archéologiques* soient pauvres sur l'histoire scandinave à ses origines, il est certain que dès le VIe-VIIe siècle trois groupes de population commencent à s'isoler : les Angles, les Saxons, les Jutes et les Danois dans la péninsule du Jutland et les îles voisines ; les peuples du Nord *(Svear)* et du Sud *(Götar)* qui préparent la Suède future ; ceux du « Chemin du Nord » *(Nordhrvegr)* qui se mettent à fusionner pour donner — plus tard — la Norvège.

Dans ces territoires se créent des petits royaumes régionaux (trois classes sociales : aristocratie guerrière, peuple et esclaves) ; les « rois » sont élus, comme dans les tribus germaniques, mais le principe héréditaire se combine à l'élection. La première dynastie qui semble avoir une certaine importance est celle des *Ynlingar* en Suède et en Norvège ; au Danemark, c'est celle de *Jelling* (Xe siècle). L'aristocratie comprend des propriétaires terriens et des chefs locaux *(jarls).*

● *La société scandinave primitive* est fondée sur l'agriculture et l'élevage ; on y pratique le troc et, au IXe siècle, il n'y a pas encore de centres urbains. La culture religieuse nous en est connue par un texte islandais, l'*Edda,* de Snorri Sturluson.

Les contacts commerciaux avec l'Occident semblent déterminer un réveil des Scandinaves au VIIIe siècle (perfectionnement de l'art naval, développement de l'écriture runique). Tout naturellement, ceux qui vont quitter la Scandinavie sont les habitants des côtes, installés dans les nombreuses « baies » *(vik) ;* les vieilles langues germaniques les appellent, pour cette rai-

son, des *Vikings* (le terme a le sens péjoratif de « pirates »). Ceux qui partent vers l'Est, par la Baltique, sont des « marchands » (en vieux scandinave : *vaeringi*, d'où *Varègues*).

Les invasions.

L'expansion scandinave est décrite sur la carte ci-dessous.

On peut noter, en première approximation, que si tous les « Normands » pratiquent le pillage et la piraterie, ils se différencient dans leurs buts. Les Suédois (Varègues) sont des commerçants et des mercenaires ; ils semblent avoir une prédilection pour le commandement et ont sans doute encadré remarquablement les Slaves, agissant ainsi sur le monde russe (voir p. 68). Les Danois sont des conquérants politiques et recherchent les grands territoires ; les Norvégiens, moins organisés semble-t-il, opèrent par petits groupes et se contentent souvent du pillage à l'état pur (cette piraterie par tâtonnements les conduit jusqu'au Maroc et en Égypte).

● *La première vague d'invasion* s'étire de la fin du VIIIe siècle au début du Xe siècle (vers 930 environ). Les pirates scandinaves créent des petits États, fusionnant parfois avec les indigènes qu'ils encadrent ; on distingue facilement une aire de domination norvégienne, très morcelée, une aire danoise, plus structurée, dans laquelle on a pu reconnaître sept États (dont trois en Angleterre, deux en France, autour de Rouen et de Nantes, un aux bouches de la Weser et un dernier aux bouches du Rhin) et une aire suédoise dans le domaine slave où les Varègues deviennent peut-être des chefs politiques (principauté de Kiev) ou des mercenaires (exemple : la garde *varangienne* de Byzance).

Après un répit, au Xe siècle, dû sans doute aux transformations de l'Europe (le troc disparaît devant l'économie monétaire ; le christianisme se répand) et aux difficultés intérieures du Danemark (réorganisation militaire et politique par Harald Ier à la Dent bleue et par son fils Sven à la Barbe fourchue, dans la deuxième moitié du Xe siècle), les invasions reprennent au XIe siècle (Empire danois de Knut le Grand, voir p. 6, colonisation, par les Norvégiens, de l'Islande en 980, puis, par Erik le Rouge, du Groenland, en 982, peut-être même de l'Amérique du Nord — le Vinland — vers l'an 1000). La conquête de l'Angleterre par Guillaume le Conquérant en 1066 met fin à la suprématie danoise en Occident (Guillaume était un descendant des Vikings fixés dans l'estuaire de la Seine ; son entreprise et sa politique n'ont cependant rien de scandinave, puisqu'elles ont eu pour but et pour effet la liquidation du royaume anglo-danois).



Ph. © J. Dupaquier.

Une barque viking (la barque dite d'Oseberg).

● *Naissance des États scandinaves.* A partir du IXe-Xe siècle, la Norvège, le Danemark puis la Suède sortent de l'anarchie médiévale ; des États monarchiques se créent, de type européen occidental, et l'Église fait son apparition dans ce domaine où règne encore le paganisme (saint Olav, 1016-1030, en Norvège). Le Danemark commence son unification avec Gorm l'Ancien (vers 950) ; la Norvège vers la fin du IXe siècle (Harald Beaux Cheveux) ; la Suède est en retard sur les nations précédentes : la centralisation n'y apparaît pas avant le XIIIe siècle (fondation de Stockholm).

Quelques questions sur les Vikings.

Quelles sont les causes de l'explosion nordique entre le VIIIe et le XIe siècle ?

On a proposé plusieurs réponses; elles sont toutes hypothétiques. Si l'on s'en tient à la tradition scandinave (les textes runiques), on y trouve un seul motif : la recherche de l'or. On peut invoquer aussi le surpeuplement (en Norvège), une certaine réaction aux menaces franques, la recherche de l'exploit guerrier.

Comment se sont déroulées les expéditions nordiques ?

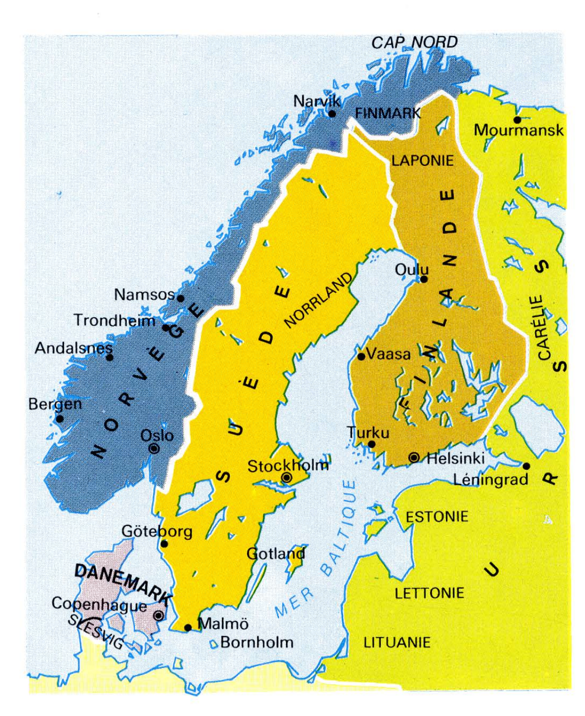
Les invasions ont été précédées de nombreux raids de reconnaissance; ainsi fut fixé le tracé des routes maritimes dont les Vikings se sont rarement détournés. Les progrès des techniques navales (adoption de la voile, amélioration de la quille) permettent la construction de navires assez longs (20 à 25 m) pouvant contenir jusqu'à cent et même deux cents guerriers. Les flottes vikings sont organisées avec minutie; généralement elles remontent les fleuves et s'arrêtent à proximité des villes et des villages pour les piller. Les victimes des Vikings ont abondamment décrit leur cruauté et en ont fait des pirates purs; en fait, ce ne sont pas des bandits de grand chemin, mais des armées organisées qui pratiquent la forme la plus naturelle de la guerre : l'invasion d'un pays étranger pour s'en approprier les richesses.

Quelles ont été les conséquences économiques des invasions vikings ?

L'influence a été indirecte. Les Vikings, avides de métaux précieux, circulant à travers toute l'Europe et même jusqu'en Asie, ont contribué à créer une sorte d'unité économique de l'Atlantique au Turkestan. Les Vikings ont été en quelque sorte l'amorce des échanges commerciaux qui vont devenir considérables à partir des croisades; ils installent les circuits économiques de l'Europe du Nord, rivalisant avec la grande zone traditionnelle d'échange : la zone méditerranéenne.

L'expansion scandinave





La Scandinavie.

Le Danemark.

Les grandes lignes de l'histoire.

Voir aussi la p. 158.

● *Après l'écroulement du royaume anglo-danois,* le Danemark traverse, du XIe au XIVe siècle, une série de troubles qui le disloquent périodiquement ; il doit d'abord faire face aux invasions slaves et wendes, puis il est déchiré par les guerres civiles et successorales, les luttes du souverain contre la féodalité et le clergé. Deux règnes peuvent être isolés dans cette première période : celui de Valdemar Ier le Grand (1157-1182) qui réunifie le Danemark, et celui de Valdemar IV (1340-1375) qui, mettant fin aux rivalités de la noblesse et aux difficultés avec l'Église, reconstitue définitivement l'État.

● *La fille de Valdemar IV,* Marguerite, ayant épousé le roi Haakon VI de Norvège, réalise en 1387 l'union des deux États (son mari était mort en 1380, et elle était régente du Danemark) : jusqu'en 1814, le Danemark et la Norvège ne devaient plus former qu'un seul État. Enfin, en 1397, Marguerite fait reconnaître Erik de Poméranie (son petit-neveu) héritier des royaumes de Danemark, de Norvège et de Suède (c'est ce qu'on a appelé l'*Union de Kalmar*). Nous verrons ci-dessous comment les Suédois se libéreront du joug danois en 1523 (Gustav Vasa).

● *Du XVIe au XVIIIe siècle,* l'histoire du Danemark est marquée par une série de guerres contre la Suède ; c'est d'abord Frédéric II (1559-1588) qui tente de reconquérir le pays perdu et qui aboutit à un échec (paix blanche de Stettin en 1570), puis Christian IV (1588-1648) qui lance son pays dans la guerre de Trente Ans (1625). Cette intervention du roi Christian IV, qui répondait ainsi à l'appel des protestants allemands en péril et qui comptait sur les bandes d'Ernst de Mansfeld pour vaincre l'empereur du Saint Empire romain germanique, Ferdinand II, eut de graves conséquences, car elle transforma la guerre allemande en une guerre européenne. Mansfeld ayant été battu à Dessau et Christian IV à Mütter, le Danemark est envahi et signe la paix de Lübeck (mai 1629) par laquelle il s'engage à ne plus intervenir en Allemagne. Attaqué par la Suède en 1643, le Danemark, par le traité de Brømsebro (1645) perd le contrôle de la Baltique. Cette défaite est aggravée par l'échec de Frédéric III contre Charles X de Suède (paix de Roskilde, 1658) qui fait de la Baltique une mer suédoise, malgré la récupération par le traité de Copenhague (1660) de Bornholm et de Trondheim, qui avaient été cédés à la Suède avec la Scanie et le Halland.

C'est l'entêtement du roi de Suède Charles XII (1682-1718), qui sauva le Danemark ; l'échec de celui-ci en Russie et sa mort au siège de Friedrikshall (voir ci-dessous) permettent au Danemark de préserver la Norvège, de récupérer une partie de ses droits de péage dans la Baltique et d'obtenir la cession d'une partie du Schleswig.

● *Le XVIIIe siècle* est alors pour le Danemark une période de calme et de prospérité. La couronne, portée depuis 1448 par la famille d'Oldenburg, reconnue héréditaire depuis 1660, ne donne lieu à aucune « guerre de succession ». La prospérité du Danemark est liée à son contrôle de la Baltique ; Copenhague devient le port des marchands et la classe bourgeoise devient prépondérante dans ce pays qui, n'ayant pas de grande politique extérieure à mener, dont le Trésor est constamment alimenté par les droits de douane et de péage, ne connaît ni crise, ni disette, d'autant plus que les ressources agricoles sont abondantes. Enfin, le Danemark, qui n'a pas connu les guerres de religion, puisqu'il est devenu très rapidement un pays protestant (luthérien) à partir de 1536, est le pays de la tolérance. Sous le règne de Christian VII (1766-1808) le ministre Struensee modernise les structures du pays (reconnaissance des libertés d'expression, suppression des corporations et liberté du travail, etc.), puis Bernstoff libère les paysans en 1788.

Le Danemark au XIXe siècle.

● *Le Danemark,* sous les règnes de Christian VII et de Frédéric VI, fut la victime de l'épopée napoléonienne. Allié fidèle de l'Empereur, il perd la Norvège à la paix de Kiel en 1814. Néanmoins le Congrès de Vienne lui accorde, à titre de compensation, la possession des duchés du Schleswig (dont il possédait une partie) et du Holstein : ces deux duchés, avec celui de Lauenburg, sont propriété personnelle du roi de Danemark, en tant que duc par conséquent et non pas en tant que roi d'un État souverain. Situés à la base de la péninsule du Jutland, ils sont peuplés d'Allemands et nous verrons qu'ils seront l'occasion d'un conflit avec la Prusse en 1864.

Les rois Frédéric VI (1808-1839) et Christian VIII (1839-1848) ont tenté de timides réformes libérales (création d'*états provinciaux*) et, sous leur règne, le Danemark a retrouvé le calme et la prospérité du XVIIIe siècle. Les échos de la révolution de 1848 ont conduit Frédéric VII (1848-1863) à promulguer une constitution démocratique qu'il étendit aux duchés allemands. Cette décision, qui assimilait les duchés à des possessions de la couronne, jointe à un problème successoral, déclencha ce qu'on a appelé la *question des duchés.*

● *La question des duchés.* Le roi Frédéric VII n'avait pas de descendance directe ; il fut décidé à la conférence de Londres (1852) que le duc Christian de Glücksburg serait l'héritier du trône et des duchés, qu'il conserverait avec le même statut qui avait été décidé au Congrès de Vienne, à savoir comme possession personnelle. Or, dès son avènement en 1863, Christian IX de Glücksburg incorpore le Schleswig au Danemark, ce qui provoque une réaction de la population allemande des deux duchés (Schleswig et Holstein) qui reconnaissent comme duc Frédéric d'Augustenburg et qui réclament à la Diète de Francfort (c'est-à-dire à l'assemblée de la Confédération germanique) d'intervenir. A l'occasion de cette querelle des duchés, Bismarck accomplit l'un de ces tours de passe-passe internationaux dont il avait le secret. Les duchés, en effet, intéressaient particulièrement la Prusse par leur position géographique (entre la mer du Nord et la mer Baltique), et Bismarck décida de se saisir de l'occasion de cette querelle pour les annexer. Cependant, signataire de la convention de Londres, la Prusse ne pouvait soutenir les prétentions du duc d'Augustenburg ; par contre, il n'était pas contraire à l'engagement de 1852 qu'elle exige le retrait de la constitution commune du Danemark et du Schleswig qui remontait au règne de Frédéric VII. Sur le refus du Danemark, la Prusse — qui avait entraîné l'Autriche dans cette aventure — lui déclare la guerre. Après une victoire rapide, la Prusse et l'Autriche imposent à Christian IX l'abandon des duchés (paix de Vienne, octobre 1864) ; la *convention de Gastein* (août 1865) règle le partage administratif du Schleswig et du Holstein entre la Prusse et l'Autriche, et accorde le Lauenburg comme propriété personnelle à Guillaume Ier, moyennant une indemnité compensatrice à l'Autriche.

● *La guerre des Duchés* fut le dernier épisode militaire important de l'histoire du Danemark avant son invasion par les nazis le 9 avril 1940. La fin du siècle est marquée par un conflit entre les deux assemblées élues, le *Landsting* (Chambre haute) et le *Folketing* (Chambre basse, où dominent des partis de gauche). Les conservateurs, s'appuyant sur le *Landsting,* menés par le ministre Estrup, conservent le pouvoir jusqu'en 1901, tournant par des artifices juridiques l'opposition du *Folketing.* L'échec des conservateurs aux élections de 1901 amène un parti de gauche au


La demeure royale de Frederiksborg.


Ph. © Serraillier/Rapho.

gouvernement et donne un véritable régime parlementaire au Danemark, qui complète son évolution en mettant les deux assemblées au même niveau (1915).

● *Ainsi, le Danemark,* au début du XXe siècle, est un des États politiques les plus modernes du monde ; il parvient à sauvegarder sa neutralité pendant la Première Guerre mondiale, récupérant au traité de Versailles une partie du Schleswig. Dès lors le Danemark ne connaît plus qu'un seul problème : celui de faire progresser son économie, en développant le système coopératif orienté vers l'élevage et en surveillant les progrès réguliers de l'industrie et du commerce. Après la Première Guerre mondiale, les sociaux-démocrates conservent à peu près constamment le pouvoir ; la crise économique de 1929, par les mesures protectionnistes qui furent prises notamment en Grande-Bretagne, déséquilibra quelque peu l'économie danoise, dont les assises étaient cependant suffisantes pour que la crise pût être supportée sans trop de difficulté.

● *Envahi par les armées allemandes* le 9 avril 1940, en dépit du pacte de non-agression qui avait été signé par Hitler en 1939, le Danemark doit subir l'occupation nazie et le roi Christian X, à partir de 1943, se trouve pratiquement prisonnier dans son palais. A sa mort, la couronne revient à son fils, le roi Frédéric IX, le 20 avril 1947, auquel a succédé, en 1972, sa fille Margrethe II.

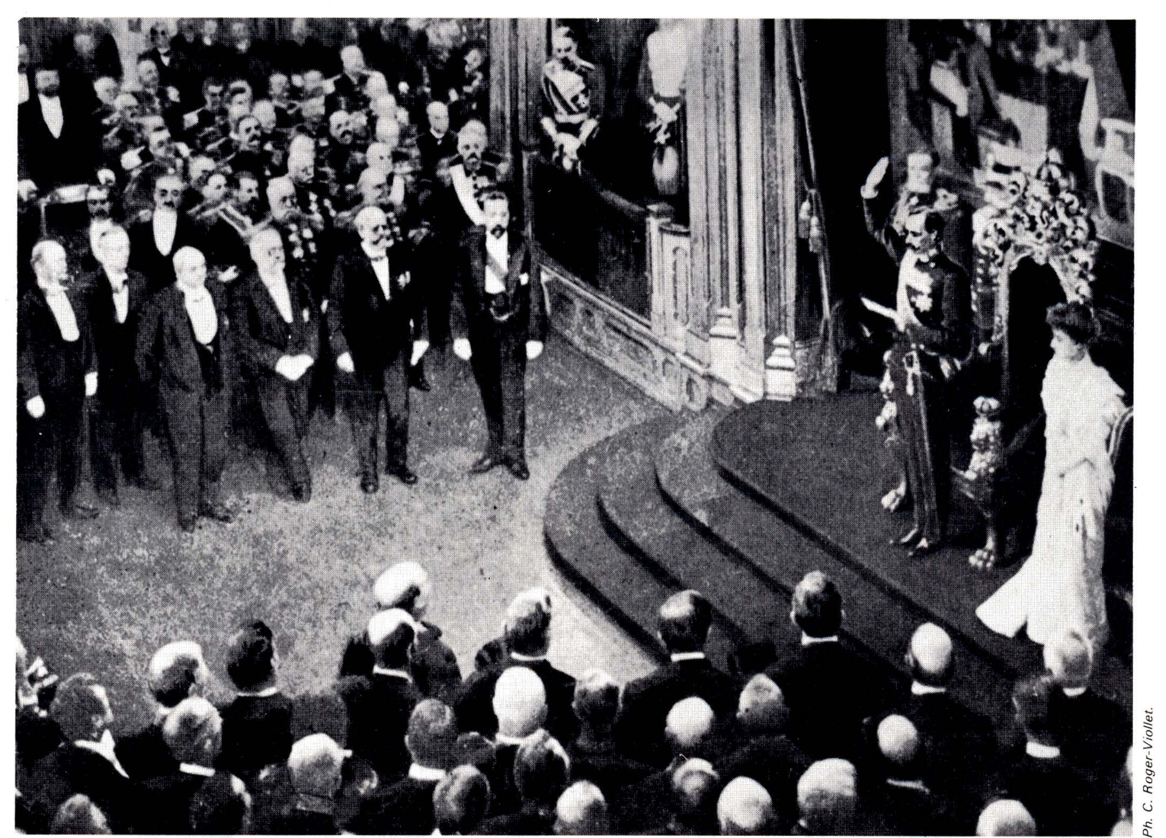
Organisation et problèmes actuels du Danemark.

La constitution actuelle repose sur la charte du 5 juin 1953 donnant le pouvoir législatif au roi et à la diète *(Folketing),* et le pouvoir exécutif au roi et à ses ministres, responsables devant la chambre. Le roi doit, en outre, être membre de l'Église évangélique luthérienne, qui est l'Église établie du Danemark. Une loi successorale du 27 mars 1953 limite le droit à la couronne aux descendants du roi Christian X et de la reine Alexandrine et admet le droit des filles à la couronne, après les fils bien entendu. La politique intérieure du Danemark est caractérisée par une assez grande instabilité politique. La force principale est celle des sociaux-démocrates, dont le leader est Anker Joergensen, Premier ministre en 1972, après la démission de Jens Otto Krag. Aux sociaux-démocrates s'opposent les conservateurs et les libéraux (leader : Paul Hartling), qui ont formé un gouvernement de coalition en décembre 1973 et gagné les élections de 1975 (après lesquelles le Premier ministre est à nouveau Anker Joergensen). Les élections de 1979 ont vu à nouveau la victoire de la social-démocratie (68 sièges sur 175) et le maintien de certains partis politiques apparus en 1973. Depuis 1982, ce sont les libéraux-conservateurs (*leader :* Poul Schlüter) qui sont au pouvoir.

Margrethe II de Danemark (née en 1940) Reine du Danemark depuis 1972.



Ph. Rigmor Mydtskov © Min. roy. danois des A.E.



Ph. C. Roger-Viollet.

L'indépendance de la Norvège : le roi Haakon VII prête serment devant le* Storting, *le 27 novembre 1905.

La Norvège.

Les grandes lignes de l'histoire.

Voir p. 158.

Après les nombreux conflits dynastiques et féodaux du Moyen Age, la Norvège devient à partir de 1523 une simple dépendance du royaume de Danemark auquel elle était unie depuis 1397 (*Union de Kalmar,* voir ci-dessus). En 1814, elle change de maître, étant cédée à Bernadotte, régent de Suède (paix de Kiel), cession confirmée par l'acte du 6 août 1815 qui limite la dépendance de la Norvège à avoir en commun avec la Suède le roi et le ministre des Affaires étrangères. La Norvège est alors sous le régime de la *constitution d'Eidsvoll* (votée en mai 1814) qui met le pouvoir législatif entre les mains d'une assemblée élue au suffrage censitaire *(Storting).* Cette constitution, qui ne donne au roi qu'un pouvoir de *veto* (qui ne peut être, d'ailleurs, exercé que deux fois), a fait de la Norvège, au début du XIXe siècle, le pays politique le plus libéral d'Europe. Étrangère aux soucis de la politique internationale pendant le XIXe siècle, la Norvège développe son économie (pêche et flotte commerciale), organise l'instruction publique tandis que croissent le sentiment national et le désir d'indépendance. Le 7 juin 1905 le *Storting* déclare que l'union avec la Suède est abolie et la Suède accepte la sécession le 26 octobre 1905. Après un plébiscite, le prince Charles de Danemark est élu roi de Norvège le 18 novembre 1905 ; il prend le nom de Haakon VII et règne jusqu'en 1957 ; son fils Olav V lui succède le 21 septembre 1957.



Ph. © Keystone.

Olav V (né en 1903) roi de Norvège depuis 1957.

Constitution et gouvernement.

● *Dans ce pays démocratique,* le développement de l'industrie (électrochimie) a donné à la classe ouvrière une place importante. La Norvège est toujours régie par la constitution de mai 1814 qui a subi quelques amendements (en particulier, l'installation du suffrage universel et le vote des femmes). Le *Storting* est lui-même divisé en deux assemblées, le *Lagting* (un quart des membres du *Storting*) et l'*Odelsting* (les trois quarts des membres). Les députés sont élus pour quatre ans à raison de quatre à treize députés par circonscription (le pays est divisé en vingt circonscriptions). Les deux principaux partis sont les travaillistes (68 sièges en 1965, 62 en 1973, 76 en 1977) et les conservateurs (respectivement : 31, 29 et 41 sièges). Le principal problème des années 1970-1980 est celui de la lutte contre la crise inflationniste mondiale, auquel le gouvernement du Premier ministre travailliste Odvar Nordli n'a pu que proposer une solution classique : la politique d'austérité. Odvar Nordli a été précédé à la tête du gouvernement par Brattelli (démissionnaire en 1972), par le chrétien-démocrate Lars Korvald en 1972-1973 et par Brattelli en 1973-1976.

● *La Norvège,* neutre en 1914-1918, a été envahie par les troupes allemandes en 1940 (voir p. 113) ; Hitler désirait utiliser les nombreux *fjords* de la côte comme bases sous-marines, et surtout contrôler Narvik, où aboutit le fer suédois. Gouvernée pendant l'occupation nazie par le chancelier Quisling, la Norvège est libérée en 1945. Elle a adhéré au Pacte atlantique nord. Les travaillistes sont restés au pouvoir jusqu'aux élections de septembre 1981 (ministère travailliste de Madame Gro Harlem Brundtland de février à septembre 1981). A cette époque, les conservateurs gagnent les élections législatives et Kaare Willoch a formé, le 14 octobre 1981, le premier gouvernement conservateur norvégien depuis 1926.

La Suède.

Histoire de la Suède avant Gustav-Adolf.

Le lecteur trouvera p. 159 les renseignements essentiels concernant les luttes dynastiques qui aboutissent au règne de Haakon VI (1343) et à l'*Union de Kalmar* (1397, voir ci-dessus).

Après de nombreuses tentatives pour accéder à l'indépendance (notamment un soulèvement national en 1434), les Suédois se soulèvent après que le roi Christian II, par une répression sanglante (le *bain de sang* de Stockholm, novembre 1520), eut dressé contre lui tout le peuple suédois. A la tête du soulèvement se trouve Gustave Vasa qui, soutenu par les ouvriers mineurs de Dalécarlie et une partie de la noblesse, expulse les Danois et donne son indépendance à la Suède.

Gustave Vasa, élu roi de Suède (il régnera de 1523 à 1560), rompt avec Rome en adoptant la religion luthérienne, enlève aux Allemands les privilèges commerciaux qu'ils avaient depuis le Moyen Age (à l'époque de la Hanse), fait reconnaître l'hérédité de la couronne de Suède par une assemblée où sont représentés les différents ordres du pays (la noblesse, le clergé, la bourgeoisie, les paysans) et qui se nomme le *Riksdag* (le premier *Riksdag* fut convoqué en 1435). Dès cette époque se définit le premier but de la politique suédoise : le contrôle de la Baltique contre les Russes et les Danois. Une crise religieuse dans les dernières années du XVIe siècle, donnant la priorité aux problèmes de politique intérieure, il faudra attendre le règne de Gustav-Adolf (1611-1632) pour voir se réaliser le projet de transformer la Baltique en un lac suédois.


Ph. © Rapho.

Le château de Kalmar (XIIe siècle).
C'est à Kalmar que fut signée en 1397 l'Union de Kalmar, *groupant en un même royaume le Danemark, la Suède et la Norvège. Gustave Vasa (Suède) devait la rompre en 1521.*

De Gustav-Adolf à Charles XII.

C'est la grande période de l'histoire suédoise, marquée par les succès de la politique baltique et de la politique russe.

● *Gustav-Adolf,* celui qu'on avait surnommé le « roi d'or » par une allusion à la blondeur de ses cheveux, a été le plus grand et le plus intelligent des souverains suédois. Il avait compris que la puissance de la Suède était liée au contrôle de la Baltique et, au début de son règne, il avait pris aux Russes l'Ingrie (au Nord-est de l'Estonie), aux Polonais la Livonie et une partie de la Prusse. Son entrée en guerre, en 1630, contre l'empereur d'Allemagne Ferdinand II qui contrôlait, par l'intermédiaire de Waldstein, une partie de la Baltique, a transformé la guerre de Trente Ans. L'armée suédoise, remarquablement armée, remarquablement disciplinée, entraînée à une tactique toute nouvelle mise au point précisément par Gustav-Adolf, obtient des victoires efficaces : Breitenfeld (1631), bataille du Lech (1632), bataille de Lützen (16 novembre 1632). La mort de Gustav-Adolf au cours d'une charge, à la bataille de Lützen, sauve provisoirement l'empereur d'Allemagne, qui, on le sait, devra pourtant signer la paix en octobre 1648.

● *A la mort de Gustav-Adolf,* c'est sa fille, qui n'a que six ans encore, Christine de Suède, qui monte sur le trône, sous la régence du chancelier Oxenstierna (elle régnera de 1632 à 1654). Maintenant soutenue par l'Allemagne, la Suède impose au Danemark le traité de Bromsebrö (voir ci-dessus p. 83). C'est sous le règne de la reine Christine et du neveu de Gustav Adolf, Charles X Gustav (1654-1660), grâce au talent militaire des anciens lieutenants du grand roi, Baner, Torstensson et surtout Wrangel, que la Suède conquiert petit à petit des positions clés autour de la Baltique : l'embouchure de l'Oder, la Poméranie occidentale, l'embouchure de la Weser (avec Verden et Brême), la Scanie danoise. Le traité de paix de Copenhague (1660) consacrait la suprématie de la Suède dans l'Europe septentrionale. On pouvait, cependant, dès à présent prévoir que cet empire suédois, composé de Russes, de Scandinaves, de Finnois, de Polonais, d'Allemands, de Lituaniens, était un empire fragile ; il ne devait sa consistance qu'à l'efficacité de ses troupes et il devait inévitablement dresser contre lui les peuples qui, du continent, se dirigeaient tout naturellement vers la Baltique, à savoir les peuples slaves.

C'est Pierre le Grand qui mit fin à la puissance militaire suédoise. La coalition qu'il dresse contre le roi de Suède Charles XII, qui n'a alors que quinze ans (1697), tourne d'abord à l'avantage de celui-ci (victoire de Narva en novembre 1700). Mais le jeune roi de Suède, emporté par son désir de vengeance contre le roi de Pologne qu'il combat pendant six ans, tombe dans le grand piège que la Russie a toujours su tendre aux armées qui l'ont envahie : Pierre le Grand, au lieu d'accepter le combat, se replie à l'intérieur, détruisant toutes les sources de ravitaillement de l'ennemi. Avec l'hiver, l'armée suédoise est décimée et lorsqu'elle entreprend le siège de la petite place forte de Poltava (mai 1709), elle n'est plus que l'ombre d'elle-même. Vaincu, Charles XII doit se réfugier en Turquie où il reste cinq ans ; quand il rentre en Suède en 1714, il n'y a plus d'empire suédois. Cet état de fait, qui a rendu les rivages de la Baltique à la Russie, fut entériné au traité de Nystad en 1721.

Évolution historique de la Suède après la mort de Charles XII (1718).

L'histoire suédoise est marquée par les points saillants suivants :

● *Au XVIIIe siècle,* la Suède est une monarchie constitutionnelle ; le pouvoir appartient à l'Assemblée (le *Riksdag*), et au Conseil nommé par cette Assemblée. Comme le Danemark, la Suède connaît un XVIIIe siècle prospère. Son économie est menée par le chancelier Horn jusqu'en 1738 ; l'agriculture progresse, la

Gustav II Adolf (1594-1632)
« On ne voyait en ses actions qu'une sévérité inexorable envers les moindres excès des siens, une douceur extraordinaire envers les peuples et une justice exacte en toutes occasions... » (Richelieu).


Alte Pinacothèque de Munich. Ph. © Blauel. T.

Charles XII (1682-1718)
Les Turcs l'appelaient : « Tête de Fer » à cause de son entêtement et des bizarreries de son caractère ; il a conduit la puissance suédoise à la ruine.


B.N. Ph. Jeanbor © Archives Photeb.



Ph. © Keystone.

Gustav VI Adolf (1882-1973). Son petit-fils, Charles XVI Gustav, lui a succédé le 15 septembre 1973.

politique protectionniste protège l'industrie. La vie intérieure est marquée par l'opposition entre le parti dit des *« Chapeaux »* qui entraîne la Suède dans une guerre contre la Russie et dans la guerre de Sept Ans, guerres qui aboutissent à des défaites et à la perte de la Finlande, et le parti pacifiste des *« Bonnets »* (auquel appartenait le chancelier Horn).

● *Le règne de Gustav III* (1771-1792) met fin à ces conflits politiques et instaure le despotisme éclairé, à la manière des souverains philosophes du XVIIIe siècle. C'est sous le règne de Gustav III que la Suède a connu son siècle d'or intellectuel (Linné, Swedenborg, le chimiste Scheele). Le règne de Gustav III débouche sur l'épopée napoléonienne et la prise du pouvoir par le maréchal français Bernadotte (1810) qui lance la Suède dans la guerre contre Napoléon.

● *Le traité de Kiel* octroie à la Suède la Norvège jusque-là danoise.

● *Dans le courant du XIXe siècle,* l'évolution libérale se fait sans révolution (constitution de 1840, révisée en 1866). La Suède, qui adopte systématiquement une politique de neutralité sur le plan international, développe son économie (métallurgie, industrie du bois); elle est un des premiers pays d'Europe à créer des réformes sociales importantes. La Norvège se sépare de la Suède en 1905 (voir ci-dessus, p. 84).

● *La paix du XIXe siècle se prolonge au XXe siècle.* Des réformes sociales très avancées sont réalisées en 1913 (assurance vieillesse), en 1918 (limitation de la journée de travail à huit heures). Le parti social-démocrate (créé en 1889) devient en 1920 le parti majoritaire. Ce parti a fait de la Suède un pays extrêmement moderne : les ministères Hansson (1932-1946) et Tage Erlander (1946-1969) ont réalisé une synthèse paradoxale et brillante de la monarchie et du socialisme. En 1969, Olof Palme succède à Tage Erlander, et, en 1973, les sociaux-démocrates gagnent encore les élections (156 sièges sur 300). C'est en septembre 1976, après 44 ans de pouvoir continu, que les socialistes perdent la majorité au profit de la coalition dite *bourgeoise,* qui obtient 50,3 % des voix. C'est Thorbjörn Fälldin, chef du parti agrarien, qui dirige le gouvernement suédois de 1976 à 1982. Les sociaux-démocrates reviennent au pouvoir en octobre 1982, avec, à nouveau Olav Palme comme Premier ministre. Celui-ci a comme tâche de lutter contre l'inflation, de réduire le chômage (4 % de la population active) et de redresser le déficit budgétaire par une sévère et impopulaire politique d'austérité.

● *Voir p. 111 pour le rôle de la Suède* pendant la Seconde Guerre mondiale : rappelons simplement que, neutre, elle dut livrer du minerai de fer aux nazis et accepter le transit des troupes allemandes à travers son pays en 1940 et en 1941. La Suède fait partie des principaux organismes internationaux, mais elle n'a pas adhéré au Pacte atlantique.

Constitution.

La Suède est une monarchie constitutionnelle, régie par la constitution de 1809, qui a subi de nombreux amendements jusqu'en 1973 (ces amendements ont eu tous pour effet de réduire le pouvoir du roi). Le pouvoir législatif appartient au Parlement *(Riksdag),* élu au suffrage universel ; depuis 1975, c'est le Président du Riksdag qui nomme le Premier ministre, prérogative qui appartenait auparavant au souverain.

La Finlande.

Les Finnois et les Finlandais.

On appelle *finno-ougrien* un groupe linguistique qui appartient à la famille des *langues ouraliennes* (voir p. 159). Les langues finno-ougriennes se sont différenciées vraisemblablement aux IVe-IIIe millénaires av. J.-C. ; leur berceau semble avoir été la région située entre l'Oural et la Volga. C'est au Ier siècle apr. J.-C. que les peuplades du groupe finno-ougrien traversent le golfe de Finlande, venant d'Estonie, et s'établissent dans l'intérieur du pays (vers le lac Ladoga) ; parmi ces peuplades, celle des *Suomalaiset* donne son nom au pays *(Suomi)* et constitue l'élément prépondérant du peuplement. Une société de pêcheurs-chasseurs se crée, qui entre très vite en contact avec les Suédois à l'Ouest et les Varéguo-Russes au Sud et à l'Est ; la « nation » finnoise est alors (IXe-XIe siècles) prospère grâce aux courants commerciaux qui commencent à s'établir dans le Nord de l'Europe et dont les Scandinaves sont les animateurs. Le paganisme (*Jumo,* dieu du ciel ; *Ukko,* dieu de l'air ; *Tapio,* dieu des forêts ; *Ahti,* dieu de l'eau, etc.) est combattu par les souverains suédois qui organisent de véritables croisades contre les Finnois ; ces guerres de religion se transforment en guerre de conquêtes au XIIe siècle, lorsque le territoire finlandais, où se heurtent les influences suédoise et novgorodienne, est conquis par le roi de Suède Erik IX, à l'instigation de l'archevêque (anglais) d'Uppsala : saint Henry.

Le peuple finlandais, résultant de la fusion des premiers Finnois, des arrivants ultérieurs (Caréliens, Tavastes) et des conquérants suédois, a en outre assimilé les Lapons (premiers occupants finno-ougriens du territoire, relégués dans la partie septentrionale de la Finlande).

La Finlande avant l'indépendance.

De par sa situation, la Finlande a été l'objet des convoitises suédoises et russes, ce qui explique les grandes lignes de son histoire.

● *La domination suédoise.* La conquête de la Finlande par Erik IX le Saint (vers 1155) n'établit pas immédiatement le christianisme, qui est imposé aux Tavastes en 1249 (par Birger Jarl) ; la Carélie est conquise par Torkell Knutson en 1293 (construction du château de Viborg).

Les Suédois ont transmis leur civilisation à la Finlande. Le roi Magnus II en fait un duché (1353) et, à partir du XIVe siècle, se constituent une noblesse et un haut clergé finlandais attachés à l'idée nationale. On doit signaler l'action des évêques de Turku, la capitale, qui introduisent le luthéranisme en Finlande (Särkilathi). Helsinki est fondée en 1550 par Gustave Vasa.

L'histoire de la Finlande à la période suédoise est marquée par un effort constant des souverains suédois pour assurer la dénationalisation du pays, et par la transformation des territoires finlandais en champs de bataille (guerres avec la Russie). Les Finlandais ont d'ailleurs tenté d'accéder à l'indépendance en jouant la carte russe, après les défaites de Charles XII de Suède et le conflit de Gustave III avec Catherine II de Russie (conjuration manquée du colonel Sprengtporten visant à établir une république).

● *La domination russe.* En 1809 (conséquence des accords de Tilsit), Alexandre Ier conquiert la Finlande dont il devient le grand-duc. Le pays conserve une semi-autonomie, gardant ses institutions propres ; la capitale est transférée de Turku à Helsinki (1812). Le tsar Alexandre II élargira l'autonomie de la Finlande (un parlement triennal, une armée et une monnaie nationales), mais, sous le règne de ses successeurs, la politique de russification (« une seule loi, une seule Église, une seule langue ») s'étend aux grands-duchés auxquels le tsar Nicolas II impose la dictature du gouverneur général Bobrikov. L'oppression s'installe

Château de Turku (XIIIe siècle). Turku fut longtemps la capitale du « duché de Finlande ».



Ph. © O.N.T.F.

donc en Finlande, avec la délation, la déportation en Sibérie et toutes les formes de la guerre religieuse et linguistique qui caractérisent la politique panslaviste. Après l'assassinat de Bobrikov (1904) et la révolution de 1905 en Russie (le *dimanche rouge*, voir p. 73), Nicolas II retourne au régime antérieur : assemblée élue au suffrage universel en 1906, avec *vote des femmes* (c'est la première fois dans l'histoire du monde que le droit de vote leur est accordé), puis, en 1907, la russification reprend de plus belle.

La Finlande indépendante.

Délivrée de l'oppression tsariste par la révolution de 1917, la Finlande devient un champ de bataille entre les rouges — soutenus par les soviétiques — et les blancs, soutenus par l'Allemagne et dirigés par Mannerheim. Elle n'acquiert son indépendance que le 14 octobre 1920 (traité de Doepat) après l'action énergique du maréchal Mannerheim ; les Soviets lui cèdent le territoire de Pedsamo et conservent la Carélie orientale.

● *Politique intérieure.* La Finlande s'est constituée en république le 17 juillet 1919 (une chambre de deux cents membres, élue au suffrage universel, un président élu pour six ans par un collège électoral restreint, un conseil d'État de dix ministres). La vie politique oppose, entre les deux guerres, paysans et citadins, grands et petits propriétaires, Finlandais purs et Suédo-Finlandais ; les partis dominants sont le parti social-démocrate (*leader* avant la Deuxième Guerre mondiale : Vaïnö Tanner) et le parti paysan. Les hommes politiques qui ont dominé la vie finlandaise avant la Deuxième Guerre mondiale sont les présidents Mannerheim et Kallio. La loi la plus importante a été la loi Kallio (1922) mettant fin à la grande propriété agricole et faisant de la Finlande une nation de paysans-propriétaires. Après Kallio (qui termine son mandat de président de la République en décembre 1940) se succèdent Risto Ryti, le maréchal Mannerheim, Paasikivi et enfin Urho Kekkonen (élu en 1956, réélu en 1962, en 1968, en 1973 et en 1978).

Depuis la Seconde Guerre mondiale (voir p. 113), le Parti communiste a pris en Finlande une importance accrue (le communiste Mauno Pekkala a été président du Conseil de 1946 à 1948). Mais le problème essentiel a été pour le gouvernement de faire face à la crise inflationniste qui a touché la Finlande après la guerre, dont elle était sortie ruinée ; successivement Fagerholm en 1948 (social-démocrate) et Kekkonen en 1951 (gouvernement de coalition s'appuyant sur les agrariens) ont tenté, par des mesures appropriées, de stabiliser la vie économique. Depuis 1960, l'agriculture recule devant l'industrie et les ministères successifs (Miettunen, Ahti Karjalainen, Reino Lehto, Virolainen) ne peuvent empêcher les progrès des partis de gauche (Cabinet Paaso, social-démocrate, en 1966). En 1973, après les élections présidentielles, le Premier ministre est Kalevi Sorsa. En novembre 1975, Martti Miettunen forme un gouvernement avec la participation des communistes ; il démissionne en septembre 1976, il forme un second gouvernement qui échoue en mai 1977. Lui succèdent Kalevi Sorsa et, en 1978, Mauno Koïvisto.

● *Politique extérieure.* Elle est marquée par l'évolution des rapports avec l'URSS. Malgré le pacte de non-agression finno-soviétique de 1932, l'URSS envahit la Finlande le 30 novembre 1939, met à la tête du pays un communiste, Otto Willie Kuusinen qui satisfait les exigences territoriales et stratégiques des Soviétiques. Cette agression provoqua l'exclusion de l'URSS de la Société des Nations (14 décembre 1939), mais la Finlande n'en dut pas moins accepter le traité de Moscou (12 mars 1940) par lequel elle cédait notamment Viborg et l'isthme de Carélie à la Russie soviétique.

Lors de l'entrée des troupes allemandes en URSS, les Finlandais se sont alliés à l'Allemagne nazie contre l'ennemi commun (décision du président Risto Ryti) malgré les avertissements de la Grande-Bretagne et des États-Unis ; l'armée du maréchal Mannerheim recouvre alors les territoires perdus, mais le résultat de cette initiative fut que la Finlande partagea le sort des forces de l'Axe après la guerre (voir p. 113). Du second conflit mondial, le pays sortit démembré et ruiné ; la Finlande a été de nouveau admise dans le concert des nations en 1955. La démission du Dr Urho Kekkonen, le 27 octobre 1981 (pour raison de santé), modifie les rôles de ces personnages politiques : Mauno Koïvisto est élu président de la République en janvier 1982 et Kalevi Sorsa devient Premier ministre le 17 février 1982.

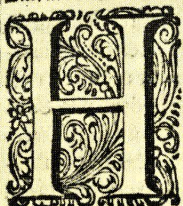
XLIV. 173

NOUVEAU JOURNAL UNIVERSEL.

OU L'ON VOIT TOUT CE QUI SE PASSE DE conſidérable dans toutes les Cours de l'Europe, contenant auſſi une Relation exacte des principaux Exploits des Armées qui ſont preſentement en Campagne.

NOUVELLES D'ESPAGNE, &c.

Extrait des Lettres de Madrid du 23. Mars. 1689.



Enry quatriéme du nom Roi de Caſtille, s'il en faut croire l'Hiſtoire, ſe voyant hors d'état d'avoir des enfans, obligea Jeanne de Portugal ſa Femme de permettre que Bertrand de la Cueva ſupplea à ſon défaut : quoi que cet adultére ne produiſit qu'une fille, les peines de ce Gentilhomme furent recompencées des plus grandes charges du Royaume. Don Juan de *** plus connu à Segovie par ſes grands biens que par ſes grandes qualitez, a eu auſſi recours à l'aſſiſtence d'un ami pour avoir un Héritier, ſa femme accoucha d'un fils le 5. du Courant, & le lendemain celui qui avoit tant contribué à la ſatisfaction de Don Juan & aparamment à celle de ſa femme, fut trouvé égorgé dans ſon lit, ſans qu'on ait pû decouvrir l'Auteur de ce Paricide : Cependant ceux qui prétendoient de recueüillir l'héritage, ſe ſont pourvûs pour faire déclarer batard cet enfant. On croit que la Flote pour la Nouvelle Eſpagne partira à la fin de Juin, & les Galions au mois de Septembre : Le Conſeil d'Etat a ordonné que la Milice de Stramadure & d'Andalouſie, conſiſtant à environ 5000. Hommes, marcheroit vers Catalogne pour ſe joindre à 6000. qui ont déja pris la même route, & on pretend d'y avoir un Corps d'Armée de 16000 Hommes d'Infanterie à la Mi Mai, 7000. Chevaux & 1000. Dragons. Il y aura outre cela une petite Armée de 8. à 10000. Hommes du côté de la Navarre : Deſorte qu'on croit la guerre indubitable. La Cour a reſolu d'envoyer 60000. Patacons par Mois pendant un an au Païs bas, & 30000. en Catalogne tous les Mois pendant huit Mois. Et on dit auſſi qu'on en remettra 20000. par Mois pendant un an au Viceroi de Navare. Monſieur de Rebenac n'eſt pas encore parti : La Reine de Portugal ne va plus en Carroſſe ni en Litiére, elle ſe fait porter dans une Chaiſe à bras par tout où elle va, à cauſe de ſa groſſeſſe.

NOUVELLES DE FRANCE.

Extrait des Lettres de Paris du 8. Avril.

LA ſemaine Sainte rend les Nouvelles de cette Cour un peu Sterilles. Partie de la Flote qui a porté le Roi d'Angleterre en Irlande eſt de retour à Breſt. On fortifie nuit & jour la Rochelle, & on écrit de Provence que ceux qui travaillent aux armemens à Toulon & à Marſeille, n'ont aucun relache pas même les feſtes ſolemnelles ni les Dimanches, de ſorte qu'on eſpére d'avoir avant qu'il ſoit peu, une Armée Navalle dans la Mediteranée, capable d'être redoutée. Monſieur de Melac ayant executé les ordres de la Cour dans le Palatinat, a reçû ordre de ſe rendre dans l'Archevêché de Cologne ; mais on ne ſait pas encore le ſujet pourquoi. Le Roi a fait dépêcher un Exprés à ſon Ambaſſadeur à la Cour de Madrit.

NOUVELLES D'ANGLETERRE.

Extrait des Lettres de Londres du 5. Avril.

NOus allons retoucher les nouvelles d'Angleterre que nous reçûmes Samedi au ſoir, qui ne pûrent qu'être éfleurées dans le Journal précédent.

Le 26. du paſſé le Roi ſe rendit par eau à Weſtminſter, & s'étant aſſis ſur le Trône revêtu de ſes habits Royaux, S. M. envoya querir les Communes, & aprés avoir ſigné les deux Actes dont nous avons fait mention l'ordinaire dernier, Elle adreſſa ce diſcours aux deux Chambres.

MYLORDS & MESSIEURS,

Eſtant venu ici pour paſſer ce Bill, qui comme je l'e-

X x *liber*

Le succès des gazettes hollandaises, lues à travers toute l'Europe, était dû à l'ampleur de leurs informations, mais aussi à leur liberté d'opinion qui les rendait redoutables au point que Bayle pouvait dire : « C'est une menace qui a cours que celle-ci : Je te ferai coucher sur la* Gazette de Hollande *».

LES PAYS-BAS, LA BELGIQUE ET LE LUXEMBOURG.

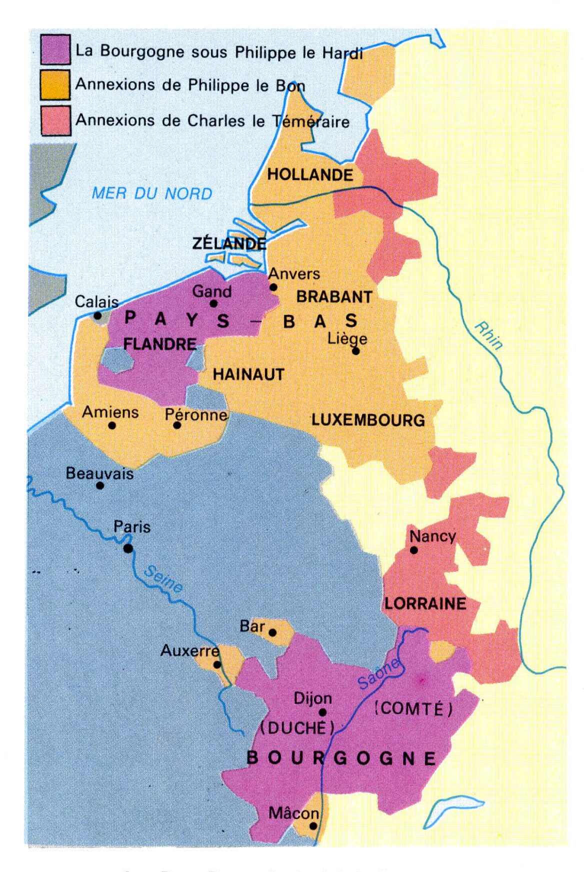
Les Pays-Bas.

Voir la chronologie des événements p. 159.

Des origines à Charles Quint.

● *Les Pays-Bas entrent dans l'histoire* avec la conquête romaine, qui rencontre, dans les pays situés à l'Ouest du Rhin, les tribus celtes appelées *Nervii* tandis qu'au Nord de la Meuse vivent les *Bataves*. Ces territoires gallo-romains sont envahis à la fin du IIIe siècle par les Francs, qui doivent s'imposer à d'autres peuplades germaniques, les Frisons et les Saxons. En 695 toute la contrée fait partie de l'empire franc et, en 1054, elle est incorporée au duché de Basse-Lorraine (voir carte p. 38) dont le premier duc est Godefroy de Verdun. A partir de cette époque et jusqu'au XIe siècle, le pays est une mosaïque d'États féodaux (duché de Brabant, comté de Flandres, évêché de Liège, duché de Gelderland, comté de Hollande, duché de Clèves, duché du Hainaut, etc.).

● *Au XIe siècle apparaissent* les villes, souvent liées aux seigneurs féodaux par des *chartes.* Leur organisation municipale, dominée par une aristocratie bourgeoise (souvent propriétaire foncière également), comporte une assemblée élue et des magistrats *(scabini)* ; la seigneurie est représentée par des baillis



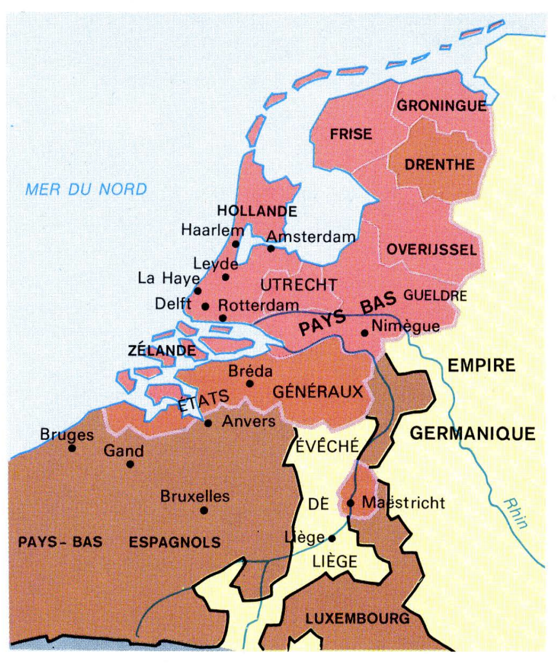
Les Pays-Bas et le duché de Bourgogne.

(baljuw), dont les fonctions sont judiciaires et, éventuellement, militaires. Dans ces villes bien peuplées fleurit la vie artisanale et commerciale ; les métiers sont organisés en *guildes* (les fourreurs, les drapiers, les boulangers, etc.). Les cités les plus riches sont celles du comté de Flandres (Bruges, Gand, Ypres) ; au Brabant se développent Anvers, Bruxelles, Malines, Louvain ; dans le Hainaut : Namur, Cambrai. Les cités nordiques se développeront plus tard. L'apogée de ces cités se situe aux XIIIe et XIVe siècles.

● *C'est alors que, par le jeu des mariages,* des conquêtes et des traités, les États féodaux des Pays-Bas deviennent la propriété des ducs de Bourgogne. Le mariage de Philippe II le Hardi (1342-1404) — qui reçoit en 1363 du roi Jean le Bon l'apanage du duché de Bourgogne pour son courage à la bataille de Poitiers — avec Marguerite de Flandres, marque le départ de la constitution du puissant État indépendant de Bourgogne, dont le fondateur est le petit-fils de Philippe le Hardi, Philippe III le Bon (1396-1467) qui annexe la quasi-totalité des Pays-Bas.

Le successeur de Philippe III, son fils Charles le Téméraire (1433-1477), menace un instant la couronne du roi de France Louis XI, mystifié à Péronne (1468), mais finalement vainqueur de son adversaire grâce à une subtile politique internationale qui devait causer la chute de la Bourgogne. Il suffit d'examiner la carte ci-dessous pour comprendre les raisons de l'échec de Charles le Téméraire : tout naturellement le duc de Bourgogne doit avoir tendance à unir ses États, séparés par le duché de Lorraine. Charles le Téméraire envisage donc une conquête des territoires qui séparent la Bourgogne du Luxembourg, mais Louis XI excite contre lui les cantons de Suisse. Désormais le duc de Bourgogne est pris entre deux feux : il est vaincu par les Suisses à Granson et à Morat (1476), battu par le duc René de Lorraine à Nancy le 5 janvier 1477. Louis XI peut ainsi mettre la main sur la Bourgogne, l'Artois et la Picardie, tandis que la fille unique de Charles le Téméraire, Marie de Bourgogne, se réfugie auprès de l'empereur d'Autriche dont elle épouse le fils, Maximilien de Habsbourg.

● *Le sort des Pays-Bas* n'est cependant pas encore réglé. Ces États extrêmement morcelés sont de plus en plus difficiles à gouverner ; les cités flamandes, notamment, s'agitent et Maximilien, après avoir fait avec la France la paix d'Arras (1482), mettra deux ans à régler les nombreux problèmes qui s'élèvent dans les Pays-Bas, avant de transmettre le pays à son fils Philippe, lorsque lui-même, en 1493, est élu empereur du Saint Empire romain germanique. Le mariage de Philippe avec Jeanne d'Aragon, héritière de Castille et d'Aragon, agrandit les possessions de la maison d'Autriche ; en 1506 le fils de Philippe de Habsbourg hérite les possessions bourguignonnes paternelles, dont font partie les Pays-Bas. Les dimensions gigantesques de l'empire de Charles Quint lui ont imposé de confier les pouvoirs de certaines de ses possessions à des proches. C'est ainsi que les Pays-Bas furent gouvernés par la tante de l'empereur, Marguerite, puis par sa sœur Marie, veuve de Louis II de Hongrie. Mais le grand empereur était un grand guerrier, il avait donc souvent besoin d'argent et les riches provinces des Pays-Bas se sont vu souvent réclamer des subsides pour financer ses expéditions. Charles Quint s'imposa, à la fois par son énergie, par les armes et par la diplomatie, et vers 1543 les dix-sept provinces qu'on appelle d'habitude « provinces des Pays-Bas » étaient entièrement en son pouvoir.



Les Pays-Bas espagnols.

La lutte pour l'indépendance.

● *Les causes* de la révolte néerlandaise contre la domination espagnole sont au nombre de deux :

— *Causes religieuses :* ces provinces sont protestantes (calvinistes), surtout au Nord. Elles se trouvent intégrées dans l'empire du très catholique roi Philippe II, fils de Charles Quint, qui se considère comme l'épée de l'Église et qui est bien décidé à triompher des hérétiques partout où ils se trouvent. Les protestants des Pays-Bas se regardent donc comme menacés par l'Inquisition, et leur révolte aura un caractère religieux indéniable ; c'est d'ailleurs à la fin de la dernière grande guerre de religion européenne, la guerre de Trente Ans, que l'indépendance des Provinces-Unies sera officiellement reconnue (traité de Münster, 1648).

— *Causes politiques :* les *stathouders,* c'est-à-dire les gouverneurs des provinces, supportent mal de voir leur autorité soumise à celle des représentants du pouvoir royal. Ils appartiennent généralement à la grande noblesse et c'est d'eux que partira la révolte qui conduira à la guerre d'indépendance, qui fut menée notamment par les princes de la famille d'Orange (en particulier, Guillaume Ier le Taciturne).

● *Les caractères de la guerre d'indépendance.* Le lecteur trouvera p. 159 l'histoire événementielle des Pays-Bas et les principaux rebondissements de cette longue guerre, où les massacres et les atrocités ont été monnaie courante, souvent des deux côtés.

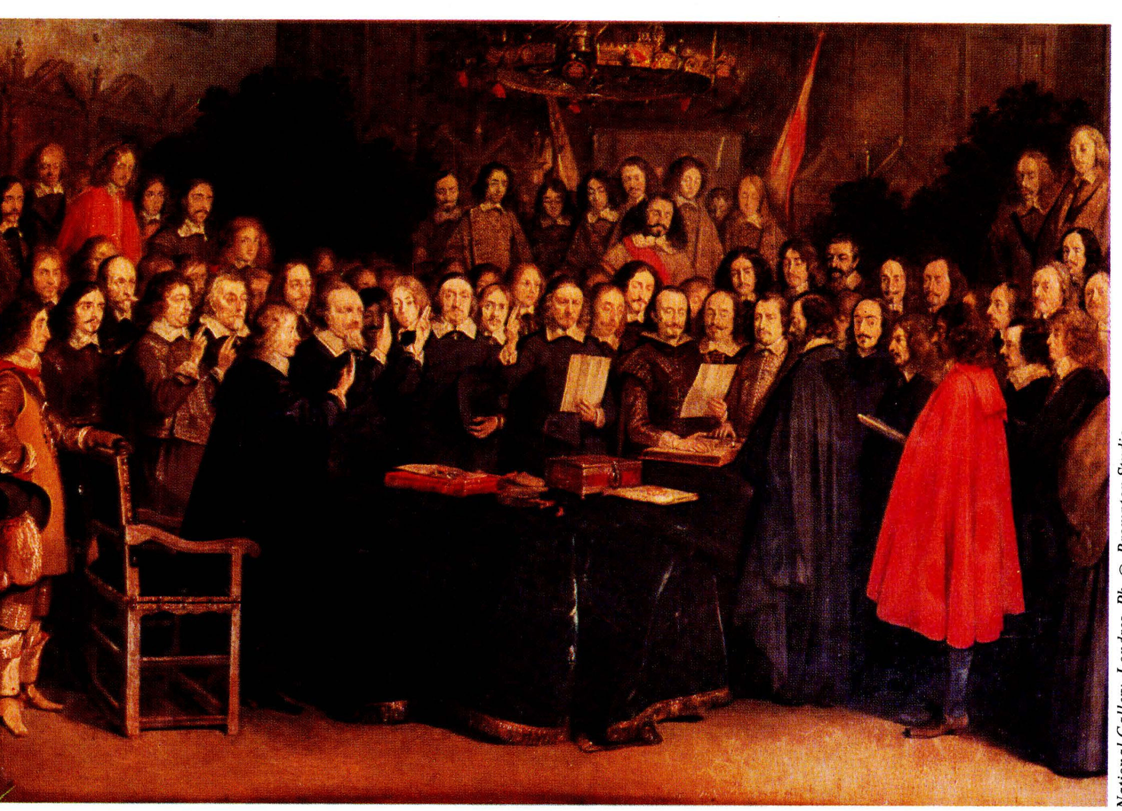
— C'est une guerre de religion. Elle a donc connu tous les excès du fanatisme. Ainsi, la dictature militaire du représentant du roi d'Espagne, le duc d'Albe, de 1567 à 1573, a été particulièrement odieuse ; en « kidnappant » le fils de Guillaume le Taciturne, lui-même déchu de ses droits et dépossédé de ses États, le duc d'Albe a fait de cette guerre une affaire personnelle de la famille d'Orange.

— Toutes les provinces ne réagissent pas de la même façon ; les 10 pays méridionaux, d'où devait naître la Belgique en 1830, ont accepté la Contre-Réforme, tandis que les 7 provinces calvinistes du Nord, constituées en Provinces-Unies en 1579 par Guillaume d'Orange (Union d'Utrecht), menaient farouchement la lutte contre l'Espagne.

— La guerre a fortifié le sentiment national ; la bourgeoisie des villes, encline au pacifisme et au libéralisme, a fait preuve, à partir de 1572, d'un héroïsme et d'une ténacité auxquels les Espagnols ne s'attendaient pas.



Ratification du traité de Münster (24 octobre 1648). Tableau de Gérard Terborch.



— Les Provinces-Unies se sont déclarées indépendantes en 1584 ; mais la reconnaissance officielle de leur autonomie sera l'un des effets de la guerre de Trente Ans (paix séparée de Münster avec les Espagnols en 1648).

Les Provinces-Unies du traité de Münster à 1830.

Ici aussi nous renvoyons le lecteur p. 159, pour la chronologie des événements. Isolons quelques aspects remarquables de l'histoire des Pays-Bas depuis l'accession à l'indépendance jusqu'à l'établissement de la monarchie.

● *Les Provinces-Unies, au XVIIe siècle,* sont au nombre de sept : Groningue, Frise, Over-Yssel, Gueldre, Utrecht, Zélande et Hollande. Cette dernière est la plus riche et la plus puissante : on prendra l'habitude, à l'étranger, de donner son nom à l'ensemble des Pays-Bas, qui comprennent en outre des territoires conquis après 1581 dont l'administration est confiée à des fonctionnaires fédéraux. Le régime politique est celui d'une république fédérale. Chaque province a son assemblée législative (les *États provinciaux*) qui nomme un premier ministre, le *Pensionnaire,* et un *stathouder* qui dirige l'exécutif (la fonction remonte à la domination espagnole : le *stathouder* était le *gouverneur* de la province). Les affaires communes de ces provinces sont réglées par les *États généraux* où siègent les représentants provinciaux ; cette assemblée nomme en particulier les chefs militaires (le Capitaine et l'Amiral général).



B.N. Ph. © Archives Photeb.

Johan de Witt (1625-1672)
On l'avait surnommé « La sagesse de la Hollande ».

Les circonstances ont en outre imposé deux autres administrateurs : le *Grand Pensionnaire* (qui n'est autre que le Pensionnaire de Hollande et qui a les fonctions d'un ministre des Affaires étrangères) et le *stathouder général* qui est le stathouder commun aux provinces, choisi dans la famille Orange-Nassau où la fonction tend à devenir héréditaire. Les princes d'Orange cumulent en outre les charges de Capitaine et d'Amiral général, en raison du rôle important qu'ils ont joué dans les guerres d'indépendance. Autrement dit, le pouvoir est partagé entre des institutions de type *républicain* (les États généraux, les États provinciaux, le Grand Pensionnaire) et des institutions à tendance monocratique (le prince d'Orange, *stathouder général*) ; cela explique l'existence en Hollande de deux partis : les républicains (pacifistes, libéraux, tolérants) et les orangistes (belliqueux, rigoureux, calvinistes). A partir de 1653 (Johan de Witt, Grand Pensionnaire), le rôle du stathouder s'amenuise et la Hollande connaît même une période *sans stathouder :* elle est devenue une véritable république.

● *La prospérité inouïe des Pays-Bas au XVIIe siècle* provient de leur activité commerciale. Les Hollandais sont les armateurs et les banquiers de l'Europe. Avec une vaste flotte marchande (vingt mille navires de tous tonnages), ils sillonnent les mers et les océans, multipliant les comptoirs en Afrique, dans les Indes orientales (création de la *Compagnie générale néerlandaise des Indes orientales* qui organise l'empire colonial des îles de la Sonde, fonde *Batavia* dans l'île de Java, conquiert Le Cap et Ceylan, obtient les premières concessions européennes en Chine et au Japon) et vers l'Amérique du Sud (la réussite néerlandaise est ici moins brillante : du Nouveau Monde, elle ne conquiert que la Guyane et quelques comptoirs comme l'île de Curaçao, aux Antilles, base de la contrebande avec les colonies espagnoles).

● *Pays riche, pays libre,* la république des Provinces-Unies abrite une civilisation brillante illustrée surtout par ses écoles de peinture — art traditionnel depuis le XIIIe siècle en Flandres — et l'extraordinaire abondance des *gazettes.* La Hollande est, au XVIIe siècle, le pays de la liberté intellectuelle et de la liberté de la presse ; les journaux édités en Hollande sont lus à travers toute l'Europe et colportent les idées politiques et religieuses les plus variées, ce qui les rend suspects à bien des gouvernements.

● *Rivales de la France,* les Provinces-Unies eurent à lutter contre elle politiquement, économiquement et même militairement. Avec la France de Louis XIV notamment, la guerre dura plus d'un demi-siècle (rivalité du roi Guillaume III d'Orange et du Roi Soleil) et se termina par la victoire de la Hollande et de ses alliés. Après Guillaume III d'Orange (1672-1702), qui devient aussi roi d'Angleterre (voir p. 8), la Hollande voit progressivement sa prospérité décliner ; le glissement se poursuit pendant tout le XVIIIe siècle. Les causes de cette décadence sont nombreuses : incurie du gouvernement, certes, mais aussi concurrence croissante de l'Angleterre, marasme général des affaires à la fin du XVIIIe siècle, apparition de nouveaux pôles d'attraction économiques et politiques.

Les Hollandais sont particulièrement ouverts aux idées des « philosophes » du XVIIIe siècle ; le rétablissement du stathouder, Guillaume V, en 1786 provoque la fuite en France des « patriotes » qui, en 1795, renverseront Guillaume V et institueront la *République batave,* sœur de la jeune République française.

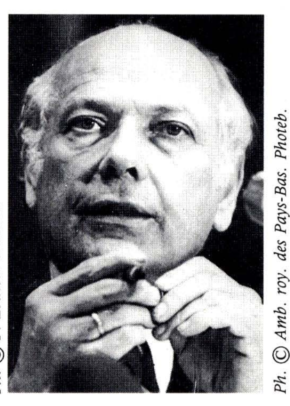
L'épopée napoléonienne s'est traduite aux Provinces-Unies par l'instauration, lors du Congrès de Vienne, d'une monarchie, le royaume des *Pays-Bas* (16 mars 1815) confiée à la famille d'Orange ; la couronne revient au fils de Guillaume V d'Orange qui règne sous le nom de Guillaume Ier. Le traité rattache aussi à ce royaume les pays belges, mais la Belgique se libérera de cette union en 1830 (voir ci-après p. 90).

Le royaume des Pays-Bas.

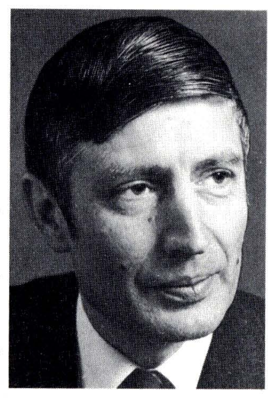
● *Sous les règnes de Guillaume Ier (1815-1840) et de Guillaume II (1840-1849),* les Pays-Bas traversent une grave crise économique, en partie à cause des erreurs d'administration de Guillaume Ier relativement à l'exploitation de l'empire colonial indonésien et aussi à cause de la grande crise européenne de 1846-1848. Il s'impose alors deux séries de mesures : une politique fiscale extrêmement stricte (Floris Adriaan van Hall) et une révision de la constitution, réalisée par l'homme politique Johan Rudelf Thorbecke en 1848 (contrôle complet des finances publiques par les États généraux, liberté de réunion, élections au suffrage direct).

● *Le règne de Guillaume III (1849-1890)* a vu se réaliser de nombreuses réformes politiques, économiques et sociales. La querelle scolaire a connu, dans le dernier quart du siècle, une grande âpreté, provoquant une coalition catholique-calviniste contre les libéraux qui en tenaient pour la neutralité de l'enseignement (« l'école sans Dieu »). Le problème du suffrage universel se posait aussi avec acuité (en 1887, il y avait seulement 300 000 électeurs pour une population de 4 400 000 habitants) : une révision de la constitution dans ce sens s'imposait, mais les libéraux ne surent pas faire triompher immédiatement ce point de vue.

● *Sous le règne de la reine Wilhelmine (1890-1948)* les querelles se poursuivent et la Hollande évolue, lentement mais sûrement, vers la démocratie (voir tableau ci-après). À la reine Wilhelmine, qui a abdiqué en 1948 et qui est morte en 1962 a succédé sa fille, la reine Juliana, qui a abdiqué elle-même en faveur de sa fille, la reine Béatrice, en avril 1980.



Ph. © F. Lochon-Gamma.



Ph. © Amb. roy. des Pays-Bas. Photeb.



Joop Den Uyl (né en 1919) Premier ministre des Pays-Bas de 1973 à 1977.

Andreas Van Agt (né en 1931) qui a succédé à Joop Den Uyl comme Premier ministre, en décembre 1977.

Dates	Ministères	Réformes
1901-1905	Abraham Kuyper *(clérical)*	Règlement de la question scolaire dans le sens confessionnel.
1909-1913	Théodore Heemskerk *(gouvernement de coalition)*	Réformes sociales timides.
1913-1917	Cort van der Linden *(coalition catholique-calviniste)*	Révision de la constitution : établissement du suffrage universel et de la représentation proportionnelle. Égalité de l'enseignement public et de l'enseignement privé (quelle que soit sa dénomination).

Principales réformes intérieures en Hollande entre 1900 et 1918

Neutres pendant la guerre de 1914-1918, les Pays-Bas vont être gouvernés jusqu'en 1929 par des cabinets de coalition (calviniste-catholique) : J. M. Ruys de Beerenbrouck, Hendrik Colijn, D. J. de Geer sont les Premiers ministres de cette période, qui voit se réaliser lentement les réformes sociales indispensables. La crise de 1929-1930 provoque un glissement vers la gauche de l'opinion ; l'opposition (socialistes, sociaux-démocrates et même communistes) devient plus importante et, en 1939, les sociaux-démocrates entrent dans le ministère de Geer.

● *Envahis par les armées allemandes* en 1940 (voir p. 113), malgré leur statut de pays neutre, les Pays-Bas doivent subir pendant l'occupation l'administration du commissaire nazi Seyss-Inquart. Après la guerre, trois séries de problèmes sont à l'ordre du jour :

— la reprise des réformes sociales et la remise en marche de l'économie du pays (lésée en 1953 par des inondations catastrophiques qui firent 1 783 victimes) ;

— la liquidation des problèmes coloniaux ;

— l'intégration dans l'Europe d'après-guerre.

● *La politique intérieure* des Pays-Bas, où le suffrage féminin a été instauré dès 1919, a été marquée par une avance des forces progressistes et socialistes par rapport aux libéraux et à la démocratie chrétienne. Un gouvernement de coalition (catholiques et socialistes) dirigé par le socialiste Willem Drees s'est maintenu au pouvoir de 1948 à 1958 ; puis les Pays-Bas ont connu, comme les autres pays européens, les crises ministérielles, la crise pétrolière, la crise économique. Les principaux gouvernements ont été ceux de Piet de Jong, de Barend Biesheuvel, du socialiste Joop Den Uyl (de 1973 à 1977) et d'Andreas Van Agt (de 1977 à 1981 : leader de la démocratie chrétienne). Depuis 1981, l'instabilité gouvernementale semble devenir la règle, en raison de l'équilibre électoral entre les chrétiens-démocrates et les socialistes qui s'opposent sur le plan de la politique extérieure à propos de l'OTAN et sur celui de la politique économique (austérité ou augmentation des dépenses publiques ?).



La querelle linguistique est une querelle d'un autre âge : elle provoque constamment, de nos jours, des incidents graves en Belgique.

Ph. © Keystone.

La Belgique.

Voir p. 162 pour la chronologie des événements.

Avant l'indépendance.

● *La Belgique est le type même de l'État, produit de l'histoire.* Ce pays, sans aucune délimitation géographique naturelle si ce n'est la côte de la mer du Nord, a une histoire ancienne analogue à celle de la France : la Belgique, il y a 2 000 ans, s'étendait entre Seine et Rhin et ses habitants — Celtes et Germains — passent sous la domination franque aux ɪᴠᵉ-ᴠᵉ siècles apr. J.-C. (Francs saliens remplacés par les Francs ripuaires après l'invasion de la Gaule).

La première division territoriale de la Belgique fut effectuée par Charlemagne (les comtés) et les fiefs qui en sont issus sont intégrés dans les États bourguignons puis dans l'empire des Habsbourg (voir p. 88). Lors de la révolte des Pays-Bas contre la domination espagnole, les catholiques wallons accordent leur soutien à la maison d'Espagne (Union d'Arras, 1579, en réplique à l'Union protestante d'Utrecht, point de départ de l'indépendance des Provinces-Unies). La Belgique, dont les limites territoriales vont varier au gré des traités européens (Münster, traité des Pyrénées, Aix-la-Chapelle, Nimègue), devient alors possession espagnole, puis, en 1714, possession autrichienne.

● *Le sentiment national belge* s'est forgé en réponse à l'autoritarisme du maître autrichien Joseph II. La révolution brabançonne (1789) ouvre l'ère de l'indépendance. Enjeu de la guerre franco-autrichienne, la Belgique (qui s'était proclamée indépendante le 11 janvier 1790) est annexée à la France par le traité de Campoformio en 1797. L'occupation française a réalisé l'unité administrative et politique de la Belgique et a préparé sa future autonomie, après qu'auront été effacées les conséquences des décisions du Congrès de Vienne.

En effet les puissances européennes avaient établi autour de la France, en 1815, un cordon de sécurité ; il fallait, aux frontières françaises, des États-tampons solides, et les Pays-Bas (comprenant la Belgique) en font partie. Lorsqu'en 1830 Paris se révolte contre Charles X, Bruxelles s'insurge à son tour et la constitution d'un État indépendant est rendue possible grâce en particulier à la politique britannique qui préfère voir Anvers entre les mains d'un petit État qu'entre celles de la France (il avait en effet été question, après la révolution de 1830 à Bruxelles, d'une annexion française). Le 4 juin 1831, la couronne est offerte à Léopold de Saxe-Cobourg-Gotha qui devient roi des Belges sous le nom de Léopold Iᵉʳ. Le 21 janvier 1831, le traité de Londres proclame la neutralité du nouvel État, garantie par l'Autriche, la Russie, la Grande-Bretagne et la Prusse.

L'histoire du royaume de Belgique.

● *Le pays connaît d'abord un brillant développement économique et colonial* sous les règnes de Léopold Iᵉʳ (1831-1865) et de Léopold II (1865-1909). Ce dernier, surtout, a fait de son pays une vaste entreprise capitaliste ; propriétaire personnel du Congo (Acte de Berlin, 1885) qu'il exploite avec des méthodes efficaces mais inhumaines, il en fait don à la Belgique en 1908.

● *C'est à partir du règne d'Albert Iᵉʳ* (1909-1934) que les difficultés politiques belges apparaissent (sans que soit troublée, cependant, sa prospérité). Les causes de ces divisions sont nombreuses : sociales (existence depuis 1885 d'un parti ouvrier belge socialiste), religieuses et scolaires (catholiques contre libéraux, partisans de la laïcité de l'enseignement), linguistiques (opposition entre les Flamands, de langue néerlandaise, et les Wallons, qui parlent le français). Jusqu'à la guerre de 1914, les catholiques — qui recueillent de nombreuses voix dans les pays flamands — l'emportent grâce à l'institution du vote plural (les électeurs possédant un certificat d'enseignement secondaire ou un certain rang de fortune avaient droit à une ou deux voix supplémentaires).

Paul-Henri Spaak (1899-1972).
L'un des plus grands hommes politiques belges contemporains, il a participé activement à la formation de l'Europe de l'après-guerre.



Ph. © A.G.I.P.

● *Après l'occupation allemande* (1914-1918), la Belgique connaît les difficultés politiques de tous les États européens : socialistes, catholiques et fascistes (le mouvement rexiste de Léon Degrelle) se livrent de farouches batailles électorales, tandis que les nationalistes flamands réclament la transformation de la Belgique en un État fédéral.

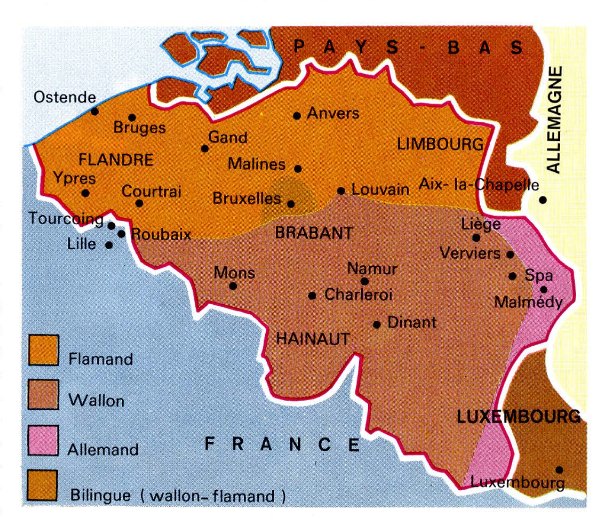
La neutralité belge est violée une deuxième fois par les armées allemandes en 1940, sous le règne de Léopold III (1934-1951), roi critiqué par son peuple pour ses complaisances vis-à-vis de l'Allemagne (entrevue de Berchtesgaden avec Hitler en novembre 1940) et sa vie privée (son mariage, après la mort de la reine Astrid, avec la princesse de Réthy). Après la Deuxième Guerre mondiale, l'hostilité populaire lui impose d'abdiquer en faveur de son fils, le roi Baudoin.

● *La Belgique,* qui est sortie de la guerre plus riche qu'elle n'y était entrée (elle est créancière des USA), retrouve après 1950 les problèmes traditionnels de sa vie politique, avec une acuité et une violence nouvelles :

— *Problème scolaire (1954-1958)* dressant les catholiques du parti social-chrétien contre la politique laïque du gouvernement Van Acker ; un *pacte scolaire* est conclu en 1958 par les trois grands partis (socialiste, libéral, social-chrétien) à l'instigation du gouvernement social-chrétien du ministre Eyskens.

— *Problème colonial (1958-1960) :* le Congo belge se révolte contre ses maîtres, entraîné par l'Africain Patrice Lumumba.

La Belgique linguistique.



— *Problème linguistique et régionaliste :* les provinces flamingantes du Nord et de l'Ouest s'opposent avec violence à la Belgique wallonne du Sud et de l'Est ; la loi de 1962 sur l'égalité des langues française et flamande dans l'enseignement et l'administration ne met pas fin au conflit, qui menace l'unité même du pays.

Contrastant avec ces difficultés intérieures, la politique extérieure de la Belgique, dirigée par Paul-Henri Spaak de 1947 à 1966, s'est déroulée sans à-coup. Bénéficiaire de l'aide américaine, entré résolument dans le camp occidental, le pays s'intègre avec aisance dans l'économie européenne.

● *Depuis 1966,* les problèmes linguistiques et sociaux n'ont fait que croître. La loi sur le bilinguisme, qui date de 1962, n'a été mise en application qu'en 1967 ; le conflit linguistique entraîne une crise gouvernementale de 4 mois, à l'issue de laquelle Gaston Eyskens succède à Vanden-Boeynants à la tête du gouvernement ; un accord est signé sur le problème des communautés linguistiques en février 1970 et le statut de Bruxelles est révisé (octobre 1970). De sorte que les partis gouvernementaux se maintiennent aux élections de 1971 ; toutefois la formation du nouveau gouvernement Eyskens (janvier-novembre 1972) est difficile. Ce gouvernement est tombé à propos d'une crise linguistique. Après le gouvernement socialiste de E. Leburton, c'est le parti des sociaux-chrétiens flamands *(CVP)* qui se maintient au pouvoir, avec les ministères de Leo Tindemans et de Wilfried Martens. Depuis 1980, la vie économique se dégrade ; le succès de la lutte contre l'inflation — dont le taux n'est plus que de 1 % — a pour contrepartie la croissance du chômage et l'aggravation des conflits sociaux, que le cinquième gouvernement Martens (février 1983) est impuissant à résoudre.

Le Benelux.

● *Le grand-duché du Luxembourg,* après la dissolution de la Confédération germanique, a été érigé en État indépendant (monarchie constitutionnelle) en 1867 ; la couronne appartient à la famille de Nassau (grand-duc actuel : Jean, depuis le 12 novembre 1964 ; il succédait à sa mère, la grande-duchesse Charlotte).

● *Une union économique* a été instaurée entre le Luxembourg et la Belgique par une convention le 25 juillet 1921 ; les frontières douanières ont été abolies entre les deux pays le 1er mai 1922.

Le 5 septembre 1944, une union douanière analogue fut signée entre la Belgique et le Luxembourg d'une part et les Pays-Bas d'autre part, avec effet à partir du 1er janvier 1948. Confirmée pour 50 ans le 3 février 1958, elle est appelée le *Benelux* (*Be* pour Belgique, *Ne* pour Nederland, *Lux* pour Luxembourg).



Musée du Louvre. Ph. © Éd. Robert Laffont. T.

Cavaliers polonais au XVIIe siècle : plus proches du Moyen Age que du Grand Siècle.

LA POLOGNE, LA SUISSE ET LES PETITS ÉTATS EUROPÉENS.

La Pologne (Polska).

Pour la chronologie des événements, voir p. 160.

La Pologne avant son démembrement.

● *A l'origine du peuple polonais* se trouve, installée dans les bassins de l'Oder et de la Vistule, la tribu des *Polanes* dont un chef légendaire, Piast, aurait imposé sa domination aux tribus slaves de la région. La première date historique est celle de la conversion au christianisme, en 966, du chef polonais Mieszko Ier, de la famille des Piast. Le royaume de Pologne apparaît en 1024 (Boleslaw Ier le Vaillant) mais le pays, morcelé et déchiré entre seigneurs germaniques et chefs des tribus slaves, envahi par les Mongols, n'atteint à une relative unité qu'en 1320 (Ladislas Lokietck).

● *La couronne polonaise* était élective ; à partir de 1386 elle est portée par le grand-duc de Lituanie (dynastie des Jagellons). L'État lituano-polonais connaît son « siècle d'or » au XVIe siècle. La société comprend alors une aristocratie terrienne importante (les *magnats*), qui impose l'institution du servage, et une classe bourgeoise citadine à laquelle il est interdit de posséder des terres. Ce régime fut étendu à l'Ukraine, colonisée par les magnats polonais au XVIe siècle (Étienne Ier Báthory, Sigismond III). La Pologne est alors le plus puissant État d'Europe orientale : les ducs de Courlande et de Prusse sont ses vassaux ; mais son organisation politique est archaïque : le pouvoir appartient non au roi, mais à la *Diète* composée du roi, des magnats et de la petite noblesse. Ces féodaux, qui viennent à la Diète à cheval et armés, transforment souvent les débats en duels au sabre et l'existence du *liberum veto* (règle en vertu de laquelle l'opposition d'un seul député annule toute décision) entretient l'anarchie.

● *La Pologne* — dont l'existence en tant que nation est certaine — n'est donc pas un État, mais plutôt l'affaire de quelques grandes familles qui participent fort peu à l'évolution culturelle de l'Europe. L'oppression polonaise en Ukraine déclenche la révolte des Cosaques (1648-1657) qui ruinera la puissance et la prospérité polonaises. Il était d'ailleurs inévitable qu'un pays aussi sous-développé politiquement que la Pologne au XVIIe siècle tombât sous les coups des États plus évolués qu'étaient ses voisins (la Suède, l'Autriche et la Russie de Pierre le Grand). Le *liberum veto* paralysant tout gouvernement, la couronne élective devient l'enjeu des grandes puissances qui soutiennent chacune leur candidat de leur or et de leurs armées (par exemple : la guerre de Succession de Pologne en 1733-1738, où la France et la Suède opposent Stanislas Leszczyński au candidat austro-russe Auguste III de Saxe).

Les quatre partages de la Pologne.

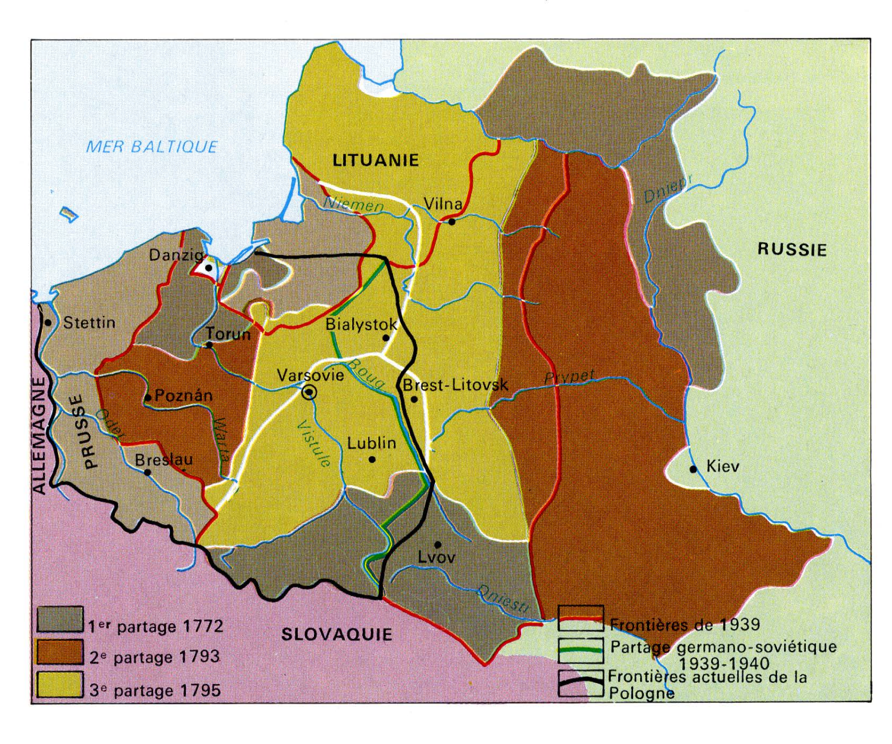
Dans un pays où, vers 1750, on découvre seulement l'art de délibérer et les méfaits du principe de l'unanimité (le traité du Père Konarsky, intitulé *De la manière efficace de délibérer,* écrit en 1744, fait sensation dans le pays lorsqu'il est publié, en 1761 !) ce n'est pas seulement l'anarchie qui est à craindre, mais la domination étrangère. La Pologne est un « gâteau » sur lequel vont se précipiter les grandes puissances européennes.

● *Le premier partage* est provoqué par l'intervention russe qui porte au pouvoir l'amant polonais du moment de Catherine II, Stanislaw Poniatowski (1764) qui, une fois roi de Pologne, adopte la politique de réforme réclamée par les magnats de la famille Czartoryski.

Les dix-sept millions de Polonais sont, dans l'ensemble, catholiques ; il existe cependant des minorités religieuses importantes dans les États allemands (protestants) et les pays slaves (orthodoxes) qui appartiennent à la Pologne. Ces orthodoxes et ces protestants sont privés de tous droits politiques, et leur oppression est toujours un excellent prétexte pour la Russie et pour la Prusse d'intervenir dans les affaires de Pologne. C'est ce qui se produit en particulier en 1767 lorsque Stanislaw Poniatowski décide de supprimer le *liberum veto,* c'est-à-dire de mettre fin à l'anarchie soigneusement entretenue par l'Autriche et la Russie. Les troupes russes imposent alors l'abolition des réformes et des lois contre les *dissidents* polonais (ainsi appelait-on les orthodoxes et les protestants opprimés). En réaction se constitue la confédération de Bar, en 1768, dont le programme comprend le rétablissement des lois d'exception contre les dissidents et le renversement de Stanislaw Poniatowski, considéré comme l'homme des Russes ; on assiste alors à une guerre civile à plusieurs échelons :

— la guerre des troupes légales de Stanislaw Poniatowski contre l'armée des confédérés, soutenue par les Turcs (qui voient dans cette guerre civile l'occasion de combattre la Russie) ;

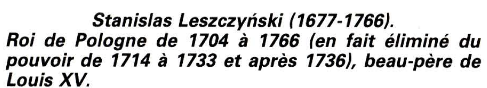
— la guerre des troupes russes contre les



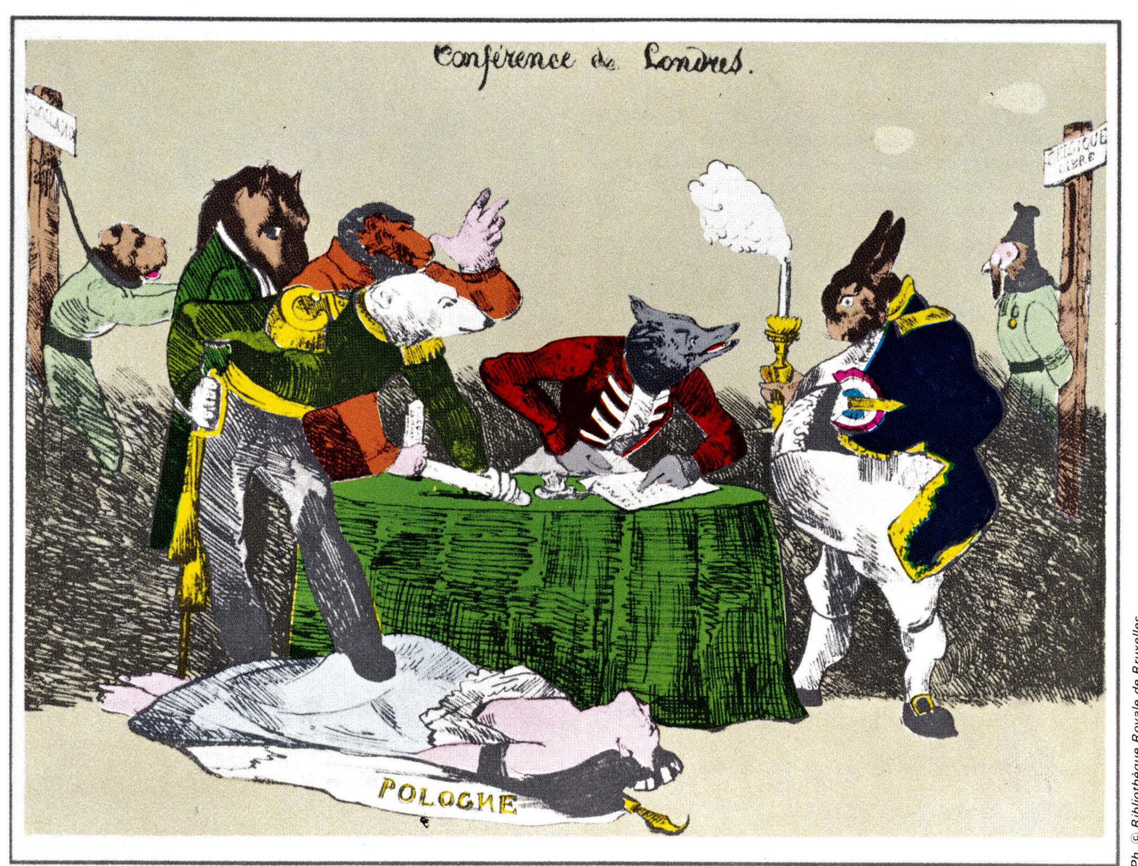
***Les partages de la Pologne au XVIIIe siècle.* Premier partage (1772) : *à l'Est, la part de la Russie (Russie blanche) ; au Sud, la part de l'Autriche (Galicie, avec Lvov), et au Nord-Ouest la part de la Prusse (Prusse orientale avec Danzig).*
Deuxième partage (1793) : *à l'Est, la part de la Russie (Polésie) et à l'Ouest, la part de la Prusse (Poznan).*
Troisième partage (1795) : *la Russie prend la Lituanie, l'Autriche la région de Lublin et la Prusse la Mazurie au Nord de Boug.***



Ph. © Giraudon.



Stanislas Leszczyński (1677-1766).
Roi de Pologne de 1704 à 1766 (en fait éliminé du pouvoir de 1714 à 1733 et après 1736), beau-père de Louis XV.



Ph. © Bibliothèque Royale de Bruxelles.

La Conférence de Londres (1830-1831), d'après une lithographie anonyme : elle devait consacrer l'indépendance de la Belgique. Le lièvre : Talleyrand (France); le renard : Palmerston (Grande-Bretagne); le singe : Esterhazy (Autriche); le cheval : von Bülow (Prusse); l'ours : Matuszewic (Russie); le chien (Hollande) et un oiseau (Belgique) sont enchaînés.

confédérés, tandis que le gouvernement polonais est à demi prisonnier des Russes ;

— la jacquerie des paysans orthodoxes contre les Polonais (une tuerie raffinée où périrent peut-être 200 000 personnes).

— En même temps une mission militaire française (dont faisait partie le général Dumouriez, le futur héros de Valmy) est envoyée par la France aux confédérés, considérés comme représentant la Pologne éternelle, et la diplomatie française obtient que le sultan de Turquie (Mustafa III) déclare la guerre à Catherine II.

Après la victoire russe (voir p. 70) la Pologne est partagée le 25 juillet 1772 « au nom de la Très-Sainte Trinité » entre l'Autriche (la Galicie et le comté de Zips : 2 600 000 habitants), la Russie (la Lituanie : 1 600 000 habitants) et la Prusse (la Prusse polonaise, moins Danzig et Thorn : 700 000 habitants). Le partage n'est pas absolu, il reste encore un État polonais auquel les co-partageants imposent de ne pas changer la constitution en vigueur (ce qui est une façon hypocrite de maintenir l'anarchie).

● *Le second partage* de la Pologne eut lieu en 1793, lorsque, à la faveur des transformations qui ébranlaient l'Europe — la Révolution française — la Diète polonaise vota une constitution démocratique dont la devise : Liberté, Sûreté, Propriété, semblait proposer au pays les progrès politiques et sociaux qu'il n'avait jamais pu accomplir (3 mai 1791). Les plus riches magnats polonais (Branicki, Félix Potocki, Rzewuski) firent appel à la Russie qui envoya ses troupes en Lituanie et en Pologne pour « protéger les vrais patriotes », tandis que le roi de Prusse y envoya les siennes pour combattre « le démocratisme français ». Ce fut le deuxième partage de la Pologne (1793).

● *Le nationalisme polonais* résista ; Kollontaj, Ignace Potocki dirigent la résistance polonaise à l'occupation étrangère ; le chef militaire de l'insurrection est Kościuszko, un compagnon d'armes de George Washington. Les troupes de Kościuszko sont écrasées par les Russes à Maciejowice (octobre 1794) et Varsovie tombe sous les coups du général russe Souvorov le 4 novembre. Catherine II impose à Stanislaw Poniatowski d'abdiquer et la Pologne est intégralement partagée par les Prussiens et les Russes (10 octobre 1795). L'un des traités consacrant ce démembrement porte que la dénomination du royaume de Pologne doit demeurer *« dès à présent et pour toujours supprimée »* (26 janvier 1797).

● *Napoléon Bonaparte* envisagea un instant de rétablir la Pologne, non pas tellement pour plaire à sa maîtresse polonaise, Maria Walewska, mais parce qu'il y voyait un moyen de lutter contre ses ennemis russes et autrichiens. Il crée un grand-duché de Varsovie, semi-indépendant, sous la souveraineté du roi de Saxe, mais le Congrès de Vienne annule cette création, distribuant les terres de l'ancien royaume de Pologne entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, et maintenant un pseudo-État polonais autour de Varsovie, entièrement vassal de la Russie ; Cracovie reste ville libre. L'État polonais créé par le Congrès de Vienne devient, après l'insurrection de 1830-1831, une province russe. Une seconde insurrection en 1846-1848 et un troisième soulèvement polonais en 1863-1864 (la *révolution des faucheurs*) n'aboutissent qu'à intensifier la politique de répression et de russification.

Envahie par les troupes allemandes et autrichiennes, au cours de la guerre de 1914-1918, la Pologne se proclame indépendante le 10 novembre 1918 (Józef

Une image d'Épinal — dans les deux sens du terme : les cavaliers polonais mettent en fuite les troupes russes au cours des combats de 1830-31. En fait, ce sont les Russes, bien entendu, qui écraseront la révolte et feront du petit État polonais créé par le Congrès de Vienne une province russe. (Musée Adam Mickiewicz.)



Giraudon.

Pilsudski, fondateur de la légion polonaise). Le traité de Versailles (28 juin 1919) reconnaît l'indépendance de la Pologne.

Le lecteur trouvera dans les cartes qui accompagnent le texte les principaux détails relatifs à ces modifications territoriales. Si la frontière germano-polonaise fut aisément tracée, la frontière orientale fut plus difficile à définir en raison des innombrables problèmes de nationalités qu'elle posait et de la présence dans la région des troupes soviétiques. Les Polonais, auxquels cent cinquante ans de partage et d'oppression avaient donné un sentiment patriotique exacerbé, voulaient intégrer non seulement les territoires proprement polonais, mais encore ceux de la plus grande Pologne, ceux du « siècle d'or » dans la nouvelle république. Le Conseil suprême interallié fixa comme frontière provisoire entre la Pologne et la Russie la ligne Curzon qui tenait compte des réalités nationales.

L'entêtement de Pilsudski, promu en 1920 maréchal de Pologne, aboutit à l'établissement par les armes, aux dépens des armées soviétiques, d'une frontière orientale qui englobait une partie de la Biélo-Russie dans la Pologne (Traité de Riga : 18 mars 1921). Le nouvel État comprend deux tiers de Polonais et un tiers de minorités nationales (Ukrainiens, Allemands, etc.) et juive (à peu près de 10 % de la population). Après l'indépendance, la Pologne retrouva ses vieilles divisions et ses vieilles difficultés. Les problèmes sont maintenant nationaux et religieux. Pilsudski, héros national, ayant refusé la présidence de la République, c'est le socialiste Narutowicz qui est élu le 9 décembre 1922, grâce aux voix populistes et à celles des minorités nationales. Traité de « président juif et franc-maçon » par les nationalistes, il est assassiné le 16 décembre, tandis que Pilsudski, « libre comme un oiseau », déclare se retirer de la vie politique polonaise dans sa propriété aux environs de Varsovie. La Pologne allait-elle connaître à nouveau le déchirement et l'anarchie qui l'avaient si longtemps minée ? La retraite habile de Pilsudski lui permet de jouer le rôle de « l'homme providentiel » et d'assumer le pouvoir en dictateur. Après le coup d'État de mai 1926, il procéda donc à une épuration radicale de l'armée et de l'administration, stabilisa la monnaie, obtint une aide financière des États-Unis, mais, refusant l'appui des partis politiques qu'il méprisait, aussi bien à droite qu'à gauche, refusant de jouer le jeu parlementaire, il congédia définitivement le Premier ministre Bartel, favorable à une démocratie parlementaire, et constitua un cabinet dominé par les militaires. La dictature de Pilsudski, jointe aux conséquences de la crise économique mondiale, a chaque jour moins de partisans. L'opposition est muselée, ses chefs sont condamnés pour attentat à la sûreté de l'État, les adversaires du régime internés dans un camp de concentration à Bereza. A la mort du maréchal (12 mai 1935), une constitution instaurant un régime présidentiel et imposant aux électeurs de choisir leurs candidats dans des listes « officielles » venait d'être votée.

A la mort de Pilsudski, le président Mościcki, étant donné les troubles sociaux graves, appuie la *dictature des colonels* qui porte au pouvoir les militaires : le général Skladkowski (Premier ministre de mai 1936 à septembre 1939) et le général Rydz Śmigly, promu maréchal en 1936. On s'achemine ainsi, progressivement, vers les grandes crises internationales qui ont précédé la Seconde Guerre mondiale. Le colonel Beck (ministre des Affaires étrangères depuis 1932) considère comme indispensable le démembrement de la Tchécoslovaquie, et lorsque Hitler envahit les Sudètes en 1938, Varsovie, après avoir lancé un ultimatum à Prague, s'empare de Teschen (Silésie). Le gouvernement polonais ultra-nationaliste, qui envoyait ses adversaires en camp de concentration, qui pactisait avec Hitler et qui participait au démembrement de la Tchécoslovaquie allait être la première victime de la folie meurtrière de l'Allemagne nazie.

● *Quatrième partage.* Le 1er septembre 1939 les Allemands entrent en Pologne ; le 17 septembre les troupes soviétiques franchissent la frontière orientale ; le 29 septembre 1939 la Pologne est partagée pour la quatrième fois. Après avoir été entièrement occupée par les Allemands au cours de la Seconde Guerre mondiale, après avoir perdu six millions de victimes (dont trois millions de Juifs), la Pologne est libérée par l'Armée rouge. Un Comité de libération nationale est établi à Lublin le 22 juillet 1944 ; il se transforme en gouvernement provisoire (d'obédience soviétique) en décembre 1944 sous la direction d'Édouard Osóbka-Morawski. A la conférence de Yalta les trois Grands rétablissent la ligne Curzon et un gouvernement d'union nationale se crée, reconnu non seulement par l'URSS, mais aussi par la Grande-Bretagne et les États-Unis (ce gouvernement prosoviétique avait été doublé jusque-là par un gouvernement émigré à Londres). La ligne Curzon amputait la Pologne traditionnelle de 180 000 km^2 ; en compensation il lui fut attribué les territoires allemands situés à l'Est de la ligne Oder-Neisse, soit environ 100 000 km^2 (voir p. 33). Des transferts de populations réglèrent le problème des nationalités (expulsion des populations allemandes, rapatriement d'un million et demi de Polonais des territoires cédés à la Russie).



Ph. © Dazy.

Le maréchal Pilsudski (au centre) et son état-major en 1920. Depuis novembre 1919, la Pologne avait fait « ... à tort ou à raison, son symbole d'un homme vêtu d'un uniforme gris, râpé et taché dans les prisons de Magdeburg ». (Pilsudski, **Du Révolutionnaire à l'homme d'État.*****)***

La démocratie populaire.

● *La fusion des partis socialiste et communiste* le 15 décembre 1948 en un *Parti ouvrier unifié* a permis l'alignement de la Pologne sur la politique soviétique. Elle devient une *démocratie populaire,* à la manière des autres États d'Europe centrale. Au sein du parti s'opposent deux tendances, l'une étroitement prosoviétique et décidée à imposer le socialisme par la dictature, l'autre plus modérée. C'est la tendance « dure » qui l'emporte d'abord, avec Bierut (président de la République) et le maréchal Rokossowski. Le régime introduit en Pologne les vieilles méthodes bolcheviques, celles qui avaient été utilisées en Russie au lendemain de la Révolution. Le *plan de six ans* (adopté en 1950) prévoit un développement industriel important, qui provoque une concentration de travailleurs, issus des campagnes, dans les centres industriels (par exemple à Nowa Huta, près de Cracovie) et la réforme agraire accomplie en 1944 (six millions d'hectares distribués en toute propriété à un million de familles paysannes) est transformée : le quart des terres cultivables sont organisées en kolkhozes. Le régime « Bierut » s'est aussi signalé par une certaine persécution religieuse (limitation des libertés, contrôle des nominations) liée aux accusations de collaboration avec les nazis qui étaient lancées contre le clergé. Une constitution adoptée le 22 juillet 1952, calquée sur le modèle soviétique, supprime la présidence de la République dont les fonctions sont attribuées à un Conseil d'État. Bierut est alors secrétaire du parti communiste et président du Conseil des ministres.

● *Après la mort de Staline,* les ouvriers et les étudiants se soulèvent, en particulier à Poznań (juin

1939 : les nazis pénètrent en territoire polonais, les épreuves de ce malheureux pays vont recommencer.



Ph. © Keystone.

1956) ; Bierut abandonne la présidence du Conseil à l'ex-socialiste Józef Cyrankiewicz ; la mort de Bierut à Moscou (mars 1956) marque l'élargissement du régime. Le Comité central choisit, pour remplacer Bierut, Wladislaw Gomulka, tandis qu'à travers tout le pays un mouvement de libération général se répand ; une amnistie libère trente mille prisonniers. les accords conclus par Gomulka avec Moscou le 15 novembre 1956 ont évité à la Pologne de subir le sort de la Hongrie : le maréchal Rokossowski et les généraux soviétiques qui dirigeaient le pays s'en vont. Sur le plan économique, les nationalisations accomplies dans le domaine de l'industrie subsistent, mais les kolkhoses sont réduits. La persécution religieuse cesse : le cardinal Wyszyński est libéré de son semi-emprisonnement et les évêques réhabilités.

La révolution d'octobre 1956 a introduit en Pologne un régime relativement libéral qui a connu en 1967-1968 une crise liée au problème du Moyen-Orient. L'antisionisme des pays socialistes heurte en Pologne tous ceux qui se souviennent de l'oppression nazie, notamment les intellectuels.

● *Sur le plan intérieur,* l'évolution de la Pologne n'a pas été, depuis une dizaine d'années, celle d'une démocratie populaire obéissant aux consignes de l'URSS. En décembre 1970, à la suite de grèves et d'émeutes dans les ports de la Baltique, Gomulka doit abandonner le pouvoir ; il est remplacé par Edward Gierek, qui entreprend une politique d'apaisement social, mais qui ne peut contrôler la récession économique du pays, ni ses aspirations à une plus large liberté de pensée et d'expression. Toutefois, le régime s'est normalisé, avec l'élection d'Henrik Jablonski comme chef de l'État (mars 1972) et la nomination au poste de Président du Conseil de Piotr Jaroszewicz (mars 1972) puis d'Edward Babiuch (février 1980). En février 1976, une nouvelle constitution est promulguée : elle affirme le caractère socialiste du régime, mais la Pologne prend de timides distances vis-à-vis de l'URSS.

A partir de 1976, les manifestations ouvrières n'apparaissent que d'une manière épisodique. A la fin de l'année 1980, l'agitation reprend sur une plus grande échelle avec les grèves de Gdańsk, menée par le syndicaliste Lech Walesa qui impose une épreuve de force tant au gouvernement polonais lui-même qu'à l'URSS (chute de Gierek).

Le coup d'État du 13 décembre 1981 a donné tous les pouvoirs avec la bénédiction de Moscou — au général Jaruzelski. Celui-ci a pour programme le retour au « socialisme réel » et le redressement économique du pays, qui avait 30 milliards de dollars de dettes au début de 1983. D'où une politique de rigueur, tant sur le plan des libertés que sur le plan économico-social.

Cette politique est combattue par l'Église polonaise et par le syndicat clandestin *Solidarité* de Lech Walesa, que soutient l'opinion publique occidentale. Bien que le général Jaruzelski ait levé la loi martiale (« état de guerre »), proclamée à son avènement, le 22 juillet 1983, la situation de la Pologne reste grave et la répression y est particulièrement impitoyable. La « normalisation » du régime semble encore lointaine.

La Suisse.

Le lecteur trouvera une histoire chronologique de la Suisse p. 160. Retenons-en ici les grandes lignes.

Ce pays alpestre, habité primitivement par des tribus celtes, les *Helvètes,* fut conquis par César au Ier siècle av. J.-C. et resta sous la domination des Romains qui percèrent les premières routes alpestres. Au Ve siècle les Burgondes et les Alamans commencent à envahir le pays, intégré d'abord dans l'empire carolingien, puis partagé entre le royaume de Germanie et celui de Bourgogne. A la mort du dernier roi burgonde, la Suisse est tout entière englobée dans le Saint Empire romain germanique (sous l'empereur Conrad II, en 1032). Les Habsbourg contrôlent, à partir du XIIIe siècle, les petits fiefs dont la prospérité est liée à l'activité du commerce alpin et, lorsque Rodolphe de Habsbourg est élu empereur du Saint Empire en 1273, les territoires suisses deviennent terres d'empire. A la mort de celui-ci (1291), les paysans des Comtés d'Uri, de Schwyz et d'Unterwalden se constituent en une *Ligue éternelle* (légende de Guillaume Tell), point de départ de la Confédération helvétique. Après avoir défendu avec succès leur liberté contre les Habsbourg (bataille de Morgarten, 1315 ; batailles de Sempach, 1386, de Näfels, 1388), la ligue accueille cinq autres cantons urbains (Lucerne, Zurich, Glaris, Zoug et Berne) ; les cantons ruraux, craignant alors d'être dominés par les cantons citadins, limitent la fédération, et jusqu'en 1481 il n'y aura que huit cantons suisses. En 1481, Fribourg et Soleure sont admis dans la ligue (intervention de Nicolas de Flue) et, en 1513, la Confédération groupe treize membres. La bataille de Marignan (1515) marque le début de la neutralité internationale de la Confédération ; après avoir traversé sans trop de dommages les secousses des guerres de Religion (la Réforme prêchée par Ulrich Zwingli), la ligue devient formellement indépendante du Saint Empire en 1499, et son domaine territorial ne varie pas jusqu'en 1798. En 1798, sous l'influence de la France, se crée la République helvétique. La Suisse devient un champ de bataille ; en 1803, Napoléon Bonaparte dicte l'*Acte de médiation* et fonde, sur une nouvelle constitution, la *République fédérative de Suisse* (dix-neuf cantons). Au Congrès de Vienne la neutralité perpétuelle de la Suisse et l'inviolabilité de son territoire sont garanties par les puissances co-signataires et les cantons, maintenant au nombre de vingt-deux, concluent entre eux un *Pacte fédéral,* donnant à chacun une grande autonomie. De 1815 à 1845, pendant la période dite de « restauration », il n'y a pratiquement pas de gouvernement central et l'on voit réapparaître les dissensions religieuses. En 1848, après une guerre civile provoquée par la sécession de sept cantons catholiques (le *Sonderbund*), est adoptée une constitution qui établit un gouvernement fédéral unitaire ; cette constitution a été modifiée le 29 mai 1874 dans le sens de la centralisation et n'a pas varié depuis cette date : un Parlement fédéral élu au suffrage universel — les femmes ont obtenu le droit de vote le 7 février 1971 — est l'autorité suprême en matière de traités internationaux, de défense nationale, de monnaie, de communications et télécommunications, ainsi que pour les autres questions d'intérêt général ; il est composé de deux chambres, le *Conseil des États* et le *Conseil national ;* le pouvoir exécutif appartient au *Conseil fédéral* et le président de ce Conseil est appelé le *Président de la Confédération ;* le Conseil fédéral est élu tous les quatre ans.



Ph. © Keystone.

La Confédération helvétique est réputée dans le monde entier pour la qualité de son système bancaire.

Réunion des Confédérés catholiques et protestants, en 1531, à Baden, après la bataille de Kappel et la mort de Zwingli : à partir de cette date, la Confédération helvétique reste divisée entre deux confessions : Zurich, Berne et Bâle sont protestants, Uri, Schwyz, Unterwald et Lucerne sont catholiques.

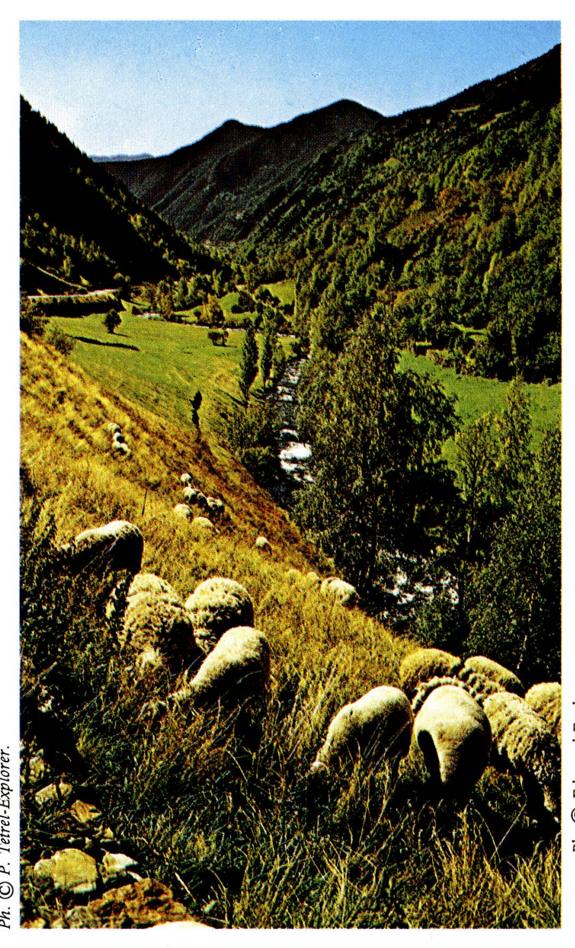


Mus. nat. suisse, Zurich. Ph. J.-L. Charmet ©. Photeb.

Les petits États de l'Europe.

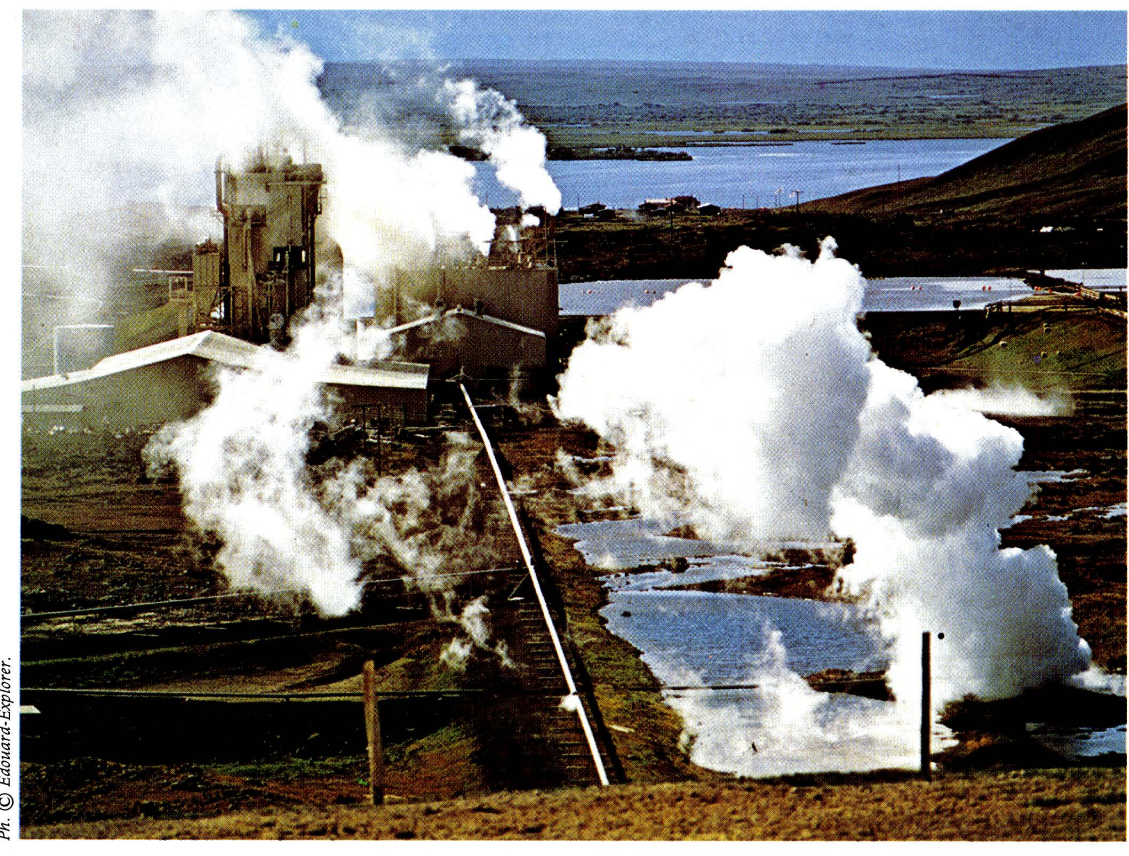
Un certain nombre d'États et de territoires européens témoignent des anciennes divisions de l'Europe en une multitude de principautés ; leur permanence apparaît à certains comme un archaïsme historique et politique. Il est cependant intéressant de souligner que les plus petits de ces États, même lorsqu'ils dépendent d'une grande puissance, ont conservé un sens aigu de leur nationalité. En voici la liste alphabétique avec le rappel de leur statut.

● *Les vallées d'Andorre.* La co-principauté d'Andorre est située dans les Pyrénées orientales ; sa surface est de 465 km², sa démographie : 28 000 habitants ; langue : le catalan. Le statut politique d'Andorre remonte au *paréage* de 1278 qui plaçait les six petits villages de la vallée sous la suzeraineté commune de l'évêque d'Urgel et du comte de Foix, tous deux considérés comme coprinces d'Andorre. Les droits du comte de Foix sont passés successivement à la couronne de France (par Henri IV) puis au président de la République française. Les deux coprinces sont représentés dans la principauté par des *viguiers* (*viguier épiscopal* et *viguier de France*).



Ph. © P. Tetrel-Explorer.

L'Andorre est essentiellement formée de deux hautes vallées, le Valira del Norte (photographie ci-dessus) et le Valira del Orien, qui se réunissent pour former le Gran Valira.



Ph. © Edouard-Explorer.

Le captage des eaux chaudes du sous-sol volcanique islandais permet non seulement le chauffage des habitations, mais aussi celui de vastes serres dans lesquelles sont cultivés des produits maraîchers.

● *Islande.* Découverte en 860 et colonisée en 930 par les Vikings norvégiens. République indépendante entre 930 et 1262, possession du roi de Norvège, à partir de cette date puis, à partir de 1380, des souverains danois, l'Islande a été reconnue comme État souverain le 1er décembre 1918 (le chef de l'État étant alors le roi du Danemark, mais les institutions étant indépendantes). C'est une république indépendante depuis le 17 juin 1944, à la suite du référendum du 24 mai 1944.

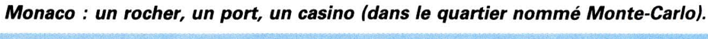
● *Le Liechtenstein.* L'histoire du Liechtenstein remonte à 1342, lorsque Hartmann Ier devient le chef du comté de Vaduz ; augmenté du comté de Schellenberg, l'État atteint en 1434 ses limites actuelles. Il constitue alors un des nombreux fiefs du Saint Empire romain germanique. Les deux comtés sont achetés en 1699 et 1712 par la maison du Liechtenstein, puis sont constitués, le 23 janvier 1719, par l'empereur Charles IV, en une principauté, qui restera membre du Saint-Empire jusqu'en 1806. Le souverain actuel est François-Joseph II, depuis le 25 juillet 1938.

La constitution du 5 octobre 1921 a donné au Liechtenstein une Diète de quinze membres élus pour quatre ans (suffrage universel, représentation proportionnelle). Le pays a la même monnaie que la Suisse depuis 1921 et a signé en 1924 une union douanière avec la Confédération helvétique.

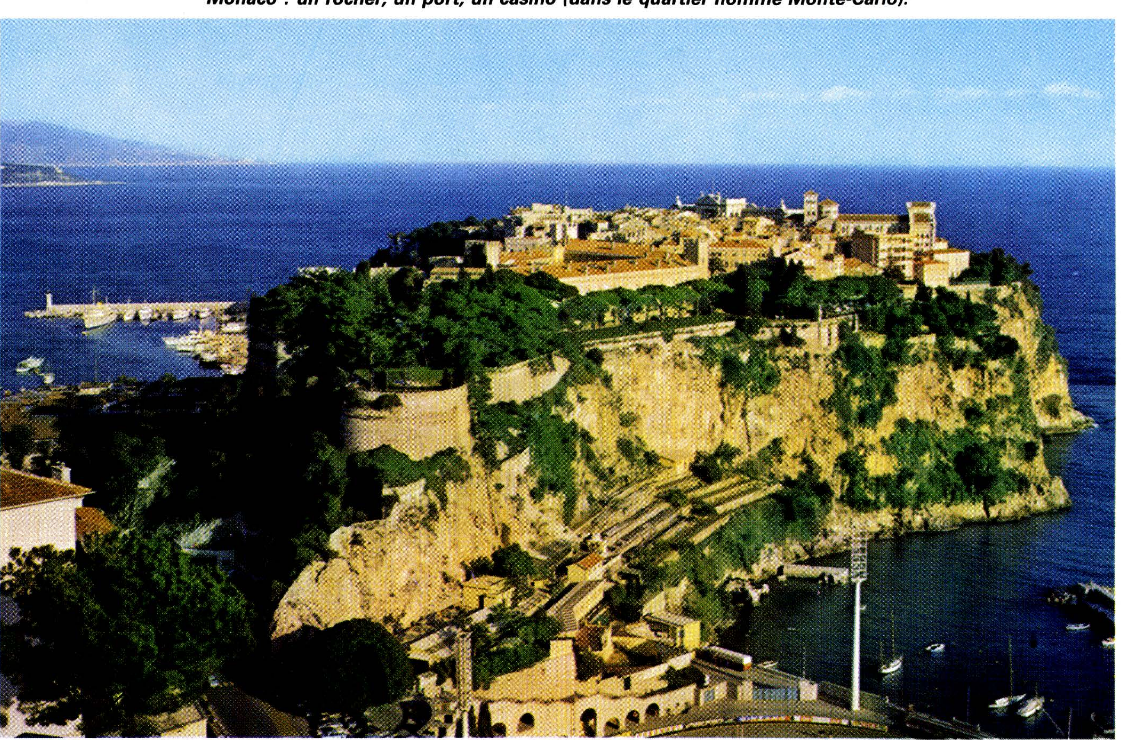
● *Principauté de Monaco.* Cette enclave de 150 hectares dans le département des Alpes-Maritimes appartient dès 1297 à la maison des Grimaldi (famille génoise). L'absence d'héritier mâle transfère la principauté entre les mains de la famille Goyon-Matignon, comtes de Torigny (en 1733, l'héritière des Grimaldi, Louise-Hippolyte, épouse Jacques de Goyon-Matignon qui prend le nom et les armes des Grimaldi). Le Congrès de Vienne a enlevé le contrôle de la principauté à la France pour le confier au royaume de Sardaigne ; en 1861, c'est à nouveau à la France que revient ce « protectorat ». Après les règnes du prince Albert Ier (1889-1922) et de son fils, le prince Louis II (1922-1949) la principauté passe à la famille de Polignac, la fille de Louis II, la princesse Charlotte, duchesse de Valentinois, ayant épousé le prince Pierre, comte de Polignac qui prend lui aussi le nom de Grimaldi. C'est le fils de la princesse Charlotte, le prince Rainier III, qui a succédé à son grand-père le 9 mai 1949. En 1959, Rainier III suspend la constitution de 1911 pour la remplacer en 1962 par une constitution démocratique (il conserve les mêmes assemblées : le Conseil national et le Conseil communal, mais elles sont *élues* et non plus nommées). Les relations de Monaco avec la France sont fondées sur une convention de bon voisinage qui remonte à 1951 ; cette convention a été révoquée le 11 octobre 1962 par la France, en raison de l'évasion fiscale qui se produisait vers la principauté, et remplacée par de nouvelles conventions signées le 18 mai 1963.

● *République de San Marino (Saint-Marin).* C'est une petite enclave de 61 km^2 en territoire italien (à l'Est de Florence). La ville de San Marino fut autonome dès le IXe siècle et transformée en république au XIe siècle. La république a signé un traité de bon voisinage avec l'Italie le 22 mars 1862 ; ce traité, après avoir subi de nombreux amendements, a été reconduit en 1960.

La république est administrée par un Grand Conseil qui nomme deux *capitaines-régents*, pris parmi ses membres, et qui sont les chefs de l'État (ils agissent en tant que régents).



Monaco : un rocher, un port, un casino (dans le quartier nommé Monte-Carlo).



Ph. © Atlas Photo.



Ph. © Autochrome Lumière.

Prise d'armes dans une cour de ferme, en 1915 **(autochrome Lumière).**

LA GRANDE GUERRE (1914-1918).

Les causes.

Les relations internationales de 1815 à 1871.

● *Le Congrès de Vienne* a simplifié la carte de l'Europe (voir p. 161) en négligeant, consciemment et imprudemment, les idéologies nationales. L'Autriche, présente maintenant dans les Balkans et en Italie, est — de ce point de vue — l'État le plus monstrueux, puzzle explosif de nationalités (voir pp. 28 et 30) ; l'Italie est une « expression géographique » (le mot est de Metternich) ; la Russie comprend une forte proportion d'*allogènes* (non-russes). Autour de la France, responsable aux yeux des Puissances non seulement des vingt-cinq ans de guerre mais surtout d'avoir répandu les idées de la Révolution sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et les droits de l'homme, on a créé un « cordon sanitaire » d'États-tampons, protégeant la Prusse — qui, ayant reçu la Rhénanie, a donc une frontière commune avec la France — et l'Autriche : tel est le rôle des Pays-Bas (auxquels on a réuni la Belgique) et du royaume de Sardaigne (qui annexe Gênes et la Savoie).

Autrement dit, les traités sont faits contre la France ; c'est elle, pense-t-on en Europe, qui risque de les déchirer : on va voir qu'ils se sont détruits d'eux-mêmes.

● *Est-ce à dire que les quatre Grands* — la Grande-Bretagne, la Russie, l'Autriche et la Prusse — forment une alliance indissoluble, garantissant la paix de l'Europe et du monde ? La chimérique *Sainte-Alliance* à laquelle l'Angleterre avait refusé de s'associer, est certes doublée d'une *Quadruple-Alliance* (voir p. 17) instaurant l'idée de l'examen international des intérêts communs : c'est encore l'Angleterre (Canning) qui en amenuisera l'influence, au nom de sa traditionnelle politique de bascule, par crainte surtout d'une hypertrophie de la puissance russe à laquelle elle va s'opposer pendant tout le XIXe siècle. La rivalité anglo-russe se double d'un conflit latent austro-russe ; l'énorme empire des tsars voudrait être une puissance maritime et les *Détroits* turcs (le Bosphore et les Dardanelles) font l'objet de sa convoitise. C'est dans cet esprit que le tsar se pose en défenseur des chrétiens contre le sultan : mais il se heurte alors à la zone d'influence autrichienne et au veto de la Grande-Bretagne, peu soucieuse de voir déboucher la flotte russe en Méditerranée. On a donné à ce conflit d'intérêts où, sous couleur de défendre des minorités nationales ou religieuses, les grandes puissances interviennent dans les Balkans et au Proche-Orient, le nom de *question d'Orient*.

● *Toutes ces relations,* compliquées par les poussées nationalistes, les premières révoltes « libérales » nées d'une diffusion des idées françaises, de l'importance naissante des « intelligentsia », de l'apparition du prolétariat ouvrier, pèsent sur l'Europe du Congrès. Petit à petit elle oublie Napoléon (sauf en France, bien entendu), comme cent cinquante ans plus tard elle oubliera Hitler ; le sort de la paix se décide maintenant en Grèce, en Serbie et à Constantinople. Conséquence de ce déplacement du centre de gravité international : la France sort de son isolement :

— par un rapprochement (encore très superficiel) avec l'Angleterre à propos de l'indépendance de la Belgique en 1831 (voir p. 90) ;

— par un rapprochement plus sérieux avec la même puissance en 1854-56, lors de la guerre de Crimée (voir p. 72) ; Napoléon III est alors en passe de devenir l'arbitre de l'Europe ;

— par la naissance de l'État italien qui fait ses premiers pas vers l'unité avec l'appui de Napoléon III (entrevue de Plombières avec Cavour, 1858, voir p. 58) ;

— par une « entente » de Napoléon III avec Bismarck lorsque celui-ci entreprend la guerre contre l'Autriche (1866) ; l'entrevue de Biarritz (1865) était en fait une duperie, dont la France découvrira avec amertume les conséquences en 1870.

L'Europe de Bismarck (1871-1890).

● *Après la guerre de 1870-1871* et le traité de Francfort (10 mai 1871), la politique de l'Europe se fait à Berlin, et jusqu'en 1890 Berlin, c'est Bismarck. Celui-ci mène le combat sur deux fronts : à l'intérieur, il travaille à réduire les minorités nationales de l'empire allemand (Alsaciens, Lorrains, Polonais, Danois du Schleswig), à l'extérieur il s'oriente vers l'isolement systématique de la France qu'il a vaincue mais dont il craint l'esprit de revanche (crainte d'ailleurs justifiée et qui se matérialisera en 1914). D'où la *politique des alliances* sur le mode de celle de 1815, mais fondée sur le principe de l'intervention armée.

— En 1872-73, il conclut une alliance défensive germano-russe, transformée en une *Entente des trois empereurs* par l'adhésion de l'Autriche-Hongrie (22 octobre 1873). Les trois empereurs, ce sont alors Guillaume Ier (Prusse, François-Joseph (Autriche-Hongrie), Alexandre II (Russie). Le rapprochement entre la Russie et la Double-Monarchie est à première vue surprenant, puisque les deux États sont en conflit latent permanent (rivalités balkaniques, problème des minorités slaves incluses dans l'Autriche-Hongrie). Mais Bismarck fait valoir — avec la plus parfaite mauvaise foi, car il n'en croit pas un mot — l'argument de la solidarité des empereurs contre le « démocratisme » français ; en 1874, l'Italie adhère elle aussi à l'entente.

— En 1878, après la guerre russo-turque et le traité de San Stefano, Disraeli réclame au nom de l'Angleterre une conférence internationale. Les Puissances se réunissent au *Congrès de Berlin* (juin-juillet 1878) où Bismarck prétend jouer le rôle d'un « honnête courtier ». En fait, tout en prétendant que les affaires d'Orient ne valent même pas les « os d'un fusilier poméranien », le chancelier profite des circonstances pour se rapprocher davantage de l'Autriche-Hongrie en soutenant son représentant, Andrassy, contre le russe Gorčakov. Autrement dit, l'Entente des trois empereurs est rompue et, après le Congrès, Bismarck conclut une alliance défensive avec l'Autriche-Hongrie contre la Russie ; l'alliance austro-allemande d'octobre 1879 reste secrète ; la Roumanie y adhère en 1883.

— En même temps qu'il se prémunit contre une agression russe, Bismarck, obsédé par l'idée d'une alliance franco-russe éventuelle (et d'autant plus probable que la Russie a quitté le Congrès de Berlin avec l'impression d'avoir été jouée), reconstitue l'*Entente* de 1872 sous le nom de *Ligue des trois empereurs :* en cas de guerre franco-allemande, il s'assurait la neutralité austro-russe.

— Le dernier chaînon du système bismarckien est l'association de l'Italie à l'Autriche-Hongrie et à l'Allemagne en cas de conflit avec la France ; cette triple alliance (ne pas confondre avec l'Entente des trois empereurs) est le résultat de la déception italienne devant la politique française en Tunisie (on appelle souvent *Duplice* l'alliance austro-allemande de 1879 et *Triplice* la Triple-Alliance).

— Enfin, en 1887, Bismarck consolide la Triplice en faisant signer les accords méditerranéens (Angleterre, Italie, Autriche-Hongrie, Espagne) limitant une éventuelle expansion française en Méditerranée (Égypte, Maroc) ; la même année, Bismarck signe avec la Russie — à l'insu de l'Autriche — un traité de contre-assurance accordant au tsar des avantages balkaniques en échange de sa neutralité dans le cas d'une guerre contre la France.

● *L'Europe de Bismarck est un château de cartes.* En voulant maintenir, autour de la France, un jeu compliqué d'alliances entre des puissances dont les intérêts sont contraires, il risque de voir le système s'effondrer au premier conflit : la situation brûlante dans les Balkans va dresser les uns contre les autres les Russes, les Autrichiens et les Italiens. Il en résultera, entre 1890 et 1914, un renversement des alliances.

Le renversement des alliances.

Le 15 mars 1890, l'empereur Guillaume II, âgé de 31 ans, bouillant — depuis deux ans qu'il a ceint la couronne — d'exercer lui-même le pouvoir, met brutalement le vieux chancelier (il avait 75 ans ; ses ennemis prétendaient qu'il perdait la mémoire et qu'il n'avait plus sa tête à lui) en demeure de se soumettre à ses idées sur la politique russe ; le 18 mars, Bismarck adresse sa lettre de démission à l'empereur, déclinant avec insolence et respect les honneurs ridicules qui lui sont offerts. L'Europe, qui avait si souvent tremblé lorsque Bismarck montait ses combinaisons politiques, lui était finalement reconnaissante de la paix — une *pax germanica* — qu'il lui avait donnée ; elle s'inquiète devant l'inconnu que représente Guillaume II, dont le militarisme belliqueux n'est pas ignoré.



Ph. © Roger-Viollet.

Juillet 1905 : l'empereur Guillaume II reçoit en grand uniforme d'amiral le tsar Nicolas II ; mais depuis 1892 la Russie a quitté le camp de l'Allemagne pour signer avec la France un accord défensif. (Nicolas II porte l'uniforme d'amiral allemand.)

● *La Russie* d'Alexandre III est la première à sortir de l'Europe bismarckienne, découragée par l'attitude de Guillaume II qui renouvelle, par anticipation, la Triplice en 1891 ; ainsi en 1892 est signé avec la France un *accord défensif* contre l'Allemagne. La France voit ainsi sa sécurité assurée (l'« ennemi héréditaire », l'Allemagne, est pris entre les deux mâchoires d'une paire de tenailles) ; la Russie trouve en France les capitaux nécessaires à son expansion en Orient (construction du Transsibérien, accords avec la Chine).

● *L'Angleterre* sort de son « splendide isolement » (voir p. 13) ; sensible aux progrès économiques et démographiques de l'Allemagne, elle signe avec le Japon (1902) et avec la France (8 avril 1904) des alliances défensives ; l'alliance franco-anglaise (l'*Entente cordiale*) négociée par Delcassé, successeur de Hanotaux aux Affaires étrangères, harmonise les problèmes coloniaux des deux puissances.

● *Après son échec en Éthiopie* (voir p. 58), l'Italie se rapproche elle aussi de la France ; tout en restant dans la Triplice, elle signe avec la France une convention défensive qui lui donne une position internationale ambiguë. Enfin l'Angleterre signe le 31 août 1907 une convention avec la Russie, réalisant ainsi la *Triple-Entente* (Angleterre, France, Russie).

La marche à la guerre.

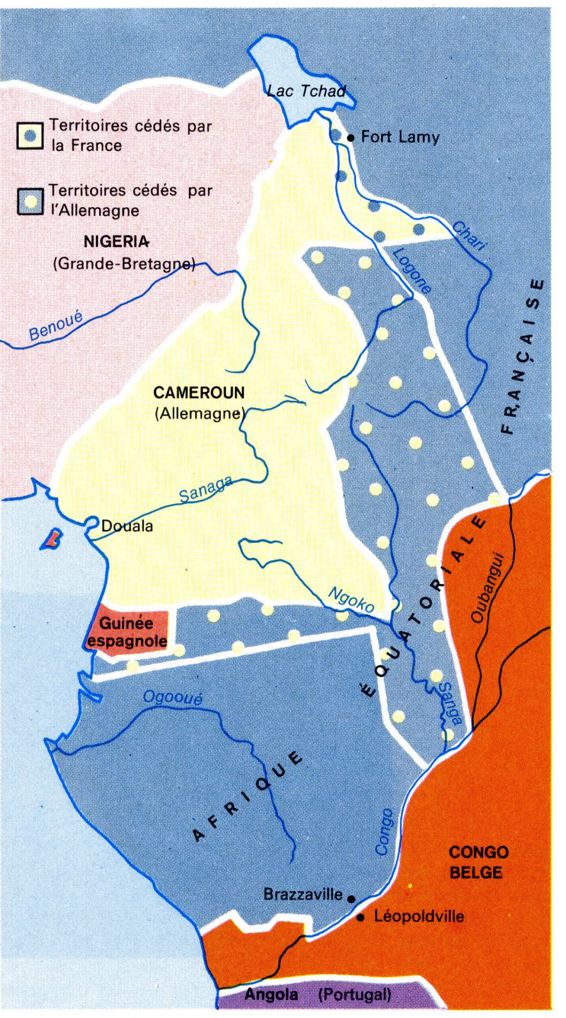
● *Les crises européennes.* De 1905 à 1914, cinq crises internationales viennent troubler la politique européenne :

— Deux crises coloniales opposent l'Allemagne à la France au sujet du Maroc. Guillaume II, fidèle aux principes de la *Weltpolitik,* la politique mondiale de l'Allemagne, fait le 31 mars 1905 un discours à Tanger, dans lequel il annonce son intention de « protéger » l'indépendance marocaine que menaçait l'impérialisme français. Cette première crise fut dénouée par la conférence d'Algésiras (1906) qui, tout en écartant le protectorat français sur le Maroc, confiait à la France et à l'Espagne la police des ports. Une seconde crise éclate en avril 1911 au sujet du sultan Moulāy Hāfiz, qui, en conflit avec des sujets rebelles qui l'assiégeaient dans Fès fait appel aux Français ; ceux-ci, en envoyant une colonne militaire vers l'intérieur, violent les conventions d'Algésiras et les Allemands, en manière de réplique, expédient une canonnière — le *Panther* — en rade d'Agadir. La manœuvre avait pour but d'imposer à la France une politique de compensation : en échange de son installation au Maroc, elle devait abandonner à l'Allemagne les territoires congolais. La réaction vint... de l'Angleterre, alliée, certes, de la France, mais soucieuse d'écarter l'Allemagne du Maroc et de l'Afrique ; Lloyd George déclare :

> *« Une paix à tout prix serait un abaissement qu'un grand pays comme le nôtre ne pourrait accepter »* (Discours du 21 juillet 1911).

Le président du Conseil français, Caillaux, est moins absolu et préfère négocier un accord (4 novembre 1911) par lequel la France obtient l'assentiment allemand à un protectorat au Maroc en échange de concessions territoriales en Afrique équatoriale (voir carte ci-dessous).

Les accords coloniaux franco-allemands du 4 novembre 1911



— Trois crises balkaniques (voir p. 31) concernent les rivalités entre Slaves et Autrichiens : en 1908-1909 (crise de la Bosnie-Herzégovine), en 1912-1913 (guerre italo-turque et coalition balkanique), en 1914 enfin (assassinat à Sarajevo, en Bosnie, de l'archiduc héritier d'Autriche François-Ferdinand). Cette dernière crise devait être fatale à la paix.

28 juin 1914	Assassinat de François-Ferdinand d'Autriche et de son épouse par le Bosniaque Prinzip; l'assassin est sujet autrichien, mais serbe de sentiment (on apprendra, après la guerre, qu'il était affilié à la *Main noire*, voir p. 31); Sarajevo est en territoire autrichien.
23 juillet 1914 au soir	Ultimatum autrichien à la Serbie accusée d'avoir aidé le complot en armant l'assassin : l'Autriche réclame en particulier le désaveu formel de toute agitation antiautrichienne et le droit de participer à l'enquête policière à Belgrade. La Serbie a quarante-huit heures pour donner sa réponse.
25 juillet	La Serbie accepte toutes les clauses de l'ultimatum *sauf* celle de la participation des policiers autrichiens à l'enquête; mobilisation générale en Serbie, mobilisation partielle en Autriche-Hongrie.
25-27 juillet	Tentatives de médiation de l'Angleterre.
28 juillet	L'Autriche déclare la guerre à la Serbie.

La Grande Guerre : le conflit austro-serbe



Ph. © Roger-Viollet.

Juillet 1914 : le Lorrain Raymond Poincaré, président de la République française, passe en revue l'équipage d'un navire russe, en compagnie du tsar Nicolas II. La France et la Russie sont alliées, un mois plus tard on parlera du « rouleau compresseur » russe.

● *La crise de Sarajevo* a déclenché la guerre de 1914-1918 ; il convient de la décrire rapidement avant d'analyser les causes profondes de la Grande Guerre.

Une remarque s'impose à la lecture de ce premier tableau : l'Autriche-Hongrie a attendu plus de trois semaines pour remettre son ultimatum à la Serbie. Ce temps mort a servi à mettre au point les rôles respectifs de l'Autriche et de l'Allemagne : pendant que celle-ci neutraliserait les alliés de la Serbie (les Russes et, éventuellement, les Français, eux-mêmes alliés de la Russie), l'Autriche-Hongrie réglerait une fois pour toutes la question serbe par l'écrasement du petit pays slave. Le chancelier allemand du moment, Bethman-Hollweg, semble avoir été entraîné malgré lui dans une situation inextricable. A-t-il voulu vraiment la guerre? Il est hors de doute qu'il admettait une guerre locale, austro-serbe, et même qu'il la souhaitait pour resserrer l'alliance austro-allemande ; il est fort possible qu'il ait cru un instant pouvoir limiter le conflit et intimider aussi bien la Russie que la France. L'idéal, pour lui, aurait été de faire retomber sur la Russie la responsabilité du conflit, afin d'éviter l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne. Or l'Autriche, en déclarant la guerre à la Serbie le 28 juillet, a précipité les événements : à partir de maintenant la guerre est inévitable, d'autant plus que le clan militaire allemand exige un déroulement rapide des premières opérations, une sorte de guerre-éclair surprise.

En quelques jours la guerre austro-serbe va devenir austro-russe, puis européenne (tableau ci-contre) :

De la guerre austro-serbe à la guerre européenne

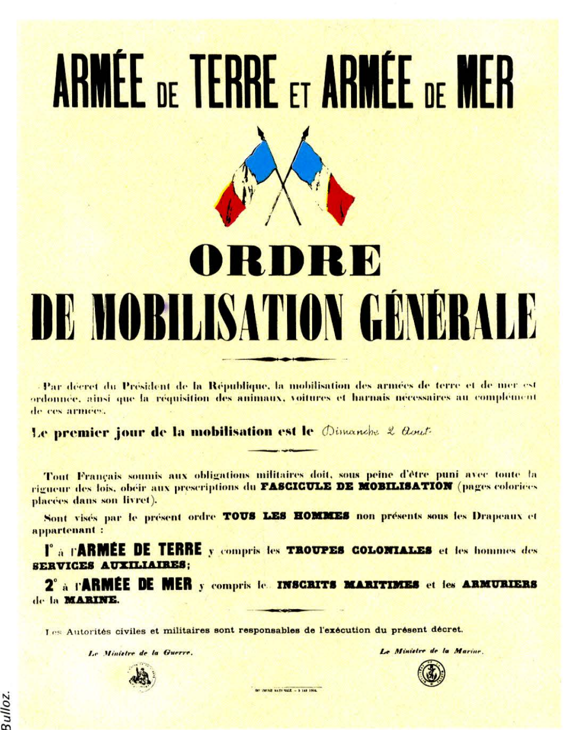
29 juillet	Ordre de mobilisation partielle en Russie.
31 juillet (matin)	Contrordre relatif à la mobilisation partielle et ordre de mobilisation générale en Russie, sous la pression des états-majors.
(après-midi)	Ultimatum de l'Allemagne à la Russie : celle-ci a douze heures pour arrêter les préparatifs de guerre; ultimatum de l'Allemagne à la France : celle-ci doit faire savoir sous dix-huit heures si, en cas de conflit, elle restera neutre.
1er août (après-midi)	Mobilisation générale en Allemagne et en France.
(soirée)	Déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie; Bethman-Hollweg espère que la France prendra l'initiative d'une déclaration de guerre.
2 août (soirée)	Ultimatum à la Belgique lui demandant de livrer passage aux troupes allemandes.
3 août	L'Allemagne déclare la guerre à la France, prétextant le survol de Nuremberg par un avion qui aurait lâché des bombes sur la ville. L'offensive allemande au Luxembourg et en Belgique a commencé.
4 août	Déclaration de guerre de l'Angleterre à l'Allemagne (le Premier Ministre britannique est Asquith; au *Foreign Office* : sir Edward Grey).

● *Un problème : les causes de la Grande Guerre.* L'existence de deux camps en Europe était bien nette, surtout depuis 1907 : la Triple-Entente — France, Angleterre, Russie — d'un côté, les empires centraux — Allemagne et Autriche-Hongrie — de l'autre. Comment ces deux « blocs » en sont-ils venus à la guerre?

Les causes sont multiples : la rivalité des impérialismes et des économies (en particulier les progrès de l'Allemagne par rapport à l'Angleterre), la course aux armements, l'engrenage inexorable conduisant aux conflits armés, les causes affectives (le besoin de revanche de la France, l'exacerbation des nationalismes), les causes circonstancielles (par exemple : la mobilisation générale russe est souvent considérée comme l'élément déclencheur de la guerre et on a prétendu que si les Russes avaient seulement donné un ordre de mobilisation partielle, la guerre n'aurait pas eu lieu : or la Russie *n'avait pas*, en 1914, de plan de mobilisation partielle). Il y a donc beaucoup de causes possibles ; mais chacune, prise séparément, est insuffisante pour justifier un conflit d'une si grande envergure : l'infériorité économique de la Grande-Bretagne n'est pas si grande qu'elle puisse expliquer le conflit, la course aux armements est l'*effet* de la mentalité de guerre qui régnait vers 1912 en Europe, bien plus que la *cause* de cette mentalité, les motivations affectives ne sont pas nouvelles, les circonstances et les incidents n'ont pas manqué entre 1904 et 1914.

Conclusion : la guerre aurait-elle éclaté « par hasard », c'est-à-dire sans aucune raison historique valable? Le simple énoncé de cette question en souligne l'invraisemblance. La guerre de 1914-1918 a éclaté parce qu'*un ensemble de causes* se sont manifestées simultanément, à un moment où l'Europe était sensibilisée à ces causes. Que l'on compare avec le monde d'aujourd'hui. En 1968, un Palestinien vivant aux États-Unis depuis 1957 assassine Robert Kennedy, candidat à la présidence des États-Unis ; ce meurtre ressemble à celui qu'avait accompli Prinzip : un homme appartenant à une minorité nationale qui se considère opprimé par l'impérialisme américain (agissant par l'intermédiaire de l'État d'Israël) assassine une personnalité ennemie éminente. La comparaison avec la crise de Sarajevo est tentante :

Éléments du conflit	Conflit austro-serbe	Conflit américano-palestinien
Victime	L'archiduc-héritier	Le candidat à la présidence.
Meurtrier	Un Bosniaque (Slave) : Prinzip. La Serbie.	Un Palestinien : Sirhan. La Palestine.
Puissance dominante	L'Autriche-Hongrie.	Les États-Unis agissant par l'intermédiaire d'Israël.
Nationalité dominée	Le bloc des Slaves appuyé par la Russie.	Le bloc arabe appuyé par l'U.R.S.S.
Alliances en conflit	La Triple-Entente et les empires centraux.	Le « bloc soviétique » et le « bloc occidental ».



ARMÉE DE TERRE ET ARMÉE DE MER

ORDRE

DE MOBILISATION GÉNÉRALE

Par décret du Président de la République, la mobilisation des armées de terre et de mer est ordonnée, ainsi que la réquisition des animaux, voitures et harnais nécessaires au complément de ces armées.

Le premier jour de la mobilisation est le Dimanche 2 Août

Tout Français soumis aux obligations militaires doit, sous peine d'être puni avec toute la rigueur des lois, obéir aux prescriptions du **FASCICULE DE MOBILISATION** (pages coloriées placées dans son livret).

Sont visés par le présent ordre **TOUS LES HOMMES** non présents sous les Drapeaux et appartenant :

1° à l'**ARMÉE DE TERRE** y compris les **TROUPES COLONIALES** et les hommes des **SERVICES AUXILIAIRES**;

2° à l'**ARMÉE DE MER** y compris les **INSCRITS MARITIMES** et les **ARMURIERS** de la **MARINE**.

Les Autorités civiles et militaires sont responsables de l'exécution du présent décret.

Le Ministre de la Guerre. *Le Ministre de la Marine.*

Bulloz.

Le samedi 1er août 1914, à 15 h 45 (16 h 45, heure allemande), a été décrétée en France la mobilisation générale, dont le premier jour était fixé au dimanche 2 août : ce n'était pas encore la guerre, mais une veillée d'armes tendue...

Ph. © Roger-Viollet.

... la mobilisation générale fut décidée en Allemagne au même moment. Le 3 août, l'Allemagne prenait l'initiative de déclarer la guerre à la France et, ce faisant, compromettait sa situation internationale : les puissances alliées aux empires centraux (Roumanie, Italie) ne sont liées à eux que par des traités défensifs et n'ont guère d'intérêt à entrer dans le conflit; les « compensations » qu'elles peuvent espérer sont du reste très maigres. C'est pourquoi, à Rome et à Bucarest, on se prononça pour la neutralité, ce qui déçut profondément Guillaume II qui compara ses alliés à des poires pourries se détachant d'un poirier.

En 1914, la réunion de ces éléments a provoqué la guerre austro-serbe, puis la guerre austro-russe, d'où une guerre européenne; en 1968 on aurait pu assister, parallèlement, à une guerre américano-palestinienne, transformée en guerre américano-soviétique, puis en guerre mondiale. Or, il n'en a rien été; bien plus, l'affaire n'a même pas été débattue sur le terrain diplomatique, mais considérée comme une affaire criminelle intérieure. Cette comparaison met en lumière l'importance du facteur *temps.* En 1968, les grandes puissances n'envisagent pas de se déclarer mutuellement la guerre avec autant de légèreté qu'en 1914. Pourquoi? Peut-être peut-on parler d'un *progrès* en matière de morale internationale; tout comme le droit pénal commun d'un pays s'est adouci avec les progrès de la civilisation (et malgré les progrès parallèles du crime), les rapports entre nations se sont assouplis. Peut-être aussi peut-on invoquer, selon la formule consacrée, *l'équilibre de la terreur,* les deux blocs se faisant la paix, parce que « faire la guerre » signifierait leur anéantissement réciproque, en raison de l'existence des armes nucléaires, et qu'un pays ne peut raisonnablement s'engager dans une guerre que s'il est certain de la gagner : la politique internationale ne connaît pas, ne doit pas connaître l'héroïsme aveugle.

Nous touchons ici à un point particulièrement intéressant : malgré une certaine répugnance à une guerre « inutile », l'Allemagne a quand même envisagé de la faire parce qu'elle était certaine de la gagner et, de même, la France et la Russie sont entrées en jeu avec une conviction identique (le cas de la Grande-Bretagne est différent : une fois le conflit commencé, elle ne pouvait pas rester neutre tant pour sa sécurité qu'en raison de ses alliances). Supposons un instant que les deux camps aient été parfaitement informés de leur puissance respective et de l'efficacité de leurs armes : il est probable qu'ils auraient jugé inutile leur destruction réciproque, tout comme deux joueurs d'échec décident « partie nulle » au vu d'une position donnée des pièces, la théorie et la pratique ayant démontré que, dans cette position, aucune conclusion positive n'est à envisager. Or, précisément, cette connaissance des forces matérielles est, sinon totale, du moins très évoluée en 1968, et c'est elle qui — en un sens — a empêché le conflit américano-soviétique de prendre l'aspect d'un conflit armé généralisé.

Nous parvenons donc à la conclusion provisoire suivante : lorsqu'une tension susceptible de provoquer une guerre existe entre deux pays supérieurement armés et connaissant suffisamment leur puissance réciproque, cette guerre ne semble pas possible si le système de conditions suivant est réalisé :

1 – Les forces de ces États sont équivalentes ou, du moins, suffisamment proches l'une de l'autre pour que l'issue de la guerre soit incertaine.

2 – Les gouvernements sont « rationnels », c'est-à-dire qu'ils prennent leur décision en fonction de l'évaluation des forces et non des passions du moment.

Mais qu'adviendrait-il si l'on se trouvait en face de la situation suivante :

1 – Les forces de ces États sont nettement différentes; l'un d'entre eux est armé supérieurement par rapport à l'autre.

2 – Condition identique à celle du système I.

On voit se dessiner une seconde conclusion provisoire : logiquement, *indépendamment de toute autre considération,* l'État le plus fort a intérêt à détruire son adversaire pendant que celui-ci est encore le plus faible. Si maintenant nous passons de cet exemple simplifié et théorique à la réalité, nous constatons aisément que le système I s'applique — en gros — aux relations américano-soviétiques (« équilibre de la terreur »), et le système II aux relations américano-chinoises. Mais — heureusement — les faits contredisent notre seconde conclusion provisoire : les États-Unis, actuellement capables de détruire la puissance de la Chine populaire, ne le font pas. Pourquoi? Parce qu'il entre sans doute une autre considération que celle de l'appréciation des forces matérielles et nous croyons, avec optimisme, que ce facteur nouveau, c'est l'*amour de la paix.* Entendons-nous bien : il ne s'agit pas d'affirmer que ce « sentiment » est caractéristique de l'attitude du gouvernement américain; nous aurions pu tout aussi bien considérer que la situation II correspondait aux actuelles relations sino-soviétiques, l'URSS ayant l'énorme avantage des armes nucléaires sur la Chine : et pourtant l'URSS ne détruit pas la Chine maoïste.

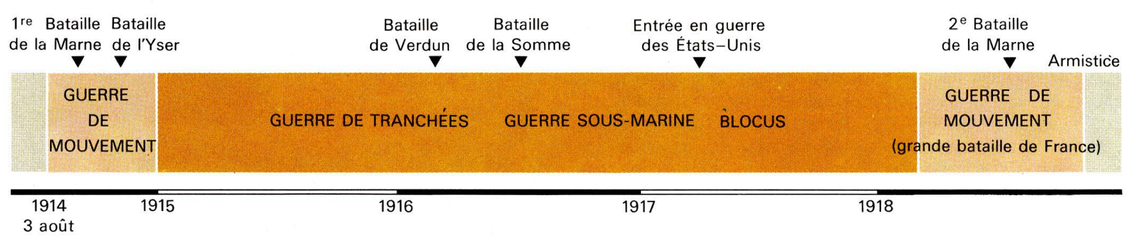
De cette longue digression à propos du caractère évitable ou inévitable des guerres, nous pouvons semble-t-il conclure que les « grandes » guerres, les guerres de type mondial, ne peuvent avoir lieu que si l'État (ou le groupe d'États) qui a l'initiative, est certain de sa supériorité globale (humaine, militaire, économique) et si la situation de guerre se situe à une époque où la *paix* est — dans la morale des gouvernements — secondaire par rapport à d'autres motivations (l'honneur, l'orgueil, ou l'intérêt par exemple). En 1914, ces conditions globales étaient réunies : il y avait une tension internationale génératrice de conflit, l'Allemagne était sûre de la supériorité de ses armes, la valeur *paix* était secondaire par rapport à la valeur *vengeance* pour les Autrichiens ou à la valeur *solidarité* pour les Russes (vis-à-vis des Slaves d'Autriche-Hongrie). Dès lors peu importent les motifs invoqués : la guerre pouvait éclater à tout moment.

La Grande Guerre.

● *Commencée le 28 juillet* (avec la Serbie), la guerre se termine par la défaite des empires centraux (auxquels se sont jointes la Turquie et la Bulgarie) le 11 novembre 1918 (armistice de Rethondes); l'intervention des États-Unis aux côtés de l'Entente (1917) lui donne un *caractère mondial,* d'autant plus que les opérations militaires se déroulent non seulement en Belgique et en France (front principal) et en Russie, mais aussi dans les Balkans, en Asie (Dardanelles), dans les colonies allemandes d'Afrique et d'Extrême-Orient, sur toutes les mers du globe. C'est donc véritablement une *guerre mondiale,* la première dans l'histoire de l'humanité.

Cette guerre, par les moyens mis en œuvre, par le nombre des victimes civiles et militaires qu'elle a faites, par l'ampleur des destructions, par les atrocités qu'elle a engendrées, dans les deux camps, a mérité — triste mérite! — d'être appelée la *Grande Guerre.* Vingt et un ans après l'armistice, une autre guerre mondiale éclatait, plus atroce et plus destructrice que la première qui, par rapport à elle, devenait une *moins-grande-guerre.* L'habitude s'est maintenant répandue d'appeler la guerre de 1914-18 la *Première Guerre mondiale* et celle de 1939 la *Seconde Guerre mondiale.*

● *Nous résumons* les opérations militaires p. 63; le schéma suivant en indique le déroulement général sur le front de France :



Les grandes phases de la Première Guerre mondiale

Dans les Balkans et au Moyen-Orient, la guerre contre la Bulgarie et la Turquie est marquée par un échec de l'Entente pour occuper les Dardanelles en 1915, l'installation des armées alliées à Salonique et la rupture du front bulgaro-turc à la fin de 1918. Sur le front russe, les troupes du tsar, après avoir envahi la Prusse orientale, sont écrasées à Tannenberg le 29 août 1914 (victoire remportée par Hindenburg) et le front se stabilise, comme en France, jusqu'à ce que les bolcheviques (voir p. 76) signent sans discuter avec les empires centraux le traité de Brest-Litovsk (3 mars 1918).

La guerre et la politique.

Le socialisme international.

Nous avons vu se développer au XIXe siècle une politique internationale fondée sur la communauté des intérêts nationaux, économiques et stratégiques; elle est contrôlée par les gouvernements et par quelques fortes personnalités comme Cavour, Napoléon III, Bismarck. Sous les mailles de ce vaste filet d'alliances s'agitent les minorités nationales, les intérêts particuliers, les forces politiques et morales propres à chaque

pays. Parmi ces forces, il en est une qui dépasse toutes les autres non pas tellement par son intensité (à l'époque), mais par son extension et le rôle qu'elle jouera plus tard : le socialisme international.

● *A l'origine des doctrines socialistes,* il y a d'abord les analyses économiques des théoriciens. Le Genevois Sismondi (1773-1842) publie en 1819 les *Nouveaux Principes d'économie politique* dans lesquels il affirme — en opposition avec les doctrines du libéralisme classique — que le véritable objet de la science économique est non pas l'enrichissement des individus, mais l'accroissement de leur bien-être physique. Partant de là, il montre que le machinisme, la libre concurrence, ont pour effet — du moins en son temps — de plonger un plus grand nombre d'êtres humains dans la misère, tout en enrichissant quelques privilégiés. Mais, conclut-il, si le système « capitaliste » est source de misère, il ne semble cependant pas possible d'envisager une économie sans profit, sans propriété, sans concurrence; reste donc à corriger le régime par une intervention de l'État (législation du travail, des prix, etc.).

La première moitié du XIXe siècle a vu ainsi quantité de théories tentant de résoudre le problème fondamental, semble-t-il, de la société industrielle moderne : les rapports du *capital* et du *travail,* des *employeurs* et des *employés,* de ceux qui possèdent et de ceux qui sont dénués de biens. Ces théories peuvent se classer de la sorte, en fonction des solutions proposées :

L'économie dirigée par la puissance publique.

— SAINT-SIMON (1760-1825) et les saint-simoniens (en particulier ENFANTIN, VICTOR CONSIDÉRANT et BAZAR).

— KARL RODBERTUS (1805-1875), découvert après 1870 par les économistes allemands de la fin du siècle.

Ceux qui croient à la valeur de l'association entre les hommes.

— ROBERT OWEN (1771-1858), créateur en 1832 d'un *magasin d'échanges,* première entreprise coopérative de production et de consommation.

— LES PIONNIERS DE ROCHDALE : création d'une coopérative de consommation par les tisserands de la ville anglaise de Rochdale (Lancashire) en 1844.

— CHARLES FOURIER (1772-1837), qui préconise l'association intégrale (et non partielle, comme chez Owen) : des individus se groupent dans des unités de 810 hommes et de 810 femmes (les *phalanstères*) qui se suffisent à elles-mêmes, choisissent chacun à leur gré la tâche qui leur convient, peuvent passer d'un phalanstère à un autre, etc.

— LOUIS BLANC (1811-1882), qui propose la création d'unités ouvrières de production *(ateliers sociaux),* les capitaux et crédits étant fournis par l'État.

Les libertaires

— PIERRE-JOSEPH PROUDHON (1809-1865), critique l'institution de la propriété (« *La propriété, c'est le vol* ») et le socialisme communautaire, contraire à la nature individualiste de l'homme; il propose un système où chacun serait propriétaire de son bien, qu'il exploiterait *sans salariés,* pour lui-même, le capital nécessaire étant fourni par l'État sous forme de papier-monnaie non convertible. Dans une telle société, les classes sociales disparaîtraient, puis le gouvernement lui-même, puisque sa raison d'être (maintenir l'ordre établi entre possédants et non-possédants) aurait disparu. On parviendrait ainsi à une société d'hommes tous libres, à une société *libertaire.* Confiant dans la bonté naturelle de l'homme, Proudhon pense que cette société anarchiste — c'est-à-dire sans gouvernement — ne se pervertirait pas.

— A la suite de Proudhon on trouve : les Russes BAKOUNINE (1814-1876 : « *Ma liberté consiste à ne déterminer mes actes que selon mes convictions propres* ») et KROPOTKINE (1842-1921), les Français JEAN GRAVE (1854-1939) et ÉLISÉE RECLUS (le célèbre géographe, 1830-1905 : « *Toute obéissance est une abdication* »).

SEUL MOYEN DE DÉTRUIRE LA PROPRIÉTÉ.
Mon ami Proudhon, si tu continues ainsi nous aurons une République, sans toi!

B.N. Ph. © Archives Photeb.

Les socialistes avant le marxisme.

● *Dans la seconde moitié du XIXe siècle* apparaît en Allemagne ce qu'on a appelé l'*école historique* (Gustav Schmoller, A. Wagner, G. Knapp, L. Brentano, etc.) qui, après les travaux de W. Roscher, Bruno Hildebrand et Karl Knies (parus entre 1843 et 1853) introduisent l'idée importante que la nature économique des relations interindividuelles est susceptible de changements et qu'il est possible de faire une théorie de l'économie fondée sur le devenir, c'est-à-dire sur l'histoire. Cette théorie, ils n'ont pas su l'élaborer, parce qu'ils étaient prisonniers à la fois des doctrines classiques et d'une conception statique de l'histoire; ce sont les œuvres de Karl Marx (1818-1883; le *Manifeste communiste,* 1848; *Le Capital,* 1897) et d'Engels (1820-1895; co-auteur du *Manifeste communiste,* il s'est chargé de la publication du *Capital* après la mort de Karl Marx dont il a précisé la pensée), et, accessoirement, celle de l'Allemand Ferdinand Lassalle (1825-1864) qui ont sorti le socialisme du rayon des utopies pour en faire une force puissante qui a dynamisé la réaction spontanée des masses ouvrières, placées au XIXe siècle, en raison des excès du capitalisme, dans une situation dramatique et douloureuse.

Le marxisme était, en fin de compte, la seule doctrine socialiste qui, par son réalisme, par l'importance qu'il attachait aux faits historiques (par exemple l'analyse marxiste de la *Commune de Paris,* en 1871), pouvait s'inscrire dans un programme politique; et, comme l'une de ses thèses affirmait que la transformation de la société — la *révolution* — devait être le fait de la classe ouvrière agissant au-delà des particularismes nationaux *(« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! »),* on comprend l'importance qu'a pu avoir, notamment dans les années qui précèdent la guerre de 1914-18, le socialisme international.

● *Tandis qu'en Europe orientale* — notamment en Russie — les troubles sociaux naissent, au XIXe siècle, à partir des *questions agraires,* en Europe occidentale et aux États-Unis c'est la *question ouvrière* qui apparaît au premier plan. A partir de 1870, en effet, la société industrielle se modifie profondément.

Jaurès — comme Gambetta — appartient à la lignée des « orateurs politiques »; son éloquence de tribun a sans doute vieilli, mais son rôle dans la construction du socialisme français a été considérable (il a participé à la création de la SFIO et fondé* L'Humanité*).



Musée Jaurès, Castres. Ph. © Roger Viollet.

Les entreprises individuelles se muent en *sociétés par actions,* l'association des capitaux étant devenue indispensable en raison de l'ampleur de la production et des problèmes qu'elle pose *(crises).* Les sociétés qui se créent ainsi se livrent une lutte fondée sur la *libre concurrence;* au départ, elles ont à peu près toutes les mêmes moyens, elles constituent ce qu'on appelle un *marché capitaliste libéral.* Mais la concurrence tue la concurrence, comme le notait déjà Proudhon; les entreprises les plus faibles vont disparaître, leurs biens d'équipement sont achetés par des groupes plus forts et à l'*association* se substitue la *concentration* des capitaux et des moyens de production. Les nouveaux organismes de production sont des « géants » économiques *(trusts, cartels),* qui cherchent à s'assurer le monopole d'un marché, éliminant tous leurs concurrents par les méthodes les plus diverses :

> *Sous leurs chapeaux haut de forme, derrière leurs barbes bien coupées, hommes d'affaires et législateurs cachaient des armes de corsaires, implacables et brutales* (André Maurois : Histoire des États-Unis, p. 412, cité par J. Marchal : *Cours d'Économie politique,* Paris, 1952).

Ils sont alors en mesure de régenter le marché, imposant les niveaux de prix et de salaires les plus avantageux pour la concentration. Les excès de ce *capitalisme de monopole* ont conduit toutes les nations (même les États-Unis où le *Sherman Act* interdit, en 1890, toute combinaison tendant à accaparer le marché par la création de trusts) à intervenir, dans l'intérêt général du groupe national.

Quant aux travailleurs, ils sortent peu à peu de leur état d'illettrés par les progrès de l'enseignement primaire; ils découvrent l'art de discuter, deviennent perméables aux influences idéologiques. Ils ont déjà leurs défenseurs : théoriciens, intellectuels utopistes ou réalistes, écrivains et artistes que la misère exalte, hommes politiques qui voient dans les masses ouvrières des suffrages ou des moyens de pression sur leurs adversaires, etc. Mis au point par des *syndicats* secrets, au sein desquels se définit une *conscience de classe,* des programmes politiques commencent à en-

visager de substituer au capitalisme un régime économique et social nouveau.

Cela ne va évidemment pas sans lutte ; la force des masses ouvrières réside dans leur nombre et dans leur rôle à l'intérieur des unités de production. Leur moyen d'action essentiel est l'arrêt du travail, la *grève.* Entre 1890 et 1914, les grèves se sont ainsi multipliées dans tous les États, naissant spontanément ou sur des mots d'ordre ; elles dégénèrent parfois en émeutes locales, en insurrections, surtout lorsque les pouvoirs publics tentent de les briser par la force. Dans ces heurts entre l'armée et les grévistes, il y a, bien souvent, des victimes que l'on transforme en *martyrs* pour les besoins de la propagande : « mourir pour une idéologie révolutionnaire » remplace le « mourir pour la patrie » des nationalistes, le « mourir pour sa foi » des chrétiens, tant est ancré dans l'âme humaine le sens — peut-être dépassé — de l'héroïsme physique.

● *Dans chaque pays le socialisme se développe* avec ses moyens propres ; lié au syndicalisme en Angleterre et en Allemagne, distinct de lui en France où les syndicats sont groupés dans une *Confédération Générale du Travail* (CGT) que la *Charte d'Amiens* (1906) place en dehors de toute perspective politique. Les partis socialistes, plus ou moins animés de l'idéal internationaliste de Marx, sont en relation au sein d'une organisation internationale qu'on nomme l'*internationale* (il y a eu quatre Internationales, dont la chronologie est résumée dans le tableau ci-dessous).

Les Internationales	Fondation	Programme et histoire
Ire Internationale (*Association internationale des travailleurs*).	Le 28 septembre 1864 à Londres (elle disparaît en 1876).	Adoptant les idées de Marx, elle est à la fois un organisme international d'information et un organe de soutien à la révolution du prolétariat ouvrier, aux grévistes, etc. Les principaux congrès ont lieu à Lausanne (1867), Bruxelles (1868), Bâle (1869), La Haye (1872, exclusion des anarchistes) et Genève (1873). En 1871 est créé l'hymne révolutionnaire, l'*Internationale* (paroles de E. Pottier, musique de Pierre Degeyter, exécuté pour la première fois à Lille, en 1888).
IIe Internationale.	Au Congrès de Paris (1889).	C'est une reconstitution de la précédente association; elle instaure, à partir de 1890, la *Journée du 1er mai.* Bureau permanent à Bruxelles à partir de 1900; un congrès tous les trois ans. Disloquée par la Première Guerre mondiale (voir texte ci-dessous) elle tente de se reconstituer en 1918, mais en 1919 perd les communistes (Lénine) qui forment de leur côté la IIIe Internationale. La IIe Internationale se réunissait à nouveau en 1923 (congrès de Hambourg).
IIIe Internationale (*Komintern*).	En mars 1919 (par Lénine).	Programme marxiste révolutionnaire ; complété par divers organismes, le Komintern soutient tous les mouvements révolutionnaires. La IIIe Internationale a été supprimée le 15 mai 1943, afin d'assouplir les rapports entre l'URSS et ses alliés capitalistes dans la guerre contre le nazisme.
IVe Internationale.	En 1938 (par Trotski).	Programme révolutionnaire trotskiste; l'action de la IVe Internationale est particulièrement importante en Amérique latine et en Amérique centrale.

Les Internationales.

● *Les socialistes voient dans la guerre un conflit d'intérêts capitalistes ;* mais ils sont bien incapables de s'entendre, entre 1904 et 1914, sur une ligne d'action commune. Les représentants socialistes des divers pays ne parviennent pas à mettre sur pied, au congrès de Stuttgart, une politique cohérente : les uns veulent que les ouvriers, par la grève générale, paralysent l'effort de guerre, d'autres, sceptiques quant à la réalisation d'un tel mouvement, proposent des mesures plus vagues. Bien plus : à l'intérieur de chaque pays, et malgré parfois le nombre important d'adhérents et de sympathisants, les partis socialistes savent qu'ils ne peuvent compter sur les *bases* en 1912-1914 : comment convaincre un ouvrier français qu'il ne faut pas chercher à reconquérir l'Alsace et la Lorraine par la force des baïonnettes ?

● *Le mouvement pacifiste* — distinct du socialisme international — reste, lui aussi, une force symbolique. L'action de quelques hommes généreux a fini par provoquer la création d'une *Union interparlementaire* entre différents pays, d'un *Bureau international de la paix* siégeant à Berne en 1892 ; il y a eu à La Haye, en 1899, une *Ire Conférence de la paix ;* dans de nombreux pays se créent des *Sociétés pour la paix,* mais elles restent nettement en dehors de toute action efficace sur les gouvernements.

Le *Bureau de l'Internationale* demande en vain, le 29 juillet 1914 — à toutes les organisations socialistes de tenter d'empêcher le conflit par des manifestations, des grèves, des meetings, etc. Cet appel reste lettre morte, et tous les partis, allemands, français, anglais, russes, font l'*union sacrée* autour de leurs gouvernements : 92 parlementaires socialistes sur 106 au Reichstag votent les crédits de guerre ; en France, les premiers projets de lois, dans le cadre de l'entrée en guerre, sont votés sans débats. Les seules résistances se rencontrent à Londres, où le chef du parti travailliste, Ramsay Mac Donald, refuse d'abord d'entrer dans le gouvernement d'union sacrée ; il est cependant désavoué par 38 députés sur les 42 que compte le groupe travailliste aux Communes. A Saint-Pétersbourg enfin, un petit nombre de socialistes extrémistes se prononcent contre la guerre. Bref la quasi-unanimité des députés de tous les pays font passer le souci national avant l'idéal international ; le Bureau de l'Internationale, transféré à La Haye, ne réagit même pas. Signe du « nationalisme » des socialistes français : Jean Jaurès, fondateur en 1904 de *L'Humanité,* adversaire de la course aux armements (dans son livre *L'Armée nouvelle,* 1911), « leader » socialiste, adversaire de Clemenceau à la Chambre, est assassiné le 31 juillet au café du Croissant par un déséquilibré (Villain) sans que ce meurtre provoque autre chose que quelques heures d'effervescence populaire locale, s'apaisant d'elle-même.

● *La Conférence de Zimmerwald* (près de Berne) réunit entre le 5 et le 8 septembre 1915, sur l'initiative des socialistes italiens — les seuls qui soient opposés à la guerre, à l'exception de quelques-uns d'entre eux dont Mussolini — une quarantaine de délégués (notamment des Français et des Allemands). Elle publie un manifeste rappelant aux partis socialistes et aux classes ouvrières de tous les pays qu'ils ont trahi le socialisme en ne s'opposant pas à la guerre, « produit de l'impérialisme », réclamant une paix honnête, sans annexion de territoires, sans indemnité de guerre, et respectant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. A l'issue de la Conférence se constitue une *Commission socialiste internationale* siégeant à Berne, et dirigeant la révolution socialiste mondiale ; à cette commission participe Lénine qui désire, au-delà des proclamations, déclencher la lutte révolutionnaire des prolétaires de tous les pays.

Cette opposition, sensible dès 1915, ne sera pas vraiment importante avant 1917 dans les pays belligérants, c'est-à-dire lorsque les effets d'une guerre qui semble interminable se feront plus pénibles, et elle ira en s'affirmant au fur et à mesure que seront connus les succès de la révolution triomphant en Russie. Voici les principaux aspects de la résistance socialiste à la guerre qui s'est manifestée, chez tous les belligérants, au printemps et à l'été 1917.

— En France, dès le mois de mai 1917, tout commence par une anodine grève de la couture (11 mai) où l'on réclame une augmentation des salaires. Les grèves s'étendent au secteur de la métallurgie (Paris, Saint-Étienne) et, en plein cœur de la Grande Guerre, il y a bientôt cent mille grévistes en France, hommes ou femmes. Il faut souligner ici l'attitude intelligente et efficace du ministre de l'Intérieur Malvy : au lieu d'employer la force, il négocie avec les militants et le mouvement se calme rapidement, sans drames ni répression. Mais la propagande pacifiste s'étend à l'armée où éclatent les premières mutineries, allumées par des tracts clandestins qui circulent de main en main, par la lassitude, par ce qu'on appellerait aujourd'hui « l'intoxication psychologique » : des régiments entiers refusent de remonter en ligne ; à Soissons deux régiments menacent même de marcher sur Paris. Le « malaise », comme on l'appelle alors pudiquement, se prolonge pendant tout le mois de mai et le mois de juin ; il prend fin après les mesures à la fois énergiques et compréhensives du général Pétain : 150 condamnations à mort (23 exécutions) ; aménagement des conditions psychologiques de la guerre et contre-propagande. Conséquences politiques : Malvy démissionne, l'union sacrée se défait, Ribot, qui laisse la place au cabinet Painlevé, abandonne le pouvoir le 12 septembre.

— En Italie, le mécontentement tourne à l'émeute et à la fusillade (août 1917) ; les partisans de la guerre à outrance forment le parti d'unité nationale appelé le *Faisceau (Fascio),* en réaction contre l'inertie gouvernementale.

Jean Jaurès avait été le dernier défenseur de la paix. Sa mort n'empêcha pas ses amis politiques de dire « oui » à la guerre.



6 Pages — 5c

FILS SPÉCIAUX : BERLIN, LONDRES
ADRESSE PARIS (2e) : 142, Rue Montmartre
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : HUMANITÉ-PARIS
TÉLÉPHONE : GUTENBERG 02-57, 02-69
PUBLICITÉ ANNONCES 142, Rue Montmartre, 142

l'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

Directeur Politique : JEAN JAURÈS

6 Pages — 5c

ABONNEMENTS

JAURÈS ASSASSINÉ

Jaurès est mort : il a été tué sous nos yeux, par deux balles assassines.

A la minute où il fut ainsi mortellement frappé, il s'entretenait avec nous des événements si graves qui acculent l'Europe à une catastrophe sans précédent dans l'histoire. Il cherchait à écarter l'horrible, le terrifiant péril. Il nous disait comment, par un viril et lucide effort, le gouvernement français pouvait encore sauver des horreurs

conscience droite qui veulent dans les angoisses et les ténèbres du présent acheminer les peuples vers un demain de conciliation et de concorde.

Et voilà qu'il disparaît par une terrible ironie du destin à l'heure où sa présence était le plus indispensable au Parti auquel il avait voué toute son intelligence et tout son cœur et par delà ce Parti, à la France, à l'Europe et au monde.

la tribune de la Chambre, au nom des premiers élus de notre Parti qui venaient d'y pénétrer.

C'était la période de l'affaire Dreyfus. Il se donna tout entier à la cause du droit et fut, pour les défenseurs de l'iniquité, un terrible adversaire et c'est à partir de cette époque que furent répandues contre lui, dans la basse foule ignorante, les haines atroces qui ont abouti au crime horrible.

Aux élections de 1898, la réaction le combattit avec le pire acharnement et

calme et la grandeur qui convient aux grandes douleurs.

Au nom de la Fédération, nous adressons à sa famille, au Parti, à l'Internationale tout entière, l'assurance de la part profonde que nous prenons à leur deuil.

Le secrétaire : BEUCHARD.

A NOTRE DIRECTEUR

que nous donnions, en ces graves périls, l'exemple du sang-froid et de l'union.

Pour le Conseil des Ministres :
Le Président du Conseil,
René VIVIANI.

L'ASSASSINAT

Comment l'horrible chose s'est-elle passée ? Il faut le dire. Il faut fixer ici

— En Grande-Bretagne, le phénomène est moins sensible ; il se manifeste par des grèves de type professionnel relatives aux salaires.

— En Allemagne, la situation est aussi grave qu'en France chez les civils (grèves dans les usines de munitions) ; un peu partout circulent déjà les tracts révolutionnaires du parti fondé en mars 1916, le *Spartakusbund* (voir p. 20) par l'extrême gauche socialiste que dirige Liebknecht (condamné à quatre ans de prison le 1er mai 1916 pour avoir crié *« A bas la guerre ! »* dans les rues de Berlin). Le gouvernement et les chefs militaires sont sensibles à la crise morale du peuple allemand ; ils savent aussi que les États-Unis viennent d'entrer en guerre et que le sort des armes leur sera contraire sous peu de temps. Il leur faut vaincre avant l'arrivée des renforts américains et, pour cela, avoir les mains libres à l'intérieur : tel est le but des concessions libérales faites aux « démocrates » et aux « socialistes » (promesse d'instituer un suffrage direct et un scrutin secret). La démission, le 12 juillet 1917, du chancelier Bethmann-Hollweg est liée à ces troubles.

— L'Autriche-Hongrie est démoralisée ; elle envisage de se retirer de la guerre (mais comment ?) et le nouvel empereur, Charles IV, hésitant, sans programme, ne sait comment s'y prendre pour passer de l'absolutisme têtu et tout compte fait efficace de son oncle François-Joseph, au libéralisme.

— En Russie enfin, les troubles engendrent la révolution bolchevique (voir p. 74).

Les neutres et l'extension du conflit.

Au début du conflit il y a sept États en guerre (l'Entente et la Serbie contre les empires centraux). Le rapport des forces est à peu près équilibré et le sort de la guerre dépend, comme on le verra très rapidement, de l'attitude des non-belligérants, c'est-à-dire des *neutres* qu'on peut classer en quatre catégories.

● *Première catégorie :* ceux qui ont joué un rôle accessoire. Ce sont d'abord les neutres européens (Pays scandinaves, Pays-Bas, Espagne, et surtout la Suisse) qui sont restés « au-dessus de la mêlée ». Ces pays ont favorisé les pourparlers plus ou moins secrets entre belligérants, les rapports entre les partis socialistes ; ils ont pris en charge des tâches d'assistance (Croix-Rouge), etc. La Suisse a notamment été la plaque tournante de ces activités (c'est sur l'intervention d'un socialiste suisse que Lénine et les bolcheviks émigrés à Zurich ont pu regagner la Russie en pleine révolution dans un « wagon plombé » respecté par les Allemands ; voir p. 74). Il faut citer aussi le Japon, allié de l'Angleterre, qui déclare la guerre à l'Allemagne le 23 août 1914 afin de s'emparer des possessions allemandes en Extrême-Orient (Jiaozhou, base navale) ; son rôle dans la guerre européenne a été nul.

Quant aux États d'Amérique latine, un certain nombre d'entre eux sont sensibles à la propagande pangermaniste (Chili, Bolivie, le Brésil méridional) ; les autres sont surtout attachés, affectivement, à la France. A peu près tous entrent en guerre contre l'Allemagne après les États-Unis, dont ils dépendent encore économiquement et politiquement (dans l'ordre : Cuba, Panama, Guatemala, Honduras, Costa Rica, Bolivie, Brésil, Pérou, Uruguay, Équateur).

● *Deuxième catégorie :* ceux qui n'existent plus dans les premières semaines du conflit. Il s'agit du Luxembourg et surtout de la Belgique. L'invasion de cette dernière, après que Bethmann-Hollweg eut traité de « chiffon de papier » le *pacte de Londres* garantissant la neutralité de ce petit pays, a été pour beaucoup dans la décision britannique d'entrer dans la guerre aux côtés de la France et de la Russie. Cette entrée en guerre a transformé d'emblée le problème militaire puisque, grâce à l'énorme suprématie maritime de la Grande-Bretagne, une source inépuisable de matériel pouvait approvisionner les puissances de l'Entente (la source américaine), tandis que les empires centraux ne pouvaient compter que sur leur propre production. De plus cette maîtrise des mers obligera l'Allemagne à entreprendre une guerre sous-marine qui lui fut fatale, car elle provoqua l'entrée en guerre des États-Unis. Le rôle de la Belgique a donc été, indirectement et passivement, extrêmement important.

● *Troisième catégorie :* les neutres intéressés directement par la guerre. Il s'agit des États qui peuvent espérer bénéficier de modifications territoriales, c'est-à-dire la Turquie, l'Italie et les États balkaniques.

— La Turquie, liée à l'Allemagne par un pacte secret (2 août 1914), peut espérer récupérer sur les Russes une partie de ce qu'elle a perdu en 1878 ; elle se trouve en guerre avec l'Entente dès le 1er novembre 1914.

— L'Italie est divisée entre partisans de la guerre (parmi lesquels l'ex-socialiste Mussolini) et neutralistes (Giolitti, l'ensemble de la « gauche », la plupart des catholiques). Les tractations commencent avec les deux camps, au sujet de la récupération des territoires italiens englobés dans l'Autriche-Hongrie et des intérêts italiens sur la côte dalmate. La balance penche, en avril 1915, vers les États de l'Entente, dont les promesses sont les plus alléchantes. Les crédits militaires sont votés le 20 mai 1915, tandis que l'opinion populaire s'enthousiasme pour la guerre, dont le poète d'Annunzio se fait le héraut.

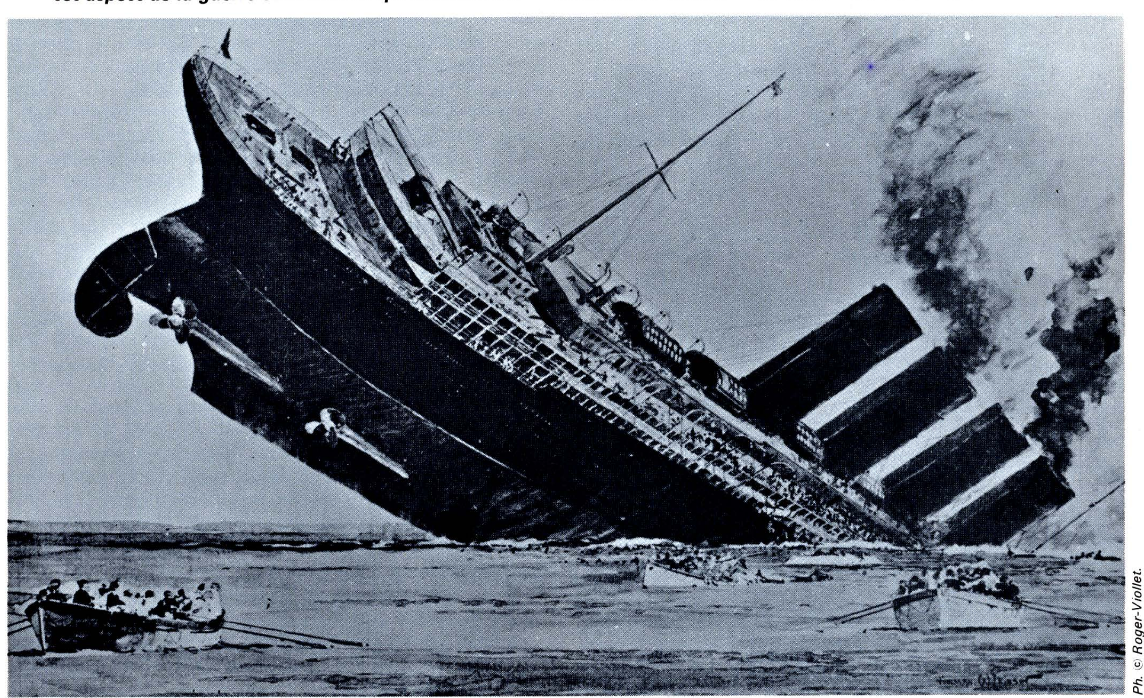
— Les États balkaniques (Bulgarie, Grèce et Roumanie) sont eux aussi sollicités par les belligérants ; ils désirent tous des promesses, des garanties et restent d'abord neutres. La Bulgarie aimerait récupérer le Dobroudja et la Macédoine (carte p. 31) ; les puissances de l'Entente ne lui font que des promesses vagues, alors que les empires centraux lui offrent ce qu'elle demande. Après de nombreuses tergiversations, elle entre dans la guerre le 5 octobre 1915, aux côtés de ces derniers. La Roumanie hésite plus longtemps encore : elle craint d'être anéantie par la puissance austro-hongroise et ne se décide à entrer en guerre que le 28 août 1916 dans le camp de l'Entente : nous verrons que ces hésitations ont provoqué sa défaite par les armées de Falkenhayn. Quant à la Grèce, sa neutralité gêne considérablement l'armée d'Orient que l'Entente a envoyée à Salonique ; le roi Constantin est d'ailleurs favorable à l'Allemagne, et l'idéal serait que les républicains, dont le chef est Venizélos (voir p. 138), prennent le pouvoir. La diplomatie de l'Entente ne parvient pas à s'accorder sur une action diplomatique cohérente (les Français, avec le général Sarrail, voudraient renverser la monarchie ; les Anglais craignent que cela ne cache quelque intention politique ; les Italiens craignent la prépondérance française sur une république grecque ; les Russes ont peur d'un réveil du nationalisme hellène). Finalement c'est la thèse française qui l'emporte : l'armée du général Sarrail impose le départ de Constantin (qui transmet la couronne au prince Alexandre), l'installation d'un haut-commissaire allié et un ministère Venizélos. Celui-ci rompt avec les empires centraux le 26 juin 1917.

● *Quatrième catégorie :* ceux dont on a besoin, les États-Unis. Aux États-Unis, le président Thomas Woodrow Wilson (élu en 1912) est un neutraliste convaincu ; il recommande à ses concitoyens d'être aussi neutres que lui (on a souligné qu'il y avait aux États-Unis une grande proportion de citoyens d'origine germanique ou irlandaise qui souhaitent la défaite de l'Entente, ainsi que des émigrés juifs et polonais qui espèrent un écrasement de la Russie). Il craint en outre la victoire totale de l'un ou l'autre des deux groupes, victoire qui perturberait l'équilibre des forces internationales. Enfin, il est sensible au pacifisme du secrétaire d'État aux Affaires étrangères, William J. Bryan. Pour toutes ces raisons, il cherche à faire cesser le conflit ; mais il constate amèrement qu'il ne peut rien être tenté pour rétablir la paix : l'Entente ne veut pas négocier une paix boiteuse, elle désire l'évacuation des territoires occupés par les Allemands (Belgique, nord de la France), des indemnités, des garanties ; l'Allemagne se prétend elle-même victime du militarisme français et de l'impérialisme britannique, elle ne veut pas retourner au *statu quo ante* sans garanties de paix. Un nouvel effort de négociation montre à son envoyé en Europe, le colonel House, que tout dialogue européen serait alors un dialogue de sourds.

En fait la neutralité américaine est confortable. Grâce aux commandes des belligérants (pratiquement, les puissances de l'Entente) les exportations américaines sont florissantes : matières premières, denrées alimentaires, matériel industriel, etc., sont fournis en abondance à la Grande-Bretagne et à la France. Cette prospérité atteint aussi le secteur financier, puisque le président Wilson autorise les banques à ouvrir des crédits aux acheteurs franco-britanniques : les Américains, producteurs, vendeurs et prêteurs pour l'Europe en guerre, ignorant les inconvénients et le coût du conflit, ont — du moins dans les premiers temps de la Grande Guerre — avantage à s'enrichir en restant neutres. Lors des élections présidentielles de 1916, les deux candidats, le démocrate Wilson et le républicain Hughes, mettent tous deux la neutralité des États-Unis dans leur programme électoral ; le succès de Wilson est la réponse du pays, satisfait des avantages qu'il a trouvés dans cette position. Cependant, après sa réélection, Wilson adresse une note aux belligérants, leur offrant à nouveau — le 20 décembre 1916, puis le 22 janvier 1917 — sa médiation, à condition qu'il soit fait une paix sans annexion, respectant les droits des peuples, une paix où il n'y aurait ni vainqueurs, ni vaincus : le président américain ne comprend pas toutes les conditions préalables exigées par les États européens pour cesser de s'entre-détruire, la passion avec laquelle ils s'attachent à des problèmes qui, de l'autre côté de l'Atlantique, semblent mineurs.

Ainsi donc, le 22 janvier 1917, les États-Unis sont neutres et espèrent une *paix blanche* entre les belligérants. Douze jours plus tard, le 3 février, ils rompent les relations diplomatiques avec l'Allemagne, mais ils attendent ensuite deux mois pour décider d'entrer en guerre aux côtés de l'Entente (message de Wilson au Congrès du 2 avril 1917 ; vote de la guerre le 6 avril

Le torpillage du* Lusitania *au large des côtes de l'Irlande (7 mai 1915) a fait 1 200 victimes, dont 118 Américains. C'est cet aspect de la guerre sous-marine qui déterminera — entre autres causes — les États-Unis à participer au conflit.



Ph. © Roger-Viollet.



Ph. © Dazy.



Ph. © Ringart.

« Nous sommes partis, soldats de la République, pour le désarmement général et la dernière des guerres... » écrivait Péguy le 3 août 1914; le sentiment national était extrêmement vivace en France, et les mobilisés partaient la fleur au fusil, pour en finir avec le militarisme allemand. De leur côté les soldats allemands, qui n'avaient jamais connu la défaite depuis les guerres de Napoléon, se donnaient six semaines pour atteindre Paris — comme en 1870 — et en finir avec l'esprit de revanche et le militarisme français. « A Berlin! », « Nach Paris! ». Les uns et les autres devaient se retrouver quelques mois plus tard, enterrés dans la boue des tranchées, participant à l'une des plus belles « boucheries » de l'histoire qui devait durer quatre ans.

1917, par 373 voix contre 50 à la Chambre, et 82 contre 6 au Sénat). Cette transformation rapide de l'opinion américaine mérite une explication.

— L'Allemagne, pour vaincre, doit empêcher les Franco-Britanniques de se ravitailler en Amérique. Au début de la guerre, en réponse au blocus imposé par les flottes alliées, elle avait engagé une guerre sous-marine contre les navires de commerce de l'Entente; des torpillages avaient ému l'opinion américaine, celui des paquebots anglais *Lusitania* (7 mai 1915, 1 200 victimes dont 118 Américains) et *Sussex* (24 mars 1916). Wilson avait alors menacé de rompre les relations diplomatiques avec l'Allemagne si la guerre sous-marine continuait de provoquer la mort de citoyens américains et Bethmann-Hollweg avait obtenu de l'État-Major allemand que les torpillages soient précédés d'un *avertissement* au navire à torpiller (ce qui revenait pratiquement à rendre inefficace la *course* des sous-marins).

— L'État-Major allemand revient à la charge au début de 1917 : il faut en finir avec la guerre, et cela n'est possible qu'à la condition de couler 600 000 tonneaux de navires ennemis par mois, d'où la nécessité d'une reprise de la guerre sous-marine à outrance. L'objection de Bethmann-Hollweg sur l'entrée en guerre possible des États-Unis est balayée : les États-Unis n'ont pas d'armée et ne pourront intervenir sur le théâtre d'opérations avant un an. D'ici là, l'Allemagne aura gagné la guerre. L'empereur donne raison à l'État-Major; le 31 janvier, il notifie aux neutres que la guerre sous-marine reprendra le 1er février. Le 3 février, aux applaudissements du Congrès, Wilson, outré de ce que l'Allemagne ne respecte pas ses engagements relatifs à la guerre sous-marine, décide la rupture des relations diplomatiques.

— Ce n'est pourtant pas encore la guerre. Pourquoi? Parce que l'opinion publique n'y était pas encore préparée et qu'il fallait la mettre en condition. Les événements, d'ailleurs, s'en chargeaient. Tout d'abord les armateurs décident de ne plus envoyer leurs navires dans les mers interdites par les sous-marins allemands; les marchandises s'entassent dans les hangars; les exportateurs, les agriculteurs, les producteurs et tous ceux qui, à des titres divers, dépendent de l'exportation perdent de l'argent et des matières premières; indifférents jusque-là à tout ce qui ne touchait pas leur prospérité, ils deviennent soudainement *« anti-allemands »*. Ensuite (le 24 février) l'Amérique a la révélation — grâce à l'*Intelligence Service* britannique qui avait intercepté un télégramme chiffré allemand — d'une proposition d'alliance faite par l'Allemagne au Mexique, alliance qui fait miroiter à ce pays la récupération des territoires perdus en 1848 (Texas, Arizona, Nouveau-Mexique); l'opinion publique américaine est (enfin) soulevée d'une juste indignation : elle comprend mieux ce que signifie la perte du Texas que le problème des minorités opprimées dans les Balkans. Le 19 mars a lieu « l'incident », le torpillage du *Viligentia* qui périt avec son équipage. Wilson tient alors un *casus belli :*

> *La guerre sous-marine de l'Allemagne contre le commerce est une guerre contre l'Humanité; ... c'est une chose terrible que de conduire ce peuple pacifique à la guerre, à la plus effrayante, et à la plus désastreuse de toutes les guerres... Mais le droit est plus précieux que la paix et nous combattrons pour les biens qui ont toujours été les plus chers à nos cœurs, pour la démocratie... pour les droits et les libertés des petites nations..., pour que le règne universel du droit, fondé sur l'accord de peuples libres, assure la paix à toutes les nations et rende le monde enfin libre...* (Wilson : *Pourquoi nous sommes en guerre.*)

— A s'en tenir à ce qui vient d'être exposé, il semble que ce soit les excès de la guerre sous-marine qui aient provoqué l'entrée en guerre des États-Unis. Les adversaires américains du *wilsonisme* (la commission du sénateur Gerald P. Nie) ont proposé une autre explication. En 1917, les dettes de guerre de la France et de l'Angleterre étaient considérables et les banques américaines avaient intérêt à ce que l'Entente soit victorieuse si elles voulaient être remboursées; elles auraient donc « travaillé » l'opinion publique en subventionnant les campagnes de propagande, surtout dans les régions où les Germano-Américains dominaient. Wilson, attiré par l'idée d'un grand rôle à jouer lors de la Conférence de la Paix, aurait emboîté le pas aux financiers et saisi l'occasion de la guerre sous-marine pour apporter à l'Entente le poids définitif de la puissance américaine.

Les buts de guerre.

A peine commencée, la guerre semble avoir oublié son but : la défense de la Serbie. On se bat pour des territoires à récupérer, des vengeances à assouvir, des garanties à obtenir pour l'avenir. Ces *buts de guerre* n'ont été définis que progressivement, et ce n'est pas une des moindres bizarreries de la Grande Guerre que de voir les grandes puissances préciser, deux ans et demi après le début des hostilités seulement, pourquoi elles combattaient.

● *Pour les peuples,* il ne s'agissait que d'aller vaincre l'ennemi héréditaire, contre lequel, depuis des années, tonnaient les propagandes; mais cet ennemi n'est pas le même pour tous. Les Autrichiens et les Slaves, les Bulgares et les Russes, les Roumains et les Turcs ou les Austro-Hongrois, les Italiens et les Autrichiens forment autant de couples d'ennemis dont les batailles ne pèsent guère sur le sort des armes, mais énormément sur le sort de la paix; car si en définitive, la grande affaire est franco-allemande, l'immense tuerie ne peut s'arrêter que si tout le monde y consent.

Or les grandes nations belligérantes ont un code rigide des relations internationales. Nul ne veut préciser ses conditions de paix tant que l'autre n'aura pas déposé les armes; on rêve de *diktat* bien plus que de négociations. Après les premiers moments, exaltants, de patriotisme, après avoir couru à la guerre « fraîche et joyeuse », une fois en panne les véhicules sur lesquels les uns avaient écrit *« A Berlin! »* et les autres *« Nach Paris! »,* pendant que les armées s'enterrent dans les tranchées, menant une guerre d'usure qui semble ne pas devoir finir, on voit apparaître les premiers signes de découragement (voir ci-dessus p. 101). Malgré tout cela, les gouvernements tiennent toujours secrets leurs *buts de guerre* et Wilson, qui veut intervenir en médiateur, devra les réclamer par trois fois avant d'obtenir (le 10 janvier 1917 de la part de l'Entente, à la fin du même mois pour l'Allemagne) des notes plus ou moins confidentielles qui les énumèrent :

Les buts de guerre des puissances de l'Entente	Les buts de guerre des empires centraux
Évacuation de la Belgique, de la Serbie, de la France du Nord-Est et des autres territoires envahis (Pologne, Lituanie, Monténégro); versement d'indemnités pour les dommages subis.	Oui à l'évacuation de la Belgique, à condition que l'Allemagne contrôle les voies ferrées, Liège et Namur, les côtes flamandes et Anvers.
Restitution de l'Alsace-Lorraine à la France.	Modification de la frontière de Lorraine (annexion du bassin minier de Briey-Longwy); rattachement du Luxembourg à l'Allemagne.
Libération des minorités nationales (slaves, italiennes) dépendant de l'Autriche-Hongrie ou de l'Empire ottoman, cependant partagé d'avance entre la France et l'Angleterre par les accords Sykes-Picot du 16 mai 1916.	Intégrité conservée à l'empire austro-hongrois, qui annexerait, de plus, la Serbie, le Montenegro et une partie de la Roumanie.
Réorganisation de l'Europe fondée sur le principe des nationalités et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.	Création d'un État polonais vassal de l'Allemagne avec des terres récupérées sur les Russes.
Addition du 14 février 1917 (accords secrets franco-russes pris à l'insu de la Grande-Bretagne, et ignorés de l'Allemagne) :	
Annexion de la Sarre par la France.	
Création d'un État rhénan autonome.	
Liberté entière donnée à la Russie pour le tracé de ses frontières (annexion de la Pologne).	

Les principaux buts de guerre des belligérants.

● *Pour les gouvernements et les chefs militaires,* la guerre comprend un aspect économique et politique qui n'échappe à personne, sinon, parfois, aux



Ph. © Süd Verlag.

Une attaque à Verdun.

états-majors : ainsi la décision de reprendre la guerre sous-marine à outrance avait sans doute une valeur logistique, mais c'était une grave erreur politique, aperçue par Bethmann-Hollweg qui ne put imposer ses vues à l'État-Major. Ces conflits internes s'inscrivent dans un climat politique plus ou moins stable.

— En France, cinq ministères se succèdent en quatre ans de guerre : — Viviani (13 juin 1914-3 novembre 1915), Briand (3 novembre 1915-13 mars 1917), Ribot (20 mars 1917-12 septembre 1917), Painlevé (12 septembre 1917-15 novembre 1917), Clemenceau (16 novembre 1917-17 janvier 1920). Les rapports entre le haut commandement de l'armée (Joffre au début des hostilités) et les pouvoirs civils ne s'établissent vraiment qu'à l'époque du cabinet Briand qui choisit des militaires comme ministres de la Guerre (Gallieni) et de la Marine (amiral Lacaze). Après la bataille de Verdun, où les pertes ont été considérables, les députés réclament au gouvernement des éclaircissements qui lui sont donnés en « comité secret » ; il est institué, en juin 1916, une *Commission de contrôle parlementaire aux armées.* Après la bataille de la Somme et la défaite roumaine (p. 161), Briand et les ministres se voient reprocher leur manque d'autorité vis-à-vis du haut commandement (qui passe au général Nivelle, Joffre ayant été éliminé comme nous le préciserons plus bas) ; une réforme est entreprise, qui confie la conduite de la guerre et de la politique générale à un *Comité de guerre,* mais la Chambre conteste l'idée de ne pas être tenue au courant régulièrement de la marche des opérations. Le cabinet Ribot, qui fait suite à celui d'Aristide Briand, connaît surtout les difficultés sociales signalées plus haut (voir ci-dessus, p. 101) et le ministère Painlevé qui lui succède ne vit que deux mois. Il faut attendre l'arrivée au pouvoir de Georges Clemenceau, le 16 novembre 1917, pour que la France ait enfin — comme l'Angleterre — son *cabinet de guerre.* Énergique (on connaît sa déclaration : *« Ma politique étrangère et ma politique intérieure, c'est tout un. Politique intérieure : je fais la guerre. Politique étrangère : je fais la guerre. Je fais toujours la guerre. »*), Georges Clemenceau conduira, en un an, la France à la victoire.

— En Grande-Bretagne, les problèmes de ce genre n'existent pas. Après la chute de lord Asquith (1916), Lloyd George a composé un *cabinet de guerre* et dirige la politique intérieure et extérieure britannique en véritable dictateur : il faut noter que Winston Churchill, après son échec aux Dardanelles a été éliminé du cabinet Asquith en mai 1915 (il sera ministre de la Guerre de 1918 à 1921, puis chancelier de l'Échiquier de 1924 à 1929, avant de disparaître de la scène politique jusqu'en 1939).

— En Allemagne, nous avons déjà vu le chancelier Bethmann-Hollweg se heurter à l'État-Major, qui a l'oreille de Guillaume II. Sa chute en juillet 1917 est liée aux difficultés intérieures de l'Allemagne à cette époque et au désir des généraux (Hindenburg et Ludendorff) d'avoir les mains libres non seulement pour faire la guerre, mais aussi pour stabiliser la politique allemande. Bethmann-Hollweg est remplacé par Georg Michaelis, fonctionnaire docile, le 14 juillet 1917, auquel succède le 25 octobre von Hertling.

Pour l'Italie et l'Autriche-Hongrie, le lecteur est prié de se reporter aux pp. 155 et 134.

Les opérations militaires.

La guerre de 1914-1918 s'est déroulée en trois phases :

— une guerre de mouvement, d'août à novembre 1914, marquée par la *bataille de la Marne ;*

— une guerre d'usure, pendant laquelle — durant trois ans — les deux armées ennemies vont se fixer dans les *tranchées,* sur près de 800 km de front ; c'est au cours de cette phase qui ne vit rien de décisif se produire qu'ont eu lieu les meurtrières batailles de l'Yser, de la Champagne et de l'Artois, de Verdun, de la Somme, de l'Aisne ;

— une guerre de mouvement, qui reprend dès janvier 1918 et qui se termine par la victoire alliée, le 11 novembre de la même année, après la grande bataille de France, et la deuxième bataille de la Marne.

Le détail de ces opérations militaires est résumé p. 162. Le bilan est le plus meurtrier de l'histoire (jusqu'à cette date) : neuf millions de morts, vingt et un millions de blessés, des territoires entiers dévastés, des populations terrorisées, opprimées, bombardées.

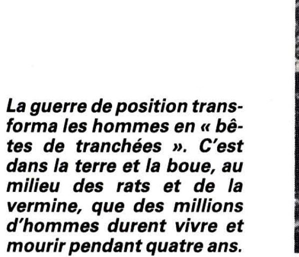
Armistices et traités.

L'écroulement de l'Allemagne.

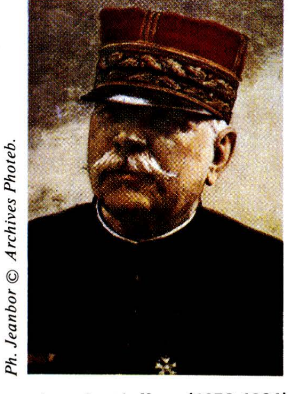
Après la défection de la Bulgarie, les demandes d'armistice ont été adressées aux Alliés successivement par la Turquie (18 octobre), l'Autriche-Hongrie (29 octobre) et l'Allemagne (6 novembre). Celle-ci s'y résignait depuis le début du mois d'octobre ; mais il est bon de préciser ici la chronologie des événements afin de comprendre la suite de l'histoire allemande après la Grande Guerre (voir p. 20).



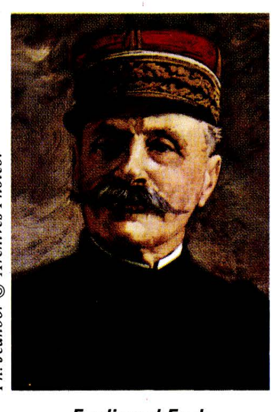
Ph. © Dazy.



La guerre de position transforme les hommes en « bêtes de tranchées ». C'est dans la terre et la boue, au milieu des rats et de la vermine, que des millions d'hommes durent vivre et mourir pendant quatre ans.


Ph. Jeanbor © Archives Photeb.

Joseph Joffre (1852-1931) remplacé à la fin de 1916 par Nivelle.


Ph. Jeanbor © Archives Photeb.

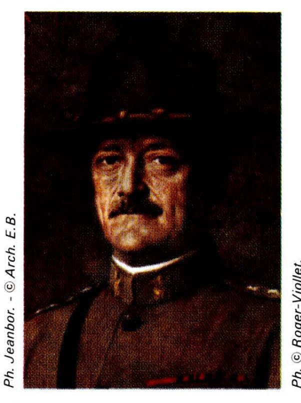
Ferdinand Foch (1851-1929) commandant en chef des troupes alliées en 1918.


Ph. Jeanbor © Archives Photeb.

Philippe Pétain (1856-1951) succède à Nivelle en 1917.


Ph. © Keystone.

Douglas Haig (1861-1928) commandant en chef britannique de 1915 à 1918.


Ph. Jeanbor. - © Arch. E.B.

John Joseph Pershing (1860-1948) commandant des troupes américaines en 1918.


Ph. © Roger-Viollet.

Paul von Hindenburg (1847-1934) chef de l'État-Major allemand de 1916 à 1918.

Dates	Événements
1er octobre 1918	Sous la pression de Hindenburg et de Ludendorff, l'empereur décide de transformer le régime politique en un régime parlementaire; on fait appel, pour endosser la demande d'armistice, au prince Max von Baden, réputé pour ses idées libérales, assuré du soutien du Reichstag.
6 octobre	Note envoyée au président Wilson (par l'intermédiaire de la Suisse) lui demandant de prendre en main « le rétablissement de la paix ». La guerre cependant continue : l'État-Major, en demandant d'urgence l'armistice, veut sauver son armée, mais celle-ci n'est pas encore battue et il s'agit de protéger pour l'instant le sol allemand, afin que les positions militaires, au moment de la signature des conventions mettant fin aux hostilités, soient favorables à l'Allemagne.
6-26 octobre	Devant les exigences de Wilson (qui exige la capitulation), Ludendorff s'est ressaisi; il est maintenant partisan de la résistance à outrance. Le gouvernement de Max von Baden (dont le vice-chancelier est Payer) en tient pour l'armistice, préférant préserver l'Allemagne et le peuple allemand plutôt que l'honneur militaire de Ludendorff qui quitte son poste le 26 octobre, remplacé par le général Gröner.
26 octobre-8 novembre	Wilson a fait dire qu'il ne négocierait qu'avec les « représentants du peuple allemand ». Pendant que se déroulent les derniers combats, la révolution éclate dans les villes allemandes (Guillaume II n'est plus à Berlin, mais à Spa) et déjà des équipages se mutinent (Kiel, le 3 novembre), répandant un peu partout les mots d'ordre révolutionnaires. Les députés socialistes (Noske, Ebert, Scheidemann) demandent l'abdication de l'empereur.
9 novembre	Guillaume II se résigne à abdiquer la couronne impériale; à 14 h, au Reischtag, Scheidemann proclame la République. Le soir même, Guillaume II passe en Hollande : l'Allemagne entre dans une ère de troubles qui a été décrite p. 20.

Les dernières semaines de l'Empire allemand.

L'armistice.

L'armistice du 11 novembre, signé par l'Allemagne au nom du gouvernement provisoire du député Ebert, comprenait les principales clauses suivantes :

— évacuation des territoires occupés en Belgique et en France sous quinze jours ;

— libération de l'Alsace-Lorraine ;

— évacuation dans un délai d'un mois de tous les territoires de la rive gauche du Rhin, qui seraient occupés par les Alliés avec des têtes de pont à Mayence, Coblence et Cologne ;

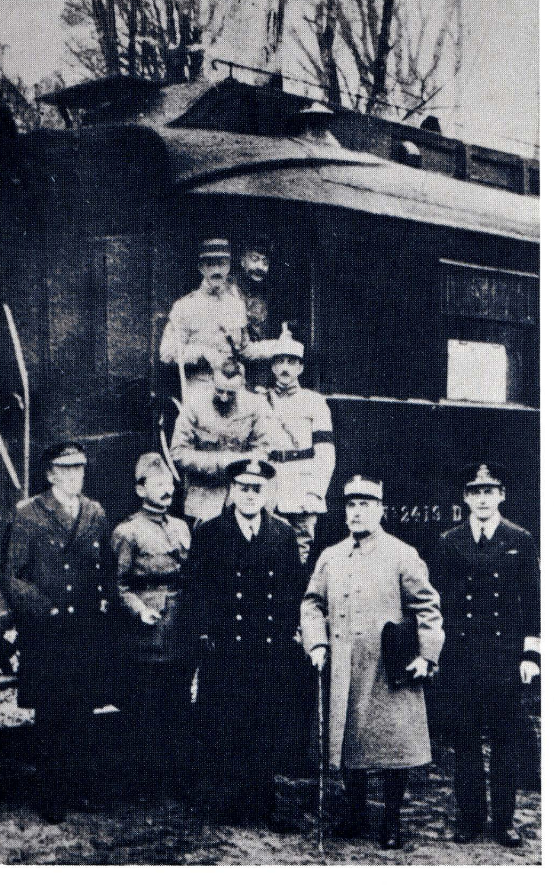
— livraison de matériel : 5 000 canons, 25 000 mitrailleuses, 1 700 avions, 150 000 wagons, 5 000 locomotives, tous les sous-marins et la plus grosse partie de la flotte de guerre ;

— évacuation par les troupes allemandes de l'Autriche-Hongrie, de la Russie et de la Roumanie (en particulier annulation de la paix séparée de Brest-Litovsk), intervenue entre les empires centraux et la Russie signée le 3 mars 1918.

La Conférence de la paix et les traités.

● *La Conférence de Paris.* Les traités de paix furent établis par les vainqueurs au cours d'une conférence qui s'ouvrit à Paris le 18 janvier 1919. Fait remarquable, les vaincus étaient exclus de cette discussion, et les traités leur furent imposés, sans qu'ils aient pu faire prévaloir, d'une façon ou d'une autre, leur point de vue. A la conférence de Paris, vingt-sept États étaient représentés, mais les principales décisions furent prises par le *Conseil des Quatre,* les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie, représentés respectivement par Wilson, Lloyd George, Clemenceau et Orlando. Le président américain a joué dans cette conférence un rôle important, car il désirait faire prévaloir dans les règlements de paix un ensemble de principes qu'il avait posés le 8 janvier 1918 et qu'on appelle les *Quatorze points (Fourteen points) :*

La guerre est finie. A Rethondes, dans un wagon désaffecté est signé l'armistice du 11 novembre. Ci-dessous au premier rang, de gauche à droite : G. Hope, Weygand, R. Wemyss, Foch, Marriott; au second rang : Oesticker et de Mierry.


Ph. © X...

Point I – Accord de paix conclu ouvertement, excluant tout traité secret et toute entente particulière.

Point II – Liberté absolue de la navigation sur les mers (la Grande-Bretagne avait fait des réserves sur ce point).

Point III – Suppression des barrières économiques.

Point IV – Échange de garanties relatives au désarmement.

Point V – Règlement des questions coloniales en fonction des intérêts des populations colonisées et des intérêts « équitables » des gouvernements.

Point VI – Évacuation des territoires occupés en Russie et établissement d'un règlement permettant d'assurer à ce pays son indépendance et le gouvernement qu'il aurait choisi de lui-même.

Point VII – Évacuation et restauration de la Belgique.

Point VIII – Évacuation et restauration des territoires envahis en France et réparation des torts faits à la France en 1871 en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine.

Point IX – Rétablissement des frontières italiennes en fonction des intérêts nationaux.

Point X – Promesse d'autonomie aux minorités nationales groupées dans le double royaume d'Autriche-Hongrie.

Point XI – Évacuation et restauration de la Roumanie, de la Serbie, du Montenegro ; accès à la mer pour la Serbie.

Point XII – Assurance d'autonomie à toutes les nationalités de l'Empire ottoman et garanties internationales en ce qui concerne la liberté de la navigation dans les Détroits.

Point XIII – Reconstitution d'une Pologne indépendante avec accès à la mer.

Point XIV – Création d'une « Société générale des Nations » *(League of Nations)* donnant à tous les États des garanties d'indépendance politique et territoriale réciproques.

Tous les Alliés étaient d'accord, dans l'ensemble, pour considérer que ces Quatorze points, d'aspiration pacifiste, correspondaient à l'idéal pour lequel ils avaient combattu ; néanmoins il est bien évident qu'un certain nombre de difficultés allaient se lever (en particulier en ce qui concernait la délimitation des États « nationaux »). Toutefois, avant d'élaborer et de proposer les traités de paix aux États vaincus, les Alliés concluent le 28 avril 1919 le pacte de la *Société des Nations* (la SDN, dont nous reparlerons plus bas ; voir p. 107).

● *Les difficultés.* Wilson, en imposant une *paix du droit,* a voulu imposer à l'Europe un nouveau style diplomatique, et l'on a souvent qualifié ses intentions d'utopiques. Wilson était en effet persuadé que la SDN était un organisme suffisant pour assurer la sécurité internationale, et qu'il n'y avait donc pas lieu de maintenir, en aucun pays, ni armée, ni frontières, à partir du moment où le principe des nationalités serait respecté et où les peuples, disposant enfin d'eux-mêmes, ne se sentiraient opprimés par aucune domination étrangère. C'est au nom de cet idéalisme que Wilson

refusa de créer un État rhénan occupé en permanence par les Alliés (comme le voulait Clemenceau), rejeta les prétentions françaises sur les territoires situés au nord de la Sarre, et enfin s'opposa aux visées italiennes sur Trieste qu'il concevait comme appartenant de droit à un État slave. Pendant tout le cours de la *conférence de Paris,* Wilson s'est heurté aux hommes d'État européens, beaucoup plus sceptiques que lui quant à l'avenir des traités. Wilson intervenait en arbitre extérieur, étranger à des conflits qui divisaient l'Europe depuis trois siècles, ce qui conduisit certains de ses adversaires à le traiter de « Don Quichotte » politique. Une autre difficulté, bien plus grave celle-ci, puisqu'elle compromettait l'application réelle des traités, concernait la garantie de ces traités. Puisqu'on ne démembrait pas l'Allemagne, puisqu'on laissait intact son potentiel industriel (en particulier la Rhénanie) on risquait de la voir un jour relever la tête et se relancer dans une guerre de revanche qui serait une réédition de la Grande Guerre, et cela malgré la suppression du service militaire obligatoire en Allemagne et la réduction de l'armée permanente à 100 000 hommes. Les Alliés, Clemenceau en tête, réclamaient donc une garantie d'alliance en cas d'agression allemande ; après des semaines de discussions passionnées, Clemenceau obtient l'engagement solidaire des États-Unis et de la Grande-Bretagne d'assister la France en cas d'agression, et la garantie d'une occupation limitée de la rive gauche du Rhin (pendant quinze ans) ; en outre celle-ci devait être démilitarisée. En fait, toutes ces garanties tombèrent après les traités, car le Sénat américain, conformément à ses libertés constitutionnelles, refusa de ratifier les décisions du président Wilson, et en particulier le pacte de la SDN. Les États-Unis conclurent donc une paix séparée avec l'Allemagne en 1921 et l'Europe wilsonienne se constitua sans la garantie américaine. On verra p. 107 comment cette « paix boiteuse » conclue après la Conférence de Paris offrit, vingt et un ans plus tard, à Hitler, tous les prétextes nécessaires à une Seconde Guerre mondiale.

● *Un problème* n'avait pas été réglé par les armes, c'était le problème bolchevique. En ce qui concerne le régime que ceux-ci veulent instaurer en Europe orientale, les Alliés sont tous d'accord pour le condamner, car ils craignent l'infiltration du socialisme dans leurs propres États, ou du moins en Europe centrale. On tenta donc successivement de négocier, aussi bien avec les « rouges » qu'avec les « blancs », puis d'intervenir directement contre les rouges. A partir de 1920, l'échec des Occidentaux dans leurs tentatives d'intervention en Russie est évident ; on se contente de « protéger » l'Europe du bolchevisme par un petit cordon d'États anticommunistes, variante des États-tampons qui avaient été en faveur au Congrès de Vienne — et on laissa la Russie évoluer dans un mystère politique qui ne s'éclairera que bien plus tard (voir p. 78).

● *Après de laborieuses négociations,* la Conférence de la paix aboutit aux traités signés à Versailles (28 juin 1919) avec l'Allemagne, et, en 1919 et 1920, à Saint-Germain (avec l'Autriche), Neuilly (avec la Bulgarie), Trianon (avec la Hongrie), Sèvres (avec la Turquie). Le traité de Sèvres, en particulier, démembrait définitivement l'Empire ottoman, dont les provinces asiatiques étaient érigées en États indépendants ou en États sous tutelle d'une des puissances européennes, décisions qui sont à l'origine de la réorganisation du Moyen-Orient.

Contre ces traités, les vaincus, évidemment, protestèrent. Certes, les Allemands reconnaissaient que les Quatorze points de Wilson étaient respectés, mais ils trouvèrent qu'ils avaient été interprétés avec un maximum de sévérité ; deux dispositions sont particulièrement discutées : celle qui divise l'Allemagne en deux en créant un *corridor polonais* (Danzig, voir p. 110) et celle qui concerne le problème des *réparations.* Les conventions d'armistice, en effet, prévoyaient que l'Allemagne verserait une indemnité relative aux dommages *civils* causés aux pays qui avaient été ses adversaires ; les Allemands pensaient alors que les Alliés fixeraient une sorte de forfait de l'ordre de 40 milliards de marks-or, à partir desquels ils pourraient prendre un certain nombre de dispositions de payement. Or il n'en fut rien. Lloyd George, désireux d'accroître la part de l'indemnité britannique (qui était, initialement, relativement faible puisque les dommages civils y étaient infiniment moins importants qu'en Belgique ou en France par exemple), avait ajouté assez subtilement, dans la « note » destinée à l'Allemagne, les pensions militaires, ce qui revenait presque à doubler les réparations. En outre ce ne fut pas une indemnité forfaitaire qui fut imposée à l'Allemagne, mais la promesse qu'on lui présenterait, au 1er mai 1921, un *état des payements.* Autrement dit, l'Allemagne était menacée d'avoir à verser des sommes considérables, sans rapport avec sa capacité économique et financière, en des délais qui ne lui étaient pas précisés. La catastrophe économique qui risquait de se produire était plus grave que le désastre militaire et nous avons vu (p. 21) quelles ont été les conséquences des difficultés financières de l'Allemagne après la Première Guerre mondiale ; en un certain sens on peut dire qu'elles ont facilité l'accession du nazisme.

14 juillet 1919 : le défilé de la Victoire à Paris. La plupart des grands chefs militaires ont reçu leur bâton de maréchal et ouvrent le défilé triomphal : plus jamais, pensait-on, pareille tuerie ne se reproduira. Vingt ans après, alors que les jeunes lieutenants de 1914 seront devenus colonels, le monde connaîtra à nouveau le pire fléau de l'humanité : la guerre.



Ph. © S.I.E.C.A.

LA SECONDE GUERRE MONDIALE.

Les relations internationales de 1918 à 1939.

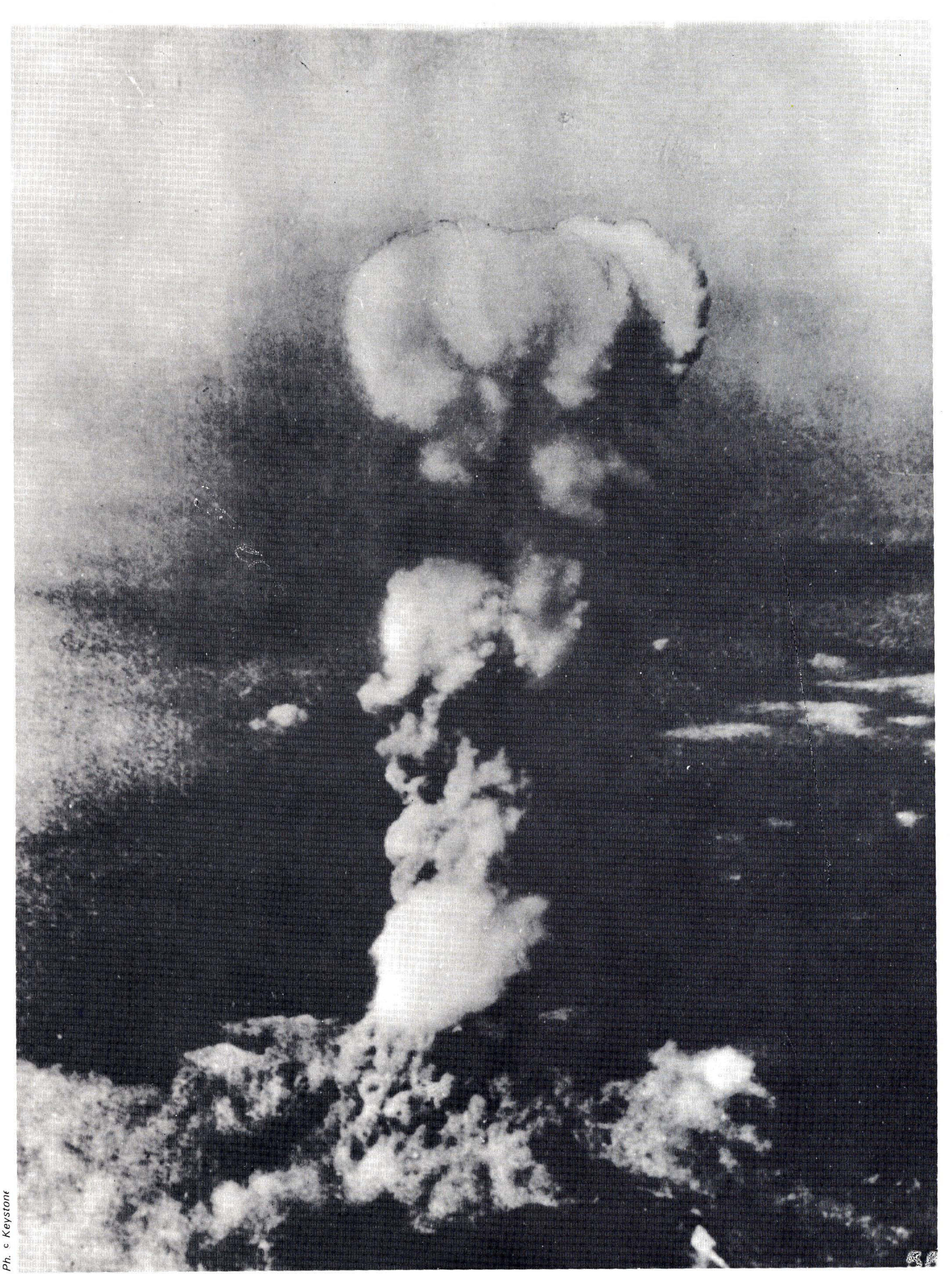
La transformation de l'Europe.

● *A la sortie de la Grande Guerre,* l'Europe connaît un désordre politique, économique et social extrême. Deux faits nouveaux ont transformé sa structure :

— La naissance d'un État « prolétarien » fondé par Lénine sur les ruines d'une Russie en pleine décomposition, l'URSS, qui s'enferme dans son mystère, séparée de l'Europe par la Finlande, les États baltes, la Pologne, la Roumanie. Le « socialisme » des bolcheviks (à partir de décembre 1922 on dit : les *communistes*) ne parvient pas à s'implanter en Europe (échec du *Spartakusbund* en Allemagne et de *Bela Kun* en Hongrie, en 1919) et ne subsiste qu'à titre de force politique plus ou moins importante à l'intérieur des États, en opposition à tous les partis « bourgeois ». La création par Lénine du *Komintern* (III[e] Internationale) le 10 mars 1919 a mis les socialistes de tous les pays en demeure de choisir entre le « communisme » et un socialisme plus modéré, révisionniste et non pas révolutionnaire. C'est en France que le communisme connaît le plus de faveur; il est par contre presque ignoré dans les pays anglo-saxons. La crainte des « rouges » a motivé ailleurs — mais aussi en France bien entendu — bien des alliances et bien des politiques européennes ou mondiales, masquant le danger qui, né en Italie, allait atteindre au paroxysme en Allemagne : le fascisme des gouvernements totalitaires.

— Le deuxième fait est l'existence d'États nouveaux, conçus selon les principes wilsoniens, en Europe centrale et dans les Balkans. Ces États, jusqu'alors en tutelle — et parfois depuis plusieurs siècles — ont le droit, mais non pas les moyens, de disposer d'eux-mêmes. Sensibles aux influences étrangères, surtout quand elles se manifestent par une aide substantielle, manquant souvent des matières premières les plus essentielles, attirant la convoitise des grands vainqueurs (il y a du pétrole en Roumanie!), ils se trouvent — toutes proportions gardées — dans la situation des États africains ou asiatiques promus à l'indépendance depuis 1945.

● *Pour résoudre les mille problèmes qui se posent, il y a la Société des Nations,* créée par Wilson et désavouée par le Congrès des États-Unis : composée d'abord des États signataires du pacte de 1919 (voir p. 106), puis augmentée de tous ceux qui demandèrent à y être admis comme membres (à condition qu'ils y soient acceptés par les deux tiers au moins de l'Assemblée), la SDN siège à Genève — ville choisie par référence à la neutralité traditionnelle de la Suisse et au rôle important qu'elle avait joué sur le plan international pendant la guerre. Elle comprend quatre organismes directeurs : l'*Assemblée* des représentants des États membres (une voix par État membre); le *Conseil* (les délégués des grandes puissances et quatre délégués élus périodiquement par l'Assemblée); un *Secrétariat permanent,* une *Cour de justice internationale.* Des bureaux internationaux de compétences diverses fonctionnent en outre sous l'autorité de l'Assemblée.



Ph. © Keystone

Le 6 août 1945, à Hiroshima, l'humanité fait connaissance avec l'arme nucléaire.

● *Les membres de la SDN* s'engageaient à ne contracter aucun traité incompatible avec le pacte de 1919 (par exemple des alliances agressives ou des traités de partage); les États incapables de se diriger eux-mêmes seraient placés sous la tutelle *(mandat)* de certaines grandes puissances, contrôlées par la SDN.

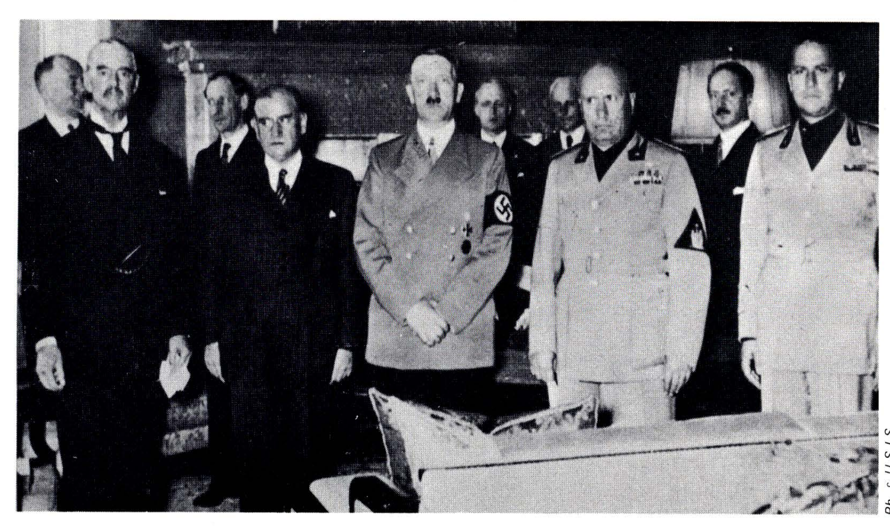
● *C'est dans ce cadre* que va se dérouler l'histoire de l'Europe où vont bientôt s'affronter les démocraties et les États totalitaires (Allemagne, Italie et quelques pays secondaires).

— De 1919 à 1933, on croit, dans de nombreux milieux politiques, à la Société des Nations dans laquelle l'Allemagne a été admise en 1926, mais qu'ignorent les États-Unis et l'URSS. C'est à la SDN qu'échoit la tâche bien ingrate d'assurer la paix entre les nations, ce qu'on appelle la *sécurité collective;* la paix semble aussi garantie — dans la même période — par le pacte Briand-Kellogg (1928), mettant la guerre hors la loi et auquel avaient adhéré toutes les grandes puissances, y compris les États-Unis et l'URSS.

— Après 1933, l'Europe subit le contrecoup de la grande crise économique de 1929-1930; les tensions intérieures s'accroissent, les difficultés internationales surgissent, les frontières se ferment. En Allemagne, la crise a pour conséquence l'avènement au pouvoir d'Adolf Hitler : c'est la fin de l'ère pacifique. Les discours violents jusqu'à l'hystérie du Führer vont faire renaître le climat de guerre, exacerbant l'orgueil national, le militarisme, un certain goût théâtral de la force. On redécouvre la vieille formule prussienne que la guerre n'est que la politique, mais avec d'autres arguments. En octobre 1933, l'Allemagne quitte la SDN (Hitler était au pouvoir depuis le 30 janvier seulement), et, par une série de coups de force contre le droit des gens le plus élémentaire, son « Guide » — qui lui a promis de la transformer de telle sorte qu'on ne la reconnaîtra point en quelques années — la mène progressivement à la guerre, une guerre qui — comme il se doit — dépassera en ampleur et en horreur celle de 1914-1918.

Les relations internationales avant la crise de 1929.

● *A peine signés, les traités de paix* sont remis en question par les États-Unis et la Grande-Bretagne. Wilson, frappé d'hémiplégie en 1919, et Clemenceau, évincé de la vie politique en 1920, ne sont plus là pour les défendre; une morne série de conférences internationales va tenter de résoudre, avec ou sans la SDN, les problèmes du tracé des frontières, des régimes politiques, etc., de nombreux États d'Europe centrale et surtout l'interminable question des *réparations* dues par l'Allemagne. Dans cette partie, la France a le mauvais rôle; on l'accuse de vouloir profiter de sa position victorieuse, de militarisme, d'impérialisme. La politique de Poincaré, juriste pointilleux et intraitable, rencontre l'opposition de Lloyd George qui en revient à la politique de bascule chère aux Anglais, soutenant l'Allemagne vaincue contre son tapageur vainqueur français. Pendant ce temps les États-Unis s'enferment dans un semi-isolationnisme politique.



Ph. © U.S.I.S.

Sir Neville Chamberlain, Édouard Daladier, Hitler, Mussolini, le comte Ciano à Münich : les démocraties décernent au Führer un satisfecit (Chamberlain le traitera naïvement de « gentleman » !).

C'est à propos de la Ruhr que le conflit franco-anglais est particulièrement aigu. Devant la faillite financière de l'Allemagne (voir p. 21), Poincaré fait occuper la Ruhr par des troupes françaises et belges (janvier 1923). Cette décision ne règle d'ailleurs pas le problème de la dette allemande vis-à-vis de ses vainqueurs (cent trente-deux milliards de marks-or, dont 52 % à la France, 22 % à la Grande-Bretagne, 19 % à l'Italie), d'autant plus que les industriels rhénans organisent une résistance passive à l'occupation. Le plan Dawes (banquier américain) est finalement accepté par tout le monde comme la seule solution possible au problème des réparations : l'Allemagne devra assainir sa monnaie et régler sa dette par annuités ; de leur côté les États-Unis réduiront leurs créances vis-à-vis des Alliés, leur donnant la possibilité d'échelonner leurs remboursements sur soixante-deux ans. Un second plan (le plan Young) réduira en 1929 la dette allemande à trente-huit milliards de marks-or : nous verrons qu'il ne pourra pas être appliqué.

● *Il s'élève aussi une nuée de questions territoriales et politiques* à propos de l'Europe centrale et des Balkans, généralement résolus au mépris des pactes.

— La délimitation des frontières de la Pologne conduit à créer un *couloir* polonais s'ouvrant sur la mer (voir carte p. 110), à donner à la ville de Danzig le statut d'une ville libre et à partager la Haute-Silésie entre la Pologne et l'Allemagne, autant de concessions auxquelles celle-ci ne se résigne pas. Les Polonais, d'ailleurs, ne respectent pas le pacte de la SDN, occupent en force Vilna — ancienne capitale de la Lituanie — et imposent à la Société des Nations le fait accompli de l'annexion militaire ; toujours au mépris des conventions internationales, ils réclament à la Tchécoslovaquie le territoire de Teschen, en Silésie, et annexent l'ancienne Galicie autrichienne.

— La frontière italo-yougoslave donne aussi bien du souci aux diplomates. La ville de Fiume (prise sur un coup de force par d'Annunzio en 1919, puis rendue à son statut d'État libre) est annexée par le gouvernement fasciste de Mussolini qui signe en outre avec l'Albanie un traité équivalent à l'établissement d'un protectorat. En Europe centrale se forment ainsi deux camps : la *Petite-Entente* (Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie) qui s'appuie sur la France, et le camp italo-austro-hongrois.

— Au Proche-Orient et en Turquie se préparent de futures difficultés internationales, et, à l'autre extrémité du monde, le Japon affirme dangereusement sa puissance, dont la conférence de Washington (1921-1922) sur la limitation des armements navals trace les limites : il se voit confirmer son mandat sur les colonies allemandes du Pacifique situées dans l'hémisphère nord et signe avec les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France l'*accord du Pacifique,* relatif à la sécurité des possessions insulaires de ces quatre puissances. En 1925, le Japon — qui a rendu à l'URSS la Sibérie orientale — conclut un accord politique et commercial avec l'État soviétique.

● *La conférence de Locarno et le pacte Briand-Kellogg.* Le rêve d'Aristide Briand (onze fois président du Conseil entre 1909 et 1929, en comptant les ministères remaniés ; plusieurs fois ministre des Affaires étrangères) était de réaliser entre la France et l'Allemagne une collaboration fructueuse, dans le cadre de l'Europe nouvelle, en pratiquant vis-à-vis de l'ancienne ennemie une politique souple et pacifique. Ce rêve, il pense pouvoir le réaliser avec le concours du ministre allemand des Affaires étrangères, Stresemann qui, lui aussi, renonce à la politique hostile et revendicatrice (le *diktat* de Versailles) à la mode outre-Rhin. Stresemann propose le 6 février 1925 la réunion d'une conférence d'où sortiront les accords de Locarno (le 16 octobre 1925 ; puissances contractantes : Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, France, Belgique, Pologne, Tchécoslovaquie) : le pacte maintient le *statu quo* des frontières occidentales (françaises et belges) qui ne pourraient dorénavant être modifiées que par un règlement pacifique entre les pays signataires. La Société des Nations ne put qu'applaudir aux tentatives désespérées de Briand, « le pèlerin pacifique », pour déclarer la paix au monde. Son éloquence (on célébrait sa « voix de violoncelle »), sa patience obtiennent des États-Unis qu'ils entrent dans ce jeu pacifique. A Paris, le 27 août 1928, Aristide Briand signe avec le secrétaire d'État américain Kellogg un pacte généreux renonçant pour toujours à la guerre « comme instrument de politique internationale ».

C'est l'ère de la confiance naïve des peuples en la SDN qui, une fois au moins, avait su se montrer à la hauteur de sa tâche (en réglant par la négociation, à la fin de 1925, un conflit bulgaro-grec). En fait, cette confiance repose avant tout sur le rapprochement franco-allemand ; dès que celui-ci cessera, le monde courra de nouveau à l'abîme.

Les relations internationales de 1929 à 1939.

● *Les conséquences de la crise de 1929.* Le jeudi 24 octobre 1929, la bourse de New York — *Wall Street* — est dévastée par une tempête financière sans précédent dans l'histoire des États-Unis. La crise américaine se propage en Europe, et d'abord dans les pays où les Américains ont investi de gros capitaux (Allemagne, Autriche, Grande-Bretagne) qu'ils tentent de rapatrier aux États-Unis (déconfiture, en 1931, de la plus grande banque viennoise, la *Creditanstalt;* crise allemande — étudiée plus haut p. 21 — qui entraîne la crise britannique). De ces foyers, la crise gagne toute l'Europe (États danubiens, France, etc.). Les dévaluations monétaires se succèdent en cascades, le contrôle des changes est rétabli dans la plupart des États, le protectionnisme douanier, isolant économiquement les pays, paralysant les échanges — donc la production — s'installe partout. La crise fait « boule de neige », et la « boule de neige » devient avalanche.

C'est dans ces conditions qu'on assiste, en Allemagne, à la montée du nazisme (voir p. 22), favorisé au début par les groupements financiers, les grands industriels qui y voient un moyen de combattre le communisme. Il faut dire aussi que le programme hitlérien — mis à part peut-être son racisme — éveillait la « mentalité collective » du pays : comment les Allemands auraient-ils pu ne pas suivre l'homme qui leur proposait la révision du *diktat* de Versailles, le renouveau de la puissance germanique, la renaissance de sa gloire et cela — en principe — sans effusion de sang ! (L'opinion n'a que très mal connu, dans les premiers moments du nazisme, ses premiers crimes, comme, par exemple, la « purge » du 30 juin 1934, voir p. 23).

● *C'est en 1931 que l'autorité de la Société des Nations,* jusqu'ici respectée, est mise en question. Le responsable de ce premier viol de la sécurité collective est le gouvernement japonais ou, plus exactement, la compagnie du chemin de fer sud-mandchourien qui fait pression sur le gouvernement de Tokyo. Que s'est-il passé ? Prenant prétexte d'un attentat à la bombe (18 septembre 1931) sur la voie ferrée, la compagnie et l'état-major nippon qui occupe cette région engagent une action militaire de représailles sans attendre la décision gouvernementale. En quelques semaines la Mandchourie tombe aux mains des troupes nippones que Tokyo couvre après coup. La Chine riposte par le boycottage des produits japonais dans les ports et un appel à la SDN. L'affaire se termine par la proclamation, le 1er mars 1932, d'un État libre de Mandchourie (le *Mandchoukouo*), avec — au pouvoir — le dernier empereur chinois, Pou-Yi. La SDN condamne, le Japon se retire de la Ligue des nations et démontre ainsi que le fait accompli l'emporte sur le droit international : c'est la faillite des conventions de sécurité collective.

D'autres « initiatives » de ce genre ont lieu dans les années qui suivent, en Éthiopie (Italie, voir p. 59) et en Europe (premières revendications de Hitler sur l'égalité des armements et le sort des « Allemands » à l'étranger, c'est-à-dire sur l'Autriche, sur la Pologne et sur la Sarre en 1933-1934). Le cas de la Sarre est typique : ce territoire devait, selon le traité de Versailles, décider de son sort en janvier 1935 par un plébiscite (rattachement à la France, rattachement à l'Allemagne ou statut international sous contrôle de la SDN) ; le plébiscite du 13 janvier 1935 donne 90 % des suffrages en faveur du rattachement à l'Allemagne, et il ne semble pas qu'il y ait eu d'irrégularités. Avec la Pologne, Hitler signe le pacte de janvier 1934 (dont la Pologne se prévaudra pour participer — avec l'Allemagne nazie — au dépeçage de la Tchécoslovaquie) ; avec l'Autriche, il intervient par l'assassinat du chancelier Dollfuss (voir p. 29).

● *Stresa (avril 1935).* Il est clair, au début de l'année 1935, que l'Allemagne hitlérienne a l'intention de modifier le *statu quo* versaillais à son profit et de mener une politique internationale d'annexions, sans tenir compte de la SDN (c'est la théorie hitlérienne de l'*espace vital,* le *Lebensraum*). L'Allemagne devient une menace pour la sécurité européenne, d'autant plus qu'elle s'arme et qu'elle constitue — sous la poigne énergique de Hermann Gœring — une aviation militaire de grande envergure.

La France — qui se sent directement intéressée — cherche alors à reconstituer une vaste entente européenne à laquelle le ministre français Louis Barthou envisageait même d'intégrer l'URSS. Après sa mort tragique (il est tué le 9 octobre 1934 à Marseille, lors de l'assassinat d'Alexandre de Yougoslavie par des terroristes croates), c'est Pierre Laval qui mène la lutte européenne contre les prétentions nazies. Cela aboutit à l'entente franco-britannico-italienne signée à la *conférence de Stresa* (avril 1935), qui stipule que les trois États s'opposent par tous les moyens à toute modification des traités mettant en péril la paix européenne, et au *pacte d'assistance mutuelle* soviétique, du 2 mai 1935. Mais ces conventions restent imprécises. A Stresa, la France a promis de ne pas s'occuper de la politique italienne en Éthiopie, et la Grande-Bretagne affirme qu'elle ne veut pas intervenir à propos des États danubiens (ce qui ne satisfait pas l'Italie, inquiète d'un possible *Anschluss* en Autriche). L'accord franco-soviétique, péniblement signé en 1935, est compliqué par le problème polonais : l'URSS met comme condition à son éventuelle intervention armée le droit de passage à travers la Pologne et la Roumanie ; or la Pologne fait partie du système d'alliances traditionnelles de la France (qui a fermé les yeux sur ses rapports avec Hitler en 1934), et elle ne veut pas entendre parler d'un quelconque transit de troupes soviétiques à travers son territoire (cette politique à courte vue lui coûtera très cher en 1939).

Lorsqu'en octobre 1935 le *Duce* envahit l'Éthiopie, la SDN vote contre l'Italie des sanctions économiques qui furent, d'ailleurs, très mollement appliquées ; à ce vote, l'Italie réplique par la dénonciation des accords de Stresa : c'est déjà la fin de l'entente européenne, en moins de neuf mois ! Deux thèses alors se dessinent à l'occasion de cette guerre éthiopienne, qui vont se heurter jusqu'en 1939 :

— pour les uns — inquiétés par le danger communiste — il vaut mieux faire quelques concessions aux États fascistes (en l'occurrence à l'Italie), et ménager l'entente européenne sur la base des accords de Stresa (auxquels ne participait pas l'URSS) ;

— pour les autres, l'alliance italienne est un leurre ; le vrai danger est représenté par Hitler et non par Staline ; il faut donc refuser toute concession aux États totalitaires et resserrer les liens France-Grande-Bretagne-URSS (la Triple-Entente d'avant 1914, revue et corrigée) en s'assurant en outre de l'appui américain. Autrement dit, il faut, avant tout, respecter le pacte de la SDN et en exclure tous ceux qui le violent ou tentent de le violer.

En 1935, ce sont les tenants de la première thèse qui l'emportent ; l'hommage platonique qu'ils accordent à la SDN (vote des sanctions) a pour effet l'écroulement du *front de Stresa*. Comme le pacte franco-soviétique est en sommeil (il n'y a pas été adjoint d'accords militaires), il est clair que Hitler a les mains absolument libres en Europe.

● *Les coups de force hitlériens.* Plusieurs conflits, nés après 1930, ont placé le monde sur le chemin de la guerre : la guerre sino-japonaise a commencé en 1932 (invasion de la Chine, création de l'État du Manzhouguo), la guerre civile espagnole (voir p. 63) et la guerre d'Éthiopie (1935).

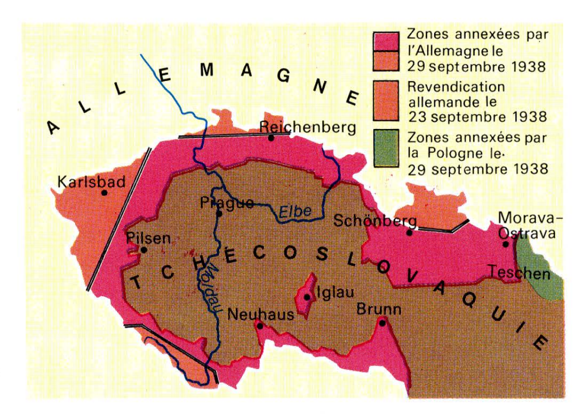
La guerre d'Éthiopie a montré à Hitler que l'Europe, désunie, ne pouvait réagir contre un agresseur décidé. Il va alors par trois fois mettre la paix du monde en péril et, comme à chaque fois l'Europe tremble, négocie, s'incline, il a toutes les raisons de penser que rien ne peut arrêter sa conquête *non guerrière* de la « plus grande Allemagne » (jusqu'en 1939 c'est l'esprit d'apaisement — *l'esprit de Munich* — qui l'emporte chez les Européens).

— Le 7 mars 1936, il déclare dans un discours au Reichstag, qu'en signant le pacte franco-soviétique, la France a violé les accords de Locarno, car la convention menace la sécurité de l'Allemagne. En conséquence, il considère lui aussi ces accords comme nuls et décide de réoccuper militairement la Rhénanie (démilitarisée par le traité de Versailles, article 42). Cette décision est un pari politique : le gouvernement français risque de réagir militairement et d'écraser l'Allemagne dont l'armée n'est pas encore motorisée. Or il ne se produit rien : mal soutenue par ses alliés (la Pologne donne raison à Hitler le 9 mars ; la Grande-Bretagne, par l'intermédiaire de son ministre des Affaires étrangères, Sir Anthony Eden, prévient la France qu'il n'est pas question pour elle de régler le problème par les armes), la France — malgré quelques déclarations théâtrales sur Strasbourg à la portée des canons allemands — abdique ; d'ailleurs l'opinion publique ne veut pas la guerre, elle est préoccupée essentiellement par les revendications sociales, et les militaires (le général Maurin, ministre de la Guerre, et le général Gamelin, chef d'état-major général) se déclarent incapables d'intervenir, ce qui n'est d'ailleurs pas prouvé, d'autant que l'Allemagne était elle-même très faible militairement à cette époque. Quoi qu'il en soit, Hitler a gagné. Bien plus, il attire dans son camp son ennemi d'hier, Mussolini (*Axe Rome-Berlin* en octobre 1936) puis, en novembre, le Japon *(pacte antikomintern)* ; par la même occasion la Yougoslavie se rapproche de l'Italie fasciste (voir p. 32) et la Pologne de l'Allemagne.

— Le deuxième coup de force hitlérien a lieu en Autriche (voir le détail des événements p. 29). La « technique » internationale du Führer mérite d'être analysée car elle est particulièrement efficace (elle est due en bonne partie au ministre des Affaires étrangères du III[e] Reich, Ribbentrop) : il entretient, dans ce petit pays, un parti ardemment favorable à l'*Anschluss* (rattachement), provoque avec habileté troubles, émeutes et défilés, contraint par la menace le chancelier Schuschnigg à céder la place au chef des nazis autrichiens (Seyss-Inquart), fait réclamer l'Anschluss par celui-ci et n'a plus qu'à entrer en Autriche sous les vivats, le 12 mars 1938.

— Le troisième coup de force a lieu peu de temps après, selon la même méthode. Les Allemands qui vivent en territoire tchécoslovaque (les trois millions d'Allemands des Sudètes, installés sur le pourtour de la Bohême) sont soutenus dans leurs revendications séparatistes (Henlein) par Hitler qui dénonce les « atrocités » tchèques et menace d'intervenir.

● *La dernière capitulation des démocraties : Munich.* Par les accords de Munich (29 septembre 1938) les puissances européennes ont accordé à Hitler ce qu'il réclamait. L'importance de ces accords mérite que nous nous posions à leur sujet quelques questions (voir le tableau ci-dessous).



Les accords de Munich.

● *Les accords du 29 septembre* ont cependant provoqué une course aux armements devant l'éventualité d'un conflit. D'ailleurs, Hitler devait violer les accords de Munich six mois plus tard (15 mars 1939) : soutenant — selon la méthode qui avait si bien réussi en Autriche et dans les Sudètes — les revendications des Slovaques « opprimés » par les Tchèques, il impose au président Hacha — sous la menace de bombarder Prague — de remettre le sort du pays entre ses mains. Une semaine plus tard, il annexait le port de Memel (en Lituanie, mais qui appartenait à la Prusse avant 1914) et le 21 mars 1939, il fait connaître ses nouvelles exigences : Danzig doit revenir à l'Allemagne (la Pologne y conserverait un *port franc*) ; une voie ferrée et une autostrade bénéficiant de l'exterritorialité seraient construites par l'Allemagne pour traverser le corridor polonais : la Seconde Guerre mondiale n'était plus qu'une question de mois.

Les accords de Munich.

Questions	Réponses
Que réclame Hitler ?	La cession à l'Allemagne d'un ensemble de territoires appartenant à la Tchécoslovaquie (voir carte) et où vivent trois millions d'Allemands « opprimés » par les Tchèques (cette « oppression » des minorités allemandes existe effectivement en Tchécoslovaquie, mais elle n'est pour Hitler qu'un prétexte). Les plans du Fürher sont prêts depuis le mois d'avril 1938.
Quels sont les traités qui protègent la Tchécoslovaquie ?	Un traité d'alliance avec la France le 16 octobre 1925 ; un traité d'alliance avec l'U.R.S.S. (16 mai 1935) qui promettait son assistance militaire si la France apportait d'abord la sienne ; le pacte de Locarno (où la Grande-Bretagne n'avait pas voulu garantir les frontières de la Tchécoslovaquie).
Quels sont les acteurs de l'affaire tchécoslovaque ?	Tchécoslovaquie : le chef de l'État (le président Benès) et le président du Conseil Hodza. Allemagne : Hitler et son ministre des Affaires étrangères, Ribbentrop. France : le président du Conseil Édouard Daladier, et son ministre des Affaires étrangères Georges Bonnet, partisans alors d'une politique d'apaisement. Grande-Bretagne : le Premier ministre, Sir Neville Chamberlain et le secrétaire d'État au Foreign Office, Lord Halifax. Italie : Mussolini et le comte Ciano.
Quelles sont les positions respectives de la France et de la Grande-Bretagne ?	Grande-Bretagne : partisane d'une politique d'apaisement ; la Tchécoslovaquie est dans une situation politique et géographique « absurde » ; les Allemands des Sudètes ont le droit de disposer d'eux-mêmes ; la Grande-Bretagne ne veut (en mai 1938) « perdre ni un marin ni un aviateur pour la Tchécoslovaquie » ; après le discours de Hitler à Nuremberg, la position est plus nuancée : la Grande-Bretagne pourrait apporter son aide armée à la France si celle-ci était menacée après être intervenue en faveur de la Tchécoslovaquie. France : en principe, elle se déclare prête à respecter le traité d'assistance à la Tchécoslovaquie. En fait, elle n'en a pas l'intention : Georges Bonnet en a avisé le gouvernement de Prague dans la nuit du 20 au 21 septembre, il le déclare au Conseil des ministres le 27 septembre : pas d'appui armé pour la Tchécoslovaquie, la paix avant tout.
Pourquoi cet abandon français ?	Parce que les moyens militaires dont disposait l'état-major étaient jugés insuffisants ; en outre, la Belgique s'opposait au passage des troupes françaises à travers son territoire, et l'assaut des fortifications allemandes (la *ligne Siegfried*) semblait devoir être inefficace. De plus, les autres puissances réagissent mollement, même l'U.R.S.S., malgré les affirmations de Litvinov ; de toute façon, l'aide soviétique était soumise à l'autorisation polonaise de laisser les troupes soviétiques traverser la Pologne, droit de passage que la Pologne refuse énergiquement.
Quelle fut la teneur des accords ?	Voir la carte ci-dessus pour les dispositions territoriales ; la Tchécoslovaquie abandonnait en outre à la Pologne le bassin houiller de Teschen et à la Hongrie une partie de la Slovaquie.
Quelles furent les conséquences de Munich ?	La Tchécoslovaquie ne peut que plier devant la volonté des grandes puissances ; le président Benès démissionne, il est remplacé par le président Hacha. En France, les accords de Munich ont été approuvés par le Parlement (535 voix « pour » et 75 voix « contre », dont 73 communistes) : à l'exception des députés d'extrême gauche, tous les députés français ont donc été *munichois*, dans leur vote sinon dans leur cœur. L'opinion publique semble avoir été à peu près aussi unanime que le Parlement : elle voyait s'éloigner le spectre de la guerre. L'U.R.S.S. blâme cette abdication : si la France ne respecte pas ses traités, ne protège pas les pays auxquels elle a promis sa protection, qui pourrait rester son allié ?
L'attitude de Hitler à Munich était-elle un bluff ?	Les adversaires de « Munich » ont souvent dit que si la France et la Grande-Bretagne avaient montré plus de fermeté, Hitler n'aurait pas *osé* faire la guerre et que ses menaces n'étaient qu'un gigantesque *bluff*. D'après les témoignages et les documents maintenant connus, il semble en fait que Hitler n'aurait pas hésité à déclencher dès septembre 1938 une guerre générale. Reste à savoir s'il aurait pu vaincre aussi rapidement qu'en 1940 (il y avait d'ailleurs — prétendent les témoignages allemands — un complot en préparation dans les milieux militaires : le général Beck — chef d'état-major général — le général Halder, le général Witzleben, l'amiral Canaris, chef des services secrets de l'armée, le général von Brauchitsch, commandant suprême de l'armée allemande, etc. ; les chefs militaires allemands craignaient en effet une guerre et l'écrasement du pays ; le « succès » de Hitler à Munich, conquérant une nouvelle fois des territoires sans verser une goutte de sang, a sans doute fait tomber l'enthousiasme des comploteurs, au reste très mal préparés).

Les causes immédiates de la Seconde Guerre mondiale.

Toutes les difficultés que nous venons d'étudier, conséquences du déséquilibre créé par la Première Guerre mondiale, aboutissent à une guerre universelle qui, commencée le 1er septembre 1939, prendra fin six ans plus tard, le 2 septembre 1945.

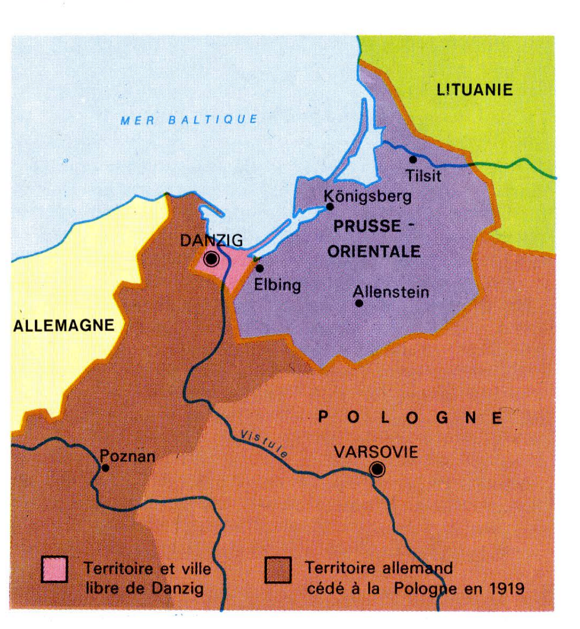
Les démocraties occidentales	Dates	Les puissances de l'Axe
	1939	
	28 avril	Dénonciation : *a)* du pacte naval avec la Grande-Bretagne (conclu en 1935); *b)* de l'accord polonais (signé en 1934).
Discours de Beck affirmant la volonté de la Pologne de résister à l'Allemagne.	5 mai	
Accord anglo-turc (aide et assistance).	12 mai	
	22 mai	*Pacte d'acier* (alliance germano-italienne).
Accord franco-turc cédant à la Turquie le sandjak d'Alexandrette.	12 juin	
	7 juillet	Déclaration de Mussolini à l'ambassadeur britannique : « L'Italie fera la guerre aux côtés de l'Allemagne si besoin est. »
	19 juillet	L'Italie (Mussolini, Ciano) envisage une négociation, préférable à la guerre.
	26 juillet	Ribbentrop repousse cette idée, mais affirme toujours la volonté de paix de l'Allemagne. Dans le même temps, l'ambassadeur italien à Berlin, Attolico, tente en vain de faire triompher les thèses pacifistes.
	à partir du 22 juillet	Ouverture et déroulement des entretiens germano-soviétiques (voir ci-dessous).

▲ *Les premiers pas de l'Europe vers la guerre et le pacte germano-soviétique* ▼

Démocraties occidentales	Dates	Relations germano-soviétiques
	1939	
	20 mai	Molotov suggère à l'ambassadeur allemand Schulenbourg l'idée de discussions politiques entre les deux pays.
	23 mai	Hitler envisage d'obtenir la neutralité soviétique dans la question polonaise.
	25 mai	Ribbentrop propose d'engager des négociations.
Propositions d'assistance mutuelle faites par la France et la Grande-Bretagne à l'U.R.S.S.; les pourparlers n'aboutissent pas en raison de la méfiance des diplomaties occidentales à l'égard du communisme.	27 mai	
	30 mai	L'Allemagne décide d'ouvrir des négociations.
	28 juin	Molotov déclare « souhaitable » une normalisation des rapports germano-soviétiques.
	22 juillet	Ouverture des négociations économiques germano-soviétiques à Berlin.
Départ des missions militaires anglaise et française pour Moscou; mais l'opposition polonaise provoquera des difficultés incommensurables.	25 juillet	
	26 juillet	Les Allemands et les Russes abordent les conditions d'un accord sur la Pologne.
	29 juillet	Déclaration de la Wilhelmstrasse : les intérêts soviétiques seront sauvegardés en Pologne et dans la Baltique.
	2 août	Ribbentrop admet un accord avec l'U.R.S.S. sur le sort de la Pologne.
	4 août	Schulenbourg affirme à Molotov que les intérêts soviétiques dans la Baltique seront préservés.
	12 et 13 août	Entretiens Ciano-Ribbentrop à Salzbourg. Ribbentrop affirme sa volonté de déclencher une guerre qu'il espère limiter à la Pologne.
Vorochilov pose la question clé : la Pologne autorisera-t-elle les troupes soviétiques à traverser son territoire en cas de conflit? Nouveau refus, très ferme, des Polonais.	14 août	Ribbentrop offre de se rendre à Moscou.
	19 août	Signature des accords commerciaux germano-soviétiques. Le gouvernement soviétique communique un projet de pacte de non-agression agrémenté d'un projet de règlement des intérêts allemands et soviétiques en Pologne et relativement aux États baltes.
	20 août	Télégramme de Hitler à Staline : il accepte les thèses soviétiques et propose d'envoyer Ribbentrop avec les pleins pouvoirs à Moscou de toute urgence.
	21 août	Staline fait savoir qu'il attend Ribbentrop pour le 23.
	22 août	Annonce officielle du pacte germano-soviétique.
	23 août	Signature du pacte et des accords secrets qui prévoient le partage de la Pologne et des pays baltes entre les deux pays.

La question polonaise.

Si l'acte qui a mis le feu aux poudres est l'entrée de l'armée allemande en Pologne le 1er septembre 1939, les causes prochaines de la Seconde Guerre mondiale sont à rechercher dans le revirement de la politique britannique en mars-avril 1939. On sait que, le 15 mars, Hitler occupe Prague et annexe la Tchécoslovaquie, et une semaine plus tard, le territoire de Memel, en Lituanie; par ailleurs, le problème de Dantzig (voir carte ci-dessous) semble ne pouvoir se résoudre que par la force, malgré les tentatives d'accord « à l'amiable » des nazis avec le ministre des Affaires étrangères polonais, le colonel Beck. L'Allemagne a dépassé les limites de puissance que tolérait l'Angleterre, l'opinion publique commence à s'émouvoir. Conséquences : la Grande-Bretagne décide de garantir la sécurité de la Pologne, menacée dans son indépendance (déclaration de Sir Neville Chamberlain le 31 mars 1939 à la Chambre des Communes), et la France s'aligne sur cette politique de garantie. L'agression de l'Italie contre l'Albanie (voir p. 59) provoque de nouveaux traités de garantie franco-britannique et le service militaire obligatoire est instauré en Angleterre le 27 avril 1939.



Le problème de Danzig; pour aller en Prusse orientale, il faut traverser le « couloir » polonais.

A partir de ce moment, la guerre est inévitable et Hitler se déchaîne contre l'Angleterre. La France, dans son esprit, ne joue aucun rôle déterminant, le Quai d'Orsay, selon lui, n'étant que le « domestique » du Foreign Office. Quant aux États-Unis, ils semblent planer dans un rêve de paix universelle sans rapport avec les drames européens : le président Roosevelt envoie, le 15 avril, un télégramme aux deux dictateurs, afin qu'ils s'engagent à ne pas attaquer pendant dix ou vingt-cinq ans un groupe de vingt-neuf nations. Réponse italienne : « *C'est une manifestation de paralysie infantile !* » (allusion au mal dont souffrait Roosevelt); réponse allemande : une pirouette diplomatique de Hitler qui fait demander à chacune des nations intéressées ce qu'elle pense d'une menace germanique, ce à quoi celles-ci répondent par la négative ! Seul le Danemark accepte un pacte de non-agression. Les événements vont donc se succéder sur un rythme tragique comme le montre le tableau ci-contre.

Le pacte germano-soviétique.

Ce qui est le plus frappant dans cette série de négociations, d'ententes, etc., c'est la mollesse de la diplomatie occidentale. Certes, la Grande-Bretagne et la France veulent arrêter l'élan hitlérien, pour des raisons à la fois économiques, politiques et sentimentales; et la seule façon d'y parvenir, c'est de réaliser une triple entente avec l'URSS. Mais il y a la Pologne, têtue, orgueilleuse, qui pense pouvoir marcher sur Berlin et écraser l'Allemagne, qui refuse tout accord où interviendrait l'URSS. Il faut aussi compter avec la méfiance des démocraties capitalistes vis-à-vis du pays socialiste; le danger que représente l'Allemagne nazie pouvait être rejeté vers l'Est, pensait-on, et les pays capitalistes n'auraient plus qu'à « tirer les marrons du feu » (Molotov). D'autre part, en garantissant

les frontières de la Pologne, la Grande-Bretagne garantissait indirectement celles de l'URSS et laissait donc à Staline une entière liberté de manœuvre. Quant à l'URSS, sa politique est ambiguë. A la tête des Affaires étrangères de l'URSS, il y a le ministre Litvinov, juif, marié à une Anglaise et naturellement antinazi et pro-européen ; le 3 mai, il est révoqué et remplacé par ce génie tortueux que fut Molotov. Celui-ci voit loin : il sait qu'une guerre germano-soviétique est fatale, mais il sait aussi que l'URSS n'est pas prête pour une telle guerre ; une paix provisoire, « même avec des cannibales » comme le dira Staline en 1941, assurait à l'Union soviétique la possibilité de préparer sa future victoire(?). En outre, en renvoyant la balle aux démocraties, en rejetant vers l'Ouest le danger allemand, une entente germano-soviétique préparait l'affaiblissement du capitalisme et le triomphe de la révolution. Dans le tableau de la page ci-contre on notera la rapidité de l'action diplomatique allemande, qui ne s'embarrasse d'aucun préjugé, les invraisemblables hésitations des nations occidentales, paralysées par l'entêtement de la Pologne et la crainte du communisme, enfin l'ambiguïté de la position stalinienne qui mène parallèlement deux séries de négociations contraires qui aboutiront au pacte germano-soviétique du 23 août 1939.

Les dernières tentatives de paix.

Ainsi le pacte germano-soviétique libère Hitler du souci d'un second front, écarte toute crainte de blocus et intimide l'opinion internationale ; la Grande-Bretagne et la France vont peut-être hésiter à se lancer dans une seconde « Grande Guerre » ; les accords secrets délimitent les zones d'influence des deux puissances contractantes et il n'est pas interdit à Hitler de songer à signer un pacte analogue avec la Grande-Bretagne. Aussi, tout en vitupérant contre l'Angleterre, Hitler tente un dernier effort pour circonscrire le conflit à la Pologne. On sait maintenant, depuis le procès de Nuremberg, qu'un ingénieur suédois, Dahlerus, a servi d'intermédiaire entre Berlin et Londres. Dahlerus était un ami de Gœring, et ce dernier, plus clairvoyant que le Führer, craignait une guerre à l'Ouest. Il propose donc un éventail de possibilités au gouvernement britannique, tendant à réaliser un « nouveau Munich » et même une alliance militaire avec l'Angleterre. Hitler, qui passe d'une crise d'invectives contre les Anglais à des promesses insensées, suit avec nervosité ces négociations secrètes : entre le 25 et le 30 août, Dahlerus fait la navette entre Londres et Berlin, s'entretient avec Chamberlain, Halifax, Hitler, téléphone aux chancelleries. Le Duce, de son côté, sous la pression cordiale du Foreign Office, multiplie aussi les démarches pacificatrices et, le 29 août, la paix semble pouvoir être sauvée. Mais parallèlement à ces entretiens — auxquels la France ne participe point — la tension germano-polonaise a dépassé toute limite de sécurité. Les deux armées sont mobilisées et le plan d'invasion hitlérien est prêt ; les Polonais, inconscients, veulent marcher sur Berlin où leur ambassadeur, Lipski, se fait des illusions sur la puissance allemande. La nation polonaise, c'est un fait, se refuse à tout accord ou à toute promesse : le colonel Beck a déjà l'exemple de la Tchécoslovaquie, il sait que Hitler demandera toujours davantage et l'on peut assurer que, même si un accord était intervenu sur Danzig à ce moment, la guerre aurait quand même éclaté quelques mois plus tard. Voilà pour les idées générales ; le tableau ci-contre précise la succession des événements.

Le prétexte.

Pour lancer les troupes allemandes sur le territoire polonais, il fallait un prétexte ; c'est Himmler, le chef de la *Gestapo,* qui se charge de le fabriquer. On trouve, sur le territoire allemand, des cadavres de soldats polonais (en fait ce sont des bagnards déguisés par la Gestapo et massacrés sur place) ; à la veille même de l'ordre d'attaque, une dernière mise en scène justifie l'invasion : l'émetteur de Gleiwitz (aujourd'hui Gliwice, ville annexée par la Pologne, proche de l'Oder, sur le canal dont elle porte le nom) est attaqué par de faux soldats polonais. Le commandant militaire local, le lieutenant-colonel Steinmetz, s'est élevé en vain contre cette tricherie peu conforme à l'honneur militaire ; il n'est plus question d'honneur, il est question d'efficacité. A 4 h 45 du matin, le 1er septembre 1939, les blindés de Guderian, de von Kleist et de Höpner franchissent la frontière et le cuirassé *Schleswig-Holstein* canonne l'enclave polonaise de Danzig, la Westerplatte.

POUR LA PAIX		DATES	VERS LA GUERRE
Pourparlers secrets (Mission DAHLERUS)	Pourparlers diplomatiques traditionnels	1939	
	1. Appel pour la paix de Roosevelt, du Pape, de Léopold III, de la reine Wilhelmine de Hollande et de Daladier auprès du Führer. 2. Déclaration du Duce : l'Italie n'est pas prête à entrer dans la guerre. 3. Entretiens Hitler-Henderson (ambassadeur britannique) : tentative de régler pacifiquement les problèmes de Danzig et du corridor polonais. 4. Entretiens Hitler-Coulondre (ambassadeur de France) : Hitler affirme renoncer à toute prétention sur l'Alsace-Lorraine.	25 août.	
		26 août.	Réponse de Hitler à Mussolini : il admet l'abstention provisoire de l'Italie mais il demande que Mussolini tienne secrète sa non-belligérance.
Hitler propose un accord militaire avec la Grande-Bretagne.		Nuit du 26 au 27 août.	
Les Britanniques demandent la garantie des frontières polonaises et l'ouverture de négociations immédiates avec la Pologne pour la question de Danzig; ils acceptent, dans ces conditions, l'accord proposé par Hitler.	L'ambassadeur Henderson propose une négociation directe entre l'Allemagne et la Pologne au sujet de Danzig.	28 août.	
Hitler admet les exigences britanniques et Gœring assure que la paix est sauvée.	Hitler accepte la proposition britannique sous réserve qu'il reçoive, le 30 août avant minuit, la visite d'un plénipotentiaire polonais.	29 août.	
Dahlerus à Londres : les délégués polonais n'iront pas négocier à Berlin.	Refus du colonel Beck d'envoyer à Berlin un plénipotentiaire.	30 août.	
	Entretien Henderson-Ribbentrop; celui-ci écarte l'idée d'une négociation avec la Pologne.	30 août au soir.	
	Entrevue Henderson-Lipski; celui-ci transmet à son gouvernement les offres de négociations.	31 août 2 h du matin.	
	Le colonel Beck charge Lipski de s'informer des exigences allemandes. L'Italie propose une Conférence internationale pour réviser les clauses du traité de Versailles; le Quai d'Orsay appuie cette initiative.	31 août.	
		31 août au soir.	Entretien Ribbentrop-Lipski; celui-ci informe le ministre allemand qu'il n'a aucun pouvoir pour traiter.
Gœring envoie cette information à Londres.		31 août 22 h.	La radio allemande dévoile un télégramme codé émanant de Varsovie et adressé à Lipski : « Éviter de conduire des négociations officielles, en n'importe quelle circonstance. »
	L'Italie proclame sa non-belligérance.	1er sept.	4 h 45 du matin : attaque de la Pologne. Forster proclame le rattachement de Danzig au Reich. Mobilisation générale en Grande-Bretagne et en France; note commune à l'Allemagne l'informant que les engagements d'assistance vis-à-vis de la Pologne seront tenus si les forces allemandes ne se retirent pas.
	L'Italie propose une conférence internationale à San Remo précédée d'un armistice en Pologne.	2 sept.	La Grande-Bretagne exige l'évacuation préalable des territoires polonais occupés par les Allemands. Daladier demande des crédits à la Chambre.
	Dernière tentative de réunir une conférence internationale avec retrait symbolique des forces allemandes par l'intermédiaire de l'Italie.	Nuit du 2 au 3 sept.	
Gœring se déclare prêt à partir pour Londres.	5 heures du matin : Henderson demande un entretien au ministère des Affaires étrangères pour 9 heures du matin : l'Allemagne a 2 heures pour répondre à la note du 1er septembre.	3 sept.	Réponse britannique à Dahlerus : cette proposition n'est pas prise en considération. 11 heures : la Grande-Bretagne entre en guerre avec l'Allemagne. 17 heures : la France entre en guerre avec l'Allemagne.

Ph. © Roger-Viollet.

Gare de l'Est, le 2 septembre 1939.



La Pologne héroïque : victime, depuis le XVIIIe siècle, des convoitises prussiennes, autrichiennes et russes; la nation polonaise a toujours fait preuve d'un nationalisme allant parfois jusqu'au fanatisme. En 1939, il se trouvait des experts, à Varsovie, qui pensaient pouvoir opposer aux blindés hitlériens... des cavaliers porteurs de lances!

Première phase : de la déclaration de guerre à la campagne de France, 3 septembre 1939 - 25 juin 1940.

Guerre éclair en Pologne.

La campagne de Pologne a duré trois semaines, d'où le qualificatif de « guerre éclair » *(Blitz krieg)* employé pour désigner ce type d'opération. Le plan d'Hitler et de la *Wehrmacht* (armée allemande, dont le commandant en chef est alors le général von Brauchitsch) est de prendre la Pologne entre les deux mâchoires d'une tenaille (voir carte). L'armée polonaise, qui oppose des brigades de cavalerie aux blindés allemands, désorganisée par les bombardements de la *Luftwaffe* (armée de l'air allemande), est écrasée. Varsovie tombe après un siège de treize jours (14-27 septembre 1939); les Soviétiques occupent la partie orientale de la Pologne, conformément au pacte germano-soviétique.



La campagne de Pologne
Le plan de bataille a été mis au point par Hitler lui-même; la Pologne est saisie entre les mâchoires d'une gigantesque tenaille : les armées de von Bock au Nord et celles de von Rundstedt au Sud (en tout : 57 divisions, dont 37 divisions d'active et 6 divisions blindées). Sûr de la victoire, Hitler n'a envisagé aucun dispositif défensif sur la frontière allemande. Le 17 septembre, l'URSS — conformément au pacte germano-soviétique — occupait la Pologne orientale; le 28 septembre, le quatrième partage de la Pologne était accompli.

La drôle de guerre.

● *Le front de l'Ouest.* Du mois d'octobre 1939 à la grande offensive allemande de mai 1940, les troupes françaises et allemandes vont rester sur leur position en bordure de la frontière, se contentant de quelques escarmouches, de coups de main, se maintenant les unes et les autres dans une position défensive. Ces neuf mois de « trêve » correspondent à la « drôle de guerre » (*komische Krieg* pour les Allemands, *funny war* pour les Britanniques). Cependant les intentions militaires des deux belligérants sont loin d'être identiques.

— Côté France : le haut commandement, qui croit en la valeur de la ligne Maginot comme en un dogme militaire absolu, attend fermement une attaque allemande qu'il est persuadé de pouvoir briser.

— Côté allemand : Hitler, sur la lancée de ses victoires en Pologne, envisage une guerre éclair du même genre en France. Pour cela, il fait revenir les armées de von Rundstedt et de von Bock sur le front de l'Ouest, ne laissant en Pologne que des troupes d'occupation sous la direction générale de Blaskowitz. Son plan est de déborder la ligne Maginot dans la zone de Sedan et de Liège, zone où les fortifications françaises sont interrompues; mais il se heurte, d'une part à l'hostilité du commandement en chef et des différents généraux de l'armée allemande qui jugent impossible l'offensive générale voulue par le Führer, et d'autre part à la météorologie : pendant tout le mois de novembre et pendant le mois de décembre la pluie tombe; les rivières se gonflent et les inondations, transformant les plaines en marécages, sont une cause d'échec pour la progression des blindés. Aussi l'ordre de l'offensive générale est-il reporté par Hitler à plusieurs reprises : le 7, le 9, le 13, le 16, le 20 novembre, puis le 4, le 6, le 12 décembre; la pluie tombant à flots, Hitler renvoie son offensive *sine die*. Il faut signaler que les plans de la grande offensive allemande à travers la Hollande et la Belgique ont été inter-



Ph. Archives Photeb (Revue "Signal").

Le maréchal Mannerheim (1867-1951) : Il a combattu les Soviétiques aux côtés des armées allemandes.

ceptés par un officier belge (le capitaine Rodrigue) à proximité du poste frontière de Mechelen en Belgique. Après la pluie, la neige s'est mise à tomber : il ne sera plus question de l'offensive générale hitlérienne avant le mois de mai.

● *La guerre de Finlande.* L'URSS, qui occupera en juin 1940 les pays baltes (Lituanie, Estonie, Lettonie), réclame à la Finlande une partie de la Carélie aux présidents Kallio (1937-1940) et Ryti, elle oppose le gouvernement fantôme de Kuusinen et prend prétexte d'une demande d'intervention de Kuusinen pour pénétrer dans l'isthme de Carélie.

— Première phase de la guerre : le maréchal Timochenko, qui dirige les opérations, se heurte à la ligne de défense finlandaise, dite ligne Mannerheim (du lac Ladoga au golfe de Finlande) ; les VIIe, VIIIe, IXe et XIVe armées soviétiques tentent en vain de percer cette ligne ; elles sont arrêtées par le froid, la neige et l'héroïsme de l'armée finlandaise qui, à Suomossalmi, détruit complètement la 163e et la 44e division d'infanterie soviétique. L'aide mondiale à la Finlande est symbolique : 800 volontaires danois, 400 volontaires hongrois, 200 volontaires norvégiens, environ 5 000 fusils-mitrailleurs français modèle 1915 et quelques pièces d'artillerie inutilisables ; mais la SDN condamne l'URSS pour agression !

— Deuxième phase de la guerre : l'offensive soviétique reprend au début février dans la direction de Viborg, qui verrouille l'isthme de Carélie. Malgré la défense héroïque de l'armée finlandaise, Viborg tombe le 11 mars. Le 12 mars, la Finlande signe le traité de paix de Moscou, cédant à l'URSS l'isthme de Carélie, une partie de l'île des Pêcheurs et la presqu'île de Hangö. Mais elle conserve son indépendance.

Sur la guerre de Finlande s'est greffée la guerre norvégienne dont il sera question plus bas.

La guerre en Norvège.

Les Alliés envisagent dès janvier 1940 une expédition scandinave : l'occupation du port de Narvik à l'extrémité nord de la Norvège, port d'où partait le minerai de fer à destination de l'Allemagne, était d'un intérêt stratégique certain. Mais ils sont devancés par la rapidité d'exécution de Hitler dont le plan est le suivant : occupation simultanée de tous les ports de Norvège et installation du chancelier Quisling (Norvégien pronazi) au pouvoir.

Les navires allemands surprennent la Norvège — et le monde — au matin du 9 avril et tous les ports sont occupés en quelques heures. Le même jour, le Danemark est envahi par la Wehrmacht. La flotte anglaise, commandée par l'amiral Forbes, arrive trop tard ; l'aviation n'intervient que plus tard (le *Königsberg* est coulé par un bombardier britannique ; c'est le premier grand bâtiment de guerre coulé par l'aviation dans l'histoire).

● *Deux séries d'opérations navales.*

— Zone sud de la Norvège (au large de Bergen et de Stavanger) : le *Renown* et deux divisions de destroyers se heurtent à la flotte allemande. Un destroyer anglais est coulé (le *Glow-Worm*) par le *Hipper.*

— Zone nord (au large de Narvik) : une petite flotte de destroyers, commandée par le capitaine H. Warburton-Lee livre bataille à la flotte allemande (le *Hardy* et le *Hunter* sont coulés ; Warburton-Lee est tué sur la passerelle de son bateau) ; trois jours plus tard, le 13 avril, des forces navales anglaises plus importantes, comprenant notamment le croiseur lourd *Warspite,* obtiennent une victoire écrasante sur la flotte allemande qui a perdu, dans la bataille de Narvik, 3 bâtiments lourds et 10 destroyers. Cependant, malgré cette victoire, les Alliés ne parviennent pas à débarquer en Norvège.

● *La Grande-Bretagne décide d'attaquer par la voie terrestre.* Un double débarquement, à Namsos au Nord et à Andalsnes au Sud, permettra d'enserrer Trondheim où se tiennent 5 000 Allemands coupés des forces débarquées à Oslo. Le général Mackesy qui commande les forces terrestres britanniques, en commettant l'erreur de ne pas laisser attaquer Trondheim de front, échoue. L'axe de communication, le Gudbrandsdal, est difficile à atteindre (cols, neige, froid). A Narvik les opérations sont dirigées par l'amiral Lord Cork and Orrery ; le général Béthouart, avec ses chasseurs alpins, prendra Narvik le 28 mai... mais c'est déjà un fait d'armes inutile et les forces franco-britanniques se rembarquent dans la première semaine de juin : la route du fer n'est pas coupée, elle est intégralement entre les mains de l'Allemagne, à qui elle a cependant pratiquement coûté sa flotte.

La bataille de France.

● *La situation à la veille de la bataille de France.* Les militaires ne gagnent que des batailles ; les guerres sont gagnées par les hommes politiques et les économistes. Avant d'aborder la description de la *bataille de France* dont le résultat a été décisif pour l'évolution ultérieure de la Seconde Guerre mondiale, il faut passer en revue la situation politique et économique des principaux acteurs du conflit.



Modèle N° 1 — REPUBLIQUE FRANÇAISE — METROPOLE

ORDRE
DE
MOBILISATION GENERALE

Par décret du Président de la République, la mobilisation des armées de terre, de mer et de l'air est ordonnée, ainsi que la réquisition des animaux, voitures, moyens d'attelage, aéronefs, véhicules automobiles, navires, embarcations, engins de manutention et de tous les moyens nécessaires pour suppléer à l'insuffisance des moyens ordinaires d'approvisionnement de ces armées.

Le premier jour de la mobilisation générale est le
Samedi 2 Septembre 1939
à Zéro heure

Tout Français soumis aux obligations militaires doit sous peine d'être puni avec toute la rigueur des lois, obéir aux prescriptions de son FASCICULE DE MOBILISATION.

Sont visés par le présent ordre tous les hommes non présents sous les Drapeaux et appartenant aux ARMÉES DE TERRE DE MER ET DE L'AIR y compris les INSCRITS MARITIMES, les hommes appartenant aux TROUPES COLONIALES et les hommes du SERVICE AUXILIAIRE.

Les autorités civiles et militaires sont responsables de l'exécution du présent décret.

Le Ministre de la Guerre — *Le Ministre de l'Air*

Ph. © Roger-Viollet.

La France mobilise ses forces.

— La supériorité militaire et matérielle de l'Allemagne n'est pas aussi franche qu'on l'a dit inconsidérément, comme il apparaît à la simple considération du tableau ci-dessous.

Bien entendu, d'août 1939 à mai 1940, un effort soutenu a été entrepris dans tous les pays ; de plus, l'importante flotte britannique rend tout ravitaillement facile à l'Europe occidentale, tandis que la situation est inverse pour l'Allemagne.

— Politiquement, la *mentalité de guerre* est plus forte en Allemagne que chez les Alliés. La propagande hitlérienne a balayé toutes les oppositions. Les réticences sont clandestines sinon inexistantes (quelques militants communistes, une certaine « réserve »

Les forces militaires en présence au début de la guerre.

Éléments de la puissance matérielle	Allemagne	France	Grande-Bretagne
Armée de terre	128 divisions « normales », dont 115 sur le front. 12 divisions blindées *(Panzerdivisionen)* : 2 574 chars.	112 divisions sur le territoire métropolitain, dont 15 sur la ligne Maginot. 3 divisions blindées (900 chars), plus 1 800 chars accompagnant les divisions « normales ».	A peine 10 divisions. Pas d'unités blindées. + 22 divisions belges. + 10 divisions hollandaises.
Flotte	Voir ci-dessus.		
Armée de l'air	La *Luftwaffe* compte 2 500 avions : bombardiers ou *stukas* (abréviation de *Sturzkampfflugzeug*) et chasseurs *(Messerschmitt).*	1 780 appareils en tout.	
Potentiel économique et industriel	L'énorme puissance industrielle de l'Allemagne n'a qu'un point faible : elle manque de caoutchouc, de pétrole et de minerai de fer. Elle se procure ces matières premières chez les autres pays européens avec lesquels elle est encore en relation : URSS, Suède, Yougoslavie, Roumanie. Sa métallurgie est dominante : 23 millions de tonnes d'acier brut par an.	La France n'a pas encore atteint en 1938 le niveau de production d'avant la crise de 1929 (elle est le seul des grands pays touchés par la crise à n'avoir pas rattrapé son retard); production d'acier brut : 8 millions de tonnes.	La Grande-Bretagne a, depuis 1934, retrouvé son équilibre productif d'avant 1929; production d'acier brut : 13 millions de tonnes par an.

des « monarchistes » prussiens et bavarois). Le seul noyau qui s'oppose nettement au national-socialisme est celui de quelques officiers supérieurs (comme le général Beck, ancien chef d'état-major général) ; mais les succès du Führer ont fait taire cette opposition qui ne devient dangereuse qu'à l'époque des revers allemands, en 1944. D'ailleurs Hitler a pris en main les destinées de l'armée allemande en superposant au haut commandement militaire (l'OKH dont le chef est von Brauchitsch) l'*Oberkommando der Wermacht,* l'OKW, qu'il dirige personnellement, assisté des généraux Keitel et Jodl.

En face de cette Allemagne monolithique, les Alliés font figure de belligérants « amateurs ». En France, l'opinion publique et les milieux politiques restent divisés ; il y a encore des « munichois » — comme on le dit maintenant péjorativement — qui gardent la nostalgie du compromis, de la négociation. Les cadres mêmes de l'armée sont hésitants.

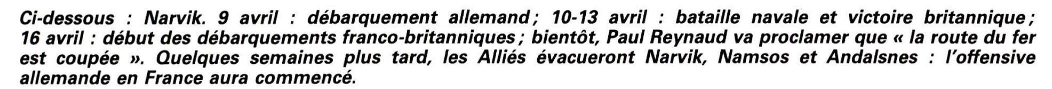
Cependant, le gouvernement est partisan de la fermeté et de la résistance au nazisme : Édouard Daladier a été remplacé, le 21 mars 1940, par Paul Reynaud à la tête du Conseil des ministres et, le 28 mars 1940, a été échangée avec la Grande-Bretagne la promesse de ne négocier ni paix, ni armistice séparé. La Grande-Bretagne ignore de son côté ces divisions ; l'opinion publique tout entière est — depuis octobre 1939 — pour la guerre. Les défaites en Norvège — malgré les communiqués officiels qui les ont presque transformées en victoires — causent la chute de sir Neville Chamberlain, contre lequel vote même son propre parti (les conservateurs) lors du débat du 7 mai 1940 ; il est remplacé à la tête du gouvernement de coalition britannique par Winston Churchill, qui mènera la Grande-Bretagne à la victoire finale (il faut noter cependant que Winston Churchill avait un « lourd passif » politique : on n'a pas encore oublié en Angleterre son échec aux Dardanelles pendant la Première Guerre mondiale, son échec financier comme chancelier de l'Échiquier en 1923 et, tout récemment, sa part de responsabilité dans l'échec norvégien, puisque c'est la « négligence » de l'Amirauté qui a laissé les convois de bâtiments ennemis apparaître au même moment dans tous les ports de la Norvège).

— Il faut dire quelques mots aussi, à ce stade de la guerre, de la position américaine. Le courant *isolationniste* reste très puissant aux États-Unis et la règle essentielle est celle de la neutralité économique. Il n'y a pas de grandes restrictions aux relations commerciales depuis octobre 1939 et, théoriquement, les trois belligérants peuvent s'approvisionner outre-Atlantique ; mais — en raison du *blocus* de l'Allemagne — seules la France et la Grande-Bretagne peuvent bénéficier de l'aide économique des États-Unis. La situation n'est cependant pas la même qu'en 1914 : à cette époque, les Alliés s'endettaient en achetant aux Américains et ceux-ci assuraient en grosse partie le transport des marchandises achetées ; autrement dit, ils couraient le double risque de ne pas être remboursés si la France et la Grande-Bretagne perdaient la guerre, et de voir leurs bâtiments coulés par les sous-marins allemands. Nous avons vu (pp. 102-103) que ces deux facteurs ont conduit les États-Unis à entrer en guerre aux côtés des puissances de l'Entente en 1917. Pour éviter une pareille situation, une clause a été imposée aux exportateurs américains : les acheteurs doivent payer comptant *(cash)* et assurer eux-mêmes le transport des marchandises *(carry)* ; c'est ce qu'on a appelé la clause *cash and carry.* Pour l'instant, par conséquent, les États-Unis sont en dehors du conflit européen. Ce qui ne veut pas dire qu'ils s'en désintéressent ; les succès du Japon dans le Pacifique les inquiètent (le 30 mars 1939, les Japonais ont occupé les îles Spratly, qui commandent les routes vers le sud-est asiatique). Pour l'instant, les États-Unis tentent de négocier avec le cabinet nippon (dirigé par le général Abe, puis par l'amiral Youaï). Les premières réactions américaines auront lieu après la signature du *pacte tripartite* (Allemagne, Japon, Italie) le 27 septembre 1940, qui fut une des causes du triomphe de Franklin D. Roosevelt aux élections présidentielles (5 novembre 1940).

● *La stratégie hitlérienne.* Le plan de la bataille de France a été conçu par Hitler et imposé par lui aux généraux du haut commandement de l'armée. C'est un plan offensif extrêmement classique, mais que depuis 1914 on n'enseignait plus dans les écoles militaires. Il s'agissait d'attirer l'ennemi vers le Nord-Ouest (en Belgique et en Hollande), de l'obliger à dégarnir, entre la ligne Maginot et le front ainsi constitué, une zone moins défendue à travers laquelle s'engouffrerait l'équivalent moderne de ce qu'était autrefois la cavalerie, à savoir les *blindés.* Ceux-ci devaient ensuite foncer vers la mer et pénétrer en France en éventail. Ce plan (connu sous le nom de *plan jaune* ou *plan Manstein*) supposait que les conditions suivantes étaient réunies :

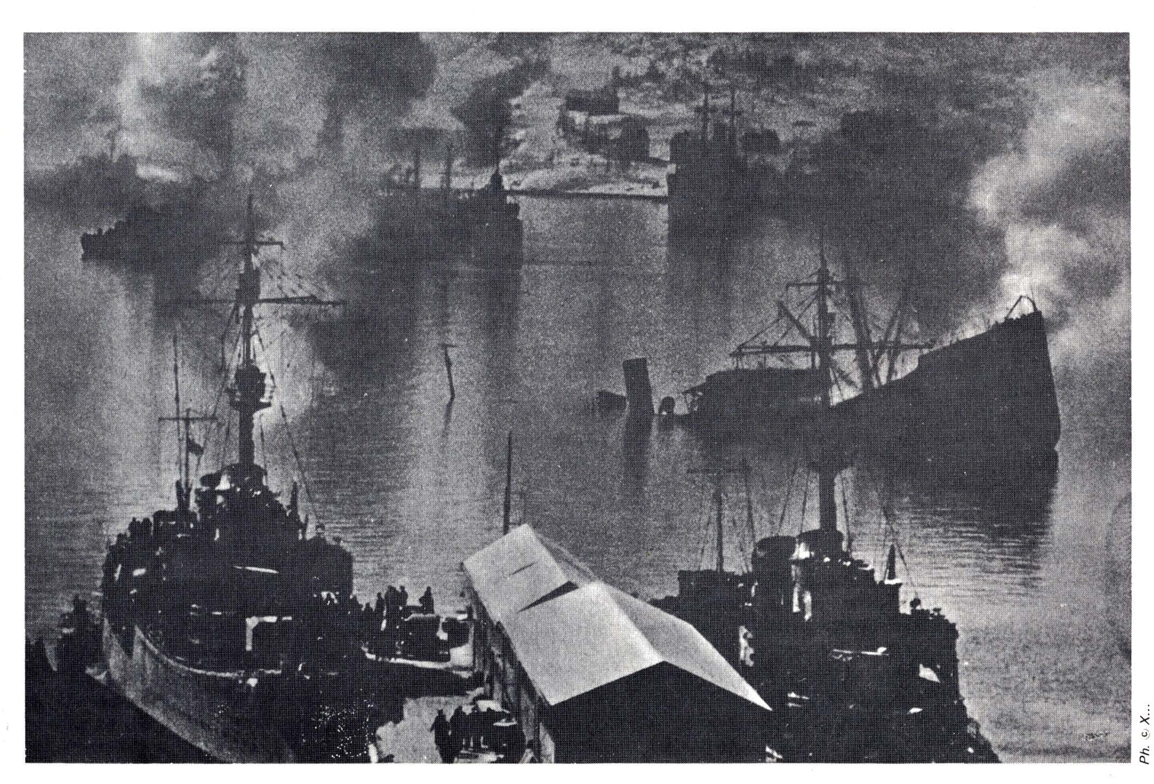


Ph. © Roger-Viollet. T.



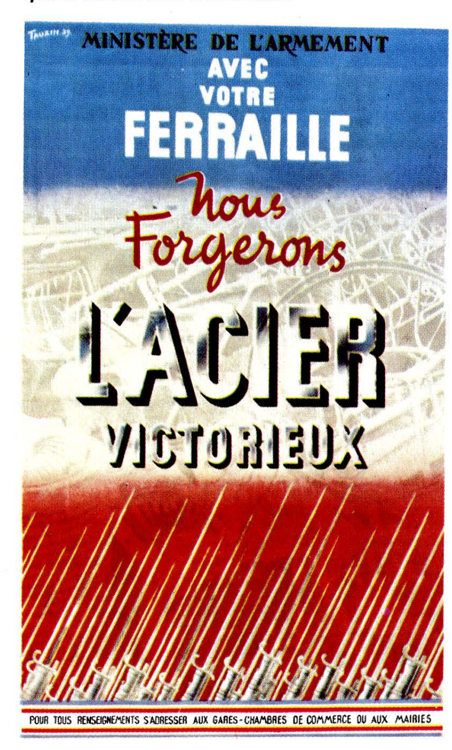
Ci-contre : la ligne Maginot. Le ministre de la Guerre. André Maginot (1877-1932), avait fait construire une ligne de fortifications « imprenables » sur la frontière de l'Est, entre 1927 et 1936. **La ligne Maginot, en effet, ne fut pas** *prise : elle fut contournée, ce qui « surprit » l'état-major français qui se préparait à une guerre de position, comme en 1914-1918, et qui dut faire face à une guerre de mouvement.*

Ci-dessous : Narvik. 9 avril : débarquement allemand; 10-13 avril : bataille navale et victoire britannique; 16 avril : début des débarquements franco-britanniques; bientôt, Paul Reynaud va proclamer que « la route du fer est coupée ». Quelques semaines plus tard, les Alliés évacueront Narvik, Namsos et Andalsnes : l'offensive allemande en France aura commencé.



Ph. © X...

Il aurait fallu autre chose que de la ferraille pour que la France soit victorieuse.



B.N. Ph. Jeanbor © Archives Photeb.

— Les blindés devaient constituer des corps autonomes et mener leurs combats sans se préoccuper des divisions d'infanterie qui les suivaient à distance et occupaient le terrain conquis : cette indépendance des blindés est une des grandes « idées » du Führer.

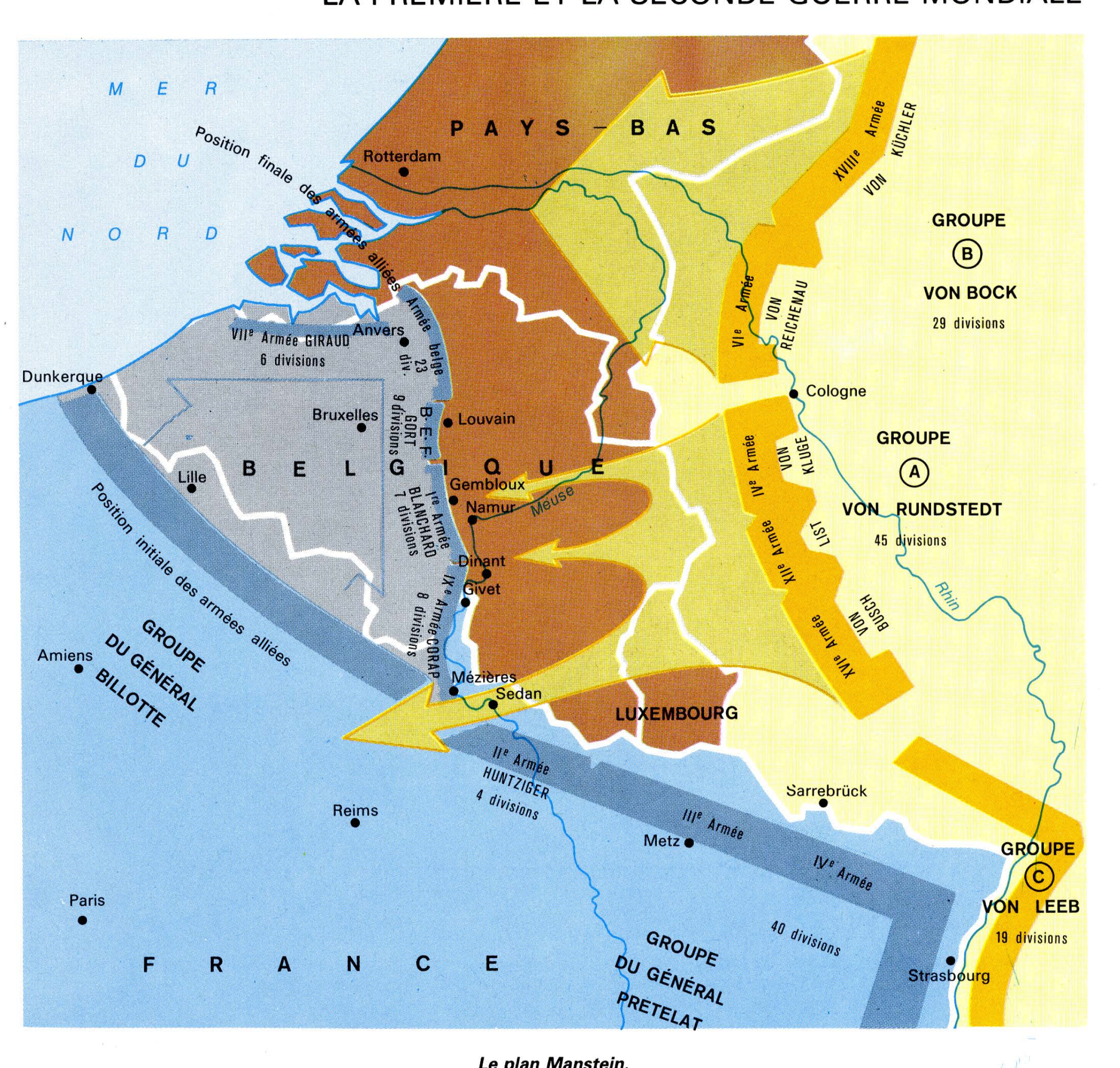
— Comme toute attaque suppose une préparation d'artillerie, et qu'une avance rapide des blindés interdit l'utilisation de l'artillerie classique (qui ne pouvait être amenée sur le terrain à temps), c'est l'*aviation* qui se chargera du bombardement intensif des lignes ennemies et de désorganiser leurs communications.

— Enfin, l'attaque rapide exige la présence physique des chefs à la tête de leurs armées ; contrairement à ce qui se passe en France (postes de commandement éloignés du front, à la mode de 1914-1918 ; Pétain, par exemple, commandait la bataille de Verdun installé à Bar-le-Duc, dans la maison de Mme Varin-Bernier).

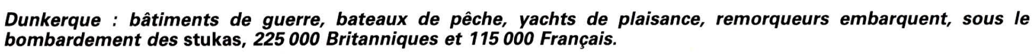
Le schéma ci-contre indique les grandes lignes de la stratégie hitlérienne.

● *L'invasion et la défaite de la France.* Tout s'est déroulé conformément au plan prévu. Les forces allemandes pénètrent en Hollande le 10 mai 1940 ; le 13 mai, les blindés du général Guderian franchissent la Meuse (trouée de Sedan) ; le 28 mai, le roi des Belges Léopold III capitule sans condition ; la plupart des troupes alliées se réfugient dans le camp retranché de Dunkerque, d'où elles sont évacuées vers l'Angleterre par la marine britannique. Le 4 juin, la bataille de France est gagnée ; Hitler a capturé 1 200 000 prisonniers et il n'a perdu que 10 000 hommes : on est loin des « boucheries » de 1914-1918. Il s'agit maintenant pour Hitler d'envahir la France. Le plan est simple, c'est plutôt un plan de marche qu'un plan de campagne puisqu'il n'y a plus de résistance organisée à affronter : le groupe B (von Bock) doit rompre le front de la Somme et pénétrer en France en éventail, vers Paris, Lyon, les Alpes et la Méditerranée d'une part, vers la Bretagne et l'Atlantique d'autre part. Le groupe A (von Rundstedt) prendra les armées françaises de l'Est à revers ; le groupe C (von Leeb) attaquera l'Alsace-Lorraine et complétera l'encerclement de von Rundstedt. La défense prévue par Weygand est la suivante : laisser passer les blindés allemands, tenir les positions clés et attaquer les divisions d'infanterie qui suivent les Panzer (tactique dite du *hérisson*). Mais l'armée française n'est pas en mesure de résister à la poussée allemande : la ligne Weygand est attaquée le 5 juin sur la Somme, enfoncée le 7 au soir par les blindés de Hoth et de Rommel qui arrivent à Forges-les-Eaux. Le 9, von Rundstedt attaque à son tour, comme prévu, sur l'Argonne ; il prend Reims, franchit la Marne, marche sur Paris qui est déclaré ville ouverte le 11. Sur les routes, paralysant tous les mouvements de troupes, l'énorme exode des civils commencé le 12 mai s'amplifie. Une cohue de plusieurs millions de réfugiés se dirige vers le Sud. L'ordre de « repli sur des positions préparées à l'avance » est encore donné par Weygand, mais déjà le désordre, l'anarchie s'installent partout. On envisage de se réfugier en Bretagne et de résister à l'ennemi, puis on abandonne bien vite ce projet de « réduit breton ». L'avance triomphale des armées allemandes ne rencontre plus aucun obstacle. Pour la petite histoire, notons que c'est une division d'infanterie de la IVe armée allemande, dont le chef est von Kluge et qui appartient au groupe de von Rundstedt, qui pénètre à Paris par la porte Maillot le 14 juin vers 6 h 30 du matin. Le problème n'est d'ailleurs déjà plus militaire : la France va devoir cesser le combat.

C'est en effet la défaite. Les routes sont encombrées de fuyards, civils et militaires, harcelés non seulement par l'aviation allemande mais encore par les mitraillades des avions italiens qui sont entrés en guerre le 10 juin aux côtés de l'Allemagne ; le gouvernement lui-même, dirigé par Paul Reynaud, a quitté Paris pour s'installer à Tours. Le maréchal Pétain est entré au Conseil des ministres le 18 mai, dès les premiers désordres et le marchandage de l'armistice commence. Les ministres sont divisés : les uns, autour de Pétain et de Weygand, savent que tout est fini et veulent éviter au pays les horreurs d'une guerre à sens unique ; les autres, Paul Reynaud en tête, veulent respecter les accords du 28 mars entre la France et la Grande-Bretagne et continuer le combat en Afrique du Nord (la France a encore 500 000 hommes utilisables et toute sa flotte de guerre intacte). Après le dramatique Conseil des ministres du 13 juin 1940 au château de Cangé, les événements se précipitent (voir p. 50, *la fin de la IIIe République*) et le 21 juin commencent les pourparlers d'armistice entre la France et l'Allemagne.



Le plan Manstein.
Les armées allemandes sont divisées en trois groupes, A, B, C.
***Le groupe B** est chargé de l'offensive de fixation; il attire à lui la VIIe armée française (Giraud), le corps expéditionnaire britannique, les divisions belges et la Ire armée française (Blanchard) qui s'attendent à une percée au niveau de Gembloux, route « classique » des invasions.*
***Le groupe A** attaquera entre Dinant et Sedan, avec les divisions blindées — les Panzer — n'ayant pour tout adversaire que la IXe armée (Corap), c'est-à-dire 5 divisions à peine sur 100 km de front à vol d'oiseau, et une fraction de la IIe armée (Huntziger) qui couvre le front de Sedan à Longuyon et qui a pour mission de protéger la ligne Maginot.*
***Le groupe C** est en attente entre le Luxembourg et la Suisse.*


Dunkerque : bâtiments de guerre, bateaux de pêche, yachts de plaisance, remorqueurs embarquent, sous le bombardement des stukas, 225 000 Britanniques et 115 000 Français.


Ph. E. C. Armées.

Ph. © Ed. Laffont.

Berlin, le 9 mai 1940. Le Führer et Commandant suprême a décidé : — Jour A : 10 mai ; Heure Z : 5 h 35. Les mots conventionnels « Danzig » ou « Augsburg » seront donnés aux différentes parties de la Wehrmacht *le 9 mai avant 21 h 30. Signe : Le chef de l'O.K.W. Keitel.*

Ils ont lieu à Rethondes, dans le wagon où fut signé l'armistice déshonorant — pour l'Allemagne — de 1918. Il est 15 h 30, le 21 juin. Hitler, les principaux dignitaires du III[e] Reich, les chefs de l'armée allemande sont présents ; ils imposent aux plénipotentiaires français (l'ambassadeur Léon Noël, l'amiral Le Luc, le ministre plénipotentiaire Rochat, les généraux Parizot et Bergeret ; la délégation est commandée par le général Huntziger) un armistice extrêmement sévère qui prévoit le désarmement de l'armée française, la neutralisation de sa flotte, la création d'une zone occupée au Nord de la France (voir p. 50). En outre des modalités économiques et administratives sont envisagées relatives à l'entretien des troupes d'occupation, les livraisons à l'Allemagne des réfugiés politiques allemands, etc. L'entrée en vigueur de l'armistice est subordonnée à la signature d'une convention analogue avec l'Italie.

Le 22 juin à 18 h 30, Huntziger signe les conventions franco-allemandes ; l'armistice avec l'Italie est signé par les mêmes plénipotentiaires le 24 juin à 19 h 15. Le 25 juin à 0 h 35, les hostilités cessent sur tous les fronts.

Les pertes de la campagne de France sont les suivantes : — France : 120 000 tués ; — Allemagne : 27 074 tués et 18 384 disparus ; — Angleterre : 3 500 tués ; — Belgique : 7 000 tués ; — Hollande : 2 890 tués.

La bataille d'Angleterre.

Ayant vaincu la France, Hitler espérait, à la fin du mois de juin 1940, que la Grande-Bretagne accepterait de négocier une paix lui laissant les mains libres pour assouvir ses rêves de domination de l'Europe. L'attaque anglaise à Mers el-Kébir (3 juillet 1940) écarte tout espoir de compromis et le Führer va tenter de réduire l'Angleterre à sa merci en lui livrant une guerre farouche sur son sol même qu'il bombarde, en Méditerranée et dans l'océan Atlantique.

L'Angleterre sous le « *blitz* ».

● *Mers el-Kébir* marque la ferme volonté britannique de continuer la guerre. Il s'agissait pour la Grande-Bretagne d'empêcher que la flotte française ancrée dans ce port algérien ne tombât entre les mains de l'Allemagne. Bien que l'amiral qui la commandait (l'amiral Gensoul) eût fait savoir qu'il avait l'ordre secret de saborder ses bâtiments dans le cas où les Allemands voudraient s'en emparer, Winston Churchill — qui met en doute la sincérité des intentions françaises ou, du moins, la possibilité de les réaliser — donne l'ordre à l'amiral Somerville de « couler les Français avant la nuit » s'ils ne se coulent pas eux-mêmes. La plupart des bâtiments français furent détruits par la flotte de Somerville ; 1 297 marins et officiers français périrent. Ce drame — parmi tant d'autres — eut du moins pour effet de souligner la netteté des intentions de Winston Churchill de poursuivre la lutte contre l'Allemagne nazie.

● *Hitler essaye donc d'envahir l'Angleterre* et prépare l'*opération Seelöwe (« opération Otarie »)* : le débarquement dans l'île. Puis, devant les difficultés sans nombre que ce projet rencontre, devant aussi les objections du commandant suprême de la Marine, le grand-amiral Raeder, il y renonce et décide d'abattre son ennemi en l'écrasant sous un bombardement sans merci, à l'aide des flottes aériennes des maréchaux Kesselring et Sperrle et du général Stumpf. Il dispose alors des effectifs suivants :

— 1 015 bombardiers bi-moteurs (Do-17, Do-217, Do-215, He-111, Ju-88) ;

— 346 *stukas* monomoteurs (Ju-87) ;

— 933 avions de chasse monomoteurs (Me-109) ;

— 375 destroyers bimoteurs (Me-110) ;

soit en tout 2 669 appareils auxquels s'ajoute une défense anti-aérienne (la *FLAK*) extrêmement efficace. De leur côté les Britanniques ont une aviation de chasse (*Fighter Command* de la RAF) dirigée par sir Hugh Dowding, disposant de 704 appareils (dont 620 *Hurricane* et *Spitfire*) ainsi qu'une arme défensive de poids : le réseau de détection radar (RDF : *Radio-détection-finding*) qui monte une garde permanente tout le long des côtes britanniques. Ils ont aussi pour eux un courage et un moral à toute épreuve qui les soutiennent dans les pires heures des bombardements allemands. Le grand responsable de la *Luftwaffe*, le maréchal Gœring, a en effet l'intention de détruire les voies de communication, les usines, les aéroports (*opération Aigle*) et — si besoin est — de terroriser les populations civiles par les bombardements des villes

Hitler a lancé sur la Grande-Bretagne la quasi-totalité de sa flotte aérienne (2 669 appareils). Le 13 août (der Adlertag, « le jour de l'Aigle ») a lieu la première offensive aérienne de la « bataille d'Angleterre » ; le 24 août au soir, Londres était bombardée pour la première fois.



B.N. Ph. © Archives Photeb.

(opération Terreur, « Terrorangriff »). L'offensive aérienne contre la Grande-Bretagne a commencé le 13 août 1940 ; le bombardement de terreur ne débute que le 6 septembre (Liverpool) pour se prolonger par un pilonnement intensif de Londres à partir du 7 septembre (l'attaque la plus violente a eu lieu le 15 septembre) : du 6 septembre 1940 à janvier 1941, la capitale britannique est bombardée toutes les nuits (quatre-vingt-six attaques aériennes consécutives) et sur elle sont déversées près de 7 000 tonnes de bombes par mois. Bien entendu, les autres villes subissent aussi ces attaques : Coventry sera détruite dans la nuit du 14 au 15 novembre par 449 bombardiers.

La guerre en Méditerranée.

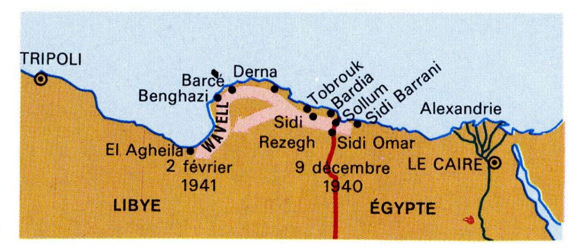
Lorsque Hitler renonce à envahir l'Angleterre et lorsqu'il constate l'inefficacité de ses attaques aériennes, il tend une oreille complaisante aux théories de l'état-major de la Marine : vaincre l'Angleterre en s'emparant de Gibraltar et de Suez, autrement dit en portant la guerre en Méditerranée. Les réticences de Franco, qui ne tient pas à sortir de sa neutralité, empêchent le Führer de se rendre maître de Gibraltar. Par contre, en Afrique, les Italiens occupent la Somalie anglaise dès août 1940 ; en septembre, le maréchal Graziani — successeur du maréchal Balbo — pénètre en Égypte et, vainqueur du général Wavell, avance jusqu'à la petite bourgade de Sidi-Barrani, où il s'arrête, faute d'avoir pu organiser son ravitaillement en eau. En même temps, Mussolini allume la guerre dans les Balkans (Grèce, Yougoslavie), constituant ainsi un second front sur lequel l'Allemagne devra intervenir en raison de l'infériorité militaire des Italiens. Nous résumerons ici les principaux aspects de cette bataille de la Méditerranée.

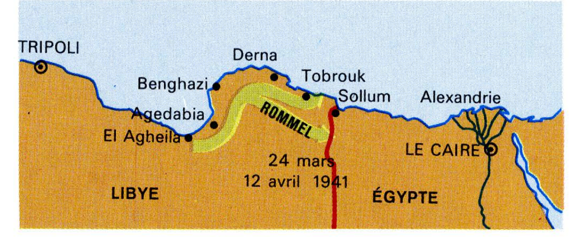
● *En Afrique,* les Italiens ont établi leur front à Sidi-Barrani où ils mènent, pendant trois mois, la vie démoralisante des soldats du désert. L'offensive britannique en Libye débute le 9 décembre 1940 ; en deux mois Wavell parvient jusqu'à Benghazi — capitale italienne de l'Afrique du Nord, la ville dont Mussolini rêvait de faire un « second Alger » — puis à El Agheila (voir carte). Les Italiens appellent alors leurs alliés allemands à l'aide et Hitler crée l'*Afrika Korps,* commandé par Rommel, l'un des vainqueurs de la France en mai 1940. Rommel reconquiert la Cyrénaïque en trois semaines, du 24 mars au 12 avril 1941 (voir carte ci-contre) et le front se stabilise à nouveau ; les campagnes en Afrique du Nord se poursuivront ainsi, par une série d'offensives et de contre-offensives, jusqu'à la capitulation germano-italienne au Cap Bon du 12 mai 1943.

● *Dans les Balkans,* Mussolini lance un ultimatum au gouvernement grec (dirigé par le « dictateur » Jean Métaxas) le 28 octobre, dénonçant la connivence de la Grèce avec l'Angleterre et lui donnant trois heures pour se décider à accepter l'occupation des territoires qu'il plaira au Duce de désigner. Quinze jours plus tard, les deux armées italiennes (la IXe et la XIe) battaient en retraite, poursuivies sur le sol albanais par les soldats du général Papagos, mal armés mais particulièrement efficaces, entre les mains desquels tombent successivement : Santi-Quaranta (6 décembre 1940), Argyrokastro (9 décembre), puis Klissoma (10 janvier 1941).

Il fallait, ici aussi, faire appel à l'Allemagne, d'autant plus préoccupée d'intervenir dans les Balkans que se précisait la menace anglaise en Yougoslavie (le gouvernement pronazi de Tsvetkovitch avait été remplacé — sur l'initiative du jeune roi Pierre — par le gouvernement national de Simovitch). Les troupes allemandes pénètrent donc en Yougoslavie au début d'avril 1941 (après l'occupation préventive de la Bulgarie le 2 mars) et, le 2 mai, elles sont maîtresses de toute l'Europe balkanique. Enfin, la Crète tombe aux mains des parachutistes allemands du général Student le 31 mai. La guerre balkanique a été aussi une guerre éclair ; en moins d'un mois la Wehrmacht a conquis toute la péninsule et fait 660 000 prisonniers ; les pertes ne se montent qu'à 16 840 tués et disparus : la guerre hitlérienne est économe du sang allemand.

● *Le Moyen-Orient.* L'Angleterre a protégé et encouragé le sionisme, notamment depuis 1920. Cela lui vaut l'animosité farouche du monde arabe au sein duquel elle a pourtant de puissants intérêts (pétrole). En avril 1941, les bases britanniques situées en Irak (à Shaibeh et Habbaniya) sont menacées par l'homme qui a pris le pouvoir dans le pays, Rachid Ali el-Gailani, réputé pour sa haine à l'égard des Britanniques. La rébellion irakienne est facilement matée, mais elle s'est





La guerre dans le désert.



La guerre dans les Balkans.

compliquée d'un incident grave : le général français Dentz, résident général au Levant, a soutenu la rébellion (livraison d'armes, transit par Damas d'avions allemands). Winston Churchill se saisit de ce prétexte pour envahir la Syrie (8 juin 1941). Aux forces anglaises se joignent 6 000 hommes appartenant à la France libre et commandés par le général Legentilhomme (De Gaulle — pour protéger les droits de la France au Moyen-Orient — a décidé cette intervention fratricide, malgré l'avis de ses lieutenants, y compris le futur général Leclerc : il ne veut pas laisser l'Angleterre s'emparer seule de la Syrie). La guerre de Syrie dure un mois et demi ; le 24 juillet, le général Dentz, vaincu, signe la convention de Saint-Jean-d'Acre avec les autorités britanniques, exigeant que soit ignoré le représentant de la France libre (le général Catroux). Sur les 40 000 soldats français qui s'étaient battus pour Vichy, 6 000 environ opteront pour la France libre, les autres rentreront en Métropole, chargés de ressentiment.

La bataille de l'Atlantique.

On désigne ainsi l'ensemble des opérations menées par les sous-marins allemands et destinées à empêcher le ravitaillement de la Grande-Bretagne aux États-Unis. Ici, la guerre est traditionnelle : les convois britanniques (navires marchands, escorteurs, torpilleurs, dragueurs de mines, etc.) sont harcelés par les sous-marins du contre-amiral Dönitz. Celui-ci utilise une tactique nouvelle (la *tactique des loups*) : lorsqu'un sous-marin a repéré un convoi, il appelle à lui les sous-marins croisant dans les parages et l'attaque a lieu de nuit et en surface. Ces assauts menés à plusieurs sont bien plus meurtriers que les attaques isolées (entre mars et mai 1941, les Allemands couleront ainsi 1 691 000 tonneaux, soit 412 navires). La conséquence de cette guerre sous-marine a été — comme en 1914-1918 — la transformation de l'attitude des États-Unis :

— En janvier-février 1941, le président Roosevelt envoie en Afrique du Nord un agent diplomatique, Robert Murphy, qui signe avec Weygand — représentant de Vichy en Algérie — un accord promettant le ravitaillement de l'Afrique à la condition que les Français s'opposent à la pénétration italienne.

— Le Congrès vote des crédits militaires (au 1er juillet 1941, l'armée américaine disposera de 1 400 000 hommes et de 6 000 avions).

— Enfin, le 11 mars 1941 est votée la loi *prêt-bail* par laquelle le gouvernement a le droit de fabriquer, aliéner, céder toute matière première, tout matériel, etc., à un État étranger dont la protection intéresse la sécurité des États-Unis (en l'occurrence, la Grande-Bretagne).

La situation en juin 1941.

L'Allemagne est donc victorieuse sur tous les fronts : en Afrique, dans les Balkans et même dans les airs, par les pertes qu'elle a infligées à l'Angleterre en la bombardant. Maître de toute l'Europe occidentale, Hitler se voit déjà dirigeant une *Union européenne* conçue à l'image de l'Allemagne nazie. Pourtant il se pose déjà de graves problèmes au vainqueur provisoire :

— Les pays occupés commencent à réagir ; des mouvements de résistance — encore timides — se développent, soutenus par la Grande-Bretagne (émissions de propagande de la BBC, création à Londres d'un service, le *Secret Operations Executive* — le SOE — chargé de former des agents clandestins entraînés à l'attentat, au sabotage, aux liaisons radio, etc.). Il est difficile d'apprécier le rôle qu'a pu jouer la résistance européenne à l'occupation allemande ; des mouvements naissent un peu partout et s'ils n'ont pas eu une grande influence sur le cours de la guerre — sauf peut-être en Yougoslavie — ils ont constitué, dans l'après-guerre, des forces politiques non négligeables qui ont orienté souvent la destinée intérieure des États.

— Les États-Unis sont maintenant sortis de leur neutralité ; l'aide militaire américaine est une menace dont Hitler est très conscient et qui laisse présager, à plus ou moins longue échéance, une entrée en guerre qui risque d'être décisive.

— L'URSS reste encore un point d'interrogation. L'Allemagne risque de dépendre trop étroitement — pour son ravitaillement — de l'État soviétique. De plus, l'URSS a des prétentions territoriales qui effrayent Hitler : elle a déjà annexé la Pologne, l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie, et regarde vers les Balkans. C'est pourquoi, dès décembre 1940, le Führer signe la *« directive n° 21 »,* appelée *plan Barbarossa* envisageant l'invasion éclair de la Russie qui devait être abattue, théoriquement, en moins d'un mois. A partir du 22 juin 1941, date de l'entrée des premières troupes allemandes en URSS, la guerre fait tache d'huile et l'exposé simultané des opérations sur les différents fronts ne restitue pas le vrai visage du conflit. Le schéma proposé p. 120 présente l'évolution d'ensemble de la Seconde Guerre mondiale ; le lecteur trouvera pp. 161-162 et 163 les renseignements essentiels sur les détails des opérations. Dans les pages qui suivent, nous étudierons à propos des différents fronts les principales questions qui se sont posées.

Le front russe.

La guerre et la politique.

● *Pourquoi ce nouveau front ?* La guerre contre l'URSS a été l'une des grandes causes de la défaite hitlérienne et l'on peut se demander pourquoi Hitler a décidé de mettre en œuvre le *plan Barbarossa* le dimanche 22 juin 1941 à 3 h 15 du matin, malgré la charge que cela représentait pour l'Allemagne, déjà aux prises avec la Grande-Bretagne et menacée par les États-Unis, malgré les réserves de Gœring qui préférait d'abord en finir avec l'Angleterre, de Keitel et du secrétaire d'État Weizsäcker qui craignaient une guerre longue et enlisante. Il semble que Hitler ait voulu « liquider » l'URSS tant qu'il n'avait pas encore à se battre contre les États-Unis. Il pense — à tort ou à raison — que le pacte germano-soviétique ne sera qu'un chiffon de papier pour Staline lorsque celui-ci verra se dessiner la défaite possible de l'Allemagne ;

ce traité qu'il a signé avec dégoût en 1939 — lui qui avait bâti le nazisme sur l'antibolchevisme — ne lui inspire pas confiance, d'autant que les Soviétiques commencent à se montrer plus exigeants qu'au début des hostilités, connaissant l'importance qu'ont, pour l'Allemagne, les livraisons de blé, de pétrole, de manganèse. Le Führer se décide donc à mener vers l'Est une guerre par précaution ; cette précaution lui fournira des avantages immédiats, puisqu'il exploitera — par la réquisition — les territoires conquis. A ces raisons plus ou moins solides se superposent les sentiments propres d'Adolf Hitler : ce cynique avait ses sincérités, et le pacte germano-soviétique pesait sur sa bonne conscience de nazi ; le facteur affectif n'a pas été sans influer sur sa décision.

Ajoutons que les Soviétiques connaissaient l'existence du *plan Barbarossa* depuis mars-avril 1941 (il leur avait été communiqué par les services secrets américains) et qu'ils n'ignoraient pas les mouvements et les concentrations de troupes aux frontières orientales de l'Allemagne : Staline, cependant, ne croyait pas à la guerre. De toute façon, les préparatifs industriels et militaires sont loin d'être terminés en juin 1941 dans l'État soviétique. Ce dernier point explique les succès foudroyants de la Wehrmacht dans les premières semaines du conflit.

● *Les trois Grands.* La défaite de l'Allemagne a été le résultat de l'entente entre les trois grandes puissances belligérantes : la Grande-Bretagne, l'URSS puis les États-Unis (entrés dans la guerre le 7 décembre 1941). Les pays envahis (Pologne, France, Grèce, Yougoslavie, Pays-Bas, Belgique, Norvège) n'ont guère pesé dans les décisions militaires, malgré l'existence des gouvernements parallèles (tel le gouvernement polonais ou le Comité français de Libération nationale du général De Gaulle) qui n'ont pas — ou presque pas — d'armées nationales (avant la mobilisation des populations d'Afrique du Nord en 1943, l'effectif de la France combattante ne dépasse pas 13 000 hommes).


Ph. © Holmes-Lebel.

Les forces allemandes contre l'URSS.

La guerre en Russie. En haut, l'attaque du 19 novembre 1942 à Stalingrad. Le 23 novembre la VIe armée allemande et la plus grande partie de la IVe armée blindée (300 000 hommes en tout) devaient être bloquées dans ces ruines où le combat allait encore se poursuivre jusqu'au 2 février 1943. En bas : Les conditions climatiques ont été les auxiliaires des Soviétiques ; les troupes allemandes ont été vaincues, certes, par l'Armée rouge, mais aussi par la neige, la boue, le froid.


Ph. Archives Photeb (Revue "Signal").

A travers la neige, le froid et le brouillard, les blindés allemands progressent en URSS. L'hebdomadaire nazi dont est tirée cette photographie donnait comme légende, en janvier 1941 : « A l'assaut, vers l'incertain. »


Ph. Archives Photeb (Revue "Signal").

Par contre, l'existence de ces gouvernements libres donne aux Alliés de nombreux soucis politiques ; les trois Grands (Winston Churchill, Franklin Delano Roosevelt et Joseph Staline) les écartent d'emblée de leurs projets, de leurs décisions, de leurs conférences, conduisant la guerre à leur guise et les informant *a posteriori* des faits accomplis.

Or, entre les trois Grands, l'accord est loin d'être parfait. Les Soviétiques supportent le poids le plus lourd en matière militaire et réclament à leurs alliés l'ouverture d'un second front en Europe, les accusant de vouloir les affaiblir avant d'entrer en lice, afin de profiter des situations acquises à la fin du combat. De leur côté les États-Unis craignent que l'URSS ne signe avec l'Allemagne une paix séparée — comme en 1918 ; une crainte analogue existe chez les Soviétiques vis-à-vis des États-Unis. Le maintien de la coalition ne peut se faire que par une intense activité diplomatique, menée par-dessus les chancelleries par les trois chefs de la coalition.

— *La Charte de l'Atlantique* (14 août 1941) qui est signée par la Grande-Bretagne et les États-Unis souligne le désir des deux puissances d'instaurer un système de sécurité collective reposant sur les droits souverains des peuples. Cette prise de position ne convient guère à l'URSS dont l'un des « buts de guerre » est la russification des États baltes et la récupération de territoires en Pologne (ligne Curzon). Néanmoins le débat sur cette question est éludé à ce stade : il faut d'abord gagner la guerre, pense-t-on des deux côtés.

— Le 11 juin 1942, pour compenser la déception soviétique de ne voir aucun second front s'ouvrir en Europe occidentale, les avantages de la loi *prêt-bail* sont étendus à l'URSS.

— Après les premiers succès de l'Armée rouge à Stalingrad (février 1943), les États-Unis recommencent à craindre une paix de compromis entre l'URSS et l'Allemagne, d'autant plus que l'idée d'un débarquement allié en Europe occidentale est repoussée au printemps 1943. Pour éviter la rupture, Roosevelt et Churchill décident (conférence de Québec, août 1943) d'offrir à Staline une entrevue au cours de laquelle seraient précisés les *buts de guerre* des trois Grands. Ainsi a lieu la *conférence de Téhéran* (28 nov.-1er déc. 1943) entre les trois hommes. La promesse formelle est faite à Staline d'un débarquement en Normandie en 1944 et les grandes lignes de la future Europe sont esquissées : annexion des pays baltes par l'URSS, morcellement de l'Allemagne, frontières polonaises reculées vers l'Ouest (ligne Curzon) avec, en faveur de la Pologne, une compensation territoriale jusqu'à l'Oder (voir p. 33, au sujet de la ligne Oder-Neisse). Néanmoins la conférence de Téhéran n'est encore qu'un échange de vues ; aucun engagement précis n'y a été pris.

— En février 1945, après l'ouverture du second front et les victoires soviétiques, a lieu la conférence de Yalta (en Crimée) où devaient se signer les accords qui marquent encore la géographie politique du monde (voir ci-après, p. 126) : ils prévoyaient notamment l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon *après* la capitulation de l'Allemagne (les Soviétiques étaient liés au Japon par un pacte de non-agression qui les a libérés des soucis d'un front oriental lors de leur guerre contre les armées allemandes). L'URSS décla-

rera la guerre au Japon le 8 août 1945, après la conférence de Potsdam (voir ci-après, p. 126) et l'éclatement de la première bombe atomique américaine à Hiroshima.

Autrement dit, en février 1945, la « carte de guerre » est favorable à l'URSS, ce qui explique l'importance des concessions qui lui sont faites à Yalta : il est vrai qu'à ce moment Roosevelt ignore encore la valeur de l'arme nucléaire qui se fabrique dans le plus grand des secrets aux États-Unis.

Les opérations sur le front russe.

● *Le plan de campagne allemand.* Hitler a décidé de mener la guerre à l'Est comme une croisade ; il en prévient d'ailleurs ses généraux, leur rappelant que l'URSS n'a pas signé les conventions de Genève et qu'il n'est pas question de faire preuve d'esprit chevaleresque. Pour lui, la guerre contre les Soviétiques est une lutte de l'Europe contre l'Asie ; il s'agit d'expédier au fond du continent asiatique ces semi-esclaves, ces sous-hommes qui font courir à l'« ordre nouveau » du Führer les mêmes risques que faisaient courir les Huns à l'Europe romaine.

Le plan d'Hitler est de faire avancer simultanément ses armées (que commandent von Leeb au Nord, von Bock au centre et von Rundstedt au Sud) qui doivent ensuite pivoter sur elles-mêmes pour encercler les armées soviétiques (il veut éviter de s'enfoncer en Russie et de subir le sort de Napoléon en 1812). Comme il vise avant tout les ressources de l'URSS, il impose à ses généraux de conquérir d'abord l'Ukraine avant de marcher sur Moscou. Il pense placer les territoires conquis sous une sévère administration allemande, débolcheviser le pays et voir le régime soviétique s'écrouler lorsqu'il sera en possession des « citadelles » du bolchevisme : Léningrad et Stalingrad.

● *Les forces soviétiques.* Il n'existe aucun document soviétique — un quart de siècle après la guerre — qui nous renseigne officiellement sur l'état des forces de l'URSS. Les Allemands pensent que les Russes possèdent 211 divisions et 10 000 chars (le triple de l'Allemagne !). Mais le matériel, extrêmement abondant, semble démodé. En particulier les chars soviétiques ne sont pas autonomes (il n'y a pas de divisions blindées), ils sont incorporés dans les grandes unités (comme l'étaient les chars français en 1940). L'état-major allemand ne croit pas qu'il y ait en URSS des chars puissants ; il ne connaît que les 8 tonnes (le T-26B, copie du char anglais *Vickers*) et les 10 tonnes (BT-34, copie du char anglais *Christie*). Hitler sera d'ailleurs surpris sur ce point, car l'Armée rouge lui opposera des chars lourds et puissants (par exemple le 26 tonnes T-34).

Le système défensif russe s'étend du Nord au Sud avec cinq groupes d'armées :

— groupe Nord (général M.M. Popov, VIIe et XIVe armées),

— groupe Nord-Ouest (VIIIe, XIe et XXVIIe armées, commandées par le général F.I. Kusnezov),

— groupe Ouest (IIIe IVe et X^{e} armées, commandées par le général D.G. Pavlov),

— groupe Sud-Ouest (V^{e}, VIe, XIIe et XXVIe armées, commandées par le général H.P. Kirponos),

— groupe Sud (IXe armée, 2e corps de cavalerie, 2e corps motorisé, commandés par le général I.W. Tilulenjev).

Après les premières défaites (juillet 1941), le contrôle des opérations passera entre les mains de trois maréchaux : Vorochilov en face de von Leeb, Timochenko au centre contre von Bock, Boudienny contre von Rundstedt.

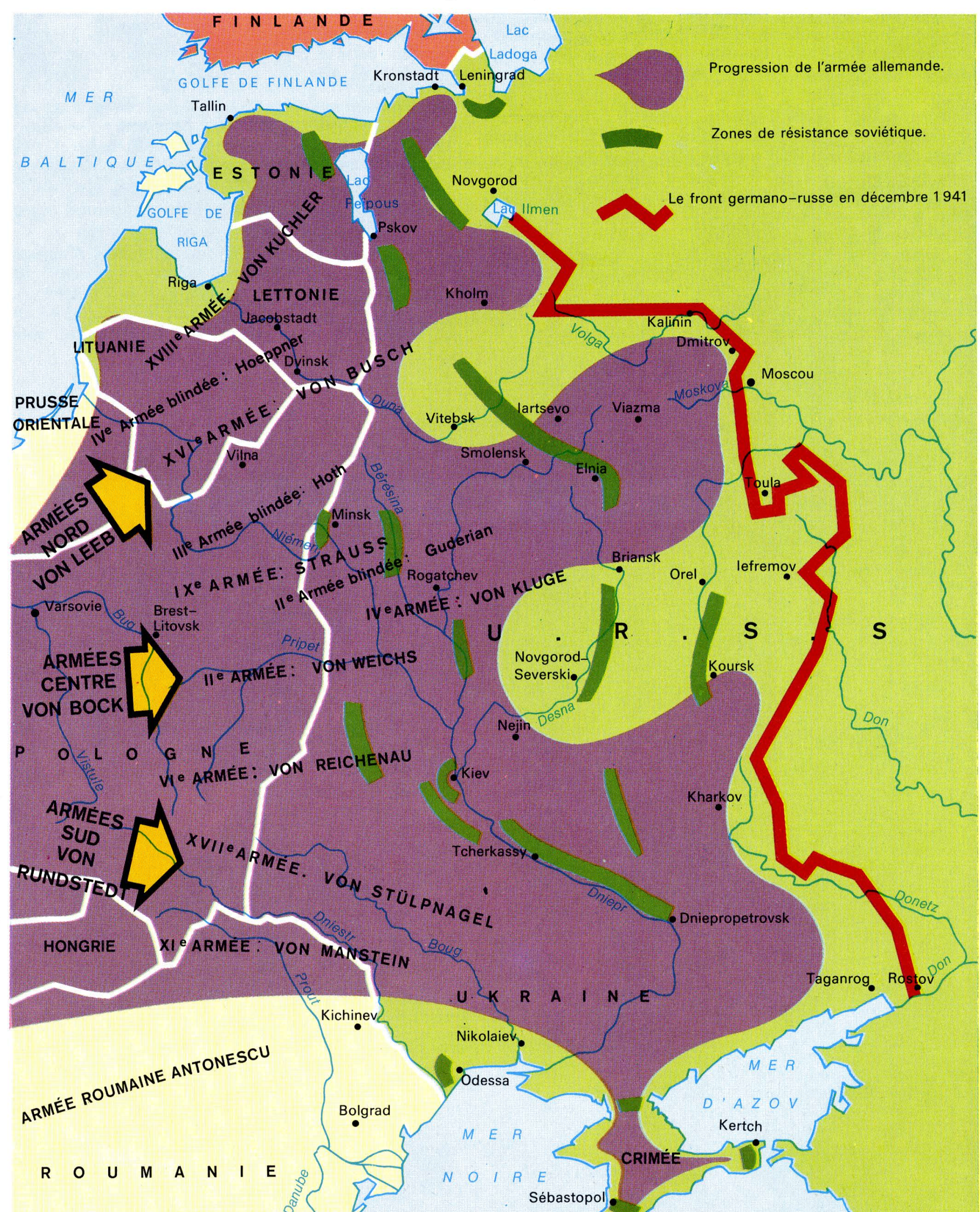
● *Les principaux moments de la guerre germano-russe.*

— *Première campagne (juin 1941-décembre 1941) :* avance irrésistible des troupes allemandes (voir carte), marquée notamment par les batailles décisives de Viasma et Smolensk (septembre) et de Kiev (septembre) : les premières ouvrent la route de Moscou, la seconde celle du bassin du Donetz. Le 26 septembre, les généraux d'Hitler ont conquis toute l'Ukraine et, en octobre, les troupes allemandes sont à 100 km de Moscou. Mais, avec les grandes pluies d'automne, le front russe devient un front de boue, puis un front de neige et les armées allemandes s'arrêtent, épuisées, à 22 km de Moscou : Guderian ne parviendra pas à bousculer le dernier point de résistance soviétique à Toula. En décembre, le front s'immobilise : Moscou n'est pas tombée. Ce n'est pas encore la défaite, mais c'est pour la Wehrmacht la fin de ses hallucinants succès ; quelques jours auparavant, von Rundstedt, qui avait perdu Rostov-sur-le-Don — la clé du Caucase — vient d'être limogé et remplacé par von Reichenau (il faut préciser aussi qu'un changement a eu lieu chez les Soviétiques ; Timochenko commande maintenant le Sud, à la place de Boudienny ; c'est lui qui a repris Rostov à von Rundstedt ; il a été remplacé au centre par Joukov qui organise la défense de Moscou). A la fin du mois de décembre (le 18 exactement), Hitler, irrité contre le haut commandement, retire toute initiative à ses généraux (von Brauchitsch, Leeb, etc.) et prend personnellement le commandement des opérations, de son PC de Rastenburg, en Prusse orientale.

— *Deuxième campagne (mai 1942-2 février 1943).* Après un hiver qu'elle ne s'attendait pas à passer en Russie, la Wehrmacht est décomposée. La plupart de ses chefs ont été limogés, les soldats meurent de froid, subissent les attaques incessantes des partisans, admirablement adaptés — eux — au terrain et à l'hiver russe. En avril, Hitler annonce son plan, l'*opération bleue :* attaquer entre Voronej et Stalingrad pour marcher vers le Caucase ; auparavant deux actions assurent les bases de départ : la reconquête de la presqu'île de Kertch, en Crimée, et la réparation du front du Donetz. Le 8 mai, la Wehrmacht engage le combat à Sébastopol et à Kharkov ; le 28 juin l'offensive générale est lancée, de Voronej à la mer Noire ; en septembre les Allemands sont à Stalingrad. En vain le gouvernement soviétique réclame-t-il un second front en Europe (voir p. 118) : l'Armée rouge doit se défendre seule et tenir. Elle fait mieux que tenir : elle va vaincre. La VIe armée allemande, commandée par le général von Paulus est bloquée dans Stalingrad par les armées du général Eremenko, tandis que, plus à l'Ouest, avancent les forces de Vatoutine et de Rokossovski : lorsque, le 3 février 1943, Stalingrad est tombée après un siège atroce en plein hiver, la contre-attaque soviétique est lancée, les victoires d'Hitler sont terminées.

— La suite de la guerre sur le front russe est l'histoire d'une reconquête par l'Armée rouge de tout ce qui avait été perdu entre juin 1941 et février 1943. Les principaux moments de cette longue et pénible lutte (les Soviétiques n'atteindront la Vistule que le 30 juillet 1944) aussi dure et aussi meurtrière que les plus pénibles batailles de la Grande Guerre sont indiqués aux pp. 161 et 162. On notera que la marche victorieuse de l'Armée rouge est entravée, au début, par les contre-attaques de von Manstein (mars-juillet 1943). C'est ensuite une avance irrésistible à travers la Pologne et l'Allemagne, jusqu'à la jonction avec les troupes anglo-américaines, sur l'Elbe, le 25 avril 1945, après que Joukov eut pénétré dans Berlin le 22 avril (voir ci-après p. 125).

La guerre en URSS.



Quelques questions sur la guerre contre l'URSS.

● *Quelle a été la cause de la défaite allemande ?* Les Soviétiques ont mis en application la tactique traditionnelle de la *terre brûlée* : au fur et à mesure qu'ils avançaient en pays conquis, les soldats de la *Wehrmacht* ne rencontraient que des ruines et des récoltes détruites. Les problèmes de ravitaillement ont été résolus facilement jusqu'au mois d'octobre 1941. A ce moment, les pluies ont transformé le sol russe en un immense marécage boueux dans lequel s'enlisaient chars et camions ; la situation était aggravée du fait que les routes russes n'avaient pas de revêtement dur. Après la boue, le second vainqueur de la Wehrmacht fut le « général Hiver ». Les soldats manquaient d'équipement adapté à l'hiver russe (– 50 °C la nuit dans certaines régions du front). Hitler, trop confiant dans la valeur de ses armées et dans le génie de sa stratégie, pensait que tout serait fini à Noël 1941. En outre, on avait évité de fabriquer en grande série des vêtements d'hiver pour trois millions d'hommes afin de ne pas éveiller l'attention des services secrets ennemis.

A côté de ces causes spécifiquement « russes » (dont avait été victimes autrefois Charles XII de Suède, puis Napoléon), il y a l'efficacité de la défense soviétique. Loin d'être « débolchevisées » par l'occupation nazie, les régions envahies se sont senties plus que jamais solidaires du régime soviétique ; les partisans, dont le nombre se grossissait chaque jour des unités militaires régulières dispersées par les armées allemandes, ont mené une véritable guérilla : le peuple soviétique lui-même a pris part à la délivrance de son pays. En outre, il ne faut pas oublier que l'URSS est un territoire immense — le plus grand pays du monde —, que ses réserves d'hommes sont inépuisables (l'arrivée de nouvelles divisions sur le front provoquera constamment l'étonnement amer des généraux hitlériens) et que ses ressources matérielles sont énormes. L'un des premiers actes de Staline fut d'ordonner le repliement industriel vers l'Est, dans l'Oural et en Sibérie occidentale : c'est ainsi que, de juillet à novembre 1941, 1 360 établissements industriels — dont 498 dans la région de Moscou et 419 dans la région d'Ukraine — ont été évacués par près de deux millions de wagons.

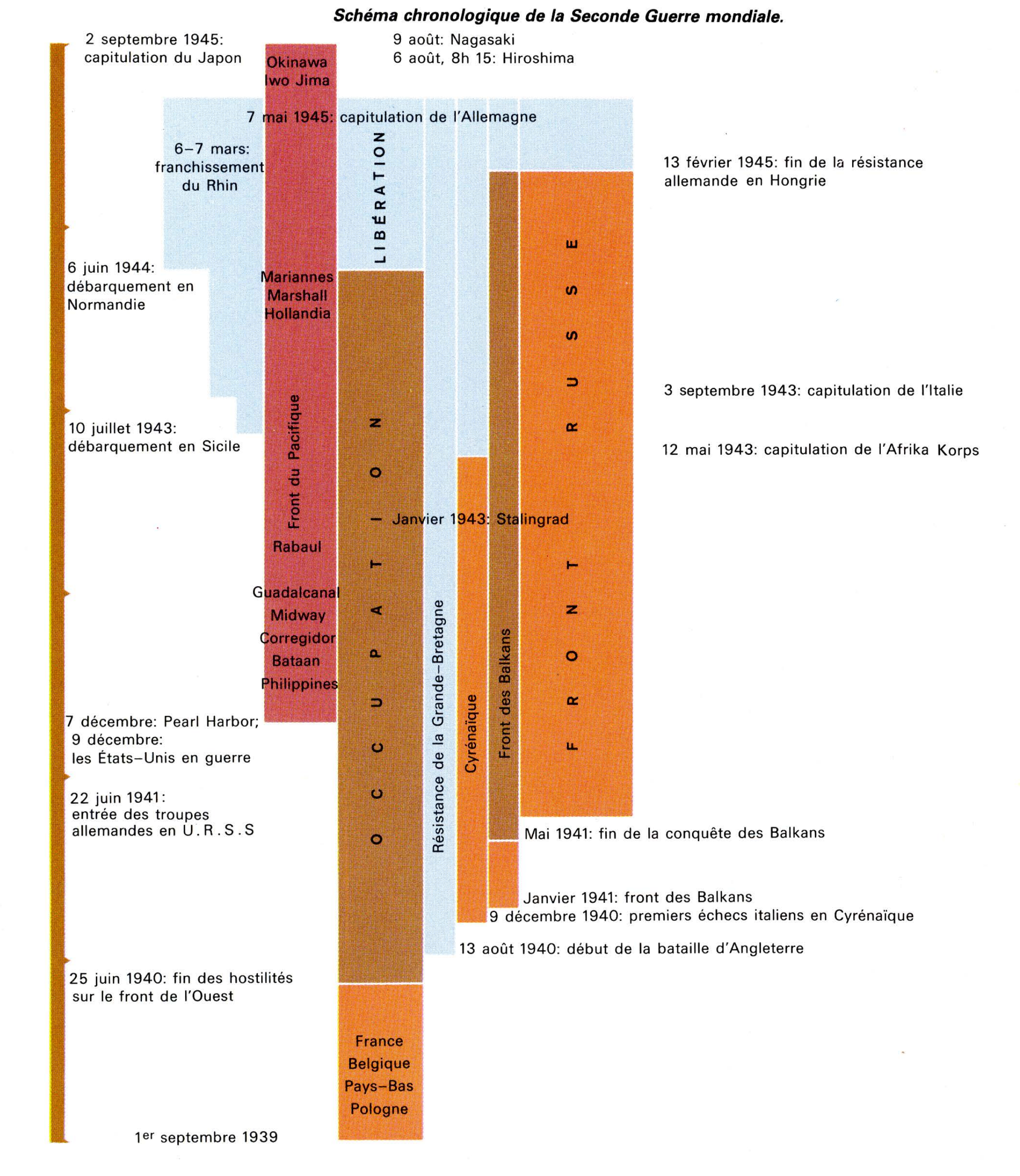
La cause fondamentale de la défaite allemande en Russie est tout simplement la disproportion entre les moyens hitlériens et le but qu'il s'était assigné. Il ne faut pas oublier non plus que, si les trois millions d'hommes qu'il envoie sur le front russe sont enthousiastes — et on le serait à moins, étant donné le palmarès de la Wehrmacht en juin 1941 — les structures de cette armée restent encore très insuffisantes. La guerre de mouvement, dans laquelle domine indiscutablement la Wehrmacht, est loin d'être aussi facile qu'elle l'avait été en France en 1940 : sur ces routes détrempées, mal stabilisées, circule un nombre très insuffisant d'éléments motorisés ; la plupart des pièces d'artillerie sont encore tirées par des chevaux et les divisions destinées à occuper le terrain conquis avancent à une vitesse réduite de trois ou quatre kilomètres à l'heure alors que les tanks de Guderian, de Hoth ou de von Kleist peuvent foncer à près de 80 km/heure.

● *Hitler a-t-il commis des fautes graves à partir du moment où il a pris, seul, le commandement des opérations ?* Les avis sont partagés. Dans son entourage, Hitler est considéré comme le plus grand génie militaire de tous les temps et il est certain que l'idôlatrie dont il est l'objet interdit toute discussion fructueuse de stratégie ou de tactique. Il faut cependant reconnaître que les premiers succès sont indiscutablement dus à son génie militaire ; de même, c'est sa volonté et son opiniâtreté qui ont triomphé du long hiver russe, entre les deux campagnes sur le front de l'Est. Mais, sur ce plan comme sur beaucoup d'autres, c'est sa trop grande confiance en soi qui a perdu le Führer. Comme on l'a souvent remarqué, le stratège a été chez lui étouffé par le démagogue : son entêtement à rester sur la Volga au moment de Stalingrad est à ce sujet caractéristique.

● *La bataille de Stalingrad a-t-elle été décisive sur le front de l'Est ?* La bataille de Stalingrad n'est qu'un épisode ; d'ailleurs Stalingrad est tombée alors que la grande contre-attaque soviétique avait déjà commencé. L'importance de Stalingrad a surtout été symbolique, par l'ampleur de la défaite allemande : c'est toute une armée qui a été détruite dans cette ville-citadelle qu'il fallut conquérir quartier par quartier, rue par rue, maison par maison, cave par cave. En outre, en sacrifiant sa VIe armée à son entêtement *(« Je veux rester sur la Volga ! »)*, Hitler a définitivement dressé contre lui la plupart des chefs militaires traditionnels : un général supporte difficilement de faire tuer 250 000 soldats pour donner à son chef suprême une satisfaction psychologique.

● *Quel a été le rôle de Staline dans la défense de l'URSS ?* Jusqu'à 1956, Staline était considéré comme le sauveur de l'URSS ; on exaltait son génie qui avait su redonner l'élan nécessaire à l'industrie soviétique en organisant le repliement des usines en Oural et en Sibérie, son énergie qui avait communiqué au peuple soviétique la foi nécessaire pour combattre l'occupant ; bref, Staline apparaissait comme « l'homme de fer » sans lequel tout se serait écroulé. Après sa mort, les historiens soviétiques ont pratiquement effacé son nom de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale (il n'est même pas cité dans la monumentale histoire écrite par Platonov !). On lui reproche de ne pas avoir prévu l'attaque allemande de juin 1941, d'avoir laissé les nazis préparer l'invasion de l'URSS sans prendre les précautions élémentaires qu'il dut ensuite improviser (repliement du potentiel industriel). Il serait d'autant plus coupable de négligence que les services secrets alliés lui avaient communiqué, dès le mois de mars, le *plan Barbarossa.* Il est bien difficile de porter un jugement sur cette question ; le « cas Staline » est entouré du mystère de tous les « cas » politiques soviétiques.

Schéma chronologique de la Seconde Guerre mondiale.



L'entrée en guerre des États-Unis et le front du Pacifique.

C'est à la fin de la première campagne de Russie, lorsque les armées allemandes prennent leurs quartiers d'hiver sans avoir atteint Moscou, que les États-Unis — déjà engagés économiquement dans la guerre — apportent aux Alliés leur écrasante assistance militaire, entraînés directement dans la tourmente par l'évolution de la situation internationale en Extrême-Orient.

La politique japonaise en Extrême-Orient.

La grande puissance de l'Extrême-Orient, c'est le Japon qui, après avoir envahi la Mandchourie (septembre 1931), a révoqué le pacte de la Société des Nations le 27 mars 1933. Depuis 1936, le Japon pratique, sous la directive des militaires, une politique d'expansion ; il a conclu le 25 novembre 1936, avec l'Allemagne, le *pacte antikomintern.* En 1937 a commencé la guerre de Chine. Les succès « diplomatiques » de Hitler en Europe ont leur répercussion en Extrême-Orient : après Munich, les troupes japonaises occupent Canton et l'île de Hainan, et quinze jours après l'entrée des nazis à Prague, les Japonais s'emparent des îles Spratly, qui commandent la route de l'Asie du Sud-Est (Singapour, Bornéo, les Philippines).

● *Lors des premières victoires de l'Allemagne* en 1940, le Japon se trouve dans la situation diplomatique suivante :

— En guerre contre la Chine, il a intérêt à couper les communications entre la résistance chinoise et ses sources de ravitaillement, qui lui parviennent par la *route de Birmanie* (Rangoon, Mandalay). Ce



Le général Douglas MacArthur (1880-1964) : sa défaite aux Philippines (1942) est aussi fameuse que sa victoire, militaire puis politique, sur le Japon.

ravitaillement (armes, munitions, instructeurs, etc.) est assuré par les États-Unis, naturellement opposés à l'expansion japonaise en Chine, et la Grande-Bretagne a fermé cette route en juin 1940, à la demande du Japon, son ancien allié. L'Angleterre tient en effet à avoir sa liberté de manœuvre dans le Pacifique, c'est-à-dire à rester en bons termes avec le Japon.

— Dès juillet 1940, la France avait dû admettre la présence japonaise dans le Nord de l'Indochine, marquant ainsi son intention de progresser vers les mers du Sud. Au même moment, Winston Churchill — pour être agréable aux États-Unis dont il espère l'assistance — ouvre la route de Birmanie, tandis que les États-Unis, de leur côté, étendent les *accords prêt-bail* (voir ci-dessus p. 117) à la Chine, gèlent les avoirs japonais aux États-Unis et interdisent l'exportation des produits métallurgiques et des machines vers le Japon.

— Le 13 avril 1941 est conclu le traité de non-agression russo-japonais, qui libère les Soviétiques de tout souci vers l'Est et donne la même sécurité, vers l'Ouest, aux Japonais. Lorsque la guerre germano-soviétique se déclare, le Japon pousse plus avant vers le Sud, occupant toute l'Indochine française dont l'administration est laissée au gouvernement de Vichy (protocole de « défense commune de l'Indochine » entre le Japon et Vichy, le 29 juillet 1941). Comme, en outre, la Thaïlande (Siam) avait bénéficié de l'appui nippon lors de son conflit avec la France (en mai 1941), le Japon se trouve donc dominer la quasi-totalité de la côte Pacifique de l'Asie, de Vladivostok à Saigon.

● *Il ne faudrait cependant pas croire* que les dirigeants nippons sont unanimes à préconiser une telle attitude. Il y a dans les milieux politiques japonais deux tendances qui n'ont été bien aperçues que plus tard, lors des procès des criminels de guerre de Tokyo en 1948 : les uns veulent « s'en tenir là » et ne pas continuer une expansion qui, tôt ou tard, risque de réveiller le géant américain ; les autres — la « clique » des militaires — veulent une guerre rapide, préventive et efficace.

— Jusqu'au 16 juillet 1940, c'est le cabinet Yonaï (modéré) qui est au pouvoir.

— Du 18 juillet 1940 au 13 octobre 1941, le pouvoir passe au prince Konoyé, la politique d'expansion se durcit, mais Konoyé, lui-même hésitant, est partisan de négocier avec les États-Unis, tout comme l'Empereur (conférence du Mikado, le 6 septembre 1941). L'ardeur des militaires provoque cependant la chute du cabinet.

— Le 18 octobre 1941, c'est le plus farouche tenant de la guerre, le fanatique de la « Grande Asie orientale » sous la direction du « Grand Japon » *(Dai Nippon)*, le général Hideki Tojo, qui prend les rênes de la politique nippone : il va lancer son pays dans la guerre.

La position des États-Unis.

● *Il y a aux États-Unis* un fort courant isolationniste, et cela dans tous les milieux, aussi bien intellectuels, qu'industriels ou politiques. Au début de la guerre européenne, rares sont ceux qui jugent que la sécurité de l'Union est en jeu. Dans les milieux d'affaires, on pense que le grand danger est plutôt le communisme et l'on est plus fortement attaché à la paix qu'à la défense des démocraties européennes. Bien des Américains n'ont alors envie de mourir ni pour Danzig, ni même pour Londres ! On ne craint même pas le Japon, qui est un bon client, auquel les industriels vendent des matières premières (ils lui ont livré du pétrole jusqu'en juin 1941, lui permettant ainsi de constituer ses stocks de guerre).

Mais ce courant isolationniste va diminuant ; les victoires hitlériennes en Europe, l'expansion du Japon en Chine et en Asie provoquent deux séries de réactions qui s'expliquent économiquement et politiquement :

— L'intensification de l'aide de la Grande-Bretagne entre — dit-on dans les milieux rooseveltiens — dans le cadre de la *stratégie globale* des États-Unis. Puisqu'on aide l'Angleterre sur l'Atlantique, on doit — pour être cohérent — l'aider aussi sur le Pacifique, c'est-à-dire lui faciliter l'accès aux richesses de la Malaisie (caoutchouc, étain) et des Indes néerlandaises (caoutchouc, pétrole, manganèse, bauxite, etc.).

— La conquête de la Chine par le Japon est une menace économique qui ébranle — bien plus facilement que les idées généreuses de Roosevelt — la tranquillité des isolationnistes : les Japonais en Chine, cela signifie l'élimination, à plus ou moins longue échéance, des capitaux américains sur cet immense marché en puissance.

● *Le gouvernement américain* (président : Franklin Delano Roosevelt ; secrétaire d'État : Cordell Hull) est au courant de toutes les intentions japonaises, car les spécialistes du *chiffre* savent décoder les messages envoyés de Tokyo vers les ambassades de Washington et Berlin. Cependant il joue d'abord le jeu de la confiance, puisque l'embargo sur les exportations vers le Japon n'est définitivement établi qu'en juillet 1941. Pourquoi cette souplesse diplomatique ?

— Parce que l'opinion publique n'est pas encore mûre pour une politique sévère à l'égard du Japon.

— Parce que les États-Unis livrent, avec leurs bateaux, la « bataille de l'Atlantique » ; en septembre 1940, Roosevelt a donné l'ordre : *Shoot first !* (« Tirez les premiers ! ») aux navires américains patrouillant dans l'Atlantique et menacés par les sous-marins allemands. Les États-Unis n'ont donc pas les moyens, en juin 1941, de lutter dans le Pacifique contre la marine japonaise, terriblement efficace.

Cependant, durant l'été 1941, la politique américaine se durcit, dans son fond du moins, car dans les formes elle reste encore favorable à la recherche d'un terrain d'entente. L'état-major, en effet, réclame du temps pour achever ses préparatifs. C'est pourquoi l'entrevue Roosevelt-Konoyé, demandée en août 1941, par le Japon, est ajournée *sine die* (Roosevelt, et surtout Cordell Hull, ne veulent pas d'une entrevue où les positions apparaîtraient *immédiatement* irréductibles), et c'est pourquoi aussi, le 26 novembre, la note adressée au gouvernement nippon est très exigeante : évacuation de l'Indochine française, renonciation au pacte tripartite avec l'Allemagne et l'Italie, abandon du gouvernement Wang Singwei en Chine occupée. La réponse japonaise à cette note sera l'attaque surprise de la base américaine de Pearl Harbor, le 7 décembre 1941.

● *Une question a été débattue* par les historiens américains contemporains : l'entrée en guerre des États-Unis était-elle chose nécessaire ? Certains isolationnistes acharnés (comme le journaliste Morgenstern, du *Chicago Daily Tribune*) ont accusé Franklin Roosevelt d'avoir « acculé » le Japon à la guerre et même d'avoir « laissé faire » l'attaque sur Pearl Harbor — qu'il aurait connue par le décryptage des messages radio nippons — afin d'entraîner le peuple américain dans la guerre. D'autres historiens avancent au contraire que Roosevelt n'a fait que suivre le processus naturel des événements : la sécurité des États-Unis aurait été, à plus ou moins longue échéance, menacée par une victoire du nazisme en Europe et du Japon dans le Pacifique.

A l'appui de la première thèse, on invoque souvent une phrase du secrétaire d'État à la guerre, Henry Stimson, notée dans son *Journal intime* à l'issue d'une conférence à la Maison-Blanche (29 novembre 1941), dans laquelle le ministre déclare qu'il avait surtout été question dans cette conférence de la « manœuvre » qui imposerait au Japon de « tirer le premier ». Soulignons que cette phrase est purement subjective et qu'elle n'engage que l'interprétation de Stimson. En fait à l'époque de Pearl Harbor, les états-majors se jugeaient encore insuffisamment prêts ; comment Roosevelt, qui ne l'ignorait évidemment pas, aurait-il pu passer outre et décider volontairement l'entrée en guerre des États-Unis dès le 7 décembre ? Pourquoi

Le front du Pacifique.





Dwight David Eisenhower (1890-1969). Commandant en chef des armées alliées en Afrique du Nord (1942-1944) et en Europe (1944-1945). Président des États-Unis de 1953 à 1961.



George Patton (1885-1945). Il conduisit la IIIe armée américaine d'Avranches à Metz.



Bernard Law Montgomery of Alamein (1887-1976). Vainqueur de Rommel en Afrique (1942).



Gheorghi Konstantinovitch Joukov (1896-1974). Il a vaincu Hitler à Moscou (1941) et à Stalingrad (1943).



Ivan Koniev (1897-1973). Il a conquis la Silésie et libéré Prague (1945).



Semion Timochenko (1895-1970). Il était commissaire à la Défense en 1940.

n'aurait-il pas attendu, alors, une occasion plus favorable (et qui se serait produite inévitablement) ?

La guerre en Extrême-Orient.

● *Pearl Harbor.* Le 7 décembre 1941 (date japonaise ; 8 décembre, en raison du système des fuseaux horaires) une importante force d'attaque aéro-navale japonaise, commandée par l'amiral Nagumo, bombarde par surprise la flotte américaine basée dans la baie de Pearl Harbor, dans l'île Oahu — l'une des îles Hawaii — à quelques kilomètres d'Honolulu : cette attaque, qu'aucune déclaration de guerre n'avait précédée, a provoqué immédiatement l'entrée des États-Unis dans le conflit mondial. L'événement — mineur en soi — a donc eu des conséquences considérables ; il mérite d'être rapidement analysé (tableau ci-dessous).

Après Pearl Harbor, l'entrée en guerre des États-Unis contre le Japon est évidemment automatique. Mais il faut souligner que Franklin Delano Roosevelt n'a pas déclaré immédiatement la guerre à l'Allemagne et à l'Italie : c'est Hitler et Mussolini qui, le 11 décembre, adressent leur déclaration de guerre aux États-Unis (voir p. 162).

● *Évolution générale des opérations dans le Pacifique.* Les Japonais visent les richesses du Sud-Pacifique ; ils conquièrent d'abord les territoires de l'Est (Birmanie, Malaisie, Singapour) sur les Britanniques et à l'Ouest toutes les îles qui sont des positions stratégiques importantes et où l'on peut craindre un retour en force des Américains (Guam, îles Mariannes, Wake, archipel Bismarck, îles Salomon, îles Aléoutiennes, Kisha et Attu).

Ils peuvent alors se répandre vers le sud ; tombent tour à tour en leur possession : Bornéo, les Célèbes, les îles Moluques, Sumatra, Bali, Timor, Java et enfin les Philippines où la résistance fut plus longue qu'ailleurs : la garnison des Philippines était commandée en effet par le général MacArthur, Philippin d'adoption ; le combat le plus important fut le siège de Corregidor, qui tint deux mois avant de tomber le 6 mai 1942.

L'avance japonaise n'est arrêtée qu'en juin 1942 — six mois après Pearl Harbor — dans la *mer de Corail* (défaite de la flotte japonaise) et près de l'île Midway. En vain les Japonais tenteront-ils de conquérir la Nouvelle-Guinée — dernière étape avant l'Australie : à Port-Moresby et dans l'île de Guadalcanal, vient de débuter, au début de l'été 1942, la reconquête du Pacifique.

La défaite des forces de l'Axe.

La reconquête du Pacifique.

Les victoires japonaises étaient spectaculaires ; elles furent de courte durée. La structure du commandement allié, qui comprenait à sa tête le Britannique Wavell, assisté du lieutenant-général Brett (Américain), de l'amiral Hart (Américain) et du général Hein der Poorten (Néerlandais) est entièrement américanisée (général MacArthur, assisté de l'amiral Leary, et des généraux Blammey et Brett, commandant en chef la zone du Sud-Ouest Pacifique ; l'amiral Nimitz dirige les opérations dans toutes les autres régions de cet océan, assisté du vice-amiral Ghormley) ; un plan systématique de reconquête est établi et dès le mois d'avril 1942, la « revanche » commence par un bombardement de représailles sur Tokyo (flotte de l'amiral Halsey ; lieutenant-colonel d'aviation James H. Doolittle) sans grand effet stratégique d'ailleurs, mais dans lequel toute l'Amérique verra l'annonce symbolique de la future victoire.

● *Les premiers échecs japonais* ont lieu en Nouvelle-Guinée. L'armée nippone est installée depuis

Questions	Réponses
Quand fut décidée l'attaque de Pearl Harbor?	Envisagée depuis le mois de janvier 1941 par le commandant en chef de la flotte japonaise, l'amiral Isoroku Yamamoto, elle fut décidée le 5 novembre 1941, comme devant avoir lieu en cas d'échec des négociations en cours avec les États-Unis.
Qui l'a préparée?	Outre Yamamoto, l'amiral Tahigiro Ohnishi, chef d'état-major de la marine et le capitaine de frégate Minoru Genda. Un « banc d'essai » fut établi dans l'île Kiushu (baie de Kagoshima).
Quel en était le but?	Détruire l'importante flotte américaine qui stationnait normalement à Pearl Harbor, afin de permettre ensuite la conquête des principales positions du Pacifique.
Quelle était l'importance des forces américaines à Pearl Harbor?	3 porte-avions *(Enterprise, Lexington, Saratoga),* 8 cuirassés, 12 croiseurs lourds, 9 croiseurs légers, 27 sous-marins, 67 destroyers, 227 avions dont 112 chasseurs, 1 017 pièces de D.C.A. (défense antiaérienne), 43 000 hommes (infanterie). Le jour de l'attaque japonaise, les trois porte-avions n'étaient pas à Pearl Harbor. Le commandant de la base est l'amiral Husband E. Kimmel; les forces terrestres sont commandées par le général Walter C. Short.
Quelle est l'importance des forces nippones?	6 porte-avions, 2 cuirassés, 2 croiseurs lourds, 11 destroyers, 27 sous-marins, 423 avions. Les six porte-avions sont : l'*Akagi,* le *Kaga,* le *Hiryu,* le *Soryu,* le *Shokaku* et le *Zuikaku.* L'amiral Yamamoto ne participe pas à l'action, il est alors dans la baie d'Hiroshima sur le cuirassé-amiral de la marine, le *Nagato.* L'amiral Nagumo (sur l'*Akagi*) commande le dispositif opérationnel; les vagues aériennes sont sous le commandement du capitaine de vaisseau Mitsuo Fushida.
La marine américaine prévoyait-elle cette attaque?	Le ministre de la Marine, Frank Knox, l'avait prévue (lettre du 24 janvier 1941); dès le 26 novembre (après la note adressée au Japon) l'amiral Stark (chef d'état-major de la Marine) et le général George C. Marshall (chef d'état-major de l'Armée) avaient mis en garde Kimmel et Short contre une attaque possible de la base en leur enjoignant de mettre en œuvre le plan défensif connu sous le nom de *Plan Rainbow,* sans alarmer les populations civiles.
Comment s'est déroulée dans l'île la nuit du 6 au 7 décembre 1941 ?	Le 7 est un dimanche; la nuit du 6 est la traditionnelle *saturday night* de l'armée américaine : les boîtes et les bars d'Honolulu sont pleins de soldats et de marins, les officiers festoient de leur côté ou se reçoivent « en famille ». L'amiral Kimmel lui-même ne dort pas sur son cuirassé. Aucune précaution particulière n'est prise.
	3 h 42 : l'enseigne McCloy (du *Condor*) détecte un sous-marin que le destroyer patrouilleur *Ward* ne repère pas. 6 h 30 : le sous-marin japonais est aperçu et coulé par le *Ward.* 7 h 02 : les veilleurs Lockard et Elliott aperçoivent des taches noires sur l'écran radar. 7 h 20 : ils téléphonent à l'officier de base, Tyler, la présence de « nombreux avions à 132 milles ». Tyler leur répond : *« Forget it »* (« Oubliez-le »).
Comment s'est déroulée l'attaque?	Au signal *« tora, tora! »* (« tigre, tigre! ») les avions japonais attaquent en deux vagues successives à partir des porte-avions : 183 appareils à 7 h 55 (bombardiers en piqué du type *Vals,* 40 avions lance-torpilles, 49 bombardiers, 43 chasseurs), puis 171 appareils (bombardiers ordinaires et bombardiers en piqué).
Quelles furent les pertes américaines?	Navires coulés : 5 cuirassés, 2 destroyers, 9 bâtiments auxiliaires, 140 avions détruits. 2 330 militaires tués, 1 145 blessés; 100 civils tués ou blessés.
Quelles furent les pertes japonaises?	30 avions seulement : la victoire est totale.
Quelle fut la portée de Pearl Harbor?	C'est un succès tactique local. L'essentiel de la flotte américaine (les 3 porte-avions) a échappé au bombardement. Pearl Harbor n'a pas considérablement affaibli les États-Unis, mais a précipité leur entrée dans la guerre.

janvier 1942 à Rabaul (Nlle Bretagne) et tente de débarquer à Port-Moresby. La flotte américaine, après une bataille aéro-navale dans la mer de Corail, oblige les bâtiments japonais à rebrousser chemin (7 mai 1942 ; le porte-avions *Lexington* est coulé). Mais c'est à Midway — atoll solitaire situé à 1 000 milles des îles Hawaii — qu'a lieu la première défaite japonaise. L'îlot vaut par sa position stratégique (« Gibraltar du Pacifique ») et les forces — modestes, mais décidées — qui le défendent s'attendent à une attaque du style Pearl Harbor. L'attaque est conduite d'ailleurs par Yamamoto lui-même et l'amiral Nagumo, le vainqueur de Pearl Harbor, le 4 juin au matin. Mais l'arrivée sur les lieux des porte-avions en provenance de Pearl Harbor (l'*Enterprise,* le *Hornet,* le *Yorktown*) commandés par les amiraux F.J. Fletcher et R.A. Spruance transforme le sort de la bataille. Les bombardiers américains (parmi lesquels les gros quadrimoteurs baptisés *forteresses volantes*) coulent quatre porte-avions japonais *(Kaga, Soryu, Akagi, Hiryu) ;* le 5 juin à 2 heures du matin, l'amiral Yamamoto donne l'ordre du demi-tour général : Midway n'a pas été conquis ; pour la première fois la marine nippone est vaincue.

Enfin c'est à Guadalcanal que s'achève cette première série de revers. Les Américains y débarquent le 7 août 1942 et repoussent avec une terrible efficacité les tentatives d'invasion japonaise de l'île. Quatre batailles navales (dont celle de Guadalcanal proprement dite, menée par les amiraux Scott et Callaghan) et la valeur militaire des *marines* ont raison de l'entêtement des Japonais : la *jungle* n'est plus leur alliée dans le combat qu'ils vivent, les soldats qu'ils traitaient quelques mois plus tôt d'efféminés se sont montrés d'implacables adversaires. La bataille pour Guadalcanal a duré du 7 août 1942 au 9 février 1943 ; elle se termine par la retraite des Japonais. Bilan : 1 492 morts du côté américain, plus de 23 000 du côté japonais.

● *Si l'on s'interroge sur cette succession de victoires et de défaites,* on peut dégager les interprétations suivantes :

— Les premières victoires japonaises (en Birmanie, à Singapour, aux Philippines) sont obtenues par des troupes entraînées et homogènes sur des adversaires maladroits qui ressemblent plus à des foules qu'à des divisions. En outre, les Japonais ont la maîtrise des mers, ce qui est capital quand on se bat d'île en île, et il ne leur est opposé qu'un commandement désuni, dérisoire, où les chefs se préoccupent plus de sauvegarder leurs responsabilités administratives que de vaincre. Le seul général à la hauteur des événements est Douglas MacArthur qui, malgré son cabotinage, sa grandiloquence, ses mesquineries, reste un soldat courageux qui n'abandonna son poste au moment de Corregidor que sur l'ordre exprès de Franklin Roosevelt, et qui envisage même un instant d'y désobéir. Son mot fameux : *« Je reviendrai... »* l'a fait huer par ses hommes, promis à la mort ou à la captivité ; il a eu du moins le mérite de tenir sa promesse.

— Après les victoires éclair du Japon, le Pacifique devient un théâtre d'opérations purement américain ; c'est d'ailleurs pour MacArthur, Nimitz et tous leurs hommes une sorte de croisade. La jungle, les serpents, les cris des « Japs » n'effrayent pas ces professionnels du combat que sont devenus les *marines ;* les forteresses volantes viennent compléter les flottes américaines jusque-là inférieures aux Zéros japonais : l'effort industriel de guerre commence à se faire sentir. Tout se passe d'ailleurs comme l'avait prédit l'état-major américain quand il réclamait aux politiciens encore quelques mois pour être prêts.

— Enfin la stratégie japonaise, après s'être déroulée avec vigueur et rapidité, marque le pas. Les amiraux nippons ont, semble-t-il, trop éparpillé leurs forces ; au lieu de les concentrer en quelques bases clés, ils les ont envoyées à travers tout le Pacifique, risquant parfois beaucoup pour de maigres résultats : les Japonais — qui savaient n'avoir devant eux que deux ans de réserve pétrolière — voulaient avoir une victoire rapide et cherchaient à attaquer de tous les côtés à la fois, avant même que d'organiser leurs victoires.

● *En mai 1943,* le plan de la reconquête est établi : d'une part, il s'agit de libérer la Birmanie pour retrouver le contact terrestre avec les armées chinoises (ravitaillées par un pont aérien franchissant l'Himalaya et baptisé par les Américains le *Hunt*) ; d'autre part il faut se diriger vers le Japon, dans le Pacifique, par le Sud (Nouvelle-Guinée, Philippines) et par le Nord (îles Gilbert, îles Marshall, îles Mariannes, et enfin Saïpan) ; le nom de cette opération était *Tenaille.*

Cette « marche sur Tokyo », les États-Unis la réalisent avec des moyens considérables. La guerre européenne — un instant au premier plan des préoccupations des états-majors — s'efface devant le slogan à nouveau en honneur : *Pacific first !* (« le Pacifique d'abord ! »). Des techniciens américains mettent au point un abondant matériel amphibie pour les débarquements dans les îles dont le nom évoque bien plus les vieilles aventures des chercheurs d'épices que les drames guerriers : îles Moluques, Bougainville, etc. Des experts étudient les conditions de survie dans la jungle, mettent au point des « rations de combat », des insecticides (le DDT — dichloro-diphényl-trichloréthane — connu depuis 1874, a été utilisé pour la première fois sur une grande échelle dans la jungle), des armes nouvelles, etc. Les recrues — qu'on appelle les GI (initiales de *government issues :* « produits du gouvernement » — subissent sur le sol américain le dur entraînement qui en fera, rapidement, d'efficaces et nonchalants guerriers. Ils sont innombrables, comme les bateaux, les bombardiers, les chasseurs des États-Unis. Un simple exemple : pour reconquérir les îles Gilbert (Makin et Tarawa : deux atolls où les Japonais ont établi des bases aériennes), les amiraux King et Nimitz envoient 6 *task forces* (forces d'intervention) navales : 16 porte-avions, 9 cuirassés et 200 navires auxiliaires, transportant 50 000 marins et destinés à débarquer sur les atolls 6 500 fantassins et 15 000 *marines.* La résistance des Japonais à Tarawa est acharnée ; les combats durent trois jours et se terminent au lance-flammes : les 4 800 Japonais de la garnison périssent tous sur place, à l'exception de 150 blessés ; les Américains comptent 1 000 morts dans leurs rangs.

Commencée en 1943, la progression américaine à travers le Pacifique ne se termine que deux ans plus tard : les Philippines sont reconquises par de pénibles combats (octobre 1944-février 1945) et les forces des États-Unis peuvent enfin s'emparer de deux îles proches du Japon, suffisamment proches du moins pour permettre aux super-forteresses volantes B 29 d'attaquer enfin le sol japonais : Iwo Jima (19 mars 1945) et Okinawa (avril-juin). A cette époque, le Japon n'a plus de marine de guerre, ses installations industrielles commencent à être systématiquement détruites, ses stocks d'essence diminuent. Tokyo est bombardée le 9 mars par les forces aériennes du général Curtis Le May (267 711 habitations détruites, 83 793 morts, les blessés sont innombrables) : ce raid inaugure une série de bombardements des populations civiles japonaises, qui n'entament pourtant pas le courage fanatique et aveugle du Japon.

Parallèlement, la guerre en Birmanie progresse à partir de mars 1944, grâce en particulier à la ténacité de O. C. Wingate, l'homme qui a mis au point contre les Japonais la guérilla dans la jungle, et le 10 mai les Alliés et les Chinois font leur jonction en Haute-Birmanie : le Japon est à l'heure de la curée. A partir d'octobre 1944, le sursaut désespéré des *kamikazes,* ces héros qui se jettent avec leur avion sur les navires ennemis afin de les couler plus sûrement, ou des vedettes-suicide qui opèrent de la même façon sur mer, n'a aucun effet stratégique ; il a par contre un puissant effet moral : les chefs américains se demandent, à la veille de l'été 1945, combien de temps encore va durer ce massacre.

L'intervention américaine en Méditerranée et en Italie.

● *L'Afrique du Nord.* Après les désastres du Pacifique, les opinions des dirigeants américains sur la poursuite de la guerre sont divergentes. Les militaires (MacArthur) voudraient voir s'amplifier l'action en Extrême-Orient, tandis que Washington (c'est-à-dire le secrétaire à la Guerre, Stimson, le général Marshall et le « planificateur », le général Wedemeyer) est partisan d'attaquer l'ennemi le plus fort sur le terrain où il est le plus fort, autrement dit de porter le combat en Europe en organisant un vaste débarquement au printemps 1943 (opération *Round up*). Les Britanniques, partisans d'étaler le conflit en plusieurs endroits à la fois *(attrition),* penchent plutôt pour une occupation de l'Afrique du Nord, base de départ vers la Sicile et l'Italie. C'est ainsi que se monte l'*opération Torch,* code secret désignant le débarquement des Alliés en Algérie et au Maroc, où les États-Unis adoptent une série de positions qui ont contribué à créer une grave crise politique française.

— L'Afrique du Nord est occupée par l'armée française (environ deux cent mille hommes). La majeure partie de cette armée et les populations civiles ont amèrement ressenti l'engagement de Mers el-Kébir (voir ci-dessus, p. 116) ; De Gaulle y est encore considéré, à la fin de 1942, comme un général félon, complice des Anglais dans ce qu'on interprète comme un attentat. Contrairement à la France, qui souffre sous l'occupant et qui méprise, dans son ensemble, la « collaboration », l'Algérie est fidèle à Vichy. Y débarquer pose un grave problème, car l'affaire peut tourner au désastre. Il faut donc s'assurer d'une personnalité française, suffisamment prestigieuse pour que l'armée d'Algérie lui obéisse et accepte sans difficulté le débarquement allié. L'amiral Leahy (ambassadeur des États-Unis à Vichy) et surtout le conseiller à l'ambassade américaine Robert Murphy (en fait, un représentant des services secrets américains, l'*Office of Strategic Services* ou OSS) envisagent successivement de faire appel à Weygand (rappelé à Vichy en novembre 1941), au résident général au Maroc Noguès — qui refuse — et, finalement, au général Henri-Honoré Giraud, évadé en avril 1942 de la citadelle de Königstein. C'est ainsi qu'au nom du président Roosevelt, il est proposé à Giraud, alors retiré à Lyon, de participer à une action contre l'Allemagne (l'offre est volontairement imprécise). Le général accepte et — pensant qu'il s'agit d'une opération militaire sur le sol français — exige d'être commandant en chef des troupes alliées là où combattront des troupes françaises ; puis, quand on envisage le débarquement en Afrique du Nord, il demande que toutes les forces alliées soient sous son commandement. Autrement dit, il réclame la « place » de Dwight D. Eisenhower, le général américain désigné pour commander en chef l'opération *Torch.* De Gaulle n'est pas informé de ces préparatifs : les Alliés craignent des indiscrétions dans son entourage ; quelques conspirateurs algériens, recrutés dans les milieux officiels par Murphy (Lemaigre-Dubreil, Henri d'Astier de la Vigerie, etc.) sont eux aussi laissés dans l'ignorance. On voit ainsi se profiler derrière l'opération militaire alliée proprement dite, une intrigue complexe qui divisera par la suite longtemps les Français, plus préoccupés de jouer — ou de sembler jouer — les premiers rôles et de vider leurs querelles personnelles, que de participer avec bonne volonté et sans tapage à une entreprise qui les dépasse.

— L'invasion de l'Afrique du Nord devait se faire à partir de Gibraltar, où passent des convois transportant les quelque 113 000 soldats britanniques et américains ; l'opération doit débuter le 7 novembre à 23 heures et dans l'après-midi, Giraud, arrivant de France, est entré dans le PC d'Eisenhower, lui enjoignant — à peu près — de se mettre sous ses ordres ! (Naïveté — pour ne pas dire plus — de ce général français vaincu par les Allemands en quarante-huit heures lors de la campagne de France, ignorant tout des méthodes militaires alliées !) Fort heureusement le commandant américain décide d'agir comme s'il n'y avait pas de général Giraud et le débarquement a lieu dans les principaux ports du Maroc et de l'Algérie selon les plans prévus, le 8 novembre.

— Il y eut, inévitablement, des combats. Noguès, au Maroc, malgré l'insistance du général Béthouart qui commande à Casablanca, résiste, conformément aux ordres de Vichy ; en Algérie, le général commandant les forces armées, le général Juin, n'ose prendre la décision de ne pas combattre et se retranche — administrativement — derrière son « supérieur hiérarchique », l'amiral Darlan, « dauphin » du maréchal Pétain, qui se trouve « fortuitement » à Alger. C'est Darlan qui — partagé entre son désir de basculer dans le camp américain et sa fidélité au Maréchal — finira par donner l'ordre de cesser le feu, le 10 novembre. On apprendra — lors des procès de « collaboration », après la libération de la France (voir p. 51) — qu'il en avait reçu la consigne secrète de la part du Maréchal lui-même.

La conquête de l'Afrique du Nord a coûté aux Alliés sept cents morts et vingt-neuf navires ; les Français y perdent à peu près autant d'hommes, plus la flotte ancrée à Casablanca (dont le *Jean-Bart*), huit sous-marins, quatre destroyers et de nombreux navires auxiliaires.

— De Gaulle fut informé du débarquement après qu'il eut lieu. Moins embarrassé par la mesquinerie administrative et l'hypocrisie du double jeu qui paralysaient les chefs de l'Afrique du Nord, il a l'intelligence d'appeler les Français d'Algérie à se rallier aux Alliés sans se préoccuper — pour l'instant — *« de formules ou de noms ».* Il a « encaissé » l'offense qui lui a été faite par les Anglo-Américains, mettant pour le moment le souci de la victoire au-dessus des vanités personnelles (voir p. 51 : la rivalité De Gaulle-Giraud en Afrique du Nord, après l'assassinat de Darlan).

● *L'armistice italien.* L'Italie, qui doit supporter l'hégémonie allemande depuis ses défaites dans les Balkans, va se retirer de la guerre en septembre 1943. C'est là une conséquence de son invasion par les troupes alliées et de la chute du régime fasciste.

— Les circonstances militaires sont, en effet, particulièrement menaçantes pour l'Italie : le débarquement allié en Afrique du Nord, la capitulation de l'*Afrika Korps* devant les victoires du général Montgomery en Tripolitaine et en Tunisie (12 mai 1943), laissent prévoir une prochaine invasion de la Sicile. Celle-ci débute le 10 juillet; Rome est bombardée le 19 (pour la première fois depuis le début de la guerre) et Palerme tombe le 25 juillet.

— Ces désastres entraînent la chute de Mussolini. Déjà son gendre, le comte Ciano, qui est le n° 2 en Italie, a été écarté du pouvoir en février 1943 parce qu'il envisageait des négociations avec les États-Unis; de même, le ministre de la Justice, Dino Grandi, a été évincé. En mai 1943, le maréchal Badoglio envisage, en relation avec la Maison royale, un coup d'État. Le 24 juillet, à la demande de plusieurs personnalités, se réunit le *Grand Conseil fasciste* qui prend position contre le Duce (par dix-neuf voix contre huit et une abstention). Celui-ci démissionne le 25; il est arrêté le jour même sur l'initiative des généraux et du ministre de la Maison royale. Le maréchal Badoglio constitue un gouvernement de transition. (Il faut souligner que Mussolini n'a pas lutté contre le Grand Conseil; il craignait la guerre civile et la ruine encore plus grande de l'Italie : moins acharné que le Führer — qui périra sous les décombres de Berlin — il a, par son attitude de renoncement, simplifié l'avenir de son pays.)

— Le problème qui se pose à Badoglio est le suivant : il ne peut demander l'armistice tant que les troupes allemandes sont présentes dans la Péninsule; il lui faut donc attendre l'arrivée en force des Alliés, c'est-à-dire jouer un double jeu qui tient à la fois de la farce et du drame. C'est ainsi que, tandis que le ministre des Affaires étrangères Guariglia donne sa parole d'honneur à Ribbentrop (entrevue de Tarvisio, le 6 août) que l'Italie va continuer la guerre aux côtés de l'Allemagne, Badoglio prend des contacts secrets avec les Alliés, à Lisbonne. Son but, c'est d'obtenir — en échange de la signature d'un armistice qui laissera les troupes alliées débarquer dans la Péninsule — une protection contre l'Allemagne; ce qu'il voudrait, c'est un débarquement au Nord de Rome après qu'on lui eut laissé le temps de regrouper les troupes italiennes dans le Sud. Or les Alliés ne peuvent — ni ne veulent — accepter ces conditions : ils n'ont pas assez de divisions pour heurter d'emblée, dans le Nord, les dix-huit divisions allemandes; en outre, ils n'ont qu'une confiance mitigée dans les promesses de Badoglio. Tout cela explique l'évolution de la situation italienne. Le 3 septembre, les envoyés de Badoglio, Zanussi et Castellano, signent, en présence d'Eisenhower, la capitulation sous condition de l'Italie au QG du général Alexander, à Cassivini (près de Palerme); cette convention devait demeurer clandestine jusqu'au jour où les Alliés, décidés à déclencher l'opération de débarquement, l'annonceraient. C'est le 8 novembre à 18 h 30 qu'Eisenhower, commandant en chef des forces alliées, fait connaître aux belligérants l'accord du 3 septembre, et c'est le 9 que les premiers soldats anglo-américains débarquent dans le golfe de Salerne (*opération Avalanche,* menée par la Ve US Army, commandée par le général Mark Wayne Clark).

La réplique allemande fut immédiate : quelques minutes avant la confirmation par Badoglio de l'armistice annoncé par les Américains, le maréchal Kesselring (commandant le groupe sud des armées allemandes) ordonne de désarmer les troupes italiennes. Le 15 septembre, Mussolini est délivré par le SS Skorzeny au *Gran Sasso,* dans l'Apennin, où il était maintenu prisonnier par le gouvernement italien. Il forme alors un gouvernement « fasciste républicain » sous contrôle allemand, dans l'Italie du Nord (Salo).

L'Italie, hors de combat, allait devenir un champ de bataille défendu par Kesselring au Sud et Rommel au Nord contre les armées alliées (V^e armée américaine, VIIIe armée britannique) commandées par les généraux britanniques Harold Alexander et H. M. Wilson (à la Ve armée sont annexées les deux divisions françaises reconstituées et armées par les États-Unis, que commande le général Juin). La campagne d'Italie, marquée par la victoire des Alliés à Cassino, l'attaque du Garigliano, la prise de Rome (4 juin 1944) et la lente progression à travers l'Italie du Nord (Rimini, 21 septembre; Ravenne, 5 décembre; Modène, 23 avril 1945; Turin, 1er mai 1945), se termine le 2 mai 1945 (Mussolini a été exécuté sommairement le 28 avril, voir p. 59).

Le second front.

Le 6 juin 1944 *(D Day* ou *Jour J),* entre six et sept heures du matin, les troupes alliées débarquent sur les côtes de Normandie, établissent des têtes de pont, ouvrant ainsi un second front à l'Ouest de l'Allemagne, déjà menacée à l'Est par la progression de l'Armée rouge qui libère la Russie blanche et s'approche de la Pologne. Le lecteur trouvera p. 162 les principales étapes de cette reconquête de l'Europe occidentale; nous préciserons dans ce qui suit quelques points importants de cette phase décisive de la guerre.

● *L'opération « Overlord ».* Préparée à partir de décembre 1942 par le général britannique F.E. Morgan, puis, à partir de janvier 1944, par le quartier général des forces alliées (*Supreme Headquarter Allied Expeditionary Forces,* ou SHAEF), l'opération d'invasion de l'Europe, appelée *« Overlord »,* prévoyait l'équipement, le transport, la concentration de 3 500 000 hommes en Angleterre (1 750 000 Britanniques, 1 500 000 Américains, 250 000 soldats divers : Polonais, Français, etc.), la construction de vingt millions de tonnes de matériel de débarquement, l'établissement d'un gigantesque plan de ravitaillement (armes, essence, etc.) et la mise au point de la stratégie militaire à appliquer. Toutes ces questions furent abordées systématiquement et avec minutie, pendant que des bombardements rigoureux détruisaient méthodiquement les voies de communication de l'ennemi et les objectifs stratégiques (sans épargner, hélas ! les populations civiles).

Les responsables de l'opération sont le général Dwight D. Eisenhower, commandant en chef, ses adjoints Bedell Smith et Arthur W. Tedder (maréchal de l'Air), le général Montgomery, commandant les forces terrestres, le maréchal de l'Air sir Trafford L. Leigh-Mallory, commandant les forces aériennes. La flotte de débarquement est commandée par les amiraux Alan C. Kirk et Philip Vian.

Les forces engagées dans l'opération de débarquement sont énormes : 4 216 bateaux de débarquement (*landing ships* et *landing crafts*), 1 213 navires de guerre, 11 590 avions (dont 3 340 bombardiers lourds, 930 bombardiers légers, 4 190 avions de chasse), et enfin 36 divisions anglo-américaines et 13 200 parachutistes.

Les Allemands, qui s'attendent à une invasion, mais qui en ignorent la date et le lieu, ont édifié des fortifications côtières importantes (le *mur de l'Atlantique*) et disposé près de trois millions de mines terrestres (Rommel en aurait voulu deux cents millions). Le commandant en chef du front de l'Ouest est le maréchal von Rundstedt; les côtes de la Manche et de l'Atlantique (jusqu'à la Loire) sont défendues par le groupe d'armées B (maréchal Rommel), les autres côtes (y compris les côtes méditerranéennes) par le groupe G (maréchal Blaskowitz). En outre, Hitler compte sur ses « armes secrètes », maintenant au point, pour écraser l'Angleterre : les « bombes volantes », V1 et V2 (V, initiale de *Vergeltung,* « vengeance »).

● *Le débarquement.* Les premiers parachutistes et les premiers planeurs sont lâchés à 0 h 15 (0015 selon la notation habituelle) près du pont de Bénouville, sur le canal de Caen (Britanniques) et dans le Cotentin, près de Montebourg (Américains). A 0314 (3 h 14) commence le bombardement aérien, à 0550 le bombardement naval. Les premières vagues d'infanterie et les premiers chars débarquent sur la côte à 0630 (6 h 30) dans le secteur américain, à 0730 dans le secteur britannique. Le soir du 6 juin, dix divisions américaines, britanniques et canadiennes ont pris pied entre l'Orne et la Vire et installé deux solides têtes de pont. Perdus parmi 150 000 Anglo-Saxons, il y a, en tout et pour tout, le jour J du débarquement, 256 soldats français. Tous les chefs d'États occupés réfugiés à Londres lancent des messages de délivrance. Un seul, De Gaulle, informé le 4 juin seulement du plan anglo-américain, ne s'associe pas à cette cérémonie; il parle séparément à la BBC, déclarant :

> *La bataille de France, c'est la bataille de la France...*
> *Voici que reparaît le soleil de notre grandeur...*

Mais il ne souligne pas — sinon par une allusion aux « forces armées alliées et françaises » — que cette délivrance qui apparaît est l'œuvre intégrale de la

Le débarquement des troupes alliées en Normandie est peut-être la plus extraordinaire entreprise militaire de l'histoire.



Ph. © U.S.I.S.

puissance américaine et de la ténacité britannique. L'équivoque aura la vie dure.

Le lecteur trouvera au tableau p. 162 la chronologie de la libération de l'Europe (dispositif militaire allié implanté le 25 juillet, bataille de France du 25 juillet au 15 septembre, débarquement le 15 août — entre Saint-Raphaël et le cap Camarat — de la 1re armée française et de la VIIIe armée américaine) ; la carte suivante donne quelques précisions sur les opérations en Normandie.

Le désastre.

● *En Europe centrale et balkanique,* les conséquences de la défection italienne (voir ci-dessus) sont très sensibles. Les pays alliés de l'Axe (Bulgarie, Hongrie, Roumanie) songent à abandonner l'Allemagne eux aussi et prennent contact avec la Grande-Bretagne et les États-Unis. L'approche de l'Armée rouge effraie la Hongrie (gouvernement du régent Horthy), que les troupes hitlériennes occupent le 19 mars 1944 après avoir désarmé leurs alliés de la veille, par mesure de précaution ; le gouvernement roumain a tenté de son côté une démarche auprès des Alliés, au Caire (mission Stirbey), mais il a été avisé que les conditions d'armistice devaient être négociées avec l'URSS. Les États danubiens savent donc qu'ils n'ont aucun soutien à attendre des Anglo-Américains, et ce n'est qu'à la toute dernière extrémité qu'ils se tournent vers l'État soviétique (arrestation, le 23 août, du général Antonescu à Bucarest ; demande d'armistice à Moscou le 26, signature le 12 septembre ; l'armistice entre la Bulgarie et l'URSS est négocié à partir du 12 septembre à Moscou et signé le 28 octobre).

● *Le grand effondrement a lieu, évidemment, en Europe orientale :* menacée au sud par la capitulation des États danubiens, au centre par la percée de l'Armée rouge, l'Allemagne n'est plus maîtresse des opérations. Après la grande offensive lancée par les Soviétiques le 12 janvier 1945, à partir des têtes de pont sur la Vistule, c'est la débâcle et, en trois mois, Berlin est atteint par les troupes du maréchal Joukov (voir ci-dessus p. 119 et p. 162).

Dans le même temps, Anglais et Américains progressent à l'Ouest, malgré une contre-offensive désespérée dans les Ardennes menée par le maréchal von Rundstedt (décembre 1944). Le Rhin est franchi le 7 mars au pont de Remagen par des éléments de la Ve armée américaine, tandis que des bombardements massifs anéantissent les villes allemandes (Dresde, Brême, Hambourg). Le 25 avril, a lieu la jonction des armées soviétiques et américaines à Torgau (Patton et Koniev).

Le 30 avril, Hitler se suicide dans les ruines de la chancellerie, à Berlin, et le 7 mai 1945, à Reims, au quartier général d'Eisenhower, a lieu la signature de la reddition inconditionnelle de toutes les forces allemandes (signée par Jodl, l'amiral von Friedeburg, le major-général Oxenius). Le 9 mai (0 h 10) la capitulation est ratifiée à Berlin par le maréchal Keitel en présence, cette fois-ci, du maréchal Joukov (l'URSS n'était pas présente à la capitulation de Reims).

● *Quelques questions.*

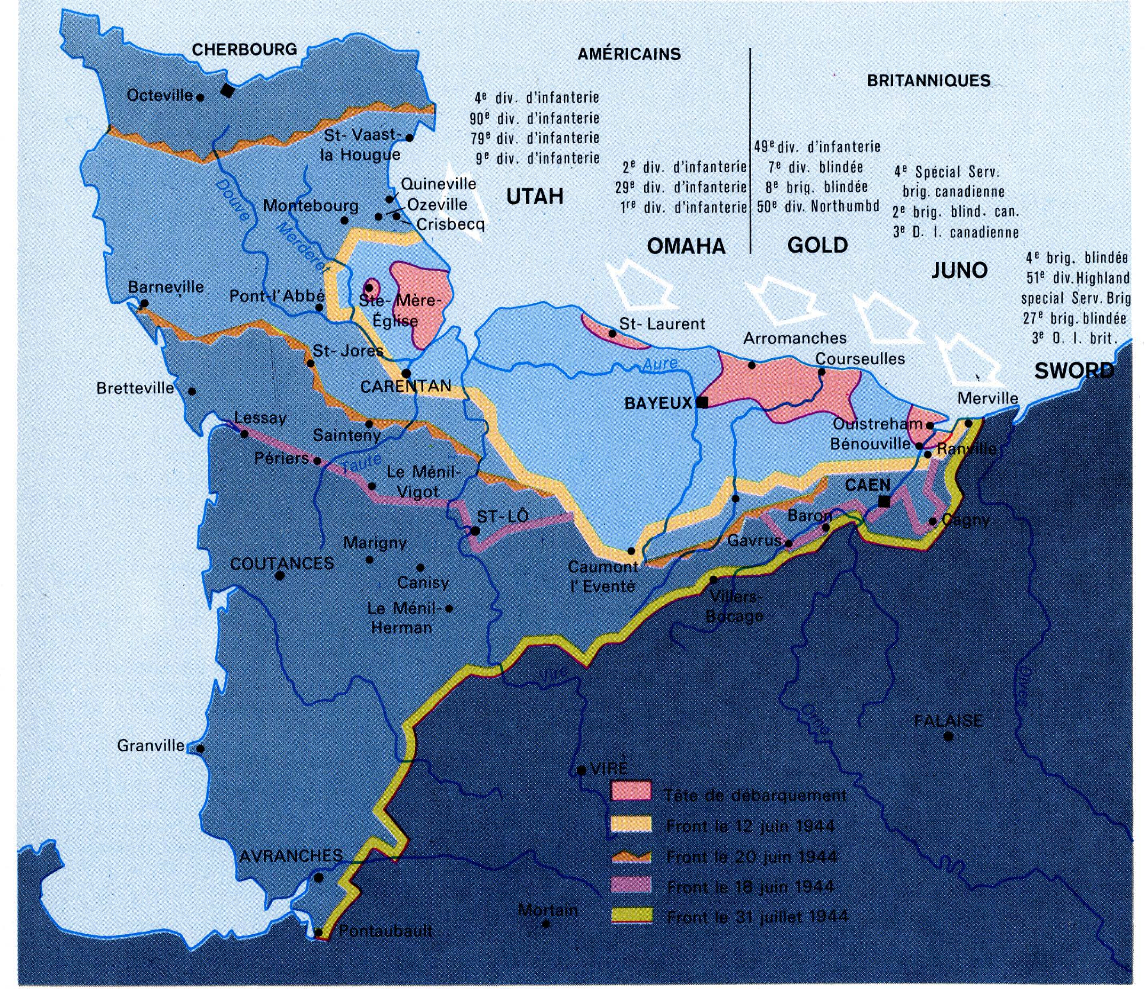
— *Pourquoi l'Allemagne, après l'ouverture du second front, n'a-t-elle pas demandé l'armistice ?* Hitler comptait sur ses armes secrètes (les V1 et les V2) ; en outre, il espérait peut-être réaliser une paix séparée, encouragé dans cette voie par Gœbbels et Ribbentrop. Les exigences de ses adversaires, tant à l'Est qu'à l'Ouest, lui ont fait écarter cette solution. Il faut signaler en particulier les négociations secrètes qui ont lieu à Berne le 8 et le 19 mars entre le général Wolf (un général SS) et les militaires anglo-américains : cherchant à profiter sans doute des dissensions entre l'URSS et ses alliés occidentaux au sujet de la Pologne, les Allemands envisagent une capitulation sans condition sur le front italien seulement, ce qui aurait eu pour effet d'ouvrir les portes de l'Allemagne aux troupes britanniques et américaines et de limiter la pénétration soviétique. Quoi qu'il en soit, les entrevues de Berne n'eurent aucun effet, sans doute en raison de la violente opposition soviétique.

— *En présence de l'aveuglement hitlérien qui condamnait le pays à la ruine totale, n'y a-t-il pas eu dans son entourage une tentative d'élimination dans le genre de celle qui avait réussi en Italie vis-à-vis de Mussolini ?* Réponse : il y a toujours eu en Allemagne, dans les milieux militaires comme dans les milieux industriels ou intellectuels, des opposants à Hitler. Mais l'extraordinaire efficacité de la Gestapo, ajoutée à une certaine inhibition collective, n'a jamais permis ni le coup d'État, ni même l'élaboration d'un complot, à une seule exception près : l'attentat du 20 juillet 1944 préparé par le colonel Claus von Stauffenberg. A ce complot ont participé des officiers généraux (le général von Beck, le général von Witzleben, l'amiral Canaris, le général Hoeppner, von Hochcker, le général von Stülpnagel, le général Olbricht, le quartier-maître général Wagner, Görbener) et de nombreux universitaires, industriels, etc. Le complot prévoyait l'assassinat de Hitler à l'occasion d'une réunion au quartier général du Führer, à Rastenburg ; un gouvernement provisoire devait être mis en place assurant la dénazification du pays et engageant les premiers pourparlers avec les Alliés. Cet attentat a échoué, à la suite d'un incident fortuit qui a écarté du Führer la serviette dans laquelle était placé le kilogramme d'explosif qui devait le tuer. Il faut cependant remarquer que cette tentative, qui s'est accompagnée de l'arrestation — pendant quelques instants — de dignitaires nazis, de chefs SS ou de chefs de la Gestapo, n'a pas été suivie par l'opinion publique : tout juste note-t-on la marche d'un bataillon d'infanterie vers la chancellerie, à Berlin, et quelques coups de feu, à Paris, entre SS et militaires. Les Allemands, abrutis par dix ans de propagande, ne savaient pas se révolter.

— *Quels ont été les derniers moments du nazisme ?* Le 22 avril 1945, alors que l'Armée rouge menace Berlin, Hitler décide de diriger lui-même la résistance de la capitale et, s'il le faut, de mourir à Berlin qu'il veut défendre jusqu'à la dernière extrémité. Abandonné par Gœring le 23, enfermé avec Martin Bormann et Gœbbels dans un bunker, il épouse Eva Braun le 29 avril, dicte son testament dans lequel il désigne l'amiral Dönitz comme son successeur et se tue le 30 avril d'une balle de revolver dans la bouche, tandis que sa femme absorbe un cachet de poison : Hitler et Eva Braun sont morts à 15 h 30. Gœbbels meurt le lendemain (1er mai) ; Martin Bormann disparaît (on ne retrouvera pas son cadavre). Dans la nuit du 2 mai, l'amiral Dönitz, successeur du Führer, charge l'amiral von Friedeburg d'offrir au général Montgomery la capitulation de toutes les armées allemandes de l'Allemagne du Nord ; le général Montgomery n'accepte que la capitulation des armées allemandes situées en Hollande et au Danemark (4 mai, 18 heures).

— *Comment s'est déroulée la libération de Paris ?* Comme nous l'avons déjà signalé, le débarquement et la libération de la France ont été essentiellement le fait des armées anglo-américaines (la seule « armée » française qui ait joué un rôle important est celle du général de Lattre de Tassigny qui a débarqué en Provence). Il existait cependant en France de nombreuses organisations de résistance (voir *Annexe,*) qui, sans jouer dans les combats le rôle important que jouèrent les *partisans* de Tito en Yougoslavie, ont cependant pesé sur le sort politique du pays (leur action proprement militaire n'a été que symbolique en comparaison de l'action des troupes alliées). Le général auquel Hitler avait confié la défense de Paris est le général Dietrich von Choltitz, qui prend son poste le 9 août 1944. Les effectifs dont il dispose (en grosse partie des soldats âgés ou trop jeunes) s'élèvent à 30 000 hommes ; tous les services allemands ont disparu de la ville, y compris les services de police et les SS ; les collaborateurs français sont aussi, pour la plupart, en fuite. Dans ces conditions von Choltitz n'avait plus qu'une tâche à accomplir : assurer la discipline des populations civiles et tenir ouverts les ponts indispensables aux troupes allemandes (tous les ponts de Paris sont intacts, puisque la ville ne devait pas être bombardée). Le plan *Overlord* prévoyait, de son côté, que Paris tomberait sans combat vers le 15 octobre, par encerclement. Pour les Américains, la libération de Paris est un problème tout à fait secondaire, mais De Gaulle, parti d'Alger le 18 août, rencontre Eisenhower le 21 et le convainc de l'importance stratégique de Paris (62 ponts intacts, un nœud de communications important). Il faut souligner que le 21 au soir la plupart des généraux américains pensaient qu'en effet la libération de Paris pouvait être à l'ordre du jour. Les organisations de résistance (Forces Françaises de l'Intérieur, FFI, commandée par Tanguy qui prendra plus tard le nom de Rol-Tanguy et obtiendra le grade de colonel) dans les rangs desquelles dominent les partisans communistes, précipitent les événements malgré le refus anglo-américain de soutenir la guérilla qui risque d'avoir pour les populations civiles des conséquences dramatiques : on craint un nouveau

Le débarquement et le début de la percée anglo-américaine.



Varsovie. Dès le 17 août, le Conseil national de la Résistance décide l'occupation de la Préfecture de Police; dès le 19, les soldats isolés, les véhicules allemands sont harcelés dans les rues de Paris : ce n'est pas encore une véritable insurrection, mais c'est déjà une petite guerre à laquelle von Choltitz ne répond que très mollement, donnant comme instruction de troubler « aussi peu que possible » la vie civile. Après une trêve (20 août) à laquelle refusent de souscrire un assez grand nombre de partisans (en particulier les communistes), quelques combats locaux ont lieu du 21 au 24 août. En fait, il n'y eut pas véritablement de combats, les Allemands ayant reçu l'ordre de se tenir en leurs points d'appui et d'éviter le contact avec les insurgés; ces derniers manquaient d'armes et de munitions (les Alliés avaient refusé de leur en fournir pour éviter le massacre) et le général von Choltitz avait pris sur lui de ne pas faire sauter les ponts et les monuments qui étaient théoriquement minés. Finalement, le commandant en chef allié, Eisenhower, décide d'offrir à la division blindée que commande le général Leclerc et qui dépend de la Ire armée américaine l'honneur d'être la première à pénétrer dans Paris. C'est ainsi qu'un détachement de la 2e division blindée (la 2e D.B.) commandée par le capitaine Dronne parvient à l'Hôtel de Ville un peu avant minuit avec trois chars légers : *Champaubert, Montmirail, Romilly.* Les derniers éléments allemands passent la Seine dans la nuit et au matin c'est le 12e régiment d'infanterie de la 4e division américaine qui entre dans Paris, s'emparant des gares et parvenant à midi dans l'île de la Cité. En même temps, les différents éléments de la 2e DB pénètrent par l'Ouest et le Sud. Von Choltitz signe la capitulation de Paris dans l'après-midi. Ainsi eut lieu, presque sans combats, la libération d'une ville qui n'avait jamais été aussi longtemps occupée par l'ennemi dans toute son histoire.

La « bombe atomique ».

A partir du mois de mai, les Américains, installés dans l'île d'Okinawa, menacent directement les îles japonaises. De plus, après la capitulation sans condition des armées allemandes, les forces alliées en Extrême-Orient sont maintenant capables d'un débarquement. C'est pourquoi les partisans de la paix négociée, qui avaient déjà obtenu la démission du premier ministre Tojo le 17 juillet 1944 et son remplacement par le général Koïso, lui-même remplacé par l'amiral Suzuki après la défaite d'Okinawa, sont toujours impuissants devant le parti des militaires qui, grâce à la censure extrêmement étouffante qui s'exerce au Japon, ont pour eux l'opinion publique. Les négociations secrètes qui ont lieu ont convaincu le gouvernement nippon que les Alliés exigent une capitulation sans condition; c'est devant cette apparente intransigeance (qui n'est réelle que chez les « militaires ») que les États-Unis décident d'utiliser contre le Japon l'arme secrète en préparation depuis 1941 à Oak Ridge et qui a été essayée dans le désert à Alamogordo, la *bombe atomique.* L'ordre signé par le président Truman (qui a pris la succession de Roosevelt) parvient au 509e Air Group. Le colonel Tibbets doit transporter sur un avion B-29 une bombe de 10 000 livres et la lâcher au-dessus d'Hiroshima le 6 août 1945 à 8 h 15 mn : pour la première fois dans l'histoire du monde l'énergie nucléaire est mise au service de la fureur destructive de l'homme : la bombe atomique a fait son apparition dans l'art militaire. Le bombardement d'Hiroshima fera 78 150 tués, 9 284 blessés graves et 13 938 disparus (à titre de comparaison le bombardement de Dresde par la RAF dans la nuit du 13 au 14 février 1945 a fait 135 000 victimes). Le 9 août 1945, une deuxième bombe atomique tombe sur Nagasaki (chef de l'expédition : le major Sweney). Le 10 août, soucieux de l'intérêt national, l'empereur Hiro Hito demande la paix, les conditions sont acceptées le 14 août; le 2 septembre, à bord du *Missouri* ancré dans la rade de Tokyo, le général MacArthur, l'amiral Nimitz et l'amiral Halsey, auxquels sont associées les délégations alliées, reçoivent la capitulation japonaise. A 9 h 25 mn, 2 184 jours après son commencement, la Seconde Guerre mondiale est terminée.

Les relations internationales après la Seconde Guerre mondiale.

La guerre a détruit les idéologies fascistes, totalitaires et militaristes de l'Allemagne hitlérienne, de l'Italie mussolinienne et du Japon; les seules nations totalitaires européennes qui aient échappé à cette destruction furent l'Espagne de Franco et le Portugal de Salazar qui devaient rejoindre le camp des démocraties respectivement en 1975 et en 1974. Mais la guerre n'a pas effacé — bien au contraire — l'opposition irréductible entre le « communisme » et le « capitalisme » représentés par les deux grandes puissances victorieuses de l'Allemagne : l'URSS et les États-Unis. L'histoire des relations internationales après 1945 est marquée par la rivalité de ces deux nations qui ont constitué des « blocs » autour d'elles : le bloc des *États occidentaux* et celui des *États de l'Est.* L'affrontement politique de l'URSS et des États-Unis a dépassé le cadre européen, puisqu'il s'est élargi à l'Amérique latine, à l'Afrique, à l'Asie du Sud-Est et au Moyen-Orient. Ces conflits extra-européens ont eu des conséquences plus ou moins grandes pour l'Europe.

Yalta et Potsdam.

● *Avant Yalta.* Après la défaite allemande de Stalingrad (décembre 1942), il ne fait plus de doute que la victoire définitive des Alliés n'est plus qu'une affaire de temps. Parallèlement aux opérations militaires, on voit s'amorcer un certain nombre de discussions à trois (Royaume-Uni, États-Unis, URSS) précisant les conditions de l'alliance et préparant l'après-guerre, c'est-à-dire la répartition des zones d'influence.

— La première *conférence de Moscou (19 octobre-3 novembre 1943)* réunit le Britannique Eden, l'Américain Cordell Hull et le Soviétique Molotov. Au cours de cette réunion, plusieurs problèmes furent envisagés (mais non réglés), notamment le projet d'une organisation internationale ouverte à tous les États et fondée sur l'égalité souveraine de ces États; cette organisation devait remplacer la défunte Société des Nations (SDN) et avait été annoncée par la *Déclaration des Nations Unies,* le 1er janvier 1942 (et puis à Washington par les représentants britannique, américain et soviétique).

La conférence de Moscou préparait la *conférence de Téhéran (27 novembre-1er décembre 1943),* où Churchill, Roosevelt et Staline décidèrent de l'ouverture d'un second front (débarquement des Alliés en Normandie), du démembrement de l'Allemagne (notamment du report de la frontière polonaise sur l'Oder) et de l'indépendance de l'Iran; il y fut aussi discuté de l'organisation des futures Nations Unies.

A la même époque les Britanniques et les Américains réglèrent par avance les problèmes de l'Extrême-Orient, notamment ceux de la Chine avec Jiang Jieshi (= Tchang Kai-chek) et de la Corée *(conférence du Caire, 26 novembre 1943).*

— A partir de juin 1944, les relations internationales deviennent plus précises : la victoire est proche et les problèmes de l'après-guerre sont sur le point de se poser.

Sur le plan économique, les conférences de *Hot Springs (novembre 1943),* de *Bretton-Woods (1-22 juillet 1944)* et de *Rye (décembre 1944)* préparent la future économie internationale. Les accords de Bretton-Woods, signés par 44 états, ont donné naissance au Fonds Monétaire International (FMI).

Sur le plan politique, les « Trois » (Royaume-Uni, États-Unis, URSS), qui devaient être rejoints par la Chine, élaborent le plan de l'ONU à *Dumbarton Oaks,* près de Washington (*21 août-7 octobre 1944;* voir ci-dessous).

Sur le plan territorial, des accords de partage d'influence anglo-soviétiques en Europe sont signés à *Moscou* en *octobre 1944* (l'URSS reçoit 95 % de la



Ph. © Goldner.

Les camps de la mort. On savait, certes, que les nazis conduisaient dans les camps de concentration leurs adversaires politiques, les résistants de tous bords qu'ils capturaient dans les pays occupés, les Juifs (en particulier ceux d'Europe centrale et d'Europe orientale). Dans ces camps où la promiscuité, la famine, la maladie, l'avilissement étaient la règle générale, des millions d'êtres humains périrent (environ 6 millions de déportés raciaux, 5 millions de déportés politiques, soit un peu moins du sixième des pertes totales en vies humaines); ceux qui ont participé — ne serait-ce qu'en témoins passifs — à cette extermination systématique, ignoble, ne méritent aucune pitié : peut-on vraiment les appeler des « hommes » ?

Roumanie et de la Bulgarie ; l'UK 95 % de la Grèce ; la Hongrie et la Yougoslavie seront partagées par moitié entre les deux puissances).

● *La conférence de Yalta (4-11 février 1945).* C'est la plus importante des conférences à trois engendrées par la guerre ; c'est à partir de Yalta que la division du monde en deux « blocs » a été instaurée et que la notion de « super-puissance » a fait son apparition *de facto.* Car il ne faut pas se faire d'illusions : la présence de Winston Churchill fut celle d'un témoin actif, mais le sort futur du monde a été réglé par Staline et Roosevelt. Voici les principaux points sur lesquels les trois Grands sont tombés d'accord.

— Les trois Grands s'attribuent le droit d'intervenir conjointement en Europe, libérée de la domination nazie ; il est prévu que les solutions qui seront prises en commun par les trois gouvernements seront promues par des « moyens démocratiques » et non imposées aux nations intéressées.

— Reprenant la déclaration de Moscou de novembre 1943 et les propositions de Dumbarton Oaks d'octobre 1944 ; les trois Grands s'accordent sur la procédure de vote au *Conseil de Sécurité (règle d'unanimité ; droit de veto),* instance chargée de garantir la sécurité collective. L'ouverture d'une conférence des Nations Unies à San Francisco est annoncée pour le 25 avril 1945.

— Sort de l'Allemagne : il est décidé de créer une commission tripartite des réparations, un conseil de contrôle interallié et une administration conjointe de Berlin. La France est admise au conseil de contrôle interallié.

— Sort de la Pologne : cet État obtient la frontière orientale qu'il souhaitait, sur l'Oder ; Staline reconnaît le comité de Lublin (d'obédience soviétique) qui siège alors à Varsovie comme « gouvernement provisoire de la Pologne », tandis que les Anglo-américains réclament le remplacement de ce comité. Finalement, un compromis est adopté sur la réorganisation d'un gouvernement provisoire, avec des élections libres (voir p. 93).

— Reconduction des accords de Moscou pour les autres états centre-européens et balkaniques ; les pays baltes sont intégrés à l'URSS.

— L'URSS accepte d'entrer en guerre contre le Japon ; en échange de cela, les territoires que possédaient la Russie avant 1940 lui sont restitués (il s'agit de Port-Arthur et de la partie méridionale de l'île de Sakhaline) ; une part d'influence lui est reconnue en Corée.

● *La dernière conférence des Trois est celle de Potsdam (12 juillet-2 août 1945).* Roosevelt, mort le 12 avril 1945, y est remplacé par son successeur Harry Truman ; Winston Churchill, dont le parti vient d'être battu aux élections, y accompagne le nouveau Premier ministre britannique, le travailliste Clement Attlee. La conférence de Potsdam précise les modalités d'occupation de l'Allemagne (voir p. 33) et de l'Autriche, ainsi que le statut territorial de la Pologne. Mais déjà les divergences entre les trois Grands se dessinent : les États-Unis sont hostiles au déplacement de populations (5 millions de personnes) imposé par les Soviétiques aux Allemands de Tchécoslovaquie, de Pologne et de Hongrie, et ils contestent la pression soviétique en Bulgarie et en Roumanie ; les Soviétiques protestent contre la pression britannique en Grèce et réclament de participer aux accords sur la Méditerranée (Libye, statut de Tanger, les Détroits, etc.). Une ère nouvelle va naître, celle qui va aboutir à l' « équilibre de la terreur ».


Imperial War Museum. Londres. - Ph. © John Webb.

Churchill, Roosevelt et Staline à la Conférence de Yalta (février 1945).

L'Europe et les deux blocs.

La puissance industrielle des États-Unis est sans rivale à la fin de la guerre ; de plus, le monopole de l'arme atomique les dispense du souci de leur sécurité, de sorte que l'expansion industrielle n'est pas limitée, d'autant que l'économie européenne, considérablement ébranlée par les conséquences de la guerre, est inexistante. La reconstruction de l'économie de l'Europe occidentale a été possible d'une part, grâce aux efforts des Européens eux-mêmes, d'autre part avec l'aide américaine connue sous le nom de *Plan Marshall* (le général George Marshall, secrétaire d'État du président Truman en 1947-1948). A partir de ce moment, le fossé se creuse entre l'Europe de l'Ouest, qui va progressivement retrouver la prospérité dans l'expansion, et l'Europe de l'Est, où les États satellites de l'URSS s'enfoncent dans la grisaille d'une économie socialiste qui suffit à peine à leur subsistance. La profondeur du fossé peut être appréciée par la comparaison des PNB (Production nationale brute) par tête d'habitant : en Europe de l'Ouest, à la veille de 1980 la PNB atteint *au minimum* 4 000 dollars par tête environ (sauf pour l'Italie, l'Espagne et l'Irlande), alors qu'elle se situe aux environs de 2 000 dollars (et parfois en dessous) dans les démocraties populaires, les mieux loties étant la RDA et la Tchécoslovaquie (qui sont les seules à dépasser le cap de 4 000 dollars).

Cet échec économique est accompagné, toujours dans l'Europe de l'Est, d'un certain échec politique. Les « voies démocratiques » prévues à Yalta n'y ont guère été respectées, et les démocraties populaires sont devenues — avec plus ou moins de réticence — des prolongements de l'URSS. Comme on l'a expliqué p. 34, seule la Yougoslavie titiste a pu se dégager de la tutelle soviétique (le cas de l'Albanie étant à mettre à part). Pour le reste, l'Europe de Yalta n'a pas évolué, malgré la révolte hongroise de 1956, le sursaut tchécoslovaque de 1968 et celui des Polonais en 1980-81. En fait, les deux super-puissances, dont les potentiels militaires sont sensiblement équivalents depuis la fin des années 1960, ont choisi de s'affronter hors d'Europe : en Corée, à Cuba, au Viêt-Nam, en Iran, au Moyen-Orient par l'entremise du conflit israélo-arabe, en Afrique, et, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, en Afghanistan et en Amérique latine.

En d'autres termes, l'équilibre politique européen — qui n'a guère varié depuis 1945 — a été dû aux accords de Yalta, à qui l'on doit sans doute la paix européenne qui dure depuis quarante ans. Certes, les otages de cette paix sont les :populations de l'Europe de l'Est, condamnées à vivre sous un régime bureaucratique et policier très pesant ; bien malin serait celui qui montrerait comment il en aurait pu être autrement.

Les organismes internationaux et les systèmes d'alliance.

Le développement des organismes internationaux aux compétences multiples est une des caractéristiques du monde actuel. Nous allons donner quelques informations sur l'*Organisation des Nations Unies* (ONU), qui est la plus haute instance internationale, et sur quelques organisations européennes importantes, les organisations relatives au monde non-européen).

● *L'organisation des Nations Unies (ONU).* La déclaration des *Nations Unies* date du 1er janvier 1942 ; la création de l'ONU a été décidée à Moscou, le 30 octobre 1943 et mise en route à Dumbarton Oaks (21 août-7 octobre 1944), au cours d'une conférence présidée par le secrétaire d'État des États-Unis, Stettinius, et à laquelle participaient, outre les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'URSS et la Chine (qui, à l'époque, était la Chine « nationaliste »). Le projet d'organisation mis sur pied à Dumbarton Oaks comportait notamment la création du *Conseil de Sécurité,* de la *Cour internationale de justice* et du *Conseil économique et social.* Il a servi de base à la *Charte des Nations Unies,* établie par la conférence de San Francisco (25 avril-26 juin 1945). La date officielle de naissance de l'ONU est le 24 octobre 1945 ; le quartier général de l'ONU est situé à New York ; tout pays désireux d'être membre de l'ONU doit être admis par l'Assemblée générale de l'ONU sur recommandation du Conseil de Sécurité. Au 1er janvier 1980, l'ONU comptait 151 pays membres. Les langues officielles sont (par ordre alphabétique) : l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français et le russe ; les séances de travail ont lieu en français et/ou en anglais.

— Les principaux organes de l'ONU sont les suivants.

1 – *L'Assemblée générale* groupe tous les membres des Nations Unies dont chacun est représenté par cinq délégués, chaque État disposant d'une voix. L'Assemblée se réunit une fois par an (de septembre à décembre) ou lors de sessions spéciales, sur convocation par le secrétaire général. Elle élit un président à chaque session et, sur proposition du Conseil de Sécurité, un *Secrétaire général,* nommé pour 5 ans et rééligible. Ce personnage, qui est la plus haute personnalité de l'ONU, est chargé de fonctions administratives et politiques. Se sont succédé à ce poste, depuis la création de l'ONU : Trygvye Lie (Norvégien, de 1946 à 1952), Dag Hammarskjold (Norvégien, de 1953 à 1961), U Thant (Birman, de 1961 à 1971) et Kurt Waldheim (Autrichien, de 1972 à 1977), réélu en 1977.

2 – *Le Conseil de Sécurité* comprend quinze membres, dont cinq (les États-Unis, l'URSS, la France, le Royaume-Uni et la Chine) sont des membres permanents, et dix autres non permanents, élus pour deux ans à la majorité des deux tiers de l'Assemblée générale. C'est du Conseil de Sécurité que dépendent les problèmes fondamentaux de la paix et de la sécurité collective ; il fonctionne en permanence. La majorité requise au Conseil est de neuf voix (sur quinze), comprenant obligatoirement les voix des 5 membres permanents dont chacun peut paralyser le Conseil en exerçant un *droit de veto* (l'abstention et/ou l'absence ne sont pas un *veto*).

3 – *Le Conseil économique et social,* la *Cour internationale de Justice,* le *Secrétariat des Nations Unies* (dont le rôle administratif pour l'ensemble de l'organisation est fondamental), et des commissions relatives au commerce, au développement, aux personnes déplacées fonctionnent aussi sous le contrôle de l'Assemblée, qui en choisit les membres.

— A côté de ces organismes fondamentaux, il existe des organisations spécialisées dont les principales sont énumérées dans le tableau page suivante.

Dénomination (dénomination en anglais)	Sigle (sigle anglais)	Année de[1] création et siège	But
Association internationale de développement. *(International Development Association).*	**AID** *(IDA)*	1950 Washington	Crédit de développement (50 ans, sans intérêt) à certains États.
Agence internationale de l'énergie atomique. *(International Atomic Energy Agency).*	**AIEA** *(IAEA)*	1956 Vienne	Contrôle de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique.
Banque internationale pour la reconstruction et le développement. *(International Bank for Reconstruction and Development) : Banque mondiale.*	**BIRD** *(IBRD)*	1946 Washington	Financement du développement économique.
Fonds monétaire international. *(International Monetary Fund).*	**FMI** *(IMF)*	1945[2] Washington	Organisation et contrôle des échanges monétaires internationaux.
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture. *(Food and Agriculture Organization).*	**OAA** *(FAO)*	1945[3] Rome	Assistance internationale pour le développement de l'agriculture.
Organisation de l'aviation civile internationale. *(International Civil Aviation Organization).*	**OACI** *(ICAO)*	1945 Montréal	Normalisation des transports aériens internationaux.
Organisation internationale du travail*. *(International Labour Organization).*	**OIT** *(ILO)*	1946[4] Genève	
Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime. *(Intergovernmental Maritime Consultative Organization).*	**OICM** *(IMCO)*	1945 Londres	
Organisation météorologique mondiale*. *(World Meteorological Organization).*	**OMM** *(WMO)*	1951[5] Genève	Coopération météorologique internationale.
Organisation mondiale de la santé. *(World Health Organization).*	**OMS** *(WHO)*	1946 Genève	Coopération médicale internationale.
Union internationale des télécommunications*. *(International Telecommunication Union).*	**UIT** *(ITU)*	1947[6] Genève	Réglementation et normalisation des télécommunications.
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. *(United Nation Educational, Scientific and Cultured Organization).*	***UNESCO***	1946 Paris	
Union postale universelle*. *(Universal Postal Union).*	***UPU***	1946[7] Berne	

(1) Certaines organisations préexistaient à la création de l'ONU ; elles ont été ultérieurement homologuées. Ces organisations sont signalées par un astérisque (*), la date de création doit être interprétée comme une date d'homologation.
(2) Homologué par l'ONU en 1947.
(3) Créée à la Conférence de *Hot Springs,* en 1943.
(4) Créée en 1919, dans le cadre de la SDN.
(5) Créée en 1873.
(6) Créée en 1865.
(7) Créée en 1873.

● *Le Conseil de l'Europe* siège au Palais de l'Europe, à Strasbourg ; il réunit 21 États membres (dont 10 États fondateurs : Belgique, Danemark, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède), dont, notamment, la RFA, la Turquie, Chypre et Malte. Aucune démocratie populaire n'en fait partie : comme pour les autres organismes européens, seuls sont concernés les États occidentaux. Le Conseil fonctionne avec un *Comité des ministres* des différents États et une *Assemblée parlementaire* formée de 170 représentants des diverses assemblées nationales. Le Conseil favorise la coopération entre les États.

● *La CECA* siège à Bruxelles ; elle a été promue par Robert Schuman (Plan Schuman, mai 1950) et instituée par le *traité de Paris.* Créée pour favoriser l'industrie du charbon et de l'acier entre les pays européens (France, RFA, Bénélux), ce qui implique notamment l'abolition des droits de douanes pour le charbon, le minerai de fer, la ferraille, les aciers, ses instances administratives ont fusionné, en 1967, avec celles de la CEE.

● *La CEE ou « Marché commun »* a été instituée par le *traité de Rome,* signé, en 1957, par la France, la RFA, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg (ces trois États groupés en Bénélux). *L'Europe des Six* ainsi formée s'est augmentée du Danemark, du Royaume-Uni et de l'Irlande qui ont adhéré au traité de Rome en 1972 (avec entrée en vigueur de l'accord le 1er janvier 1973), puis de la Grèce (1981). Le but poursuivi par la CEE est l'établissement d'une vaste union douanière européenne (abolition progressive des droits de douanes), permettant l'expansion industrielle, le libre-échange des produits agricoles (« Europe verte »), la mise en place d'une politique économique commune.

● *La Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA) ou Euratom* a été créée par le *traité de Rome* (1957). Elle tend à promouvoir l'utilisation pacifique de l'énergie atomique à l'intérieur de la CEE.

● *Les institutions communes* aux communautés européennes sont brièvement résumées ci-après.

— La *Commission des Communautés européennes* est la gardienne des traités et l'arbitre de nombreuses négociations entre les Dix. Son pouvoir de décision est faible.

— Le *Parlement européen* a d'abord été composé de membres désignés par les Parlements nationaux (jusqu'en 1979). Il est maintenant constitué au suffrage universel. Les premières élections ont eu lieu en juin 1979 dans les neuf pays membres (la Grèce ne faisait pas encore partie de la CEE) ; les 410 députés, représentant environ 190 millions d'Européens, sont ainsi répartis : 44 communistes, 112 socialistes, 108 démocrates-chrétiens, 64 conservateurs, 22 démocrates européens de progrès, 40 libéraux et 20 non-inscrits. Son actuel président (en 1985) est le Français Pierre Pflimlin ; le Parlement siège à Strasbourg.

— Le *Conseil des ministres* regroupe les représentants des pays membres de la CEE, la présidence étant attribuée à tour de rôle à chaque État pendant six mois.

Voir p. 163 quelques précisions sur les principaux problèmes qui se sont posés à la CEE.

● *L'OECD (Organization for Economic Cooperation and Development.* Organisation pour la Coopération économique et le Développement) a été créée le 30 septembre 1961 en remplacement de l'Organisation européenne de Coopération économique (OECE) créée à l'occasion de l'aide économique apportée par les États-Unis à l'Europe après la Seconde Guerre mondiale par l'intermédiaire de ce qu'on avait appelé le *plan Marshall.* Les membres de l'OECD appartiennent au bloc occidental (Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, France, Grèce, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Portugal, Pays-Bas, République d'Irlande, Espagne, Suède, Suisse, Turquie, Royaume-Unie et États-Unis).

● *L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord* (OTAN, en anglais *North Atlantic Treaty Organization,* NATO). C'est un traité d'alliance militaire défensive signé le 4 avril 1949 et entré en vigueur le 24 août 1949 ; il groupe autour des États-Unis la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, le Royaume-Uni, la Grèce, la Turquie (depuis 1951 seulement) et la République fédérale d'Allemagne (octobre 1954) ; la France a quitté l'organisation militaire de l'alliance en 1966 (conformément à l'article 13 du traité qui prévoyait qu'après vingt ans, tous les pays membres du NATO pouvaient dénoncer cet accord avec un préavis d'un an), mais elle reste membre de l'alliance politique. L'organe principal du NATO est un comité militaire composé des chefs d'état-major des pays représentés au NATO ; en décembre 1950, il a été convenu que la défense de l'Europe occidentale serait entièrement groupée sous la direction d'un Quartier général des Forces alliées en Europe (*Supreme Headquarters Allied Powers Europe,* SHAPE).

La Communauté économique européenne (CEE).

(Voir la chronologie p. 163).

C'est après la guerre de 1914-1918 que des hommes politiques comme Édouard Herriot ou Aristide Briand ont lancé l'idée d'une union des États européens qui mettrait fin aux dissensions et aux guerres européennes. Cette idée a été longtemps considérée comme une généreuse et naïve utopie et elle n'a pris corps qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Encore faut-il préciser que l'« idée européenne » n'a pas été la même chez tous. L'aspiration idéaliste aux « États-Unis d'Europe » n'a rien de commun avec les ententes économiques internationales, et il a été facile d'opposer l'« Europe des patries » à l'« Europe des entreprises », l'« Europe des ententes » à une Fédération européenne, etc. En fait, il ne faut pas se faire trop d'illusions. Les États européens, dont les langues, les histoires, les religions, les cultures, les modes de vie diffèrent depuis une quinzaine de siècles, sinon davantage, ne sont pas près de se fondre en une unité supranationale, à l'image des États-Unis. Tout ce qui a pu être réalisé, jusqu'à ce jour, c'est une union économique et quelques règles de normalisation ou quelques démarches communes en face de problèmes communs (santé, police). Sur tous les autres plans, les intérêts divergent souvent, et les conflits sont latents.

A l'heure actuelle, trois institutions tendent à unir les États européens ; la plus importante est la *Communauté économique européenne,* instituée par le *traité de Rome* (signé le 26 mars 1957 ; entrée en vigueur : 1er janvier 1958). Il s'y adjoint le *Conseil de l'Europe* (créé le 5 mai 1949) et la *Communauté européenne du charbon et de l'acier* ou CECA (instituée par le *traité de Paris,* signé le 18 avril 1951).

ANNEXE "HISTOIRE DE L'EUROPE"

Les chronologies qui suivent complètent les analyses du texte ; elles s'arrêtent, en général, entre 1970 et 1980. Les événements les plus récents (1980-1984) n'ont pas été mentionnés, car ils sont — la plupart du temps — étudiés dans les monographies qui concernent les différents États.

L'ÉCOSSE ET L'IRLANDE

CHRONOLOGIE DE L'ÉCOSSE.

avant le IVe s. apr. J.-C. — Les Pictes, les Angles, les Bretons : voir p. 1.

début du IVe s. — Invasion des Scots.

563 — Saint COLUMBA.

685 — Invasion de la **Northumbrie** par les Angles.

820-835 — Installation des Normands aux îles **Hébrides.**

843 — Unification de l'Écosse : KENNETH MACALPIN (royaume d'**Alba**), 844-858.

921-942 — CONSTANTIN III, roi d'Écosse, conclut une alliance avec les Anglo-Saxons.

943-954 — MALCOLM Ier.

971-995 — KENNETH II.

1005-1034 — MALCOLM II (bat les Northumbriens à **Carham** en 1016).

1034 — DUNCAN Ier, petit-fils de MALCOLM II, fondateur du royaume d'Écosse.

1040-1057 — MACBETH, général usurpateur.

1057-1093 — MALCOLM III, époux de MARGARET (sainte Marguerite) ; anglicisation et féodalisation de l'Écosse.

1097-1107 — Règne d'EDGAR, second fils de MALCOLM III.

1107-1124 — ALEXANDRE Ier (frère d'EDGAR).

1124-1153 — DAVID Ier (vaincu par les Anglais à la bataille de l'Étendard en 1138).

1153-1165 — MALCOLM IV.

1165-1214 — GUILLAUME LE LION, adversaire de HENRY II d'Angleterre qui le bat à **Alnwick** (1174).

1214-1249 — ALEXANDRE II.

1249-1286 — ALEXANDRE III. A sa mort : troubles successoraux.

1292-1296 — JOHN BALLIOL, mis sur le trône par le roi d'Angleterre ÉDOUARD Ier, contre lequel il se soulève et qui l'oblige à abdiquer.

1297 — Réaction nationale contre les Anglais, dirigée par WILLIAM WALLACE (bataille de **Stirling,** 1297), qui est finalement battu par ÉDOUARD Ier à **Falkirk** (1298) et exécuté en 1305.

1306-1329 — ROBERT BRUCE, vainqueur des Anglais à **Bannockburn,** le 24 juin 1314 (traité de **Northampton** en 1328).

1329-1371 — DAVID BRUCE, allié à la France, adversaire d'ÉDOUARD III d'Angleterre.

1371-1390 — ROBERT II STUART, neveu de DAVID BRUCE (premier roi de la famille STUART).

1390-1406 — ROBERT III STUART.

1406-1437 — JACQUES Ier STUART, adversaire d'HENRY IV d'Angleterre, captif de 1406 à 1424 ; l'Écosse est administrée par le duc d'ALBANY jusqu'en 1420, puis par son fils MURDAC jusqu'en 1424.

1437-1460 — JACQUES II STUART.

1460-1488 — JACQUES III STUART (en conflit avec la noblesse).

1488-1513 — JACQUES IV STUART, allié à la France ; il envahit l'Angleterre et meurt à la bataille de **Flodden** (septembre 1513).

1513-1542 — JACQUES V STUART ; régence de MARGARET TUDOR et d'ALEXANDRE d'ALBANY. JACQUES V, tué par les Anglais à la bataille de **Solway Moss** en 1542 ; JOHN KNOX.

1542-1567 — MARIE STUART. JOHN KNOX..

1567-1625 — JACQUES VI, fils de MARIE STUART, succède à ÉLISABETH Ire sur le trône d'Angleterre en 1603.

1625-1649 — CHARLES Ier, roi d'Écosse et d'Angleterre (alliance des parlements anglais et écossais en 1643).

1650-1651 — Invasion de l'Écosse par CROMWELL (batailles de **Dunbar** et de **Worcester**).

1652 — L'Écosse dans le *Commonwealth.*

1679 — Révolte écossaise écrasée à **Bothwell Bridge,** sous le règne de CHARLES II (1630-1685).

1633-1701 — JACQUES II d'Angleterre, roi d'Écosse et d'Irlande en 1685.

1707 — Acte d'union de l'Écosse et de l'Angleterre sous le règne de la reine ANNE (1702-1714), reine de Grande-Bretagne et d'Irlande.

CHRONOLOGIE DE L'IRLANDE.

Des origines au Home Rule.

IVe s. av. J.-C. — Premières migrations celtiques vers l'Irlande. Les Gaëls forment une centaine de petits royaumes. Les immigrants celtes répandent la culture de la Tène.

IIe s. apr. J.-C. — Les rois de **Connacht** occupent **Visuech** dans le royaume de l'**Ulster.**

IIIe s. — Ils occupent la vallée de la **Boyne.**

250-300 — Règne du roi CORMAC. Les Rois de l'**Ulster** protègent leur royaume contre **Connaught** par un mur bâti à l'exemple du mur d'Hadrien en Bretagne (Angleterre).

vers 300 — La dynastie de **Connacht-Tara** annexe la majeure partie de l'**Ulster.**

IVe s. — Avènement de la dynastie du clan EOGHANACHT dans le royaume de **Munster.**

début du Ve s. — Apogée de la dynastie des **Connaught-Tara (NIALL).** Les fils de NIALL conquièrent l'Ouest de l'**Ulster.**

vers 432 — Saint PATRICK.

795 — Premières incursions des Normands : ils constituent deux petits royaumes côtiers (**Dublin,** île de **Man**) qui subsistent jusqu'au début du XIIe s.

840 — Invasion massive des Normands.

841-846 — MAELSECHNAIL Ier, haut-roi d'Irlande, après avoir capturé THORGEST, le chef normand, en 845.

862-879 — AED FINNLIATH, haut-roi d'Irlande.

964-976 — MATHGAMAIN, roi de **Munster.**

976-978 — MAEL MUAID, roi de **Munster.**

978-1014 — BRIAN BORU frère de MATHGAMAIN, roi de **Munster,** puis haut-roi d'Irlande (1002) ; vainqueur des Normands à Cloutart (1014).

1014-1022 — MAELSECHNAIL II, haut-roi d'Irlande.

1073-1086 — Règne de TOIRDELBACH, petit-fils de BRIAN.

1086-1114 — Règne de MUIRCHEARTACH, son fils.

1103 — MAGNUS de Norvège débarque sur les côtes de l'**Ulster** où il est tué.

1156-1160 — MUIRCHEARTACH O'LOCHLAINN, roi de **Connaught,** bâtit en 1129 le premier château d'Irlande, à **Athlone.**

1156-1160 — MUIRCHEARTACH O'LOCHAINN, roi d'**Ailech.**

1166-1175 — RUAIDRI O'CONCHUBAIR, roi de **Connaught.**

1158 — Le pape ADRIEN IV donne à HENRY II d'Angleterre l'investiture de l'Irlande.

1170 — Les Normands d'Angleterre débarquent en Irlande, conduits par RICHARD DE PEMBROKE.

1171 — HENRY II débarque en Irlande. Il prend **Dublin.** Soumission des Irlandais.

1175 — Traité de **Windsor** : HENRY reconnaît RORY O'CONNOR (ou RODERIC) comme roi de **Connaught,** sous sa suzeraineté.

1260 — BRIAN O'NEILL, élu roi d'Irlande, crée une confédération gaélique, mais il est battu à **Downpatrick.**

1295-1307 — JOHN WOGAN, vice-roi d'Irlande, il convoque en 1289 un parlement rassemblant les chevaliers, le clergé et les représentants des comtés.

1315 — EDWARD BRUCE, à l'instigation de son frère ROBERT, roi d'Écosse, débarque en Irlande pour conquérir le trône que lui offrent les chefs irlandais. Il bat RICHARD d'Ulster.

1316 — Il est couronné roi d'Irlande ; ROGER MORTIMER, vice-roi.

1318 — EDWARD BRUCE est battu par JOHN DE BIRMINGHAM et tué à la bataille de **Faughart.**

1333 — WILLIAM, duc d'**Ulster,** est assassiné. Les O'NEILL deviennent prépondérants en **Ulster, Antrim** et **Down** où ils fondent l'État de **Claudeboy.**

1361-1367 — LIONEL, duc de Clarence, vice-roi d'Irlande pour 6 ans.

1380 — EDMUND MORTIMER, époux de la fille de LIONEL, devient vice-roi.

1394-1395 — RICHARD II en Irlande. Il soumet le pays.

1398-1399 — Soulèvement de l'Irlande, ROBERT MORTIMER, vice-roi est battu.

1399-1425 — EDMUND MORTIMER, nouveau vice-roi, essaie d'unir Celtes et Anglais.

1459 — RICHARD D'YORK se réfugie en Irlande, chassé par les Tudor.

1460 — L'Irlande proclame son autonomie.

1468 — THOMAS DE KILDARE règne comme représentant du roi d'Angleterre.

1483-1497 — Les Irlandais soutiennent les « yorkistes » et les prétendants PERKIN WARBECK et LAMBERT SIMNEL au trône d'Angleterre (conspiration contre Henri VII).

1499 — HENRI VII fait décapiter PERKIN WARBECK.

1569-1573 — Répression des révoltes de **Munster.**

1579-1583 — Nouvelle révolte de **Munster.**

1594-1603 — Révolte de l'**Ulster.**

1598 — Les Irlandais écrasent les Anglais à **Yellow-Ford.**

1598-1602 — Les Irlandais obtiennent l'aide du pape Clément VII et de Philippe III d'Espagne.

1603 — Défaite des hispano-irlandais.

1604-1614 — CHICHESTER, lord lieutenant d'Irlande.

1633-1640 — THOMAS WENTWORTH, vice-roi.

1648 — L'armée de CROMWELL ravage **Waseford.** Confédération catholique formée à **Kilkenny.**

1649 — Sac de **Drogheda** par CROMWELL.

1662 — *Act of Settlement :* les protestants loyalistes peuvent récupérer leurs terres (perdues lors de la guerre civile britannique : voir p. 133).

1689 — Révolte de l'Irlande ; JACQUES II (roi catholique) prend **Dublin.**

1690 — Défaite de JACQUES II et des Irlandais à la bataille de la **Boyne,** devant GUILLAUME III, devenu roi d'Angleterre en 1689.

1691 — Les insurgés capitulent à **Limerick.**

1695-1705 — Séries de mesures législatives et pénales, assumant la suprématie des protestants et l'élimination politique et économique des catholiques irlandais.

1720 — Acte autorisant le Parlement britannique à légiférer pour l'Irlande *(Declaratory Act).*

1782 — Annulation du *Declaratory Act ;* dispositions constitutionnelles donnant le droit de légiférer au Parlement irlandais.

1793 — Accession des catholiques aux charges civiles.

1795 — Création du séminaire de **Maynooth** (formation du clergé catholique).

1796-1798 — Échec de tentatives de débarquement françaises.

1798 — Révolte des autonomistes irlandais.

1800 — PITT fait voter l'*Acte d'union,* qui fait de l'Irlande une province britannique (et non plus une nation).

1815 — Agitation sous O'CONNELL.

1829 — Émancipation des catholiques.

1846-1848 — Famine en Irlande. Émigration massive.

1858 — Constitution du mouvement *Fenian* (fraternité républicaine) à New York ; le mouvement s'étend en Irlande.

1867 — Attentats *fenians* à **Manchester** et à **Londres.**

1869 — GLADSTONE fait voter la séparation de l'Église et de l'État en Irlande.

1870 — Extension à toute l'Irlande du statut agraire de l'**Ulster** (indemnité pour les tenanciers évincés par les *landfords*).

1875 — PARNELL, député aux Communes : obstruction systématique à la Chambre des Communes, qui attire l'attention de l'opinion publique sur les problèmes irlandais.

1882 — **6 mai** : Attentat de *Phoenix Park* (à **Dublin**) : le secrétaire d'État de l'Irlande est assassiné.

1886 — GLADSTONE propose le *bill du Home Rule* (autonomie de l'Irlande) ; il échoue et démissionne. Pendant 20 ans, la coalition unioniste (protestante et conservatrice) repoussera toute proposition tendant à l'indépendance de l'Irlande.

1912 — Les radicaux (ASQUITH) font voter le *Home Rule* (définitivement adopté en 1914). Les unionistes de l'**Ulster** s'agitent et créent une force de défense l'*Ulster Volunteer Force.*

1916 — **21 avril** : Révolte des autonomistes, qui créent un gouvernement républicain provisoire. Le mouvement échoue, après quelques jours d'émeutes.

1918 — **décembre** : Triomphe du mouvement nationaliste *Sinn Fein* aux élections.

1919-1920 — Guerre civile en Irlande. Création de l'IRA *(Irish Republican Army)* pour lutter contre les Britanniques.

1920 — *Ireland Act,* divisant l'Irlande en deux territoires autonomes : l'**Ulster** et l'**Irlande du Sud.**

La république d'Irlande.

Constitution.

La constitution a été approuvée par le Parlement le 14 juin 1937, confirmée par le plébiscite du 1er juillet 1937. Elle est entrée en vigueur le 29 décembre 1937 et amendée en 1972.

L'*Oireachtas,* ou Parlement National comprend :

— Le président de la République *(Uachtarannah Eireann),* élu pour sept ans au suffrage universel direct.

— Deux chambres :

— Le *Dail Eireann* (Chambre des Députés), dont les 144 membres sont élus au suffrage universel (système de la représentation proportionnelle) ;

— Le *Seanad Eireann* (Sénat), comprenant 60 membres dont il sont nommés par le Premier Ministre, 6 élus par les universités et 43 élus sur 5 listes de candidats représentant divers services et intérêts publics, par un collège électoral de 500 membres (*Dail,* Sénat, circonscriptions électorales et conseils généraux).

Chronologie

1919 — Constitution du *Dail Eireann* **(janvier).**

1921 — Indépendance de l'Eire **(6 décembre),** ratifiée par le Parlement anglais le **16 décembre** et le Parlement irlandais convoqué par ARTHUR GRIFFITH, le **15 janvier 1922.** L'Irlande devient un dominion.

1922 — **16 juin** : élections, échec des républicains (DE VALERA). **28 juin** : les républicains retiennent le chef d'état-major adjoint de l'armée irlandaise comme otage. Guerre civile. DE VALERA à la tête des insurgés. Mort du président GRIFFITH, le **12 août,** **COLLINS,** chef du gouvernement ; il est tué dans une embuscade le **22.**

9 septembre : élection de COSGRAVE, premier président de l'État libre d'Irlande.
6 décembre : ratification de la constitution par le *Dail*, à **Westminster.**
1923 — **mai** : DE VALERA demande aux républicains de déposer les armes. Les députés républicains refuseront de siéger au *Dail* jusqu'en 1927.
Septembre : l'Irlande envoie des représentants au conseil de la Société des Nations.
1927 — Les républicains siègent au *Dail*; échec relatif de COSGRAVE. Assassinat du vice-président du Conseil exécutif KEVIN O'HIGGINS.
1932 — **février** : élections. DE VALERA remplace COSGRAVE à la suite de la victoire électorale du *Fianna Fáil.*
1937 — **14 juin** : nouvelle constitution. L'Irlande prend officiellement le nom d'Eire et cesse d'être un dominion.
1938 — **25 avril** : accord anglo-irlandais sur les bases navales. DE VALERA conserve le pouvoir aux élections du 17 juin 1937.
1939 — **16 avril** : DE VALERA proclame la neutralité de l'Irlande en cas de conflit.
1943 — DE VALERA, réélu Premier Ministre en juillet. Il insiste sur la neutralité de l'Irlande (novembre).
1944 — **9 juin** : réélection de DE VALERA.
1949 — **17 avril** : proclamation de la république d'Irlande par le gouvernement de JOHN A. COSTELLO, vainqueur du *Fianna Fáil* aux élections de 1948.
1951 — Retour au pouvoir de DE VALERA.
1954 — DE VALERA dissout le *Dail* en avril. COSTELLO, Premier ministre après les élections du 2 juin.
1959 — DE VALERA Président de la République après les élections de 1958.
1959-1966 — S.F. LEMASS Premier ministre.
1966-1969 — Ministère JACK LYNCH *(Fianna Fáil).*
1969 — Victoire surprise du parti gouvernemental *(Fianna Fáil)*; JACK LYNCH reste Premier ministre.
1969-1970 — Difficultés avec le parti nationaliste *(Sinn Fein)*, qui réclame l'union des deux Irlandes.
1970-1972 - Perturbations politiques, dues aux répercussions de la guerre civile en Irlande du Nord.
1972 — Abaissement de la majorité électorale à 18 ans; abolition du statut spécial de l'Église catholique.
1973 — **1er janvier** : entrée de l'Irlande dans la CEE. Élections générales anticipées : défaite du *Fianna Fáil*; succès de l'opposition (coalition du *Fine Gael*, des libéraux et travaillistes). WILLIAM COSGRAVE nouveau Premier ministre.
1973 — **30 mai** : Élections présidentielles : ERSKINE CHILDERS succède à DE VALERA (qui mourra en 1975).
1974 — **3 décembre** : CEARBHALL O'DULAGH succède à ERSKINE CHILDERS (mort le **17 novembre**).
1976 — **novembre** : PATRICK HILLERY succède, comme Président de la République, à CEARBHALL O'BALAIGH, démissionnaire.
1977 — **juin** : succès électoral du *Fianna Fáil*; JACK LYNCH Premier ministre.
1979 — **décembre** : démission de JACK LYNCH, CHARLES HAUGHLEY lui succède à la tête du parti et du gouvernement.

LE ROYAUME-UNI

HISTOIRE DE L'ANGLETERRE JUSQU'AUX TUDORS.

Les dynasties anglo-saxonnes.

Les invasions germaniques (Angles, Jutes, Saxons) ont lieu à partir du Ve siècle; les nouveaux venus se fondent avec les autochtones (Bretons) : l'histoire de l'Angleterre commence au VIIe siècle.

Dans ce qui suit les dates de vie ou de mort sont en *romain*; les dates de règne ou d'avènement en *italique*.

Les rois de Mercie.

PENDA *(632-655).*
Fonde le royaume de **Mercie** (Angles).
ETHELRED *(675-704).*
Victoires sur la **Northumbrie** et le **Kent.**
CEOLRED *(709-716).*
Victoire sur le **Wessex.**
v. 672-735 — Vie de BÈDE LE VÉNÉRABLE, historien et encyclopédiste anglo-saxon.
ETHELBALD *(716-757).*
Principal chef de la confédération des royaumes anglo-saxons.
Il fut le premier à signer *"King of Britain"*.
OFFA *(757-796).*
Rex totius Anglorum patriae (« roi de toute l'Angleterre »). Il fait construire *l'Offa's dyke*, muraille contre les Gallois.
793 — Les Vikings attaquent l'Angleterre (pillage de l'abbaye de **Lindisfarne**).
CENWULF (cousin d'Offa; *796-821*).
CEOLWULF *(821-825).*
Fin de la dynastie mercienne directe; déclin de la **Mercie** et ascension du **Wessex.**

La dynastie ouest-saxonne.

EGBERT (775-839; *802*).
802 — Roi de **Wessex.**
822-823 — Il lutte contre la **Mercie** et devient « roi de toute l'Angleterre » en 829.
ETHELWULF *(839-858).*
850 — Les Danois prennent **Londres** et **Canterbury**, ETHELWULF les bat à **Oacklay** (851).
ETHELBALD *(858-860).*
ETHELBERT *(860-865).*
865 — Nouvelle invasion danoise. Prise d'**York** en 867.
ETHELRED *(866-871).*
Les Danois conquièrent peu à peu l'Angleterre.
ALFRED LE GRAND (849-899; *871-899*).
871-878 — Roi du **Wessex.**
877 — Les Danois menacent le **Wessex**; ils sont battus par ALFRED.
878 — ALFRED bat les Danois à **Edington** et reprend **Londres** en 886. Les Danois s'installent au Nord de la Tamise **(Danelaw)**. Répertoire des lois par ALFRED.
ÉDOUARD L'ANCIEN *(899-924).*
Reconquiert l'**Est-Anglie** et la **Mercie**, refoule les Danois sur la **Humber** (910).
919 — Soumission de la **Northumbrie.**
ATHELSTAN (895-939; *924*).
Reconquiert **York** et la **Northumbrie** (927).
EDMUND (922-946; *939*).
942 — Il conquiert toute la **Mercie** sur les Danois.
EADRED (931-955; *945*).
Met fin à la royauté des Normands et devient seigneur d'**York** et du **Yorkshire.**
EDWY (940-959; *955*).
958 — Révolte des nobles qui choisissent comme roi son frère EDGAR.
EDGAR LE PACIFIQUE (944-975; *959*).
Souverain de toute l'Angleterre. Développement du mouvement monastique.
ÉDOUARD LE MARTYR (963-978; *975*).
Assassiné à l'instigation de sa belle-mère ELFTHRYTH, qui avait soulevé la noblesse contre lui.
ETHELRED II L'INDÉCIS (968-1016); *978*).
Reprise des raids danois en 980.
991 — Invasion danoise. ETHELRED est battu à **Maldon.** Il se réfugie chez RICHARD de Normandie. SWEYN (SVEND LE DANOIS) est reconnu comme roi. Il meurt en 1014; ETHELRED, rétabli, crée le *danegeld* (impôt généralisé pour payer le tribut aux Danois).
EDMOND II CÔTES-DE-FER (981-1017; *1016*).
Reçoit le **Wessex** au traité de **Deerhust**, KNUT LE GRAND, second fils de SVEND, reçoit le reste de l'Angleterre.
CANUTE LE GRAND (995-1035; *1017*).
Roi de toute l'Angleterre à la mort d'EDMOND CÔTES-DE-FER.
HAROLD DIT PIED-DE-LIÈVRE († 1040; *1035*).
1035-1037 — Lutte avec son frère HARDIKNUT pour la possession du trône.
HARDECANUTE *(1040-1042).*
ÉDOUARD LE CONFESSEUR (1000-1066; *1042*).
1051-1052 — Révolte du parti anglo-saxon dirigé par GODWINE comte d'Essex, qui fait épouser sa fille ÉDITH par ÉDOUARD.
HAROLD II GODWINE (1022-1066; *1066*).
S'empare du pouvoir à la mort d'ÉDOUARD LE CONFESSEUR.
1066 — **25 septembre** : il bat les Norvégiens de HAROLD LE SÉVÈRE à **Stamforbridge.**
14 octobre : bataille d'**Hastings**; GUILLAUME DE NORMANDIE bat HAROLD.

L'Angleterre de Guillaume le Conquérant à 1485.

* : fils du précédent.
** : petit-fils du précédent.
Les dates de règne sont indiquées en *italique* après les dates de naissance et de mort.

Maison de Normandie.

GUILLAUME Ier LE CONQUÉRANT (1028-1087; *1066-1087*).
1070 — La conquête de l'Angleterre par les Normands est achevée. GUILLAUME Ier instaurera le système féodal en Angleterre et la *Curia regis* (Conseil du Roi).
1085 — Établissement du *Domesday Book* (cadastre).
*GUILLAUME II LE ROUX (1056-1100; *1087-1100*).
HENRY Ier (1069-1135; *1100-1135*; fils de GUILLAUME LE CONQUÉRANT).
1107 — Concordat de **Westminster** (querelle des investitures).
A la mort d'HENRY Ier, c'est sa fille, la REINE MATHILDE, qui est l'héritière légale de la Couronne. Mais celle-ci revint finalement à ÉTIENNE DE BLOIS, neveu du roi défunt.
ÉTIENNE DE BLOIS (1097-1154; *1135-1154*; neveu de HENRY Ier).
1139 — Guerre civile en Angleterre. Institution de l'Échiquier. L'Échiquier est déjà une institution indépendante de la *Curia Regis* sous HENRY Ier.
1152 — Mariage du futur HENRY II, fils de la REINE MATHILDE, avec ÉLÉONORE D'AQUITAINE, divorcée de LOUIS VII DE FRANCE.

Maison des Plantagenêts.

HENRY II (1133-1189; *1154-1189*; fils de GEOFFOI V PLANTAGENÊT, second époux de MATHILDE) qui possède alors, soit par héritage, soit par son mariage : l'Angleterre, la Normandie, l'Anjou, la Touraine, la Bretagne, l'Aquitaine.
1164 — Constitution de **Clarendon**; contrôle de l'Église par le pouvoir royal; opposition de THOMAS BECKET, archevêque de **Canterbury.**
1170 — Assassinat de THOMAS BECKET.
1171 — Conquête de l'Irlande.
1173-1174 — Révolte des fils de HENRY II.
RICHARD Ier CŒUR-DE-LION (1157-1199; *1189-1199*).
1191 — RICHARD Ier part pour la 3e croisade.
1192 — Il est fait prisonnier en Autriche.
1194 — Libéré, il reconquiert ses fiefs de France.
JEAN SANS TERRE (1167-1216; *1199-1216*; 6e fils de HENRY II).
1202-1205 — Les Anglais perdent successivement la Normandie, le Poitou, la Touraine et l'Anjou.
1214 — Défaite des Anglais à Bouvines.
1215 — **15-19 juin** : octroi de la Grande Charte *(Magna Carta).*
*HENRY III (1207-1272; *1216-1272*).
1258-1265 — Révolte des barons conduits par SIMON DE MONTFORT.
1258 — Provisions d'Oxford : quinze barons contrôleront l'administration du royaume.
1264 — SIMON DE MONTFORT, vainqueur à **Lewes.** Création du Parlement.
1265 — Bataille d'**Evesham**, SIMON DE MONTFORT est vaincu et tué.
*ÉDOUARD Ier (1239-1307; *1272-1307*).
1282-1283 — Conquête du pays de Galles.
1290 — Installation des banquiers italiens, après l'expulsion des juifs.
1296-1297 — Conquête de l'Écosse.
*ÉDOUARD II (1284-1327; *1307-1327*).
1314 — Bataille de **Bannockburn.** L'Écosse retrouve son indépendance.
1327 — Insurrection et assassinat du roi par sa femme ISABELLE et par MORTIMER.
*ÉDOUARD III (1312-1377; *1327-1377*).
1339 — Début de la guerre de Cent ans (voir p. 144).
**RICHARD II (1367-1400; *1377-1399*).
1381 — Révolte paysanne.
1388 — Agitation contre RICHARD II menée par le Parlement.
1399 — Déposition de RICHARD II par HENRY DE LANCASTRE. C'est sous le règne de RICHARD II que le théologien JOHN WYCLIFFE, précurseur de l'anglicanisme, développa ses doctrines.

Maison de Lancastre.

HENRY IV DE LANCASTRE (1366-1413; *1399-1413*; fils de JEAN DE GAND et de BLANCHE DE LANCASTRE).
1409 — Reconquête du pays de Galles.
*HENRY V (1387-1422; *1413-1422*).
1415 — Victoire anglaise sur les Français à Azincourt.
1420 — Traité de **Troyes.** HENRY V devient régent de France.
*HENRY VI (1421-1471; *1422-1461* et *1470-1471*).
1422-1435 — Régence du duc de BEDFORD en France; divisions intérieures.
1428-1429 — Échec des Anglais devant **Orléans.**
1450 — Défaite anglaise à **Formigny**; perte de la **Normandie.**
1453 — Fin de la guerre de Cent Ans. Folie de HENRY VI.
1455 — Début de la guerre des Deux-Roses, entre la maison de Lancastre et la maison d'York.
1460 — Bataille de **Northampton.** Victoire de la maison d'York (Warwick); HENRY VI est dépossédé de la Couronne en 1461.

Maison d'York.

ÉDOUARD IV DE MARCH (1422-1483; *1461-1483* son règne se décompose en *1461-1470/1471-1483*, fils de RICHARD d'YORK).
1471 — Assassinat de HENRY VI.
1475 — Traité de **Picquigny** avec LOUIS XI, qui liquide la guerre de Cent Ans.
*ÉDOUARD V (1470-1483; *1483*).
RICHARD III (1452-1485; *1483-1485*; frère d'ÉDOUARD IV).
1483 — RICHARD III prend le pouvoir et fait assassiner les enfants d'ÉDOUARD IV (dont ÉDOUARD V).
1485 — Bataille de **Bosworth Field** contre HENRY TUDOR. RICHARD III est vaincu et tué. Avènement des Tudors.

Le Pays de Galles (avant l'union avec l'Angleterre).

Ve s. — Conflits entre les *Goidels* et les *Brythonics* venus de l'Est, qui l'emportent.
VIe S. — Christianisation du pays de Galles par les moines de ST GILDAS, dont DEWI, devenu saint DAVID, patron du pays de Galles.
VIIe s. — Les *Merciens* conquièrent **Chester, Shrewsburry** et **Hereford** sur les *Gallois.*
757-796 — OFFA, roi de **Mercie**, fixe définitivement la limite du territoire des *Gallois*, par la muraille reliant l'embouchure de la Clwyd (Clyde) avec le Wye.
844-848 — RHODRI LE GRAND, fondateur des maisons princières de **Gwynedd** et **Deheubarth**, tient en échec les pirates *normands.*
910-950 — HOWEL LE BON, de la branche du Sud **(Deheubarth)** porte le titre de « roi de tous les *Gallois* ». Il réforme le droit (la loi de HOWEL).
1039-1063 — GRUFFUD AP LLYWELYN prend le pouvoir sur tout le pays. Victoires sur les *Merciens.*
1078-1093 — RHYS-AP-TEWDWR domine le Sud du pays grâce à sa victoire à **Mynydd Caru** (1081). A sa mort, les *Normands* occupent tout le Sud du pays.
1081-1137 — GRUFFUD-AP-CYNAN reconstitue le royaume.
1157 — HENRY II d'Angleterre bat les *Gallois.*
1194-1240 — Règne de LLYWELYN-AP-TORWERTH, au **Gwynedd.** Il évince ses rivaux et prend **Molt** aux *Anglais* en 1199, il étend sa domination sur toute les Galles.
1240-1246 — DAVID, fils de LLYWELYN.
1255 — Bataille de **Bryn Derwin** : LLYWELYN-AP-GRUFFUD triomphe de ses frères.
1257 — Il bat HENRY III d'Angleterre et se proclame « Prince de Galles » en 1258.
1267 — Traité de **Montgomery** : il reconnaît la suzeraineté de HENRY III.
1276-1277 — LLYWELYN perd toutes ses possessions, sauf à l'Ouest de **Gruynedd** et son titre, au traité d'**Aberconway.**
1282 — Nouvelle rébellion. Mort de LLYWELYN près de **Builth** (11 décembre).
1283 — Exécution de DAVID, frère de LLYWELYN.
1284 — Statut de **Rhuddlan** : soumission du pays de Galles par ÉDOUARD Ier.
1301 — ÉDOUARD crée la principauté des Galles pour son fils.
1400 — Révolte d'OWEN GLENDOWER, représentant de la dynastie de POWYS. Alliance avec CHARLES VI de France. Après l'échec français à **Woodbury Hill** baisse de l'influence d'OWEN, qui meurt en fuite, en 1416.
1455 -- Début de la guerre des Deux-Roses où les *Gallois* comme OWEN TUDOR (1400-1461) et WILLIAM PEMBROKE (mort en 1469) sont engagés dans le parti des LANCASTRE.
1485 — Bataille de **Bosworth** : HENRY, de la famille galloise des TUDORS, devient roi d'Angleterre.
1536 et 1542 — Acte d'union : les Galles sont incorporées au royaume d'Angleterre.

DE LA REINE ÉLISABETH A LA REINE VICTORIA.

Les souverains britanniques de 1485 à nos jours.

*: fils du précédent.
**: petit-fils du précédent.
Les dates de règne ou d'avènement sont indiquées en *italique.*

Les Tudors.

HENRY VII (1457-1509; *1485*) — Fils d'EDMOND TUDOR et de MARGUERITE BEAUFORT. Épouse ÉLISABETH D'YORK, fille d'ÉDOUARD IV.
HENRY VIII (1491-1547; *1509*) — Épouse :
- **1509,** CATHERINE D'ARAGON (divorce en **1533**);
- **1533,** ANNE BOLEYN (exécutée en **1536**);
- **1536,** JANE SEYMOUR (décédée en **1537**);
- **1540,** ANNE DE CLÈVES (divorce la même année);
- **1540,** CATHERINE HOWARD (exécutée en **1542**);
- **1543,** CATHERINE PARR OF KENDAL (qui épouse THOMAS SEYMOUR en **1547** et meurt en **1548**).

*ÉDOUARD VI (1537-1553; *1547*) — Fils de JANE SEYMOUR. Sans descendance.
JANE GREY (1537-1554; *10-19 juil. 1553*) — Arrière-petite-fille de HENRY VII. Condamnée à mort après la participation de son père à la révolte de WYATT.
MARY LA SANGLANTE (MARY TUDOR, 1516-1558; *1553*) — Fille de HENRY VIII et de CATHERINE D'ARAGON, elle épouse PHILIPPE D'ESPAGNE en **1554.**
ÉLISABETH Ire (1533-1603; *1558*) — Fille de HENRY VIII et d'ANNE BOLEYN. N'a pas été mariée. Eut comme

ministre WILLIAM CECIL (plus tard : Lord BURLEIGH **1520-1598**).

Les Stuarts.

JACQUES Ier (1566-1625 ; *1603*) — Roi d'Écosse, sous le nom de JACQUES VI, de **1567 à 1625.** Il épouse ANNE DE DANEMARK, fille de FRÉDÉRIC II, en **1589.**
*CHARLES Ier (1600-1649 ; *1625*) — Épouse HENRIETTE DE FRANCE, fille d'HENRI IV, en **1625.** Décapité.
*CHARLES II (1630-1685 ; *1649*) ; restauré en *1660* — Épouse CATHERINE DE PORTUGAL, fille de JEAN IV, en **1662.** Sans descendance légitime.
JACQUES II (1633-1701 ; *1685*) — Fils de CHARLES Ier. Épouse :
— **1660,** ANNE HYDE ;
— **1673,** MARIE-BÉATRICE D'ESTE.
*MARY II (1662-1694 ; *1689*) et GUILLAUME III D'ORANGE-NASSAU (1650-1702 ; *1689*) — GUILLAUME D'ORANGE est le petit-fils de CHARLES Ier.
ANNE Ire (1665-1714 ; *1702*) — Seconde fille de JACQUES II. Elle épouse en **1683,** GEORGES DE DANEMARK.

Maison de Hanovre.

GEORGE Ier (1660-1727 ; *1714*) — Électeur de Hanovre de **1698** à **1727.** Épouse, en **1682,** SOPHIE DOROTHÉE DE CELLE, dont il divorce en **1694.** Principal ministre :
— **1721,** Sir ROBERT WALPOLE *(whig).*
GEORGE II (1683-1760 ; *1727*) — Électeur de Hanovre. Épouse CAROLINE DE BRANDEBOURG-ANSBACH en **1705.** Principaux ministres :
— **1727,** Sir ROBERT WALPOLE ;
— **1742,** comte de WILMINGTON *(whig) ;*
— **1743,** HENRY PELHAM *(whig) ;*
— **1754** et **1757,** duc de NEWCASTLE *(whig) ;*
— **1756,** duc de DEVONSHIRE *(whig).*
GEORGE III (1738-1820 ; *1760*) — Électeur de Hanovre, prince de Brunswick-Lunebourg. Épouse, en **1761, CHARLOTTE DE MECKLEMBOURG-STRELITZ. Principaux ministres :
— **1760,** duc de NEWCASTLE ;
— **1762,** comte de BUTE *(tory) ;*
— **1763,** Lord GEORGE GRENVILLE *(whig) ;*
— **1765** et **1782,** marquis de ROCKINGHAM *(whig) ;*
— **1766,** WILLIAM PITT le Vieux, comte de CHATHAM *(whig) ;*
— **1768,** duc de GRAFTON *(whig) ;*
— **1782,** comte de SCHELBURNE *(whig),* en association avec le marquis de ROCKINGHAM ;
— **1783** et **1807,** duc de PORTLAND (cabinet de coalition en **1783,** cabinet *tory* en **1807**) ;
— **1783** et **1804,** WILLIAM PITT le Jeune *(tory) ;*
— **1801,** HENRY ADDINGTON *(tory) ;*
— **1806,** WILLIAM WINDHAM GRENVILLE, fils de Lord GEORGE GRENVILLE *(tory) ;*
— **1809,** SPENCER PERCEVAL *(tory) ;*
— **1812,** comte de LIVERPOOL *(tory).*
*GEORGE IV (1762-1830 ; *1820*) — Régent de **1811** à **1820.** Roi de Hanovre. Épouse :
— **1785,** Mrs. FITZHERBERT ;
— **1795,** CAROLINE, duchesse de BRUNSWICK-WOLFENBÜTTEL.
Principaux ministres :
— **1820,** comte de LIVERPOOL ;
— **1827,** GEORGE CANNING *(tory) ;*
— **1827,** vicomte GODERICH *(tory) ;*
— **1828,** duc de WELLINGTON.
GUILLAUME IV (1765-1837 ; *1830*) — Fils de GEORGE III. Duc de Clarence de **1789** à **1830.** Roi de Hanovre. Épouse en **1818** ADÉLAÏDE DE SAXE-MEININGEN. Sans postérité. Principaux ministres :
— **1830,** comte GREY *(whig) ;*
— **1834,** vicomte MELBOURNE *(whig) ;*
— **1834,** Sir ROBERT PEEL *(tory) ;*
— **1835,** vicomte MELBOURNE.
VICTORIA (1819-1901 ; *1837*) — Petite fille de GEORGE III par ÉDOUARD-AUGUSTE. Impératrice des Indes à partir de **1876.** Épouse, en **1840,** ALBERT DE SAXE-COBOURG-GOTHA. Principaux ministres :
— **1837,** vicomte MELBOURNE ;
— **1841,** Sir ROBERT PEEL *(tory) ;*
— **1846** et **1865,** Lord JOHN RUSSEL (*whig* en **1846,** libéral en **1865**) ;
— **1852-1858** et **1866,** comte de DERBY (*tory* en **1852,** puis conservateur) ;
— **1852,** comte d'ABERDEEN ;
— **1855** et **1859,** vicomte PALMERSTON (libéral) ;
— **1868** et **1874,** BENJAMEN DISRAELI (conservateur) ;
— **1868, 1880, 1886** et **1892,** W.E. GLASTONE (libéral) ;
— **1885** et **1895,** marquis de SALISBURY (conservateur) ;
— **1894,** comte de ROSEBERY (libéral).
*ÉDOUARD VII DE SAXE-COBOURG (1841-1910 ; *1907*) — Empereur des Indes. Épouse ALEXANDRA DE DANEMARK, fille de CHRISTIAN IX, en **1863.** Principaux ministres :
— **1902,** ARTHUR J. BALFOUR (conservateur) ;
— **1905,** Sir HENRY CAMPBELL-BANNERMAN (libéral) ;
— **1908,** HERBERT H. ASQUITH (libéral).

Les Windsors.

*GEORGE V (1865-1936 ; *1910*) — Empereur des Indes. Épouse MARIE DE TECK, en **1893.** Principaux ministres :
— **1910** et **1915,** HERBERT H. ASQUITH ;
— **1916,** D. LLOYD GEORGE (coalition) ;
— **1922,** A. BONNARD LAW (conservateur) ;
— **1923, 1924** et **1935,** STANLEY BALDWIN (conservateur) ;
— **1924, 1929** et **1931,** J. RAMSAY MAC DONALD (*labour* en **1924** et **1929,** *national government* en **1931**).
*ÉDOUARD VIII (1894-1972 ; *1936*) — Abdique en décembre **1936.** Principal ministre :
— **1936,** STANLEY BALDWIN.
GEORGE VI (1895-1952 ; *1936*) — Empereur des Indes jusqu'en **1947 ;**
— Duc d'York de **1920** à **1936.** Épouse ÉLISABETH BOWES-LYON en **1923.** Principaux ministres :
— **1936,** STANLEY BALDWIN ;
— **1937,** NEVILLE CHAMBERLAIN *(national government) ;*
— **1940,** WINSTON S. CHURCHILL (coalition) ;
— **1945,** CLEMENT R. ATTLEE *(labour)*
— **1951,** WINSTON S. CHURCHILL (conservateur) ;
*ÉLISABETH II (née en 1926 ; *1952*) — Duchesse d'Édimbourg **(1947).**
Chef du Commonwealth **(1952).** Épouse en **1947,** PHILIPPE DE GRÈCE, duc d'Édimbourg. Principaux ministres :
— **1952,** WINSTON S. CHURCHILL (conservateur) ;
— **1955,** Sir ANTHONY EDEN (conservateur) ;
— **1957,** HAROLD MACMILLAN (conservateur) ;
— **1963,** Sir ALEC DOUGLAS HOME (conservateur) ;
— **1964,** HAROLD WILSON *(labour) ;*
— **1970,** EDWARD HEATH (conservateur) ;
— **1974,** HAROLD WILSON *(labour) ;* puis JAMES CALLAGHAN *(labour) ;*
— **1978,** MARGARETH THATCHER (conservateur).

Chronologie de l'histoire de l'Angleterre de 1485 à 1837.

En romain : politique intérieure.
En *italique* : politique extérieure.

1485 — Bataille de **Bosworth Field ;** HENRY TUDOR bat RICHARD III et devient HENRY VII.
1492 — Traité d'**Étaples** : *le roi de France CHARLES VIII achète la retraite de HENRY VII qui assiège Boulogne.*
1495-1497 — *Guerre anglo-écossaise.*
1513 — *Les Écossais envahissent l'Angleterre et sont battus à* ***Flodden.***
1515 — Le cardinal WOLSEY, chancelier.
1520 — *Alliance de HENRY VIII avec CHARLES QUINT.*
1527 — Début de l'affaire de divorce de HENRY VIII et de CATHERINE D'ARAGON. Le pape CLÉMENT VII s'y oppose (1529). Disgrâce de WOLSEY ; THOMAS MORE, chancelier.
1531 — THOMAS CROMWELL fait déclarer HENRY VIII protecteur de l'Église anglicane et organise l'autonomie de celle-ci.
1532 — THOMAS MORE démissionne.
1533 — THOMAS CROMWELL, chancelier de l'Échiquier.
1534 — Acte de Suprématie : HENRY TUDOR chef suprême de l'Église d'Angleterre.
1535 — Exécution de THOMAS MORE qui refusait le concept d'une Église nationale ; THOMAS CROMWELL, vicaire général.
1536 — Les *« Dix Articles »* : profession de foi de la nouvelle Église (tendance luthérienne).
1539 — Publication des *« Six Articles »* (tendance catholique).
1540 — Exécution de THOMAS CROMWELL, instigateur du mariage du roi avec ANNE DE CLÈVES.
1542 — *Alliance de HENRY VIII avec CHARLES QUINT, contre FRANÇOIS Ier.*
1543 — Rédaction du *King's Book* (dans le même esprit que les *« Six Articles »*).
1547-1548 — *Guerre anglo-écossaise, devenue, franco-anglo-écossaise de 1548 à 1550.*
1548-1550 — *Guerre franco-anglaise.*
1549 — Acte d'Uniformité. Publication du *Prayer Book* par EDWARD SEYMOUR, lord protecteur.
1553 — Avènement de MARY TUDOR, catholique, qui négocie le retour de l'Angleterre au catholicisme et abroge les lois religieuses de HENRY VIII et d'ÉDOUARD VI en 1555.
1558 — *MARY TUDOR perd* ***Calais,*** *au cours de la guerre entre la France et l'Autriche.*
1559 — *Traités du Cateau-Cambrésis qui confirment la perte de* ***Calais.***
1570 (à partir de) — Développement du mouvement des *Puritains.*
1572 — *Alliance défensive franco-anglaise.*
1585 — *Alliance avec les Provinces Unies.*
1586 — *Alliance avec le roi d'Écosse, JACQUES VI.*
1587 — Exécution de MARIE STUART.
Guerre des corsaires : FRANCIS DRAKE ravage les côtes de l'Espagne.
Sir WALTER RALEIGH, fonde la première colonie anglaise en Amérique (la **Virginie**), après l'exploration en 1587-1591 de l'île de Roanoke sur les côtes de la Caroline du Nord.
1588 — Troubles des Non-Conformistes à Londres.
Anéantissement de l'Invincible Armada espagnole.
1597 — *Les Espagnols écrasent la flotte anglaise aux Açores.*
1600 — *Bataille de Nieuport : défaite des Espagnols par les Anglais alliés aux Hollandais.*
1605 — Conspiration des Poudres (les catholiques écossais, menés par GUY FAWKES, envisageaient de faire sauter les bâtiments du Parlement).
1610-1611 — Conflit entre le Roi JACQUES Ier et le Parlement.
1628 — *Échec de CHARLES Ier dans sa tentative de délivrer* ***La Rochelle.***
1625-1629 — Conflit entre le Roi et le Parlement (trois fois dissous pendant cette période). Jusqu'en 1640 : gouvernement personnel de CHARLES Ier.
1629 — Persécutions contre les opposants politiques et religieux (les *Puritains*) entre 1629 et 1640 (voir ci-dessus).
1637-1640 — « Première » et « seconde » guerre des évêques entre l'armée écossaise et l'armée du Roi, suite à l'intégration de l'église presbytérienne dans l'église anglicane.
1640-1641 — Première session du « Long Parlement ».
1641 — « Grande Remonstrance » (catalogue des doléances du Parlement au roi). Procès et exécution de STRAFFORD, conseiller du roi.
1642 — CHARLES Ier veut emprisonner les chefs du Parlement. Londres se révolte. CHARLES Ier s'enfuit. Début de la guerre civile (août 1642).
1643 — Alliance des Parlements anglais et écossais. Création de l'armée parlementaire d'OLIVIER CROMWELL.
1644 — Bataille de **Marston Moor** entre troupes royales et troupes parlementaires : l'armée de CROMWELL prend York.
1645 — Défaite des troupes royales à **Naseby.**
1646 — Le Roi s'enfuit en Écosse.
1647 — CHARLES Ier est livré au Parlement par les Ecossais. Prise de Londres.
1648 — Le « Parlement Croupion » épuré par CROMWELL fait le procès de CHARLES Ier, exécuté le 30 janvier 1649. Institution de la république ou « Commonwealth ».
1651 — *CHARLES II d'Écosse envahit l'Angleterre. Il est battu à* ***Worcester.***
1652 — *Guerre anglo-hollandaise : bataille de* ***Portland.***
1653 — Dissolution du Parlement Croupion. CROMWELL, lord protecteur. JOHN MILTON, secrétaire de CROMWELL.
1654-1659 — *Guerre avec l'Espagne : l'Angleterre prend la Jamaïque puis* ***Dunkerque*** *à la bataille des* ***Dunes,*** *le 14 juin 1658.*
1658 — Mort d'OLIVIER CROMWELL. Son fils RICHARD lui succède.
1659 — RICHARD CROMWELL abdique après un conflit avec l'armée. Le général MONK rétablit la monarchie.
1660 — CHARLES II à Londres. Il persécute les Puritains (1662).
1662 — « Bill d'Uniformité » rétablissant l'Église anglicane. Opposition du Parlement.
CHARLES II vend ***Dunkerque*** *à la France.*
1665-1666 — Peste et grand incendie de Londres. *Guerre anglo-hollandaise. Réconciliation au traité de* ***Bréda*** *(1667).*
1666 — *Guerre franco-anglaise.*
1670 — *Traité de* ***Douvres*** *entre CHARLES II et LOUIS XIV. Guerre contre la Hollande.*
1672 — *Troisième guerre contre la Hollande. CHARLES II est battu à* ***Sole Bay.***
1673 — *Test Act* : Les Puritains et les Non-Conformistes sont exclus de la politique ainsi que les catholiques.
1676 — Constitution du parti *whig.*
1679 — *Habeas corpus* (protection contre les arrestations arbitraires) voté par le Parlement.
1688 — La naissance de JACQUES-ÉDOUARD créant le danger d'une dynastie catholique durable, *whigs* et *tories* font appel à GUILLAUME D'ORANGE qui débarque en Angleterre. JACQUES II s'enfuit en France.
1689 — « Déclaration des droits » (liberté d'expression, armée non permanente). Couronnement de GUILLAUME III et de MARIE II D'YORK.
1701 — « Acte d'Établissement » pour la succession au trône.
1704 — *Prise de* ***Gibraltar*** *(guerre de Succession d'Espagne) par le duc de MARLBOROUGH.*
1706 — *MARLBOROUGH conquiert la* ***Belgique.***
1713 — *Traité d'****Utrecht*** *: gain de Gibraltar, Minorque, Terre-Neuve, Nouvelle-Écosse, baie d'Hudson.*
1715 — Révolte jacobite : JACQUES-ÉDOUARD se fait proclamer roi (1715-1716). Il est défait en 1746.
1727 — *Les Espagnols attaquent* ***Gibraltar.***
1739 — *Guerre avec l'Espagne.*
1744 — *Guerre contre la France* ***(Fontenoy).***
1745 — Bataille de **Prestonpans** : victoire de CHARLES-ÉDOUARD.
1746 — 2e révolte jacobite. Bataille de **Culloden** : CHARLES-ÉDOUARD est battu.
1756 — Premier ministère PITT (1756-1761).
Alliance avec la Prusse pour la protection du Hanovre. Guerre coloniale de Sept Ans avec la France.
1763 — *Traité de* ***Paris*** *mettant fin à la guerre de Sept Ans. Acquisition de colonies françaises et espagnoles (Canada, Louisiane, Sénégal, Floride).*
1768-1783 — *Guerre d'Indépendance américaine.*
1779 — Les catholiques obtiennent le droit de célébrer le culte.
1783 — Le second PITT Premier ministre.
Traité de ***Versailles*** *: accord sur les possessions françaises et anglaises.*
février 1793 — *L'Angleterre intervient dans la première Coalition.*
1795 — Droit de vote pour les catholiques irlandais, refusé par GEORGE III.
1796 — *L'Espagne déclare la guerre. Sa flotte est détruite à* ***Saint-Vincent*** *par la Grande-Bretagne (1797).*
1798 — *Révolte irlandaise.*
1798 — *Victoire d'****Aboukir*** *(NELSON) ; seconde coalition contre la France.*
1801 — *Fox, chef de l'opposition* whig, *renverse PITT et signe la paix d'****Amiens*** *avec la France (1802).*
1803 — *Blocus des côtes françaises.*
1805-1806 — ***Trafalgar*** (voir p. 44) ; *troisième coalition et quatrième coalition.*
1812-1814 — *Guerre avec les États-Unis pour la conquête du Canada. Les Anglais prennent* ***Washington.***
1814 — *Paix éternelle de Gand : rétablissement du statu quo.*
1815 — ***Waterloo.***
1822-1827 — CANNING, ministre des Affaires étrangères.
Le « splendide isolement » à l'égard de l'Europe. L'Angleterre favorise les mouvements libéraux des petites puissances.

HISTOIRE DU ROYAUME-UNI DEPUIS L'AVÈNEMENT DE LA REINE VICTORIA (1837) JUSQU'À NOS JOURS.

Chronologie des principaux événements.

En romain : politique intérieure.
En *italique* : politique extérieure.

1837 — Avènement de VICTORIA.
1839 — Création de l'Anti-Corn Law Society de RICHARD COBDEN. Agitation chartiste réclamant l'accès des classes « inférieures » à la vie politique par le suffrage universel, la rétribution des parlementaires, etc. : « insurrection » de Newport.
*Occupation d'****Aden*** *en 1839, par la East India Company.*
1840 — *Traité de* ***Londres*** *(contre* ***Méhémet Ali ;*** *signé à l'insu de la France).*
1841 — Chute de MELBOURNE remplacé à la tête du gouvernement par ROBERT PEEL *(tory).* Création du syndicat des mineurs.
Convention des Détroits avec la Turquie (et la France).
1842 — *Traité de Nankin (après la guerre de l'Opium) ; la Grande-Bretagne acquiert Hong-Kong.*
1843 — Troubles en **Irlande.**
Annexion du ***Natal.*** *Conquête du* ***Sind.***
1844 — Entrevue de **Windsor.**
1845-46 — Famine en **Irlande.**
1846 — L'anglican NEWMANN se convertit au catholicisme.
Les Corn Laws sont abolies en 1846.
PEEL est remplacé par JOHN RUSSELL.
1848 — Révolution avortée en **Irlande.** Le parti conservateur choisit DISRAELI comme « leader ».
— *Annexion de l'****Orange.*** *Guerre des Sikhs.*
— *Annexion du* ***Pendjah.***
1849 — Les Actes de navigation sont supprimés en 1849 et 1854.
1851 — Conversion de MANNING, archevêque de Westminster, au catholicisme.
1852 — *Indépendance du* ***Transvaal.***
1853 — *Les flottes française et anglaise aux* ***Dardanelles.***
1854 — *L'Angleterre et la France en guerre avec la Russie (guerre de Crimée). L'Orange devient un État indépendant.*
1855 — PALMERSTON. Premier Ministre (il restera au pouvoir jusqu'en 1865).
1856 — *Guerre contre la* ***Perse.*** *Congrès et traité de* ***Paris*** *(fin de la guerre russe).*
1857 — Crise financière.
Début de la révolte des Cipayes aux Indes.
1858 — Suppression de la Compagnie des Indes.
1858-1860 — *Seconde guerre de l'Opium. Défaite des Cipayes à* ***Gwalior*** *(1858). Prise de* ***Tianjin (T'ien-Tsin)*** *par les Anglais et les Français (1858). Prise de* ***Pékin*** *et « sac du palais d'été » (1860).*
1859 — Création des banques par actions.
1860 — *Traité de commerce franco-anglais.*

1867 — Réforme électorale. Attentats fenians. Conférence de **Lambeth**.
1868 — Premier congrès des trade-unions. Gladstone (libéral) Premier ministre (après un épisode conservateur de quelques mois, avec un ministère Disraeli).
1871 — Les trade-unions sont légalisées.
1874 — Chute de Gladstone. Ministère Disraeli (qui durera jusqu'en 1880).
1875 — L'Angleterre achète les actions du canal de Suez à l'Égypte.
1877 — Le parti libéral est réorganisé. Victoria, impératrice des Indes.
Protocole de Londres sur la Turquie.
1878 — Code du travail pour les femmes et les enfants.
***Chypre** cédée aux Anglais par les Turcs. Congrès de **Berlin**, échec à l'expansion russe.*
1879 — Michael Dawitt fonde la Ligue agraire irlandaise.
1880 — Deuxième grand ministère Gladstone (jusqu'en 1885).
Début de la guerre des Boers.
1881 — Mort de Disraeli (Lord Beaconsfield depuis 1876).
*Défaite des Britanniques devant les Boers à **Majuba Hill**.*
Le passage du Land Act par Gladstone est une victoire pour la Ligue agraire irlandaise, qui est cependant dissoute le 30 octobre 1881 à la suite d'une grève des loyers de la Terre pour protester contre l'arrestation de Parnell.
1882 — *Occupation de l'**Égypte**.*
1883 — Fondation de la société Fabienne.
*Fin du condominium franco-anglais en **Égypte**.*
1884 — Réforme électorale.
1885 — Ministère Salisbury (conservateur).
*Occupation de **Mandalay**, en Birmanie.*
1886 — Ministère Gladstone (échec du Home Rule). Création du parti unioniste.
Ministère Salisbury.
*Création de la colonie anglaise de la **Nigeria**.*
1887 — *Accords anglo-italiens en Méditerranée.*
1889 — Grève des dockers. Procès de Parnell.
1891 — *Convention anglo-italienne sur l'Abyssinie.*
1892 — Ministère Gladstone.
1893 — Premier congrès de l'Independent Labour Party.
1894 — Démission de Gladstone. Ministère Rosebery.
1895 — Ministère Salisbury. Ministère Chamberlain.
*Accords anglo-russes sur le **Pamir**.*
1896 — *Accords franco-anglais sur le Siam.*
1898 — Mort de Gladstone.
*Kitchener et Marchand à **Fachoda**.*
1899 — *Convention franco-anglaise sur le Soudan égyptien. Accords anglo-russes sur la **Chine**. Accords anglo-portugais à **Windsor**. Ultimatum de Kruger à l'Angleterre : début de la « guerre des Boers » en Afrique du Sud.*
1899 — Création de la Fédération générale des Trades-Unions.
1900 — Création du Labour Party.
1901 — Mort de la reine Victoria. Avènement d'Édouard VII.
Établissement du Commonwealth australien.
1902 — Ministère Balfour.
Alliance anglo-japonaise. Fin de la guerre des Boers.
1904 — *Début de l'Entente Cordiale.*
1905 — Ministère Campbell-Bannerman (libéral).
1907 — Entente anglo-russe sur l'Asie. L'Union sud-africaine devient un dominion ainsi que l'Australie et le Canada.
1908 — Ministère Asquith, Lloyd George, chancelier de l'Échiquier.
1909 — Le « budget du peuple » de Lloyd George est repoussé par les Lords.
1910 — Mort d'Édouard VII. Avènement de George V.
*Les colonies d'**Afrique du sud** forment une union.*
1911 — Institution des assurances sociales en Angleterre.
Vote du Parliament Act.
1912 — Vote d'un projet de Home Rule.
1914 — Troubles en **Ulster**. Ajournement du Home Rule.
4 août : *déclaration de guerre aux **empires centraux**.*
1916 — Ministère Lloyd George.
21 avr. : *insurrection de Pâques en Irlande.*
1917 — *L'Angleterre garantit la restitution de l'**Alsace** et de la **Lorraine** à la France.*
1918 — Le droit de vote est accordé aux femmes.
1919 — Guerre civile en **Irlande**. Proclamation de la république.
*Ouverture de la Conférence de la paix. Traité de **Versailles**.*
*Traité anglo-franco-américain. Difficultés coloniales (**Égypte**, Gandhi aux **Indes**, **Perse**).*
1921 — Nouvelle loi de Home Rule. Accord avec les Irlandais. Grève des mineurs.
1922 — Triomphe des conservateurs aux élections.
1923 — Ministère Baldwin.
Accord anglo-américain sur les dettes interalliées.
1924 — Ministère travailliste Mac Donald. Ministère Baldwin.
1926 — *Réunion de la conférence préparatoire du désarmement. Accords franco-anglais sur les dettes intéralliées.*
1er-12 mai 1926 : grève générale.
1929 — Second ministère Mac Donald.
Ultimatum de Gandhi à l'Angleterre.
1930 — *Accord anglo-nippo-américain de **Londres**.*
1931 — Gouvernement d'union nationale de Mac Donald. Abandon de l'étalon-or.
*Conférence impériale. Statut de **Westminster**.*
1932 — *Conférence du désarmement. Abandon du libre-échange. Accord anglo-indien à **Poona**. Réforme constitutionnelle de l'**Inde**.*
1935 — Ministère Baldwin ; A. Eden au Foreign Office.
*Accord franco-anglo-italien de **Stresa**.*
1936 — Mort de George V. Avènement et abdication d'Édouard VIII.
Accord anglo-égyptien.
1937 — George VI monte sur le trône.
Baldwin démissionne. Chamberlain le remplace.
1938 — Lord Halifax au Foreign Office.
*Accords de **Munich**.*
1939 — Conscription en Angleterre. Churchill et Eden entrent dans le Cabinet.
*Déclaration de guerre à l'**Allemagne**. Traité franco-anglo-turc.*
1940 — Churchill remplace Chamberlain, Eden aux Affaires étrangères.
La France et l'Angleterre s'engagent à ne pas signer de paix séparée.
1942 — *Mission Stafford Cripps aux **Indes**. Le Congrès indien réclame l'indépendance totale. Émeutes aux **Indes**. Arrestation des « leaders ».*
1943 — *Les musulmans indiens demandent la formation d'un État indépendant.*
1944 — Grèves des mineurs du **Yorkshire**.
1945 — Victoire travailliste aux élections : Attlee.
*Les Anglais occupent la **Syrie** et le **Liban**. Tension franco-anglaise. Accords franco-anglais sur les États du Levant.*
1946 — *Émeutes à **Bombay**. Évacuation du **Caire** et d'**Alexandrie**. Conférence de Londres sur la **Palestine**.*
1947 — Nationalisation de l'industrie lourde.
*Traité franco-anglais de **Dunkerque**. Conflit entre l'**Inde** et le **Pakistan**. Suppression de la convertibilité de la livre en dollars. Indépendance de l'**Inde**, du **Pakistan** et de la **Birmanie**.*
1948 — Nationalisation des chemins de fer et de l'électricité. *Fin du mandat britannique en **Palestine**. Remise de la **Ruhr** aux Allemands. Assassinat de Gandhi.*
1949 — Stafford Cripps chancelier de l'Échiquier.
Programme d'austérité.
Dévaluation de la livre.
*Traité de l'Atlantique Nord (Otan). Reconnaissance de la **Chine communiste**.*
1950 — Faible succès travailliste (Bevan).
Nationalisation de la sidérurgie.
Refus d'adhésion au pacte charbon-acier.
1951 — Ministère Churchill après le succès des conservateurs aux élections.
*L'Angleterre évacue ses ressortissants d'**Iran**.*
***L'Égypte** dénonce le traité anglo-égyptien.*
1952 — Mort de George VI. Élisabeth II monte sur le trône. Première bombe atomique britannique.
L'Iran rompt ses relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne.
1953 — Dénationalisations.
*Accord anglo-égyptien au **Soudan**.*
1954 — *Évacuation des troupes anglaises d'Égypte.*
1955 — Ministère A. Eden (conservateur).
1956 — *Conflit entre la France et le Royaume-Uni d'une part, l'Égypte de l'autre, au sujet de **Suez**.*
1957 — Ministère Macmillan (conservateur).
1961 — *Candidature au Marché Commun.*
1963 — *Refus de De Gaulle devant l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun.*
Ministère Home (conservateur).
1964 — Succès des travaillistes ; ministère Wilson.
1965 — *Crise avec la **Rhodésie** qui fait sécession.*
1967 — Dévaluation de la livre.
1970 — Élections anticipées ; victoire des conservateurs : ministère Heath qui libéralise l'économie et présente un plan anti-inflation.
1972 — *Adhésion à la Cee. Le Royaume-Uni se retire de l'île de **Malte** (26 mai 1972).*
1974 — Retour des travaillistes au pouvoir, avec Harold Wilson, puis James Callaghan.
1975 — *Référendum sur la Cee : 67 % des votants se prononcent pour le maintien du Royaume-Uni dans le Marché Commun.*
1978 — Victoire des conservateurs aux élections.

Histoire du Parlement britannique.

Avant 1215 — Existence d'un *Regnum Concilium* ou *Curia Regis* ou Commun Conseil du royaume, formé par les pairs (lieutenants en chef) et les ecclésiastiques.
1215 — *Magna Carta* (la Grande Charte), imposée par la noblesse à Jean sans Terre le 19 juin 1215.
1258-1265 — *Provisions d'Oxford* et Parlement de Simon de Montfort. Création de trois parlements assistant les conseillers du roi. Les parlements sont constitués par les représentants des comtés, à raison de deux chevaliers par comté (20 janvier 1265).
1295 — Convocation de la première assemblée : le *Model Parliament* (« parlement modèle »).
1297 — Édouard Ier est forcé de reconnaître la Grande Charte et la *Charte des forêts*.
1322 — Pouvoir constitutionnel accordé au Parlement par le statut de York.
1344 — Séparation des deux chambres :
— La *Chambre des Lords* (seigneurs) formée uniquement par les barons (à peu près 300 membres).
— La *Chambre des Communes* formée par les chevaliers, les représentants des comtés et des bourgs. A la faveur des troubles, ses pouvoirs s'étendent aux décisions financières (à peu près 250 membres).
1376 — En obligeant les pairs à juger des conseillers, la Chambre des Communes crée l'*Impeachment* (mise en accusation).
1376 — Pierre de la Mare.
Apparition du *speaker* de la Chambre des Communes.
1388 — *Parlement sans merci* contre Richard II qui avait voulu rétablir le pouvoir royal.
1430 — Loi de Henry VI : restriction sur l'élection des représentants (40 propriétaires fonciers par comté).
1462 — Le Parlement prend l'habitude d'établir des *bills* ou projets de loi qui, s'ils ont obtenu l'accord des deux Chambres sont promulgués par le roi.
1485 — Sous les Tudors, limitation des pouvoirs du Parlement : c'est le début de la monarchie absolue.
1605 — Conspiration des Poudres contre le Parlement.
1614-1621 — Jacques Ier ne convoque pas le Parlement pendant sept ans.
1621 — Protestation contre le roi et contre l'absolutisme royal.
1628 — *Seconde Grande Charte : Pétition des Droits.*
1629 — Le roi Charles Ier dissout le Parlement et gouverne seul jusqu'en 1640.
1640 — Révolution : deux Parlements :
— *Court Parlement :* le roi convoque le Parlement qu'il dissout trois semaines après.
— *Long Parlement :* nov. 1640-sept. 1641 ; peu après éclate une guerre avec l'Écosse qui oblige Charles Ier à convoquer un nouveau parlement qui siègera jusqu'en 1653 (chef de l'opposition : John Pym).
1642 — Révolte à Londres et guerre civile (les *Cavaliers* partisans du roi, contre l'armée des puritains, les *Têtes Rondes*). Le roi s'enfuit. Condamné à mort en 1649, il est exécuté le 30 janvier.
1649 — Cromwell gouverne jusqu'en 1653 avec le Parlement Croupion *(Rump)*.
1653 — Dissolution du Parlement par Cromwell qui devient Lord Protecteur (16 décembre).
1689 — *Bill des Droits* (13 février) par lequel le roi renonce à son pouvoir d'ordonnance.
1694 — *Acte de Triennalité* sur l'élection des représentants à la Chambre des Communes (tous les trois ans).
1701 — *Acte d'Établissement,* 17 juin 1701, limitant les droits de la Couronne et garantissant les droits et les libertés des sujets.
1707 — *Acte d'union* avec l'Écosse. Apport au Parlement :
— 16 pairs à la Chambre des Lords.
— 45 représentants à la Chambre des Communes.
1715 — *Septennial Act* par lequel la durée d'une législature est portée à sept ans.
1771 — La publication des débats est pleinement assurée.
1801 — Le rattachement de l'Irlande à la Grande-Bretagne introduit 28 pairs à la Chambre des Lords et 100 représentants à la Chambre des Communes.
1832 — Réforme électorale (loi du 4 juin) à la suite des abus dans les élections de la Chambre des Communes. Début du déclin de la Chambre des Lords ; les décisions sont prises par la Chambre des Communes et le gouvernement.
1867 — *Reform Act* pour l'Angleterre.
1868 — *Reform Act* pour l'Écosse et l'Irlande.
1872 — Institution du vote secret.
1884-85 — Réforme électorale élargissant encore le corps électoral.
1906 — Partis conservateur, libéral et travailliste.
1911 — *Parliament Act* du 18 août par lequel :
— les *money bills* ou projets financiers ne dépendent plus que de la Chambre des Communes ;
— la Chambre des Lords obtient un droit de veto de deux ans sur les projets de loi ;
— la législature des Communes est ramenée de sept à cinq ans.
1918 — Suffrage universel pour les hommes.
1928 — Suffrage universel pour les femmes (qui avaient le droit de vote depuis 1918).
1949 — *Parliament Act* du 16 décembre par lequel la durée d'un veto opposé par la Chambre des Lords est ramenée à un an.

L'ALLEMAGNE, L'AUTRICHE ET L'EUROPE CENTRALE

L'ALLEMAGNE, DES CAROLINGIENS A LA GUERRE DE TRENTE ANS.

L'empire franc et le Saint Empire romain germanique.

* : fils du précédent.
La date de l'avènement au trône est indiquée en *italique*.

Les Carolingiens.

Louis le Germanique (804-876 ; *843*), troisième fils de Louis le Pieux, seul fils survivant de Charlemagne — Serment de Strasbourg, avec Charles le Chauve **(842)**. Traité de Verdun **(843)**. Partage de la Lotharingie (traité de Mersen en **870**).
*Carloman (828-880 ; *876*).
Charles III le Gros (839-888 ; *881* fils cadet de Louis le Germanique) — Élu roi de France en **884. Reconstitu**tion théorique de l'Empire carolingien. Déposé en **887**.
Arnoul ou Arnulf (850-899 ; *887* ; fils de Carloman) — Première invasion hongroise en **892** ; empereur d'Occident **(896)**.
*Louis III l'Enfant (893-911 ; *900*) — Paix germano-slave en **901**.
Conrad Ier duc de Franconie († 918 ; *911*) — Élu par les princes allemands à Forchheim le **10 novembre 911**.

Les Saxons (Ottoniens).

Henri Ier l'Oiseleur (876-936 ; *919*) : duc de Saxe — Désigné par Conrad Ier et élu en mai **919**.
*Otton Ier le Grand (912-973 ; *936*) — Sacre à Aix-la-Chapelle **(8 août 936)**. Roi des Lombards à Pavie **(951)**. Bataille de Lechfeld contre les Hongrois **(10 août 955)**. Sacre à Rome en **962**.
Otton Ier est le premier empereur du Saint Empire romain germanique.
*Otton II (955-983 ; *973*) — Défaite du cap Cotrone le **13 juillet 982** devant les Sarrasins.
*Otton III (980-1002 ; *983*) — Fuite à Ravenne **(1001)** devant la révolte romaine.
Henri II le Saint (973-1024 ; *1002*) : arrière-petit-fils de Henri Ier — Sécession de l'Italie **(1002-1014)**. Couronnement impérial **(1014)**. Traité de Strasbourg **(1016)**.

Les Franconiens.

Conrad II le Salique (990-1039 ; *1024*) ; cousin d'Henri III — La Bourgogne dans l'Empire **(1032)**. Expéditions contre les Slaves et les Polonais **(1028-1031)**. Début des difficultés entre la Papauté et le Saint Empire. Féodalité.
*Henri III (1017-1056 ; *1039*).
*Henry IV (1050-1106 ; *1056*) — Querelle des investitures avec le pape Grégoire VII. Absolution de Canossa **(jan. 1077)**.
*Henri V (1086-1125 ; *1106*) — Concordat de Worms, œuvre des princes allemands en lutte contre Henri V, avec le pape Calixte II **(1122)**.
Lothaire II de Supplinbourg (1075-1137 ; *1125* ; élu) — Expéditions en Italie **(1132-1137)** pour soutenir le pape Innocent II.

Les Hohenstaufen.

Conrad III de Hohenstaufen (1093-1152 ; *1138* ; élu) — Lutte entre les Guelfes et les Gibelins. Croisade en Orient **(1147-1148)**.
Frédéric Ier Barberousse (1123-1190 ; *1152* ; neveu de Conrad III) — Lutte du Sacerdoce et de l'Empire **(1154)**. Lutte contre le pape Alexandre III à qui est opposé un antipape, Victor IV. Baiser de paix **(1177)**. Paix de Constance **(1183)**. IIIe Croisade **(1190)**.
*Henri VI le Sévère (1165-1197 ; *1190*) — Victoire de Catane **(1194)** contre Tancrède, roi de Sicile. Après la mort de celui-ci, il se fait couronner roi de Sicile à Palerme. A la diète de Mayence, il fait admettre l'hérédité du titre impérial **(1196)**.
Philippe de Souabe (1177-1208 ; *1198* ; fils de Frédéric Ier) — Nouvelles luttes entre Guelfes et Gibelins.
Otton IV de Brunswick (1182-1218 ; *1209*)
— Guerre civile. Défaite à Bouvines en **1214**, devant les Français. Frédéric II (1194-1250 ; *1220* ; fils

d'HENRI VI) — Élimine OTTON IV en **1214.** Sacré empereur en **1220.** Conflit avec la papauté en **1238** (GRÉGOIRE IX).

Grand Interrègne (1250-1273) — HENRI RASPE (1246) — GUILLAUME DE HOLLANDE (1247) — CONRAD IV (1250) — RICHARD DE CORNOUAILLES (1257) — ALPHONSE DE CASTILLE (1257).

Les Habsbourg.

RODOLPHE Ier DE HABSBOURG (1218-1291 ; *1273*).
ADOLPHE DE NASSAU (1250-1298 ; *1252*). Doit céder la Franche-Comté à la France **(1295).**
ALBERT Ier DE HABSBOURG (1255-1308 ; *1298 ;* fils de RODOLPHE Ier).
HENRI VII DE LUXEMBOURG (1275 ?-1313 ; *1308*). FRÉDÉRIC LE BEAU (1286-1330 ; *1314*). Prisonnier de LOUIS IV de Bavière en **1322.**
LOUIS IV DE BAVIÈRE (1283-1347 ; *1328*).
Le Dauphiné de Viennois à la France **(1344).**
CHARLES IV (1316-1378 ; *1346*).
*VENCESLAS IV (1361-1419 ; *1378*).
RUPERT OU ROBERT DE WITTELSBACH (1352-1410 ; *1400*).
SIGISMOND (1368-1437 ; *1410*) fils de CHARLES IV et frère de VENCESLAS. De *1410 à 1411*, il est élu avec JOST DE MORAVIC qui meurt en **1411** ; il est réélu en *1411*. Conciles de Constance **(1414-1418)** et de Bâle **(1431-1449).** Guerres hussites **(1420-1426).**
ALBERT II (1397-1439 ; *1438 ;* gendre de SIGISMOND).
FRÉDÉRIC III DE STYRIE (1415-1493 ; *1440*).
*MAXIMILIEN Ier (1459-1519 ; *1493*).
CHARLES QUINT (1500-1558 ; *1519*).
FERDINAND Ier (1503-1564 ; *1558 ;* frère de CHARLES QUINT).
*MAXIMILIEN II (1527-1576 ; *1564*).
*RODOLPHE II (1552-1612 ; *1576*).
MATHIAS (1557-1619 ; *1612 ;* frère de RODOLPHE II et fils de MAXIMILIEN II).
FERDINAND II (1578-1637 ; *1619 ;* neveu de MAXIMILIEN II).
*FERDINAND III (1608-1657 ; *1637*).
*LÉOPOLD Ier (1640-1705 ; *1658*).
*JOSEPH Ier (1678-1711 ; *1705*).
CHARLES VI (1685-1740 ; *1711 ;* frère de JOSEPH Ier).
CHARLES VII (1697-1745 ; *1742 ;* électeur de Bavière).
FRANÇOIS Ier DE HABSBOURG-LORRAINE (1708-1765 ; *1745 ;* fils de LÉOPOLD, duc de Lorraine).
*JOSEPH II (1741-1790 ; *1765*).
LÉOPOLD II (1747-1792 ; *1790*, fils de FRANÇOIS Ier).
*FRANÇOIS II (1768-1835 ; *1792*) — Abolition du Saint Empire romain germanique en **1806.**

La guerre de Trente Ans.

Les adversaires. La guerre de Trente Ans a d'abord été une guerre impériale, opposant les princes protestants de l'Empire, dirigés par l'Électeur palatin FRÉDÉRIC V, à l'Empereur catholique FERDINAND II DE HABSBOURG (dit aussi FERDINAND DE STYRIE). Puis les HABSBOURG d'Espagne (PHILIPPE IV) sont entrés dans la guerre aux côtés de l'Empereur. C'est alors que RICHELIEU, qui veut éviter l'union des HABSBOURG d'Espagne et des HABSBOURG d'Autriche, fait entrer la France dans le conflit aux côtés des protestants, et suscite l'intervention du roi de Danemark (CHRISTIAN IV) et du roi de Suède GUSTAVE II ADOLPHE. Après la fin des hostilités en Allemagne, la guerre se poursuivra entre la France et l'Espagne jusqu'en **1659.**

Les chefs militaires. Du côté impérial : le comte de TILLY **(Bavière)** ; WALLENSTEIN (un des rares seigneurs de **Bohême** fidèles à FERDINAND II ; sa fidélité à l'Empereur se transforme peu à peu en trahison, ou en tout cas en « jeu personnel » et l'Empereur le fait assassiner en **février 1634**) ; le comte de FUENTES **(Espagne).** Du côté de l'Union évangélique et de ses alliés : les comtes de MANSFELD et de THURN, GUSTAVE II ADOLPHE; CONDÉ et TURENNE.

Chronologie.

1617 — FERDINAND DE STYRIE élu roi de **Bohême** ; les protestants de Bohême craignent de voir abolir les mesures qui les protègent depuis 1609 (les *« Lettres de majesté »*).
23 mai 1618 — Défenestration de **Prague** : deux lieutenants de l'Empereur MATHIAS sont défenestrés ; les protestants tchèques se soulèvent. C'est le début de la guerre de Trente Ans.
1619 — FERDINAND DE STYRIE empereur sous le nom de FERDINAND II ; les Tchèques le destituent et offrent la Couronne de Bohême à l'Électeur palatin FRÉDÉRIC V. Celui-ci avait créé, en 1608, l'*Union évangélique* qui regroupe les princes protestants d'Allemagne.
8 nov. 1620 — Victoire de TILLY et des impériaux sur les Tchèques, à la **Montagne Blanche.**
1621-1623 — TILLY conquiert le Palatinat ; l'Empereur destitue FRÉDÉRIC V et donne l'électorat au duc de BAVIÈRE (catholique).
1625 — Richelieu occupe la vallée alpestre de **Valteline,** en Italie, pour empêcher la jonction entre Espagnols et Autrichiens. Il pousse le roi de Danemark à entrer en guerre contre l'empereur.
6 mars 1629 — Édit de restitution: les protestants doivent restituer les terres d'Église à l'empereur.
22 mai 1629 — Battu par WALLENSTEIN à **Lutter,** CHRISTIAN DE DANEMARK renonce à intervenir dans le conflit et signe la paix de **Lübeck.**
Juill. 1630 — GUSTAVE II ADOLPHE débarque en **Poméranie.**
Août 1630 — Diète de **Ratisbonne ;** FERDINAND II obligé par ses alliés de renvoyer WALLENSTEIN ; il ne peut faire élire son fils roi des Romains.
1631 — Sac de **Magdebourg** par TILLY. Victoire de GUSTAVE II ADOLPHE sur les Bavarois à **Breitenfeld.**
1632 — GUSTAVE II ADOLPHE vainqueur sur la rivière **Lech** et mort de TILLY.
16 nov. 1632 — Victoire suédoise à **Lützen** sur WALLENSTEIN, rappelé par l'empereur ; mort de GUSTAVE II ADOLPHE.
23 avr. 1633 — Union d'Heilbronn : le chancelier suédois OXENSTIERNA regroupe autour de lui les princes protestants d'Allemagne. Cette union est disloquée en 1634, après la victoire des Impériaux à **Nördlingen.**
Sept. 1634 — Victoire impériale sur les Suédois à **Nördlingen.**
19 mai 1635 — La France, alliée à la Suède, déclare la guerre à l'Espagne. La France est envahie en **Picardie** par les Espagnols et en **Bourgogne** par les Impériaux.
1639 — La France occupe l'**Alsace.**
1640 — Reprise d'**Arras.** Révoltes catalane et portugaise en Espagne (suscitées par RICHELIEU).
1642 — Reconquête par RICHELIEU du **Roussillon** et de **Perpignan.**
19 mai 1643 — Victoire de CONDÉ à **Rocroi** sur les Espagnols de FUENTES.
1645-1648 — TURENNE occupe l'Allemagne du Sud et opère sa jonction avec l'armée suédoise de WRANGEL. Invasion de la **Bavière** et prise de **Prague.**
20 août 1648 — Victoire de CONDÉ à **Lens.**
Oct. 1648 — L'empereur signe la paix (traités de Westphalie).
1655 — Alliance franco-anglaise contre l'Espagne et occupation de la **Jamaïque** par les Britanniques.
14 juin 1658 — Victoire franco-anglaise aux **Dunes** et prise de **Dunkerque.**
1659 — Traité des **Pyrénées** imposé à l'Espagne, qui perd le **Roussillon, l'Artois** une partie de la **Cerdagne** ainsi qu'un certain nombre de places en **Flandre,** en **Hainaut** et en **Luxembourg.** La **Lorraine** est rendue à l'Espagne mais la France conserve un droit de passage. Le traité prévoit en outre le mariage de LOUIS XIV et de l'infante MARIE-THÉRÈSE, fille aînée de PHILIPPE IV.

Les traités de Westphalie (1648)

Mai 1644 — Début des négociations, à **Münster.**
30 janv. 1648 — Paix séparée de **La Haye** entre l'Espagne et les Provinces-Unies.
Mai 1648 — La paix est ratifiée : traité de **Münster.** L'Espagne reconnaît l'indépendance des Provinces-Unies, leur abandonne les boucles de l'**Escaut** et les colonies enlevées aux Portugais **(Brésil néerlandais, Indonésie).**
24 oct. 1648 — Traité de **Münster** entre France et Allemagne. Les Trois-Évêchés, le landgraviat de **Haute-Alsace,** la préfecture de la **Décapole,** le baillage de **Hagueneau,** les villes de **Brisach, Philippsburg** et **Pignerol** à la France avec des droits sur de nombreux territoires de **Basse-Alsace.**
29 oct. 1648 — Traité d'**Osnabrück** entre Suède et Allemagne. La Suède annexe la **Poméranie** occidentale, les évêchés de **Wismar, Brême** et **Verden ;** elle contrôle les estuaires de l'**Oder,** de la **Weser** et de l'**Elbe,** et la **Baltique.** Le roi de Suède devient un prince allemand et siège à **Francfort.** D'autre part, l'électeur de Brandebourg reçoit la **Poméranie orientale,** les évêchés de **Minden, Kamien** et **Halberstadt.** La **Bavière** annexe le **Haut-Palatinat.** Le **Bas-Palatinat** devient électorat indépendant. Indépendance de la **Confédération helvétique.** L'Allemagne se trouve dotée d'une véritable constitution *(Constitutio westfalica)* et la souveraineté des 350 États allemands est reconnue.
Février 1649 — Ratification des traités. Échec de la Contre-Réforme allemande.

DE LA PRUSSE AU IIIe REICH.

La Prusse jusqu'en 1914.

1190 — Fondation de l'Ordre teutonique de Ste Marie à Acre en Palestine.
1198 — L'Ordre teutonique prend un caractère militaire.
1211 — L'Ordre teutonique sous la direction du grand-maître HERMANN VON ZALZA (règne : 1210-1239) transfère son centre d'activité en Europe orientale.
1215 — CHRISTIAN D'OLIVA, premier évêque de Prusse. Les Polonais (CONRAD DE MAZOVIE) essaient d'introduire le christianisme en Prusse (entre la Vistule et le Niémen).
1228 — Début de la conquête du territoire prussien par les Chevaliers teutoniques, appelés par la Pologne et soutenus par le Pape et l'Empereur. La conquête est terminée vers 1260.
Fin XIIIe siècle — Développement des villes commerciales de la Hanse.
1309 — L'Ordre teutonique est transféré à **Marienburg.**
1343 — Traité de **Halisz** : annexion de la Poméranie et de **Danzig** par l'Ordre teutonique.
1386 — Union polono-lituanienne, qui menace l'ordre.
1402 — Achat de la **Neumark** par l'Ordre teutonique.
15 juil. 1410 — Défaite des Chevaliers teutoniques à **Tannenberg** (ou **Grunwald**) contre la Pologne.
1415 — Le Brandebourg aux Hohenzollern. Exécution de JEAN HUSS.
1454-1466 — Révolte de la noblesse et des villes contre l'Ordre teutonique, aidées par le roi de Pologne CASIMIR IV qui fait reconnaître la suzeraineté polonaise par le traité de **Torun.**
8 avr. 1525 — Érection de la Prusse en duché séculier et héréditaire par l'accord de **Cracovie ;** ALBERT DE BRANDEBOURG (1490-1568), grand-maître de l'Ordre teutonique, se convertit au protestantisme : il est premier duc héréditaire de Prusse et dernier grand-maître de l'Ordre des Chevaliers teutoniques. Lui succèdent : ALBERT-FRÉDÉRIC (1568-1618), GEORGES-FRÉDÉRIC (1577-1603), JEAN-SIGISMOND (1608-1619).
1618 — Début de la guerre de Trente Ans (voir ci-dessus).
1619 — GEORGES-GUILLAUME, le Faible-Électeur (1595-1640).
1640 — FRÉDÉRIC-GUILLAUME de Hohenzollern. Grand-Électeur (1620-1688).
1648 — Traités de **Westphalie.** Cession des évêchés de **Kamien, Minden, Halberstadt** et **Magdebourg** et de la **Poméranie** orientale.
1657 — Traité de **Wehlau** : fin de la suzeraineté polonaise ; FRÉDÉRIC-GUILLAUME devient duc souverain de Prusse.
1660 — Traité d'**Oliva.** La Pologne reconnaît la souveraineté de FRÉDÉRIC-GUILLAUME sur la Prusse.
1674 — La Diète de l'Empire déclare la guerre à LOUIS XIV.
1675 — Victoire de **Fehrbellin** sur les Suédois. Défaite des Impériaux à **Turckheim** et **Salzbach.**
1686 — Ligue d'**Augsbourg** (contre LOUIS XIV).
1688 — Mort du Grand-Électeur : son fils lui succède sous le nom de FRÉDÉRIC III (1657-1713).
1689 — Alliance avec l'**Angleterre** et les **Pays-Bas.**
1697 — Traité de **Ryswick** (Strasbourg à la France).
1700 — FRÉDÉRIC III devient *roi* de Prusse (*traité de la Couronne* entre lui et l'empereur) sous le nom de FRÉDÉRIC Ier.
1701 — Couronnement de FRÉDÉRIC Ier à **Königsberg** (18 janvier).
1702 — Guerre impériale contre la **France** et l'**Espagne.**
1713 — Mort de FRÉDÉRIC Ier, avènement de FRÉDÉRIC-GUILLAUME Ier, le Roi-Sergent.
21 janv. 1720 — Traité de **Stockholm** qui donne à la Prusse la **Poméranie antérieure, Stettin** et les bouches de l'**Oder.**
1740 — Mort du Roi-Sergent ; avènement de FRÉDÉRIC II LE GRAND.
1742 — Traité de **Berlin** : la **Silésie** est annexée par la Prusse.
1744 — Alliance franco-prussienne.
1745 — Traité de **Dresde,** confirmant l'annexion de la **Silésie.**
1748 — Traité d'**Aix-la-Chapelle.**
1756-1763 — Guerre de Sept Ans (contre la France, l'Autriche et la Russie).
nov. 1757 — **Rossbach** : victoire sur les Français.
déc. 1757 — **Leuthen** : victoire sur les Autrichiens.
1759 — **Kunersdorf** : défaite devant les Russes.
1760 — Les Russes prennent **Berlin.**
1763 — Paix de **Hubertusburg** : la Silésie reste prussienne.
1772 — Acquisition de la **Prusse polonaise** (1er partage de la Pologne).
1774 — Codification du droit prussien *(Landrecht).*
1778-1779 — Guerre contre l'**Autriche** : traité de **Teschen.**
1786 — Mort de FRÉDÉRIC LE GRAND ; son neveu FRÉDÉRIC-GUILLAUME II lui succède.
1787 — Entrée en **Hollande.**
1790 — Alliance avec l'**Autriche** et la **Turquie.**
1791 — Déclaration de **Pilnitz.**
1792 — **Valmy** : défaite devant les Français : perte de la Belgique.
1793 — 2e partage de la Pologne. 1re coalition contre la France (1792-1797).
1795 — Traité de **Bâle** avec la France. 3e partage de la Pologne.
1797 — Avènement de FRÉDÉRIC-GUILLAUME III qui, après une tentative de rapprochement avec la France, devint l'adversaire de NAPOLÉON.
1803 — *Recès* de **Francfort.**
1806 — Guerre contre la France et défaites de **Iéna** et d'**Auerstedt** (4e coalition).
8 juil. 1807 — Paix de **Tilsit.** La Prusse perd la moitié de son territoire ; JÉRÔME BONAPARTE roi de **Westphalie.** Ministère STEIN en **Prusse** (il abolit le servage), auquel succède, en 1810, HARDENBERG.
1810 — Création de l'université de **Berlin,** où enseigne FICHTE.
1811 — Perte des côtes de la mer du Nord (annexées par NAPOLÉON).
1813 — Alliance avec la Russie (contre la France). **Lützen, Bautzen, Leipzig.**
1814 — Traité de **Paris.**
1815 — Restitution des territoires perdus au Congrès de Vienne.
1834 — Formation du *Zollverein.*
1838 — Création d'une unité monétaire allemande : le *thaler.*
1840 — Mort de FRÉDÉRIC-GUILLAUME III ; avènement de FRÉDÉRIC-GUILLAUME IV.
1848-1849 — Promulgation d'une constitution libérale, sous la pression de l'opinion publique (et de l'insurrection berlinoise).
1850 — Reculade d'**Olmütz** devant l'ultimatum autrichien. Dissolution du Parlement de **Francfort** et réunion du Parlement d'**Erfurt.** Constitution du 31 janvier.
1857 — Folie de FRÉDÉRIC-GUILLAUME IV ; son frère, le futur GUILLAUME Ier, régent.
1860 — Réformes militaires de ROON.
1861 — Avènement de GUILLAUME Ier.
1862 — BISMARCK, Premier ministre.
1863 — Dissolution du *Landtag* par BISMARCK.
1864 — Guerre des Duchés.
30 oct. 1864 — Traité de **Vienne.**
1866 (juin-août) — Victoires de **Sadowa** sur l'Autriche et de **Kissingen** sur les Bavarois. Paix de **Prague** et de **Vienne.**
1870 — Dépêche d'**Ems** et guerre avec la France.
1871 — Couronnement de GUILLAUME Ier empereur d'Allemagne dans la Galerie des Glaces à **Versailles,** le 18 janvier. Traités de paix de **Londres** et de **Francfort.** L'histoire de la Prusse se confond dorénavant avec celle de l'Allemagne.
1872-1878 — *Kulturkampf* (« combat pour la civilisation ») : expulsion des jésuites, mariage civil légalisé, lutte contre les catholiques.
1878 — Congrès de **Berlin.**
1879 — La *Duplice* (alliance avec l'**Autriche**) ; réconciliation avec le Vatican.
1882 — La *Triplice* avec l'Italie.
1883-1884 — Lois sociales.
1884-1885 — Conférence internationale de **Berlin** sur les questions coloniales.
1888 — Avènement de FRÉDÉRIC III, puis de GUILLAUME II.
1890 — Renvoi de BISMARCK.
1890-1894 — CAPRIVI, chancelier.
1894-1900 — HOHENLOHE, chancelier.
1897 — Nouveaux ministres : TIRPITZ et BÜLOW.
1900 — Accord avec l'Angleterre sur la **Chine.**
1900-1909 — BÜLOW chancelier (secrétaire d'État de 1897 à 1900).
1902 — Renouvellement de la *Triplice* avec l'Italie et l'Autriche.
1897-1916 — Alfred VON TIRPITZ, secrétaire d'État à la marine.
1906 — Conférence d'**Algésiras.**
1909 — Accord franco-allemand sur le Maroc ; BETHMANN-HOLLWEG succède à BÜLOW.
1911 — « Coup d'Agadir » : tension franco-allemande.
1914 — Ultimatum et déclaration de guerre à la Russie et à la France.

Les souverains de Prusse

* : fils du précédent.

FRÉDÉRIC Ier (1657-1713) — Premier roi de Prusse **(1701-1713).**
*FRÉDÉRIC-GUILLAUME Ier le Roi-Sergent (1688-1740) règne de **1713** à **1740.**
*FRÉDÉRIC II LE GRAND (1712-1786), règne de **1740** à **1786.**
FRÉDÉRIC-GUILLAUME II (1744-1797), fils d'Auguste-Guillaume, cinquième fils du Roi-Sergent. Règne de **1786** à **1797.**
*FRÉDÉRIC-GUILLAUME III (1770-1840), roi de **1787** à **1840.**
*FRÉDÉRIC-GUILLAUME IV (1795-1861), roi de **1840** à **1861.**
GUILLAUME Ier (1797-1888), régent en **1858,** roi de Prusse en **1861,** empereur d'Allemagne de **1871** à **1888.**
*FRÉDÉRIC III (1831-1888). Règne pendant 99 jours en **1888.**
*GUILLAUME II (1859-1941). Empereur de **1888** à **1918.**

La république de Weimar.

9 nov. 1918 — Abdication de GUILLAUME II. Proclamation de la République.
12 nov. 1918 — EBERT, président du gouvernement provisoire, issu du conseil des commissaires du peuple, organise un programme socialiste. Il veut lutter contre les extrémistes.
25 déc. 1918 — EBERT rompt avec les indépen-

dants et donne le commissariat de la guerre à Noske, socialiste.
6-15 janv. 1919 — « Semaine rouge » à Berlin.
12 janv. 1919 — Noske est maître de Berlin. Il réprime les révoltes successives des spartakistes et des soviets.
19 janv. 1919 — Élection de l'Assemblée de **Weimar** (45 % des sièges aux socialistes).
6 fév. 1919 — Ebert est élu président du Reich.
28 juin 1919 — La « République allemande » est obligée d'accepter le traité de Versailles.
11 août 1919 — Promulgation de la constitution, dont Hugo Preuss est le principal auteur : l'Allemagne, État fédéral.
13 mars 1920 — Le chef de la Reichswehr, Von Luttwitz, et Kapp proclament la dictature militaire. Le putsch échoue le 25 mars.
1921 — Paix séparée avec les États-Unis. Création, par Hitler, de la *Sturm Abteiling* (SA : « sections d'assaut »), qui devait être organisée par Röhm.
1922 — **Rapallo** (accord avec l'URSS). Assassinat de Rathenau. Début de la crise économique.
1923 — Occupation de la **Ruhr** par les Français. Stresemann ministre des Affaires étrangères (1923-1929), puis chancelier (1923). Écroulement de la monnaie allemande.
8 nov. 1923 — Hitler entraîne avec lui le gouvernement bavarois. Von Kahr quitte **Munich** pour organiser à **Ratisbonne** la répression du complot.
9 nov. 1923 — Le « putsch de Munich » est réprimé par le gouvernement bavarois. Hitler est condamné à 5 ans de prison. La République allemande va se consolider.
1924 — Réorganisation de la monnaie allemande (par le ministre des Finances Luther et le président de la Reichsbank Sacht). Le « Plan Dawes » organise le payement des réparations qui ont été imposées à l'Allemagne et fait venir des capitaux étrangers (principalement américains).
1925 — Pacte de **Locarno** (Stresemann) garantissant les frontières occidentales de l'Allemagne. Hindenburg élu président du Reich à la mort de Ebert. Évacuation de la **Ruhr.**
10 sept. 1926 — L'Allemagne est admise à la Société des Nations.
28 fév. 1927 — La commission militaire interalliée quitte l'Allemagne.
7 juin 1929 — Le « Plan Young » accorde un emprunt au Reich.
1929-1930 — Nombreuses oppositions au régime en rapport avec la crise économique mondiale. Hitler puissamment aidé par l'industriel Alfred Hugenberg, développe les structures de son parti (réorganisation des SA par Röhm en 1931).
3 oct. 1929 — Mort de Stresemann.
Fin 1929 — Hitler et Hugenberg font campagne contre le Plan Young.
1930 — Le gouvernement du Reich (Brüning) se trouve devant la menace d'une guerre civile.
Juil. 1930 — Dissolution du Parlement.
Sept. 1930 — Élections : les nazis obtiennent 107 sièges. Les partis modérés sont anéantis. Les démocrates deviennent « le parti de l'État » tandis que les socialistes et les catholiques maintiennent leurs positions.
Juil. 1931 — Brüning continue de lutter. Il obtient des grandes puissances un moratoire d'un an pour les réparations.
Fin 1931 — Le chancelier Brüning doit faire face au « front de Harzburg » de Hitler et Hugenberg, et au « front de fer » socialiste.
Mars 1932 — Expiration des pouvoirs de Hindenburg qui est réélu chef de l'État.
13 avr. 1932 — Brüning publie un décret ordonnant de détruire les organisations paramilitaires du parti national-socialiste, mais il est désavoué par l'état-major et le président de la République.
30 mai 1932 — Brüning donne sa démission. Son successeur est Von Papen, choisi par Hindenburg.
16 juil. 1932 — De nouvelles élections ont lieu après la dissolution du Reischtag par Von Papen ; celles-ci donnent 230 sièges aux nationaux-socialistes. Von Papen tente de former un gouvernement « parlementaire » avec Hitler mais la Reichswehr (Schleicher) refuse.
6 nov. 1932 — Nouvelles élections. Von Papen pensait faire céder Hitler, mais 196 sièges reviennent aux nazis.
17 nov. 1932 — Démission de Von Papen.
2 déc. 1932 — Le général Von Schleicher nouveau chancelier du Reich.
4 janv. 1933 — Hitler rencontre Von Papen. Dès cette rencontre sa participation au gouvernement est décidée.
28 janv. 1933 — Schleicher est contraint de démissionner, les *Junkers* dénonçant le « chancelier rouge ».
29 janv. 1933 — Hindenburg refuse la dissolution du Reichstag. Il est contraint d'appeler Hitler au pouvoir.
30 janv. 1933 — Installation d'un nouveau cabinet avec Hitler, chancelier, Goering, commissaire à l'Aviation, et Frick, ministre de l'Intérieur (les trois seuls nationaux-socialistes). Von Papen est vice-chancelier, Hugenberg, ministre de l'Économie, Von Neurath, ministre des Affaires étrangères.

Adolf Hitler : vie et carrière (du caporal au Führer).

20 avr. 1889 — Naissance d'Adolf Hitler à **Braunau,** sur l'Inn. Il est le fils d'un douanier autrichien.
1905-1912 — Séjour à **Vienne** après la mort de ses parents. Études de dessin et d'aquarelle. Influencé par l'antisémitisme du bourgmestre de Vienne (Karl Lueger).
1912 — Départ pour **Munich** après avoir été réformé.
1914-1918 — Il s'engage dans l'armée bavaroise. Blessé plusieurs fois et décoré de la Croix de Fer.
1919 — Il entre au service politique de l'armée, puis adhère au *Parti ouvrier allemand.*
1920 — Le parti prend le nom de *Parti national-socialiste allemand du travail (nazi).* Il comprend bientôt 3 000 membres.
Déc. 1920 — Fondation du journal du parti, le *Völkischer Beobachter.*
3 fév. 1921 — Première réunion importante au cirque Krone.
3 août 1921 — Création des SA (sections d'assaut). Établissement du *Führer prinzil* (« principe du chef »).
4 nov. 1921 — Fusillade à la Hofbräuhaus entre « nazis » et sociaux-démocrates.
1923 — Le journal du parti devient quotidien. Les diverses organisations militaires se fondent en une Ligue des associations de combat. Hitler en prend la tête (24 sept.).
8-9 nov. 1923 — Tentative de coup d'État. Hitler échoue. Arrêté, il est condamné à 5 ans de prison et son parti est dissous. En prison, il commence à dicter son livre-programme : *Mein Kampf (« Mon Combat »).*
1924 — Il est libéré et réorganise son parti. Nombreux conflits entre les personnalités dirigeantes (notamment entre Hitler et les frères Strasser qui dirigent le parti dans l'Allemagne du Nord).
1925 — Création de la SS, garde personnelle de Hitler. Ralliement de Joseph Goebbels à Hitler.
1927 — Himmler prend le commandement de la SS.
14 sept. 1930 — Élections : le parti nazi devient le second parti du Reichstag.
10 oct. 1931 — Hitler s'allie avec les nationaux d'extrême-droite (le magnat de la presse et du cinéma Hugenberg, l'industriel Emil Kirdorf, etc.).
13 mars 1932 — Hitler se présente à la Présidence : il est battu au deuxième tour par le maréchal Hindenburg.
24 avril 1932 — Élections au Landtag de Prusse : triomphe nazi.
30 mai 1932 — Brüning démissionne. Ministères Von Papen et Schleicher.
30 janv. 1933 — Hitler chancelier.
27 fév. 1933 — Incendie du Reichstag, organisé par les nazis pour affoler l'opinion.
5 mars 1933 — Élections : majorité des sièges au parti nazi. Le parti communiste est déclaré illégal.
23 mars 1933 — Hitler est investi des pleins pouvoirs (majorité des deux tiers).
2 mai 1933 — Dissolution des syndicats ouvriers.
30 juin 1934 — « Purge » contre les SA : exécution de 300 personnes (dont : Röhm, Karl Ernst, Schleicher, Gregor Strasser, Edgar Jung, Von Bose, etc.).
2 août 1934 — Mort de Hindenburg.
15 août 1934 — Hitler président du Reich et chancelier.
19 août 1934 — Plébiscite confirmant cette transformation de la constitution (90 % des suffrages favorables à Hitler).

Les principales figures du nazisme.

Martin Borman (1900-1945) — Général des SS en 1933 et chef d'état-major de R. Hess. En 1945, il devient chef de la chancellerie et Hitler en fait son exécuteur testamentaire. Il a disparu dans les ruines de **Berlin.**
Adolf Eichmann (1906-1962) — Il n'a pas été une « personnalité » du parti nazi, mais il s'est fait remarquer en 1941 pour son « efficacité » dans l'élimination des populations juives. En 1944, il organise en **Hongrie** un commando spécial pour la déportation. Arrêté en 1961, en Argentine, il est pendu le 31 mai 1962 en **Israël.**
Dr Hans Frank (1900-1946) — En 1936, juriste officiel du Reich. En 1939 il « réorganise » la **Pologne,** il y conquiert le surnom de « bourreau de la Pologne ». Condamné à mort par le tribunal de **Nuremberg.**
Paul-Joseph Goebels (1897-1945) — Fait partie dès 1924 de l'état-major du parti qu'il réorganise. En mars 1933, Hitler le nomme ministre de la Propagande et de l'Information. Commissaire du Reich en 1944, chef de la défense, de **Berlin,** il reste auprès de Hitler jusqu'à la fin et se suicide le 1er mai 1945.
Maréchal Hermann Goering (1893-1946) — Un des as de l'aviation allemande pendant la Première Guerre. En 1923, il est aux côtés de Hitler à **Munich.** En 1928, député au Reichstag, il facilite la prise du pouvoir par le parti en 1933, il supervise la Gestapo et prépare le réarmement. Hitler le désigne comme son successeur. *Reichsmarschall* après la campagne de France. En avril 1945, il est déchu de ses fonctions pour avoir amorcé des négociations avec les Alliés. Condamné à mort à **Nuremberg** il s'empoisonne avant d'être pendu.
Général Heinz Wilhelm Guderian (1888-1954) — En 1939, chef des troupes mobiles en Pologne et en France en 1940. Il échoue à **Moscou** et se trouve un moment écarté. En 1943, il devient inspecteur des troupes blindées. Chef d'état-major en 1944, il le reste jusqu'en 1945 (5 mars).
Rudolph Hess (né en 1894) — Entre au parti en 1920. Lié à Hitler dès 1923, il devient son adjoint en 1933 et son second successeur désigné en 1939. Influence prépondérante jusqu'en 1941, date à laquelle il est emprisonné en **Grande-Bretagne** où il s'était enfui pour proposer la paix. Condamné à la prison à vie à **Nuremberg.**
Reinhard Heydrich (1904-1942) — Il entre au parti en 1923 et devient l'adjoint de Himmler. Chef de la police politique de **Munich,** puis chef de toute la police allemande. Le 9 novembre 1938 il organise, après le meurtre de Von Rath, le plus terrible pogrom de l'histoire du nazisme. En 1940, il devient commissaire général de la Gestapo, puis en 1941, protecteur du Reich en **Bohême** et en **Moravie.** Il est assassiné le 4 juin 1942 par des partisans tchèques.
Heinrich Himmler (1900-1945) — En 1927, sous-chef, puis en 1929, chef des SS tout en étant chef de la propagande du Reich. En 1933, il est membre du Reichstag ; en 1938, commandant des forces de police, puis en 1939, sous-chef de l'administration du Reich. Il est chargé par Hitler de supprimer la résistance antinazie en Allemagne. Arrêté le 21 mai 1945, il se suicide le 25.
Alfred Jodl (1890-1946) — En 1935, homme de confiance de Hitler, il est nommé ministre de la Défense intérieure du Reich. Assure le succès militaire de l'*Anschluss.* En 1939 il est chef d'état-major des Forces armées. Il a une très grosse influence sur Hitler en tant que conseiller stratégique. Il signe le 7 mai 1945 la capitulation des forces allemandes. Il est pendu après son jugement à **Nuremberg.**
Dr Ernst Kaltenbrunner (1903-1946) — Un des premiers Autrichiens à adhérer au parti nazi. Lors de l'*Anschluss,* il est secrétaire d'État à la Sûreté de l'Autriche. En 1943, il remplace Heydrich aux côtés de Himmler. Il est pendu à **Nuremberg** le 16 octobre 1946.
Maréchal Wilhelm Keitel (1882-1946) — En 1938, il est ministre de la Guerre. En 1940, il dicte aux Français les termes de l'armistice. Condamné à mort et pendu par le tribunal de **Nuremberg.** Feldmarschall Albert Kesselring (1885-1960) — 1936 : chef d'état-major de la Lutwaffe. 1939 : campagne de Pologne. 1940 : campagne de France et nomination au grade de Feldmarschall. 1941 : campagne de Russie. 1945 : commandant en chef du front sud, puis du front ouest. Prisonnier en 1945, il fut condamné à mort par le tribunal britannique, puis gracié.
Alfred Rosenberg (1893-1946) — Fait la connaissance de Hitler en 1919. C'est lui qui développe les principaux thèmes de la philosophie nationale-socialiste. 1940 : il organise le pillage des œuvres d'art en France. 1941 : ministre des Territoires occupés à l'Est. Pendu à **Nuremberg** le 16 octobre 1946.
Dr Hjalmar Schacht (1877-1970) — Ministre de l'Économie sous le régime nazi, sa politique permet le réarmement. Acquitté à **Nuremberg,** il devient conseiller de divers gouvernements à partir de 1950 (Syrie, Égypte, Indonésie). Mort en 1970.
Arthur Seyss-Inquart (1892-1946) — 1938 : ministre de l'Intérieur de l'Autriche. 1940 : il participe au gouvernement général de Pologne, puis il est nommé commissaire du Reich pour les Territoires néerlandais occupés. Pendu à **Nuremberg** le 16 octobre 1946.

La politique intérieure du IIIe Reich.

30 jan. 1933 — Hitler chargé de former le nouveau gouvernement.
5 mars 1933 — Élections : les hitlériens obtiennent 44 % des suffrages. Hitler obtient les pleins pouvoirs le 24 mars.
30 mars 1933 — Loi d'uniformisation : centralisation de l'État.
1er avr. 1933 — Les Juifs sont exclus de toute fonction officielle.
26 avr. 1933 — Création de la Gestapo.
1er mai 1933 — Fête nationale.
2 mai 1933 — Dissolution des syndicats.
20 juil. 1933 — Concordat avec le **Vatican.**
Juil. 1933 — Institution du service volontaire du travail et de l'organisation des loisirs : la force par la joie *(Kraft durch Freude).*
20 janv. 1934 — Charte du travail.
27 fév. 1934 — Contrôle des groupements commerciaux par l'État.
30 juin 1934 — « Purge du 30 juin » (exécution de Röhm, de Gregor Strasser et des principaux chefs de la SA *(Nuit des longs couteaux).*
Oct. 1934 — Création du front du travail. Lancement du nouveau plan de quatre ans (Dr Schacht).
Fév. 1935 — Création du livret du travailleur.
25 juin 1935 — Service du travail obligatoire pour les jeunes.
15 sept. 1935 — « Lois de **Nuremberg** » enlevant aux Juifs leurs droits civiques. Toute relation sexuelle entre Aryens et Juifs est punie de travaux forcés.
Oct. 1935 — L'Église protestante déclarée organe d'État.
Fév. 1936 — Lois sur la *Gestapo,* placée « au-dessus » de la loi.
1932-1936 — Entreprise de grands travaux publics (sous la direction de l'ingénieur Todt) : réseau d'autoroutes, etc. Transformation du plan de Schacht en un plan de réarmement (Goering).
20 juil. 1937 — Lois sur les fonctionnaires, révocables pour « toute opinion politique douteuse ».
juil. 1937 — Création d'entreprises d'État dans le domaine métallurgique.
Oct. 1937 — Dissolution des petites entreprises.
Nov. 1938 — Assassinat à Paris du conseiller d'ambassade Von Rath ; persécution contre les Juifs en Allemagne *(nuit de cristal :* 9-10 novembre 1938).
Fin 1938 — Importance croissante de la SS.
Mars 1939 — Enrôlement obligatoire des jeunes dans les *Jeunesses nazies.*
Juin 1939 — Indice du niveau de production : 225 (sur la base 100 en 1932) ; l'Allemagne est la deuxième puissance économique du monde après les États-Unis.

L'AUTRICHE.

Les dates de règne et d'avènement sont indiquées en *italique.*

739 — Fondation de l'évêché de Salzbourg.
803 — Constitution par Charlemagne de la Marche de l'Est, ou *Ostmark,* à la frontière sud-orientale de l'empire franc.
976 — Attribution de ce territoire à la maison de Babenberg, après la victoire d'Othon Ier sur les Hongrois, en 955 (voir p. 134).

Dynastie des Babenberg (margraves d'Autriche).

Léopold Ier l'Illustre *(976-994)* : il s'est rendu maître de la région de **Vienne,** qui appartenait aux Hongrois.
Henri Ier *(994).*
996 — Apparition de la dénomination d'*Ostarrichi,* d'où *Österreich* (Autriche).
Adalbert *(1018-1055).*
Ernest *(1055-1075).*
Léopold II le Beau *(1075-1095),* vainqueur des Tchèques de Bohême.
Léopold III le Pieux *(1095-1136),* époux d'Agnès, fille de l'empereur Henry IV.
Léopold IV *(1136-1141)* : obtient de l'empereur le duché de Bavière en 1138.
Henri II Jasomirgott (frère de Léopold IV ; *1141-1177).* Margrave jusqu'en 1156, date à laquelle il devient duc héréditaire d'Autriche et choisit Vienne comme capitale.
Léopold V *(1177-1194).* Héritage de la **Styrie** et d'une partie de la **Carniole** en 1192.
Frédéric Ier *(1194-1198).*
Léopold VI le Glorieux *(1198-1230).*
Frédéric II le Batailleur *(1230-1246)* : se rebella contre l'empereur Frédéric II et perdit ses États de 1237 à 1246, année de sa mort.
1246 — Lutte contre les Hongrois, Frédéric II est tué le 15 juin sur les bords de la Leitha. Extinction de la dynastie des Babenberg. Après quelques années d'anarchie, les territoires de la Marche d'Autriche passent entre les mains du roi de Bohême Ottokar II ; puis, après la défaite de celui-ci devant Rodolphe de Habsbourg, en 1278, à la bataille du **Marchfeld,** le duché d'Autriche passe sous l'autorité de la dynastie des Habsbourg.

Dynastie des Habsbourg.

* Fils du précédent.

Rodolphe Ier (1218-1291), « roi des Romains » (élu en *1273* par les princes allemands) ; après la victoire du **Marchfeld,** il récupérère sur le roi de Bohême divers territoires, dont l'Autriche, qu'il confie à ses fils Albert et Rodolphe.
*Albert Ier (v. 1255-1308 ; *1282*). Premier duc d'Autriche. Empereur en *1298* (mais il ne fut reconnu par le pape qu'en 1303).
Rodolphe II (v. 1271-1290 ; *1282-1283*), frère du précédent.
Rodolphe III le Débonnaire (1282-1307 ; *1298*), fils d'Albert Ier.

Frédéric II le Beau (1286-1330), fils puîné d'Albert Ier. Roi des Romains en *1314*.

1314 — Double élection de Louis de Bavière et de Frédéric III, en compétition pour la couronne impériale.

1322 — Frédéric III vaincu par Louis de Bavière à **Mühldorf.**

Albert II le Sage (1298-1358 ; *1330*). Duc d'Autriche, frère de Frédéric III.

Rodolphe IV le Magnanime (1339-1365 ; *1358*).

1379 — Partage du domaine des Habsbourg entre les deux frères de Rodolphe IV : Albert et Léopold, qui sont tous deux « duc d'Autriche ».

— Albert III a la Tresse (1349-1395). Duc d'Autriche de *1358* à *1395*. La branche albertine des Habsbourg conserve l'Autriche.

— Léopold III le Preux (1351-1386). Duc d'Autriche de *1358* à *1379*. La branche léopoldine des Habsbourg se voit attribuer la **Styrie**, la **Carniole**, la **Carinthie**, le **Tyrol** et l'**Alsace.**

A Albert III succèdent :

— *Albert IV le Merveilleux (1377-1404 ; *1395*), qui entra en conflit avec la branche léopoldine et persécuta la secte des Vaudois.

— *Albert V l'Illustre (1397-1439). Duc d'Autriche de *1404* à *1439* sous tutelle de 1404 à 1411. Empereur germanique sous le nom d'Albert II *(1438-1439)* ; roi de Bohême et de Hongrie en *1437*. Avec son fils, la branche albertine s'éteint.

A Léopold III succèdent :

Ses trois fils qui règnent conjointement :

— Guillaume Ier l'Ambitieux (1370-1408).

— Léopold IV le Superbe (1371-1411).

*Ernest Ier de Fer (1377-1424).

puis :

*Frédéric V a la Grande Lèvre (1415-1493), dit aussi Frédéric III de Styrie. Érige l'Autriche en archiduché (1453). Roi de Germanie sous le nom de Frédéric IV *(1440-1493)* ; empereur germanique couronné sous le nom de Frédéric III *(1452-1493)*. Il fut le dernier empereur à être consacré par Rome.

1448 — Concordat de **Vienne.**

*Maximilien Ier (1459-1519 ; *1493*), époux de Marie de Bourgogne, fille de Charles le Téméraire (1477).

1486 — Maximilien élu roi des Romains du vivant de Frédéric III.

1493 — Archiduc d'Autriche, empereur germanique, Maximilien unifie l'Autriche, la Styrie, la Carniole et la Carinthie comme *États héréditaires*. Il acquiert l'Artois et la Franche-Comté par le traité de **Senlis.**

1494 — Maximilien épouse Blanche Sforza, ce qui les poussera à intervenir dans les guerres d'Italie.

1495 — Début des réformes de Maximilien, qui cherche à étendre les institutions autrichiennes à tout l'Empire.

1499 — Guerre contre les cantons suisses, dont Maximilien doit reconnaître l'indépendance.

Charles Quint (1500-1558 ; *1519*), petit-fils de Maximilien Ier.

1521 — Charles Quint abandonne l'archiduché d'Autriche à son frère Ferdinand Ier (traité de **Worms**), qui sera élu roi de Bohême et de Hongrie en *1526*.

1529 — Siège de **Vienne** par les Turcs.

1538 — Trève de **Venise** et Sainte-Ligue contre les Turcs.

1544 — Traité de **Crépy-en-Valois** avec la France.

1555 — Paix d'**Augsbourg** : « Tel prince, telle religion ».

1556 — Abdication de Charles Quint.

Ferdinand Ier (1503-1564). Frère de Charles Quint. Empereur germanique en *1558*.

Maximilien II (1527-1576 ; *1564*). Il a pratiqué une politique de tolérance religieuse et dut subir les assauts des Ottomans.

*Rodolphe II (1552-1612 ; *1576*).

1593-1601 — Guerre contre la **Turquie** (1594-1595 et 1598-1601).

1598 — Rodolphe II confie le gouvernement de l'Autriche à son frère Mathias, qui s'attribue notamment l'Autriche et la Bohême. Élu empereur en *1612*, il désigne comme héritier son cousin Ferdinand de Styrie (Ferdinand II), ce qui provoque la révolte des Tchèques (défénestration de Prague, 1618).

Ferdinand II (1578-1637 ; *1619*).

Petit-fils de Ferdinand Ier ; connu sous le nom de Ferdinand de Styrie ; champion de la Contre-Réforme en Allemagne, ce qui l'amène à lutter contre les Tchèques (protestants). Voir p. 135 sur la guerre de Trente Ans.

1620 — Victoire de la **Montagne Blanche** sur les Tchèques.

1625 — Guerre avec le Danemark, qui se terminera par le traité de **Lübeck.**

1629 — Traité de **Lübeck.**

1630 — Diète de **Ratisbonne** : Ferdinand II tente d'imposer l'« édit de restitution ».

1632 — Victoire de **Lützen.**

1634 — Assassinat de Wallenstein.

1635 — Traité de **Prague.**

*Ferdinand III (1608-1657 ; *1637*).

1634 — Victoire sur les Suédois, à **Nordlingen.**

1641 — Après les victoires des Français et des Suédois, Ferdinand III engage les pourparlers qui vont conduire aux traités de **Westphalie.**

1648 — Traités de **Westphalie** : voir p. 135.

Léopold Ier (1640-1705 ; *1657*) ; frère du précédent.

1655 — Roi de Hongrie.

1658 — Empereur de Bohême.

1664 — Victoire de **Saint-Gotthardt** et trêve de **Vasvár.**

1670 — Répression de la révolte des magnats hongrois.

1675 — Défaites de **Turckheim** et de **Salzbach** (mort de Turenne) devant Louis XIV.

1678 — Paix de **Nimègue,** mettant fin à la guerre de Hollande (contre Louis XIV).

1683 — Siège de **Vienne** par les Turcs (17 juillet-12 septembre).

1684 — Trêve de **Ratisbonne** avec la France. Adhésion de l'Autriche à la Sainte-Ligue.

1697 — Traités de **Ryswick** : fin de la guerre de la « Ligue d'Augsbourg ».

1700 — Rupture avec la France.

1702 — La Diète déclare la guerre aux Franco-Espagnols.

1704 — Victoires à **Höchstädt** et de **Bleinheim.**

*Joseph Ier (1678-1711 ; *1705*).

1711 — Traité de **Szatmar** avec la Hongrie : reconnaissance du calvinisme et des droits des États.

Charles VI (1685-1740 ; *1711*), frère du précédent.

1712 — Défaite de **Denain.**

1713 — *Pragmatique sanction,* relative à la succession des Habsbourg.

1714 — Traité de **Rastatt** (Philippe V conserve la couronne d'Espagne ; l'Autriche s'agrandit du **Milanais,** de **Naples,** de la **Sardaigne** et des **Pays-Bas.**

1716 — Victoire de **Peterwardein** sur les Turcs.

1732 — Entente prusso-austro-russe.

1733-1738 — Guerre de la Succession de Pologne, contre la **France.**

Branche des Habsbourg-Lorraine.

Marie-Thérèse (1717-1780 ; *1740*). Archiduchesse d'Autriche ; en 1736, elle avait épousé François III, duc de Lorraine (1708-1765).

1740-1742 — Guerre de Succession d'Autriche contre la **France,** la **Bavière,** la **Saxe** et l'**Espagne.** Le roi de Prusse, Frédéric II, envahit la **Silésie** (octobre 1741).

1741 — Campagne de **Belle-Isle.** Armistice austro-prussien.

1742 — Au traité de **Berlin,** Frédéric II obtient la **Silésie.**

1745 — François III, empereur germanique sous le nom de François Ier. Défaite de **Fontenoy** devant les Français.

1747 — Défaite de **Lawfeld.**

1748 — Traité d'**Aix-la-Chapelle,** mettant fin à la guerre de Succession d'Autriche.

1752 — Kalunitz, chancelier d'Autriche.

1756 — Début de la guerre de Sept Ans.

1757 — Alliance avec la **France,** puis avec la **Russie.**

*Joseph II (1741-1790 ; *1780*).

1769-1770 — Entrevues Frédéric II et Joseph II.

1772 — Premier partage de la **Pologne.**

1778-1779 — Guerre austro-prussienne. Traité de **Teschen.**

1780 — Mort de Marie-Thérèse.

1781-1788 — Réformes de Joseph II sur le plan intérieur.

1788 — Les Turcs pénètrent en **Transylvanie.**

1789 — Prise de **Belgrade.**

Léopold II (1747-1792 ; *1790*).

1791 — Alliance prusso-turque et prusso-autrichienne. Paix austro-turque.

1792 — Manifeste de **Brunswick.** Défaite de **Valmy.** Kaunitz démissionne.

François II (1768-1835). Empereur germanique *(1792-1806)* ; puis empereur d'Autriche *(1804-1835)*.

1793 — Deuxième partage de la **Pologne.** Première coalition contre la **France.**

1795 — Alliance avec la **Russie** et l'**Angleterre.** Troisième partage de la **Pologne.**

1799-1801 — Deuxième coalition contre la **France.**

1800 — Défaite de **Marengo.**

1801 — Paix de **Lunéville.**

1805 — Troisième coalition, **Ulm, Austerlitz.** Paix de **Presbourg.**

1806 — Quatrième coalition avec la **Prusse : Iéna, Auerstaedt.** François II dépose la Couronne du Saint-Empire.

1807 — Traité de **Tilsit.**

1809 — Cinquième coalition. Metternich devient chancelier.

Traité de **Schönbrunn.**

1814 — Traité de **Paris.** Congrès de **Vienne.**

1815 — **Waterloo.** Deuxième traité de **Paris** et Sainte-Alliance.

1818 — Congrès d'**Aix-la-Chapelle.**

1822 — Dernier congrès de **Vérone.**

Ferdinand IV ou Ferdinand Ier (premier empereur d'Autriche) (1793-1875 ; *1835*).

1838 — Évacuation de **Bologne.**

1840 — Traité de **Londres** sur l'intégrité de la **Turquie.**

1841 — Conventions des **Détroits.**

François-Joseph Ier (1830-1916 ; *1848*).

1848 — Émeutes à **Vienne,** à **Prague** : ouverture du Parlement à **Vienne.** Victoire autrichienne de **Custoza** et reprise de **Milan.**

1849 — Constitution.

1849 — Alliance avec les Russes contre les Hongrois. Prise de **Pest** et de **Debreczen.**

1850 — Convocation de la Diète par Schwarzenberg et reculade prussienne d'**Olmütz.**

1859 — Campagne contre le **Piémont** et la **France. Magenta, Solférino.** Traité de **Zurich.**

1860 — Demande d'admission dans le *Zollverein.*

1862 — Refus de la **Prusse.**

1863 — Refus des Tchèques de siéger au Reichsrat.

1866 — **Sadowa** : victoire des Prussiens sur l'Autriche.

1867 — Compromis austro-hongrois qui aboutit à l'instauration de la double monarchie.

1873 — Entrevue et entente des trois empereurs.

1877 — Traité de **Vienne** avec la **Russie.**

1879 — Duplice : alliance austro-allemande.

1881 — Nouvelle alliance des trois empereurs.

1882 — Triplice avec l'Italie.

1889 — Drame de **Mayerling.**

1893 — Émeutes à **Prague.**

1908 — Annexion de la **Bosnie-Herzégovine.**

1914 — Assassinat de François-Ferdinand à Sarajevo, le 28 juin, 23 juillet : ultimatum à la Serbie. Première Guerre mondiale.

Charles Ier (1887-1922 ; *1916*).

1918 — Proclamation de la République, le 12 novembre.

Avr. 1919 — Le Parlement autrichien dépose Charles Ier. Dislocation de l'État austro-hongrois.

Oct. 1920 — Constitution républicaine : l'Autriche est une République fédérale regroupant 9 *Länder* ; un président de la République élu pour 6 ans et deux assemblées élues (Conseil national et Conseil fédéral). Le gouvernement est dirigé par un *chancelier* ; il est responsable devant le Conseil national. Principaux chanceliers avant 1932 : Schober (en 1921 et en 1929) et Mgr Seipel (1922-1924 et 1926-1929).

1930 — Naissance et développement du parti nazi en Autriche.

1932-1934 — Le chancelier Dollfuss, chrétien-social comme les précédents ; il lutte à la fois contre la gauche et contre les nazis.

Mai 1934 — Nouvelle constitution (l'Autriche, État corporatif), promue par les chrétiens-sociaux.

25 juil. 1934 — Assassinat du chancelier Dollfuss par les nazis. Le démocrate-chrétien Schuschnigg nouveau chancelier.

début 1938 — Hitler impose la nomination du nazi Seyss-Inquart au ministère de l'Intérieur ; préparation de l'*Anschluss* (rattachement).

13 mars 1938 — L'Autriche est rattachée à l'Allemagne hitlérienne, rattachement ratifié par un « plébiscite » (99 % des voix pour l'*Anschluss*).

1939-1945 — L'Autriche, devenue province du IIIe Reich, dans la guerre.

1er nov. 1943 — Déclaration de **Moscou** par les Trois (UK, USA, URSS) qui annoncent leur intention de rendre à l'Autriche sa souveraineté nationale.

1945-1955 — Occupation de l'Autriche par les Alliés. La constitution de 1920 est remise en vigueur le 14 mai 1945. L'Autriche est gouvernée par un gouvernement de coalition (populistes + socialistes) que président successivement les chanceliers populistes Figl (1945-1953) et Raab (1953-1961).

1961 — Alfons Gorbach, qui a succédé à Raab comme président du parti du peuple, chancelier ; le ministre des Finances est Josef Klaus, chef des « réformistes ».

1964 — Klaus chancelier jusqu'en 1966.

1966 — Après l'échec des socialistes aux élections, création d'un gouvernement uniquement populiste sous la direction de Klaus (fin du bipartisme). L'Autriche, en raison de sa position géographique, est alors devenue un haut lieu de rencontres internationales.

1970 — Victoire électorale des socialistes (socio-démocrates). Bruno Kreisky forme un gouvernement socialiste ; il est encore au pouvoir au début des années 1980. Il est parvenu à surmonter la crise économique mondiale (le taux d'inflation autrichien est l'un des plus faibles d'Europe et le chômage à peu près inexistant), grâce notamment, à une politique étrangère fondée sur le soutien politique au monde arabe.

L'EUROPE OCCIDENTALE ET LES BALKANS.

* : fils du précédent.

La Hongrie.

v. 896 — Árpád et les Magyars franchissent les Carpates ; ils s'installent dans la plaine qu'on qualifiera plus tard de « hongroise » (la *Pannonie* des Romains). Pendant plus d'un demi-siècle, ils terrifient l'Europe par leurs raids dévastateurs.

955 — L'empereur Otton Ier bat les Hongrois au **Lechfeld.**

Les Arpadiens.

972 — Géza, arrière petit-fils d'Árpád, devient le chef incontesté des Magyars. Il fonde la dynastie arpadienne.

975 — Géza et sa famille se convertissent au christianisme.

997 — Avènement d'Étienne Ier (fils de Géza), qui avait épousé en 916 une princesse bavaroise. Il est consacré roi en l'an 1000.

997-1038 — Règne d'Étienne Ier : la Hongrie devient un royaume chrétien ; restructuration de la société hongroise, qui perd son caractère tribal ; administration centralisée (le royaume divisé en comtés gouvernés par un représentant du roi). Étienne Ier sera canonisé en 1083 (saint Étienne).

1038-1077 — Querelles successorales : le fils d'Étienne étant mort avant son père, celui-ci avait désigné un successeur (Pierre) auquel la nation hongroise opposa Samuel Aba, qui fut assassiné ; la Couronne passe à une branche collatérale (André Ier, 1047-1060 ; Béla Ier, 1061-1063). Après de nouvelles luttes fratricides entre les fils de Béla (Géza, Ladislas) et Salomon, fils d'André Ier.

1077-1095 — Règne de Ladislas Ier, qui achève la christianisation de la Hongrie (il sera canonisé).

1095-1116 — Règne de Koloman, neveu de Ladislas.

1116-1131 — Règne d'*Étienne II.

1131-1141 — Règne de Béla II l'Aveugle, neveu de Koloman.

1141-1161 — Règne de *Géza II.

1161-1173 — Règne d'*Étienne III ; ses oncles Ladislas II (1162) et Étienne IV (1163-1165) lui disputent la Couronne.

1173-1196 — Règne de Béla III, frère d'Étienne III ; apogée de la monarchie arpadienne. Béla III épousa une princesse française et favorisa l'introduction de la culture française en Hongrie.

1196-1204 — Règne d'*Imbre Ier.

1205-1235 — Règne d'André II, frère du précédent, qui promulgue sous la pression des nobles, la *Bulle d'Or* (la *Diète* doit être réunie une fois par an ; les terres seigneuriales sont exemptes d'impôts ; le roi ne peut obliger les seigneurs à le suivre en dehors des frontières).

1235-1270 — Règne de *Béla IV.

1241-1242 — Invasions mongoles.

1242-1270 — Réorganisation du royaume (fortifications, repeuplement, développement des villes).

1270-1272 — Règne d'*Étienne V, qui avait épousé une princesse coumane (les Coumans étaient des peuplades turques ; ils ont pénétré en **Hongrie** avant les Mongols).

1272-1290 — Règne de *Ladislas IV le Couman, qui meurt sans héritier.

1290-1301 — Règne d'André III, dernier souverain arpadien.

1301-1307 — Troubles dynastiques.

Les rois étrangers.

1308-1342 — Règne de Charles Ier Robert (= Carobert), fils de Charles Martel d'Anjou-Sicile, et fondateur de la dynastie angevine, qui est une dynastie étrangère. Début de « l'âge d'or » hongrois.

1342-1382 — Règne de *Louis Ier le Grand, qui deviendra roi de **Pologne** en 1370. Il installe la Cour à **Buda.**

1382-1437 — Règne de Sigismond de Luxembourg, gendre du précédent ; guerre contre les Turcs ; se désintéressant de son royaume, Sigismond a été élu empereur d'Allemagne en 1433.

1437-1439 — Règne d'Albert II de Habsbourg, gendre du précédent.

1440-1457 — Règne de *Ladislas V le Posthume (il était né après la mort de son père) ; régence du général Hunyadi, qui repoussa les Turcs en 1456.

1458-1490 — Mathias Corvin, fils de Hunyadi, roi élu de **Hongrie.** Monarque absolu, protecteur des arts et des sciences à la manière des princes de la Renaissance, il régna avec intelligence et habileté, réorganisant l'armée (l'*Armée noire*), organisant l'exploitation des mines d'argent et de cuivre, attirant à **Buda** artistes et savants ; ses collections de manuscrits, de bijoux, etc., étaient célèbres à travers toute l'Europe.

Les Jagellons.

1490-1516 — Règne de Ladislas Jagellon, roi de Bohême.

1516-1526 — Règne de *Louis II Jagellon.

1526 — Défaite de **Mohács** devant les Turcs ottomans ; Louis II est tué.

La Hongrie divisée.

1526 — Deux candidats au trône ; Ferdinand de Habsbourg, beau-frère du précédent, et Jean Zápolya, qui a l'appui des Ottomans.

1529 — Jean Zápolya et les Ottomans occupent **Buda.**

1564 — Division de la Hongrie : la plaine hongroise appartient aux Turcs ottomans ; le Nord-Est, en

bordure de l'Autriche, est la *Hongrie royale,* elle appartient aux Habsbourg ; la Transylvanie, au Nord-Ouest, est vassale du Sultan ottoman, qui y favorise le développement du protestantisme (calvinisme).

1591-1606 — Guerre de Quinze ans entre l'Empire et les Turcs.

1606 — Paix de **Vienne**, garantissant les droits des protestants en Transylvanie. Paix de **Zsivatorok** entre l'Empereur et le Sultan ottoman, mettant fin aux guerres germano-turques.

1606-1699 — Période complexe où s'opposent les intérêts de l'Empereur (Habsbourg), du Sultan et des Princes (protestants) de Transylvanie. Finalement l'armée impériale vient à bout de l'armée ottomane et conquiert **Buda** (1686) et la **Transylvanie** (1687).

1699 — Traité de **Karlowitz** : la Hongrie est cédée aux Habsbourg.

Les Habsbourg.

1703-1711 — Révolte hongroise, menée par FERENC RÁKÓCZI, contre les Autrichiens.

1711 — Traité de **Szatmár** : la Hongrie rattachée à l'**Autriche** (dont le souverain est alors CHARLES III, empereur sous le nom de CHARLES VI).

1723 — Pragmatique Sanction, assurant la succession indivisible du patrimoine des Habsbourg à la descendance de l'empereur régnant par filiation masculine ou féminine.

1740-1780 — Règne de MARIE-THÉRÈSE D'AUTRICHE, reine de Hongrie à partir de 1741.

1780-1790 — Règne de *JOSEPH II, vaincu par les Turcs : soulèvement national des nobles hongrois (1789).

1790-1792 — Règne de LÉOPOLD II, frère du précédent.

1792-1835 — Règne de *FRANÇOIS II. Développement de l'agitation nationaliste, menée notamment par KOSSUTH.

1835-1848 — Règne de FERDINAND IV.

1848 — Émeutes à **Vienne** ; KOSSUTH obtient l'égalité fiscale avec les Autrichiens pour les Hongrois et un statut national. Assassinat de LAMBERT, envoyé extraordinaire de l'empereur, par les Hongrois. Répression et guerre austro-hongroise (1848-1849).

1849 — Défaite des Hongrois à **Világos** ; KOSSUTH s'enfuit en Turquie.

1848-1916 — Règne de FRANÇOIS-JOSEPH Ier.

1867 — L'Autriche, affaiblie par ses défaites en **Italie** (1859) et à **Sadowa** (1866), signe le Compromis austro-hongrois, aboutissant à la double-monarchie : l'Autriche et la Hongrie ont en commun la dynastie, la politique étrangère, financière et guerrière. La politique intérieure des deux nations est indépendante.

1875-1890 — Gouvernement de KÁLMAN TISZA (centre gauche nationaliste), créateur du *Parti libéral*. Politique de magyarisation.

1890-1904 — Succession de gouvernements libéraux, qui rencontrent diverses difficultés (aménagement du Compromis, résistance des Slaves à la magyarisation, etc.).

1903-1905 — ISTVÁN TISZA président du Conseil. Il réorganisera le Parti libéral, le transformant en un *Parti du travail,* qui s'imposera aux élections de 1910.

1910-1918 — Se succèdent au pouvoir : KÁROLY KHUEN-HÉDERVÁRY (1910-1912), LÁSZLÓ LUKÁCS (1912-1913, TISZA (1913-1917), qui entraîna la Hongrie dans la guerre de 1914-1918 (il fut assassiné en 1917).

Janv. 1918 — Grève générale à **Budapest.**

Oct. 1918 — Le régime établi en 1867 s'éteint. Le pouvoir appartient au Conseil national. MICHEL (MIHÁLY) KÁROLYI chef du gouvernement.

Nov. 1918 — Proclamation de la République hongroise.

1919 — Les communistes tentent de soulever la garnison de **Budapest.**

21 mars 1919 — Démission de KÁROLYI qui remet le pouvoir au « prolétariat hongrois ». BÉLA KUN chef de la « république soviétique » hongroise.

1919-1921 — Contre-révolution ; « terreur blanche » et antisémitisme.

1920 — Le Parlement élu en janvier 1920 déclare nulles et non avenues les dispositions constitutionnelles antérieures, à savoir le Compromis de 1867 et les régimes de KÁROLYI et de BÉLA KUN. La Hongrie devient une monarchie constitutionnelle (sans roi !).

1er mars 1920 — L'amiral HORTHY « régent » de Hongrie (il restera au pouvoir jusqu'en 1945).

1921-1931 — Gouvernement BETHLEN.

1932 — Le gouvernement GÖMBÖS rétablit la situation économique.

1936 — Le gouvernement DARÁNYI rejette les méthodes autoritaires de GÖMBÖS.

1937 — Influence du nazisme (les « Croix fléchées », dirigées par SZÁLASI).

1938 — Gouvernement IMRÉDY, qui introduit les « Lois Juives ».

1939 — La Hongrie participe au démembrement de la **Tchécoslovaquie,** lors des accords de Munich. Chute d'IMRÉDY, auquel succède PÁL TELEKI.

1939-1941 — La Hongrie reste neutre.

1941 — La Hongrie déclare la guerre à l'URSS ; TELEKI se suicide ; son successeur est LÁSZLO BÁRDOSSY.

1942 — MIKLÓS KÁLLAY remplace BÁRDOSSY ; il est chassé du pouvoir (à la demande de HITLER) en mars 1944, et remplacé par le collaborateur pronazi DÖME SZTÓJAV. Extension des persécutions antisémites.

16 oct. 1944 — Offre d'armistice, plaçant la Hongrie sous le contrôle d'une commission militaire interalliée. HORTHY (qui a été contacté pour cette offre) est emprisonné par les Allemands (en 1949, il se réfugiera au Portugal).

Déc. 1944 — Le général MIKLÓS, qui est passé du côté des Soviétiques avec son armée, chef du gouvernement provisoire hongrois à **Debrecen.**

20 jan. 1945 — Armistice sovietico-hongrois.

13 févr. 1945 — Chute de **Budapest.**

Nov. 1945 — Élections ; le parti communiste, qui s'appuie sur la présence de l'Armée rouge, forme avec les socialistes et avec le *parti agrarien* (parti des petits propriétaires) le *Front national hongrois d'indépendance.* Les agrariens triomphent (56 % des suffrages, contre 17 % aux communistes), mais les communistes détiennent le ministère de l'Intérieur et se préparent à prendre le pouvoir (le Secrétaire général du parti est MÁTYÁS RÁKOSI).

Fév. 1946 — Proclamation de la République ; l'agrarien ZOLTÁN TILDY président de la République. FERENC NAGY (agrarien) président du Conseil. Lutte contre le clergé catholique (MGR MINDSZENTY).

1947 — Épuration dirigée par les communistes ; démission de FERENC NAGY, remplacé par l'agrarien LAJOS DINNYÉS.

1948 — Les communistes et les socialistes de gauche forment le *Parti des Travailleurs hongrois,* contrôlé par RÁKOSI, qui est en fait, le véritable maître de la Hongrie. Laïcisation, nationalisation des biens du clergé.

1949 — Le cardinal MINDSZENTY condamné à la prison à vie pour « espionnage ». Élections organisées par le ministre communiste de l'Intérieur, RAJK ; les partis bourgeois disparaissent de la scène politique.

20 août 1949 — Proclamation de la République populaire hongroise ; épuration des « titistes » (exécution de RAJK). Premier plan quinquennal.

1952-1953 — RÁKOS : président du Conseil.

1953-1955 — Déstalinisation ; IMRE NAGY président du Conseil.

1956 — Réhabilitation de RÁJK ; RAKOSI est remplacé par E. GERÖ.

Oct.-nov. 1956 — Insurrection nationale contre le régime ; E. GERÖ fait appel aux troupes soviétiques ; NAGY est remplacé par JÁNOS KÁDÁR, qui demande l'aide militaire soviétique contre **Budapest.**

1956-1958 — Répression, épuration, durcissement du régime. KÁDÁR Premier Ministre et Secrétaire général du parti communiste. Chef de l'État : ISTVÁN DOBI.

Juin 1958 — NAGY et ses partisans sont jugés et exécutés.

1958-1961 — Premier ministre : FERENC MÜNNICH.

1961-1965 — KÁDÁR à nouveau Premier ministre. A partir de 1960, le régime s'adoucit (amnisties). Déstalinisation.

1965 — GYULA KÁLLAI président du Conseil.

1967 — Libéralisation du système électoral ; PÁL LOSONCZI chef de l'État ; JENÓ FOCK président du Conseil.

1971 — Le cardinal MINDSZENTY autorisé à partir pour Rome (il était réfugié depuis 15 ans à l'ambassade des États-Unis).

1975 — Le réformiste GYÖRGY LÁZÁR président du Conseil.

Les Balkans.

La Bulgarie.

La Bulgarie actuelle fut occupée d'abord par les Thraces ; les Romains en firent une province (la Mésie), qui débordait quelque peu l'État moderne (celui-ci correspond à la Mésie inférieure).

VIe siècle — Premières infiltrations slaves en Mésie. Incursions des tribus bulgares (d'origine turco-mongole) dans les vallées du **Bas Danube,** de la **Volga** et de la **Kama.** Raids contre **Constantinople** (en 540, 558, 559).

626 — Les Bulgares, associés aux Avars, tentent de prendre **Constantinople.**

680 — Les Bulgares, sous la conduite de leur Khan ASPARUH, occupent la plaine entre le Dniestr et les Balkans et imposent leur souveraineté aux Slaves.

702-718 — Règne de Khan TERBEL, qui conquiert la **Thrace** et la **Roumélie** orientale.

755 — Raid des Bulgares contre **Constantinople.**

796 — Défaite des Avars (par CHARLEMAGNE), les Bulgares étendent leur territoire.

803-814 — Règne de Khan KRUM. Conquête de la Macédoine, de la Hongrie, de Serdica (Sofia ; 809) ; victoire sur l'empereur byzantin NÉCÉPHORE (qui périt sous ses coups en 811) ; siège de **Constantinople** (813) ; interrompu par la mort de KRUM.

814-831 — OMURTAG, fils de KRUM, khan des Bulgares ; il agrandit le territoire bulgare.

831-836 — Règne de MALAMIR.

852-889 — Règne de BORIS Ier, qui se convertit au christianisme grec. Création d'une Église nationale (870), dont la langue officielle est le slave. Slavisation progressive du pays ; adoption des caractères cyrilliques (c'est en Bulgarie que saint Cyrille et saint Méthode se réfugièrent, après avoir été chassés de Moravie par le clergé franc, en 885).

893-927 — Règne de SIMÉON, fils cadet de BORIS Ier. Création du grand empire bulgare, qui va de la mer Noire à l'Adriatique. Ces conquêtes ont été réalisées aux dépens de l'empire byzantin : SIMÉON s'est proclamé tsar des Bulgares et des Grecs.

927-969 — Règne de PIERRE Ier ; apogée de l'empire bulgare.

969-972 — Règne de BORIS II : écroulement de l'empire bulgare, envahi par les Russes et les Byzantins. L'État bulgare indépendant est limité à la Bulgarie occidentale ; le tsar est captif à Byzance.

980-1014 — Sursaut national, dirigé par un seigneur bulgare, SAMUEL qui tente, en vain, de reconstruire l'empire de SIMÉON.

1018-1185 — Domination byzantine.

1185-1186 — Révolte nationale bulgare sous la direction de PIERRE et JEAN ASEN. Reconstitution d'un second empire bulgare.

1197-1207 — JEAN I KALOJAN, frère des ASENS, reconnu roi des Bulgares par le pape (1204).

1207-1218 — Règne de l'usurpateur BORIL.

1218-1241 — Règne de JEAN III ASEN II ; apogée du second empire, dont la capitale est Tărnovo.

1235 — Autonomie de l'église bulgare.

1246-1257 — Règne de MICHEL Ier ASEN ; renaissance du danger byzantin.

1272 — Début des invasions mongoles. Désagrégation du second empire bulgare.

1279-1280 — Règne du dernier Asenide, JEAN IV ASEN III.

1280 — Domination mongole : la Bulgarie est démembrée au profit des grands boyards.

1280-1323 — Dynastie des Tertérides, créée par GEORGES TERBER Ier, sous le contrôle des Mongols.

1323-1330 — Règne de MICHEL III SIŠMAN, qui fonde la dynastie des Sišmanides.

1330 — Annexion (provisoire) de la Bulgarie à la Serbie.

1331-1371 — Règne de JEAN VI ALEXANDRE.

1382 — Les Turcs prennent Sofia.

1393 — Les Turcs prennent Tărnovo.

1316 — Les Turcs prennent Vidin et annexent la Bulgarie, désormais intégrée dans l'empire ottoman.

1774 — Traité de **Kutchuk-Kaïnardji (Küçük-Kaynarca)** entre la Russie et la Turquie : la Russie protectrice des chrétiens orthodoxes sous domination ottomane (notamment : les Grecs et les Bulgares).

1870 — Constitution d'une Église bulgare indépendante du patriarcat de **Constantinople.**

1876 — Révolte en Bulgarie, sévèrement réprimée par les Turcs.

1877 — Le grand-duc NICOLAS de Russie crée une *légion bulgare* et libère le pays.

Mars 1878 — Traité de **San Stefano** : constitution d'une grande Bulgarie, imposée par les Russes (voir p. 31).

Juil. 1878 — Révision du traité de San Stefano au Congrès de **Berlin.** La Bulgarie est réduite territorialement et reste vassale de la Turquie.

1879 — ALEXANDRE DE BATTENBERG est élu prince de Bulgarie par l'Assemblée bulgare ; son Premier ministre, STAMBOLOV, est fermement opposé à la Russie.

1885 — Union de la Roumélie orientale avec la Bulgarie. Guerre serbo-bulgare (traité de **Bucarest,** mars 1886).

1887 — FERDINAND DE SAXE-COBOURG élu prince de Bulgarie.

1894 — Chute de STAMBOLOV.

Oct. 1908 — FERDINAND DE SAXE-COBOURG se proclame tsar des Bulgares à Tărnovo et rompt tous liens de dépendance avec l'empire ottoman.

Oct. 1912 — La *Ligue balkanique* (Bulgarie, Serbie, Grèce) mène une guerre victorieuse contre la **Turquie.**

Juin 1913 — La Bulgarie se retourne contre ses alliés, auxquels s'associent la **Roumanie** et la **Turquie.** Elle est vaincue et doit signer le second traité de **Bucarest** (août 1913), qui lui enlève la plupart des territoires conquis.

Oct. 1915 — La Bulgarie entre dans la guerre aux côtés des empires centraux.

Sept. 1918 — Défaite de l'armée bulgare face aux Alliés (armée de Salonique). Abdication de FERDINAND en faveur de son fils BORIS III.

1919 — Traité de **Neuilly.** Constitution du parti communiste bulgare. Création de l'*Organisation révolutionnaire internationale macédonienne* (ORIM).

1920 — STAMSOLIYSKI, chef du parti agrarien, à la tête du gouvernement d'octobre 1919 à juin 1923, date de son exécution après un coup d'État militaire.

1923-1924 — Période de troubles semi-révolutionnaires.

1934 — BORIS III suspend la constitution et dissout l'ORIM.

1937 — Pacte avec la Yougoslavie.

mars 1941 — Pacte de Vienne, imposé par HITLER (alliance germano-bulgare).

1943 — Mort de BORIS III ; SIMÉON II lui succède.

9 sept. 1944 — Constitution d'un gouvernement hostile à l'Allemagne, sous la direction de KIMON GEORGIEV, chef du parti indépendant « Zveno » ; après que l'URSS ait déclaré la guerre à la Bulgarie (5 septembre 1944) ; le nouveau gouvernement retourne la Bulgarie contre l'Allemagne nazie. L'armistice avec les Alliés est signé le 28 octobre 1944.

1945 — Élections ; succès du *Front de la patrie,* où dominent les communistes.

1946 — Le parti communiste seul au pouvoir ; constitution du 15 septembre 1946. Président du Conseil, GEORGES DIMITROV. La Bulgarie est une République populaire.

1949 — Mort de DIMITROV, auquel succède KORALOV, puis, en 1950, ČERVENKOV, Premier ministre jusqu'en 1956.

1956-1962 — ANTON ŽUGOV. Premier ministre.

1964-1971 — TODOR ŽIVKOV. Premier ministre (Premier secrétaire du parti communiste depuis 1954) ; le chef de l'État (président du Présidium) est GEORGHIU TRAIKOV.

1971 — Nouvelle constitution. ŽIVKOV Premier secrétaire du Parti et chef de l'État ; Premier ministre : STANKO TODOROV.

La Grèce moderne.

Les territoires qui constituent l'État grec actuel ont été soumis à de très nombreuses vicissitudes historiques, disputés qu'ils furent par les Byzantins, les Francs, les Ottomans, qui ont été ses maîtres jusqu'en 1830 (les premières incursions ottomanes datent de 1360 : occupation de la Thrace ; Constantinople tombe, rappelons-le, en 1453).

1821 — ALEXANDRE YPSILANTI proclame la révolution en **Moldavie** et en **Valachie ;** DIKAIOS PAPAFLESSAS dans le **Péloponnèse** et la **Grèce centrale.** Répression turque.

Janv. 1822 — Constitution d'Épidaure votée par une première Assemblée nationale ; proclamation de l'indépendance.

1825 — Réaction turque menée par MÉHÉMET. ALI et IBRĀHĪM PACHA. (prise de **Missolonghi** par les Turcs, en 1826 ; de l'**Acropole d'Athènes** en 1827).

1827 — Triple alliance conclue entre la Russie, l'Angleterre et la France en vue d'une médiation entre la Grèce et la Porte. La Grèce est gouvernée par le dictateur JEAN CAPO D'ISTRIA.

20 oct. 1827 — Bataille navale de **Navarin,** la flotte turque est anéantie par les alliés.

1828 — Guerre russo-turque.

1829 — Traité d'**Andrinople** entre la Russie et la Turquie ; la Turquie reconnaît l'autonomie de la Grèce, qui reste toutefois vassale de la Turquie.

3 fév. 1830 — Protocole de **Londres** établissant le « royaume de Grèce ».

1831 — Assassinat de CAPO D'ISTRIA.

Mai 1832 — A la conférence de Londres les trois puissances protectrices (France, Russie, Grande-Bretagne) choisissent comme souverain OTTON Ier, prince de Bavière.

1832 — Reconnaissance de l'indépendance grecque par la Turquie. Au traité de Constantinople, la Grèce comprend le **Péloponnèse,** l'**Attique,** la **Phocide** et l'**Étolie.**

1844 — Constitution conservatrice.

1862 — OTTON est destitué ; l'Angleterre lui choisit comme successeur GUILLAUME-GEORGES de Danemark devenu GEORGES Ier DE GRÈCE (31 octobre 1863).

1864 — Constitution parlementaire, instituant le suffrage universel.

1866 — Soulèvement en **Crète** contre les Turcs, encouragé par la Grèce, mais l'île reste une possession ottomane ; gouvernement KOUMOUNDOÛROS.

1869 — Conférence de **Paris,** la **Crète** reste à la Turquie. Gouvernement ZAÏMIS.

1878 — Conférence de **Berlin** après la guerre russo-turque ; la Grèce n'obtient que quelques rectifications de frontières.

1896-1897 — Nouveau soulèvement de la **Crète,** favorisé par le roi et le gouvernement grec (DELYANNIS). Traité de **Constantinople,** accordant l'autonomie à la **Crète,** confiée au fils de GEORGES Ier, le prince GEORGES DE GRÈCE.

1904 — Des bandes armées grecques, les Komitadjis luttent avec les Bulgares en **Macédoine.**

1905 — Révolte en **Crète ;** le prince GEORGES est remplacé par ZAÏMIS.

1909 — Révolution libérale, qui appelle au pouvoir ELEUTHERIOS VENIZÉLOS. Premier ministre en octobre 1910.

1911 — Une Assemblée constituante élabore une nouvelle constitution garantissant les libertés individuelles.

1911-1920 — Progrès politiques et économiques.

1912 — *Ligue Balkanique* (Bulgarie, Serbie, Grèce, Montenegro) et guerre contre la **Turquie** (première guerre balkanique).

Mars 1913 — Après l'assassinat de GEORGES Ier à

Thessalonique, la Couronne de Grèce revient à Constantin Ier, beau-père de l'empereur allemand.

Juin 1913 — Deuxième guerre balkanique contre la **Bulgarie**; traité de **Bucarest** accordant la plus grande partie de la **Macédoine** à la Grèce.

1914 — Début de la Première Guerre mondiale; la Grèce reste neutre.

Mars 1915 — Démission de Venizélos, favorable aux Alliés; (Constantin est évidemment pro-allemand).

Août 1915 — Venizélos rappelé à la tête du gouvernement, après la victoire électorale de son parti.

Octobre 1915 — Nouvelle démission de Venizélos, remplacé par Zaïmis, puis par Skoldoulis.

1916-1917 — Occupation de la **Thessalie** par les armées alliées (les Alliés craignaient une alliance gréco-allemande).

Juin 1917 — Les Français (Charles Jonnart) exigent l'abdication de Constantin, auquel succède son fils Alexandre, qui rappelle Venizélos; la Grèce entre dans la guerre aux côtés des Alliés.

Nov. 1919 — Traité de **Neuilly**, avec la Bulgarie (acquisition de la **Thrace occidentale**).

10 août 1920 — Traité de **Sèvres** donnant à la Grèce la **Thrace orientale**, les **îles Imbros** et **Ténédos**. La Grèce continue la guerre contre la **Turquie**. Après la mort d'Alexandre, rappel de Constantin et exil de Venizélos.

1922 — L'armée turque pénètre en Grèce.

24 juil. 1923 — Traité de **Lausanne** par lequel la Grèce abandonne définitivement l'Asie mineure à la Turquie.

1923 — Le roi quitte la Grèce après un coup d'État monarchiste manqué en octobre 1923 (la tentative était dirigée par Metaxás). Armistice de Mondiana. Constantin abdique en faveur de Georges II.

1924 — Le « parti ouvrier socialiste » prend le nom de parti communiste grec.

25 mars 1924 — Proclamation de la République. Instabilité politique. Succès des vénizélistes aux élections; restrictions territoriales et déplacements de populations minoritaires. Georges II se retire; l'amiral Koudouriótis régent.

1925 — Premier gouvernement Papanastasíou; 1926 : dictature éphémère.

1926-1927 — Gouvernement Zaïmis.

1927 — Nouvelle constitution (parlementaire).

1928 — Rappel de Venizélos au pouvoir; il signe des traités d'armistice avec l'Italie et la Yougoslavie, se rapproche de la Turquie et refuse son soutien aux nationalistes de Chypre.

Mai 1932 — Démission de Venizélos, auquel succèdent Papanastasíou, puis Tsaldharis.

Mars 1933 — Coup d'État du général Plastíras. Prise du pouvoir par le général Condylis.

Oct. 1935 — Restauration de la monarchie; le roi Georges II retourne en Grèce; exil de Venizélos. Dhemerdzis Premier ministre.

4 août 1936 — En accord avec le roi, le général Metáxas abolit la constitution de 1927 et instaure la dictature, qui durera jusqu'à la mort de Metáxas, en 1941.

1940 — La Grèce se range aux côtés de l'Angleterre.

Oct. 1940 — Agression italienne; les Italiens sont mis en déroute.

Avr. 1941 — Occupation du pays par les Allemands; le gouvernement et le roi s'exilent au Caire. Le parti communiste et les autres mouvements de gauche créent le *Front national de libération* (Eam) et l'*Armée populaire grecque de libération* (Elas) pour lutter contre l'occupant. D'autres organisations de résistance, anticommunistes, l'Ekka et l'Edes s'opposent à eux.

Oct. 1944 — **Athènes** et **Le Pirée** se libèrent. Début de guerre civile entre les « partisans » et les troupes royalistes.

Fin 1944 — Gouvernement du général Plastíras.

Fév. 1945 — Trêve de **Várkiza**.

1946 — Élections : succès des royalistes (abstention des communistes). Plébiscite rappelant Georges II.

1947 — Le général Márkos (extrême-gauche) crée un gouvernement de la « Grèce libre » en Épire — Mort de Georges II (avril) auquel succède son frère Paul Ier.

1949 — Fin de la guerre civile.

1950 — Élections; victoire du centre-gauche (général Plastíras).

1952 — La Grèce entre à l'OTAN. Gouvernement du maréchal Papagos (groupement des anciens partis de droite).

1953 — Traités avec la Yougoslavie et la Turquie; reprise des relations diplomatiques avec l'URSS.

1955 — Mort de Papagos. Gouvernement Karamanlis (radical), qui reste au pouvoir jusqu'en 1963.

1960 — Indépendance de l'île de Chypre : conflit avec le **Royaume-Uni** et avec la **Turquie**.

1963 — Papandhréou (Union des centres) Premier ministre.

1964 — Mort de Paul Ier; son fils Constantin II lui succède.

1965 — Conflit entre le roi et Papandhréou, qui démissionne; il est remplacé par Georges Novas, puis par Stefanopoulos, qui démissionne à son tour en décembre 1966. Tous ces remous sont en rapport avec le problème chypriote.

1967 — Gouvernement de Jean Paraskevopoulos, qui reste au pouvoir trois mois. Gouvernement de droite de Canellopoulas, qui dissout la Chambre.

Avr. 1967 — Coup d'État instaurant le « régime des colonels » (général Pattakos, colonels Papadhópoulos et Makarezos); nouveau gouvernement, présidé par Constantin Kolliás. Exil du roi; le général Zoïtakis est nommé régent. Le régime des colonels est une dictature sévère, qui est blâmée par l'opinion mondiale.

1969 — La Grèce invitée à quitter le Conseil de l'Europe, en réprobation du régime dictatorial instauré par les colonels, qui se consolide en 1970.

1971 — Suspension de l'aide militaire américaine à la Grèce; Papadhopoulos élimine les militaires au profit des ministres « technocrates ».

1972 — Reprise de l'aide militaire américaine. Zoïtakis démis de ses fonctions et remplacé par Papadhopoulos.

1er juin 1973 — Abolition de la monarchie.

25 nov. 1973 — Coup d'État militaire qui renverse Papadhopoulos au profit du général Ghizikis; nouveau Premier ministre : Adamatios Androutsopoulos.

23 juil. 1974 — Les militaires abandonnent le pouvoir qu'ils avaient usurpé en 1967 (en rapport avec les affaires de Chypre). Karamanlis est rappelé de son exil; il instaure la République par référendum (8 décembre 1974).

1974 — La Grèce quitte l'OTAN.

1975 — Nouvelle constitution adoptée par le Parlement. Président de la République : Constantin Tsatsos; Premier ministre : Karamanlis.

1975-1980 — Difficultés économiques et politiques; mais Karamanlis reste au pouvoir.

Mai 1980 — Karamanlis président de la République; Georges Rallis (libéral) Premier ministre.

1er janvier 1981 — Entrée de la Grèce dans la CEE.

La Roumanie.

Le peuple roumain résulte de la fusion — très mal connue — de populations préromaines, romaines et « barbares ». Les premières principautés roumaines font leur apparition au Bas Moyen Age; leur religion est le christianisme orthodoxe (liturgie bulgare). Ces principautés sont convoitées et envahies par les Hongrois, ce qui provoque l'exil des Roumains vers les plaines danubiennes.

Les premiers « États » roumains (**Transylvanie, Moldavie, Valachie**) se sont progressivement libérés de la domination hongroise (sauf la **Transylvanie**, qui fut saxonisée et magyarisée), la **Valachie** en 1330, la **Moldavie** en 1359. La lutte des princes roumains contre l'empire ottoman n'a pas été heureuse; quelques princes s'y sont illustrés : Étienne IV le Grand de Moldavie (1475), Michel le Brave de Valachie (1594-1597), par exemple. Au xviiie siècle, la Russie commence à s'intéresser aux provinces roumaines, qu'elle occupe à diverses reprises à partir de 1679, jusqu'en 1877.

1774 — Traité de **Kutchuk-Kaïnardji** : la Porte cède le contrôle des principautés aux Russes.

1829 — Traité d'**Andrinople**.

1848 — Tentative de révolution, réprimée par l'armée russe.

1849 — Répression russo-turque.

1853-1854 — Occupation russe, à l'occasion de la guerre de **Crimée**.

1854-1856 — Occupation autrichienne (au nom de l'Europe).

1856 — Traité de **Paris** : protectorat russe annulé; les principautés passent sous la suzeraineté turque, avec la garantie des Puissances européennes.

1858 — Conférence de **Paris** : reconnaissance des principautés unies de **Moldavie** et de **Valachie**.

1859-1866 — Alexandre Cuza *hospodar* (gouverneur) commun à la **Moldavie** et à la **Valachie**.

1864 — Première réforme agraire.

1866 — Cuza est remplacé par Charles de Hohenzollern.

1867 — Compromis austro-hongrois : la **Hongrie** annexe la **Transylvanie**.

1877 — Entrée en guerre de la **Roumanie** aux côtés des Russes, contre la **Turquie**; création de la **Roumanie** indépendante (mai 1877).

1878 — Traité de **Berlin** : la **Roumanie** est reconnue indépendante et souveraine.

1881 — Charles de Hohenzollern devient Carol Ier de Roumanie.

1883 — Alliance secrète entre l'**Allemagne** et l'**Autriche-Hongrie**.

1913 — Guerre contre la **Bulgarie** et traité de **Bucarest** (voir p. 138)

1914-1927 — Règne de Ferdinand Ier.

1916 — Entrée en guerre de la **Roumanie** aux côtés des Alliés.

1918 — La **Bucovine**, la **Transylvanie** et le **Banat** proclament leur union à la Roumanie.

Sept. 1919 — Traité de **Saint-Germain-en-Laye**, confirmant les frontières roumaines après l'union de 1918.

Juin 1920 — Traité de **Trianon**. La Hongrie cède le banat de **Temesvár**.

1921 — Le parti communiste est fondé en Roumanie.

1921 — Vote d'une loi agraire : redistribution des terres.

1923 — Constitution.

1927 — Michel Ier, roi de Roumanie.

1930 — Charles II (Carol II) reprend le pouvoir à son fils Michel Ier.

1930 — La *Légion de l'Archange Michel*, formée en 1927, par Codreanu se transforme en *Garde de Fer*.

1938 — Dictature de Charles II. Mort de Codreanu.

Juin 1940 — L'URSS s'empare de la **Besserabie** et de la **Bucovine** du Nord.

Sept. 1940 — Arrivée au pouvoir de Ion Antonescu. Abdication de Charles II en faveur de Michel Ier.

1941 — Déclaration de guerre à l'URSS.

1942 — Antonescu reçoit les pleins pouvoirs.

1944 — Arrestation d'Antonescu et de son frère Mihaï après les succès de l'offensive soviétique.

1945 — Le parti communiste impose Groza, fondateur du *Front des agriculteurs*, à la tête du gouvernement.

1946 — Victoire électorale du bloc des partis démocratiques, dirigé par le parti communiste (dont le Secrétaire général est, depuis 1944, Anna Pauker).

1947 — Élimination de l'opposition.

Déc. 1947 — Le roi Michel abdique. Proclamation de la République populaire roumaine. Le parti ouvrier roumain est dirigé par Gheorgiu-Dej.

Fév. 1948 — Traité d'assistance mutuelle avec l'URSS.

Avr. 1948 — Vote de la constitution.

1952 — Démission d'Anna Pauker accusé de « déviationnisme de droite ». Gheorghiu-Dej remplace Groza.

Sept. 1952 — Vote d'une nouvelle constitution.

1955 — Adhésion de la Roumanie au pacte de **Varsovie**. Gheorghiu-Dej est remplacé par Chivu Stoica à la tête du gouvernement.

1957 — Rapprochement avec la **Yougoslavie**.

1965 — Nicolas Ceausescu, Secrétaire général du parti.

1967 — Importants changements approuvés par l'Assemblée nationale : Ceausescu chef de l'État (mais il ne devient président de la République qu'en mars 1974 quand l'office est créé). Échange d'ambassadeurs avec **Bonn** (juillet).

mars 1969 — Ceausescu réélu chef de l'État; président du Conseil, Ion Gheorghiu Maurer.

1973-1974 — Renforcement de la position de Ceaucescu, président de la République, président du Conseil d'État et Secrétaire général du parti communiste.

mars 1974 — Ion Maurer remplacé par Manea Mánescu.

1975-1977 — Politique d'ouverture vers l'**Europe occidentale**, la **Chine**, les **États-Unis**.

1979 — Ilie Verdetz remplace Manea Mánescu.

La Tchécoslovaquie.

L'idée de réunir les Tchèques (**Bohême, Moravie, Silésie**) et Slovaques (**Slovaquie**) date de 1848, mais cette réunion ne s'est faite qu'après la Première Guerre mondiale, grâce à l'action de Masaryk. Jusqu'en 1918, les territoires correspondants appartenaient à l'**Autriche-Hongrie**.

1915 — Masaryk crée, à **Londres**, un Comité qui prend le nom, en 1916, de *Comité national des pays tchèques*.

4 nov. 1918 Le *Conseil* se proclame gouvernement provisoire de la Tchécoslovaquie.

1918 — Le comité national de **Prague** prend le pouvoir le 28 octobre. La République tchécoslovaque proclamée. En novembre, une assemblée élue (201 Tchèques et 69 Slovaques) élit T.G. Masaryk président de la République (les Allemands et les Hongrois de Tchécoslovaquie se sont abstenus).

1919 — Traités de **Versailles** et de **Saint-Germain** fixant les frontières de la Tchécoslovaquie.

1920 — L'Assemblée nationale constituante établit une constitution parlementaire. Le Dr Beneš, ministre des Affaires étrangères, signe un pacte avec la **Yougoslavie** : c'est la « Petite Entente », contre la **Hongrie**. Masaryk restera président de la République jusqu'en 1935.

1922 — Ministère Svehla (parti agrarien, qui restera au pouvoir jusqu'en 1938).

1924 — Alliance avec la **France**.

1925 — Accords de **Locarno**. Pacte d'assistance franco-tchèque.

1927 — Une réforme administrative divise la Tchécoslovaquie en quatre unités territoriales.

1929 — Svehla est remplacé par Udrzal.

1932 — En octobre, le ministère Udrzal est remplacé par le cabinet Malypetr.

1933 — Début de l'agitation nationaliste allemande dans les Sudètes, encouragée par Hitler; le parti allemand des Sudètes est dirigé par Konrad Henlein.

1935 — Signature d'un pacte avec l'URSS. Beneš succède à Masaryk (mort en 1937) comme président de la République.

1938 — Accords de **Munich** (29 et 30 septembre). 1er-10 oct. : invasion allemande, Emil Hacha succède à Beneš.

Mars 1939 — Démembrement de la Tchécoslovaquie.

1944 — Entrée de l'Armée rouge en **Slovaquie**.

1945 — Le social-démocrate Z. Fierlinger organise un gouvernement de coalition à **Košice**, avec Beneš comme président de la République. La Tchécoslovaquie retrouve à peu près ses frontières de 1919.

1946 — Expulsion des minorités allemandes (trois millions de personnes); échange de populations avec la **Hongrie**. Après le succès communiste aux élections de mai, Gottwald forme un gouvernement de Front national.

1947 — Traité de commerce avec l'URSS.

1948 — Démission des ministres appartenant aux partis « bourgeois »; constitution du 9 mai (la Tchécoslovaquie, démocratie populaire). Suicide de Jan Masaryk (mars); Beneš remplacé par Gottwald, Zápotocký président du Conseil.

1949 — Début de l'« épuration » du parti communiste.

1952 — Exécution de Clementis (ancien ministre des Affaires étrangères) et de Slansky (ancien Secrétaire général du parti).

1953 — Mort de Gottwald; Zápotocký président de la République, avec Široký comme président du Conseil.

1957 — Mort de Zápotocký, remplacé par Novotný, Secrétaire général du parti communiste depuis 1951.

1960 — Constitution du 11 juillet (la Tchécoslovaquie, république socialiste).

1963 — Élimination des staliniens, dont Široký, remplacé par Lenárt.

1964 — Réélection de Novotný à la présidence de la République.

1968 — Élection de Dubček comme Secrétaire général du parti et du général Svoboda comme président de la République. « Printemps de Prague » (tentative de libéralisation du régime); intervention des troupes soviétiques et des troupes du pacte de **Varsovie (RDA, Bulgarie, Hongrie, Pologne)**.

30 oct. 1968 — Transformation de la République unitaire (que dominent les Tchèques) en une République fédérale (égalité de représentation entre les Tchèques et les Slovaques).

1968-1969 — Élimination de Dubček au profit du Slovaque Husák; normalisation progressive et épuration. Svoboda reste président de la République; le nouveau président du Conseil est Lubomir Strougal.

1971 — Début des « procès-purges ».

1973 — Svoboda réélu président de la République.

1975 — Kusák président de la République, en remplacement de Svoboda (malade).

1977 — *Charte de 77* réclamant le respect des droits de l'Homme.

L'Albanie.

ixe-xe s. — Les Serbes et les Bulgares s'installent en Albanie.

1204 — Michel Comnène, de la famille impériale byzantine, fonde la principauté indépendante d'**Épire** comprenant l'**Albanie**, l'**Acarnie** et l'**Étolie**.

1318-1358 — La principauté passe aux Orsini.

1271-1368 — Les rois de **Sicile** conquièrent le centre de l'Albanie.

1331-1355 — Stephan Dušan incorpore l'Albanie à l'Empire serbe.

1366 — Balša, chevalier normand ayant servi sous Dušan, établit une dynastie à **Sentari** et appelle les chefs locaux à la lutte contre les Serbes et les Bulgares.

1421 — Fin de la dynastie de Balša. Domination turque.

v. 1760 — Mehmed Bushati, pacha de **Sentari**, rallie les chefs de clans du Nord et se soulève contre la suzeraineté turque.

v. 1819 — Calí, pacha de Ioannina, fonde un État virtuellement indépendant avec Ioannina comme capitale. Il est battu par les Turcs en 1822.

1908 — Révoltes contre l'*ottomanisation*.

1912 — Après une insurrection générale, les Turcs accordent l'autonomie à l'Albanie.

29 oct. 1913 — L'Albanie est officiellement un État souverain et indépendant.

7 mars 1914 — Le prince William de Wied, choisi par les Puissances comme roi d'Albanie, débarque à **Durazzo**. Il quitte l'Albanie le 3 septembre incapable d'affirmer son autorité. Le pays est ensuite occupé par les puissances belligérantes au cours de la Grande Guerre.

1918-1920 — Une administration interalliée gouverne le pays.

1920 — Élection d'un gouvernement autonome et choix de **Tirana** comme capitale.

7 déc. 1920 — L'Albanie devient membre de la Société des Nations.

9 nov. 1921 — La conférence des ambassadeurs confirme les frontières albanaises de 1913.

Déc. 1922 — Ahmed Bey Zogu, Premier ministre.

22 janv. 1925 — L'Assemblée nationale proclame la République. Zogu en devient le président le 1er février.

Nov. 1927 — Pacte de **Tirana** avec l'**Italie.**
1er sept. 1928 — ZOGU devient ZOG, premier roi d'Albanie.
7 avril 1939 — L'**Italie** envahit l'Albanie. Fuite du roi. L'Assemblée nationale offre le trône à VICTOR-EMMANUEL III qui l'accepte.
1944 — Le général ENVER HOXHA (communiste), commandant de l'armée albanaise de libération, devient Premier ministre. Le général HOÇI XOXE, ministre de l'Intérieur.
11 janv. 1946 — Proclamation de la République.
1953 — Mort de STALINE. Réorganisation du gouvernement (MEHMED SHEHU) et du parti communiste (ENVER HOXHA).
12 juil. 1954 — SHEHU devient Premier ministre. HOXHA reste Premier secrétaire du parti.
14 mai 1955 — L'Albanie adhère au pacte de **Varsovie.**
1961 — Rupture diplomatique avec l'URSS. L'Albanie se tourne vers la **Chine.**
1966 — Rapprochement avec la **Yougoslavie.**
1969-1970 — Établissement de relations diplomatiques avec la **Suisse**, la **Suède**, les **Pays-Bas**, la **Grèce**, la **Belgique.**
1970-1980 — Maintien au pouvoir d'ENVER HOXHA.

La Yougoslavie.

20 juil. 1918 — Déclaration de **Corfou** qui prévoit l'union des Croates, des Slovènes et des Serbes sous l'autorité du roi PIERRE Ier KARAGJORGJEVIČ.
29 oct. 1918 — Un congrès réuni à **Zagreb** proclame le « Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes » (qui prend en 1929 le nom de **Yougoslavie**).
Sept. 1919 ; nov. 1919 ; juin 1920 — Traités de **Saint-Germain**, de **Neuilly** et de **Trianon** qui fixent les frontières du nouvel État.
14 avr. 1920 — Traité d'entente avec la **Tchécoslovaquie.**
12 nov. 1920 — Traité de **Rapallo** qui accorde à l'Italie **Trieste**, l'**Istrie** et **Zadar.**
1921 — Constitution centraliste ; interdiction du parti communiste (août 1921).
1921-1934 — Règne d'ALEXANDRE Ier, qui instaure une semi-dictature (1929).
1921-1926 — PAŠIČ, Premier ministre.
Juin 1921 — La **Roumanie** s'allie à la **Yougoslavie** et à la **Tchécoslovaquie** (Petite Entente).
Nov. 1927 — Traité d'amitié avec la **France.**
Sept. 1931 — Nouvelle constitution : l'agitation croate devient violente avec les *Oustachis* dirigés par PAVELIČ.
9 fév. 1934 — Pacte défensif avec la **Roumanie**, la **Grèce** et la **Turquie.**
9 oct. 1934 — ALEXANDRE Ier est assassiné à Marseille par les *Oustachis*. PIERRE II lui succède : le prince PAUL est nommé régent.
1935-1939 — Ministère MILAN STOJADINOVIČ ; régime autoritaire inspiré par le fascisme.
24 janv. 1937 — Traité d'amitié avec la **Bulgarie.**
25 mai 1937 — Accords avec l'**Italie** et avec l'**Allemagne nazie.**
1939-1941 — Gouvernement TSVETKOVIČ, le régent PAUL exerce en fait le pouvoir.
Août 1939 — Autonomie de la **Croatie.**
25 mars 1941 — La **Yougoslavie** s'allie avec les puissances de l'Axe.
27 mars 1941 — Soulèvement populaire, renversement du gouvernement, PIERRE II prend le pouvoir effectif et signe un pacte avec **Moscou.**
6 avr. 1941 — Invasion allemande. La **Yougoslavie** est démembrée. Dans la **Croatie** devenue indépendante, PAVELIČ dirige le massacre des Serbes orthodoxes et des Juifs.
Juin 1941 — La résistance s'organise. Deux mouvements opposés : celui de MIHAJLOVIČ, favorable au roi, et celui du chef communiste TITO (JOSEPH BROZ).
26-27 nov. 1942 — Création du *Conseil antifasciste de libération nationale de Yougoslavie* (AVNOS). Dans les territoires libérés, le pouvoir communiste s'organise.
8 sept. 1943 — Les « partisans » de TITO, victorieux des troupes italiennes.
Nov. 1943 — Conférence de **Téhéran.** Les Alliés retirent leur appui à MIHAJLOVIČ et le donnent à TITO, qui dirigera le destin de la **Yougoslavie** jusqu'à sa mort, en 1980.
Oct. 1944 — L'Armée rouge pénètre en **Yougoslavie.**
1er mai 1945 — Les « partisans » entrent à **Trieste** : toute la **Yougoslavie** est libérée.
11 nov. 1945 — Élections. Le Front populaire recueille 90 % des voix.
29 nov. 1945 — Proclamation de la république. Nouvelle constitution. La **Yougoslavie** devient un État socialiste et fédéral, groupant six républiques **(Serbie, Croatie, Bosnie, Slovénie, Macédoine, Monténégro).**
Août 1947 — Traité d'amitié avec la **Bulgarie.**
28 juin 1948 — Rupture avec le *Kominform.*
1950 — Libéralisation partielle de l'économie.
1953 — Accord d'**Ankara** avec la **Grèce** et la **Turquie.**
Depuis 1960 — Rapprochement avec l'URSS ; développement d'une politique de non-alignement.
1er avr. 1963 — Nouvelle constitution.
1966 — Restructuration monétaire (le « dinar lourd »).
1969 — Création d'un *Bureau exécutif* collégial, préparant l'« après-titisme ».
29 juil. 1971 — Nouvelle constitution : la République fédérative de Yougoslavie, qui groupe six républiques et deux provinces autonomes **(Kossovo, Voïvodine)** est dirigée par un collège présidentiel de 23 membres (trois par république, deux par région) que coiffe le président de la République.
Fév. 1974 — Modification de la constitution : le conseil présidentiel est réduit à 9 membres.
Mai 1974 — TITO nommé président de la République à vie.
1980 — Mort de TITO (4 mai), auquel succède TZVIÉTINE MIATOVIČ.

LES DEUX ALLEMAGNES.

La République fédérale allemande (RFA).

8 mai 1945 — Capitulation sans condition de l'Allemagne hitlérienne.
2 août 1945 — Accords de **Potsdam.** Les quatre puissances prévoient de diviser l'Allemagne en quatre secteurs d'occupation. Le *Conseil de contrôle*, où siègent les chefs des quatre armées alliées **(États-Unis, Royaume-Uni, URSS, France)**, administre le pays. Au programme : dénazification, rétablissement d'autorités locales démocratiques, reconstitution de l'économie et prélèvement des réparations.
1945-1949 — Formation de partis politiques, en rapport avec les autorités d'occupation : *parti socialiste unifié allemand* en zone soviétique (SED), *parti social-démocrate* en zone britannique. Frontière de fait entre l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est.
1948 — Réforme monétaire dans les secteurs occidentaux.
Juin 1948-mai 1949 — Blocus de **Berlin** par les Soviétiques.
8 mai 1949 — Loi fondamentale proclamant la République fédérale allemande, avec **Bonn** pour capitale.
14 août 1949 — Premières élections. THEODOR HEUSS est élu président de la République.
15 sept. 1949 — KONRAD ADENAUER (parti chrétien-démocrate : CDU) chancelier (il restera au pouvoir jusqu'en 1963, s'appuyant sur la coalition CDU/CSU).
12 oct. 1949 — Naissance de la confédération des syndicats allemands (DGB).
18 avr. 1951 — Création de la Communauté Européenne Charbon-Acier.
Sept. 1952 — Traité germano-israélien.
1953 — Victoire électorale du CDU ; consolidation du pouvoir d'ADENAUER.
18 juil. 1954 — Réélection de HEUSS à la présidence de la République.
23 oct. 1954 — Accords de **Paris**, qui prévoient la fin du régime d'occupation par les trois puissances occidentales.
5 mai 1955 — Entrée en vigueur des accords de Paris ; fin de l'occupation occidentale. La RFA, adhère à l'OTAN.
17 août 1956 — Interdiction du parti communiste allemand.
27 oct. 1956 — Accords de **Luxembourg**. La France restitue la Sarre à l'Allemagne.
1er janv. 1957 — Rattachement de la Sarre à l'Allemagne.
25 mars 1957 — Création de la Communauté Économique Européenne (traité de **Rome**).
Fin 1957 — Victoire électorale du CDU ; ADENAUER se maintient au pouvoir.
1er juil. 1959 — Le Dr HEINRICH LUBKE remplace HEUSS à la présidence de la République.
6 mars 1961 — Réévaluation du mark.
13 août 1961 — Construction du mur de **Berlin.**
Sept. 1961 — Victoire électorale du CDU ; ADENAUER toujours chancelier. Mais la coalition CDU/CSU (CSU : parti social-chrétien) perd la majorité absolue.
22 janv. 1963 — Accords franco-allemands.
15 oct. 1963 — Démission du chancelier ADENAUER, remplacé par LUDWIG ERHARD (CDU), ministre de l'Économie nationale.
1er juil. 1964 — Réélection de LÜBKE à la présidence de la République.
Nov. 1965 — Succès électoral de la coalition CDU/CSU (245 sièges), mais progrès importants du parti social-démocrate (SPD) que dirige WILLY BRANDT (202 sièges).
1er déc. 1966 — KURT GEORG KIESINGER (CDU) succède à EHRARD à la chancellerie.
Déc. 1966 — Coalition gouvernementale : CDU/CSU/SPD ; BRANDT vice-chancelier.
1969 — GUSTAV HEINEMANN, président de la République. WILLY BRANDT, chancelier.
1972 — Victoire électorale de la coalition SPD/libéraux ; WILLY BRANDT reste chancelier et développe sa politique étrangère.
1974 — Chute de WILLY BRANDT, à la suite d'un scandale politique ; HELMUT SCHMIDT (SPD), ministre de l'Économie et des Finances, lui succède. En mai 1974, WALTER SCHEEL est élu président de la République.
1976 — HELMUT SCHMIDT réélu chancelier.
1975-1977 — Apogée du « terrorisme » rouge en Allemagne *(le groupe Baader-Meinhof)* ; les membres du groupe sont arrêtés et trouvent la mort en prison (explication officielle : suicide).
mai 1979 — KARL CARSTENS (CDU) élu président de la République.
1980 — L'Allemagne, qui avait jusqu'alors bien réagi à la crise économique mondiale, connaît ses premières graves difficultés économiques. Le deutsche mark, qui, jusqu'alors, avait été une monnaie très forte, est menacé (notamment par les progrès du dollar, après l'élection de REAGAN aux États-Unis).

La République démocratique allemande (RDA).

1948 — Les autorités soviétiques constituent une Commission économique allemande.
Mars 1948 — Premier rassemblement de masse du Congrès du peuple ou *Volkskongress.*
Mars 1948 — Deuxième Congrès à la suite duquel est désigné un *Volkstrat* qui a pour mission de préparer une constitution.
30 mai 1949 — Troisième Congrès du peuple qui approuve le projet d'une nouvelle constitution.
7 octobre 1949 — OTTO GROTEWOHL organise un gouvernement provisoire, qu'il dirige avec WALTER ULBRICHT *(parti socialiste unifié ou SED).*
1951-1956 — Élaboration d'un plan quinquennal. Objectifs de ce plan : intensification de l'industrie, de l'agriculture, etc.
17 juin 1953 — A **Berlin** et dans les grandes villes, les ouvriers se révoltent, l'accroissement des normes de travail n'étant pas accompagné d'une augmentation des salaires.
1956 — Les forces de la RDA sont rattachées aux forces du pacte de **Varsovie.**
1956-1960 — Second plan quinquennal tendant à mettre à exécution les données fondamentales du socialisme.
1er oct. 1959 — La loi du plan septennal est adoptée par la *Volskammer.*
1960 — Mort du président WILHELM PIECK, il n'est pas remplacé ; WALTER ULBRICHT président du Conseil d'État de la RDA.
1961-1963 — Troisième plan quinquennal.
Oct. 1961 — Conférence avec l'URSS pour créer une communauté plus étroite entre l'économie nationale de la RDA et celle de l'Union soviétique.
1964 — Mort de GROTEWOHL ; WILLI STOPH lui succède à la tête du gouvernement.
1968 — Constitution de la RDA.
1971 — ERICH HONECKER Premier secrétaire du SED : il succède à ULBRICHT, qui conserve ses fonctions de président du Conseil d'État.
1973 — Mort de WALTER ULBRICHT ; WILLI STOPH devient président du Conseil d'État et HORST SINDEMANN chef du gouvernement.
1974 — Nouvelle constitution, écartant notamment toute réunification possible des deux Allemagnes.
1976 — E. HONECKER président du Conseil d'État ; WILLI STOPH redevient Premier ministre.

LA FRANCE

LA FRANCE, DE CLOVIS A LOUIS XVI

* : fils du précédent.
En *italique* : dates de règne ou d'avènement.

Le Moyen Age.

Les dynasties franques.

Les Mérovingiens.

MÉROVÉE *(448-457)*.
Troisième roi franc (fils de CHLODION ou CLODION LE CHEVELU) ; a participé à la victoire du Romain AETIUS sur ATTILA aux **Champs Catalauniques (451).**
*CHILDÉRIC Ier *(457-481* ou *482)*.
Roi des Francs saliens ; époux de BASINE, qui fut la mère de CLOVIS.
*CLOVIS Ier *(481* ou *482-511)*.
486 — Vainqueur des Romains de SYAGRIUS à **Soissons.**
493 — Mariage avec Clotilde.
496 — Victoire sur les Alamans à **Zülpich**, près de Cologne (bataille dite « de **Tolbiac** ». Conversion au christianisme.
507 — Victoire sur les Visigoths d'ALARIC II à **Vouillé.**
509 — Conquête du royaume des Francs ripuaires.
511 — Partage du royaume de CLOVIS entre ses quatre fils ; capitales : **Paris, Soissons, Orléans, Metz**, respectivement attribuées à *CHILDEBERT Ier *(511-558)*, *CLOTAIRE Ier *(511-561)*, *CLODOMIR Ier *(511-524)* et *THIERRI Ier *(511-534)*. A ce dernier succède son fils THIBERT Ier (ou THÉODEBERT, *534-548*) et son petit-fils THÉODEBALD Ier *(548-555)*.
558 — CLOTAIRE Ier seul roi des Francs, jusqu'à sa mort, en 561.
Remarque : le mot latin *Francia* désigne, à partir de 550 environ, le Nord de la Gaule, puis l'ensemble du royaume mérovingien ; par la suite, les pays au nord de la Loire seront appelés *Neustrie* à l'Ouest et *Austrasie* à l'Est.
CHILPÉRIC Ier *(561-584)* — Fils de CLOTAIRE Ier ; roi de Neustrie, époux de FRÉDÉGONDE. A dû combattre son demi-frère SIGEBERT Ier.
SIGEBERT Ier *(561-575)* — Fils de CLOTAIRE Ier ; roi d'Austrasie, époux de BRUNEHAUT, fille du roi des Visigoths. S'est emparé du royaume de CHILPÉRIC en 574, mais a été assassiné en 575 par des hommes de mains de FRÉDÉGONDE.
*CHILDEBERT II *(575-596)* — Roi d'Austrasie ; Roi de Bourgogne de *593* à *596.*
*THIBERT II *(596-612)* — Roi d'Austrasie ; assassiné à l'instigation de sa grand-mère BRUNEHAUT.
CARIBERT Ier *(561-567)* — Fils de CLOTAIRE Ier ; roi de Paris et de l'Ouest de la Gaule. Ascension des *maires du palais* (principaux auxiliaires des rois).
GONTRAN Ier *(561-592)* — Fils de CLOTAIRE Ier, roi d'Orléans et de Bourgogne. Calme les dissensions entre ses frères. Fait sacrer CLOVIS II à Soissons. Canonisé.
THIERRI II *(596-613)* — Roi de Bourgogne, puis, en *612*, roi d'Austrasie.
Fils de CHILDEBERT II. Victoires contre CLOTAIRE II à Dormeuil et à **Étampes (602).** Victoires contre THIBERT à **Toul** et à **Tolbiac (612).**
CLOTAIRE II *(584-629)* — Fils de CHILPÉRIC Ier.
Après la mort de THIERRI II, s'empare de l'Austrasie. Fait périr BRUNEHAUT et ses fils.
*DAGOBERT Ier *(629-639)* — Bat les Soissonnais, les Gascons, les Bretons ; reconstitue le royaume de CLOVIS ; restaure l'ordre et administre le royaume avec l'aide de ses conseillers (DIDIER, SAINT OUEN et SAINT ÉLOI).
*SIGEBERT III *(634-659)* — Roi d'Austrasie. Fonde un grand nombre de couvents. Canonisé.
CLOVIS II *(639-657)* — Fils de DAGOBERT Ier, surnommé « le Fainéant », roi de Neustrie et de Bourgogne. Tutelle de sa mère NANTILDE et des maires du palais.
*CLOTAIRE III *(657-673)* — Roi de Neustrie et de Bourgogne. Tutelle de sa mère BATHILDE.
CHILDÉRIC II *(662-675)* — Roi d'Austrasie. Fils de CLOVIS II. Réunit à son royaume la Neustrie et la Bourgogne à la mort de son frère. Assassiné par BODILLON.
DAGOBERT II *(676-679)* — Roi d'Austrasie ; surnommé « le Jeune ». Fils de SIGEBERT III. Chassé de ses États et assassiné par GRIMOALD, maire du Palais.
THIERRI III *(675-679)* — Roi de Neustrie, fils de CLOVIS II. Roi oisif. Laisse gouverner son royaume par PÉPIN DE HERSTAL, maire du palais d'Austrasie puis, après la victoire de **Tertry (685)**, maire du palais de Neustrie.
*CLOVIS III *(691-695)* — Roi d'Austrasie, surnommé « le Fainéant ». Tutelle de PÉPIN DE HERSTAL.
CHILDEBERT III *(695-711)* — Roi de Neustrie et de Bourgogne, surnommé « le Juste ». Fils de THIERRI III. Tutelle de PÉPIN DE HERSTAL.
*DAGOBERT III *(711-715)* — Roi de Neustrie et de Bourgogne. Tutelle de PÉPIN DE HERSTAL, qui meurt en 714.
CLOTAIRE IV *(717-719)* — Son trône est usurpé par CHARLES MARTEL, maire du palais, fils de PÉPIN DE HERSTAL et de sa concubine ALPAÏDE.
CHILPÉRIC II *(715-721)* — Roi de Neustrie. Fils de CHILPÉRIC II. Vaincu en 716 et empoisonné par CHARLES MARTEL.
THIERRI IV *(721-737)* — « De Chelles ». Fils de DAGOBERT III. Ne règne que de nom.
Interrègne *(737-742)* et règne *de facto* de. CHARLES MARTEL jusqu'à sa mort, en 741.
CHILPÉRIC III*(743-751)* — Fils de CHILPÉRIC II. Placé sur le trône par PÉPIN LE BREF, qui le renverse bientôt pour gouverner à sa place.

La France sous les Carolingiens.

A la mort de THIERRI IV, CHARLES MARTEL, maître de l'Austrasie et de la Neustrie, ne lui donne pas de successeur. Il entreprend une guerre de conquêtes

(contre les Saxons, les Frisons du Nord, la Bavière), agrandit l'empire franc et arrête l'invasion musulmane (bataille dite « de **Poitiers** », 732, contre 'Abd Arrahmán). Il meurt en 741, après avoir partagé son héritage entre ses fils Carloman et Pépin le Bref.

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
751 — Pépin le Bref est élu roi des Francs à l'Assemblée de Soissons. Il fonde la dynastie carolingienne (maire du palais en *741*, roi de *751* à *768*). **754** — Sacre de Pépin par le pape Étienne II ; « promesse de Pépin » de restituer au pape l'exarchat de Ravenne (c'est-à-dire l'Italie byzantine).	**751** — Les Lombards occupent **Ravenne.** **752** — Début de la conquête de la **Septimanie** par Pépin. Le Lombard Aistulf attaque l'État pontifical. **754** — Pépin en Italie. Premier traité de **Pavie.** **756** — Siège de **Rome** par Aistulf; nouvelle expédition de Pépin et second traité de **Pavie.**

Charlemagne *(768-814)*

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
768 — Mort de Pépin ; ses fils Charles et Carloman se partagent le royaume franc. **771** — Mort de Carloman. Charles seul roi jusqu'à sa mort, en 814 (on l'appellera Charlemagne). **778** — Réforme monétaire. **780** — Institution des *plaids généraux* (conseil consultatif composé de chefs militaires et de dignitaires ecclésiastiques) et des *scabini* (juges qui assistaient les comtes). **781** — Louis, fils de Charlemagne, roi d'Aquitaine. **789-790** — Création de la marche de Bretagne. **800** — Charlemagne couronné empereur à **Rome,** par le pape. Début des discussions avec **Byzance.** **802** — Règlementation de l'office des *missi dominici* (envoyés de l'empereur). **812** — Byzance reconnaît Charlemagne comme *basileus* (roi). **814** — Mort de Charlemagne. Son fils Louis Ier le Pieux seul roi (les autres fils de Charlemagne étaient morts).	**772-776** — Expéditions contre les Saxons. **773-774** — Charles en Italie ; siège de **Pavie.** **774** — Charles, roi des Lombards. A **Rome,** il renouvelle la promesse de Pépin. **778** — Charlemagne en Espagne. **Roncevaux.** **779** — Expéditions en **Saxe.** **785** — Les Francs prennent **Gérone,** en **Catalogne.** **787** — Soumission de Tassilon de Bavière. **788** — Annexion de la **Bavière** à l'État franc. **791** — Début des expéditions contre les Avars, qui deviendront les vassaux des Francs en **796.** **799** — La **Saxe** incorporée dans l'État franc. **801** — Ambassade du calife Hārūn Arrašīd ; ambassade franque à **Bagdad (802).** **803** — Paix de Salz avec les Saxons. Rupture avec **Byzance.** **804** — Soumission des Vénitiens. **805-806** — Conquête de la **Bohême.** **807** — Armistice avec **Byzance.** **809-810** — Conquête de la **Vénétie.** Les Sarrasins en **Corse** et en **Sardaigne.** **812** — Révolte de l'Aquitaine, réprimée l'année suivante par Louis le Pieux, qui occupe la **Navarre.**

Louis Ier le Pieux *(814-840)*

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
814 — Empereur d'Occident. Il confie l'administration de l'Empire à ses trois fils Lothaire, Louis et Pépin. **v. 820** — Élimination des anciens ministres de Charlemagne. **822** — « Pénitence d'Attigny » infligée à Louis par les évêques. **v. 830** — Soulèvement de l'aristocratie franque contre Louis Ier. **833** — Louis détrôné par son fils aîné Lothaire. **835** — Louis reconquiert son trône **838** — Louis couronne roi son fils Charles le Chauve, né de son second mariage (avec Judith de Bavière). **839** — Nouveau partage de l'Empire franc. **840** — Mort de Louis Ier le Pieux.	**818** — Répression de la révolte de Bernard, roi d'Italie.

Charles II le Chauve *(840-877)*

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
840 — Louis le Germanique et Charles le Chauve disputent le pouvoir à Lothaire et à Pépin II, qu'ils battent à **Fontenoy-en-Puisaye (841).** **842** — Serments de Strasbourg confirmant l'alliance entre Charles le Chauve et Louis le Germanique. **843** — Traité de **Verdun** divisant l'Empire en trois : Lothaire reçoit le titre d'empereur, l'Italie et un territoire allant de la Provence à la mer du Nord, avec les capitales **Rome et Aix-la-Chapelle ;** Louis le Germanique reçoit les pays allemands à l'Est du Rhin et la Bavière ; Charles le Chauve reçoit les pays de langue romane, moins les régions situées sur la rive droite du Rhône. Ainsi naissent les trois États : **Italie, Allemagne, France.** **845-849** — Difficultés avec Pépin II en Aquitaine. **861** — Robert le Fort duc et maître du pays entre Seine et Loire, après s'être réconcilié avec Charles le Chauve. Fondateur de la dynastie des Robertiens. Il s'est illustré en combattant les Normands. **864** — Assemblée de Pitres (guerre contre les Normands). **866** — Mort de Robert le Fort. **877** — Mort de Charles le Chauve.	**841** — Incursions des Normands sur les côtes de la Manche. Leurs expéditions durent jusqu'en **848.** **842** — Les Sarrasins pillent **Arles.** **850** — Les Normands aux embouchures de la Seine et de la Loire. **851** — Charles le Chauve reconnaît l'indépendance de la **Bretagne.** **858** — Louis le Germanique envahit la **France,** mais doit renoncer à poursuivre ses intentions, car le clergé et l'archevêque de Reims Hincmar refusent de le soutenir. **856-861** — Les Normands en **Normandie** et en **Ile-de-France.** **860** — Paix entre Charles le Chauve et Louis le Germanique. **863-864** — Soumission de l'**Aquitaine.** **863-865** — Les Normands au **Poitou** et en **Auvergne.** **869** — Charles le Chauve envahit la **Lotharingie (Lorraine + Brabant).** **870** — Traité de **Meersen** (partage de la **Lorraine-Brabant** entre la France et l'Allemagne). **875** — Charles le Chauve couronné Empereur par le pape Jean VIII à la mort de Louis II (fils de Lothaire Ier). Louis le Germanique envahit la France (défaite de Charles le Chauve à **Andernach** en **876**).

Louis II le Bègue *(877-879)*

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
877 — Louis II, fils de Charles le Chauve et d'Ermentrude, roi de France. **879** — Mort de Louis II : il laisse deux fils d'un premier lit (Louis III et Carloman) et un fils de son union avec la reine Adélaïde (Charles le Simple).	

Louis III *(879-882)* et Carloman II *(879-884)*

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
	881 — Louis III bat les Normands à **Saucourt-en-Vimeu.**

Charles III le Gros *(884-887)*

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
884 — Empereur d'Occident et roi de Germanie, Charles III a été élu roi de France par les Grands du royaume, qui écartèrent ainsi Charles le Simple, trop jeune pour régner (il était né en 879). **887** — Charles le Gros est déposé et meurt sans descendance.	**879-884** — Les Normands pillent le Nord de la France. **885** — Siège de **Paris** par les Normands, ils sont repoussés par Eudes (fils de Robert le Fort) et par l'évêque Gozlin.

Eudes *(888-898)*

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
888 — Eudes, comte de Paris, fils aîné de Robert le Fort, couronné roi de France à Compiègne (élu par les Grands). **897** — Eudes partage la Couronne avec Charles le Simple. **898** — Mort d'Eudes.	**888** — Victoire sur les Normands à **Montfaucon.** **892** — La Flandre et l'Aquitaine contre Eudes.

Charles le Simple *(893-929)*

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
893 — Charles le Simple, sacré roi par les évêques, dispute la Couronne à Eudes. **897** — Paix entre Charles le Simple et Eudes. **898** — Charles le Simple seul roi de France. **923** — Herbert de Vermandois fait capturer Charles le Simple, qui mourra en prison, à Péronne, en 929.	**911** — Traité de **Saint-Clair-sur-Epte** : les Normands obtiennent le territoire qui sera ultérieurement appelé **Normandie.** Charles le Simple s'empare de la **Lorraine** (qu'il gardera jusqu'en 920). **923** — Bataille de **Soissons ;** Charles est vaincu par une coalition de princes : Robert de France, puis Raoul de Bourgogne proclamés rois de France. Raoul règnera jusqu'en 936.

Robert de France *(923)*
Raoul de Bourgogne *(923-936)*
Louis IV d'Outremer *(936-954)*

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
936 — Louis IV, fils de Charles le Simple, ne récupère la Couronne qu'après la mort du roi Raoul. Rivalité avec le Robertien Hughes le Grand, soutenu par l'Empereur Otton Ier.	**940** — Louis IV abandonne la **Lorraine** (constituée en duché depuis 900). **942** — Paix entre Louis IV, Hughes le Grand et Otton Ier. **948** — Excommunication d'Hughes le Grand.

Lothaire *(954-986)*

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
Fils de Louis IV et de Gerberge ; placé sous la tutelle de Bruno, évêque de Cologne.	**956-965** — Le roi de France sous la dépendance de l'Empereur germanique. Politique antigermanique.

Louis V le Fainéant *(986-987)*

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
Associé au trône par son père en 978 ; dernier roi carolingien de France.	

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
b) **Les Capétiens (987-1328)**	
	(en italique : dates de règnes).

HUGHES CAPET *(987-996)*

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
987 — Soutenu par l'archevêque de Reims (ADALBÉRON) et son secrétaire GERBERT, HUGHES CAPET, descendant de ROBERT LE FORT, est sacré roi à Noyon (?)	
987-991 — Rivalité avec le dernier Carolingien, CHARLES DE LORRAINE.	

ROBERT II LE PIEUX *(996-1031)*
Fils de HUGHES CAPET et de la Carolingienne ADÉLAÏDE

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
988 — Épouse ROSALA, répudiée en 989.	
989 — Épouse sa cousine BERTHE (répudiée).	
1003 — Épouse CONSTANCE DE PROVENCE.	**1003-1016** — Conquête de la **Bourgogne.**
	1015 — Annexion du comté de **Dreux.**
	1016 — Annexion du comté de **Melun.**
1022 — Naissance de l'hérésie cathare.	
1027 — Fait couronner son fils HENRI Ier.	

HENRI Ier *(1031-1060)*
Fils de ROBERT II et de CONSTANCE DE PROVENCE

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
1032 — HENRI Ier inféode la **Bourgogne** à son frère.	
	1054 — HENRI Ier battu par GUILLAUME DE NORMANDIE à **Mortemer.**

PHILIPPE Ier *(1060-1108)*
Fils de HENRI Ier et d'ANNE DE KIEV

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
	1066 — GUILLAUME DE NORMANDIE roi d'Angleterre.
	1068 — PHILIPPE Ier annexe le **Gâtinais.**
1069 — Agitation communale au **Mans.**	
	1071 — Alliance avec la **Flandre** (BAUDOIN VI) contre la **Normandie.**
1072 — Épouse BERTHE DE HOLLANDE (répudiée).	
1077 — Agitation communale à **Cambrai.**	**1077** — Conquête du **Vexin.**
	1089 — Croisade française en **Espagne,** à l'instigation du pape URBAIN II.
	1091 — GUILLAUME LE ROUX (roi d'Angleterre) envahit la **Normandie.**
1092 — Le roi épouse BERTRADE DE MONTFORT.	
1095 — PHILIPPE Ier excommunié.	
	1096 — PIERRE L'ERMITE et GAUTIER SANS AVOIR prêchent la Première *Croisade ;* échec des croisades populaires.
	1097 — Relatif succès de la croisade conduite par GODEFROI DE BOUILLON ; **Jérusalem** tombe en **1099.**
1099 — Agitation communale à **Beauvais.**	
	1100 — Fondation du royaume latin de Jérusalem ; départ d'une « arrière-croisade » qui échouera en Asie Mineure.
1104 — Réconciliation avec le pape.	
1108 — Mort de PHILIPPE Ier	

LOUIS VI LE GROS *(1108-1137)*
Fils de PHILIPPE Ier et de BERTHE DE HOLLANDE

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
1108-1109 — Agitation communale à **Noyon** et à **Beauvais.**	
	1111-1124 — Guerres entre LOUIS VI et le roi d'Angleterre HENRY Ier.
1112-1118 — Pacification du domaine royal.	
1116 — Agitation communale à **Amiens.**	
1126 — Agitation communale à **Soissons.**	
1128 — Agitation communale à **Marseille.**	
A partir de **1132** : participation active de l'ABBÉ SUGER au gouvernement.	
1137 — Mariage de son fils LOUIS VII avec ALIÉNOR D'AQUITAINE.	

LOUIS VII LE JEUNE *(1137-1180)*
Fils de LOUIS VI et d'ADÉLAÏDE DE SAVOIE

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
	1141-1144 — Invasion de la **Normandie** par GEOFFROY PLANTAGENÊT.
	1142 — Guerre contre THIBAUD DE CHAMPAGNE.
	1143 — Traité de **Vitry.**
1147 — Régence de SUGER.	**1147** — Départ de LOUIS VII pour la deuxième *Croisade,* prêchée par SAINT BERNARD ; échec des Croisés devant **Damas.**
1151 — Mort de SUGER.	
1152 — Divorce ; ALIÉNOR D'AQUITAINE épouse HENRY PLANTAGENÊT (roi d'Angleterre en 1154).	A partir de **1152** - Rivalité avec HENRY II PLANTAGENÊT.
1164 — Constitution de **Clarendon.**	
	1173 — LOUIS VII battu à **Verneuil.**
	1174 — LOUIS VII battu à **Rouen.**
	1177 — Paix de **Nonancourt,** entre LOUIS VII et HENRY II.
1179 — PHILIPPE AUGUSTE sacré roi.	
1180 — Mort de LOUIS VII, qui avait eu comme épouses : ALIÉNOR D'AQUITAINE (répudiée), CONSTANCE DE CASTILLE et ADÈLE DE CHAMPAGNE.	

PHILIPPE II AUGUSTE *(1180-1223)*
Fils de LOUIS VII et d'ADÈLE DE CHAMPAGNE

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
1180 — Épouse ISABELLE DE HAINAUT (dot : l'**Artois**).	
1182 — Conseiller : le Champenois GUILLAUME AUX BLANCHES MAINS.	
1184 — Création des *baillis* et des *sénéchaux.*	
1185 — Conquête d'**Amiens** et du **Vermandois.**	
	1187 — Reprise de la guerre contre HENRY II PLANTAGENÊT.
	1189 — HENRY II capitule à **Azay-le-Rideau.**
	1189-1192 — Troisième *Croisade* (PHILIPPE AUGUSTE, RICHARD CŒUR DE LION, FRÉDÉRIC BARBEROUSSE — qui se noie accidentellement en route) pour reconquérir Jérusalem sur le sultan SALADIN (SALÂH AD-DÎN YÛSUF) qui l'avait prise en **1187.** Échec des Croisés.
	1192 — Accord de **Péronne** avec BAUDOIN DE HAINAUT.
1193 — PHILIPPE AUGUSTE épouse ISAMBOUR DE DANEMARK (répudiée).	**1193-1194** — Guerre contre RICHARD CŒUR DE LION (enjeu : les fiefs des PLANTAGENÊTS) ; victoire des Anglais ; trêve de **Verneuil.**
1196 — Épouse AGNÈS DE MÉRAN.	
	1197 — Coalition féodale contre PHILIPPE AUGUSTE, battu à **Ypres,** puis à **Gisors (1198).**
	1199 — Trêve franco-anglaise ; mort de RICHARD CŒUR DE LION : JEAN SANS TERRE.
	1200 — Paix du **Goulet ;** traité de **Péronne.** JEAN SANS TERRE épouse ISABELLE D'ANGOULÊME.
	1202 — Condamnation de JEAN SANS TERRE ; PHILIPPE conquiert la **Normandie,** le **Maine,** la **Touraine,** l'**Anjou** et le **Poitou.**
	1202-1204 — Quatrième *Croisade* prêchée par FOULQUES DE NEUILLY et conduite par BERNARD DE MONTFERRAT ; les Croisés s'emparent de **Constantinople** et fondent l'empire latin de Constantinople.
1208-1229 — Croisade des Albigeois, à l'instigation du pape INNOCENT III.	
	1214 — Victoire de PHILIPPE AUGUSTE à **Bouvines,** sur une alliance anticapétienne, et à la **Roche-aux-Moines.** Trêve de **Chinon.**
	1218 — Échec de SIMON DE MONTFORT, soutenu par PHILIPPE AUGUSTE, devant **Toulouse.**
	1219-1221 — Cinquième *Croisade,* décidée au concile de Latran. Échec.
1223 — Mort de PHILIPPE-AUGUSTE.	

LOUIS VIII LE LION *(1223-1226)*
Fils de PHILIPPE-AUGUSTE et d'ISABELLE DE HAINAUT,
époux de BLANCHE DE CASTILLE

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
LOUIS VIII a battu les Anglais à la *Roche-aux-Moines* **(1214) et pris Avignon** (1226).	
1226 — Mort de LOUIS VIII.	**1226** — Croisade en **Languedoc ;** conquête du comté de Toulouse (dans le cadre de la croisade contre les Albigeois).
	1227-1229 — Sixième *Croisade* (FRÉDÉRIC II) ; le sultan cède **Jérusalem, Bethléem** et **Nazareth.**

LOUIS IX ou SAINT-LOUIS *(1226-1270)*
Fils de LOUIS VIII et de BLANCHE DE CASTILLE

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
1226-1242 — Régence de BLANCHE DE CASTILLE.	**1229** — Traité de **Paris** avec le comté de **Toulouse** (extermination de l'hérésie albigeoise).
1234 — LOUIS IX épouse MARGUERITE DE PROVENCE.	
1250 — Constitution du Parlement de **Paris,** puis de la Cour des Comptes.	**1248-1254** — Septième *Croisade* après la reprise de Jérusalem par les musulmans du Soudan égyptien ; SAINT-LOUIS prisonnier en 1250 (il rentre en France en 1254).
1254-1265 — Ordonnances royales relatives aux officiers du royaume, au duel judiciaire, à la prostitution et aux jeux, à la monnaie, etc.	**1258** — Traité de **Corbeil** avec le roi d'Aragon.
	1259 — Traité de **Paris** avec HENRY III d'Angleterre.
1270 — Mort de SAINT LOUIS devant Tunis, au cours de la Huitième *Croisade.*	**1270** — Huitième et dernière *Croisade.*

PHILIPPE III LE HARDI *(1270-1285)*
Fils de SAINT-LOUIS et de MARGUERITE DE PROVENCE

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
1262 — Épouse ISABELLE D'ARAGON.	
1271 — PHILIPPE III héritier du comte de Poitiers.	
1274 — Épouse MARIE DE BRABANT.	
1274 — Protectorat français imposé à la **Navarre.**	
1275-1280 — Rédaction du *Grand Coutumier de Normandie.*	**1279** — Traité d'**Amiens** restituant à l'Angleterre l'**Agenais** et une partie de la **Saintonge.**
	1281 — Protectorat sur **Toul.**
	1285 — Invasion de l'**Aragon.**

PHILIPPE IV LE BEL *(1285-1314)*

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
1284 — Mariage avec JEANNE DE NAVARRE.	
	1286 — Traité de **Paris** avec l'Angleterre.
	1287 — Accord avec ALPHONSE III D'ARAGON.
1290 — Privilèges du clergé maintenus.	
	1291 — Traité de **Tarascon** avec l'**Aragon.**
	1294 — Intervention en **Guyenne** (possession anglaise).
1295 — Limitation des droits de l'Inquisition.	
1296 — Interdiction d'exporter les espèces monétaires.	
	1297 — Prise de **Lille.**
	1299 — Paix de **Montreuil** avec la **Flandre.**
	1300 — Annexion du fief flamand.
1302 — Les États Généraux approuvent la politique de PHILIPPE LE BEL à l'égard du pape.	

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
1303 — Philippe le Bel excommunié.	**1305** — Restitution de la **Flandre** à Robert de Béthune.
1306 — Expulsion des Juifs ; confiscation de leurs biens.	
1307-1314 — Poursuites contre les Templiers.	**1309** — Le pape Clément V à **Avignon.**
1310 — Concile de **Sens** : les Templiers condamnés ; leurs biens sont confisqués.	
1314 — Exécution de Jacques de Molai. Mort de Philippe le Bel.	

Louis X le Hutin *(1314-1316)*
Fils de Philippe le Bel et de Jeanne de Navarre

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
Époux de Marguerite de Bourgogne puis de Clémence de Hongrie ; son fils Jean I[er] vécut 4 jours. La Couronne passa au frère de Louis X, Philippe V le Long.	

Philippe V le Long *(1316-1322)*
Fils de Philippe le Bel et de Jeanne de Navarre

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
1317 — Sacré roi à Reims.	
1320 — Organisation de la Cour des Comptes.	**1320** — Traité de **Paris,** fin de la guerre de **Flandre.**

Charles IV le Bel *(1322-1328)*
Fils de Philippe le Bel et de Jeanne de Navarre

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
Époux de Blanche de Bourgogne-Comté (répudiée), de Marie de Luxembourg et de Jeanne d'Évreux. Meurt en **1328** sans descendance mâle. La Couronne passe à son cousin germain Philippe VI de Valois.	**1324** — Confiscation de la **Guyenne.** **1327** — Paix avec l'**Angleterre.**

Les Valois.

Philippe VI de Valois *(1328-1350)*
Fils de Charles de Valois (frère de Philippe le Bel) et de Marguerite de Sicile

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
1328 — Charles IV le Bel étant mort sans postérité, c'est son cousin germain qui reçoit la Couronne de France. Philippe VI est donc à l'origine de la dynastie des Valois. Il avait épousé en 1313 Jeanne de Bourgogne († 1349).	**1329** — Édouard III d'Angleterre, qui descend de Philippe le Bel par les femmes (sa mère était la fille de ce roi) prête hommage à Philippe VI pour la Guyenne.
	1337 — Début de la guerre de Cent Ans (1337-1475) [voir p. 142].
	1339 — Révolte des villes flamandes alliées à Édouard III.
	1340 — Défaite de la flotte française à la bataille de **L'Écluse.**
1346-1349 — La « peste noire ».	**1346** — Bataille de **Crécy.**
	1347 — Prise de **Calais.** Trêve franco-anglaise.
1349 — Philippe VI épouse Jeanne d'Auvergne.	
1350 — Mort de Philippe VI.	

Jean II le Bon *(1350-1364)*
Fils de Philippe VI et de Jeanne de Bourgogne

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
1350 — Avènement de Jean le Bon.	
1353 — Conflits avec les États de langue d'oïl.	
1356 — Arrestation de Charles le Mauvais. États généraux — Étienne Marcel à Paris.	
1358 — Soulèvement d'Étienne Marcel, qui livre **Paris** à Charles le Mauvais.	
1356 — Défaite française à **Poitiers.** Jean le Bon captif à **Londres.**	
1359 — Le Dauphin Charles V refuse les préliminaires de **Londres** par lesquels Jean le Bon cédait la moitié de son royaume aux Anglais.	
1360 — Traité de **Calais.** Libération de Jean le Bon. La **Bourgogne** rattachée à la Couronne de France.	
1363 — Philippe le Hardi, fils préféré de Jean le Bon, duc de Bourgogne. Jean de Montfort conquiert la **Bretagne.**	
1364 — Mort de Jean le Bon. Jean le Bon avait épousé en 1332 Bonne de Luxembourg, fille du roi de Bohême, et, en 1350, Jeanne d'Auvergne.	

Charles V le Sage *(1364-1380)*
Fils de Jean II le Bon et de Judith (Bonne) de Luxembourg

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
1364 — Avènement de Charles V, qui avait épousé en 1350 Jeanne de Bourbon ; il était régent depuis 1356.	**1364** — Victoire de Du Guesclin sur Charles le Mauvais, à **Cocherel.**
	1365 — Il se débarrasse des Grandes Compagnies (bandes de mercenaires qui terrorisaient les campagnes depuis 1345 environ) en les envoyant en Espagne combattre Pierre le Cruel.
1370 — Du Guesclin connétable.	**1368** — Reconquête du **Rouergue,** du **Limousin,** de l'**Aunis,** du **Poitou** et de la **Saintonge.**
	1375 — Trêve de **Bruges** entre la France et l'Angleterre.
1380 — Mort de Du Guesclin. Mort de Charles V qui laisse un royaume unifié et prospère.	

Charles VI le Bien-Aimé *(1380-1422)*
Fils de Charles V et de Jeanne de Bourbon

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
1380 — Les oncles de Charles VI s'emparent du pouvoir jusqu'en 1388.	
1382 — Émeutes populaires : les *Maillotins* à **Paris,** la *Hérelle* à **Rouen,** les *Tuchins* en **Languedoc.**	**1382** — Victoire de **Roosebeke** sur les Flamands révoltés.
1383 — Achèvement de la Bastille.	
1385 — Charles VI épouse Isabeau de Bavière.	
1388 — Charles VI reprend le pouvoir à ses oncles et rappelle les conseillers de son père (les *Marmousets*).	
1392 — Folie de Charles VI ; ses oncles reprennent le pouvoir.	
1393 — Épisode du *Bal des Ardents.* Le roi soigné par Odette de Champdivers. Son frère, le Duc d'Orléans (Louis) régent.	
	1396 — Rivalité entre le Duc d'Orléans et le Duc de Bourgogne. Réconciliation de Charles VI et de Richard II.
	1398-1402 — Siège d'**Avignon.**
	1404 — Avènement de Jean sans Peur, duc de Bourgogne.
1407 — Jean sans Peur fait assassiner le Duc d'Orléans. Début de la guerre civile des Armagnacs contre les Bourguignons.	
	1411 — Les Anglais à Paris soutiennent Jean sans Peur.
	1412 — Les Armagnacs vendent la **Guyenne** aux Anglais.
1413 — États généraux de **Paris** où les *Cabochiens* se soulèvent ; les Bourguignons chassés de Paris.	
	1414 — Conférence de **Leicester** et d'**Ypres ;** Jean sans Peur et Henry V se partagent la France (réclamée par Henry V à titre d'héritage des Plantagenêts).
1415 — Paix d'**Arras** entre les Armagnacs et les Bourguignons.	**1415** — Défaite de la chevalerie française à **Azincourt.**
1416 — Jean sans Peur reconnaît Henry V roi de France.	
1418 — Les Bourguignons s'emparent de **Paris ;** Isabeau de Bavière est passée aux Bourguignons en 1417.	
1419 — Meurtre de Jean sans Peur.	**1419** — Henry V conquiert la **Normandie.** Philippe le Bon duc de Bourgogne.
	1420 — Traité de **Troyes,** signé par Isabeau de Bavière : Henry V devait devenir roi de France à la mort de Charles VI, à la place du Dauphin (futur Charles VII).
1422 — Mort de Charles VI.	

Charles VII *(1422-1461)*
Fils de Charles VI et d'Isabeau de Bavière

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
1422 — Avènement de Charles VII, qui épouse Marie d'Anjou, fille du roi de Naples.	**1422** — Le Duc de Bedford, régent, gouverne la partie « anglaise » de la France au nom de Henry V.
	1423 — Les Français battus à **Cravant** par les Anglo-Bourguignons.
	1424 — Victoire anglo-bourguignonne à **Verneuil ;** trêve entre Charles VII et Philippe le Bon.
1425 — La **Bretagne** se rallie à Charles VII. Arthur de Richemont connétable. La Trémoille conseiller du roi.	
	1428 — Siège d'**Orléans** par les Anglais.
1429 — Charles VII sacré roi à **Reims.**	**1429** — Jeanne d'Arc sauve **Orléans.** Bataille de **Patay.**
1430 — Jeanne d'Arc prisonnière à **Compiègne.**	
1431 — Procès et exécution de Jeanne d'Arc.	
1433 — Meurtre de La Trémoille. Agnès Sorel favorite du roi.	
1435 — Brigandage des *Écorcheurs.*	**1435** — Traité d'**Arras** entre Charles VII et Philippe le Bon ; le roi reconquiert l'**Ile-de-France.** Mort de Bedford.
	1436 — Charles VII reprend **Paris.**
1437 — Coalition de féodaux contre Charles VII.	
1438 — *Pragmatique sanction de Bourges* : le clergé soumis au roi.	
1440 — Révolte de la *Praguerie,* sévèrement réprimée. Jacques Cœur « grand argentier ».	
1443 — Création du Parlement de **Toulouse.**	**1444** — Trêve avec l'Angleterre.
1445 — Organisation d'une armée régulière (compagnies d'ordonnance).	
1448 — Création des francs archers.	
	1449 — Reprise de la guerre ; reconquête de la **Normandie.**
	1450 — Victoire française à **Formigny.**
1451 — Arrestation de Jacques Cœur.	
1453 — Réorganisation du Parlement de **Paris.**	**1453** — Victoire de **Castillon ;** Charles VII reconquiert **Bordeaux** et la **Guyenne.**
1456 — Procès de réhabilitation de Jeanne d'Arc.	
1461 — Mort de Charles VII.	

Louis XI *(1461-1483)*
Fils de Charles VII et de Marie d'Anjou

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
1461 — Avènement de Louis XI, qui avait épousé Marguerite d'Écosse (en 1436, † 1445) et Charlotte de Savoie (en 1451). Dès 1461, Louis XI abolit la pragmatique sanction de Bourges.	
1462 — Création du Parlement de **Bordeaux.**	**1462** — Jean III D'Aragon cède le **Roussillon** et la **Cerdagne** à la France.
	1463 — Philippe le Bon restitue les villes de la Somme à Louis XI.

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
	1465 — CHARLES LE TÉMÉRAIRE, fils de PHILIPPE LE BON, crée la *Ligue du Bien Public.* Bataille de **Montlhéry.** **1467** — CHARLES LE TÉMÉRAIRE duc *de Bourgogne.* Reprise de la guerre contre la France. **1468** — Rencontre entre LOUIS XI et CHARLES LE TÉMÉRAIRE à **Péronne.** **1471** — LOUIS XI en **Picardie.**
1472 — COMMYNES conseiller de LOUIS XI.	**1472** — Siège de **Beauvais** par CHARLES LE TÉMÉRAIRE (JEANNE HACHETTE). Trêve de **Compiègne.** **1473** — CHARLES LE TÉMÉRAIRE envahit la **Lorraine.** Traité de **Nancy.** **1474** — Révolte de l'**Alsace** contre CHARLES LE TÉMÉRAIRE. **1475** — Les Anglais débarquent à **Calais.** **1476** — Défaites du TÉMÉRAIRE à **Grandson** et à **Morat.** **1477** — Défaite et mort du TÉMÉRAIRE à la bataille de **Nancy.** LOUIS XI annexe la **Bourgogne.** **1480** — LOUIS XI conquiert l'**Anjou** et le **Barrois.** **1482** — Traité d'**Arras** : le roi de France garde le duché de **Bourgogne.**
1483 — Mort de LOUIS XI.	
CHARLES VIII *(1483-1498)* Fils de LOUIS XI et de CHARLOTTE DE SAVOIE	
1483 — Avènement de CHARLES VIII ; régence d'ANNE DE BEAUJEU, sa sœur. **1484** — États Généraux de **Tours.** **1485** — « Guerre folle » en France (les seigneurs contre le clan des Beaujeu). **1488** — Bataille de **Saint-Aubin-du-Cormier** et fin de la guerre folle. **1491** — CHARLES VIII épouse ANNE DE BRETAGNE.	**1491** — Occupation de la **Bretagne.** **1492** — Traité de **Narbonne.** 1493 — Traité de **Barcelone** (cession du **Roussillon** et de la **Cerdagne** au roi d'Espagne). **1493** — Traité de **Senlis** : l'**Artois** et la **Franche-Comté** à l'**Autriche.** **1494** — CHARLES VIII en **Italie** (début des guerres d'Italie). Chute des Médicis à **Florence.** CHARLES VIII à **Rome.** **1495** — Prise de **Naples** ; coalition de tous les princes italiens : bataille de **Fornoue** et retour de CHARLES VIII en France. Les princes italiens reconquièrent les territoires occupés par les Français. C'est à partir de 1495 que le chevalier BAYARD se signale par ses exploits.
1498 — Mort de CHARLES VIII (accident).	
LOUIS XII *(1498-1515)* Fils de CHARLES D'ORLÉANS et de MARIE DE CLÈVES	
1498 — Avènement de LOUIS XII, CHARLES VIII étant mort sans postérité (ses enfants moururent très jeunes), la Couronne passe ainsi à la branche des VALOIS-ORLÉANS. LOUIS XII était duc d'Orléans et avait dû épouser, en 1476, JEANNE DE VALOIS, fille de LOUIS XI. **1499** — Annulation du mariage de LOUIS XII, qui épouse ANNE DE BRETAGNE, veuve de CHARLES VIII.	**1499** — LOUIS XII s'allie avec Florence et Venise et reprend les guerres d'Italie. Prise de **Milan** et de **Gênes.** **1500** — Victoire de **Novare** sur LUDOVIC LE MORE, duc de Milan. **1503** — Rupture entre la France et l'Aragon. **1504** — LOUIS XII perd **Naples,** qu'il avait conquise avec l'aide du roi d'Aragon. Traité de **Blois.**
1505 — États Généraux de **Tours.**	**1511** — Ouverture du concile de **Pise** (décidé par MAXIMILIEN et LOUIS XII) ; le pape JULES II forme la *Sainte Ligue* contre LOUIS XII. **1512** — Perte de l'**Italie.** **1513** — Bataille de **Novare.** Les Anglais, les Italiens et les Suisses envahissent la **France.**
1514 — Mort de LOUIS XII (sans héritier mâle).	

La guerre de Cent Ans.

1337 — PHILIPPE VI prononce la saisie de la **Guyenne** pour « retrait d'hommage » de la part d'ÉDOUARD III. La guerre commence en 1338.
1339 — Siège de **Cambrai** par ÉDOUARD III d'Angleterre.
24 juin 1340 — Défaite navale française de **L'Écluse.**
1345 — LE COMTE DE DERBY (il s'agit de Henry, comte *de Lancaster,* plus tard duc de Lancaster et comte de Derby) accroît les possessions anglaises de la **Guyenne.**
1346 — Débarquement en Normandie. Les Anglais s'enferment dans **Crécy.**
26 août 1346 — Bataille de **Crécy** : la chevalerie française est écrasée. ÉDOUARD III assiège **Calais** en septembre.
1347 — Chute de **Calais.** Trêve jusqu'en 1351 (PHILIPPE VI meurt en 1350).
1354-1355 — Traités de **Mantes** et de **Valognes** avec le roi de Navarre.
19 sept. 1356 — Défaite française à **Poitiers ;** par le PRINCE NOIR, héritier d'**Angleterre.**
Avr. 1357 — Trêve de **Bordeaux.** Le roi de France JEAN LE BON, captif à **Londres.** Le dauphin CHARLES doit faire face aux intrigues de CHARLES LE MAUVAIS, aux jacqueries et au soulèvement municipal de Paris (ÉTIENNE MARCEL).
1359 — Paix de **Pontoise** avec le roi de Navarre, CHARLES LE MAUVAIS.
Oct. 1359 — ÉDOUARD III, débarqué à **Calais,** tente de se faire couronner roi de France.
1360 — ÉDOUARD III tente (en vain) d'assiéger **Reims.**
24 oct. 1360 — Paix de **Calais,** précédée des préliminaires de **Brétigny** (le roi d'Angleterre obtient, sans devoir de vassal à suzerain, la **Guyenne,** le **Périgord,** le **Limousin,** la **Saintonge** et le **Poitou**).
1364 — Mort de JEAN LE BON à **Londres.** Le Dauphin règne sous le nom de CHARLES V.
16 mai 1364 — Bataille de **Cocherel** (DU GUESCLIN) : victoire sur CHARLES LE MAUVAIS.
mars 1365 — Traité d'**Avignon** avec la Navarre liquide les « Grandes Compagnies », mercenaires qui pillaient les campagnes, en les envoyant en Espagne, combattre PIERRE LE CRUEL.
30 juin 1368 — CHARLES V dénonce le traité de **Calais,** à l'appel des nobles gascons (révolte du COMTE D'ARMAGNAC).
1369 — PHILIPPE LE HARDI, frère cadet de CHARLES V, apanagé de Bourgogne, épouse l'héritière des Flandres : ainsi commence la réunion des territoires qui formeront l'État bourguignon. CHARLES V reprend le **Rouergue.**
1370 — DU GUESCLIN, grand connétable de France. Reconquête du **Limousin.**
1371-1373 — Reconquête du **Poitou,** de la **Saintonge** et de la **Bretagne.**
1375 — « Trêve de **Bruges** ménagée par le pape entre la France et l'Angleterre.
1377 — Mort d'ÉDOUARD III ; RICHARD II lui succède.
1378 — CHARLES V saisit les possessions normandes de CHARLES LE MAUVAIS.
13 juil. 1380 — Mort de DU GUESCLIN. Mort de CHARLES V, auquel succède CHARLES VI.
1380-1413 — Interruption de la guerre de Cent Ans, chaque adversaire ayant à faire face à de graves difficultés intérieures (folie de CHARLES VI et indépendance des grands vassaux, qui sont d'ailleurs ses oncles ; guerre civile entre les « Armagnacs » et les « Bourguignons » ; activités de JEAN SANS PEUR, fils de PHILIPPE LE HARDI ; rivalité entre RICHARD II et HENRY DE LANCASTER en Angleterre, ce dernier finissant par régner sous le nom de HENRY IV).
1411 — HENRY DE MONMOUTH exige l'abdication de son père, HENRY IV ; il introduit les Anglais à **Paris,** pour soutenir JEAN SANS PEUR.
1412 — Les Armagnacs vendent la **Guyenne** aux Anglais. Naissance de JEANNE D'ARC, à **Domrémy.**
1413 — Les Armagnacs chassent les Bourguignons de JEAN SANS PEUR de **Paris.**
1414 — JEAN SANS PEUR au service de HENRY V, qui réclame l'héritage des Plantagenêts en France.
25 oct. 1415 — Défaite française d'**Azincourt.**
1416 — JEANS SANS PEUR reconnaît HENRY V, roi de France.
1417-1419 — Nouvelle invasion anglaise. La **Normandie,** le **Cotentin, Paris** tombent aux mains des Anglo-Bourguignons. Massacre des Armagnacs.
10 sept. 1419 — Assassinat de JEAN SANS PEUR, sur le pont de Montereau.
1420 — Traité de **Troyes** : HENRY V épouse CATHERINE DE FRANCE, union des deux couronnes prévue à la mort de CHARLES VI.
mars 1421 — Victoire française à **Baugé.** PHILIPPE LE BON, fils de JEAN SANS PEUR, achète le comté de **Namur.**
21 oct. 1422 — Mort de CHARLES VI, CHARLES VII roi de France. Mort de HENRY V.
1422 — HENRY VI, roi de France et d'Angleterre.
31 juil. 1423 — Les Français battus à **Cravant** par les Anglo-Bourguignons.
17 août 1424 — Défaite française à **Verneuil.** Trêve entre CHARLES VII et le duc de Bourgonne (PHILIPPE LE BON).
2 août 1425 — Le DUC DE BEDFORD, régent de France, s'empare du **Mans.**
mai 1428 — JEANNE D'ARC demande au CAPITAINE DE BAUDRICOURT, commandant la place forte de **Vaucouleurs,** de la conduire auprès du roi CHARLES VII, à **Chinon** (elle a alors 16 ans) ; BAUDRICOURT refuse.
7 oct. 1428 — Les Anglais assiègent **Orléans.**
janv. 1429 — JEANNE D'ARC réitère sa demande et BAUDRICOURT accepte ; elle rencontre le roi à **Chinon,** le 25 février 1429.
8 mai 1429 — JEANNE D'ARC délivre **Orléans.**
Juin 1429 — Victoires de **Jargeau,** de **Patay.**
17 juil. 1429 — Sacre de CHARLES VII à **Reims.**
Oct. 1429 — Échec du roi CHARLES VII devant **Paris.**
23 mai 1430 — JEANNE D'ARC, prisonnière devant **Compiègne,** assiégée par le DUC DE BOURGOGNE.
Nov. 1430 — PHILIPPE LE BON livre JEANNE D'ARC aux Anglais, par l'intermédiaire de CAUCHON, évêque de Beauvais.
1431 — Instruction du procès de JEANNE D'ARC à Rouen ; procès, condamnation et exécution de JEANNE, brûlée le 30 mai 1431 sur la place du marché, à **Rouen.**
1434 — Soulèvement de la **Normandie** contre les Anglais.
1435 — Traité d'**Arras,** entre CHARLES VII et PHILIPPE LE BON. CHARLES VII reconquiert l'**Ile-de-France.**
14 avr. 1436 — RICHEMONT entre dans **Paris,** qui retombe ainsi entre les mains de CHARLES VII.
1441 — Reconquête de la **Champagne.**
1442 — Une partie de la **Guyenne** est reconquise.
1444-1449 — Trêve avec l'Angleterre.
1449-1450 — Reconquête de la **Normandie** et du **Cotentin.** Défaite anglaise à **Formigny** (15 avr. 1450).
1451 — DUNOIS soumet **Bordeaux.** Reddition de **Bayonne.**
1453 — TALBOT, qui avait repris **Bordeaux,** est vaincu et tué à **Castillon.** CHARLES VII entre à **Bordeaux.** HENRY VI devient fou.
1455-1461 — Guerre des deux Roses en Angleterre : l'état de guerre entre la France et l'Angleterre subsiste, mais il n'y a plus d'opérations militaires.
1463 — Rachat des villes de la Somme par LOUIS XI.
29 août 1475 — Traité de **Pecquigny** entre ÉDOUARD IV, entraîné par CHARLES LE TÉMÉRAIRE dans une aventure militaire sans lendemain, et LOUIS XI : « fin » de la guerre de Cent Ans. Ce n'est toutefois qu'au traité d'**Amiens,** en 1802, que le roi d'Angleterre GEORGE III abandonnera le titre de « roi de France » porté par ses prédécesseurs depuis le XIVe siècle.

Le XVIe siècle.

Chronologie : de François Ier à Henri IV.

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
FRANÇOIS Ier *(1515-1547)* Fils de CHARLES D'ANGOULÊME et de LOUISE DE SAVOIE	
1515 — Avènement de FRANÇOIS Ier : la Couronne passe à la branche d'Angoulême (FRANÇOIS Ier a épousé en 1514 CLAUDE DE FRANCE, fille du comte d'Angoulême. **1517** — Le Parlement de Paris refuse d'enregistrer le Concordat ; FRANÇOIS Ier l'y contraint en 1518. Il choisit DUPRAT comme chancelier.	**1515** — FRANÇOIS Ier en **Italie. Marignan.** Paix perpétuelle avec les Cantons suisses. Réconciliation avec la papauté (LÉON X). **1516** — Concordat de **Bologne.** Traité de **Noyon.** **1517** — Traité de **Cambrai.** **1517** Les *95 thèses* de Luther contre les indulgences ; début de la Réforme. **1519** — CHARLES QUINT élu roi des Romains. Début de la rivalité entre la maison des Habsbourg et la maison de France. **1520** — Camp du Drap d'Or : entrevue entre FRANÇOIS Ier et HENRY VIII d'Angleterre. Traité de **Gravelines.** **1521** — CHARLES QUINT prend **Tournai** : SFORZA reprend **Milan.** **1522** — Défaite de **La Bicoque ;** les Français perdent le **Milanais.** Les Anglais envahissent le **Picardie.**
1523 — Trahison du connétable DE BOURBON.	**1523** — Le connétable DE BOURBON, passé à l'ennemi, chasse les Français d'Italie.
1524 — Expulsion des hérétiques à **Lyon.**	**1524** — Bataille de la **Sésia** (mort de BAYARD). Le connétable DE BOURBON envahit la **Provence.**
1525 — Opposition entre le Parlement et le chancelier DUPRAT.	**1525** — Les Français battus à **Pavie ;** FRANÇOIS Ier prisonnier. **1526** — Traité de **Madrid** avec CHARLES QUINT. La France abandonne **Naples, Milan** et la **Bourgogne.** Ligue de **Cognac** contre les États italiens.
1527 — MARGUERITE, reine de Navarre.	**1527** HENRY VIII et FRANÇOIS Ier contre CHARLES QUINT. Nouvel échec en Italie. **1528** — Traité de commerce avec la **Turquie.**

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
	1529 — Traité de **Cambrai** : restitution de la **Bourgogne** à la France.
1530 — François Ier épouse Éléonore d'Autriche, fille de Charles Quint.	
	1531 — François Ier s'allie avec les princes allemands (Ligue de Smalkalde). **1532** — François Ier envoie une ambassade en **Turquie.** **1534** — Jacques Cartier au **Canada.**
1534 — Affaire des Placards. **1535** — Mort de Duprat - Édit de **Coucy** (amnistie aux réformés). **1536** — Édit de **Lyon.** Essor de l'industrie de la soie à Lyon (Étienne Turquet).	**1536** — Capitulation de **Constantinople** : début de la prépondérance française au Proche-Orient. Charles Quint en **Provence ;** François Ier « confisque » la **Flandre,** l'**Artois** et le **Charolais.**
1538 — Reprise des persécutions contre les réformés. Montmorency connétable. **1539** — Ordonnance de **Villers-Cotterêts** (le français substitué au latin dans les actes judiciaires et notariaux). **1539-1541** — Grande grève des imprimeurs à **Paris** et à **Lyon.** **1541** — Disgrâce de Montmorency. **1542** — Création des ***généralités.***	**1538** — Trêve d'**Aigues-Mortes** entre François Ier et Charles Quint.
	1542 — Reprise de la guerre : Charles Quint allié à Henry VIII contre la France, alliée à la Turquie.
1544 — Les serfs du domaine royal sont affranchis.	**1544** — Traité de **Crépy** avec Charles Quint. (François Ier renonce à la **Savoie,** la **Flandre** et l'**Artois ;** Charles Quint renonce à la **Bourgogne**).
1545 — Persécution contre les hérétiques vaudois à **Avignon.**	**1546** — Traité d'**Ardres** avec Henry VIII (**Boulogne** est restituée à la France).
1547 — Création des Secrétaires d'État. Mort de François Ier.	

Henri II *(1547-1559)*
Fils de François Ier et de Claude de France

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
1547 — Avènement de Henri II, époux de Catherine de Médicis (1533), et sous l'influence de sa maîtresse favorite, Diane de Poitiers. Retour de Montmorency. Révoltes en **Guyenne.** Rétablissement des « chambres ardentes » dans les parlements.	**1548** — Expédition française en Écosse pour enlever Mary Stuart. **1550** — Traité franco-anglais.
1551 — Édit de **Châteaubriant** : censure et interdiction des rapports avec les calvinistes de Genève. **1552** — Création des Présidiaux.	**1551** — Reprise des guerres d'Italie (contre le pape). Henri II désavoue le concile de **Trente.** **1552** — Traité de **Chambord** avec les princes protestants allemands : occupation des évêchés de **Metz, Toul** et **Verdun.** Siège de **Metz** par Charles Quint ; révolte de **Sienne.** **1553** — Conquête de la **Corse** sur les Génois, alors alliés de Charles Quint (la France possédait un « régiment corse », créé par François Ier et commandé par le colonel Sampiero — le futur Sampiero Corso). **1554** — Les Français perdent la **Toscane.**
1555 — Antoine de Bourbon, roi de Navarre se convertit au calvinisme.	**1555** — Capitulation de **Sienne.** **1556** — Trêve de **Vaucelles** et reprise de la guerre quelques mois plus tard. Abdication de Charles Quint. Philippe II roi d'Espagne.
1557 — François de Guise Lieutenant Général du royaume. Édit de **Compiègne ;** synode des huguenots au **Pré-aux-Clercs.** Essor du parti de la Réforme, qui se dresse contre l'autorité royale. **1558** — Conversion de l'amiral Coligny (neveu de Montmorency) au calvinisme. **1559** — Mort de Henri II (qui avait auparavant promulgué l'édit d'**Écouen** réclamant la peine de mort pour les réformés), blessé dans un tournoi par Montmorency.	**1557** — Le Duc de Guise en **Italie.** L'Espagne et l'Angleterre contre la France ; bataille de **Saint-Quentin** (victoire de Philippe II). **1558** — François de Guise reprend **Calais** aux Anglais. Traités du **Cateau-Cambrésis** mettant fin aux rivalités franco-anglo-espagnoles. La France recouvre **Calais,** les places de la Somme, et conserve les Trois-évêchés (**Metz, Toul** et **Verdun**) ; en contrepartie, elle renonce à toutes prétentions en **Italie,** restitue la **Corse** à **Gênes ;** la fille du roi (Élisabeth) épouse Philippe II d'Espagne, qui reçoit le **Charolais.**

François II *(1559-1560)*
Fils de Henri II et de Catherine de Médicis

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
1559 — Avènement de François II, qui avait épousé Mary Stuart en 1558. Michel de l'Hôpital chancelier. **1560** — Conjuration protestante (tumulte d'**Amboise**) qui échoue. Mort brutale de François II (sans postérité).	

Charles IX *(1560-1574)*
Fils de Henri II et de Catherine de Médicis

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
	1560 — Avènement de Charles IX, âgé de 10 ans. Régence de Catherine de Médicis jusqu'en 1570.
1561 — États Généraux d'**Orléans.** Synode des réformés à Poitiers. Assemblée du Clergé à **Poissy.** États Généraux de **Pontoise.** Colloque de **Poissy.** **1562** — Édit de **Saint-Germain** (liberté de religion pour les protestants). Massacre de **Wassy** (50 protestants tués, 200 blessés). Début de la 1re guerre de religion. (Siège de **Rouen,** bataille de **Dreux**). **1563** — Assassinat du Duc François de Guise, chef du parti catholique (les Guise exerçaient une influence prépondérante, acquise sous le bref règne de François II). Édit de tolérance d'**Amboise.** **1564** — Création du Surintendant des Finances. **1568** — Paix de **Longjumeau,** suivie d'une nouvelle révolte des protestants. Disgrâce de Michel de l'Hôpital. **1569** — Combats de **Jarnac** et de **Montcontour.** Exécution du protestant Louis de Condé sur le champ de bataille. **1570** — Paix de **Saint-Germain,** accordant aux protestants les places fortes de **La Rochelle, Cognac, La Charité, Montauban.** Fin de la régence de Catherine, qui conserve son influence. Charles IX épouse Élisabeth fille de l'empereur Maximilien II.	**1562** — Traité de **Fossans** avec la Savoie. Traité de **Hampton Court** : les Anglais aident les protestants en échange d'une livraison temporaire du **Hâvre.**
	1571 — Bataille de **Lépante** entre les chrétiens de la Sainte-Ligue et les Turcs. **1572** — Alliance franco-anglaise.
1572 — Saint-Barthélémy (24 août ; massacre des protestants, dont Coligny). Henri de Navarre, le futur Henri IV, abjure le protestantisme. **1573** — Paix de **La Rochelle** avec les protestants ; édit de **Boulogne.** **1574** — Reprise des guerres religieuses et mort de Charles IX (sans postérité).	

Henri III *(1574-1589)*
Fils de Henri II et de Catherine de Médicis

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
1574 — Avènement de Henri III. **1575** — Henri III épouse Louise de Lorraine-Mercœur ; ce qui ne l'empêche pas de donner libre cours à son homosexualité (les « mignons » du roi : d'Épernon, Joyeuse, Guiche, Maugiron, etc.). **1576** — Paix dite « de Monsieur » ; formation de la Ligue (Henri de Guise) qui s'oppose aux protestants de Henri de Navarre. Édit de **Beaulieu** (liberté du culte). **1579** — Ordonnance de **Blois** sur l'administration du royaume (« code Henri III »).	
1582 — Adoption du calendrier grégorien.	**1582** — Le roi d'Espagne Philippe II soutient la Ligue (et la finance).
1584 — Ouverture de la crise successorale : Henri III n'a pas d'enfants et Henri de Navarre (protestant) est le seul héritier légitime. La Ligue s'y oppose.	**1585** — Traité de **Joinville** entre les Guises et Philippe II.
1587 — Défaite de Joyeuse, à Coutras. **1588** — Journée des Barricades (12 mai) à **Paris** : le roi doit s'enfuir de Paris. États Généraux de **Blois ;** Henri III fait assassiner le Duc Henri de Guise. **Janv. 1589** — Mort de Catherine de Médicis. **1589** — Henri III se réconcilie avec Henri de Navarre et assiège **Paris** avec lui ; il est assassiné à **Saint-Cloud** par le moine Jacques Clément, après avoir été « déposé » par le pape Sixte Quint.	

Henri IV *(1589-1610)*
Fils d'Antoine de Bourbon et de Jeanne d'Albret,
roi et reine de Navarre.

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
1589 — Henri de Navarre devient Henri IV, roi de France et de Navarre ; il inaugure ainsi la dynastie des Bourbons. Il a épousé Marguerite de Valois, fille de Catherine de Médicis, en **1572.** On cite traditionnellement ses nombreuses maîtresses (« Le Vert Galant ») : Gabrielle d'Estrées, Henriette d'Entragues, Jacqueline du Bueil, Charlotte des Essarts lui ont donné huit bâtards. **1589** — La Ligue fait « roi » le Cardinal de Bourbon ; Henri IV s'empare de **Dieppe.** Bataille d'**Arques.** **1590** — Bataille d'**Ivry ;** siège de **Paris** par Henri IV ; les Espagnols l'obligent à le lever. **1591** — La Ligue (que dirige maintenant le Duc de Mayenne) instaure la terreur à Paris. **1592** — Nouveau siège de **Paris.** **1593** — États Généraux du Louvre ; abjuration de Henri IV (« Paris vaut bien une messe »). **1594** — Entrée triomphale du roi à **Paris ;** attentat manqué de Jean Châtel.	
1595-1598 — Soumission des Ligueurs. L'Édit de **Nantes** rétablit la paix religieuse. Sully surintendant des Finances.	**1595** — Bataille de **Fontaine-Française** : reconquête de la **Bourgogne** sur les Espagnols. **1598** — Paix de **Vervins** avec les Espagnols (confirmation des traités du **Cateau-Cambrésis**).
1600 — Henri IV épouse Marie de Médicis, fille du Grand-Duc de Toscane. **1600-1610** — Henri IV gouverne avec des conseillers protestants (Sully) et ex-ligueurs (Villeroy, Jeannin).	
1602 — Complot du gouverneur Biron, qui est exécuté. **1603** — Réintroduction des Jésuites en France.	**1602** — Renouvellement de l'alliance avec les cantons suisses. **1603-1604** — Premier voyage de Champlain au **Canada.**
1604 — Institution de la *paulette* (taxe sur les charges). **1607** — Réunion de la **Navarre** à la France.	**1607** — Henri IV arbitre le conflit entre le pape et Venise. **1608** — Champlain fonde **Québec.** Le Sieur des Monts en Acadie.
1610 — Assassinat de Henri IV par Ravaillac (14 mai).	**1610** — Henri IV allié aux protestants de l'Union évangélique pour empêcher une entente entre l'Espagne et l'Autriche.

LA FRANCE

Les guerres de religion.

On appelle ainsi les conflits armés, entrecoupés de trêves plus ou moins longues, qui ont opposé les protestants (« hérétiques », « huguenots ») aux catholiques, dans la deuxième moitié du XVIe siècle, en France. Les catholiques ont souvent fait appel à l'Espagne pour les soutenir, et les protestants à l'Angleterre et/ou aux princes allemands. On distingue traditionnellement huit guerres de religion entre 1562 et 1598 (édit de **Nantes**).

8 oct. 1547 — Henri II institue au Parlement de Paris une chambre spécialisée dans la poursuite de l'hérésie : la Chambre Ardente.

27 juin 1551 — Édit de **Châteaubriant** retirant toutes les fonctions municipales ou judiciaires aux suspects d'hérésie.

24 juil. 1557 — Édit de **Compiègne** selon lequel toute profession de foi hérétique serait punie de mort.

26-29 mai 1559 — Le protestantisme français finit de s'organiser en Église nationale : synode général des Églises de France.

2 juin 1559 — Édit d'**Écouen** : ordre est donné de traquer les hérétiques.

Juil. 1559 — Mort de Henri II, avènement de François II (adolescent). Le parti catholique dirigé par les Guises, impose ses vues et prend le pas sur le roi ; répression sévère des « hérétiques ».

23 déc. 1559 — Anne du Bourg est brûlé.

Mai 1560 — Édit de **Romorantin** : les protestants peuvent professer leur foi en privé. A la mort de François II (déc. 1560), la régente Catherine de Médicis inaugure une politique d'apaisement religieux. Catherine, qui soutient la politique relativement libérale du chancelier Michel de l'Hôpital, se sert des rivalités entre les Grands catholiques (le duc François de Guise, le Connétable Anne de Montmorency, le Maréchal de Saint-André par exemple) et les Grands protestants (Antoine de Bourbon, Louis de Condé; les Châtillon) pour mieux les affaiblir.

15 janv. 1562 — Catherine de Médicis accorde par édit la liberté du culte en dehors des villes closes, et, dans celles-ci, le culte privé.

1er mars 1562 — Tuerie de **Wassy**. Début de la première guerre de religion.

21 sept. 1562 — Traité d'**Hampton Court** : les Anglais accordent leur aide aux protestants en échange d'une livraison temporaire du **Hâvre**.

19 déc. 1562 — Condé est fait prisonnier à **Dreux**. Mort du Maréchal de Saint-André (Antoine de Bourbon était mort au siège de **Rouen**, la même année).

24 fév. 1563 — Assassinat du Duc de Guise au siège d'**Orléans**.

19 mars 1563 — Édit de pacification d'**Amboise**.

28 juil. 1563 — Réconciliation. Union de tous pour reprendre **Le Hâvre** aux Anglais.

1564-1565 — Rapprochement des catholiques et de l'Espagne.

1567 — Tentative d'enlèvement, près de **Meaux**, du roi Charles IX et de Catherine de Médicis par les protestants.

22 mars 1568 — Paix de **Longjumeau** ; confirmation de l'édit d'**Amboise**.

1567-1570 — 2e et 3e guerres de religion. Les catholiques, dirigés par le Duc Henri de Guise et par Henri d'Anjou, frère du roi, vainqueurs à **Jarnac** et à **Montcontour**. Condé tué sur le champ de bataille (1569).

8 août 1570 — Paix de **Saint-Germain**, avantageuse aux réformés auxquels sont attribuées quatre places fortes : **La Rochelle, Cognac, La Charité, Montauban.**

8 août 1572 — Mariage du réformé Henri de Navarre avec Marguerite de Valois.

22 août 1572 — Attentat manqué contre l'Amiral de Coligny (3e fils du Marquis de Châtillon, protestant).

23-24 août 1572 — Massacre de la Saint-Barthélemy, fomenté par Catherine de Médicis (Henri de Navarre, futur Henri IV, retenu prisonnier à la Cour ; il s'en évadera en 1577). 4e guerre de religion.

Juin 1573 — Capitulation de **La Rochelle**.

Juil. 1573 — Édit de **Boulogne** accordant aux huguenots la liberté de culte dans trois villes de sûreté seulement.

1574 — 5e guerre de religion (Henri III). Les protestants se sont regroupés en une *Union calviniste.*

1576 — Paix de **Beaulieu** dite « Paix de Monsieur » : liberté du culte (hors Paris et les villes où séjourne la Cour) et « Chambres mi-parties » au Parlement.

1576 — « La Ligue » de Henri de Guise. 6e guerre de religion.

17 sept. 1577 — Traité de **Bergerac** : la paix est rétablie.

1580 — 7e guerre de religion.

1582 — Philippe II d'Espagne subventionne la Ligue.

10 juin 1584 — Mort de François d'Alençon, héritier du trône. Henri de Navarre prétendant.

1585 — Édit de **Nemours** : Henri III interdit le protestantisme. 8e guerre de religion (1586-1587) ou « guerre des Trois-Henri » (Henri III, Henri de Navarre, Henri de Guise). Le pape Sixte Quint déchoit Henri de Navarre de ses droits à la Couronne.

12 mai 1588 — « Journée des Barricades » (le Duc de Guise entre dans **Paris**, les Parisiens se soulèvent, Henri III quitte Paris).

23-24 déc. 1588 — Henri III fait assassiner le Duc de Guise et son frère, le Cardinal de Lorraine.

2 août 1589 — Henri III, qui s'était allié au roi de Navarre pour reprendre **Paris**, est assassiné par un moine ligueur Jacques Clément. Henri IV, roi de France.

1589 — La Ligue proclame roi le Cardinal de Bourbon sous le nom de Charles IX.

20 sept. 1589 — Henri IV bat le Duc de Mayenne (frère du Duc de Guise, nouveau chef des catholiques) à **Arques**.

14 fév. 1590 — Mayenne est battu à **Ivry** par Henri IV (« ralliez-vous à mon panache blanc ! »).

25 juil. 1593 — Conversion de Henri IV à **Saint-Denis** (« Paris vaut bien une messe »).

22 mars 1594 — Paris, assiégée depuis 1592, ouvre ses portes à Henri IV. Rachat des villes ligueuses.

1595 — Henri IV déclare la guerre à Philippe II et lui impose la paix de **Vervins** (2 mai 1598). Le roi d'Espagne, peu avant sa mort (13 septembre 1598), reconnaît Henri IV comme roi de France.

13 avr. 1598 — Édit de **Nantes** accordant des garanties religieuses et politiques aux protestants.

LE XVIIe et le XVIIIe siècle : de LOUIS XIII à LOUIS XVI.

Louis XIII le Juste *(1610-1645)*
Fils de Henri IV et de Marie de Médicis

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
1610 — Avènement de Louis XIII (9 ans) ; régence de Marie de Médicis.	
	1612 — Paix entre la France et l'Espagne.
1613 — Concini principal conseiller de Marie de Médicis.	
1614 — Révolte des princes (Condé) ; États Généraux de **Paris**. Paix de **Sainte-Menehould**.	
1615 — Nouvelle révolte de Condé. Louis XIII épouse Anne d'Autriche. Ses favoris (homosexuels) furent Luynes, Fayette et Hautefort.	
1616 — Renvoi des derniers ministres de Henri IV. Arrestation de Condé. Richelieu Secrétaire d'État à la Guerre.	
1617 — Influence de Luynes sur Louis XIII : arrestation et meurtre de Concini ; renvoi de Richelieu. Exil de Marie de Médicis.	
	1618 — Début de la guerre de Trente Ans (voir p. 135).
1619 — Révolte de Marie de Médicis (« Guerre de la reine et du fils »). Rappel de Richelieu, qui signe le traité d'**Angoulême** (Marie de Médicis gouverne l'**Anjou**).	
1620 — Nouvelle révolte de Marie de Médicis ; victoire de Louis XIII **(Ponts-de-Cé)** et traité d'**Angers**.	
1621 — Lutte contre les protestants ; siège de **Montauban**. Mort de Luynes.	
1621-1624 — Troubles et désordres.	**1622** — Traité entre la Bavière et la France.
	1623 — Traité de **Paris**. Alliance entre la France, la Savoie et Venise (la France abandonne la **Valteline**).
1624 — Richelieu entre au Conseil du roi. Révolte des « Croquants » dans le **Quercy**.	**1624** — Occupation de la **Valteline** par la France.
1625 — Révolte de Rohan.	**1625** — Richelieu soutient l'intervention danoise dans la guerre de Trente Ans.
1626 — Édit contre les duels ; édit de **Nantes** imposant la destruction des châteaux fortifiés. Assemblée des notables de **Rouen**. Complot de Chalais (exécuté en décembre 1626).	**1626** — Traités de **Monçon** : la France abandonne la **Valteline**.
1627 — Siège de **La Rochelle** (ville protestante). Exécution du Comte de Montmorency-Bouteville.	**1627** — Richelieu soutient Charles de Nevers, candidat à la succession de **Mantoue**.
1628 — Capitulation de La Rochelle.	
1629 — « Édit de Grâce » d'**Alès**. Richelieu principal ministre du roi.	**1629** — Richelieu, désormais allié des princes protestants, fait campagne dans le **Piémont**.
1630 — Émeutes de **Dijon**. « Journée des Dupes ».	**1630** — Diète de **Ratisbonne**. Politique anti-Habsbourg de Richelieu confirmée.
1631 — Révolte du Duc d'Orléans, fuite de Marie de Médicis aux **Pays-Bas**.	**1631** — Traité de **Barwälde** : Richelieu s'allie à Gustave Adolphe contre l'Empereur.
1632 — Défaite du Duc d'Orléans. Soulèvement dans le **Languedoc**. Henri II de Montmorency vaincu à **Castelnaudary** et exécuté.	**1632** — Traité de **Vic** : protectorat français sur la **Lorraine**. Les Anglais prennent **Québec**.
1635 — Création de l'Académie française.	**1635** — Traité de **Paris**. Traité de **Compiègne**. Richelieu déclare la guerre à l'Espagne. Traités de **Rivoli** et de **Saint-Germain**. Occupation de la **Guadeloupe**.
1636 — Complot du Duc d'Orléans.	**1636** — L'Empereur déclare la guerre à la France. Bataille de **Wittstock**.
1637 — Révolte des « Croquants » du **Limousin**.	**1638** — Traité franco-suédois de **Hambourg** ; Richelieu fait occuper **Brisach**.
1639-1641 — Révolte des « Va-nu-pieds » en **Normandie**.	
1640 — Refonte des monnaies.	**1640** — Richelieu fait occuper la **Savoie** et **Turin**. Prise d'**Arras**.
1641 — Complot du Comte de Soissons.	**1641** — Alliance franco-portugaise (contre les Espagnols).
1642 — Complot et exécution de Cinq-Mars — Mort de Richelieu.	**1642** — Conquête du **Roussillon**. Fondation de la Compagnie française d'Orient. Fondation de **Montréal**.
1643 — Mort de Louis XIII (14 mai).	

Louis XIV le Grand *(1643-1715)*
Fils de Louis XIII et d'Anne d'Autriche

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
1643 — Avènement de Louis XIV (5 ans). Régence d'Anne d'Autriche. Mazarin. Premières difficultés : « Remontrances » du Parlement, émeutes fiscales, « Cabale des importants ».	**1643** — Bataille de **Rocroi**.
1644 — « Édit du toisé » ; taxe des Aisés.	**1644** — Ouverture des conférences de **Münster** et d'**Osnabrück**. Victoire de Turenne à **Donaueschingen**.
	1645 — Turenne dans le pays de Bade ; défaite de **Marienthal** ; victoire de **Nördlingen.**
1647 — « Édit du Tarif » à **Paris**.	**1646-1647** — Turenne en Bavière. Armistice d'**Ulm**.
1648 — Abolition des intendants. Révolte parisienne. Début de la Fronde.	**1648** — Victoire de Turenne sur les Impériaux à **Zusmarshausen.**
	1648 — Traités de **Westphalie** (mais la guerre franco-espagnole continue).
1649 — Fuite de la régente et du roi à **Saint-Germain**. Siège de **Paris** ; Paix de **Rueil**. Révolte de Turenne.	
1650 — Arrestation de Condé ; début de la « Fronde de nobiliaire ».	**1650** — Bataille de **Rethel** (Turenne, allié aux Espagnols, est battu).
1651 — Alliance du Parlement de Paris et des princes ; exil de Mazarin, libération de Condé, ralliement de Turenne.	
1652 — Guerre civile : victoire de Condé à **Bléneau** ; défaite de Condé au faubourg Saint-Antoine ; « Journée du Feu ». Trahison de Condé. Louis XIV reprend **Paris**.	
1653 — Retour de Mazarin. Capitulation de **Bordeaux**. Fin de la Fronde : rétablissement des intendants, Fouquet, surintendant des Finances.	
1654 — Le roi est sacré à **Reims**. Colbert, intendant particulier du Cardinal Mazarin.	**1654** — Réconciliation de Mazarin et de Cromwell.
	1657 — Alliance franco-anglaise.
1658-1659 — Liaison de Louis XIV avec Marie Mancini, nièce de Mazarin.	**1658** — Bataille des **Dunes** ; prise de **Dunkerque** par les Anglais. Ligue du Rhin (les princes allemands décident de rester neutres dans la guerre franco-espagnole).
	1659 — Paix des **Pyrénées** entre la France et l'Espagne.
1660 — Mariage de Louis XIV et de l'infante d'Espagne Marie-Thérèse.	**1660-1661** — « Paix du Nord » achevant la pacification de l'Europe après la guerre de Trente Ans et la guerre franco-espagnole.
1661 — Mort de Mazarin. Prise du pouvoir par Louis XIV. Disgrâce de Fouquet et entrée de Colbert au Conseil, où siègent aussi De Lionne et Le Tellier. Liaison avec Mlle de La Vallière (deux enfants).	**1661** — Traité de **Vincennes** avec la **Lorraine** confirmant la possession de la **Lorraine** au duc Charles IV.
1662 — Traité de **Montmartre** : protectorat de la France sur la Lorraine : Colbert fait racheter les rentes des grosses Fermes. Création d'Hôpitaux généraux dans le royaume.	**1662** — Charles II vend **Dunkerque** à la France. « Affaire Créqui » à **Rome**.
1663 — De Lionne aux Affaires Étrangères ; Colbert augmente les impôts. Le recouvrement des impôts indirects confiés aux intendants.	**1663** — Louis XIV saisit le Comtat Venaissin ; renouvellement de la Ligue du Rhin. Le Canada devient possession de la Couronne.

POLITIQUE INTÉRIEURE

1664 — Colbert établit le premier tarif douanier protecteur aux frontières du royaume. Création de manufactures et des premières grandes compagnies de commerce. Dispersion des religieuses de Port-Royal (la persécution contre les Jansénistes remonte à 1651). Louis XIV commence à aménager Versailles.
1665 — Colbert, contrôleur général des Finances. Création de l'arsenal de **Brest**.
1666 — Colbert, secrétaire d'État à la Marine.
1667 — Réorganisation de la police : La Reynie lieutenant-général de police à Paris.

1668 — Louvois (fils de Le Tellier), secrétaire d'État à la Guerre. Liaison de Louis XIV avec Madame de Montespan (sept enfants).

1669 — Limitation de la portée de l'édit de Nantes. Colbert, secrétaire d'État de la Maison du roi. Ordonnance des Eaux et Forêts.
1670 — Publication de l'Ordonnance criminelle.

1671 — Mort de De Lionne ; Pomponne secrétaire d'État aux Affaires Étrangères.
1672 — Louvois entre au Conseil. La Cour s'installe à Versailles. Ordonnance maritime.

1673 — Extension de la *Régale* (droit pour le roi de conserver les revenus des évêchés pendant leurs vacances) à toute la France.
1674 — Refonte des monnaies.
Madame de Maintenon, remarquée par le roi, devient marquise.

1678 — Début du conflit avec le pape à propos de la Régale.

1679 — Disgrâce de Pomponne. Révolte du « papier timbré » en Bretagne.
Vauban commence la construction de son système de fortifications.
1680 — De Croissy aux Affaires Étrangères. Persécutions contre les protestants (interdiction des Synodes, « dragonnades »).
Liaison du roi avec Mlle de Fontanges.
1681 — Persécution contre les protestants : la puissance paternelle leur est enlevée, ainsi que le droit d'aller étudier hors de France. Ordonnance de la marine marchande.
Occupation de **Strasbourg.** Conflit de Louis XIV avec le pape Innocent XI.

1683 — Mort de Colbert. Influence croissante de Madame de Maintenon, que Louis XIV épouse morganatiquement.

1685 — Édit de **Fontainebleau** révoquant l'édit de **Nantes.** Fuite difficile des protestants vers l'étranger.
1686 — Persécutions contre les protestants. Fondation de Saint-Cyr.

1687 — Début de la déportation des huguenots non convertis.
1688 — Louvois crée les *milices provinciales.*
1689 — Organisation de l'inscription maritime.
1691 — Mort de Louvois.
1692 — Édit imposant aux municipalités des maires désignés par le roi.

1695 — Institution de la capitation (impôt « par tête », supprimé après la paix de Ryswyck et rétabli en 1701).

POLITIQUE EXTÉRIEURE

1664 — Traité de **Pise** réglant l'affaire Créqui ; le pape doit présenter ses excuses au roi. Louis XIV occupe la **Lorraine** : fondation de la Compagnie des Indes.

1665 — Les Français à Saint-Domingue et à Saint-Christophe.
1666 — Guerre franco-anglaise.
1667 — « Guerre de Dévolution » aux Pays-Bas, menée par Turenne. Vauban consolide la frontière du Nord. Alliance entre la France et le Portugal.
1668 — Traité secret de Louis XIV avec l'Empereur. Condé conquiert la **Franche-Comté.** Formation de la Triple-Alliance (Angleterre, Provinces-Unies, Suède) pour limiter les ambitions de Louis XIV aux Pays-Bas : traité d'**Aix-la-Chapelle** et fin de la guerre de Dévolution.
1669 — Colbert crée la *Compagnie du Nord.*

1670 — La Triple-Alliance garantit à l'Espagne la possession des Pays-Bas. Colbert crée la *Compagnie du Levant.* Traité de **Douvres** (traité secret par lequel l'Angleterre s'engageait à déclarer la guerre aux Provinces unies et à soutenir les prétentions de Louis XIV au trône d'Espagne).
1671 — Nouveau traité secret franco-anglais. Traité secret avec l'Empereur.
1672 — Guerre de Hollande qui durera jusqu'en 1678. Elle a été voulue par Colbert (dans l' « intérêt » commercial de la France) et par Louvois (pour le « prestige » du Roi-Soleil !) et a provoqué une alliance défensive de l'Europe contre Louis XIV.
1672 — Traité franco-suédois ; traité entre les Pays-Bas et le Brandebourg, et entre le Brandebourg et l'Empereur. Prise d'**Utrecht** par les Français.
1673 — Traité franco-brandebourgeois. Les Français prennent **Maastricht (Maëstricht).** Jolliet et le Père Marquette dans la vallée du Mississipi.
1674 — Les Français occupent la **Franche-Comté** ; la Diète germanique déclare la guerre à Louis XIV ; alliance entre les Pays-Bas et le Danemark. Les Impériaux envahissent l'**Alsace.**
Les Français s'installent à **Pondichéry.**
1675 — Victoires de **Turckheim** et de **Salzbach** (mort de Turenne) sur les Impériaux, qui envahissent à nouveau l'**Alsace.**
1676 — Traité secret franco-anglais. Bataille des **îles Lipari.** Les Français prennent **Condé, Bouchain** et **Aire-sur-Lys** ; les Impériaux prennent Philippsburg.
1677 — Les Français prennent **Saint-Omer, Cambrai, Valenciennes** et **Fribourg-en-Brisgau,** puis, en 1678, **Gand** et **Ypres.**
1678 — Paix de **Nimègue** avec les Pays-Bas et l'Espagne. Consolidation des frontières de la France, qui annexe définitivement l'**Alsace,** jusqu'alors terre germanique.
1679 — Traité de **Saint-Germain** avec le Brandebourg. Traité de **Nimègue** avec les Impériaux ; traités de **Fontainebleau** et de **Lund.**

1681 — Traité secret franco-brandebourgeois. Alliance des Pays-Bas et de la Suède. Une autre série de traités, concernant l'équilibre (précaire) européen, signés en 1682.

1682 — Cavalier de la Salle descend le Mississipi. Accord commercial avec le Maroc.
1683 — Début de la guerre franco-espagnole. Louis XIV envahit la **Belgique.**
Traités avec le **Danemark** et le **Brandebourg.** Médiation anglo-néerlandaise.
1684 — Congrès de **La Haye** ; ultimatum de Louis XIV à la Hollande. Prise de **Luxembourg.** Trêve de **Ratisbonne.**
1685 — Affaire de la succession du Palatinat. Traité de paix et de commerce entre la France et Alger.
1686 — Formation de la Ligue d'**Augsbourg** : les puissances européennes se dressent contre les ambitions de Louis XIV.

1688-1697 — Guerre de la Ligue d'**Augsbourg** contre Louis XIV : victoires de **Fleurus** (1690), de **Steinkerque** (1692), de **La Marsaille** (1693) et de **Neerwinden** (1693) ; défaite navale de **La Hougue.**

1693 — Les Hollandais prennent **Pondichéry.**

POLITIQUE INTÉRIEURE

1697 — Inspection des Parlements par les intendants ; développement de l'emprise « bureaucratique » sur les institutions.

1699 — Arrêt des persécutions contre les protestants. Condamnation du quiétisme.

1701 — Louis XIV reconnaît à Philippe V ses droits à la couronne de France.
1702-1704 — Révolte des Camisards (calvinistes cévenols).

1707 — Disgrâce de Vauban. Cours forcé du papier-monnaie.

1709 — Famine en France.

1713 — Bulle *Unigenitus* (condamnation des Jansénistes comme hérétiques). Cette bulle fut refusée par l'archevêque de Paris (Noailles) et enregistrée de force par le Parlement.

1715 — Mort de Louis XIV.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

1697 — Traité de **Ryswyck,** mettant fin à la guerre de la Ligue d'**Augsbourg** : retour aux dispositions de la paix de **Nimègue,** restitution des villes et territoires conquis ; Louis XIV doit reconnaître Guillaume III d'Orange comme roi d'Angleterre.
La France conserve la **baie d'Hudson (Acadie, Terre-Neuve)** conquise par Le Moyne d'Iberville.
1698 — Convention de **La Haye** (sur la succession d'Espagne).
1699 — Le Moyne d'Iberville fonde la **Louisiane.**
1700 — Traité définitif sur la succession d'Espagne : Philippe V roi d'Espagne ; Louis XIV contrôle les **Pays-Bas.**
1701 — Traité franco-savoyard. Louis XIV reconnaît Jacques III : conflit franco-anglais.
1702 — Coalition contre la France et l'Espagne (Grande Alliance de La Haye : Angleterre, Provinces-Unies, Empire, Prusse, Saxe, Mayence, Trèves).
1702-1712 — Guerre des coalisés contre la France.
1702 — Victoire française à **Friedlingen.**
1703 — Le **Portugal** et la **Savoie** entrent dans la guerre aux côtés des coalisés. Les coalisés prennent **Huy** et sont vainqueurs à **Hochstädt.**
1704 — Les Anglais à **Gibraltar.** Les Français en **Savoie.**
1705 — Les Français conquièrent **Nice** et le **Piémont.**
1706 — Défaites françaises à **Ramillies** et **Turin.**
1707 — Les coalisés conquièrent le royaume de **Naples,** mais perdent **Saragosse, Valence** et **Lerida.**
1708 — Défaite française à **Audenarde.** Les coalisés conquièrent la **Sardaigne** et les **Baléares** ; ils prennent **Lille.**
1709 — Défaite française à **Malplaquet.** Prise de **Mons** par les coalisés.
1710 — Conférences de **Geertruidenberg.** Victoire de **Villaviciosa.**
1711 — Préliminaires de **Londres.**
1712-1713 — Victoire de Denain. Congrès d'**Utrecht** : armistices franco-anglais (1712), franco-portugais (1712) ; signature du traité d'**Utrecht,** mettant fin à la guerre de la coalition (traités défavorables à Louis XIV et qui assurent, pour deux siècles, la prépondérance maritime de l'Angleterre).
1714 — Traité de **Rastatt.**
1715 — Traité franco-suédois.

Louis XV le bien-aimé *(1715-1774)*
Seul fils survivant du Duc de Bourgogne ; petit-fils de Louis XIV.

Politique intérieure

1715 — Avènement de Louis XV. Régence du Duc Philippe d'Orléans, qui fait annuler par le Parlement le testament de Louis XIV.
1715-1723 — Régence de Philippe d'Orléans, conseillé par Saint-Simon et par l'Abbé Dubois. Le Régent réagit contre l'autoritarisme de Louis XIV : les parlements recouvrent le droit de remontrance, les secrétaires d'État sont remplacés par des conseils (c'est la *polysynodie*).
1716 — Expédients financiers : refonte des monnaies, création, par Law, de la *Banque générale.*

1718 — Fin de la polysynodie. Ascension de Law, dont la banque devient établissement d'État. La *Compagnie LAW* se substitue aux Compagnies françaises des Indes (fondées en 1664), de Chine et d'Afrique ; Law obtient le droit de frapper monnaie et le bail des fermes générales.

1720 — Law, contrôleur général des Finances. Premières difficultés de son système ; émeutes à **Paris** ; fuite de Law à **Bruxelles.**

1722 — Dubois « Premier ministre ».
1723 — Fin de la Régence. Mort de Dubois et du Régent. La Compagnie des Indes est reconstituée. Le Duc de Bourbon-Condé principal ministre du roi.
1724 — Déclaration contre les protestants. Fondation du *club de l'Entresol* par l'Abbé Alary (club « libéral » où l'on traitait de questions administratives, politiques et économiques). Fondation de la Bourse de Paris.
1725 — Louis XV épouse Marie Leszczyńska.
1726 — Exil de Bourbon-Condé. Fleury ministre de Louis XV. Rétablissement de la ferme générale.
1726-1730 — Le Pelletier des Forts, contrôleur général des Finances.
1727 — Affaire des « convulsionnaires de Saint-Médard » ; le cimetière sera fermé par Fleury en 1732. Chauvelin secrétaire d'État aux Affaires Étrangères.

Politique extérieure

1716 — Traité franco-anglais de **La Haye.**

1717 — Triple-Alliance de **La Haye (Angleterre, Provinces-Unies, France)** pour maintenir les traités d'**Utrecht** contre l'**Espagne.** Convention d'**Amsterdam** avec la **Russie** et la **Prusse.**
1718 — La Triple-Alliance devient la Quadruple-Alliance, avec l'**Autriche.** Fondation de **La Nouvelle Orléans.**

1719 — Guerre franco-espagnole : prise de **Fontarabie, Saint-Sébastien, Urgel.** Traité de **Stockholm.**
1720 — Philippe V d'Espagne renonce à la couronne de France.

1721 — Réconciliation espagnole et triple-alliance franco-anglo-espagnole.
1721-1735 — Les établissements français de l'Inde dirigés par Lenoir, auquel succèdera, de 1735 à 1741, Dumas.

POLITIQUE INTÉRIEURE

1730-1745 — D'ORRY contrôleur général des Finances : compression des dépenses de l'État, soutien à l'expansion économique et commerciale.
1731 — Dispersion du club de l'Entresol.
1732 — Exil de 139 membres du parlement de Paris.
1733 — Établissement de l'impôt du dixième.
Madame de Mailly, maîtresse du roi ; ses sœurs (Mmes de Vintimille, de Lauragais et de la Tournelle) lui succèdent dans les faveurs du roi. Mme de la Tournelle sera faite duchesse de Châteauroux et restera « favorite » jusqu'en 1744.

1743-1757 — Le COMTE D'ARGENSON secrétaire d'État.
1743 — Mort de FLEURY.
1743-1774 — Mise en place du « Secret du roi », organisme diplomatique qui gouvernait à l'insu des ministres.
1744 — Exil de la duchesse de Châteauroux. Le MARQUIS D'ARGENSON aux Affaires Étrangères.
1745 — Madame de Pompadour (Jeanne Poisson) favorite du roi.
1747 — Disgrâce du MARQUIS D'ARGENSON.
1749 — Disgrâce de MAUREPAS, secrétaire d'État à la Marine et aux Colonies depuis 1723. Impôts du vingtième, contrôle des biens du clergé ; « guerre de l'impôt ».
1750 — La politique fiscale de MACHAULT D'ARNOUVILLE se heurte au clergé. Dissolution des États du Languedoc et de l'Assemblée du clergé. Mme de Pompadour conseillère du roi et organisatrice de ses plaisirs (le « Parc-aux-Cerfs »). Émeutes à **Paris.**
1751 — Édit royal suspendant l'obligation fiscale du vingtième pour le clergé.
1752 — Première condamnation de l'Encyclopédie. Affaire des « billets de confession » exigés par l'archevêque de Paris (CHRISTOPHE DE BEAUMONT).
1753 — « Grandes Remontrances » du Parlement. Opposition parlementaire généralisé.
1754 — MACHAULT D'ARNOUVILLE secrétaire d'État à la Marine.

1756 — Encyclique sur les billets de confession, auxquels le pape accepte de renoncer. Le Parlement refuse l'enregistrement de l'Encyclique et suspend son activité judiciaire.
1757 — Attentat de DAMIENS contre LOUIS XV. Disgrâce du COMTE D'ARGENSON et de MACHAULT D'ARNOUVILLE.
1758 — CHOISEUL, secrétaire d'État aux Affaires Étrangères.
1761 — CHOISEUL secrétaire d'État à la Guerre et à la Marine.
1761-1764 — TURGOT, intendant dans le Limousin.

1762 — Le Parlement ordonne la suppression des Jésuites.

1764 — Mort de la marquise de Pompadour. Dissolution des Jésuites. Affaires de Bretagne (CHALOTAIS).
1765 — Réforme de l'artillerie française par GRIBEAUVAL.
1766 — Mort de STANISLAS LESZCYŃSKI et rattachement de la **Lorraine** à la France. Procès et condamnation du CHEVALIER DE LA BARRE.
1768 — Le CHANCELIER MAUPÉOU. Mme du Barry nouvelle favorite du roi.
1769 — TERRAY, contrôleur général des Finances.
1770 — Mariage du Dauphin (futur LOUIS XVI) et de MARIE-ANTOINETTE D'AUTRICHE. Conflit entre le roi et le Parlement. Disgrâce de CHOISEUL.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

1729 — Traité de **Séville,** réglant pacifiquement la question italienne **(Toscane, Parme, Plaisance),** soulevée par l'**Espagne.**
Révolte des Natchez à la **Louisiane.**

1733-1738 — Guerre de la succession de Pologne : la France, alliée à l'**Espagne,** à la **Bavière** et à la **Sardaigne** contre une entente austro-russe.

1738 — Traité de **Vienne** entre la France et l'Autriche, amorçant le rapprochement (voulu par FLEURY) des deux puissances. L'Angleterre adhère au traité.
1740-1748 — Guerre de la succession d'Autriche à la mort de l'empereur CHARLES VI : les droits successoraux de MARIE-THÉRÈSE, fille de CHARLES VI, sont contestés par le roi de Prusse FRÉDÉRIC II (FRÉDÉRIC LE GRAND). La Prusse entraîne la France dans une guerre contre l'Autriche, alliée à l'Angleterre. D'Europe, la guerre gagne les empires coloniaux. Elle se terminera par le traité d'**Aix-la-Chapelle** (1748), qui reconduisait le *statu quo* européen ; seule la Prusse, qui conservait la **Silésie,** était la bénéficiaire de la guerre qui vit notamment les batailles de **Mollwitz** (1740), **Linz** (1740), **Dettingen** (1743), **Fontenoy** (1745), **Hohenfriedberg** (1745), **Bassignano** (1745), **Plaisance** (1746), **Lawfeld** (1747) et **Berg-op-Zoom** (1747).
1742 — DUPLEIX, gouverneur général de l'Inde française.
1750 — Les Anglo-Américains tentent de conquérir l'**Acadie ;** au Canada.

1751 — Accord provisoire franco-anglais sur l'**Acadie.**

1753 — Conférence de **Londres** : examen des questions indiennes.

1755 — Les Anglo-Américains conquièrent l'**Acadie** et en déportent ses habitants (les actuels *Cajuns* de Louisiane sont les descendants de ces Acadiens).
Rupture diplomatique entre la France et l'Angleterre.
1756-1763 — Guerre de Sept Ans : due aux rivalités et à la volonté de MARIE-THÉRÈSE D'AUTRICHE de récupérer la **Silésie** sur le roi de Prusse (qui l'avait obtenue en 1748), cette guerre a opposé l'**Angleterre** et la **Prusse** à la **France** et à l'**Autriche**
Les opérations militaires eurent lieu sur mer (occupation de **Minorque** par les Français en 1756), aux colonies (défaite des Canadiens, commandés par MONTCALM, en 1759-1760 ; capitulation de LALLY-TOLLENDAL à **Pondichéry** en 1761 ; prise de la **Floride** et de **Cuba** par les Anglais) et en Allemagne (victoires de FRÉDÉRIC II à **Rossbach** et à **Leuthen** en 1757 ; victoire des Russes sur les Prussiens à **Junersdorf** en 1759).
En fait les Anglais ont taillé en pièces l'empire colonial français (ils ont pris **Saint-Louis-du-Sénégal** en 1758, et débarquent à la **Guadeloupe** en 1759 ; la **Martinique** capitule en 1762.

1763 — Traité de **Paris** mettant fin à la guerre de Sept Ans : la France cède le **Canada,** ses établissements du **Sénégal** et une partie de la **Louisiane** à l'Angleterre ; elle cède **La Nouvelle Orléans** et l'autre partie de la **Louisiane** à l'Espagne ; elle ne conserve que les **Antilles (Guadeloupe, Martinique, Saint-Domingue)** et cinq comptoirs dans l'Inde.
Traité de **Hubertsbourg** : MARIE-THÉRÈSE abandonne définitivement la **Silésie** à la **Prusse.**

1766-1769 — Voyages de Bougainville dans les mers du Sud.

1768 — Traité de **Versailles** avec **Gênes** : la France acquiert la **Corse.**
1769 — Abolition du monopole de la Compagnie des Indes.

POLITIQUE INTÉRIEURE

1770-1774 — Gouvernement MAUPÉOU-TERRAY-D'AIGUILLON.
1771 — Exil du Parlement de Paris. Le DUC D'AIGUILLON secrétaire d'État aux Affaires Étrangères.

1773 — Fondation de la loge maçonnique du Grand-Orient de France.
1774 — Mort de LOUIS XV.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

1771-1773 — Voyages de Kerguélen dans les mers du Sud.

1772 — Premier partage de la **Pologne.**

LOUIS XVI *(1774-1791)*

Fils du Dauphin LOUIS et de MARIE-JOSÈPHE DE SAXE, petit-fils de LOUIS XV.

POLITIQUE INTÉRIEURE

1774 — Avènement de LOUIS XVI : MAUREPAS, conseiller intime du roi ; TURGOT aux Finances (il établit la libre circulation des grains et rappelle le Parlement). VERGENNES aux Affaires Étrangères.
1775 — Disette à **Paris ;** « guerre des farines ». MALESHERBES, secrétaire d'État à la Maison du roi ; SAINT-GERMAIN à la Guerre.
1776 — Suppression de la corvée et des corporations. Chute de TURGOT et démission de MALESHERBES : rétablissement de la corvée et des corporations. NECKER adjoint au contrôleur général des Finances.
1777 — Disgrâce de SAINT-GERMAIN.
NECKER, directeur général des Finances. Création de l'École de guerre de Paris.
1778 — NECKER met en régie les domaines, les aides et les droits. Création de la Caisse d'Escompte de Paris et d'une Assemblée provinciale du **Berry.**

1779 — Création d'une Assemblée provinciale en **Guyenne.**

1781 — Démission de NECKER, après qu'il ait révélé les gaspillages de la Cour. Édit réservant les grades militaires à la noblesse. Mort de MAUREPAS.

1783-1787 — CALONNE, contrôleur général des Finances.
1785-1786 — Affaire du Collier de la Reine.
1786 — Projets de réforme fiscale de CALONNE.
1787 — Assemblée des notables qui refusent les projets de CALONNE. Chute de CALONNE, remplacé par LOMÉNIE DE BRIENNE. Mort de VERGENNES. Renvoi des notables, exil du Parlement, émeutes à **Paris,** rappel du Parlement.
Édit accordant un état-civil aux protestants ; généralisation des Assemblées provinciales à tout le royaume.
1788 —
1er mai : abolition de la « question préalable » (torture infligée aux condamnés pour obtenir des aveux).
8 mai : édits réorganisant la justice.
9-10 mai : émeutes à **Rennes.**
11 juin : émeutes à **Dijon.**
19 juin : émeutes à **Pau.**
7 juin : « Journée des Tuiles » à **Grenoble.**
21 juil. : assemblée de **Versailles.**
8 août : convocation des États Généraux.
16 août : banqueroute de l'État.
25 août : rappel de NECKER.
14 sept. : disgrâce de LAMOIGNON.
23 sept. : rappel du Parlement.
6 nov.-12 déc. : seconde assemblée des notables ; le *doublement du Tiers* aux futurs États est décidé au Conseil.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

1777 — Alliance entre la France et les **Cantons suisses.**

1778 — Traité de commerce et de défense franco-américain. Intervention de la France contre l'**Angleterre** dans la guerre d'Indépendance américaine. Bataille d'**Ouessant.** VERGENNES reconnaît la libre circulation sur les mers pour les États neutres. Les Anglais prennent **Pondichéry** et **Chandernagor.**

1780 — ROCHAMBEAU en Amérique.

1782 — SUFFREN aux Indes.
1783 — Traité de **Versailles** : fin de la guerre d'Amérique, indépendance des 13 États-Unis d'Amérique du Nord.

1786 — Traité de commerce franco-anglais.
1787 — Traité de commerce franco-russe ; traité franco-annamite.

A partir de 1789, on entre dans la période appelée Révolution (1789-1795), à laquelle font suite le Directoire (1795-1799), le Consulat (1799-1804) et l'Empire. Voir la suite de la chronologie aux pp. 150 à 156.

Organisation de l'Ancien Régime en 1789.

I - Le roi et le gouvernement central

LE ROI

***a)* La monarchie de droit divin :**
Le roi tient son pouvoir de Dieu. Il n'est pas tenu par la loi. Il incarne la nation tout entière.

***b)* Les « lois du roi » :**
Ce sont les moyens pratiques dont dispose le roi pour légiférer directement :
— *l'ordonnance* : portée générale ou de grande importance ;
— *l'édit* : réglemente une matière définie et spéciale ;
— *la déclaration* : acte interprétatif des ordonnances ou édits ;
— d'autres actes, dont *les lettres patentes* sont les plus importants, visent une catégorie de fonctionnaires, une fraction de sujets, voire un seul homme — lettres de naturalisation ou de cachet —, une ville, une corporation ; peuvent accorder grâces ou privilèges, ou réglementer un point précis.
Le Parlement prétend devoir « enregistrer » tous ces actes pour les valider.

***c)* Les limites de l'absolutisme :**
— *Limite théorique* : le roi doit rendre des comptes à Dieu et à l'histoire.
— *Limites pratiques* : les lois fondamentales du royaume.
1) Loi salique : la couronne se transmet par les mâles, par ordre de primogéniture.
2) Couronne successorale : le roi ne peut échapper à la couronne, dont le domaine est inaliénable.
3) Le roi doit être catholique (après l'abjuration d'Henri IV).
— *Limites traditionnellement reconnues.*
1) Le pouvoir temporel est indépendant du pape (loi écrite, 1682).

2) Les sujets ont le droit de pétition.
3) Les sujets ont le droit aux États Généraux.
4) Le roi doit respecter les propriétés et privilèges de ses sujets.
5) L'impôt doit être consenti.
6) Les parlements ont le droit de remontrance (droit souvent contesté par le souverain).

LE GOUVERNEMENT CENTRAL

a) Les ministres :

— *Le chancelier :* Maître de la législation et de la justice. Second personnage du royaume. Nommé à vie et irrévocable. Le roi peut l'exiler et confier ses fonctions au *garde des sceaux,* mais le chancelier garde son titre.
— *Le contrôleur général des Finances :* titre créé en 1665 après Fouquet.
— *Les secrétaires d'État* (à l'Étranger, à la Marine, à la Guerre, à la Maison du roi).

b) Les conseils :

— *Conseil d'En-Haut (Conseil d'État) :* traite les affaires les plus importantes du royaume. Membres : secrétaire d'État à l'Étranger et personnes de confiance du roi (le chancelier est exclu). Ses membres sont appelés ministres d'État.
— *Conseil des Dépêches :* lit les dépêches et y répond. Membres : chancelier, secrétaires d'État, ministres d'État.
— *Conseil des Finances :* créé en 1661.
— *Conseil des Parties (ou privé) :* tribunal administratif et cour de cassation. Membres : maître des requêtes, conseillers.
— *Conseil du Commerce :* membres : 12 marchands.
— *Conseil de conscience.*

c) Les bureaux :

— *Bureau des Ponts-et-Chaussées* (1716).
— *Bureau du Commerce* (1722).
— *Conseil des ministres :* réunion des ministres en l'absence du roi. C'est une simple coutume, non une institution.

II - La nation organisée

LES ÉTATS GÉNÉRAUX

Ils représentent la nation tout entière, organisée par *ordres* et par *pays.*

a) Origine :

Il faut chercher leur origine dans le principe féodal du conseil. Les premiers États Généraux furent convoqués par Philippe le Bel en 1302.

b) Organisation :

— Le roi convoque les États Généraux à son gré. La convocation est impérative.
— Les députés des trois *ordres* sont élus au niveau des assemblées de bailliage. Ils représentent uniquement les intérêts de leur ordre.
— Les États se réunissent au lieu fixé par le roi.
— Le roi congédie les États à son gré.

c) Attributions :

— Le roi demande aux États Généraux *conseil, aide* et *impôts.*
— Les États ont *droit de remontrance.* Chaque *ordre* dresse un *cahier de doléances.*
— Dans des circonstances exceptionnelles, ils ont des pouvoirs supérieurs à ceux du roi.

LA JUSTICE

a) Justice royale ordinaire.

1) *Prévôt :* juge les petits délits.
2) *Baillis et sénéchaux :* jugent les cas seigneuriaux et, en appel, les jugements du prévôt.
3) *Présidial :* juge en première instance les très grosses affaires ; en appel, toutes les autres (le Châtelet de Paris est à la fois prévôté, bailliage et présidial).
4) *Parlements :*
● Parlement de Paris : dirigé par un premier président nommé par le roi et assisté de présidents à mortier et de conseillers. Il se compose de 8 chambres :
— la Grande Chambre,
— la Tournelle,
— 3 Chambres des Enquêtes,
— la Chambre des Requêtes,
— la Chambre de la Marée,
— la Chambre de Vacation.
● Autres parlements (par ordre d'ancienneté) : Toulouse, Grenoble, Dijon, Aix, Rouen, Pau, Rennes, Metz, Besançon, Douai, Nancy, etc.
● Conseils souverains : Artois, Roussillon, Corse, Alsace.
● Attributions : le roi lui demande d'enregistrer. En fait, le parlement adresse au roi des remontrances. En cas de désaccord, le dernier mot reste au roi.

b) Justice royale d'attribution.

1) *Chambres des comptes :* au nombre de 12 en 1789. Vérifient les comptes des municipalités, jugent de tout procès engageant les finances royales. Aucune action dans les pays d'État.
2) *Cour des aides :* chargée de surveiller la répartition de l'impôt. En 1789, il en reste deux : Paris et Montpellier.
3) *Chambre des monnaies :* juge en appel tous les sièges de monnaie établis en France.
4) *Juridictions consulaires :* analogues aux tribunaux de commerce actuels.

c) Justice royale retenue.

Le roi reprend la justice qu'il a déléguée aux bailliages, parlements, etc.

LES ASSEMBLÉES

a) Assemblées des notables :

— Les membres sont choisis par le roi dans les trois *ordres.*
— Attributions à peu près semblables à celles des États Généraux, mais moins précises.
— Ces assemblées furent peu utilisées.

b) Assemblée du clergé :

— Les députés sont élus à deux degrés.
— L'assemblée se réunit aux années se finissant en 5 ou en 0.
— Elle fixe avec le roi le montant de la *dîme* et du *don gratuit.*
— Entre deux assemblées se tient *l'agence générale du clergé.*

c) Assemblées des pays :

— Uniquement dans les pays d'État. A la fin de l'Ancien Régime, ce sont : l'Artois, le Béarn, le Bigorre, la Bourgogne, la Bretagne, le Cambrésis, le comté de Foix, le Dauphiné, le Languedoc, le Nébouzan, la Navarre, la Provence.
— Elles sont composées des trois *ordres.*
— Les assemblées discutent du montant des impôts avec les représentants du roi.

III - Les grands services

1) *Lettres de cachet :* « service dans l'intérêt des familles ». Surtout dans des cas scandaleux. Usage modéré au XVIIIe siècle.
2) *Les Grands Jours :* justice itinérante rendue par le roi. Tombés en désuétude au XVIIIe siècle.
3) *Jugements par commissaires spéciaux :* dans certains cas graves (pour Fouquet, par exemple).
4) *Lettres de grâce.*

d) Justice féodale.

1) *Seigneuriale :*
— Officialités : justice ecclésiastique.
— Justice seigneuriale : symbolique au XVIIIe siècle.
2) *Royale :*
— Connétablie : juge en appel les causes de la maréchaussée.
— Justice prévôtale : cas de grands-chemins.
— Amirauté.
— Tribunal des Eaux et Forêts.

L'ADMINISTRATION ROYALE ET LES FINANCES

a) L'administration royale.

1) *Les structures :*
— Bailliages et sénéchaussées : les premiers dans le Nord, les secondes dans le Sud. Anciennes structures, sans pouvoir en 1789. Ne servent qu'aux états généraux.
— Généralités : 34 (en 1789) dans le royaume. Administrées par l'*intendant.* Véritable cadre administratif de la France.
2) *L'intendant :*
— Poste créé en 1689 par Colbert.
— Pouvoirs très étendus : « L'intendant représente le roi en sa province ». Il lève et répartit l'impôt direct. Il peut siéger à tous les tribunaux. Il dirige la police, les travaux publics, l'agriculture, le commerce, etc.
3) *Les assistants de l'intendant :*
— Les subdélégués : dépendent directement de l'intendant. S'occupent de la taille et de la milice.
— Les bureaux : dirigés par le premier secrétaire de l'intendant.

b) Les finances.

I - Impôts directs :
1) *La taille :*
● Recouvre deux impôts différents : — dans le Nord : taille personnelle (sur l'individu) ; — dans le Midi : taille réelle (sur les terres, les nobles la paient aussi).
● Exemptions : — les nobles dans le Nord, certains nobles du Midi ; — le clergé ; — les bourgeois ; — les soldats ayant six ans de service.
● Perception : La taille est perçue par des *collecteurs* élus dans les paroisses.
2) *La capitation :*
Impôt par tête, théoriquement payé par tous (en fait, le clergé et la noblesse en sont exempts). Les contribuables sont répartis en 22 classes selon la fortune.
3) *Le vingtième :*
— Un vingtième des revenus nets.
— Le clergé s'est racheté. La noblesse ne paie pratiquement rien.
4) *La corvée des grands chemins :*
Obligation pour les riverains de participer à la construction des routes.

II - Impôts indirects :
1) *Les aides :*
Droit de circulation sur certains produits : vin, alcool, or, argent, fer, cuir, savon, etc.
2) *Les traites :*
Droit de douane entre les différentes catégories de provinces françaises.
3) *La gabelle :*
Impôt sur le sel. Obligation d'acheter le sel aux greniers à sel royaux. Très grandes inégalités entre les provinces (pays de grande gabelle, de petite gabelle, de salines, redîmés, de quart-bouillon).
4) *Perception des impôts indirects :*
Se fait par l'intermédiaire de la *Ferme,* cautionnée par les fermiers généraux.

L'ARMÉE ET LA MARINE

a) Armée de terre.

1) *Organisation générale :*
Corps privilégiés :
— La Maison du roi : gardes du corps, cent Suisses, gardes françaises, gardes suisses, n'obéissant qu'au roi.
— La Maréchaussée : chargée de la protection du roi.
● régiments ordinaires : français ou étrangers ;
● la milice : tirage au sort parmi les célibataires de 18 à 40 ans. Très impopulaire.
2) *Hiérarchie :*
Maréchal de France (dignité, non grade), capitaine-général, lieutenant-général, maréchal de camp, colonel, capitaine, lieutenant. Tous ces grades s'achètent. Certains colonels sont même propriétaires de leur régiment. En 1789, il faut quatre quartiers de noblesse pour être officier supérieur.

b) Marine.

— Dépend en principe du grand-amiral (sans pouvoirs réels). En 1789, 4 vice-amiraux, 17 lieutenants-généraux de la mer, etc.
— Recrutement par volontariat (l'inscription maritime se développe).
— La *course* est permise avec l'autorisation du roi (lettres de marque).

L'ASSISTANCE ET L'INSTRUCTION

a) Assistance.

— *Assistance des pauvres par la paroisse :* donnée par le curé à l'aide de la dîme, quelquefois aidé par le général de la paroisse.
— *Renfermement des mendiants :* pour supprimer la mendicité errante, le roi crée des *hospices* pour les mendiants invalides et des *ateliers de charité* pour les mendiants valides. Assistance et police s'y mêlent.
— *Tutelle des hôpitaux par les intendants :* les malades sont soignés dans les *Hôtels-Dieu* ou *Maisons-Dieu* ou *Hôpitaux Généraux.*

b) Instruction.

1) *Les petites écoles :*
Instruction primaire. A la charge des paroisses.
2) *Les collèges :*
Enseignement secondaire. Dominicains, oratoires, jésuites.
3) *Les universités :*
Grandes corporations de maîtres et d'étudiants, dotées de privilèges et d'un patrimoine.

LES VILLES ET COMMUNAUTÉS D'HABITANTS

a) Les villes :

— *Municipalités :* élues par une assemblée des notables. S'occupent de l'administration de la ville : police, dépenses municipales, etc. Pouvoirs assez limités.
— *A Paris et à Lyon : Hôtel de ville,* présidé par le *prévôt des marchands.*
— *Villes de plus de 4 500 habitants :* 1 maire, 4 échevins, 6 conseillers.
— *Villes de 2 000 à 4 500 habitants :* 1 maire, 2 échevins, 4 conseillers.
— *Villes de moins de 2 000 habitants :* 2 échevins, 3 conseillers.
— A la fin de l'Ancien Régime, les villes jouissent souvent de nombreuses exemptions (impôts et milice).

b) Les communautés d'habitants :

— Défendent les intérêts des communautés d'habitants. On distingue le *général de la paroisse* (composé de tous les chefs de famille), et le *syndic* (un seul habitant élu pour une tâche précise).

LE RÉGIME DES CULTES

a) Catholiques :

La France est catholique. Le roi reçoit le sacre et doit défendre l'Église (gallicane, le pouvoir du roi supplantant celui du pape).
— *Nomination des évêques :* le roi nomme un candidat ; le pape lui confère l'investiture canonique ; le nouveau prélat prête serment au roi.
— *Administration des biens de l'Église :* elle dépend de l'assemblée du clergé (voir ci-contre).

b) Protestants :

Pas d'existence civile depuis la révocation de l'édit de Nantes (1685).
— Depuis 1787, les protestants peuvent faire enregistrer leurs naissances, mariages, décès. Ils recouvrent en outre l'accès à la plupart des états et dignités.
— Les protestants d'Alsace ont été protégés par la paix de Westphalie.

c) Juifs :

— Bannis officiellement, ils sont tolérés dans certaines villes. Rabbins élus librement.
— Certains commerces leur sont permis. Ils peuvent prêter à intérêt (ce qui est interdit aux chrétiens).

IV - Les « ordres » de la société

LA NOBLESSE

Il y a entre 300 000 et 400 000 nobles en 1789 ; ils possèdent des privilèges honorifiques, judiciaires et fiscaux.

a) Catégories :

1) *Noblesse d'origine :* — noblesse de Cour oisive et riche ; — noblesse de province, le plus souvent peu fortunée et laborieuse.
2) *Noblesse anoblie :* soit par lettres d'anoblissement du roi, soit pour avoir exercé une charge anoblissante : secrétaire d'État, ministre, conseiller d'État, etc.
3) *Noblesse de « cloche » :* viagère et non transmissible ; donnée par certaines fonctions ou certaines décorations.

b) Revenus :

— Demande au roi : le roi pensionne largement ses familiers.
— Mariage : beaucoup de nobles marient leur fille avec la riche bourgeoisie.
— Spéculation financière.
— Propriété foncière : la terre, traditionnelle source de revenu de la noblesse, diminue d'importance.
— Fonds mobiliers : beaucoup de seigneurs ont des intérêts dans le commerce et dans les îles.
— Vénerie : l'une des rares professions que le noble peut exercer sans déroger.

LE CLERGÉ

130 000 membres en 1789.
Clergé régulier : 17 000 hommes, 40 000 femmes.
Clergé séculier : très hiérarchisé, des archevêques aux desservants.

a) Avantages du clergé :

1) *Domaines :* immeubles dans les villes et terres (possède 10 % du territoire).
2) *La dîme :* — grosse dîme : 13 % de la récolte des céréales ; — dîme verte : même dîme sur les légumes ; — dîme de croix : sur la volaille et le bétail.
3) *Avantages fiscaux :* ne paye ni la taille, ni la capitation, ni le vingtième. Verse au roi le don gratuit (peu élevé). Doit toutefois se charger de l'assistance et de l'instruction.
4) *Privilège honorifique :* premier ordre du royaume.
5) *Privilèges judiciaires :* possède ses tribunaux (officialités) ; ses membres sont jugés par le Parlement.

b) Organisation interne :

Assemblées du clergé : voir plus haut.

c) Composition :

— *Haut clergé :* réservé à la noblesse ; revenus considérables.
— *Bas clergé :* réduit à la « portion congrue » (la part de dîme qu'on lui accorde) ; ne subsiste que grâce à ses ouailles.

LE TIERS ÉTAT

a) **Les paysans :**

— *Serfs :* près d'un million en 1789. Interdiction de se marier hors de la seigneurie ou d'hériter.

— *Paysans stables :* 12 millions. — Petits propriétaires : possèdent 35 % de la terre. — Fermiers : ont loué une ferme à bail et doivent verser un loyer en argent. — Métayers.

b) **Les ouvriers :**

— *Surtout des artisans :* ils travaillent sur commande pour un négociant ; peu d'ouvriers de manufacture.

— *Situation juridique :* le compagnonnage et la grève (coalition) sont interdits. A partir de 1783, l'ouvrier doit avoir un livret visé par le patron.

c) **Les bourgeois :**

● Définition :

— *Juridique :* ceux qui ont des lettres de bourgeoisie.

— *Économique :* ceux qui vivent d'un profit.

— *Sociale :* ceux qui n'ont pas de privilèges, mais un revenu assuré.

● Composition :

— *Haute bourgeoisie :* fermiers généraux ; banquiers ; armateurs ; manufacturiers.

— *Moyenne bourgeoisie :* professions libérales.

— *Petite bourgeoisie :* boutiquiers et artisans (les futurs sans-culottes).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET L'EMPIRE ; LE XIXe SIÈCLE.

La Révolution.

Chronologie des événements.

(politique intérieure seulement ; pour les guerres, conflits et traités, voir ci-dessous.

1787 — Assemblée des notables le **22 février** : discussion des projets de réforme de CALONNE (aménagement des impôts, égalité de tous devant l'impôt, etc.). Renvoi de CALONNE le **8 avril**. Demande de réunion des États Généraux. Renvoi de l'Assemblée des notables le **12 mai**. Révoltes populaires à Paris **(17 août)**.

19 sept. : rappel du Parlement ;

19 nov. : nouveau conflit avec le Parlement de Paris et les parlements provinciaux : « révolte aristocratique » ; émeutes à Paris et dans les grandes villes du royaume ;

1788

8 mai : édits réorganisant la justice ;

8 août : convocation des États Généraux pour le **1er mai 1789** ;

25 août : rappel de NECKER ;

6 nov. : deuxième Assemblée des notables. Doublement du Tiers État **(27 déc.)**.

La Constituante.

1789

27 avril : émeute du faubourg Saint-Antoine ;

5 mai ouverture des États Généraux ;

17 juin : le Tiers État déclare former une « Assemblée nationale » et se saisit du pouvoir fiscal ;

20 juin : serment du Jeu de Paume — le Tiers État décide de rester uni jusqu'à l'établissement d'une constitution ;

23 juin : séance royale — le clergé et une partie de la noblesse se rallient au Tiers État du 13 au 24 juin. Le roi ordonne aux députés de se séparer ; le roi capitule devant le Tiers le 27 juin.

9 juil. : les États Généraux se proclament Assemblée constituante ;

11 juil. : NECKER est renvoyé de la direction générale des Finances. Émeutes à Paris ;

13 juil. : formation d'une municipalité et d'une garde bourgeoise à Paris ;

14 juil. : prise de la Bastille, où les émeutiers de Paris, encerclés par les troupes royales, viennent chercher des armes ;

16 juil. : rappel de NECKER ;

17 juil. : le roi à Paris ; il adopte la cocarde tricolore des insurgés ;

Juil./août : « Grande Peur » dans les campagnes ; les paysans s'arment et exigent l'abolition des redevances féodales ;

Nuit du 4 août : abolition des privilèges, égalité devant l'impôt, égalité des peines, rachat des droits seigneuriaux, suppression des servitudes personnelles, de la dîme, etc. ;

27 août : déclaration des Droits de l'Homme. Proclamation de la liberté, de l'égalité et de la souveraineté nationale. D'août à octobre : premières discussions sur la Constitution ;

11 sept. : vote du droit de *veto* suspensif accordé au roi (appelé, par dérision, « Monsieur Veto ») ;

5-6 oct. : journées d'octobre : les émeutiers parisiens marchent sur Versailles et contraignent LOUIS XVI à s'installer dans la capitale, aux Tuileries. En octobre : fondation du club des Jacobins ;

2 nov. : confiscation des biens du clergé ;

7 nov. : décret sur la suppression des ordres. La Constituante interdit à ses membres d'être ministres ;

29 nov. : premières fédérations (associations des « amis de la liberté ») à Valence ;

Déc. : création des assignats ;

22 déc. : création des 83 départements, administrés par un conseil de 28 membres, un directoire de 8 membres, un procureur général syndic, tous élus.

1790

Janv. : élections des municipalités ;

15 mars : décret relatif au rachat des droits féodaux ;

Avr. : fondation du club des Cordeliers ;

10 mai : création de la Commission des Poids et Mesures ;

14 mai : mise en vente des biens du clergé ;

12 juil. : vote de la constitution civile du clergé ;

14 juil. : fête de la Fédération — commémoration du **14 juillet 1789.** TALLEYRAND, évêque d'Autun, célèbre la messe sur l'autel de la Patrie ;

16 août : loi de réorganisation de la Justice ;

27 nov. : la Constituante exige des prêtres le serment à la Constitution civile du clergé ; poursuite contre les *réfractaires.*

1791

2 janv. : les prêtres doivent prêter le serment civique ;

16 fév. : abolition des corporations ;

2 avr. : mort de MIRABEAU ;

14 juin : vote de la loi LE CHAPELIER sur l'interdiction des corporations ;

20-21 juin : fuite du roi et de la famille royale, arrêtés à Varennes le **21** ;

15 juil. : disculpation du roi ;

16 juil. : fondation du club des Feuillants ;

17 juil. : proclamation de la loi martiale. Fusillade du Champ-de-Mars où est déposée la pétition demandant la déchéance du roi ;

3 sept. : vote de la constitution, acceptée par LOUIS XVI (le **14**) [voir p. 152] sur les constitutions de la France) ;

30 sept. : séparation de la Constituante ;

La Législative.

1er oct. : réunion de l'Assemblée législative ;

Oct.-nov. : décrets sur la rentrée des émigrés en France, avant le 1er janvier 1792, contre les princes et contre les prêtres réfractaires ;

29 nov. : le roi met son *veto* au décret exigeant le serment civique des prêtres réfractaires ;

9 déc. : NARBONNE, ministre de la Guerre ;

14 déc. : le roi demande à l'électeur de Trèves d'interdire les rassemblements d'émigrés ; cette demande sera suivie d'un ultimatum, le **29 décembre.**

1792

Fév.-mars : émeutes de la faim à Noyon et à Étampes ;

10 mars : accusations contre le ministre des Affaires Étrangères DE LESSART ;

23 mars : ministère girondin : DUMOURIEZ (Affaires Étrangères), ROLAND (Intérieur) et CLAVIÈRE (Finances) ;

25 avr. : ROUGET DE LISLE compose *La Marseillaise ;*

Mai : les *Enragés* à Paris ;

27 mai : décret contre les prêtres réfractaires ;

29 mai : décret sur la garde du roi ;

6 juin : décret sur la création d'un camp de fédérés sous Paris ;

13 juin : renvoi du ministère girondin. La foule envahit les Tuileries le **20 juin.** Ministère feuillant, qui démissionne le **10 juillet ;**

11 juil. : « la patrie en danger » ;

25 juil. : manifeste de Brunswick : FERDINAND DE BRUNSWICK (1735-1806) menace Paris de destruction en cas d'outrage à LOUIS XVI ;

Nuit du 10 août : formation de la Commune de Paris, qui s'installe à l'Hôtel de Ville (PÉTION et MANUEL). Prise des Tuileries par les fédérés marseillais, la garde nationale et les manifestants des faubourgs. Le roi se réfugie à l'Assemblée. Massacre des Suisses. Suspension du roi qui est interné au Temple avec la famille royale ;

17 août : installation du Tribunal criminel extraordinaire ;

19 août : désertion de LA FAYETTE, qui avait cherché à entraîner ses troupes sur Paris le **14 ;**

25 août : abolition définitive des droits féodaux ;

26 août : banissement des réfractaires ;

2-6 sept. : les prêtres réfractaires et les nobles sont massacrés à la Conciergerie et aux Carmes (« massacres de septembre ») ;

20 sept. : les Girondins dispersent la Commune de Paris. Réunion de la Convention ;

La Convention.

21 sept. : abolition de la royauté et proclamation de la République. Les Girondins et les Montagnards se partagent la prépondérance à l'Assemblée (la Convention, Institution du divorce et laïcisation de l'état-civil) ;

19 nov. : déclaration de la Convention sur le secours de la France aux peuples privés de liberté ;

29 nov. : suppression du tribunal révolutionnaire ;

11 déc. : début du procès du roi.

1793

14 janv. : condamnation de LOUIS XVI pour conspiration contre la liberté publique et attentat contre la sûreté de l'État ;

16-17 janv. : vote sur la peine à infliger au roi : 334 voix pour le bannissement ou la détention. 387 pour la peine de mort ;

18 janv. : rejet du sursis à l'exécution ;

21 janv. : exécution de LOUIS XVI ;

24 fév. : ouverture du registre des volontaires dans les communes. Levée de 300 000 soldats ;

10 mars : création du Tribunal révolutionnaire. Soulèvement contre-révolutionnaire en Vendée. Tentative d'insurrection à Paris ;

21 mars : institution des comités de surveillance ;

5 avr. : trahison de DUMOURIEZ ;

6 avr. : premier Comité de salut public composé de 9 membres. Suprématie de DANTON ;

11 avr. : l'assignat reçoit un cours forcé ;

13 avr. : arrestation de MARAT, qui est acquitté le **24 avr. ;**

18 mai : création de la Commission des Douze qui enquête sur l'activité de la Commune ;

31 mai-2 juin : triomphe des sans-culottes parisiens, qui réclament l'égalité des fortunes. Chute des Girondins et apogée des Montagnards, appuyés par les sans-culottes ;

24 juin : vote de la Constitution de 1793 ;

25 juin : début de la lutte de ROBESPIERRE contre les Enragés ;

13 juil. : assassinat de MARAT par CHARLOTTE CORDAY ;

17 juil. : ROBESPIERRE au Comité de Salut public, avec SAINT-JUST, CARNOT, COLLOT D'HERBOIS ;

1er août : début du procès de MARIE-ANTOINETTE ;

8 août : suppression des Académies et des universités ;

23 août : levée en masse ;

24 août : création du Grand-Livre de la dette publique ;

5 sept. : réorganisation du Tribunal révolutionnaire. Début de la *Terreur ;*

11 sept. : création de l'armée révolutionnaire. Loi sur le prix maximum du grain ;

29 sept. : loi sur le prix maximum du général ;

16 oct. : exécution de MARIE-ANTOINETTE ;

31 oct. : exécution des Girondins ;

4 déc. : décret constitutif sur le gouvernement révolutionnaire ;

déc. : massacre des Vendéens au Mans, le **12 déc.,** et à Savenay, le **23 ;**

19 déc. : reprise de Toulon aux Anglais ;

25 déc. : rapport de ROBESPIERRE sur le gouvernement révolutionnaire ;

1794

26 fév.-3 mars : décrets indemnisant les malheureux avec les biens des ennemis de la Révolution, à l'instigation de SAINT-JUST ;

4 mars : les Cordeliers se proclament en état d'insurrection ;

10 mars : arrestation des partisans de DANTON ;

11 mars : création de l'École polytechnique ;

24 mars : arrestation et exécution des Hébertistes ;

29-30 mars : arrestation des indulgents : DANTON, DESMOULINS, FABRE D'ÉGLANTINE ;

5 avr. : exécution des Dantonistes ;

7 mai : décret du 17 floréal sur le culte de l'Être Suprême ;

22 mai : attentat contre ROBESPIERRE (D'ADMIRAL) ;

23 mai : attentat contre ROBESPIERRE (CÉCILE RENAULT) ;

8 juin : fête de l'Être Suprême ;

27 juil. (9 thermidor An II) : ROBESPIERRE est mis hors la loi. Fin de la Terreur ;

28 juil. (10 thermidor An II) : exécution de ROBESPIERRE et de ses partisans. Domination du Marais (CAMBACÉRÈS, BOISSY D'ANGLAS).

24 août : réorganisation du gouvernement révolutionnaire ;

18 sept. : séparation de l'État et des Églises ;

10 oct. : création du Conservatoire National des Arts et Métiers ;

30 oct. : création de l'École Normale Supérieure ;

19 nov. : fermeture du club des Jacobins ;

24 déc. abolition du Maximum.

1795

31 janv. : suppression des interdictions de commerce avec l'étranger ;

Fév. : négociations avec les Chouans, en Vendée ;

8 mars : rappel des Girondins ;

1er et 2 avr. (12 et 13 germinal An III): émeutes populaires devant la misère ;

20 mai (1er prairial An III) : les émeutiers envahissent la Convention. Arrestation des Montagnards après les émeutes ;

23 mai : désarmement du faubourg Saint-Antoine ;

22 août : vote de la Constitution de l'An III par la Convention. Référendum sur la constitution en septembre ;

5 oct. (13 vendémiaire An IV) : BARRAS fait appel à BONAPARTE pour défendre la Convention contre les royalistes ;

25 oct. : création de l'Institut national ;

26 oct. : séparation de la Convention. Installation du Directoire (4 brumaire An IV) : le premier Directoire est composé d'anciens conventionnels régicides ;

20 nov. : création du club du Panthéon.

Le Directoire.

1796

19 fév. : destruction de la planche aux assignats ;

28 fév. : fermeture du club du Panthéon ;

fév.-mars : répression de la chouannerie ;

10 mai : « Conjuration des Égaux » (BABEUF-BUONARROTI) ; arrestation de BABEUF ;

9 sept. : affaire du camp de Grenelle (les Babouvistes tentent de soulever les troupes du camp de Grenelle) ;

4 déc. : Loi rendant leurs droits civiques à certains contre-révolutionnaires.

1797

Janv.-avr. : complot dit « anglo-clichyen » (royalistes et modérés) ; le Directoire s'appuie sur les Jacobins ;

fév.-mars : procès de BABEUF ;

19 mai : élection de BARTHÉLÉMY au Directoire ;

27 mai : exécution de BABEUF ;

juin-juil. : abrogation de mesures contre les émigrés et les prêtres réfractaires ;

16 juil. : le Directoire nomme des ministres jacobins ;

26 juil. : fermeture des Clubs ;

4 sept. (18 fructidor An V) : coup d'État contre les royalistes majoritaires aux élections. Arrestation de BARTHÉLEMY et fuite de CARNOT.

1798

11 mai (22 floréal An VI) : coup d'État contre les élus trop jacobins aux élections de l'An VI : le second Directoire annule la plupart des élections ;

5 sept. : loi sur la conscription : service militaire universel et obligatoire ;

sept.-oct. : exposition industrielle au Champ-de-Mars, à Paris.

1799

16 mai : élection de SIÉYÈS au Directoire ;

18 juin (30 prairial An VIII) : coup d'État : le Conseil des Cinq-Cents et le Conseil des Anciens contre le Directoire. Troisième Directoire (BARRÈS, SIEYÈS) ;

28 juin : FOUCHÉ ministre de la Police ; « emprunt forcé » sur les « riches » ;

6 juil. : reconstitution du club des Jacobins ;

12 juil. : loi des otages ;

9 oct. : arrivée de BONAPARTE en France (à Fréjus) ;

9 nov. (18 brumaire An VIII) : coup d'État de NAPOLÉON BONAPARTE, mettant fin au régime du Directoire (suite de la chronologie ci-dessous) ;

10 nov. (19 brumaire) : coup de force de NAPOLÉON BONAPARTE à l'Orangerie. Constitution de l'An VIII instaurant le Consulat (SIÉYÈS, DUCOS et BONAPARTE « consuls provisoires » ; puis consulat de BONAPARTE, CAMBACÉRÈS et LEBRUN, BONAPARTE étant « Premier Consul » pour dix ans).

Les principaux personnages de la Révolution.

François-Noël, dit Gracchus BABEUF (1760, St-Quentin - 1797).

Écrivain politique (le *babouvisme :* système politique collectiviste). Complote contre le Directoire. Guillotiné.

Jean Sylvain BAILLY (1736, Paris - 1793).

Président de l'Assemblée nationale constituante en 1789 (séance du Jeu de Paume). Maire de Paris. Proclame la loi martiale et ordonne la fusillade du **Champ de Mars** en 1791. Guillotiné en nov. 1793.

Bernard BARÈRE DE VIEUZAC (1755, Tarbes - 1841).

Député à l'Assemblée nationale et à la Convention, membre du Comité de salut public. Emprisonné après Thermidor.

Antoine-Joseph BARNAVE (1761, Grenoble - 1793).
Député aux États Généraux, orateur à la Constituante. Membre du parti Feuillant sous la Législative. Membre du triumvirat. Guillotiné.

Paul, vicomte de BARRAS (1755, Fox-Amphoux, Var - 1829).
Membre de la Convention, participe à la coalition du 9 thermidor contre ROBESPIERRE.

François, marquis de BARTHÉLEMY (1747, Aubagne - 1830).
Représentant de la France aux négociations des traités de **Bâle**. Directeur évincé le 18 fructidor An IV (14 sept. 1797).

Jacques Nicolas BILLAUD-VARENNE (1756, La Rochelle - 1819).
Membre du Comité de salut public, député à la Convention. Fait partie de la conspiration de Thermidor contre ROBESPIERRE. Déporté à Cayenne en 1795.

François Antoine, comte de BOISSY D'ANGLAS (1745, St-Jean-la-Chambre - 1826).
Président de la Convention en 1795. Sénateur d'Empire et pair de France sous la Restauration.

Jacques Pierre BRISSOT DE WARVILLE (1754, Chartres - 1793).
Député à l'Assemblée législative, conventionnel, à la tête des Girondins. Fonde un journal, *Le Patriote Français*. Guillotiné.

Jean-Jacques Régis de CAMBACÉRÈS (1753, Montpellier - 1824).
Député à la Convention, membre des Cinq-Cents. Second consul après le 18 Brumaire et archichancelier de l'Empire, il participa à l'élaboration du Code Civil.

Lazare CARNOT (1753, Nolay - 1823).
Député à la Législative et à la Convention, membre du Comité de salut public, puis du Directoire. Officier du génie, « Organisateur de la victoire » des guerres révolutionnaires **(Wattignies)**. Banni par LOUIS XVIII comme « régicide ».

Jacques de CAZALÈS (1758, Grenade, Hte Garonne - 1805).
Député de la Noblesse aux États Généraux; membre de l'Assemblée constituante.

Jean-Marie COLLOT D'HERBOIS (1750, Paris - 1796).
Membre du Comité de salut public, agent de la Terreur à **Lyon**. Déporté à **Cayenne** en 1796. Meurt au bagne.

Marie Jean Antoine Nicolas de CARITAT, marquis de CONDORCET (1743, Ribemont, Aisne - 1794).
Président de la Législative en 1791. Philosophe et économiste, auteur de l'*Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain.* Député à la Convention (Girondin). Il se suicide en prison.

Georges COUTHON (1755, Orcet - 1794).
Membre du comité de salut public, conventionnel. Triumvirat avec ROBESPIERRE et SAINT-JUST. Guillotiné le 10 thermidor.

Georges-Jacques DANTON (1759, Arcis-sur-Aube - 1794).
Député à la Constituante, il fonda le club des Cordeliers et fut ministre de la Justice après le 10 août 1792, puis conventionnel. Siège à la Montagne et dirige le Comité de salut public d'avril à juillet 1793. Guillotiné en avril 1794.

Camille DESMOULINS (1760 Guise - 1794).
Montagnard, député à la Convention, il soutient DANTON contre le Comité de salut public. Créa deux journaux : *Les Révolutions de France et de Brabant* (1789-1791) et *Le Vieux Cordelier.* Meurt sur l'échafaud avec DANTON, le 5 avril 1794.

Charles François du PÉRIER dit DUMOURIEZ (1739, Cambrai - 1823).
Général, vainqueur à **Valmy, Jemmapes,** battu à **Neerwinden,** il trahit et passe à l'Autriche en 1793.

Adrien DU PORT (1759, Paris - 1798).
Député à la Constituante, membre du triumvirat avec LAMETH et BARNAVE; fondateur du club des Feuillants. Fuit en Angleterre à la chute de la monarchie en 1792.

Joseph FOUCHÉ, duc d'Otrante (1758, Le Pellerin - 1820).
Député à la Convention (Montagnard), ministre de la Police sous le Directoire, le Consulat, l'Empire et la Restauration. Exilé comme régicide en 1816.

Antoine Quentin FOUQUIER-TINVILLE (1746, Hérouel - 1795).
Accusateur public du Tribunal révolutionnaire. Exécuté pendant la réaction de Thermidor.

Louis FRÉRON (1754, Paris - 1802).
Député à la Convention, instigateur des exécutions de **Marseille** et de **Toulon.**

Marguerite-Élie GUADET (1758, St-Émilion - 1794).
Chef des Girondins, proscrit le 2 juin 1793. Exécuté à Bordeaux.

Jacques René HÉBERT (1757, Alençon - 1794).
Extrémiste, créateur du journal *Le Père Duchesne.* Arrêté le 14 mars 1794. Guillotiné.

Lazare HOCHE (1768, Versailles - 1797).
Général à 25 ans, emprisonné sous la Terreur, il pacifie la **Vendée** et vainct les émigrés débarqués à **Quiberon.** Commande l'armée de Sambre-et-Meuse. Meurt de la pneumonie le 18 septembre 1797.

Maxime ISNARD (1755, Grasse - 1825).
Député à la Législative, puis à la Convention, il vote la mort du roi. Député aux Cinq-Cents de 1795 à 1797; se rallie à BONAPARTE en brumaire An VIII.

Barthélemy JOUBERT (1769, Montpellier - 1799).
Général en chef des armées de Hollande, de Mayence et d'Italie, conquérant du Piémont. Tué lors de la défaite de **Novi.**

Jean-Baptiste, comte JOURDAN (1762, Limoges - 1833).
Maréchal de France, vainqueur des Autrichiens à **Wattignies** et Fleurus.

Marie-Joseph-Paul-Yves-Roch-Gilbert du MOTIER, marquis de LA FAYETTE (1757-1834).
Officier, participe à la guerre d'indépendance américaine. Député à la Constituante, commandant de la Garde nationale. S'enfuit à l'étranger après le 10 août 1792. Opposant à la restauration.

Joseph LAKANAL (1762, Serres - 1845).
Membre de la Convention, participe à la création d'institutions littéraires et scientifiques de la Révolution.

DE LAMETH
— Augustin (1755-1837) - Théodore (1756-1854) - Charles (1757-1832) - Alexandre (1760-1829) - Députés aux États généraux, partisans d'une monarchie constitutionnelle. Alexandre de LAMETH fut membre du triumvirat avec BARNAVE et DU PORT.

Louis Michel LE PELETIER DE ST-FARGEAU (1760, Paris - 1793).
Membre de l'Assemblée constituante, puis de la Convention. Assassiné par un royaliste.

Jean-Paul MARAT (1743, Boudry, Suisse - 1793).
Surnommé l'Ami du peuple. Montagnard, membre de la Convention, il contribua aux massacres de Septembre. Assassiné par Charlotte de CORDAY D'ARMONT (Charlotte CORDAY).

Jean SIFFREIN, abbé MAURY (1746, Valréas - 1817).
Cardinal, membre de l'Assemblée constituante.

Honoré Gabriel RIQUETI, comte de MIRABEAU (1749, Le Bignon - 1791).
Orateur à la Constituante, député du Tiers État d'Aix-Marseille aux États Généraux de 1789. Conseiller « rétribué » du roi. Son corps fut retiré du Panthéon le 10 août 1792.

Jean-Joseph MOUNIER (1758, Grenoble - 1806).
Rôle essentiel aux États Généraux. Président de la Constituante. Réfugié en Suisse après 1789.

Jérôme PÉTION DE VILLENEUVE (1756, Chartres - 1794).
Député à l'Assemblée législative et à la Convention, maire de Paris en novembre 1791. Se tue à Bordeaux après la chute de la Gironde.

Louis-Philippe-Joseph d'ORLÉANS, surnommé PHILIPPE-ÉGALITÉ (1747, St-Cloud - 1793). Montagnard, membre de la Convention, vote la mort de LOUIS XVI. Guillotiné.

Charles PICHEGRU (1761, Arbois - 1804).
Général, conquérant de la Belgique et de la Hollande (1794-1795). Conspira contre NAPOLÉON avec CADOUDAL. Étranglé en prison (suicide?).

Claude-Antoine DUVERNOIS, dit PRIEUR de la CÔTE D'OR (1763, Auxonne - 1832).
Député à la Convention, membre du Comité de salut public. Contribua à l'établissement du système métrique et à la fondation de l'École Polytechnique.

Augustin de ROBESPIERRE (1763, Arras - 1794).
Frère de Maximilien, membre de la Convention, chef des Montagnards. Guillotiné le 10 thermidor.

Maximilien de ROBESPIERRE (1758, Arras - 1794).
Député de l'Artois aux États Généraux, député de la Seine à la Convention. Se prononce contre la guerre à la tribune des Jacobins. Domine le Comité de salut public de juillet 1793 à juillet 1794. Adversaire de DANTON. Il célèbre la fête de l'Être suprême le 8 juin 1794. Artisan de la Terreur (loi du 22 prairial), il est éliminé par la coalition de la Montagne. Guillotiné le 10 thermidor An III (28 juillet 1794).

Jean-Marie ROLAND DE LA PLATIÈRE (1734, Thizy - 1793).
Ministre de l'Intérieur en 1792. Se tue en apprenant l'exécution de sa femme, Mme ROLAND.

Louis-Antoine Léon de SAINT-JUST (1767, Decize - 1794).
Montagnard, député à la Convention, membre actif du Comité de salut public. Il fit instituer les représentants en mission. Guillotiné.

Emmanuel-Joseph, abbé SIEYÈS (1748 - Fréjus, 1836).
Membre de l'Assemblée constituante, conventionnel, puis membre du Directoire. Favorise le coup d'État de Brumaire. Consul provisoire en novembre-décembre 1799.

Charles-Maurice, duc de TALLEYRAND-PÉRIGORD (1754, Paris - 1838).
Évêque d'Autun, député du clergé aux États Généraux. Émigré en Amérique. A son retour, ministre sous le Directoire, le Consulat et l'Empire. Grand chambellan sous NAPOLÉON qu'il trahit; il représente la France au Congrès de Vienne. Ambassadeur de LOUIS-PHILIPPE à Londres.

Jean Lambert TALLIEN (1767, Paris - 1820).
Député à la Convention, adversaire de ROBESPIERRE à la conspiration de Thermidor. Se signale par ses exécutions à Bordeaux.

Antoine comte THIBAUDEAU (1765, Poitiers - 1854).
Membre de la Convention, rédacteur des codes sous le Consulat et l'Empire.

Pierre-Victurnien VERGNIAUD (1753, Limoges - 1793).
Député à la Législative et à la Convention. Pousse la France à la guerre le 20 avril 1792, fait déclarer la patrie en danger le 11 juillet et se dresse contre la Commune de Paris, après le 10 août. Guillotiné.

L'œuvre de la Révolution française.

I — Œuvre politique.

Voir pp. 152-153 sur les constitutions de la France.

II — Œuvre administrative.

Division de la France en quatre-vingt-trois départements divisés en cantons, districts et communes (Constituante); autorités locales élues. Cette organisation sera modifiée à la période « montagnarde » (1793-1794) où la centralisation est très avancée, et après la période « jacobine » (retour à la départementalisation, avec création de nouveaux départements, organisation de l'administration municipale).

III — Œuvre judiciaire.

Avant 1793 : Les charges de juge ne s'achètent plus : les juges sont *élus,* ils sont tous « hommes de loi » (sauf les juges de paix). La justice se rend dans le cadre administratif défini ci-dessous :

Justice civile	*Canton :* juge de paix élu pour deux ans. *District :* tribunal de 1re instance.
Justice pénale	Tribunal municipal (« petites » causes). Tribunal criminel départemental (président et accusateur public élus).
Cours suprêmes nationales	Haute-Cour (trahison, jugement des députés). Cour de cassation (juges élus tous les quatre ans).

Après 1793 : à la suite des cours de justice exceptionnelles créées à cette époque, une simplification est introduite : justice de paix, un tribunal civil par département, trois à six tribunaux correctionnels par département.

IV — Œuvre économique et sociale.

Abolition des droits seigneuriaux ***(4 août 1789)****; mise en vente par lots des biens nationaux* **(sept. 1791).**
— Destruction du système corporatif (*loi Le Chapelier,* **juin 1791,** interdisant l'association « syndicale » et le droit de grève); suppression des douanes intérieures et de la gabelle.
— En **1793-1794,** législation révolutionnaire : définition légale du droit de propriété.

Les guerres de la Révolution.

PREMIÈRE COALITION (1792-1797).

Adversaires.

27 août 1791 — Déclaration de **Pillnitz** : la Prusse alliée de l'Autriche.
20 avr. 1792 — Le roi LOUIS XVI déclare la guerre à la Bohême et à la Hongrie, appuyées par la Prusse.
1er fév. 1793 — Déclaration de guerre à l'Angleterre et à la Hollande (par la Convention).
7 mars — Espagne, Russie, Sardaigne, Naples, Bade, Hesse, Toscane, Hanovre coalisées avec les États précédents, à l'instigation de l'Angleterre, dont la politique est dirigée par WILLIAM PITT (« le Second PITT »).
20 mai 1796 — L'Autriche rompt l'armistice.

Déroulement, batailles marquantes.

20 sept. 1792 — Bataille de **Valmy;** DUMOURIEZ et KELLERMANN battent le duc de BRUNSWICK.
6 nov. — DUMOURIEZ bat les Autrichiens à **Jemmapes** et conquiert la Belgique.
27 nov. — Annexion de la Savoie.
18 mars 1793 — Bataille de **Neerwinden.** DUMOURIEZ est battu par le duc de SAXE-COBOURG. L'Autriche reconquiert la Belgique et menace Paris.
29 août — Prise de **Toulon** par les Anglais.
6 et 8 sept. — Bataille de **Hondschoote** : défaite anglaise et autrichienne.
16 oct. — JOURDAN et CARNOT battent le duc de SAXE-COBOURG à **Wattignies.**
26 déc. — Bataille de **Wissembourg ;** HOCHE bat l'armée autrichienne de WÜRMSER au **Geisberg.**
mai 1794 — Invasion de la Catalogne.
18 mai — JOURDAN bat les Autrichiens à **Tourcoing.**
26 juin — JOURDAN bat les Autrichiens à **Fleurus.**
22 juillet. — HOCHE repousse les Anglais et les émigrés débarqués à **Quiberon** le 27.
27 juill. — Prise d'**Anvers.**
1er oct. — Annexion de la Belgique.
6 oct. — Prise de **Cologne.**
23 oct. — Prise de **Coblence.**
juin 1796 — MOREAU et JOURDAN en Allemagne.
24 août — Bataille d'**Amberg ;** l'archiduc CHARLES DE HABSBOURG bat JOURDAN et repousse les Français au-delà du Rhin (septembre).

Traités.

9 févr. 1795 — Traité de paix franco-toscan.
6-14 avr. 1795 — Traité de **Bâle** : la Prusse renonce à la rive gauche du Rhin.
16 mai 1795 — Traité de **La Haye** : la Hollande perd la Flandre. Maestricht et Venlo. Alliance avec la France.
22 juill. 1795 — Traité de **Bâle** avec l'Espagne. La France reçoit les possessions espagnoles de Saint-Domingue.
déc. 1795 — Armistice franco-autrichien.

CAMPAGNE D'ITALIE (1796-1797).

Adversaire.

Autriche (le but poursuivi par CARNOT était de retenir les forces autrichiennes, en créant une sorte de « second front » italien; BONAPARTE a pris le commandement de l'armée d'Italie en mars 1796 et remporte toutes les batailles citées ci-après).

Déroulement, batailles marquantes.

12 avr. 1796 — Bataille de **Montenotte.**
13 avr. — Bataille de **Dego.**
14 avr. — Bataille de **Millesimo.**
21 avr. — Bataille de **Mondovi.**
10 mai — Bataille de **Lodi.**
14-15 mai — Prise de **Milan.**
14-17 nov. — Bataille d'**Arcole.**
2 janv. 1797 — Capitulation de **Mantoue.**
14-15 janv. — Bataille de **Rivoli.**

Traités.

19 févr. 1797 — Traité de **Tolentino** avec PIE VI.
18 avr. — Préliminaires de **Leoben.**
18 oct. — Traité de **Campoformio;** l'Autriche reconnaît l'annexion de la rive gauche du Rhin. Échange du Milanais contre Venise. Système des républiques sœurs.
6 juin 1797 — Gênes devient République ligurienne.
9 juill. 1797 — Milan devient République cisalpine.
5 févr. 1798 — L'État pontifical devient République romaine.
23 janv. 1799 — Naples devient République parthénopéenne.

CAMPAGNE D'ÉGYPTE (1798-1801)

Adversaires.

L'Angleterre seule
9 sept. 1798 *— La Turquie.*

Déroulement, batailles marquantes.

11 juin 1798 — Prise de **Malte.**
1er juill. — Prise d'**Alexandrie.**
21 juill. — Victoire sur les Mamelouks à la bataille des **Pyramides.**
23 juill. — Prise du **Caire.**
1er août — Bataille navale d'**Aboukir** : destruction de la flotte française par NELSON.
16 avr. 1799 — Bataille du **Mont Thabor** : BONAPARTE écrase les Turcs et les Arabes.
20 mai — Défaite devant **Saint-Jean-d'Acre** en Syrie.
25 juill. — Bataille d'**Aboukir** : victoire sur les Turcs.
janv. 1800 — Convention franco-turque de AL-'ARISH.
Mars 1801 — Débarquement des trouples anglaises en Égypte.

SECONDE COALITION (1798-1799).

Adversaires.

Angleterre, Deux-Siciles, Turquie, Russie, Autriche.

Déroulement, batailles marquantes.

15 sept. 1798 — Occupation de **Turin** par les Français.
22 nov. — Naples attaque la République romaine.
9 déc. — Les Français occupent le **Piémont.**
25 mars 1799 — Bataille de **Stockach** : JOURDAN est battu par CHARLES DE HABSBOURG.
25-27 avr. — MOREAU est battu par SUVOROV (SOUVOROV) à **Cassano.**
15 août — JOUBERT est battu à **Novi.**
25-27 sept. — MASSÉNA bat les Autrichiens et les Russes à **Zurich.** Défection de la Russie.
(Voir la suite de la chronologie relative à la deuxième coalition p. 152.

Le Consulat et l'Empire.

Chronologie des principaux événements.

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
23 déc. 1799 — Création des Contributions directes. **25 déc. 1799** — Mise en vigueur de la Constitution de l'An VIII. **25 déc. 1799** — Création du Conseil d'État. **1800** — Réformes administratives (création de la Banque de France et de la commission du Code Civil). Complot jacobin et attentat contre le Premier Consul rue Saint-Nicaise **(24 déc.)**.	Continuation des guerres de la seconde coalition ; lettre de BONAPARTE aux souverains européens en faveur de la paix le **25 décembre 1799.** **Mai 1800** — Passage du **Saint-Gothard** par l'armée française. **Juin 1800** — Prise de **Milan (le 2)** ; victoire de BONAPARTE à **Marengo (le 14)** ; armistice franco-autrichien **(le 15)** ; assassinat de KLÉBER **(le 14).** **22 nov. 1800** — Reprise des hostilités franco-autrichiennes. **Déc. 1800** — Ligue des neutres **(le 16** ; la Russie et les États scandinaves), à laquelle adhère la Prusse **(le 18).** Victoire de MOREAU sur les Autrichiens à **Hohenlinden (le 3).**
1801 — Répression (déportation des Jacobins) ; création de « tribunaux spéciaux » contre le brigandage.	**1801** — Paix de **Lunéville** avec l'Autriche **(9 fév.)** ; dissolution de la Ligue des neutres **(29 avr.)** ; succès anglais en Égypte. Démission de PITT en Angleterre.
1802 — Épuration ; réorganisation de l'Assemblée (Tribunat). Création des Lycées et de la Légion d'honneur. BONAPARTE Consul à vie (plébiscite) ; Constitution de l'An X **(16 août)**. Disgrâce de FOUCHÉ. Création des Chambres de Commerce.	**1802** — Paix d'**Amiens** avec l'Angleterre **(25 mars).** BONAPARTE annexe le **Piémont, Parme** et l'**île d'Elbe.** BONAPARTE fait voter par les Chambres le *Concordat* **(18 avril).**
1803 — Loi fixant la valeur du franc (le « franc de germinal », **28 mars**). Complot de PICHEGRU. Suppression de l'Académie des Sciences morales.	**1803** — Rupture de la paix d'**Amiens** : guerre avec l'Angleterre. Vente de la Louisiane (récupérée en 1800) aux États-Unis ; capitulation des Français à **Saint-Domingue.**
1804 — Arrestation des comploteurs : PICHEGRU, MOREAU, CADOUDAL, exécution du DUC D'ENGHIEN. Promulgation du Code Civil. Établissement de l'Empire (Constitution de l'An XII). FOUCHÉ à nouveau ministre de la Police. Sacre de NAPOLÉON Ier **(2 décembre 1804).**	**1804** — Rupture diplomatique avec la Russie, qui s'allie à l'Autriche ; alliance anglo-suédoise ; guerre anglo-espagnole PITT a repris le pouvoir le 10 mai.
1805 — NAPOLÉON roi d'Italie. Crise économique et financière.	**1805** — Alliances russo-suédoise et anglo-russe NAPOLÉON annexe **Gênes.** Alliance austro-anglo-russe (troisième coalition). Défaite navale des Français à **Trafalgar** ; victoires d'**Ulm** et d'**Austerlitz.** Traité de **Presbourg** avec l'Autriche ; traité de **Schönbrunn** avec la Prusse. NAPOLÉON détrône les Bourbons de Naples.
1806 — Rupture avec le pape PIE VII. Organisation administrative (les Conseils de prudhommes, l'Université impériale, le Code de procédure civile).	**1806** — JOSEPH BONAPARTE roi de Naples et LOUIS BONAPARTE roi de Hollande. Quatrième coalition : victoires d'**Iéna** et d'**Auerstaedt** ; prise de **Berlin.** NAPOLÉON notifie la fin du Saint-Empire romain germanique **(1er août)** ; formation de la Confédération du Rhin. Blocus continental (contre l'Angleterre).
1807 — Disgrâce de TALLEYRAND. Réformes constitutionnelles (suppression du Tribunat) et administratives (Code de Commerce, cadastre, rétablissement de la Cour des comptes).	**1807** — Victoires françaises d'**Eylau** et de **Friedland** ; prise de **Lisbonne** (JUNOT) ; occupation de l'Espagne par les troupes françaises. Intense activité diplomatique : alliances et/ou conventions russo-serbe **(mars)**, prusso-russe **(23 avr.)**, franco-prussienne **(7 mai)**, franco-russe **(7 juill.)**, franco-espagnole **(27 oct.)**, franco-danoise **(30 oct.)**. Traité de **Tilsit (7-9 juill. 1807)** et entente secrète de NAPOLÉON avec le tsar JÉRÔME BONAPARTE roi de Westphalie.
1808 — Création de la noblesse d'Empire et mesures administratives (épuration de la magistrature, réorganisation de l'Université, Code d'instruction criminelle). Conspiration de TALLEYRAND et de FOUCHÉ.	**1808** — JOSEPH BONAPARTE roi d'Espagne ; MURAT roi de Naples **(juin)**. Difficultés françaises en Espagne : révolte des « Dos de Mayo » **(2 mai)** à Madrid, capitulation de DUPONT à **Bailén**, de JUNOT à **Sintra**, au Portugal, devant WELLESLEY (futur DUC DE WELLINGTON).
1809 — Conspiration de MALET. Divorce de NAPOLÉON.	**1809** — Prise de **Saragosse** ; prise de **Porto** (SOULT). Cinquième coalition : (Autriche et Angleterre) contre la France. NAPOLÉON vaincu à **Essling**, mais victorieux à **Eckmühl** et **Wagram.** Traité franco-autrichien de **Schönbrunn.** Les Anglais occupent Saint-Louis du Sénégal, la Guyane française et la Martinique.
1810 — Réorganisation judiciaire (censure, prisons d'État, Code pénal) ; disgrâce de FOUCHÉ. Mariage de NAPOLÉON avec MARIE-LOUISE D'AUTRICHE **(2 avril).**	**1810** — Continuation de la guerre espagnole (prises de **Malaga** et de **Séville**) ; annexion de la Hollande. La Suède déclare la guerre à l'Angleterre : le tsar ALEXANDRE Ier rompt le blocus continental.
1811 — Naissance du ROI DE ROME. Difficultés économiques.	**1811** — Échec de MASSÉNA en Espagne (TORRES-VEDRAS) ; alliance militaire entre la Prusse et la Russie.
1812 — Annulation du Concordat ; NAPOLÉON fait transporter le pape à Fontainebleau. 2e conspiration de MALET.	**1812** — Alliance de la France avec la Prusse et l'Autriche ; convention russo-suédoise et convention secrète de la Russie avec l'Autriche. Campagne de Russie : batailles de **Vilna, Vitebsk, Smolensk** et de la **Moscova** (victoires françaises) ; prise et incendie de **Moscou.** Début de la retraite de la Grande Armée **(19 oct.)** : passage de la **Bérésina (26-28 nov.).**
1813 — Concordat de Fontainebleau (mais rétractation du pape). Panique boursière à Paris.	**1813** — Coalition générale contre NAPOLÉON (« l'ogre corse »). Les Russes prennent **Varsovie, Hambourg** et **Dresde** ; victoires napoléoniennes à **Lützen** et **Bautzen.** Armistice de **Pleswitz** et traités de **Reichenbach.** Défaite française en Espagne (**Vittoria**, le **21 mai**). WELLINGTON envahit le midi de la France. Bataille de **Leipzig (16-19 oct.).**
1814 — Le Sénat proclame la déchéance de NAPOLÉON **(2 avril)**, qui abdique le **6 avril.** LOUIS XVIII (petit-fils de LOUIS XV) roi de France : il publie la Charte (4 juin). NAPOLÉON exilé à l'île d'Elbe (« Adieux de Fontainebleau ».).	**1814 - janv.-avr.** : les coalisés envahissent la France (batailles de : **Brienne, La Rhotière, Montereau, Laon, Arcis, Lyon**). Capitulation de **Paris (30 mars).** Traité de **Fontainebleau (11 avril)** et traité de **Paris (30 mai).** Organisation du Congrès de Vienne. Traité de **Gand.**
1815 — Retour de l'île d'Elbe (les « Cent Jours »). NAPOLÉON à Paris **(20 mars)** ; deuxième abdication après Waterloo **(22 juin).**	**1815** — Acte final du Congrès de Vienne **(9 juin).** Bataille de **Waterloo (18 juin).** Capitulation de **Paris** (3 juillet).

FIN DE LA PÉRIODE IMPÉRIALE.

Le Congrès de Vienne.

Thèmes généraux — Restauration et « légitimité » retour à l'état politique de 1789).
— Reconstruction de l'Europe suivant le principe de l'équilibre des grandes puissances.
— Solidarité des princes légitimes devant les mouvements révolutionnaires.

	Grande-Bretagne	Russie	Autriche	Prusse	France
Participants	— Robert STEWART, vicomte CASTLEREAGH (1769-1822), ministre des Affaires étrangères.	— Le tsar Alexandre Ier, assisté de son ministre des Affaires étrangères, Karl Robert, comte Von NESSELRODE (1780-1862).	— Clément Wenceslas Lothaire, prince de METTERNICH-WINNEBURG (1733-1859), ministre des Affaires étrangères et chancelier de l'empereur d'Autriche.	— Karl August VON HARDENBERG (1750-1822), chancelier de Prusse. — Wilhelm, baron VON HUMBOLDT (1767-1835), ministre plénipotentiaire.	— Charles-Maurice, duc de TALLEYRAND-PÉRIGORD (1754-1838). Ministre des Affaires étrangères. Il fait admettre la France, puis l'Espagne, le Portugal et la Suède.
Revendications et projets	Garantie de sa suprématie maritime. Maintien de la division en Europe.	Annexion de toute la Pologne. Être maîtresse des Détroits.	Domination autrichienne en Allemagne et en Italie. Rejeter la Prusse vers l'Est.	Annexion de la Saxe et de la rive gauche du Rhin. Unité de l'Allemagne sous son hégémonie.	Manœuvres, grâce aux désaccords des alliés.
	3 janvier 1815 — Protocole secret entre l'Autriche, l'Angleterre et la France, contre les prétentions de la Russie sur la Pologne et de la Prusse sur la Saxe, qui manqua de provoquer un conflit armé. La Quadruple Alliance est rompue. *9 juin 1815* — Traité de Vienne : la balance des forces l'emporte.				
Attributions	Ceylan, Héligoland, les îles Ioniennes, Le Cap, Singapour, et une partie de la Guyane, Malte, l'île Maurice, Tobago, Sainte-Lucie, La Trinité.	Une grande partie de la Pologne, la Bessarabie et la Finlande lui sont confirmées.	La Galicie, la Lombardie, la Vénétie, le Tyrol et Salzbourg. Renonce à la Belgique. Création de la Confédération germanique.	La Posnanie et Thorn, un tiers de la Saxe, la Westphalie et la Rhénanie, Eupen et Malmédy aux Pays-Bas, la Poméranie suédoise. Création de la Confédération germanique.	La France revient à ses frontières de 1791.
	— La neutralité de la Suisse est garantie. — La Belgique est incorporée au royaume des Pays-Bas. Le royaume de Hanovre a le même souverain que l'Angleterre. — Le royaume de Piémont-Sardaigne s'agrandit de la Savoie. — La Suède perd la Finlande, mais reçoit la Norvège, jusque-là danoise.				

Après les Cents-Jours :

26 sept. 1815 — La Sainte-Alliance.
20 nov. 1815 — Second traité de Paris.
— Renouvellement du traité de Chaumont.
— La Quadruple Alliance forme une ligue permanente contre la France.

La France perd : Landau, Condé, Philippeville, Marienbourg, Givet, la Sarre, Nice et ce qui lui restait de la Savoie. Elle doit verser 700 milliards et être occupée par 15 000 soldats alliés.

Le XIXe siècle, jusqu'à la IIIe République.

Les constitutions de la France.

LA MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE (1789-1792).

Constitution du 3 sept. 1791.

Législatif — Une Assemblée nationale législative (745 membres) élue pour deux ans au suffrage indirect et censitaire (les contribuables payant trois journées de travail au minimum, élisent les délégués aux assemblées électorales).

Exécutif — Le roi nomme les ministres, non responsables devant l'Assemblée, dirige l'Administration et les armées, décide des relations internationales. Il a un droit de *veto* suspensif à l'entrée en vigueur d'une loi.

LA CONVENTION (1792-1795).

Constitution de l'An I (24 juin 1793 ; jamais appliquée).

Législatif — Une Assemblée élue pour un an, au suffrage universel et direct. Approbation donnée aux lois par le corps électoral (référendum législatif).

Exécutif — Conseil exécutif de 24 membres, nommés par l'Assemblée, étroitement subordonné au Législatif.

Régimes effectifs : le Gouvernement révolutionnaire.

1re phase : 20 sept. 1792-6 avr. 1793 :
Législatif — La Convention elle-même.
Exécutif — Le Conseil exécutif provisoire (6 ministres) sans rôle effectif.
2e phase : 6 avr. 1793-5 avr. 1794.
Exécutif — Le Comité de salut public (9 membres de la Convention, puis 12); le Comité de sûreté générale (pouvoir de police).
3e phase : 6 avr. 1794-27 juill. 1794.
Exécutif — Dictature personnelle de ROBESPIERRE.

LE DIRECTOIRE (1795-1799).

Constitution du 5 fructidor an III

(22 août 1795).
Législatif — Le Conseil des Anciens (250 membres) vote les lois. Le Conseil des Cinq-Cents a l'initiative des lois. Ils sont élus pour trois ans (renouvelables par tiers tous les ans) au suffrage censitaire indirect.
Exécutif — Le Directoire : conseil de 5 membres nommés pour 5 ans (renouvelables par cinquième tous les ans), désignés par les Anciens, sur une liste de 10 noms établie par les Cinq-Cents. Ils sont irrévocables.

LE CONSULAT (1799-1804).

Constitution du 22 frimaire an VIII

(15 déc. 1799).
Législatif — Le Conseil d'État (30 à 50 membres nommés par le premier consul) rédige les projets de lois. Le Tribunat (100 membres nommés par le Sénat) discute les projets de lois. Le Corps législatif (300 membres nommés par le Sénat) vote les lois. Le Sénat (80 membres cooptés) vérifie la constitutionnalité des lois. Le Corps électoral ne fait que présenter des candidats.
Exécutif — Trois consuls nommés pour dix ans par le Sénat. Seul le Premier consul, BONAPARTE, exerce un rôle effectif (initiative et promulgation des lois).

Sénatus-consultes des 14 et 16 thermidor an X (2 et 4 août 1802).

Législatif — Le Tribunat est réduit à 50 membres.
Exécutif — BONAPARTE consul à vie. Droit de désigner son successeur.

L'EMPIRE (1804-1814).

Sénatus-consulte du 28 floréal an XII

(18 mai 1804).
Législatif — Le Tribunat est divisé en sections, puis supprimé le 18 août 1807.
Exécutif — NAPOLÉON BONAPARTE, empereur héréditaire.

LA RESTAURATION (1814-1830).

Charte du 4 juin 1814 (octroyée)

Législatif — La Chambre des députés élue pour cinq ans au suffrage censitaire (300 F d'impôts directs), renouvelable par cinquième, vote les lois en premier lieu. La Chambre des pairs comprend des membres nommés à vie ou à titre héréditaire par le roi.
Exécutif — Le roi, politiquement irresponsable, a seul l'initiative des lois ; il dirige l'Administration et les armées, nomme aux emplois publics et désigne les ministres.

LES CENT-JOURS (1815).

Acte additionnel aux constitutions de l'Empire, du 23 avr. 1815.

Législatif — La Chambre des représentants élue au suffrage universel ; la Chambre des pairs (membres héréditaires).
Exécutif — L'empereur.

LA MONARCHIE DE JUILLET (1830-1848).

Charte du 9 août 1830.

Législatif — La Chambre des députés, élue pour cinq ans au suffrage censitaire (250 F d'impôts), a l'initiative des lois. Chambre des pairs (les pairs héréditaires sont supprimés).
Exécutif — Le roi nomme les ministres révocables et responsables devant lui ; il a l'initiative des lois avec les députés.

LA IIe RÉPUBLIQUE (1848-1851).

Constitution du 12 nov. 1848.

Législatif — L'Assemblée législative (750 membres élus pour trois ans au suffrage universel direct) siège en permanence.
Exécutif — Le président de la République est élu pour quatre ans au suffrage universel direct (non immédiatement rééligible). Il nomme les ministres, responsables devant l'Assemblée et est assisté d'un vice-président nommé par l'Assemblée et d'un Conseil d'État.

LE SECOND EMPIRE (1851-1870).

Constitution du 14 janv. 1852.

Législatif — Le Conseil d'État, dont les membres sont nommés par l'empereur, rédige les projets de lois. Le Corps législatif (200 membres élus au suffrage universel pour 6 ans) vote les lois. Il est contrôlé par le gouvernement. Le Sénat (80 à 150 membres de droit, ou nommés à vie par l'empereur) vérifie la constitutionnalité des lois.
Exécutif — Le Président, élu pour 10 ans, a seul l'initiative des lois et les promulgue. Il nomme et révoque les ministres, responsables devant lui seul. Le 2 déc. 1852, LOUIS-NAPOLÉON proclamé empereur héréditaire des Français, avec des pouvoirs financiers accrus.

LA IIIe RÉPUBLIQUE (1870-1940).

« Constitution » de 1875 (loi du 24 févr. 1875 sur le Sénat ; loi du 25 févr. 1875 sur l'organisation des pouvoirs publics ; loi du 16 juill. 1875 sur les rapports des pouvoirs publics).

Législatif — La Chambre des députés (environ 600 membres élus pour quatre ans au suffrage universel direct). Le Sénat (300 membres élus pour neuf ans, renouvelables par tiers tous les trois ans au suffrage universel indirect).
Exécutif — Le président de la République, politiquement irresponsable, est élu pour sept ans par un Congrès réunissant députés et sénateurs. Il est rééligible. Il nomme les ministres, responsables devant le Parlement, a l'initiative des lois avec la Chambre et les promulgue.

LE GOUVERNEMENT DE VICHY (1940-1945).

Loi constitutionnelle du 10 juill. 1940

(donnant tous pouvoirs au maréchal Pétain).

Actes constitutionnels du 11 juill. (le maréchal Pétain, chef de l'État français).

13 actes constitutionnels, de 1940 à 1942.

Acte constitutionnel du 18 avr. 1942

(Pierre Laval, chef du gouvernement).
Législatif — Le Conseil national, dont les membres sont désignés par le chef de l'État, peut donner des avis au gouvernement.
Exécutif — Une dyarchie : le chef de l'État (PÉTAIN) exerce également le pouvoir législatif et élabore les lois. Il nomme et révoque les ministres ; le chef du gouvernement (PIERRE LAVAL), sous l'autorité du chef de l'État, dirige la politique intérieure et extérieure et a également le pouvoir législatif.

LA IVe RÉPUBLIQUE (1946-1958).

Loi constitutionnelle du 2 nov. 1945.

Législatif — L'Assemblée constituante, élue au suffrage universel, est chargée d'élaborer la nouvelle constitution. Elle vote les lois ordinaires et le budget.
Exécutif — Le gouvernement est responsable devant l'Assemblée ; son chef (élu par l'Assemblée) choisit ses ministres qui doivent être agréés par l'Assemblée.

Constitution du 27 oct. 1946.

Législatif — L'Assemblée nationale, dont les 620 membres environ sont élus au suffrage universel direct, vote seule la loi. Le Conseil de la République (250 à 320 membres élus au suffrage indirect pour six ans — renouvelables par moitié tous les trois ans — par les députés, les conseillers généraux et les délégués des conseils municipaux) donne son avis. Après 1954, son accord est nécessaire pour le vote d'une loi.
Exécutif — Le président de la République (politiquement et pénalement irresponsable) est élu pour sept ans (rééligible une fois) par le Parlement. Il nomme le président du Conseil et les ministres, responsables devant l'Assemblée. Le président du Conseil choisit les ministres ; il est politiquement responsable.

LA Ve RÉPUBLIQUE.

Constitution du 4 octobre 1958 (soumise au référendum le 28 sept. 1958).

Législatif — Le Parlement vote la loi, dont il a l'initiative avec le gouvernement. L'Assemblée nationale compte 645 députés pour la métropole, 10 pour les départements d'Outre-Mer et 6 pour les territoires d'Outre-Mer, élus au suffrage universel direct pour cinq ans. Le Sénat compte 255 sénateurs pour la métropole, 7 pour les départements d'Outre-Mer et 6 pour les Français résidant à l'étranger, élus pour neuf ans (renouvelables par tiers tous les trois ans), au suffrage universel indirect, par un collège électoral comprenant les députés, les conseillers généraux et les délégués des conseils municipaux.
Exécutif — Le président de la République est élu pour sept ans au suffrage universel direct depuis la loi constitutionnelle du 6 nov. 1962 (soumise au référendum du 28 oct. 1962). Politiquement irresponsable et pénalement responsable en cas de haute trahison, il représente l'État, négocie et ratifie les traités, est chef des armées, nomme aux emplois civils et militaires, promulgue les lois et peut dissoudre l'Assemblée nationale. Le gouvernement, politiquement responsable devant l'Assemblée nationale, comprend : le Premier ministre, nommé par le président de la République ; les ministres, nommés par le président de la République, sur proposition du premier ministre.

Les autres organes constitutionnels.

Le Conseil constitutionnel, comprenant des membres de droit (les anciens présidents de la République) et 9 membres nommés (3 par le président de la République, 3 par le président du Sénat, 3 par le président de l'Assemblée nationale), renouvelables par tiers tous les trois ans, veille à la régularité des élections et contrôle la conformité de certains actes à la constitution.
La Haute-Cour de Justice rend la justice politique. Ses 24 membres, élus pour moitié par l'Assemblée nationale et pour moitié par le Sénat, jugent le président de la République, en cas de haute trahison, et les membres du gouvernement.
Le Conseil économique et social donne des avis sur les projets ou propositions de lois et sur les problèmes à caractère économique et social. Ses 205 membres sont nommés pour cinq ans par les organisations professionnelles représentant les ouvriers, employés, fonctionnaires, cadres et les entreprises industrielles, commerciales et artisanales.
Le Conseil supérieur de la magistrature est destiné à garantir l'indépendance de la magistrature. Il se compose d'un président (le président de la République), du ministre de la Justice et de 9 membres nommés par le président de la République. Il fait des propositions pour la nomination des hauts magistrats et décide des sanctions disciplinaires à appliquer aux magistrats.

Chronologie des principaux événements.

1815 — LES CENT-JOURS : NAPOLÉON débarque en France (**1er mars**). **Entrée à Paris (20 mars).** Défaite de **Waterloo (18 juin).**
DEUXIÈME RESTAURATION **(22 juin)** : LOUIS XVIII rentre à Paris **(8 juil.).** Terreur blanche. Chambre introuvable. Exécution de NEY **(7 déc.).**
Capitulation de Paris. Traité de **Paris.**
1816 — FOUCHÉ et TALLEYRAND renvoyés. DUC DE RICHELIEU déjà Premier ministre en 1815 **(sept.).** Dissolution de la Chambre introuvable le **5 sept.**
1818 — RICHELIEU se retire. DECAZES, ministre de l'Intérieur.
Le congrès d'**Aix-la-Chapelle** fait participer la France à la politique européenne.
1819 — Loi sur la liberté de la presse.
1820 — Assassinat du DUC DE BERRY. DECAZES démissionne. RICHELIEU.
1821 — Mort de NAPOLÉON Ier. RICHELIEU démissionne. VILLÈLE, ministre des Finances, puis Premier ministre en 1822.
1822 — Complot des quatre sergents de La Rochelle, exécutés en septembre.
1823 — Expédition d'Espagne. Prise de **Trocadero.**
1824 — Élection de la « Chambre retrouvée ».
Mort de LOUIS XVIII. CHARLES X (1757-1836).
1827 — Dissolution de la Chambre. Novembre : élections libérales.
1828 — VILLÈLE démissionne. MARTIGNAC.
1829 — MARTIGNAC se retire. POLIGNAC.
1830 — Adresse des 221. Dissolution de la Chambre. Publication des « quatre ordonnances » le 26 juill. Révolution parisienne (les trois Glorieuses). Les Bourbons quittent la France. LOUIS-PHILIPPE (1773-1850). Monarchie de Juillet : LAFFITTE, Premier ministre.
Un corps expéditionnaire en Algérie.
1831 — LAFFITTE, remplacé par CASIMIR PERIER. Révolte des canuts à Lyon.
Intervention française en Belgique.
1832 — Tentative de soulèvement et arrestation de la DUCHESSE DE BERRY. Formation d'un nouveau ministère avec GUIZOT, THIERS, BROGLIE.
Occupation d'Ancône.
1835 — Attentat de FIESCHI.
1836 — Complot de LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE à Strasbourg.
1837 — Traité de **Tafna** avec ABD-EL-KADER.
1838 — Intervention du Mexique.
1839 — Nouveau conflit avec ABD-EL-KADER.
1840 — Nouveau complot de LOUIS-NAPOLÉON à Boulogne. THIERS renvoyé. Ministère GUIZOT.
Traité de **Londres** signé par l'Angleterre, la Russie, l'Autriche, la Prusse contre la France.
1843 — Retour des cendres de NAPOLÉON Ier
Reddition de la smala d'ABD-EL-KADER.
1844 — Guerre contre le Maroc. Bombardement de Tanger. Isly.
1847 — Campagne des Banquets.
Soumission d'ABD-EL-KADER.
23-25 févr. 1848 — RÉVOLUTION : chute de LOUIS-PHILIPPE. IIe RÉPUBLIQUE du 25 févr. 1848 au 7 nov. 1851. Ouverture des ateliers nationaux **(27 févr.)** supprimés le **21 juin.** Constituante **(4 mai).** Promulgation de la constitution **(12 nov.).** LOUIS-NAPOLÉON, élu président de la République **(10 déc.).**
1849 — Loi sur la presse.
Intervention à Rome en faveur de PIE IX.
1850 — Loi Falloux sur l'enseignement.
1851 — Coup d'État de LOUIS-NAPOLÉON **(2 déc.).**
1852 — Rétablissement de l'Empire **(2déc.).**
1854 — Guerre de Crimée avec l'Angleterre contre la Russie. Victoires de l'**Alma (20 sept.)**, d'**Inkermann (5 nov.).**
1855 — Attentats de PIANORI puis de BELLAMARE contre NAPOLÉON III.
Prise de **Sébastopol.**
1856 — Traité de **Paris** : fin de la guerre de Crimée.
1858 — Attentat d'ORSINI. Loi de sûreté générale.
Entrevue de Plombières avec CAVOUR.
1859 — Guerre d'Italie contre l'Autriche. Victoires de **Palestro, Magenta, Solferino.** Traité de **Zurich.**
1860 — La Savoie et Nice rattachées à la France par le traité de **Turin.** Expédition en Syrie.
1862 — Siège de **Puebla** au Mexique. Prise de **Mexico (1863).**
1864 — Loi ÉMILE OLLIVIER sur le droit de grève.
Convention avec l'Italie pour l'évacuation de Rome.
1867 — Intervention française à Rome contre GARIBALDI. Retrait des troupes du Mexique.
1869 — Un sénatus-consulte adopte le programme parlementaire.
1870 — Ministère ÉMILE OLLIVIER.
12 juill. : Demande de garanties à la Prusse.
13 juill. : Dépêche d'Ems.
19 juill. : Déclaration de guerre à la prusse.
5 août : Évacuation de Rome.
6 août : Bataille de **Forbach.**
14-19 août : Bataille de **Metz.**
30 août : Capitulation de **Sedan.**
4 sept. : Gouvernement de Défense nationale.
Fin du second Empire.
19 sept. : Siège de **Paris.**
1871 — Batailles de **Bapaume** et de **St-Quentin.**
Armistice avec la Prusse (28 janv.).
L'Assemblée nationale se réunit à Bordeaux (12 fév.). Insurrection à Paris : la Commune **(18 mars).**

La Commune.

8 fév. 1871 — Élections improvisées d'une Assemblée nationale (400 royalistes, 200 républicains, 30 bonapartistes).
12 fév. — Réunion de l'Assemblée à **Bordeaux** : THIERS, chef du gouvernement provisoire (17 fév.).
1er mars — Entrée des Prussiens à Paris. Le « divorce » entre Paris et Bordeaux se manifeste : les gardes nationaux (milice de citoyens, créée en 1791) enlèvent des canons et prennent position à **Montmartre** et à **Belleville.**
3 mars — Création, dans les quartiers Est de Paris d'une *Fédération républicaine de la garde nationale* dirigée par un *Comité central* (l'idée avait été lancée le 15 février). Les troupes allemandes quittent Paris, les préliminaires de paix ayant été ratifiés par l'Assemblée.
3-10 mars — Organisation du *Comité central* dont les membres — socialistes, révolutionnaires, jacobins, etc. — veulent recréer l'ambiance politique de 1848 et refusent l'Assemblée « royaliste » de Bordeaux.
10 mars — L'Assemblée décide de se transporter à **Versailles** (et non à Paris, où elle craint l'agitation révolutionnaire).
15 mars — Constitution définitive du *Comité Central.*
18 mars — THIERS veut reprendre les canons parqués à Montmartre. Révolte de Paris. Au cours de l'opération, les généraux LECOMTE et THOMAS sont fusillés par les émeutiers.
26 mars — Élection à Paris d'un Conseil communal (229 000 votants) qui, sous le nom de *Commune de Paris,* se proclame la seule source légitime du pouvoir. Parmi les 86 membres de la Commune : DELESCLUZE, FERRÉ, RIGAULT, VARLIN, etc.
La Commune s'appuie sur la Fédération de la garde nationale, les *Fédérés,* que leurs adversaires appellent les *Communards :* ils sont 20 à 30 000 (officiellement 200 000). L'armée « régulière » est commandée par MAC-MAHON (100 000 hommes).
3 avril — Marche des Fédérés sur **Versailles** (échec : les chefs fédérés sont fusillés).
5 avril — *Décret des Otages* pris par la Commune : *« Toute exécution d'un prisonnier de guerre ou d'un partisan de la Commune de Paris sera sur-le-champ suivie de l'exécution d'un nombre triple des otages. »*
Avril-mai — Siège de Paris par l'armée de MAC-MAHON.
21 mai — Entrée des « Versaillais » dans Paris.
21-28 mai — « Semaine sanglante » : batailles de rue, incendies (Tuileries, Hôtel de Ville, etc.), massacre de 54 otages par les Fédérés (24-26 mai), exécution sommaire de 20 000 personnes par les Versaillais.
Répression : 41 309 arrestations, 285 condamnations à mort, 432 condamnations aux travaux forcés, 10 356 déportés ou emprisonnés.

LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE.

La Troisième République jusqu'en 1939.

Présidents et ministres.

Président Adolphe Thiers (1871-1873).
19 févr. 1871 - 24 mai 1873 : Armand Dufaure.

Président Patrice de Mac-Mahon (1873-1879).
25 mai 1873 - 18 mai 1874 : Duc de Broglie.
22 mai 1874 - 16 mars 1875 : Général de Cissey.
10 mars 1875 - 23 févr. 1876 : Louis-Joseph Buffet.
9 mars 1878 - 2 déc. 1876 : Armand Dufaure.
12 déc. 1878 - 16 mai 1877 : François-Jules Simon.
17 mai 1877 - 19 nov. 1877 : Duc de Broglie.
23 nov. 1877 - 12 déc. 1877 : Général de Rochebouët.
13 déc. 1877 - 30 nov. 1879 : Armand Dufaure.

Président Jules Grévy (1879-1887).
4 févr. 1879 - 26 déc. 1879 : William Waddington.
28 déc. 1879 - 19 sept. 1880 : Charles de Freycinet.
23 sept. 1880 - 10 nov. 1881 : Jules Ferry.
14 nov. 1881 - 27 janv. 1882 : Léon Gambetta.
30 janv. 1882 - 29 juill. 1882 : Charles de Freycinet.
7 août 1882 - 28 janv. 1883 : Charles Duclerc.
29 janv. 1883 - 18 févr. 1883 : Armand Fallières.
21 févr. 1883 - 30 mars 1885 : Jules Ferry.
6 avr. 1885 - 29 déc. 1885 : Henri Brisson.
7 janv. 1886 - 3 déc. 1886 : Charles de Freycinet.
12 déc. 1886 - 18 mai 1887 : René Goblet.
30 mai 1887 - 4 déc. 1887 : Maurice Rouvier.

Président Sadi Carnot (1887-1894).
12 déc. 1887 - 30 mars 1888 : Pierre Tirard.
3 avr. 1888 - 14 févr. 1889 : Charles Floquet.
22 févr. 1889 - 14 mars 1890 : Pierre Tirard.
17 mars 1890 - 19 févr. 1892 : Charles de Freycinet.
27 févr. 1892 - 28 nov. 1892 : Émile Loubet.
6 déc. 1892 - 30 mars 1893 : Alexandre Ribot.
4 avr. 1893 - 25 nov. 1893 : Charles Dupuy.
4 déc. 1893 - 22 mai 1894 : Jean-Paul Casimir Perier.
30 mai 1894 : Charles Dupuy.

Président Jean-Paul Casimir-Perier (1894-1895).
jusqu'au 15 janv. 1895 : Charles Dupuy.

Président Félix Faure (1895-1899).
26 janv. 1895 - 28 oct. 1895 : Alexandre Ribot.
1er nov. 1895 - 21 avr. 1896 : Léon Bourgeois.
29 avr. 1896 - 14 juin 1898 : Jules Menne.
28 juin 1896 - 25 oct. 1898 : Henri Brisson.
1er nov. 1898 : Charles Dupuy.

Président Émile Loubet (1899-1906).
jusqu'au 12 juin 1899 : Charles Dupuy.
22 juin 1899 - 7 juin 1902 : René Waldeck-Rousseau.
7 juin 1902 - 18 janv. 1905 : Émile Combes.
24 janv. 1905 : Maurice Rouvier.

Président Armand Fallières (1906-1913).
jusqu'au 7 mars 1906 : Maurice Rouvier.
14 mars 1906 - 19 oct. 1906 : Ferdinand Sarrien.
25 oct. 1906 - 20 juill. 1909 : Georges Clemenceau.
24 juill. 1909 - 27 févr. 1910 : Aristide Briand.
2 mars 1911 - 23 juin 1911 : É. Monis.
27 juin 1911 - 14 janv. 1912 : Joseph Caillaux.
14 janv. 1912 - 21 janv. 1913 : Raymond Poincaré.
21 janv. 1913 : Aristide Briand.

Président Raymond Poincaré (1913-1920).
jusqu'au 22 mars 1913 : Aristide Briand.
22 mars 1913 - 9 déc. 1913 : Louis Barthou.
13 déc. 1913 - 9 juin 1914 : Gaston Doumergue.
9 juin 1914 - 13 juin 1914 : Alexandre Ribot.
13 juin 1914 - 3 nov. 1915 : René Viviani.
3 nov. 1915 - 20 mars 1917 : Aristide Briand.
20 mars 1917 - 12 sept. 1917 : Alexandre Ribot.
2 sept. 1917 - 15 nov. 1917 : Paul Painlevé.
16 nov. 1917 - 18 janv. 1920 : Georges Clemenceau.
20 janv. 1920 : Alexandre Millerand.

Président Paul Deschanel. (17 févr. - 20 sept. 1920).
jusqu'au 24 sept. 1920 : Alexandre Millerand.

Président Alexandre Millerand (1920-1924).
24 sept. 1920 - 16 janv. 1921 : Georges Leygues.
16 janv. 1921 - 15 janv. 1922 : Aristide Briand.
8 juin 1924 - 13 juin 1924 : Frédéric François-Marsal.

Président Gaston Doumergue (1924-1931).
14 juin 1924 - 10 avr. 1925 : Édouard Herriot.
17 avr. 1925 - 22 nov. 1925 : Paul Painlevé.
28 nov. 1925 - 17 juill. 1926 : Aristide Briand.
19 juill. 1926 - 21 juill. 1926 : Édouard Herriot.
23 juill. 1926 - 27 juill. 1929 : Raymond Poincaré.
29 juill. 1929 - 22 oct. 1929 : Aristide Briand.
2 nov. 1929 - 17 févr. 1930 : André Tardieu.
21 févr. 1930 - 25 févr. 1930 : Camille Chautemps.
2 mars 1930 - 5 déc. 1930 : André Tardieu.
13 déc. 1930 - 22 janv. 1931 : Théodore Steeg.
26 janv. 1931 : Pierre Laval.

Président Paul Doumer (13 mai 1931 - 6 mai 1932).
jusqu'au 16 févr. 1932 : Pierre Laval.
20 févr. 1932 - 10 mai 1932 : André Tardieu.

Président Albert Lebrun (1932-1939, 1939-1940).
3 juin 1932 - 14 déc. 1932 : Édouard Herriot.
18 déc. 1932 - 28 janv. 1933 : J. Paul-Boncour.
31 janv. 1933 - 18 oct. 1933 : Édouard Daladier.
26 oct. 1933 - 23 nov. 1933 : Albert Sarraut.
26 nov. 1933 - 27 janv. 1934 : Camille Chautemps.
30 janv. 1934 - 7 févr. 1934 : Édouard Daladier.
9 févr. 1934 - 8 nov. 1934 : Gaston Doumergue.
8 nov. 1934 - 1er juin 1935 : Pierre-Étienne Flandin.
1er juin 1935 - 4 juin 1935 : F. Bouisson.
6 juin 1935 - 22 janv. 1936 : Pierre Laval.
24 janv. 1936 - 4 juin 1936 : Albert Sarraut.
4 juin 1936 - 21 juin 1937 : Léon Blum.
29 juin 1937 - 13 mars 1938 : Camille Chautemps.
14 mars 1938 - 8 avril 1938 : Léon Blum.
10 avr. 1938 - 21 mars 1940 : Édouard Daladier.
21 mars 1940 - 16 juin 1940 : Paul Reynaud.
17 juin 1940 - 12 juill. 1940 : Maréchal Pétain.

L'affaire Dreyfus.

L'affaire Dreyfus.

Les faits — En 1894, le capitaine DREYFUS, appartenant à l'état-major de l'Armée, est convaincu d'avoir livré à l'ennemi (en l'occurrence à l'attaché militaire allemand SCHWARTZKOPPEN) des secrets militaires ; il est condamné à la déportation à vie par le Conseil de Guerre. Le verdict est rendu à l'unanimité. En 1896, le chef des Renseignements au ministère de la Guerre (le colonel PICQUART) acquiert la conviction que le véritable coupable est un autre officier, le commandant comte WALSIN-ESTERHAZY. Le frère du condamné, MATHIEU DREYFUS, malgré les efforts du colonel Picquart, n'obtient pas la révision du procès et une *Lettre au président de la République*, écrite par ÉMILE ZOLA, qui est publiée dans l'*Aurore* du jeudi 13 janvier 1898 et intitulée *J'accuse !...*, dénonce avec fougue l'erreur judiciaire et la machination ourdie contre la révision du procès.

L'Affaire — Cet article déchaîne les passions. ZOLA est condamné pour diffamation à un an de prison et 3 000 francs d'amende et l'on produit, à son procès, une « pièce » démontrant la culpabilité de DREYFUS (cette pièce était, en réalité, un faux fabriqué par un ami d'ESTERHAZY, le colonel HENRY). En même temps, l'opinion publique, mal informée, se divise en deux camps : les *dreyfusards*, qui croient (sans preuves) à l'innocence de DREYFUS, et les *antidreyfusards*, persuadés (sans plus de preuves) de sa culpabilité. Parmi les antidreyfusards se rangent les nationalistes, la majeure partie des officiers, la plupart des ecclésiastiques, les monarchistes, etc. ; leur acharnement s'accompagne d'un antisémitisme forcené (DREYFUS était juif). Les *révisionnistes* sont surtout les intellectuels, les antimilitaristes, les hommes « de gauche », etc. ; ils forment une *Ligue des droits de l'homme et du citoyen*. Les deux partis se heurtent avec violence pendant deux ans (1898-1899) : duels, émeutes, procès, débats politiques, etc. Le jour des funérailles du président de la République (FÉLIX FAURE), il y eut même une *marche sur l'Élysée* des extrémistes de droite, menés par DÉROULÈDE. L'ordre ne se rétablit que sous le ministère Waldeck-Rousseau (juin 1899).

La conclusion — Dreyfus ne fut totalement réhabilité et réintégré dans l'Armée qu'en 1906, par la Cour de cassation. La conséquence la plus marquante de l'*Affaire* fut le *glissement à gauche* de la politique intérieure française (le bloc *républicain* et les ministres radicaux).

Quelques questions de détail.

Quand et pourquoi Alfred Dreyfus fut-il arrêté ?

Le 15 octobre 1894, parce qu'on avait remis au ministère de la Guerre français un *bordereau* décrivant les pièces transmises à l'attaché militaire allemand. L'un des chefs de section du ministère de la Guerre, le colonel FABRE, avait prétendu reconnaître sur ce bordereau l'écriture du capitaine DREYFUS.

Comment ce bordereau était-il tombé entre les mains des services français ?

Il leur avait été remis par une femme de ménage, Mme BASTIAN, travaillant à l'ambassade d'Allemagne.

Qui a mené l'enquête ?

Le commandant PATY DU CLAM, cousin du chef de l'état-major, le général de BOISDEFFRE ; il était soutenu par MERCIER, ministre de la Guerre.

Sur quelles preuves le Conseil de Guerre a-t-il jugé Dreyfus coupable ?

a) Sur l'existence de ce bordereau, considéré par trois experts (sur cinq) comme écrit de la main de Dreyfus ;
b) Sur un « dossier secret » contenant des notes fabriquées pour la circonstance par le colonel HENRY ; ces pièces étaient des « faux » particulièrement convaincants.

Comment fut mené le procès ?

A huis clos (dans « l'intérêt de la défense nationale ») ; le président était le colonel MAUREL, le rapporteur de l'accusation le commandant BRISSOT, le défenseur de Dreyfus l'avocat DEMANGE. Le « dossier secret » fut transmis au Tribunal lors d'une suspension de séance ; il abusa les juges et ne fut pas communiqué à la défense (qui aurait pu mettre en évidence la machination).

Comment l'opinion publique accueillit-elle la condamnation ?

Le verdict unanime, l'ambiance patriotique « antiallemande » qui régnait alors, le fait que Dreyfus était juif, tout cela frappa l'opinion — si facile à aveugler. Lorsque Dreyfus, dégradé sur le front des troupes, criait son innocence, nul — alors — n'y croyait.

Qu'est-ce qui relança l' « Affaire » ?

La conviction du colonel PICQUART, nommé entretemps chef du Bureau des Renseignements, que le coupable était ESTERHAZY. Cette conviction était fondée : *a)* sur l'écriture du fameux bordereau, dont on découvrait qu'elle était bien plus semblable à celle d'Esterhazy qu'à celle de Dreyfus, *b)* sur un pneumatique (un « petit bleu ») adressé par SCHWARTZKOPPEN à Esterhazy et intercepté par le 2e Bureau. Le suspect fut mis sous surveillance à partir d'avril 1896.

Pourquoi les adversaires de Dreyfus (Mercier, Paty, etc.) mirent-ils tant d'acharnement dans leur accusation, allant jusqu'à fabriquer des faux pour établir sa culpabilité ?

L'enquête de Paty du Clam a été menée très légèrement : ses conclusions n'avaient aucune base solide. Mais cet officier était persuadé de la culpabilité de Dreyfus, il avait fait partager cette conviction à ses chefs (Boisdeffre et Mercier) et tout fut mis en œuvre pour obtenir la condamnation du « traître ». Par la suite, lorsque Picquart découvrit la vérité, on lui imposa de se taire : réviser le procès, avec toute la publicité qu'aurait eue cette démarche, aurait conduit à avouer publiquement que les officiers de l'Armée française étaient soit des « imbéciles » — pour s'être laissé tromper aussi lourdement — soit des « canailles » pour avoir faussé à ce point la vérité. Le scandale aurait eu pour conséquence — pensait-on — l'effondrement du prestige de l'Armée, la faillite des nationalistes et — qui sait ? — le triomphe des « révolutionnaires ».

Comment se développa la suite de l'Affaire ?

Le 10 décembre 1896, *Le Matin* publie un fac-similé du *bordereau ;* la culpabilité d'Esterhazy semble de plus en plus évidente (dès novembre, Picquart avait été éloigné du 2e Bureau par l'état-major). En 1897, l'idée de la *révision* fait son chemin ; en janvier 1898, Esterhazy passe devant le Conseil de Guerre, sur l'insistance de la famille Dreyfus. Il est acquitté (11 janvier), Zola écrit *J'accuse !...* (13 janvier) et il est condamné en février 1898, après un procès retentissant. Le 13 août 1898, le capitaine CUIGNET découvre le *faux* du colonel Henry, qui se suicide le 30 août. Le 7 août 1899, le procès Dreyfus revient devant le Conseil de Guerre de Rennes, Dreyfus est à nouveau condamné (9 septembre 1899) et grâcié le lendemain de sa condamnation. En 1904-1905, a lieu la révision du procès ; le 12 juillet 1906, il est déclaré innocent par la Cour de cassation, réintégré dans l'Armée avec le grade de commandant et décoré de la Légion d'honneur. Le 25 octobre 1906, Picquart — entre-temps promu général — devient ministre de la Guerre dans le cabinet Clemenceau. Lors de la réhabilitation, les Chambres votèrent le transfert des cendres de Zola au Panthéon.

Pourquoi les services de l'ambassade d'Allemagne à Paris n'ont-ils pas fourni la preuve de l'innocence de Dreyfus ?

Ils n'avaient pas à le faire. Non seulement parce que l'Allemagne voulait éviter un incident diplomatique grave (accusation d'espionnage), mais parce qu'il est « traditionnel » de couvrir un agent de renseignements (en l'occurrence Esterhazy). Par ailleurs, les malaises et les remous politiques de l'affaire Dreyfus n'étaient pas sans réjouir le gouvernement allemand, puisqu'ils affaiblissaient la France, puissance ennemie.

Quelle a été la part de l'antisémitisme dans l'affaire Dreyfus ?

Plus minime qu'on le dit habituellement. Dreyfus n'a pas été condamné « parce qu'il était juif », mais parce que ses accusateurs, bornés et entêtés, n'ont pas voulu se déjuger quand ils ont découvert leur erreur. D'ailleurs Picquart, dont l'énergie a sauvé Dreyfus, faisait lui-même profession d'antisémitisme. Par contre, l'opinion publique a été particulièrement « sensibilisée » à l'égard de la religion de Dreyfus : l'antisémitisme était extrêmement courant à l'époque, aussi bien en France que dans les autres pays d'Europe. Il est cependant permis de penser que la *révision* aurait été plus rapide si Dreyfus avait été un officier catholique, par exemple.

L'entre-deux-guerres et la fin de la IIIe République.

Principaux événements.

(Voir ci-dessus la succession des présidents de la République).

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
1919 — Élections (le « Bloc National » ; Chambre dite « bleu-horizon »). Le parti socialiste adhère à la IIIe Internationale.	**1919** — **28 juin** — Signature du traité de **Versailles**. **19 sept.** — Traité de **Saint-Germain**. **27 nov.** — Traité de Neuilly.
1920 — Fondation du Parti communiste français au Congrès de Tours.	**1920** — Traité de **Trianon**. Traité de **Sèvres**. Occupation de **Damas** par les Français.
1921 — Ministère BRIAND ; reprise des relations avec le Saint-Siège.	**1921** — Occupation de **Düsseldorf, Duisbourg** et **Ruhrort** ; ultimatum à l'Allemagne à propos des dettes de guerre. Accord franco-allemand de **Wiesbaden.** Insurrection en Syrie. 'ABAL AL-KARIM (ABD EL-KRIM) fonde la République du Rif au Maroc, bat les Espagnols et attaque les Français (« guerre du Rif »).
1922 — Ministère POINCARÉ. Scission entre les communistes et les socialistes.	**1922** — Traité des Neuf avec la Chine.
	1923 — Occupation de la **Ruhr** (résistance « passive » des Allemands).
1924 — Élections : victoire du « Cartel des gauches » ; démission forcée de MILLERAND et élection de GASTON DOUMERGUE à la présidence de la République. Ministère HERRIOT.	**1924** — Alliance avec la Tchécoslovaquie. La France reconnaît l'URSS.
1925 — Chute du ministère HERRIOT. Chute du franc.	**1925** — Début de l'évacuation de la Ruhr ; Pacte de **Locarno (oct.)**. Soulèvement du **Djebel.** DRUSE en Syrie ; bombardement de **Damas.** 'ABD AL-KARIM envahit le Maroc français.
1926 — Ministère POINCARÉ. Chute maximale du franc.	**1926** — Reddition d'ABD AL-KARIM.
	1927 — Fin du contrôle militaire allié en Allemagne.
1928 — Élections ; succès des modérés ; les radicaux cessent de soutenir POINCARÉ. Loi sur les assurances sociales. Stabilisation officielle (dévaluation) du « franc Poincaré ».	**1928** — Pacte BRIAND-KELLOG. Réunion d'une assemblée constituante à **Damas.**
1929 — Retraite de POINCARÉ. Ministères BRIAND et TARDIEU. Effondrement boursier à New York **(24 oct.)** : début de la crise économique mondiale.	

POLITIQUE INTÉRIEURE	POLITIQUE EXTÉRIEURE
1930 — Ministères CHAUTEMPS et TARDIEU.	Fin du régime d'occupation de l'Allemagne : Constitution en Syrie.
1931 — Ministère PIERRE LAVAL. PAUL DOUMER élu président de la République contre ARISTIDE BRIAND. « Exposition coloniale ».	
1932 — Assassinat de PAUL DOUMER; ALBERT LEBRUN. Élections générales : ministère HERRIOT. La France refuse de payer les dettes américaines.	**1932** — Ouverture de la Conférence sur le désarmement. Conférence de **Stresa.** Pacte de non-agression franco-soviétique.
1933 — Ministères PAUL BONCOURT, ALBERT SARRAUT et ÉDOUARD DALADIER.	**1933** — Création du conseil permanent de la Petite-Entente.
1934 — Début de l'affaire Stavisky. Putsch manqué du 6 février 1934 ; ministère DOUMERGUE.	
	1935 — Accord avec l'Italie ; plébiscite en Sarre (rattachement à l'Allemagne). Accord franco-anglais de **Stresa ;** traité d'assistance mutuelle franco-soviétique.
1936 — Grève générale. Élections : succès du « Front populaire » ; ministère LÉON BLUM (accords syndicaux de Matignon ; 2e dévaluation du franc).	**1936** — Protocoles franco-syrien et franco-libanais.
1937 — Chute de BLUM, remplacé par CHAUTEMPS; 3e dévaluation du franc. « Exposition universelle ».	Accord franco-turc sur Alexandrette (= Iskandarún). Émeutes à **Meknès** ; grève du « Néo-Destour » en Tunisie.
1938 — Rupture du Front populaire ; 2e ministère BLUM ; 4e dévaluation du franc. Ministère DALADIER.	**1938** — Accords de **Munich** sur la Tchécoslovaquie **(30 sept.)**. L'Italie dénonce le traité franco-italien de 1935.
1939 — La France déclare la guerre à l'Allemagne **(3 sept.)**.	

La fin de la IIIe République.

Mai 1940 — Retraite générale des troupes françaises devant la percée allemande. Exode des populations civiles.

12-13 juin 1940 — Conseil des ministres extraordinaire à **Cangé** (Cher) où le président de la République, ALBERT LEBRUN, s'est réfugié. Rupture de l'unité gouvernementale.

14 juin 1940 — Paris est occupé. Le gouvernement s'installe à Bordeaux.

15 juin 1940 — Le général WEYGAND, appelé par PÉTAIN, arrive à **Bordeaux.** Premier conseil des ministres à **Bordeaux.**

16 juin 1940 — Démission de PAUL REYNAUD. Nouveau ministère sous la présidence du maréchal PÉTAIN.

17 juin 1940 — Communiqué annonçant le changement de gouvernement. ALIBERT, nouveau Garde des Sceaux, fait arrêter GEORGES MANDEL, ministre de l'Intérieur de la veille. Premier appel du maréchal PÉTAIN au pays déclarant, sans l'accord du gouvernement, la fin des hostilités.

18 juin 1940 — La campagne de France est terminée. Appel du général DE GAULLE à la radio de **Londres.**

19 juin 1940 — Ouverture des pourparlers d'armistice. **Bordeaux** est bombardé dans la nuit.

20 juin 1940 — Le départ du gouvernement pour l'Afrique du Nord est décidé, mais n'a pas lieu.

21 juin 1940 — Trente députés et un sénateur s'embarquent pour **Casablanca** sur le *Massilia*.

22 juin 1940 — Signature de l'armistice à **Rethondes.**

23 juin 1940 — PIERRE LAVAL entre au gouvernement.

24 juin 1940 — Signature de la Convention d'armistice avec l'Italie.

25 juin 1940 — PÉTAIN s'adresse au pays à l'occasion de l'armistice.

29 juin 1940 — Le gouvernement quitte **Bordeaux** pour **Clermont-Ferrand.**

30 juin 1940 — Au cours d'un Conseil restreint, il est pour la première fois question officiellement de modifier le régime.

1er juill. 1940 — Le gouvernement s'installe à **Vichy.**

3 juill. 1940 — La flotte anglaise attaque les unités françaises de **Mers-el-Kébir.**

4 juill. 1940 — Conseil au cours duquel LAVAL déclare que la France « doit s'aligner sur les États totalitaires ».

5 juill. 1940 — Nouvelle attaque anglaise.

5-6 juill. 1940 — Représailles symboliques sur Gibraltar.

5 juill. 1940 — Opposition des sénateurs anciens combattants à un changement de régime.

6 juill. 1940 — Intervention de FLANDIN contre la réforme constitutionnelle.

9 juill. 1940 — Réunion séparée des deux Assemblées.

10 juill. 1940 — Vote du projet de loi gouvernemental par 569 voix contre 80 et 17 abstentions.

La IVe République.

La France libre.

18 juin 1940 — Appel du général DE GAULLE.

19 juin 1940 — Second appel du général DE GAULLE.

22 juin 1940 — Troisième appel du général DE GAULLE.

28 juin 1940 — Le gouvernement anglais reconnaît DE GAULLE comme chef de tous les Français libres.

3 juill. 1940 — Les Anglais attaquent la flotte française de **Mers-el-Kébir.**

7 août 1940 — Accord CHURCHILL-DE GAULLE. La France libre reçoit un statut administratif et financier.

26 août 1940 — FÉLIX ÉBOUÉ proclame le ralliement du Tchad à la France libre.

27 août 1940 — Ralliement du Cameroun à la France libre.

23-25 sept. 1940 — Échec des Anglais devant **Dakar.**

27 oct. 1940 — Manifeste de DE GAULLE à **Brazzaville.** Création d'un Conseil de défense de l'Empire pour continuer la guerre.

1er mars 1941 — LECLERC prend **Koufra.**

19 mars 1941 — Fixation du taux de change entre la livre et le franc au cours d'avant-guerre.

24 sept. 1941 — Institution d'un Comité national de la France libre et d'une Assemblée consultative. Président : DE GAULLE. Principaux membres : PLEVEN, DÉJEAN, R. CANIN, DIETHELM, LE GENTILHOMME, VALIN, MUSELIER, etc.

Oct. 1941 — Création du B.C.R.A.M. pour coordonner la résistance intérieure.

24 déc. 1941 — L'amiral MUSELIER débarque à **Saint-Pierre-et-Miquelon.** Conflit entre ROOSEVELT et la France libre.

Printemps 1942 — Constitution de l'escadrille Normandie-Niemen sur le front soviétique.

27 mai-11 juin 1942 — Défense de **Bir-Hakeim** par les troupes du général KOENIG.

13 juill. 1942 — La Grande-Bretagne accepte le nom de « France combattante » pour le mouvement du général DE GAULLE.

28 sept. 1942 — L'URSS reconnaît la France combattante.

8 nov. 1942 — Débarquement allié en Afrique du Nord. DARLAN prend le pouvoir en Algérie au nom de Vichy. Les Américains veulent traiter avec lui.

11 nov. 1942 — L'Allemagne envahit la zone sud de la France.

27 nov. 1942 — Sabordage de la flotte française à **Toulon.**

14 déc. 1942 — Accord franco-anglais sur Madagascar.

23 déc. 1942 — Assassinat de DARLAN, GIRAUD lui succède.

28 déc. 1942 — La Côte des Somalis se rallie à la France combattante.

17 janv. 1943 — Entrevue d'**Anfan** entre DE GAULLE, GIRAUD, les Anglais et les Américains pour régler la question d'Afrique du Nord.

26 janv. 1943 — Les troupes françaises entrent à **Tripoli.**

30 mai 1943 — Arrivée de DE GAULLE à **Alger.** Entrevue avec GIRAUD.

3 juin 1943 — Création en Algérie d'un Comité français de libération nationale (DE GAULLE, GIRAUD, CATROUX, GEORGES MASSIGLI, J. MONNET, ANDRÉ PHILIP, COUVE DE MURVILLE, RENÉ MAYER, etc.). A partir de l'automne 1943, la France libre, en relations étroites avec la Résistance, s'identifie à la France en guerre. Dès le débarquement allié en **Normandie (6 juin 1944),** elle met en place un dispositif politique et administratif sur le territoire libéré, en accord ou, parfois, en opposition avec la Résistance.

Les organisations de la Résistance.

Ce tableau n'a pas l'ambition de présenter l'histoire de *toute* la résistance française. Il n'était pas possible, en particulier, d'étudier avec précision les *origines* des divers mouvements clandestins ; quant à leurs caractéristiques elles n'ont pu être qu'esquissées.

Nom	Création	Principaux chefs	Caractéristiques
I - LES ORGANISMES CENTRAUX.			
BUREAU CENTRAL DE RENSEIGNEMENTS ET D'ACTION	Juill. 1940	Colonel Passy (Dewavrin).	D'abord 2e Bureau de la France libre, puis B.C.R.A.M. (militaire), enfin B.C.R.A., chargé du renseignement. A animé de Londres l'action des agents en France.
DELÉGATION GÉNÉRALE		Jean Moulin (jusqu'au 21 juin 1943), Serreulle, Bollaert (nov. 1943-févr. 1944), Bingen, Parodi.	Assure la liaison entre le Comité national et la Résistance intérieure. Rôle considérable dans la coordination des divers mouvements.
CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE (C.N.R.)	Première réunion le 27 mai 1943	*Présidents :* J. Moulin (jusqu'au 21 juin 1943), G. Bidault jusqu'à la Libération. *Membres du bureau permanent :* Blocq-Mascart, Saillant, Villon, Copeau.	Élabore un programme. Pour la lutte immédiate, il favorise l'union des forces combattantes. Pour l'avenir, il réclame un plan social (nationalisations).
COMITÉ D'ACTION MILITAIRE (COMAC)		Villon (Front national), Kriegel-Valrimont (M.U.R.), de Voguë (C.D.L.R.).	Coordonne l'action des combattants. Commission du C.N.R.
COMITÉ CENTRAL DE LA RÉSISTANCE		Farge, Neumeyer, Bourdet, Voguë, P. Chaillet, Pasteur Vallery-Radot, Minet, Degliame.	Créé par les grands mouvements pour contrebalancer les partis. N'a pas eu d'efficacité réelle et dut s'effacer devant le C.N.R.
II - LES PREMIERS MOUVEMENTS.			
A. - ZONE SUD COMBAT : fusion de deux groupes VÉRITÉ et LIBERTÉS.	août 1940	Fernay, Bertin-Chevance, Cl. Bourdet, P.-H. Teitgen, de Menthon, etc.	A travers plusieurs changements d'appellation, il deviendra le plus important mouvement de zone Sud. Le journal *Combat* tira jusqu'à 120 000 exemplaires.
LIBÉRATION : fusion du mouvement DERNIÈRE COLONNE avec les syndicats.	1941	D'Astier de la Vigerie, Cavaillès, Corniglion-Molinier, Forgues, A. Laurent, Poimbœuf, etc.	Mouvement axé sur l'antifascisme. S'appuie sur les syndicats. Publie le journal *Libération* qui tirera à 100 000 exemplaires.
FRANC-TIREUR	Nov. 1940	Avinin, Péju, Pinton, J.-P. Lévy, Clavier, Claudius-Petit, A. Bayet, Marc Bloch, etc.	Publie le journal *Franc-Tireur*. Organise dès 1942 des corps-francs et des maquis.
Autres mouvements en zone Sud : FRANCE D'ABORD (fondé à Lyon), TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN (fondé par le P. Chaillet), LIBÉRER ET FÉDÉRER (créé à Toulouse) LA FRANCE AU COMBAT (dirigé par Gouin, Boyer, Deferre).			
B. - ZONE NORD LIBÉRATION NORD	Déc. 1940	H. Ribière, Pineau, J. Texcier, L. Vallon, G. Tessier, Neumeyer, Lacoste.	Mouvement issu du parti socialiste et des syndicats. Son journal *Libération* tira à 50 000 exemplaires. Distinct du mouvement LIBÉRATION de la zone Sud.
ORGANISATION CIVILE ET MILITAIRE (O.C.M.)	fin 1940	Arthuys, colonel Touny, Heurteaux, Blocq-Mascart, Sainte-Laguë, etc.	Mouvement créé par des militaires. Bien implanté dans les administrations.
Autres mouvements en zone Nord : GROUPE DU MUSÉE DE L'HOMME (qui lance, le premier, le nom de Résistance), DÉFENSE DE LA FRANCE, CEUX DE LA RÉSISTANCE (Le Compte-Boinet, Arrighi, Moreau, Servagnat, Delimal), CEUX DE LA LIBÉRATION (Ripoche, Coquoin, Ballet, Mutter).			
C. DANS LES DEUX ZONES FRONT NATIONAL	Mai 1941	Villon en zone Nord, Maranne en zone Sud, Joliot-Curie, J. Godard, Mgr Chevrot, Farge, etc.	D'inspiration communiste, il vise à une large union. Seul mouvement à s'étendre sur les deux zones. Il libère la Corse, armé par le général Giraud.
III - PARTIS ET SYNDICATS			
Le parti communiste (J. Duclos, B. Frachon) s'est rapidement reconstitué dans la clandestinité ; l'*Humanité* a eu 316 numéros pendant l'Occupation. De même le parti socialiste (D. Mayer, S. Buisson, F. Gouin ; organe clandestin : *Le Populaire*). Les syndicats, C.G.T. (L. Jouhaux, B. Frachon), C.F.T.C. (G. Tessier), se sont également reconstitués dans les deux zones.			
IV - LE REGROUPEMENT DES PREMIERS MOUVEMENTS.			
A. - ZONE SUD MOUVEMENTS UNIS DE RÉSISTANCE (M.U.R.)	Mars 1943	*Président :* Jean Moulin. *Principaux dirigeants :* d'Astier de la Vigerie, Frenay, J.-P. Lévy, J. Baumel.	Les M.U.R. regroupent les trois anciens mouvements : COMBAT, LIBÉRATION, FRANC-TIREUR.
B. - ZONE NORD. ÉTAT-MAJOR DE LA ZONE OCCUPÉE (E.M.Z.O.)			Le colonel Rémy obtient des mouvements de la zone occupée qu'ils reconnaissent un état-major commun.
Le FRONT NATIONAL n'a participé aux groupements ni dans le Nord ni dans le Sud.			

V - LES FORCES ARMÉES APRÈS 1942.

L'ARMÉE SECRÈTE	début 1943	*Chefs successifs :* général Délestraint, Dejussieu, Malleret-Joinville.	Organisation militaire émanant du M.U.R. Effectifs évalués à 80 000 hommes en 1943. Observa longtemps une stratégie attentiste.
FRANCS-TIREURS ET PARTISANS FRANÇAIS (F.T.P.F.)	Dès fin 1941	Charles Tillon, Marcel Prenant, Albert Ouzoulias, colonel Fabien.	Organisation militaire du Front National.
ORGANISATION DE RÉSISTANCE DE L'ARMÉE (O.R.A.)	Nov. 1942	*Chefs successifs :* général Frère, général Verneau, général Revers.	Composée à partir d'éléments de l'armée d'armistice.
FORCES FRANÇAISES DE L'INTÉRIEUR (F.F.I.)	1er févr. 1944	*Chef d'état-major :* Dejussieu, puis Malleret-Joinville. A partir du débarquement, sont placées sous la direction du général Kœnig.	Les F.F.I. regroupent officiellement toutes les anciennes formations militaires. La France est divisée en 12 régions commandées par un chef F.F.I. régional.

Chronologie des principaux événements de la IVe République.

21 oct. 1945 — Élection d'une Assemblée constituante et référendum.
13 nov. 1945 — DE GAULLE est élu chef du gouvernement.
20 janv. 1946 — Démission de DE GAULLE. Ministère FÉLIX GOUIN.
1945-1946 — Nationalisations dans les banques, les compagnies d'assurances, les houillères, le gaz et l'électricité.
8 mars 1946 — Débarquement des troupes françaises au **Tonkin**.
13 oct. 1946 — Adoption de la constitution de la IVe République après le rejet d'un premier projet.
16 janv. 1947 — VINCENT AURIOL est élu président de la République.
14 avr. 1947 — DE GAULLE fonde le R.P.F.
5 mai 1947 — Les communistes sont exclus du gouvernement RAMADIER.
6 déc. 1947 — Scission entre la C.G.T. et F.O.
Nov. 1947-juin 48 — Gouvernement SCHUMAN.
5 janv. 1948 — Première dévaluation du Franc.
19 janv. 1948 — Deuxième dévaluation du Franc.
Sept. 48-oct. 49 — Gouvernement QUEUILLE.
Oct. 49-juin 50 — Deuxième gouvernement BIDAULT.
Août 51-janv. 52 — Deuxième gouvernement PLEVEN.
21 sept. 1951 — Loi Barangé d'aide à l'enseignement privé.
13 déc. 1951 — Plan Schuman qui crée l'Europe économique.
5 fév. 1952 — Arrestation de BOURGUIBA. L'agitation se développe en **Tunisie**.
Mars 52-déc. 52 — Gouvernement PINAY ; lutte contre l'inflation.
1953 — Agitation au Maroc.
Juin 53-juin 54 — Gouvernement LANIEL.
20 déc. 1953 — RENÉ COTY est élu président de la République après treize tours de scrutin.
3 fév.-7 mai 54 — Bataille et chute de **Dien-Bien-Phu.**
Juin 54-fév. 55 — Gouvernement MENDÈS-FRANCE.
21 juil. 1954 — Accords de **Genève**. Paix en **Indochine.**
31 juil. 1954 — Discours de **Carthage.** MENDÈS-FRANCE promet l'indépendance à la **Tunisie.**
1er nov. 1954 — Début de la guerre d'**Algérie.**
Fév. 1955-janv. 1956 — Gouvernement EDGAR FAURE.
1er nov. 1955 — Accords de **La Celle-Saint-Cloud.** Indépendance du **Maroc.**
1er déc. 1955 — EDGAR FAURE dissout l'Assemblée Nationale.
2 janv. 1956 — Aux élections, succès des communistes et des poujadistes.
Fév. 1956-mai 1957 — Gouvernement MOLLET.
30 oct. 1956 — Échec de l'expédition de **Suez.**
25 mars 1957 — Traité de **Rome** qui institue le Marché commun.
Mai 1957-mai 1958 — Gouvernements BOURGÈS MAUNOURY, GAILLARD et PFLIMLIN.
Janv. 1958 — Loi-cadre sur l'**Algérie.**
13 mai 1958 — Coup d'État militaire à **Alger.** Création d'un Comité de salut public.
1er juin 1958 — DE GAULLE président du Conseil.
28 sept. 1958 — Référendum. Adoption de la constitution de la Ve République.
4 oct. 1958 — Fin officielle de la IVe République.

La Cinquième République.

Voici la chronologie des principaux événements de l'histoire de la Ve République jusqu'au départ de DE GAULLE, en avril 1969. Pour la période 1969-1981, se reporter à la p. 55 (la République « pompidolienne ») et à la p. 56 (la République « giscardienne »).

23-30 nov. 1958 — Élections législatives. Majorité gaulliste à l'Assemblée.
31 déc. 1958 — Dévaluation du franc. Création du nouveau franc.
Janv. 1959-avr. 1962 — Ministère DEBRÉ.
16 sept. 1959 — DE GAULLE se prononce pour l'autodétermination de l'**Algérie.**
Janv. 1960 — Échec de l' « insurrection des barricades » à **Alger.**
13 févr. 1960 — Explosion de la première bombe A française.
8 janv. 1961 — Référendum sur l'autodétermination. 80 % de *oui.*
21-26 avr. 1961 — Échec du putsch d'**Alger** (SALAN, CHALLE, JOUHAUD, ZELLER).
1961-1962 — Nombreux attentats de l'O.A.S., dont plusieurs manqués contre DE GAULLE.
18 mars 1962 — Accords d'**Évian.** Fin de la guerre d'**Algérie.**
Avr. 1962-juill. 1968 — Ministère POMPIDOU.
10 oct. 1962 — Dissolution de l'Assemblée après une motion de censure contre le gouvernement.
28 oct. 1962 — Référendum. Le pays approuve l'élection du président au suffrage universel.
18-25 nov. 1962 — Élections législatives. Succès gaulliste.
Janv. 1963 — DE GAULLE s'oppose à l'entrée de la **Grande-Bretagne** dans le Marché Commun.
22 janv. 1963 — Traité d'amitié franco-allemand.
Déc. 1965 — DE GAULLE est élu président de la République au second tour avec 55 % des voix.
5-12 mars 1978 — Élections législatives. Recul gaulliste.
3 mai-30 juin 1968 — Crise de l'Université ; émeutes ; grève générale.
23-30 juin — Élections législatives après dissolution de l'Assemblée, écrasante majorité gaulliste.
13 juill. 1968 — Ministère COUVE DE MURVILLE.
28 avril 1969 — Référendum négatif. Démission de DE GAULLE le lendemain.

L'ITALIE

L'ITALIE, JUSQU'À L'AVÈNEMENT DU FASCISME.

En italique : les événements relatifs aux États pontificaux.

488 — Invasion de l'Italie par THÉODORIC, roi des Ostrogoths.
493 — ODOACRE capitule à **Ravenne.** Royaume ostrogoth.
554 — Pragmatique Sanction impériale (13 août 554), par laquelle JUSTINIEN réorganise l'**Italie.**
568 — Les Lombards envahissent l'**Italie.**
570 — Création de 35 duchés, divisions administratives lombardes.
584-590 — Règne d'AUTHARI, élu par les ducs, à la tête du royaume de Lombardie.
678 — La paix est signée entre les Lombards et l'empereur.
749 — Avènement d'AISTOLF.
753 — *Le pape ÉTIENNE II, devant la pression lombarde, demande l'aide de PÉPIN LE BREF. PÉPIN LE BREF reprend l'exarchat et le donne à Saint-Pierre (origine de l'État pontifical).*
800 — CHARLEMAGNE prend le titre d'empereur des Romains.
827 — Invasion musulmane sous le règne de LOTHAIRE Ier.
846 — Sac de **Rome** par les Avars.
899 — Invasions hongroises. Se succèdent dans la dignité du roi d'Italie : BÉRENGER DE FRIOUL (888), GUI DE SPOLÈTE (891), LAMBERT (892), ARNOUL DE CARINTHIE (896), LOUIS DE PROVENCE (900), RODOLPHE II DE BOURGOGNE (922), HUGHES DE PROVENCE (926) et BÉRENGER D'IVRÉE (950).
951 — OTTON Ier prend à **Pavie** le titre de roi après avoir détrôné BÉRENGER D'IVRÉE.
982 — OTTON II (973-983), battu en **Sicile** par les Sarrasins.
1009 — Arrivée des Normands.
1024 — Les Normands s'établissent dans le comté d'**Aversa** et dans les **Pouilles.**
1059 — *Le pape, vaincu, reconnaît ROBERT GUISCARD, duc des Pouilles et de Calabre.*
1061 — De 1061 à 1091, ROBERT GUISCARD reprend la **Sicile** aux Arabes.
1076 — *Excommunication de l'empereur par GRÉGOIRE VII, qui avait été déposé à **Worms.***
1077 — *HENRI IV s'humilie à **Canossa** pour obtenir le pardon du pape.*
1084 — HENRI IV, vaincu par les Normands à **Rome.**
1085-1095 — Luttes successorales à la mort de ROBERT GUISCARD, entre BOHÉMOND et ROGER BORSA.
1091 — ROGER II GUISCARD achève la conquête de la **Sicile** dont il est comte de 1072 à 1101.
1111 — A la mort de ROGER BORSA, l'Italie méridionale passe sous la tutelle des souverains siciliens.
1115 — *A la mort de la comtesse MATHILDE (1046-1115), conflit entre le pape et l'empereur (elle avait légué ses États à GRÉGOIRE VII).*
1130 — Couronnement de ROGER II, qui devient roi de Sicile, de Calabre et des Pouilles.
1139 — *Victoire de ROGER II sur le pape : traité de **Mignano.***
1155 — Début de la lutte du Sacerdoce et de l'Empire en Allemagne et en Italie avec FRÉDÉRIC Ier BARBEROUSSE.
1164 — Constitution d'une ligue varonèse dirigée par Venise, puis d'une ligue lombarde (1167) pour lutter contre l'empereur.
1176 — FRÉDÉRIC est battu à **Legnano,** le 27 mai.
1177 — Paix de **Venise.**
1183 — Paix de **Constance.**
1194 — Annexion du royaume de Sicile par l'empereur HENRI VI. La papauté est encerclée.
vers 1195 — Accroissement de **Milan, Modène** et **Padoue** et prédominance de **Gênes, Venise** et **Florence.**
1210 — OTTON IV envahit le Sud de l'Italie et est excommunié.
1226 — *Soulèvement des villes lombardes organisé par GRÉGOIRE IX contre FRÉDÉRIC II de Sicile.*
1230 — *Paix de **San Germano,** le 23 juillet.*
1237 — *Défaite de la Ligue lombarde à **Cortenuova.***
1239 — *FRÉDÉRIC II, essayant d'unifier l'Italie, envahit les États pontificaux, mais meurt en 1250.*
1260 — MANFRED (fils bâtard de FRÉDÉRIC II) occupe le reste de l'Italie. Bataille de **Montoperti,** où les Guelfes florentins sont vaincus par les Gibelins.
1266 — CHARLES D'ANJOU devient roi de Sicile.
1282 — Vêpres siciliennes. Massacre des Français.
1295 — Lutte des Blancs et des Noirs à Florence.
1305 — *Élection de CLÉMENT V.*
1309 — *Installation de la papauté en **Avignon.** Centralisation et fiscalité pontificales.*
1317 — Paix de **Naples** entre Guelfes et Gibelins.
1347 — Tentatives de dictatures à **Rome** : COLA DI RIENZO en mai 1347 et en 1354, JEAN LERRON en 1353.
1348 — Peste noire en Italie.
1375-1378 — *Guerre entre la papauté et Florence.*
1379 — Guerre entre **Gênes** et **Venise.**
1380 — Victoire navale de Venise sur Gênes à **Chioggia.**
1387 — Milan annexe **Vérone.**
1388 — Le comté de **Nice** passe à la maison de Savoie.
1396 — Occupation de **Gênes** par les Français.
1412 — FERDINAND D'ARAGON est reconnu roi de **Sicile.**
1420 — Traité entre **Florence** et **Milan** délimitant leurs zones d'influence.
1424 — Guerre entre **Gênes** et **Florence.**
1434 — *Proclamation de la république à **Rome.** Fuite du pape.*
1443 — ALPHONSE V D'ARAGON, en réunissant **Sicile** et **Naples,** fonde le royaume des Deux-Siciles.
1447-1450 — République ambrosienne à **Milan.**
1454 — Paix de **Lodi.** Établissement d'un équilibre politique.
1450 — FRANCESCO SFORZA succède aux VISCONTI dans le **Milanais.**
1455 — Proclamation de la Sainte-Ligue.
1480 — Occupation d'**Otrante** par les Turcs. Usurpation de LUDOVIC LE MORE à **Milan.**
1482 — Guerre de **Ferrare.**
1492 — *CÉSARE BORGIA entreprend l'unification de l'État pontifical.*
1494 — Début des **guerres d'Italie** (la France contre l'Aragon et le pape à propos de la succession de Naples).
1494-1498 — SAVONAROLE à **Florence.**
1504 — Les Aragonais occupent le royaume de **Naples.**
1509 — **Agnadel** : victoire des coalisés contre **Venise** le 14 mai.
1515 — Bataille de **Marignan.** Paix avec FRANÇOIS Ier. Reprise des guerres d'Italie (rivalité franco-autrichienne).
1525 — FRANÇOIS Ier est battu à **Pavie.**
1526 — Traité de **Madrid.**
1535 — Ligue avec l'**Espagne** contre les Turcs. Défaite de **Corfou.**
1559 — Traité de **Cateau-Cambrésis** mettant fin aux guerres d'Italie.
1640 — La France occupe la **Savoie** et **Turin.**
1647 — Insurrection à **Naples** écrasée par l'Espagne.
1684 — **Gênes** est bombardée par les Français.
1701 — Début de la guerre de Succession d'Espagne.
1713 — Traité d'**Utrecht** attribuant la **Sicile** au duc de Savoie.
1714 — Traité de **Rastatt.** La **Sardaigne, Naples** et la **Sicile** sont attribuées à l'empereur CHARLES VI.
1717 — PHILIPPE V envahit la **Sardaigne.**
1743-1748 — Guerre franco-sarde.
1793 — Coalition contre la **France.**
1795 — La **Toscane** se retire de la coalition.
1796 (mars) — Début de la campagne d'**Italie** de BONAPARTE.
1797 — Traité de **Campoformio.** Création de la République cispadane.
1799 — Création de la République napolitaine.
1800 — **Marengo.**
1801 — Paix de **Lunéville** : l'Autriche garde la **Vénétie.** Reconnaissance des Républiques cisalpine et lugurienne. Constitution du royaume d'Étrurie. *Concordat.*
1805 — NAPOLÉON devient roi d'Italie.
1806 — JOSEPH BONAPARTE, roi de Naples.
1808 — MURAT devient roi de Naples.
1809 — *Napoléon occupe **Rome.** Enlèvement du pape.*
1814 — *PIE VII revient à **Rome** et dénonce le concordat de **Fontainebleau** (extorqué en 1813).*
1815 — Le Congrès de Vienne établit un royaume lombardo-vénitien en faveur de l'empereur FRANÇOIS Ier d'Autriche, et des duchés de **Toscane, Parme** et **Modène** pour des archiducs autrichiens.
1820 — Révolte de PEPEP à **Naples** contre l'Empire autrichien.
1821 — Insurrection à **Turin** écrasée par les Autrichiens. CHARLES-FÉLIX, souverain de Sardaigne après l'abdication de VICTOR-EMMANUEL Ier.
1830 — FERDINAND II devient roi des Deux-Siciles.
1831 — CHARLES-ALBERT succède à son cousin CHARLES-FÉLIX en Piémont.
1846 — Manifestation anti-autrichienne à **Milan.**
1847 — *Occupation autrichienne de **Ferrare.***
1848 — Insurrections à **Palerme** et dans toute l'Italie. La **Lombardie** se rattache au **Piémont. Custozza.**
*Le pape accorde une constitution, mais doit quitter **Rome** insurgée.*
1849 — Abdication de CHARLES-ALBERT en faveur de son fils VICTOR-EMMANUEL II.
1850 — *Sous la protection des troupes autrichiennes et françaises, le pape PIE IX revient à **Rome.***
1852 — CAVOUR, président du Conseil en Piémont.
1858 — Entrevue de **Plombières** (juill.).
1859 — Alliance franco-sarde. **Magenta.** Traité de **Zurich.**
*Soulèvement de la **Romagne** qui se rattache au **Piémont** en mars 1860.*
1860 — Expédition des *Mille Chemises rouges* avec GARIBALDI, en **Sicile** le 11 mai, puis à **Naples** le 7 sept.
*Occupation de la **Marche** et de l'**Ombrie, Castelfidardo** (18 sept.). Annexion de la **Marche** et de l'**Ombrie** après plébiscite. Accord le 2 oct. : le pape perd tous ses territoires sauf **Rome.***
9 nov. : VICTOR-EMMANUEL II entre à **Naples.**
1861 — Ouverture du premier Parlement italien. Le royaume de Sardaigne devient le *Royaume d'Italie* le 17 mars. VICTOR-EMMANUEL II (1820-1878), roi d'Italie. Mort de CAVOUR.
1864 — *Départ des troupes françaises des territoires du pape.*
1865 — Alliance avec la **Prusse.**
1866 — La **Vénétie** rattachée à l'**Italie** après Sadova.
1867 — *GARIBALDI envahit les États pontificaux, mais est repoussé par un nouveau corps expéditionnaire français.*
1870 — *Le territoire est de nouveau envahi. **Rome** capitule le 20 sept. Plébiscite le 11 oct. **Rome,** capitale de l'Italie.*
1871 — *Loi des garanties assurant au pape la propriété du **Vatican,** du **Latran** et des Castelli romani.*
1876 — Arrivée de la gauche au pouvoir.
1878 — Mort de VICTOR-EMMANUEL II et avènement de son fils HUMBERT Ier (1844-1900).
1882 — La Triplice, avec l'**Allemagne** et l'**Autriche.**
1887 — Accords méditerranéens avec l'**Angleterre** et l'**Autriche.**
1891 — Chute de CRISPI.
1893 — Deuxième ministère CRISPI.

1895-1896 — Campagne d'**Abyssinie.**
1896 — Désastre d'**Adoua.**
1897 — Accord avec l'**Autriche** sur l'**Albanie.**
1900 — Assassinat d'HUMBERT I[er]. Son fils, VICTOR-EMMANUEL III (1869-1947), lui succède (1900-1946).
1903 — GIOLITTI, président du Conseil.
1904 — Visite du président LOUBET à **Rome** en mars. *Rupture de* **Rome** *avec la France (séparation de l'Église et de l'État).*
1906 — Entente d'**Algésiras** avec la **France.**
1908 — Tremblement de terre à **Messine.**
1911 — Guerre avec la **Turquie.**
1912 — Paix d'**Ouchy** (18 oct.). Annexion de la **Tripolitaine,** de la **Cyrénaïque** et du **Dodécanèse.**
1914 — Neutralité de l'**Italie.**
1915 — Traité de **Londres** avec la Triple-Entente. L'Italie déclare la guerre à l'Autriche le 24 mai sous la poussée des nationalistes et des partis d'extrême-gauche. Opérations dans les **Dolomites** et sur l'**Isonzo** lancées par CADORNA, 9 juin : occupation de **Monfalcone.**
1916 — Prise de **Gorizia,** le 9 août.
1917 — Contre-offensive germano-autrichienne sur l'**Isonzo.** Défaite de **Caporetto,** le 24 oct., et perte d'**Udine.** 27 oct. : aide franco-britannique au général DIAZ.
1918 — 28 oct. : victoire de **Vittorio-Veneto.** Armistice de **Padoue.**
1919 — Apparition du fascisme. Coup de force de D'ANNUNZIO sur **Fiume.**
1920 — Abandon de **Fiume,** qui devient ville libre. Grave crise morale qui favorise les partis populaires et socialistes.
1920 (sept.) — Conseils ouvriers à **Turin** et **Milan.**
1921 — *Reprise des relations de la papauté avec la France.*
1922 — Grève générale (ratée) contre MUSSOLINI (31 juill.). Marche sur **Rome** de MUSSOLINI (28 oct.).
1926 — *Condamnation de l'Action française.*
1929 — *Accords de* **Latran** *entre* PIE XI *et* MUSSOLINI, *reconnaissant la* **Cité du Vatican.**
1933 — *Concordat avec l'***Allemagne.**
1949 — *Excommunication des catholiques communistes.*
1953 — *Concordat avec l'***Espagne.**

L'ITALIE, DU FASCISME AUX BRIGADES ROUGES.

Mussolini et le fascisme.

29 juill. 1883 — Naissance à **Dovia di Predappio** (près de Forli) de BENITO MUSSOLINI (le prénom de Benito lui a été donné en souvenir du révolutionnaire mexicain BENITO JUAREZ GARCIA), fils d'ALESSANDRO MUSSOLINI et de ROSA MALTONI.
1890 — BENITO est élevé au collège des Salésiens de **Faenza.**
1900 — MUSSOLINI s'inscrit au parti socialiste.
1901 — Il sort de l'École Normale de **Forlimpopoli** avec un diplôme d'instituteur.
1908 — Mussolini à **Trente.** Il collabore aux journaux socialistes l'*Avvenire* et le *Popolo.*
1910 — MUSSOLINI est secrétaire de la section de **Forli** du parti socialiste.
1912 — MUSSOLINI est appelé à **Milan** pour diriger le quotidien du parti *Avanti.*
1914 — Après la déclaration de guerre, revirement de MUSSOLINI en faveur de l'intervention. Il est exclu du parti et fonde un nouveau journal, *Il Popolo d'Italia.*
août 1915 — MUSSOLINI est rappelé avec sa classe.
22 mars 1919 — Fondation des premiers « Faisceaux italiens de combat » (*Fasci italiani di combattimento).*
sept. 1919 — D'ANNUNZIO avec ses légionnaires occupe **Fiume.** Mussolini l'assure de sa solidarité.
15 mai 1921 — Dissolution de la Chambre. Aux élections, fléchissement des libéraux. Trente-deux fascistes élus dont MUSSOLINI, député de **Milan.**
27 oct. 1922 — Les fascistes en armes marchent sur Rome.
31 oct. 1922 — MUSSOLINI, appelé à la tête du gouvernement. Il fait approuver son ministère.
25 nov. 1922 — Par 306 voix sur 429, la Chambre lui accorde les pleins pouvoirs pour douze mois.
6 avr. 1924 — Aux élections, le parti fasciste enlève 375 sièges et 65 % des voix.
10 juin 1924 — Assassinat du député socialiste GIACOMO MATTEOTTI.
1924-1925 — Épuration des administrations et suppression des libertés.
3 janv. 1925 — MUSSOLINI prend des pouvoirs dictatoriaux par l'acte du 24 déc. 1925.
31 janv. 1926 — Extension des pouvoirs législatifs de MUSSOLINI.
11 févr. 1929 — Pacte de **Latran** avec le Vatican.
1932 — MUSSOLINI rencontre CLARA PETACCI, qui sera sa favorite en titre en 1936.
7 juin 1933 — Pacte à quatre entre la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Allemagne.
Août 1933 — Entrevue MUSSOLINI-DOLLFUSS. L'Italie se rapproche de l'Autriche.
14-15 juin 1934 — Entrevue MUSSOLINI-HITLER à Venise.
7 janv. 1935 — Accords franco-italiens avec LAVAL.
1-14 avr. 1935 — Entrevue de **Stresa.**
2 oct. 1935 — Offensive italienne en Éthiopie.
9 juin 1936 — Entrée aux Affaires étrangères du comte CIANO, gendre du *Duce.* Rapprochement avec l'Allemagne.
24 sept. 1937 — Entrevue avec HITLER à **Berchtesgaden.**
6 nov. 1937 — L'Italie adhère au Pacte anti-Komintern.
Mars 1938 — MUSSOLINI, « premier maréchal de l'Empire ».
22 mai 1939 — MUSSOLINI signe le Pacte d'Acier.
10 juin 1940 — L'Italie déclare la guerre à la France.
28 oct. 1940 — Offensive contre la Grèce.
19-21 janv. 1941 — Entrevue HITLER-MUSSOLINI à **Berchtesgaden.**
5 févr. 1943 — MUSSOLINI élimine CIANO et prend tous les pouvoirs.
8 juill. 1943 — Les Anglo-Américains débarquent en **Sicile.**
19 juill. — Rencontre de **Feltre** : les dirigeants fascites conseillent à MUSSOLINI de cesser la guerre.
24 juill. — MUSSOLINI réunit le Grand Conseil fasciste pour discuter des opérations militaires. Le 25, celui-ci décide la destitution de MUSSOLINI qui est arrêté (le 26) et interné à **Gaëte,** puis à **Ponza,** puis à **Maddalena.**
12 sept. 1943 — Un commando aéroporté allemand le libère et le conduit en Allemagne.
23 sept. 1943 — Rentré en Italie, MUSSOLINI proclame la « République Sociale Italienne ». Le gouvernement l'installe à **Salo,** sur le lac de Garde.
12 janv. 1944 — Exécution de six opposants fascistes, dont CIANO.
Juill. 1944 — Dernière entrevue avec HITLER.
21 juill. 1944 — MUSSOLINI décide une levée en masse des militants fascistes.
Mars-avril 1945 — MUSSOLINI essaye de traiter avec les Alliés, il s'installe à **Milan.**
25 avr. 1945 — Les résistants entrent à Milan. MUSSOLINI prend la fuite. Il est arrêté le 27 et interné à **Dongo.** Le 28, il est jugé par un tribunal de résistants, présidé par le colonel WALTER AUDISIO, et fusillé. Son corps et celui de sa maîtresse, CLARA PETTACI, sont conduits à **Milan.** La foule les pend par les pieds.

L'Italie après 1945.

22 mai 1945 — L'armistice accepté par l'état-major allemand de **Bolzano** entre en application.
Déc. 1945- 2 août 1953 — ALCIDE DE GASPERI préside neuf cabinets ministériels.
9 mai 1946 — Abdication de VICTOR-EMMANUEL, en faveur de son fils HUMBERT II (qui ne régnera que trente-quatre jours).
10 juin 1946 — La République devient le régime légal.
Mai 1947 — Les communistes écartés du gouvernement de coalition. Les désaccords de la gauche renforcent la position des démocrates-chrétiens.
Mars-déc. 1947 — L'Assemblée constituante élabore la constitution parlementaire.
1[er] janv. 1948 — Application de la constitution.
18 avr. 1948 — Élections législatives.
11 mai 1948 — Élection du premier président de la République : LUIGI EINAUDI.
1948 — Le plan MARSHALL contribue au relèvement économique de l'Italie. DE GASPERI tente de trouver une solution au problème du *mezzogiorno* par une réforme agraire.
1949-1950 — Occupation des terres par les paysans dans le Sud.
1949 — Constitution de la **Libye** en État indépendant sur décision de l'O.N.U.
4 avr. 1949 — L'Italie adhère au Pacte atlantique.
1950 — Accord avec l'**Autriche,** relations rétablies avec l'**Éthiopie.** Pendant dix ans, l'Italie sera chargée par l'O.N.U. d'un mandat sur la **Somalie italienne.**
Oct. 1950 — Réforme agraire (Loi Stralcio).
1951 — Accord de l'Italie avec la **Yougoslavie** et adhésion à la C.E.C.A.
28 juil. 1953 — Démission de DE GASPERI.
5 oct. 1954 — Restitution de **Trieste** à l'Italie.
Févr. 1954 —— MARIO SCELBA préside un gouvernement du centre.
Déc. 1955 — L'Italie est admise à l'O.N.U.
1955-1964 — Plan VANONNI : création en dix ans de quatre millions d'emplois nouveaux.
29 avr. 1955 — Élection de GIOVANNI GRONCHI à la présidence de la République (triomphe de la Démocratie chrétienne).
25 mars 1957 — Adhésion de l'Italie à la Communauté économique européenne.
Juill. 1958 — Gouvernement FANFANI.
Janv. 1959 — Gouvernement FANFANI.
Fév. 1959- fév. 1960 — Gouvernement SEGNI.
Mars 1960- fév. 1962 — Gouvernement TROMBONI.
1[er] juil. 1960 — Fin de la tutelle de l'Italie sur la **Somalie italienne.**
1962 — Élection d'ANTONIO SEGNI à la présidence de la République.
1963 — Constitution d'un gouvernement de centre gauche (participation des socialistes).
Mai 1963 — Deux gouvernements FANFANI.
28 déc. 1964 — Élection de SARAGAT à la présidence de la République. Premier Ministre : ALDO MORO (centre gauche).
Mai 1968 — Élections générales : majorité de centre gauche. Série de scandales politiques (complot du général DE LORENZO).
Été 1969 — Crise gouvernementale après la démission d'ALDO MORO (juin 1968). Formation d'un cabinet par le Premier ministre MARIANO RUMOR le 5 août.
Automne 1969 — Agitation et grèves avant le renouvellement des conventions collectives.
7 février-17 avr. 1970 — 31[e] crise gouvernementale depuis la guerre ; 3[e] cabinet RUMOR.
6 juillet 1970 — Démission du gouvernement RUMOR. Cabinet EMILIO COLOMBO formé le 10 août.
1[er] déc. 1971 — Adoption de la loi sur le divorce.
24 déc. 1971 — Élection du démocrate-chrétien LEONE à la présidence de la République, après 23 tours de scrutin.
29 déc. 1971 — M. LEONE prête serment et demande au gouvernement COLOMBO de rester en fonctions.
15 janvier 1972 — Démission du gouvernement COLOMBO.
28 février 1972 — Le Président LEONE dissout les Chambres et fixe les élections au 7/8 mai.
7-8 mai 1972 — Aux élections législatives, peu de changement : 257 sièges aux démocrates chrétiens, 179 sièges aux communistes, 79 sièges aux partis de droite (sur un total de 620 sièges, répartis entre 10 partis politiques).
26 juin 1972 — GIULIO ANDREOTTI, pressenti le 4 juin, forme un gouvernement à tendance centriste.
Mars 1973 — La lire flotte et est dévaluée (d'environ 11 %).
5 juin 1973 — Démission d'ANDREOTTI. La lire est dévaluée de 30 % par rapport à son cours de février.
16 juillet 1973 — Le cabinet formé par MARIANO RUMOR, qui s'appuie sur les socialistes, reçoit l'investiture ; c'est un cabinet de centre-gauche.
23 mars 1974 — Nouveau cabinet RUMOR : U. LA MALFA, démissionnaire est remplacé par E. COLOMBO comme ministre du Trésor.
12 mai 1974 — Référendum : « Faut-il abroger la loi autorisant le divorce? » : 59 % de « non » (donc favorables au divorce).
Juin 1974 — Accord des principaux partis gouvernementaux sur un plan anti-inflation.
3 octobre 1974 — Démission du cabinet RUMOR (scission entre les sociaux-démocrates et les socialistes).
23 nov. 1974 — Cabinet ALDO MORO (démocrate chrétien), après 50 jours de crise politique.
Début 1975 — Le redressement économique semble s'amorcer, grâce à l'appui que les syndicats et les communistes accordent, pratiquement, au gouvernement.
15-16 juin 1975 — Victoire communiste aux élections régionales.
12 juillet 1975 — BERLINGUER, leader du P.C. italien, et son homologue espagnol SANTIAGO CARRILLO publient une déclaration commune qui est le point de départ de l'*Eurocommunisme* (« compromis historique » proposé à toutes les forces populaires, communistes ou non).
7 janvier 1976 — Démission du gouvernement ALDO MORO, qui reforme un nouveau ministère (minoritaire) le 9 février.
20-21 juin 1976 — Élections législatives : le P.C.I. enlève 227 sièges sur 630, contre 263 sièges à la Démocratie chrétienne (les élections ont eu lieu à la suite de la dissolution du Parlement, le 1[er] mai 1976). GIULIO ANDREOTTI devient Premier ministre.
Mars 1978 — Nouveau gouvernement ANDREOTTI, soutenu par le P.C.I.
16 mars 1978 — Enlèvement d'ALDO MORO, président de la Démocratie chrétienne, par les « terroristes » des Brigades rouges, dont les actions deviennent de plus en plus nombreuses. Le cadavre d'ALDO MORO sera retrouvé le 9 mai.
15 juin 1978 — Démission du président de la République GIOVANNI LEONE, impliqué dans un scandale financier.
8 juil. 1978 — ALESSANDRO PERTINI, socialiste, élu président de la République.
31 janv. 1979 — Démission d'ANDREOTTI. La crise ministérielle va durer huit mois.
Juin 1979 — Élections législatives ; recul du P.C.I.
Août 1979 — Ministère FRANCESCO COSSIGA (démocrate-chrétien).
Mars 1980 — Démission du gouvernement COSSIGA, qui forme un nouveau cabinet en avril, avec des socialistes et des républicains.

L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL

L'ESPAGNE, DES ORIGINES À FRANCO.

La péninsule ibérique à la période arabe.

En italique : les événements relatifs aux États arabes.

711 — *Débarquement de* TĀRIQ B. ZIYĀD *à* **Gibraltar.** *En quelques mois, la moitié de la péninsule est conquise.*
713 — *La* **Tarraconaise** *envahie.*
717 — *Capitulation de* **Barcelone.**
722 — *Défaite arabe à* **Covadonga** *devant* PÉLAGE *ou* PELAYO, dernier roi wisigoth.
739 — ALPHONSE I[er] des Asturies.
756 — *'*ABD AR-RAHMĀN I[er], *émir de* **Cordoue.** *Indépendance d'***Al-Andalus** *(Espagne musulmane).*
797 — ALPHONSE LE CHASTE, roi des Asturies, s'empare de **Lisbonne.**
801 — Les Carolingiens conquièrent **Barcelone.**
822 — *'*AB AR-RAHMĀN *II. Prospérité de l'émirat de* **Cordoue.**
842 — RAMIRE I[er] des Asturies.
850 — ORDÓNO I[er] des Asturies.
852 — *Mort de* *'*ABD AR-RAHMĀN *II.* MUHAMMAD *I[er].*
856 — ALPHONSE III des Asturies. La Catalogne se détache de l'empire carolingien.
880 — Fondation de **Burgos.** Importance constante du comté de **Castille.**
886 — *Avènement d'*AL-MUNDI *(*ALMONDIR*).*
888 — *Avènement de* *'*ABD ALLĀH.
911 — Mort d'ALPHONSE III des Asturies.
912 — *'*ABD AR-RAHMĀN III.
913 — **León,** capitale des **Asturies.**
925 — GARCIA SANCHEZ roi de **Navarre.** **Pampelune** *occupée par les Arabes.*
929 — *'*ABD AR-RAHMĀN *prend le titre de calife.*
931 — RAMIRE II DE LEÓN. Rebellion du comte de Castille.
955 — SANCHE LE GROS DE LEÓN.
961 — *Mort d* *'*ABD AR-RAHMĀN *III.* AL-HAKAM *II.*
970 — SANCHE LE GRAND, roi de **Navarre.**
976 — HIŠĀM *II. Le hachib* AL-MANSŪR *(*ALMANZOR*) détruit* **León.**
982 — BERMUDE II de León.
987 — AL-MANSŪR *à* **St-Jacques de Compostelle.**
1002 — Victoire chrétienne de **Calatanasa.** *Mort d'*AL-MANSŪR.
1003 — *Mort d'*HIŠĀM *III. Déclin du califat.*
1018 — BÉRANGER-RAYMOND, comte de **Barcelone.**
1031 — *Fin du califat de* **Cordoue.**
1032 — SANCHE LE GRAND introduit les clunisiens dans le royaume de **Navarre.** *Formation des royaumes de* **Tā' Ifa.**
1035 — Mort de SANCHE DE NAVARRE. Partage du royaume : à GARCIA, la **Navarre** ; à RAMIRE l'**Aragon** ; à FERDINAND, la **Castille.**
1041 — AL-MU' TAMID *I[er], roi de* **Séville.**
1061 — AL-MU' TAMID *II.*
1063 — SANCHE-RAMIRE, roi d'**Aragon.**
1065 — ALPHONSE VI DE CASTILLE réunifit le **León** et la **Castille** en 1072.
1085 — Prise de **Tolède.**
1094 — PIERRE I[er] D'ARAGON. Le CID s'empare de **Valence.**
1096 — RAYMOND BÉRANGER III, comte de **Barcelone.**
1099 — Mort du CID.
1100 — *Domination almoravide.*
1104 — ALPHONSE I[er] D'ARAGON. Reconquête de la moyenne vallée de l'**Ebre.**
1118 — **Saragosse,** prise aux Arabes, capitale de l'**Aragon.** *Désagrégation de l'empire almoravide d'Espagne.*
1126 — ALPHONSE VII, roi de **Castille.**
1134 — Défaite de **Fraga** et mort d'ALPHONSE I[er] D'ARAGON.
1135 — ALPHONSE VII, « empereur » à **Burgos** (seule la **Catalogne** est insoumise).
1139 — ALPHONSE-HENRI, roi de **Portugal.**
1146 — **Almeria,** conquise par les Aragonais et Castillans. *Début de la conquête almohade.*
1150 — SANCHE VI, roi de **Navarre.**
1151 — Traité de **Tudelen** : répartition des territoires à conquérir entre Castille et Aragon.
1157 — Mort d'ALPHONSE VII DE CASTILLE. Avènement d'ALPHONSE VIII en 1158. Restauration au **León** : FERDINAND II. *Les Almohades reprennent* **Almeria.**
1162 — ALPHONSE II, roi d'**Aragon** et de **Catalogne.**
1178 — Mort d'ALPHONSE-HENRI DE PORTUGAL.
1185 — SANCHE I[er] DE PORTUGAL.
1194 — SANCHE VII DE NAVARRE.
1196 — PIERRE II D'ARAGON-CATALOGNE.
1211 — ALPHONSE II DE PORTUGAL.
1212 — *Les Arabes vaincus à* **Las Navas de Tolosa.**

1213 — Bataille de **Muret**. Mort de PIERRE II D'ARAGON-CATALOGNE.
1215 — Création de l'université de **Salamanque**.
1223 — SANCHE II DE PORTUGAL.
1229 — Prise de **Majorque**.
1230 — FERDINAND III réunit le **León** et la **Castille**.
1232 — Conquête des **Baléares** par JAIME I[er] D'ARAGON.
1234 — La **Navarre** passe par héritage à THIBAUT DE CHAMPAGNE.
1236 — Prise de **Cordoue** par FERDINAND III.
1248 — ALPHONSE III, roi de **Portugal**. Fin de la Reconquête portugaise. Prise de **Séville**.
1252 — Mort de FERDINAND III. Avènement d'ALPHONSE X LE SAGE DE CASTILLE.
L'Espagne musulmane réduite au royaume de Grenade.
1257 — ALPHONSE X LE SAGE DE CASTILLE est élu empereur d'Allemagne, mais le pape refuse d'entériner son élection.
1262 — Prise de **Cadix**. Fin de la grande période de la Reconquête.

L'Espagne du XIII[e] siècle à la guerre civile.

1282 — Les *Cortès* de Valladolid déposent ALPHONSE DE CASTILLE.
1284 — Mort d'ALPHONSE X, SANCHE IV, roi de **Castille.**
1285 — Mort de PIERRE III D'ARAGON. ALPHONSE III.
1291 — JAIME II D'ARAGON.
1295 — FERDINAND IV DE CASTILLE. Expansion aragonaise en Méditerranée (Corse, Sardaigne).
1309 — **Gibraltar** aux Castillans.
1312 — ALPHONSE XI DE CASTILLE.
1324 — Début de la construction de l'Alhambra de **Grenade.**
1327 — ALPHONSE VII D'ARAGON.
1335 — PIERRE IV D'ARAGON. **Majorque** revient à la Couronne.
1350 — PIERRE LE CRUEL, roi de **Castille.**
La Navarre reprend son indépendance (CHARLES LE MAUVAIS).
1365 — Les « Blanches Compagnies » de DU GUESCLIN au service d'HENRI DE TRASTAMARE contre son frère PIERRE LE CRUEL, roi de **Castille.**
1367 — Victoire de PIERRE LE CRUEL, roi de **Castille** à **Navarete.**
1369 — Victoire d'HENRI DE TRASTAMARE à **Montiel**. Mort de PIERRE LE CRUEL. HENRI II monte sur le trône de **Castille.**
1379 — JEAN I[er] DE CASTILLE.
1387 — JEAN I[er], roi d'**Aragon.**
1388 — CHARLES LE NOBLE, roi de **Navarre.**
1390 — HENRI III DE CASTILLE.
1395 — MARTIN I[er] D'ARAGON.
1406 — JEAN II DE CASTILLE.
1412 — FERDINAND DE ANTEQUERA, roi d'**Aragon.**
1416 — ALPHONSE V, roi d'**Aragon.**
1443 — ALPHONSE V D'ARAGON, roi de **Naples.**
1454 — Mort de JEAN II DE CASTILLE. Avènement de HENRI IV L'IMPUISSANT.
1458 — Mort d'ALPHONSE V D'ARAGON. JEAN II, roi d'**Aragon** et de **Navarre.**
1462 — Les *Cortès* déposent JEAN II D'ARAGON. Prise de **Gibraltar** par les Castillans.
1466 — Déposition d'HENRI IV DE CASTILLE. ISABELLE reconnue comme héritière.
1469 — Mariage d'ISABELLE avec FERDINAND D'ARAGON.
1472 — Réconciliation de JEAN II D'ARAGON et des Catalans.
1474 — Mort d'HENRI IV DE CASTILLE.
1479 — Mort de JEAN II D'ARAGON. FERDINAND II D'ARAGON, époux d'ISABELLE DE CASTILLE, devient roi. Union des deux Couronnes.
1492 — Capitulation du royaume musulman de **Grenade.** Fin de la puissance arabe en Espagne.
1494 — Traité de **Tordesillas** avec le Portugal en vue du partage du Nouveau-Monde.
1499-1500 — Début de la conversion forcée des Maures et rébellion de ces derniers.
1503 — Rupture avec la France.
1504 — Installation des Aragonais dans le royaume de **Naples.**
1509 — Occupation d'**Oran.**
1511-1513 — Sainte-Ligue contre le roi de France LOUIS XII.
1516 — Avènement de CHARLES QUINT.
1519 — CHARLES QUINT empereur. HERNANDO CORTÈS au **Mexique.**
1519-1521 — Révolte des *comuneros* contre CHARLES QUINT.
1520 — Junte d'**Avila.** Alliance avec HENRI VIII D'ANGLETERRE.
1524 — Expédition de PIZARRO chez les Incas.
1525 — Victoire de **Pavie.**
1529 — Paix de **Cambrai.**
1535-1538 — Guerre avec la France. Sainte-Ligue contre les Turcs.
1542-1544 — Guerre contre la France. Traité de **Crépy.**
1545 — Exploitation des mines d'argent du Potosi.
1547 — Rupture avec le pape.
1554 — Mariage de PHILIPPE et de MARIE TUDOR.
1556 — CHARLES QUINT abdique. PHILIPPE II.
1557 — Victoire de **St-Quentin** sur HENRI II.
1558 — Mort de CHARLES QUINT.
1559 — Traité de **Cateau-Cambrésis** : domination espagnole en Italie.
1566 — Révolte des Gueux aux Pays-Bas.
1568-1570 — Révolte des Morisques.
1571 — Victoire de **Lepante** sur les Turcs.
1580 — Conquête du **Portugal** par le DUC D'ALBE.
1581 — PHILIPPE II déchu par les États de La Haye.
1588 — Désastre de l'*Invincible Armada.*
1591 — Révolte de l'**Aragon.**
1598 — Traité de **Vervins** avec la France. Avènement de PHILIPPE III.
1609 — Trêve avec les Provinces-Unies.
1609-1614 — Expulsion des morisques.
1611 — Alliance avec l'Autriche.
1621 — PHILIPPE IV.
1625-1630 — Guerre avec l'Angleterre.
1635 — Guerre contre la France.
1640 — Révolte de la **Catalogne** et du **Portugal** qui reprend son indépendance.
1642 — Perte du **Roussillon.**
1643 — Défaite de **Rocroi.**
1648 — Traités de **Westphalie** : l'Espagne perd les **Pays-Bas.**
1658 — Défaite des **Dunes.**
1659 — Paix des **Pyrénées,** consacrant la perte du Roussillon et de l'Artois.
1665 — Avènement de CHARLES II.
1668 — Traité d'**Aix-la-Chapelle** (une partie de la **Flandre** à la France).
1674 — Guerre contre la France.
1678 — Paix de **Nimègue** : LOUIS XIV prend une partie de la **Franche-Comté.**
1689 — Entrée dans la Ligue d'Augsbourg.
1697 — Traité de **Ryswick** : perte de **Mons** et de **Charleroi.**
1700 — Avènement des Bourbons : PHILIPPE V.
1702 — Alliance avec la France. Guerre de Succession d'Espagne.
1704 — **Gibraltar** est annexé par les Anglais.
1705 — L'archiduc CHARLES se fait proclamer roi d'Espagne.
1713 — Traité d'**Utrecht** (perte de **Minorque,** de la **Sicile,** de la **Sardaigne,** de la **Belgique,** du **Luxembourg** et de **Milan**).
1714 — Traité de **Rastatt** : la Belgique à l'empereur.
1715 — Traité de **Madrid** avec le Portugal.
1716 — Ministère ALBERONI.
1717 — Conquête de la **Sardaigne.**
1720 — PHILIPPE V prend part à la Quadruple Alliance.
1727-1729 — Conflit avec l'Angleterre.
1746 — Avènement de FERDINAND VI.
1748 — Traité d'**Aix-la-Chapelle.**
1759 — Avènement de CHARLES III, « despote éclairé ».
1762 — Guerre contre l'Angleterre (guerre de Sept Ans).
1763 — Traité de **Paris** : perte de la **Floride.**
1765-1773 — Ministère ARANDA.
1767 — Expulsion des jésuites.
1788 — Avènement de CHARLES IV. Ministère GODOY.
1793 — Pacte avec le Portugal contre la France (première coalition).
1795 — Traité de **Bâle** (cession à la France d'une partie de **St Domingue**).
1796 — Guerre contre l'Angleterre.
1807 — L'armée française occupe l'Espagne.
1808 — JOSEPH, frère de NAPOLÉON, roi d'Espagne. Révolte. Campagne napoléonienne.
1809 — Prise de **Saragosse.**
1809-1813 — Campagnes de WELLINGTON.
1810 — Insurrection dans les colonies.
1811 — Les guerres d'indépendance en Amérique latine commencent.
1813-11 déc. : traité de **Valençay.**
1814 — FERDINAND XIII retrouve son trône.
1820 — Révolte de RIEGO à **Cadix.** Le roi doit accepter une constitution libérale.
1822 — FERDINAND VII prisonnier.
1823 — Intervention française : **Trocadéro.** Le roi est rétabli dans tous ses pouvoirs.
1833 — Avènement d'ISABELLE II. Révolte carliste.
1839 — Fin de la guerre carliste.
1841-1843 — Régence d'ESPARTERO.
1843-1847 — Régence de NARVAEZ. ESPARTERO est rappelé.
1856-1857 — NARVAEZ de nouveau au pouvoir.
1866-1870 — Dictature de PRIM. Conflit avec le **Chili** (la reine destituée en 1868). Régence de SERRANO.
1870 — Le duc d'Aoste devient roi d'Espagne.
1872 — Reprise des guerres carlistes.
1873 — Le duc d'Aoste abdique. La république est proclamée.
1874 — Restauration de la monarchie. ALPHONSE XII.
1885 — Régence de MARIE-CHRISTINE, mère d'ALPHONSE XIII.
1887 — Accords méditerranéens avec l'Angleterre et l'Autriche.
1898 — Guerre avec l'Amérique. Traité de **Paris** : perte de **Cuba,** de **Porto Rico** et des **Philippines.** Complots. Grèves. Domination de l'armée.
1902 — Règne personnel d'ALPHONSE XIII.
1904 — Accords franco-espagnols sur le **Maroc.**
1909 — Émeutes à **Barcelone.**
1921 — ABD EL-KRIM dans le **Rif.**
1923 — Coup d'État de PRIMO DE RIVERA.
1930 — ALPHONSE XIII renvoie PRIMO DE RIVERA.
1931 — Exil d'ALPHONSE XIII après des élections républicaines. Présidence de ZAMORA.
1932 — Dissolution de l'ordre des jésuites.
1933 — Élections modérées.
1936 — Le Front populaire. FRANCO au Maroc. ZAMORA destitué. Début de la guerre civile (17 juill.).

LA GUERRE D'ESPAGNE.

1931 — ALPHONSE XIII quitte l'Espagne. La république est proclamée à **Madrid** le 14 avril. ZAMORA chef d'un gouvernement provisoire. Émeutes contre l'Église.
Oct. 1931 — AZAÑA chef du gouvernement.
Déc. 1931 — Promulgation de la constitution (suffrage universel pour les deux sexes). *Veto* législatif du chef de l'État. Séparation de l'Église et de l'État. ALCALA élu président de la République.
Août 1932 — 10 : le coup d'État militaire de SANJURJO-SACANELL à **Séville** est réprimé.
Sept. 1932 — Vote de la réforme agraire.
Nov. 1933 — Succès de la droite aux élections.
Oct. 1934 - La droite entre au gouvernement. Tentative de révolution autonomiste catalane de COMPANYS JOVER.
1935 — Formation du *Frente Popular.*
Fév. 1936 — Succès de la gauche unie *(Frente Popular)* aux élections. La droite abandonne le pouvoir.
Mai 1936 — AZAÑA, président de la République. Entrée en scène de l'opposition hors parlement de SANJURJO-SACANELL et de CALVO SOTELO avec : — la Phalange de JOSE ANTONIO PRIMO DE RIVERA — les carlistes du général MOLA — les royalistes.
Juill. 1936 — Assassinat de CALVO SOTELO par la police le 12 juillet. Soulèvement de l'armée au **Maroc** le 17 juillet. Le général GODED rejoint **Madrid.** Soulèvement de FRANCO au **Maroc.** Mort de SANJURJO-SACANELL. Le général FRANCO prend la tête du soulèvement.
Août 1936 — Les insurgés réalisent, grâce à la colonne marocaine de YAGUÉ, la jonction entre la **Navarre** et la **Castille.** Prise de **Badajoz.**
Sept. 1936 — Prise d'**Irun** et de **Saint-Sébastien** par MOLA. YAGUÉ délivre l'**Alcazar** de Tolède et entreprend l'investissement de **Madrid.**
Oct. 1936 — Ministère LARGO CABALLERO.
La junte de **Burgos** cède sa place à FRANCO et sa « junte technique ».
Nov. 1936 — Échec de YAGUÉ devant **Madrid** qui a bénéficié de l'aide des « Brigades internationales ».
Mars 1937 — Échec de FRANCO à **Guadalajara.**
Mai 1937 — Bombardement d'**Almeria** par les Allemands.
Déc. 1937 — 15 : Prise de **Teruel** par les républicains.
Avr. 1938 — FRANCO atteint l'**Ebre.**
Mai-juin 1938 — NEGRIN LOPEZ forme un gouvernement modéré. Progression des franquistes sur **Valence.**
Juill. 1938 — 24 : offensive républicaine sur l'**Ebre.**
Déc. 1938 — Offensive suprême des franquistes.
Janv. 1939 — Chute de la **Catalogne.** Prise de **Barcelone** (25 janv.).
Mars 1939 — 28 : occupation de Madrid après une violente opposition communiste.
29 : occupation de **Valence** et de toute l'Espagne. Fin de la guerre.

LE PORTUGAL JUSQU'À SALAZAR.

1279 — DENIS I[er], roi de Portugal : l'économie portugaise se développe.
1290 — Création de l'université de **Coïmbra.**
1325 — ALPHONSE IV.
1357 — PIERRE I[er].
1367 — FERDINAND I[er].
1385 — JEAN DE AVIS, roi de Portugal. Alliance avec l'Angleterre.
1394-1460 — Vie d'HENRI LE NAVIGATEUR, qui explorera les côtes d'Afrique.
1418-1419 — **Madère** occupée par les Portugais et colonisation en 1445.
1432 — Découverte et occupation des **Açores.**
1433 — ÉDOUARD I[er].
1443 — Le **Sénégal** occupé par les Portugais.
1471 — Les Portugais s'emparent de **Tanger.**
1494 — Traité de **Tordesillas** avec l'Espagne pour le partage du Nouveau-Monde.
1497 — VASCO DE GAMA double le cap de **Bonne-Espérance.**
1500 — CABRAL au **Brésil.**
1511 — Les Portugais à **Malacca.**
1514 — Les Portugais en **Chine.**
1520 — Ambassade à **Pékin.**
1542 — Expédition au **Japon.**
1557 — Mort de JEAN III. Règne de SÉBASTIEN. Fondation de **Macao.**
1560 — Inquisition à **Goa.**
1578 — Mort de SÉBASTIEN.
1580 — PHILIPPE II, roi d'Espagne et de Portugal.
1640 — Le Portugal indépendant. Réoccupation du **Brésil.**
1641 — Avènement de JEAN IV qui envahit la **Galice.**
1642 — Alliance avec l'Angleterre.
1656 — Avènement d'ALPHONSE VI.
1668 — Régence de PIERRE. Paix hispano-portugaise.
1683 — Avènement de PIERRE II.
1706 — Avènement de JEAN V.
1713 — Paix avec la France.
1750-1777 — SEBASTIÃO JOSÉ DE CARVALHO, marquis de Pombal, Premier ministre.
1755 — Tremblement de terre de Lisbonne (novembre).
1759 — Expulsion des jésuites.
1760 — Avènement de JOSÉ I[er].
1777 — Début du règne de DOÑA MARIA.
1786 — MARIE I[re] est folle. Le pouvoir est à son fils le futur JEAN VI.
1797 — Traité avec la France (contre l'Angleterre).
1807 — Prise de **Lisbonne** par JUNOT.
1808 — **Débarquement** de WELLESLEY : JUNOT capitule.
1811 — Échec de MASSÉNA à **Torres Vedras.**
1816 — Avènement de JEAN VI.
1822 — Indépendance du Brésil.
1824 — DOM MIGUEL prend **Lisbonne.**
1826-1834 — MARIE II de GLORIA, reine.
1828 — Règne de MIGUEL.
1834 — Capitulation de DOM MIGUEL. Quadruple Alliance : Portugal, Espagne, France, Angleterre.
1846 — Révolte de **Porto.**
1853 — DOM PEDRO VI.
1861 — LOUIS I[er].
1889 — Avènement de CHARLES I[er].
1908 — Assassinat de CHARLES I[er]. Avènement de MANUEL II.
1910 — Proclamation de la république.
1913 — Accord anglo-allemand sur les colonies portugaises.
1932 — SALAZAR, président du Conseil et ministre des finances dès 1928.
1968 — CAETANO, président du Conseil.

LA RUSSIE ET L'URSS

LA RUSSIE.

* : fils du précédent.

v. 862 — Le Danois RJURIK premier prince kievien.
862-1169 — La *Période kievienne :* les personnages cités ci-après sont les grands-princes de **Kiev.**
882-912 — Règne d'OLEG (parent de RJURIK?), qui impose sa suzeraineté aux autres « États » slaves ; **Kiev** sert désormais de relais entre la **Scandinavie** et **Byzance.**
912-945 — Règne d'IGOR' (neveu du précédent) ; tentative de conquête de **Byzance.**
945-964 — OLGA, veuve d'IGOR', régente de la principauté de **Kiev** pendant la minorité de son fils SVJATOSLAV (sainte-Olga pour l'Église russe).
964-972 — Règne de *SVJATOSLAV I[er] ; il ruine l'État khazar et dévaste la **Bulgarie.**
972-980 — Règne de JAROPOLK I[er].
980-1015 — Règne de VLADIMIR LE SAINT (frère du précédent). Il se convertit au christianisme (987 ou 989) pour pouvoir épouser une princesse byzantine et favorise le développement de l'Église russe (les prêtres bulgares introduisent la liturgie slavonne ; les missionnaires grecs développent la culture et l'éducation). Lutte contre les Petchenègues. VLADIMIR LE SAINT est le véritable créateur de l'État russe.
1015-1017 — *SVJATOPOLK.
1017-1054 — Règne de JAROSLAV VLADIMIROVIČ LE SAGE, fils de VLADIMIR LE SAINT. C'est sous son règne qu'est rédigé le premier code russe, *Russkja Pravda ;* construction de *Sainte-Sophie* de **Kiev** (1051) ; établissement d'un règlement successoral complexe, qui provoquera le morcellement et la désagrégation de la Russie kievienne.
1073-1076 — *SVJATOSLAV II.
1075-1093 — *VSEVOLOD I[er].
1093-1113 — SVJATOPOLK II.
1113-1125 — VLADIMIR II VSEVOLODOVIČ MONOMAQUE : à l'extérieur il a guerroyé jusqu'en Bohême et en Hongrie ; à l'intérieur, il a fait œuvre de pacificateur et de législateur.

1125-1132 — Règne de *Mstislav le Grand ; privilèges administratifs accordés à Novgorod.
1132-1139 — Règne de Jaropolk II (fils cadet de Vladimir Monomaque), doit lutter contre ses neveux de Novgorod et ne peut régner sur toute la Russie kievienne. Début de la décadence de la grande-principauté.
1139-1146 — Vsevolod II.
1154-1157 — Juri Ier (Georges Ier) Dolgoruki ; avant d'être grand-prince de **Kiev**, il fut prince de **Rostov-Suzdal'**, créa la forteresse de **Moscou** et fit de la **Sousdalie** l'État russe le plus puissant (1150).
1169 — Pillage de **Kiev** par Andrej Bogolinbski (13e descendant de Jaroslav le Sage). Invasions tatares. **Kiev** cesse d'être le plus grand État russe.
1203 — **Kiev** envahie et saccagée par les Coumans (en russe : Polovcy), peuple turc de la Russie méridionale, qui vont, par la suite, tenter de se fondre avec les Kieviens. L'arrivée des Mongols remettra en question cette alliance.
1222-1223 — Gengis Khan envahit le pays des Coumans.
1237-1240 — Les Coumans, battus par Batu Khan (petit-fils de Gengis Khan, fondateur de la *Horde d'Or*), émigrent en **Hongrie**.
1240 — Alexandre Nevskij victorieux des Suédois à la bataille de la **Néva** : prise de **Kiev** par les Tatars (Mongols de la Horde d'Or + tribus turques « mongolisées »). Fin de la Russie kievienne.
1242 — Alexandre Nevskij bat les Chevaliers Porte-Glaive (ordre germanique, créé en 1197 à Brême et qui fusionne avec les Chevaliers Teutoniques en 1237).
1252 — Alexandre Nevskij grand-duc de **Vladimir-Suzdal** ; il entreprend l'unification de la Russie, sous la tutelle mongole.
1260 — Création de la principauté de **Moscou** par Alexandre Nevskij.
1263 — Mort d'Alexandre Nevskij.
1263-1303 — Règne de *Daniel.
1303-1325 — Juri Ier.
1325-1340 — Ivan Ier Kalita premier « grand-prince » de **Moscou** (titre qui appartenait auparavant au chef de l'État kievien) et « de toutes les Russies » (le titre a été acheté aux Tatars).
XIIIe-XIVe siècle — Rivalité entre le grand-prince de **Moscou** et le grand-duc de **Lituanie** (État qui sort de l'ombre vers 1250) comme rassembleur des peuples russes face aux Tatars.
1349-1353 — Règne de Siméon le Superbe (fils d'Ivan Ier).
1353-1359 — Règne d'Ivan II le Doux, frère du précédent.
1359-1389 — *Dimitri Donskoj ; il résiste aux Tatars (1380). A partir de cette époque l'hégémonie, disputée entre Lituaniens et Moscovites, revient à **Moscou** ; en effet les premiers se tournent davantage vers la Pologne.
1389-1425 — *Vassili Ier : la **Moscovie** (orthodoxe) s'oppose aux États catholiques romains ; lutte victorieuse contre les Tatars.
1408 — Siège de **Moscou** par les Tatars.
1425-1462 — *Vassili II l'Aveugle.
1462-1505 — Règne d'*Ivan III le Grand qui annexe **Novgorod** (1478), **Tver** et **Riazan** (1485) et les autres principautés russes (**Jaroslav'** en 1463 ; **Rostov** en 1464 ; **Vjatka** en 1489). Ivan III a jeté les bases de la bureaucratie russe.
1505-1533 — Règne de *Vassili II.
1533-1584 — Règne d'Ivan IV le Terrible.
1547 — Ivan prend le titre de *tsar* (empereur) de toutes les Russies.
1552 (à partir de) — Conquête des terres de la **Volga** et du **Don**.
1556 — Prise d'**Astrakhan'** ; début de la conquête de la **Sibérie** sur les Mongols.
1558-1583 — Guerre contre la **Suède**.
1581 — Institution du servage.
1584-1598 — Règne de *Fédor Ier — Début des querelles successorales.
1598-1605 — Règne de Boris Godunov (beau-frère du précédent) ; victorieux des Suédois (1595) ; conflits avec les paysans.
1605-1606 — Règne de *Fédor II.
1606 — Vassili V Šuski.
1611 — Interrègne — Invasion suédoise.
1613-1645 — La Couronne passe à Michel III Romanov.
1645-1676 — Règne d'Alexis Ier (Aleksij).
1648 — Soulèvement populaire.
1649 — Promulgation du code définissant les devoirs des différentes classes par rapport à l'État : les *Uloženie*.
1654 — Les Cosaques alliés du tsar contre la **Pologne**.
1655 — Bataille de la **Kumara** contre les Chinois ; fin de la conquête de la Sibérie.
1658 — Révolte des Cosaques.
1667 — Trêve d'**Androsavo** avec la **Pologne** : la **Russie** garde **Kiev** et la **Russie Blanche**.
1676-1682 — Règne de *Fédor III.
1682-1689 — Régence de Sophie, demi-sœur des fils de Fédor III, Ivan et Pierre. A la mort de Fédor III, Pierre soutenu par le patriarche de **Moscou**, est éloigné du pouvoir et Ivan reçoit la Couronne sous le nom d'Ivan V.
1689 — Pierre s'empare du trône, fait enfermer Sophie dans un couvent et commence son règne ; il sera, à juste titre, surnommé « le Grand ».
1689-1725 — Règne effectif de Pierre Ier le Grand.
1695-1699 — Guerre contre les Turcs : siège d'**Azov** (1695-1696) ; traité de **Karlowitz** entre la Turquie, l'Autriche, la Pologne, la Russie et Venise : la Turquie abandonne la plupart de ses conquêtes en Europe.
1698 — Soulèvement des *Streltsy* (garde permanente, créée par Ivan IV), réprimé avec sévérité.
1700 — Traité de **Constantinople** : la Russie occupe **Azov**. Défaite de **Narva** devant Charles XII de Suède (la guerre avec la Suède durera jusqu'en 1721). Réforme de l'armée russe.
1703 — Fondation de Saint-Pétersbourg (aujourd'hui Leningrad).
1708 — Victoire de **Liesnaja** sur les Suédois.
1709 — Victoire de **Poltava** sur les Suédois.
1711 — Défaite du **Prout** devant les Turcs ; la Russie perd **Azov**. Réforme administrative.
1714 — La Russie envahit la **Finlande**.
1721 — Traité de **Nystad** avec la Suède qui abandonne la **Livonie**, l'**Estonie**, la **Carélie méridionale** et l'**Ingrie**.
1722 — Création des 14 rangs de la « noblesse de service ».
1725-1727 — Règne de Catherine Ire, épouse de Pierre le Grand.
1727-1730 — Règne de Pierre II, petit-fils de Pierre le Grand, conseillé par Menšikov et les Dolgoruki (famille princière influente).
1730-1740 — Règne d'Anna la Sanglante.
1733 — Guerre de Succession de Pologne : la Russie alliée de l'Autriche.
1740-1741 — Règne d'Ivan VI.
1741-1762 — Règne d'Élisabeth Ire, fille de Pierre le Grand. Alliance avec l'Autriche contre la Prusse (1757), prise de **Berlin** (1760).
1762 — Règne de Pierre III, qui restitue à la Prusse la **Poméranie** et la **Prusse orientale**. Pierre III a été assassiné par Orlov, amant de sa femme, la future Catherine II.
1762-1796 — Règne de Catherine II la Grande.
1764 — Alliance avec la Prusse.
1768 — Guerre contre la Turquie ; prise de **Bucarest** ; victoire navale de **Česme** (1770).
1772 — Premier partage de la **Pologne** entre la Russie, l'Autriche et la Prusse (traité de **Saint-Pétersbourg**).
1773-1774 — Révolte des Cosaques du Don et de l'Oural sous l'égide de Pugačev (Pougatchef).
1774 — Traité de **Kainarža (Kutchuk-Kaïnardji)** avec les Turcs.
1774-1787 — Potëmkin conseiller de Catherine II. Réforme administratives (décentralisation) ; charte de la noblesse (1785) et charte des villes (1785) ; réformes scolaires (1786).
1783 — Annexion de la **Crimée**.
1787 — Nouvelle guerre russo-turque.
1788-1789 : Agression suédoise (Gustave III).
1791 — Armistice de **Galati** avec la Turquie.
1793 — Deuxième partage de la **Pologne** (annexion, par la Russie de la **Podolie**, de la **Volhynie** et de la **Russie Blanche**). Première coalition contre la **France**. Fondation d'**Odessa**.
1795 — Troisième partage de la **Pologne**. Alliance avec l'Autriche et avec l'Angleterre.
1796-1801 — Règne de *Paul Ier (qui périt assassiné).
1798 — Deuxième coalition contre la **France**.
1801-1825 — Règne d'*Alexandre Ier.
1805 — Troisième coalition contre la **France** ; défaite d'**Austerlitz**.
1807 — Quatrième coalition ; défaites d'**Eylau** et de **Friedland** ; traité de **Tilsit**.
1808 — Entrevue d'**Erfut** entre Alexandre Ier et Napoléon Ier.
1809 — Annexion de la **Finlande**.
1806-1812 — Guerre russo-turque ; annexion de la **Bessarabie** (traité de **Bucarest**, 1812).
1810 — Rupture du blocus continental. Alliance avec l'Angleterre.
1812 — Campagne de Russie. Défaite de **Borodino** et de la **Moscova**, incendie de **Moscou**.
1814 — L'alliance de l'Angleterre, de la Prusse, des États allemands, de l'Autriche et de la Russie permet la victoire sur Napoléon.
1815 — **Waterloo**. Congrès de Vienne ; Alexandre se proclame roi de Pologne.
1825-1855 — Règne de Nicolas Ier, puis d'Alexandre Ier.
1826-1828 — Guerre contre la **Perse**.
1827 — Victoire de **Navarin** contre les Turcs.
1829 — Traité d'**Andrinople**.
1830-1831 — Révolte de la Pologne ; prise de **Varsovie** en 1831.
1833 — Traité d'**Unkiar-Selessi** (alliance défensive russo-turque : le Sultan s'engage à fermer les Détroits aux navires de guerre étrangers ; ce traité fut rendu inopérant par la *Convention des Détroits*, en 1841).
1854-1855 — Guerre de **Crimée**, contre une coalition Franco-britannique (défaite de **Sébastopol**).
1856 — Traité de **Paris**.
1855-1881 — Règne d'Alexandre II (fils de Nicolas Ier).
1858 — Libération des serfs du domaine royal. Traité d'**Aïgoun** : acquisition des territoires sur la rive gauche de l'Amour.
1861 — Abolition du servage.
1863 — Libéralisation de l'enseignement.
1864 — Réforme de l'appareil judiciaire (juges inamovibles, jury, débats publics, etc.).
1866 — Après l'attentat contre le tsar (Karkazov), réduction des libertés universitaires.
1867 — Vente de l'**Alaska** aux États-Unis.
1872 — Première entrevue des trois empereurs.
1874-1877 — « Croisade vers le peuple » des « jeunes révolutionnaires ».
1877-1878 — Guerre russo-turque. Traité de **San Stefano** (1878) ; annulé par le traité de **Berlin** (1878).
1881 — Assassinat d'Alexandre II à Saint-Pétersbourg.
1881-1894 — Règne d'*Alexandre III.
1883-1885 — Décrets limitant la liberté d'expression, l'autonomie des universités ; institution d'une censure sévère. Ces mesures seront suivies d'une politique de russification (la langue russe obligatoire dans les pays baltes) et de persécution contre les juifs et les confessions religieuses non orthodoxes.
1891 — Accord diplomatique et militaire avec la **France**. Construction du Transsibérien.
1892-1903 — Ministère Witte (qui succède à Vyčnegrdski).
1894-1917 — Règne de Nicolas II (fils d'Alexandre III).
1896 — Alliance avec la **Chine**, contre le **Japon**.
1902 — Révoltes paysannes. Terrorisme et répression. Entente avec la Chine sur la **Mandchourie**.
1904 — Congrès des *zemstvo* réclamant un régime constitutionnel. Influence de **Rasputin (Raspoutine)** ; guerre contre le **Japon** : défaite de la flotte russe à **Porth-Arthur**.
1905 — Traité de **Portsmouth** : la Russie évacue la Mandchourie. « Dimanche rouge » (le 22 janvier) à **Saint-Pétersbourg** ; révolte du cuirassé *Potëmkin*. Création des premiers *soviets*. Witte décide de lancer un emprunt (à la France).
1906 — Élection d'une Douma. Witte est remplacé par Stolypin (Stolypine) : dissolution de la Douma, réforme agraire.
1907 — Deuxième et troisième Douma.
1911 — Assassinat de Stolypin.
1912 — Quatrième Douma : la majorité se déplace vers la droite.
1917 — Accord avec la Chine sur la **Mongolie** extérieure.
1914 — La Russie entre dans la guerre aux côtés de la France : défaite de **Tannenberg**.
1915 — La Russie perd la **Pologne** et la **Lituanie**.
1916 — Assassinat de Rasputin.
Mars 1917 — Début de la révolution russe. Nicolas II abdique le **15 mars**. Négociations de **Brest-Litovsk** avec les Empires centraux.
1918 — Exécution du tsar et de sa famille à Iekaterinoslav.

L'URSS.

La révolution russe.

Les dates **en gras** sont celles du calendrier grégorien, entré en vigueur en février 1918 ; on indique entre parenthèses les dates selon l'ancien style *(calendrier julien)* décalées de 13 jours : la révolution d'octobre (ancien style) a eu lieu en novembre d'après le calendrier nouveau style.

8 mars 1917 *(23 fév.)* — Grève générale à **Pétrograd**.
12 mars *(27 fév.)* — Insurrection générale. Démission des ministres. Formation d'un Comité provisoire des députés de la Douma et d'un *Soviet* (conseil) des ouvriers et des paysans.
15 mars *(2 mars)* — Formation d'un gouvernement provisoire dirigé par L'Vov (constitutionnel démocrate ou *cadet*).
15 mars *(2 mars)* — Abdication de Nicolas II.
19 mars *(6 mars)* — Amnistie générale : retour des exilés.
11 avr. *(29 mars)* — Conférence des *soviets* de députés ouvriers et soldats.
16 avr. *(3 avr.)* — Arrivée de Lénine à **Pétrograd**. Il prend position contre le gouvernement L'Vov et proclame son programme : paix immédiate avec les empires centraux, pouvoir aux soviets, terre aux paysans, usines aux ouvriers *(Lettres d'avril)*.
13 mai *(30 avr.)* — Chute du premier gouvernement provisoire. Démission du ministre des Affaires étrangères Miljukov (*cadet* : voir p. 73) et de l'octobriste Gučkov, ministre de la Guerre.
18 mai *(5 mai)* — Formation d'un deuxième gouvernement provisoire présidé par Kerenski (coalition avec les socialistes).
16 juin *(3 juin)* — Congrès panrusse des soviets à l'origine d'une politique de communisme de guerre.
1-3 juil. — Offensive de juillet contre les Austro-hongrois et les Allemands et révolte de l'armée russe. Contre-offensive victorieuse de l'Allemagne et de l'empire austro-hongrois ; prise de la **Galicie** et d'une partie de l'**Ukraine**.
16-20 juil. — Journées de juillet. Retour des socialistes, fuite de Lénine le 21 juillet (8 juillet).
6 août *(24 juil.)* — Formation d'un troisième gouvernement provisoire par Kerenski.
Août-sept. — Lénine, en exil, écrit *L'État et la Révolution*.
7 sept. *(25 août)* — Putsch de Kornilov contre les bolcheviks. Démission du gouvernement et échec du putsch.
27 sept. *(14 sept.)* — Conférence démocratique. Création d'un soviet de cinq cents membres par les socialistes.
20 oct. *(7 oct.)* — Retour de Lénine.
Nuit du 5-6 nov. *(23-24 oct.)* — Révolution d'octobre dirigée par Lénine. Insurrection à **Pétrograd**. Fuite de Kerenski.
7 nov. *(25 oct.)* — Le IIe Congrès des soviets met fin au troisième gouvernement provisoire. Le pouvoir est confié à un Conseil des commissaires du peuple, présidé par Lénine.
8 nov. *(26 oct.)* — Prise du Palais d'Hiver.
10 nov. *(28 oct.)* — Contrôle des soviets dans tous les secteurs.
15 nov. *(2 nov.)* — Les bolcheviks prennent **Moscou** tenu par les « Blancs ».
23 nov. *(10 nov.)* — Congrès paysan.
7 déc. *(24 nov.)* — Institution de la Tcheka, avec Dzeržinskij.
15 déc. *(2 déc.)* — Armistice avec l'Allemagne.
19 janv. 1918 — Réunion de l'Assemblée constituante, dispersée le même jour.
27 janv. — Ultimatum allemand rejeté par Trotski le 10 février.
28 janv. — Création de l'Armée rouge.
10 fév. — Rupture des négociations de **Brest-Litovsk.**
18 fév. — Reprise des hostilités avec l'Allemagne.
3 mars — Paix de **Brest-Litovsk** (diktat) : la Russie doit renoncer aux régions baltes, à la Pologne et à la Finlande.
7 mars — Le VIIe Congrès du parti, qui devient le parti communiste, ratifie le traité de **Brest-Litovsk.**
12 mars — Le gouvernement, craignant une offensive allemande, s'installe à **Moscou.**
14 mars — Le IVe Congrès des soviets ratifie le traité de **Brest-Litovsk.**
5 avr. — Les Japonais occupent **Vladivostok.**
Mai — La légion tchécoslovaque, cherchant à se réfugier à **Vladivostok**, est contrainte d'entrer en guerre contre l'armée rouge.
6 juiil. — Assassinat de Mirbach, ambassadeur d'Allemagne, organisé par les socialistes révolutionnaires de gauche pour rouvrir les hostilités avec ce pays.
10 juil. — Le Ve Congrès adopte une constitution préparée par Sverdlov, Secrétaire du Comité central du Parti bolchevique et, en tant que président du comité central exécutif, chef de l'État soviétique naissant. Les Alliés interviennent dans le conflit aux côtés de l'armée blanche contre l'armée rouge. Les Anglais occupent le Turkestan. La Légion tchécoslovaque occupe **Kazan** (7 août). Occupation de **Mourmansk** et d'**Arkhangelsk**. Les Turcs entrent en **Transcaucasie**, les Allemands en **Ukraine** et en **Finlande.**
Nuit du 16 au 17 juil. — Exécution du tsar et de sa famille à Iekaterinoslav (ville dont le nom fut ultérieurement changé en Sverdlovsk, en hommage à Sverdlov).
30 août — Attentat contre Lénine par Fanny Roid-Kaplan (socialiste-révolutionnaire de droite).
Sept. — Gouvernement panrusse à **Oufa.**
Oct. — Organisation d'un gouvernement russe antibolchevique à **Omsk**, par l'amiral Kolčak. L'armée rouge reprend **Kazan** aux Tchèques.
11 nov. — L'armistice entre les Alliés et les Empires centraux, signé à Rethondes, abroge les dispositions du traité de **Brest-Litovsk.**
Déc. — Les Alliés occupent les bords de la mer Noire d'**Odessa** à **Sébastopol.**
3 janv. 1919 — Occupation de **Riga** par l'armée rouge.
Oct. — Retraite des armées de Kolčak.
8 déc. — Le Conseil suprême allié propose la ligne Curzon pour délimiter la frontière soviéto-polonaise.
7 mai 1920 — Prise de **Kiev** par les Polonais.
20 sept. — L'**Azerbaïdjan** s'unit à la RSFSR (République soviétique fédérative socialiste de Russie).
29 déc. — L'**Ukraine** s'unit à la RSFSR.
28 fév. 1921 — Révolte des marins de **Cronstadt**, réprimée le 17 mars : avertissement qui poussera Lénine à prendre des mesures libérales (NEP).
18 mars 1921 — Traité de **Riga** entre la Pologne et la Russie.
6 mai — Accords économiques germano-soviétiques.
21 mai — La **Géorgie** s'unit à la RSFSR.
2 déc. — L'**Arménie** s'unit à la RSFSR.
1er mars 1922 — La Tcheka est remplacée par la Guépéou.
Oct. — Les Japonais se retirent de **Vladivostok.**
30 déc. Naissance de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS).

Quelques dates importantes de l'histoire de l'URSS.

21 mars 1921 — Lénine inaugure la NEP : libéralisation de l'économie après le communisme de guerre.
Avril 1922 — Traité de Rapallo : l'Allemagne reconnaît l'URSS.
1923 — Crise des « ciseaux » : écarts trop grands entre les prix agricoles et les prix industriels.
21 janvier 1924 — Mort de Lénine.
1924 — Lutte d'influence entre Staline, Secrétaire général du parti depuis 1922, et Trotski.
Janvier 1925 — Trotski perd la présidence du Conseil militaire révolutionnaire.
1925 — Staline renonce à « internationaliser » la révolution soviétique ; constitution de la première « Troïka » (Trotski, Zinoviev, Kamenev), en opposition avec Staline qui finit par s'imposer.
14 nov. 1927 — Trotski exclu du Parti communiste.
1928 — Trotski est expulsé d'URSS ; les partisans de la NEP sont éloignés du pouvoir. Staline reste le seul maître de l'URSS.
1928-1932 — Premier plan quinquennal : disparition de l'économie privée ; liquidation des *koulaks* (*kulac : paysan enrichi*) ; les *sovkhozes* et les *kolkhozes ;* mais la priorité des investissements concerne l'industrie lourde.
1930 — Čičerine (Tchitcherine), qui dirigeait la diplomatie soviétique depuis 1918 et qui avait négocié les accords de Rapallo, est remplacé par Litvinov.
1933-1937 — Second plan quinquennal, avec la même orientation que le premier ; développement de la scolarisation.
Juillet 1934 — La *Guépéou* (police soviétique, aux fonctions policières et judiciaires) est supprimée et remplacée par le NKVD (Commissariat du peuple aux affaires intérieures).
18 sept. 1934 — L'URSS est admise à la SDN.
1er décembre 1934 — Kirov, collaborateur de Staline, est assassiné, dans des circonstances mal élucidées, par un jeune membre du parti, Leonid Nicolajef. Kirov était alors considéré comme le « n° 2 » du régime après Staline et l'on peut penser soit qu'il fut assassiné à la suite d'un complot visant Staline et son entourage par les « Zinoneviens », soit par les « Staliniens » eux-mêmes, Staline voyant en Kirov un dangereux rival. Quoiqu'il en soit, ce meurtre fut l'occasion, pour Staline, de déclencher une purge politique de grande envergure, qui devait se terminer par les « procès de **Moscou** », entre 1936 et 1938.
1935 — L'URSS signe des pactes d'assistance avec la **France** et avec la **Tchécoslovaquie.**
Août 1936 — Zinoniev, première grande victime des procès de **Moscou**, et Kamenev sont fusillés.
5 décembre 1936 — Constitution de l'État soviétique (qui abolit les structures locales des soviets qui avaient formé la base des gouvernements depuis 1917).
Janvier 1937 — Platakov condamné à mort.
Mars 1938 — Exécution de Boukharine, de Rykov et de Jagoda. L'épuration liée aux procès de **Moscou** a, de plus, entraîné la condamnation (à mort, ou à la prison, ou à l'exil politique) de nombreux militants et chefs politiques. D'après les antistaliniens, les purges de Staline auraient fait plusieurs milions (trois ou peut-être plus) de victimes.
1936-1939 — Guerre d'Espagne ; intervention limitée de l'URSS ;
Mai 1939 — Après les accords de **Munich** et le morcellement de la **Tchécoslovaquie,** Staline remplace Litvinov par Molotov aux Affaires étrangères.
23 août 1939 — Pacte germano-soviétique de non-agression.
Fin 1939 — Bases militaires soviétiques établies dans les États baltes ; invasion de la **Finlande**, qui avait refusé l'installation de bases soviétiques sur son territoire.
Mars 1940 — Traité de paix de **Moscou** : l'URSS occupe une partie de la **Carélie.**
Juin-août 1940 — Les États baltes deviennent des républiques soviétiques.
22 juin 1941-2 septembre 1945 — L'URSS dans la Seconde Guerre mondiale (voir les tableaux chronologiques pp. 163 et 164).
4-11 février 1945 — Conférence de **Yalta.**
Août 1945 — Accords de **Potsdam**, reconnaissant les zones d'influence soviétiques.
1946-1950 — Quatrième plan quinquennal (le troisième, 1939-1943, avait été arrêté par la guerre).
1947 — Formation du *Kominform.*
1948 — Rupture avec la **Yougoslavie ;** « coup de **Prague** » instaurant un régime communiste en **Tchécoslovaquie.**
Août 1948-mai 1949 — Blocus de **Berlin.**
5 mars 1953 — Mort de Staline.
Mars 1953-avril 1958 — Remous politiques aboutissant à la prise totale du pouvoir par N. Khrouchtchev. Voici le détail des événements :
Mars 1953 — Béria, ministre de l'Intérieur ; il sera exécuté en juillet 1953.
Mars 1953 — Malenkov président du Conseil ; le vice-président est le maréchal Boulganine.
Septembre 1953 — Khrouchtchev, Premier secrétaire du Parti (il succède à Malenkov). Création d'un groupe « anti-parti », qui comprend notamment Malenkov, Molotov et Kaganovič.
Février 1955 — Triomphe définitif de Khrouchtchev ; Malenkov devient vice-président du Conseil et cède son poste à Boulganine.
Mars 1958 — Khrouchtchev devient président du Conseil, fonction qu'il cumule avec celle de leader du Parti.
1957 — Gromyko aux Affaires étrangères (ministère occupé par Molotov de 1939 à 1949 et de 1953 à 1956).
4 oct. 1957 — Lancement du premier satellite artificiel (*Spoutnik I).*
1958-1964 — Khrouchtchev « règne » sans partage sur l'URSS. Politique de déstalinisation ; restructuration de la politique agricole ; coexistence pacifique avec les États occidentaux.
1961 — Rupture avec l'**Albanie.**
Oct.-nov. 1962 — Tension américano-soviétique à propos de **Cuba.**
Juillet 1963 — Pacte de **Moscou,** tendant à limiter les expériences nucléaires.
4 oct. 1964 — Chute de Khrouchtchev. Le pouvoir passe entre les mains de Leonid Brejnev, Alexes Kossyguine et N. Podgorny.
1967-1968 — Accroissement de l'aide militaire soviétique au **Viêtnam du Nord.**
Début 1968 — Durcissement idéologique (« affaire Soljenistsyne »).
Juin 1968 — Traité sur la non-dissémination des armes nucléaires avec les **États-Unis.**
21 août 1968 — Intervention militaire en **Tchécoslovaquie.**
Mars 1969 — Début des affrontements graves avec la **Chine,** qui, depuis la révolution culturelle de 1966, s'est détournée de l'URSS.
1970 — Campagne de réhabilitation de Staline. Durcissement idéologique (procès contre les « dissidents »). Anti-sionisme.
12 août 1970 — Traité avec la RFA.
23-29 mai 1972 — Entretiens Nixon-Brejnev ; accord sur la limitation des armements stratégiques (accords dits *« Salt 1 »*).
9 juin 1974 — Reprise des relations diplomatiques avec le **Portugal** (elles étaient interrompues depuis 1918).
24 mai 1977 — Podgorny éliminé du *Politburo ;* Brejnev devient président du Presidium du Soviet suprême (c'est-à-dire chef de l'État) et reste Premier secrétaire du Parti ; A. Kossyguine est toujours président du Conseil.
Juin 1977 — Nouvelle constitution de l'URSS (adoptée en octobre 1977).
Avril 1978 — L'URSS soutient le nouveau régime de l'**Afghanistan,** instauré après le coup d'État du 27 avril 1978.
1978-1979 — Les procès contre les dissidents s'intensifient ; les peines deviennent sévères.
18 juin 1979 — L'URSS et les États-Unis signent les accords *« Salt 2 »* sur le désarmement stratégique (l'accord limite le nombre de lanceurs d'armes nucléaires).
Décembre 1979 — Intervention militaire en **Afghanistan** où se développe une guerre civile opposant au gouvernement prosoviétique diverses forces conservatrices et religieuses. Boycottage de l'URSS réclamé par les États-Unis.
Été 1980 — Aux Jeux-Olympiques de **Moscou,** divers pays sont absents, dont, notamment, les **États-Unis,** la **RFA** et le **Japon.**
1981 — Après l'élection de R. Reagan à la présidence des États-Unis, un nouveau type de relations est envisagé entre les États-Unis et l'URSS.

LES PAYS SCANDINAVES ET LES AUTRES PAYS D'EUROPE

LES PAYS SCANDINAVES ET LA FINLANDE.

Les origines.

v. 520 — Raid danois en **Frise.**
début VIIIe siècle — Premiers établissements norvégiens dans les îles écossaises.
v. 786 — Premières invasions des Vikings en **Angleterre.**
795 — Premières invasions des Vikings en **Irlande.**
799 — Premières invasions des Vikings en **Gaule.**
804 — Premiers contacts des Danois avec les Francs.
826 — Premier empire danois en Frise (voir ci-dessous).
839 — Premiers contacts entre les Varègues et les Byzantins.
841 — Les Norvégiens en **Irlande, à Dublin.**
844 — Les Vikings à **Séville.**
851 — Les Vikings dans la vallée de la **Seine.**
859 — Premiers Vikings en **Méditerranée.**
v. 860 — Découverte de l'Islande. Les Varègues contre **Byzance.**
v. 865 — Premiers *Danezelds* en Angleterre (il s'agit d'impôts institués par les rois anglo-saxons pour payer le tribut aux envahisseurs danois).
876 — Fondation du royaume d'**York.**
878 — Paix entre Alfred le Grand, roi du **Wessex,** et les Danois.
v. 880 — Premier raid varègue en **Iran.**
v. 882 — Les Varègues à **Kiev** et à **Novgorod.**
885-886 — Siège de **Paris** par les Vikings.
911 — Fondation de la **Normandie.**
919 — Les Normands à **Nantes.**
v. 930 — Fin de la première vague d'invasions vikings.
936 — Les Danois expulsés de **Bretagne.**
943-945 — Les Francs reprennent **Rouen** aux Normands. Début de la conversion des Norvégiens en Irlande.
966 — Baptême de Harold a la dent bleue, roi du **Danemark** (voir ci-dessous).
981 — Découverte du Groënland.
996-1026 — Richard II, duc de Normandie.
v. 1000 — Conversion de l'Islande.
1066 — Conquête de l'**Angleterre** par les Normands.
1070 — Invasion du **Danelaw** par les Normands.
1074 — Dernière expédition danoise en **Angleterre.**

Le Danemark.

* : fils du précédent.

VIIIe s. — Création du premier Empire danois par Harold (dynastie des Skjoldung), détruit en 750 par des envahisseurs nordiques.
793 — Les Vikings en **Angleterre.** Pillage du monastère de Lindisfarne.
826 — Baptême de Harold Ier réfugié en France à la suite des guerres intestines entre les fils du roi du **Jutland.** Le bénédictin Anchaire évangélise la Scandinavie.
v. 960-986 — Harold II (unification du Danemark).
986-1014 — *Sven Ier. Christianisation du pays.
1013 — Unification des royaumes de **Danemark** et d'**Angleterre** après la conquête de l'**Angleterre** (1000-1013).
1016-1035 — Knut Ier Le Grand. Conquête de la **Norvège.**
1035-1042 — *Knut (Hardiknut).
1042-1047 — Magnus Ier le Bon (unité dano-norvégienne).
1047-1074 — Sven II Estridsen (organisation de l'Église et frappe de la monnaie).
1074-1080 — Harold IV.
1080-1086 — Knut II Le Saint (fils de Sven II), patron du Danemark.
1086-1095 — Olaf Ier (fils de Sven II).
1095-1103 — Érik III (fils naturel de Sven II).
1157-1182 — Valdemar Le Grand (réunification du Danemark).
1182-1202 — *Knut IV.
1202-1241 — Valdemar II (frère de Knut IV). Fin de l'hégémonie danoise.
1241-1250 — *Érik IV (tué par son frère Abel).
1250-1252 — Abel.
1252-1259 — Christophe Ier (frère d'Érik IV). Lutte contre l'Église.
1259-1286 — *Érik V. Lutte inefficace contre le clergé et les nobles.
1286-1319 — *Érik VI. Guerre contre la **Norvège** et la **Suède.** Paix en 1309.
1320-1326 — Christophe II (frère d'Érik VI).
1326-1330 — Valdemar III élu puis déposé.
1330-1332 — Christophe II. Morcellement du territoire.
1332-1340 — Démembrement du royaume.
1340-1375 — Valdemar IV Atterdag. Réunification du Danemark.
1376-1388 — Olaf II, roi de Danemark et de Norvège (petit-fils de Valdemar IV) : début de l'union avec la **Norvège** en 1380 à la mort de Haakon.
1388-1397 — Marguerite (femme de Valdemar IV).
1397 — Union de **Kalmar** : le Danemark, la Norvège et la Suède sont unis sous une même reine, Marguerite qui règne sur les trois royaumes jusqu'en 1412.
1412-1439 — Érik VII.
1440-1448 — Christophe III (neveu d'Érik III).
1448-1481 — Christian Ier, premier souverain de la maison d'Oldenburg.
1481-1513 — Hans Ier.
1513-1523 — *Christian II.
1523-1533 — Frédéric Ier.
1523 — Séparation de la **Suède.**
1527 — Rupture avec **Rome.**
1533-1559 — *Christian III. Adoption de la religion réformée.
1559-1588 — *Frédéric II. Guerre contre la Suède en 1563 ; paix de **Stettin** en 1570.
1588-1648 — *Christian IV. Guerre de Trente Ans ; paix de **Lübeck** en 1629.
1648-1670 — *Frédéric III. Guerre avec la Suède en 1657 ; paix de **Roskilde** en 1658, paix de **Copenhague** en 1660.
1660 — Hérédité de la monarchie.
1666 — Alliance avec la Hollande.
1670-1699 — *Christian V. Guerre avec la Suède en 1675 ; traité de **Lund** en 1679.
1699-1730 — *Frédéric IV. Coalition contre la Suède (1700) ; alliance avec la Hollande (1701) ; alliance avec la Russie et le Hanovre (1715). Devant la menace russe, signature d'un armistice avec la Suède (1719). Traités de **Stockholm** et de **Frederiksborg,** mettant fin aux guerres du Nord (1720).
1730-1746 — *Christian VI.
1746-1766 — *Frédéric V. Réformes intérieures, développement de l'enseignement.
1756 — Alliance dano-suédoise contre l'Angleterre.
1766-1808 — *Christian VII. Despotisme éclairé, de 1766 à 1772 sous l'influence du ministre allemand Johann Friedrich Struensee, puis de 1784 à 1797 sous l'influence des « réformateurs ».
1801 — Destruction de la flotte danoise par les Anglais.
1807 (sept.-oct.) — Bombardement de **Copenhague** par les Anglais.
1808-1839 — *Frédéric VI.
1814 — Traité de **Kiel** : cession de la **Norvège** à la **Suède.**
1839-1848 — Christian VIII, petit-fils de Frédéric V.
1848-1863 — *Frédéric VII : fin de l'absolutisme royal ; nouvelle constitution (1849). Guerre des Duchés (1848) ; traité de **Londres** (1852).
1863-1906 — Christian IX de Glücksbourg, fils de Guillaume, duc de Slesvig-Holstein, choisi comme successeur de Frédéric VII au traité de **Londres** (1852). Guerre et intervention austro-prussienne en 1864 ; perte des duchés de **Slesvig** et **Holstein.**
1906-1912 — *Frédéric VIII.
1912-1947 — Christian X, roi de Danemark et d'Islande. Neutralité pendant la Première Guerre mondiale. Le pays est envahi par les Allemands en 1940. Rupture des liens avec l'Islande en 1944.
1947 — Frédéric IX (1893-1972).
1972 — Margrethe II.

La Norvège.

*fils du précédent.

VIIe s. — Royautés locales dans les régions d'**Oslo** et de **Trondheim.**
872-933 — Harald Ier. Unification de la Norvège.
935-960 — *Haakon Ier.
961-970 — Harald II (petit-fils d'Harald Ier).
995-1000 — Olav Ier Tryggvasson (arrière-petit-fils d'Harald Ier). Christianisation du pays.
1000-1016 — Disparition de la royauté.
1016-1030 — Olav II (saint Olav ; cousin d'Olav Ier). Restauration de la royauté et instauration du christianisme.
1030-1035 — Knut Ier Le Grand, roi d'**Angleterre,** de **Danemark** et de **Norvège.**
1035-1047 — *Magnus Ier.
1047 — La Norvège séparée de l'Angleterre et du Danemark.
1047-1066 — Harald III Le Sévère. Fondation d'**Oslo.**
1066-1069 — *Magnus II partage le gouvernement avec son frère Olav Kyne.
1069-1093 — Olav III règne seul à la mort de son frère Magnus II. Organisation de l'Église.
1093-1103 — *Magnus III (Magnus Barfod). Défense de l'empire maritime norvégien.
1103-1130 — *Sigurd règne avec ses frères, Olav et Eystein.
Croisades à **Lisbonne,** en **Sicile** et à **Jérusalem.**
1130-1135 — *Magnus IV. Règne avec Harald IV.
1135-1136 — Harald IV (fils de Magnus III) règne seul à la mort de Magnus IV.
1136 — Sigurd Slenbe.
1157-1162 — Haakon II.
1164-1180 — Magnus V (neveu de Magnus IV).
1180-1199 — Sverre (bâtard prétendu de Sigurd).
1199-1204 — *Haakon III.
1217-1263 — *Haakon IV.
1263-1280 — *Magnus VI. Réformes législatives. Hérédité de la Couronne.
1280-1299 — *Érik Prestehater. Conflits avec l'Église.
1299-1319 — Haakon V (frère d'Érik Prestehater). Guerre contre la **Suède** et le **Danemark, Oslo,** capitale.
1319-1343 — Magnus VII (fils d'Érik de Suède). Union avec la **Suède** jusqu'en 1343.
1343-1380 — *Haakon VI.
1380 — *Olaf II, roi de **Danemark.**
1397 — Union avec le **Danemark** jusqu'au traité de **Kiel** (1814).

1814 — Union de la **Suède** et de la **Norvège**.
1818 — Charles XIV (Bernadotte) élu roi de Suède et de Norvège.
Union de la **Suède** et de la **Norvège** jusqu'en 1905 (cf. *chronologie* de la *Suède*).
1905 — Rupture de l'union suédo-norvégienne.
1905-1957 — Haakon VII (1872-1957).
1914-1918 — Neutralité de la Norvège.
1933 — Abandon du **Groënland** (arbitrage de **La Haye**).
1940 — Occupation allemande. Le roi se réfugie en Angleterre.
1945 — Victoire des socialistes.
1949 — Adhésion au pacte Atlantique Nord. Réorganisation à tendance libérale des institutions.
1957 — Olav V (né en 1903), épouse Martha de Suède (+ 1954), Harold, prince héritier.
1965 — Premier gouvernement libéral (non socialiste).
1965-1984 — Voir texte p. 84.

La Suède.

VIIIe s. — Union du **Svealand**, du **Götaland** et de **Götland** autour d'**Uppsala**, sanctuaire et capitale.
IXe s. — Expéditions « normandes » en Europe.
860 — Siège de **Constantinople** par les Varègues.
Vers 880 — Organisation par les Varègues des principautés de **Novgorod** et de **Kiev**.
Vers 900 — Les Varègues en **Iran** et au **Turkestan**.
1008 — Baptême du roi Olaf (994-1022).
1022-1050 — Anund. Christianisation du pays. Alliance avec Olaf II de Norvège.
1050-1060 — Edmond Le Vieux. Fin des expéditions varègues.
1060-1155 — Guerres civiles.
1155-1160 — Érik IX Le Saint. Croisade en Finlande.
1164 — Formation de l'archevêché d'**Uppsala**.
1167-1196 — Knut (fils d'Érik IX). Introduction de la culture allemande en Suède (établissements hanséatiques à **Gotland**).
1249-1266 — Birger Jarl. Conquête de la **Finlande**. Introduction de la civilisation occidentale à l'Est. Réformes législatives.
1319-1363 — Magnus VII Eriksson. Union de la Norvège et de la Suède.
1363-1389 — Albert De Mecklembourg.
1389-1396 — Marguerite, reine de Suède, de Danemark et de Norvège, fait proclamer son petit-neveu, Érik De Poméranie, seul héritier des trois royaumes.
1397 — Diète de **Kalmar**. Union des trois pays sous la couronne d'Érik De Poméranie.
1457-1481 — Christian Ier.
1521 — Soulèvement de Gustave Vasa.
1523-1560 — Gustave Vasa, roi. Indépendance de la Suède.
1527 — Triomphe de la Réforme. Réorganisation de l'État. Transfert des terres de l'Église à la Couronne.
1560-1568 — Érik XIV.
1563 — Guerre de Sept Ans contre le **Danemark** (paix de **Stettin** en 1570).
1568-1592 — Jean III (fils de Gustave Vasa).
1592 — Sigismond Vasa, roi de Suède (1592-1599) et de Pologne (1587-1632).
1595-1611 — Régence puis règne de Charles IX Vasa.
1611-1632 — Gustave II Adolphe.
1611 — Guerre suédo-danoise (traité de **Knäred** en 1613).
1617 — Interdiction du catholicisme.
1621 — Guerre contre la Pologne (trêve d'**Altmark** en 1629).
1630 — Intervention victorieuse dans la guerre de Trente Ans.
1631 — Traité de **Bärwalde** avec la France. Victoire de **Breitenfeld**.
1632 — Victoire de **Lützen** (où meurt Gustave-Adolphe).
1632-1654 — Christine De Suède.
1645 — Victoire sur le Danemark. Paix de **Bromsebrö**.
1648 — Traités de **Westphalie**.
1654 — Abdication de Christine De Suède. Charles X Gustave.
1655 — Invasion de la Pologne.
1657 — Guerre contre le Danemark.
1658 — Victoire sur le Danemark. Paix de **Roskilde**.
1660-1697 — Charles XI.
1660 — Paix d'**Oliva** (avec la Pologne) et de **Copenhague** (avec le Danemark).
1674 — Alliance avec Louis XIV contre la Pologne.
1675 — Défaite de **Fehrebellin**.
1697-1718 — Charles XII.
1700 — Victoire de **Narva** sur les Russes.
1702-1703 — Invasion de la Pologne.
1707 — Invasion de la Russie.
1709 — Défaite de **Poltava** contre les Russes.
1718-1720 — Ulrique-Éléonore.
1720 — Fin des guerres du Nord (traités de **Stockholm** et de **Nystad** en 1721).
1720-1723 — Lois constitutionnelles : fin de l'absolutisme.
1720-1751 — Frédéric Ier De Hesse-Cassel, roi de Suède.
1751-1771 — Adolphe-Frédéric.
1771-1792 — Gustave III.
1772 — Coup d'État de Gustave III contre le Parlement.
1789 — Acte d'Union et de Sécurité avec le Danemark.
1792-1809 — Gustave IV.
1804-1805 — Alliance avec l'Angleterre et la Russie.
1809 — Charles XIII. Abandon de la **Finlande** à la **Russie**.
1810 — Bernadotte, élu successeur de Charles XIII. Lutte contre Napoléon à partir de 1812.
1814 — Traité de **Kiel**. La Norvège passe du Danemark à la Suède.
1818 — Bernadotte, roi héréditaire sous le nom de Charles XIV.
1844-1859 — Oscar Ier.
1859-1872 — Charles XV.
1866 — Nouveau *Riksdag* : deux chambres élues au suffrage censitaire. Domination du parti des agriculteurs (parti Lantmanna).
1872-1907 — Oscar II.
1888 — Adoption définitive du libre-échange.
1905 — Rupture pacifique de l'union avec la Norvège.
1907-1950 — Gustave V.
1909 — Suffrage universel.
1914-1918 — Neutralité.
1918 — Institution de la journée de huit heures. Vote des femmes.
1920 — Le parti socialiste devient le plus important parti du pays et gouverne de manière ininterrompue à partir de 1932 (excepté le gouvernement de coalition de 1939 à 1945).
1940-1943 — Neutralité.
1946 — Entrée à l'ONU.
1948 — Entrée à l'OCDE.
1949 — Entrée au Conseil de l'Europe.
1950 — Gustave VI Adolphe. Politique social-démocrate (le « socialisme suédois »).
1950-1984 — Voir texte p. 85.

La Finlande.

Vers 1157 — Conquête de la Finlande sous la forme d'une croisade et installation de colons suédois sur les côtes du golfe de **Botnie**, par Érik IX, roi de Suède, et l'archevêque d'**Uppsala**.
1249 — Le roi de Suède Birger Jarl fonde une nouvelle province, le **Nyland**.
1323 — Paix de **Pähkinäsaari** : les Russes reconnaissent à la Suède la possession de la Finlande.
1353 — Le roi Magnus II élève la Finlande au rang de duché.
1527 — Gustave Vasa s'empare des biens ecclésiastiques et de la **Laponie**.
1550 — Gustave Vasa fonde **Helsinki**.
1581 — Jean II, fils de Gustave Vasa, fait de la Finlande un grand-duché.
1595 — Paix de **Täyssinä**, qui donne à la Finlande une frontière entre l'isthme de **Carélie** et l'océan Glacial.
1599 — Le grand-duché est supprimé après la mort du gouverneur Kham Fleming.
1714 — Pierre Le Grand envahit la **Finlande**.
1721 — Paix de **Nystad** : la Finlande est amputée de la **Carélie**.
1742 — Élection d'un candidat russe en Finlande : Adolphe-Frédéric De Holstein.
1743 — Paix de **Turku**.
1757 — L'administration suédoise redistribue les terres.
1788 — La guerre éclate de nouveau entre la Suède et la Russie.
1808 — Le tsar Alexandre Ier envahit la **Finlande**.
1809 — Traité de **Fredrikshamm** : le tsar Alexandre Ier annexe la **Finlande**. Il prend le titre de grand-duc de Finlande à la Diète de **Porvoo**.
1811 — La province de **Viborg** est rattachée à la Finlande.
1812 — Bernadotte rend la Finlande à la Russie.
1869 — Le tsar Alexandre II fait de la Diète un parlement qui se réunit tous les trois ans.
1898 — Nicolas II dépossède la Diète de ses droits. Il accorde des pouvoirs dictatoriaux au gouverneur général Bobrikov.
1904 — Assassinat de Bobrikov.
1906 — La Diète, à la suite des agitations de 1905, est remplacée par une Chambre élue au suffrage universel. Pour la première fois au monde, les femmes ont le droit de vote.
1907 — Mesures de « russification ». La chambre est dissoute.
1914 — Devant l'oppression russe, la résistance passive s'organise.
1917 — La révolution rend son autonomie à la Finlande.
1918 — La régence est confiée au baron Mannerheim par le gouvernement réfugié à **Vaasa**. Victoire de Mannerheim sur les Soviétiques à **Tampere**.
1919 — Proclamation de la République par la Diète. Les partis bourgeois promulguent une constitution démocratique.
1920 — Traité de **Dorpat** : les Soviétiques reconnaissent définitivement la République de Finlande, à qui ils cèdent le territoire de **Pedsamo**. La Finlande est admise à la Ligue des Nations.
1931 — Victoire des conservateurs aux élections Svinhufvud est élu à la présidence de la République. Vote de lois anticommunistes.
1932 — La Finlande signe un pacte de non-agression avec la Russie. Le progressiste Kirmüki accède au pouvoir.
1939 — Agression russe et invasion du pays. Seconde Guerre mondiale.
1946 — Paasikivi succède à Mannerheim comme président.
1947 — Traité de **Paris**. Libération de la Finlande. Échec communiste aux élections.
1948 — Traité russo-finnois d'assistance mutuelle.
1956 — Dr Urho Kekkonen, président de la République.
1962 — Réélection de Kekkonen.
1962-1984 — Voir texte p. 86.

LES PAYS-BAS ET LA BELGIQUE.

Les Pays-Bas jusqu'à la création du Benelux.

12-9 av. J.-C. — Occupation du pays jusqu'au Vieux Rhin par les Romains qui le transforment en une province impériale : la **Belgia Secunda** ou **Germanica Secunda**.
IIIe-IVe s. — Grandes invasions qui anéantissent l'œuvre romaine.
21 nov. 695 — Saint-Willibrord, premier évêque des Frisons s'installe à **Utrecht**.
814 — Les Pays-Bas attribués à Lothaire.
843 — Traité de **Verdun**, partageant les Pays-Bas entre les trois petits-fils de Charlemagne.
870 — Le traité de **Meerssen** partage les Pays-Bas entre la France occidentale et la France orientale.
1214 — Bataille de **Bouvines** entre les comtes de Flandre et le roi de France.
1302 — Défaite des chevaliers français face au comte Guy De Flandre.
1339 — Le comte Renaud II est fait duc par l'empereur Louis IV.
1345 — Marguerite, fille de Guillaume III, hérite des comtes de Hollande, Zélande et Hainaut.
1369 — Philippe Le Hardi, duc de Bourgogne épouse Marguerite, fille de Louis De Mâle, et hérite des Flandres à la mort de celui-ci (en 1384).
1382 — Victoire des comtes de Flandre et de Charles VI sur les Gantois.
1419 — Philippe Le Bon; successeur de Philippe Le Hardi, conquiert progressivement les Pays-Bas.
1428 — Traité de **Delft** : Jacqueline De Bavière cède les comtés de Hollande à Philippe Le Bon.
1435 — Traité d'**Arras** : Philippe Le Bon reçoit la **Picardie** après avoir acquis **Namur** et hérité du **Brabant** et du **Limbourg**.
1441 — Philippe Le Bon acquiert le **Luxembourg**.
1473 — Charles Le Téméraire crée à **Malines** une Chambre des Comtes unique et un Parlement.
1477 — États généraux de **Gand** : Marie, fille de Charles Le Téméraire, jure le respect des « Grands Privilèges ».
1477-1494 — Maximilien D'Autriche, époux de Marie De Bourgogne et régent des Pays-Bas à la mort de cette dernière (1482).
1487-1559 — Guillaume Le Vieux.
1494-1506 — Philippe Le Beau.
1496 — Philippe Le Beau épouse Jeanne, fille de Ferdinand D'Aragon et d'Isabelle De Castille.
Fév. 1496 — *Intercursus Magnus*, conclu avec Henri VII d'Angleterre : liberté réciproque des échanges commerciaux.
1515 — Majorité de Charles Quint, Marguerite d'Autriche, « gouvernante » des Pays-Bas.
1517 — Fondation du Collège de Louvain.
1519 — Mort de Maximilien.
1523 — Début de l'Inquisition.
1524 — Charles Quint conquiert la **Frise**.
1539 — Révolte de **Gand**.
1549 — Charles Quint sépare les Pays-Bas de l'Empire.
1555-1567 — Philippe II (1555-1598) essaie une réforme catholique aux Pays-Bas en 1559.
1559-1567 — Marguerite de Parme gouverne les Pays-Bas.
1563-1564 — Agitation contre les Espagnols.
1565 — Le Duc d'Albe aux Pays-Bas.
1567 — Suppression des privilèges urbains.
1568 — Début de la « guerre de 80 ans » ou « Révolte » : victoire de Louis De Nassau sur les Espagnols à **Heiligerlee**.
1572 — Révolte des « Gueux » qui s'emparent de **Brielle**. Soulèvement de la **Hollande** et de la **Zélande**.
1573 — Échec du Duc d'Albe à **Alkmaar**, Don Luis De Requesens lui succède.
8 nov. 1576 — Pacification de **Gand**; expulsion des troupes espagnoles; retour à la tolérance religieuse.
1576 — Fédération des États de **Hollande** et de **Zélande**.
1576 — Don Juan d'Autriche, frère de Philippe II, gouverneur.
12 fév. 1577 — Édit perpétuel.
Juill. 1577 — Destitution de Don Juan par Guillaume d'Orange. Il est remplacé par l'archiduc Mathias.
1578 — Alexandre Farnèse, gouverneur des Pays-Bas.
6 janv. 1579 — Union d'**Arras** : l'**Artois** et le **Hainaut** se mettent sous la tutelle de **Philippe** II. Formation des Provinces-Unies dans le **Nord**.
23 janv. 1579 — Accords d'**Utrecht**.
1581 — Déchéance de Philippe II.
10 juill. 1584 — Assassinat de Guillaume d'Orange. Peu après, naissance de la République des Provinces-Unies.
1596 — Alliance de Maurice De Nassau avec Henri IV et Élisabeth d'Angleterre contre l'Espagne.
1598 — Paix de **Vervins**.
1602 — Oldenbarnevelt fonde la Compagnie des Indes orientales.
1609 — Trêve de douze ans avec l'Espagne.
1618 — Début de la guerre de Trente Ans. Synode de **Dordrecht**.
1619 — Exécution d'Oldenbarnevelt et victoire des contre-remontants en religion.
1621 — Fondation de la Compagnie des Indes occidentales par Usselincx. Reprise des combats contre l'Espagne.
1639 — L'amiral Tromp écrase la flotte espagnole à la bataille des **Dunes**.
1648 — Traité de **Münster** : reconnaissance de l'indépendance des Provinces-Unies.
1651 — Acte de Navigation de la République anglaise (Commonwealth) contre les commerçants hollandais.
18 janv. 1651 — Assemblée générale des États de toutes les provinces.
1651-1672 — Première période sans stadholder.
1652-1654 — Première guerre contre l'Angleterre.
1653 — Jean De Witt, grand-pensionnaire de Hollande.
1665-1667 — Nouvelle guerre anglo-hollandaise.
1667 — Guerre de Dévolution : Louis XIV envahit les Pays-Bas.
Avr. 1672 — Guerre contre les Français et les Anglais.
20 août 1672 — Assassinat des frères De Witt.
1672 — Alliance avec l'Espagne.
Fév. 1674 — Paix séparée de **Westminster** avec l'Angleterre.
1677 — Mariage de Guillaume d'Orange avec Marie, fille du duc d'York.
Août 1678 — Paix de **Nimègue**.
1688 — Guillaume d'Orange accepte la trêve d'Angleterre.
1693 — Défaite de **Neerwinden**.
1697 — Traité de **Ryswick**.
1701 — Grande-Alliance de **La Haye** contre la France.
1702 — Mort de Guillaume III et abolition du stathoudérat.
1713 — Traité d'**Utrecht**.
1717 — Alliance de La Haye : **Pays-Bas, France, Angleterre**.
1718 — Quadruple Alliance contre l'Espagne.
1747 — Prise de **Bergen-op-Zoom** par les Français. Rétablissement du stathoudérat : Guillaume IV.
1748 — Traité d'**Aix-la-Chapelle**.
1751 — Guillaume V succède à son père.
1780 — L'Angleterre déclare la guerre à la Hollande qui soutient les États-Unis.
1784 — Traité de **Paris**.
1784-1786 — Révolution contre Guillaume V.
1786 — Expulsion du « Parti des patriotes » par l'armée prussienne.
1795 — Traité de **La Haye**. Institution de la République batave.
1803 — Le Brabant hollandais est occupé par la France.
1806 — Création du royaume de Hollande en faveur de Louis Bonaparte.
1810 — La Hollande est intégrée dans l'empire de Napoléon.
30 nov. 1813 — Coup d'État de Hogendorp contre les Français : retour du stadholder Guillaume.
16 mars 1815 — Guillaume Ier (ex Guillaume VI), roi des Pays-Bas.
25 août 1830 — Révolution belge.
4 oct. 1830 — Indépendance de la Belgique.
Oct. 1840 — Guillaume II succède à son père après l'abdication de celui-ci.
Nov. 1848 — Pays-Bas, monarchie constitutionnelle : constitution de Thorbecke.
1849 — Guillaume III.
1849-1853 — Ministère Thorbecke.
1853 — Réorganisation de la hiérarchie catholique; départ de Thorbecke, auquel succède Van Hall.
1862 — Retour de Thorbecke. Il entreprend le **Noordger Kanaal** et le **Nieuwe Waterweg**.

1886 — Chute de Thorbecke (conflit sur les colonies).
1887 — Réformes électorales (démocratisation).
1890 — Wilhelmine, reine de Hollande à la mort de Guillaume III.
1901 — Kuyper, Premier ministre.
1903 — Grève générale des cheminots.
1913 — Kuyper, renversé par les libéraux et les socialistes.
1913-1918 — Ministère Cort van der Linden, constitué par la reine Wilhelmine.
1914 — Première Guerre mondiale : neutralité hollandaise.
1917 — Suffrage universel.
1918 — Suffrage féminin et égalité entre enseignement d'État et enseignement privé. Difficultés intérieures : gouvernement catholique dirigé par Ruys de Beerenbrouck.
1926-1929 — Dirk Jan de Geer dirige un gouvernement extra-parlementaire.
1929-1933 — Ruys de Beerenbrouck, président du Conseil.
1930-1939 — Crise économique.
1933 — Mutinerie de l'équipage du De Zeven Provincien.
1933 — Colijn, président du Conseil et chef du groupe antirévolutionnaire, forme un cabinet de coalition nationale.
10 mai 1940 — Invasion de la Hollande par les troupes allemandes.
14 mai 1940 — Bombardement de **Rotterdam**.
15 mai 1940 Capitulation.
1944 — Formation du Benelux.
4 sept. 1948 — Abdication de Wilhelmine en faveur de Juliana.
1949 — Indépendance de l'**Indonésie**.
Déc. 1954 — **Surinam** et les **Antilles** s'intègrent au royaume des Pays-Bas.
25 mars 1957 — Avec cinq autres pays, fondation du Marché commun.
1958 — D'union douanière, le Benelux devient union économique.

La Belgique.

21 juill. 1814 — Les Alliés décident de créer un royaume réunissant la Hollande et la Belgique, avec Guillaume Ier d'Orange-Nassau pour souverain. Vive opposition à l'intérieur de l'État entre les Belges et les Hollandais.
25 août 1830 — Révolution belge.
4 oct. 1830 — Un gouvernement provisoire proclame l'indépendance de la Belgique.
20 déc. 1830 — A la conférence de **Londres**, les grandes puissances reconnaissent la séparation de la Hollande et de la Belgique.
20 janv. 1831 — Elles décident la neutralité de la Belgique.
7 fév. 1831 — Vote d'une constitution.
4 juin 1831 — Le Congrès national donne la couronne à Léopold De Saxe-Cobourg-Gotha.
21 juill. 1831-1865 — Règne de Léopold Ier.
Déc. 1832 — Les Français prennent **Anvers** qui était resté hollandais.
19 avr. 1839 — Traité entre la Belgique et la Hollande.
1847 — Majorité libérale aux élections.
1856 — Institution d'une Commission des griefs flamands.
1865-1909 — Règne de Léopold II.
1885 — Fondation du *parti ouvrier belge.*
15 nov. 1908 — Le Congo devient colonie belge après avoir été de 1895 à 1908, propriété personnelle de Léopold II, sous le nom de Royaume indépendant du Congo.
1909-1934 — Règne d'Albert Ier.
1912 — Loi instituant le service militaire obligatoire.
4 août 1914 — Les troupes allemandes envahissent la Belgique.
— Première Guerre mondiale, voir p. 102.
6 nov. 1919 — Assemblée constituante qui établit le suffrage unirsel.
7 sept. 1920 — Abandon de la neutralité par accords militaires avec la France.
1934-1951 — Règne de Léopold III.
14 oct. 1936 — La Belgique revient à la neutralité.
10 mai 1940 Les troupes allemandes envahissent la Belgique.
28 mai 1940 — Capitulation de la Belgique.
7 juin 1944 — Le roi est déporté en Allemagne.
20 sept. 1944 — Le prince Charles est élu régent.
19 juill. 1945 — Le Parlement décide de prolonger la régence.
1947 — Benelux.
4 avr. 1949 — La Belgique entre à l'OTAN.
12 mars 1950 — Référendum en faveur du retour du roi.
11 août 1950 — Abdication de Léopold III en faveur de Baudouin Ier.
Baudouin Ier n'atteint l'âge légal que le 17 juillet 1951.
25 mars 1957 — La Belgique adhère au Marché commun.
Janv. 1959 — Émeutes à Léopoldville.
1er juill. 1960 — Indépendance du Congo belge.
A partir de 1961 — Le pays est de plus en plus divisé par la question linguistique.

LA POLOGNE ET LA SUISSE.

La Pologne.

966 — La dynastie des Piast gouverne la Pologne ; Mieszco Ier (963-992), chef des tribus polonaises, se fait baptiser.
XIe-XIIe s. — Alternance de conquêtes et de retour au morcellement.
1241-1242 — Invasion mongole.
Déb. XIIIe s. — L'ordre teutonique établi en Prusse conquiert la Poméranie à l'appel du duc Konrad Ier de Mazovie en 1225-1226.
1295 — Rétablissement de la royauté par Przemycs II.
1314-1333 — Wladyslaw Ier : victoire de la dynastie Piast sur la dynastie de Bohême.
1331 — Victoire des Polonais sur les Chevaliers teutoniques à la bataille de **Plowce.**
1333-1370 — Casimir III le Grand réorganise le royaume.
1370 — Louis d'Anjou, roi de Hongrie est élu successeur de Casimir III.
1386 — Avènement de Wladyslaw II, duc de Jagellon ; la dynastie des Jagellon remplace celle des Piast. Première union avec la Lituanie.
1410 — Victoire de **Tannenberg** sur les Chevaliers teutoniques.
1447-1492 — Règne de Casimir IV Jagellon ; la Pologne recouvre la **Poméranie** et **Danzig.**
1501 — Union de Mielnik avec la Lituanie.
1475-1533 — Séries de guerres avec l'empire ottoman.
1530 — Sigismond-Auguste est élu roi des Polonais et couronné solennellement à **Cracovie.**
1533 — Paix perpétuelle.
1569 — Pacte d'union avec la Lituanie signé à **Lublin.**
1573 — La Couronne est attribuée à Henri de Valois. Religion : Paix des Dissidents.
1574 — Devenu roi de France, il abandonne le royaume de Pologne en 1574.
1575-1586 — Étienne Batory lui succède ; règne autoritaire et conquêtes.
1587-1632 — Règne de Sigismond Vasa, prince de Suède. Nouveaux problèmes religieux.
1610 — La Pologne occupe le **Kremlin.**
1618 — Traité de **Déoulino** avec la Russie. La Pologne reconquiert **Smolensk** et **Tchernigov.**
1629 — Traité d'**Altmark** avec la Suède ; perte de la **Livonie** maritime.
1648 — Ladislas IV fait la paix avec les Moscovites. Période de « la plus grande Pologne ».
1648-1668 — Règne de Jean-Casimir. Période d'invasions (le « Déluge »).
1657 — La Pologne perd la suzeraineté du duché de Prusse au traité d'**Oliva.**
1660 — Traité d'**Oliva** ; cession à la Suède de la Livonie intérieure.
1667 — Trêve d'**Androusovo** avec Moscou. Les Polonais renoncent à **Smolensk.**
1674-1696 — Règne de Jean Sobieski. Lutte contre les Turcs.
1683 — Alliance défensive et offensive avec l'empereur Léopold. Bataille de **Kahlenberg.**
1697 — Auguste de Saxe est proclamé roi de Pologne.
1699 — Traité de **Carlovitz** avec la Turquie : la Pologne recouvre la **Podolie** et une grande partie de l'**Ukraine.**
1700-1721 — Seconde guerre du Nord.
1702 — Charles XII de Suède envahit la Pologne.
1704 — Élection de l'anti-roi Stanislas Leszczynski.
1709 — Bataille de **Poltava** : Charles XII est battu par Pierre le Grand qui rétablit Auguste de Saxe.
1733 — Mort d'Auguste II de Saxe. Élection de Stanislas Leszczynski. L'armée russe envahit la Pologne et fait élire Auguste III, fils d'Auguste II.
1734 — Les Russes prennent **Danzig** où s'était réfugié Stanislas ; celui-ci s'enfuit en **Lorraine.**
1736 — Diète de pacification d'Auguste III.
1763 — Mort d'Auguste III.
1764-1795 — Règne de Stanislas poniatowski.
1772 — Premier partage de la Pologne. Fréféric II obtient la **Prusse royale**, l'Autriche annexe la **Galicie** et la Russie, une partie orientale d'un million d'habitants.
1788-1792 — Réunion de la Grande Diète.
3 mai 1791 — Constitution libérale (la première du genre en Europe).
Sept. 1793 — Deuxième partage entre la Prusse et la Russie : la Pologne perd 300 000 km² et trois millions d'habitants.
1794 — Soulèvement polonais contre les Russes.
Oct. 1795 — Troisième partage : disparition de l'État polonais.
Juill. 1807 — Statut du grand-duché de **Varsovie** sous la protection de Napoléon Ier.
1809-1813 — La Pologne participe aux campagnes françaises.
1815 — Congrès de Vienne ; quatrième partage de la Pologne.
29 nov. 1830 — Insurrection à **Varsovie.**
5 déc. 1830 — Le général Chlopicki se proclame dictateur.
1831 — La Diète décide la déchéance du tsar. Guerre contre les Russes. **Varsovie** capitule le 7 septembre.
1832 — Le tsar Nicolas supprime la constitution de 1815. La Diète et l'armée n'existent plus.
1846 — Soulèvement dans la partie prussienne, animé par Mieroslawski. Il est réprimé.
1863-1864 — Soulèvement dans la partie russe. Répression et russification du pays.
1892 — Fondation du parti socialiste polonais (PPS).
1914 — Joseph Pilsudski prend la tête des « légions polonaises » qui combattent les Russes.
15 nov. 1916 — Les puissances centrales transforment les territoires pris à la Russie en un royaume de Pologne indépendant.
Juill. 1917 — Pilsudski est arrêté par les Allemands.
8 janv. 1918 — Discours en quatorze points de Wilson réclamant l'indépendance de la Pologne et son libre accès à la mer.
10 nov. 1918 — Libéré, il rentre à **Varsovie** et prend le pouvoir.
fin 1918-1920 — Combats contre l'URSS à l'est.
1919 — Le traité de **Versailles** fixe les frontières occidentales de la Pologne.
Juil. 1920 — Lord Curzon propose une ligne frontière entre l'URSS et la Pologne.
Août-oct. 1920 — Bataille de **Varsovie** contre les Soviétiques. Contre-attaque victorieuse des Polonais et armistice.
18 mars 1921 — Traité de **Riga** avec les Soviétiques qui fixe les frontières orientales.
12-15 mai 1926 — Coup d'État de Pilsudski appuyé par l'armée ; il instaure une dictature qui durera jusqu'à la mort en mai 1935.
23 avr. 1935 — Nouvelle constitution.
1er sept. 1939 — Attaque allemande sans déclaration de guerre.
17 sept. 1939 — Les Soviétiques pénètrent en Pologne orientale.
27 sept. 1939 — Capitulation de **Varsovie.** Partage de la Pologne entre l'Allemagne et l'URSS.
Avr.-mai 1943 — Insurrection du ghetto de **Varsovie.**
Août-oct. 1944 — Insurrection de **Varsovie** sous la direction de l'armée intérieure. L'armée soviétique n'intervient pas. Défaite de l'insurrection.
1er janv. 1945 — Les Soviétiques libèrent **Varsovie** et installent au pouvoir le « Comité de Lublin ».
Août 1945 — Accords de **Postdam** : la frontière occidentale est fixée à la ligne Curzon.
Janv. 1947 — Le parti communiste et ses alliés obtiennent la majorité aux élections.
Juin 1956 — Grèves et agitation ouvrière.
21 oct. 1956 — Gomulka est élu Premier secrétaire du parti communiste.

(Pour la suite des événements se reporter à la p. 94.)

La Suisse.

58 av. J.-C. — Les Helvètes tentent de se fixer en Gaule. Ils sont repoussés par Jules César.
888 apr. J.-C. — Création du royaume de Bourgogne qui englobe la Suisse.
1032 — Mort du dernier roi de Bourgogne ; l'**Helvétie** fait partie du Saint Empire romain germanique.
XVIIIe s. — Déclin de puissance germanique. Première confédération entre les cantons d'**Uri, Schwyz** et **Unterwald.**
1273 — Rodolphe de Habsbourg est élu empereur.
Août 1291 — A la mort de Rodolphe, **Uri, Schwyz, Nydwalden** et **Unterwald** signent un pacte d'assistance, suivis en décembre par **Obwalden.** Cet accord est considéré comme la fondation de la Confédération suisse.
1298 — Albert Ier d'Autriche force **Zurich** à abandonner son projet d'alliance avec la Confédération.
1309 — Les cantons obtiennent d'Henri VII de Luxembourg la confirmation et l'extension de leurs franchises.
1315 — Les confédérés battent les Autrichiens au **Morgarten.**
Déc. 1315 — Pacte de **Brunnen** confirmant l'alliance des cantons.
1322 — **Luzern** s'allie aux cantons.
1351 — **Zurich** s'allie aux cantons.
1353 — **Berne** s'allie aux cantons.
1386 — Victoire des cantons sur les Autrichiens à **Sempach.**
1415 — L'archiduc d'Autriche est mis au ban de l'Empire. Les cantons s'emparent de ses terres.
1474 — Les Bernois et leurs alliés attaquent le duc de Bourgogne, Charles Le Téméraire.
1476 — Charles Le Téméraire est battu à Grandson et à Morat puis défait et tué à Nancy en janvier 1477.
1499 — Guerre souabe contre l'empereur Maximilien Ier et paix de **Bâle** qui assure l'indépendance formelle de la Confédération.
1512 — Conflit avec Louis XII.
1513 — Le pays d'**Appenzell** entre dans la Confédération. Il y a maintenant 13 cantons alliés.
1515 — François Ier bat les Suisses à **Marignan.**
1516 — Paix avec la France.
1521 — Zwingli prêche à **Zurich** ; début de la Réforme qui divise le pays.
1529 — Guerre de religion.
1531 — Les protestants sont battus ; Zwingli est tué. A partir de cette époque, la Suisse reste divisée en deux confessions : Zurich, Berne, Bâle, protestants ; Uri, Schwyz, Unterwald, Lucerne, catholiques.
1526 — **Genève** entre dans la combourgeoisie de **Fribourg** et de **Berne.** Arrivée de Calvin à **Genève** (établissement définitif : 1541).
XVIIe-XVIIIe s. — Époque de prospérité de la Suisse qui se tient à l'écart des conflits.
1712 — Paix d'**Argau** : égalité des confessions catholique et protestante.
1797 — Bonaparte s'approprie la **Valteline.**
24 janv. 1798 — Proclamation de l'indépendance à **Lausanne.**
Janv.-mars 1798 — Les troupes françaises entrent dans le pays de **Vaud** et triomphent des Bernois. Fin de la Confédération des 13 cantons.
19 fév. 1803 — Acte de Médiation signé par Bonaparte. Six cantons s'ajoutent aux anciens : **Saint-Gall, Grisons, Argovie, Thurgovie, Tessin** et **Vaud,** pour former la Confédération helvétique.
1813 — Les Alliés entrent en Suisse. Suppression de l'Acte de Médiation ; les gouvernements d'autrefois se réinstallent.
1815 — Après le Congrès de Vienne, reconnaissance de la neutralité perpétuelle de la Suisse.
1830 — Après la révolution en France, fin du régime autoritaire ; des assemblées constituantes établissent des constitutions nouvelles ; démocratie représentative des libéraux.
1841 — Soulèvement en **Argovie** pour des questions religieuses.
1845 — Sept cantons catholiques forment une ligne séparée : le *Sonderbund.*
1847 — La Diète déclare le *Sonderbund* incompatible avec le Pacte et le réduit rapidement.
1848 — Nouvelle constitution ; la Suisse devient un État fédératif.
1870 — Neutralité de la Suisse.
1874 — Réforme de la constitution de 1848 ; accroissement du pouvoir fédéral.
1914-1918 — La Suisse garde sa neutralité.
1917-1918 — Conflits sociaux.
1938 — Abandon de la neutralité « différentielle », retour à la neutralité « intégrale ».
1939-1945 — La Suisse garde sa neutralité.
1959 — La Suisse adhère à l'association européenne de libre-échange.
1959-1966 — Divers référendums **(Vaud, Neuchâtel, Genève, Bâle)** se prononcent pour le vote des femmes.
A partir de 1963 — Agitation autonomiste dans le Jura bernois.
Mai 1963 — Entrée de la Suisse au Conseil de l'Europe.
7 juin 1970 — Rejet du projet de loi xénophobe de James Schwarzenbach. Mais l'immigration est réglementée.
7 fév. 1971 — Suffrage accordé aux femmes sur le plan fédéral.
31 oct. 1971 — Élections législatives : sur 200 sièges, les socialistes en remportent 46, les radicaux 49 et les démocrates chrétiens 44.
1972 — Lutte plus ferme contre l'inflation (action du conseiller Leo Schürmann).
22 juill. 1972 — Traité de libre-échange avec la CEE.
5 déc. 1973 — Ernst Brugger élu président de la Confédération ; vice-président : Pierre Graber.
23 juin 1974 — Les sept districts jurassiens choisissent, par référendum, de se constituer en canton (le 23e canton suisse).
20 oct. 1974 — Référendum : 66 % des électeurs refusent l'expulsion des 500 000 travailleurs étrangers.
4 déc. 1974 — Pierre Graber élu président de la Fédération ; vice-président : Rudolf Gnaegi.
26 oct. 1975 — Élections législatives : socialistes, 55 sièges ; radicaux, 47 sièges ; démocrates-chrétiens, 46 sièges.
10 déc. 1975 — Rudolf Gnaegi élu président de la Confédération ; vice-président : Kurt Furgler.
21 mars 1976 — Naissance officielle du 23e canton de la Fédération **(Jura).**
Déc. 1976 — Kurt Furgler président de la Confédération ; vice-président : W. Ritschard.
1977 — W. Ritschard président ; vice-président Hans Hürlimann.
1978 — Hans Hürlimann président ; vice-président G.-A. Chevallaz.
1979 — G.-A. Chevallaz président ; vice-président Fritz Honegger.

LA PREMIÈRE ET LA SECONDE GUERRE MONDIALE

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE : LES OPÉRATIONS MILITAIRES.

Dates	Événements
Août 1914	L'Entente représente une population totale de 238 millions d'habitants, contre 116 millions pour les Empires centraux. La France aligne 83 divisions (dont 10 de cavalerie) et l'Allemagne 98 divisions (dont 11 de cavalerie). Les Alliés possèdent 203 divisions et les Empires centraux 169 divisions. Bien entendu, ces forces varieront au cours de la guerre. Plan de guerre allemand *(Plan Schlieffen)* : pénétrer en France par la Belgique avec 78 divisions ; après la victoire (qui devait être obtenue en 6 semaines), transporter ces divisions sur le front russe, maintenu par les 9 divisions allemandes restantes et les Austro-Hongrois. Plan de guerre français *(Plan XVII)* : concentrer les divisions dans l'Est (Vosges, Moselle, Meuse), et dégarnir le Nord et le Nord-Ouest (par où sont passées les troupes allemandes !).
1914 Août	**Bataille des frontières** : MOLTKE prend Liège (16 août) et VON BULOW, attaquant dans la Sambre, remporte sur LANREZAC la bataille de Charleroi (21-23 août) ; l'armée de VON KLÜCK pousse jusqu'à Mons.
24 août-6 septembre	**Retraite générale des armées françaises** : ordre de poursuite générale donné par MOLTKE. Au cours de cette poursuite, VON KLÜCK franchit la Marne le 2 septembre.
24 août-13 septembre	**Bataille de la Marne** : après avoir tenté de rétablir la ligne Somme-Verdun (25-29 août), JOFFRE prolonge le repli stratégique des armées françaises (29-30 août), laisse VON KLÜCK franchir la Marne et donne, le 4 septembre, le signal de l'offensive. Les combats se déroulent du 5 au 9 septembre et, le 10 septembre, les armées allemandes se replient. Le 15 septembre, MOLTKE, vaincu, est remplacé à la tête des armées allemandes par FALKENHAYN.
Fin septembre	**La Course à la mer** : FALKENHAYN essaye à nouveau de progresser vers l'Ouest : bataille d'Amiens (25 septembre), bataille de l'Yser (19 oct.-17 nov.). L'action des armées alliées est coordonnée par FOCH.
17 novembre	**Le Front** : 780 km de tranchées, de Dixmude à Bâle. Une *guerre d'usure,* dans les *tranchées,* va se prolonger pendant trois ans, sans qu'aucune action ne soit décisive.
1915 Front français	JOFFRE multiplie les tentatives de percées pour libérer le territoire national, en Artois, en Champagne (sept.-oct.), en Argonne et dans les Vosges. Toutes ces tentatives échouent, et coûtent à la France 400 000 morts, 1 million de blessés.
Front russe	Les Austro-Allemands ont enfoncé facilement le front russe ; HINDENBURG et LUDENDORFF s'emparent de la Pologne et de la Lituanie et, l'Allemagne, alliée aux Bulgares, écrase la Serbie.
En Méditerranée	Échec des expéditions franco-anglaises aux Dardanelles (18 mars) : le but était de rétablir les communications avec la Russie. Échec franco-anglais dans les Balkans, où les Alliés parviennent cependant à occuper Salonique.
1916 21 février-15 septembre	**Bataille de Verdun** : le but de FALKENHAYN était de « saigner » l'armée française en l'attirant à **Verdun.** Il y est parvenu, mais il a aussi « saigné » l'armée allemande (environ 300 000 morts de chaque côté). Pendant dix mois les deux adversaires ont tour à tour pris et perdu quelques points d'appui dont les noms sont restés macabrement célèbres : Bois des Caures, Beaumont-en-Verdunois, Douaumont, Mort-Homme, Fort de Vaux, Thiaumont, Souville, Froideterre, Sainte-Fine. La défense victorieuse de Verdun a été assurée par PÉTAIN, puis par NIVELLE, qui fut le vainqueur final.
1er juillet-début octobre	**Bataille de la Somme** : tentative de rupture du front allemand, décidée par JOFFRE (âprement critiqué : cf. le slogan « du sang pour des étoiles »), remplacé par NIVELLE en décembre (de même, en août, FALKENHAYN avait été remplacé par HINDENBURG).
Front italien (mai)	Ouvert en 1915 dans le Trentin ; offensive austro-hongroise en mai, brisée à Isonzo.
Front russe (juin-août)	Offensive victorieuse du général BROUSSILOV en Galicie et victoires russes en Arménie, contre les Turcs (Erzurum, Trébizonde).
Front du Proche-Orient	Défaites anglaises devant les Turcs à Bagdad et sur le canal de Suez.
Front balkanique (septembre)	Victoire des Français (SARRAIL) à Monastir ; invasion de la Roumanie par FALKENHAYN.
Sur mer 31 mai	**Bataille du Jutland,** entre les flottes anglaise et allemande ; résultat indécis.
1917 Février	Extension de la guerre sous-marine, entraînant, le 2 avril, l'entrée en guerre des États-Unis aux côtés des Alliés.
9-16 avril	**Bataille de l'Aisne** : échec de NIVELLE, sur la crête du Chemin des Dames.
15 mai	Démission de NIVELLE, remplacé par PÉTAIN au commandement en chef des armées françaises. Rétablissement militaire des Allemands.
Juin-décembre	Bataille des Flandres, menée par les Anglais pour dégager la côte belge.
Front italien (24 octobre)	Désastre italien à Caporetto, devant les Austro-Allemands. La situation sera rétablie partiellement par FOCH (nov.).
Front russe	La révolution soviétique porte LÉNINE au pouvoir ; il signe avec les Allemands l'armistice de Brest-Litovsk (15 déc.).
Proche-Orient	Les Anglais poursuivent leur guerre contre les Turcs, reprennent Bagdad (11 mars), pénètrent en Palestine (Allenby) et occupent Jérusalem (déc.).
Front balkanique	SARRAIL remplacé par GUILLAUMAT ; la situation demeure inchangée.
1918	Reprise de la guerre de mouvement ; importance croissante des chars d'assaut *(tanks)* et de l'aviation. Instauration d'un commandement unique interallié (à Doullens, le 27 mars).
Mars-juill.	Offensives allemandes, tentatives de reprendre la guerre de mouvement.
21 mars	**Bataille de Montdidier (Picardie),** menée par HINDENBURG et LUDENDORFF ; échec allemand sur le Kemmel.
14 avril	Le commandement en chef unique des armées alliées confié à FOCH.
27 mai	LUDENDORFF attaque en Champagne, de Château-Thierry à l'Argonne.
9 juin	FOCH attaque les armées allemandes sur le Matz.
15 juillet	FOCH attaque sur Reims.
15-18 juillet	**Deuxième bataille de la Marne** : dernière grande attaque allemande, qui se solde par un grave échec et un recul des troupes allemandes. L'initiative passe alors à FOCH, qui a à sa disposition les troupes fraîches américaines de PERSHING.
24 juillet	Plan de la contre-offensive de FOCH proposé aux trois commandants en chef français (PÉTAIN), anglais (HAIG) et américain (PERSHING).
8 août	Contre-offensive en Picardie (Montdidier).
12 septembre	Bataille de Saint-Mihiel ; suivie d'une offensive générale vers Mézières.
Septembre-octobre	Offensives dans les Flandres, vers Gand ; sur la *ligne Hindenburg* vers Cambrai et Saint-Quentin ; dans l'Argonne, vers Sedan.
4 novembre	Retraite générale des armées allemandes sur le Rhin.
11 novembre	Armistice de Rethondes.
Front italien	Victoire de VITTORIO VENETO ; l'Autriche signe l'armistice de Padoue (3 nov.).
Front du Proche-Orient	Les Britanniques conquièrent la Syrie et la Palestine ; la Turquie signe l'armistice de Moudros.
Front balkanique	La Bulgarie écrasée à la bataille du Dobro Polje (Dobropol) par l'armée de FRANCHET d'ESPEREY.

Bilan de la Première Guerre mondiale.

Principaux belligérants	Pertes humaines	Dépenses de guerre (en milliards de dollars)
Alliés		
France	1 390 000 morts	33
Belgique	44 000 »	1,4
Canada	55 000 »	1,5
États-Unis	75 000 »	32
Italie	460 000 »	15,6
Roumanie	158 000 »	0,9
Russie	1 700 000 »	26,5
Royaume-Uni	746 000 »	42
Serbie	400 000 »	0,6
Empires centraux		
Allemagne	1 700 000 »	48
Autriche-Hongrie	1 000 000 »	25
Bulgarie	100 000 »	0,7
Turquie	400 000 »	1,8

LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE.

Le Front russe.

Juin 1941 — **22** : entrée de la Wehrmacht en U.R.S.S. (armées LEEB, BOCK et VON RUNDSTEDT).
— **29** : bataille de **Bialystock** et de **Minsk.**
— **30** : occupation de la **Lituanie** par LEEB.
Juill. — **10** : l'armée BOCK atteint le **Dniepr Mohilev.**
— **16** : siège et encerclement de **Smolensk** et de **Roslavl.**
Août — **du 3 au 12** : bataille d'**Ouman** ; invasion de l'**Ukraine** par VON RUNDSTEDT ; Prise de **Krivoï Rog** et siège de **Nikolaïev** et d'**Odessa.** Chute de **Smolensk** et de **Roslavl.**
— **20** : encerclement de **Gomel.**
— **21** : début de la bataille de **Kiev.**
Sept. — **8** : siège de **Léningrad** par l'armée LEEB.
— **13** : jonction de l'armée de BOCK avec celle de VON RUNDSTEDT.
— **19** : prise de **Kiev.**
Oct. — **du 2 au 13** : batailles de **Briansk** et de **Viazma.**
— **8** : prise de **Rjev, Kalinine** et **Kalouga** ; BOCK marche sur **Moscou.**
— **20** : VON RUNDSTEDT en **Crimée.**
— **24** : prise de **Kharkov.**
Nov. — **1er** : prise de **Mojaïsk** ; BOCK à 80 km de **Moscou.**
— **1re quinzaine** : conquête de la **Crimée** (VON RUNDSTEDT).
— **17** : installation d'administrations et de gouvernements allemands dans les territoires conquis sur le front de l'Est.
— **22** : prise de **Rostov** par la Wehrmacht.
— **28** : le maréchal TIMOCHENKO reprend **Rostov.**
Déc. — **5** : avance de BOCK vers **Moscou (Iakhroma** et **Toula,** à 25 km de la capitale soviétique).
— **6** : contre-attaque soviétique : reprise de **Klin, Kalinine** et **Toula** (à la suite de ce demi-échec, HITLER prend en personne le commandement de la Wehrmacht).
— **30** : début de la contre-offensive de TIMOCHENKO.
Janv. 1942 — Continuation de la contre-offensive de TIMOCHENKO.
— **20** : reprise de **Kertch** et de **Théodosia** par TIMOCHENKO. Stabilisation du front.
Févr.-avr. — Stabilisation du front.
Mai — **8** : offensive MANSTEIN en **Crimée** (Sébastopol).
— **12** : contre-offensive soviétique vers **Kharkov** (échec soviétique).
Juin — **28** : début de l'offensive d'été allemande (WEICH vers le **Don moyen,** VON PAULUS en direction de Stalingrad).
Juill. — **23** : prise de **Rostov** par la Wehrmacht.
Août — **20** : la Wehrmacht sur la **Volga.**
— **21** : prise par la Wehrmacht du mont **Elbrouz** (Caucase).
— **27** : la Wehrmacht atteint le **Terek** ; prise de **Moscou.**
Sept. — **12** : début de la bataille de **Stalingrad.**
— **13** : prise d'**Elista** par la Wehrmacht ; stabilisation du front.
Nov. — **19** : contre-attaque soviétique à **Stalingrad.** La VIe armée allemande (VON PAULUS) est encerclée.
Déc. — **12** : tentative MANSTEIN pour dégager **Stalingrad.**
— **16** : l'armée allemande se replie sur le **Don.**
— **30** : l'armée allemande évacue la ligne du **Terek,** dans le Caucase.
Janv. 1943 — **5** : repli de l'armée MANSTEIN (tête de pont du **Kouban**).
— **12** : **Léningrad** est dégagée par l'armée soviétique.
— **17** : attaque de **Rostov** par les Russes qui dégagent **Voronej.**
Fév. — **2** : capitulation de la Wehrmacht à **Stalingrad** (VON PAULUS).
— **5** : avance russe vers le **Donetz.**
— **8** : reprise de **Kursk.**
— **14** : reprise de **Rostov.**
— **16** : reprise de **Kharkov.**
— **25** : contre-attaque MANSTEIN à **Kharkov.**
Mars — **3** : évacuation de **Rjev.**
— **12** : évacuation de **Viazma.**
— **15** : l'armée MANSTEIN reprend **Kharkov.**
— **18** : l'armée MANSTEIN reprend **Bielgorod.**
Avr. — **28** : VASSILIEVSKY, chef d'état-major de l'armée soviétique.
Juill. — **5** : reprise de l'offensive soviétique.
— **5-12 juill.** : offensive allemande sur **Kursk** et contre-offensive russe à partir du 11.
— **29** : STALINE rétablit la hiérarchie militaire dans l'armée soviétique.
Août — **5** : prise d'**Orel** et de **Bielgorod.**
— **17** : prise de **Briansk.**
— **23** : prise de **Kharkov.**
— **30** : prise de **Taganrog.**
Sept. — **24** : **Smolensk.**
— **29** : **Krementchoug.**
Oct. — **7** : l'armée soviétique franchit le **Dniepr (Kiev** et **Krementchoug).**
— **9** : attaque du **Kouban.**
Nov. — **1er** : attaque de la **Crimée.**
— **6** : prise de **Kiev.**
— **15** : reprise (provisoire) de **Jitomir** et de **Korosten** par les Russes.
Déc. — **29** : reprise définitive de **Jitomir** et de **Korosten** par les Russes.
Janv. 1944 — **14** : tentative de dégagement de **Léningrad.**
— **15** : L'Espagne retire de la Wehrmacht sa division de volontaires. La ligue Curzon est proposée comme frontière soviéto-polonaise.
Fév. — **12** : prise de **Louga.**
— **du 15 au 18** : prise de **Staraïa Russa.**
— **22** : prise de **Krivoï-Rog.**
Mars — **4** : début de l'offensive russe dans les **Carpates.**
— **11** : prise d'**Ouman.**
— **13** : prise de **Kherson.**
— **29** : prise de **Nikolaïev.**
Avr. — **5** : prise de **Ternopol.**
— **8** : l'armée rouge pénètre en **Tchécoslovaquie** et en **Roumanie.** Bombardements américains en Hongrie **(Budapest)** et en Roumanie **(Bucarest).**
— **10** : prise d'**Odessa.**
— **11** : prise de **Kertch.**
— **13** : prise d'**Eupatoria.**
Mai — **7** : attaque de **Sébastopol.**
— **9** : chute de **Sébastopol.**
Juin — **1re quinzaine** : campagne de **Carélie** (Finlande).

— **20** : prise de **Viborg**.
— **23** : offensive sur les provinces baltes et en Russie blanche.
— **25** : chute de **Vitebsk**.
— **28** : chute de **Mohilev**.
Juill. — **3** : chute de **Minsk**.
— **13** : chute de **Vilna**.
— **14** : offensive en **Galicie**.
— **24** : chute de **Lublin**.
— **28** : chute de **Lvov, Narva, Przemysl, Dvinsk, Brest-Litovsk**.
— **31** : chute de **Mittau** : l'armée rouge pénètre en **Prusse orientale**.
Août — **1er** : insurrection de **Varsovie** (Bór).
— **4** : arrêt de l'offensive russe en **Pologne**.
— **23** : arrestation d'Antonescu ; demande d'armistice de la Roumanie aux Alliés.
— **24** : prise de **Kichinev** : occupation de la **Bessarabie** et de la **Moldavie**.
— **25** : demande d'armistice de la Finlande à l'U.R.S.S. Déclaration de guerre de la Roumanie à l'Allemagne (roi Pierre de Roumanie).
— **27** : entrée en **Valachie**.
— **29** : **Constantza** et occupation de la **Dobroudja**.
— **30** : paix de **Ploesti**.
— **31** : prise de **Bucarest**.
Sept. — **5** : déclaration de guerre de l'U.R.S.S. à la Bulgarie.
— **6** : déclaration de guerre de la Hongrie à la Roumanie.
— **7** : déclaration de guerre de la Bulgarie à l'Allemagne.
— **11** : armistice Bulgarie-U.R.S.S.
— **12** : armistice Roumanie-Alliés.
— **15** : entrée de l'armée rouge à **Sofia**. Jonction de l'armée rouge et des forces yougoslaves **(Negotin)**.
— **19** : armistice Finlande-U.R.S.S.
— **22** : l'armée rouge en **Estonie**.
— **24** : l'armée rouge à **Port-Baltique**.
Oct. — **2** : capitulation des insurgés de Varsovie (Bór) devant la Wehrmacht.
— **4** : chute de **Riga**.
— **14** : l'armée rouge prend **Petsamo**.
— **15** : le régent Horthy demande l'armistice pour la Hongrie.
— **17** : prise de **Niš**.
— **20** : libération de **Belgrade**.
— **28** : armistice Bulgarie-Alliés.
— **30** : libération de **Kirkenes** par l'armée rouge.
Déc. — **4** : l'armée rouge dans la banlieue de **Budapest**.
— **7** : l'armée rouge au lac **Balaton**.
— **12** : état de siège à **Budapest**.
— **27** : jonction des armées russes à **Esztergon** (Tolboukine et Malinovski).
Janv. 1945 — **12** : offensive russe sur la **Vistule**.
— **14** : avancée de l'armée rouge en **Prusse orientale**.
— **17** : prise de **Varsovie**.
— **18** : prise de **Cracovie** et de **Czestochowa**.
— **19** : prise de **Lodz**.
— **21** : prise de **Tannenberg** et d'**Insterbourg**.
— **23** : prise d'**Oppeln**.
— **28** : prise de **Memel**.
Fév. — **4-11** : l'armée russe tente de franchir l'**Oder**.
— **13** : chute de **Budapest**.
Mars — **début mars** : l'armée rouge pénètre en **Poméranie**.
— **5-15** : tentative de résistance allemande en **Hongrie** (échec de la Wehrmacht).
— **20** : Koniev franchit la **Spree**.
— **28** : entrée de l'armée rouge en **Autriche** (Tolboukine).
Avr. — **3** : prise de **Wienerneustadt** (Tolboukine).
— **9** : capitulation de la Wehrmacht à **Königsberg**.
— **12** : prise de **Vienne**.
— **16** : offensive Koniev-Joukov sur **Berlin**.
— **20** : effondrement des lignes allemandes sur l'**Oder** et la **Neisse**.
— **21** : décision d'Hitler de rester à **Berlin**.
— **22** : Joukov entre dans **Berlin**.
— **30** : Hitler se suicide dans les ruines de la chancellerie à **Berlin**.

L'offensive alliée en Europe occidentale.

Juin 1944 — **6** : débarquement des forces alliées en **Normandie**.
— **8** : prise de **Bayeux**.
— **9** : prise d'**Isigny**.
— **11-16** : bataille de **Caen**.
— **12** : chute de **Carentan**.
— **13** : bombardement de Londres (V 1).
— **16** : les Américains à **Barneville**.
— **26** : chute de **Cherbourg**.
— **28** : début de la seconde bataille de **Caen**.
Juill. — **6** : le maréchal von Rundstedt remplacé par le maréchal von Kluge sur le front de l'Ouest.
— **8** : prise de la **Haye-du-Puits**.
— **9** : reprise de **Caen** par les Alliés.
— **18** : prise de **Saint-Lô**.
— **20** : attentat manqué contre Hitler.
— **21** : début de l'attaque du maquis du **Vercors**.
— **21** : Guderian, chef d'état-major de l'armée à la place de Zeitzer.
— **25** : Goebbels : effort de guerre totale.
— **29** : **Coutances**.
— **30** : chute de Granville et **Avranches**.
— **31** : chute de **Pontaubault**.
Août : Effondrement des lignes allemandes à **Avranches** et mouvement général des alliés vers Paris :
— **2** : chute de **Vire**.
— **3** : chute de **Dinan**.
— **4** : chute de **Mortain**.
— **5** : chute de **Rennes**.
— **7** : libération de la **Bretagne**.
— **9** : progression alliée : **Le Mans, Alençon, Chartres, Châdeaudun.**
— **13** : ordre de retraite générale de la Wehrmacht (von Kluge).
— **14-18** : **libération de : Saint-Malo, Orléans, Dreux, Falaise.**
— **15** : débarquement du corps expéditionnaire français sur la côte méditerranéenne **(Sainte-Maxime, Saint-Raphaël)**.
— **16** : libération de **Draguignan**.
— **18** : suicide de von Kluge. Il est remplacé par le général Model.
— **19** : les troupes alliées atteignent la Seine **(Mantes, Melun)**.
— **21** : libération de **Gap**.
— **23** : libération d'**Aix-en-Provence**, de **Grenoble** et de **Marseille**.
— **25** : libération de **Paris**.
— **26** : **Toulon, Briançon.**
— **28** : **Marseille, Montélimar.**
— **29** : **Nîmes, Montpellier, Narbonne, Soissons.**
— **30-31** : libération des villes de **Picardie** et de **Champagne**.
Sept. — **1er** : évacuation de la **Grèce** par la Wehrmacht.
— **1re semaine** : libération de **Dieppe, Amiens, Verdun, Abbeville, Lens, Namur, Bruxelles, Anvers, Liège.**
— **3-11** : libération (dans l'ordre) de **Lyon, Saint-Étienne, Pontarlier, Chalon-sur-Saône, Besançon, Autun, Dijon.**
— **7** : siège de **Calais** et de **Dunkerque**.
— **8** : attaque aérienne allemande sur la **Grande-Bretagne** (V 2).
— **12** : jonction des forces de débarquement de **Normandie** et de **Provence (Châtillon-sur-Seine)**.
— **15** : établissement d'une ligne de front continue en **Alsace-Lorraine** et le long des frontières germano-belges et hollando-belges.
— **17** : parachutistes anglais à **Arnheim**. Libération de **Nimègue** et d'**Eindhoven**.
— **19** : libération de **Brest**.
— **25** : les troupes britanniques se replient sur le Rhin.
— **26** : attaque de **Metz**.
— **30** : chute de **Calais**.
Oct. — **2** : les Américains attaquent la ligne Siegfried.
— **14** : suicide de Rommel.
— **14** : occupation par les Britanniques d'**Athènes** et du **Pirée**.
— **18** : Himmler constitue le *Volkssturm*.
— **21** : capitulation d'**Aix-la-Chapelle**.
— **26** : débarquement d'un corps expéditionnaire canadien dans l'île de **Beveland**.
— **30** : chute de **Rosendaal**. Évacuation par la Wehrmacht de **Salonique**.
— **31** : libération totale de la **Belgique** (capitulation de **Beveland**).
Nov. — **1er** : les Canadiens débarquent à **Walcheren**.
— **8** : les Allemands utilisent pour la première fois des avions à réaction.
— **14** : le « Tirpitz » est coulé par la RAF à **Tromsö** (Norvège).
— **14** : la Whermacht évacue **Skoplje**.
— **19** : l'armée du général de Lattre de Tassigny atteint le Rhin **(Saint-Louis)**.
— **20** : libération de **Metz** (Patton) de **Huningue, Belfort et Mulhouse** (De Lattre de Tassigny).
— **23** : entrée de la 2e DB (Leclerc) à **Strasbourg**.
— **29** : l'armée rouge franchit le Danube à **Baja**. Prise de **Pècs**.
Déc. — **1er** : le général Patton entre en Sarre.
— **4** : prise de **Sarrelouis**.
— **8** : prise de **Sarreguemines**.
— **9** : prise de **Forbach**.
— **10** : prise de **Thann**.
— **12** : prise de **Haguenau**.
— **16** : contre-offensive von Rundstedt **(Ardennes)**.
— **18-25** : avance allemande **(Malmédy, Bastogne, Saint-Hubert, Rochefort, Libramont)**.
— **26** : **Bastogne** dégagée par les troupes américaines.
— **29** : avance allemande sur **Sarrebourg**.
Janv. 1945 — **3** : continuation de l'offensive von Rundstedt : évacuation de **Wissembourg** par les troupes américaines.
— **5** : bombardement de **Royan** (réduit de la Wehrmacht). Attaque allemande vers **Strasbourg**.
— **12** : attaque allemande au Nord de **La Rochelle**.
— **16** : arrêt de l'offensive allemande dans les **Ardennes**.
— **20-21** : contre-attaque française et américaine.
— **21** : prise d'**Erstein** par les Allemands.
— **22** : attaque de la poche de **Colmar** par l'armée française.
Fév. — **2** : prise de **Colmar** (armée de Lattre de Tassigny).
— **3** : raids alliés sur **Berlin**.
— **9** : réduction de la poche de **Colmar**. L'armée française sur le Rhin.
— **13-14** : raids alliés sur **Dresde**.
— **21** : prise de **Clèves** par les Canadiens.
— **23** : offensive américaine sur la Ruhr.
— **25** : prise de **Düren**.
Mars — **6** : prise de **Cologne**.
— **7** : prise du pont de **Remagen** sur le Rhin.
— **23** : franchissement du Rhin : Patton à **Mayence**, Patch à **Worms**, Simpson à **Duisbourg**, de Lattre de Tassigny à **Spire**, Crerar à **Emmerich**.
— **25** : les Alliés occupent la rive gauche du Rhin.
Avr. — **2** : la Wehrmacht encerclée dans la Ruhr.
— **5** : avance générale des armées alliées en Allemagne.
— **17** : capitulation de l'armée de la Ruhr.
— **18** : Patton parvient à 90 km de **Prague**, à **Pilsen**, où il s'arrête.
— **22** : prise de **Stuttgart** (de Lattre de Tassigny).
— **24** : prise d'**Ulm** (de Lattre de Tassigny).
— **25** : jonction des troupes américaines et des troupes russes (Patton-Koniev) près de **Torgau**.
— 29 : prise de **Munich** (Patch). L'armée française pénètre en **Autriche**.

Le front du Pacifique et la guerre en Extrême-Orient.

Déc. 1941 — **1er** : ordre aux porte-avions japonais des îles **Kouriles** de quitter leurs bases d'opérations.
— **7** : attaque de la flotte américaine de **Pearl Harbor** et de **Wake**. Débarquement japonais à **Bornéo**.
— **8** : état de guerre entre les Alliés et le Japon.
— **9** : les Japonais aux îles **Gilbert**.
— **10** : attaque de l'escadre anglaise du golfe de **Siam** : le *Repulse* et le *Prince of Wales* sont coulés. Les Japonais aux **Philippines**. Prise de l'île de **Guam**.
— **12** : les Japonais aux îles **Mariannes (Guam)**. Occupation de **Bangkok**.
— **19** : occupation de **Hong-kong**.
— **23** : prise de l'île de **Wake**.
— **25** : capitulation anglaise à **Hong-kong**.
Janv. 1942 — **2** : occupation de **Manille**.
— **7** : début de l'offensive japonaise en **Malaisie**.
— Débarquement japonais à **Rabaul** (Nouvelle-Guinée), aux îles **Celèbes** et aux îles **Moluques**.
— **23** : chute de **Rabaul**.
Fév. — **15** : la garnison britannique de Singapour capitule.
— **18** : débarquement nippon aux îles de la **Sonde**.
— **19** : attaque japonaise sur **Port-Darwin**.
— **28** : débarquement japonais à **Java** après la bataille navale de la mer de Java (27).
Mars — **début du mois** : les Japonais attaquent la **Birmanie**.
— **7** : prise de **Rangoon**.
— **9** : capitulation totale des forces hollandaises en **Indonésie (Batavia et Java)**.
Avr. — : attaque sur **Ceylan** ; le porte-avions britannique *Hermes* est coulé.
— **6** : prise de **Sumatra** par les Japonais.
— **9** : les Américains capitulent à **Bataan**, aux Philippines.
— **18** : premiers bombardements aériens de **Tokyo** par l'aviation américaine.
Mai — **1er** : prise de **Mandalay** (Birmanie).
— **4** : prise d'**Akyab** (Birmanie).
— **7** : échec japonais dans la mer de **Corail**.
— **16** : capitulation américaine à **Corregidor**.
— **2e quinzaine** : fin de la conquête de la **Birmanie** par les troupes nippones ; les troupes britanniques se regroupent à **Imphal**.
Juin — **3-6** : défaite japonaise aux îles **Midway**.
— **8** : débarquement japonais aux îles **Aléoutiennes (Kiska, Attu)**.
— **20** : l'aviation japonaise bombarde l'île de **Vancouver** au Canada.
Juill. — **6** : occupation de **Guadalcanal** par les troupes japonaises (îles **Salomon**).
— **24** : débarquement japonais à **Gona**, en Nouvelle-Guinée.
Août — **7** : débarquement américain à Guadalcanal et contre-offensive alliée.
— **7-24** : combats navals autour des îles **Salomon** et des îles **Savo**.
— **27** : attaque japonaise sur **Port-Moresby**.
— **31** : attaque japonaise sur **Milne Bay**.
Oct. — **2e quinzaine** : bataille de **Guadalcanal**.
Nov. — **3** : le corps expéditionnaire australien reprend **Kodoka** en Nouvelle-Guinée.
— **13-15** : défaites navales nippones dans la zone de **Guadalcanal**.
Déc. — Nouvelle-Guinée : progression alliée (Gona, Bona, Saramanda).
Janv. 1943 — Début de l'évacuation de **Guadalcanal** par les Japonais.
Mars 1943 — **2-4** : Défaite navale des Japonais au large de la Nouvelle-Guinée (Bataille de la mer de **Birsmark**).
Avr. 1943 — **18** : l'amiral Yamamoto tué dans un combat aérien. Il est remplacé par l'amiral Koga.
Mai — **11** : les Américains débarquent à **Attu** (îles Aléoutiennes).
— **15** : le général Mac-Arthur est nommé commandant en chef des forces alliées du Pacifique.
— **25** : Chine : tentative japonaise sur **Tchong K'ing**.
Juin — **22** : débarquement américain dans l'île **Woodlark**.
— **29-30** : débarquement allié en Nouvelle-Géorgie.
— **30** : les troupes américaines débarquent dans l'île de **Randova** (îles Salomon).
Juill. — **2e quinzaine** : bataille de l'île de **Munda**.
Août — **15** : débarquement américain à **Vella Lavella (Nouvelle Géorgie)**.
— **16** : débarquement américain à **Kiska** (îles Aléoutiennes).
— **25** : la **Nouvelle Géorgie** entièrement occupée par les troupes américaines.
Sept. — **4** : débarquement australien en **Nouvelle-Guinée (Lae)**.
— **4-22** : progression alliée en **Nouvelle-Guinée (Salamaua** et **Finschafel)**.
Oct. — **7** : Les Japonais évacuent **Vella Lavella**.
— **16** : installation des Alliés en **Nouvelle-Guinée**.
— **28** : débarquement allié dans les îles **Choiseul** (îles Salomon).
Nov. — **2e quinzaine** : débarquement allié à **Bougainville** et aux îles **Gilbert** (23 nov.).
Déc. — **2e quinzaine** : débarquement américain en **Nouvelle-Bretagne**. Combats en **Nouvelle-Guinée**.
Janv. 1944 — **2** : corps expéditionnaire américain en **Nouvelle-Guinée (Saidor)**.
— **31** : débarquement américain dans les îles **Marshall**.
Fév. — **16** : attaque des îles **Carolines (Truk)**.
— **18** : débarquement américain à **Eniwetok**, aux îles **Marshall**.
— **28** : les Chinois battent les Japonais à **Maingkwan**.
Mars — **13** : débarquement allié dans l'**Arakan**.
— **30** : attaque aérienne américaine sur les îles **Carolines (Palaos)**.
Avr. — Les Japonais marchent sur **Imphal**.
— **22** : débarquement allié en **Nouvelle-Guinée (Hollandia, Aïtapé)**.
Mai — **10** : les troupes alliées et les troupes chinoises se rejoignent en **Haute-Birmanie**.
— **15** : les Américains reprennent l'île de **Wake**.
— **27** : reprise de l'île de **Biak** (Nouvelle-Guinée).
Juin — **15** : les Américains débarquent à **Saïpan** (Mariannes).
— **16** : les Alliés prennent **Kamaing**.
— **18** : progression des Japonais en Chine **(Tchang-Cha)**.
— **19** : bataille de la mer des **Philippines** ; défaite navale des Japonais.
— **20** : prise de **Mogaung**.
— **21** : prise d'**Aslito** (Mariannes).
— **30** : prise de **Heng-Yang** par les Japonais.
Juill. — **1er** : débarquements alliés en **Nouvelle-Guinée (Noemfoor** et **Biak)**.
— **13** : prise définitive de **Saïpan** (Mariannes).
— **21-24** : débarquements alliés aux îles **Mariannes : Guam (21), Tiniam (24)**.
Août — **10** : prise définitive de **Guam**.
— **17** : les Alliés à **Lungling**.
Sept. — **11** : débarquement américain dans l'île **Molotaï** (Moluques).
— **14** : prise de **Tengshung** par les troupes britanniques.
— **16** : nouveaux débarquements dans les îles **Palaos** (Carolines).
— **26** : les troupes britanniques à **Tiddim**.
Oct. — **17-18** : débarquement américain à **Leyte** aux Philippines.
— **19** : prise de **Tiddim** par les Britanniques.
— **23-26** : bataille aéro-navale de Leyte.
Nov. — **1er** : premières attaques japonaises par kamikazes (avions-suicide). Prise de **Mawla** par les Alliés.
— **21** : début de la reconquête des îles **Gilbert** par les Américains.
— **26** : arrivée des troupes alliés à **Sittaung**.
Déc. — **2** : les Chinois contre-attaquent à **Tushan**.
— **3** : prise de **Lang-Tchéou** par les Japonais.
— **5** : prise de **Taï-Pang** par les Japonais.
— **8** : jonction des troupes japonaises en Chine avec les troupes japonaises d'Indochine.
— **15** : débarquement américain à **Mindoro**.
— **18** : les troupes alliées à la frontière chinoise.
— **20** : offensive dans le golfe du **Bengale**.
— **25** : prise définitive de **Leyte**.
— **31** : les Alliés prennent **Rhathedaung**.
Janv. 1945 — **3** : les Alliés prennent **Akyab**.
— **9** : débarquement de Mac-Arthur à **Luçon** (Philippines).
— **23** : rétablissement des communications entre la Birmanie et la Chine.

— **25** : début du repli japonais sur la ligne de l'**Iraouaddi.**

Fév. — **1er** : les troupes alliées atteignent la ligne de l'**Iraouaddi (Mynmu).**

— **16-17** : bombardements aériens sur **Tokyo.**

— **17** : débarquement américain à **Corregidor.**

— **19** : débarquement allié dans les îles japonaises de **Ryu Kyu (Iwo-Jima).**

Mars — **3** : reprise définitive de **Manille.**

— **8** : bombardements aériens sur les principales villes japonaises **(Tokyo, Yokohama, Osaka, Nagoya, Kobé).**

— **12** : débarquement à **Mindanao.**

— **16** : chute d'**Iwo Jima.**

— **29** : prise des îles de **Kerama.**

Avr. — **1er** : débarquement des troupes américaines à **Okinawa.**

— **6** : contre-offensive des *kamikazes* à **Okinawa.**

— **7** : bataille navale au large du **Japon.**

— **19** : bombardements du **Japon.**

— **20** : progression alliée en direction de **Rangoon.**

— **21** : progression australienne sur **Karawop** (Nouvelle-Guinée).

— **26** : chute de **Toungoo.**

— **30** : prise de **Pegu.**

Mai — Reprise de l'île de **Bougainville** par les Américains.

— **3** : prise de **Rangoon** et fin de la guerre en Birmanie.

— **13** : les Chinois prennent **Fou Tchéou.**

— **27** : les Chinois prennent **Nanning.**

Juin — **11** : débarquement à **Bornéo.**

— **21** : occupation d'**Okinawa.**

— **7** : évacuation de l'**Indochine** par les troupes japonaises.

— **18** : bombardements aériens de **Tokyo.**

Août — **6** : bombe atomique sur **Hiroshima.**

— **9** : bombe atomique sur **Nagasaki.**

— **15** : ordre impérial de cesser le feu sur tous les fronts.

La Communauté économique européenne (CEE).

Dates	Événements
17 mars 1948	Signature du *traité de Bruxelles* entre le Bénélux, la France et le Royaume-Uni : création de l'Union occidentale, organisation militaire préventive contre l'éventuel « danger allemand » qui pourrait survenir dans le futur.
4 avril 1949	Signature du *traité de l'Atlantique-Nord* à Washington ; ce traité intègre les nations d'Europe occidentale dans le « Bloc Ouest », dont l'adversaire potentiel est l'URSS. En 1950, l'Union occidentale n'est plus dirigée contre le « danger allemand », mais contre l'URSS, dans le cadre de l'OTAN.
5 mai 1949	Création du Conseil de l'Europe.
9 mai 1950	Le Français ROBERT SCHUMAN propose l'organisation d'un pool européen du charbon et de l'acier (CECA), auquel le Royaume-Uni refuse d'adhérer (3 juin). Ce refus britannique est le premier d'une longue série de refus, qui provoqueront ultérieurement de graves difficultés au sein de la CEE.
18 avril 1951	*Traité de Paris,* instituant le pool charbon-acier (CECA), signé par six pays : RFA, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas.
27 mai 1952	*Traité de Paris,* instituant la Communauté européenne de défense (CED).
10 août 1952	Installation de la Haute-Autorité de la CECA à Luxembourg (premier président : le Français JEAN MONNET). Le *marché commun* pour le charbon et le fer ouvre le 18 février 1953 ; le marché commun de l'acier en mai 1953.
20 mai 1954	Mémorandum du Bénélux, tendant à l'organisation d'un Marché commun européen, étendu à tous les produits.
Août 1954	Conférence de la CED à Bruxelles (19-22 août) ; le 31 août, l'Assemblée Nationale française rejette le traité de la CED sur la défense intégrée de l'Europe, la France tenant à préserver son autonomie militaire.
23 octobre 1954	*Accords de Paris :* 1° remplacement de la CED par l'Union de l'Europe occidentale (UEO), à laquelle adhèrent l'Allemagne de l'Ouest et l'Italie ; 2° rétablissement de la souveraineté de la RFA (cessation du régime d'occupation) ; accord franco-allemand sur la question de la Sarre. Les accords de Paris ont été conduits par MENDÈS-FRANCE, EDEN, ALLAN DULLES et ADENAUER.
9 mai 1955	Entrée de la RFA à l'OTAN (prévue par les accords de Paris).
Mai 1956	Conférence intergouvernementale à Venise préparatoire à l'instauration de la CEE. Il s'agit de créer un *Marché commun* élargi à toute l'économie et à l'énergie nucléaire ; les instigateurs sont les six États membres de la CECA (« Europe des Six ») ; le Royaume-Uni, invité à participer aux travaux, se récuse.
25 mars 1957	Signature du *Traité de Rome,* créant l'Euratom et le Marché commun européen ou CEE, par les Six (Allemagne de l'Ouest, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas).
1er janvier 1958	Entrée en vigueur du traité de Rome ; la commission exécutive siège à Bruxelles.
13 mars 1958	Première réunion du Parlement européen, à Strasbourg.
8 novembre 1961	Ouverture des négociations relatives à l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE.
1er avril 1962	Création du Marché commun agricole (« Europe verte »).
14 janvier 1963	Conférence de presse du général DE GAULLE (président de la République française), dans laquelle celui-ci déclare son opposition à l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun.
22 janvier 1963	Signature du traité de coopération franco-allemand.
20 juillet 1963	*Convention de Yaoundé* (association avec les pays d'outre-mer).
Février 1964	Mise en place des premières organisations communautaires relatives aux marchés de certains produits agricoles (« Europe verte »).
15 décembre 1964	Plan d'unification des prix des céréales dans la CEE.
8 avril 1965	Traité prévoyant la fusion des institutions européennes.
Juin 1965	Première crise de la CEE au sujet du financement de l'Europe verte (crise ouverte par le gouvernement français).
10 mars 1966	La France se retire de l'OTAN.
11 mai 1966	Fin de la crise du Marché commun et accords des Six sur les questions agricoles.
11 mai 1967	Nouvelle candidature du Royaume-Uni au Marché commun, proposée par le gouvernement travailliste de HAROLD WILSON ; l'Irlande, le Danemark et la Norvège déposent aussi leur candidature.
1er juillet 1967	Fusion des institutions de la CEE, de la CECA et de l'Euratom.
Septembre 1967	Refus français quant à l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE.
1er juillet 1968	Réalisation de l'Union douanière à l'intérieur de la CEE.
20 octobre 1968	Fermeture du marché des changes en Europe première conséquence de la crise monétaire.
Décembre 1969	*Mémorandum Mansholt* sur l'amélioration des structures agricoles dans la CEE.
29 juillet 1967	Renouvellement de la convention de Yaoundé avec 18 États africains.
24 septembre 1969	*Convention d'Arusha* avec les pays de l'Afrique orientale.
fin 1969	La crise monétaire internationale, née en 1968, se développe. Dévaluation du franc français et réévaluation du mark. Montants compensatoires aux frontières.
Décembre 1969	Réunion à La Haye des chefs d'État de l'Europe des Six : accords de principe sur les règlements agricoles et décision d'engager des négociations avec le Royaume-Uni et les autres candidats à l'entrée dans le CEE (négociations rendues possibles par le départ du général DE GAULLE, en avril 1969).
Février 1970	Accord entre les Six sur le financement de la CEE.
30 juin 1970	Ouverture des négociations sur l'entrée du Royaume-Uni, du Danemark, de l'Irlande et de la Norvège dans la CEE.
Octobre 1970	*« Plan Werner »* pour la création d'une monnaie commune aux membres de la CEE ; *« Plan Davignon »* sur l'unification politique de la CEE.
9 février 1971	Accord sur la réalisation progressive de l'Union économique et monétaire.
Mai 1971	Fin (provisoire ?) des espoirs d'union monétaire : la monnaie de la RFA et celle des Pays-Bas « flottent », ainsi que la livre anglaise et la lire italienne.
22 juin 1971	Accord avec le Royaume-Uni sur les conditions d'adhésion de celui-ci à la CEE.
12 septembre 1971	La CEE définit sa position sur la réforme du système monétaire international.
Janvier 1972	*Conférence de Bruxelles :* adhésion du Royaume-Uni, du Danemark, de l'Irlande et de la Norvège à la CEE (toutefois, l'adhésion de la Norvège restera sans effets, car le peuple norvégien se prononcera contre l'entrée dans le Marché commun).
1er janvier 1973	Entrée officielle des nouveaux États-membres dans la CEE : l'« Europe des Six » devient l'« Europe des Neuf ». Les États de la CEE décident de laisser flotter leur monnaie, mais de limiter un écart maximal de 2,25 % (c'est ce qu'on a appelé le *serpent monétaire*).
12-15 janvier 1973	*Conférence au sommet de Copenhague :* déclaration commune sur l'identité européenne.
17 janvier 1973	Négociations entre la CEE et les États dits ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), en vue de l'extension de la convention de Yaoundé II.
11 mars 1973	Après une nouvelle réévaluation du mark, les « Neuf » décident de ne plus soutenir le dollar et de maintenir le principe du *serpent ;* le Royaume-Uni, l'Italie et l'Irlande restent toutefois en dehors du système.
1er avril 1973	Après l'adoption de la TVA (impôt indirect sur la valeur ajoutée) par le Royaume-Uni, cette taxe est dorénavant en vigueur dans tous les États de la CEE (la TVA a été instituée en 1954 en France ; elle s'est progressivement généralisée).
3 avril 1973	Statuts et règlements du Fonds européen de Coopération monétaire.
Juillet 1973	*Conférence d'Helsinki* sur la sécurité et la coopération en Europe.
Janvier 1974	Sommets européens à Paris et à Copenhague sur l'organisation de l'Europe des régions ; échec des négociations entre les Neuf.
Février 1974	*Conférence de Washington* (internationale) sur le pétrole : la France se désolidarise de ses partenaires de la CEE.
Mars 1974	Résolution du Conseil envisageant un accord entre la CEE et 20 pays arabes.
Avril 1974	Le Royaume-Uni demande à ce que soient révisées ses conditions d'adhésion à la CEE. Restriction (à la demande de la France) des importations de viande de bœuf dans la CEE ; cette restriction va jusqu'à la fermeture des frontières de la CEE aux importations de bovins.
12 février 1975	Accord sur l'exercice de la médecine à l'intérieur de la CEE (équivalence des diplômes, etc.).
28 février 1975	*Convention de Lomé* (Togo) : les Neuf garantissent à 46 États en voie de développement la stabilité de leurs exportations.
11 mars 1975	Renégociation de l'adhésion du Royaume-Uni (sommet de Dublin) qui obtient de larges concessions.
26 mars 1975	La France bloque les importations de vins italiens, sous la pression des viticulteurs français.
11 mai 1975	Accord de libre-échange entre la CEE et Israël.
5 juin 1975	Le peuple britannique se prononce par référendum pour le maintien dans la CEE (66,9 % de oui).
6 mars 1976	Accord sur les prix agricoles ; mécontentement des agriculteurs français.
20 septembre 1976	Les Neuf s'accordent sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel.
18 février 1977	Accord avec l'URSS sur les droits de pêche.
25 avril 1977	Accord des Neuf sur l'augmentation des prix agricoles (+ 3,5 %), après plusieurs semaines de discussions.
3 mai 1977	La CEE décide d'accorder une aide d'un milliard de dollars aux pays les plus pauvres.
7 mars 1978	Accord des Neuf sur les montants compensatoires agricoles ; dévaluation du « franc vert ».
5 décembre 1978	Accord sur la création d'une monnaie de compte européenne : l'ÉCU.
6 mars 1979	Nouvel accord des Neuf sur les montants compensatoires ; le Royaume-Uni s'oppose au blocage des prix agricoles.
12 mars 1979	Entrée en vigueur du Système monétaire européen (SME).
28 mai 1979	Traité d'adhésion de la Grèce à la CEE, signé à Athènes (entrée en vigueur : 1er mai 1981).
17 juin 1979	Séance inaugurale du Parlement européen à Strasbourg ; la Française SIMONE VEIL élue présidente de l'Assemblée.
26 septembre 1979	Le Royaume-Uni cité devant la Cour de justice de l'Europe, à Luxembourg, au sujet de la réglementation du marché des langoustines (« guerre de la langoustine »).
30 novembre 1979	Échec du sommet européen de Dublin (le gouvernement Thatcher refuse tout compromis sur la participation du Royaume-Uni au budget de la CEE).
16 janvier 1980	Prise de position des Neuf (contre l'URSS) à propos de l'Afghanistan.
22 avril 1980	Décision des Neuf (+ le Japon et l'Espagne) à Luxembourg : sanctions de principe contre l'Iran.
23 avril 1980	Échec des négociations de l'Europe verte ; blocage des négociations par le Royaume-Uni.
30 mai 1980	Accord des Neuf sur la réduction de la contribution britannique au budget de la CEE ; hausse des prix agricoles (+ 5 %).
1er janvier 1981	Entrée officielle de la Grèce dans la CEE : l'Europe des Neuf devient l'Europe des Dix.

Liste officielle des papes de l'Église catholique romaine suivie d'une liste des antipapes.

Nos officiels	Nom des papes	Début du pontificat en :
1	Saint Pierre	33
2	Saint Lin	67
3	Saint Anaclet	76 ou 79
4	Saint Clément Ier	88 ou 97
5	Saint Évariste (Grec)	97
6	Saint Alexandre Ier	105 ou 109
7	Saint Sixte Ier	115
8	Saint Télesphore (Grec)	125
9	Saint Hygin (Grec)	136
10	Saint Pie Ier	140
11	Saint Anicet (Syrien)	155
12	Saint Sôter	166
13	Saint Éleuthère (Grec)	175
14	Saint Victor (Africain)	189
15	Saint Zéphirin	199
16	Saint Calixte Ier	217 ou 218
17	Saint Urbain Ier	222
18	Saint Bontien	230
19	Saint Anthère	235
20	Saint Fabien	236
21	Saint Corneille	251
22	Saint Lucius Ier	253
23	Saint Étienne Ier	254
24	Saint Sixte II (Grec)	257
25	Saint Denys	259
26	Saint Félix Ier	269
27	Saint Eutychien	275
28	Saint Goïus (Dalmate)	283
29	Saint Marcellin	296 ou 291
30	Saint Marcel Ier	308
31	Saint Eusèbe	309 ou 310
32	Saint Miltiade (Africain)	311
33	Saint Sylvestre Ier	314
34	Saint Marc	336
35	Saint Jules Ier	337
36	Saint Libère	352
37	Saint Damase Ier (Espagnol)	366
38	Saint Sirice	384
39	Saint Anastase Ier	399
40	Saint Innocent Ier	401
41	Saint Zosime (Grec)	417
42	Saint Boniface Ier	418
43	Saint Célestin Ier	422
44	Saint Sixte III	433
45	Saint Léon Ier le Grand	440
46	Saint Hilaire	461
47	Saint Simplice	468
48	Saint Félix III	483
49	Saint Gélase Ier (Africain)	492
50	Anastase II	496
51	Saint Symmaque	498
52	Saint Hormisdas	514
53	Saint Jean Ier	523
54	Saint Félix IV	526
55	Boniface II	530
56	Jean II	533
57	Saint Agapet Ier	535
58	Saint Silvère	536
59	Vigile	537
60	Pélage Ier	556
61	Jean III	561
62	Benoit Ier (élu en juillet 574, consacré en juin 575).	575
63	Pélage II	579
64	Saint Grégoire Ier dit Grégoire le Grand	590
65	Sabinien	604
66	Boniface III	607
67	Saint Boniface IV	608
68	Saint Dieudonné ou Adéodat Ier	615
69	Boniface V	619
70	Honorius Ier	625
71	Séverin	640
72	Jean IV (Dalmate)	640
73	Théodore Ier (Grec)	642
74	Saint Martin Ier	649
75	Saint Eugène Ier	655
76	Saint Vitalien	657
77	Adéodat II	672
78	Donus	676
79	Saint Agathon	678
80	Saint Léon II	682
81	Saint Benoit II	684
82	Jean V	685
83	Conon (Grec)	686
84	Saint Serge Ier (Syrien)	687
85	Jean VI (Grec)	701
86	Jean VII (Grec)	705
87	Sisinnius (Syrien)	708
88	Constantin (Syrien)	708
89	Saint Grégoire II	715
90	Saint Grégoire III (Syrien)	731
91	Saint Zacharie (Grec)	741
pas de n°	Étienne	752
92	Étienne II	752
93	Saint Paul Ier	757
94	Saint Étienne III	767
95	Adrien Ier	777

Nos officiels	Nom des papes	Début du pontificat en :
96	Saint Léon III	795
97	Étienne IV	816
98	Saint Pascal Ier	817
99	Eugène II	824
100	Valentin	827
101	Grégoire IV	827
102	Serge II	844
103	Saint Léon IV	847
104	Benoit III	855
105	Saint Nicolas Ier le Grand	858
106	Adrien II	867
107	Jean VIII	872
108	Marin Ier	882
109	Saint Adrien III	884
110	Étienne V	885
111	Formose	891
112	Boniface VI	896
113	Étienne VI	896
114	Romain	897
115	Théodore II	897
116	Jean IX	898
117	Benoit IV	900
118	Léon V	903
119	Serge III	904
120	Anastase III	911
121	Landon	913
122	Jean X	914
123	Léon VI	928
124	Étienne VII	928
125	Jean XI (famille des comtes de Tusculum)	931
126	Léon VII	936
127	Étienne VIII	939
128	Marin II	942
129	Agapet II	946
130	Jean XII	955
131	Léon VIII	963
132	Benoît V	964
133	Jean XIII	965
134	Benoît VI	973
135	Benoît VII	974
136	Jean XIV (Pierre Canepanova)	983
137	Jean XV	985
138	Grégoire V (Saxon) (Brunene di Carinzia)	996
139	Sylvestre II (Gerbert d'Aurillac, français)	999
140	Jean XVII (Giovanni Siccone)	1003
141	Jean XVIII (Giovanni Fasano)	1004
142	Serge IV (Pierre Buccaporci)	1009
143	Benoît VIII (famille des comtes de Tusculum)	1012
144	Jean XIX	1024
145	Benoît IX	1032
146	Sylvestre III Giovanni	1045
147	Benoît IX	1045
148	Grégoire VI (Jean Graziano)	1045
149	Clément II (Suideer, comte de Morsleben, Saxon)	1046
150	Benoît IX	1047
151	Damase II (comte Poppone, Bavarois)	1048
152	Saint Léon IX (comte d'Egisheim-Dagsbourg, Alsacien)	1049
153	Vicor II (comte de Hirschberg, Allemand)	1055
154	Étienne IX (Frédéric de Lorraine)	1057
155	Nicolas II (Gérard de Bourgogne, Français)	1059
156	Alexandre II (Anselme de Lucca de Baggio)	1061
157	Saint Grégoire VII (Hildebrand de Soana)	1073
158	Victor III (Didier, prince de Bénévent) Dauferi, puis plus tard, Desiderius	1086
159	Urbain II (Odon de Lagery, Français)	1088
160	Pascal II (aussi Paschal) (Raniero de Bieda)	1099
161	Gélase II (Jean de Gaète)	1118
162	Calixte II (Guy de Bourgogne, Français)	1119
163	Honorius II (Lambert Scannabecgi)	1124
164	Innocent II (Grégoire Papareschi)	1130
165	Célestin II (Guy de Castello)	1143
166	Lucius II	1144

Nos officiels	Nom des papes	Début du pontificat en :
	(Gérard Caccianemici)	
167	Eugène III (Bernard Paganelli)	1145
168	Anastase IV (Conrad de Suburra)	1153
169	Adrien IV (Nicolas Breakspear, Anglais)	1154
170	Alexandre III (Roland Bandinelli, né à Sienne)	1159
171	Lucius III (Ubaldo Allucingoli)	1181
172	Urbain III (Hubert Crivelli)	1185
173	Grégoire VIII (Albert de Morra)	1187
174	Clément III (Paolo Scolaei)	1187
175	Célestin III (Giocinto Bobo-Orsini)	1191
176	Innocent III (Lothaire de Segni)	1198
177	Honorius III (Censi Savelli)	1216
178	Grégoire IX (Ugolin de Segni)	1227
179	Célestin IV (Gioffredo Castiglioni)	1241
180	Innocent IV (Sinibaldo Fieschi)	1243
181	Alexandre IV (Roland de Segni)	1254
182	Urbain IV (Jacques Pantaléon, Français)	1261
183	Clément IV (Guy le gros Foulques, Français)	1265
184	Grégoire X (Teobaldi Visconti)	1271
185	Innocent V (P. de Tarentaise, Savoyard)	1278
186	Adrien V (Ottobon Fieschi)	1276
187	Jean XXI (Pierre Rebuli-Giulani, Portugais)	1276
188	Nicolas III (Jean-Gaétan Orsini)	1277
189	Martin IV (Simon de Brion, Français)	1281
190	Honorius IV (Jacques Savelli)	1285
191	Nicolas IV (Girolamo Masci)	1288
192	Saint Célestin V (Pierre Angelnier de Morron)	1294
193	Boniface VIII (Benoît Gaetani)	1294
194	Benoît XI (Nicolas Boccasini)	1303
195	Clément V (Bertrand de Got, Français)	1305
196	Jean XXII (Jacques Duèze, Français)	1316
197	Benoît XII (Jacques Fournier, Français)	1335
198	Clément VI (Pierre-Roger de Beaufort, Français)	1342
199	Innocent VI (Étienne Aubert, Français)	1352
200	Urbain V (Guillaume de Grimoard, Français)	1362
201	Grégoire XI (Pierre-Roger de Beaufort II, Français)	1370
202	Urbain VI (Bartolomeo Prignano)	1378
203	Boniface IX (Pierre Tomaselli)	1389
204	Innocent VII (Cosme Migliorati)	1404
205	Grégoire XII (Angelo Correr)	1406
206	Martin V (Oddone Colonna)	1417
207	Eugène IV (Gabriel Gondulmer)	1431
208	Nicolas V (Thomas Parentugelli)	1447
209	Calixte III (Alphonse Borgia, Espagnol)	1455
210	Pie II (Enea Silvio Piccolomini)	1458
211	Paul II (Pierre Barbo)	1464
212	Sixte IV (François Della Rovere)	1471
213	Innocent VIII (Jean-Baptiste Cibo)	1484
214	Alexandre VI (Rodrigue Borgia,	1492

Nos officiels	Nom des papes	Début du pontificat en :
	Espagnol)	
215	Pie III (François Todeschini-Piccolomini)	1503
216	Jules II (Julien Della Rovere)	1503
217	Léon X (Jean de Médicis)	1513
218	Adrien VI (Adrien Florensz, Néerlandais)	1522
219	Clément VII (Jules de Médicis)	1523
220	Paul III (Alexandre Farnèse)	1534
221	Jules III (Jean-Maris Ciocchi del Monte)	1550
222	Marcel II (Marcel Cervini)	1555
223	Paul IV (Jean-Pierre Carafa)	1555
224	Pie IV (Jean-Ange de Médicis)	1559
225	Saint Pie V (Antonio Ghislieri)	1566
226	Grégoire XIII (Hugo Boncompagm)	1572
227	Sixte Quint (Félix Peretti)	1585
228	Urbain VII (Jean-Baptiste Castagna)	1590
229	Grégoire XIV (Nicolas Sfondrato)	1590
230	Innocent IX (Jean Antoine Facchinetti)	1591
231	Clément VIII (Hippolyte Aldbrandini)	1592
232	Léon XI (Alexandre Ottaviano de Médicis)	1605
233	Paul V (Camille Borghèse)	1605
234	Grégoire XV (Alexandre Ludovisi)	1621
235	Urbain VIII (Maffeo Barberini)	1623
236	Innocent X (Giovanni Battista Pamfili)	1644
237	Alexandre VII (Fabio Chigi)	1655
238	Clément IX (Jules Rospigliosi)	1667
239	Clément X (Émile Altieri)	1670
240	Innocent XI (Benoît Odescalchi)	1676
241	Alexandre VIII (Pierre Ottoboni)	1689
242	Innocent XII (Antoine Pignatelli)	1691
243	Clément XI (Jean-François Albani)	1700
244	Innocent XIII (Michel-Ange Conti)	1721
245	Benoît XII (Vincent-Marie Orsini)	1724
246	Clément XII (Laurent Corsini)	1730
247	Benoît XIV (Prosper Lambertini)	1740
248	Clément XIII (Charles Rezzonico)	1758
249	Clément XIV (Giovanni Vicenzo Antonio Ganganelli, nom de religion Laurent).	1769
250	Pie VI (Jean-Angelo Braschi)	1775
251	Pie VII (Barnabé Chiaramonti)	1800
252	Léon XII (Annibale Della Genga)	1823
253	Pie VIII (François-Xavier Castiglioni)	1829
254	Grégoire XVI (Bartholomeo Alberto Cappellari)	1831
255	Pie IX (Jean-Marie Mastaï Ferreti)	1846
256	Léon XIII (Joachim Pecci)	1878
257	Saint Pie X (Joseph Sarto) Condamne le modernisme.	1903
258	Benoît XV (Jacques Della Chiesa)	1914
259	Pie XI (Achille Ratti)	1922
260	Pie XII (Eugène Pacelli)	1939
261	Jean XXIII (Ange-Joseph Roncalli)	1958
262	Paul VI	1963
263	Jean-Paul Ier (Albino Luciani)	1978
264	Jean-Paul II (Karol Woityla, Polonais)	1978

Les antipapes.

Date	Nom
227-235	Saint Hippolyte
251	Novatien
355-365	Félix II
366-367	Ursinus
418-419	Eulalius
498-505	Laurent
530	Dioscore
687	Théodore
687-692	Pascal
767-769	Constantin
768	Philippe
844	Jean
855	Anastase
855-859	Jeanne
903-904	Christophore
984	Boniface VII
997-998	Jean XVI
1012	Grégoire VI
1058-1060	Benoît X
1061-1072	Honorius II
1080-1100	Clément III
1100	Théodoric
1102	Albert
1105-1111	Sylvestre IV
1118-1121	Grégoire VIII
1124	Célestin II
1130-1138	Anaclet II
1159-1164	Victor IV
1164-1168	Pascal III
1168-1176	Calixte III
1179-1181	Innocent III
1328-1330	Nicolas V
1378-1394	Clément VII
1394-1423	Benoît XIII
1409-1410	Alexandre V
1410-1415	Jean XXIII
1425-1429	Clément VIII
1430	Benoît XIV
1439-1449	Félix V

INDEX

C

D

INDEX

M

N

T

U

V

W

INDEX

Y

Z

Achevé d'imprimer en Italie
sur les presses de GEA à Milan
le 16 juillet 1986
Dépôt légal : août 1986
Dépôt légal 1re édition : juin 1985